

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ET

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE LE MIRAIL

LE QUÉBEC EN FRANCOPHONIE.

PERCEPTIONS, RÉALITÉS, ENJEUX :

OU LES RELATIONS PARTICULIÈRES QUÉBEC CANADA

FRANCE ESPACE FRANCOPHONE, DES ORIGINES À 1995

VOLUME I

THÈSE

PRÉSENTÉE EN COTUTELLE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR

Aurélien YANNIC

JUIN 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

**UNIVERSITE DE TOULOUSE LE MIRAIL (UTM)
&
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL (UQAM)**

**LE QUEBEC EN FRANCOPHONIE
PERCEPTIONS, REALITES, ENJEUX :
Ou les relations particulières Québec Canada
France espace francophone, des origines à 1995**

Thèse pour le Doctorat en histoire

Présentée et soutenue à l'Université de Toulouse le Mirail par

Aurélien YANNIC

Directeurs de recherche dans le cadre de la cotutelle de thèse :

M. Rémy PECH, professeur des universités, responsable de la Chaire Jean Monnet (UTM), Président émérite de l'Université Toulouse le Mirail.
M. Robert COMEAU, professeur au département d'histoire et fondateur de la Chaire Hector Fabre de l'UQAM.

Juin 2007

Tome I

Aurélien YANNIC

LE QUEBEC EN FRANCOPHONIE
PERCEPTIONS REALITES ENJEUX :
OU LES RELATIONS PARTICULIERES QUEBEC
CANADA FRANCE ESPACE FRANCOPHONE
DES ORIGINES A 1995

Thèse de doctorat effectuée en cotutelle

au
Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal
(UQAM)

et au
Laboratoire FRAMESPA, section DIASPORA
Université Toulouse le Mirail
(Toulouse II)

Thèse présentée à l'Université du Québec à Montréal en vue de l'obtention du
grade de Philosophiæ Doctor (Ph.D) en histoire
et à
L'Université Toulouse le Mirail en vue de l'obtention du grade de Docteur en
histoire

juin 2007

© YANNIC Aurélien, 2007

Université Toulouse le Mirail (UTM)

et

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Cette thèse intitulée :

**LE QUEBEC EN FRANCOPHONIE PERCEPTIONS REALITES ENJEUX :
Ou les relations particulières Québec Canada France Espace francophone, des origines
à 1995**

Présentée et soutenue à l'Université de Toulouse le Mirail (TOULOUSE II) par

Aurélien YANNIC

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Membres du jury

Président émérite et directeur de recherche : Monsieur Rémy PECH, Professeur, Université de Toulouse le Mirail (UTM).

Directeur de recherche : Monsieur Robert COMEAU, Professeur, Université du Québec à Montréal (UQAM).

Membre du Jury : Monsieur Michel BERTRAND, Professeur, UTM.

Membre du jury : Monsieur Marc CHEVRIER, Professeur, UQAM.

Membre du Jury : Monsieur Dominique WOLTON, Professeur, Directeur de recherche au CNRS.

L'Université n'entend ni approuver ni désapprouver
les opinions particulières du candidat.

REMERCIEMENTS

Je tiens à témoigner ma profonde gratitude à mes directeurs, Messieurs les professeurs Rémy Pech et Robert Comeau, qui ont eu une place éminente par leurs conseils et leur soutien dans la conception et la réalisation de ce travail, et qui sont parvenus à tisser de nouveaux liens entre l'UTM et l'UQAM.

J'y associe également tous ceux dont les suggestions et les encouragements m'ont permis d'achever mon doctorat en temps voulu, qu'ils soient d'Europe, d'Amérique et d'ailleurs. Mes remerciements vont à Messieurs les professeurs, Michel Bertrand, Marc Chevrier et Dominique Wolton qui ont accepté d'être membres du jury de cette thèse. Je remercie aussi, Monsieur Bertrand De Lafargue pour la qualité de son enseignement, sa disponibilité et ses innombrables encouragements, en dépit du mal qu'il affrontait, sans lui je n'aurais pas pu débiter cette recherche. Qu'il trouve ici toute ma reconnaissance et mon estime. Ma reconnaissance va également, à Madame le professeur Jacqueline Martin qui a su durant deux ans, me transmettre le goût des approches atypiques et l'ouverture disciplinaire.

Je souhaite avant tout remercier mes parents, notamment ma mère et ma grand-mère qui m'ont permis de poursuivre ce chemin, parfois assez escarpé, menant à l'accomplissement de ce projet. Qu'elles trouvent en ces quelques mots toute ma gratitude pour leur soutien constant sans lequel je n'aurais pu réaliser mes études, ni ce doctorat. Mes remerciements vont également à Marion sans laquelle je ne serais pas encore complet.

Je ne peux citer l'ensemble des personnes qui m'ont apporté leur concours tout au long de ces années de recherche, de peur d'en oublier certaines. Qu'elles soient ici toutes remerciées pour leur contribution, leur générosité et parfois même leur patience. Toutefois, je tiens à saluer certaines d'entre-elles qui m'ont permis d'avancer et de recueillir plus que des renseignements. Qu'André Patry, Jean-Marc Léger, Louise Beaudoin, Marc Leblanc, Françoise Carle, Pauline Léveillé trouvent ici mes sincères remerciements pour leur participation ou leur aide. Durant ce parcours universitaire, j'ai eu l'occasion de rencontrer des personnes extraordinaires, qui ont fait de chair et de sang cette francophonie qui apparaît encore trop souvent comme une nébuleuse.

Désormais, je peux dire à mon tour que la francophonie ça existe et que ça se développe. Je salue évidemment Fabienne Levac et sa grande famille du Québec, ainsi que Pierre et Séverine, qu'ils reçoivent à travers ces quelques lignes toute ma profonde affection pour leur accueil si chaleureux, leur générosité, leur gentillesse et leur soutien. Je leur offre toute ma reconnaissance et mon amitié.

Même s'il n'est plus là pour s'en réjouir, je remercie mon grand-père de m'avoir aidé toutes ces années et encouragé à achever mes études.

RESUME

Notre thèse, appréhende les relations et les interactions qui existent entre le Québec et la francophonie, celle-ci étant exposée comme notion englobante et polysémique. L'objectif central de la recherche est la problématisation de cette relation dans un processus historique, mêlant histoire de la longue durée et histoire immédiate.

Nous avons émis l'hypothèse qu'il existe des facteurs originels à la participation du Québec en francophonie, langue, culture, civilisation francophone, et des facteurs conjoncturels et d'ordre politique faisant évoluer l'action de l'Etat québécois au sein de celle-ci.

Cette étude démontre que l'action du Québec dans la constitution d'une communauté interne des parlants français fut primordiale pour ce qui a trait à la francophonie, tant dans les phases de proto que de primo francophonie. Elle établit que par la suite, avec l'institutionnalisation et la mise en place de forums politiques, la question nationale québécoise a enclenché un nouveau cycle des relations Québec francophonie où l'action de la « Belle province » s'est révélée moins positive.

Enfin à travers cette recherche, nous avons voulu attester que la diplomatie culturelle pouvait être un élément moteur des Etats subnationaux, qu'il s'agisse du Québec ou pas. A travers notre problématique nous avons tenté de retranscrire les lignes de force et les ambiguïtés québécoises en matière de francophonie ; les deux acteurs Québec, francophonie s'influençant l'un l'autre et détenant réellement une relation particulière.

Mots clefs de la recherche

Francophonie et francophonies, Québec, France, Canada, Espace francophone, Suisse, Belgique, souverainisme et affirmation identitaire québécoise, paradiplomatie et protodiplomatie, histoire culturelle et politique, histoire de la longue durée, micro histoire, diversité et exception culturelle, référendum de 1995, hispanophonie, lusophonie, aires linguistiques et diplomatiques des Amériques, latinité et francosphère.

Our search, apprehends the relations and the interactions which exist between Quebec and the francophonie, this one being exposed like including and polysemous concept. The central objective of search is the problematization of this relation in a historical process, mixing history with the long duration and immediate history. This study shows that the action of Quebec in the constitution of an internal community of speaking French was of primary importance for what milked with the francophonie, so much in the phases of proto than of firstly francophonie. We wanted to attest that the cultural diplomacy could be a motive fluid of the subnationaux States, whether it acts of Quebec or not. With our problems we tried to retranscribe the fields tension and ambiguities Québécois as regards francophonie.

Nuestra tesis, comprende las relaciones y las interacciones que existen entre Quebec y la francofonía. Consideramos la francofonía como concepto que engloba y polisémico. El objetivo central de la investigación es la problematización de esta relación en un proceso histórico, mezclando historia de la larga duración e historia inmediata. Este estudio demuestra que la acción de Quebec en la elaboración de una comunidad interna de los francófonos fue primordial para lo que trató a la francofonía, tanto en las fases de proto como de primo francofonía. A través de esta investigación, quisimos certificar que la diplomacia cultural podía ser un elemento motriz de los Estados subnacionales, que se tratara de Quebec o no. Por último, intentamos destacar las líneas de fuerza y las ambigüedades de Quebec en cuanto a francofonía.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION p.1

PREMIERE PARTIE : ORIGINES, GENESE ET DYNAMIQUES DE LA FRANCOPHONIE

I. Exorde historique du français en France et au Québec, les définitions et les approches de l'espace francophone. p. 54

1.1- Introduction générale à la langue française. p. 54

1.2- Rétrospective historique du français au Québec. p. 59

II. Définitions, approches et acteurs de la *francophonie* et de l'espace francophone. p. 82

2.1- Onésime Reclus : Théoricien de la francophonie. p. 83

2.2 - Les francophonies. p. 94

2.3 - La francité. p. 114

2.4 - L'exception culturelle. p. 119

DEUXIEME PARTIE : LA STRUCTURATION ET LES DYNAMIQUES DE L'ESPACE FRANCOPHONE CONTEMPORAIN A L'ECLAIRAGE DU QUEBEC : L'EXEMPLE DES ASSOCIATIONS

III. Les Associations francophones, le Québec et la protofrancophonie. p. 132

3.1 - Les associations francophones avant la Première Guerre Mondiale. p. 132

3.2- L'Entre Deux-Guerres. p. 152

IV. De 1945 aux années soixante, le rôle crucial du Québec et du *Cercle québécois* dans le passage d'une protofrancophonie associative à la primofrancophonie. p. 181

4.1- Le préalable québécois en francophonie. p. 182

4.2- Union Culturelle Française (UCF) : entre occasion manquée et ultime répétition générale pour la francophonie. p. 203

4.3 - L'AUPELF ou les débuts effectifs de la francophonie. p. 221

4.4 - Chrestomathie de l'action et de l'implication fleurdelisée en matière de francophonie associative. p. 256

TROISIEME PARTIE : ENTRE EVOLUTION RECIPROQUE DES RELATIONS QUEBEC-FRANCOPHONIE ET REDEFINITION DES ENJEUX

V. Le développement institutionnel de l'aire francophone, du temps des Conférences à la longue marche des Sommets : l'impact du Québec sur la construction de la francophonie. p. 282

5.1- Les premières manifestations spontanées de Francophonie institutionnelle. p. 282

5.2- Le Québec, de Gaulle et « *le Cercle des Québécois* » : entre francité, fait français et francophonie : l'incidence des Ententes bilatérales. p. 298

5.3- De Libreville à Kinshasa entre coup d'éclat et accession à la Francophonie institutionnelle pour le Québec. p. 343

5.4 - Les Conférences de Niamey et le Québec ou l'édification de l'ACCT. p. 374

VI - Le Québec et la politisation de la francophonie de 1970 à 1985. p. 406

6.1 - Le Québec et sa relation au monde à travers le prisme de la francophonie de 1970 à 1976. p. 409

6.2 - Le Québec et sa relation au monde à travers le prisme de la francophonie de 1976 à 1985. p. 429

QUATRIEME PARTIE: LE QUEBEC ET LA FRANCOPHONIE ULTRA-CONTEMPORAINE : UNE RELATION TOUJOURS PRIVILÉGIÉE ?

VII- LE QUEBEC CONTEMPORAIN DANS LA FRANCOPHONIE POLITIQUE DES ANNEES 1980 A 1995. p. 457

7.1- Une redistribution des cartes France/Québec/Ottawa au bénéfice de la Francophonie ? p. 459

7.2 - Le Sommet de Versailles, la francosphère et le Québec. p. 486

7.3 - Le Sommet de Québec, la francophonie nord-américaine et le Québec : dynamique et enjeux. p. 505

VIII LE QUÉBEC CONTEMPORAIN DE LA FIN DES ANNEES 1980 A 1995 : AU DIAPASON DES FRANCOPHONIES ? p. 526

8.1- Les Sommets de la francophonie et le Québec de 1989 à 1995, entre consolidation collective de l'espace francophone et érosion particulière. p. 528

8.2 - Le Québec, la Francophonie et les francophones face au référendum de 1995. p. 562

8.3 - Le fleurdéliné à l'épreuve de la comparaison de la Belgique et de la Confédération helvétique. p. 582

Conclusion. p. 603

Table des matières des annexes. p. 622

Annexes. p. 623

Glossaire des sigles. p. 720

Bibliographie. p. 724

Index. p. 754

INDEX DES TABLEAUX ET DES FIGURES

- Tableau 1.1** Le statut linguistique des premiers colons français. p. 62.
- Tableau 5.1** La Budgétisation par Paris du rapprochement Québec-France. p. 332.
- Tableau 8.1** Résultat des référendums de 1980 et de 1995. p. 555.
-
- Figure 1.1** Schéma sur l'origine du français et des langues romanes. p. 56
- Figure 1.2** Les territoires de la Nouvelle-France. p. 60
- Figure 1.3** Les rapports de force linguistiques des premiers colons. p. 63
- Figure 1.4** Répartition entre les cinq principaux groupes linguistiques p. 64
- Figure 1.5** Le Canada britannique. p. 67
- Figure 2.1** Onésime Reclus (1837-1916). p. 93
- Figure 2.2** L'espace francophone et la francophonie contemporaine. p. 97
- Figure 2.3** L'espace francophone en Amérique (1600-2000). p. 99
- Figure 2.4** Le Québec et la francophonie américaine. p. 100
- Figure 2.5** Modélisation de la francité et des *francophonies*. p. 117
- Figure 3.1** Représentation spatiale de l'acculturation entre 1900-1969. p. 155
- Figure 3.2** Les réalités francophones nord-américaines. p. 160
- Figure 3.3** Le poids humain de la francophonie. p. 163
- Figure 3.4** Armoiries de l'Ordre de Jacques Cartier. p.171
- Figure 3.5** Rapports de force au sein de l'Ordre de Jacques Cartier en 1964. p. 175
- Figure 4.1** Mode de représentation de la francophonie traditionnelle et la France p. 189
- Figure 4.2** Les présidents fondateurs de l'AIJLF. p. 196
- Figure 4.3** L'implantation de l'UPF à travers le monde. p. 201
- Figure 4.4** Cérémonie inaugurale du comité canadien de l'UCF en 1953. p. 212
- Figure 4.5** Quelques appuis et soutiens institutionnels de l'UCF au Québec. p. 215

- Figure 4.6** Première réunion de l'exécutif de la section canadienne de l'UCF. p. 216
- Figure 4.7** Première réunion du CA de l'AUPELF à Montréal. p. 230
- Figure 4.8** Le CA de l'AUPELF reçu à l'Élysée par le général de Gaulle. p. 234
- Figure 4.9** Visite d'André Malraux à l'AUPELF sur le campus de l'UDM. p. 236
- Figure 4.10** Le budget de l'AUPELF de 1961 à 1995. p. 238
- Figure 4.11** Le poids financier du Québec et des différents gouvernements dans l'AUPELF de sa fondation au premier Sommet de la Francophonie. p. 244
- Figure 4.12** L'impact financier de l'État du Québec au sein de l'AUPELF et des différents gouvernements contributeurs en terme de pourcentage. p. 245
- Figure 4.13** Logo de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. p. 266
- Figure 5.1** Organisation concentrique de la francophonie proposée par l'OCAM. p. 288
- Figure 5.2** Signature du livre d'or de l'université Laval 22 septembre 1966. p. 292
- Figure 5.3 -** Discours de Donnacona 24 juillet 1967 p. 303
- Figure 5.4** Foule entourant la mairie de Montréal le 24 juillet 1967 p. 304
- Figure 5.5** Foule entourant le cortège lors de l'Expo 67 p. 304
- Figure 5.6** "Caricature" d'*Uni Canada* pour commémorer le 24 juillet 1967 et la visite du général de Gaulle au Canada p. 308
- Figure 5.7** "Vive le Québec libre" et l'histoire de la francophonie p. 313
- Figure 5.8** La francophonie dans le quotidien *Le Devoir* de 1965 à 1969 p. 335
- Figure 5.9** Le Président tunisien à l'UDM : un nouveau plaidoyer en faveur de la Francophonie p. 359
- Figure 5.10** Jean-Marc Léger et Mitchell Sharp le 1^{er} Mai 1969 p. 382
- Figure 5.11** Le Président Nigérien à l'Université de Montréal. p. 386
- Figure 5.12** Le positionnement du Canada à l'issue de la ratification de Niamey II p. 391
- Figure 5.13** Le financement de l'ACCT et la contribution du Québec. p. 395
- Figure 5.14** La soirée d'ouverture de la Super Franco-Fête. p. 401
- Figure 6.1** Le malaise du fédéralisme rentable. p. 416
- Figure 6.2** Les accords Bourassa-Chirac ou l'équivoque souveraineté culturelle. p. 421
- Figure 6.3** Influences et dynamiques de la relation Québec-francophonie. p. 428
- Figure 6.4** C. Laurin et le *Livre blanc* de la Charte de la langue française. p. 432

- Figure 6.5** L'opinion des Québécois sur la Loi 101 dix ans après son adoption. p. 434
- Figure 6.6** La Loi 101 et ses répercussions sur la langue française au Québec. p. 434
- Figure 7.1** Les relations Québec-Francophonie à travers les archives de l'Elysée. p.463
- Figure 7.2** Carte des Sommets de la Francophonie de 1986 à nos jours. p. 488.
- Figure 7.3** Les Chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet de Versailles. P. 500.
- Figure 7.4** Le décollage médiatique de la Francophonie et le rôle des Sommets. p. 503.
- Figure 7.5** La tribune officielle du Sommet de Québec. p. 507.
- Figure 7.6** La francophonie québécoise et les coefficients péquiste et libéral. p. 520.
- Figure 7.7** Caricature à propos de la Francophonie et du Sommet de Québec. p. 522.
- Figure 8.1** Le dispositif institutionnel de la Francophonie à la fin du XX^e siècle. p. 534.
- Figure 8.2** Carte des Communautés et des langues de Belgique. p. 586.
- Figure 8.3** Les Régions de la Fédération Belge. p. 597.
- Figure 8.4** Les aires linguistiques et le français en Suisse. p. 595.
- Figure 8.5** La francophonie un réel facteur d'unité et d'affirmation de l'helvécité. P. 596.
- Figure 8.6** Les francophonies en Europe et l'apprentissage de la langue française. p. 598.

INTRODUCTION

Justification du sujet

Nous comptons travailler sur *Le Québec en Francophonie : perceptions, réalités, enjeux ou les relations particulières Québec, Canada, France, Espace francophone des origines à 1995*. L'intitulé du présent sujet résulte de questions et d'interrogations, survenues lors de la réalisation de notre maîtrise *Le Nationalisme québécois et le Référendum de 1995, entre continuité et rupture* et de notre mémoire de DEA *Les Relations internationales du Québec contemporain entre affirmation nationale et promotion de la Francophonie*. A travers cette dernière recherche, nous avons noté l'originalité et le cas unique de la présence du Québec au niveau international. Bien qu'il ne soit au terme de la constitution canadienne de 1982 "qu'une simple province", il bénéficie d'une reconnaissance diplomatique et institutionnelle incontestable et unique en son genre ; aucune province ou Etat en Amérique du nord, ne possède en effet une telle assise au niveau mondial et cela depuis plus de quarante ans.

Si les études et les travaux universitaires portant sur l'histoire politique et identitaire du Québec depuis 1960, et les ouvrages de vulgarisation sur l'histoire et la langue française écrits depuis plusieurs décennies abondent, aucun d'entre eux, n'aborde

simultanément ces deux questions ou n'intègre au cœur de sa problématique cet axe de recherche. La place du Québec sur la scène internationale, si elle fut souvent abordée à travers certains ouvrages ou articles, ne l'a été la plupart du temps que superficiellement, c'est à dire en tant que justification annexe de tel ou tel événement ayant trait au contexte conflictuel provincial-fédéral ou bien, comme la manifestation de la désagrégation de l'Etat nation, dans la seconde moitié du vingtième siècle et de l'instauration de nouvelles relations supranationales, entre entités politiques partiellement souveraines, et non comme un sujet d'études à part entière. Il en va de même pour la Francophonie, alors que cette dernière s'affirme comme une réalité on ne peut plus tangible et contemporaine : Sommet de Bucarest en 2006 et Sommet de Québec en 2008, refus de la globalisation des cultures et des identités de plus en plus visible sur les cinq continents y compris en Amérique. A ce jour, aucune étude historique ou pluridisciplinaire ne s'est intéressée réellement à ces thématiques, en dépit de sources et de supports nombreux et variés qui sont il est vrai très consensuels la plupart du temps.

Problématique

Quelle est la nature, l'intensité et l'évolution du lien, et quelles sont les influences réciproques et les répercussions en terme d'enjeux que connaissent la francophonie et le Québec des origines à 1995 ?

De part l'évolution du partenariat de ces deux acteurs, peut-on toujours parler d'une " relation particulière " ou d'une collaboration spécifique, avec l'affirmation graduelle de l'américanité et du multiculturalisme au Québec et l'ouverture croissante de la francophonie à de nouveaux Etats membres, ainsi que l'instauration d'un dialogue avec les grandes aires culturelles latines notamment l'hispanophonie et la lusophonie dans le dernier quart du XX^e siècle ? A travers ce sujet à la problématique double et englobante¹, nous souhaitons non seulement retranscrire la diversité du mouvement francophone international, mais également, analyser l'accroissement graduel et constant de ce dernier, au cours des quatre dernières décennies. La plupart du temps, il fut sous et mal évalué, en vertu d'une existence institutionnelle encore récente et d'une originalité structurelle

¹Sur cette dimension englobante de la francophonie, qui nécessite une approche transversale, multidisciplinaire et renouvelée nous partageons l'analyse de Michel Brûlé « La Francophonie nord-américaine et la nouvelle conjoncture », in Dean Louder, *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, Presses de l'Université Laval (PUL), Cefan, 1991, p. 175-185.

intrinsèque, qui fait de la Francophonie une communauté culturelle à part, n'étant ni un Commonwealth de langue française, ni une Union Latine nouvelle. Nous remonterons aux raisons premières qui poussèrent la Province, au cours des années soixante, tout en préservant sa propre identité, à participer d'une manière particulièrement active, à la création et au renforcement de la Francophonie (communauté de plus de cinquante états, soit le quart de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et plusieurs centaines de millions d'hommes et de femmes, répartis sur les cinq continents). Nous, nous attacherons à établir l'influence réciproque du Québec sur la Francophonie et vice-versa, en décryptant les enjeux respectifs qui existent au cœur de cette relation. Ainsi nous mettrons en lumière les dynamiques dominantes et saurons si les enjeux paradiplomatiques, protodiplomatiques, politico-constitutionnels, identitaires, économiques ou culturels occupent la même place ou si certains se révèlent centraux et cela sur une période étendue afin d'en apprécier la nature et surtout les évolutions. Nous nous intéresserons aux différentes causes de la venue du Québec sur la scène internationale, qu'elles soient internes ou bien extérieures à la Province, mais également à la dimension linguistique inhérente à ce type de sujet. Pourquoi et comment le Québec s'empare-t-il de cette Francophonie balbutiante pour des fins qui lui sont propres ? Quelle est l'origine et quel est le développement des relations franco-québécoises ? La Francophonie est-elle toujours indispensable au Québec et à son gouvernement, pour accéder à la scène internationale et ainsi, se différencier du Canada et du reste de l'Amérique du Nord ? Les enjeux sont-ils les mêmes, à la fin du XX^e siècle que dans les années soixante ? Le mouvement souverainiste est-il toujours aussi impliqué dans le forum et l'espace francophone ? Quel est au sein de la Francophonie, la véritable place du Québec et de son action ? L'américanité est-elle forcément incompatible avec l'appartenance du Québec à la Francophonie ? En quoi la Francophonie peut-elle avoir un impact dans les relations Québec-Ottawa et se révéler un enjeu ? La communauté francophone internationale a-t-elle eu une incidence sur le débat référendaire ?

Nous comptons évaluer, l'importance et l'orientation du coefficient francophone dans la politique étrangère du Québec et des acteurs étatiques qui font partie du système francophone, ainsi que les différents rapports de celui-ci, avec les autres systèmes internationaux notamment linguistiques. La Francophonie a-t-elle toujours besoin du Québec afin de croître et de se renforcer avec le nombre croissant de nouveaux pays qui la rejoignent, sommet après sommet ? La question est d'autant plus cruciale que des pays

farouchement opposés, au projet francophone, en sont finalement devenus membres, ou sont sur le point de le devenir, l'Algérie par exemple. Comment des nations européennes ont-elles appréhendé le projet francophone et ont-elles participé à la Francophonie internationale ? En ont-elles retiré les mêmes gains que le Québec, en particulier sur le plan politique ? Afin d'effectuer une analyse comparative globale, car « *comparer c'est contrôler* »² comme l'a expliqué Giovanni Sartori, nous verrons quels furent les enjeux respectifs pour deux autres acteurs de la Francophonie, la Belgique et la Suisse. Ces deux protagonistes de la scène francophone internationale recèlent de nombreux points communs avec le Québec. Ce sont des Etats fortement développés, décentralisés, multilingues siégeant dans les instances francophones internationales avec des statuts particuliers. Tout en enrichissant notre étude, cette comparaison nous permettra de dégager avec d'autant plus de prégnance, la spécificité du couple Québec-francophonie. Existe-t-il une spécificité québécoise en matière de Francophonie, par rapport aux nations francophones européennes ? Comment le Québec bénéficie-t-il de la Francophonie internationale, par rapport à d'autres entités ? Peut-on parler d'une solidarité pan-francophone des minorités de langue française sur la scène internationale ? En outre, nous nous interrogerons sur les modes de représentation de la francophonie, en tant que réalité humaine et institutionnelle (Francophonie), à travers la presse au Québec et en France et d'une façon plus sélective en Belgique et en Suisse. A ce titre, les articles du début des années 1960 de Jean-Marc Léger, sur le potentiel que recèle la Francophonie sont majeurs et retranscrivent l'espoir et les aspirations, de toute une frange de l'intelligentsia québécoise pour le projet francophone, jugé par une grande partie de la population comme lointain et sans connexion directe avec son quotidien. Existe-t-il une dichotomie, entre le discours officiel de l'Etat et l'action gouvernementale ? Quelle est l'image que renvoie le Québec, de la francophonie et quelle représentation, la francophonie donne-t-elle du Québec, à travers les médias ?

Bien que notre recherche débute aux origines de la francophonie et du Québec, le cœur chronologique de notre étude se situe dans les années 1962-1995. Il correspond pour la première date à la « naissance médiatique »³ de la francophonie contemporaine ; en novembre 1962, la revue *Esprit* consacra un numéro spécial à cette dernière sous l'impulsion de son directeur Jean-Marie Domenach et de Léopold Sédar Senghor. Des

²Sartori, Giovanni. « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, Bruxelles, vol.1, n°1, avril 1994, p.19-36.

³Le concept de francophonie fut inventé à la fin du XIX^e (1880), par le géographe Onésime Reclus.

figures marquantes de la future francophonie internationale y participèrent dont Gabriel de Broglie, Xavier Deniau, Jean-Marc Léger, Alain Peyrefitte et bien d'autres, vulgarisant le concept de Francophonie sur plus de trois cents pages. En outre 1962, est une date charnière en matière de décolonisation, en particulier des peuples francophones ; ainsi la naissance de la francophonie est indissociable de ce processus, puisque ce sont les pays décolonisés d'Afrique qui sont les premiers prosélytes du projet francophone. Enfin ce sont les "début" de la Révolution tranquille, période d'intenses changements pour le Québec. La seconde date correspond au second référendum souverainiste, à la fin du second septennat du Président François Mitterrand, grand organisateur de la communauté francophone mondiale et à l'émergence de l'idée d'une Francophonie politique, avec la décision de nommer un Secrétaire général. Cette décision sera effective en 1997, au Sommet de Hanoi, avec l'élection de Boutros Boutros Ghali à cette fonction.

Plan Général

PREMIERE PARTIE : ORIGINES, GENESE ET DYNAMIQUES DE LA FRANCOPHONIE

CHAPITRE I. EXORDE HISTORIQUE DU FRANÇAIS EN FRANCE ET AU QUEBEC

1.1 - Introduction générale à la langue française

- 1.1.1 - La naissance de la langue française.
- 1.1.2 - Un statut officiel pour le français.

1.2- - Rétrospective historique du français au Québec

- 1.2.1 - La Nouvelle-France (1534 - 1760) : l'émergence du français au Canada
- 1.2.2 - Le régime britannique (1760 - 1840) : l'Amérique française acculée
- 1.2.3 - De la Confédération à 1960 ou l'art d'apprendre à vivre en minorité

CHAPITRE II. DEFINITIONS, APPROCHES ET ACTEURS DE LA FRANCOPHONIA ET DE L'ESPACE FRANCOPHONE

2.1 - Onésime Reclus : Théoricien de la francophonie

- 2.1.1- Un humaniste en son siècle
- 2.1.2 - Onésime Reclus : de la primauté de l'Afrique en passant par l'Amérique, vers un monde francophone ?

2.1.3 - La "mondialisation" des langues et la francophonie : les rapports de force

2.1.4 - La pensée réclusienne, la francophonie et l'Amérique du Nord

2.2 - Les francophonies

2.2.1 - Francophonie : un sens linguistique

2.2.2 - Un sens géographique et spatial

2.2.3 - Un sens civilisationnel et inclusif

2.2.4 - La francophonie : un sens institutionnel et politique

2.2.5 - Un sens philosophique et éthique

2.2.6 - Un sens symbolique de la langue et de la francophonie

2.2.7 - Un sens ontologique de la francophonie et de la langue française

2.2.8 - Représentativité de la francophonie : un imaginaire positif

2.3 - La francité

2.3.1 - La francité un concept à coloration européenne

2.3.2 - La francité et le Québec

2.4 - L'exception culturelle

2.4.1 - La France et les exceptions culturelles

2.4.2 - De l'exception culturelle à la diversité culturelle : l'apport de la francophonie et du Québec

2.4.3 - L'apport du monde francophone dans la déclaration universelle sur la diversité culturelle de l'ONUEC

Dans cette première partie chapitres I et II, nous nous attacherons principalement à préciser le contexte général dans lequel la francophonie est apparue, sa filiation avec la langue française ; quelles sont les origines du mot, les différents rapports de force linguistiques qui engendrèrent cette dernière ? Quelles sont les valeurs, les aspirations dont la Francophonie devint dépositaire, pour la communauté francophone internationale. Ce travail nous permettra de mieux saisir, la nature et le contexte historique dans lequel est née et s'est développée la relation francophonie-Québec. L'introduction historique à la langue française en France et au Québec que nous réaliserons permettra de mettre en perspective la problématique propre à notre sujet puisqu'elle est englobante, tout en l'incérant dans un processus au long cours de type Braudélien. Elle sera complétée par la partie consacrée à Onésime Reclus, inventeur de la francophonie qui illustrera la spécificité ontologique de cette dernière.

DEUXIEME PARTIE : LA STRUCTURATION ET LES DYNAMIQUES DE L'ESPACE FRANCOPHONE CONTEMPORAIN A L'ECLAIRAGE DU QUEBEC : L'EXEMPLE DES ASSOCIATIONS

CHAPITRE III. LES FRANCOPHONES ET LA PROTOFRANCOPHONIE A TRAVERS LE PRISME QUEBECOIS

3.1 - Les associations francophones avant la Première Guerre Mondiale

3.1.1 - L'Alliance française (AF) : une manifestation de protofrancophonie ?

3.1.2 - L'Alliance française, le Canada et le Québec : à travers Ernest Tétreau

3.1.3 - La mission Laïque française (MLF) : une incarnation de la francité ?

3.1.4 - La MLF en Amérique : la solitude canadienne française

3.1.5 - La MLF contemporaine

3.1.6 - Alliance Israélite Universelle (AIU) : la première manifestation de protofrancophonie ?

3.1.7 - L'AIU : une altérité protofrancophoniste

3.1.8 - La Société St Jean-Baptiste (SSJ)

3.1.9 - Bilan de la protofrancophonie du XIX^e siècle à la Grande Guerre

3.2 - L'Entre-deux-Guerres

3.2.1 - Le Conseil de la Vie Française en Amérique (CVFA) : emblème d'une protofrancophonie continentale ?

3.2.2 - Le CVFA, le Québec et la francophonie depuis les années soixante

3.2. - L'archipélisation des francophonies nord-américaines : la fuite en avant de l'acculturation

3.2.4 - Le CVFA une lecture protofrancophoniste : bilan et enseignements

3.2.5 - L'Ordre de Jacques Cartier (OJC) : franc-maçonnerie canadienne française ou cercle protofrancophoniste ?

3.2.6 - L'Ordre de Jacques Cartier entre contact et "noyautage" ou comment promouvoir la langue française et les Canadiens français : l'exemple de R. Morin

3.2.7 - La fin de l'Ordre de Jacques Cartier ou le glas du Canada français

3.2.8 - L'impact de l'OJC dans le passage de la protofrancophonie canadienne à une francophonie québécoise en devenir : de Laurendeau-Dunton au bilan des Etats généraux

CHAPITRE IV. De 1945 aux années soixante, le rôle crucial du Québec et du *Cercle québécois* dans le passage d'une protofrancophonie associative à la primofrancophonie

4.1 - Le préalable québécois en francophonie

4.1.1 - L'Association Internationale des Journalistes de langue française (AIJLF) première manifestation de francophonie contemporaine professionnelle sous l'élan québécois.

4.1.2 - L'AIJLF une francophonie professionnelle et associative au fil des congrès.

4.1.3 - De l'AIJLF de l'après congrès de Dakar à l'Union de la presse francophone

4.1.4 - L'UPF et le Québec : dynamique et mimétisme francophoniste.

4.2 - Union Culturelle Française (UCF) : entre occasion manquée et ultime répétition générale de la francophonie

4.2.1 - Le Québec et l'Union culturelle française

4.2.2 - L'UCF, la francophonie nord-américaine et les solitudes "étatsuniennes"

4.3 - L'AUP ELF ou les débuts effectifs de la francophonie

4.3.1 - L'AUP ELF : le Québec promoteur d'une idée en marche à l'unisson de l'Afrique

4.3.2 - Conséquences et bilan de la participation du Québec à l'AUP ELF

4.3.3 - Bilan et répercussions de l'AUP ELF en francophonie

4.4 - Chrestomathie de l'action et de l'implication fleurdelisée en matière de francophonie

4.4.1 - De la Société Richelieu au Cercle Senghor ou de la défense de la langue à la francophonie contemporaine : un autre exemple de l'apport du Québec

4.4.2 - De l'AIP LF à l'AIMF l'extension de l'existence internationale du Québec ou l'incidence et le potentiel protodiplomatique des OING francophones

Dans notre deuxième partie, nous nous intéresserons à la structuration et aux dynamiques de l'espace francophone au XX^e siècle en étudiant les différentes organisations internationales francophones à l'éclairage du Québec. Quelles sont les différentes causes de la venue du Québec sur la scène internationale, qu'elles soient internes ou bien extérieures à la province ? Pourquoi et comment le Québec s'empare-t-il de cette francophonie balbutiante pour des fins qui lui sont propres ? Quelle est l'origine et quel est le développement des relations franco-québécoises ? Quelle est au sein de la Francophonie, la véritable place du Québec ? Nous étudierons dans le chapitre IV le rôle

crucial du Cercle québécois et du Québec dans le passage d'une protofrancophonie à une primofrancophonie, en approfondissant notre recherche au sein des organisations internationales francophones. Afin de répondre pleinement aux questions relatives aux liens et aux enjeux respectifs qui sont au cœur du partenariat et de la relation Québec-francophonie, nous étudierons les différents aspects qui la forment qu'ils soient identitaires, symboliques, paradiplomatiques ou protodiplomatiques. Le troisième et le quatrième chapitre se consacreront également, à évaluer l'identité québécoise contemporaine et à spécifier l'apport et la place du Québec dans la Francophonie, tout en soulignant l'évolution des attentes et des apports respectifs de la Francophonie et du Québec l'un pour l'autre.

TROISIEME PARTIE : ENTRE EVOLUTION RECIPROQUE DES RELATIONS QUEBEC-FRANCOPHONIE ET REDEFINITION DES ENJEUX

CHAPITRE V. LE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE L'AIRE FRANCOPHONE, du temps des Conférences à la longue marche des Sommets : l'impact du Québec sur la construction de la francophonie

5.1 - Les premières manifestations spontanée de Francophonie institutionnelles

5.1.1 - Vers un forum officiel de la francophonie : l'Union Africaine et Malgache

5.1.2 - De l'UAM à l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM)

5.1.3 - L'entrée du Québec sur la scène internationale : le rôle de Senghor

5.2 - Le Québec, de Gaulle et « le cercle québécois » : entre francité, fait français et francophonie : l'incidence des Ententes bilatérales

5.2.1 - L'internationalisation du Québec et de la francophonie : l'intervention préalable de De Gaulle et du « *vive le Québec libre* »

5.2.2 - De l'internationalisation de la Belle Province à la promotion de la francophonie : l'action du lobby du Québec dans les années 1960-1970

5.2.3 - Le Québec et la francophonie : de la Révolution tranquille au sacre africain l'impact décisif des Ententes initiatiques France-Québec ou le paradigme de 1965

5.2.4 - L'Entente de septembre 1967

5.3 - De Libreville à Kinshasa entre coup d'éclat et accession à la Francophonie institutionnelle pour le Québec

- 5.3.1 - Le précédent de Libreville ou le sacre du Québec par la Francophonie
- 5.3.2 - Habib Bourguiba ou l'appui de l'Afrique francophone au Québec
- 5.3.3 - De l'affaire Rossillon à Kinshasa ou comment le Québec perdit la main en francophonie
- 5.3.4 - Le Québec en francophonie une motion de censure contre le révisionnisme historiographique de la « contre-histoire » du politique

5.4 - Les Conférences de Niamey et le Québec ou l'édification de l'ACCT

- 5.4.1 - Niamey I ou « la querelle des grands blancs » en francophonie
- 5.4.2 - De Niamey I à Niamey II : la discorde des statuts de l'ACCT ou l'instrumentalisation de la Francophonie
- 5.4.3 - De l'affrontement tricolore-unifolié à l'obtention du statut de gouvernement participant pour le Québec
- 5.4.4 - Le Québec et l'ACCT : une accalmie relative des frictions France-Québec-Ottawa, au service du projet francophone

CHAPITRE VI. Le QUÉBEC ET LA POLITISATION DE LA FRANCOPHONIE DE 1970 à 1985

6.1 - Le Québec et sa relation au monde à travers le prisme de la francophonie de 1970 à 1976

- 6.1.1 - Bourassa I ou de la redéfinition à l'inaction du Québec en francophonie
- 6.1.2 - Bourassa II vers une "repolitisation" de la langue et de la francophonie : ou l'importance des crises linguistiques

6.2 - Le Québec et sa relation au monde à travers le prisme de la francophonie de 1976 à 1985

- 6.2.1. - Le Québec de la Loi 101 : entre édification d'une québecité moderne et un exemple efficient transposable en francophonie et dans le monde
- 6.2.2. - Le Québec souverainiste, la France et les autorités unifoliées entre instrumentalisation, manipulations partisans et paralysie du projet institutionnel francophone : une décennie blanche pour les Sommets et la Francophonie politique

Dans la troisième partie, nous nous intéresserons à l'évolution des relations Québec-francophonie et à la redéfinition de leurs enjeux. Nous verrons dans le chapitre V quelles furent les premières manifestations spontanées en faveur d'une francophonie institutionnelle. Nous consacrerons une attention particulière à l'action du général de Gaulle en faveur du Québec ainsi qu'à celle du « *Cercle québécois* » et à l'incidence des ententes bilatérales France-Québec, puisqu'elles sont indispensables à la venue du Québec en Francophonie. Nous étudierons ensuite, l'accession et l'action du Québec au sein de la francophonie institutionnelle à travers les exemples de Libreville et Kinshasa. Nous analyserons dans un deuxième temps les Conférences de Niamey et le rôle qu'elles eurent pour le Québec en évoquant l'édification de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT). Dans le chapitre VI nous nous intéresserons au Québec et à la Francophonie politique des années 1970 à 1986 au travers des années Bourassa, de l'étude de la Loi 101 et de ses conséquences pour le Québec. Par la suite, nous étudierons quelle instrumentalisation fut faite de la Francophonie par le Québec souverainiste et péquiste, la France et les autorités unifiées.

QUATRIÈME PARTIE : LE QUÉBEC ET LA FRANCOPHONIE ULTRA CONTEMPORAINE : UNE RELATION TOUJOURS PRIVILÉGIÉE ?

CHAPITRE VII : Le Québec dans la francophonie politique de 1986 à 1995

7.1- Une redistribution des cartes France-Québec-Ottawa au bénéfice de la Francophonie ?

7.1.1 - Du déblocage au Premier Sommet de la Francophonie de 1986 : le rôle de François Mitterrand ou le dépassement nécessaire de la question québécoise.

7.1.2 - De la relance France-Québec orchestrée par Louise Beaudoin à la réhabilitation de Brian Mulroney: Le Québec en marche vers le premier Sommet de la Francophonie

7.2 - Le Sommet de Versailles, la francosphère et le Québec

7.2.1 - Le Sommet de Versailles ou le multilatéralisme politique francophone en action

7.2.2 - Les décisions pratiques de Versailles : en attendant celles de Québec où la Francophonie politique en acte

7.2.3 - Le Québec l'espace francophone nord-américain et le Sommet de Versailles : rapports de force, enjeux et conséquences

7.3.- Le Sommet de Québec, la francophonie nord-américaine et le Québec : dynamique et enjeux

7.3.1- Le Sommet de Québec (2-4 septembre) ou l'institutionnalisation de la francophonie

7.3.2 - Les décisions pratiques du Sommet de Québec

7.3.3 - Les répercussions du Sommet pour le Québec et les francophonies américaines : un nouveau rayonnement

CHAPITRE VIII : LE QUÉBEC CONTEMPORAIN DE LA FIN DES ANNÉES 1980 A 1995 : AU DIAPASON DES FRANCOPHONIES ?

8.1 - Les Sommets de la francophonie et le Québec de 1989 à 1995, entre consolidation collective de l'espace francophone et érosion particulière

8.1.1 - Le Sommet de Dakar et le Québec : d'un forum international élargi à l'initialisation d'une décroissance programmée des positions québécoises en francophonie ?

8.1.2 - Le Québec et le Sommet de Chaillot (19-21 novembre 1991) : entre turbulences africaines et poursuite de la stagnation volontaire fleurdelisée, la Francophonie s'élargit

8.1.3 - Le Québec et le Sommet de Grand Baie à Maurice (16-18 octobre 1993) de l'élargissement de l'espace Francophone autour de valeurs, à la stagnation du Québec

8.1.4 - Le Québec et le Sommet de Cotonou au Bénin, 2-4 décembre 1995 : celui de la concrétisation de l'ambition politique de la francophonie

8.2- Le Québec, la Francophonie et les francophones face au référendum de 1995

8.2.1 - La France le Québec et le référendum de 1995

8.2.2 - Le positionnement du monde francophone et de la Francophonie durant le référendum de 1995 et les périodes référendaires

8.2.3. - Les francophones hors Québec, les francophonies canadiennes et le référendum

8.3 - Le fleurdelisé à l'épreuve de la comparaison de la Belgique et de la Confédération helvétique

8.3.1- Le Québec en Francophonie face à la Belgique et la Communauté française de Belgique. Convergences, différences : enseignements et enjeux

8.3.2 - Réalités et enjeux de la Suisse en francophonie : une autre lecture de la relation Québec-francophonie

Dans la quatrième et dernière partie de notre thèse nous étudierons la relation du Québec et de la francophonie ultra contemporaine, le chapitre VII nous permettra d'aborder la francophonie politique de 1986 à 1995, son déblocage par François Mitterrand et le premier Sommet francophone de 1986, puis celui de Québec en 1987. Nous terminerons par une approche globale des Sommets de 1989 à 1995 mais en gardant comme axe d'analyse le prisme québécois. Dans le chapitre VIII, nous nous consacrerons à l'étude des enjeux para et protodiplomatiques de la francophonie en période référendaire. Notre analyse s'achèvera sur une étude de cas des relations Francophonie-Belgique et Francophonie-Suisse. Ce dernier point nous permettra de mettre en perspective dans un cadre plus large et argumenté, la spécificité du lien Francophonie-Québec, Québec-francophonie, en nous dégageant du triangle Québec-Paris Ottawa. Sur le plan de l'objet d'étude, notre recherche s'inscrit dans le domaine de l'histoire des relations internationales, de l'histoire politique québécoise,⁴ française et européenne, de l'histoire culturelle et de l'histoire des langues et des représentations (histoire orale et de la presse). Notre approche et nos choix méthodologiques sont par ailleurs, inspirés de l'histoire immédiate. L'histoire immédiate est proche de l'histoire du temps présent, terme qui désigne l'histoire du très contemporain qui fut créée et vulgarisée dans les années 1970. Cette expression s'est institutionnalisée avec la création en 1978 de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP)⁵. Comme le souligna François Bédarida, les historiens des années 1940 et 1950 formateurs et mentors des générations suivantes de chercheurs, demeurèrent pour la majeure partie d'entre eux, rétifs ou méfiants envers la période des trente à soixante-dix dernières années, considérant ce passé comme trop peu éloigné pour être objectif⁶. Pour eux, ce passé appartient davantage aux sciences politiques ou à la sociologie qu'à l'histoire⁷. L'objectif poursuivi à travers la création de l'IHTP, fut de favoriser la recherche historique, sur des événements récents et de faire la preuve qu'il est possible de répondre aux exigences de la discipline historienne et historique, tout en s'attaquant à une période normalement laissée aux disciplines des sciences humaines. Les historiens français se réclamant de ce courant, ont démontré que cette difficile exigence était possible notamment en étudiant la Seconde Guerre Mondiale, le régime de Vichy ou encore la collaboration. Néanmoins, cette ouverture théorique sur

⁴Par conséquent du Canada et du continent nord-américain.

⁵Bédarida, François. « Méthodologie et pratique de l'histoire du temps présent », *Correspondances, Bulletin scientifique de l'IRMC*, n°42, octobre 1996, <http://www.irmcmaghreb.org/corres/textes/bedarida/htm>. François Bédarida dirigea de 1978 à 1990 l'IHTP.

⁶Alors que selon l'historien italien Benedetto Croce : « L'histoire est toujours contemporaine ».

⁷Bédarida, Ibid.

la possibilité d'étudier des événements relevant de moments et de faits les plus récents de la période contemporaine n'est pas l'axe majeur de l'IHTP, car finalement du point de vue quantitatif, peu de chercheurs se sont consacrés aux vingt dernières années du XX^e siècle⁸. Les chercheurs étatsuniens du vingtième siècle d'une façon globale explorent avec moins de frilosité et d'appréhension la période postérieure aux années 1960⁹ que leurs homologues français. Toutefois, certains historiens français ont tout de même choisi d'étudier ce passé très récent que l'histoire du temps présent laisse de "côté" et se définissent en tant qu'historiens de l'immédiat, que Jean-françois Soulet définit comme :

L'ensemble de la partie terminale de l'histoire contemporaine, englobant aussi bien celle dite du temps présent que celle des trente dernières années ; une histoire qui a pour caractéristique principale d'avoir été vécue par l'historien ou ses principaux témoins¹⁰.

Ce qui diffère manifestement, de l'opinion et de l'analyse personnelle d'Agnès Chauveau et Philippe Tétard, pour qui l'histoire immédiate est un genre hybride, « *un métissage méthodologique entre journalisme et histoire*¹¹ » ou en allant au cœur de leur réflexion :

L'histoire immédiate conserve un aspect scientifique mais demeure essentiellement matière à réflexion, comme toutes les histoires, il est vrai, mais au prix d'une relecture [...] Il s'agit d'une analyse formulée à chaud qui doit être considérée comme un témoignage, comme un objet historique, [...] Ce témoignage peut prendre la forme d'une analyse qui hiérarchise une première fois les questions, les faits et fournit conjointement archives, témoignages, pistes de recherche et ébauches d'interprétations.¹²

Cette définition de l'histoire immédiate recoupe la problématique de l'ouvrage de Timothy Garton Ash, *History of the present* qui définit ses recherches, comme se situant à la limite de l'histoire et du journalisme. De l'histoire, il retient la rigueur méthodologique et la nécessité de baser toute affirmation sur des preuves et du journalisme, il retient

⁸Jacques Portes, « L'histoire immédiate aux Etats-Unis », *Cahiers d'histoire immédiate*, n°10, 1996 p.10.

⁹Portes, Jacques. Ibid.

¹⁰Soulet, J-F., *L'histoire immédiate*. Paris, Puf, 1994, p. 4. Cette publication sert de référence méthodologique à la plupart des chercheurs en histoire immédiate ainsi qu'au Groupe de Recherche en Histoire Immédiate (GRHI) de l'Université de Toulouse le Mirail. Cf. <http://www.univ-tlse2.fr/ghri/cahier/index.htm>.

¹¹Chauveau, Agnès et Tétart, Philippe. *Questions à l'histoire des temps présents*. Bruxelles, Complexe, Coll. Questions au 20^e siècle, 1992, p. 26.

¹²Chauveau et Tétart, op.cit., p. 28.

l'aspect du narrateur témoin, où l'auteur assiste personnellement et directement aux événements relatés¹³.

Ash tout comme Chauveau et Tétart souligne que le récit historique résultant de son ouvrage et plus largement de ses recherches, appelle à une relecture qui est elle-même objet d'histoire. Selon lui, l'historien du temps présent est un témoin de premier ordre pour la discipline historique, car c'est un témoin et un acteur motivé par des préoccupations spécifiques de la discipline historique. Comme ses confrères, l'historien de "l'ultra contemporain" désire obtenir des réponses aux questions concernant les sources et les causes, ainsi que les structures et les processus qui mûrissent et guident le développement à travers le temps des phénomènes sur lesquels il porte son attention.¹⁴ Les principaux reproches faits à l'histoire immédiate ou de l'ultra contemporain, tant en France qu'en Amérique du Nord sont doubles, le principal écueil serait dans le trop plein d'informations et le nombre de sources que l'historien devrait compiler, rendant difficile, le choix du contenu d'un corpus sur lequel baser véritablement une étude relevant de l'histoire. L'abondance menant à une prétendue, incapacité structurelle de l'histoire immédiate, à retenir et à éliminer certaines sources pour élaborer un véritable corpus utilisable. La surabondance serait donc, plus sujette à la suspicion que l'absence totale ou partielle de sources, pour les périodes les plus anciennes de la chronologie ? En outre, l'argument peut-il véritablement tenir, alors que la micro histoire compulse parfois des corpus de sources gigantesques pour en retirer quelques éléments fragmentaires qui laissent une large part à la subjectivité de l'historien. Les recherches menées en micro histoire n'en demeurent pas moins des œuvres pleines et entières de la discipline historique, que plus personne n'ose véritablement contester.

La subjectivité du manque n'est pas plus historisante que la subjectivité provenant de l'abondance, mais relève plus d'usages et de pratiques véhiculés par les autres historiens des périodes modernes, médiévales ou antiques qui ont animé les principaux débats historiographiques ou ontologiques de la discipline au XX^e siècle. Le second écueil résiderait dans l'impossibilité d'utiliser le futur historique, comme on le fait avec les périodes plus éloignées. La hiérarchisation des faits étant limitée, l'explication et la

¹³Timothy Garton Ash attribue l'expression histoire du présent à l'historien américain George Kennan qui ne mentionne à aucun moment la contribution des historiens français ou de l'école historique française à ce domaine de l'histoire.

¹⁴L'histoire de l'ultra contemporain est une autre approche terminologique de l'histoire immédiate.

compréhension des événements deviendraient excessivement difficiles. Les historiens de l'immédiat et du temps présent répondent unanimement qu'il ne s'agit pas là d'un obstacle, mais plutôt d'un défi à surmonter, malgré lequel le chercheur demeure libre de distinguer la péripétie d'un événement significatif¹⁵. Quand à la deuxième objection, l'impossibilité d'utiliser le futur historique pour guider l'analyse, l'historien Ash répond qu'il s'agit là bien sur d'une difficulté, mais qu'elle empêche également l'historien de plonger : « *dans l'illusion rétrospective du déterminisme* »¹⁶.

Nous partageons pleinement, le point de vue des historiens de l'immédiat ou de l'ultra contemporain quant à ces deux critiques récurrentes, que nous considérons comme dépassées, au regard de la rigueur et des champs couverts par les chercheurs se réclamant de ce courant historiographique. Notre recherche s'inscrit dans le courant de l'histoire immédiate, il s'agit d'un récit historique qui relate les relations entre la Francophonie et le Québec, ainsi que leurs influences respectives, depuis la Révolution tranquille. Ce récit appelle à la relecture et se déroule dans cette tranche du passé récent décrit par Soulet, Chauveau, Tétart, Bédarida et Ash.

Les Sources

Les Sources canadiennes et québécoises

Nous présenterons succinctement, les archives fédérales et provinciales, ainsi que leur localisation et leur utilisation, afin de servir de vade-mecum aux chercheurs non québécois ou non canadianistes ; le lecteur averti peut aisément s'en dispenser et se rendre directement à la présentation du corpus de sources¹⁷. Les compléments d'informations que nous donnons nous auraient été précieux, lors des débuts de notre recherche et nous espérons qu'ils faciliteront la tâche du chercheur néophyte, qu'il soit en cotutelle ou dans un autre cadre universitaire.

¹⁵Soulet, J-F., op. cit., p.8. « La rigueur méthodologique et la contextualisation permettent de reconstituer les événements et de les présenter à l'intérieur d'un schéma explicatif gradué. » Pour F. Bédarida, *loc. cit* <http://www.irmcmaghreb.org/corres/textes/bedarida.htm> « C'est le devoir de l'historien de ne pas laisser cette interprétation du monde à d'autres. »

¹⁶Ash, Timothy Garton. *History of the present ; Essays, sketches, and dispatches from Europe in the 1990s*, New York, Random house 1999, p. xiv.

¹⁷Cf. Corpus des sources québécoises et canadiennes.

Les sources manuscrites

Les Archives fédérales

Elles sont gérées par les Archives Nationales du Canada,¹⁸ sous l'autorité de l'Archiviste national qui a rang de sous-ministre. Elles furent créées en 1872, en tant que service rattaché au ministère de l'Agriculture, avant de devenir autonomes, en vertu de la loi sur les Archives nationales du Canada de 1987 ; texte législatif complété par la loi sur l'accès à l'information et celle de la protection des renseignements personnels de 1983. La loi de 1987 précisait que les archives : « *facilitent la gestion des documents des institutions fédérales et des documents ministériels* » tandis que la première loi de 83 indiquait « *confère des droits d'accès aux renseignements contenus dans les documents fédéraux* » et que la seconde « *protège le caractère confidentiel des renseignements personnels conservés et prévoit leur élimination au moment approprié* ». La documentation concernant les périodes dites "coloniales" françaises et britanniques, se trouve dans les deux métropoles européennes. La quasi-totalité des deux fonds a été dupliquée sur microfilms et supports magnétiques par les archivistes canadiens. Les Archives nationales du Canada ont la double responsabilité des documents d'origine gouvernementale (Premier ministre, Ministères, Secrétariats d'Etat, Conseil du Trésor, Chambre des Communes, Sénat, Agences fédérales...) et des fonds d'origines variées, qui proviennent principalement de donations et sont des archives personnelles d'hommes politiques : correspondances, portraits, photos, films, affiches...

Afin d'en rendre l'usage optimal les Archives Nationales du Canada proposent une collection de guides généraux :

Cook, Terry ; Wright, Glenn T. *Division des archives fédérales*. Ottawa, ANC, 1983.

Delvaux, Alexandre ; Marcoux, Yves ; Monroe, Dawn ; Perron-croteau Lise. *Bibliothèque des Archives publiques*. Ottawa, ANC, 1983.

Guenette, Jean. *Archives nationales du film, de la télévision et de l'enregistrement sonore*. Guide des archives littéraires, Ottawa, ANC, 1988.

Hyam Grace ; Leblanc, Jean-Marie. *Division des manuscrits*. Ottawa, ANC, 1984.

Langellier, Gilles. *Collection nationale de cartes et plans*. Ottawa, ANC, 1985.

Lovering, Cynthia. *Division des Archives gouvernementales*. Ottawa, ANC, 1991.

Seifried, Christopher. *Collection nationale de photographies*. Ottawa, ANC, 1984.

Vezina, Raymond. *Division de l'iconographie*. Ottawa, ANC, 1984.

¹⁸Précédemment appelées Archives publiques du Canada.

Une banque de données est disponible au Centre de Documentation du Canada,¹⁹ via "Archivia CD-Rom" qui contient la description du fonds disponible des Archives Nationales à Ottawa ou par "Archi-Histo". Les documents gouvernementaux sont classés en séries (record groups) désignées par des chiffres et répertoriées, à travers les inventaires préliminaires, publiés en fascicules depuis 1951 qui décrivent de manière sommaire, chacune des séries en français ou en anglais selon la nature du document. Les inventaires se répartissent en trois groupes : les "Records Groups" (RG) sont consacrés aux documents officiels. Les "Manuscripts Groups" (MG) décrivent les documents non officiels y compris les archives personnelles d'hommes politiques, par exemple MG 26 : archives de William Mackenzie King. Pour connaître les fonds les plus récents se conférer au Rapport annuel de l'Archiviste national.

Les Archives provinciales

Chacune des provinces est responsable de ses propres archives et de la méthode de classification, tant et si bien qu'il n'existe aucune uniformité dans ce domaine²⁰ au niveau de la Fédération. Cela complexifie grandement toute recherche, dès lors que plusieurs fonds d'archives doivent être utilisés. En outre, le nombre et la nature des dépôts des Archives provinciales varient grandement en fonction de la province.

Les Archives nationales du Québec

Elles se situent principalement à Québec et comptent parmi les plus anciennes et les plus riches du Canada. Néanmoins, ce ne fut qu'en 1920, que les Archives Nationales du Québec furent créées. Elles sont réparties en trois grandes catégories :

- Archives du régime français.
- Archives du régime britannique (1760-1867).
- Archives de l'Etat du Québec.

En dehors du centre principal des Archives Nationales du Québec se situant à Québec, il existe un réseau régional des Archives Nationales du Québec, composé de huit centres²¹.

¹⁹CDC, 5 rue de Constantine 75007 Paris. Tel : 01 44 43 21 56.

²⁰Cf. Fohlen, Claude ; Heffer, Jean ; Weil, François. *Canada et Etats-Unis depuis 1770*, Paris, PUF, Nouvelle Clio, 1997. 489 p.

²¹Bas St-Laurent, Gaspésie îles de la Madeleine à Rimouski (archives généralistes). Saguenay à Chicoutimi (archives généralistes). Mauricie et à Trois-Rivières (archives généralistes). Montréal (archives manuscrites, cartographiques, iconographiques, audiovisuelles et microfilms, dépôt légal). Outaouais à Hull (archives généralistes). Abitibi-Témiscamingue et Nord du Québec à Rouyn-Noranda (archives généralistes). Côte-Nord à Sept-îles (archives généralistes). Estrie à Sherbrooke (archives généralistes).

Afin de réaliser une recherche rapide, il est nécessaire de consulter les divers inventaires et index par sujet, ainsi que les rapports annuels des Archives nationales du Québec depuis 1920. En ce qui concerne le Québec, il faut signaler l'existence d'autres centres d'archives majeurs, tels ceux de la ville de Montréal, exceptionnels par leur richesse et leur facilité d'accès que nous avons utilisés durant de longs mois. Les fonds des sociétés historiques sont souvent remarquables, le plus connu d'entre eux est celui de l'Institut d'Histoire de l'Amérique Française (1948), qui dépend de la Fondation Lionel-Groulx de Montréal. Organisme privé, créé en 1976, il est reconnu d'utilité publique et agréé par le ministère de la Culture du Québec depuis 1990 ; c'est un partenaire privilégié des Archives nationales du Québec.

Nous avons consulté, de façon intégrale plusieurs fonds, des Archives nationales du Québec dans les dépôts de Québec et Montréal :

ANQ, Québec, Fonds Claude Morin P762.

11,52 m de documents textuels , 1210 photographies . 1949-1982.

ANQ, Québec, Fonds André Patry P422.

2 m de documents textuels , 26 photographies, 4 dessins. 1927-2004.

ANQ, Québec. Fonds Denis Vaugeois P 655.

53,59 m de documents textuels, 5 bandes magnétiques 2 cartes, 1000 photographies . - 6 vidéos, 1960-1984 .

ANQ, Québec. Fonds Paul Gouin P 190.

22,82 m de documents textuels, 23 dessins, 805 photographies. 1889-1976.

ANQ, Québec. Fonds Jacques-Yvan Morin P 656.

31,76 m de documents textuels, 5 cartes, 120 gravures, 700 photographies, 3 vidéos, 59 bandes magnétiques 1829-1984 .

ANQ, Québec. Fonds Jean Chapdelaine P 776.

0,48 m de documents textuels. 1938-1997.

ANQ, Québec, Fonds du ministère des Relations internationales du Québec (MRI), E42.

523,31 m de documents textuels, 74 vidéos . 24 films, 490 bandes magnétiques, 5000 photographies. 1 disque, 1951-2002.

Grâce à l'index du fonds nous n'avons consulté que les séries se rapportant à notre recherche.

ANQ, Québec, Fonds de l'Office de la langue française, E33.

5,14 m de documents textuels, 1 vidéo(s). 1961-1986.

ANQ, Montréal, Fonds Jean-François Lisée, P684.

5 m de documents textuels, 173 bandes magnétiques et cassettes sonores, 58 vidéos cassettes, Betacam et VHS. 1987-1999.

ANQ, Montréal, Fonds René Lévesque P18.

32,62 m de documents textuels, 25 cartes, 223 photographies, 6 dessins d'ingénierie, 3 disques : 45r/min, 2 bandes magnétiques: 1 bobine, 1 cassette. 1933-1987 .

ANQ, Montréal, fonds Jean-Marc Léger P599 (1,6 m de documents textuels . - 120 photographies). 1947-2000.

ANQ, Montréal, fonds Jean-Louis Roy. P 666. (9,02 m de documents textuels) Vers 1965-1995.

ANQ, Montréal. Fonds Jacques Parizeau P686.

46,44 m de documents textuels, 1774 photographies, 201 bandes magnétiques, 10 bandes magnétiques, 31 vidéos 1960-2000.

ANQ, Montréal , fonds du ministère des Relations internationales du Québec. Relations avec les provinces du Canada, les communautés francophones et visites hors Québec P253, S4, SS3.0,08 m de documents textuels, 1978-1985.

ANQ, Montréal. Fonds Gérald Godin P 708.

2,81 m de documents textuels. 1965-1984.

ANQ, Montréal, fonds Guy Rivard P 484.

(10,68 m de documents textuels 1985-1993.

ANQ, Montréal, Fonds langue française P253,S2,SS3,SSS1.

0,05 m, de documents textuels. 1974-1983.

ANQ, Montréal, fonds du Ier Sommet de la Francophonie 1986 [Versailles, France]] P718, S6. [pour partie non consultable]

ANQ, Montréal, fonds du II e Sommet de la Francophonie, 1987 [Québec, Québec] P718, S6.[pour partie non consultable]

Les sources imprimées

L'ensemble des textes imprimés au Québec, jusqu'à l'ouverture très récente de la Grande Bibliothèque du Québec en 2005, était conservé à Montréal à la Bibliothèque Saint-Sulpice²². Elle assurait le dépôt légal des publications imprimées, audiovisuelles ou photographiques ; n'existant que depuis 1977, on ne pourra y trouver qu'une partie de la production imprimée, néanmoins la totalité des documents officiels y est présente. Le

²²Bibliothèque Nationale du Québec, édifice Saint-Sulpice, 1700 rue Saint-Denis.

Québec, depuis 1964, publie les comptes rendus des débats de l'Assemblée Nationale²³. Pour la période antérieure, il est nécessaire soit de consulter la presse de l'époque soit les reconstitutions des débats élaborées par l'A.N, à partir d'un large corpus de publications.

Documents statistiques

Ce genre de sources est très répandu au Québec, grâce notamment au Bureau des Statistiques du gouvernement fédéral et provincial, toutes disponibles dans les Centres d'Archives et les bibliothèques du Québec. Les annuaires sont des sources très précieuses, il en existe deux sortes. Le premier est *L'Annuaire du Canada* qui paraît depuis 1885 à un rythme annuel ou bisannuel, le deuxième est celui de *L'Annuaire du Québec* qui remonte quant à lui à 1914 ; de nombreux numéros contiennent des rétrospectives historiques et politiques. Nous les avons utilisés en fonction de notre chronologie (1962-1995).

Documents diplomatiques

Les Archives du ministère des Affaires étrangères du Canada qui se trouvent à Ottawa sont accessibles et de nombreux documents concernant les relations France-Québec, France-Canada et Québec-Ottawa n'ont pas été traités et se trouvent sous la cote Série RG 25. Le ministère des Affaires internationales du Québec met en ligne un nombre important de documents et de statistiques²⁴. Ses archives sont également accessibles en se rendant au siège du ministère. En outre, il existe un important fonds disponible à l'Assemblée Nationale qui concerne les lois et circulaires abordant la politique extérieure de la province, que nous avons longuement analysé et traité.

La Presse

L'ensemble des journaux canadiens et québécois peut être consulté dans toutes les grandes bibliothèques du Québec, sous forme de microfilms. Le titre de référence de la presse francophone est *Le Devoir* qui paraît depuis 1910 et dont il existe un index analytique en 6 volumes, allant de 1966 à 1971. Il est poursuivi par la collection Repères qui constitue un index annuel par thème des articles parus dans les principaux quotidiens québécois dont *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil* notamment. Son équivalent anglophone est le *Toronto Globe and Mail* qui paraît depuis 1844. *La Gazette officielle du Québec* qui

²³Seul le Québec et l'Ontario publient les débats de leur propre parlement au Canada.

²⁴Cf. <http://www.mri.gouv.qc.ca>

paraît depuis 1869 et qui contient tous les décrets, règlements et accords ratifiés par la province est intégralement disponible sous forme de microfilms depuis 1997.

- *Le Journal des Débats de l'Assemblée Nationale* permet d'avoir une transcription intégrale des discussions au sein de l'hémicycle québécois depuis la Révolution tranquille.

- *Le Courrier Parlementaire*, depuis 1995 permet d'avoir une synthèse ou bien une retranscription intégrale des discours et déclarations des hommes politiques québécois .

Les principaux titres de presse québécois et canadiens utilisés pour cette recherche sont :

- *Le Devoir* (Francophone, Titre de référence, dernier quotidien indépendant du Québec 175 000 exemplaires par semaine).

- *La Presse* (Francophone, titre généraliste proche des Libéraux, 1 500 000 exemplaires par semaine, appartenant au groupe Gesca Power corporation press).

- *Le Journal de Montréal* (Francophone, quotidien populaire, désormais peu ouvert sur le monde ; fut intéressant durant les années soixante et la première partie des années soixante-dix, titre le plus lu en Amérique du Nord avec 2 000 000 d'exemplaires, appartenant au groupe Québecor).

- *Le Journal de Québec* :Francophone, quotidien populaire, édition locale du *Journal de Montréal*, tirant à 710 000 exemplaires par semaine, propriété de Québecor).

- *Le Droit* (Francophone, double édition à Ottawa et Hull région du sud du Québec, fédéraliste, tirant à 200 000 exemplaires par semaine, propriété du groupe de presse Gesca Power corporation press).

- *Le Soleil* (Francophone, quotidien de la capitale provinciale, tirant à 620 000 exemplaires par semaine, propriété de Gesca Power corporation press.)

- *L'actualité* Magazine bi-mensuel d'information centré sur la société francophone québécoise et canadienne.Ce titre qui appartient à Rogers Media est né de la fusion du magazine Maclean et de l'actualité de Drummonville. Il tire à environ 5 00 000 exemplaires par numéro.

- *Voir, Hour* (Édition Bilingue Français / Anglais, Journal culturel de Montréal et de Québec, tirant à 170 000 exemplaires par semaine. Des articles thématiques sur la culture et la langue française y paraissent de manière non régulière). Ces titres sont la propriété de Communication Voir inc.

Titres anglophones

- *Toronto Globe And Mail* appartient au groupe de presse BCE/Thomson (Anglophone) quotidien de référence de la presse anglo-canadienne depuis sa fondation. Tire à plus de 2 000 000 d'exemplaires par semaine, ses analyses sur le Québec sont généralement modérées. Sa ligne rédactionnelle est bien loin de celle du *Toronto Star* frôlant souvent le populisme et le sensationnel qui tire à plus de 3 000 000 d'exemplaires par semaine.
- *The Montreal Star* (Anglophone, a été l'un des plus grands médias de la ville, a disparu en 1978 à la suite d'une grève.)
- *The Gazette* (Anglophone, le quotidien de référence de la communauté anglo-québécoise de Montréal et de la province, farouchement anti-souverainiste, défenseur attitré de la minorité anglophone de la province, appartient au groupe de presse Canwest

Internet

<http://www.gouv.ca> Site généraliste du gouvernement canadien.

<http://www.dfait-maeci.gc.ca> Site du Ministère des Affaires Extérieures et du Commerce International du Canada.

<http://www.archives.ca> Site des Archives Nationales du Canada (A.N.C).

<http://www.nlc-bnc.ca> Site de la Bibliothèque Nationale du Canada (B.N.C)

<http://www.gouv.qc.ca> Site généraliste du gouvernement québécois.

<http://www.assnat.qc.ca> Site de l'Assemblée Nationale du Québec.

<http://www.mri.gouv.qc.ca> Site du Ministère des Relations internationales du Québec.

<http://www.mri.gouv.qc.ca/francophonie> Site du Secrétariat d'État québécois à la Francophonie.

<http://www.anq.gouv.qc.ca> Site des Archives Nationales du Québec (A.N.Q).

<http://www.bibliat.gouv.qc.ca> Site de la Bibliothèque Nationale du Québec (B.N.Q).

<http://www.aieq.qc.ca> Site de l'Association Internationale d'Études Québécoises (AIEQ)

<http://www.acs-aec.ca> Site de l'Association d'Études Canadiennes (A.E.C).

<http://www.liberal.ca> Site du Parti Libéral canadien.

<http://www.qc.liberal.ca> Site du Parti Libéral du Québec.

<http://www.partiquebecois.org> Site du Parti Québécois.

<http://www.blocquebecois.org> Site du Bloc Québécois.

<http://www.ssjb.com> Site de la Société Saint-Jean Baptiste.

Banques de données

- Iris : Catalogue multimédia spécialisé dans les affiches et les représentations iconographiques.
- Pistard : Programme informatisé servant au traitement des archives et à la recherche documentaire.
- Atlas culturel : Catalogue multimédia spécialisé dans la politique culturelle et la transcription de cette dernière au niveau de la province. Cet outil informatique donne des renseignements intéressants sur la presse et les francophones au Canada et dans le monde.
- Archivia-Histo : Inventaire multimédia du fonds disponible des Archives nationales du Canada (A.N.C).
- Sympaticus : Catalogue multimédia des publications canadiennes.

Les Sources orales

Afin d'enrichir cette recherche, nous avons utilisé la source orale, sous la forme d'entretiens afin de compléter et d'approfondir certaines questions qui ne sont traitées que partiellement ou sous une forme évasive par les sources écrites. Pour ce faire, nous avons établi des grilles d'entretien normalisées, pouvant évoluer en fonction de la diversité des panels des personnes interrogées. Trois grands types de public, constitués en trois sous-ensembles seront représentés à travers ces transcriptions orales, pour tenter de refléter la variété des sensibilités et des réalités que ce sujet peut susciter. Chacun des sous-ensembles prenant en compte la vision québécoise, canadienne et internationale de la question ; la vision française constituera une part significative de ce dernier ensemble.

Le premier groupe visé se compose d'hommes politiques, de diplomate, tels Jacques Parizeau, Louise Beaudoin, Bruno Pilote, Roger Dehaybe, André Patry.

Le deuxième groupe quant à lui sera constitué de journalistes, de représentants de différents groupe de pression et d'opinion, tels Jean-Marc Léger, Jean-Pierre Péroncel Hugoz, Claude Ryan, Maria-Thérèse Pérez. Le troisième groupe, pour sa part, sera formé soit d'individus ayant bénéficié à titre d'étudiant ou de coopérant des relations internationales du Québec, soit de personnes ayant facilité cette création ou ce développement, tels, Marc Veronneau, Françoise Carle, Philippe Valois, Michèle Gendreau-Massaloux, Eric Poppe). La forme semi-directive fut privilégiée dans ces entretiens, du moins lorsque nous en avons eu l'occasion.

Les Sources françaises

La terminologie "sources françaises" englobe l'ensemble des sources officielles ou privées de France mais également les sources étrangères notamment québécoises accessibles dans l'Hexagone.

Le fonds du Québec de la Bibliothèque nationale de France (B.N.F)

La Bibliothèque Nationale de France (BNF) possède un fonds important sur le Québec qui s'enrichit au fil des décennies. Celui-ci débuta en 1839, lorsque la Bibliothèque Nationale appelée Royale à l'époque, reçut de Nash Gould, membre correspondant de la Société littéraire et historique du Québec. Le premier don d'auteur, selon toute vraisemblance, fut fait par François-Xavier Garneau en 1847 avec son *Histoire du Canada de sa découverte à nos jours*. Au début des années 1870, la BNF entreprit d'importants achats concernant le Canada et le Québec. L'essentiel des acquisitions concernait l'histoire passée et récente du Canada, mais également le droit, les institutions, la topographie, l'histoire littéraire et les langues indiennes. A partir de 1967, le Québec décida de lier des contacts directs avec la Bibliothèque Nationale de France. Les titres versés étaient principalement des essais, des textes littéraires et des études historiques²⁵. Le code civil du Bas-Canada, symbole de l'autonomie et de l'identité du Québec y fut également versé. La Société Littéraire et Historique du Québec fit régulièrement des versements à la Bibliothèque Nationale. Il convient de signaler que les Archives du Québec versèrent régulièrement leurs publications à Paris, à la Bibliothèque Nationale. Les dons effectués par le Québec à la même période à la BNF, d'une façon générale, furent fréquents et d'une grande qualité ; ils provenaient de particuliers, d'institutions, de musées, de l'Association Canadienne des bibliothécaires de langue française... A la fin des années soixante la Délégation Générale du Québec à Paris, en la personne de Françoise Deslauriers, y contribua grandement et des accords de réciprocité dans le versement entre les deux bibliothèques française et québécoise furent mis en place, ce qui enrichit considérablement les fonds. Actuellement, le fonds québécois de la Bibliothèque de France se valorise essentiellement de publications officielles et historiques diffusées hors des circuits traditionnels. Il bénéficie également au titre de dépôt légal, des nombreuses coéditions entre éditeurs français et québécois.

²⁵Dont les travaux de Garneau, de Ferland et d'Aubert de Gaspé.

Archives Nationales de France

Les archives de la période contemporaine se trouvent aux Archives de France à Paris sans qu'existe cependant une cohésion de l'ensemble des documents se rapportant au Québec. Néanmoins, cette difficulté peut être suppléée entre autres, par l'Inventaire bibliographique des relations franco-québécoises de 1760 à nos jours. Le choix des références repose sur différents fonds dont celui de la Bibliothèque Nationale de France, de la Bibliothèque Nationale du Québec, du Centre de recherches en histoire de l'Amérique française (C.R.H.A.F) de la Fondation Lionel Groulx, du Musée de l'Amérique française de Québec et du Centre Roland Mousnier d'Histoire et de Civilisations de l'Université de Paris IV. Les Universités québécoises de Laval, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke et le Centre St Laurent de l'I.E.P d'Aix en Provence ont également contribué à la réalisation de cet inventaire. Ce travail exhaustif a été réalisé sous l'égide de la Commission de coopération franco-québécoise des fonds accessibles. Le corpus de l'inventaire est extrêmement varié : monographies, articles de périodiques, documents iconographiques, sonores et audiovisuels. Le terme relations franco-québécoises fut pris au sens large et comprend aussi bien les relations privées entre personnes que les relations entre associations, institutions ou gouvernements.

Les fondations privées

La Fondation Charles de Gaulle dispose de nombreux documents abordant la question québécoise dans les années 1960, souvent utilisés par les chercheurs ; la Fondation François Mitterrand quant à elle, possède un corpus traitant de la Francophonie et des relations franco-québécoises pour les décennies 1980 et 1990.

Les Archives de l'exécutif français

Les archives de l'Elysée recèle la totalité des documents relatifs aux visites officielles des différents Ministres et Premiers Ministres du Québec. Georges Pompidou : 5AG 2, 115, 721, 1021, 1038 ; François Mitterrand 5AG 4, 2326, 2358, 11421, 11469. Le Quai d'Orsay au titre de ministère des Affaires étrangères et en qualité de dépositaire de l'ancien ministère de la Francophonie dispose de plusieurs dizaines de mètres linéaires dont l'accès varie en fonction de la nature des documents et des différentes réglementations qui s'appliquent à ces derniers.

Centre de documentation de la Délégation générale du Québec à Paris

Ce lieu est le plus important centre de recherches sur le Québec du continent européen. Il couvre l'ensemble des domaines historiques et comprend des documents publiés au Québec ainsi que des ouvrages étrangers relatifs à la province fleurdélisée. Les collections sont constituées de fonds encyclopédiques catalogués de 15 000 volumes ainsi que d'une collection d'écrits universitaires microfilmés, d'une soixantaine de périodiques catalogués sur microfilms dont *Le Devoir* et *La Presse* en intégralité. Le centre possède également trois quotidiens québécois en version papier *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil*, une collection de documents officiels dont les Journaux officiels du Québec pour l'année en cours.

La presse

Afin de permettre une étude de presse comparée nous utiliserons cinq grands quotidiens français, représentant l'ensemble de l'opinion française :

- *Le Monde*.
- *Libération*.
- *Le Matin*.
- *Le Figaro*.
- *La Croix*
- *L'Humanité*.

□□□

- *Le Monde Diplomatique*
- *Courrier international*

Nous avons réalisé, pour tous ces titres une recherche exhaustive par mots clefs (Francophonie, francophonie, Québec, France, Canada, langue française, Belgique, Suisse, exception culturelle, relations internationales, Commonwealth, lusophonie et hispanophonie). La presse magazine ne sera utilisée qu'en tant qu'élément comparatif de la presse quotidienne nationale, notamment lors des Sommets francophones et en cas de numéros spéciaux consacrés à la francophonie, au Québec ou à la langue française. Les titres de références que nous avons utilisés sont : *L'Express*, *Le Nouvel Observateur* et *Le Point*.

Présentation Historiographique générale

Historiographie canadienne

Les modifications des représentations nationales et identitaires, au sein du Canada, changèrent profondément en fonction de l'appartenance à la communauté anglophone ou francophone. Les francophones de la province du Québec abandonnèrent massivement la théorie des deux peuples fondateurs, ne se définissant plus comme Canadiens mais comme Québécois à partir de la Révolution tranquille²⁶. Les réalités linguistiques rendaient de plus en plus difficile la théorie de parité entre Canadiens anglophones et francophones ; le nombre de locuteurs sinophones étant par exemple supérieur aux locuteurs de langue française en Colombie britannique. Le taux d'assimilation des francophones dépassait aisément les 50% dans les provinces de l'Ouest et les Prairies. L'appellation Québécois démontra cela, tout en affirmant l'identité des francophones du Québec et leur ancrage dans une réalité nord-américaine. Cette nouvelle identité mena à une réelle différenciation entre les francophones vivant au Canada. Dès lors, l'éloignement graduel entre les "sociétés francophones " visible depuis le début du XX^e siècle devint définitif ; les francophones ne vivant pas dans la province fleurdélisée prirent le nom de francophones "hors Québec" ²⁷. Au mouvement de repli vers le Québec des francophones, on assista simultanément dans les années soixante, à l'affirmation pleine et entière de la "canadianité" des Anglo-canadiens.

Historiographie québécoise

Le passage qui suit est une synthèse générale relative à l'historiographie québécoise, il est destiné aux lecteurs non-québécois qui auront à lire le présent mémoire de thèse. Il ne prétend ni être exhaustif, ni même renouveler l'approche historiographique canadienne ou québécoise, mais simplement faciliter la compréhension générale de chercheurs non spécialistes, en particulier français ou européens qui débuteraient une étude ou qui désireraient un complément d'information sur cette dernière. En cela, nous répondons aux prérequis qu'implique une recherche universitaire en cotutelle de thèse. De plus, les paragraphes qui suivent précisent la démarche qui est la notre, au sein des différents

²⁶1960-1976.

²⁷Sous cette appellation on désigne les Acadiens, les Franco-Ontariens, les Franco-Manitobains, Les Fransaskois, les Franco-Albertains, les Franco-Colombiens, Franco-Yukonais,...

courants qui ont nourri la discipline historique au Québec. Jusqu'à la Révolution tranquille, l'historiographie québécoise se polarisa sur le nationalisme et la survivance du fait français en Amérique du Nord. Le père de l'Histoire canadienne-française est François-Xavier Garneau, (1809-1866) auteur de *l'Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours* qui connut un succès durable, à travers les différentes éditions qui parurent sur plus d'un siècle. Libéral, ami de Louis-Joseph Papineau chef de la rébellion des Patriotes de 1837, il fut durant plus de vingt-cinq ans, l'interprète des revendications des Canadiens français. Disciple d'Augustin Thierry, il lui emprunta le concept de lutte des races, et créa les thèmes complémentaires de nation et de survivance à la société canadienne-française. Deux courants se nourrirent de ses écrits, le premier cléricale, s'efforça d'effacer toute trace de l'héritage libéral de Garneau que l'Eglise catholique considérait comme une perversion. Le maître incontesté de ce courant fut le chanoine Lionel Groulx (1878-1967). Premier professeur d'Histoire à l'Université de Montréal de 1915 à 1948, cet ecclésiastique fut le fondateur de la revue *L'Action française*, puis *L'Action canadienne française* devenue en 1933 *L'Action nationale*. Historien, il fut l'instigateur de l'Institut d'Histoire de l'Amérique française et de la revue du même nom. Il fut également l'auteur, d'une *Histoire du Canada depuis sa découverte* en 4 volumes qui réhabilitait les patriotes. Garneau et Groulx furent les deux grands historiens nationaux du Québec. L'autre courant historiographique, de type libéral, fut moins influent et représenté par Benjamin Sulte (1841-1923). Dans son *Histoire des Canadiens français* en 8 volumes, il fit des jésuites, la source des problèmes des Canadiens français.

La prise de conscience d'une histoire québécoise fondée sur la recherche et non plus exclusivement idéologique fut récente et eut lieu en trois étapes. La première débuta au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec la création en 1947 de l'Institut d'Histoire de l'Université de Montréal qui donna naissance à l'Ecole de Montréal²⁸. Guy Frégault, Maurice Séguin, Michel Brunet en furent les plus célèbres représentants, un farouche nationalisme laïque les caractérisait. Leur vision de l'histoire du Québec est axée sur la catastrophe que constitue la conquête britannique en 1760, responsable selon eux, de toutes les déconvenues subies par les Canadiens français. Michel Brunet fut considéré comme l'historien de la question nationale au Canada français, partageant la

²⁸Lamarre, Jean. *Le devenir de la nation québécoise. Selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969*. Québec, Sillery, Editions du Septentrion, 1993, 564 p.

conviction avec Séguin et Frégault que la recherche historique était utile, dans la mesure où elle pouvait aider les intérêts de la collectivité nationale. La seconde étape, coïncida avec la Révolution tranquille des années soixante, Jean Hamelin et Fernand Ouellet, sous l'influence de l'Ecole des Annales introduisirent la question économique et ses relations avec la société²⁹. La troisième étape, profita des acquis de la Révolution tranquille, notamment de l'extension, de l'enseignement universitaire et de la professionnalisation de l'histoire. Paul-André Linteau, Gérard Bouchard, Jacques Rouillard, figures marquantes de cette génération, dotèrent la recherche historique, de l'approche pluridisciplinaire des Sciences sociales et furent plus ou moins réceptifs dans les années 1970, à une démarche historique de type marxiste ; certains y furent très sensibles, tel Robert Comeau qui se spécialisa en histoire politique³⁰. Dès lors, les champs de recherche en Histoire se sont à la fois élargis et concentrés. Il est à noter que l'histoire québécoise, éminemment politique, s'ouvrit en direction des autres sciences humaines et finit par englober la société tout entière. Elle s'intéressa aux différentes classes sociales, au monde rural et urbain, aux minorités linguistiques et nationales ainsi qu'aux Premières Nations, tout en se concentrant sur le seul Québec. On assista alors, à une explosion du nombre de recherches traitant de la période 1850-1960.

Historiographie Anglophone

L'historiographie anglophone connut une évolution générale, sensiblement identique à celle du Québec³¹. Les Canadiens anglais éprouvèrent très vite, le sentiment d'appartenir à une sorte de minorité en Amérique du Nord. Ils cherchèrent rapidement à se distinguer de leurs voisins du Sud, en s'affirmant, en tant que communauté nationale. La super puissance continentale qu'étaient les Etats-Unis, devenait de plus en plus oppressante, en particulier au niveau culturel. Tout aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'histoire des Canadiens anglais se structura, en tant qu'entité minoritaire, menacée d'assimilation à la fin du XIX^e siècle, soit cinquante ans après celle des Canadiens français. L'histoire canadienne anglaise prit forme. Le nationalisme devint aussi très vite un thème récurrent de l'historiographie canadienne-anglaise, dès lors, il réfuta avec force celui des Canadiens français. Influencés par leurs homologues

²⁹De la Nouvelle-France jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

³⁰Il dirigea la Chaire Hector Fabre de l'Université du Québec à Montréal.

³¹Les écrits de l'historien Carl Berger sont la référence du genre pour tout ce qui traite d'historiographie au Canada.

britanniques qui considéraient le parlementarisme comme le propre de la civilisation anglaise, les historiens canadiens de langue anglaise concentrèrent leurs recherches, sur l'accession de la colonie à l'autonomie en 1867 et à l'indépendance en 1931 ; William Kingsford devint le "Garneau" des *Canadians*. Cette tradition nationaliste se prolongea au sortir de la Seconde Guerre mondiale avec Donald Creighton et Arthur Lower « *le plus nationaliste des historiens anglo-canadiens*³² » tout en cohabitant avec un autre courant historiographique, né dans les années 1920 qui privilégiait l'économie. L'article « *Economic factors in Canadian Economic History* » de William Mackintosh, parut en 1923 dans le *Canadian Historical Review* (C.H.R.), il établissait les fondements de ce nouveau courant de l'historiographie anglophone. La « *Staples Theory*³³ » expliquait la naissance et le développement du Canada, par des raisons économiques et non politiques. Cette approche domina la plupart des recherches menées par des universitaires canadiens-anglais de 1930 à 1970. L'historiographie anglophone, tout en suivant les évolutions et les influences des écoles historiques étrangères, ne s'ouvrit jamais réellement sur le Québec, que ce soit dans sa méthode ou dans sa thématique. Les historiens anglophones pour leur écrasante majorité, ignorèrent totalement les écrits de leurs confrères francophones, jusqu'à la fin des années 1980.

Historiographie propre au sujet

Le présent mémoire de thèse s'inscrit dans cette thématique, en s'intéressant à l'intégration du Québec sur la scène internationale, et aux rapports qu'il entretient depuis toujours avec la France et la Francophonie. Les sources bibliographiques pouvant être utilisées sont relativement peu nombreuses à l'heure actuelle et souvent trop tendancieuses, en fonction de l'appartenance de l'historien ou du chercheur, à l'un ou à l'autre des courants historiographiques francophone ou anglophone. Les articles parus dans les revues scientifiques historiques et les articles de presse, sont les sources les plus fiables et leur croisement s'avère le meilleur gage pour tendre vers l'objectivité. La problématique que nous nous proposons d'étudier en détail, ne bénéficie pas d'un champ historiographique propre, ni étendu. L'interdisciplinarité de notre sujet renforce d'autant plus ce phénomène. Néanmoins, il existe de brillantes études connexes, réalisées en sciences politiques et en relations internationales, par des chercheurs principalement

³²Carl Berger.

³³Théorie du développement économique, à partir d'un produit de base (fourrures, bois, blé,...).

québécois, notamment de l'Université Laval, mais elles remontent pour la plupart aux années soixante ou bien soixante-dix.

On peut citer pour l'excellence de leurs écrits, les travaux de Louis Balthazar, Paul Painchaud, Louis Bélanger pour les questions abordant la thématique des sciences politiques et des relations internationales et ceux de Michel Têtu, pour la Francophonie. A cela, il faut ajouter les écrits de personnalités éminentes de la politique française, (Régis Debray, Alain Peyrefitte, Philippe Séguin) de l'intelligentsia québécoise, (Jean-Marc Léger, André Patry...) et de la communauté francophone internationale (Léopold Sédar Senghor ...). Enfin, il faut signaler le travail initial de recherche accompli par des revues spécialisées en sciences humaines qui ont su aborder, les questions relatives à la francophonie et aux relations internationales du Québec, avec parfois une régularité manifeste, compte tenu de l'intérêt de ces thèmes dans la société. Les plus intéressantes sont : *Esprit*, *Etudes internationales*, *Etudes canadiennes*, *la Revue des deux Mondes*, *Le français dans le monde*, *les Cahiers d'histoire du Québec*, *L'action Nationale*, *Globe (AIEQ)*, *l'Année Francophone Internationale (A.F.I)* et plus récemment, le *Bulletin d'histoire politique* et *Hermès, cognition, Communication, Politique*. Il est à noter que depuis peu, ces problématiques voisines connaissent un nouvel essor, avec une nouvelle génération de chercheurs tels, Frédéric Bastien, Françoise Epinette, Stéphane Paquin, Noda Shiro dont l'approche multidisciplinaire (Histoire, Droit, Science politique, statistique, Sociologie, Linguistique,...) a enrichi et renouvelé, les champs de recherche dans lesquels nous nous inscrivons.

Historiographie québécoise et canadienne portant sur les relations internationales du Québec.

Le thème des relations internationales au Québec, connu à ses débuts³⁴ une popularité médiatique importante, car celles-ci étaient l'expression des revendications précises de l'Etat québécois, issu de la Révolution tranquille et alimentaient le contentieux Québec-Ottawa. Néanmoins, cet intérêt de la presse et de la population québécoise, ne déboucha que sur un nombre réduit d'ouvrages de niveau universitaire. A l'exception des écrits de

³⁴Début des années soixante.

Paul Painchaud et Marc Blancpain³⁵, il fallut attendre les années quatre-vingt, pour que des chercheurs se consacrent à ce thème, alors que l'on assistait dans le même temps à un foisonnement d'articles, majoritairement très marqués sur le plan idéologique, dès la seconde moitié des années soixante. Cette spécificité dans l'approche de l'étude des relations internationales du Québec, fait qu'elles furent durant longtemps « *mal étudiées* », ³⁶ au profit de travaux portant sur une éventuelle politique extérieure d'un Québec souverain. Les années quatre-vingt-dix furent celles de la maturation des relations internationales du Québec et à partir de 1995, on assista à un renouveau, de l'approche disciplinaire de ces dernières, avec l'appropriation plus marquée de la thématique par des politologues historisants³⁷. D'une façon générale, les thématiques récurrentes sont les relations que le Québec entretient depuis bientôt 400 ans avec la France et les États-Unis.

Tous les ouvrages retracent de façon descriptive, le développement de ces liens, mais éludent les relations que Québec instaure et développe avec des aires culturelles comme l'Amérique latine ou encore l'Asie. La dimension institutionnelle que le Québec peut entretenir avec des instances telles, l'Aléna, le GATT ou bien encore la Francophonie, n'a jamais été traitée spécifiquement dans une recherche. Elle apparaît le plus souvent, sous la forme d'un paragraphe dans une monographie ou d'une note au sein d'un article. En cela, notre recherche est originale et novatrice. En outre, il n'existe pas à ce jour d'étude analytique sur l'État Québécois en tant qu'acteur diplomatique de la scène internationale. Les ouvrages qui traitent de la présence du Canada sur la scène diplomatique et internationale, sont la plupart du temps, le fruit de chercheurs anglophones ou de fédéralistes francophones. La fracture francophone-anglophone ou encore québécoise-*"canadians"*, se fait cruellement ressentir. Le Québec n'est jamais appréhendé comme un acteur de premier ordre, même en matière économique ou linguistique, ni comme une entité politique ayant une souveraineté partielle justifiant une présence internationale ponctuelle et ciblée, dans les domaines qui relèvent de sa compétence. La doctrine Guérin-Lajoie n'est pas jugée comme un postulat de recherche sérieux. La « *canadianité* »

³⁵Painchaud, Paul. (dir.). *Francophonie : bibliographie 1960-1969*. Québec, Centre québécois de relations internationales, bureau d'information sur la francophonie, PUQ, 1972, 132 p. Painchaud, Paul (dir.), *Communautés francophones : bibliographie et chronique (1970-1972)*. Québec, CQRI, PUL, 1974. Painchaud, Paul. « Pour une étude scientifique de la Francophonie », dans *Communautés francophones 1970-1972*. Québec, Institut canadien des Affaires internationales et Bureau d'Information sur la Francophonie du CQRI, 1972. Blancpain, Marc. ; Reboullet, André. *Une langue : le français aujourd'hui dans le monde*. Paris, Hachette, coll. "Références", 1976.

³⁶Bernier, Luc. *De Paris à Washington*. Sainte Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 10.

³⁷Citons entre autres, Shiro Noda, Frédéric Bastien, Stéphane Paquin.

de Pierre-Elliott Trudeau domine les recherches anglophones. Seul Robert Mc Kenneth parvient à se dégager de cette vision « canadano-centrée », peu compatible avec une fédération ou une confédération. La comparaison que nous comptons effectuer avec la Belgique et la Suisse, permet de saisir toute la spécificité de l'historiographie canadienne et la pérennité des deux solitudes qui en découlent.

Historiographie portant sur la francophonie

A travers la partie suivante, nous avons voulu réaliser un bilan abordant les principales thématiques traitées par notre sujet du point de vue bibliographique, mais également, les classer et nous situer dans la littérature produite sur la francophonie³⁸. Celle-ci est particulièrement riche et paradoxalement consensuelle. Pour se faire, nous travaillerons à partir de sept sections thématiques, pouvant se subdiviser en plusieurs regroupements secondaires, afin de faire apparaître les spécificités propres de notre problématique : Quelles relations la francophonie et le Québec entretiennent-ils ? Existe-il une évolution ? Quels sont les apports de la francophonie au Québec et réciproquement ? Comment le Québec est-il perçu dans la francophonie et l'espace francophone ? Comment la francophonie est-elle considérée au Québec notamment à travers la presse et quelle est l'image que l'on en donne à l'opinion publique québécoise ?

Bilan historiographique et thématique propre au sujet

La première section sera consacrée aux fondements et aux principes généraux de la francophonie. Elle constitue le socle idéologique et philosophique, de la structuration de l'aire francophone. Dans un deuxième temps, nous aborderons la défense de la langue et la promotion de la dimension culturelle de l'espace francophone. Nous ferons le point dans une troisième section, sur la dimension politique que recèle la francophonie, tant sur le plan paradiplomatique que protodiplomatique. Nous travaillerons dans un quatrième temps, sur la dimension économique de la francophonie et dans la cinquième thématique, sur les relations internationales du Québec et l'approche canadienne de l'espace francophone. La sixième partie sera quant à elle, axée sur la francophonie européenne avec un bilan des liens entre la francophonie et la France, ainsi que les rapports existant entre la francophonie, la Belgique et la Suisse. Ce thème nous servira dans notre

³⁸Et d'une façon indirecte sur le Québec.

recherche à établir une comparaison entre le Québec et trois des acteurs influents de la francophonie internationale, tout en soulignant, leurs convergences et leurs divergences avec le Québec. Le septième thème de cette rétrospective historiographique, nous verra établir un état des lieux épistémologique, méthodologique ainsi qu'un bilan des questions connexes gravitant autour de notre recherche. Il y sera question des différents modes de représentations, notamment dans la presse, ainsi que des études traitant de la lusophonie et de l'hispanophonie. Il est à noter qu'afin d'établir une analyse thématique fine de la littérature se rapportant à notre sujet d'étude, il nous a fallu maintes fois, non pas aborder chaque ouvrage comme un tout homogène et unique, mais bien comme une mosaïque de thèmes, donnant une vision et une interprétation fragmentaire et partielle, de la francophonie et de ses relations avec le Québec. Cette démarche permet en outre, d'aborder un nombre plus important de monographies et de procéder à une gradation au sein de chaque thème, enfin de dégager les moteurs et les enjeux qui se rapportent à la francophonie. Excepté la dimension culturelle et les essais portant sur le potentiel de la francophonie, en tant qu'espace de dialogue et de développement entre gouvernement et civilisation, écrits par l'Organisation internationale de la francophonie, l'ACCT ou le Haut conseil de la langue française, la quasi-totalité des ouvrages traitant du monde et de la question francophone effectue essentiellement, un état des lieux plus ou moins exhaustif de la Francophonie et des liens qu'elle entretient, avec les différents peuples et cultures qui la composent et l'enrichissent.

Aucune étude, qu'elle soit de type universitaire ou bien davantage axée sur la vulgarisation et rédigée par un érudit n'a exploré la problématique que nous nous proposons de suivre. Si la francophonie est issue par définition de la langue française vieille de plus de 1000 ans³⁹ et des nombreux peuples francophones présents sur les cinq continents, son concept n'a cependant été énoncé et explicité, qu'à la fin du XIX^e siècle par le géographe et humaniste Onésime Reclus⁴⁰. Sa vulgarisation connaîtra un essor tardif⁴¹, et explique en grande partie l'adhésion dualiste de la plupart des ouvrages à son égard.

³⁹Serment de Strasbourg 842.

⁴⁰Reclus, Onésime. *France, Algérie et colonies*. Hachette, Paris, 1880.

⁴¹Cf. Le numéro de novembre 1962 de la revue *Esprit*.

Francophonie : fondements et principes généraux

Cette première partie, rassemble les ouvrages théoriques et philosophiques traitant de la francophonie. Ils constituent le substrat intellectuel sur lequel la Francophonie s'est développée au cours des décennies ; leur lecture est par conséquent indispensable, afin de débiter une recherche sur celle-ci, mais porter un jugement de type scientifique standard sur ces écrits est un problème ardu, en raison de leur différence avec une production universitaire classique. En effet, depuis Onésime Reclus, les grands essais sur la francophonie et les textes fondateurs sont presque toujours, écrits par des acteurs de tout premier ordre du mouvement francophone mondial ayant eu pour la plupart des responsabilités nationales et internationales. Les théoriciens sont toujours les figures de proue de la Francophonie ; c'est un particularisme tout à fait révélateur du mode de fonctionnement des institutions francophones et de la jeunesse de ce mouvement.

Le premier d'entre eux, Léopold Sédar Senghor expose dans : *La Francophonie comme culture*,⁴² ainsi que dans *Ce que je crois : négritude, francité et civilisation de l'universel*⁴³, les raisons qui le poussèrent, à porter à bout de bras le projet francophone des années 1960 à l'ère des sommets, et pour quels motifs il fut en tout temps, un défenseur de l'institutionnalisation de la francophonie. « *Le trésor de guerre* » que représente la langue française, pour reprendre l'expression de l'ancien Président Sénégalais, devait être protégé et valorisé afin qu'il demeure une passerelle entre les peuples francophones d'Afrique et d'ailleurs. La francophonie devant servir de médiateur entre les civilisations, en reposant son action sur les droits de l'homme, le développement humain, la connaissance et la fraternité. Il s'agit de plaidoyers extrêmement brillants, renouant avec la tradition humaniste des écrits de Montaigne ou de Montesquieu qui expliquent le mécénat et la politique de développement que poursuit la Francophonie depuis ses débuts. Les ouvrages de Jean-Marc Léger, *La Francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*,⁴⁴ et de Raymond Renard, *Une éthique de la francophonie : questions de politique linguistique*⁴⁵ ont une approche plus critique, et ne sont pas à proprement

⁴²Senghor, Léopold, Sédar. *La Francophonie comme culture*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1968.

⁴³Senghor, Léopold, Sédar. *Ce que je crois : négritude, francité et civilisation de l'universel*. Paris, Grasset, 1988.

⁴⁴Léger, Jean-Marc. ; DORIN, Bernard (préf.). *La Francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*. Montréal, Ville-Lasalle, Hurtubise-HMH, 1987.

⁴⁵Renard, Raymond. *Une éthique de la francophonie : questions de politique linguistique*. Paris, Didier-Erudition, Mons, Centre international de Phonétique appliquée, 2000.

parler des textes fondateurs, ce qui n'enlève rien à leur intérêt et à la finesse de leurs analyses. Tous deux se préoccupent davantage du cadre quotidien et du fonctionnement de l'espace francophone que ne le fit Senghor. Jean-Marc Léger notamment, dans la deuxième partie de son ouvrage, relève les incohérences et les manquements qui paralysent l'action de la francophonie depuis sa naissance, ainsi que les risques qui la menacent, sur le moyen et le long terme. Le bilan réalisé dans *Francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*, nous paraît excessivement noir et ne tient pas compte, des réformes et des approfondissements structurels, dont la francophonie a bénéficié à la fin des années 1980 et dont TV5 et les autoroutes de l'information dans les années 1990, ont démontré l'efficacité. En outre, une vive déception est perceptible à l'encontre de certains opposants que Jean-Marc Léger a pu avoir, tout au long de sa carrière de haut fonctionnaire, notamment à la tête de l'ACCT⁴⁶.

Le bilan de Raymond Renard est plus nuancé et nous semble plus mûr, notamment depuis le Sommet de Paris. De plus, l'auteur s'interroge sans arrière-pensées et avec objectivité durant une dizaine de pages, sur la place du Québec dans la francophonie et sur les relations que celle-ci entretient, avec le reste de l'espace francophone. L'aspect passionnel, fortement présent dans l'ouvrage de Jean-Marc Léger est totalement absent chez Raymond Renard, sauf à l'évocation du potentiel que représente la Francophonie.

L'ouvrage de Stélio Farandjis, *Philosophie de la Francophonie, contribution au débat*⁴⁷ est d'un grand intérêt pour la dimension philosophique et éthique qu'il recèle. L'auteur actualise les champs d'action que la francophonie devrait investir, pour respecter ses principes fondateurs et mène une analyse minutieuse, du nouveau contexte international dans lequel elle se retrouve plongée.

Ces questions, bien que secondes dans notre recherche, n'en demeurent pas moins utiles afin de mieux analyser les différentes approches en matière de francophonie du Québec, et dans une moindre mesure celles de la France, de la Belgique et de la Suisse. Elles soulignent la place unique et fragile que le Québec occupe au sein du dispositif et du monde francophone.

⁴⁶Agence de Coopération Culturelle et Technique.

⁴⁷Farandjis, Stélio. *Philosophie de la Francophonie. Contribution au débat*. Paris, Haut Conseil de la Francophonie, L'Harmattan, 1999.

Les deux ouvrages de Jean-Louis Roy,⁴⁸ *La Francophonie, le projet communautaire* et *Mondialisation, développement et culture* sont des essais qui vulgarisent la pensée francophone pour un large public. Ils sont des anticipations d'une réalité francophone à venir et balisent les nouvelles missions que la francophonie devrait assumer, afin de minimiser les effets de la globalisation et de la monoglossie. L'intérêt principal de ces ouvrages réside pour notre recherche, dans l'énoncé clair des aspirations et des actions à mener pour et par le Québec, d'une figure marquante de la francophonie québécoise et non, par l'apport de connaissances scientifiques nouvelles.

La monographie d'Auguste Viatte, *La Francophonie*⁴⁹ est un précieux témoignage sur les débuts de la Francophonie, en effet il s'agit de la première véritable étude globale sur le sujet qui fut publiée. Les potentialités ainsi que les faiblesses du monde francophone et du Québec y sont pressenties. Néanmoins, l'ouvrage n'est qu'indirectement relié à notre sujet⁵⁰ et sa date d'édition 1969, ainsi que sa brièveté le rendront obsolète du point de vue des connaissances.

La francophonie : entre défense de la langue française et promotion de la dimension culturelle de l'espace francophone.

Ce thème constitue du point de vue quantitatif, l'élément le plus riche de la production traitant de la francophonie. Nombreux sont les articles, les essais et les monographies portant sur la défense et la promotion de la langue française, toutefois, la majorité d'entre eux donnent une vision très partisane de ces questions, frôlant soit l'alarmisme démesuré,⁵¹ soit l'optimisme le plus outrancier⁵². Cependant, il existe d'excellentes synthèses et des ouvrages novateurs dans l'appréhension de la langue française et de la notion même de culture dans l'espace francophone, tant au Québec que

⁴⁸Roy, Jean-Louis. *La Francophonie. Le projet communautaire*. Paris, Hatier, 1993 ; Roy, Jean-Louis, *Mondialisation, développement et culture. La médiation francophone*. Montréal, Hurtubise HMH, 1995.

⁴⁹Viatte, Auguste. *La Francophonie*. Paris, Larousse, coll. "La langue vivante," 1969.

⁵⁰La francophonie québécoise n'est pas le centre dominant de cet ouvrage. L'espace francophone africain, européen et asiatique sont des axes plus fouillés.

⁵¹Broglie, Gabriel (de). *Le français pour qu'il vive*. Paris, Gallimard, 1986.

Calvet, Jean-Louis. *La guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris, Hachette, 1999.

Druon, Maurice. *Lettre aux Français sur leur langue et leur âme*. Paris, Julliard, 1994.

Dutour, J. *A la recherche du français perdu*. Paris, Plon, 1999.

Fumaroli, Marc. *Quand l'Europe parlait français*. Paris, Éditions de Fallois, 2001, 489 p.

⁵²Amselle, J-L. *Vers un multiculturalisme français, L'empire de la coutume*. Aubier, 1996.

Maugéy, Axel. *Vers une entente francophone*. Montréal, Gouvernement du Québec, Conseil de langue française, Editions Les publications du Québec, 1989.

dans le reste de la francophonie. Les monographies ci-dessus sont toutes des études substantielles et poussées qui permettent d'acquérir de solides connaissances sur l'histoire de la langue française, et sur l'apport d'une langue et de son imaginaire aux sociétés humaines.

A ce titre, l'ouvrage de Thierry de Beaucé, *Nouveau discours sur l'universalité de la langue française*⁵³ s'impose comme une référence du genre. L'auteur parvient, notamment dans les derniers chapitres, à ouvrir de nouvelles pistes de recherches sur les relations entre les langues et l'intérêt réciproque que des aires culturelles, parfois concurrentes, peuvent retirer d'un dialogue d'égal à égal avec la francophonie. L'ancien ministre français se fait le vibrant défenseur de l'exception culturelle française et de la diversité culturelle mondiale. Cet ouvrage nous fut très utile pour structurer la partie traitant de la lusophonie et de l'hispanophonie. En définitive, la seule véritable faiblesse de celui-ci, est la faible place consacrée au Québec et à la francophonie nord-américaine. Il s'agit avant tout, d'un ouvrage "franco européen" qui aborde des problématiques nouvelles, en s'intéressant aux relations entre les aires linguistiques et culturelles issues du monde latin.

La Nouvelle Histoire de la langue française de J Chaurand⁵⁴ et *L' Histoire de la langue française*⁵⁵ d' Antoine et Martin, sont les publications de référence quant à l'histoire de la langue française et ses implications culturelles sur les divers continents. Ce sont des monographies récentes, denses, et qui comportent un grand nombre de références bibliographiques et connexes. Nous les avons utilisées pour élaborer notre premier chapitre de thèse. Néanmoins, elles ne traitent pas directement de la langue française au Québec. Pour avoir une vision solide et exhaustive de cette question, il faut consulter la publication du Conseil de la langue française parue en 2000 et intitulée *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*⁵⁶. Cet ouvrage collectif compulse et réactualise, toutes les anciennes monographies produites sur cette question. Il aborde les différents aspects de la langue française au Québec, de la fondation de la Nouvelle-France à nos jours, tout en faisant une large place, aux problématiques linguistiques

⁵³Beaucé, Thierry. (de.) *Nouveau discours sur l'universalité de langue française*. Paris, Gallimard, NRF, 1998, 247 p.

⁵⁴Chaurand, J. (dir.) *Nouvelle Histoire de la langue française*. Paris, Le Seuil, 1999.

⁵⁵Antoine, Gérard. ; Martin, Robert. (dir.). *Histoire de la langue française*. Paris, Centre national de Recherche scientifique (CNRS), 1996.

⁵⁶Conseil de la langue française. *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*. Montréal, Édition Fides, Les publications du Québec, 2000.

contemporaines, y compris l'action et le rôle du Québec dans la francophonie, ainsi qu'à la redéfinition, des espaces culturels et à l'affirmation de la langue anglaise comme nouvelle "franque" du XX^e siècle.

Nous terminons ce thème, par l'ouvrage transdisciplinaire et thématique par excellence *La francophonie : histoire, problématique et perspectives* de Michel Tétu⁵⁷. Ce livre aborde de façon succincte mais précise, les problèmes historiques de la francophonie, son développement institutionnel mais également politique, avec les différents Sommets, ainsi que la dimension culturelle et économique de l'espace francophone. Il s'agit d'un excellent ouvrage introductif à la francophonie et aux différentes thématiques qui gravitent autour d'elle, à l'inverse d'un ouvrage plus récent, écrit par Michel Tétu, *Qu'est-ce que la Francophonie*⁵⁸? qui n'apporte que peu d'éléments nouveaux au débat historiographique. La lecture d'un *Que sais-je* sur la Francophonie⁵⁹ ou sur la politique de la langue française, contient davantage de données sur le sujet.

La francophonie et sa dimension politique

Ce troisième thème, de notre recherche historiographique constitue un axe fort. Il existe un nombre important d'articles, dans les revues de sciences politiques⁶⁰ ou de sciences humaines⁶¹ se rapportant à ce sujet. La sélection que nous avons opérée contient les ouvrages les plus conséquents, cependant à l'heure actuelle, on ne compte pas d'ouvrage majeur s'étant consacré à cette seule question. Les publications de Jacques Barrat, *Géopolitique de la Francophonie*⁶² ainsi que de Jones, Miguet et Corcoran,⁶³ *Francophonie : mythes, masques et réalités. Enjeux politiques et culturels*, sont celles qui

⁵⁷Tétu, Michel. *La Francophonie: histoire, problématique et perspectives*. Paris, Hachette, 1992.

⁵⁸Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la Francophonie?* Hachette, Paris, 1997.

⁵⁹Deniau, Xavier. *La francophonie*. Paris, Puf, Que sais-je, 20002 (réédition de 1983). St Robert, M-J. *La politique de la langue française*. Paris, Puf, Que sais-je 2000.

⁶⁰A titre d'exemple citons les articles de Bartho, J., « Le français, la Francophonie et les autres », *Politique étrangère*. Paris, IFRI, 1, 2001, p. 169-183, mais également Jaumotte, A., « Francophonie et mondialisation », *La Revue Générale*. 11, 1999, p. 7-11 ainsi que les numéros de novembre 1993 de *l'Association of Canadian studies in United States*, de la Nouvelle-Orléans ou du numéro spécial de juin 1996, d'*Etudes internationales*, publié par l'Institut québécois des Hautes Études Internationales.

⁶¹*Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*. Centre de recherche Lionel Groulx, n°7 printemps 1997, ou bien encore *Etudes Canadiennes*. Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France n°47, 1999.

⁶²Barrat, Jacques. *Géopolitique de la Francophonie*. Paris, PUF, 1997.

⁶³Jones, Bridget ; Miguet, Arnaud ; Corcoran, Patrick. (dir.). *Francophonie : mythes, masques et réalités*. Paris, Publisud, 1996.

ont suscité le plus notre intérêt. En effet, elles posent clairement le problème des institutions de la francophonie, en terme d'enjeux pour le Québec, ainsi que pour les autres membres de la famille francophone. Les aspects para et protodiplomatiques au sens ou l'entend Louis Belanger⁶⁴ y ont été présentés. En outre, ces auteurs ont intégré à leur analyse de la dimension politique de la francophonie, des éléments comparatifs, pour connaître le degré d'adhésion et de dépendance, des différents gouvernements à l'espace francophone.

Cette façon de procéder permet de saisir quel est l'enjeu pour le Québec, de participer au forum francophone et pour quelle raison, d'autres états fédératifs que le Canada, perçoivent la francophonie comme du seul ressort de leur composante francophone, comme c'est le cas de la Belgique. Elle nous apparaît comme une piste de recherche des plus prometteuse et l'on ne peut que regretter que Barrat, Jones, Miguet et Corcoran n'aient pas davantage, développé cet aspect et se contentent de le mentionner. Nous comptons poursuivre cette piste de recherche et l'enrichir de comparaisons plus détaillées et fournies. Nous reviendrons sur cet aspect dans la dernière partie de notre présentation historiographique.

Les ouvrages de Dominique Gallet, *Pour une ambition francophone*⁶⁵ et de Michel Guillou, *La Francophonie nouvel enjeu mondial*⁶⁶ sont des démonstrations du potentiel que la francophonie recèle du point de vue politique et des intérêts que des gouvernements non souverains peuvent en retirer. Le principal écueil de ces deux ouvrages réside dans le déterminisme de ces deux auteurs qui fait de la francophonie politique, la seule planche de salut de la francophonie et tout spécialement, des minorités francophones des fédérations où leur poids politique est en constante régression.

La francophonie et la question économique

Ce quatrième thème est indiscutablement le champ de recherche le moins poussé, en dépit du forum économique francophone. Plusieurs causes expliquent cela. Durant ces dix

⁶⁴Bélanger, Louis. « Les Enjeux de la participation du Québec à la francophonie multilatérale : de la paradiplomatie à protodiplomatie » in *Politiques et sociétés*. vol. 16, n°1, 1997.

⁶⁵Gallet, Dominique. *Pour une ambition francophone. Le désir et l'indifférence*. Paris, L'Harmattan, 1995.

⁶⁶Guillou, Michel. *La Francophonie, nouvel enjeu mondial*. Paris, L'Harmattan, 1998.

premières années, la Francophonie délaisse cet aspect pour se préoccuper presque exclusivement, de défense linguistique et de culture, au sens large du terme. Ces problématiques particulièrement fédératrices et consensuelles renforçaient le caractère fraternel et novateur du projet francophone, en marginalisant les tenants de la théorie du néo-impérialisme. Le commerce et les échanges économiques ne devinrent des préoccupations officielles pour les gouvernements francophones qu'au début des années 1980. A ce titre, l'action du Québec et de la France, deux des principaux bailleurs de fonds de la Francophonie, fut décisive dans ce changement d'orientation. La plupart des Etats du Sud, grands bénéficiaires de l'Association de coopération culturelle et Technique (ACCT), s'en émurent vivement, considérant cette nouvelle direction comme une remise en cause directe des principes universalistes de la francophonie "senghorienne", puisque la deuxième grande priorité, des pères fondateurs de la Francophonie⁶⁷, après le rayonnement du fait français était le développement et l'assistance technique des populations francophones les plus démunies. La seconde cause qui explique le faible intérêt du monde francophone pour l'économie, n'est pas l'absence de pays moteurs dans ce domaine⁶⁸ mais bien, la trop grande disparité, des niveaux de vie et des secteurs économiques des différents peuples francophones.

Nous souhaitons signaler que s'il existe peu, de monographies centrées sur la thématique économique de la francophonie, il existe, cependant, une vingtaine d'articles s'y consacrant⁶⁹. L'ouvrage d'Aymeric Chauprade, *L'espace économique francophone, pour une francophonie intégrale*⁷⁰ est la meilleure monographie sur le sujet dont on dispose, à l'heure actuelle. Elle nous fut particulièrement précieuse, dans l'accumulation de données et de statistiques économiques sur les pays de l'espace francophone, y compris sur le Québec, l'accès à ces informations étant la plupart du temps assez difficile

⁶⁷Léopold Sédar Senghor, Hamana Diori, Habib Bourguiba, ...

⁶⁸Deux des membres du G8 ont en sont membres.

⁶⁹Les plus intéressants d'entre eux sont par ordre d'importance : Blays, M. « Peut-il exister un espace économique francophone ? » in *Parlements et Francophonie*. n°83-84, 1992, p. 20-25. Bardos-Feltoronyl, Nicolas. « Le sens ou le contresens d'une géoéconomie de la Francophonie ». in Massart-Piérard, Françoise. (dir.), *La langue : vecteur d'organisation internationale*. Louvain la neuve, Academia-Editions, coll. "Echanges francophones n°2", 1993, p. 132-147. Bonnet, Laurence. ; Greiller, Isabelle. Vilette, Max. *Etude économique de l'espace francophone*. Paris, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, 1989. Blamont, François. « La Francophonie, une arme économique ? » in *Politique internationale*, n°39, 1988, pp. 201-214. Gentile, Steve. « La Francophonie économique, un projet pour le XXI^e siècle » in *La Revue du Liban* mai-juin 1997. Djermakoye, Issoufou. ; Bonnet, Laurence. « La Francophonie économique reste à faire : entretien. » in *Diagonales*. n°16, octobre 1990, p. 3-5.

⁷⁰Chauprade, Aymeric. *L'espace économique francophone, pour une francophonie intégrale*. Paris, Ellypse, 1996.

à obtenir. En outre, l'auteur met en perspective les capacités économiques de la francophonie, en affirmant qu'elle est une véritable chance pour les nations d'échapper au nivellement culturel, tout en augmentant leurs échanges économiques et en construisant leur avenir sur leur identité. Il illustre sa théorie, en démontrant quels avantages financiers et commerciaux, le Québec et le Canada ont déjà retirés de la francophonie politique et culturelle, tout en expliquant que l'espace francophone, dispose d'immenses parts de marché à développer pour le siècle à venir. Confrontés au défi posé par la menace d'une hégémonie "monopolaire", les francophones disposent selon Chauprade, d'un véritable potentiel, ils rassemblent près de 10% de la population mondiale, réalisent 12% de la production mondiale et atteignent 17% des échanges commerciaux internationaux. Par comparaison, l'espace économique européen, le plus grand marché du monde, représente 40% du commerce mondial, ce qui signifie, que l'espace économique francophone pèse environ, la moitié du poids du plus grand marché mondial⁷¹.

Le seul véritable reproche que l'on puisse faire à cet ouvrage, c'est de retranscrire une réalité économique de dix ans et de passer sous silence certaines contradictions des économies de la zone francophone. La publication de M. et Mme Guillaume, *Paris-Québec-Ottawa. Un ménage à trois*⁷² est pour notre recherche, d'un intérêt secondaire en comparaison des travaux d'Aymeric Chauprade, car les faits relatés sont des informations connues. Les chapitres consacrés à l'aspect culturel et politique ne font guère avancer les connaissances, néanmoins leur approche des relations économiques du Québec, de la France et du Canada, illustre bien la réalité économique de l'espace francophone des années 1960 à 1980, en relatant les échecs et les réussites respectives sur 20 ans. La prise en compte du caractère économique, dans l'étude de la francophonie et des rapports qu'entretiennent le Québec et l'espace francophone, est cependant cruciale pour appréhender les évolutions des années 1980-1990, y compris l'évaluation des enjeux identitaires et diplomatiques⁷³ durant les gouvernements Bourassa que nous analysons dans la présente thèse.

⁷¹Formé de pays aux économies fortement ouvertes à la mondialisation, l'espace économique francophone affiche un profil très exportateur, puisque le pourcentage des exportations dans le PNB pour un État membre de la Francophonie s'élève en moyenne à 30% contre 10% environ pour les États-Unis et le Japon, et 20% pour des pays de l'Union européenne comme l'Italie et le Royaume-Uni.

⁷²Guillaume, Pierre et Sylvie. *Paris-Québec-Ottawa : un ménage à trois*. Paris, Edition Entente, 1987.

⁷³Notamment les enjeux paradiplomatiques et protodiplomatiques.

Les relations internationales du Québec et l'approche canadienne de la francophonie.

C'est probablement la thématique, la plus riche et la plus dense de notre recherche historiographique. La sélection que nous avons effectuée est composée des meilleures études monographiques publiées. Elles sont toutes caractérisées, par une masse d'informations et de connaissances qui ouvrent des champs d'investigation très larges. Certains explorent plus précisément, la diplomatie culturelle tel, *Le lobby du Québec à Paris* de Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier⁷⁴ *Le Canada et la Francophonie dans les années soixante*, d'Y-H Nouilhat⁷⁵ *Les Relations particulières : la France face au Québec après de Gaulle*, de Frédéric Bastien⁷⁶ ; la géopolitique et l'extension des compétences provinciales au niveau international comme, *Politique étrangère* d'André Donneur⁷⁷, *Entre indépendance et fédéralisme* de Shiro Noda⁷⁸, *Trente ans de politique extérieure* de Louis Balthazard, Louis Bélanger et Gordon Mace⁷⁹ ou bien encore avec, *Le Québec otage de ses alliés*, d'Anne Légaré⁸⁰. Les questions relatives à la para et à la protodiplomatie sont plus spécifiquement traitées par ordre d'importance, dans les ouvrages de Bastien, Comeau et Fournier, Donneur, Légaré et Nouilhat⁸¹. L'ensemble des problématiques récurrentes entre Québec et Ottawa, concernant les différents niveaux de gouvernement, trouvent une plus large place, dans les ouvrages de Bastien, de Donneur, de Comeau et Fournier et enfin dans la synthèse dirigée par Balthazard, Bélanger et Mace⁸².

En définitive, les relations internationales du Québec, l'impact de la Francophonie, la force du coefficient francophone, de la politique québécoise et l'approche canadienne de la francophonie sont le cœur historiographique de notre recherche et établir une gradation précise s'avère quasiment impossible car, tous les chapitres des différents ouvrages

⁷⁴Comeau, Paul-André. ; Fournier, Jean-Pierre. *Le Lobby du Québec à Paris : les précurseurs du général de Gaulle*. Montréal, Éditions Québec-Amérique, 2002, 207 p.

⁷⁵Nouilhat, Y-H. *Le Canada et la francophonie dans les années soixante*. Institut d'histoire des relations internationales, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.

⁷⁶Bastien, Frédéric. *Les relations particulières : la France face au Québec après de Gaulle*. Montréal, Boréal, 1999.

⁷⁷Donneur, André. *Politique étrangère*. Montréal, Guérin, 1984.

⁷⁸Noda, Shiro. *Entre indépendance et fédéralisme (1970-1980), la décennie marquante des relations internationales du Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2001, 333 p.

⁷⁹Balthazard, Louis. ; Belanger Louis. ; Mace, Gordon. (dir.). *Trente ans de politique extérieure du Québec 1960-1990*. Québec, Centre Québécois de relations internationales/ Septentrion, 1993, 398 p.

⁸⁰Légaré, Anne. *Le Québec otage de ses alliés, les relations du Québec avec la France et les États-Unis*. Montréal, VLB éditeur, 2004.

⁸¹Op.cit.

⁸²Op.cit.

précités abordent une somme de concepts et de thèmes très proches. Ceci explique le regroupement opéré entre les relations internationales du Québec et l'approche canadienne de la francophonie, ces deux sujets possédant un haut pourcentage de corrélation. Si l'on souhaite néanmoins établir des tendances thématiques, l'ouvrage de Balthazar, Bélanger et Mace concerne avant tout, les relations internationales ainsi que les relations provinciales fédérales ; c'est du moins, en ce sens que nous l'avons utilisé dans nos recherches. Celui de Bastien, relève également des relations internationales, mais aussi de la politique culturelle, de la problématique francophone et de la place du Québec en son sein. L'ouvrage de Comeau et Fournier est quant à lui, davantage axé sur la mise en place d'une politique extérieure pour le Québec, ainsi que sur son action diplomatique au sein de la Francophonie, afin de se différencier d'Ottawa et d'accélérer le processus d'affirmation nationale menant à la souveraineté du Québec. La publication d'André Donneur est une synthèse historique, de la politique étrangère canadienne de la seconde moitié du vingtième siècle, dans laquelle le Québec et la Francophonie occupent deux chapitres. Ces derniers permettent d'obtenir une vue d'ensemble, des relations et des diverses implications du couple Québec Francophonie. L'ouvrage d'Anne Légaré est le plus récent, il traite également des relations internationales du Québec et du souverainisme, mais sous un angle particulier. L'auteur analyse, les raisons et les véritables liens de dépendance qu'entretient le Québec, vis-à-vis de la France et des États-Unis et comment, ses deux partenaires lui imposent des limites qui ne servent que leurs seuls intérêts respectifs. Nous tenons à signaler que si la liberté de ton de l'auteur et les nombreuses anecdotes personnelles sont des enrichissements pour ce thème, l'absence d'un cadre chronologique formel complique l'utilisation de l'ouvrage pour un lecteur non averti⁸³.

La monographie de Noda Shiro, issue de son doctorat soutenu à l'université Laval, nous fut particulièrement précieuse pour quantifier l'enjeu que les relations internationales et le forum francophone représentent pour le Québec. Il s'agit d'une publication de tout premier ordre, tant du point de vue des connaissances que de la

⁸³L'ouvrage d'André Patry, *Le Québec dans le monde*. Montréal, Leméac, 1980, bien que "dépassé" en raison de sa date de parution par rapport à notre chronologie, demeure plus utile pour saisir le potentiel et les limites de l'action internationale du Québec en matière de francophonie et de politique étrangère que la publication d'Anne Légaré ou même que la plupart des publications plus récentes. Nous recommandons vivement sa lecture pour toute étude se rapportant aux relations internationales du Québec. Nous signalons que l'édition originale difficile de consultation a été en partie rééditée en 2006 chez Typo essai, notamment la partie de l'édition originale allant des pages 45 à 165.

recherche historiographique et qui fait parfaitement, le lien chronologique avec l'ouvrage d'Y-H Nouailhat dont le cadre événementiel est celui des années 1960. Elle donne une vision claire des motivations qui poussèrent la fédération canadienne à adhérer à la francophonie et comment celle-ci, devint une priorité afin de limiter l'audience du Québec sur la scène internationale. Cette monographie nous fut très utile pour appréhender la césure qui existe dans la politique francophone canadienne, entre le désintérêt des débuts et l'activisme multilatéral en vigueur depuis Trudeau.

Ce regroupement historiographique fut sans nul doute, le plus dense et le plus riche à analyser, étant donné le foisonnement de notions qu'il recèle, provenant des différentes sciences humaines et plus spécifiquement des sciences politiques. Il nous permit d'enrichir notre corpus terminologique et par la même, notre méthodologie historique. De plus, ces différents ouvrages nous donnèrent les bases nécessaires pour structurer les chapitres II et III.

La francophonie européenne :

A /" L'ambivalence de la France "

La France a eu tout au long de l'histoire de la francophonie un comportement atypique, et parfois même contradictoire. Il existe peu d'ouvrages consacrés aux relations France francophonie, elles sont le plus souvent étudiées à travers l'institution politique francophone ou bien évoquées lors des bilans linguistiques, traitant du renforcement de "l'anglophonie" et des divers progrès de la langue anglaise. Les monographies que nous avons sélectionnées, sont des ouvrages qui touchent une question précise de notre recherche sur la francophonie. *L'action culturelle extérieure de la France* de Jean-François Raymond⁸⁴ nous fut précieuse pour saisir l'étendue, de la politique culturelle française et les nouvelles approches de la France, en matière de francophonie depuis le début des années 1980, ainsi que pour cerner la véritable place du Québec, dans le dispositif français.

L'ouvrage de Patrick Bloche, *Le désir de France*⁸⁵ affine l'analyse de Jean-François Raymond, au niveau des médias et des nouvelles technologies. Il s'agit d'une excellente

⁸⁴Raymond, Jean-François. *L'Action culturelle extérieure de la France*. Paris, La Documentation française (DF), 2000.

⁸⁵Bloche, Patrick. *Le désir de France. La présence internationale de la France et de la francophonie dans la société de l'information*. Paris, DF, 1999.

source d'information statistique qui réalise un bilan, des progrès accomplis par l'espace francophone, afin de maintenir une diversité de l'information et indique les pistes, que la francophonie et la France doivent emprunter afin d'assurer la multiglossie, dans les médias et les différents espaces culturels. En outre, Patrick Bloche souligne comment l'action commune du Québec et de la France, peut s'avérer fructueuse, en matière de nouvelles technologies et la façon, dont cette coopération peut devenir un moteur pour la francophonie.

La monographie de Francis Balle *La politique audiovisuelle extérieure de la France*⁸⁶ est une étude synthétique et dense, de l'action gouvernementale française en matière audiovisuelle. Les chapitres consacrés à TV5, ainsi qu'aux différentes bases de données francophones, sont d'excellentes approches de ces questions et complètent avantageusement, les travaux de Patrick Bloche en ce domaine. *Histoire de la diplomatie culturelle des origines à 1995*, publié à la documentation française⁸⁷ est l'outil indispensable pour toute recherche traitant de l'action de la France, dans les domaines de politique culturelle ou en matière de francophonie. En outre, les "raisons" qui poussèrent la France, à considérer la francophonie, comme une aventure à haut risque sont abordées longuement. L'analyse qui en découle, permet de resituer la francophonie, dans la politique étrangère française et de mieux saisir, les reproches que les intellectuels, ainsi que ses autres partenaires francophones ont pu lui adresser, notamment au cours des années 1970 et au début des années 1990.

La principale qualité de l'ouvrage de Philippe Séguin, *Plus Français que moi tu meurs*⁸⁸ réside dans sa capacité, à souligner les intérêts communs de la France et du Québec, dans le renforcement de la Francophonie, à court, moyen et long terme. A travers ce livre on saisit mieux, l'action que cet homme politique a pu avoir, sur la politique française lorsqu'elle avait trait au Québec ou à la Francophonie. En outre, sa réflexion concernant le souverainisme québécois et la francophonie, pose des questions de fonds, en particulier sur le potentiel protodiplomatique du forum francophone et des soutiens prévisibles de la France au Québec, en cas d'une proclamation unilatérale de souveraineté. Enfin, son analyse démontre, combien le couple franco-québécois est une

⁸⁶Balle, Francis. *La politique audiovisuelle extérieure de la France*. DF, Paris 1996.

⁸⁷*Histoire de la diplomatie culturelle des origines à 1995*. Paris, La documentation française, 1995.

⁸⁸Séguin, Philippe. *Plus français que moi, tu meurs ! France-Québec : des idées fausses à l'espérance partagée*. Paris, Albin Michel, 2000.

réalité durable, du point de vue politique, culturel mais aussi économique avec le développement des hautes technologies ; les nouveaux enjeux posés à la France pour faire rayonner la francophonie, le sont tout autant. Rarement une étude des relations franco-québécoise au sein de la francophonie, aura démontré des liens et des intérêts aussi étroits. Néanmoins, la théorie selon laquelle le renforcement du lien Paris-Québec deviendra une évidence pour la France, avec la montée de la globalisation semble être une anticipation, pour l'instant hasardeuse, compte tenu du contexte politique en France et au Québec.

B/ La francophonie et l'approche Belge et Suisse

Nous avons souhaité intégrer la francophonie belge et suisse à cette étude, afin d'établir des parallèles et des clivages avec le Québec, dans l'approche des enjeux et des représentations de la francophonie. Ces trois partenaires, bien que politiquement et géographiquement très divers, partagent certaines caractéristiques (un système fédéral ou bien confédéral, des sociétés francophones fortement concentrées) et les ouvrages choisis sont riches d'enseignements pour appréhender l'approche, tout à fait originale, de la sphère francophone par le Québec. Les expériences de la Belgique et de la Suisse ne relèvent pas des mêmes impératifs, qu'ils soient politiques, culturels ou économiques.

L'approche francophone belge ressemble davantage à celle du Québec. La rivalité linguistique en Belgique est brillamment exposée dans l'ouvrage de Busekist, *La Belgique. Politique des langues et construction de l'Etat*⁸⁹. C'est en quelque sorte le pendant belge de l'ouvrage publié par le Conseil de la langue française, *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie* que nous avons précédemment évoqué dans le thème II. Les deux autres publications concernent avant tout la "wallonitude", la francophonie et la perception par la Wallonie et les francophones de Belgique, des enjeux que représentent pour leur communauté, l'espace francophone en construction. *L'identité wallonne, Essai sur l'affirmation politique de la Wallonie au XIX^e et XX^e siècles* de Philippe Destatte⁹⁰ est la meilleure synthèse, sur le fait wallon et son degré d'adhésion à la francophonie politique, dont on dispose à l'heure actuelle.

⁸⁹Busekist, A. Von, *La Belgique. Politique des langues et construction de l'Etat de 1780 à nos jours*. Bruxelles, Duculot, 1998.

⁹⁰Destatte, P. *L'identité wallonne, Essai sur l'affirmation politique de la Wallonie au XIX^e et XX^e siècles*. Charleroi, Institut Jules Destrée, 1997.

Tandis qu' *Approches belges de la francophonie internationale*, de Françoise Massart-Pierard⁹¹ est une publication centrale afin d'appréhender la perception fédérale belge et de voir combien Bruxelles, en réformant sa constitution, a transféré à la Wallonie et à la Flandre, des compétences internationales majeures qui font toujours défaut au Québec, en dépit de son action.

L'approche suisse de la francophonie, découle d'un autre cheminement que celui de la Belgique ou du Québec. Sa venue au sein des instances francophones fut bien plus tardive et ne provoqua pas d'affrontement réel entre les cantons et Berne. Le système politique de la confédération helvétique expliquant pour beaucoup, l'intérêt modéré pour la francophonie, l'aspect proto et paradiplomatique ne jouant pas. La dimension culturelle et humaniste fut le moteur de la participation suisse à la francophonie. Cet aspect est largement développé dans la synthèse de Pierre-François Chatton, *La Suisse et la francophonie*⁹². Pierre Knecht dans *La Suisse romande: aspect d'un paysage francophone conservateur*⁹³ réalise quant à lui, une étude sociolinguistique de la francophonie romande et helvète illustrant parfaitement le fossé existant entre les Québécois et les franco-helvètes, sur le devenir de la Francophonie, tant du point de vue politique qu' économique et culturel. L'exception Suisse est à nouveau un facteur récurrent pour analyser ce comportement et la perception que se font les franco-suisse de la francophonie.

Notions connexes.

Le but de ce dernier thème est de présenter quelques-unes des monographies ayant enrichi jusqu'alors notre recherche, en nous faisant progresser et acquérir des compétences sémiologiques et méthodologiques, indispensables dans l'appréhension globale, des questions sous-jacentes de notre problématique. Les subdivisions effectuées facilitent l'analyse que nous comptons mener.

⁹¹Massart-Pierard, Françoise. « Approches belges de la francophonie internationale » in *Prismes nationaux de la francophonie*. Montréal, 1997.

⁹²Chatton, Pierre-François. « La Suisse et la francophonie » in *Prismes nationaux de la francophonie*. Montréal, 1997.

⁹³Knecht, Pierre. « La Suisse romande : aspects d'un paysage francophone conservateur » in Robillard, Didier. (de), ; Beniamino, Michel. (dir.) *Le français dans l'espace francophone : description linguistique et sociolinguistique de la Francophonie*. Tome 2, Paris, Honoré Champion, 1996, coll. Politique linguistique 6, p. 759-770.

A/ Analyse critique de la Francophonie.

Cette subdivision monographique est composée de deux ouvrages qui sous des aspects formels différents, traitent d'un même et unique sujet. La structure interne et les limites passées et contemporaines de la francophonie politique, institutionnelle et symbolique. Elles sont en quelque sorte, les pendants critiques des ouvrages plus consensuels et optimistes dont regorge la littérature et tout spécialement, les monographies. Robert Chaudenson, grand linguistique et observateur attentif de l'espace francophone, remet en cause à travers son livre *Francophonie et francocacophonie*⁹⁴ plusieurs présupposés, tel le nombre réel de locuteurs, la maîtrise exacte de la langue française en Afrique et dans les pays du Nord de la francophonie⁹⁵. De plus, il s'en prend ouvertement, à l'étatisation graduelle de la francophonie qui alourdit son action et à la mise en place de clientèles qui sapent les principes humanistes, établis comme tronc commun de l'aventure francophone. Dès lors, plusieurs réalités de la francophonie se superposent et l'image, ainsi que, les enjeux premiers de la francophonie, s'en trouvent affectés. En définitive, cette publication est particulièrement utile pour analyser les institutions et la vie des populations appartenant à la francophonie, d'un point de vue non officiel et surtout critique.

L'ouvrage de Christophe Traisnel, *Francophonie, francophonisme*⁹⁶ traite quant à lui, du microcosme institutionnel et officiel de la francophonie. Cette publication est structurée en deux parties. Dans la première, il analyse les composantes humaines, les groupes d'intérêt et les groupes d'aspiration qui font la francophonie politique. Ce processus permet d'établir des parallèles, entre l'intelligentsia francophone française et québécoise, tout en prenant conscience des réseaux qui agissent dans la francophonie et finissent par devenir les penseurs, les acteurs et les juges de l'action francophone et cela, dans l'ensemble des secteurs. Cette partie permet d'améliorer la préparation des entretiens et d'en optimiser les résultats. La seconde partie de l'ouvrage, est une explication des motivations sociales et individuelles des acteurs, des militants et des dignitaires de la Francophonie en Occident. En utilisant ces renseignements, la source

⁹⁴Chaudenson, Robert. *Francophonie et francocacophonie*. Paris, Galilée, 1997.

⁹⁵Y compris le Québec, la France et le Canada.

⁹⁶Traisnel, Christophe. *Francophonie, francophonisme : groupe d'aspiration et formes d'engagement.*, Paris, Panthéon-Assas, 1998.

orale prend davantage de relief et peut être utilisée à meilleur escient dans une recherche historique

B/ Ouverture du Sujet

Cette dernière subdivision ne concerne pas directement notre sujet, mais aborde des thèmes périphériques qui nous permettent d'enrichir notre recherche. En effet, en utilisant l'ouvrage de Joseph-Yvon Thériault *Critique de l'américanité*⁹⁷ nous avons pu mettre en parallèle ce concept en plein essor avec celui de la francophonie et appréhender en connaissance de cause, les débats qui ont lieu autour d'un recentrage continental du Québec qui se ferait au détriment de la francophonie ; seul forum international auquel le Québec participe de plein droit.

L'ouvrage bien qu'ancien *Un milliard de Latins en l'an 2000*, de Philippe Roussillon⁹⁸ grand ami du Québec, de la Francophonie et de la latinité, réalise un bilan démographique tout à effet édifiant, sur les ressources potentielles de la latinité et par conséquent de la francophonie, de l'hispanophonie et de la lusophonie. En outre, c'est un des premiers ouvrages, à aborder simultanément les questions linguistiques, démographiques et politiques et à réfléchir en terme d'aire culturelle, plus qu'en terme de nation. Ses titres nous ont permis de structurer davantage notre recherche et de préciser plus clairement, les liens qui unissent la francophonie à la latinité ; notamment ceux qui la relient à la lusophonie et à l'hispanophonie naissantes, mais également, de mettre en exergue les réseaux, la grande proximité et le nombre relativement réduit des militants actifs de la cause francophone, tant en France et en Europe qu'au Québec.

Conclusion :

Les enseignements de cette recherche historiographique sont multiples. La francophonie est une question avant tout de spécialistes, appartenant au monde politique, universitaire et des institutions internationales. Les monographies écrites sur le sujet sont majoritairement des "vulgarisations littéraires", relevant de l'essai, dont la tâche⁹⁹

⁹⁷Thériault, Joseph-Yvon. *Critique de l'américanité : mémoire et démocratie au Québec*. Montréal, Québec-Amérique, 2002.

⁹⁸Roussillon, Philippe. *Un milliard de latins en l'an 2000 : étude de démographie linguistique sur la situation présente et l'avenir des langues latines*. Paris, L'Harmattan/Union latine, 1983, 358 p.

⁹⁹Pour certains auteurs tels Jean-Marc Léger et Philippe Roussillon, il est possible de substituer le mot tâche par mission. Leurs écrits devenant des actes militants de leur passion de la francophonie.

première est de promouvoir cette réalité en devenir et se différencient peu les unes des autres.. Peu d'auteurs, s'aventurent dans l'étude des domaines économiques ou des relations bi-latérales qui unissent une nation de langue française comme le Québec à la francophonie internationale. Les études entreprises sur le sujet, dans l'écrasante majorité des cas prennent la forme d'articles dans des périodiques ce qui dote notre recherche d'une approche originale, tant sur le fond que dans la forme.

« On a beaucoup écrit sur la francophonie. Du moins, les chercheurs que la question intéresse disposent-ils d'une impressionnante bibliographie. [La francophonie] n'est cependant accessible qu'à ceux qui ont le loisir de consulter une bibliothèque bien pourvue, ainsi que le temps nécessaire pour y colliger patiemment les données disponibles. Celles-ci proviennent surtout d'ouvrages spécialisés et d'articles parus dans de savantes revues de sciences politiques. Ou encore de passages d'études plus générales et d'informations pertinentes mais disséminées dans des mémoires d'hommes politiques ou de grandes synthèses historiques¹. »

Pierre Gravel.

PREMIERE PARTIE

ORIGINES ET GENESE DE LA FRANCOPHONIE

¹Gravel, Pierre. « Deux parutions : sur la francophonie et sur le rôle d'Ottawa ; de Jean-Louis Roy, un livre sur l'émergence d'une alliance en francophonie ; d'un collectif de politicologues, la francophonie dans 40 ans de diplomatie canadienne ; là où se trouvent les francophones », *La Presse*, 25 novembre 1989, p. B4.

« Ce n'est pas la langue française qui fait la francophonie, mais sa coexistence avec les 2000 langues de l'espace francophone. ² »

François Mitterrand

CHAPITRE I

EXORDE HISTORIQUE DU FRANÇAIS EN FRANCE ET AU QUEBEC, LES DEFINITIONS ET LES APPROCHES DE L' ESPACE FRANCOPHONE

« L'Image la plus exacte de l'esprit français, est la langue française elle-même. ³ »

Désiré Nisard

1. 1 - Introduction générale à la langue française.

Le résumé rétrospectif que nous nous proposons d'effectuer dans les deux sous chapitres à venir, ne prétend pas englober toute la richesse et la subtilité d'analyse qu'induit le processus historique de la langue française, mais présenter certains éléments clefs, permettant de relier la francophonie contemporaine aux sources et aux

²Déclaration du Président de la République française, François Mitterrand, lors du Sommet des Chefs d'Etats francophones de Dakar en 1989 ; repris par Valantin, Christian. « Francophonie et Langue française », in *la Revue des deux mondes*, novembre décembre 2001, [dossier La maison francophonie], p. 53.

³Citation de Désiré Nisard extraite de son *Histoire de la littérature française* repris par Lanus Juan-Archibaldo, « La langue française en Amérique latine, un point de vue » in *la Revue des deux mondes*, novembre décembre 2001, [dossier La maison francophonie], p. 95.

cheminements du français à travers les siècles.⁴ Si notre recherche s'inscrit dans le courant de l'histoire immédiate et de l'ultra contemporain, il n'en demeure pas moins nécessaire, étant donné la spécificité historisante du français d'accomplir une incursion *Braudelienne* dans l'histoire de la longue durée, afin de saisir pleinement l'ascendance et les spécificités de la structuration de la langue française vieille de mille ans ; par définition essentielle à la mise en place et à la compréhension d'un espace francophone et d'une francophonie dans laquelle le Québec joue un rôle singulier. En outre ce rappel historique permet à un public non spécialiste, d'accéder plus aisément à notre recherche et de répondre aux nécessités de clarté, en France et au Québec qu'implique une recherche menée en cotutelle de thèse.

« *Pro Deo amur et pro christian poblo et nostro commun salvament ...*⁵ »

Manuscrit de Nithard

I.1.1 - La naissance de la langue française.

L'acte de naissance de la langue française remonte selon les spécialistes au Serment de Strasbourg en 842, lorsque Charles Le Chauve et Louis le Germanique, arrières petits-fils de Charlemagne et fils de Louis le Pieux (encore appelé *Louis le Débonnaire*) décidèrent de s'unir contre leur autre frère Lothaire. Ce traité d'alliance et d'entraide est considéré comme le plus ancien manuscrit de langue française connu à ce jour :

Pro Deo amur et pro christian poblo et nostro commun salvament, d'ist di avant, in quant Deus savir et podir me dunat , si salvarai eo cist meon fradre Karlo, et in adiudha, et in cadhuna casa, sicum om per dreit son fradre salvador dift⁶.

On est certes loin du français contemporain et académique, l'empreinte du latin dit vulgaire d'où le français découle comme les autres langues latines de la méditerranée transparaît de façon flagrante, cependant la valeur que nous accordons à ce texte ne se

⁴Cette remarque s'applique également à la sous-partie 1.2 *Rétrospective historique du français au Québec*.

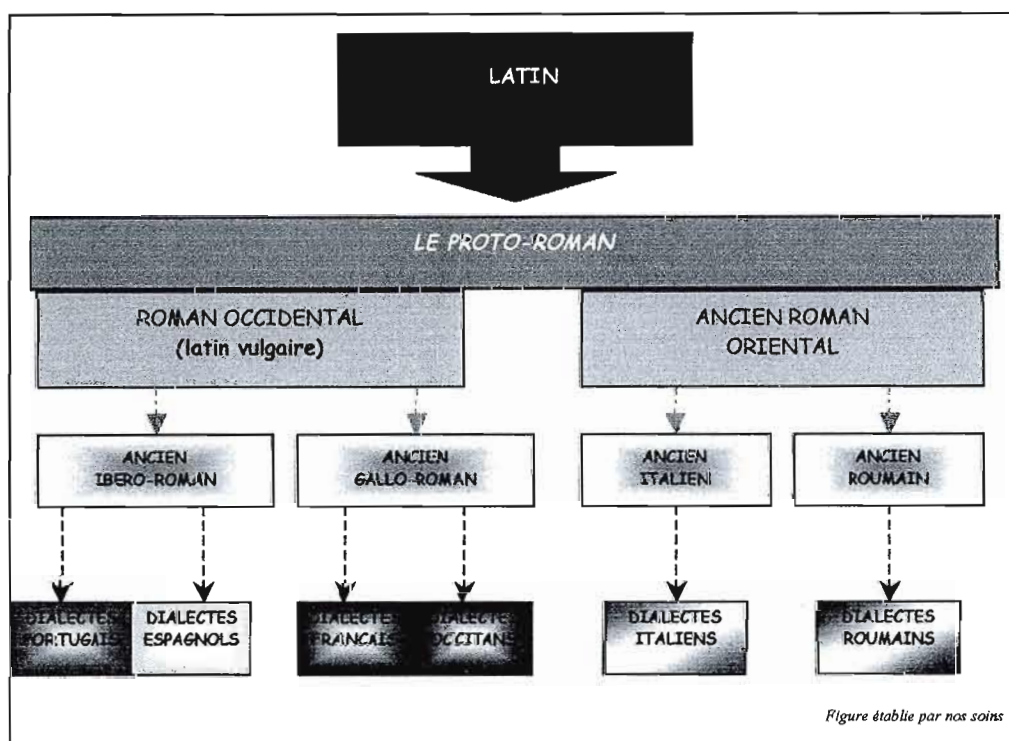
⁵Premiers mots du serment de Strasbourg. Repris par Hagège, Claude. *Le français, histoire d'un combat*. Paris, Editions Michel Hagège, 1996, p.11.

⁶« Pour l'amour de Dieu et pour le salut commun du peuple chrétien et le nôtre, de ce jour en avant (dorénavant) en autant que Dieu me donne savoir et pouvoir, je sauverai (défendrai) celui-ci, mon frère Charles et en aide et en chaque chose, comme on doit par droit défendre son frère. En cela qu'il m'en fasse autant. » Traduction p. 38-39. Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la Francophonie ?* Paris, Hachette, 1997, 312 p.

limite pas à la seule langue française. Il rappelle également l'extrême proximité et les passerelles linguistiques et sémantiques avec les autres grandes langues romanes en devenir que sont le portugais, l'espagnol, l'occitan, le catalan, l'italien et le roumain.

Le serment de Strasbourg est donc aussi pour l'historien la justification d'une lecture géohistorique des aires culturelles. La filiation latine et la diversification romane que nous avons évoquées sont retracées à travers le schéma ci-dessous.

Figure 1.1 - Schéma sur l'origine du français et des langues romanes⁷



Au tournant du X^e siècle, le français langue d'oïl se fortifia peu à peu au nord de la Loire, tout en comptant de très nombreux dialectes (picard, wallon, lorrain, bourguignon, anglo-normand, francien) tandis que la langue d'oc était déjà unifiée. Pour la première fois en Europe, le parler quotidien accédait à la langue juridique, puis littéraire et religieuse,⁸ jusqu'alors domaine réservé de la langue latine⁹. Il faudra toutefois attendre le

⁷Cf. Bal, Willy. *Introduction aux études de linguistique romane, avec considération spéciale de la linguistique française*. Paris, Didier, Linguistique appliquée, 1966, 266 p.

⁸*Le cantilène de Sainte Eulalie* datant probablement de 880 dit dans ses deux premiers vers : « Buona pulcela fut Eulalia. Bel avret corps, bellezour anima. »

⁹Cf. Chaurand, Jacques ; « Préhistoire, Protohistoire et formation de l'ancien français », in Jacques Chaurand. *Nouvelle histoire de la langue française*, Paris, Seuil, 1999, p. 16-92.

Moyen-Age pour que la mélodie de la phrase prononcée s'émancipe de la tutelle religieuse et devienne profane. Dès lors, sous l'influence des trouvères de langue d'oïl se dégage un nouveau langage, porteur d'une nouvelle civilisation. Avec la société féodale apparaît le roman rédigé en français tel *Le roman de Renard* et aux XII^e et XIII^e siècles, *Le roman de la Rose* de Guillaume Lorris. A la fin du XIII^e siècle, la langue française s'est fortifiée grâce au développement politique du Royaume de France. L'usage du latin tout en demeurant réel tend à la spécialisation étant l'idiome privilégié des clercs,¹⁰ alors que le français langue vulgaire devient la langue des chevaliers et se sécularise. Durant les deux siècles qui précédèrent la Renaissance, la langue et les us et coutumes linguistiques de l'Île de France se raffermirent au détriment des dialectes locaux, et consolidèrent le processus d'unification de la langue française qui sut sous la plume d'auteurs tels, Villon et Rabelais démontrer sa richesse, sa souplesse et sa plénitude face au latin, à l'espagnol et à l'italien vecteur linguistique de la Renaissance. Au cours des XV^e et XVI^e siècles, la langue française s'enrichit d'emprunts aux autres langues notamment latines, aux langues régionales du royaume, telle la langue d'Oc, tout en créant d'innombrables mots à partir du grec et du latin afin d'incarner toute la modernité qui se répandait en Europe.

« Nous voulons dorénavant que tous arrêts [...] soient prononcés, enregistrés et délivrés aux parties en langage maternel françois et non autrement. »¹¹

François I^{er}

1.1.2 - Un statut officiel pour le français.

En 1539, le Roi de France François I^{er}, par l'ordonnance de Villers-Cotterêts, fit du français la langue légale du Royaume et se faisant réduisit principalement l'audience de la langue latine aux congrégations religieuses, aux exégètes et aux érudits. Une décision politique fit donc naître le premier espace de la francophonie et en 1541, Calvin édita en français l'Institution de la religion chrétienne. La langue vulgaire conquiert un champ nouveau, celui de la théologie. Après les lettres, les arts, les lois, la philosophie et la

¹⁰Bien que depuis le Concile de Tours en 813 l'Eglise apostolique et romaine recommande aux prêtres l'usage de la langue vulgaire pour réaliser leurs sermons.

¹¹Ordonnance de Villers-Cotterêts 10 août 1539.

théologie connurent donc à leur tour, une première francisation qui toucha en 1545 les sciences, domaine jusque là exclusif du latin¹². Il fallut attendre néanmoins, le XVII^e siècle et la création de l'Académie française par le Cardinal de Richelieu en 1635, pour que la langue française soit absoute de toute critique issue de son origine vulgaire et se dote d'une norme. L'alexandrin en fixa la représentation aristocratique et Racine, selon l'expression consacrée, fit du français un idiome pur et dur comme le diamant. L'esprit des lumières, un siècle plus tard le dota de son universalisme, dont l'académie de Berlin se fit en 1784, l'un des relais avec son concours sur l'universalité de la langue française.¹³ Le diplomate et écrivain italien Caraccioli, pour caractériser l'Europe du XVIII^e siècle parlait d'une « *Europe française* ».

La Révolution cinq ans plus tard ne fit que renforcer l'aura entourant la langue et la culture française symboles de modernité, d'ouverture au monde, de précision et de vitalité intellectuelle, dans l'ensemble des domaines scientifiques et artistiques, même si les nouveaux citoyens français ne la parlaient toujours pas de façon majoritaire. L'analogie avec la francophonie dont les Français ne se préoccupent guère pour l'essentiel d'entre eux est assez flagrante. Le XIX^e siècle fut celui de la francisation en France et celui de l'expansion du nombre des locuteurs francophones, à travers l'Europe et le monde. Le français quitta le cercle prestigieux, mais confiné des cours et des assemblées savantes, pour se répandre dans les classes moyennes et bourgeoises du vieux continent, en méditerranée, dans les pays nordiques, en Europe orientale et dans les colonies porté par la littérature, les arts, les sciences et le colonialisme.¹⁴ L'impérialisme français sema et implanta de gré ou de force, la langue française, idiome des Lumières qui devint pour les peuples colonisés et administrés par la République universelle : « *le trésor de guerre* » dont parla, si brillamment, Léopold Sédar Senghor une fois la décolonisation achevée.

¹²La parution de *La méthode de traiter les playes par les arquebuses et aultres bâtons à feu* d'Ambroise Paré, fut vivement attaquée par les potentats scientifiques de l'époque pour avoir manqué à son art étant écrite en français. Pour plus de renseignements sur cette période nous renvoyons à Clerico, Geneviève. « Le français au XVI^e siècle », in Jacques Chaurand (dir.). *Nouvelle histoire de la langue française*, Paris, Seuil, 1999, p. 146-226.

¹³Le premier prix de l'Académie fut attribué conjointement à Jean-Christophe Schwab et au sulfureux "Comte" de Rivarol.

¹⁴Cette dernière remarque, sert à elle seule de clef de voûte à l'argumentaire des anti-francophonistes pour lesquels la francophonie est la manifestation de l'impérialisme français et franco-européen dans la deuxième moitié du XX^e siècle, faisant par là même, peu de cas de l'humanisme reclusien et des pères fondateurs de la francophonie, pour lesquels la langue française était un trésor de guerre, pour l'ensemble des peuples s'étant libérés du joug et de la tutelle coloniale de Paris.

« Avec nos mots, nos jeux, nos travaux et nos danses,
Nos joies et nos chagrins aussi quatre cents ans de foi d'amour et d'espérance (...)
Nous sommes devenus ce peuple et ce pays.¹⁵ »

Gilles Vigneault

1. 2- Rétrospective historique du français au Québec.

Le mot Québec, doit être considéré dans une acception large, qui dépasse donc les frontières actuelles de l'Etat du Québec. Son emploi nous paraît plus judicieux que le terme Canada français, expression ambiguë souvent floue, parfois mouvante et de plus obsolète depuis la seconde partie du XX^e siècle. Le Québec correspond au cœur historique de la francophonie nord-américaine et fut du Régime français à nos jours, un lieu privilégié d'enracinement et de diffusion de la langue française, à contrario des autres espaces francophones du continent américain.

1.2.1 - La Nouvelle-France (1534-1760) : l'émergence du français au Canada.

Jacques Cartier à la demande de François I^{er} prit la tête d'une première expédition en 1534, dans le but de trouver une route commerciale vers l'Asie et de nouveaux territoires, synonymes d'un possible empire colonial. Bien que ces découvertes soient précieuses, les voyages de Cartier au Canada (1534, 1535-1536, 1541-1542) se soldèrent du point de vue démographique par des échecs, car au début du XVII^e siècle, aucun Français n'était encore installé sur le territoire de la Nouvelle-France¹⁶. Malgré l'insuccès d'un établissement permanent au Canada, il donna à la France des droits sur le continent américain et brisa l'hégémonie ibérique de l'Espagne et du Portugal. Au plan linguistique, les voyages de Cartier contribuèrent à fixer très tôt la toponymie de l'est du Canada ; les noms de lieu sont depuis cette époque ou français ou amérindiens. Cartier eut le mérite d'établir les bases de la cartographie canadienne, et de découvrir la vallée du Saint-Laurent et son grand axe fluvial qu'il appela « *rivière du Canada*¹⁷ » et grâce auquel, la Nouvelle-France put recouvrir pour un temps les trois quarts du continent Nord-

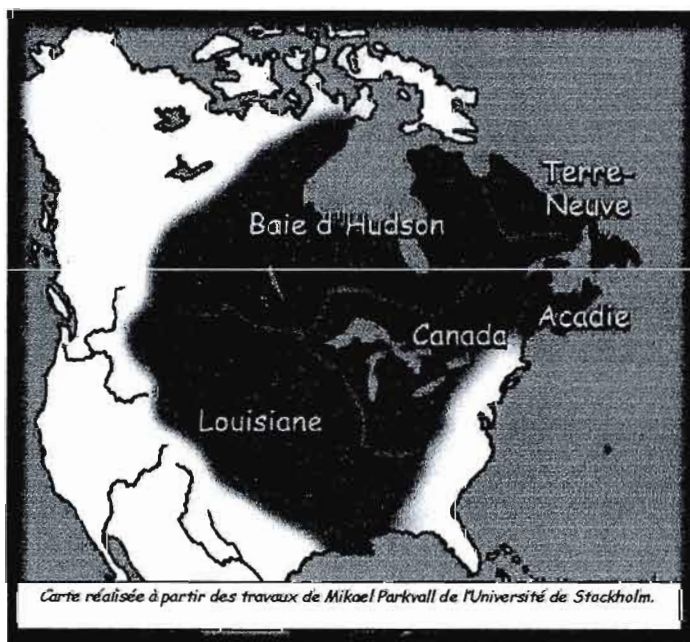
¹⁵Citation de Gilles Vigneault, extraite de *Avec nos mots*, dans l'album *Voyagements*, Montréal, Les Éditions du vent qui virent, 2000.

¹⁶Diamond, Sifmund. « Le Canada français du XVI^e siècle : une société préfabriquée », *Annales, économies, sociétés et civilisations*, vol. 16, mars-avril 1961, p. 317-357.

¹⁷En entendant le mot iroquois (plus précisément Mohawk) « kanata », qui signifie « ville » ou « village », il crut que le terme désignait le pays tout entier. Au sens strict, Jacques Cartier n'est pas le découvreur du Canada actuel, puisqu'il ne parcourut jamais le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'île du Prince-Édouard.

américain. Samuel de Champlain fonda Québec en 1608¹⁸, et tenta dès lors, d'y établir des colons¹⁹. Dès 1609, sur son rapport, Henri IV donna à la colonie le nom de *Nouvelle-France*. Ses débuts furent dès plus chaotiques²⁰ puisqu'en 1627, lors de la création de la Compagnie de la Nouvelle-France on ne comptait encore qu'une centaine d'habitants dispersés en deux groupes, l'un à Québec, l'autre à Port-Royal en Acadie²¹. En dépit de son immense territoire, visible sur la carte ci-dessous, elle faisait pâle figure, en comparaison de la Nouvelle-Hollande et de ses 10 000 habitants²² ou des colonies anglaises qui en avaient 80 000. Sans les mesures fortement incitatives prises en 1663, la Nouvelle-France serait restée lettre morte²³ faute de peuplement ; la langue française n'aurait pu s'enraciner en Amérique sapant de part la même la francophonie contemporaine.

Figure 1.2 - La Nouvelle-France : les premiers pas de la langue française en Amérique



¹⁸Samuel de Champlain devint Lieutenant gouverneur du territoire en 1612.

¹⁹Cf. Choquette, Leslie. *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*. Québec-Paris, Septentrion et Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1997, 323 p.

²⁰Il faut dire que l'image de la Nouvelle-France qui circulait alors, ne motivait en rien les Français à venir au Canada. Pays au climat sévère, exposé à l'hostilité d'une grande partie des Amérindiens, à laquelle s'ajoutait celle des Anglais de la Nouvelle-Angleterre.

²¹Daigle, Jean. « L'Acadie de 1604 à 1763. Synthèse historique », in Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes. Etudes thématique*. Moncton, CEA, 1993, p. 1-43.

²²Cf. Bal, Willy. *Introduction au études de linguistique romane, avec considération spéciale de la linguistique française*. Paris, Didier, 1966, p. 236-237.

²³Avant le traité d'Utrecht de 1713, la Nouvelle-France comprenait cinq territoires possédant chacun une administration propre: le Canada, l'Acadie, la baie d'Hudson, Terre-Neuve et la Louisiane.

En l'espace d'environ 35 ans, la population passa de 100 habitants à quelque 2500, auxquels s'ajoutèrent 1250 immigrants français, pour une majorité d'entre eux "francophones"²⁴. A partir des années 1660, la Nouvelle-France connut une phase d'expansion et de peuplement décisif²⁵. En 1665, Louis XIV décida l'envoi du *Carignan-Salières* un régiment de 1200 hommes auxquels se joignirent entre 1665 et 1673 près de 900 jeunes femmes connues sous le nom de « *filles du Roy* »²⁶ celles-ci devant servir d'épouses aux colons. Or, les futures épousées étaient toutes francophones et l'impact de ces femmes dans l'implantation et la diffusion du français en Amérique du Nord est tout à fait essentiel²⁷ et souvent mésestimé, au détriment d'autres acteurs de la francisation de la Nouvelle-France²⁸, le clergé notamment. Avantage par un taux de natalité²⁹ de 7,8 enfants par femme et par une immigration continue, le Canada vit sa population croître, passant de 2 500 habitants en 1663 à 20 000 en 1713, puis à 55 000 en 1755. En dépit de la fragmentation linguistique qui existait en France sous l'Ancien Régime³⁰, et malgré le fait qu'un pourcentage non négligeable de colons ne soit pas originaires d'Île-de-France³¹, les langues locales³² et les patois détaillés selon leur statut linguistique dans le tableau ci-après, ne parvinrent jamais à faire souche³³.

²⁴Certaines provinces jouèrent un rôle prépondérant: la Normandie (282), l'Aunis (204), le Perche (142), Paris et l'Île-de-France (130), le Poitou (95), le Maine (65), la Saintonge (65), l'Anjou (61),... Quant aux autochtones, ils ne représentaient que 10 % de la population du territoire à la fin du Régime français. Cf. *L'origine des immigrants français de 1608 à 1700* disponible sur http://www.tlfiq.ulaval.ca/axl/francophonie/Nlle-France_tablo1.htm. Pour de plus amples renseignements sur les francisants et les non francisants en Nouvelle-France se référer à l'ouvrage de référence de Philippe Barbaud. *Le choc des patois en Nouvelle-France, essai sur l'histoire de la francisation au Canada*. Sillery, Presses universitaires du Québec, 1984, p. 20-21.

²⁵Caron-Leclerc, Marie-France. *Les témoignages anciens sur le français du Canada du XVI^e au XIX^e siècle : édition critique et analyse*. Thèse de Lettres [non publiée], Sainte-Foy, Université Laval, 1998.

²⁶« Les Filles du Roy » étaient des orphelines élevées par des religieuses aux frais du roi dans les grands couvents et les Maisons d'éducation de Paris, Dieppe, Honfleur et La Rochelle. Près de 90 % de ces filles à marier étaient issues de familles de petits fonctionnaires, militaires, petite noblesse et de la bourgeoisie. Elles constituaient, pour l'époque, une sorte "d'élite" sachant lire et écrire la langue française.

²⁷Cf. Dumas, Silvio. *Les filles du roi en Nouvelle-France*, Québec, La Société historique de Québec, 1972, 382 p. Auger, Julie. « Un bastion francophone en Amérique du Nord : le Québec », in Albert Valdman, Julie Auger et Deborah Piston-Halen, (dir). *Le français en Amérique du Nord : état présent*. Québec, Presses de l'Université Laval (PUL), 2005, p. 39-41.

²⁸Bureau, Luc. *Entre l'Eden et l'utopie, les fondements imaginaires de l'espace québécois*. Montréal, Québec/Amérique, 1984, p. 99.

²⁹Pour augmenter la natalité on favorisa les unions entre Français et Amérindiens, ce qui était impensable pour les colons anglais, la connotation du mot « sauvage » n'ayant pas la même signification dans les deux langues.

³⁰Fuchs, Catherine. *Les ambiguïtés du français*. Paris, Ophrys, Collection l'essentiel français, 1996, 184 p.

³¹Cf. Cesbron, Georges. (dir.). *L'Ouest français et la francophonie nord-américaine*. Angers, Presses de l'Université d'Angers (PUA), 1996, p. 137-142.

³²Rivard. Adjudor. « Les dialectes français », *Bulletin du parler français au Canada*. Vol. 5, n° 2, 1906, p. 81-95.

³³Barbaud, Philippe. *Le choc des patois en Nouvelle-France. Essai sur l'histoire de la francisation du Canada*. Sainte-Foy [Québec], PUL, 1984, 204 p.

Tableau 1.1 - Le Statut linguistique des premiers colons français

	Colons francisants ³⁴		Colons semi-francisants ³⁵		Colons non francisants	
Province d'origine	Perche	142	Normandie	282	Aunis	204
	Paris	90	Poitou	95	Saintonge	65
	Maine	65	Bourgogne	8	Bretagne	27
	Anjou	61	Lorraine	8	Angoumois	22
	Ile-de-France	40			Picardie	22
	Orléanais	32			Guyenne	10
	Champagne	27			Auvergne	5
	Touraine	14			Gascogne	4
	Berry	4			Languedoc	4
	Nivernais	3			Flandres	3
					Lyonnais	3
					Limousin	2
Total	478		393		377	
%	38,4%		31,4%		30,3%	

Source: Marcel Trudel *La Population du Canada en 1663, Fides, Montréal, 1974* p. 29-43.

Tableau établi par nos soins

Ces langues utilisées par un nombre trop limité de locuteurs, dispersés sur un immense territoire s'éteignirent en une génération, en raison notamment du fort contingent francophone de départ, du fait que l'écrasante majorité des femmes soit de langue française et que cette dernière soit depuis l'ordonnance de Villers-cotterêts du 10 août 1539 la langue administrative et légale du Royaume de France, c'est à dire celle des fonctionnaires, des officiers, des milices et de l'armée.³⁶ C'était également la langue du clergé, premier ordre social de la colonie : les ecclésiastiques, hommes ou femmes, ne s'exprimaient qu'en français, à l'exception des missionnaires qui évangélisaient les Amérindiens dans leur langue. Dans les écoles, on enseignait la religion, les mathématiques, l'histoire, les sciences naturelles et le français dont l'enseignement était encore réservé aux classes privilégiées dans le Royaume de France.

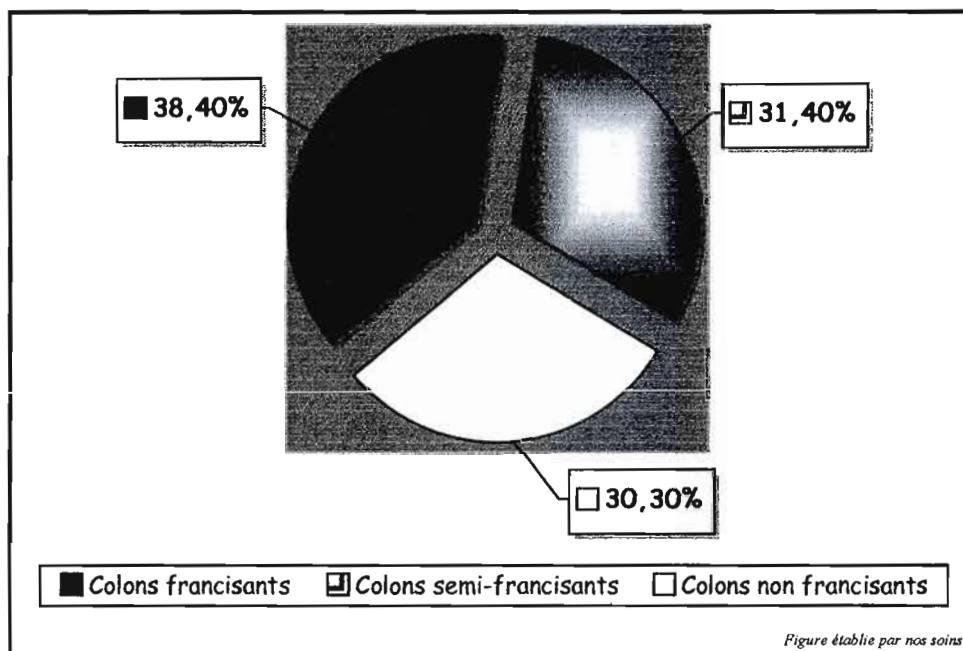
³⁴ Les colons francisants (38,4%) comprenaient et parlaient l'une ou l'autre des variantes du français de l'Ile-de-France, à part les nobles, les membres du clergé, les officiers militaires, les administrateurs et les négociants, les autres francisants parlaient un français populaire parsemé de provincialisme et d'argot.

³⁵ Les colons semi-francisants (31,4%), avaient comme langue maternelle le normand, le poitevin, le bourguignon ou le lorrain, mais comprenaient les variantes du français.

³⁶ L'héritage régional des colons français non francophones n'est perceptible qu'à titre résiduel dans le français standard en Amérique du nord.

En se fondant sur les greffes du notariat, on peut évaluer à 80 % la population de ceux et celles qui savaient lire et écrire le français.³⁷ La langue maternelle des nouveaux colons devint le français qui s'affirma comme l'idiome vernaculaire des "Habitants" de la vallée du Saint Laurent³⁸. Les Canadiens durant la période du Régime français constituèrent la première population francophone du monde à réaliser leur unité linguistique³⁹ sans véritable intervention étatique, deux siècles avant la France⁴⁰. Par conséquent, la francisation du Canada était plus avancée que celle du Royaume, malgré les atermoiements et les hésitations de Paris quant aux destinées de la Nouvelle-France et de l'Amérique française⁴¹.

Figure 1.3 - Les Rapports de force linguistiques des premiers colons



³⁷Cet enseignement primaire ouvert à tous les habitants, même dans les campagnes, constituait une première pour l'époque et a certes joué un rôle non négligeable dans le processus de francisation.

³⁸Cf. Faribault, Marthe. « Patois et français régionaux en Nouvelle-France » in Philippe Joutard et Thomas Wien. *Mémoires de Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 273-289.

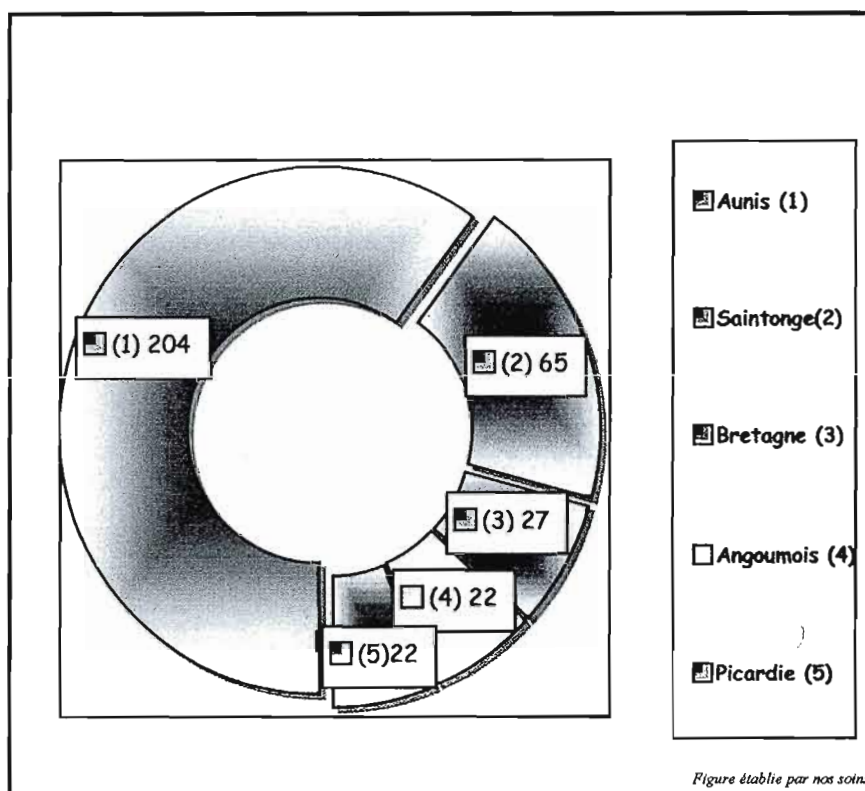
³⁹Morin, Yves-Charles. « Les Premiers immigrants et la prononciation du français au Québec », *Revue québécoise de linguistique*. Vol. 31, n° 2, 2002, p. 39-78.

⁴⁰Cf. Belmessous, Saliha. « Être français en Nouvelle-France: Identité française et identité coloniale aux dix-septième et dix-huitième siècles », in *French Historical Studies* - Volume 27, n° 3, été 2004, p. 507-540.

⁴¹La Nouvelle-France, dont le Canada et par conséquent le futur Québec étaient devenus les nouveaux centres de gravité, vit aux XVII^e et XVIII^e siècles ses effectifs croître en terme de population et de locuteurs francophones entre 1663 et 1754. Au milieu du siècle des lumières, l'Acadie française comptait 10 000 habitants, le Canada 55 000 et la lointaine Louisiane 4000. La France malgré le traité d'Utrecht de 1713 qui la privait de la Baie d'Hudson, de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, contrôlait toujours un immense territoire qui s'étendait du Nord du Québec en passant par le lac Winnipeg et jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Londres forte sur place d'une population globale d'un million d'habitants, à laquelle s'ajoutait une main-d'œuvre de 300 000 esclaves hypothéquait grandement la pérennité de l'Amérique française.

On distingue très nettement, à l'aide du graphique ci-avant que les colons de langue maternelle ou première française étaient le groupe humain le plus important des trois⁴². Si l'on ajoute à ce premier bloc francisant, les semi-francisants ou francophones passifs, on atteignait un pourcentage de 69% tout à fait édifiant sur les rapports de force linguistiques qui jouèrent dès les débuts de la Nouvelle-France⁴³. A titre d'exemple, les colons de l'Aunis, premier groupe linguistique chez les non francisants, comme nous le voyons clairement dans la figure ci-après, voient leur rapport passer de 54%, à 16,34% si l'on tient compte de l'ensemble de la population.

Figure 1.4 - Répartition entre les 5 principaux groupes linguistiques des colons français non francisants



⁴²Cf. Charbonneau, Hubert. ; Guillemette, André. « Provinces et habitants d'origines des pionniers de la vallée laurentienne », in Claude Poirier ; Aurélien Boivin ; Cécyle Trépanier et Claude Verreault. (dir.), *Langues, espaces, société : les variétés du français en Amérique du Nord*. Québec, PUL, 1994, p. 157-183.

⁴³Cf. Valdman, Albert. ; Auger, Julie. ; Piston-Hatlen, Deborah. (dir.), *Le français en Amérique du Nord : état présent*. Québec, PUL, 2005, p. 1-7. Poirier, Claude. « La langue parlée en Nouvelle-France : vers une convergence des explications », in Raymond Mougeon et Edouard Beniak. *Les Origines du français québécois*. Sainte-Foy, Québec, PUL, 1994, p. 237-273. Brasseur, Patrice. (dir.), *Français d'Amérique, variation, créolisation, normalisation*. [Actes du colloque « Les français d'Amérique du Nord en situation minoritaire ». Université d'Avignon, 8-11 octobre 1996], Avignon, Centre d'études canadiennes, Université d'Avignon, 1998, p. 11-24.

« Ce qui est absolument français, dans la province de Québec, ce sont les traditions [d'Ancien Régime], (...) Ce qu'il y a de moins français, c'est la langue.⁴⁴ »

Arthur Buies

1.2.2 - Le Régime britannique (1760-1840) : L'Amérique française acculée.

La pression anglaise eut finalement raison de la Nouvelle-France qui prit fin officiellement, avec le traité de Paris le 10 février 1763.⁴⁵ La Conquête anglaise de l'Amérique française entraîna non seulement une rupture politique, économique et sociale avec Paris, mais aussi une rupture linguistique. Les élites françaises quittèrent la colonie britannique en transférant le pouvoir politique et économique aux conquérants anglais⁴⁶. La société canadienne-française développa des réflexes de survivance axés sur la défense de sa religion, de sa langue et de ses traditions. Tout le processus historique de la société et de la nation canadienne-française durant deux siècles reposa sur ces trois piliers. En 1761, les francophones formaient 99,7 % de la population ; le poids du nombre empêchait les Britanniques de pratiquer une politique colonisatrice trop radicale. En outre, les Canadiens brillaient dans les embuscades et la guerre de harcèlement qu'ils menaient de concert avec leurs alliés Amérindiens depuis plusieurs décennies. Le nombre d'anglophones ne dépassant pas les 600 en 1765, Londres consciente de ses faiblesses, opta dans un premier temps pour le statu quo et l'administration de la nouvelle « *Province of Quebec* » se fit en français. Toutefois, la connaissance de la langue anglaise apparaissait dorénavant comme nécessaire pour s'élever dans la hiérarchie sociale et économique. "Cet état de grâce" du français dans l'empire colonial anglais fut de courte durée, car le premier gouverneur anglais de la province, James Murray, favorisa l'immigration anglaise et l'assimilation des francophones en implantant le culte anglican, religion d'Etat et en instaurant de nouvelles structures politiques et administratives, conformes à la tradition britannique. C'est donc l'anglais qui après 1763 servit naturellement de langue véhiculaire, porteuse d'une autre civilisation,⁴⁷ mais les familles britanniques ne furent pas assez nombreuses et l'immigration anglaise demeura trop faible

⁴⁴ Arthur Buies, *l'Electeur*, 28 janvier 1888.

⁴⁵ Ce traité fut rédigé en français conformément à l'usage.

⁴⁶ Cf. Larin, Robert. « Les Canadiens passés en France à la Conquête (1754-1770) » in *Mémoires de Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 145-151.

⁴⁷ A la fin du XVIII^e siècle, les différences entre le français de France et celui du Canada étaient déjà assez prononcées. En 1803, C.-F. de Volney un voyageur français venu au Canada écrivait : « Le langage des Canadiens de ces endroits n'est pas un patois comme on me l'avait dit, mais un français passable, mêlé de beaucoup de locutions de soldats. »

dans la colonie pour assimiler rapidement les Canadiens. De plus, l'agitation grandissante des colonies anglo-américaines força les gouverneurs successifs à pratiquer une politique plus conciliante à l'égard des francophones et à rechercher leur appui, malgré l'indignation de la population anglaise nouvellement arrivée. *L'Acte de Québec* promulgué par la Couronne en 1774 continua dans cette voie, rendant la domination anglaise plus tolérable⁴⁸ pour les Canadiens français. En demeurant silencieux sur la question linguistique, l'Acte assurait implicitement un usage officiel au français, en rétablissant les lois civiles promulguées par Paris et permit depuis, aux défenseurs de la langue française de justifier de leurs acquis au Canada.

Il fut le premier d'une longue suite au Canada, interprétable de différentes façons, selon les sensibilités et les opinions de chacun⁴⁹; ouvrant la porte aux conflits linguistiques futurs, en cas de non assimilation des Canadiens français.⁵⁰ A partir de 1783, les loyalistes américains vinrent augmenter de façon soudaine la population anglaise du Québec de 7000 individus qui refusèrent de vivre sous les lois civiles françaises, obligeant les autorités à modifier l'Acte de Québec. Dans l'espoir de mettre fin aux luttes entre francophones et anglophones, Lord Grenville secrétaire d'Etat aux colonies présenta au Parlement britannique un projet de loi Constitutionnel en 1791⁵¹.

⁴⁸L'acte de Québec abolit le serment qui empêchait les Canadiens français d'accéder à la fonction publique puisque catholiques. Il autorisa le clergé catholique à percevoir la dîme et rétablit les lois civiles françaises reconnaissant comme légal le vieux régime seigneurial en usage en Nouvelle-France.

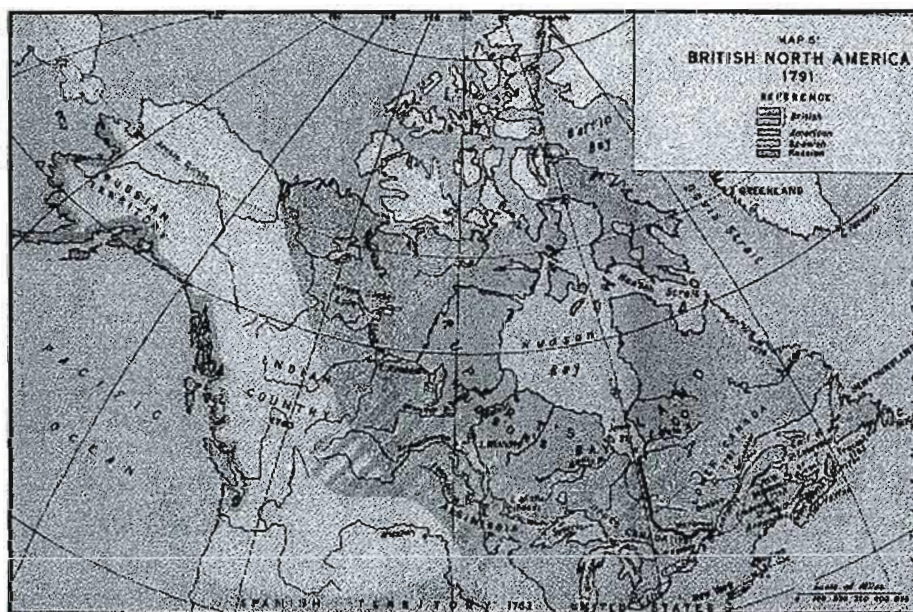
⁴⁹Le 1^{er} mai 1775 on inaugura à Montréal un buste de George III pour souligner la mise en vigueur de l'Acte de Québec qui portait l'inscription «Voilà le pape du Canada et le sot Anglois» (sic). On croit que des marchands anglo-protestants avaient été à l'origine de cet acte de vandalisme. De fait, l'*Acte de Québec* souleva une vive opposition des marchands anglais et de tous les habitants des colonies américaines de la Nouvelle-Angleterre protestant contre la reconnaissance du catholicisme et des lois civiles françaises dans cette partie de l'Empire britannique, le gouvernement britannique concédant des droits à un peuple les «*papistes canadiens*» qu'il combattait depuis 150 ans.

⁵⁰Section VIII de l'Acte de Québec : « Tous les sujets Canadiens de Sa Majesté en la dite province de Québec (les Ordres religieux et Communautés seulement exceptés) pourront aussi tenir leurs propriétés et possessions, et en jouir, ensemble de tous les usages et coutumes qui les concernent, et de tous leurs autres droits de citoyens, d'une manière aussi ample, aussi étendue, et aussi avantageuse, que si lesdites proclamations, commissions, ordonnances, et autres actes et instruments, n'avoient point été faits, en gardant à Sa Majesté la foi et fidélité qu'ils lui doivent. »

⁵¹L'Acte Constitutionnel, tout en remplaçant l'Acte de Québec, ne mentionnait toujours pas la nature linguistique de la colonie et le 17 décembre 1792, lors de première séance de l'Assemblée du Bas-Canada les députés francophones et anglophones se querellèrent à nouveau sur les questions relatives à langue et à la place respective du Français. La majorité francophone de l'Assemblée au grand mécontentement des anglophones par 28 voix contre 18 parvint à hisser à la Présidence Jean-Antoine Panet qui parlait pourtant fort peu l'anglais. Le 20 décembre 1792, Panet se présenta devant le lieutenant gouverneur de la province en lui déclarant : «Je supplie Votre Excellence de considérer que je ne puis m'exprimer que dans la langue primitive de mon pays natal, et d'accepter la traduction en anglais de ce que j'aurai l'honneur de lui dire. »

Il divisait la « *Province of Quebec* » selon un clivage ethnique, sociétal et linguistique qui créait deux colonies distinctes représentées à travers la carte ci-dessous, le Bas-Canada qui était le Québec comptait alors environ 140 000 francophones et 10 000 anglophones et le Haut-Canada, l'Ontario peuplé exclusivement par 10 000 loyalistes anglophones.

Figure 1.5 - Le Canada britannique



(source <http://www.nlc-bnc.ca/map1791.htm>)

Dorénavant, les Anglais étaient régis par des lois anglaises, pendant que les Canadiens français conservaient leurs lois françaises. Toutefois, les conflits entre francophones et anglophones perdurèrent et atteignirent un nouveau palier au Québec, où la minorité anglophone ne parvenait pas à asseoir son autorité sur la majorité francophone, malgré l'appui itératif de l'administration coloniale et de Londres. En septembre 1793, le gouvernement britannique décréta que l'anglais devait être « *la seule langue officielle* » du Parlement et que le français n'était qu'une langue de traduction.⁵² Jusqu'à la fin des années 1830, elle fut sans garantie constitutionnelle ni valeur

⁵²Le taux d'alphabétisation, descendit à 13 % en 1779 pour tomber finalement à 4 % en 1810. Les francophones prenaient ainsi un retard gigantesque qu'ils ne comblèrent qu'au XX^e siècle.

juridique,⁵³ bien qu'elle continua à être employée dans les débats, les procès-verbaux et la rédaction des lois en tant que langue traduite. Londres, en 1836 durcit sa position vis-à-vis des Canadiens français et refusa catégoriquement qu'une population d'origine française, vaincue de surcroît, prenne durablement le contrôle des institutions d'une de ses colonies. Depuis plusieurs années, le journal *The Montreal Gazette* mettait en garde les Anglo-saxons contre un obscur complot des Canadiens français visant à établir leur domination par le biais d'une République francophone, en plein cœur de l'Empire britannique. De plus, cet organe de presse présentait à longueur d'éditions, les marchands anglais du Bas-Canada comme une classe opprimée par une majorité sourde et aveugle à ses propres intérêts.⁵⁴ De son côté, le très militant journal francophone *Le Canadien* écrivait dans son édition du 21 mai 1831 :

Il n'y a pas, que nous sachions, de peuple français en cette province, mais un peuple canadien, un peuple religieux et moral, un peuple loyal et amoureux de la liberté en même temps, et capable d'en jouir; ce peuple n'est ni Français, ni Anglais, ni Écossais, ni Irlandais, il est Canadien.

Les débats houleux, dans la presse⁵⁵ et au parlement renforcèrent les Anglais dans leur intention d'unir les deux Canada, ils évoquaient ouvertement l'assimilation, comme le remède indispensable pour le maintien de l'Empire britannique au Canada et en Amérique. Dans le même temps, les Canadiens dénonçaient le favoritisme, la corruption et l'arbitraire du gouverneur et des Conseils menaçant même de rejoindre les États-Unis. Lorsque les députés Louis-Joseph Papineau et Robert Nelson, commencèrent à galvaniser le peuple excédé et que la révolte des Patriotes (1837-1838) éclata à l'automne, l'armée britannique intervint aussitôt et écrasa rapidement la rébellion en répandant la terreur,

⁵³Le 27 octobre 1806, le *Quebec Mercury* journal officiel du Parti Tory attaquait les Canadiens français en ces termes: « Cette province est déjà beaucoup trop française pour une colonie anglaise. La défranciser autant que possible, si je peux me servir de cette expression, doit être notre premier but. »

⁵⁴Au milieu de 1810, le gouverneur Craig cautionna cette psychose en faisant parvenir une dépêche au gouvernement britannique dans laquelle il proposait une série de mesures destinées à rétablir "l'harmonie" au Bas-Canada; celles-ci passaient par la «nécessité d'angliciser la province», le «recours à l'immigration américaine massive pour submerger les Canadiens français», l'obligation de posséder «des propriétés foncières importantes» pour être éligible à l'Assemblée et surtout « l'union du Haut et du Bas-Canada pour une anglicisation plus certaine et plus prompte ». En cela il appelait de ses vœux le futur Acte d'union de 1840 qui faisait de l'Anglais la langue officielle de la colonie. Quelques semaines auparavant il mettait déjà en garde Londres contre la nation canadienne-française: « Je veux dire que par la langue, la religion, l'attachement et les coutumes, [ce peuple] est complètement français, qu'il ne nous est pas attaché par aucun autre lien que par un gouvernement commun; et que, au contraire, il nourrit à notre égard des sentiments de méfiance [...], des sentiments de haine [...]. La ligne de démarcation entre nous est complète. »

⁵⁵La plupart des journaux à l'exception des titres de partis étaient bilingues et le texte en anglais apparaissait en premier, suivi de la traduction en français; ou bien le texte en anglais occupait la colonne de gauche, par définition la plus attractive, le français était cantonné à celle de droite. Ce bilinguisme dans les journaux se perpétua jusqu'au début du XIX^e siècle.

pendant que le clergé catholique prêchait pour sa part la loyauté, la soumission et la résignation. Dépêché de toute urgence par Londres, Lord Durham débarqua à Québec. Il considéra que les différences ethniques et linguistiques étaient à l'origine des difficultés dans le Bas-Canada et que laisser subsister ces différences ne ferait qu'aggraver la situation :

« [...] *The conquest has changed them [les Canadiens français] but little. The higher classes, and the inhabitants of the towns, have adopted some English customs and feelings; but the continued negligence of the British government left the mass of the people without any of the institutions which would have elevated them in freedom and civilization. (...) They remain an old and stationary society, in a new and progressive world. In all essentials they are still French; but French in every respect dissimilar to those of France in the present day. They resemble rather the French of the provinces under the old regime.*⁵⁶ »

Dans son rapport de 1839,⁵⁷ il préconisa une série de mesures assimilatrices, plaçant les francophones dans un état de subordination politique et démographique devant permettre de les angliciser. D'où la nécessité de peupler rapidement le Bas-Canada de *loyaux sujets de Sa Majesté* et d'unir les deux Canada. Ce fut chose faite avec l'Acte d'Union de 1840, qui tirait un trait sur les espoirs de l'Amérique française et où l'anglais, par l'article 41 était le seul idiome reconnu officiellement. L'anglicisation latente⁵⁸ depuis l'instauration du Régime Anglais pouvait progresser pleinement ; la volonté assimilatrice des Britanniques s'affichait ostensiblement. Avec une population de 650 000 habitants, le Canada de l'Est c'est à dire le Québec comptait 42 députés à l'Assemblée législative, soit le même nombre que pour le Canada de l'Ouest qui n'en comptait que 450 000. Au moyen de ce procédé déloyal, une égalité parlementaire artificielle était créée dans l'attente d'une nouvelle immigration anglo-saxonne, afin de combler l'écart démographique qui ne cessait de se réduire depuis 1763⁵⁹.

⁵⁶Durham, John George Lambton, Report on the Affairs of British North America from the Earl of Durham her Majesty's High Commissioner, Montréal, The Morning Courier Office, 1839, 127 p.

⁵⁷Durham, John George, op. cit. p. 11-12.

⁵⁸Dans le journal *L'Aurore* du 17 juillet 1817, un lecteur signant « Un Québécois », s'indignait pourtant des corruptions langagières et des anglicismes utilisés dans la langue parlée des Canadiens : « Les anglicismes et surtout les barbarismes sont déjà si fréquents qu'en vérité je crains fort que bientôt nous ne parlions plus la langue française, mais un jargon semblable à celui des îles Jersey et Guernesey. » Le 27 août 1831, Alexis de Tocqueville fut surpris par l'influence de la langue anglaise dans la vie des Canadiens. Après avoir lu, *Le Canadien*, il écrivit : « En général, le style de ce journal est commun, mêlé d'anglicismes et de tournures étrangères. » Tocqueville, Alexis de. *Oeuvres complètes. T.5, Voyages en Sicile et aux États-Unis*, Paris, Gallimard, 2e éd., 1957, p.253.

⁵⁹En outre, l'Acte de 1840 obligeait le Canada français à prendre à sa charge les dettes que le Canada Anglais avait contractées, pour se moderniser et se doter d'infrastructures nouvelles.

Le français sans valeur juridique n'était plus qu'une langue traduite et Louis-Hippolyte Lafontaine (1807-1864), avocat et Coprésident du Conseil exécutif tenta de convaincre en 1842, le Parlement d'accepter l'usage du français, en s'adressant en ces termes aux députés du Canada-Uni :

Je dois informer les honorables députés (...) que si la connaissance de la langue anglaise m'était aussi familière que celle de la langue française, je n'en ferais pas moins mon premier discours dans la langue de mes compatriotes Canadiens français, ne serait-ce que pour protester solennellement contre cette cruelle injustice de l'Acte d'Union qui proscriit la langue maternelle d'une moitié de la population du Canada. Je le dois à mes compatriotes, je le dois à moi-même.⁶⁰

Si l'Union fut adoptée à Londres, le parlement du Canada-Uni à Kingston chercha à atténuer la portée de l'article 41 qui officialisait l'unilinguisme anglais dans la colonie, en adoptant diverses mesures facilitant la traduction des lois et autres documents parlementaires et finalement, le gouvernement britannique abrogea l'article "francocide" en 1848 et un bilinguisme partiel et déséquilibré revint.⁶¹ A partir de 1852, les Anglais commencèrent à se sentir frustrés à leur tour de faire élire un nombre égal de députés anglophones et francophones : le Canada-Ouest (Ontario) dépassait de plus de 60 000 habitants, la population du Canada-Est (Québec). Avec l'immigration anglaise qui accentuait l'écart démographique entre le Canada-Est et le Canada-Ouest, la situation politique ne pouvait dorénavant que se détériorer. Le rapport de force démographique s'étant inversé, les anglophones exigèrent un changement constitutionnel leur assurant une représentation proportionnelle et majoritaire au Parlement. Sur une période de près de cent ans, quelques 900 000 Canadiens français quittèrent le Québec pour tenter leur chance aux Etats-Unis⁶². La province à faible population assistait impuissante à un exode démographique massif et continu : durant un siècle, entre 1840 et 1930, elle vit passer outre frontières près de 1, 2 million de ses effectifs, soit environ 10 % de sa population.

⁶⁰Groulx, Lionel. « Histoire du Canada français », Montréal, Fides, p.190. Repris dans Lacoursière, Jacques. *Histoire populaire du Québec*. Sillery [Québec], Editions du Septentrion, tome 3, p.41 et Conseil de la langue française (sous la direction de Plourde, Michel.) *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*. Montréal, Fides, 2000, p.70.

⁶¹A compter de 1849, toutes les lois furent adoptées à la fois en anglais et en français, cependant dans les débats parlementaires les députés qui s'exprimaient en français ne furent compris que de leurs collègues francophones. Le bilinguisme au Canada était déjà une affaire de francophones.

⁶²Cf. Lavoie, Yolande. *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*. Québec, Conseil de la langue française/Editeur officiel du Québec, 1981, 68 p.

Les répercussions de ce phénomène sont si vastes que selon les estimations démographiques de la plupart des chercheurs, le Québec aurait aujourd'hui une population francophone comprise entre 12 et 14 millions d'habitants⁶³. Au milieu du XIX^e siècle, pendant que l'émigration francophone vidait le Québec, l'immigration anglaise comblait le déficit et venait augmenter la population anglophone de la ville de Québec (40 %) et de la ville de Montréal (55 %), occupant tous les postes administratifs, gérant le commerce et l'industrie.

Dès lors, on perçoit avec davantage d'acuité les effets de tous ces événements sur la langue et les francophones du Canada. Les différences entre le français de France et celui de la colonie s'accrochèrent fortement, en particulier dans les centres urbains. Toutefois, ces différences ne suscitèrent pas vraiment d'inquiétude chez les paysans canadiens qui pensaient parler un français standard. Pendant que les habitants, les ouvriers et les bûcherons demeuraient des francophones unilingues, l'élite, gravitant autour des Anglais prit conscience de l'omniprésence de la langue anglaise⁶⁴ et de la dévalorisation du français dans la société en général⁶⁵. Le monde rural au Québec, hormis les enclaves anglophones de l'Outaouais, des Cantons de l'Est et de la Gaspésie paraissait mieux protégé sur le plan linguistique.⁶⁶ Toutefois, cette remarque est à moduler, car au fur et à mesure de la pénétration du capitalisme au sein des campagnes, la langue anglaise fit son entrée avec la venue du chemin de fer, de la poste et du télégraphe. Différents témoignages de l'époque révèlent l'influence de l'anglais sur le français, par exemple celui de Jean-Jacques Ampère, Académicien et professeur de littérature au Collège de France qui en 1852, dans *Promenades en Amérique* écrivait à propos du Québec:

⁶³On devine qu'un tel poids démographique au sein de la Confédération actuelle modifierait sensiblement les rapports de force entre anglophones et francophones. En 1930, le gouvernement américain se décida à fermer partiellement la frontière canado-américaine devant cette immigration massive, résultant de la crise économique.

⁶⁴Lamontagne, Linda. *La conception de l'anglicisme dans les sources métalinguistique québécoise de 1800 à 1930*. Centre international de recherche en aménagement linguistique, Québec, PUL, 192 p.

⁶⁵Cf. Séguin, Normand. *Le Monde rural québécois au XIX^e siècle*. Ottawa, Société historique du Canada, 1989, 32 p.

⁶⁶Cf. Séguin, Maurice. *La « nation canadienne » et l'Agriculture (1760-1850)*. Trois-Rivières, Boréal Express, 1970, 279 p. Pour de plus amples renseignements sur la minorité anglophone du Québec nous conseillons la lecture de l'ouvrage de référence de Rudin, Ronald. *Histoire du Québec anglophone 1759-1980*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1986, 332 p. [traduit de l'anglais par Robert Pare].

Notre langue est en minorité sur les enseignes, et quand elle s'y montre, elle est souvent altérée et corrompue par le voisinage de l'anglais, manufacturier de tabac, sirop de toute description; (...) Signe affligeant d'une influence étrangère sur une nationalité qui résiste, conquête de la grammaire après celle des armes!⁶⁷

En 1864-1865, un député français Ernest Dubergier de Hauranne, lors d'un long séjour en Amérique rapporta dans son journal de voyages, comme il était d'usage de le faire à l'époque, moult précisions et événements circonstanciés à propos du Canada et notamment du Québec. Il y évoquait de façon approfondie le fait sociétal français à travers une multitude de remarques relatives à la langue :

Les familles françaises de la classe élevée commencent à copier les mœurs et le langage des conquérants(...). je vois venir le temps prochain où le français ne sera plus parlé que dans le bas peuple[...] Presque toutes les familles de l'aristocratie de Québec ont contracté des alliances avec les Anglais et parlent plus souvent la langue officielle que la langue natale.⁶⁸

Cet autre témoignage atteste lui aussi de l'état de faiblesse dans lequel se trouvait la langue française. On perçoit nettement, à travers ces deux exemples représentatifs de tant d'autres, le statut de langue dévaluée qui incombait au français, auprès d'une frange ascendante de la société et de l'élite canadienne-française⁶⁹, ainsi que les diverses représentations et dynamiques négatives qui en découlaient⁷⁰. Pour sa part, le journaliste canadien Jules-Paul Tardivel⁷¹ estimait que, si le bilinguisme était nécessaire à une certaine élite française, il constituait un grave péril en s'étendant à toute la population⁷².

Quelques-uns des nôtres voudraient faire du peuple canadien-français un peuple bilingue. (...) C'est un piège qu'on nous tend ; Un piège doré, peut-être; mais un piège tout de même. Connaissez-vous beaucoup de peuples bilingues ?⁷³» Toutefois,

⁶⁷ Ampère, Jean-Jacques. «Promenade en Amérique. La Nouvelle Angleterre et la Nouvelle France», in *Revue des Deux Mondes*, vol. 17, 15 janv. 1853, p. 305. *Promenade en Amérique* fut publié en 2 volumes chez Michel Lévy et Frères à Paris en 1855. Ampère dédia son ouvrage à Alexis de Tocqueville.

Ecrivain et historien français (1800-1964), fils du physicien André-Marie Ampère, il enseigna à la Sorbonne et au Collège de France. En 1848, il entra à l'Académie française, à l'invitation d'éditeurs, il fit de nombreux voyages et vint en Amérique du Nord entre 1851 et 1852.

⁶⁸ Duvergier de Hauranne, Ernest, «Huit mois en Amérique. Lettres et notes de voyage (1864-1865)» in *Revue des Deux Mondes*, 1866, vol. 59, p. 113-114.

⁶⁹ Cf. Dumont, Fernand. «Essor et déclin du Canada français», *Recherches sociographiques*. Vol. 38, n°3, p. 419-467.

⁷⁰ Painchaud, Robert. *Un rêve français dans le peuplement des Prairies*, Saint-Boniface, Editions des Plaines, 1987, 303 p.

⁷¹ Journaliste et intellectuel Canadien français d'extrême droite catholique, qui ambitionnait de faire du Québec une théocratie catholique en Amérique du nord.

⁷² Cf. Savard, Pierre. *Jules-Paul Tardivel, la France et les Etats-Unis, 1851-1905*, Québec, PUL, 1967, 499 p.

⁷³ Propos repris dans Kaiser, Georges, *Au Canada*, Bruxelles, Editions A. Lesigne, 1897, p. 130-131.

étant donné que la plupart des Canadiens français ne vivaient pas dans les villes, l'anglicisation leur paraissait un phénomène souterrain au long cours et probablement maîtrisable. Les voyageurs étrangers de la seconde moitié du XIX^e siècle s'imaginaient parfois entendre parler les contemporains de Montcalm. Ce dont atteste également un ami d'Onésime Reclus, Henri de Lamothé: « *C'est plutôt une France du vieux temps où régnait le drapeau blanc fleurdelisé [...] au Canada, tout ce qui est français, ou peu s'en faut, semble remonter au dix-septième siècle; tout ce qui est moderne porte l'empreinte britannique ou américaine.*⁷⁴ »

« *L'histoire de la Confédération canadienne.
c'est la série lamentable de nos déchéances et de nos défaites par la fausse conciliation.*⁷⁵ »

Henri Bourassa

1.2.3 - De la Confédération à 1960 ou l'art d'apprendre à vivre en minorité.

Dorénavant dans ce nouveau Canada-Uni, les francophones durent apprendre à vivre leur condition minoritaire, dans un ensemble majoritairement britannique qui s'accroissait avec la Confédération de 1867, Québec, Ontario, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick et l'identité *Canadian*. Les Canadiens français acceptèrent la subordination économique et sociale tout en défendant leurs lois, leur langue et leur religion ; plus d'un siècle de défense, de survivance et de conservatisme. Dès le début de la Confédération, les Canadiens français durent se rendre compte que leur langue n'avait pas le même statut que l'anglais. Dans le but de rallier les parlementaires francophones divisés sur l'adhésion à la fédération, l'article 133 prévoyait un "embryon" de bilinguisme officiel au parlement du Canada et aux tribunaux fédéraux. En principe, cet article accordait à l'anglais et au français des droits et des privilèges similaires, dans ces deux secteurs où l'Etat se manifestait plus particulièrement. Pendant près d'un siècle, l'égalité des langues proclamée dans la Constitution de 1867 n'exista qu'en théorie, et les autorités fédérales s'en tinrent toujours au minimum des prescriptions constitutionnelles.⁷⁶ En effet, le français demeura la langue de la traduction et les députés francophones qui voulaient se

⁷⁴Lamothé, Henri de. *Cinq mois chez les Français d'Amérique*. Paris, 1879, p. 23-24.

⁷⁵Cité par Normand, Lester. *Le livre noir du Canada anglais 2*. Montréal, Les Intouchables, 2002, p.7.

⁷⁶L'adoption des timbres-poste bilingues eut lieu en 1927, des billets de banque bilingues en 1936 et des chèques fédéraux bilingues en 1962.

faire comprendre durent recourir à l'anglais. En somme, la proclamation de l'égalité n'a pas empêché l'unilinguisme anglais dans la pratique.⁷⁷ Le *Globe* de Toronto dans son éditorial du 1^{er} juillet 1867 vit dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la naissance d'un Canada blanc, anglais et protestant : « *Nous saluons la naissance d'une nouvelle nation. Une Amérique anglaise unie, forte de quatre millions d'habitants, prendre place aujourd'hui parmi les grandes nations du monde.* » Avec le *Dominion of Canada*, les Canadiens français se trouvèrent relégués au rang de minorité permanente, les anglophones du Québec obtinrent quant à eux, un statut privilégié qui les mettait à l'abri de la majorité francophone de la province.⁷⁸ En outre, la minoration des francophones s'accrut avec l'entrée dans la Confédération des autres provinces anglophones⁷⁹. Malgré un nouveau cadre légal et national, les droits et les pouvoirs des Canadiens de langue française furent systématiquement soumis à la volonté de la majorité anglaise, qui ne portait pas toujours dans son cœur la minorité francophone. Voici ce qu'écrivit le député conservateur D'Alton McCarthy, grand-maître des Loges d'Orange de l'Ontario, en 1888:

Il s'agit de savoir si c'est la Reine ou le Pape qui règne sur le Canada. Il s'agit de savoir si ce pays sera anglais ou français. [...] Nous sommes ici en pays britannique et plus nous nous hâterons d'angliciser les Canadiens français, de leur enseigner à parler l'anglais, moins nous aurons d'ennuis à surmonter dans l'avenir. C'est maintenant que le scrutin doit apporter une solution à ce grave problème ; s'il n'apporte pas le remède en cette génération, la génération suivante devra avoir recours à la baïonnette.⁸⁰

La francophobie se faisait quotidienne alors que les ambitions des Canadiens français étaient modestes, ils craignaient même pour leur survie dans la nouvelle Confédération⁸¹, où ils étaient devenus définitivement minoritaires. Cependant, beaucoup croyaient encore que "leur Canada" était un pacte entre deux nations ou deux peuples fondateurs. En 1912, Henri Bourassa, le fondateur du journal *Le Devoir*, en était persuadé:

⁷⁷Les Canadiens percevront le gouvernement fédéral comme la manifestation d'un pouvoir politique anglais peu ouvert à leurs aspirations et à leurs attentes. Cette attitude sera confirmée lorsque les gouvernements des provinces anglaises, telles, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et l'Ontario adopteront des lois anti-françaises.

⁷⁸Les comtés anglophones du Québec étaient protégés et, pour les abolir, il fallait non seulement le vote de la majorité des députés du Parlement provincial, mais également la majorité des douze députés anglophones. Aucune mesure similaire ne fut adoptée dans les provinces anglaises pour les circonscriptions électorales francophones.

⁷⁹Manitoba (1870), de la Colombie-Britannique (1871), de l'Île du Prince Édouard (1873) et plus tard, de l'Alberta (1905), de la Saskatchewan (1905) et de Terre-Neuve (1949).

⁸⁰Lacoursière, J. ; Bouchard, C. *Notre histoire. Québec-Canada*. Montréal, Éditions Format, 1972, p. 686.

⁸¹Si le Canada est originellement une Union fédérale nous utiliserons cependant le terme de Confédération tant par aisance rédactionnelle qu'en raison de l'usage, car il est celui qui est le plus utilisé depuis 1867.

La base de la Confédération, c'est la dualité des races, la dualité des langues, garantie par l'égalité des droits. Ce pacte devrait mettre fin au conflit des races et des églises et assurer à tous, catholiques et protestants, Français et Anglais, une parfaite égalité des droits dans toute l'étendue de la Confédération canadienne.⁸²

La thèse des deux peuples fondateurs fut un argument central et récurrent des militants de l'Amérique française, jusqu'au dernier quart du XX^e siècle.⁸³ Bien que la *Loi constitutionnelle de 1867* qui créait le Canada contemporain soit partielle et n'impose le bilinguisme parlementaire et juridique qu'au seul Québec, elle représentait un gage de survie à saisir pour de nombreux Canadiens français. De plus, le Parlement canadien avait la possibilité de désavouer toute loi votée par le parlement provincial, les députés pouvaient siéger aux deux parlements, et Québec était maintenu en état de sujétion financière puisque 60 % de ses revenus provenaient du gouvernement central. D'ailleurs, Sir J.-A. Macdonald, Premier ministre du Canada de 1867 à 1873, puis de 1878 à 1891, aimait comparer les provinces à de grandes municipalités complètement soumises au gouvernement national. Habitué à se défendre davantage par la parole que par les actes politiques, le gouvernement du Québec pour sa part n'a semble-t-il jamais cru au pouvoir de l'État pour promouvoir la langue française. La population quant à elle, semblait prendre pour acquis que son gouvernement provincial était tout simplement inapte à défendre le fait français, et ni la *Loi Lavergne* en 1910, ni la *Loi relative à l'interprétation des lois de la province* en 1937 ne purent infirmer cela, bien au contraire.⁸⁴

⁸²Cité dans Conseil de la Langue (Plourde, Michel. dir.), *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*. Montréal, Fides, 2000, p. 147.

⁸³Elle fut reprise par l'abbé Lionel Groulx maître à penser du Québec et par la plupart des intellectuels francophones du Canada français et finit même par être cautionnée en 1967 par le Rapport Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme bien que la majorité anglo-canadienne la rejette depuis son origine. Cf. Paquin, Stéphane. *L'invention d'un mythe. Le pacte entre deux peuples fondateurs*. Montréal, VLB Editeur, 1999.

⁸⁴Les deux seuls cas où un gouvernement québécois s'est permis de légiférer en matière de langue sont révélateurs de l'attitude timorée des dirigeants de l'époque. Ainsi en 1910, sans la détermination, du député Armand Lavergne et d'une pétition forte de 1,7 million de signatures réunissant presque toute la population du Québec y compris les anglophones, il est peu probable que le gouvernement québécois ait adopté « la Loi amendant le Code civil concernant les contrats faits avec les compagnies de services d'utilité publique » qui modifiait le chapitre 40 du Code civil du Québec. « La loi Lavergne » bien que de portée limitée constituait la première affirmation de l'État québécois en matière linguistique, car elle obligeait les entreprises des services publics établies au Québec, à utiliser sur un pied d'égalité la langue anglaise et la langue française. Toutefois, son application fut très progressive et n'empêcha pas le gouvernement de la vieille capitale d'émettre ses propres chèques en anglais jusqu'en 1925. Quant au gouvernement fédéral, il attendra jusqu'en 1936 pour rendre la monnaie bilingue et 1962 pour que les chèques puissent être rédigés en français. La deuxième "loi linguistique" date du 20 mai 1937 et fut instiguée par le Premier ministre provincial Maurice Duplessis (1890-1959). Elle donnait la priorité au texte français dans l'interprétation des lois et règlements du Québec. « Il est normal d'accorder la préséance au français, langue de la majorité au Québec. » Cependant, elle mécontenta à ce point la minorité anglaise que, le 31 mars 1938, Maurice Duplessis reconnut publiquement "son erreur" fit abroger sa loi. Cette volte face linguistique, passa pour un acte de « courage politique » et a valu au Premier ministre les félicitations de toute la communauté anglophone.

Ces deux cas "d'interventionnisme linguistique" prouvent à quel point, les gouvernements québécois de l'époque étaient tributaires de la minorité anglophone pour traiter leurs propres affaires, mais également le manque d'habitude à agir, du moins en ce domaine, en tant que représentants de la majorité francophone du Québec. Plus encore, le législateur québécois était totalement dépendant de la langue anglaise dans la rédaction de ses propres lois. En effet, elles étaient d'abord rédigées en anglais ou calquées sur des textes votés par des législatures anglo-saxonnes.⁸⁵ Il est à souligner que de nombreux fonctionnaires du gouvernement du Québec demeurèrent unilingues anglais jusqu'à la fin des années 1950, particulièrement les juristes et les hauts fonctionnaires. Cette dépendance linguistique ne faisait que refléter un état de dépendance généralisée que nous avons déjà longuement présenté. C'est entre 1860 et 1920 que la question du *French Canadian Patois* fit la une des journaux. Les Canadiens français constataient avec stupéfaction que les anglo-Canadiens et les Américains étaient persuadés qu'ils parlaient non pas le français mais un patois incompréhensible.

Les Canadiens, qui se vantent de parler français, ne parlent qu'une sorte de patois ! Pour ma part, je ne les comprends pas. J'ai cependant appris le « *Parisian French* » dans ma jeunesse, mais je ne puis saisir un seul mot de leur charabia ! Ce n'est point du français, c'est du « *Canadian French* » !⁸⁶

Cette question tourmenta l'intelligentsia canadienne-française durant un demi-siècle et servit entre autres, de prétexte aux *Canadians* pour remettre en cause les acquis de la langue française. En cela, ils utilisaient une technique fréquemment usitée afin de contester les fondements et les bases d'une communauté en qualifiant sa langue de *patois* ou de *dialecte*, ce qui suffisait en soit à justifier la non reconnaissance de droits linguistiques à l'égard de cette minorité nationale.⁸⁷ En 1871, le Nouveau-Brunswick interdit le français dans la province ; le Manitoba fit de même en 1890 avec la Loi sur la langue officielle. Ces mesures législatives consternèrent tous les Canadiens français du pays, y compris au Québec.

⁸⁵ Les lois québécoises pouvait être rédigées dans un français tellement incorrect ou confus qu'il valait mieux, pour comprendre le sens des textes de loi, recourir à la version anglaise, écrite dans une langue grammaticalement plus correcte.

⁸⁶ Propos tenus en septembre 1916 par une ressortissante anglo-canadienne lors d'une discussion avec la chanteuse française France Ariel, celle-ci le retranscrit dans son journal qu'elle publia sous le titre de, « *Canadiens et Américains chez eux, journal, lettres, impressions* », Montréal, Grangers Frères, 1920 et dont Chantal Bouchard utilisa de larges extraits dans « *France Ariel, Canadiens et Américains chez eux* », in *Agotem*, Paris, Obsidiane, n°1 juin 2003, p.50-57.

⁸⁷ Ce dédain perdura même au-delà de la Révolution tranquille et Pierre Elliot Trudeau alors Ministre de la Justice accusera les Québécois de parler un « *Lousy French* » c'est-à-dire un « français pouilleux ».

Dès lors, ils durent accepter que leur langue qu'ils croyaient pancanadienne, soit limitée aux frontières de leur seule province. Le 18 janvier 1937 un chroniqueur linguistique, Jacques Clément, écrivait dans le journal *La Presse* :

L'élite des États-Unis et la classe instruite des franco-américains ont une très mauvaise opinion de notre parler, et nos compatriotes d'outre quarante cinquième en souffrent. [...] C'est une pitié que d'entendre notre classe soi-disant instruite. Son langage en public est mauvais, en famille et dans l'intimité, il est atroce.⁸⁸

En 1951, la présence des cadres francophones dans les entreprises n'était encore que de 6,7 % et les grandes compagnies réservaient ordinairement leurs postes dirigeants aux *Canadians*. L'historien Michel Brunet rappelle que certaines compagnies du début du XX^e siècle allaient même jusqu'à afficher l'avis suivant: « *French need not to apply* », c'est à dire « *Les francophones n'ont pas besoin de postuler à un emploi* ». La discrimination se poursuivait avec plus de discrétion par la suite, mais elle n'en demeura pas moins efficace. Dans la plupart des villes du Québec l'anglais était la langue de l'affichage, du travail, du commerce, de l'innovation et par conséquent de la promotion sociale, rendant l'attractivité du français bien mince. C'est aussi vers l'anglais que se dirigèrent les milliers d'immigrants, venus au Québec entre 1900 et 1950, soit au final 500 000 individus. A force de vivre dans un univers qui ne leur appartenait pas et qu'ils ne contrôlaient plus, les Canadiens français en arrivèrent à ne plus pouvoir nommer cet univers⁸⁹. Les termes anglais s'introduisirent massivement dans la langue de la population ouvrière urbanisée qui ne connaissait pas leurs équivalents en français.⁹⁰

Il s'agissait d'une anglicisation totale de secteurs entiers de l'activité humaine. Comme le souligne Jean-Claude Corbeil, célèbre linguiste : « *La notion d'emprunt ne peut plus désigner ce phénomène.* » Partout, même dans des villes où les francophones étaient majoritaires, l'anglais était omniprésent, le français boiteux, le bilinguisme rare⁹¹.

⁸⁸Cet extrait de Clément, constitue un fragment des nombreux écrits qu'il produisit dans la Rubrique *Barbarismes canadiens*, qui vit le jour sous la plume d'Arthur Buies en 1865 dans le journal *Le Pays*. Jusqu'en 1960, 64 autres chroniques parurent dans des périodiques francophones. *La Presse* les publia durant 45 ans, *La Patrie*, 28 ans et *Le Droit*, 20 ans. Jacques Clément collabora durant 18 ans à cette rubrique où s'illustrèrent également Louis Fréchette sous le pseudonyme de Cyprien et Lionel Groulx sous celui de Lionel Montal. Cf. Daoust, Paul. in *Le français au Québec*. p. 200.

⁸⁹Cf. Brouillette, Benoît. *La pénétration du continent nord-américain par les Canadiens français (1763-1846). Traitants, explorateurs, missionnaires*. Montréal, Fides, 1979, 242 p.

⁹⁰En situation industrielle, les francophones étaient incapables de dire en français ce qu'ils faisaient, de nommer en français les outils qu'ils manipulaient ou les opérations qu'ils exécutaient.

⁹¹ Cf. Frenette, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal, Boréal, 1998, p. 37-140.

Le ressentiment d'une fraction militante des Canadiens français nationalistes s'exprimait avec une intensité croissante envers leurs compatriotes à mesure que la blessure de 1763 s'estompait : « *Quelle raison avons-nous de prolonger cette mentalité de valets, de "porteurs d'eau et de scieurs de bois" ?*⁹² ».

Cette opinion sur la langue française et le fait sociétal francophone pan-américain jusqu'aux années soixante se limita pour l'essentiel à l'énonciation du simple constat. Durant tout le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, l'essentiel de l'évolution collective des francophones du Québec échappa complètement à l'influence de la France laïque et républicaine, ainsi qu'en grande partie à la francité que pouvait véhiculer la "protofrancophonie". Seule l'Eglise, comme l'écrivirent les historiens Hamelin et Provencher était l'instance suprême qui légitimait les idéologies, le lieu où la nation se définissait, la police qui freinait la transformation des mœurs engendrées par l'industrialisation et la perte du lien national. Elle incarnait et promouvait le projet d'une société centrée sur un Canada biculturel : « *où un peuple composé d'une majorité d'agriculteurs*⁹³ *s'épanouirait dans la ligne de son destin catholique et français.*⁹⁴ » Cette idéologie faisait appel à la mission divine spirituelle d'un peuple d'agriculteurs, voué à propager la foi catholique et la langue française en Amérique du Nord. Dans cette perspective, la langue française était considérée comme une protection contre l'hérésie protestante liée à l'anglais. Dans sa brochure intitulée *La langue, gardienne de la foi* de 1918, Henri Bourassa (1868-1952), fondateur du *Devoir* associait étroitement lui aussi la langue et la religion en terre d'Amérique :

Si nous voulons défendre notre patrimoine intellectuel et national [...], nous devons le faire selon l'ordre harmonieux de nos devoirs sociaux et de notre vocation providentielle. Ne luttons pas seulement pour garder la langue et la foi ; luttons pour la langue afin de mieux garder la foi.⁹⁵

⁹²Paul de Chartres, « Il faut re franciser : acquérons notre visage. » *L'Emerillon*, juin-juillet 1956, p. 235.

⁹³Brunet, Michel. *Canadiens et Canadiens, études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*. Montréal, Fides, 1954, 173 p. Pour consulter la présentation synthétique de ce thème lire Brunet, Michel.

« Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme » Entrevue reproduite dans *Le Devoir*, 22 octobre 1974. Pour de plus amples renseignements sur "l'Agriculturalisme" et le Canada français, nous conseillons la lecture de la thèse de Maurice Séguin : *La nation canadienne et l'agriculture* Montréal, UDM, 1947, qui fut publiée en 1970. Maurice Séguin, Michel Brunet et Guy Frégault incarnèrent le courant historiographique appelé « Ecole de Montréal ».

⁹⁴Frenette, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal, Boréal, p. 107.

⁹⁵Extrait du célèbre discours d'Henri Bourassa du 20 novembre 1918 prononcé au Monument national de Montréal en présence des abbés Groulx et Perrier qui fut complété et publié, par le directeur du *Devoir* sous le titre : *La langue, gardienne de la foi traditions nationales et religieuses des Canadiens français*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1918, 84 p.

Pour sa part l'abbé Lionel Groulx, directeur de la revue *L'Action française* en 1920 développa largement cette idéologie du "bouclier de la langue" permettant de résister à la puissance envahissante du protestantisme anglo-américain. Dans un article daté de 1936, et reprenant ce même thème développé par Henri Bourassa, Mgr Paul-Emile Gosselin du Conseil de la survivance française, associait ainsi la survivance linguistique à la survivance religieuse :

La langue française est chez nous gardienne de la foi en cet autre sens plutôt négatif celui-là qu'elle nous maintient dans une atmosphère entièrement, sinon intensément catholique: le climat religieux de la race à laquelle nous appartenons, alors que l'anglais présente ce danger de nous mettre en relation avec les cent millions de protestants et de libres-penseurs qui nous entourent sur ce continent.⁹⁶

Contrairement à ce que craignaient les Anglais partisans du « *One Nation, One Language* », la défense du français ne déboucha pas sur une remise en cause des structures politiques. La question de la survivance linguistique et culturelle ne semblait pas liée au pouvoir économique et politique. Bien au contraire, le clergé et les élites francophones soutinrent en général l'ordre établi et acceptèrent la domination anglophone comme allant de soi. Les envolées oratoires, relatives à la souveraineté du Québec d'Honoré Mercier, le nationalisme canadien-français d'Henri Bourassa ou l'affirmation provinciale duplessiste ne recelaient pas en eux-mêmes un processus indépendantiste efficient. La défense de la langue française passait par le traditionalisme et le conservatisme des valeurs rurales, l'exaltation des archaïsmes, l'apologie de la langue originelle et du thème des ancêtres, la phobie de la langue et de la littérature de la France révolutionnaire, républicaine, laïque, universalisante et contemporaine. Les Canadiens français ne faisant pas de distinction entre catholicité et langue française refusaient donc l'héritage des Lumières et celui de 1789, et subissaient depuis 1871 toute une série de restrictions de leurs droits scolaires, en raison de leur langue, plus que de leur religion⁹⁷. A la suite du Règlement 17 adopté par l'Ontario en 1912, la différenciation débuta.

⁹⁶Cf. site du laboratoire de recherche de l'université Laval, *Trésor de la langue française*, consultable sur http://www.tlfr.ulaval.ca/AXL/francophonie/HISTfrQC_s3_Union.htm

⁹⁷Cf. Blay Jacqueline, *L'Article 23. Les péripéties législatives et juridiques du fait français au Manitoba, 1870-1986*. Saint-Boniface, Editions du Blé, 1987, 392 p. Brown, Robert. *Minorities, Schools and Politics*. Toronto, University of Toronto Press, 1969, 111 p. Choquette, Robert. *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1980, 268 p.

L'idéologie officielle de l'Eglise qui avait défini les Canadiens français comme un peuple catholique, français et rural ne correspondait plus à la réalité des années 1930.⁹⁸

Le peuple demeurait attaché à sa religion, mais il devenait manifeste que la religion n'avait pu enrayer l'état de déchéance où survivait la langue française, signe de la servitude individuelle et collective des Canadiens français. D'ailleurs, aux yeux des autorités de l'Eglise Catholique apostolique et romaine, le Canada était devenu une colonie britannique et sa langue d'usage était forcément l'anglais. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Eglise continua toutefois de contrôler l'éducation et la santé. Un siècle après l'acte d'Union, l'impuissance et la soumission d'un Québec essentiellement rural et catholique étaient révolues, il devenait absolument nécessaire que l'Etat québécois intervienne afin d'assurer la protection et la défense des citoyens sur les plans sociaux, économiques, éducatifs et linguistiques. Les problèmes relatifs à la langue se transformèrent alors en revendications d'ordre politique. La mort du Premier ministre québécois Maurice Duplessis, en 1959, coïncida avec le signal de départ du processus de modernisation accélérée du Québec que l'on appela « *Révolution tranquille* ».

Nous avons établi à travers ce premier chapitre de portée rétrospective et informative, un état des lieux et défini un cadre indispensable à la bonne interprétation de ce que furent la naissance et l'enracinement de la langue française et du fait francophone au Québec, et ce jusqu'aux années 1960. Sans être victime « *des idoles de la tribu des historiens* »⁹⁹ et avec toutes les limites qu'un historique rétrospectif induit, nous réaffirmons que l'absence d'une justification à minima de l'enracinement du français au Québec handicape lourdement, à défaut d'interdire, la mobilité dans le jeu des échelles spatiales et chronologiques. Sans ce préalable, nous estimons qu'on ne peut retranscrire et expliquer toute la réflexion et la mise en hypothèse d'une quelconque spécificité de la relation Francophonie-Québec, pourtant cœur de notre recherche.

Cette "prépotence" des origines nous paraît d'autant plus indispensable à souligner qu'aucune recherche historique de type universitaire n'a accompli cette réflexion dans l'optique de notre problématique, alors que la francophonie en tant qu'objet d'histoire demeure en dépit de sa structuration graduelle, un concept et une réalité encore flous et

⁹⁸En 1941, seulement 35 % de la population de la province (3,3 millions) habitait dans des régions rurales et moins de 30 % vivait de l'agriculture.

⁹⁹Dosse, François. *L'histoire en miettes*. Paris, La découverte, 2005, p. 21.

son passé, « *un présent en glissement* ¹⁰⁰ ». La non considération de ces deux facteurs, histoire de la langue française en France et au Québec mène selon nous, à une hyper sectorisation qui rompt la dynamique générale du processus historique. Sans désirer rouvrir la boîte de pandore des débats historiographiques stériles entre chapelles, qu'elles fussent de France, d'Europe ou d'Amérique, nous considérons cette maïeutique historique du refus "du prolongement temporel", comme à haut risque pour une recherche ayant trait à l'histoire politique et culturelle qui souhaite démontrer, les synergies et les liens qui unirent et unissent la francophonie et le Québec. A travers ces exemples choisis et croisés, nous avons souhaité insérer pleinement notre recherche en histoire immédiate dans un schéma historique de la longue durée.

Si la francophonie est indubitablement, le produit de facteurs et d'un contexte propre à la seconde moitié du vingtième siècle, comme nous le démontrerons dans le prochain chapitre de notre première partie, les mécanismes propres à la géohistoire, en reliant pleinement la langue au contexte sociétal qui engendra le Québec contemporain dotent selon nous, notre recherche francophoniste d'un prisme d'analyse affiné et renforcé qui tient compte des mises en garde usuelles énoncées par François Simiand¹⁰¹ au sujet des oripeaux des historiens du politique. En effet, la non utilisation de la pleine temporalité dans ce genre de recherche en histoire, selon nous, émiette et brise le rapport même des civilisations et des aires linguistiques. « *Une civilisation est à la base un espace travaillé par les hommes et l'histoire.* ¹⁰² » Il y a parfois des évidences qui sont bonnes à répéter, surtout en histoire immédiate, suspectée encore d'une déficience ontologique.

¹⁰⁰ Lepetit, Bernard. *Les formes de l'expérience*. Paris, Albin Michel, 1995, p. 296.

¹⁰¹ Simiand, François. « Méthode historique et science sociale », in *Revue de synthèse historique*, 1903, repris dans les *Annales* 1960, p.117.

¹⁰² Braudel, Fernand. *La méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Paris, Armand Colin, Ed. 1966, tome 2, p.107.

« Si nous ne sommes pas vigilants, nos langues et nos civilisations seront absorbées par une civilisation unique, totalitaire sur le mode nazi ¹ »

Léopold Sédar Senghor

CHAPITRE II

DEFINITIONS, APPROCHES ET ACTEURS DE LA "FRANCOPHONIA"² ET DE L'ESPACE FRANCOPHONE

Tout au long de ce chapitre, nous comptons dégager les caractères et les particularismes propres à la francophonie, et cela de son énonciation par Onésime Reclus à la fin du XIX^e siècle, jusqu'à la période ultra contemporaine au cœur de notre problématique. A travers l'œuvre et la pensée de son théoricien, nous soulignerons la spécificité ontologique de la francophonie, qui selon nous explique en grande partie son non développement durant huit décennies, période profondément marquée par le nationalisme, le caractère ethnocidaire du colonialisme y compris français, et l'ethnisme séculaire des peuples et des nations. En raison de sa relecture du rapport à l'autre, *unité dans la diversité* et de son ambition déclarée de promouvoir, une civilisation francophone universelle passant par le particulier, il nous semble primordial d'effectuer un examen approfondi des différentes acceptions et nuances présentes dans la francophonie, mot polysémique par excellence, ainsi que des autres concepts tels, francité et diversité culturelle qui la renforce ou la précise. Après avoir mené une analyse générale et des différents champs et dimensions auxquels la francophonie renvoie, nous procéderons à une analyse de la francophonie, à travers le prisme québécois et du Québec à travers le prisme de la francophonie. Ainsi ce jeu d'échelles et de va-et-vient entre les deux partenaires que sont le Québec et la francophonie permettra d'évaluer l'impact réel de chacun vis-à-vis de l'autre.

¹Propos rapportés par Stélio Farandjis lors du colloque *L.S. Senghor, : Africanité-Universalité*, du 29 au 30 mai 2000, organisé par l'Université Paris XIII.

²Nous définissons la *francophonia* comme la somme cumulative des imaginaires et des diverses réalités francophones.

« ...nous acceptons comme francophones
tous ceux qui sont ou semblent destinés à rester participants de notre langue. »³

Onésime Reclus

2.1 - Onésime Reclus : Théoricien de la francophonie.

A travers cette sous-partie, nous allons nous intéresser au contexte et aux motivations qui poussèrent Onésime Reclus à concevoir et à théoriser ce mot polysémique de francophonie composé à partir d'une racine latine : « *franco* » et d'une racine grecque : *phonia/e*. Nous démontrerons au moyen de larges extraits issus de son oeuvre qu'il existe dans la pensée reclusienne, une "conscientisation" particulièrement poussée de la dimension et de la problématique francophone au Canada. Ainsi loin d'être anecdotique ou artificielle nous prouverons que dès sa conception au XIX^e siècle, la francophonie possédait une relation particulière, privilégiée et intense avec la vallée laurentienne. Ce fut bien Reclus, bien avant de Gaulle, qui commença donc à payer « *la dette de Louis XV* » vis-à-vis des Canadiens français et des futurs Québécois en concevant la francophonie.

Pour Reclus (...) Les langues vouées à un avenir international, comme l'anglais et le français, se révélaient être des facteurs capables d'influencer durablement, en matière culturelle, les « milieux humains ». Elles permettraient donc ainsi de faire profiter le plus grand nombre des avancées politiques, techniques, économiques et culturelles des nations les plus développées⁴.

Jacques Barrat

2.1.1 - Un humaniste en son siècle.

Onésime Reclus⁵ naquit à Orthez en 1837, dans une famille protestante du Béarn dont le père était pasteur. Géographe et homme de lettres il pâtit, tant de son vivant qu'après sa mort, de la renommée de son célèbre frère Elisée Reclus. Certains attribuèrent même à celui-ci la création des mots francophonie et francophone qui apparurent pourtant de façon indubitable pour la première fois en 1880, sous la plume d'Onésime Reclus

³Reclus, Onésime. *France, Algérie et Colonies*. Paris, Hachette, 1880, p. 422.

⁴Barrat, Jacques, Moisei Claudia. *Géopolitique de la francophonie, un second souffle ?* Paris, La documentation française (DF), 2004, p. 15

⁵Portrait d'Onésime Reclus (1837-1916) Cf. Figure 2.1.

encadrés de guillemets signe de leur nouveauté, dans *France, Algérie et colonies*⁶ ouvrage de réflexion sur le destin colonial français et les rapports de force dans le monde à la fin du XIX^e siècle. Le facteur linguistique était pour lui essentiel, alors que traditionnellement seules les appartenances nationales, ethniques ou religieuses servaient d'axes directeurs aux études en sciences humaines. Dans ce même ouvrage⁷, il estimait au 31 décembre 1880, le nombre de francophones dans le monde à 47 825 000 personnes : 41 600 000 en Europe, 3 560 000 en Afrique, 2 580 000 en Amérique et 85 000 en Océanie⁸. Ce qui représentait selon lui, « la puissance maxima de la francophonie de l'époque. »

La terminologie relative à notre problématique était née, la *francophonie*⁹ reclusienne était un regroupement linguistique duquel découlait une proximité culturelle se déployant dans un espace géographique donné. En cela, la définition proposée par Reclus croise des notions linguistiques, culturelles, géopolitiques, historiques et sociales. Dans *Le plus beau royaume sous le ciel*¹⁰ ou *La France à vol d'oiseau*¹¹, Onésime Reclus géographe descriptif dépeint avec un lyrisme patriotique, les paysages et les populations de France, à la manière d'un Jules Michelet. Il maniait avec amour le français dans un style précis, énergique et poétique qui rendait communicative l'émotion de ses descriptions. Toutefois, son œuvre recelait également une dimension politique, en effet, s'il analysait la géographie de la France, il se faisait aussi promoteur de l'aventure coloniale française, notamment en Afrique. En cela, nous pouvons souligner une certaine proximité idéologique avec la III^{ème} République qui s'était lancée dans la valorisation de son deuxième empire.

⁶Reclus, Onésime. *France Algérie et colonies*. Paris, Hachette, 1880, 802 p.

⁷Cet essai se subdivise en trois parties d'inégales longueurs dont les approches varient en fonction du thème traité. La 1^{ère} partie intitulée *France* (p.1-588) aborde des questions à la fois historiques, géographiques, géopolitiques, culturelles, linguistiques et sociales. Au chapitre VI *La langue française en France, en Europe, dans le monde, langue d'oïl et langue d'oc* (p. 407) apparaissent pour la première fois les termes francophone et francophonie. La 2^{ème} partie se nomme *Algérie* (p.591-694) et reprend peu ou prou les mêmes thèmes mais en privilégiant la géographie physique et humaine, les références historiques servant avant tout à cautionner la colonisation du continent africain, tout en soulignant le caractère spécifique de l'Algérie qui à ses yeux « n'est point colonie mais terre de France ». La 3^{ème} partie (698-750) est une présentation géographique descriptive de l'ensemble de l'Empire d'où découle une analyse prospective.

⁸L'estimation relative à l'Asie faisant défaut, op. cit. p. 423.

⁹Reclus, Onésime. op. cit, Paris, Hachette, 1880, p. 424.

¹⁰Id. *Le plus beau royaume sous le ciel*. Paris, Hachette, 1899, 861 p.

¹¹Id. *La France à vol d'oiseau*. Paris, Flammarion, 1908, vol. 1, 571 p., vol. 2, 564 p.

Il développe sa pensée en matière coloniale dans des ouvrages aux titres évocateurs : *Le partage du monde*,¹² *France, Algérie et colonies*¹³ ou encore *Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique : Où renaître ? Et comment durer*¹⁴ ? Néanmoins, il est indispensable de préciser que la réflexion et la plupart des écrits d'Onésime Reclus comportent une volonté marquée de coopération et d'un pré-dialogue Nord Sud synonyme de développement équitable, qui fait nécessairement défaut au colonialisme français, même héritier de 1789 et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. La théorie échaufaudée par Reclus repose sur l'idée d'influence du milieu ; la langue apparaît comme le socle des empires, le lien solidaire des civilisations :

Il n'y a plus de races, toutes les familles humaines s'étant entremêlées à l'infini depuis la fondation du monde. Mais il y a des milieux et il y a des langues. Un ensemble de conditions physiques, sols, climats, vents, pluies, soleil, mariage de la terre et de la mer ou divorce entre l'une et l'autre, a fait d'un confus brassement de "races" des peuples parfaitement distincts". Dès qu'une langue a "coagulé" un peuple, tous les éléments "raciaux" de ce peuple se subordonnent à cette langue. C'est dans ce sens qu'on a dit : la langue fait le peuple, *lingua, gentem, facit*¹⁵.

Par conséquent, nous pouvons affirmer que la francophonie sans être une réalité numérique extrêmement précise, ni de nos jours ni à la fin du XIX^e siècle, se présentait dès sa conception, comme une communauté de langues et de valeurs flexibles rompant avec l'approche géopolitique des nationalités, des "races" et des confessions en vigueur à l'époque.

¹²Reclus, Onésime. *Le Partage du monde*. Paris, Librairie Universelle, 1906, 307 p.

¹³Id. *France, Algérie et Colonies*. Paris, Librairie Hachette, 1880, 802 p.

¹⁴Id. *Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique : où renaître ? et comment durer ?* Paris, Librairie Universelle, 1904, 303 p.

¹⁵Id. *Un Grand destin commence*. Paris, La Renaissance du livre, 1917, p. 114.

« J'aime beaucoup mieux la Paix que le Canada
et la France peut être heureuse sans Québec¹⁶. »

Voltaire

2.1.2 - Onésime Reclus : de la primauté de l'Afrique en passant par l'Amérique, vers un monde francophone ?

Onésime Reclus reprit et utilisa dans ses ouvrages de géographie humaine les concepts de francophonie et de francophones. Par exemple, *Dans l'Atlantide, pays de l'Atlas*¹⁷ publié au début du XX^e siècle, il dénombre les populations en fonction de la langue qu'elles utilisent au sein du noyau familial et à l'extérieur de celui-ci¹⁸, notamment dans leurs relations sociales. Selon Reclus, l'avenir de la langue française et par conséquent la place de l'Hexagone dans le monde, étaient conditionnés à l'enracinement du français en Afrique et il appelait de ses vœux, l'édification d'une « *Afrique française* » unifiée par « *la diffusion de la langue nationale.* » Troublante anticipation du rôle de l'Afrique pour la francophonie et plus largement de la langue française à travers le monde, lorsque l'on sait que ce sont trois Présidents africains Léopold Sédar Senghor, Habib Bourguiba et Hamani Diori qui portèrent sur les fonds baptismaux la francophonie contemporaine, cinquante ans après les écrits d'Onésime Reclus alors tombés dans l'oubli.

Toujours clairvoyant, Onésime Reclus fut d'une étonnante lucidité au sujet de la France et de son rôle lors du siècle à venir. En cette fin de XIX^e siècle, il estimait que celle-ci se fourvoyait doublement en voulant présider aux destinées de l'Europe, et demeurer une nation de premier ordre par sa seule puissance hexagonale : « *proportionnons l'œuvre à l'ouvrier.* » Conscient des forces et des lacunes que recelaient la civilisation et la langue française Onésime Reclus consigna :

¹⁶Propos de Voltaire, extrait d'une correspondance avec Choiseul, ministre de Louis XV, qu'Yves Michaud, alors Délégué général du Québec à Paris a fait inscrire sur le buste du philosophe et qui trônait dans l'entrée de la Délégation.

¹⁷Id., *L'Atlantide. Pays de l'Atlas : Algérie, Maroc, Tunisie*. La Renaissance du Livre, Paris, 1919, 251 p.

¹⁸D'après le cens de 1911 la Tunisie comptait parmi ses étrangers 35 563 francophones dont 27 393 Italiens. Cf. : Tétu, Michel. *La Francophonie, histoires, problématique, perspectives*. Montréal, Guérin Universitaire, 3^{ème} édition revue et corrigée, p. 43.

Empire d'Afrique, Madagascar, Indo-Chine (sic), semblent nous garantir la perpétuité, ce qui veut dire, humainement parlant, la longue continuité de notre idiome. Il cessera d'être la langue faussement dite universelle ; mais, retiré dans son grand coin du monde, il deviendra le verbe de centaines de millions d'hommes de toute origine, fils de Japhet, de Sem, de Cham, de Gog et Magog et autres ancêtres inconnus.(...) il résonnera sur les deux rives de la Méditerranée, et aussi sur les deux bords de l'Atlantique¹⁹.

Toujours à propos du français et de son avenir qu'il qualifiait de « *mondial* » pour le XX^e siècle, il parvint avec une étonnante sagacité à anticiper les lignes directrices de cet idiome de son rayonnement et à souligner les failles internes de l'aire francophone.

Le français jouit encore de la prépondérance que lui firent, il y a deux cents ans, la splendeur de la cour du Grand Roi, il y a cent ans l'esprit de ses écrivains ; mais cette royauté touche visiblement à sa fin : l'anglais passe au premier rang, et derrière l'anglais s'avancent le russe, l'espagnol, et même le portugais grâce au Brésil. Pour le moment le français règne encore comme lien de la société, langue du plaisir, du théâtre, de la politique. C'est l'instrument de la diplomatie depuis le traité de Nimègue, ce qui lui donne déjà plus de deux cents d'empire. Tous les gens dits hommes du monde le parlent, (...). Les Italiens, les Portugais, les Roumains, les Néo-Latins d'Amérique l'apprennent facilement, sauf l'accent : n'est-ce pas le fils du latin, père de leurs propres langages ? Hors de France, non compris les millions d'hommes pour lesquels c'est la langue essentiellement distinguée, et comme la seconde langue maternelle, hors de France, son empire direct, diminué par la perte de nos vieilles colonies s'agrandit peu de nos jours (...) Toutefois c'est le parler national de plus de 3 à 4 millions d'Européens et d'autant de non Européens²⁰.

Si la vision d'Onésime Reclus à propos de la francophonie est une notion englobante et mondiale, elle n'est en rien une entité pan-française sur le mode du pan-germanisme. Dès sa conception, Reclus la conçoit comme une nouvelle échelle spatiale et humaine, capable de relier la francité à l'ensemble des variables civilisationnelles. A ce titre, Reclus, s'il est pétri de culture républicaine du XIX^e siècle, n'en imagine pas moins une alternative internationale, valable pour le XXI^e siècle et la mondialisation.

¹⁹Reclus, Onésime. *Le plus beau royaume sous le ciel*. Paris, Hachette, 1899, p. 842.

²⁰Id., *France Algérie et Colonie*. Paris, Hachette, 1880, p. 414-415.

« L'Etat du Québec a la responsabilité de mener une politique de relations internationales dans tous les domaines de sa juridiction. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il est l'instrument premier d'action collective du peuple québécois, le levier principal de son développement économique, social et culturel et qu'il lui faut pour jouer ce rôle « assumer le défi de l'interdépendance »²¹ » comme le soulignait l'énoncé de politique du ministre Bernard Landry publié en juin 1985. »

Yves Martin

2.1.3 - La "mondialisation" des langues et la francophonie : les rapports de force.

Onésime Reclus par ces quelques alinéas dessinait les contours de l'espace francophone international, tout en abordant la question de la néo-latinité en Amérique et plus largement les liens qui unissent les langues latines au français. Il les qualifia à maintes reprises de langues sœurs, preuve de la contemporanéité et de la pérennité d'une part importante de sa réflexion, au vu des rapprochements récents entre la francophonie, l'hispanophonie et la lusophonie. L'Union latine redevenant une piste concrète de diversité culturelle et de respect des identités et des langues issues de la méditerranée. Cependant avec lucidité, conscient des limites de l'espace francophone mondial, il n'oubliait pas d'ajouter à propos des francophones et du potentiel des locuteurs de langue française :

Dans l'état présent, il faut au moins dix ans aux francophones pour augmenter de 2 millions. Comme la France est inféconde, que la Belgique et la Suisse n'ont plus de place pour les nouveaux venus, nous ne pouvons attendre un rang d'accroissement meilleur que de deux pays plus jeunes que le nôtre, l'Afrique du Nord ; âgée de cinquante ans et le Canada, qui n'a pas encore trois siècles. Les mêmes dix années donnent à la langue anglaise déjà deux fois plus parlée que la notre, au moins quinze millions d'anglophones ; à la langue russe, dix millions de russophones. Aux deux langues sœurs de l'Ibérie, huit à dix millions de castillanophones ou de lusitanophones²².

Son exposé prospectif, une fois encore fait mouche lorsqu'il aborde sans utiliser le terme la "globalisation", qu'il augure presque un siècle avant la réalité de cette conjoncture. De plus, il pressentit l'extinction des langues indigènes et la disparition programmée à plus ou moins long terme des langues minoritaires à l'échelle mondiale et plus spécifiquement en Amérique.

²¹Martin, Yves. « Le Québec, maître d'œuvre de ses relations internationales ? » *L'Action Nationale*, vol. 79, n° 10, décembre 1989, p. 1212-1223.

²²Reclus, Onésime. *France, Algérie et Colonies*. p. 423-424.

Comme le seul anglais prend la place des idiomes indiens de l'Amérique du Nord terre franco-canadienne à part, comme l'espagnol et le portugais dévorent chaque année quelques vocabulaires de l'Amérique du Sud, les langues des peuples colonisant finiront en tous pays par étouffer les autres. Dans quelques siècles on ne parlera sans doute que l'anglais, le russe, l'espagnol, le portugais, le français, l'hindoustani, le chinois, peut être l'arabe. Pourvu qu'au lieu de toutes ces langues, dont chacune a sa beauté ne se forme un jour un sédiment (...) un patois sans harmonie, sans poésie, sans noblesse, sans flexibilité, (...) une langue franque, un sabir, un papamiento né du concours de tous les commerçants du Globe ! ²³.

Reclus souligna également le besoin d'unité de la francophonie ou à défaut celui de cohésion, nécessaire aux francophones pour assurer leur pérennité sur la longue durée. Il évalua une masse critique minimale indispensable au maintien et au développement de la langue française vecteur de francophonie. L'évaluation qu'il réalisa nous semble des plus réalistes et justes quant au rapport de force linguistique de la fin du XIX^e.

48 millions d'hommes, c'est à peu près le trentième des mortels puisqu'on estime la race effrontée de Japet à quatorze ou quinze cent millions d'êtres. Il ne faut pas trop descendre en dessous de cet humble trentième ; il serait bon que la francophonie doubla ou tripla pendant que tripleront certaines hétéroglotties car l'humanité qui vient se souciera peu des beaux idiomes, des littératures superbes, des droits historiques ; elle n'aura d'attention que pour les langues très parlées, et par cela même très utiles. [...] « La vulgarité prévaudra » sur cette Terre où les monts s'émiettent, où les lacs se comblent, où les cascades s'usent, où les forêts tombent, où les nations meurent, où l'humanité vieillit²⁴.

Sa modération pragmatique serait des plus constructives aux évaluateurs francophonistes actuels, pêchant souvent sans réelle mesure. Certains tel Jean-Louis Calvet limitent par excès de pessimisme la francophonie à une centaine de millions de locuteurs, alors que d'autres proches de Maurice Druon avancent le chiffre outrancier du demi-milliard.

Nous avons volontairement choisi d'utiliser de longs extraits des écrits d'Onésime Reclus, afin de donner une vision plus exhaustive de sa pensée que celle habituellement retranscrite par les francophonistes. Ceux-ci le présentent soit comme un géographe épris d'encyclopédisme, en prenant soin de gommer son appui déterminé à l'aventure coloniale française, soit ne retiennent de lui que cet aspect. Au nom de cette filiation théorique, ils

²³Ibid. p. 439-440.

²⁴Ibid. p.424- 440.

fustigent la francophonie passée et présente l'accusant d'être une résurgence travestie d'un impérialisme hexagonal²⁵. Alors que cet auteur écrivait :

Nous renonçons pour notre chère et claire langue à son ancienne hégémonie nous ne la regrettons même pas. [...] A la royauté du français nous devons la moitié de notre colossale ignorance. Tous les hommes instruits de la Terre savent au moins deux idiomes le leur et le nôtre ; nous, dans notre petit coin, nous ne lisons que nos livres et ce qu'on veut bien nous traduire. C'est pourquoi nous sommes en dehors du monde et de plus en plus dédaigné par lui. Quand le français aura cessé d'être le lien social, la langue politique, la voie générale, nous apprendrons les idiomes devenus à leur tour « universels », (...) et nous y gagnerons de la science, de l'étendue d'esprit et plus d'amour pour notre français²⁶.

Avec son essai *France, Algérie et colonies* et ses divers écrits il apparaît clairement qu'Onésime Reclus, à partir d'une analyse géographique descriptive, mène également une réflexion prospective plus globale sur le français²⁷, les idiomes, la francophonie et plus largement sur la diversité linguistique et culturelle. Toutefois, cette dernière remarque ne s'applique qu'aux seules langues disposant d'un grand nombre de locuteurs et d'un rayonnement spatial suffisant. La présence systémique d'un processus historique original est un des éléments récurrents dans l'œuvre de Reclus, qui tout en utilisant des schémas d'analyse propres à la géographie, ne cesse de faire un va et vient sur l'axe du temps afin de relier entre eux les phénomènes et les permanences temporelles, sans pour autant s'y cantonner. En cela, nous inscrivons notre démarche dans cette approche méthodologique, sans bien sûr, partager ses inclinaisons et ses débordements, en faveur d'un colonialisme pragmatique. Tout en explicitant de nouveaux concepts et en suggérant une possible approche culturelle globalisée, il parvint à dégager des thématiques additionnelles d'une contemporanéité flagrante constitutives de notre démarche, comme l'avenir des francophones en Amérique du Nord.

²⁵Ibid., p. 406. « Longtemps les Français ont eu la stupidité de se proclamer le premier peuple du monde. Ils faisaient comme les autres peuples : l'Anglais est orgueilleux de sa nation jusqu'à l'emportement ; l'Allemand se donne depuis cent ans toutes les vertus modestes et toutes les vertus viriles ; le Slave se décerne l'hégémonie de l'avenir ; l'Espagnol n'a pas un regard pour le reste des humains ; le portugais a vaincu les « vainqueurs des vainqueurs de la Terre » ; l'Arabe a courbé le monde et ne désespère pas de le courber encore ; le Chinois habite le Milieu ; (...) Tous les peuples grands ou petits, les plus misérables tribus elles-mêmes ont la sottise faiblesse, puérilité chez les uns, sénilité chez les autres, de se croire la " race élue ", la nation sainte, (...) Que de citées font de leur Manzanara un Amazone, de leur halle un Parthénon, de leur rumeur, un Homère ! Ne caressons plus ces vains fantômes, Paris n'est pas la cité mère ; la France n'est point le peuple lumière, la sainte martyre, la race marquée, l'exemple du monde. (...) malheur aux hommes qui ne vomiront pas avec dégoût le poison de ces honteuses paroles ! »

²⁶Ibid., p. 424-425.

²⁷Reclus, Onésime. *Le plus beau royaume sous le ciel*. Paris, Hachette, 1899, p. 842. « Comment ne pas espérer en l'an 2000, quand on compare l'aire de sa langue, en cette fin de XIX^e siècle, à l'espace occupé par elle en 1830, et même à la veille de 1848 quand Louis-Philippe recevait à Paris la visite du bey de Tunis ne put causer avec lui qu'en langue italienne ? »

« Un français parle la même langue que nous, mais avec d'autres mots²⁸ »

Albert Brie

2.1.4 - La pensée reclusienne, la francophonie et l'Amérique du Nord.

Sans utiliser les termes de Québec ou de Québécois alors inusités, il soulignait cependant la spécificité identitaire des francophones en Amérique, avec une précision historique et géographique particulièrement pointue et capable de nuances quant au groupe francophone nord-américain. Précisons qu'Onésime Reclus ne voyagea jamais au Canada.

En Amérique, dans le Dominion ou Puissance du Canada treize à quatorze cent mille Canadiens et Acadiens, dont le nombre croit très vite, le défendent avec ardeur contre les gens de parole anglaise établis à coté d'eux. (...) La nation anglaise, fixée maintenant dans le Dominion, grandit de deux manières, par voie naturelle et par intussusception, car c'est à dizaine de milliers par an qu'elle absorbe des Européens. Les Français du St Laurent n'ont qu'une seule façon de croître : les naissances, mais elle leur suffit tellement que, tous décimés qu'ils sont par l'immigration aux Etats-unis ils ne reculent point dans leur propre pays le bas Canada. (...) Ils empiètent vaillamment dans le bas labrador, dans le nouveau Brunswick et dans la province d'Ontario ou Haut Canada qui est la citadelle des « saxons » de la Puissance. Vraiment, on ne sait où s'arrêtera (...) ce peuple simple et sain, le plus fécond de la terre. Au recensement de 1871, fort dépassé maintenant le français était l'idiome national de 930 000 hommes du Bas Canada, de 75 000 hommes du Haut Canada, de 45 000 du Nouveau Brunswick, de 33 000 citoyens de la Nouvelle Ecosse. On estime à 16 000 les « francophones » de l'île du prince Edouard à 20 000 ceux de l'île de Terre Neuve, et ils sont près de 4 000 dans l'archipel de St pierre et Miquelon, colonie française qui touche à Terre Neuve. [...]. Elle [la langue française] est aussi répandue chez les métis, de l'immense Nord-Ouest. Tout cela sans les 600 000 à 700 000 Canadiens français passés aux Etats-Unis²⁹.

Toujours à propos des francophones du Canada et de l'Amérique du Nord, Reclus écrivait :

Le cosmopolitisme, c'est l'indifférence, l'indifférence est la mort. [...] les Franco-Canadiens menacés de submersion par la marée des Anglais, (...) aiment passionnément leur langue, ils vivent d'elle, en elle et pour elle ; tandis que l'idiome universel, si jamais le malheur des temps nous l'emmène restera sans autel et sans adorateur³⁰.

²⁸Cf. Brie, Albert. *Le mot du silencieux*. Montréal, Fides, 1978, p.193.

²⁹Reclus, Onésime. *France, Algérie et colonies*. p 419-420.

³⁰Ibid. p. 424.

Une fois encore, le théoricien de la francophonie se fit visionnaire par son analyse prospective, soulignant avec à propos la relation intense et particulière qui unissait la langue française et les francophones du continent américain, en particulier ceux du Canada³¹. Dès 1880, Reclus considérait que les Francophones d'Amérique dont les trois quart deviendraient par la suite des Québécois, avaient une place de choix dans l'aire francophone et la francophonie internationale. Cette permanence des couples Canadiens français, Franco-canadiens, Québec-francophonie était donc évidente et tangible dès le XIX^e siècle et ne fit que perdurer. Le Président Sénégalais, Léopold Sédar Senghor, qualifia la francophonie: « *d'humanisme intégral qui tisse sa toile autour de la terre* », cette citation fait elle-même écho à la réflexion d'Onésime Reclus :

Comme nous espérons que l'idiome élégant dont nous avons hérité vivra longtemps un peu grâce à nous, beaucoup grâce à l'Afrique et grâce au Canada, devant les langues qui se partageront le monde, nos arrière-petits-fils auront pour devise : "Aimer les autres, adorer la sienne" !³²

La devise un siècle plus tard, de la Francophonie « *Egaux, différents, unis* » recèle une étonnante proximité avec la pensée reclusienne. Il nous est apparu primordial, d'articuler cette réflexion géopolitique et socioculturelle dans un processus spécifiquement historisant, inscrit certes dans le cadre de l'ultra contemporanéité, mais en lui adjoignant des axes secondaires de recherches³³, afin de renouveler et de dépasser la zone de fracture existante entre les études historiques de la période contemporaine et celles issues de l'histoire immédiate.

Nous nous proposons d'utiliser la liberté chronologique dont Onésime Reclus sut se servir en son temps, afin d'établir à partir d'une étude en histoire du temps présent, une recherche scientifique proprement historienne s'insérant dans un cadre historique plus global, lisible même à travers l'histoire Braudélienne de la longue durée et la *géohistoire*. Car nous adhérons pleinement à la "maxime" de Fernand Braudel : « *Une civilisation est à la base un espace travaillé par les hommes et l'histoire.* »³⁴ Le chapitre I relatif à l'histoire de la langue française, en France, au Québec et le chapitre II consacré à

³¹Toutefois en raison d'une assimilation dévorante à partir de la Seconde Guerre mondiale, les Franco-canadiens, eux même anciens Canadiens, durent, se redéfinir et la majorité des francophones américains s'identifia comme Québécois et à l'Etat du Québec.

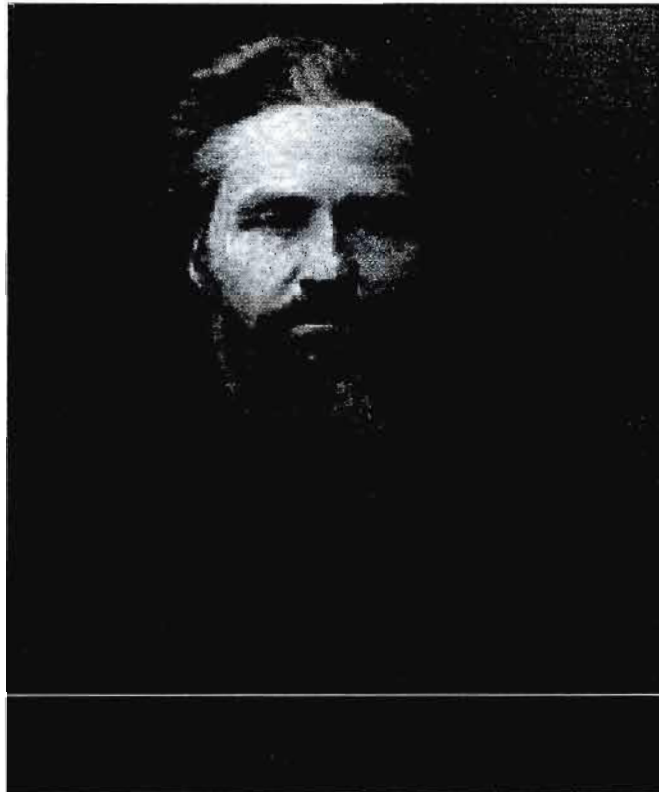
³²Reclus, Onésime. *France, Algérie Colonies*. p. 425.

³³Cf. Notre problématique dans l'introduction.

³⁴Braudel, Fernand. *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Paris, Armand Colin, 1966, tome 2, p.107.

Onésime Reclus rendent possible ce lien entre l'histoire de la longue durée et l'histoire immédiate.

Figure 2.1 - Onésime Reclus (1837-1916)³⁵



³⁵ Portrait réalisé par Nadar, et réédité [collection personnelle].

*Francophonie «Vocabulaire au bonheur, éminemment discutable,
la francophonie a quelque chose d'une version contemporaine de l'auberge espagnole,
chacun y trouve ou croit y trouver ce qu'il y a apporté».³⁶*

Jean-Marc Léger

2.2 - Les francophonies.

Après une lecture approfondie de la littérature consacrée ou se rapportant à la francophonie, il nous est apparu impossible de réduire celle-ci à une définition unique, même complétée de subordonnées adjectivées. Citons à ce propos, l'expression souvent utilisée non sans ironie par le romancier marocain, Tahar Ben Jelloun : « *La francophonie est une maison pas comme les autres, il y a plus de locataires que de propriétaires*³⁷. » Loin d'être un défaut, cet état de fait s'il implique un surcroît de précautions et de précisions du point de vue étymologique et sémantique, est un adjuvant précieux pour aborder la diversité induite par notre sujet. En cela, nous partageons l'opinion de Xavier Deniau pour qui les sens qu'englobe la francophonie concourent à son enrichissement car ils permettent de dépasser des constations purement matérielles, pour atteindre divers sens qui sont tous des approches différentes d'un même mouvement de réflexion, et leurs divergences ou leurs complémentarités reflètent cet approfondissement³⁸.

Toutefois, nous ne partageons pas son inclination en faveur d'un mysticisme de la francophonie contre lequel Onésime Reclus mettait en garde sans avoir prévu l'institutionnalisation et la politisation de la francophonie. En outre, nous tenterons de souligner l'apport du Québec au sein des différents sens et acceptions de la francophonie et de constater ce que l'Etat du Québec, en tant que nation, société et gouvernement peut retirer de cette polysémie de la francophonie et de la *francophonie*. Ainsi, nous serons plus à même de relier et de relire dans sa pleine acception, la relation Francophonie-Québec.

³⁶J-M Léger, lors du colloque de 1977 «*Francophonie et Commonwealth*», organisé par le Centre Québécois des relations internationales de Québec, propos confirmés lors de notre entretien à Montréal du 9 décembre 2005.

³⁷Repris dans *Les Cahiers de la Francophonie*, n°1 «*Témoignages : 10 ans pour demain*», Paris, HCF, 1994 et Brincourt, André. «*Les multiples visages de la Francophonie*», *Le Figaro littéraire*, 4 février, 1995, p. 4.

³⁸Deniau, Xavier. *La francophonie*. Paris, Presses Universitaires de France, 3^{ème} édition mise à jour, 1995, p.15.

« La francophonie a vocation à appeler toutes les autres langues du monde à se rassembler pour faire en sorte que la diversité culturelle qui résulte de la diversité linguistique soit sauvegardée. Au-delà du français, au-delà de la Francophonie, il nous faut (...) lutter contre l'étouffement par une langue unique, des diverses cultures qui font la richesse et la dignité de l'humanité³⁹. »

Jacques Chirac

2.2.1 - Francophonie : un sens linguistique.

L'origine du substantif francophonie provient de l'adjectif francophone qui signifie « *personne parlant le français* » par conséquent, la définition primale de la francophonie est le fait d'être francophone, d'appartenir à une communauté de langue ou bien, de s'y rattacher en parlant le français. L'étymologie même du mot francophonie souligne la primauté du sens linguistique par phonie et par conséquent, le sens linguistique l'emporte sur d'autres sens, tels, le sens géographique, politique, économique ou symbolique. En outre, le sens linguistique du point de vue historique fut toujours privilégié par rapport aux autres sens, y compris lors du renforcement de la francophonie politique, avec la mise en place des Sommets des Chefs d'Etat francophones. La première édition du volume VII d'août 1970 de l'encyclopédie *Universalis*, mettait déjà l'accent sur la dimension linguistique du mot francophonie qui apparaissait dans l'article consacré à la définition de la langue française. Cependant, afin de compléter cette notion linguistique et par la même, retranscrire une réalité nouvelle et en construction, à la francophonie on accola dans la deuxième moitié des années 1970, un adjuvant géographique et spatial. Le dictionnaire Quillet de 1977, soulignait le lien entre le critère linguistique et le critère géographique et donnait la définition suivante pour la francophonie « *fait d'être francophone, par extension, ensemble des pays francophones* . »

Ce sens linguistique de la francophonie, au sein duquel la langue française supprime toute autre considération, entretient avec le Québec une relation intense et "janussienne". Le Québec nouveau centre de gravité de la francophonie nord-américaine fit du français le vecteur primal de son affirmation nationale, sociétale et identitaire.

En 1977, après plusieurs lois et règlements linguistiques, le français "fut inscrit dans le marbre au Québec" par Camille Laurin lors du premier gouvernement péquiste, grâce à

³⁹Cité, in Barrat, Jacques ; Moisei, Claudia. *La géopolitique de la francophonie, un nouveau souffle ?* Paris, D.F, Etudes, n° 5195, 2004, p. 15.

la loi 101 et à la Charte de la Langue française⁴⁰. Cet événement constitua pour la francophonie québécoise, une étape charnière surpassant dans l'imaginaire collectif des franco-québécois, les conflits scolaires des provinces de l'ouest et de l'Ontario du début siècle ou les débats des Etats généraux du Canada français. A partir de la loi 101, le volontarisme offensif supplanta le processus défensif et traditionnel qui ne garantissait plus l'avenir francophone même au Québec. René Lévesque, alors Premier ministre explicitait la nécessité de la promulgation de la loi 101 par le contexte général, défavorable au français et aux francophones.

Je ne vois pas comment notre problème d'identité culturelle linguistique peut se régler autrement (...) on est obligé de légiférer. Cela m'humilie je me sens humilié. Je me dis pourquoi notre maudit contexte nous oblige à faire cela ? Mais ils nous obligent⁴¹.

L'acuité du Québec en matière linguistique et son volontarisme en faveur d'un espace francophone coutumier des quotas, des législations sur la langue et confronté à une anglophonie américaine omniprésente, donnèrent au sens linguistique de la francophonie une densité et une profondeur qui ne se sont pas démenties. Elle trouva même au sein d'autres partenaires⁴² un écho, notamment en Wallonie, en Belgique, en France et dans l'U.E qui finit par intégrer dans l'acquis communautaire les politiques de protection et de promotion des identités culturelles. En retour de cet apport au sens linguistique, la francophonie dota le Québec en matière de langue d'un statut d'acteur autonome de premier ordre, ayant une spécificité et une expertise internationale qui ne relevait plus seulement de l'appui et de la bienveillance de la France à son égard. Ottawa, en dépit de l'Acadie, de l'archipel ontarien et des diasporas intérieures des provinces de l'Ouest ne pouvait prétendre de façon crédible incarner et nourrir à lui seul ce sens linguistique de la francophonie⁴³.

⁴⁰Voir Annexes (Appendice A) Charte de la langue française en vigueur à l'heure actuelle..

⁴¹Archives de Radio-Canada extrait de l'émission Télémag septembre 1977 in Brousseau, François. *La voix de René Lévesque une sélection de ses grands discours et de ses meilleures entrevues*. Montréal, Fides, 2002. p.65.

⁴²Cholette, Gaston. *L'Action Internationale du Québec en matière linguistique*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1997, 195 p.

⁴³Tout en étant un Etat nation dans toute l'acception du terme, défini en 1648 par le Traité de Westphalie. Ce que n'est pas le cas du Québec qui est un Etat subnational.

Une fois intégrée cette notion d'espace francophone visible sur la carte précédente, on perçoit une des spécificités intrinsèques de la francophonie qui est une réalité internationale à caractère universel, dépassant de loin le cadre national, même celui d'un Etat moderne et industrialisé disposant d'un territoire disséminé aux quatre coins du globe, comme c'est le cas pour la France. La francophonie est une somme de liens tissés entre différents peuples, librement acceptés par tous, même si pour certains à l'origine, la langue qui les réunit désormais découle d'une colonisation ou de la mise en place d'un protectorat. Le français détient de part le nombre des Etats dans lequel il est usité et celui des francophones à travers le monde, un statut presque unique au vu des 6000⁴⁶ langues parlées à travers le monde, faisant partie du cercle réduit des idiomes détenant la double étiquette de langue internationale et de langue "universelle". A ce propos, le professeur Josef Hanse écrivait :

Une langue n'est pas universelle parce qu'elle est parlée par cent millions ou deux cents millions d'individus. L'allemand est assurément une grande langue internationale, mais en dépit de sa diffusion il n'est pas une langue universelle⁴⁷.

Le Québec apporte du point de vue géographique et spatial, un élément essentiel à la francophonie, car sans lui l'implantation internationale de cette dernière serait compromise. Même si selon les chiffres du Haut Conseil de la Francophonie (HCF), il est peuplé par moins de 7 millions de francophone sur un ensemble de près de 300 millions de nord-américains, il est la tête de pont du français et de la francophonie en Amérique⁴⁸, ce qui transparaît à travers la carte ci-après. Sans son apport vital la francophonie nord-américaine déjà en proie à de graves difficultés, ne serait plus qu'un anachronisme sociétal en voie de disparition totale, comparable à celle qui survit difficilement en Asie du Sud-Est. L'œkoumène francophone hors Québec est à l'échelle continentale une immense étendue presque vide où des langues telles l'ourdou et le cantonais prospèrent⁴⁹ ; Gabrielle Roy déclarait à ce propos : « Cette vaste rêverie où nous sommes si seuls à savoir ce que nous pensons de nous-même⁵⁰. »

⁴⁶Courrier International, Hors Série culture, mars avril 2003, p 8.

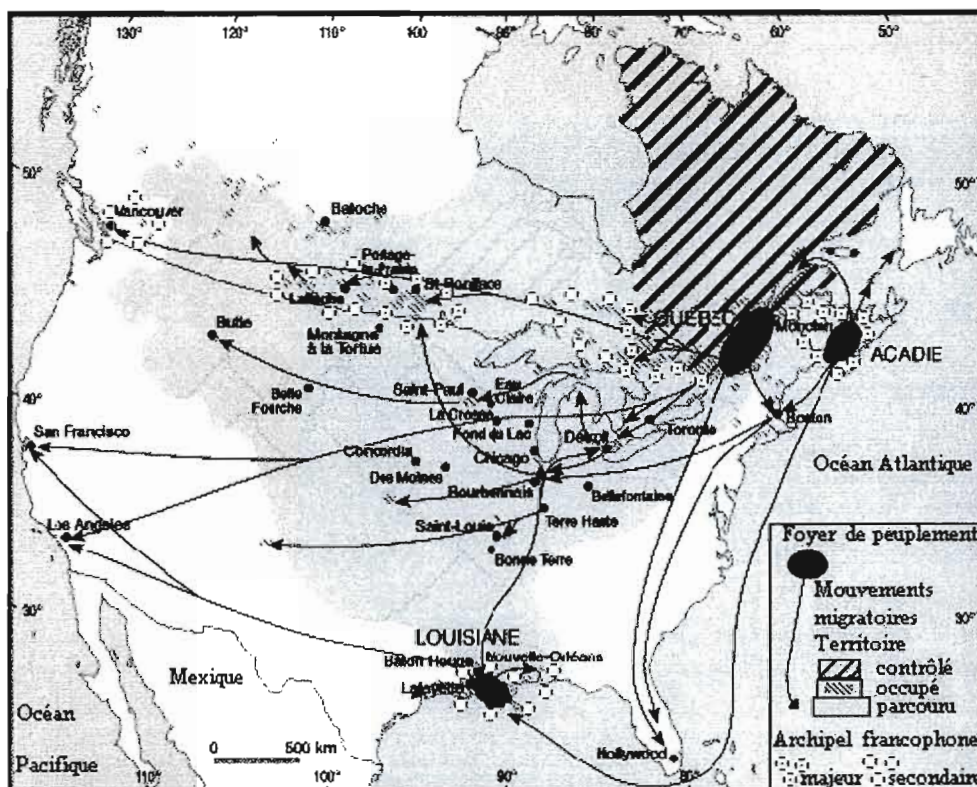
⁴⁷Deniau, Xavier. *La Francophonie*. Paris, P.U.F de France, 1995, p. 17-18.

⁴⁸Frenette, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal, boréal, 209 p.

⁴⁹Cf. Le dernier recensement du Canada disponible sur le site [www. Statcan.ca](http://www.Statcan.ca)

⁵⁰Waddell, Eric. (dir.). *Le dialogue avec les cultures minoritaires*. Québec, Presses de l'Université Laval, CEFAN, 1999, p VI.

Figure 2.3 - L'Espace francophone en Amérique (1600-2000)

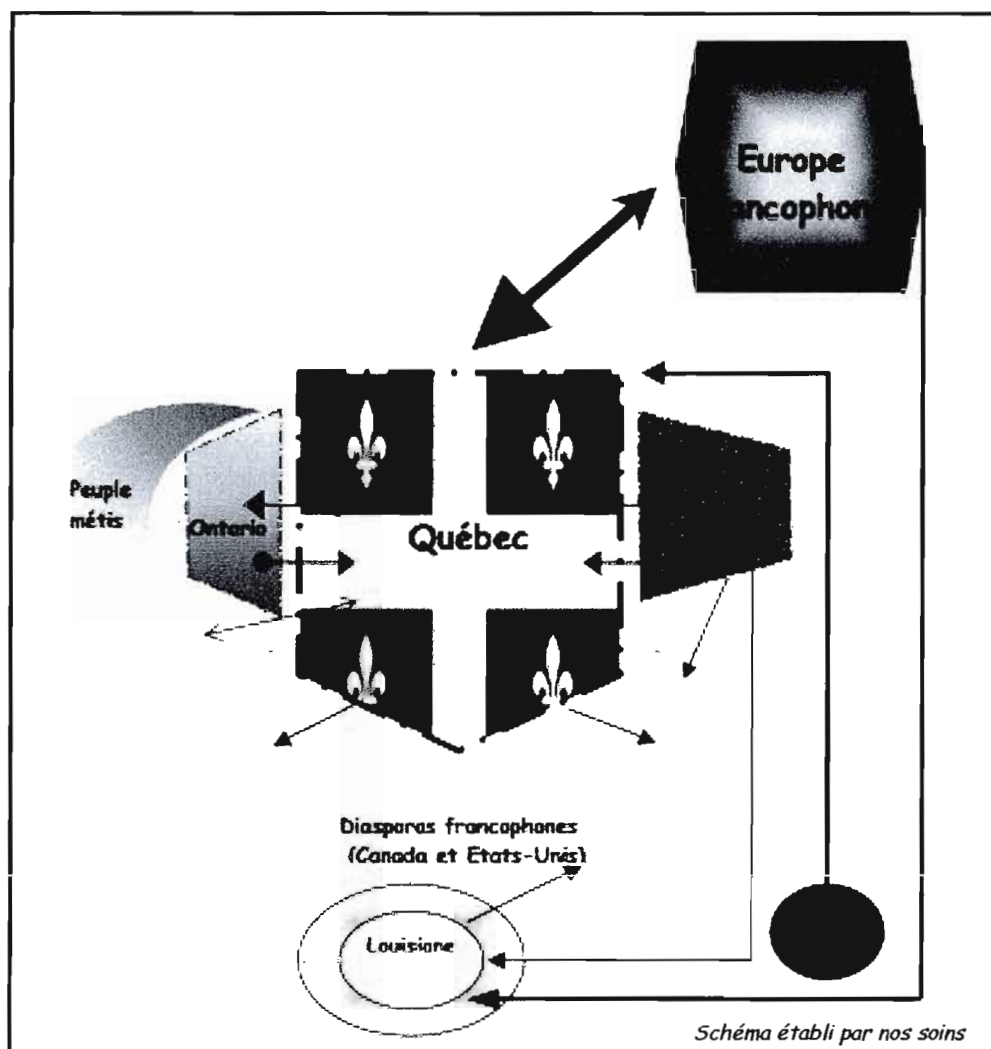


(Carte établie par nos soins à partir d'un fond de carte du Cefan)

En effet, les provinces canadiennes ne rassemblaient plus à la fin du XX^e siècle que 980 300 francophones dont 500 000 vivaient dans le seul Ontario. Hors Québec, les francophones ne représentaient plus que 4,4 % de la population totale de la fédération canadienne. Coupées du Québec, la "louisianisation" des identités franco-américaines⁵¹ et franco-canadiennes serait définitive dans un Canada officiellement multiculturel que Paul Martin, Premier ministre en exercice, qualifiait lui-même en 2005 de « *premier état Post-moderne de l'histoire*. » Le tropisme de la francophonie nord-américaine entre 1960 et 1995 s'inscrit dans un processus quaternaire passant de majoritaire au Québec, à minoritaire au Nouveau Brunswick, à marginal dans l'Ouest et à tenu en Nouvelle-Angleterre, en Louisiane et dans les autres Petits-canadas comme le représente la figure ci-après.

⁵¹Cf. Louder, Dean, (dir.). *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre*. Québec, Presses de l'Université Laval, CEFAN, 1991, 306 p.

Figure 2.4 - Le Québec et la francophonie américaine



Cette acception spatiale de la francophonie dote le Québec en dépit de son statut juridique d'une place centrale au sein de l'aire et du dispositif francophone. Le Québec peut-être qualifié d'interface structurante à l'échelle américaine, bien qu'il ne soit pas un Etat-nation abouti au vu des critères Westphaliens en vigueur depuis 1648. La francophonie est le forum international privilégié de la paradiplomatie québécoise,⁵² elle permet de "décanadianiser" les rapports conflictuels Ottawa-Québec, en les plaçant dans un espace plus large, qui octroie à la vieille capitale une marge de négociation et d'expression que le seul contexte américain ou unifolié ne lui fournirait pas.

⁵²Pour de plus amples informations sur la paradiplomatie, ses théories et son expression à travers le monde, consulter Paquin, Stéphane. *Paradiplomatie et relations internationales, Théorie et stratégies internationales des régions face à la mondialisation*. Bruxelles, Presses inter-universitaires européennes, 2004, 189 p.

« Une civilisation, qu'est-ce,
sinon la mise en place ancienne d'une certaine humanité dans un certain espace. »⁵³

Fernand Braudel

2.2.3 - Un sens civilisationnel et inclusif.

Le sentiment d'appartenance à cet espace linguistique, humain, social et culturel induit une solidarité reposant sur des valeurs communes, dépositaires en grande partie de la tradition humaniste européenne et des acquis de la Révolution française. Les premières concrétisations de la francophonie dans les années 1960 furent différents projets d'aide au développement, notamment en Afrique sous la houlette de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T). Cet ancrage philosophique et éthique de la francophonie dépasse largement le cadre franco-français et instaure une nouvelle approche multilatérale dont Paris n'était pas coutumier. Auguste Viatte, dans son ouvrage intitulé *La Francophonie* écrivait que la même nuance qui séparait les adjectifs *english* (nationalité) et *british* (culturel ou relatif à une communauté d'esprit) pourrait être reconduite à propos de *français* (nationalité) et de *francophone* (culturel, ou relatif à une communauté d'esprit) ; les clivages géographiques, économiques et politiques s'effaçant au profit d'une plus grande inter-compréhension intégrant le respect des différences et des identités. Le Président Georges Pompidou déclara que ce nouveau dialogue était propre à la francophonie : « *que les peuples d'expression française, se sentent, par delà les intérêts économiques ou même politiques, unis par un lien spécial qui est intellectuel et aussi sentimental.* »

Si ce sens inclusif est plus complexe à définir que les deux précédents, les acteurs de la francophonie, même les plus tempérés, ont tous souligné l'importance qu'il revêtait à leurs yeux pour l'avenir. Ce sens recèle en lui un extraordinaire potentiel de réunification que Jean-Marc Léger sut articuler dans ses premiers articles, pour ensuite regretter sa non matérialisation. Ce sens civilisationnel de la francophonie, en plaçant au centre de ses priorités l'appartenance à une communauté humaniste et progressiste, permit l'instauration de liens privilégiés des peuples de même langue, mais aussi les valeurs

⁵³Braudel, Fernand. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Armand Collin, Paris, 1979, T.1, p. 495.

transmises par la langue, la culture et par conséquent les spécificités civilisationnelles. Le Président sénégalais Léopold Sédar Senghor est probablement la personne qui veilla le plus à ce que ce sens symbolique et civilisationnel puisse se concrétiser, prendre corps. Il considérait la francophonie : « *comme une communauté intellectuelle ou spirituelle, dont la langue nationale, officielle ou de travail, est le français.* »

Cette francophonie inclusive apparaît comme une alternative à la précarité et à la menace culturelle dans laquelle vivent la plupart des francophones d'Amérique du Nord, et à laquelle les franco-qubécois n'échappent pas en dépit des mesures volontaristes de Québec. La francophonie est une porte entrouverte vers un universel possible, qui suspend toute folklorisation de la société québécoise et l'éloigne d'une *autre grande noirceur*. Sans elle et le sens civilisationnel inclusif de cette dernière, le Québec à l'échelle continentale serait confronté avec d'autant plus d'intensité au processus ethnocidaire de son environnement anglo-américain en raison de son poids politique, démographique, mais aussi de l'assimilation et de l'acculturation continue des francophones en dehors du "limes fleurdalisé" et de l'évolution de l'identité canadienne qui passa du biculturalisme des années 1960, au multiculturalisme dans les années 1980 puis au postmodernisme actuel. Le Québec serait à plus ou moins longue échéance, réductible à un anachronisme sociétal, certes des plus durables mais sans capacité de projection ni d'altérité en dehors d'un contexte européen qui n'est plus le sien ou des liens ambigus tissés avec la France, ancienne métropole coloniale. La francophonie apparaît donc comme un espace d'accomplissement et de valorisation pour le Québec⁵⁴

⁵⁴C'est en ce sens que Philippe Séguin fait reposer l'argumentation de son ouvrage *Plus français que moi, que moi tu meurs ! France, Québec : des idées fausses à l'espérance partagée*. Paris Montréal, Albin Michel-VLB éditeur, 2000, p. 89-105 ; 157-183.

*« Nous, chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage,
nous réaffirmons le rôle majeur du dialogue des cultures
dans la promotion de la paix et la démocratisation des relations internationales⁵⁵ »*

Déclaration de Beyrouth

2.2.4 - La Francophonie : un sens institutionnel et politique.

La francophonie lorsqu'il est question d'institution et de politique devient Francophonie, et renvoie à la partie la plus récente de la chronologie du mouvement francophone, c'est-à-dire les Conférences des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant en commun l'usage du français, plus connues sous le nom de Sommets francophones⁵⁶. Le grand artisan de ces rencontres fut le Président de la République française, François Mitterrand qui oeuvra durant de longues années afin de faire accéder la francophonie à son nouveau stade de développement. Dès juillet 1981, il déclarait : *« Toutes les occasions seront bonnes de rassembler et de réunir tous ceux qui, répandus sur la surface de la planète représentent des entités politiques et ont conservé le langage et la culture française⁵⁷. »* Ou bien encore, lors d'une conférence de presse au Palais de l'Elysée, à la sortie du Conseil des ministres en juin 1982 :

La Francophonie, je m'en occupe ! C'est un sujet qui me passionne. Je pense que les institutions existantes ne sont pas en mesure de répondre à mon attente (...) des institutions tendant à défendre la langue française seront mises en place d'ici peu, y compris l'institution francophone qui a buté sur des problèmes propres au Canada, au Québec, vous le savez. C'est l'idée chère à M. Senghor, qui m'est chère aussi.⁵⁸

Avec ce sens politique, la francophonie institutionnelle des années soixante de l'A.C.C.T, de la CONFEMEN et des différentes conférences francophones (Libreville, Niamey...) acquiert une certaine plénitude d'action qui passe avant tout, par une lisibilité et un relatif ajustement de son action, tout au moins officiel, à défaut d'être pleinement réel. Ce sens politique, comme dans d'autres cas, manifeste un niveau de maturation du concept de

⁵⁵Déclaration finale du Sommet de Beyrouth du 18 octobre 2002.

⁵⁶Sommet de Versailles (17 au 19 février 1986), Sommet de Québec (2 au 4 septembre 1987), Sommet de Dakar (24 au 26 mai 1989), Sommet de Chaillot (novembre 1991), Sommet de Maurice (16 au 18 octobre 1993), Sommet de Cotonou (Bénin 1995), Sommet de Hanoï (1997).

⁵⁷Entretien entre François Mitterrand, Président de la République française et René Lévesque, Premier ministre du Québec à l'ambassade de France à Ottawa, le mardi 21 juillet 1981, archives privées de Françoise Carle.

⁵⁸Conférence de presse de François Mitterrand, Président de la République française, Palais de l'Elysée, mercredi 9 juin 1982.

francophonie et le dote d'une cohérence certaine. L'appartenance linguistique et géographique à un même ensemble donnait un sentiment de fraternité participative, se traduisant par la mise en place de nouvelles associations, organisations publiques et privées oeuvrant en tant que communautés définies. Elles reposaient sur la concertation et la coopération ; illustrant les propos de Teilhard de Chardin « *tout ce qui monte converge* ». Toutefois, il est essentiel de mettre en exergue la transformation de l'objet et la portée du sens politique de la Francophonie. En effet, celui-ci connut une évolution majeure et accélérée de sa signification primale avec la modification des rapports de force du triangle Paris-Québec-Ottawa, au cours des années soixante-dix, quatre-vingts ainsi que l'approfondissement du corpus de valeurs de la francophonie, la diversité et le dialogue des cultures, la coopération Nord-Sud, l'évolution des relations France-Afrique et la venue de partenaires comme la Suisse et la Wallonie notamment. Ce premier sens de la francophonie que l'on peut qualifier de protofrancophonie politique ou de Commonwealth à la française, expression chère à Habib Bourguiba et Léopold Sédar Senghor, n'aboutit jamais et finit progressivement par disparaître dans les années quatre-vingts. De 1960 à 1985, on employait cette expression dans un souci comparatiste ou d'analogie, afin de rendre le projet francophone plus clair ou accessible à un large auditoire, mais à l'heure actuelle certains auteurs l'utilisent encore en pleine connaissance de cause, en raison de l'ambiguïté résiduelle qu'implique ce terme, afin de capitaliser sur un pseudo impérialisme culturel que le terme Commonwealth à la française induirait⁵⁹. Néanmoins, il s'agit d'un contresens historique et sémantique, en effet pour que les sens politiques de la Francophonie et du Commonwealth aient pu être de même nature, il aurait fallu que le projet d'essence gaulloise qu'était l'Union Française créée par la IV^e République et celui de la Communauté Française de la V^e n'aient pas échoué en 1960⁶⁰.

Le passage d'une francophonie institutionnelle à une francophonie politique débuta en 1986, avec le premier Sommet de Paris et s'acheva en 1995, avec la décision de créer un poste de Secrétaire général de la Francophonie, décision effective en 1997 au Sommet de Hanoi. Cette césure fit de la Francophonie, une communauté politique d'intérêts et de projets qui se distinguait sur le fond et la forme, du "modèle Commonwealth" pourtant antérieur et qui avait servi de trame de fond à la protofrancophonie politique. Dès lors, le

⁵⁹Cf. Léger, J.-M. *La francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*. Paris, Nathan, p. 65-73.

⁶⁰Nous partageons en cela l'opinion, d'André Patry "père spirituel" de la Doctrine Gérin-Lajoie, explicitant l'extension internationale des compétences régaliennes de l'Etat du Québec. Correspondance privée en date du 5 septembre 2005.

Commonwealth⁶¹ n'était pas l'anglophonie⁶² et la Francophonie n'était pas « *le bien commun* » d'un reliquat d'Empire. Si le Québec dans les acceptions de la francophonie évoquées précédemment, joua un rôle des plus positifs, il n'en fut pas de même en ce domaine. En effet, l'édification d'une Francophonie politique fut retardée dans son avancement, durant presque deux décennies, en raison des relations tendues entre Ottawa et Québec.⁶³

Si la vieille capitale se positionna toujours, comme un partisan résolu d'une francophonie politique et fit adhérer involontairement, la fédération canadienne à la francophonie, pour des raisons essentiellement internes et de cohésion nationale, le statut politique du Québec dans la Francophonie et les organismes internationaux francophones fut une pierre d'achoppement récurrente. Ce problème juridique bloqua la francophonie politique à la grande exaspération des peuples africains qui considéraient le statut du Québec comme accessoire, devant les enjeux auxquels était confrontée la francophonie, notamment en matière de coopération et d'aide au développement. L'expression « *la bataille des grands blancs* » illustre ce sentiment de gâchis et d'agacement vis-à-vis des tractations laborieuses entre Paris Québec et Ottawa, sur le statut à accorder au sein de la Francophonie politique à l'Etat du Québec qui obtint finalement, celui de gouvernement participant au sein de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique⁶⁴ (ACCT), puis à nouveau en 1986, lors du premier Sommet de la francophonie grâce à la France et à son Président François Mitterrand. Le principal apport du Québec à la Francophonie fut donc celui du compromis et de l'intégration de toutes les souverainetés dans ses institutions, modulant les règles et les statuts juridiques afin de privilégier la dimension participative des entités francophones, quitte à inventer un cadre légal non conventionnel avec l'appui ferme de Paris. Les Etats observateurs, la Wallonie, les minorités francophones européennes et la Louisiane bénéficièrent à leur tour de cette modularité statutaire. Senghor, lors du Sommet de Versailles déclara à ce sujet : « *La Francophonie, c'est le respect de toutes les identités, des nationalités et des aspirations francophones à travers le monde.* »

⁶¹Afin d'approfondir la relation Canada-Commonwealth consulter : Donneur, André. *Politique étrangère canadienne*. Montréal, Guérin-Universitaire, 1994, p. 61-71. Boehm, P.M. *Canada and Commonwealth : Aspects of a notable rôle*. Ottawa, NSPIA, 1978 ; Doxey, Margaret. « Canada and the Evolution of the Modern Commonwealth », *Behind the Headlines*, Vol. 40, n°2, 1982, p. 1-70.

⁶²L'anglophonie correspond à l'ensemble des anglophones à travers le monde, les Etats-Unis et l'Eire en font partie mais n'adhèrent pourtant pas au Commonwealth.

⁶³Paris soutint ce dernier au-delà de la pratique usuelle et du droit d'ingérence d'un Etat souverain dans les débats internes d'une fédération au nom des relations privilégiées entre la France et le Québec instaurées par le général de Gaulle.

⁶⁴Officiellement créée lors de la Conférence de Niamey II qui se déroula du 16 au 20 mars 1970.

« Ce qui nous unit, c'est l'esprit de la Civilisation, des civilisations⁶⁵ »

Léopold Sédar Senghor

2.2.5 - Un sens philosophique et éthique.

Le sens philosophique et éthique que recèle la francophonie est de tous les sens analysés le plus subjectif et le plus aléatoire, sa définition est évolutive et sectorielle. Elle aussi fait appel à la notion d'une communauté de valeurs et renferme une certaine proximité avec le sens inclusif et civilisationnel. Il est en quelque sorte son prolongement ultime et relie la francophonie à d'autres ensembles tels, l'Union Européenne, l'Union latine, l'ONUEC⁶⁶... La francophonie recèle une volonté de dialogue et de respect des identités même ultra minoritaires qui place le particularisme dans un processus universalisant, faisant d'elle un champ d'étude non conforme aux "*cultural studies*"⁶⁷ car différent du communautarisme. Elle se détermine comme une plate-forme aux multiples interfaces abandonnant les dialectiques de la concurrence et de la confrontation, telles Nord-Sud, Europe-Afrique, Arabophonie-Occident, langues latines et langues anglo-germanique etc pour proposer un dialogue et une inter-compréhension aux vertus civilisatrices. Dans un contexte américain, le Québec bien que minoritaire relaie cette ambition francophone. Le Président Habib Bourguiba, lors d'un célèbre discours à l'Assemblée nationale du Niger, en décembre 1965 déclara :

La langue est un lien remarquable de parenté qui dépasse en force les liens de l'idéologie (...) pour vous, comme pour nous la langue française constitue l'appoint à notre patrimoine culturel, enrichit notre pensée exprime notre action, contribue à forger notre destin intellectuel et à faire de nous des hommes à part entière appartenant à la communauté des nations libres⁶⁸.

Citons également le Président Senghor lors d'un discours prononcé en février 1969 au Congo-Kinshasa⁶⁹:

⁶⁵Léopold Sédar Senghor. *Liberté I, Négritude et humanisme*. Editions du Seuil, Paris, 1964, p. 294.

⁶⁶Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ONUEC), plus connue sous le signe anglophone (UNESCO), United Nations Educational scientific and Cultural organization.

⁶⁷Etudié en détail par Clusset François, dans *Franch théorie, Foucault, Derrida, Deleuze et compagnie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*. Paris. La découverte, 2003, p. 143 à 175.

⁶⁸Le Président tunisien Habib Bourguiba exposait dans son bureau son certificat d'étude en disant : « voilà grâce à quoi j'ai libéré mon pays. »

⁶⁹Aujourd'hui le Congo-Kinshasa, ex Zaïre se nomme République démocratique du Congo (R.D.C).

La langue française est pour nous un moyen précieux de communication avec l'extérieur de connaissance des autres comme de nous-même. La francophonie est une volonté humaine sans cesse tendue vers une synthèse et toujours en dépassement d'elle-même pour mieux s'adapter à la situation d'un monde en perpétuel devenir.

Ces définitions attestent de l'originalité et de l'ambition plus qu'élevée que les pères fondateurs, notamment africains eurent pour la francophonie, faisant d'elle une alternative humaine et philosophique aux différents blocs politiques et économiques de la guerre froide. L'exigence senghorienne d'une francophonie éthique se trouva par la suite sans cesse cautionnée par la mondialisation et la marchandisation de l'homme et des cultures⁷⁰. Le Canada à l'initiative du Québec⁷¹, sut relayer l'exception culturelle formulée par la France qui est une notion induite, ou du moins fortement corrélée par le concept même de francophonie.

En outre, avec la structuration graduelle de l'espace francophone, on assiste à la mise en place progressive d'un tronc commun de valeurs et de normes inspirées de la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, y compris dans certains pays pourtant ouvertement autoritaires, et ne respectant pas les règles minimales démocratiques. Le Sommet des Chefs d'état et de gouvernement des pays francophones prévu au Zaïre en 1991, se déroula finalement cette année-là à Paris, au palais de Chaillot du 19 au 21 novembre, en dépit des pressions du Président Mobutu et il fut officiellement décidé que dans la *Déclaration de Chaillot*⁷² francophonie, développement et démocratie étaient indissociables. Ce que le Président François Mitterrand résuma par : « *Nous croyons en la valeur universelle de la démocratie.* » Cependant en dépit des déclarations généreuses et progressistes, plus d'un tiers des membres faisant partie de la Francophonie internationale demeurèrent des Etats ne respectant pas ces grands principes.

⁷⁰Cf. Les délibérations de la Conférence générale de l'O.N.U.E.S.C et des travaux de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles qui se déroulèrent à Paris du 3 au 15 octobre 2005. Ainsi que l'article de Mattelart, Armand. *Bataille à l'Unesco sur la diversité culturelle*, du *Monde Diplomatique*, octobre 2005, p.26.

⁷¹Cf. Le compte rendu à paraître de la Conférence de Louise Beaudoin (ancien ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Québec) sur *La diversité culturelle* organisée par l'Institut du Nouveau-monde qui s'est tenue dans les locaux de l'université Mc-Gill à Montréal, le 19 août 2005.

⁷²Voir Annexes (Appendice B) Déclaration de Chaillot.

« La langue française constitue l'appoint à notre patrimoine culturel, enrichit notre pensée, exprime notre action, contribue à forger notre destin intellectuel⁷³. »

Habib Bourguiba

2.2.6 - Un sens symbolique de la langue et de la francophonie.

De toutes les acceptions de cette notion polysémique qu'est la francophonie, le sens symbolique est le plus flou et sujet à caution. Toutefois, en dépit des manquements et des faiblesses que la francophonie recèle, ce sens fait de celle-ci un ensemble "cohérent", sans lequel elle ne serait rien d'autre qu'une communauté falote et incapable de toute mobilisation ; ses adversaires ne la considéreraient pas comme une véritable menace impérialiste ou pouvant contester, un tant soit peu la norme de la globalisation. En mars 1998, le Secrétaire Général de l'Organisation internationale de la francophonie (O.I.F) Boutros Boutros Ghali déclara au sujet du sens symbolique de la langue française et de la francophonie :

Cette langue porte les plus beaux mots du monde : la solidarité, la tolérance, le respect de la personne humaine, l'attachement à la diversité des cultures. En étant francophones nous sommes par là même universels et cette universalité nous appelle à beaucoup d'exigence car la francophonie est d'abord une école. L'école de la diversité. J'ai toujours voulu penser le français comme une langue non alignée, comme une langue d'ouverture, comme une langue qui nous donne accès au grand large. C'est pourquoi nous devons aussi nous ouvrir aux non francophones.⁷⁴

L'explicitation du symbolisme positif est une constante chez l'ancien Secrétaire Général de l'ONU. Il déclara dans son discours, lors du V^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage⁷⁵ qui eut lieu à Maurice, du 16 au 18 octobre 1993 :

J'ai jadis défini la langue française comme une langue non alignée. Je crois aujourd'hui, que dans le nouveau monde qui s'esquisse devant nous, le français doit être une langue de solidarité si j'ai tenu à prononcer en français le discours d'ouverture sur les droits de l'homme c'est pour mieux souligner le lien symbolique qui unit la langue française et l'idée d'universalité..⁷⁶

⁷³Cité in Barrat, Pierre. J ; Moisei, Claudia. *Géopolitique de la francophonie, un nouveau souffle ?* p.159.

⁷⁴Propos recueillis dans Renard, Raymond. *Une éthique pour la francophonie : questions de politique linguistique*. Mons, Cipa, 200, p.213.

⁷⁵Lors de ce V^e sommet de la francophonie à l'initiative du Secrétaire perpétuel de l'Académie française Maurice Druon, on remplaça l'expression *ayant en commun l'usage du français* par *ayant le français en partage* afin de souligner l'évolution de la francophonie qui s'élargissait à nouveau en intégrant la Bulgarie, le Cambodge et la Roumanie, malgré les inquiétudes québécoises sur l'élargissement accéléré du seul forum international auquel le Québec coopère de plein droit en tant que *gouvernement participant*.

⁷⁶Cité dans Gallet, Dominique. *Pour une ambition francophone, le désir et l'indifférence*. Paris, L'Harmattan, 1995, p.164.

Ce sens symbolique de la francophonie s'il n'est que sous-jacent dans l'écrasante majorité des écrits, n'en demeure pas moins son cheval de Troie le plus efficient. En effet, si la francophonie connut un développement relativement modeste depuis quarante ans et n'accéda aux médias que de façon ponctuelle, son potentiel symbolique reste cependant quantifiable et probant, puisqu'il a été réutilisé dans la création et le choix des institutions de la lusophonie et de l'hispanophonie. Sans ce potentiel positif réel, la Francophonie n'aurait pas servi de cadre à la structuration d'autres aires culturelles, latines ou romanes qui lui sont supérieures en terme de locuteurs et n'aurait pas été préférée au Commonwealth, qui capitalise une part significative du poids de l'anglophonie mondiale.

De plus, ce sens relie intensément la communauté francophone internationale à la France, car une grande partie du potentiel symbolique de la francophonie découle de l'action passée et présente de celle-ci au niveau historique, politique, militaire, économique et culturel. En raison de son caractère universalisant et de l'internationalisation de la langue française vecteur de cette action, chaque francophone, en vertu de la francophonie peut revendiquer une part de cet héritage français, tout en préservant sa propre identité nationale. Ce sens symbolique, trouve une suite naturelle dans l'acception ontologique des polysémies de la francophonie. Cette notion est la moins abordée, rares sont les auteurs à l'exception de Senghor, Farandjis ou Renard à s'y être réellement aventurés.

« J'ai longtemps parlé dans la solitude des palabres⁷⁷ »

Léopold Sédar Senghor

2.2.7 - Un sens ontologique de la francophonie et de la langue française.

Paradoxalement, il existe une profonde dichotomie entre ces deux sens, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Le sens ontologique de la francophonie paraît comme mineur, au vu de la littérature relative à cette notion qui pourtant s'intéresse à la véritable valeur intrinsèque et ajoutée de la francophonie et à son action. Les seules études solides

⁷⁷Senghor, Léopold Sédar. « Ethiopiques », in *Œuvres poétiques*. Paris, Editions du Seuil, 1990, p. 129.

et construites sont le fait d'hommes de lettres ou d'écriture, ayant participé de près ou de loin au mouvement francophone international tels, l'académicien Léopold Sédar Senghor, Auguste Viatte ou bien encore Jean-Marc Léger. D'où une certaine confusion des genres entre théoriciens et acteurs en francophonie, ce que souligna avec justesse Christophe Traisnel dans son ouvrage *Francophonie francophonisme, groupe d'aspiration et formes d'engagement*⁷⁸ et qu'Hugues Portelli dans la préface décrit comme : « une construction idéologique qui transforme une réalité sociale et culturelle disparate ».

Plus largement quarante années de pratique discursive ont structuré au sein de la Francophonie, certaines lignes de force qui prouvent la cohésion et le développement d'une aspiration francophone qui s'éloigne du particulier, sans pour autant parvenir à faire abstraction de ce dernier. En cela, le sens ontologique de la francophonie est inscrit dans un processus en cours d'achèvement, qui n'est toutefois pas préjudiciable à la polysémie et à la sémiologie de la francophonie car comme le soulignait Gilles Deleuze et Claire Parnet :

L'unité réelle minima, ce n'est pas le mot ni l'idée ou le concept, ni le signifiant mais l'agencement. [...] la seule unité de l'agencement est le co-fonctionnement : c'est une symbiose, « une sympathie ». Ce qui est important ce ne sont jamais les filiations mais les alliances et les alliages ; ce ne sont pas les hérités, les descendances, les contagions, les épidémies, le vent.⁷⁹

En revanche, le sens ontologique de la langue française fut à maintes reprises, étudié par les auteurs les plus divers⁸⁰, dont l'objectif plus ou moins avoué était de démontrer une réelle ou supposée supériorité du français reposant sur des caractéristiques propres à la langue française, ses modes d'analyse et une *clarté* contre laquelle Onésime Reclus mettait en garde les Français et les francophiles ; le souffle de la langue justifiant selon eux, la qualité de la pensée française, le rayonnement de la France et plus largement des francophones. Senghor, lui-même chantre de la francophonie n'échappa pas à cette tentation d'autant plus forte pour un poète, en déclarant :

⁷⁸Traisnel, Christophe. *Francophonie, francophonisme : groupe d'aspiration et formes d'engagement*. Paris, Editions Panthéon Assas, 1998, 220 p.

⁷⁹Deleuze, Gilles ; Parnet Claire. *Dialogues*. Paris, Flammarion, 1996, p.65.

⁸⁰Fumaroli, Marc. *Quand l'Europe parlait français*. Paris, Editions de Fallois, 2001, 489 p. - Rivarol. *De l'universalité de la langue française*. - Deniau, Xavier. *Florilège de la langue française et de la francophonie*. Paris, Editions Richelieu-Senghor, 1988. - Beaucé, Thierry, (de). *Nouveau discours sur l'universalité de langue française*. Paris, Gallimard, 1998, 247 p. - Broglie, Gabriel (de). *Le français pour qu'il vive*. Paris, Gallimard, 1986. - Druon, Maurice. *Lettre aux Français sur leur langue et leur âme*. Paris, Julliard, 1994. etc.

Le français se sont les grandes orgues les plus suaves, aux fulgurances de l'orage et puis il est tour à tour flûte, hautbois, tam-tam. Le français nous a séduit de ses mots abstraits et rares dans nos langues maternelles, où les membres se font pierres précieuses. Chacun des mots est naturellement nimbé d'un halo de sève et de sang. Les mots français rayonnent de mille feux comme les fusées qui éclairent notre nuit⁸¹.

« Humanisme de différences, la francophonie doit s'affirmer⁸² »

Actes du Sommet de la Francophonie de Dakar

2.2.8 - Représentativité de la francophonie : un imaginaire positif.

Si les opposants et les détracteurs de la francophonie soulignèrent à son propos de nombreuses failles, notamment une faiblesse des réalisations, la grande hétérogénéité de ses membres, un idéalisme et un utopisme confrontés au quotidien à la globalisation, en particulier anglo-américaine, que la secrétaire d'état Madeleine Albright résumait par : « *la globalisation c'est nous* », la francophonie jouit malgré tout d'une image positive. Elle bénéficie en effet des acquis et des atouts de la langue française, quelle que soit leur subjectivité, ce qu'Albert Camus exprima par : « *Ma patrie c'est la langue française* ». La prise en compte de cet imaginaire collectif dépasse les qualités et les normes en terme de communication et d'expressivité dont un idiome est traditionnellement doté.

A ce titre, il est tout à fait intéressant de constater le rapport irraisonné, souvent passionnel ou de répulsion qu'un individu instaure vis-à-vis de sa propre langue maternelle ou seconde. La relation qu'entretiennent les Québécois avec la langue française en est un exemple depuis quatre siècles. « *Le combat pour la survie d'une langue est avant tout la défense d'une forme de pensée et d'un imaginaire* » déclarait Michel Antonioz directeur général adjoint de la chaîne ARTE lors des assises de Hué⁸³. Ce qu'en 1998, la représentation permanente de la francophonie auprès de l'ONU résumait par :

⁸¹ Senghor, Léopold Sédar. *Paroles*. Dakar, Nouvelles Editions Africaines, 1975, p.79.

⁸² Actes de la 3^e Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant en commun l'usage du français, Dakar, 1989, p. 200-2001.

⁸³ Aupelf-Uref. *Assises de l'enseignement du français et en français*. Montréal, 1998, p.327.

La francophonie est toute l'expression d'une conscience internationale, tout individu est naturellement attaché à sa langue sans pour autant prétendre l'utiliser à l'échelle planétaire. Dans le cas du français comme dans celui de quelques autres langues de grande diffusion, ce sentiment national fait place, dans les relations internationales à un sentiment d'appartenance communautaire. Les pays francophones ont pris, plus tôt que d'autres ensembles linguistiques conscience de leurs liens⁸⁴.

Les imaginaires collectifs se créent, vivent, s'enrichissent, s'appauvrissent et finissent par disparaître ou bien par se renouveler, celui de la francophonie ne déroge pas à la règle. Celui-ci comprend et intègre un onirisme civilisationnel que Raymond Renard désigne sous le vocable de *rêve francophone*⁸⁵. Dans l'imaginaire de la plupart des francophones ainsi que dans celui de nombreux peuples, le français est réputé porteur de valeurs humanistes. Beaucoup d'étrangers lui associent des idées de liberté, de justice, de solidarité, de démocratie, de fraternité mais également d'émancipation spirituelle, d'ouverture, d'esprit critique et de tolérance⁸⁶ : « *D'où d'ailleurs, le reproche souvent fait à la France et à la Belgique, de poursuivre en Afrique une politique étrangère non conforme aux idéaux que ces États seraient censés défendre.* »⁸⁷

En outre, il est singulier et symptomatique que les mouvements de libération des colonies francophones se soient revendiqués des valeurs véhiculées par la langue des Lumières. Par comparaison au rêve états-unien et plus largement américain, le rêve francophone se distinguerait par une conception politique idéaliste se manifestant par le refus de la pensée unique, le souci de l'exception culturelle et plus largement par la raison en tant que capacité libératrice de l'entendement humain,⁸⁸ mais aussi par une appréciation spécifique de la culture, notamment littéraire et de l'écrit. Ainsi l'imaginaire social et culturel de la francophonie serait dans son

⁸⁴Organisation internationale de la francophonie, *Représentation permanente auprès des Nations Unies, symposium sur le plurilinguisme dans les organisations internationales*. Rapport introductif investir dans la diversité, Genève, 5 et 6 novembre 1998, p. 8.

⁸⁵Renard, Raymond. *Une éthique pour la francophonie questions de politique linguistique*. Cipa, Mons, 2000, p. 212.

⁸⁶« L'Edit de Nantes [...] est une nouveauté historique fondamentale : dans un même Etat, la coexistence officiellement reconnue de deux religions, ce qui implique un choc dont on n'a pas idée aujourd'hui. C'est le refus de l'intégrisme, c'est-à-dire la confusion de l'identité du groupe avec l'uniformité des croyances. [...] Ni la race donc, ni la religion ne peuvent exprimer l'essence de la France, ce qui l'a inclinée d'autant plus à rechercher dans un idéal humaniste, conciliateur et synthétiseur, sa raison d'être. » Stélio, Farandjis. *Philosophie de la francophonie, contribution au débat*. Paris, L'Harmattan, 1999, p. 83-84.

⁸⁷Renard, Raymond. op.cit. p. 212.

⁸⁸Guillebaud, J-C. *La refondation du monde*. Paris, Seuil, 1999, p. 153. Nulle part en Occident, en dehors de la francophonie on ne retrouve autant d'écrivains et d'intellectuels acteurs du politique. Les présidents écrivains, tels, De Gaulle, Mitterrand, Senghor, Vaclav Havel en sont quelques exemples. Stelio Farandjis écrit dans son ouvrage *Philosophie de la Francophonie contribution au débat*. Paris, L'Harmattan, 1999, p. 83 : « On n'imagine pas un Président de la République française en tant que vendeur de cacahuètes. »

universel moins matérialiste, pragmatique et utilitariste⁸⁹ que le rêve et l'imaginaire états-uniens. La réunion conjointe des différents conseils de la langue française rassemblés à Québec en 1998 proposait que l'on étudie : « *L'image du français chez ses usagers actuels ou potentiels et chez ses enseignants, cette image demeurant encore trop proche de celle d'un produit de luxe*⁹⁰. » En établissant de solides recherches en psychologie sociale, on parviendrait sans doute à définir avec précision cet imaginaire francophone reposant sur des bases communes mais qui revêt des espérances différentes, telles, l'aide au développement des pays du tiers monde pour les pays d'Afrique noire et le raffinement culturel et civilisationnel pour les Japonais. Les écrits de B. Wyants⁹¹ et de L. Dabene⁹² insistent sur la variabilité historique des représentations de cet imaginaire francophone en fonction de l'appartenance linguistique⁹³ et de la temporalité. Pour eux, la francophonie par sa pluralité serait en mesure de contribuer à rééquilibrer les rapports de force issus de la mondialisation marchande, de plus, la réponse humaniste qu'elle apporterait n'aurait que plus d'impact si elle se fondait sur les valeurs de cet imaginaire collectif que porte la langue française et qui en font une langue universelle⁹⁴. « *Car une langue est universelle, non pas par ce qu'elle est parlée partout et par tous mais parce qu'elle porte des valeurs dans lesquelles peuvent se reconnaître tous les peuples de la planète* », comme le soulignait Boutros Boutros-Ghali, un an après son entrée en fonction au poste de Secrétaire Général de l'organisation de la Francophonie⁹⁵.

Bien que l'imaginaire collectif de la francophonie bénéficie chez les francophonistes et dans la majorité de l'opinion de l'espace francophone d'une image positive⁹⁶, cet état de fait n'est pas immuable et le quotidien doit entretenir cette perception car la langue, vecteur incroyable de sens et d'ouverture au monde importe moins que les combats

⁸⁹Jucquois, G. *De quelques paradoxes dans l'usage et dans les politiques des langues*. Québec, Conseil de la langue Française, 1998, p.17.

⁹⁰Conseil de la langue française (CLF), *La gestion du plurilinguisme et des langues maternelles dans un contexte de mondialisation*. Acte du séminaire de Québec, gouvernement du Québec, Québec, 1999, p.231.

⁹¹Wyants, B. *Les représentations à l'égard des compétences plurilinguistiques des francophones*, in CLF, Québec, 1999, p.123.

⁹²Dabene, L. *L'image des langues et de leur apprentissage*, in Matthey, M., (dir.) *Les langues et leur usage*. Neufchâtel, IRDP, 1997, p.19 à 23.

⁹³Cholette, Gaston. *L'action internationale du Québec en matière linguistique : coopération avec la France et la francophonie depuis 1961 à 1995*. Québec, Québec, Presses de l'université Laval, 1997, p. 170.

⁹⁴Renard, Raymond. *Une éthique pour la francophonie*. p.214.

⁹⁵Discours à l'occasion de l'inauguration du salon Expolangues, Paris, 27 janvier 1999.

⁹⁶Pinhas, Luc. *Discours et réalité de la francophonie : le cas du livre*. [Thèse non publiée en science de la communications et de l'information], Lyon, Université Lumière, 1999, p. 238-262.

menés pour les valeurs qu'elle est sensée porter⁹⁷. La France malgré son rôle et son action dans la création d'un imaginaire francophone n'en est pas dépositaire, pas plus que le Québec⁹⁸, le Canada, le Sénégal ou tout autre pays de la *francophonie*⁹⁹ comme se plaisait à le souligner Denise Bombardier, dans *Lettre ouverte aux français qui se croient le nombril du monde*, sur un ton incisif se voulant polémique :

« L'image de la France dieu merci n'est pas prisonnière des rustres et des imbéciles qui ont le privilège d'y vivre (...) et ne confondons pas cette image avec celle du français, mieux vaut une certaine idée de la France qui en fait le foyer d'une civilisation commune, une manière d'être au monde, une culture respectueuse de la créativité, de l'audace, du bon goût et de la liberté¹⁰⁰ ».

*Je m'étonne que le mot « francité » soit, aujourd'hui, moins employé que celui de « francophonie »*¹⁰¹

Léopold Sédar Senghor (1964)

2.3 - La francité.

A travers cette nouvelle sous-partie, nous nous proposons d'établir une évaluation de ce qu'est la francité, du point de vue du contenu et de la symbolique. Une fois cette étape accomplie nous nous intéresserons aux rapports qu'entretient la francité avec la francophonie et les identités nationales francophones et plus spécifiquement à ceux qu'elle a et peut avoir avec le Québec, en tant qu'Etat national de la francophonie nord-américaine.

⁹⁷ « Pensez à l'Histoire ! Voyez le destin de la langue grecque face à l'empire romain, voyez comment le grec a survécu et même a triomphé de son vainqueur (...) à cause des valeurs dont ce langage était porteur. Voyez le destin de l'islam dans la douce Andalousie musulmane du IX^e siècle, quand l'arabe rayonnait par la force de l'Islam. Le rayonnement d'une culture est inséparable des valeurs qu'elle défend, non pas hier, non pas du temps de Victor Hugo, de Flaubert, de Rousseau, de la Commune de Paris ou de la Révolution mais aujourd'hui. » Cf. Guillebaud, Jean Claude, in Aupelf-Uref, *Assises de l'enseignement du français et en français*. Montréal, 1998, p. 469.

⁹⁸ Nemni, Monique. « Le français au Québec : représentation et conséquences pédagogiques », *Revue québécoise de linguistique*, vol. 26, n° 2, 1998, p. 151-172. Barbaud, P. « La diglossie québécoise », in Marta Dvorak, (dir.). *Canada et bilinguisme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997, p. 65-82. Corbett, N. *Langue et identité : le français et les francophones d'Amérique du Nord*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1990.

⁹⁹ Pour rappel, nous définissons la *francophonie* comme la somme cumulative des imaginaires et des réalités francophones.

¹⁰⁰ Bombardier, Denise. *Lettre ouverte aux français qui se croient le nombril du monde*. Paris. Albin Michel, 2000, p. 9.

¹⁰¹ Cité par Djian, Jean-Michel. *Léopold Sédar Senghor, genèse d'un imaginaire francophone*. Paris, Gallimard, Nrf, p. 136.

« De la francité, il nous faut tirer l'idée du renfort d'une solidarité politique effective¹⁰² »

Denis Tillinac

2.3.1 - La Francité un concept à coloration européenne.

Le terme de « francité » fut principalement analysé par Maurice Piron¹⁰³ intellectuel et philologue wallon, il correspond à une notion intellectuelle dense mais plus restreinte que la francophonie, revendiquant l'ensemble des cultures et des identités francophones. La Francité peut être définie comme le radical maïeutique, l'essence de la langue, de la culture et de la civilisation française¹⁰⁴. Elle dote les "francophonias" c'est à dire les différentes acceptions de francophonie de valeurs et d'un potentiel universel. La francité est la somme d'un processus historique pour l'essentiel issu de France qui s'intègre dans un contexte européen et mondial.

La francité tout en ayant une filiation inexpugnable avec la France et ce qui est français, n'en demeure pas moins accessible et ouverte à l'ensemble des francophones du monde. La Francophonie est dépositaire des valeurs de la francité dont elle se nourrit mais ne se limite pas à elles seules. La francité est l'élément indispensable de différenciation de l'espace francophone des autres entités de langues romanes, et insère la Francophonie âgée seulement de 40 ans, dans un cheminement historique et humain de plus de mille ans. Car comme l'expliquait Fernand Braudel « la France c'est d'abord la langue française¹⁰⁵ ». Si le terme de francité est fréquemment utilisé en Belgique¹⁰⁶ où il existe une *Maison de la Francité* à Bruxelles¹⁰⁷, il a presque complètement disparu du débat

¹⁰²Tillinac, Denis. « Francité et France », *La Revue des Deux Mondes*, novembre-décembre 2001, p. 50.

¹⁰³Maurice Piron (1914-1986), philologue roman, membre en 1960 de l'Académie Belge de langue et de littérature françaises compte plus de 300 publications à son actif. Homme d'action et de projets, voire de combat : avec *Rénovation wallonne*, il s'engagea pleinement dans les débats qui menèrent à la fédéralisation de la Belgique. Il fut l'un des principaux artisans de l'avènement de la francophonie en Wallonie et en Belgique. L'Université de Liège lui doit la création d'un Centre d'études québécoises.

¹⁰⁴Le *Grand Larousse* caractérise la francité comme « l'ensemble des caractères propres à la civilisation française ».

¹⁰⁵Cité par François Mitterrand lors de son discours devant l'Académie française à l'occasion du 350^e anniversaire de l'Institut le jeudi 12 décembre 1985. Cf. Annexes. (Appendice C)

¹⁰⁶On pourra consulter les travaux de l'Académie royale de langue et de littérature de Belgique, du 21 octobre 1970 en présence de L. S. Senghor. Communication de Maurice Piron, « *Francophonie et francité* ».

¹⁰⁷Créée le 5 mars 1976 par la Commission française de la Culture de Bruxelles. A pour objectif d'assurer « la promotion de la langue française et de la Francophonie internationale prioritairement dans les régions bruxelloise et wallonne ». Ses priorités sont l'apprentissage et la maîtrise du français, oral et écrit, notamment par les jeunes et les allophones, le respect des droits légitimes du français et des francophones. Elle participe à la promotion de l'appartenance de Bruxelles à la Francophonie internationale et à ses relations avec les autres grandes villes francophones. En outre la MDF dispose d'un observatoire de la langue française dont les ambitions sont celles de l'Office de la langue française de l'Etat du Québec (OLF).

intellectuel français¹⁰⁸. Roland Barthes fut l'un des derniers à s'y intéresser, il l'utilisa en 1957 dans son recueil *Mythologies*¹⁰⁹ qui traite des valeurs de la société contemporaine française et occidentale.

« La culture ne sauve rien ni personne, elle ne justifie pas. Mais c'est un produit de l'homme : il s'y projette, s'y reconnaît ; seul, ce miroir critique lui offre son image¹¹⁰ »

Jean-Paul Sartre

2.3.2 - La francité et le Québec.

La francité fut diffusée au Canada par Jacques Berque, puis relancée au Québec par Jean-Marc Léger dans le quotidien *Le Devoir* à partir de 1964, mais elle trouva son principal défenseur et propagateur en la personne du président Senghor, notamment dans *Ce que je crois*¹¹¹. Le mot bien que moins fréquemment employé, continue cependant d'exister car il possède un sens précis, défini par rapport à la francophonie qu'il éclaire. La francophonie apparaît au Québec, comme la manifestation de la francité.

[la francophonie] est un mode de pensée et d'action, une certaine manière de poser les problèmes et d'en chercher les solutions. Encore une fois, c'est une communauté spirituelle : une noosphère autour de la terre. Bref, la francophonie c'est, par-delà la langue, la civilisation française : plus précisément l'esprit de la civilisation, c'est-à-dire la culture française que j'appellerai la francité¹¹².

A travers la figure ci-dessous, nous avons voulu représenter le mode d'interdépendance et de structuration de ces notions ternaires que sont la francité et les deux francophonies. Tout en disposant d'une autonomie individuelle, notamment dans le cas de la francité, leur intelligibilité causale ou leur portée ne sont entières que réunies.

¹⁰⁸Nous signalons à titre informatif que François Millet s'est intéressé lui aussi à la francité, mais en lui donnant une dimension plus mystique et personnelle, difficilement exploitable pour notre recherche. Cf. Millet, F. *Le Sentiment de la langue*. Paris, la Table ronde, 1993, p. 47-49. En outre, Andreï Makine aborde de façon croisée cette problématique à travers son ouvrage *Cette France qu'on oublie d'aimer*. Paris, Flammarion, Coll. Café Voltaire, 2006, 110 p.

¹⁰⁹Barthes, Roland. *Mythologies*. Paris, Editions du Seuil, 1957, p. 74.

¹¹⁰Cité par Montera, Hyacinthe de. *La francophonie en marche, la guerre des cultures*. Paris, Société des éditions modernes (Sedimo), 1966, p. 7.

¹¹¹Senghor, Léopold Sédar. *Ce que je crois : négritude, francité et civilisation de l'universel*. Paris, Grasset, 1988, 234 p.

¹¹²Senghor, Léopold Sédar. *La francophonie comme culture*. Allocution prononcée à l'université Laval le 22 septembre 1966, lors de la remise de son doctorat *honoris causa*.

Ceci explique que la francité placée au centre de la figure suivante peut alimenter et rester en contact avec l'ensemble des réalités francophone en jouant son rôle d'imprégnation.

Figure 2.5 - Modélisation de la francité et des francophonies

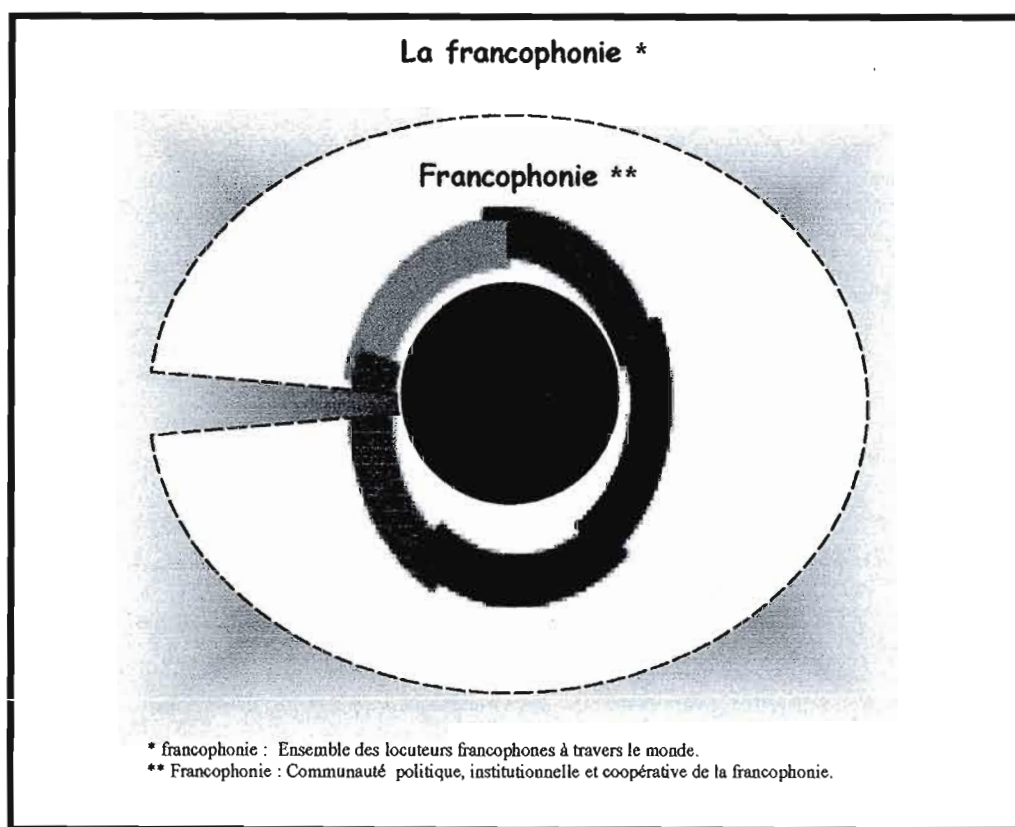


Figure établie par nos soins

La francité est "l'âme de la francophonie", la volonté et l'affirmation d'une communauté francogène qui enrichit les valeurs de la civilisation occidentale en synergie avec celles du reste du monde, à travers des legs tels, l'humanisme issu des Lumières, les principes de la Révolution française de 1789, la Déclaration universelle des Droits de l'homme et du citoyen, le système métrique, la laïcité ... Le concept de francité bien qu'idéologiquement plus marqué et plus lourd de sens que la francophonie fut notamment traité par l'écrivain suisse Henri de Ziegler en 1943, dans son roman autobiographique *Aller et retour*.

Mon père avec tout son patriotisme avait fait de la France une élection (...). J'en avais hérité de son vivant comme d'un patrimoine. Il y a partout des catholiques dont l'Eglise est le véritable pays. De même, je devais peu à peu concevoir en dehors de ma patrie, ou plus exactement en elle et en dehors d'elle à la fois, une idéale nationalité: la langue, la culture française, la «francie» ou la «francerie» ou la «francité», comme on voudra¹¹³.

Toutefois, le mot francité tout en étant d'un usage courant en Europe trouva d'autres emplois au Québec et au Canada français entre 1950 et 1970. A ce propos, le 21 décembre 1966, Jean-Marc Léger intitula son éditorial dans le *Devoir* : « *La Francité et les tâches de coopération* » et l'écrivain québécois Gérard Tougas en 1967 parla de « *l'avenir de la francité* » dans son ouvrage intitulé : *La Francophonie en péril*¹¹⁴. André Patry, juriste et conseiller politique de renom qui fut l'un des sherpas du Sommet de Québec en 1987, nous semble être celui qui exprime le mieux ce que la francité était et demeure pour les acteurs des relations internationales du Québec et les militants de la francophonie :

La francophonie est une communauté de langue, la francité c'est presque organique, plus qu'une langue une façon de se comporter. C'est viscéral, on n'est pas dans la francité pour des besoins. Il faudrait à l'heure actuelle, plus de francité pour donner du sens à la francophonie et en échange, la francophonie pourrait servir à la francité. La francophonie a élargi le monde au détriment de la solidarité et de la francité. Il y a une charge de valeur dans la francité qui fait défaut à la francophonie¹¹⁵.

Cette dernière citation, insiste avec justesse sur les relations et les faiblesses réciproques toutes en nuances, parfois lourdes de sens de la francophonie et de la francité. A la lumière desquelles, le Québec se révèle être à la fois un partenaire emblématique et original, comme nous l'avons affirmé et démontré précédemment.

¹¹³Ziegler, Henri (de). *Aller et retour*. Genève, Editions du milieu du monde, 1943, p. 29.

¹¹⁴Tougas, Gérard, *La Francophonie en péril*. Montréal, Cercle du Livre de France, 1967.

¹¹⁵Entretien au domicile privé montréalais d'André Patry le 19 août 2005.

« La diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant.¹¹⁶ »

ONU/ESC

2.4 - L'Exception culturelle.

Dans ce dernier point de notre chapitre II, nous nous proposons de démontrer que la problématique francophoniste dans son acception québécoise, l'exception culturelle et la diversité culturelle sont intimement liées et interdépendantes. La *Culture* loin d'être secondaire ou « molle » comme le soulignait Michel de Certeau¹¹⁷ "devient" ou redevient de façon flagrante un enjeu majeur pour les peuples. Dans cette mondialisation des identités et des langues qui succède à celle des échanges marchands et qui aspire à une autre gouvernance mondiale nous étudierons la place respective de la francophonie, de la francosphère à travers les exemples de la France et du Québec.

*« CULTURE ET ECONOMIE MEME COMBAT.
Inutile de se voiler les yeux, et de se réfugier dans l'angélisme, la réalité est incontestable.
La lutte des classes, nationale et internationale affecte l'art et même la culture.
La beauté est art de vivre et le profit ne s'occupe pas toujours de l'art et de la vie¹¹⁸ »*

Jack Lang

2.4.1- La France et les exceptions culturelles.

A partir de la Seconde Guerre mondiale et par la suite la France n'a plus vocation à l'unilatéralisme, pas plus que les moyens, sa population, sa superficie, son produit national brut appartiennent au registre des puissances moyennes. Si son budget militaire est le vingtième de celui des Etats-Unis, sa réflexion a toujours été tentée par l'universel et son action internationale s'y emploie avec constance en dépit des changements à l'échelle planétaire. La France "*grande puissance*", même le général de Gaulle ne le

¹¹⁶Extrait de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle adoptée le 2 novembre 2001, lors de la 31^e session, de la Conférence générale de l'organisation.

¹¹⁷De Certeau, Michel. « Des espaces et des pratiques », in *Pratiques culturelles des Français*, Paris, Ministère des Affaires culturelles, Services des études et de recherche (SER), 1974, p. 169.

¹¹⁸Extraits de l'intervention de Jack Lang, ministre de la Culture, à la conférence mondiale des ministres chargés de la Culture, Mexico, 27 juillet 1982. Le discours est publié dans l'ouvrage de Geneviève Gentil et Philippe Poirier, *La Politique culturelle en débat, anthologie, 1955-2005*. Paris, La documentation française, Comité d'histoire du ministère de la culture, travaux et document n°21, 2006 p. 92-94.

pensait pas. Il déclarait avec détachement : « *Je n'ai qu'un seul rival, c'est Tintin* » ou parlant de la France disait : « *Nous sommes les petits qui ne veulent pas se laisser faire par les grands* » ou parfois agacé, le président de la République, repris par ses ministres déclarait : « *Oui, la France est au deuxième rang, mais un deuxième rang, c'est encore un rang* ». Toutefois la voix de la France sait fort bien se faire entendre, qu'elle agace parfois ou qu'elle intéresse en refusant de suivre aveuglément la voie tracée par d'autres. Pour la France, la culture fait partie intégrante de sa personnalité, elle est l'un des rares pays à pratiquer systématiquement et depuis longtemps une diplomatie culturelle¹¹⁹ qui contribue à une indéniable influence française dans le monde, nourrie par ses artistes, ses intellectuels, l'enseignement du français langue seconde... Depuis quelques années, la France défend l'idée d'une *exception culturelle* que certains qualifièrent abusivement de *française*, au vu du poids de Paris dans le camp des défenseurs de cette exception. Dès lors, il en résulta une confusion regrettable entre la politique culturelle proprement française qui peut sous de nombreux aspects être qualifiée d'exception¹²⁰ et la promotion d'une exception culturelle non cocardière, défendue par Paris et valable pour toutes les langues, cultures et civilisations. Certes, le concept d'exception culturelle recèle une fraction de pigmentation tricolore, mais il n'en fait pas pour autant une marque déposée de l'Hexagone, car cette singularité de la culture trouva d'autres soutiens et prosélytes parfois plus actifs que Paris, tels le Québec en Amérique du Nord qui y fit adhérer le Canada, la Belgique en Europe, le Sénégal en Afrique...

Si la démarche française éclipsa dans un premier temps, les efforts d'autres nations ou gouvernements, cela est probablement dû à la place de la France dans les instances et les forums internationaux¹²¹ ainsi qu'à l'ancienneté de sa politique culturelle et à l'approche

¹¹⁹Raymond, Jean-françois, de. *L'Action culturelle extérieure de la France*. Paris, La Documentation française (DF), 136 p. - Balle, Francis. *La politique audiovisuelle de la France*. Paris, DF, 1996. - Salon, Albert. *L'action culturelle de la France dans le monde*. Thèse d'histoire, Paris, Université Panthéon Sorbonne, 1981. - Ministère des Affaires étrangères. *Histoire de la diplomatie culturelle des origines à 1995*. Paris, DF, 1995.

¹²⁰Intermittents du spectacle, quotas en matière cinématographique et audiovisuelle, grands travaux à caractère culturel tels le Louvre ou la Bibliothèque nationale de France, C.N.L., ...

¹²¹Cercle de l'Union européenne, cercle de la Francophonie, où 51 pays partagent avec elle sa langue; Cercle des amitiés traditionnelles en Afrique, qui a réuni à Paris 52 délégations, cercle des pays du Tiers monde et surtout des Pays les moins avancés dont Paris se fait traditionnellement le défenseur et le banquier. Cercle de la diplomatie multilatérale, dans les organisations internationales dont elle est membre, et surtout à l'ONU, avec l'un des cinq sièges permanents au Conseil de sécurité. Elle usa de son droit de veto avec modération (18 fois depuis 1946, contre près de 120 fois pour l'ex URSS/Russie, près de 80 fois pour les EU, près de 40 fois pour le RU); cercle mondial enfin, car la diplomatie française est active dans presque tous les pays, au nom de l'égalité souveraine des Etats elle est l'un des très rares Etats à avoir partout des ambassades, des missions permanentes ou des consulats généraux : 278, soit plus que les Etats-Unis 249, le Royaume-Uni 224 ou l'Allemagne 211. Ces chiffres sont valables pour l'année 1995.

de cette dernière, porteuse de sens car différente de celle des Etats-Unis et plus largement de l'approche anglo-saxonne en ce domaine.

Cette exception culturelle "*universelle*" repose sur la conviction profonde que les biens de l'esprit ne sont pas des marchandises comme les autres, contrairement aux Etats-Unis qui souhaitent l'instauration d'une égalité de traitement entre la culture, les services et les produits agricoles et industriels ; le contenu intellectuel s'effaçant devant l'instrument matériel. Si l'on désire accorder une paternité à l'exception culturelle, il paraît alors plus juste de parler d'une exception culturelle francophone que d'une exception culturelle française. Le Québec en dépit des changements politiques sur la colline parlementaire, eut une démarche particulièrement cohérente et soutenue qui manifesta une grande proximité avec les aspirations et les vues de Paris. Les relations particulières France Québec, connurent dans ce domaine une vitalité exemplaire que les ministres Louise Beaudoin, Line Beauchamp, Sheila Copps et Liza Frulla¹²² incarnèrent côté québécois et canadien, malgré leurs options politiques concurrentes.

« La diversité culturelle, consacrée par la Charte de la Francophonie, constitue l'un des principes fondamentaux qui inspirent l'action de notre mouvement depuis sa fondation. »¹²³

Déclaration de Cotonou, Article I^{er}

2.4.2 - De l'Exception culturelle à la diversité culturelle¹²⁴ : l'apport de la Francophonie et du Québec.

Dans la dernière décennie du XX^e siècle, la défense de l'exception culturelle, se doubla de la défense de la diversité culturelle et de la volonté de promouvoir le dialogue des cultures. Le Sommet de Maurice, décida le 16 octobre 1993 de faire de l'exception culturelle, un enjeu francophone à caractère politique. La Francophonie fut en totale symbiose avec cette réorientation et se fit le porte parole international de cette "seconde exception culturelle". A cette fin, la Francophonie institutionnelle publia de nombreux

¹²²Joël-Denis, Bellavance. « Affaires étrangères : Liza Frulla rappelée à l'ordre poliment. Le Canada doit parler d'une "seule voix", souligne Jean Lapierre ». *La Presse*, 1^{er} octobre 2004, p. 4.

¹²³Déclaration de Cotonou, III^e Conférence ministérielle sur la Culture. Bénin, 14 et 15 juin 2001.

¹²⁴Regourd, Serge. *L'Exception à la diversité culturelle. Problèmes politique et sociaux*. Paris La documentation française, n° 904, 2004. Regourd, S. *L'Exception culturelle*. Paris, PUF, 2002.

rapports, essais, compte-rendus sur ce sujet dont le plus exhaustif nous semble être celui du Haut Conseil de la Francophonie (HCF) : *Diversité culturelle et dialogue des cultures en Francophonie*¹²⁵, dans lequel la préservation de la diversité culturelle du monde est présentée par le HCF comme le défi majeur de notre époque, étant le préalable indispensable à la circulation des hommes et des idées, et à la pérennité d'espaces culturellement ou linguistiquement autonomes et préservés. Car selon le HCF, la diversité culturelle intéresse au premier chef, les Etats et les sociétés francophones dans leurs propres espaces et dans leurs rapports avec les autres espaces, sans jamais oublier les francophones hors Francophonie. La proximité existante sur la diversité culturelle entre le Québec et la francophonie est d'autant plus perceptible que l'on compare leurs discours respectifs, l'un pouvant se calquer sur l'autre. Malgré la démonstration brillante de Gérard Bouchard, *Genèse des nations et des cultures du nouveau monde*¹²⁶ à propos de l'américanité du Québec, selon lui sous évaluée, en raison d'une prétendue primauté du fait francophone et français dans l'état fleurdelisé, une solitude béante sépare bien en matière culturelle, le Québec du reste du continent. Si le Québec est en effet une société nord-américaine n'en déplaie à certains, elle possède une relation à la langue et à la culture qui l'en éloigne indubitablement, n'en déplaie à d'autres. A ce titre, il faut souligner l'action résolue et déterminante de Louise Beaudoin, ministre d'Etat aux Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie durant le dernier gouvernement Landry qui affirmait sans détour, l'œuvre et la vision commune de la francophonie et du Québec en matière de diversité culturelle :

Le droit des Etats et gouvernements à soutenir librement leur production culturelle et à choisir leurs instruments d'intervention ne saurait être mis en cause par la logique d'intégration économique. Une préoccupation que le Québec partage et pose au niveau international et singulièrement à la Francophonie¹²⁷.

Le soutien du Canada anglophone à la diversité culturelle à la québécoise, se justifie avant tout par l'hypertrophie culturelle et civilisationnelle entre les Etats-Unis d'Amérique et la fédération unifoliée¹²⁸. La continuité francophoniste en matière de promotion de la diversité culturelle de l'Etat du Québec, qui sut au fil des gouvernement dépasser les rivalités habituelles opposant Québec à Ottawa, et le Parti Québécois (PQ) au

¹²⁵HCF, *Diversité culturelle et dialogue des cultures en Francophonie*. Paris, 2000, 57 p.

¹²⁶Bouchard, G. *Genèse des nations et des cultures du nouveau monde*. Montréal, Boréal, 2000, 503 p.

¹²⁷Conférence ministérielle de la Francophonie du 11 janvier 2002.

¹²⁸Cf. Thériault, Joseph-Yvon. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*. Montréal, Québec-Amériques, 373 p.

Parti Libéral du Québec (PLQ), est selon nous, une autre manifestation de la continuité et de la primauté du fait francophone au Québec. Le phénomène est suffisamment rare pour être souligné. La déclaration de la ministre québécoise de la Culture, Diane Lemieux (PLQ) lors de la 3e Conférence ministérielle de la Francophonie sur la culture, qui eut lieu à Cotonou, le 15 juin 2001, en fut l'illustration :

Je suis heureuse que la position du Québec de ne pas négocier la culture dans les accords de commerce ait fait l'objet d'un consensus au sein de la Francophonie. Ainsi, la cause de la diversité culturelle et de la protection des identités et des cultures vient de franchir un pas important (...). L'engagement renouvelé de la Francophonie en faveur de la culture fait en sorte que cette organisation devient un forum encore plus significatif pour le Québec. La conférence de Cotonou constitue une avancée prometteuse pour le Québec et la francophonie ¹²⁹.

La francophonie et l'état fleurdéliné en dépit de leurs attermoissements respectifs au regard de l'histoire de la courte durée, conservent à moyen et long terme, un rapport privilégié qui s'explique pour partie par l'irréductibilité culturelle du Québec depuis quatre siècles, et un point d'équilibre des civilisations que prétend incarner et promouvoir la Francophonie. C'est ainsi que la Déclaration de Liège en 1990 évoquait notamment, la volonté des pays ayant en commun l'usage du français, d'aboutir à la création d'un espace original capable d'intégrer des cultures et des civilisations différentes, afin de les conduire au dialogue¹³⁰, à l'enrichissement mutuel et à la coopération, par un libre recours à une même langue de communication, la langue française. Ce dont Boutros Boutros-Ghali se fit le chroniqueur militant et partial en écrivant dans l'introduction du rapport « *De Hanoi à Moncton* » :

Certains ont voulu voir dans la Francophonie la manifestation (...) d'un néo-colonialisme déguisé. C'est peu connaître la réalité francophone, née et voulue hors de France, essentiellement sur le continent africain. (...) C'est peu connaître, aussi, la géographie de l'espace francophone qui s'est ouvert aux pays de l'Europe centrale et orientale. C'est peu connaître surtout l'idéal francophone placé sous le signe du respect de la diversité culturelle et linguistique. La Francophonie est à la fois une et plurielle¹³¹.

¹²⁹Cabinet de la ministre d'Etat à la Culture et aux Communications (Marjolaine Perreault).

¹³⁰Ce fut notamment le cas lors du colloque *Francophonie-Monde Arabe, un dialogue des cultures*, Paris, 30-31 mai 2000 organisé dans le cadre de la 37^e session du Conseil permanent de la Francophonie. Ainsi que lors de la biennale 1999-2000 de l'Organisation des Etats Ibéro-américains de Mexico, cf. *Organizacion de estados Iberoamericanos (OEI) Revista del Convenio Andrés Bello*, n° 52, p. 5-9. Ou encore *Démocratie et sociétés plurielles*, colloque organisé à Yaoundé par l'OIF et le Commonwealth du 24 au 26 janvier 2000.

¹³¹Organisation internationale de la Francophonie (OIF) « *De Hanoi à Moncton* » Rapport du Secrétaire général de la Francophonie, Paris, 1999, 76 p.

A cette fin, la francophonie défendit officiellement le principe qu'il y a des frontières que la mondialisation n'avait pas le droit d'abolir¹³², car elles permettent de passer d'une culture à une autre ; l'universalité de l'homme s'incarnant dans le particulier¹³³.

S'il est indéniable que l'aire francophone défendit et promut activement la diversité culturelle¹³⁴, une distorsion entre le discours francophoniste et l'application de cette militance dans le cadre national des Etats francophones est à noter, en particulier pour les plus modestes d'entre eux, devant faire face aux pressions extrêmement fortes et variées des Etats-Unis pour faire voler en éclat l'unité fragile des partisans de la diversité. Louise Harel, présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)¹³⁵ déposa un avis *sur le dialogue des cultures* au nom de l'A.P.F, devant les Chefs d'Etat et de gouvernement des 55 pays francophones rassemblés à Beyrouth, dans le cadre du 9e Sommet de la Francophonie :

La Francophonie s'étant donnée comme objectif, dans sa Charte adoptée lors du Sommet de Hanoi en 1997, d'aider à l'intensification du dialogue des cultures et des civilisations et au rapprochement des peuples par leur connaissance mutuelle l'APF, propose l'adoption d'un instrument international sur la diversité culturelle.

L'avis encourage également les Chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie à maintenir l'exception culturelle et à ne pas intégrer ce secteur dans leurs engagements spécifiques, lors des prochaines négociations commerciales, tant et aussi longtemps qu'un tel instrument n'aura pas été adopté. L'A.P.F recommanda de préserver la production culturelle nationale, de consacrer le droit des Etats à définir librement, leur propre politique culturelle et à augmenter les efforts de développement dans le domaine culturel,

¹³²Bernier, Ivan. *Mondialisation de l'économie et diversité culturelle : Les arguments en faveur de la préservation de la diversité culturelle*, en collaboration avec Dave Atkinson, document de réflexion préparé pour la 2ième concertation intergouvernementale de la Francophonie, Agence intergouvernementale de la francophonie, Paris, 2000.

¹³³C'est dans cette voie universaliste que s'engagèrent les partisans de la diversité culturelle à partir de 1999, ouvrant ainsi une deuxième étape de l'histoire de l'exception culturelle. Celle-ci verra se préciser le concept de diversité et apparaître une volonté d'en faire une pierre angulaire des relations internationales. C'est la ministre canadienne Sheila Copps qui la première lança le mouvement en invitant les ministres de la culture des cinq continents à créer un Réseau International sur la politique culturelle RIPC dont le premier objectif était de « faire en sorte que la diversité culturelle et linguistique fasse partie intégrante de la réflexion mondiale sur le développement » et qui joua un grand rôle dans la popularisation de ces idées.

¹³⁴Cf. Aizier Alexandra. *La Francophonie, entre "Dialogue des Cultures" et ambition politique au lendemain du Sommet de Beyrouth*. [Mémoire de fin d'études], Lyon, IEP, 2003, 153 p.

¹³⁵Rappelons que l'APF, fut fondée en 1967 et que l'Assemblée nationale du Québec en est membre à part entière depuis 1975. L'APF est reconnue comme l'Assemblée consultative de la Francophonie, et contribue « au rayonnement de la langue française et à la connaissance réciproque des cultures d'expression française, elle travaille activement à la promotion de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de la personne »

afin que ces échanges soient de plus en plus équitables. En outre, l'A.P.F exigea une transparence accrue des processus actuels de négociations commerciales, dans le but de combler le déficit démocratique des organisations internationales, et jugea indispensable que les parlements participent aux débats liés au dialogue des cultures.

Ce qui au départ pouvait apparaître comme, l'expression du feu mal éteint d'une France flamboyante ou d'un Québec¹³⁶ à contre sens du reste de l'Amérique anglo-saxonne, était désormais un flambeau dont on se disputait le port, tant étaient réels les risques d'uniformisation culturelle. Avec la fin du Cycle de l'Uruguay¹³⁷ s'acheva une première phase de l'histoire de la diversité culturelle que l'on put qualifier de phase réactive et défensive où fut préservé l'essentiel, la liberté d'action des Etats en faveur de leur culture. Défendre la diversité culturelle c'est aussi soutenir le dialogue interculturel, seul médiateur efficient contre l'extension à la culture des conflits internationaux. Ainsi posée, la question de « *l'exception culturelle* » apparaît avant tout, comme un enjeu de politique mondiale¹³⁸ et les Etats qui en sont les protagonistes agissent en vertu de leur vision du monde et donc de leur rapport à la culture.

L'enjeu est de taille, nous le savons. Le gouvernement du Québec tient à s'exprimer par sa propre voix en matière de culture et à ce que cette voix s'additionne à celle des autres, il est précieux que la Coalition pour la diversité culturelle¹³⁹(...) Tous les partenaires des secteurs privé et public, des milieux culturels, de l'enseignement ou des affaires, doivent travailler de concert à la défense de la diversité culturelle.

C'est en ces termes qu'Agnès Maltais ministre québécoise de la Culture et des Communications¹⁴⁰s'exprima à Paris le 2 novembre 1999, lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion de la 30^{ième} session de la Conférence générale de l'ONUEC :

¹³⁶Bernier, Ivan. « Les politiques culturelles du Canada et du Québec, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) », dans *Les politiques culturelles à l'épreuve - La culture entre l'Etat et le marché*, sous la direction de Florian Sauvageau, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture et Presses de l'Université Laval, 1996, p. 13-71.

¹³⁷Bernier, Ivan. « Commerce international et cultures nationales: le débat sur la clause d'exception culturelle dans les négociations de l'Uruguay Round », in *Industries culturelles nationales et mondialisation des marchés*, sous la direction de Mario Beaulac et de François Colbert, HEC, Montréal, 1994.

¹³⁸[Revue]« The French exception ». *Foreign Affairs*, vol. 79 : n°4, juil.-août 2000, p. 104-116

¹³⁹Le gouvernement du Québec s'engagea le 18 octobre 1999 à soutenir financièrement la *Coalition pour la diversité culturelle* (200 000 \$ par an), son secrétariat permanent était à Montréal et Robert Pilon assurait la vice présidence exécutive .

¹⁴⁰Source : Cabinet de la ministre de la culture, attachée de presse, Danielle Bilodeau.

Si le Québec a su conserver sa culture si vivante en Amérique du Nord, c'est grâce à une volonté de sa population qui s'est exprimée par des politiques culturelles et linguistiques. La force de notre culture est intimement liée au pouvoir d'application de nos politiques.

Or, ce rapport varie naturellement d'un pays ou d'une aire culturelle à l'autre, et la vision proposée par la Francophonie ou le Québec de la diversité culturelle, et celle de Washington ou de Tokyo n'avaient rien en commun¹⁴¹. Déjà en mai 1995, lorsque s'engagea à Paris une négociation en vue d'un accord multilatéral sur l'Investissement (A.M.I.) destiné à instaurer « *les règles de libéralisation et de protection de l'investissement direct à l'étranger* »¹⁴², la fracture était flagrante. L'A.M.I, sous couvert des théories générales d'Adam Smith et de David Ricardo sur le libre échange et les considérations tirées de l'histoire économique, intégrait des champs, jusque-là hors de la compétence du GATT ou de l'OMC, notamment la culture, la santé, l'environnement et l'éducation. L'extension de la parabole "ricardienne" des draps et du porto à la littérature ou à la musique était une agression et un détournement intellectuel de la pensée.

Appliqué à la culture, le principe de spécialisation et de division internationale du travail signifiait que si un pays se trouvait doté ou se dotait de facteurs de production exceptionnels pour la création musicale, et avait moins de dispositions pour la création littéraire, il serait conduit à se spécialiser dans la musique au sens large et à renoncer à la publication de romans. Le pays voisin connaissant une situation inverse se spécialiserait dans les romans, abandonnant toute production musicale pour faire jouer chez lui, les artistes, les pièces et compositions musicales du premier pays. Le simple jeu du marché conduirait selon ces principes à priver une collectivité de son expression culturelle pleine et entière. Cette vision d'une "*hyper marchandisation*" des cultures et des créations et des produits qui en découle est aux antipodes du projet francophoniste senhorien.

¹⁴¹ Contrairement à une idée reçue et à l'exclusion d'accords bilatéraux, la compatibilité entre les systèmes nationaux de politique culturelle et des normes juridiques internationales existent depuis fort longtemps. Les négociateurs de l'Accord GATT de 1947 avaient déjà abordé ce sujet et prévu à l'article 4 une sorte d'exception culturelle avant la lettre, autorisant les Etats membres à instaurer des quotas pour la diffusion de films nationaux. En 1993, le cycle de l'Uruguay s'acheva sur une victoire conjointe des Européens dirigés par la France et la Belgique d'une part et l'ensemble francophone d'autre part, notamment par le soutien des Québécois et du Canada.

¹⁴² En d'autres termes les filiales d'Hollywoodiennes implantées dans un pays de l'U.E auraient pu avoir accès aux mécanismes de soutien cinématographique de ce pays et à ceux de l'Union (programme Media) et les quotas de diffusion auraient été démantelés. Le rapporteur de l'AMI pour les E.U déclara que *les quotas étaient de véritables cancers*.

La France appuyée d'abord par le Québec¹⁴³, puis par le Canada, la Belgique et la Francophonie organisa le camp des partisans de l'exception et de la diversité culturelle, suivie par la suite de l'Italie, du Portugal, du Mexique et de la Grèce... qui réclamèrent tous, l'application d'une exception culturelle. Dans un monde complexe et interdépendant, le dialogue des cultures apparaît incontournable, mais doit impérativement se nourrir d'une coopération approfondie, devant elle-même, contribuer à l'élaboration d'une éthique internationale, fondée sur les valeurs démocratiques et sur la reconnaissance des droits culturels. La Francophonie apparaît comme un acteur qui porte le débat sur la diversité culturelle et le dialogue des cultures au niveau mondial, afin d'en dégager de nouveaux axes d'action et de coopération. Elle y apporte en outre, sa contribution originale en utilisant la dynamique de sa propre diversité culturelle établie sur le respect, le dialogue et la coopération multilatérale entre toutes ses composantes.

« La Francophonie est l'inspiratrice du projet de convention de l'UNESCO.¹⁴⁴ »

Roger Dehaybe¹⁴⁵

2.4.3 - L'apport du monde francophone dans la Déclaration universelle sur la Diversité Culturelle de l'ONUESC.

En février 1998, les discussions relatives à l'AMI¹⁴⁶ furent ajournées et les Etats-unis rejetèrent sur la France, les Européens et leurs relais internationaux dont la Francophonie était l'un des plus actifs, la responsabilité de cet échec¹⁴⁷. Quant aux défenseurs de l'exception culturelle, ils déclarèrent que si l'O.M.C n'était pas le cadre approprié pour traiter de la culture et des échanges culturels, l'A.M.I l'était moins encore¹⁴⁸. Les efforts conjoints des gouvernements français, québécois, canadien, européens et de la francophonie aboutirent à l'ONUESC, le 2 novembre 2001 à Paris, lors de la 31^e session,

¹⁴³Robert, Dutrissac. « Un "amendement Québec" en faveur de la diversité culturelle », *Le Devoir*, 5 février 2002.

¹⁴⁴Edition de *Challenge Hebdo* (Maroc), 16 septembre 2005.

¹⁴⁵Ancien Administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, ex-ACCT.

¹⁴⁶Bernier, Ivan. « L'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et la culture », *Legipresse*, Paris, vol. 5, n° 152, 1998, p. 62-68.

¹⁴⁷Washington tout en refusant la clause européenne et francophone d'intégration européenne souhaitait ne pas aliéner sa capacité de punir les firmes étrangères qui effectueraient des investissements étrangers dans les pays qu'il estimait « hors la loi » (Cuba : loi Helms Burton, ou Iran : loi d'Amato).

¹⁴⁸Au moment où les négociations devaient reprendre en octobre 1998 le Premier ministre Lionel Jospin décida que la France n'y participerait pas, aucun nouveau rendez-vous depuis ne fut fixé.

de la Conférence générale de l'organisation avec l'adoption à l'unanimité des Etats membres¹⁴⁹, de la Déclaration Universelle sur la diversité culturelle. Celle-ci constituait la première formalisation du contenu et des moyens du concept de la diversité culturelle :

La diversité culturelle constitue le patrimoine commun de l'humanité. Elle est pour le genre humain aussi nécessaire que l'est la biodiversité dans l'ordre du vivant, la défense de la diversité culturelle est un impératif éthique inséparable du respect de la dignité de la personne humaine. Elle implique l'engagement de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Les droits culturels sont partie intégrante des droits de l'homme. Les biens et services culturels, porteurs d'identité, ne doivent pas être considérés comme des marchandises ou des biens de consommation comme les autres.¹⁵⁰

D'où le projet de faire jouer à l'ONUEC¹⁵¹ ce rôle et de disposer d'une convention internationale ayant force de loi¹⁵², ce qui va à l'encontre, des thèses sur l'inéluctabilité du choc des cultures et des civilisations de Samuel Huntington¹⁵³. L'ambition de cette convention est de garantir la reconnaissance, la spécificité, la légitimité et donc la sécurité juridique¹⁵⁴ des biens et services culturels et par conséquent, d'assurer la permanence des politiques actuelles ou futures, mises en œuvre par les Etats, pour la préservation de leur patrimoine et le développement de leurs expressions culturelles¹⁵⁵.

¹⁴⁹ Les Etats-Unis ne participaient plus depuis un quart de siècle au travaux de l'ONUEC.

¹⁵⁰ Lors d'une réunion à Paris en février 2003 coprésidée par Sheila Cops et le ministre français de la Culture, les ministres du réseau « RIPC » effectuèrent une démarche auprès du Directeur général de l'Unesco afin d'engager les travaux à la réalisation d'instrument légal régissant la diversité culturelle. Durant cette réunion le ministre du Burkina affirma que « tout le monde parle de diversité, mais personne ne parle de solidarité », celui d'Afrique du Sud demandant que les initiatives sur la diversité culturelle « contribuent au développement culturel dans nos pays pour combler le fossé culturel », et d'autres regrettant que la question de la diversité apparaisse trop comme une affaire de pays riches voulant protéger leurs marchés. Le 17 octobre 2003, l'Assemblée générale de l'ONUEC donna son accord à ce projet.

¹⁵¹ Du 3 au 15 octobre, 2005 eut lieu à Paris, dans le cadre de la 33^{ième} session de la Conférence générale de l'ONUEC une convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. L'objectif est de conférer force de loi à la déclaration universelle sur la diversité culturelle.

¹⁵² Armand Mattelart « Bataille à l'UNESCO sur la diversité culturelle. » *Le monde diplomatique*, octobre 2005, p.26-27. Professeur en science de l'information et de la communication à l'université Paris VIII qui publia également *La diversité culturelle et mondialisation*. Paris, La découverte, 2005.

¹⁵³ Huntington, Samuel. *Le choc des civilisations*. Paris, Odile Jacob, 1997, 402 p. Huntington, Samuel. *Qui sommes nous ?, Identité nationale et choc des cultures*. Paris, Odile Jacob, 2004, 397 p. [traduit de l'anglo-américain *Who are we ? the challenges to America's national identity*]

¹⁵⁴ Bernard Cassen « Une norme culturelle contre le droit du commerce ? » *Le monde diplomatique*, septembre 2003.

¹⁵⁵ En dépit des pressions répétées et variées des Etats-Unis pour faire échouer cette convention ou plus largement les thèses relatives à la diversité culturelle, ses défenseurs ne cessent de croire y compris dans le camp anglo-saxon où l'Australie et l'Afrique du Sud, à l'exemple du Canada ont adopté une ligne assez ferme, dissonante de leur habituel soutien à Washington. Ce sont donc aujourd'hui 28 pays qui respectent le principe de diversité et d'exception culturelle qui dans l'espace de dix ans (1990-2000) est devenu une règle de droit européen et un acquis communautaire à la grande satisfaction de la francophonie.

L'adoption finale de la Convention¹⁵⁶ en octobre 2005 fut une victoire collective de la francophonie où le Québec et la France furent des acteurs prépondérants. L'objectif de diversité culturelle, donna indubitablement une nouvelle dimension à l'action internationale de la Francophonie qui sut par une mobilisation très productive, à Maurice et à Cotonou notamment, faire d'elle l'organisation internationale la plus déterminée à maintenir et promouvoir la diversité. L'hispanophonie et la lusophonie durant la décennie des années 1990 choisirent ouvertement le mode de développement francophoniste, ce qui accentua d'autant le sentiment que la Francophonie à tort ou à raison tendait à devenir une "ONU francophone" ou "une ONUESC latine et de la francité", partageant avec la Société des nations des ambitions et des buts louables, mais sans disposer pleinement des moyens financiers et techniques pour les réaliser.

Bien que déterminante, cette nouvelle mission dont la Francophonie s'était investie, apporta de nouveaux arguments à ses "détracteurs" qui lui reprochaient déjà, un manque de lisibilité dans son action, un goût prononcé pour les éléphants blancs, les nobles et grandes causes. Néanmoins, la Francophonie sut rallier autour de son argumentaire, la plupart des pays des aires culturelles latines et des entités telles l'Union Européenne, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est coordonnant l'action régionale et continentale à l'action nationale et internationale. Son hétérogénéité si souvent décriée, où le Québec joua toujours un rôle de pivot au cœur même du sous continent nord-américain pourtant le moins réceptif à ce genre d'entreprise, fut déterminante dans le processus de maturation et de conscientisation de la diversité culturelle.

La Francophonie en dépit de son poids relatif, sut prendre la tête des aires culturelles sans pour autant susciter de contestation réelle, de la part de ses interlocuteurs qui la jugèrent collectivement comme l'outil de structuration à suivre et à relayer. L'Etat fleurdélisé en dépit d'une personnification internationale partielle, en accédant de plein droit au forum et à l'espace francophone, parvint à exprimer sa vision et à mettre en place, une politique propre et complémentaire en totale synergie avec les autres Etats francophones. Le Québec et la Francophonie en matière de diversité culturelle incarnèrent de façon parfaite l'intitulé de notre recherche, et surent pleinement en tenant compte des

¹⁵⁶Ivan Bernier et Hélène Ruiz-Fabri, *Evaluation de la faisabilité juridique d'un instrument international sur la diversité culturelle*, Groupe de travail franco-québécois sur la diversité culturelle, Québec, 2002, 35p. disponible sur <http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/publications.htm>.

réalités continentales et internationales, incarner un duo gagnant qui prouve que les aires culturelles et les Etats partiellement souverains peuvent avoir une action efficiente dès plus tangible, malgré un contexte officiellement favorable aux seuls Etats-Nations¹⁵⁷ et à une globalisation que l'on dit incontrôlable.

C'est ce que nous avons voulu démontrer à travers ce sous chapitre consacré à l'exception et la diversité culturelle et qui explique notre débordement chronologique partiel, afin de présenter et d'analyser ce processus dans sa pleine acception, c'est-à-dire jusqu'à l'adoption par l'ONUEC, de la Convention sur la diversité culturelle d'octobre 2005, soit quelques semaines avant le début de l'année Senghor. A compter du 18 mars 2007, la convention dont la plupart des membres signataires sont des Etats francophones rentrera officiellement en application.

¹⁵⁷Pour de plus amples renseignements sur la question nous recommandons la lecture de Paquin, Stéphane. *Paradiplomatie et relations internationales, théorie des stratégies internationales des régions face à la mondialisation*. Bruxelles, Presses inter-universitaires européennes, collection régionalisme et fédéralisme, 2004, 189 p. Ainsi que du même auteur *La revanche des petites nations. Le Québec, la Catalogne et l'Ecosse face à la mondialisation*. Montréal, VLB éditeur, collection partis pris, 2001, 202 p.

DEUXIEME PARTIE

LA STRUCTURATION ET LES DYNAMIQUES DE L'ESPACE FRANCOPHONE CONTEMPORAIN A L'ECLAIRAGE DU QUEBEC : L'EXEMPLE DES ASSOCIATIONS

« L'histoire des idées (...) C'est l'analyse des opinions plus que du savoir, des enjeux plus que de la vérité, non des formes de pensée, mais des types de mentalités¹ . »

Michel Foucault

CHAPITRE III

LES ASSOCIATIONS FRANCOPHONES, LE QUEBEC ET LA PROTOFRANCOPHONIE

3.1 - Les Associations francophones avant la Première Guerre mondiale.

La présentation et l'analyse historique de la francophonie et du mouvement francophone, tant au Québec que dans le reste du monde que nous nous proposons d'effectuer dans ce chapitre, repose sur les principales organisations internationales francophones, car seules ces dernières sont capables de mettre en exergue les courants et les axes qui l'animent. Cette recherche comporte une dynamique rétrospective puisque les réalisations décrites ne peuvent se comprendre et être interprétées en terme de francophonie, qu'à la lumière des événements et des faits que nous connaissons aujourd'hui. En cela, la partie consacrée à la francophonie et aux organisations internationales d'avant 1945 et dans une moindre mesure, celle d'après 1945, doivent être prises en terme de pré ou protofrancophonie, nécessaire et indispensable dans la prise en compte des facteurs menant à la création de celle-ci. A travers des exemples précis et ponctuels, nous démontrerons en quoi la francophonie s'inscrit dans un processus

¹Foucault, Michel. *L'Archéologie du savoir*. Paris, Gallimard, 1969, p. 179.

historique mondial ou certains acteurs et thèmes occupent une place prédominante. Cette démarche globale fera un point précis, sur l'implication du Québec et les effets réciproques de sa participation dans ces différents forums afin de répondre pleinement à notre problématique de départ et d'apporter un éclairage nouveau, liant l'histoire immédiate et celle de l'ultra contemporain à une histoire de la longue durée².

« Nous rêvions d'une culture dont l'épicentre ne se retrouvait ni à Québec ni à Montréal, (...)
Nos lectures, qu'il s'agît de littérature, de politique, de sociologie ou d'histoire,
nous transportaient inévitablement en Europe...
Et c'est vers cet ailleurs que nous brûlions de partir³. »

Gérard Pelletier

3.1.1 - L'Alliance française (A.F) : une manifestation de protofrancophonie ?

"L'aïeule historique" des associations, mouvements et organisations internationales touchant la francophonie, la langue française et le fait francophone au XX^e siècle fut sans contestation possible l'Alliance française, fondée à Paris, au siège de la société Saint-Simon⁴ le 21 juillet 1883, par une dizaine de personnalités influentes du monde politique, culturel et économique, à l'initiative de Pierre Foncin et de l'ambassadeur Paul Cambon. Elle fut très vite rejointe par Louis Pasteur, le Général Faidherbe, ancien gouverneur du Sénégal, des écrivains tel Jules Verne, de grands intellectuels comme Taine et Renan, des ecclésiastiques⁵ et des diplomates notamment Ferdinand de Lesseps. L'Alliance fut le premier organisme culturel à vocation francophone⁶ ; ses fondateurs voulurent faire d'elle : « une association nationale pour la propagation de la langue française dans ses colonies et à l'étranger⁷. » Le 24 janvier 1884, elle fut officiellement reconnue par les autorités⁸ de la III^{ème} République, désireuses : « de rendre à la France son image de marque internationale » mise à mal avec la défaite de Louis-Napoléon Bonaparte en 1870.

²Braudel, Fernand. *Le Monde de Jacques Cartier, l'aventure au 16^e siècle*. Montréal, Libre-expression, 316 p.

³Pelletier, Gérard. *Les années d'impatience*. Montréal, Stanké, 1983, p.38.

⁴Au 215 boulevard Saint Germain.

⁵Tel le cardinal et archevêque d'Alger, Monseigneur Lavigerie, mais aussi le grand rabbin Zadoc Kahn.

⁶Viot, Jacques. « L'Alliance Française et la Francophonie », in Cercle Richelieu Senghor *Débats francophones*, recueil des Conférences et Actes du Cercle Richelieu Senghor, Bruxelles, Bruylant 20005, p. 3-13.

⁷Cf. Les statuts déposés en préfecture lors de sa création.

⁸En 1886 L'Alliance française fut même reconnue d'utilité publique.

L'Alliance française connut un succès retentissant et son avancée internationale fut foudroyante. Les comités d'action se chargèrent de collecter des cotisations, des dons et des legs substantiels à travers l'Hexagone, mais également en Europe et dans le monde y compris au Québec. L'implantation des sections locales de l'Alliance en fut facilitée d'autant et dès 1885 soit un an après sa naissance officielle, l'Alliance française s'était étendue et enracinée avec tant de succès que son Secrétaire Général Pierre Foncin⁹ déclarait : « *il n'est guère hors de nos frontières, de régions où nous n'ayons déjà pénétré et fait quelque bien* ». En 1900, l'alliance comptait 250 écoles à travers le monde relevant de Paris et plus de 35 000 comités de soutien alimentaient et consolidaient les efforts de la maison mère parisienne.

L'Etat et l'administration française tissaient des liens intenses qui se renforcèrent en 1889, lorsque le ministre de la guerre autorisa les officiers français à intégrer le comité de soutien. Le sabre, le goupillon et Marianne faisaient œuvre commune dans l'expansion et la diffusion du français à travers le monde. Le premier coup d'arrêt sérieux que rencontra l'Alliance française eut lieu avec la Seconde Guerre mondiale, les nazis la considéraient en effet comme une menace au projet de la nouvelle Europe hitlérienne, de par son projet et son dénigrement anti-allemand¹⁰ ; le général de Gaulle, en devint d'ailleurs président sous l'occupation et dirigea le comité de gérance de l'Alliance française en exil¹¹. Après son retour aux affaires en 1958, il déclara lors du 75^{ème} anniversaire de l'alliance : « *On ne résiste pas à l'Alliance française [...] l'Alliance, c'est une expression de la chose française à travers le monde.* » Plus de cent ans après sa fondation, la vitalité de l'Alliance française est toujours de mise ; en 1983 année de son centenaire, elle comptait 300 000 élèves à travers le monde, répartis en 1200 centres à travers plus de 100 pays, et pouvait compter sur 6 000 professeurs et près d'un demi million de sociétaires

⁹Liste des Secrétaires Généraux de l'Alliance française de Paris : Pierre Foncin (1883-1897) Alfred Muteau (1897-1899) Léon Dufourmantelle (1899-1909) Emile Salone (1909-1914) Albert Malet (1914-1915) Paul Labbé (1919-1934) Louis Dalbis (1934-1937) Jean Lichnerowicz (1937-1944) Marc Blancpain (1944-1978) Philippe Greffet (1978-1988) Jean Harzic (1988-2001).

¹⁰Les archives de l'Alliance française sont emportées à Berlin par les nazis qui projettent « la destruction des instruments de propagation de langue française et notamment l'Alliance française ». L'Ecole de Paris rouvrit ses portes en 1944 à la fin de l'Occupation, puis prit en 1952, le nom d'« Ecole internationale de langue et de civilisation françaises ».

¹¹Déjà en 1943, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de l'Alliance française, le Général de Gaulle prononça à Alger un discours historique où il réaffirmait la vocation de celle-ci et son rôle dans la diffusion de la langue et de la culture française. Néanmoins on était encore loin des problématiques francophones de Senghor et Bourguiba.

bienfaiteurs¹². L'Alliance française située boulevard Raspail demeure l'une des matrices de la francophonie contemporaine, même si l'Alliance française se conjugue au pluriel, puisque chaque Alliance à travers le monde dépend et relève des lois du pays et de l'administration dans lequel elle se situe. Cette absence de rigidité structurelle et organique explique pour beaucoup, la longévité et l'influence du réseau des Alliances à travers le monde¹³.

3.1.2 - L'Alliance française, le Canada et le Québec : à travers Ernest Tétreau.

Les fédérations des Alliances françaises sont autant de facettes du prisme francophone. La première d'entre elles fut fondée à Montréal, à l'Université anglophone Mc Gill en 1902¹⁴. Elle fut la première Alliance française du Canada qui en compta rapidement une dizaine dont les plus anciennes furent créées en Acadie à Halifax en 1903, Vancouver en 1904 et Ottawa en 1905, vinrent par la suite Calgary, Edmonton, Hull, Moncton, Régina, Saskatoon, Saint-Jean Terre-Neuve, Toronto¹⁵, Victoria et Winnipeg. Le maillage de l'Alliance française en Amérique du nord se fit donc à partir de Montréal et du Québec qui en dépit de son statut de province, du tropisme républicain et de la séparation brutale de 1763 révélait le potentiel conscient et inconscient, que représentait la province fleurdelisée dans une trame francophone et française nord-américaine. L'A.F de Montréal eut pour président de 1934 à 1953 une figure avant-gardiste de la protofrancophonie à l'échelle québécoise et canadienne-française, en la personne du député Ernest Tétreau¹⁶ (1871-1957), cofondateur de la Fédération des

¹²En 2000, la fréquentation des Alliances françaises était en hausse de + de 10% 400 000 étudiants fréquentaient ses cours et l'on comptait 1 072 associations dans 130 pays (cf. www.alliancefr.org). Les pays qui comptent le plus d'Alliances françaises, par continent se trouvent :- En Afrique et dans l'Océan indien : Madagascar (30 Alliances et 18 400 étudiants) ; - En Amérique du Nord : U.S.A. (61 Alliances françaises et 20 000 étudiants) ; - En Amérique du Sud : l'Argentine (78 Alliances et 12 000 étudiants), suivie du Mexique (45 Alliances et 32 000 étudiants) ; - En Asie : l'Inde (16 Alliances et 22 800 étudiants) ; - En Europe : les Pays Bas (34 Alliances et 7 500 étudiants), suivis de l'Espagne (16 Alliances et 9 400 étudiants) ; - En Océanie : l'Australie (28 Alliances et 6 276 étudiants).

¹³Pour de plus amples informations consulter les interventions et les réponses de Jacques Viot président de l'Alliance française dans le Compte rendu n°55 de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale du 23 juin 2004.

¹⁴La Première alliance d'Amérique fut fondée à Mexico signifiant la proximité culturelle entre le Mexique et la France thème cher à Philippe Rossillon.

¹⁵Toronto-Mississauga, Toronto-North-York.

¹⁶Après avoir fait son droit à l'université Laval, Ernest Tétreau travailla auprès de Raoul Dandurand, (sénateur de 1898 à 1942) avant de devenir avocat en 1895 et d'occuper de très nombreuses fonctions publiques dont celle de député en 1923 ; Président de la commission scolaire Saint-Viateur-d'Outremont (1944-1946), Echevin du quartier Saint-Denis au conseil municipal de Montréal de 1910 à 1914, Vice-président de l'hôpital Notre-Dame.

oeuvres de charité canadiennes-françaises, il eut d'importantes fonctions à la S.S.J.B.¹⁷. Il fut Secrétaire de nombreuses associations canadiennes, dont la Société d'entraide de la Légion d'honneur¹⁸ et le Comité pour le relèvement du franc. Soucieux de donner du sens au Canada français, tant au Québec "qu'outre frontières", il fit travailler conjointement l'Alliance de Montréal et le Comité de la Pensée française de la société St Jean-Baptiste, afin d'assurer un pré carré scolaire et linguistique mâtiné de survivance, à la langue française, dans les écoles de la Saskatchewan et de l'ouest canadien. Il vulgarisa l'histoire auprès des francophones de la diaspora, par le biais d'une émission radiophonique hebdomadaire intitulée, *"Causerie sur les Grandes figures de notre histoire"*, durant laquelle étaient évoqués pêle-mêle les personnages historiques et hagiographiques de la France et du Canada français, afin d'exalter et consolider une identité francophone minoritaire et en cours de marginalisation, reposant sur la langue et la catholicité. Si dans ses diverses activités liées ou non à l'Alliance Française, Ernest Tétreau chercha indéniablement à valoriser l'acquis français au Canada et dans une moindre mesure, dans le reste du monde, en ayant une perception "globale" de cet espace francophone en devenir, il ne s'agissait pas encore de francophonie. En effet l'affirmation culturelle, nationale et identitaire des francophones vivant en Amérique jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle n'était pas considérée en terme d'ouverture et d'universalisme, mais en terme de repli ethnique et de survivance de la race française. Les différents écrits du Chanoine historien Lionel Groulx, illustrent et nourrissent cette vision du monde et la tâche dévolue aux Canadiens français.

En outre, Tétreau ne remettait pas en cause l'impérialisme d'une France qui considérait sa langue et sa culture comme un prolongement régalien. Certes, le Canada français avait un rôle à jouer, ainsi que les autres francophones d'Amérique¹⁹ et du reste du monde, mais du registre exécutoire. Dans ce but, il fonda la Ligue de la survivance française, tout en participant simultanément à de nombreux comités francophones dont le comité France-Amérique, le Cercle interallié de Paris et le comité Canada-Haïti²⁰.

¹⁷Membre du conseil d'administration de la Société Saint Jean-Baptiste de Montréal, il fut Président du comité de la pensée française et finit directeur de l'Association nationale Saint Jean-Baptiste.

¹⁸Pour la section canadienne.

¹⁹Dubosclard, Alain. Histoire de la fédération des Alliances françaises aux Etats-Unis: l'Alliance au cœur. Paris, L'Harmattan, 1999.

²⁰Dont il fut le président à Montréal. Port-au-Prince le nomma Commandeur de l'ordre national de la République d'Haïti en remerciement de son action.

Militant affirmé du fait français²¹ au Québec et en Amérique, il fut l'un des premiers artisans du Canada français, à œuvrer en faisant fi des frontières nationales d'une façon réelle et avouée pour le rapprochement des francophones, mais avant tout, ceux de France, d'Europe et d'Amérique : « *Il faut partout défendre le fait français au Canada et dans le Monde*²². » L'Alliance française de Montréal et plus largement les Alliances françaises canadiennes et continentales devaient selon lui y œuvrer²³. Cependant malgré sa conscientisation élevée, Ernest Tétreau tout en étant en avance sur ses compatriotes Canadiens français, ne fut qu'un militant de la protofrancophonie, comme le furent à l'époque les Alliances françaises des Amériques.

3.1.3 - La Mission laïque française (MLF) : une incarnation de la francité ?

Le 8 juin 1902 à Paris, Pierre Deschamps directeur de l'Enseignement à Madagascar, aidé par Pierre Foncin²⁴, Inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, réunit un petit groupe d'universitaires et d'enseignants laïques et républicains, en vue de créer un organisme déconfectionnalisé dont l'ambition était la diffusion de la langue et de la culture française en dehors des frontières nationales, elle prit le nom de Mission Laïque française. Reconnue d'utilité publique en 1906, elle se fit l'auxiliaire prosélyte de la République, en s'engageant à diffuser dans le monde l'enseignement laïque, porteur des principes et des valeurs de la France républicaine. Il s'agit bien d'une "mission laïque" car elle s'appuie sur des hommes et des femmes qui sont des envoyés de cette société laïque française à travers le monde, au sens étymologique du terme. Contrairement à l'Alliance française, la Mission Laïque dès son origine conçut des cycles d'enseignement aux vastes programmes, faisant du français la langue par laquelle on accédait à la connaissance, aux sciences et aux arts et prétendait ainsi consolider l'universalisme français, à propos duquel Paul Ricœur disait : « *L'histoire des hommes sera de plus en plus une vaste explication où chaque civilisation développera sa perception du monde dans l'affrontement avec toutes les autres. Or ce procès commence à peine*²⁵. »

²¹Chevalier de la Légion d'honneur en 1927, il reçut la médaille d'or de l'Union nationale française le 12 mars 1929 et la grande médaille de vermeil de l'Alliance française de Paris le 11 mai 1931. Pour plus de renseignements sur Ernest Tétreau consulter <http://www.assnat.qc.ca/fra/membres/notices/t-u/tetre.htm> ou Ouimet, Raphaël. *Biographies canadiennes françaises*. Montréal, 1937, p. 321.

²²Propos recueillis auprès d'André Levac, Membre de l'Ordre de Jacques Cartier.

²³Toutefois, dans les faits les succès des différentes Alliances furent variables et parfois modestes au vu des effectifs et du nombre d'élèves réellement bilingues.

²⁴Lui-même co-fondateur de l'Alliance française.

²⁵Ricœur, Paul. « Civilisation universelle et cultures nationales ». *Esprit*, Paris, octobre 1961.

La MLF se proposait de contribuer à la formation de candidats aux emplois d'enseignants dans les colonies et à l'étranger, de créer elle-même des établissements et d'en soutenir d'autres déjà existants²⁶. L'objectif premier de l'apprentissage et de la diffusion du français dont l'Alliance était le symbole, se trouvait surpassé dans le lien intrinsèque établi entre la République française et l'individu par la Mission laïque qui créait des francophones pétris de valeurs républicaines. La fine fleur de la République présida aux destinées de la Mission, le général Gallieni, Raymond Poincaré, Edouard Herriot²⁷ et Gaston Doumergue notamment. Le deuxième trait distinctif de la Mission laïque par rapport à l'AF, réside dans la mixité linguistique de ses effectifs, à la fois francophones et non francophones et dans le fait que les enfants de hauts fonctionnaires, de diplomates, de techniciens et de ressortissants français côtoient des élèves originaires du pays. Cette mixité sociale et ethnique, cohérente avec le principe de laïcité, était intimement liée avec la francité républicaine et en décalage complet avec les Alliances Françaises et les pratiques scolaires des puissances coloniales de l'époque. Au I^{er} Congrès de l'Association, à Marseille, en 1906, la Mission laïque engagea une réflexion sur l'enseignement des langues et des cultures, la formation des maîtres, les rôles respectifs de l'Etat et de la Mission laïque²⁸, qui démontre l'état de maturation pédagogique et intellectuelle de son projet.

3.1.4 - La M.L.F en Amérique : la solitude canadienne-française.

Depuis 1920, la Mission laïque française se donna comme priorité absolue, la création de lycées franco-étrangers à travers le monde, tant dans l'espace traditionnel francophone du Maghreb, du proche et Moyen-Orient que dans le reste du monde, y compris l'Amérique du Nord²⁹. Toutefois, ce qui fit la force et l'originalité de la Mission laïque française dans le monde, notamment dans l'espace arabo-musulman, fut également sa

²⁶En France, en octobre 1902, Jules Ferry créa à l'École Normale une section malgache, complétée en 1903 par une section Afrique Occidentale Française, puis en 1904 une section annamite. En 1905, la Mission laïque lança *La Revue de l'Enseignement colonial* afin de se faire connaître, de présenter l'enseignement laïque et sa pédagogie. En 1920 son titre devint *la Revue de l'enseignement français hors de France*.

²⁷Edouard Herriot fut vice-Président puis Président de la MLF de 1914 à 1954.

²⁸La même année s'ouvrit en Grèce sa première école grâce à l'octroi d'une subvention du ministère des Affaires étrangères.

²⁹En 1977, la Mission laïque française participa à la création d'une section bilingue à l'Ecole d'Awty School à Houston, la même année elle affilia de nouvelles écoles françaises, telle celle de San Francisco tout en s'associant au fonctionnement du centre de Jacmel en Haïti. Dès cette période, elle coopéra avec les entreprises françaises aux Etats-Unis et dans les années 1990 afin de faire face à une demande accrue et d'accompagner le développement des établissements et des écoles francophones laïques existants, elle réalisa de forts investissements sur les Côtes Est et Ouest des Etats-Unis notamment.

faiblesse du moins en Amérique peu soucieuse de laïcité, principe profondément tricolore. Le Québec et le Canada français pétris de catholicité et d'une survivance française d'Ancien régime, ne furent pas des points d'ancrage ou de médiation pour la MLF, les premières institutions scolaires françaises du Canada français remontent aux années 1930, elles virent le jour en dehors de la mission et prirent les noms de Collège Saint Stanislas et Marie de France. L'ouverture à l'autre et une accessibilité accrue de la MLF n'étaient pas des thèmes et des valeurs suffisantes aux yeux des Franco-canadiens, qui ne virent en la mission laïque que la manifestation impérialiste, éducative et culturelle d'une France républicaine venant d'entériner la séparation des Eglises et de l'Etat. L'identification de la République à la MLF interdisait tout rapprochement avec celle-ci. La MLF, en exportant aux quatre coins du monde le modèle républicain à l'identique, ne put compter durant de longues décennies sur les Canadiens français pour lesquels « *l'enfer était rouge et le paradis bleu* ». La Loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, était pour le clergé conscience pensante des Canadiens français, un avatar redondant de 1763, éloignant d'autant, le Canada français et son ancienne mère Patrie³⁰.

Ernest Tétreau, bien que Libéral et malgré une francophilie débordante en comparaison de celle de ses compatriotes et son activisme tout azimut en faveur de la langue française, ne fit jamais un pas en direction de la Mission Laïque française. La protofrancophonie au Canada et plus largement en Amérique du nord était empreinte de christianisme et les solidarités entre francophones conditionnées par celui-ci. On était encore loin de l'humanisme intégral senghorien que la francophonie était censée induire. En raison de difficultés patrimoniales et financières rencontrées dès la Conférence de Bandung en 1955, Paris ne pouvait plus assurer le budget et les infrastructures de la Mission Laïque française. En conséquence de quoi, elle dut diversifier ses activités et finit par préférer le Canada anglais et l'Alberta pour créer sa première école d'entreprise en 1965 à Calgary³¹. Cette réussite initia le développement du réseau des Ecoles d'entreprises, qui devint la marque de fabrique de la MLF dans le dernier tiers du XX^e siècle³².

³⁰Afin de mieux comprendre, les relations paradoxales qui unissaient le Québec, le Canada français et la France après 1905 et les conséquences lors de la Seconde Guerre mondiale consulter : Amyot, Eric. *Le Québec entre Pétain et De Gaulle*. Montréal, Fides, 1999, 365 p.

³¹Afin de scolariser les enfants de la société Elf Aquitaine et en collaboration avec une école Albertaine.

³²Dès lors elle lia de nouveaux partenariats avec de petites écoles françaises à l'étranger, avec les grandes entreprises françaises exportatrices et des organisations pédagogiques.

3.1.5 - La MLF contemporaine.

La réorganisation de la MLF s'acheva en 1972, par une adaptation de ses statuts³³. Elle relança la même année sa revue principale qui prit le titre de *Dialogues*. En 1975, son partenariat avec le Centre International d'Etudes Pédagogiques (CIEP) pour la formation continue des professeurs de français fut renforcé, et depuis 1985, la Mission laïque contribue aux cours et à la formation continue des enseignants de la maternelle au baccalauréat, ainsi qu'à différentes revues pédagogiques³⁴. A la même période, le réseau d'Ecoles d'entreprises comprenait 57 institutions, accueillant plus de 2 500 élèves et plus de 200 enseignants. En 2001, le réseau de la Mission laïque française scolarisait à travers les cinq continents, près de 20 000 élèves dans une trentaine de pays dont le Canada. Bien qu'il s'agisse d'une organisation importante au sein de la francophonie, la très hexagonale Mission laïque voit son influence globale stagner et se révèle de moins en moins "universelle". Elle a dû se replier pour partie, dans l'enseignement primaire en Europe et dans le pourtour méditerranéen, en dépit du travail étroit qu'elle accomplit avec le gouvernement français. Le ministère de l'Education nationale lui alloue toujours de nombreux enseignants détachés et des facilités techniques qui font défaut aux autres organismes du même ordre. En dépit de son partenariat avec le secteur privé³⁵ elle demeure loin, derrière l'Alliance française dont l'ambition il est vrai, se révèle toute autre. Un établissement de la Mission laïque française possède en effet, une connotation idéologique et civilisationnelle, sans commune mesure avec une école relevant d'une fédération nationale de l'Alliance française. On compte à l'heure actuelle, huit établissements scolaires³⁶ à l'échelle canadienne relevant de l'Agence pour l'Enseignement du français à l'étranger (AEFE³⁷), à laquelle collabore la Mission Laïque française et dont l'influence est visible à travers les statuts des différentes structures scolaires du Québec et du Canada qui mettent toutes en avant, la laïcité et l'enseignement

³³Cf. Les Statuts de la Mission Laïque française déposés en préfecture ou consultables à son siège parisien.

³⁴En 1987, l'Institut international d'enseignement et de formation devient l'Office Universitaire International (OUI), association partenaire privilégiée de la Mission laïque française en matière de formation professionnelle.

³⁵Dont les principaux partenaires sont : Alstom, Areva, Bouygues, Edf, Framatome, Michelin, Peugeot-Citroën, Renault, Total-Fina-Elf, Thomson, Vinci, que l'on retrouve impliqués à des degrés divers au sein du Forum francophone des Affaires (FFA).

³⁶Collège français de Montréal, Collège Stanislas (Montréal), Ecole internationale Marie de France (Montréal), Lycée Claudel (Ottawa), Lycée français de Toronto, Toronto French School, Ecole française internationale de Vancouver, Collège Stanislas de Québec et le Lycée Louis Pasteur (Calgary).

³⁷Au cours de l'année scolaire 2005/2006, l'AEFE comptait 429 établissements et 235 000 élèves dont 80 000 ressortissants Français dans plus de 125 pays, 178 de ces établissements scolaires ont passé une convention avec elle. (Cf : www.aefe.org).

métropolitain. Rétrospectivement, la force et la visibilité de la Mission Laïque s'amoinrent avec le développement de la francophonie, et le redéploiement de la politique de la France en ce domaine. Toutefois, le corpus idéologique et symbolique de la MLF nourri de francité, tout en évoluant vers un dialogue linguistique et culturel élargi, fut sauvegardé par la création en 1997 dans le monde et au Québec, de l'Office Scolaire et Universitaire International (OSUI) ayant pour objet, selon ses statuts « *la diffusion à travers le monde de la langue et de la culture française en particulier par un enseignement à caractère interculturel.* »

« Rentrée à la maison, j'entendais parler de l'affaire Dreyfus.
Mon père nous lisait à haute voix les articles de Zola et disait : « la France mes enfants, la France,
seul pays au monde dont le peuple pouvait se passionner et se déchirer pour défendre un juif innocent³⁸. »

Thérèse Mitrani.

3.1.6 - Alliance Israélite universelle (AIU)³⁹ : la première manifestation de protofrancophonie ?

Nous avons préféré aborder l'AIU, après l'Alliance française et la Mission Laïque française bien que sa création soit antérieure, en raison de son poids "relativement marginal" en comparaison des deux autres institutions étudiées. En outre, le non respect de la linéarité chronologique, permet de souligner l'approche originale de ses fondateurs qui illustre parfaitement, la relation qui unit le particulier à l'universel, cœur de la francophonie senghorienne. Enfin ce choix chronologique, nous permet de prendre toute la mesure de l'écart culturel et des mentalités qui pouvait exister entre la France, le Canada, et le Québec sur les questions identitaires et linguistiques. Les fondateurs de l'AIU parvenant à faire la synthèse que les Canadiens français peinaient à réaliser. L'Alliance Israélite Universelle fut créée le 17 mai 1860 à Paris par dix-sept jeunes juifs français, pour l'essentiel médecins, enseignants, journalistes, juristes et hommes

³⁸Mitrani, Thérèse. « Quand j'allais à l'école de l'Alliance », *Bulletin de l'AIU*, n° de mai 1956, p.9.

³⁹Cf. Le centre de documentation de l'Alliance Israélite Universelle 45 rue La Bruyère 75428 Paris Cedex 09 ; dépositaire des archives de l'AIU de 1860 à 1940. Ces archives renseignent non seulement sur l'histoire de l'Alliance et de ses écoles dans les différents pays mais aussi sur la vie juive traditionnelle des ghettos d'Orient et des mellahs d'Afrique du nord, sur l'antisémitisme, les rivalités des grandes puissances coloniales et l'évolution des mœurs dans les pays en question. Elles sont également précieuses pour appréhender les représentations et les enjeux du français à travers le monde ainsi que l'héritage juif dans la francophonie, la plupart du temps méjugé.

d'affaires⁴⁰ ; appartenant tous à la bourgeoisie juive libérale de la fin du XIX^e siècle, héritière des Lumières, de l'Emancipation juridique et profondément patriote. A l'issue de cette rencontre, six d'entre eux⁴¹ rédigèrent l'Appel de l'Alliance qui selon l'historien Michaël Graetz est une synthèse des idées de 1789, d'égalité, de justice, des droits de l'homme et des principes du judaïsme. Ce texte devient l'acte fondateur de la nouvelle institution.

Rassembler tous les cœurs généreux pour lutter contre la haine et les préjugés. Créer une société de jeunes israélites idéalistes et militants qui se sentiraient solidaires de tous ceux qui souffrent par leur condition de juifs ou tous ceux qui sont victimes de préjugés quelle que soit leur religion. Faire enfin que la culture supplante l'ignorance de quelques fanatiques, pour le bien de tous. [...] Si vous croyez que ce serait un honneur pour votre religion, une leçon pour les peuples, un progrès pour l'humanité, un triomphe pour la vérité et pour la raison universelle (...) nous fondons l'Alliance israélite universelle⁴².

L'Alliance Israélite Universelle naquit d'une double rencontre : celle de la Haskala juive et des Lumières européennes, mais surtout de celle de la France de 1789 et de l'Emancipation, à partir de laquelle se forgea la modernité juive⁴³. Léon Blum le rappelait :

⁴⁰Pour de plus amples renseignements sur l'AIU nous renvoyons à Chouraqui, André. *L'Alliance israélite universelle et la renaissance juive contemporaine*. Paris, PUF, 1965 ; Antébi, Elizabeth. *Les Missionnaires juifs de la France, 1860-1939*. Paris, Calmann Lévy.

⁴¹Les six membres fondateurs de l'Alliance Israélite Universelle sont : Charles Netter, fils d'une longue lignée de rabbins, lui-même homme d'affaires fortuné, depuis toujours attentif au sort des communautés d'Europe. Narcisse Leven, avocat, collaborateur d'Adolphe Crémieux, déjà actif dans diverses œuvres de bienfaisance. Isidore Cahen, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur de philosophie, partisan affirmé de la liberté de l'enseignement et du principe de la séparation des Eglises et de l'Etat. Eugène Manuel, lui aussi normalien, poète et homme de lettres. Aristide Astruc, rabbin d'origine portugaise (sa famille s'est installée à Bayonne sous Louis XIII), adversaire déclaré des excès de l'assimilationnisme. Jules Carvallo, enfin, le doyen, âgé de quarante et un ans, ingénieur des Ponts et Chaussées, pionnier des chemins de fer, président-fondateur d'un journal, *L'opinion Nationale*, de tendance plutôt favorable à l'Empire. La moyenne d'âge de ce groupe était de trente-trois ans. Adolphe Crémieux, véritable instigateur de la fondation de l'AIU, n'a pas voulu apparaître au premier plan de ceux qui lançaient le projet. Mais trois ans plus tard, en 1863, il allait être porté à la présidence de l'Alliance Israélite Universelle. Aux yeux des dirigeants de l'Alliance, l'accès à la culture est aussi une condition sine qua non de l'émancipation et participe au processus de "régénération" ; terme compris dans l'acception de l'époque qui a pour but de faire des juifs des citoyens modernes et éclairés, partout à travers le monde.

⁴²Cf. Le site internet de l'AIU et le centre de documentation de l'Alliance Israélite Universelle de Paris. Nous tenons à remercier la diligence et le travail minutieux de l'un de ses collaborateurs en particulier, M. Laurent Zimmern qui nous a apporté de précieuses informations du point de vue statutaire et nous a confié l'inventaire du fonds "américain et états-unien" de l'AIU. Inventaire qui ne donne malheureusement qu'une perception périphérique de la présence et de l'action de l'AIU au Québec et au Canada. Mais cette absence ou ce manque est tout à fait révélateur de "l'intérêt" réciproque de ces francophones.

⁴³Pichon, Muriel. (Sous la direction de Pierre Laborie et Patrick Cabanel) « *Les Français israélites de 1918 au milieu des années cinquante. Histoire. Mémoires. Représentations. Etude d'itinéraires* ». Thèse d'histoire, Toulouse II Le Mirail, 2003.

L'émancipation des Juifs a été l'un des piliers de la mise en application réelle, immédiate, des idéaux de la Révolution française. La naissance du Juif moderne - avec sa dignité de citoyen et son intégrité d'homme libre - est venue de cette grande accoucheuse de libertés que fut la Révolution ⁴⁴.

En octobre 1862, l'Alliance ouvrit sa première école à Tétouan, au Maroc. La première pierre était posée de ce qui allait peu à peu, devenir un réseau scolaire intense et rayonnant de langue française. « *Emblème du « franco-judaïsme », réfractaire au sionisme, fière de son ancienneté et de ses liens avec les pouvoirs publics, l'AIU est, en 1940, l'institution « israélite » par excellence* ⁴⁵ ». Les positions radicales et antisémites, des tenants du régime de Vichy, imposèrent progressivement à une Alliance affaiblie, de dépasser sa neutralité légale et entre 1940 et 1944, elle fut soutenue par le Service des oeuvres françaises à l'étranger (SOFÉ), entité administrative du ministère des Affaires étrangères. La France libre, pour des raisons politiques, géostratégiques et culturelles, prit fait et cause en faveur de l'Alliance. Le message humaniste de celle-ci, fut renouvelé grâce à René Cassin⁴⁶ grand initiateur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'ONU. Il présida l'AIU de 1943 à 1976 et cristallisa alors, un enjeu qui n'était rien de moins que la survie après-guerre⁴⁷, de la culture française dans une large partie du monde. C'est également sous sa présidence que l'Alliance se revendiqua de la francophonie, dont les valeurs étaient d'une extrême proximité avec les siennes.

⁴⁴Cité dans la brochure de présentation de l'AIU (disponible également sur son site au www.aiu.org).

⁴⁵Nicault, Catherine. « L'Alliance au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale : rupture et continuité idéologique », in *Archives Juives, Revue d'histoire des juifs de France* (sous la direction d'André Kaspi), Paris, n°34 premier semestre 2001, p. 20.

⁴⁶Lauréat du prix Nobel de la Paix en 1968. L'AIU réédita à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l'homme de l'ONU, la brochure écrite par Gérard Israël intitulée *René Cassin et l'Alliance Israélite Universelle*.

⁴⁷Szwarc-Boucharel, Sandrine. (Sous la direction d'Esther Benbassa) *La vie culturelle juive en France après la Seconde Guerre mondiale : le Colloque des intellectuels juifs de langue française (1957-2000)*, Paris, Ecole pratique des Hautes études, section des sciences religieuses, 2005.

« Clustered around the « Main » —St. Lawrence Boulevard— which served as a recognizable border separating the French-Catholic eastern sections of the city from the English-Protestant western districts, the Jews formed a distinct enclave — a third solitude — between these major componets of the city's population⁴⁸. »

Ira Robinson ; Mervin Butovsky.

3.1.7 - L'alliance Israélite universelle : une altérité protofrancophoniste.

On comprend aisément qu'avant la Révolution tranquille, dans un Québec au contexte d'orthodoxie catholique vécu comme fondement identitaire, la réussite de l'AIU fut des plus limitées⁴⁹. En effet, au XX^e siècle les juifs ashkénazes⁵⁰ constituant l'essentiel de l'immigration juive au Canada⁵¹ se sentirent étrangers dans leur écrasante majorité, des préoccupations des Canadiens français notamment linguistiques⁵², étant très majoritairement anglophones⁵³. A ce propos Jean-Claude Lasry écrivit :

In the 1960's, a conjunction forces led the French Canadians to 'La Révolution Tranquille', which in turn gave rise to the Renaissance of Sephardic and Maghrebian Jewish identity in Quebec. (...) The creation of a Sepharadic francophone landsmanshaft was perceived as a threat by the Ashkenazim who wanted to preserve the anglophone monolith, which was more apparent than real, since over 40 per cent of the Ashkenazim were born outside of Canada, and English was not their mother tongue.

L'unilinguisme francophone ou le bilinguisme français-anglais des Juifs au Québec et au Canada, ne furent d'actualité qu'à partir de l'émigration massive des juifs séfarades du Maroc⁵⁴ en direction de l'île de Montréal, dans les années soixante⁵⁵.

⁴⁸ Robinson, I ; Butovsky, M. *Renewing our Days, Montreal jews in the twentieth century*. Montréal, Véhicule Presse [sic], 1995, p. 16.

⁴⁹ Bensoussan, David. *Témoignages, Souvenirs et réflexions des anciens de l'Alliance Israélite universelle*. Montréal, Édition du Lys, 2002, 206 p.

⁵⁰ Cf. Medresh, Israël. *Le Montréal juif d'autrefois*. Montréal, Septentrion, 1997, 272 p. Ainsi que Medresh, Israël. *Le Montréal juif entre les deux guerres*. Montréal, Septentrion, 2001, 242 p.

⁵¹ Cf. Pour davantage de renseignements concernant cette question, nous renvoyons aux publications suivantes. Rosenberg, L. *La communauté juive au Canada de 1931 à 1961 : changements dans les traits caractéristiques de la population*. Montréal, Congrès Juif Canadien, bureau de la recherche Sociale et Economique, 1965. Centre Communautaire Juif (CCJ), *Etre nous-mêmes : histoire de la Communauté Juive Marocaine à Montréal, au travers de ses associations*. Montréal, Young Men's Hebrew Association [non daté mais nous estimons que sa parution est postérieure à 1980]

⁵² Vigeant, Pierre. « Les Juifs et le français », *Le Devoir*, 24 avril 1950, p.4.

⁵³ Anctil, Pierre. *Juifs et Canadiens français dans la société québécoise*, Sillery, Septentrion, 2000, 197 p.

⁵⁴ Cf. Les Actes du XI^e Congrès international de la Société internationale d'histoire du français langue étrangère et seconde organisé du 4 au 6 octobre 2001 à Palerme et dont le thème était : *Histoire de l'enseignement du français langue étrangère ou seconde dans le bassin méditerranéen*. Organisé par J. Lillo, professeur à la Faculté des Sciences politiques de l'université de Palerme.

⁵⁵ Cf. Lasry, Jean-Claude. « Sephardim and Ashkenazim in Montreal », in Robert J. Brym ; William Shaffir, Morton, Weinfeld, *The Jews in Canada*. Toronto, Oxford University Press, 1993. p. 395-400.

Pour moi et pour les juifs du Maroc, l'AIU était un lien entre la France, la méditerranée et la vie francophone d'ici [le Québec] C'était un peu de francophonie française et ensoleillée dans cette terre de neige, ça nous a permis de nous projeter, de ne pas nous sentir trop seul. Longtemps français [Canadien français] et catholique ça rimait pareil⁵⁶ alors juifs et d'Afrique du nord ça faisait pas couleur locale.⁵⁷

Les relations entre ces deux entités⁵⁸ sont à considérer à travers le prisme du fait minoritaire, tant du côté des Canadiens français que de celui des juifs de l'AIU. Il explique la non rencontre de ces réalités francophones distinctes, bien que confrontées toutes les deux à l'hégémonie anglo-américaine. En dépit de l'ouverture des juifs francophones de l'AIU, la survivance ultramontaine des Canadiens français⁵⁹ empêcha un rapprochement entre ces deux solitudes francophones⁶⁰. L'écrasante majorité des Canadiens français jusqu'à la Révolution tranquille, perçut les représentants de l'Alliance Israélite Universelle et les Séfarades francophones⁶¹, comme issus du peuple déicide⁶² et porteurs de surcroît des valeurs républicaines⁶³.

L'épisode relatif à la manifestation du 6 avril 1933, organisée à l'aréna du Mont Royal en faveur des Juifs allemands persécutés par Hitler nouveau chancelier du Reich permet de saisir la confusion et l'hostilité mutuelle dans laquelle étaient alors embourbées les communautés juive et franco-catholique comme le démontra Pierre Anctil. En effet, à la suite de cette réunion publique à laquelle participèrent entre autres, le sénateur Raoul Dandurand, le maire de Montréal, Fernand Rinfret, le ministre québécois Honoré Mercier et le député fédéral Joseph Mercier, les *Jeune-Canada* organisèrent une contre-manifestation au Gesù le 20 avril 1933. Pendant celle-ci, Pierre Dansereau, Gibert Manseau, Pierre Dangenais, René Monette et André Laurendeau à tour de rôle

⁵⁶Grisson, Laurent. « L'AIU dans les années noires » in *Archives Juives, Revue d'histoire des juifs de France* (sous la direction d'André Kaspi), Paris, n°34 premier semestre 2001, p 13.

⁵⁷Esther Marques Professeur de français d'origine séfarade (Maroc) vivant à Montréal depuis les années soixante (entretien du 24/08/2005).

⁵⁸Cf. Lacroix, Michel. « Lien social, idéologie et cercles d'appartenance : le réseau "latin" des Québécois en France 1923-1939. » *Etudes littéraires*, vol 36 n° 2, 2004, p. 51 à 70.

⁵⁹Anctil, Pierre. *Le rendez-vous manqué. Les juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, chapitre IV, p 165-209.

⁶⁰Corcos, Arlette. *Montréal, les juifs et l'école*. Sillery, Septentrion, 1997, 305 p.

⁶¹Cf. Michael, Elbaz. « Le héritiers. Générations et identités chez les juifs sépharades à Montréal », in *Revue européenne des migrations internationales*. Vol. 9, n°3, 1993.

⁶²Delisle, Esther. *Le traître et le juif: Lionel Groulx, le Devoir et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec 1929-1939*. Outremont (Montréal), L'étincelle, 1992, 284 p.

⁶³Où l'on retrouvait pêle-mêle des valeurs propres à la République telle la laïcité et d'autres relevant du fantasme d'Action française relatif à une prétendue spécificité de la "race juive" ou à de supposés complots anti-catholiques et francs-maçons...

dénoncèrent avec un discours violemment antisémite, la vassalité des politiciens, tant pour stigmatiser la différence des juifs du Québec, que pour dénoncer la situation de grande précarité avérée des Canadiens français dans leur propre pays ou celle plus discutable de la catholicité dans le monde. L'article en une *du Devoir* du 21 avril est sur ce point d'une précision accablante, bien qu'à l'époque il se voulut un soutien de choix.

Les Jeune-Canada, au nom du bon sens, viennent protester contre une trop flagrante violation de la mesure par quelques-uns de leurs aînés qui ont, en leur qualité officielle, pris part à une assemblée des Juifs de Montréal contre la prétendue persécution dont les juifs d'Allemagne seraient victimes. [...] Si les juifs voulaient protester contre Hitler, c'était leur affaire, ils nous ont donné un exemple de solidarité. Mais les nôtres n'avaient pas le droit de se mêler officiellement de cela (...) Pourquoi ces mêmes hommes publics n'ont-ils pas protesté contre les persécutions bien réelles, des catholiques en Russie, au Mexique, en Espagne ?⁶⁴

Au-delà de ces mots terribles, pour lesquels André Laurendeau et les autres émirent des remords une fois la tragédie de l'Holocauste advenue⁶⁵ mais que ni la jeunesse ni l'ignorance ne peuvent justifier, tout ceci démontre l'extrême difficulté pour l'AIU de diffuser son discours au sein d'une société canadienne-française baignant dans un nationalisme ultraconservateur.⁶⁶ Malgré l'existence d'une possible langue en partage, l'Alliance s'implanta plus "facilement" aux États-Unis qu'au Québec et au Canada, du moins jusqu'à la venue des juifs orientaux à Montréal dans les années soixante. Sans faire de procès d'intention à qui que se soit, et contrairement à Esther Delisle⁶⁷ qui décrit les Québécois et ses intellectuels comme les seuls antisémites avérés au nord du 40^e parallèle, nous pensons que cette absence de rencontre entre les Canadiens français et l'Alliance Israélite Universelle, s'explique autant par l'enfermement et le fait minoritaire des communautés juives d'Europe centrale que par celui des descendant des *Canayens*.

⁶⁴[Anonyme] « L'Assemblée des Jeune-Canada à la Salle du Gesù hier soir », *Le Devoir*, 21 avril 1933.

⁶⁵Ce fut plus particulièrement le cas d'André Laurendeau qui participa à de nombreuses activités du Cercle juif de Montréal. Après cette période trouble, il n'émit plus jamais de tels propos, bien au contraire, il finit même par s'en défaire plus ou moins élégamment sur Henri Bourassa et Lionel Groulx, lorsqu'on lui rappelait sa jeunesse d'extrême droite catholique.

⁶⁶« J'appartenais à une famille de traditions bourassistes sur qui l'influence de l'abbé Lionel Groulx l'avait plus tard emporté. J'avais milité dans les rangs d'un mouvement naturaliste, le Jeune-Canada ; suivi les cours d'histoire de l'Abbé Groulx, dont la pensée m'avait marqué bien plus que Bourassa ... »

⁶⁷Cf. Delisle, Esther. *Le traître et le juif : Lionel Groulx, le Devoir et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec*.

Nous ne prétendons pas qu'il n'y ait pas eu des tentatives de rapprochement entre ces deux formes de solitude cela serait mensonger, mais elles furent isolées et presque⁶⁸ sans lendemain durant un siècle. A titre d'exception on peut signaler les tentatives journalistiques de Conrad Langlois éditorialiste au quotidien *La Patrie* qui dans un article intitulé « Les néo-Canadiens » écrivait dans un Québec très "judéophobe".

Les juifs devraient, par exemple, cesser de donner, presque partout, une façade anglaise, des airs de Canadiens anglais unilingues. Il n'y a rien qui pourrait nuire davantage à leurs intérêts dans la province du Québec que l'adoption par les juifs de l'anglais comme langue unique (...) on ne peut comprendre vraiment la mentalité des Canadiens français et les valeurs canadiennes-françaises ... qu'en se familiarisant avec la langue parlée de la population de la province du Québec.⁶⁹

Ou bien encore, les écrits du Père Richard Ares, Directeur de la revue Jésuite, *Relations* qui fondait de grands espoirs sur une défense conjointe de la langue et de la culture d'expression française au Canada des catholiques et des juifs, permettant une rencontre entre ces différentes communautés, mais jusqu'à l'arrivée des Sépharades cela ne resta que de l'ordre de l'intention, malgré les appels de Roger Lapointe et de Paul Hayes. Seule la création du Cercle Juif de Langue Française (CJLF) mise en place conjointement par le Congrès Juif Canadien (CJC) et l'épiscopat catholique fut un véritable lieu de rencontre, rassemblant les personnes les plus ouvertes des deux communautés du livre. Mais ce ne fut qu'avec la venue massive de Juifs non ashkénazes et orientaux⁷⁰ passés par l'AIU⁷¹ ou sensibilisés à la culture francophone que cette solitude put être atténuée⁷². Citons notamment l'action déterminante au Québec et au Canada, de l'écrivain d'origine irakienne Naim Kattan⁷³.

⁶⁸1860-1950.

⁶⁹Article cité in *Renewing our day montreal jews in the twentieth century* p. 65-66.

⁷⁰André Laurendeau. « Cent mille Juifs chassés d'Irak », *Le Devoir*, 28 mars 1951, p. 4.

⁷¹Pour une vision plus orientale et les questions relatives à la rencontre entre l'arabité et la judéité au sein de l'Alliance au proche et au moyen orient nous renvoyons à Rodrigue, Aron. *French Jews, Turkish Jews : The Alliance israélite universelle in Turkey, 1860-1914*. Thèse d'histoire [non publiée], Harvard, 1985.

⁷²A ce propos nous recommandons la lecture de l'article de Lasry, Jean-Claude. « Essor et tradition, la communauté juive nord-africaine au Québec », in J-C Lasry ; Claude Tapia (dir.). *Les Juifs du Maghreb*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal / Harmattan, 1989, p. 40. Perel, Simon. « *Quebec's Nationalist Movement and future of its Jews* », *Israel Horizons, American for Progressive Israel*, New York, vol. 25, n°4, avril 1977, p. 23-27.

⁷³Aux Etats-Unis le véritable missionnaire de l'Alliance fut Nissim Béhar (1848-1930). Représentant de l'AIU à New York et pour l'Amérique, né à Constantinople, formé à Paris il devint le monsieur « Miracle » de l'Alliance aux Etats-Unis. Dans un contexte nord-américain où se développait un sionisme contradictoire des thèses de l'AIU et où la B'nai B'rith menaçait la démarche des Alliancistes parisiens il maintint le cap avec des moyens dérisoires. Cf. Antébi, Elizabeth. *Les Missionnaires juifs de la France*, p. 313-334.

Depuis sa fondation l'Alliance Israélite Universelle considéra toujours la diffusion de la culture et de la langue française, comme l'un des facteurs essentiels d'accession au monde moderne⁷⁴. En conséquence, la plupart des établissements suivirent scrupuleusement le modèle des écoles françaises, tout en accordant une large place aux langues locales. Par ailleurs, l'apprentissage de l'hébreu et d'autres langues étrangères, en particulier l'anglais, a toujours coexisté harmonieusement dans les programmes de l'Alliance, ce qui fut le cas en Amérique du nord sans jamais pour autant, remettre en cause une culture et une langue française classique nourrie des grands auteurs. Celle-ci était considérée comme un idiome de communication permettant une ouverture, non seulement vers la France, mais plus généralement vers l'Europe, le continent africain et le monde, parvenant même à se faire entendre au Québec et en Amérique du Nord, avec toutefois des succès divers. En cela, l'AIU a nourri et enrichi la diversité de la protofrancophonie et la francophonie elle-même. Elle démontra que le principe de Communauté juive, puissant et pérenne s'il en est, pouvait être compatible avec la francité et l'universalisme que celle-ci proposait. De plus, en dépit de son caractère identitaire et communautaire, l'AIU anticipa avant même qu'il soit énoncé par Onésime Reclus, le concept de francophonie et prit avec une régularité obstinée, le risque de faire coexister francité et judéité, dans un contexte mondial et canadien hostile.

Si l'AF est de part son poids numérique, l'organisation protofrancophoniste dominante, la francophonie recèle une part de catholicité moindre que la plupart des auteurs ne l'ont exprimé. Au XIX^e siècle, l'AIU en "déconfessionnalisant" avant l'heure la protofrancophonie, qui aurait pu être considérée avant tout comme un cercle chrétien, s'attacha à promouvoir la laïcité et la francité sous un angle nouveau au Canada, y compris dans le très catholique Québec⁷⁵. Si la francophonie contemporaine naquit en Afrique et existe du Saint-Laurent au Mékong, le premier ancrage de protofrancophonie fut bien méditerranéen, à travers la première organisation internationale francophone de l'histoire, l'AIU.

⁷⁴Cf. Kattan, Naïm. « Une conquête et un enchantement ». *La Revue des deux monde*, novembre-décembre 2001, p. 45-49, ainsi que les bulletins du Cercle Juif, versés par N. Kattan, dans son fonds des Archives nationales du Canada sous la cote ANC, MG31-D197.

⁷⁵Groulx, Lionel. *Le français au Canada*. Paris, Delagrave, 1932, 235 p.

Aujourd'hui encore, près de 20 000 élèves suivent dans ses écoles un enseignement en français ; on dénombre 17 écoles à Montréal⁷⁶ appartenant au réseau de l'AIU et 3 en Ontario. En 1995, L'Alliance Israélite Universelle était le troisième réseau de diffusion de la francophonie, en milieu scolaire et universitaire dans le monde⁷⁷.

3.1.8 - La Société St Jean-Baptiste (SSJB).

Il n'existe pas de monographie publiée sur l'ensemble des sociétés Saint Jean-Baptiste. L'ouvrage le plus important réalisé à cette date, porte sur la Société Saint Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) de sa fondation à 1948. Il fut rédigé par l'historien français d'obédience clérico-nationaliste maurassienne Robert Rumilly, dont il est de bon aloi à l'heure actuelle de rejeter en bloc tous les travaux, y compris ceux qui ne furent jamais révisés, ou complétés depuis, telle la monographie de la SSJBM⁷⁸. La Société Saint-Jean baptiste fut dès sa création le 8 mars 1834, une organisation patriotique bas-canadienne d'entraide et de secours⁷⁹. Elle fut fondée par le journaliste Ludger Duvernoy⁸⁰ instigateur de la fête nationale des Québécois célébrée le 24 juin⁸¹.

⁷⁶A l'heure actuelle, la principale structure scolaire francophone de la communauté juive de Montréal est le centre Maïmonide. L'ouverture de cette école provoqua de vives tensions entre Ashkénazes et Sépharades. Cf. Teboul, Victor. « La communauté juive anglophone face au gouvernement Lévesque », in Yves, Bélanger ; Michel Lévesque (dir.). *René Lévesque, l'homme, la nation la démocratie*. Montréal, PUQ, 1992, p. 415-422.

⁷⁷C'est en liaison étroite avec les services culturels des ambassades de France que sont organisés formation des maîtres, stages, réalisation de matériel pédagogique qui complètent les cours de langue française dispensés dans les écoles. Son action dépasse largement le cadre scolaire à travers ses périodiques et ses publications, un vaste public d'adultes approfondit ses connaissances et se familiarise avec la culture française en Israël, au Canada et dans d'autres pays. Dans un cadre plus général, le milieu universitaire et l'Alliance Israélite Universelle ont entrepris une action visant à renforcer la présence du français dans de nombreux cercles d'études.

⁷⁸Il s'agit d'une chronique, à la Rumilly qui couvre l'évolution de la SSJBM jusqu'en 1948 et repose sur les procès-verbaux de ses réunions. La description est centrée sur Montréal et le Québec uniquement.

Nous conseillons vivement la lecture de la récente thèse de Nadeau, Jean-François. *Robert Rumilly en son histoire*. Thèse de doctorat en histoire, UQAM, 2003, 548 pages, pour avoir une relecture apaisée et complète de cet historien de la première moitié du XX^e siècle.

⁷⁹Le 19 décembre 1834, les Anglais du Bas-Canada fondèrent la Saint George's Society of Montreal. Les Irlandais du Bas-Canada firent de même peu de temps après avec la Saint Patrick's Society of Montreal. Le 6 février 1835 les Ecossais créèrent à leur tour la Saint Andrew's Society of Montreal et les Allemands la German Society of Montreal.

⁸⁰En 1834, la SSJB s'appelait la société : « Aide-toi et le ciel t'aidera ».

⁸¹Le journal *La Minerve* conclut dans son édition du 26 juin 1834, que « Cette fête dont le but est de cimenter l'union des Canadiens ne sera pas sans fruit. Elle sera célébrée annuellement comme fête nationale et ne pourra manquer de produire les plus heureux résultats. » (le terme "Québécois" n'est pas encore d'usage à l'époque ce qui explique l'emploi du terme "Canadien" ou Canadien français pour désigner les francophones du Québec). Mise en veilleuse pendant et après les soulèvements des patriotes de 1837 et 38, la fête renaît à Québec en 1842. En 1922, le 24 juin devint un jour férié au Québec et prit le nom de la Fête nationale du Québec en 1977.

Il fallut cependant attendre presque un siècle, afin que sous le nom de loi Tétreau, la Saint Jean Baptiste devienne légalement la fête nationale des Québécois, après un vote à l'unanimité de l'Assemblée législative, le 26 février 1925⁸² à l'initiative de l'influent député Ernest Tétreau⁸³ qui s'exprima en ces termes :

Il suffit de jeter un regard sur le tableau que la Société Saint- Jean- Baptiste de Montréal a adressé à tous les membres de cette chambre pour qu'ils soient convaincus que le grand nombre des adhésions enthousiastes et spontanées reçues des municipalités, des corps publics, des sociétés, des corporations et des regroupements divers de cette province, et dont les copies sont arrivées en avalanche au palais législatif, expriment bien la volonté de notre peuple⁸⁴.

La SSJB participa activement à l'évolution du Québec au plan politique, linguistique, économique et culturel⁸⁵. Elle fut la première association francophone à coupler la défense et le renforcement du français au Québec, aux intérêts collectifs du peuple québécois et à obtenir la reconnaissance officielle de sa fête nationale. Encore aujourd'hui, elle est de tous les combats pour la défense de la nation québécoise et d'une vie française en Amérique du nord. Elle fut également à l'origine de plusieurs grandes institutions du Québec, telles la Chambre de commerce, la Société nationale de fiducie, la Caisse nationale d'économie⁸⁶, le Monument national, l'Ecole des Beaux-arts, l'Ecole des hautes études commerciales, la croix du Mont-Royal⁸⁷... Elle disposa tout au long du XX^e siècle, d'un vaste réseau d'influence qui s'exprima à travers les différentes sociétés Saint Jean-Baptiste du Québec et des Sociétés nationales, des provinces anglophones du Canada et des Etats-Unis. En outre, elle facilita l'accès aux études supérieures de plusieurs milliers de francophones du Québec, par l'octroi d'aide financière⁸⁸.

⁸²Le 18 mars 1926, Ernest Tétreau présenta à Québec un projet de loi afin de rendre plus efficace la Loi Lavergne, en obligeant toutes les Compagnies d'utilité publique à fournir à la population des formulaires bilingues. En dépit de leur statut de majorité, les francophones devaient employer la langue de la minorité anglaise y compris dans l'espace officiel de l'administration.

⁸³Cf. le sous-chapitre *L'Alliance française, le Canada et le Québec : à travers Ernest Tétreau*.

⁸⁴*La Presse*, 27 février 1925, p.10.

⁸⁵La société d'entraide et de secours Saint-Jean Baptiste adopta dans un premier temps la feuille d'érable comme emblème et se fit même la promotion d'un hymne national canadien-français, Ô Canada. Symboles repris depuis par le Canada anglais, comme symbole de l'unité de la fédération canadienne. Une version bilingue du Ô Canada devint même l'hymne national du Canada en 1980.

⁸⁶1889.

⁸⁷Cf. http://www.ssjb.com/ssjb_presentation.htm.

⁸⁸Signalons que la Fondation du Prêt d'honneur (FPH) confia à Robert Comeau notre co-directeur de recherche la mission de mettre en place une Chaire d'histoire du Québec à l'UQAM qui prit le nom d'Hector Fabre, premier Délégué Général du Québec à Paris en 1882. Elle s'organise autour de 5 axes : 1) l'enseignement et l'écriture de l'histoire au Québec.- 2) l'histoire du nationalisme québécois et de l'identité politique. 3) l'histoire politique ouvrière et syndicale du Québec. 4) les relations internationales du Québec. 5) les Canadiens français, les Québécois et les guerres.

Elle promut toujours la langue française, ciment de la culture québécoise, au moyen de nombreux prix dont les plus importants sont la médaille d'argent *Bene merenti de Patria*⁸⁹, le prix Ludger-Duvernay⁹⁰, le prix Olivar-Asselin⁹¹, le prix Calixa-Lavallée⁹² et le prix Esdras-Minville⁹³. Pour accomplir ses objectifs, la SSJB créa plusieurs organismes satellites, notamment la Fondation du prêt d'honneur en 1944 et la Fondation J.-Donat-Langelier en 1988. En 1968 lors de son congrès, la Société Saint Jean-Baptiste s'engagea officiellement en faveur de la souveraineté du Québec objectif qu'elle n'abandonna pas depuis.

3.1.9 - Bilan de la protofrancophonie du XIX^e siècle à la Grande Guerre.

La Société St Jean-Baptiste forte de son réseau d'influence nord-américain, fut et demeure l'association francophone à coloration fleurdelisée la plus puissante du continent, en cela, elle place le Québec dans un statut d'acteur privilégié du fait français, mais elle ne peut prétendre au statut de moteur international, comme le furent depuis un siècle l'AF, la MLF, et l'AIU. La SSJB fut avant tout une société d'entraide et de secours du Canada français durant 130 ans (1834-1968), illustrant l'accroissement des solitudes canadiennes et de la minoration francophone à l'échelle du Canada. La déclaration faite par le Premier ministre canadien John Macdonald, le 16 novembre 1885, lors de la pendaison de Louis Riel, fondateur du Manitoba et chef charismatique du Peuple Métis, accusé de haute trahison envers le Canada, permet de saisir l'ampleur de cette solitude francophone et le contexte où oeuvra la SSJB: « *Il sera pendu même si tous les chiens du Québec [50.000 Canadiens français manifestant pacifiquement sur le champ de Mars à Montréal pour sa libération] jappent en sa faveur*⁹⁴. » Toutefois, ni la maturation politique et culturelle de l'association, ni ses moyens financiers ne lui auraient permis, d'être autre chose qu'un ensemble de défense isolé, la francophonie est une "réalité" du XX^e siècle.

⁸⁹Le patriotisme en 1923.

⁹⁰La vie littéraire en 1955.

⁹¹Le Journalisme en 1957.

⁹²La musique en 1962.

⁹³Les Sciences sociales en 1978.

⁹⁴Informations reprises p. 2 dans une brochure de la SSJB imprimée lors du Sommet de Moncton de 1999 et s'intitulant : « La "grande francophonie canadienne" ou l'imposture d'Ottawa » versée en annexes. (Appendice D)

A travers ces quatre exemples, de protofrancophonie internationale ou régionale, on constate le statut central dévolu à la France jusqu'au début du XX^e siècle, dans l'organisation et l'expansion de l'espace francophone et de sa culture. Le rôle de Paris était "absolutiste" et incontesté, Jean-Marc Léger disait à propos de l'AF :

L'illustration de la culture française dans le monde avait été elle-même exclusivement créée par des Français et restait l'œuvre de Français quant à sa direction et à l'orientation de sa politique générale. Les autres pays et groupes de langue française n'étaient généralement considérés et souvent, ne se considéraient eux-mêmes que comme de modestes prolongements culturels de la France⁹⁵.

Les rapports qui pouvaient exister entre Paris, Québec et les francophones du reste du monde étaient unidirectionnels et manifestaient l'état de sujétion de la relation qu'entretenaient avec la France, les francophones qu'ils soient colonisés ou non. On perçoit avec d'autant plus d'acuité la transformation réalisée depuis ; si la francité est bien française et intimement liée à la France, la francophonie est internationale et apparaît comme le bien commun des francophones.

*« Je revendique l'Amérique tout entière comme patrie.
Je fais appel à mon histoire que je crée, pour justifier mon appartenance à ce continent⁹⁶. »*

Michel Bouchard

3.2 - L'Entre-deux-Guerres.

Si le concept et le mot de francophonie tombèrent dans l'oubli jusqu'aux années soixante en raison de facteurs endogènes et exogènes, en particulier l'indifférence des intellectuels français et des francophones du monde, prouvant une fois encore l'approche avant-gardiste de Reclus, on assista durant cette période de l'Entre-deux-Guerres, à une modification des rapports entre les francophones et la France. Sans la surévaluer, il convient de noter l'amorce de la transformation des relations unissant les francophones d'Amérique et leurs altérités francophones, notamment française.

⁹⁵Léger, Jean-Marc. « Une responsabilité commune » *Esprit*, Paris, novembre 1962, p. 564.

⁹⁶Michel Bouchard, cité par Louder, Dean. ; Morisset, Jean ; Waddell Eric. (dir.), *Vision et visages de la Franco-Amérique*. Québec Septentrion, 2001, p. 8.

Le Québec que l'on réduisit trop souvent à la seule « *grande noirceur* », donna les premiers signes de transformation de son rapport à cette autre francophonie que ce soit à l'échelon provincial, régional, pan-canadien ou continental. Les initiatives des acteurs de l'aire francophone bien que réelles, pâtirent à l'approche des guerres de l'inertie générale de la société et particulièrement de celle des gouvernants. Le meilleur exemple de ce ralentissement dû à la conjoncture et non à un essoufflement des énergies et des entreprises individuelles francophones s'incarna dans l'Association Internationale des Écrivains de langue française née en 1937.

3.2.1 - Le Conseil de la vie française en Amérique (CVFA) : emblème d'une protofrancophonie continentale ?

Si le Conseil de la vie française en Amérique⁹⁷ fut fondé en 1937 par des milliers de représentants des francophones d'Amérique, réunis à l'occasion du deuxième Congrès de la langue française à Québec, il plongeait ses racines dans les différents mouvements et associations francophones du début du XX^e siècle. Le plus important d'entre eux fut très certainement *La société du bon parler français*, fondée en 1901 à Québec par des intellectuels, des journalistes, des hommes politiques, des membres du clergé et des membres de la société civile réunis pour débattre du thème de la langue française. Quelques mois plus tard, elle devint la principale association linguistique militante du Canada français et prit le nom de *Parlons mieux*.

Dès sa création, elle fut l'instigatrice de différentes études sur les particularismes de l'histoire du français au Canada et son bulletin devint l'outil favori des militants francophones. Toutefois il fallut attendre 1910 et le XXI^{ème} Congrès Eucharistique international, le premier en Amérique du Nord qui se déroula à Montréal du 6 au 11 septembre 1910, pour que la langue française devienne un moteur sociétal et historique pour le Québec, grâce à Henri Bourassa, célèbre fondateur du journal *Le Devoir* et figure de proue du nationalisme canadien-français. Dans un discours enflammé, répondant à celui du Cardinal Bourne qui se déclarait convaincu de l'intérêt que l'Eglise catholique avait à utiliser la langue anglaise pour prêcher et évangéliser le Canada, Henri Bourassa déclara que ni le Québec, ni les Canadiens français ne voulaient conquérir l'Amérique

⁹⁷Le CVFA se nomma d'abord lors de sa création au II^{ème} Congrès de la langue française en Amérique, tenu à l'Université Laval en 1937 : Conseil Permanent des Congrès de la langue française en Amérique.

mais bien vivre en paix et dans leur langue. Le respect du français et de la foi catholique était d'ailleurs pour l'Empire britannique : « *la garantie la plus certaine de sa puissance au Canada* »⁹⁸. Cette prise de position était indispensable, dans la conscientisation de l'identité francophone et de la "nation québécoise" creuset de la francophonie nord-américaine. La devise choisie par le Conseil de la Vie Française en Amérique lors de sa création, illustre sans ambiguïté ce propos : « *Conservons notre héritage français* ».

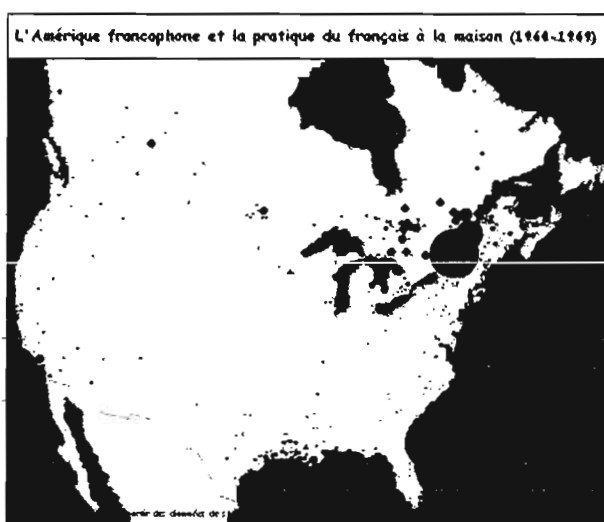
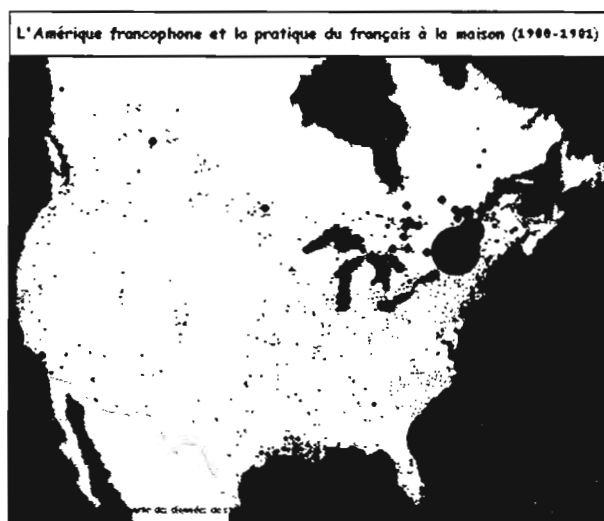
Il devint le principal organisme ayant une préoccupation de l'ensemble de la protofrancophonie continentale. Fort du mandat confié par ses fondateurs⁹⁹, il poursuivait toujours des objectifs de rapprochement, d'information, d'entraide et de promotion des francophones par un ensemble d'initiatives et de programmes, dont le nombre important nuisait sans nul doute à leur efficacité et fit vivre la francophonie nord-américaine par anticipation, partageant avec la future francophonie, ce mal endémique de la profusion des programmes et des sous-programmes, pléthores inertielles, notamment dans les enclaves francophones les plus menacées par l'assimilation et l'acculturation¹⁰⁰. A travers les deux représentations cartographiques ci après, il est aisé de percevoir l'étendue des effets de l'acculturation des francophones du sous-continent nord-américain.

⁹⁸Extrait du discours d'Henri Bourassa intitulé « foi catholique et langue française » lors du XXI^{ème} congrès (...) Sa Grandeur nous a peint l'Amérique tout entière comme vouée à l'avenir à l'usage de la langue anglaise et au nom des intérêts catholiques elle nous a demandé de faire de cette langue l'idiome habituel [...] Mais dira-t-on, vous n'êtes qu'une poignée ; vous êtes fatalement destinés à disparaître ; pourquoi vous obstiner dans la lutte ? Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai(...) mais nous comptons pour ce que nous sommes et nous avons le droit de vivre (...).

⁹⁹Le Conseil de la Vie Française en Amérique est dirigé par un conseil d'administration de neuf personnes auxquelles s'ajoute un Chancelier. Durant la période 1962-1995 ses membres étaient désignés par cooptation, argument employé par ses détracteurs pour attaquer son manque d'ouverture et son conservatisme social. Depuis 1997 des réformes statutaires ont été prises pour remédier à cet état de fait. Depuis le 15 mars 1998, le siège du Conseil de la Vie Française en Amérique se trouve à la Maison de la francophonie qui regroupe l'Association acadienne de la région de Québec (AARQ), l'Association internationale francophone des aînés (AIFA), le Centre international de recherches, d'échanges et de coopération de la Caraïbe et des Amériques (CIRECCA), le Forum international des jeunes pour la francophonie (FIJEF), l'Année francophone internationale (AFI), le Collectif de recherche pédagogique (CRP) le Centre international de documentation et d'échanges de la francophonie (CIDEF) et le Richelieu international.

¹⁰⁰Selon la définition de Statistique Canada, taux d'assimilation : écart entre le nombre d'individus d'origine ethnique française et le nombre d'individus de langue maternelle française.

**Figures 3.1 - Représentation spatiale de l'acculturation entre 1900-1969
ou la marche en avant de l'archipélisation de la francophonie**



Les petites communautés et les regroupements diasporiques isolés des plaines, les *Franco*s, furent les plus durement touchés, malgré le discours et les actions du CVFA. Sa stratégie binaire, ainsi que celle des militants de la survivance, reposait sur un activisme intense et la lutte systématique contre l'assimilation linguistique, se référant aux deux arguments majeurs de la thèse des deux peuples fondateurs, ainsi qu'au sort plus qu'enviable fait à la minorité anglo-qubécoise. Durant une première phase de trente ans (1937-1967), grâce à une action conjointe mais tacite du CVFA, des diverses associations patriotiques telle la SSJB, de la population du Québec par son financement volontaire du

« *sou de la survivance* »¹⁰¹ et du gouvernement québécois¹⁰² qui accordait des subventions¹⁰³, une synergie de la survivance eut lieu avec la *Fraternité française*, mutualisation des efforts du CVFA et des Sociétés Saint Jean-Baptiste du Québec. Avec cette approche, se manifesta une protofrancophonie, certes conservatrice et réceptive aux valeurs chrétiennes, perpétuant en cela la survivance canadienne-française séculaire, mais à l'échelle continentale. Ceci constituait une évolution, dans la gestion et la promotion du fait français en Amérique, dont les destinées ne dépendaient plus exclusivement de la seule action de l'Eglise Catholique. Pendant plus de trente ans, le CVFA mena une action militante du fait français en Amérique du nord en dehors de toute intervention fédérale.

De cette complicité francophone "pré-Laurendeau-Dunton"¹⁰⁴ naquirent des organismes d'envergure continentale, toujours actifs tels, l'*Association canadienne d'éducation de langue française* (ACELF)¹⁰⁵ et le *Conseil canadien de la coopération* (CCC). Sociologiquement les membres du Conseil incarnaient la diversité de l'Amérique française¹⁰⁶ mais ne représentaient pas, la réalité démographique et sociale de l'espace francophone, le Québec tout en étant fortement représenté, était un interlocuteur dont on exigeait beaucoup et qui devait souvent par devoir, au sens chrétien du terme, obtempérer aux requêtes des diasporas. Si le CVFA tenta toujours de répondre à son objectif premier, le plein épanouissement et la reconnaissance de tous les francophones d'Amérique et par voie de conséquence, la plénitude de leurs droits, il incarna avant tout une réalité francophone élitiste, tant au Québec qu'aux Etats-unis. Les diasporas canadiennes-françaises puis francophones reçurent du conseil des subventions et des financements, pour les écoles françaises et la mise en place de bourses d'études, destinées aux étudiants désireux de s'engager ou de se perfectionner, dans les institutions scolaires du Québec. Cette politique scolaire fut complétée par des séjours de « *liaison française* » qui

¹⁰¹La sollicitation annuelle de la population du Québec à la solidarité envers les communautés francophones vivant à l'extérieur du Québec prit fin au début des années 1960. Cf. *Le Conseil de la Vie française 1937-1967*. Gosselin, Paul-Emile. Québec, éditions Ferland, 1967.

¹⁰²Entre 1963 et la fin de la décennie, le Service du Canada français outre-frontières du ministère des Affaires culturelles du Québec, dirigé par Georges-Henri Dagneau, ajouta une contribution gouvernementale à la solidarité francophone nord-américaine.

¹⁰³D'abord par l'entremise du CVFA, puis directement aux organismes ou aux individus francophones vivant hors du Québec et aux Etats-Unis.

¹⁰⁴La Commission royale s'est déroulée de 1965 à 1969.

¹⁰⁵Par cette initiative de 1947, le CVFA désirait confier à un organisme composé d'éducateurs un instrument capable d'assurer l'épanouissement du français en éducation.

¹⁰⁶Acadie, Québec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique, Nouvelle-Angleterre, Louisiane. Cette pluralité francophone, constituait un réseau d'informations et un groupe de réflexion et de concertation, ils permirent au Conseil de faire des interventions à caractère complémentaire et en relation avec les organismes communautaires francophones, régionaux et locaux.

emmenaient les Québécois à se rendre dans les différentes enclaves de l'archipel francophone, afin de maintenir un lien physique et mystique, entre les minorités francophones et l'état du Québec¹⁰⁷. De cela ressortait une ambiguïté assez proche, de celle unissant le Québec et la France durant les années 1960.

3.2.2 - Le CVFA, le Québec et la francophonie depuis les années 1960.

Se sentant assiégés de toute part, voyant leurs effectifs disparaître rapidement, les partisans du fait français au sein du CVFA, dépensaient avant tout leur énergie à préserver, plus qu'à optimiser, un réseau institutionnel qui survivait en vase clos. En cela, le CVFA était représentatif de la globalité, du réseau associatif et institutionnel francophone, de la confédération¹⁰⁸. L'unilinguisme français apparaissait pour la diaspora francophone comme un projet désormais irréalisable, alors que le bilinguisme semblait gage de survie s'il faisait l'objet d'une législation fédérale, quitte à heurter la frange la plus militante de l'unilinguisme au Québec. Mais comme le notera, en pleine Révolution tranquille, la fédération des francophones hors Québec : « *la culture ambiante est une denrée nord-américaine nécessairement anglophone* », ce qui n'était pas forcément le cas au Québec. Depuis 1967, l'intérêt du Québec pour les îlots francophones s'amenuisait constamment, sauf au titre de l'assimilation linguistique. Comme l'écrivit l'historien Martin Pâquet, entre ses frères de langue, la césure s'installait, profonde et durable. Le Premier Ministre P-E Trudeau, en mettant l'accent sur la nécessité d'accroître la place du français au sein de la fonction publique, de l'armée et dans le quotidien canadien s'assurait par là même, le soutien indéfectible des minorités francophones hors Québec. Le concept de *francophonie hors Québec* émanait pour les sociologues Danièle Juteau et Lise Séguin-Kempton, directement de la loi fédérale sur les langues officielles. Celle-ci contribua à étendre les droits des minorités francophones, à améliorer leurs conditions

¹⁰⁷L'historien Marcel Martin qualifia les conflits scolaires des communautés francophones hors Québec « de mythe fondateur » dans la prise de conscience des différences entre Québécois et francophones de la diaspora, « Les premiers jouissaient d'une certaine sécurité culturelle alors que les autres devaient lutter, afin de préserver leurs institutions et avoir accès à des écoles où l'enseignement était donné en français », Frenette, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal, Boréal, 1998, p. 173. Dans les années 1960 plusieurs organismes abandonnèrent l'épithète Canadien français pour celles de Franco-Manitobain, Franco-Albertain, Franco-Colombien... montrant ainsi qu'ils restreignaient leurs frontières culturelles à celles de leur province. Lors du III^{ème} Congrès de la langue française du Canada en 1952, Louis Philippe Mousseau utilisa longuement le terme de Franco-albertains.

¹⁰⁸Ce qui justifie notre choix de l'employer comme exemple central de sous-chapitre pour la période de l'Entre-deux-Guerres.

d'existence et favorisa leur ascension sociale, dans la fonction publique fédérale. Le rapatriement de la Constitution en 1982 par le gouvernement Trudeau et l'enchâssement dans la Charte canadienne des droits et libertés de l'article 23, dota la langue française de tout un arsenal législatif garantissant un espace propre minimal, dans un environnement sociétal et continental éminemment défavorable aux minorités francophones. Entre la création du Canada moderne de 1867 où les francophones avaient le souvenir de leur état de minorité et la reconnaissance officielle du fait français devenu minoritaire en 1968-1969 par l'instauration du bilinguisme et de la politique des langues officielles, il fallut plus d'un siècle d'acculturation et de négation de l'identité canadienne-française et francophone. Ottawa créa à cette occasion, un nouveau secrétariat d'Etat afin de mettre en application la nouvelle doctrine fédérale, chargée d'appuyer la politique d'assistance aux organismes représentatifs des minorités des langues officielles, et dont l'archipel francophone allait devenir "l'homme malade"¹⁰⁹. Jusqu'à cette date charnière de l'histoire de la canadianité française, les appuis accordés aux initiatives des minorités francophones nord-américaines vinrent du seul Québec. On assista alors, au basculement traditionnel d'un sentiment d'appartenance francophone canadien-français où le Québec régentait par accord tacite, à une francophonie pan-canadienne organisée pour et par Ottawa, sous l'égide de Patrimoine Canada. Hors Québec, les largesses du gouvernement fédéral¹¹⁰ permirent un bref "printemps francophone", concomitant de la création par les associations francophones provinciales, de la Fédération des francophones hors Québec, (FFHQ) qui prit par la suite le nom de *Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada* (FCFAC)¹¹¹.

¹⁰⁹Si en 1861, les Canadiens français étaient plus de 825.000 soit 80% de la population du Canada de l'Est, ils n'étaient un siècle plus tard qu'une minorité parmi d'autres en de nombreux points du Canada. Leur niveau de vie était souvent très faible, pour ne pas dire misérable et leur précarité économique, renforçait l'insécurité culturelle et linguistique dans laquelle ils se retrouvaient.

¹¹⁰Les subventions du Secrétariat d'Etat étaient réparties selon le nombre de francophones recensés dans chaque province.

¹¹¹Le fonds de FCFAC (1974-1999) situé à l'université d'Ottawa témoigne des activités du Groupe de travail sur les minorités de langue française hors Québec et de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada depuis sa fondation ; entre autres, la défense des droits des minorités francophones à l'extérieur du Québec et ses interventions auprès du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Il témoigne également en partie, des activités des associations membres et membres associés, dont : les Associations : canadienne-française de l'Alberta, canadienne-française de l'Ontario, culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, franco-yukonnaise, les Fédérations : acadienne de la Nouvelle-Ecosse, des Franco-Colombiens, des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, franco-ténoise, les Sociétés : des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, franco-manitobaine, Saint-Thomas-d'Aquin, canadienne-française de l'Ouest, culturelle canadienne-française, nationale des femmes canadiennes-françaises, de la jeunesse canadienne-française, nationale d'Acadie. Toute publication liée à la documentation de moins de trente ans ou affectant des personnes vivantes requiert l'autorisation écrite de la FCFAC. Répertoire numérique détaillé du Fonds de la Fédération des francophones hors Québec / Hélène Cadieux. - Ottawa : CRCCF, 1989, 298 p.

Mais ce mécénat fédéral contribua plus durablement à renforcer le tropisme francophone, en isolant un peu plus les francophones d'outre-frontières de ceux du Québec. Phénomène qui ne fut jamais enrayé en vingt-cinq ans, malgré les bonnes volontés et les déclarations de part et d'autre. Dans un Mémoire du CVFA de mars 2001, l'organisme écrivait :

A la lumière de son expérience de la francophonie auprès de toutes les communautés francophones en Amérique, à titre de seul organisme œuvrant simultanément partout en Amérique du nord, à savoir au Québec, au Canada et aux États-Unis, (...) ; le CVFA recommande :

1-Que le gouvernement du Québec ajoute une dimension continentale à sa politique sur ses relations avec les communautés francophones hors Québec et qu'un rapport annuel soit publié sur la situation de ces communautés. (...)

2-Que soient intensifiées les actions afin de rétablir et de maintenir un dialogue fructueux entre les Québécois et la francophonie nord-américaine et que le gouvernement québécois soit invité à appuyer les initiatives que concevra le CVFA.

3-Que soient consolidés et intensifiés les liens qui unissent déjà le Québec aux diverses communautés francophones hors Québec(...). Que le CVFA soit reconnu à titre d'interlocuteur privilégié en ce qui a trait aux rapports à développer en vue des activités à venir et qu'à cet effet un budget lui soit accordé afin de sensibiliser entre autre les Québécois à la réalité de la francophonie en Amérique.

4-Que le Québec fasse mieux connaître au monde extérieur sa générosité envers sa minorité anglophone, qui jouit de toutes les libertés et des institutions nécessaires à son épanouissement.

5-Qu'un programme d'échanges soit établi au niveau universitaire, pour assurer un équilibre entre ce qui est disponible pour la minorité anglophone du Québec et ce qui est nécessaire aux francophones hors Québec.

6-Que le gouvernement cherche activement les alliances aptes à préserver la diversité culturelle et linguistique (...) L'Amérique latine et les pays francophones et hispanophones de la Caraïbe forment un bassin d'une richesse inestimable qui ne demande qu'à s'exprimer. Nos propres communautés d'origines latino américaines et haïtiennes sont des alliées naturelles précieuses.

7-Que le gouvernement du Québec dénonce le laxisme du gouvernement fédéral en ce qui concerne la protection des droits linguistiques des francophones des provinces de common law dans les dossiers de juridiction fédérale.

Cette déclaration porteuse d'avenir n'était pas la première du genre et resta lettre morte, comme nombre de celles qui la précédèrent¹¹². Lorsque le CVFA n'était pas instrumentalisé par Ottawa, dans son affrontement perpétuel et son jeu de dupe avec Québec¹¹³ lors des débats référendaires, son influence sur les communautés francophones se minorait, allant de pair avec l'assimilation des diasporas francophones au Canada.

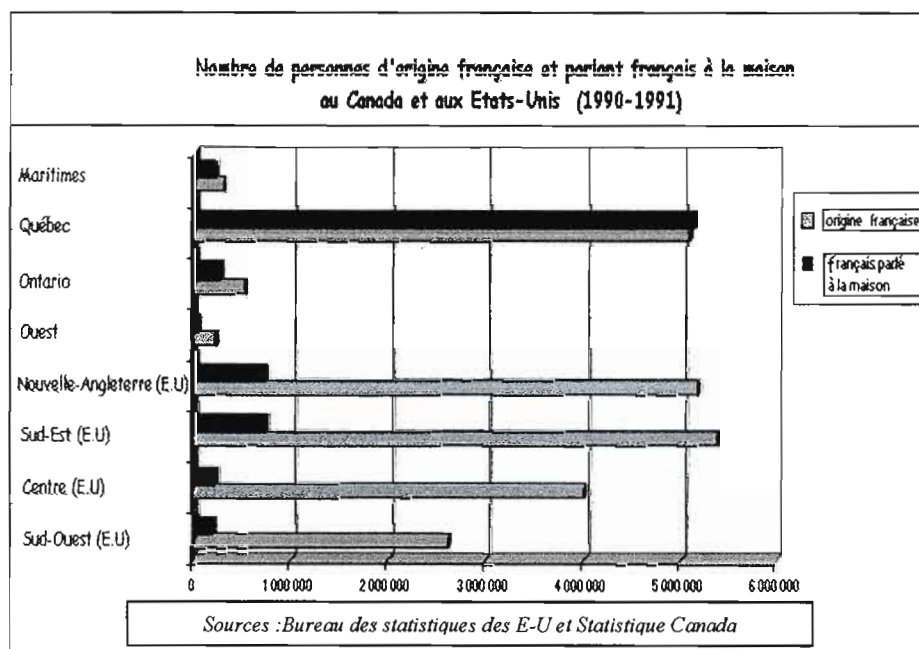
¹¹²Notamment lors des deux forums francophones organisés depuis 1995.

¹¹³Langlois, Simon ; Roy, Jean-Louis. (sous la direction de). *Briser les Solitudes : Les francophonies canadiennes et Québécoises*. Québec, Editions Nota Bene, 2003, 181 p.

3.2.3- L'archipélisation des francophonies nord-américaines : la fuite en avant de l'acculturation.

Durant de longues décennies et jusqu'à la mise en place en 1985, de la politique péquiste ordonnée par René Lévesque, relative à la francophonie nord-américaine, tenant pour acquis que les intérêts des Québécois et de la diaspora francophone convergeaient, le CVFA fut la principale institution d'identification et de promotion de la protofrancophonie institutionnelle canadienne. Si on assista au milieu des années 1980 avec *le beau risque* à un rapprochement entre le Québec et le CVFA, ce dernier rejeta toujours, l'unilinguisme français au Québec et fit reposer sur le bilinguisme dans la vie quotidienne, les services et la fonction publique canadienne, la défense des francophones¹¹⁴. Ces deux visions et ces deux réalités spatio-temporelles de la francophonie ne parvinrent pas à dialoguer. L'option francophoniste du Québec était non seulement valable pour la société québécoise et l'archipel francophone contemporain, mais ambitionnait également de garantir une société nord-américaine de langue et de culture française, pour les générations futures.

Figure 3.2 - Les Réalités francophones Nord-américaines



¹¹⁴Le CVFA fut l'instigateur de plusieurs associations et organismes francophones au Canada les principaux sont : L'Union des mutuelles-vie françaises d'Amérique, l'Association des commissaires d'études catholiques de langue française du Canada, Conseil canadien d'éducation de langue française...

Le CVFA, tout en ayant officiellement tourné la page de la survivance ne proposait selon les francophonistes d'obédience fleurdelisée, qu'un accompagnement contemporain de la francophonie canadienne et américaine, ne se projetant dans une survivance future que par procuration, à travers un Québec se maintenant dans la Fédération canadienne ¹¹⁵. Le graphique ci-avant, réalisé à partir du recensement de 1991, illustre cette double réalité. La francophonie nord-américaine perdure, mais seul le Québec parvient à la conjuguer au long court. Les données fournies par Statistique Canada, organisme d'Etat, attestent de l'inefficacité des politiques fédérales, en matière de langue comme vecteur de francophonie. La fédération unifoliée, malgré son changement d'approche du fait français au Canada depuis deux générations, et son soutien actif et revendiqué à la francophonie depuis trois décennies, ne parvint pas à assurer le simple renouvellement des générations des minorités de langue française. « *Le bilinguisme Hors Québec est avant tout une affaire de francophones.* » ¹¹⁶ » En regardant plus en détail les données statistiques, nous en avons conclu indubitablement que l'assimilation et l'acculturation des Canadiens français puis des franco-canadiens fut tout aussi forte, au nord du 50° parallèle qu'aux Etats-Unis d'Amérique, terre traditionnelle d'intégration des minorités allophones à la majorité anglophone et disposant en outre, d'un véritable imaginaire collectif et national, ce que le Canada peinait à obtenir.

En dehors, de toute polémique partisane et si l'on prend quelque distance, avec l'analyse européocentriste de la lecture historique classique du Canada où l'on oppose d'une façon manichéenne, les Amérindiens aux colons européens et les Français aux Britanniques, on constate crûment que le coefficient ethnocidaire du Canada, n'a rien à envier à d'autres pays réputés à juste titre comme tels, la France en tête. Malgré une action sans précédent d'Ottawa, en matière identitaire et linguistique que la valse des politiques unifoliées rendit flagrante en matière de biculturalisme, de bilinguisme et enfin de multiculturalisme, l'acculturation ne fit que s'accroître.

¹¹⁵ Les francophones hors Québec bénéficiaient des retombées du nationalisme québécois, la plupart du temps à leur corps défendant mais de façon bien réelle. La majorité d'entre eux craignait avant tout les conséquences négatives d'une éventuelle indépendance du Québec. Ils s'en remettaient pleinement au gouvernement fédéral qui se félicitait de les compter dans ses rangs dans le conflit qui l'opposait aux souverainistes. Les conflits d'identité entre les francophones du Québec et ceux du reste du Canada se manifestèrent à nouveau lors du référendum de 1995.

¹¹⁶ Yannic, Aurélien. « *L'Ouest canadien et les francophones, de l'unité d'hier aux "diasporas" contemporaines. Perspectives et Enjeux d'un archipel intérieur.* » in Kaltemback, Michèle, Rocard, Marcienne. *Le Canada : nouveaux défis*. Toulouse, Editions universitaires du Sud, 2005, p.69.

Les diasporas de l'archipel francophone entre 1962 et 1995 furent reléguées en de nombreux points et lieux de la fédération, au rang "de réserve francophone"¹¹⁷ ; malgré l'action et les déclarations du CVFA qui depuis les années 1990-1995 semble à la remorque des processus inhérents à la francophonie, en tentant d'assurer sa propre pérennité.

En raison notamment de l'effet concurrentiel sur la francophonie, une nouvelle solidarité doit naître à la dimension des Amériques, car deux héritages linguistiques majeurs sont appelés à s'associer pour assurer leur pérennité propre, en marge des marchés communs qui se forment sur l'ensemble de la planète. Outre que l'anglais, l'espagnol et le français sont les grandes forces qui assureront la préservation de la diversité culturelle sur ce continent le Québec a tout intérêt à jouer un rôle dans l'initiative d'un tel projet. Le CVFA est donc convaincu, qu'à l'échelle de l'Amérique du Nord, il revient au Québec d'assumer le rôle de figure de proue qui revient à la France sur le plan mondial. Bien qu'il est souvent question d'assimilation, le CVFA tient à rappeler l'existence de concentrations actives de francophones en Amérique hors du Québec qui tendront à participer au nouveau phénomène de résistance à l'homogénéisation humaine comme conséquence de la mondialisation¹¹⁸.

L'assimilation galopante des francophones de l'Ouest, environ 50% entre 1962-1995 et la minoration globale de l'espace francophone au sein du Canada, poussaient le Québec et les tenants du souverainisme, à considérer que le prix à payer par les Québécois, afin de maintenir une francophonie canadienne, apparemment vouée à la disparition dans le prochain siècle était disproportionné¹¹⁹.

La politique des langues officielles ne vise pas seulement à faire la promotion des deux langues officielles. Elle vise aussi à faire grandir les deux communautés. Hélas, elle n'a pas encore enrayé ce mal séculaire qui ronge les communautés minoritaires : l'assimilation¹²⁰.

¹¹⁷Le français désormais défendu, subventionné et porté au rang de langue officielle connaît une situation inédite. Jamais il ne fut tant protégé et cependant il apparaît comme vivant ses dernières heures, en plusieurs lieux et place du Canada. Les langues asiatiques, en plein essor ne bénéficient quant à elle pourtant d'aucun statut, comme c'était le cas pour la langue française au XIX^e siècle.

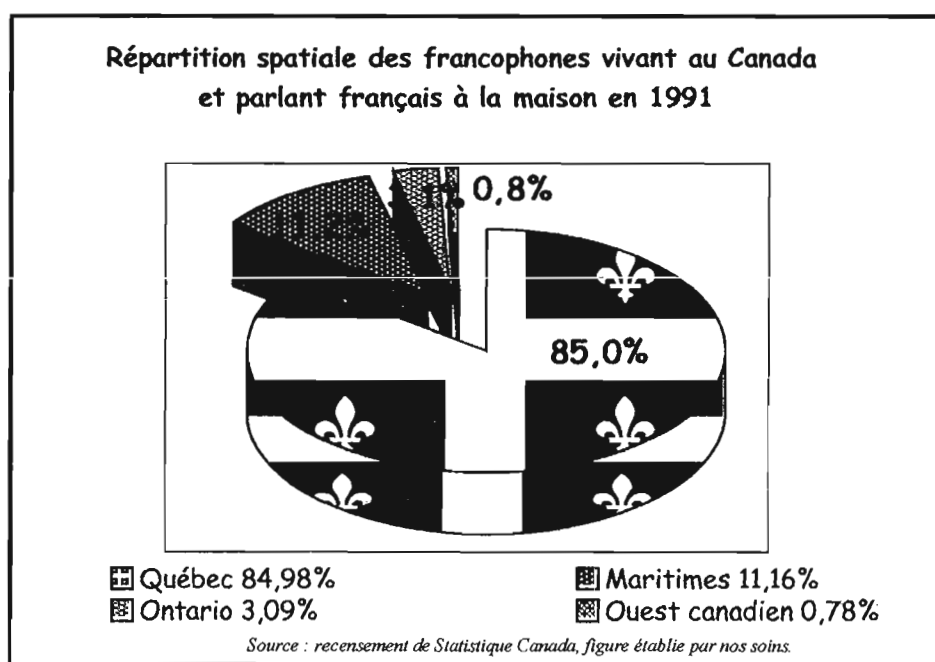
¹¹⁸Passage extrait du résumé du mémoire du Conseil de la vie française en Amérique, Québec, mars 2001.

¹¹⁹Pour certains militants nationalistes du Québec la survie culturelle des minorités francophones devenait secondaire. Il fallait pour ces derniers s'assurer que l'arrivée massive d'immigrants anglophones ou allophones ne noieraient pas les francophones du Québec, déjà minoritaires au Canada. Déjà lors du II^{ème} Congrès de la Langue Française tenu à Québec en 1937 Lionel Groulx déclarait à une salle conquise : « Notre Etat français nous l'aurons » ; l'éloge funèbre du Canada français uni venait en quelque sorte d'être énoncé par le maître à penser de la première génération des nationalistes québécois. L'avènement de cette nouvelle identité québécoise était étroitement lié aux représentations que se faisait l'intelligentsia québécoise de la francophonie nord-américaine depuis un demi siècle. Les grandes crises scolaires et celles de la conscription prouvaient qu'il était très difficile d'essayer d'assurer la survie des minorités francophones assujetties à la volonté de la majorité anglo-canadienne.

¹²⁰Repris par Pelletier, Réjean. « Un Divorce consommé », in Langlois, S ; Roy, J-L (dir.), *Briser les solitudes, les francophonies canadiennes et québécoises*. Québec, Editions Nota-Bene, p 31.

C'est par ces paroles d'échec, teintées de résignation que le Commissariat fédéral aux langues officielles résumait la situation des communautés francophones en 2000 dans une publication intitulée : *Nos langues officielles : pour finir un siècle et commencer un millénaire* qui complétait son rapport annuel 2000-2001¹²¹. Malgré le nombre d'associations et d'organisations francophones qu'il créa et supervisa le Conseil de la vie française en Amérique, ne parvint ni à juguler "l'archipélisation" du Canada français, ni à établir durablement avec le Québec, des relations tenant compte des évolutions identitaires¹²² de l'Etat fleurdelisé. A l'instar des deux traditionnelles solitudes canadiennes, s'instaurèrent dans la seconde moitié du XX^e siècle, de nouvelles formes de solitudes au sein de l'aire francophone dont la cause originelle était l'acculturation des minorités francophones Hors Québec¹²³.

Figure 3.3 - Le poids humain de la francophonie



¹²¹Cette publication fut publiée pour fêter le 30^{ème} anniversaire de la création du commissariat.

¹²²En outre, à partir de la Première Guerre mondiale puis lors de la crise de 1929, les francophones du Québec eurent de moins en moins d'échanges et de contacts avec le Canada français hors Québec, en raison de l'arrêt progressif de l'immigration québécoise aux Etats-Unis et dans le reste du Canada.

¹²³Dans une démarche "unitaire" avec le CVFA pour maintenir le bilinguisme fédéral, l'essentiel des minorités francophones était disposé à rejeter l'unilinguisme français québécois ou à défaire son approche en matière linguistique ouvrant la boîte de pandore du bilinguisme au Québec. Ce qui dans les faits, avait toujours favorisé au Canada, l'anglophonie et l'acculturation depuis 1867. Le CVFA en contradiction avec ses statuts, graduait les priorités et acceptait au nom de l'intérêt supérieur des Franco-Canadiens, de démultiplier la pression acculturatrice en défaveur du français au Québec ; identité dont les Franco-Québécois se distançaient constamment selon les différentes enquêtes effectuées par les instituts de sondage.

Le Conseil de la Vie Française en Amérique, créé dans un esprit canadien-français, où les migrations économiques ou de peuplements perpétuaient l'Amérique française, incarna donc une réalité identitaire en cours de marginalisation accélérée dès les années 1960 et cela jusqu'au second Référendum souverainiste. Jusqu'à cette date, le Conseil de la vie française loin d'être alarmiste se confortait dans ses certitudes, malgré le déclin de la francophonie franco-ontarienne (+/- 500 000) et l'effondrement numérique des diasporas francophones du reste du Canada, à l'exception du Nouveau-Brunswick acadien. Il n'hésitait pas à se féliciter de l'existence de communautés francophones pourtant exsangues, notamment à l'Ouest. Tandis que Pierre Anctil, spécialiste des communautés culturelles canadiennes écrivait à leur propos : « *Toute la culture et la conscience francophone s'est repliée dans l'intimité des réunions familiales, dans les activités religieuses et sociales où il y a suffisamment d'anciens pour les soutenir* »¹²⁴. Cette distorsion, des réalités francophones apparaissait également au sujet des communautés et des diasporas franco-américaines, parfois improbables ou réduites à leur plus simple expression, et dont *Vision et visages de la Franco-Amérique*¹²⁵ donne de nombreux exemples.

« [L'Amérique francophone] ... Cette vaste rêverie où nous sommes si seuls à savoir
Ce que nous pensons de nous-même¹²⁶. »

Gabrielle Roy

3.2.4 - Le CVFA une lecture protofrancophoniste : bilan et enseignements.

Notre propos dans ce sous-chapitre n'est pas de nier ou de minorer de façon excessive, le CVFA et les organisations communautaires francophones qui gravitent autour de lui, mais bel et bien de replacer son action et ses modes de représentation de l'espace francophone, dans un processus historique qui s'insère dans une protofrancophonie, ni nostalgique ni partisane ou une pré-francophonie, pour employer une expression plus juste selon Jean-Marc Léger. La dissymétrie et l'anamorphose, entre la réalité francophone et la perception et les représentations du Canada et de l'Amérique

¹²⁴ Anctil, Pierre., in. Frenette, Yves., op. cit. p. 195.

¹²⁵ Louder, Dean ; Morisset, Jean ; Waddell, Eric. (Sous la direction de). *Vision et visages de la Franco-Amérique*. Québec, Septentrion, 2001, 346 p.

¹²⁶ Waddell, Eric, (dir.). *Le Dialogue avec les cultures minoritaires*. Ste Foy [Québec], PUL, 1999, p. VII.

française par le CVFA ne firent que croître dans la seconde moitié du XX^e siècle. Les prémisses telles, l'autonomisation des minorités francophones, l'assimilation des communautés canadiennes-françaises hors Québec les plus fragiles, l'affirmation progressive de l'identité québécoise en tant que société distincte au sein de la francophonie américaine, les débats sur le bilinguisme ou l'unilinguisme français, ne firent que s'accroître pour devenir irréversibles et officiels à partir des Etats généraux du Canada français de 1966-1969.

Le CVFA ne parvint pas à dépasser, le stade de la protofrancophonie pour atteindre celui de la francophonie contemporaine, dans laquelle le Québec joua pourtant un rôle initiateur et déterminant, notamment à travers l'association Internationale des Journalistes de langue française créée en 1952. Pour l'ensemble de ces raisons, nous partageons l'analyse de Linda Cardinal, développée dans *Sortir de la nostalgie, en finir avec le ressentiment : les francophones hors Québec et la coopération interprovinciale*¹²⁷. En se plaçant hors du cadre unifolié ou fleurdélisé, on ne peut que constater qu'il n'y eut pas d'accomplissement du projet civilisationnel du fait français hors Québec, après les Etats généraux du Canada français, en date de l'exposition universelle de Montréal. Comme l'exprima sans détour Linda Cardinal, après cette année charnière « *Le Canada français est mort*¹²⁸. » Ce que Joseph Yvon Thériault transcrit en termes plus structurés et tempérés par :

Accepter l'héritage des Etats généraux, c'est accepter, en même temps, la marginalisation de la culture des communautés francophones minoritaires, leur minorisation,[sic] bref leur ethnicisation. Si celles-ci, en effet, ne s'inscrivent plus dans le projet civilisationnel francophone qui les dépasse, elles sont vouées à une certaine "folklorisation"¹²⁹.

Durant la période chronologique que nous nous proposons d'étudier, il semble que le CVFA n'ait pas pu ou voulu, prendre la mesure des changements de l'aire francophone en Amérique du nord, partageant les options idéologiques et corporatistes de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, (FCFAC) qui dans un mémoire

¹²⁷Cardinal, Linda. « Sortir de la nostalgie, en finir avec le ressentiment : les francophones hors Québec et la coopération interprovinciale », in *Briser les solitudes, les francophonies canadiennes et québécoises*. Editions Nota Bene, Québec, 2003, p. 15-30.

¹²⁸op cit . p. 17.

¹²⁹Thériault, Joseph Yvon. « Les Etats généraux et la fin du Canada français », in Martel, Marcel. (dir.) *Les états généraux du Canada français 30 ans après*. Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne française, p. 267.

de l'été 1993, intitulé *La Francophonie canadienne... un espace à reconnaître* proposait au Québec ni plus ni moins, qu'une alliance marquée par la vision d'une francophonie unique, dépouillée de frontières qui s'appropriait l'espace francophone canadien et américain. La FCFAC se prévalait même, d'avoir obtenu l'encouragement et les félicitations du ministre Libéral Claude Ryan, pour avoir mené cette réflexion à son terme et lui avoir donné cette finalité. Dans un premier temps, le Conseil de la vie française en Amérique du Nord ne fut donc en rien, une manifestation de protofrancophonie populaire¹³⁰, mais l'expression d'une conscientisation communautaire de l'élite canadienne-française, dont les deux bases fondamentales étaient la catholicité et la langue.

A la fin des années 1960 et la tenue des Etats généraux de 1966-1969, le Conseil de la Vie Française en Amérique ne parvint plus et cela jusqu'en 1995, à incarner véritablement un organisme francophone pancanadien, car la réalité même de l'espace francophone nord-américain passait désormais par l'affirmation nationale du Québec, berceau et avenir des francophones d'Amérique et le repli provincial ou régional, des diasporas francophones du Canada et des Etats-Unis. Deux dynamiques et deux perceptions francophones aux synergies difficilement conciliables rendirent l'action du Conseil de la Vie Française en Amérique, sinon archaïque du moins fortement anachronique. Aux faiblesses et aux manquements internes que nous avons précédemment développés s'ajoutait un décalage socio-historique qui explique les résultats extrêmement modestes obtenus par le Conseil, au regard des efforts et des bonnes volontés mises en oeuvre pour faire survivre une réalité francophone pan-canadienne et pan-nord-américaine, ne tenant compte ni des enjeux démographiques et du renouvellement identitaire de la canadienité, ni du tropisme québécois.

¹³⁰ Francofêtes, jeux de la francophonie, défilés, manifestations lors des journées de la francophonie...

« L'ordre vise un double but : être représenté partout où se trouvent des Canadiens français et noyauter ou contrôler toutes les organisations. »¹³¹

Division des Archives de l'Université de Montréal.

3.2.5- L'Ordre de Jacques Cartier (OJC)¹³² : franc-maçonnerie canadienne-française ou cercle protofrancophoniste ?

Nous nous proposons dans les paragraphes suivants, de mettre en évidence les relations étroites et imbriquées qui unirent le Conseil et l'Ordre de Jacques Cartier, appelé encore « *la Patente* », sur lequel moult phantasmes circulèrent. Il n'existe que peu de publications sur l'OJC, seul l'ouvrage de G-R. Laliberté, *Une société secrète : l'ordre de Jacques Cartier*¹³³ nous semble une recherche objective et globale de la question¹³⁴. Ses deux principales conclusions sont « *l'utopie d'un césarisme laurentien* »¹³⁵ et un prolongement entre l'OJC et le Parti Québécois. Signalons également, l'article pertinent et plus actuel de Gabriel Bertrand, *L'ordre de Jacques-Cartier et les minorités francophones*¹³⁶ qui replace l'action et l'idéologie de l'ordre dans un cadre proprement canadien-français et s'intéresse plus spécifiquement, au rôle qu'il joua auprès des minorités francophones, contrairement à Laliberté qui perçoit pour l'essentiel, l'ordre à travers le prisme québécois. Bertrand à travers cet article, énumère les principales activités de l'ordre, en faveur des diasporas et insiste sur les débats internes des dernières

¹³¹Extrait de la notice du fonds de l'Ordre de Jacques Cartier cote P69 (1961-1964), 0,07 m, de l'Université de Montréal, disponible sur : <http://www.archiv.umontreal.ca/P0000/P0069.html>. Pour plus de renseignements se référer à : Pilote, Francine. *Inventaire sommaire du Fonds de l'Ordre de Jacques Cartier*. Montréal, Services des archives, Université de Montréal, 1981, 29 p.

¹³²Le fonds général de l'Ordre de Jacques Cartier (C 3) fut versé à l'université d'Ottawa et conservé par le CRCCF, il couvre la période 1925-1965, soit 7,55 m linéaires. *Répertoire numérique du Fonds Ordre de Jacques Cartier / Marie-José Lévesque et Lucie Pagé* (dir.). Ottawa : CRCCF, 2000, 163 p.

Pour une perception plus large de l'Ordre nous avons utilisé les fonds suivants accessibles également au CCRF de l'université d'Ottawa : Fonds Jean-Louis-Allard (P229); Fonds Jacques-Leduc (P164); Fonds Ordre franco-ontarien (C24); Fonds Edgar Tissot (P237); Fonds Rémy-Beauregard (P45); Fonds Georges-Michaud (P62); Fonds Gaston-Vincent (P29). Il existe également un autre fonds de l'Ordre de Jacques Cartier aux Archives nationales du Canada et au Service des archives de l'Université de Montréal.

¹³³Laliberté, G-R. *Une société secrète : l'ordre de Jacques Cartier*. Montréal, Hurtubise, L'homme dans la société, 1983.

¹³⁴Ce qui n'est pas le cas de Cyr, Roger. *La Patente*. Ottawa, Editions du Jour, 1964. Il relève davantage du pamphlet militant et fut utilisé comme un élément justifiant la dissolution de l'Ordre en 1965 et les différentes scissions des années 1960. L'historique audiovisuel *L'Ordre de Jacques-Cartier, un mystère dévoilé* de Robert Verge réalisé en 2001, pêche par son caractère sensationnaliste, le complot est l'élément récurrent du documentaire, nous regrettons également l'absence de lien avec les autres mouvements canadiens-français.

¹³⁵Op.cit. G-R. Laliberté p. 357.

¹³⁶Gabriel, Bertrand. « L'ordre de Jacques-Cartier et les minorités francophones » In Gratien, Allaire et Gilbert, Anne. (dir.) *Francophonies plurielles : communications choisies*, colloques du regroupement pour la recherche sur la francophonie canadienne organisés dans le cadre du congrès annuel de l'ACFAS, Chicoutimi, 1995, Montréal, 1996, Sudbury, 1998, Institut franco-ontarien, p.13-67.

années de "La patente", notamment sur le conflit interne qui opposait le clan de l'orthodoxie canadienne-française et la tendance québécoise, autour du groupe de Montréal : « *Il y avait une opposition marquée entre l'aile québécoise, dans laquelle les Montréalais jouaient un rôle primordial et la chancellerie*¹³⁷. » Si nous souhaitons aborder cette relation, c'est à la seule fin de souligner que l'intelligentsia canadienne-française, est avant tout un microcosme ou un cercle extrêmement réduit, dans lequel se croisaient et se retrouvaient les mêmes individus et nombre d'intérêts communs. L'ouvrage rétrospectif de Jean-Marc Léger : *Le Temps dissipé : souvenirs*¹³⁸, cautionne notre démarche quant à l'intérêt de souligner cette porosité :

L'Ordre de Jacques Cartier[sic] comptait dans ses rangs la plupart des chefs de file et les ténors du Canada français dans tous les secteurs d'activité (...) franc-maçonnerie et lobby tout à la fois, il a eu une action au total éminemment bénéfique pour le Canada français en général.¹³⁹

En outre, Christophe Traisnel dans son ouvrage *Francophonie, francophonisme*¹⁴⁰ souligne également, la consanguinité philosophique et sociale qui existe dans le milieu francophoniste et que nous pensons justifié d'étendre à la protofrancophonie. Cet organisme secret fondé à Ottawa en Ontario, le 22 octobre 1926¹⁴¹ par dix-sept Canadiens français¹⁴² était une association culturelle et nationale canadienne-française dont le mandat était d'assurer le bien commun de la langue française au Canada, par la formation d'une élite militante, en mesure de promouvoir leurs intérêts, tant dans la fonction publique que dans l'entreprise privée, tout en contrant l'influence d'autres sociétés. « *C'est une société secrète à l'image de l'Ordre d'Orange, des francs maçons, des sociétés protestantes de langue anglaise et des Chevaliers de Colomb société catholique irlandaise*¹⁴³. »

¹³⁷Op. cit. Bertrand, Gabriel. p.40.

¹³⁸Léger, Jean-Marc. *Le Temps dissipé : souvenirs*. Hurtubise, Montréal, 1999, p. 424-425.

¹³⁹op. cit. p.424.

¹⁴⁰Traisnel, Christophe. *Francophonie, francophonisme : groupe d'aspiration et formes d'engagement*. Paris, Université Panthéon-Assas, Paris II, LGDJ, 1998, p. 89-125.

¹⁴¹Les lettres patentes obtenues auprès du Secrétariat d'Etat du Canada le 4 octobre 1927, sous le nom de Commandeurs de l'Ordre de Jacques Cartier (COJC), lui octroie une existence juridique légale attestant par le fait, son souci de légalité et son refus de nuire à l'ordre établi.

¹⁴²L'abbé François-Xavier Barrette, curé de la paroisse Saint Charles d'Ottawa et Albert Ménard, ingénieur civil du ministère fédéral des Travaux publics à Ottawa furent les deux pères fondateurs de l'ordre. Albert Ménard en devint le premier président en décembre 1926 et Emile Lavoie, troisième personnage clef de cet organisme naissant en fixa le rituel.

¹⁴³Allaire, Gratien. *Le Triangle canadien français au tournant des années 60. Le conseil de la vie française en Amérique, La société St Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques Cartier*. Communication présentée lors du colloque international *Francophonies* le 19 mai 2001 à Paris. Organisé par l'(AFI) disponible <http://www.ulaval.ca/afi/colloques/colloque2001/actes/textes/allaire.htm>.

Le choix de la société secrète fut motivé avant tout par la crainte de voir des éléments anglophones utiliser diverses tactiques, afin de nuire à un organisme de nature publique, dont le but serait de promouvoir le bien-être du groupe canadien-français qui devait faire face continuellement au « *speak white* », bien que celui-ci représente plus du tiers de la population de la Confédération canadienne. Il répondait à un souci d'efficacité presque maladif : « *Nos ennemis ont des avantages parce qu'ils fourbissent leurs armes en secret, dans leurs loges [notamment orangistes, KKK, ...]* »¹⁴⁴. La Patente adopta des noms de façade lors de ses congrès : L'Entraide en 1952 ou l'Association culturelle canadienne en 1964¹⁴⁵. L'ordre connut un essor rapide au Québec, puis s'implanta dès 1930, dans l'Ouest et dès 1932 dans les Maritimes. Son mode de recrutement basé sur une cooptation unilatérale et son objectif de défense globale et de promotion des Canadiens français, semblent l'avoir doté d'un dynamisme efficient : « *former un rempart solide contre l'assimilation des minorités canadiennes-françaises* »¹⁴⁶. Dès 1934 et dans un contexte canadien peu favorable au fait français, où Maurice Duplessis incarnait l'autonomie provinciale, l'Ordre comptait 59 commanderies, dont 39 au Québec et répondait donc, à un véritable besoin, comme le faisait à cette époque le Conseil de la vie française en Amérique.

Il était une structure ultra hiérarchisée¹⁴⁷ fonctionnant par mot d'ordre. Il fallait être très discret et respecter toutes les directives. Il fallait noyauter les organismes et les grandes institutions pour agir pour la survivance. On travaillait parfois avec la SSJB et souvent avec le CVFA, avec qui on avait beaucoup de liens et d'intérêts communs¹⁴⁸.

Le fonds VADMA¹⁴⁹ et la Fraternité française d'Amérique témoignent de l'aide financière que l'OJC déploya envers les communautés francophones minoritaires du

¹⁴⁴Propos tenus par Mgr Barrette et rapportés par G-R, Laliberté. op. cit. p.41.

¹⁴⁵Une série d'abréviations furent utilisées dans la correspondance et les documents mis en circulation, y compris dans les programmes des congrès, le journal *L'Emerillon*, le *Bulletin* et les circulaires : O. (Ordre de Jacques Cartier), CX (chancellerie), XC (commanderie locale, XCC au pluriel), S.CX (secrétaire de la chancellerie)

¹⁴⁶Op.cit. G-R, Laliberté. p.42.

¹⁴⁷L'OJC s'articulait autour de deux corps principaux, la Chancellerie (CX) et les Commanderies (XC). Les Congrès eurent lieu tous les trois ans à partir de 1930 et des instances de coordination, les Conseils régionaux (CR) et trois Conseils provinciaux (CP) virent le jour à partir de 1931. L'Ordre était régi par un Conseil d'administration (Conseil ou CA de la CX).

¹⁴⁸Entretien André Levac 27 juin 2000.

¹⁴⁹*Vadma*, est un acronyme. Il renvoie à une phrase du délégué apostolique Mgr Antoniutti dont les premiers mots étaient : « Vous avez une double mission... » Le dernier A de l'acronyme était une abréviation du nom de l'auteur de ces mots. Sources Gabriel Bertrand . « L'Ordre de Jacques Cartier et les minorités francophones . » *Francophonies plurielles*. Sudbury, Institut franco-ontarien, 1998, p.27. Le fonds Vadma était exclusivement alimenté par les dons des membres de la Patente.

Canada français¹⁵⁰. Si les diasporas étaient une priorité de l'Ordre, le Québec bénéficia également de financements, lors de la création de coopératives ou dans le cadre de campagnes de refrancisation, démontrant que l'assimilation francophone était une de ses préoccupations majeures. Hors du Québec, on estimait encore que pour atteindre ses objectifs, l'OJC devait continuer d'agir dans l'ombre. Ce que résume André Levac par :

Au Québec après Lesage on vivait plus vraiment la même vie. Enfin "presque" [sourire]. Ca n'a jamais été parfait entre l'Ontario et nous autres mais le temps n'a pas rendu les choses meilleures (...) on était Québécois on avait le goût de vivre en français dans un pays ouvert sur le monde et les autres pays francophones et plus de survivre en secret !¹⁵¹

On prêta à l'OJC des projets disproportionnés, dont il n'avait semble t-il pas l'ambition, d'après les différentes sources orales que nous avons pu utiliser, ainsi que les recoupements établis à partir des différentes publications. Ce que Jean-Marc Léger exprime en écrivant :

Des journalistes en mal de sensationnel et des périodiques en quête de tirage ont (..) prêté à l'OJC des projets voire des complots qu'il n'a jamais entretenus, des moyens qu'il n'a jamais eus. (...) Son propos central consistait dans le projet économique, social et politique du Canada français, en général, dans la défense de la langue française et dans l'appui à notre « diaspora ». ¹⁵²

Pour répondre à notre questionnement de départ, l'Ordre ne fut par conséquent jamais malgré les apparences, une véritable franc-maçonnerie francophone ou francophoniste, mais davantage un cercle, oeuvrant à la défense et à la promotion de la langue et du fait sociétal français¹⁵³ en Amérique, y compris la catholicité¹⁵⁴. La devise de l'Ordre de Jacques Cartier inscrite sur son blason visible ci-dessous était : « *Dieu et Patrie* » suivi de « *Religion discrétion et fraternité.* » A ce titre, il trouve parfaitement sa place, dans les

¹⁵⁰L'analyse et le traitement de ce fonds d'archives inédit disponible au CRCCF nécessite une étude particulière. Selon nous, une maîtrise serait le cadre le mieux adapté à ce travail de recherche.

¹⁵¹Entretien 20 juin 2001.

¹⁵²Léger, Jean-Marc. *Le Temps dissipé*. p. 424.

¹⁵³L'OJC mena campagne pour l'attribution de noms français à des routes et des ponts, pour les chèques et les billets de banques bilingues, favorisa la nomination de francophones à des postes officiels...

¹⁵⁴L'Eglise connaît et approuve l'existence de l'OJC. Elle y nomme des aumôniers et participe activement à la vie de l'organisation. Le chanoine Lionel Groulx, historien et ecclésiastique célèbre, accepte volontiers d'associer son nom à l'OJC.

mouvements et organisations protofrancophonistes d'Amérique du Nord antérieurs à 1960¹⁵⁵.

Figure 3.4 - Armoiries de l'Ordre de Jacques Cartier



Cependant, quel que fût son ascendant dans la conscientisation et la marche en avant de la modernisation de la société québécoise, passant par le renforcement de la langue et une ouverture sur le monde francophone, l'OJC ne relève pas de la francophonie, contrairement à ce qu'affirme à la débottée et sans doute, par une méconnaissance terminologique précise et suffisante du mouvement francophone international, la division des archives de l'Université de Montréal. En effet celle-ci, dans la partie introductive de sa notice bibliographique du fonds de l'Ordre de Jacques Cartier écrit: « *Dans les années 1950, il [l'OJC] devient l'épine dorsale de la francophonie en Amérique du Nord.* » Cette méprise chronologique et sociologique, de la part d'un organisme historique dévolu à la conservation des archives, atteste selon nous, des blancs et des approximations concernant le mouvement et l'espace francophone, y compris au Québec. Cet exemple, certes particulier mais révélateur et non isolé, ne fait que conforter notre sentiment, de la nécessité impérieuse pour les historiens et les chercheurs en sciences humaines, de s'emparer au plus vite de l'histoire contemporaine de la seconde moitié du XX^e siècle, même si cette dernière doit être très probablement corrigée et rectifiée par la suite, une fois le recul historique et les fonds d'archives enfin accessibles par la communauté scientifique. Dans le cas contraire, de regrettables confusions peuvent s'accumuler et finir par faire bégayer les chronologies les plus détaillées.

¹⁵⁵ A son apogée, il comptait 504 groupes locaux, regroupés sous l'égide de 60 conseils régionaux dispersés à travers 1 140 municipalités du Québec, de l'Ontario, de la Nouvelle-Angleterre, du Nouveau-Brunswick et de l'Ouest canadien. On peut estimer le nombre de ses membres à plus de 11 000 en 1960.

« C'est un directeur de conscience pour les élites du Québec et un allié de la presse indépendante qui vient de se taire¹⁵⁶ »

Michel Vastel

3.2.6 - L'Ordre de Jacques Cartier entre contact et "noyautage" ou comment promouvoir la langue française et les Canadiens français : l'exemple de Rosaire Morin.

Retranscrire la globalité de l'action culturelle, politique, économique et sociétale de l'Ordre de Jacques Cartier est un projet partiellement accompli par les chercheurs que nous avons évoqués dans la partie précédente. Toutefois, nous émettons le souhait que d'autres études plus poussées soient entreprises, afin que le voile tenace du secret qui recouvre l'Ordre et qui complexifia d'autant notre recherche, finisse par être totalement levé. Nous avons préféré nous limiter à un exemple significatif et ayant un rapport direct avec notre problématique de départ, à savoir quelles sont les relations qui unissent la francophonie et le Québec. A cette fin, nous avons souhaité tout au long des chapitres précédents, démontrer le lien et le contexte tout à fait particulier unissant les francophones du Québec¹⁵⁷ et la langue française, source et vecteur de la francophonie. L'exemple de Rosaire Morin, (1922-1999) incarne l'extrême proximité des militances croisées et les transferts des individus, au sein des différents mouvements et organisations nationales, en faveur de la langue française et de la société franco-canadienne. Le cheminement de Morin dans l'Ordre correspondit parfois et préfigura souvent, les alternatives auxquelles les futurs québécois seraient confrontés, dans la seconde moitié du XX^e siècle. L'Ordre suscita la création de plusieurs organismes, dont les Chevaliers de Champlain, les Dames de Champlain et eut un rôle déterminant dans la création du Club Richelieu. Cette interdépendance des mouvements de la survivance et du fait français en Amérique du nord transparaissait clairement de 1930 à 1965, dans la publication mensuelle de l'Ordre de Jacques Cartier : *L'Emerillon*¹⁵⁸.

¹⁵⁶Vastel, Michel. *Le Droit*, 16 avril 1999. Propos écrits à la suite du décès de Rosaire Morin.

¹⁵⁷Et du Canada dans une plus large acception.

¹⁵⁸Parmi les dizaines d'exemples cités en voici trois qui attestent des militances croisées de ces organisations « Nous avons exercé une surveillance continue sur tous les mouvements et nous avons réussi à en noyauter plusieurs, dont la société Saint Jean-Baptiste, le cercle des jeunes, la caisse populaire et le comité des programmes et le comité des programmes français à la radio » . *L'Emerillon*. Ottawa vol. 25, n°6 juin-juillet 1956 p. 237 : « Le résultat le plus évident de l'activité de notre noyau fut sans contredit la fondation d'une section de la Société Saint Jean-Baptiste, 225 paroissiens en font partie sur une population de 275 familles (...) Les bulletins du Bon parler français ont été photocopiés et distribués dans les écoles de la paroisse. Par l'entremise de la Saint Jean-Baptiste ont a distribué ces bulletins dans un bon nombre de foyers. » *L'Emerillon*, Ottawa vol, 24. n°6 juin-juillet 1955, p. 217.

Parmi les très nombreuses organisations canadiennes-françaises où les membres de l'OJC s'infiltrèrent, mentionnons les Sociétés Saint Jean-Baptiste, le Conseil de la vie française en Amérique, les coopératives d'épargne et de crédit (caisses populaires), les comités de parents, les associations professionnelles et les mouvements de jeunes, dont les Jeunesses laurentiennes. En novembre 1946, Rosaire Morin, président des Jeunesses Laurentiennes fut très impliqué dans l'adoption du fleurdelisé comme drapeau du Québec¹⁵⁹, en remplacement de l'*Union Jack* et demanda officiellement à la chancellerie de l'ordre, de lancer une campagne de propagande en faveur du carillon fleurdelisé ; ce que la CX accepta par la circulaire générale no 473, du 3 mars 1947. L'OJC reprenait à son compte les demandes des Jeunes laurentiens¹⁶⁰. Lors du Congrès anniversaire de l'Ordre en 1953, René Chaloult¹⁶¹ déclara :

Je me réjouis d'apercevoir à ma droite le drapeau de la province de Québec, votre drapeau! Je dis votre drapeau en effet, parce que c'est vous qui l'avez donné à la province de Québec. Il y avait des résistances et des résistances nombreuses : c'était le drapeau des séparatistes, le drapeau nationaliste et le drapeau de la ligue rouge, de l'abbé Groulx¹⁶².

Nous n'avons pu déterminer précisément, la date d'entrée de Morin dans l'Ordre à partir des archives consultées, mais sa demande de 1946 atteste de façon certaine sa participation. En outre, nous savons qu'il accéda au poste de chancelier de *La Patente* au Québec, qu'il occupa durant 12 ans, de 1950 à 1962. Rosaire Morin trouvait que les actions menées par la Patente et la Chancellerie étaient trop timorées, insuffisantes et d'une portée très limitée. Cette opinion transparaît, non sans agacement, dans les propos suivants:

Lorsque je songe à l'organisation de l'Ordre, je pense tout naturellement aux histoires que ma grand-mère me racontait lorsque j'avais 5 ans... Depuis toujours, par les circulaires, congrès provinciaux et organisations générales nous racontons des histoires sur...le Fonds Vadma, la discrétion... Ce langage n'intéresse plus les adultes¹⁶³.

¹⁵⁹ Il fut adopté en 1948.

¹⁶⁰ ANC MG 28/98, vol. 126, dossier «*drapeau fleurdelisé 1943-1953*» et le site souverainiste http://www.imperatif-français.org/dossiers/#N_81_

¹⁶¹ « M. René Chaloult et le drapeau québécois », *Le Devoir*, 29 avril 1947, p. 7.

¹⁶² Cité par Laliberté, G.-Raymond. *Une société secrète: l'Ordre de Jacques Cartier*, Montréal, Hurtubise, 1983, p. 240. L'auteur ajoute en note: «On appelait ainsi parfois à cette époque, les nationalistes ardents de la suite du chanoine Groulx; était «rouge» en ce sens, tout ce qui était radical. Il est intéressant de noter que le Secrétariat de la CX, en reproduisant l'allocution verbale de Chaloult, biffa l'expression «ligue rouge»... même appliquée au nationalisme...» repris dans http://www.imperatif-français.org/dossiers/#N_78_

¹⁶³ CRLG, fonds Rosaire Morin P16/E6, p. 45.

Rosaire Morin, militant et franc-tireur infatigable, perçut précisément les limites inhérentes de l'OJC. En accord avec le principe du noyautage de ce dernier et probablement par insatisfaction, il fut de toutes les entreprises qui de près ou de loin firent avancer les causes qu'il défendait. Celui-ci oeuvra simultanément pour la pérennité de l'Amérique francophone et du Canada français, pour la protofrancophonie et par conséquent le Québec, qu'il plaçait à la croisée de ces militances. En conséquence, il participa au Conseil de la vie française en Amérique et concourut très activement à l'organisation des Etats généraux du Canada français de 1966 à 1969. Ce qu'attestent conjointement Jean-Marc Léger « [Rosaire Morin] a été, entre autres tâches fondamentales, l'homme qui a conçu et réalisé les Etats généraux »¹⁶⁴ et Guy Bouthillier, président de la Société Saint Jean-Baptiste : « Sur le plan politique, il a été la cheville ouvrière des Etats généraux. C'est là où, pour la première fois, les gens de tous ces milieux ont affirmé le droit du Québec à l'autodétermination. »¹⁶⁵ Ce dont témoigne lui aussi Michel Pelletier, qui participa en 1966 aux Etats généraux du Canada français : « Rosaire Morin était l'organisateur, le penseur et l'âme des Etats généraux (...), son idée, c'était de faire bouger les choses »¹⁶⁶.

Il assumait toujours son passé au sein de l'Ordre : « A René Lévesque qui lui reprochait un jour d'avoir dirigé *La Patente*, il répondit qu'il lui avait offert 250 tribunes en 1962, au moment de la crise de la nationalisation de l'électricité. »¹⁶⁷ L'évolution politique et idéologique personnelle de Rosaire Morin, fut grandement comparable à celle du nationalisme canadien-français, dont les origines étaient empreintes de conservatisme sociétal et religieux à coloration "action française", et qui se métamorphosa dans la seconde moitié du XX^e siècle, en un mouvement national progressiste social-démocrate, reposant sur la langue française et l'interventionnisme d'état. Ce que relevait Michel Rioux en disant :

Il [Rosaire Morin] souriait quand je lui disais qu'il avait connu une trajectoire un peu semblable à celle de Victor Hugo qui, parti de l'extrême droite, [propos réducteurs] s'est retrouvé à gauche à un âge où le commun des mortels a plutôt tendance à sombrer dans le conservatisme.¹⁶⁸

¹⁶⁴Léger, Jean-Marc. « Rosaire Morin : une vie consacrée à la nation », lettre en date du 15 avril, publiée dans le quotidien *Le Devoir* le 17 avril 1999.

¹⁶⁵Chartier, Jean. *Le Devoir*, 15 avril 1999.

¹⁶⁶Chartier, Jean. *Le Devoir*, 15 avril 1999.

¹⁶⁷Ibidem.

¹⁶⁸Rioux, Michel. Texte publié dans *Le Devoir* du 15 avril 1999.

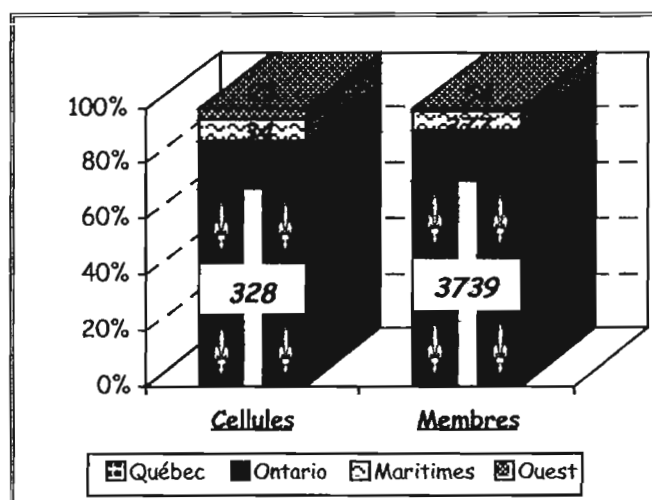
« Ils ont discuté de timbre poste, du drapeau canadien, du cinéma, du club Richelieu à Hull, du poste CIBC, d'un juge français à North Bay... Ils ne représentent pas les problèmes prioritaires du Canada français. On ne prévoit pas les solutions salvatrices qu'il est impérieux de proposer. On n'incite pas à une action dynamique. »¹⁶⁹

Rosaire Morin

3.2.7 – La fin de l'Ordre de Jacques Cartier : ou le glas du Canada français.

Au début des années 1960, l'évolution de la société québécoise amena des groupes influents du Conseil provincial du Québec, à rejeter des aspects complets de l'idéologie de l'Ordre de Jacques Cartier. Le caractère secret paraissait désormais désuet, alors que prenaient corps les premières réformes de ce que l'on appela plus tard, la *Révolution tranquille*. Si l'ordre de Jacques Cartier fut dans un premier temps, majoritairement dominé par les francophones d'Ottawa et de l'Ontario, la majorité de ses membres provenait dès les années 1930 du Québec,¹⁷⁰ comme l'illustre clairement la figure ci-dessous, signifiant les rapports de force politiques et démographiques de l'espace francophone canadien, passés et futurs.

Figure 3.5 - Les rapports de force internes au sein de l'Ordre de Jacques Cartier en 1964



Graphique établi par nos soins.

Source : Centre de recherche Lionel Groulx (CRLG), Fonds Rosaire Morin, P16/E,53.

¹⁶⁹CRLG, Fonds Rosaire-Morin, P16/E,6, Document sans titre, p. 45.

¹⁷⁰Trois premiers ministres du Québec en firent partis Antonio Barrette, Jean-Jacques Bertrand et Daniel Johnson ainsi que certains ministres québécois influents tel, Pierre Laporte. (cités in) Frenette, Yves. *Brève histoire de canadiens français*. Montréal, Boréal, 1998, p.169. Propos confirmés par M André Levac, lui-même membre de l'Ordre de Jacques Cartier, (27/06/2000) (22/10/2002).

Très tôt dans l'histoire de l'Ordre de Jacques Cartier, le fonctionnement rigide provoqua des frictions importantes entre la Chancellerie et les commanderies fleurdelisées. Les germes des dissensions idéologiques qui firent éclater l'Ordre de Jacques Cartier en 1965, étaient déjà présents dans ces conflits. Charles-Henri Dubé¹⁷¹ et Roger Cyr,¹⁷² membres québécois de l'OJC, dévoilèrent publiquement les secrets de l'organisation, provoquant une crise interne majeure. Ce double événement découlait en droite ligne, de la divergence fondamentale quant à l'avenir du Canada français, entre l'entité québécoise et les autres membres de l'OJC. L'année 1964 fut marquée par la préparation d'un Manifeste, auquel Jean-Marc Léger reconnut avoir largement participé et qui fut adopté en novembre, par le congrès du Conseil provincial du Québec :

C'est le cher Rosaire Morin, l'un des piliers de l'Ordre depuis de nombreuses années, qui m'avait proposé de rédiger ce manifeste, à la fois fidélité et rupture, mémoire et innovation. Mais malgré les tentatives de rajeunissement (...) l'Ordre entra dans une phase de déclin : il ne répondait visiblement plus aux aspirations et aux exigences de l'heure. (...) [cela] plaçait l'OJC en porte à faux, donc le crépuscule était alors inévitable.¹⁷³

On y prit position en faveur d'un Etat national francophone : « *Le Québec a pour la nation canadienne-française valeur de patrie ; lui seul a la vocation d'Etat national des Canadiens français.* »¹⁷⁴ Cet Etat veillerait à la protection des droits des francophones hors Québec, en exigeant pour eux, les mêmes garanties que celles qu'il accorderait lui-même, à la minorité anglophone du Québec. Mais les francophones hors Québec, du moins leurs représentants, refusèrent les réformes statutaires et le nouveau cadre plaçant le Québec au cœur du dispositif canadien-français. Lors d'une réunion de la Chancellerie à Ottawa, les 27 et 28 février 1965, après bien des mois de discussions et d'affrontements, une résolution visant à dissoudre l'Ordre obtint la majorité des voix. Les chanceliers de l'Ontario auxquels se joignirent ceux de l'Acadie et de l'Ouest, préférèrent saborder l'Ordre de Jacques Cartier que de voir s'appliquer la proposition du groupe québécois, qui souhaitait une réorganisation en profondeur de l'organisation afin que la représentation de la direction et la répartition des pouvoirs soient proportionnelles à la population canadienne-française des quatre régions.

¹⁷¹Dans le *Magazine Maclean* en mai 1963,

¹⁷²Cyr, Roger. *La Patente*. Ottawa, Editions du Jour, 1964.

¹⁷³Jean-Marc Léger. *Le temps dissipé* p. 425

¹⁷⁴CRLG, Fonds Rosaire Morin, P16/E11. « Eléments d'une doctrine nationale pour les temps nouveaux », *Directives*, volume 1, n°12 mars 1964, p.4.

Avec cette réforme le Québec, Province regroupant la grande majorité de la population canadienne-française, aurait détenu les rennes du pouvoir au sein de l'OJC réorganisé.¹⁷⁵ Cet épisode s'inscrit dans ce qu'on appelle, l'éclatement du projet du « *Canada français* » et marqua l'opposition des finalités, entre la vision traditionnelle du Canada français défendue par la Chancellerie¹⁷⁶ et le "québécocentrisme" défendu entre autre, par Morin. Il écrivit : « *s'il y a encore un avenir pour les minorités francophones hors Québec, cet avenir passe par l'autonomie interne totale du Québec et par la création d'un véritable Etat national [Québécois]...* »¹⁷⁷ Cyr l'appelait de ses vœux en écrivant : « *Je n'admets pas qu'elle [la Patente] ait toujours négligé les problèmes fondamentaux du Québec français... et n'ait toujours vu le terrible quotidien qu'à travers le prisme déformant d'un complexe de minoritaires.* »¹⁷⁸

Le dualisme au sein de l'Ordre, à propos du projet, du contenu et du devenir des entités francophones, s'exprima on ne peut plus clairement lors des débats de 1964-1965, anticipant les futures conclusions des Etats généraux du Canada français de la fin des années 1960. En dehors de la simple anecdote, ces faits portent une signification particulière, du point de vue culturel, identitaire et des modes de représentation, car la fin de l'Ordre fut une répétition générale de la fin du Canada français. La rupture des élites préfigurant le passage à une nouvelle étape qui vit la francophonie se substituer à la protofrancophonie.

¹⁷⁵Les biens de l'Ordre furent partagés entre quatre grands conseils parallèles et autonomes : Québec (l'Ordre de la renaissance nationale du Québec, ORNQ), Ontario (Commandeurs de l'Ordre franco-ontarien, COFO), Acadie et Ouest canadien. Sources : Dufresne, Charles (dir.) *Dictionnaire de l'Amérique du Nord : Francophonie nord-américaine hors-Québec*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1988, p. 268.

En Ontario, les ex-membres de l'OJC poursuivirent leurs activités et mirent sur pied une nouvelle société secrète aux structures identiques à celles de l'OJC et à laquelle ils donnèrent le nom de Commandeurs de l'Ordre des Franco-Ontariens (COFO). Elle prit comme pseudonyme le nom d'Association culturelle ontarienne (ACO). En 1970, face à l'évolution de la société québécoise, le Comité d'orientation de la COFO préconisa le repli sur les réalités ontariennes, renonçant à toute attente vis-à-vis du Québec. L'organisation ne cessa officiellement jamais d'exister, mais ne laissa plus de trace d'activités après 1971.

¹⁷⁶Ottawa ne fut pas entièrement coupé du Québec, car le Conseil de Chicoutimi se rangea de son côté et déclara : « Le but qu'il faut continuer à poursuivre est l'avancement de toute la nation canadienne-française. L'Ordre existe pour toute la nation et, dans l'esprit de ses fondateurs(...), surtout pour la défense de ceux qui en ont le plus besoin, c'est à dire de nos frères séparés ». CRLG, Fonds Rosaire Morin, P16/E52, conseil régional n°11 de Chicoutimi p.1. ou encore lorsqu'il déclare : « [Le conseil provincial du Québec] ne peut se substituer à l'Ordre pour décider de l'avenir de la nation canadienne ». CRLG, Fonds Rosaire Morin, P16/E52, p. 2.

¹⁷⁷CRLG, Fonds Rosaire Morin, P16/E11. « Eléments d'une doctrine nationale pour les temps nouveaux », p. 16.

¹⁷⁸Cyr, op. cit. p.124.

*« Le Canada français a donc besoin pour vivre et s'épanouir
que Québec puisse exercer pleinement toutes ses prérogatives¹⁷⁹. »*

L'Emerillon

3.2.8- L'impact de l'OJC dans le passage de la protofrancophonie canadienne à une francophonie québécoise en devenir : de Laurendeau-Dunton au bilan des Etats généraux.

L'évaluation réelle et aboutie de l'OJC, dans la survivance et la défense de la langue et du fait sociétal canadien-français, deux caractéristiques fondamentales de la protofrancophonie nord-américaine, s'avère une tâche particulièrement délicate en raison de la nature même de l'OJC et des rivalités induites par le jeu des solitudes et la prise en considération des différents tropismes. Néanmoins, il semble que "la Patente" ait véritablement pesée, sur le devenir et l'identité du Canada du XX^e notamment, lors de moments clefs, durant lesquels le sort du français et des francophones du Canada étaient sur la sellette. Nous en voulons pour preuve, l'implication de la l'OJC en 1963, dans les débats préparatoires de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, selon les vœux du Premier ministre Pearson. Ainsi, selon un communiqué de l'Ordre en date du 2 juillet 1963, il était primordial de faire de l'entrisme dans le débat et la Commission elle-même, en démultipliant le nombre des mémoires et cela à tous les niveaux :

Chaque cellule de l'O, a le devoir, par la technique du noyautage et de l'extériorisation d'inciter tous nos organismes à travailler à la préparation de mémoires à l'intention de cette commission royale d'enquête. Les mémoires devront être rédigés par nos organismes provinciaux, par nos organismes régionaux, par nos organismes locaux et enfin par les individus eux-mêmes.¹⁸⁰

Cette extériorisation militante avait pour but de façonner les conclusions de la Commission Laurendeau-Dunton¹⁸¹ qui elles-mêmes, prolongeaient les attentes du rapport Tremblay, qualifiant « d'impérialisme fédéral »¹⁸² la tutélérisation d'Ottawa qui ne fit que croître à partir de 1929. Il semble que la chancellerie perçut les potentialités induites par Laurendeau-Dunton, qui après des décennies d'opposition allait battre en

¹⁷⁹ Le Gardeur, « Le Rapport Tremblay » *L'Emerillon*, vol. 25, n°6, juin juillet, 1956. p. 211.

¹⁸⁰ Cf. Fonds de l'Ordre de Jacques Cartier de l'Université de Montréal P 69, document P0006/A31.

¹⁸¹ André Laurendeau, rédacteur en chef du *Devoir* dans un de ses éditoriaux de janvier 1962 avait appelé de ses vœux l'instauration de cette commission. Davidson Dunton était Président de l'Université Carleton.

¹⁸² Paquin, Stéphane. *Op.cit.* p. 96.

brèche la vision d'un Canada anglo-anglais où le français était un anachronisme historique et sociétal.

Il est un point essentiel qui doit ressortir dans les mémoires, c'est la possibilité d'épanouissement du Canada français dans toutes les sphères de la société, dans le contexte actuel. [...] Il faudrait également insister sur la nécessité de révision des lois scolaires pour accorder aux deux groupes ethniques un système d'enseignement parallèle du primaire à l'universitaire. A la veille du centenaire de la Confédération, cette commission royale d'enquête nous offre l'occasion unique de rétablir les faits, de dissiper les préjugés et d'enrayer l'injustice. Nous avons l'occasion de faire entendre publiquement nos griefs et nos exigences, faisons en sorte qu'on ne nous taxe pas d'indifférence et d'apathie.¹⁸³

Cependant, la direction de la Patente n'utilisa que des moyens strictement légaux et d'une efficacité certes quantifiable, mais modestes face aux enjeux. En dépit du ton offensif des déclarations, l'atonie et l'inertie étaient bien présentes au sein de l'ordre écartelé dans des directions contraires. L'OJC ne vit jamais se matérialiser les avancées qu'amena pour les francophone du Canada, la Commission Laurendeau-Dunton qui selon nous, officialisa la création des francophonies canadiennes. La commission royale d'enquête qui pour la première fois, dans l'histoire de la Confédération¹⁸⁴ faisait sienne la théorie des deux peuples fondateurs¹⁸⁵ ou encore de « *The two founding races* » selon l'expression anglaise, reprit nombre des idées mises en avant par la Patente puisque son mandat était :

De faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport¹⁸⁶.

En outre, ces conclusions servirent à la mise en place par les autorités fédérales, des premières mesures en faveur du bilinguisme, c'est à dire en faveur des Canadiens français permettant ainsi une modernisation et une reconnaissance partielle, du français et de l'identité francophone au Canada et plus largement, en Amérique du nord. La disparition

¹⁸³Cf. Fonds de l'Ordre de Jacques Cartier de l'Université de Montréal, P 69, document P0006/A31.

¹⁸⁴Nous rappelons que le Canada est une Union fédérale appelée Confédération.

¹⁸⁵Pour avoir une vision renouvelée sur la théorie des deux peuples fondateurs serpent de mer identitaire du Canada français se référer à l'ouvrage de Paquin, Stéphane *L'invention d'un mythe, le pacte entre deux peuples fondateurs*. Montréal, VLB Editeur, 1999, 171 p.

¹⁸⁶Laforest, Guy. *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*. Sillery (Québec), Septentrion, 1992, p.95-96.

de l'ordre a fonction de symbole à plus d'un titre et correspondit chronologiquement et du point de vue sociologique, historique et sociétal, à l'émergence de la francophonie internationale qui allait se manifester officiellement à la fin des années soixante en Europe, en Afrique, en Amérique. L'Ordre fut donc, un acteur et un marqueur temporel de la seule protofrancophonie québécoise. Le renouvellement de la doctrine fédérale est indiscutablement à relier avec le tropisme québécois et le développement de l'indépendantisme fleurdelisé qui s'accroît : « *Il est devenu impensable pour le gouvernement du Canada de s'exprimer uniquement en anglais. Si l'on ne parvient pas à persuader les Québécois de leur appartenance au Canada tout entier, alors il faut envisager la scission du pays.*¹⁸⁷ »

Les Etats généraux marquèrent pour la plupart des historiens et les francophonistes, l'éclatement final du Canada français. Yves Frenette¹⁸⁸, Gaétan Gervais¹⁸⁹ et Marcel Martel¹⁹⁰ notamment, centrent leur interprétation sur le rôle qu'ils jouèrent. Si nous partageons l'avis général de la majorité d'entre eux, nous considérons pour notre part, qu'ils furent davantage des indicateurs chronologiques que des facteurs déclenchants, des nouvelles identités francophones des minorités franco-canadiennes ou même, du renforcement du corpus identitaire québécois. Nous nous opposons en cela, à l'hypothèse avancée par Gratien Allaire de la double "métamorphose", induisant une modification profonde du Canada français en francophonie canadienne, à laquelle s'ajoute par la suite de nouveaux changements pour le Canada français au cours de la période de la Révolution tranquille québécoise. En conséquence, notre examen est plus proche de celui de la sociologue Linda Cardinal, développé dans : « *le Canada français à la lumière des Etats généraux : critique de la thèse de la rupture*¹⁹¹. »

¹⁸⁷ Linteau, Paul-André (dir.) *Histoire générale du Canada*. Tome 3, Montréal, Boréal, 1990, p. 614. [Edition originale de langue anglaise dirigée par Craig Brown]

¹⁸⁸ Frenette, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal, Boréal, 1998, 209 p.

¹⁸⁹ Gervais, Gaétan. « La présence de l'Ontario aux Etats généraux du Canada français (1966-1969) », in Martel, Marcel. *Etats généraux du Canada français, trente ans après : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*. Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 1998, p. 117-132.

¹⁹⁰ Martel, Marcel. *Le deuil d'un pays imaginé ; rêves, luttes et dérouté du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997.

¹⁹¹ Cardinal, Linda. (1998), « Le Canada français à la lumière des Etats généraux : critique de la thèse de la rupture », in Martel, Marcel. *Les Etats généraux du Canada français, trente ans après : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*. Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, p. 213-232.

« Les francophones éprouvèrent alors vraiment le besoin de s'unir entre 1950 et 1970. Les effusions franco-canadiennes à la suite du Débarquement ne pouvaient rester sans lendemain (...) La fierté de la langue renaissait plus forte. ¹ »

Michel Tétu.

CHAPITRE IV

DE 1945 AUX ANNEES 1960, LE ROLE CRUCIAL DU QUEBEC ET DU "CERCLE QUEBECOIS" DANS LE PASSAGE D'UNE PROTOFRANCOPHONIE ASSOCIATIVE A LA PRIMOFRANCOPHONIE

La francophonie en dépit de son énonciation "dixneuviémiste" comme nous l'avons étudié dans le chapitre II et l'existence plus ou moins structurée et efficace d'associations, de ligues et d'organismes de tout ordre, dans le monde et au Québec, défendant la langue française et ses locuteurs dans une large acception, est un phénomène contemporain qui remonte au début des années 1960. En effet, la francophonie dont nous avons retranscrit le nuancier philosophique et spatial dans le chapitre 2.2 avait comme préalable maïeutique un besoin de protofrancophonie, mais nécessitait avant tout la chute des empires, la décolonisation, un rapport nouveau entre francité et altérité francophone que l'on retrouve dans la "francophonie", ainsi qu'une recherche d'équilibre entre Etats, peuples et idéologies, encore en devenir.

¹Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la francophonie ?* Paris, Hachette, Edicef, 1997, p. 218.

La période allant de 1945 à 1969, correspond à la phase finale de maturation de la protofrancophonie et le glissement vers la francophonie que nous connaissons. Durant ces trois lustres, la vie associative francophone et de langue française connut son premier essor et les premiers organismes et associations francophonistes furent créés, avec cette fois, le concours actif et militant du Québec. La francophonie sous couvert de langue française était au cœur de ces nouveaux organismes, sans être clairement identifiable dans leurs sigles, citons comme exemple l'AIJLF (Association internationale des journalistes de langue française), l'UCF (Union culturelle française). La francophonie militante et associative précéda la francophonie institutionnelle et politique, renforçant cette dernière au fil des décennies. Elle apparaît avec le recul chronologique, comme un préalable indispensable dont l'importance est similaire à la protofrancophonie que nous avons longuement présentée et étudiée dans le chapitre III.

« Une langue est un commentaire humain sur la création² »

Julien Green

4.1 - Le préalable québécois en francophonie.

Si « *le caractère est le style d'une langue*³ » comme le déclarait Wilhelm Von Humbolt, alors le monde associatif est bien le caractère de la francophonie contemporaine. Notre propos à travers cette nouvelle sous-partie ne sera pas d'esquisser une histoire de la francophonie associative, mais plutôt, une histoire de la francophonie des militances et de voir les parcours croisés et les thématiques choisies par celles-ci, en ayant toujours comme fil d'Ariane la présence du Québec et son influence sur la francophonie et réciproquement. A cette fin, nous procéderons à des choix précis d'organisations, pour avoir une vision exhaustive des organismes et des associations francophonistes, nous renvoyons à l'ouvrage de référence de Josseline Bruchet et de la

²Green, Julien. *L'apprenti psychiatre*. Paris, Livre de Poche n°5006, 1982, p. 62.

³Cette épigraphe humboldtienne a été choisie par R. de Gourmont pour l'édition de 1905 de son *Esthétique de la langue française*. Paris, Mercure de France, repris dans Humboldt, Wilhelm, (Von). *Sur le caractère national des langues et autres écrits sur le langage*, [présentés, traduits et commentés par Denis Thouard, édition bilingue allemand-français]. Paris, Editions du Seuil, collection Points Essai, 2000, p.113.

Délégation générale à la langue française s'intitulant *Langue française et francophonie*⁴. L'explosion de la francophonie contemporaine en matière d'associations et d'organismes francophonistes, correspond au nouveau substrat historique du monde contemporain découlant de la Seconde Guerre mondiale. Ce que confirme l'un de ses plus grands militants, Jean-Marc Léger :

[précédemment] J'étais bien loin de penser en termes "de pays de langue française", d'autant que c'était encore l'ère coloniale et que peu nombreux étaient les pays francophones au sein d'Etats souverains. C'est en qualité d'étudiant à Paris, entre 1949 et 1951 que j'allais prendre conscience de la diffusion mondiale de la langue française et commencer à réfléchir à ce phénomène⁵.

Cette justification individuelle de l'engagement du premier directeur de l'Office de la langue française (OLF), nous semble être transposable à de très nombreux autres cas de militances francophonistes fleurdelisées : « *En 1951, j'avais trois préoccupations principales : l'avenir politique du Québec, (et d'abord sa survivance) la situation de la langue française chez nous, la nécessité d'une organisation internationale des peuples de langue française.*⁶ » La francophonie associative d'après nos recherches, (lectures, entretiens) est indissociable d'un groupe appelé par certains, tel Jean-marc Léger⁷, *franc-maçonnerie francophone* ou par d'autres tels, Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier⁸, *lobby* ou *gang*. Le politologue et historien Dale Thomson quant à lui, fut le premier à le présenter comme *mafia du Québec* dans *De Gaulle et le Québec*⁹. Pour notre part, l'expression *Cercle québécois* nous semble du point de vue terminologique plus à propos, *mafia* nous paraît abusivement péjoratif, ces militants de la première heure n'ayant commis aucun acte répréhensible, ni sur le plan légal, ni sur le plan éthique, excepté celui d'agir enfin concrètement, dans l'intérêt d'un particulier francophone voulant atteindre l'universalisme.

⁴Délégation générale à la langue française, ; Bruchet, Josseline. *Langue française et francophonie, répertoire des organismes et associations oeuvrant pour la promotion de la langue française*. Paris, La documentation française, 5^e édition, 2001, 181 p.

⁵Léger, Jean-Marc. *Le temps dissipé, Souvenirs*. Montréal, Hurtubise, HMH, 1999, p. 361-362. Propos confirmés lors de notre entretien du 9 décembre 2005.

⁶Op.cit.p. 362.

⁷Op.cit.p. 363.

⁸Comeau, Paul-André. ; Fournier, Jean-Pierre. *Le lobby du Québec à Paris, les Précurseurs du général de Gaulle*. Montréal, Editions Québec-Amérique, 2002, p. 9 à 16.

⁹Thomson, Dale. *De Gaulle et le Québec*. St-Laurent, Editions du Trécaré, 1990, 390 p.

Le terme lobby, nous paraît quant à lui discutable du point de vue étymologique pour retranscrire une réalité militante francophone, bien que l'ambassadeur Bernard Dorin, figure de proue de ce militantisme l'utilise et en assume l'emploi¹⁰. Il est vrai que lobby exprime au moins avantageusement, l'idée de cheville ouvrière de ces militants de la francophonie, de la langue française et du Québec. Si *Cercle québécois* nous semble être le plus juste, c'est en raison de deux facteurs principaux. Tout d'abord l'incertitude du cadre général, en cela franc-maçonnerie apparaît comme trop fort en terme de structure, du moins compte tenu de nos sources, en effet, il n'y eut jamais de structuration ou de rituel très poussé de ces synergies militantes, même au Québec pilier de l'Ordre de Jacques Cartier. Le second facteur est celui de la forte réflexion et des échanges de cette dizaine d'individus parlementaires, universitaires, et journalistes pour l'essentiel, dont les vies personnelles et professionnelles se croisèrent durant plusieurs décennies et firent avancer conjointement, le Québec et la francophonie dans une large acception, au sens où nous avons défini la *francophonie*¹¹.

Ces militants de la première heure de la francophonie, dont certains préféraient le vocable de langue française étaient pour la grande majorité d'entre eux, des soutiens indéfectibles de la cause québécoise en France et à travers le monde. Ce que confirme Jean-Marc Léger : « [Ils] furent également les partisans et les alliés fidèles de la cause du Québec en France, vigilants et inventifs. (On observait mutatis mutandis à une moindre échelle, un phénomène analogue au sein de la communauté française de Belgique).¹² » Etablir la liste exhaustive et précise de ce cercle sans archive et reposant avant tout, sur des affinités intellectuelles et humaines s'avère par nature malaisé, toutefois, nous sommes parvenus à travers nos recherches, à l'établissement d'une liste avérée de ces partisans francophonistes et fleurdélisés, dont plusieurs s'affichent sans fausse pudeur ni

¹⁰Dorin, Bernard. « Un combat de quarante ans pour la cause du Québec », in *Les cahiers de l'histoire du Québec au XX^e siècle*. Dossier de Gaulle et le Québec. Centre de recherche Lionel Groulx, n° 7, printemps 1997, p.24 à 38. Comeau, Paul-André « Entretien avec Bernard Dorin » in *Le lobby du Québec à Paris*. p.135 à 156. Cette entrevue poursuit le séminaire de l'Ecole nationale d'Administration publique du Québec (ENAP) de l'automne 2001, organisé sur 6 séances à Montréal et à Québec (1/ L'état des relations entre la France et le Québec au début des années 1960 présidée par Luc Bernier 2/ Les accords franco-québécois présidée par Louis Balthazar 3/ Le rôle du général de Gaulle, présidée par Renée Lescop 4/ Les relations avec la société civile du Québec présidée par Robert Comeau 5/ Les relations France-Québec et le monde anglo-saxon présidée par Christopher Malone 6/ Le lancement de la francophonie présidée par Diane St Pierre) auquel l'ambassadeur Dorin participa en tant que professeur invité. Dorin, Bernard. *Appelez-moi Excellence*. Montréal, Stanké, 2001, 326 p.

¹¹Cf. Chapitre 2.

¹²Léger, Jean-Marc, op.cit., p.363.

ostentation tels,¹³ Robert Cornevin, Xavier Deniau, Bernard Dorin, Martial de la Fournière, Jean-Daniel Jurgensen, Jean-Marc Léger, René de St-Légier, Pierre-Louis Mallen, Alain Peyrefitte, Philippe de St-Robert, Philippe Rossillon, et Albert Salon. A ce premier cercle, nous pensons judicieux d'ajouter un regroupement ultérieur dans lequel on comptait Louise Beaudoin, Raymond Bousquet, Jean Carbonnel, Régis Debray, Hervé Lavenir, Gilles Loïselle, Pierre Maillard, Philippe Malaud, Marcel Masse, Michel Rocard et Philippe Seguin... Ce second groupe, plus hétérogène du point de vue politique et sociologique poursuit l'action du premier, mais en l'orientant davantage en direction de la francophonie et moins de la langue française, tout en conservant la problématique québécoise comme axe directeur de son action.

« L'AIJLF a été la première manifestation après 1945 de ce que l'on appelle aujourd'hui la francophonie. »¹⁴

Jean-Marc Léger.

4.1.1- L'Association internationale des journalistes de langue française (AIJLF), première manifestation de francophonie contemporaine professionnelle sous l'élan québécois.

A travers cette sous-partie nous veillerons à déterminer, puis à démontrer, comment et en quoi l'AIJLF qui devint plus tard l'Association internationale de la presse et des journalistes de langue française, symbolise la future militance de la francophonie actuelle et quelle fut la place du Québec dans celle-ci. Contrairement aux deux périodes antérieures que nous avons étudiées et analysées, à travers notre démonstration des chapitres consacrés à la protofrancophonie au moyen des exemples des alliances, missions et sociétés nationales telles, la Société St Jean-Baptiste, le Conseil de la Vie Française en Amérique, le sou de la survivance ou même l'Ordre de Jacques Cartier et durant lesquelles, le Québec et les Québécois qui s'appelaient encore les Canadiens français, se limitaient à la seule survivance et à l'attente plus ou moins hypothétique, d'une feuille de route française annonciatrice d'une amélioration de leur sort, la période qu'inaugure l'AIJLF manifeste la volonté d'agir et de ne plus subir¹⁵.

¹³L'ordre alphabétique fut choisi, afin de ne pas établir de préséance entre les différents acteurs.

¹⁴Entretien privé du 9 décembre 2005. Déclaration confirmée dans *Le temps dissipé*, p.253.

¹⁵Cf. Pierre Vennat. « Journalistes et francophonie », *La Presse*, 4 septembre 1987.

Cette association fut fondée avec la participation pleine et entière du Québec qui dès lors, manifesta de façon active ou passive, une affinité et une intimité particulières avec la francophonie et la langue française dont il allait déclarer finalement la primauté, par un dispositif législatif aboutissant à la fameuse loi 101. L'AIJLF fut fondée par un petit groupe de journalistes français et canadiens-français, parmi lesquels on dénombrait du côté québécois Dostaler O'Leary¹⁶ du journal *La Patrie*, Roger Champoux et Jean-Marie Morin du quotidien *La Presse* et Pierre Laporte du *Devoir*. Ce quartet québécois animé par Dostaler O'Leary fut rejoint ultérieurement par Jean-Marc Léger qui fut président de l'AIJLF de 1960 à 1962. « *L'origine de l'AIJLF, c'est un groupe de journalistes(...) oeuvrant dans une même langue, marqués par une même culture, qui devaient s'engager dans la voie d'une coopération fraternelle.*¹⁷ » A la suite d'une invitation, faite au syndicat des journalistes de Montréal¹⁸ par le syndicat des journalistes de France, d'assister à leur Congrès de Limoges le 13 mai 1950, Dostaler O'Leary se rendit en France avec le statut d'observateur.

Nous n'avions pas les fonds pour payer le déplacement d'un délégué ; nous pensions tous qu'il aurait été déplorable de décliner cette invitation de confrères avec lesquels notre activité professionnelle se doublait d'une affinité culturelle. Une démarche auprès du gouvernement du Québec - gouvernement officieux de tout le Canada français - nous permit de résoudre le problème. Le pont était jeté ; je n'ai pas besoin de vous dire que plus rien ne le coupera¹⁹.

C'est à son initiative que fut adopté le principe d'une Association internationale des journalistes de langue française, le terme francophone n'étant pas encore au goût du jour.

¹⁶Dostaler, O'Leary, ingénieur, journaliste et écrivain. Né le 16 août 1908 à Berthierville au Québec, mort le 18 avril 1965 à Paris poursuivit des études scientifiques à Dijon et à Bruxelles. A son retour d'Europe, il entra au quotidien *La Patrie* qu'il ne quittera qu'en 1957 lors de sa fermeture. Il y fut successivement rédacteur financier, éditorialiste, directeur littéraire, chroniqueur de *La vie française* et du parlement de Québec de 1948 à 1956. Il dirigea le service des relations extérieures d'Air France de 1957 à 1958, puis fut correspondant de Radio-Canada à Paris de 1959 à 1965. Il fonda en 1935 avec son frère Walter Patrice les Jeunesses patriotes du Canada français, les Chevaliers de la table ronde du Canada et en 1939 l'Union culturelle Mexique Canada-français qui devint par la suite l'Union des latins d'Amérique. Il édita de nombreux ouvrages dont *Le complexe d'infériorité* en 1935, *Séparatisme, doctrine constructive* en 1936, *Jeunes du Québec et de France d'aujourd'hui* en 1941, *Introduction à l'histoire de l'Amérique latine* en 1949, *Le roman canadien-français, étude historique et critique* en 1954. Il collabora à plusieurs revues dont *L'Action nationale*, *L'Amérique française* et *L'Indépendance*. Fonds d'archives Dostaler et Walter Patrice O'Leary P40 de la Fondation Lionel Groulx couvrant la période 1929 à 1988. Pour de plus amples renseignements nous recommandons la lecture du répertoire numérique Dostaler et Walter Patrice O'Leary effectué par François David et Marie Léveillé, Outremont, Centre de recherche Lionel Groulx, 1996.

¹⁷Entretien J-M Léger du 9 Décembre 2005.

¹⁸Ce syndicat fut fondé en 1945, soit cinq ans avant la décision formelle de créer l'AIJLF.

¹⁹http://www.presse-francophone.org/UIJPLF/uijplf_50DocOLeary.htm

Il conclut son discours du 13 mai 1950 par un vibrant : « *Journalistes francophones de tous les pays unissez-vous !*²⁰ ». La fondation effective de cette première association francophone des journalistes eut lieu deux ans plus tard, à Paris en septembre 1952²¹. O'Leary retraça le contexte et la problématique générale de la naissance de l'Association internationale des journalistes de langue française dans un article paru dans la revue *Le journaliste canadien*, « *La création de l'AIJLF* »²².

A Limoges, je retrouvai des confrères rencontrés l'année précédente aux Nations Unies à New York, où nous avons été unanimes à déplorer, pour des raisons d'ordre pratique autant que culturelles, (...) la portion congrue faite à notre langue. A côté de nous, anglo-américains et hispano-américains se tenaient solidement groupés. (...) Une motion, adoptée à l'unanimité, recommanda la formation d'une association internationale de journalistes d'expression française.

A travers cette explication d'O'Leary on perçoit la nouveauté complète qu'induisit l'AIJLF et la conscientisation francophoniste de type contemporain. Elle fut le fruit d'un pôle québécois qui s'ouvrait à la France et aux autres communautés francophones occidentales ce qui était en soi un acte fort et inédit ; la collégialité francophone devenue le maître mot était illustrée par le choix de congrès tournants²³. De plus, cette association n'avait pas pour objectif la survivance clérico-nationaliste traditionnelle canadienne-française, nous étions donc loin, du sacro-saint cadre chronologique de la Révolution tranquille que certains historiens appliquent par automatisme ou par ambition avouée ou feinte de relayer l'action coloniale de la France ; Paris considérait toujours l'Empire comme le meilleur gage de son rang dans le monde. L'AIJLF bien que le mot n'apparaisse pas encore dans son sigle, peut être considérée pleinement comme la première manifestation de francophonie professionnelle, au sens contemporain développé par Léopold Sédar Senghor tout au long de ses écrits car sa raison première était la défense de la langue et la promotion de l'espace francophone.

²⁰Propos rapportés par Roger Queyroi, ancien directeur et rédacteur en chef du *Populaire du Centre* qui participa au Congrès de Limoges de 1950.

Cf. http://www.presse-francophone.org/UIJPLF/uijplf_50DocQueyroi.htm

²¹Les membres du bureau furent reçus à l'Élysée par le Président de la République Vincent Auriol.

²²O'Leary, Dostaler. « La création de l'AIJLF », in *Le journaliste canadien*, Montréal, Octobre 1955. Consultable à partir du site de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), n'ayant pu le consulter à partir de sa version papier http://www.presse-francophone.org/UIJPLF/uijplf_50DocOLeary.htm

²³1/Paris, 1952, 2/ Neufchâtel 1953, 3/ Dijon 1954, 4/ Montréal Québec 1955, 5/ Israël 1957, 6/ Bruxelles 1958, 7/ Lausanne 1960 ...

[Ses objectifs sont] développer l'expression française dans les moyens de communications sociales, à l'exclusion de toute activité politique ou confessionnelle ; veiller à la sauvegarde de la langue française ; resserrer sur le plan international les liens entre les éditeurs, directeurs, journalistes ; dont le français est langue de communication²⁴.

4.1.2 - L'AIJLF, une francophonie professionnelle et associative au fil des congrès.

Si Paris fut unanimement choisi par les quatre sections fondatrices²⁵ comme lieu du siège social de l'association, le processus séculaire orientant les relations entre les francophones et la France, qui plaçait cette dernière au centre de l'univers francophone en tant qu'élément organisationnel uni structurant et décisionnel, fut avec la création de l'AIJPLF, érodé pour la première fois. Ce qui à l'échelle des rapports et des modes de représentation entre les francophones de la planète, équivalait selon nous, à une mini révolution copernicienne.

Nous rappelons qu'au sein des nations européennes et probablement du monde, seule la France développa et personnifia aussi intensément, une politique étatique, culturelle et linguistique²⁶. Sans en y nier les "avantages", notamment logistiques et faire d'anti-jacobinisme primaire comme il est devenu de bon ton de le faire, cela figea et paralysa les rapports entre les diverses entités francophones et la métropole culturelle, d'autant que Paris revêtait aussi pour nombre de francophones, l'habit de métropole coloniale.

Le cadre "classique et standard" de la francophonie, initié par l'Association internationale des journalistes et de la presse de langue française, n'alla pas jusqu'à renverser la place de la France au sein de l'entité francophone internationale, mais permit enfin aux francophones non franco-français, d'acquérir une autonomie nouvelle, brisant le rapport de sujétion qui prévalait antérieurement. En les dotant d'un statut d'acteur reconnu, le dialogue et les échanges ne seraient plus uni-directionnels, en dépit des manquements nombreux et des limites de la francophonie, ainsi que des mauvaises habitudes de Paris.

²⁴Cf. Les statuts de L'association, Délégation générale à la langue française, *Langue française et francophonie*, p.130.

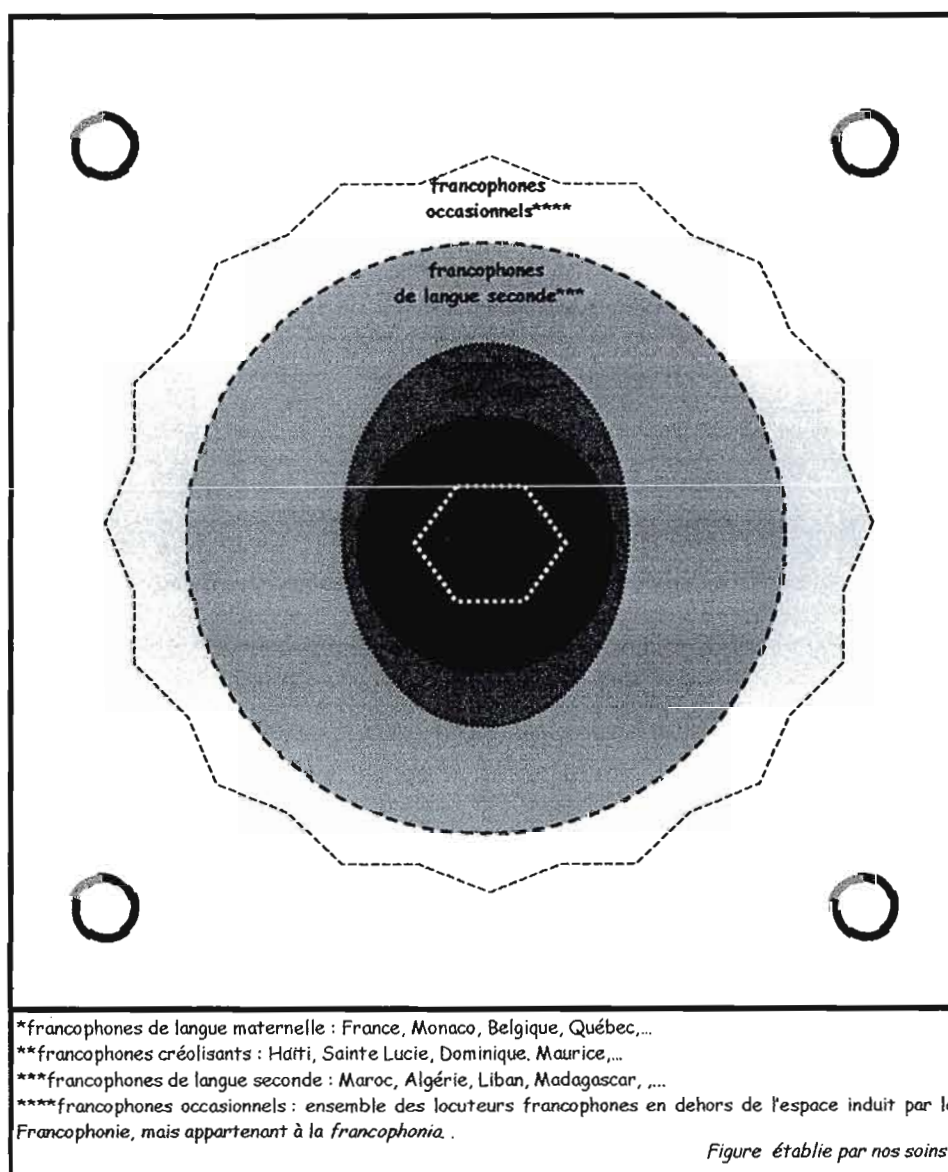
²⁵Belgique, France, Canada, Suisse.

²⁶Raymond, Jean-François.(de) *L'action culturelle extérieure de la France*. Paris, La documentation française, institutions, p. 136.

Nous étions à l'heure des grands ensembles depuis le début du XX^e siècle, mais surtout depuis la Seconde Guerre mondiale(...) Dans ce vaste effort de rapprochement, la communauté de langue et de culture se révélait comme un facteur primordial²⁷.

A travers la figure ci-après, nous avons souhaité représenter le mode d'interaction des différents sous-ensembles linguistiques auxquels appartiennent les acteurs de la francophonie naissante, et cela en tenant compte du géocentrisme de la France et de la diversité interne de l'espace francophone.

Figure 4. 1 - Le mode de représentation de la francophonie traditionnelle et la France



²⁷Entretien J-M Léger du 9 Décembre 2005.

Les statuts définitifs de l'association élaborés à Paris, furent adoptés un an plus tard en octobre 1953, lors du Congrès de Neuchâtel dont Dostaler O'Leary assumait la direction en sa qualité de président de l'AIJLF (1950-1955). L'article 1^{er} précisait que l'association avait pour objet d'établir des liens de confraternité entre les journalistes professionnels de culture et d'expression française, ainsi que de défendre la langue française par les moyens appropriés. Ce dernier point souligne le changement d'esprit des francophones qui n'hésitent plus désormais, à réclamer et à tancer avec aménité la France, souvent peu consciente de leurs réalités. « *Que la presse de France afin de maintenir l'intégrité de la culture française apporte son adhésion totale aux journalistes de langue française des autres pays.* »²⁸

Il fut également décidé à Neuchâtel, que l'association se composerait de sections formées dans les pays où le français était soit langue officielle, soit l'une des langues officielles ou encore dans les Etats où il existait un support d'information en langue française. Enfin, tous les journalistes professionnels francophones pouvaient adhérer à l'AIJLF, et chaque section jouissait d'une large autonomie en possédant la plus entière liberté d'initiative quant aux moyens nécessaires à l'application des objectifs fondamentaux que le *Cercle québécois* fit adopter. L'impossibilité de réformer le français sans consultation préalable des organismes culturels de langue française, nous paraît être un élément de plus, attestant le caractère francophoniste de l'association, la langue française est bien celle de Molière et de Hugo, mais elle est aussi, le bien commun de tous les francophones du moins dans les consciences et les intentions. Jean-Marc Léger le redit très officiellement lors du Congrès de Lausanne en septembre 1960 :

L'heure est venue où nous devons tous prendre conscience (...) qu'autour d'une langue et d'une culture qui ne sont la propriété ni d'un peuple ni d'un pays en particulier, qui expriment l'une des formes les plus hautes de l'humanisme et qui ont été marquées par l'accueil et la générosité, il est possible de rassembler, Blancs Jaunes ou Noirs, ceux qui s'expriment en cette langue et participent à cette culture. Dans cet effort, la presse doit jouer le rôle moteur²⁹.

De 1952 à 1960, l'AIJLF construisit avec des moyens modestes, ses structures et énonça les grandes lignes idéologiques de ce que la francophonie institutionnelle tenta de concrétiser avec des succès divers durant les quarante années suivantes.

²⁸Fonds Léger P 599 (document sans titre) p. 3.

²⁹Fonds Léger P 599 (document sans titre) p. 2.

Lors du Congrès de Dijon de 1954, plusieurs résolutions constitutives de la francophonie furent adoptées en matière de diversité culturelle, de plurilinguisme et de dialogue des cultures, bien que ces termes n'apparaissent pas encore sous ces formes. Nous considérons d'autant plus fort, le fait que l'AIJPLF présente en tant que primo manifestation structurante de la francophonie contemporaine, ces thématiques que la francophonie choisit de défendre comme axe prioritaire, au même titre que la langue française, à la fin du XX^e siècle. Attestant par la même, l'imbrication ontologique qui relie la francophonie à la diversité culturelle et dont nous avons retracé et indiqué les lignes directrices dans le chapitre II. Dostaler O'Leary, en plein accord avec les autres membres québécois de l'association et avec l'appui des délégués francophones des quatre autres sections (France, Belgique, suisse, Haïti) fit adopter plusieurs résolutions en ce sens.

L'AIJLF consciente du danger que comporterait pour une entente entre les peuples l'adoption d'un unilinguisme international, de nature à léser le patrimoine spirituel de millions d'hommes ; (...) considérant aussi le rôle que peut et doit jouer la langue française comme élément de clarté et de précision dans les délibérations internationales, exprime le vœu que le français soit toujours considéré comme langue de rédaction et non comme langue de traduction. (...) [L'association] considère que toute reprise de l'expansion de la langue et de la culture française dans le monde est liée à un plus large enseignement du français et au développement de nos échanges culturels. (...) que soit encouragé et développé les cours de langue française créés à l'étranger par les Universités libres, les missions et les organisations privées de toutes natures, telle que l'Alliance française.

Le rôle du Québec prouve les liens intenses et particuliers qui l'unissent à la francophonie associative, vecteur de réalité militante et fut l'élément déclenchant dans cette transformation, en raison notamment, de la politique d'adhésion collective et automatique de tous les journalistes professionnels à l'AIJLF par l'intermédiaire de l'Union canadienne des journalistes de langue française (UCJLF). « *Il n'en découlait pas qu'ils fussent tous, loin de là, des adhérents enthousiastes et convaincus mais il est certain qu'en règle générale, on était plus sensible chez nous à l'utilité de pareille association internationale que chez nos confrères européens*³⁰ ». En effet, en Europe francophone, elle réunissait selon toute vraisemblance à peine 5 % des effectifs des journalistes, français, belges et suisses, en raison d'une affiliation individuelle.

³⁰Léger, Jean-Marc, *Le temps dissipé*. p 255.

A notre connaissance, O'Leary fut le premier Canadien français à présider une association internationale francophoniste à caractère professionnel. A travers ce cas particulier, nous avons souhaité illustrer et démontrer le changement de cap de la réalité francophone, rendu possible par une poignée d'hommes résolus à embrasser les nouvelles réalités linguistiques et humaines découlant de l'après-guerre, et dont la francophonie allait faire partie intégrante. Conscient qu'un exemple ne peut s'ériger en système, nous lui en adjoindrons plusieurs à travers les pages à venir. En effet, comme le déclara Dostaler O'Leary : « *Cette affiliation des journalistes canadiens-français[québécois] ne pouvait demeurer platonique*³¹. » O'Leary, Champoux et Morin furent de tous les congrès et rejoints par Jean-Marc Léger dès 1954, lors du Congrès de Dijon³². A peine, un an après la reconnaissance statutaire du Québec, Montréal et la vieille capitale furent du 22 au 30 octobre 1955, les villes hôtes du Congrès de l'association, marquant l'implication et l'ouverture québécoise. Cela eut pour conséquence de mettre en avant le Québec sur la scène fédérale, continentale et internationale, par le seul fait que la langue française se soit pérennisée en Amérique du Nord.

[Ce congrès] aura une réception mondiale. Il est tout d'abord, le premier congrès international de journalistes à se réunir au Canada et même en Amérique du nord. Qu'il soit de plus un congrès de journalistes d'expression française sur une terre à quatre-vingt-quinze pour cent, sinon davantage, anglo-saxonne, lui donne une signification toute particulière. Il devient l'affirmation dans le monde de la présence française au Canada, d'une présence et aussi d'une vitalité qui ne manqueront pas d'étonner. Car pour le monde entier et nos ambassades à l'étranger, comme je viens de m'en rendre compte dans trop de pays, (...) le Canada est surtout, sinon uniquement un pays de langue anglaise³³.

³¹O'Leary, Dostaler. « La création de l'AIJLF », in *Le journaliste canadien*, Montréal, octobre 1955. Consultable à partir du site de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), n'ayant pu le consulter à partir de sa version papier, http://www.presse-francophone.org/UIJPLF/uijplf_50DocOLeary.htm

³²Ce fut lors du Congrès de Dijon que le Québec passa de 2 délégués à 7. Cf. Archives nationales du Québec (ANQ) fonds Jean-Marc Léger, P599, bloc 2 dans lequel nous avons dénombré une quinzaine de feuillets (articles de journaux, communications, bilan historique ...) relatifs à l'Association internationale des journalistes et de presse de langue française.

³³O'Leary Dostaler. loc. cit. Pour de plus amples informations sur la presse canadienne en général et en particulier québécoise et francophone, nous conseillons les lectures suivantes : Bonville, J., (de). *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 416 p. Beaulieu, A.; Hamelin, J. « Aperçu du journalisme québécois d'expression française ». *Recherches sociographiques*, 1966, vol VII, n°3, p. 305-348. Bonville, J. (de). « Naître ou ne pas naître journaliste ? Deux mots sur la formation professionnelle » in Sauvageau, F.; Lesage, G.; Bonville, J. (de) (dir.). *Dans les coulisses de l'information. Les journalistes*. 1980, Montréal, Editions Québec Amérique, p. 345 à 370.

Les mots de O'Leary concernant l'association, son rôle et l'impact du Congrès de Québec coïncident parfaitement avec la documentation versée sur ces questions par Jean-Marc Léger aux archives nationales du Québec³⁴. Ce dernier écrivit dans un bilan rétrospectif des dix premières années de l'AIJLF, au sujet du Congrès de Montréal-Québec de 1955 :

Ces assises, qui durèrent une semaine, avaient dans l'esprit de leurs organisateurs une valeur symbolique : souligner d'une façon éclatante la solidité et l'étroitesse des liens qui unissent, de part et d'autre de l'Atlantique, dans une communauté de langue et de culture, deux lignées d'une même famille que les circonstances historiques ont pu séparer politiquement mais sans affecter en rien leur foncière identité³⁵.

Le Congrès du Québec, participa donc dans une large mesure à affermir l'AIJLF qui n'en était qu'à ses débuts : « *elle inspira à nos propres journalistes une confiance nouvelle, un nouvel élan*³⁶. » En effet, le contexte historico-linguistique du Canada-français et du Québec marqué par l'isolement et la survivance était encore largement méconnu par l'opinion internationale y compris francophone. La déclaration d'Antoine Rivard rapporté par Jean-Marc Léger, était sans équivoque sur le sujet.

J'entends encore, lors du dîner offert par le gouvernement du Québec à Québec, Antoine Rivard, l'un des rares ministres à maîtriser sa langue maternelle, expliquer à nos visiteurs, parlant de la grande misère de notre langue : « Ce sont là, Mesdames, Messieurs, les cicatrices des blessures reçues dans le combat permanent pour assurer la survivance de notre langue.³⁷ »

Ce furent finalement une centaine de journalistes venus de France, de Belgique, de Suisse, d'Haïti et de Nouvelle-Angleterre qui se joignirent à leurs hôtes québécois et canadiens-français pour organiser en Amérique du Nord, la première réunion francophoniste à caractère professionnel. Les résolutions de ce Congrès furent profondément marquées par la réalité québécoise et le rapport de force entre le français et l'anglais. Si l'AIJLF réaffirmait son attachement à la liberté de la presse et d'information, elle invitait aussi ses sections : « *à lutter par tous les moyens contre les entreprises qui, sous prétexte de bilinguisme, cherchent à instaurer un unilinguisme en particulier anglais.*³⁸ » Ce qui passait nécessairement par une reconnaissance réciproque des

³⁴ Fonds Jean-Marc Léger, ANQ, Montréal, P599. Il existe un programme de ce IV^e Congrès de l'association, il a été versé carton 1, bloc 1, 2^{ème} chemise.

³⁵ Fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, bloc 2. (document sans titre de 10 pages) p. 4.

³⁶ Léger, J-M. *Le temps dissipé*. p. 255.

³⁷ Léger, J-M. *Le temps dissipé*. p. 255.

³⁸ Fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, bloc 2. (idem) p. 6.

populations et des pays de langue française, et par conséquent une visibilité accrue du Québec sur la scène internationale. Bien que l'AIJLF n'ait à sa disposition que des moyens financiers modestes, il n'en demeure pas moins qu'elle eut dès sa création, une influence sans commune mesure avec ses ressources pécuniaires³⁹. Elle se révéla un cercle attractif et dynamique, assurant à ses dirigeants un réseau d'amitié et d'influence important. Nous en voulons pour preuve que depuis cinquante ans, tous les présidents de l'AIJLF obtinrent des postes à responsabilité au sein des plus grands journaux, médias ou institutions de l'espace francophone.

Deux ans après le Congrès de Montréal-Québec, Israël obtint en 1957 une section en raison de la longue tradition et de la continuité franco-juive de l'Alliance Israélite Universelle, ainsi que de l'immigration francophone à destination de l'Etat d'Israël dans lequel s'était développé très rapidement une presse française⁴⁰. Soulignons qu'Israël, dont l'adhésion à la francophonie est inenvisageable, en raison de l'opposition déterminée d'Etats francophones du Maghreb et du Proche-orient, fut membre à part entière de la première véritable association internationale de la francophonie. Le Congrès de Bruxelles de 1958⁴¹ présidé par le journaliste suisse René Braichet, président de l'AIJLF de 1957 à 1958, fut consacré à la formation professionnelle et au souci de diffusion et de qualité de l'information de la presse francophone. Il fut un approfondissement du corpus militant de l'association, se centrant avant tout sur la spécificité de la condition du journaliste de langue française. Le Congrès de Lausanne⁴² de 1960 présidé par le journaliste Belge Robert Delmarcelle réunit 200 journalistes en provenance de Belgique, du Canada, de France, d'Haïti, de Suisse et d'Israël, soit le double de participants présents que lors du Congrès de Montréal-Québec de 1955. Contrairement au Congrès de Bruxelles, celui de

³⁹L'Université de Montréal et l'Université Laval de Québec octroyèrent un Doctorat Honoris causa à des journalistes de Belgique et de France lors du Congrès de Montréal-Québec.

⁴⁰Les premiers responsables du bureau Israélien au bureau international de l'AIJLF furent Nathanaël Gryn rédacteur en chef de *l'Information* et André Scemana correspondant du *Monde* et de la RTF. Marc Hillen correspondant du *Figaro* et d'*Europe 1* et Fabien Lacombe directeur de l'*AFP* en Israël formaient le comité de la section d'Israël.

⁴¹En plus des délégués, l'ambassadeur du Canada en Belgique, un représentant du ministre belge de l'Instruction publique, le maire de Bruxelles, le recteur de l'Université de Bruxelles, ainsi que plusieurs membres de l'Académie de langue et de littérature françaises, le président de l'Association des écrivains belges et une dizaine de journalistes de la presse étrangère non francophone assistèrent aux délibérations.

⁴²En plus des délégués et des membres du bureau de l'AIJLF, de nombreuses autres personnalités assistèrent aux débats, tels, les ambassadeurs de France et du Canada à Berne et celui d'Haïti à Paris, un représentant du gouvernement confédéral suisse, le ministre de l'Instruction publique du canton de Vaux, le recteur de l'Université de Lausanne, le président de l'Union culturelle française, ainsi que différents membres de la section romande, le président des écrivains vaudois, le président de la Fédération internationale des journalistes, le président de la Fédération internationale des rédacteurs en chef, le président de l'Union romande des éditeurs de journaux ainsi que le rédacteur en chef de la revue parisienne *Vie et langage* connue pour ses combats en faveur du « français universel ».

Lausanne constitua un tournant pour l'AIJLF, mais également pour la francophonie dans son ensemble, car lors de celui-ci, l'association abandonna son principe fondateur d'une appartenance structurelle et organique étatique à l'espace francophone pour s'ouvrir à l'ensemble des francophones.

L'Association entend accorder une importance toujours grandissante aux problèmes de l'information dans les pays africains et asiatiques de langue française : bien que disposant encore de moyens très modestes, l'AIJLF entend apporter à ses confrères africains et asiatiques le plus large concours possible sous le signe d'une amitié franche et agissante⁴³.

Après Lausanne, l'AIJLF reposa dorénavant, sur le principe des nations et des communautés francophones, intégrant le cadre coopératif international comme champ moteur de son action, à travers l'ONUEC et les autres associations de la francophonie qui naquirent durant les années soixante.

L'AIJLF étendra son activité en créant des sections dans d'autres pays de langue française ainsi que dans les pays de langue étrangère où sont publiés des journaux en français. La section canadienne est plus spécialement chargée de faire les démarches nécessaires aux Etats-Unis, la section suisse au Val d'Aoste... L'association établira des liens avec l'UNESCO et demandera à être admise au bénéfice du statut réservé aux organismes consultatifs⁴⁴.

Afin de ne pas se cantonner aux simples imprécations et vœux d'usage, "mal francophoniste endémique"⁴⁵, l'AIJF consciente en partie de cet écueil inertiel auquel elle n'échappa pas pour autant, mit en place dès ses débuts, certains garde-fous garantissant une lisibilité à minima des actions organisées sous son égide. Les résolutions du Congrès de Lausanne sont à ce titre explicites.

Un responsable sera désigné dans chaque section pour la mise sur pied efficace d'échanges de journaux, d'articles et de journalistes (...) Les sections sont invitées à obtenir, selon les moyens appropriés aux conditions de leur pays, l'appui des éditeurs et directeurs de journaux pour la défense du français et l'organisation des échanges. L'association publiera un bulletin de documentation pratique, réunissant des informations et des extraits de chroniques et d'études relatifs à la langue française.

⁴³ Fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, bloc 2. (idem) p. 8.

⁴⁴ Fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, bloc 2. (idem) p. 7.

⁴⁵ Nous conseillons à ce sujet la lecture de Traisnel, Christophe. *Francophonie, francophonisme: groupe d'aspiration et formes d'engagement*. Paris, Editions Panthéon Assas Université Paris II, LGDJ, 1998, 220 p.

La Gazette de la presse francophone, journal de l'AIJLF, allait assumer cette tâche en s'ouvrant de plus en plus aux francophones du Sud, tout en dotant le Québec d'une place de choix au sein de la ligne éditoriale et des articles. Le Canada français « *de la grande noirceur* » selon l'expression consacrée était parvenu non sans paradoxe, à organiser à force de volontarisme et grâce à l'appui sincère de confrères français, belges et suisses, la première organisation professionnelle de la francophonie moderne. Cela avec des moyens humains minimalistes et une trésorerie équivalente. « *Constatant qu'elle a renforcé sa cohésion et accru ses moyens d'action et de diffusion, l'AIJLF est décidée à poursuivre avec persévérance son activité en faveur de la défense dans la presse et de la solidarité culturelle des pays de langue française.* »⁴⁶ C'est en ces termes que se terminait la liste des résolutions du Congrès de Lausanne qui vit l'élection de Jean-Marc Léger à la présidence internationale de l'Association, en vertu du principe de la rotation entre pays. Il fut auparavant Secrétaire Général de l'Union canadienne des journalistes de langue française⁴⁷ (UCJLF) de 1954 à 1959, puis Président de 1959 à 1961⁴⁸. A Lausanne, l'AIJLF aspira réellement à devenir une association professionnelle pan-francophone et à sortir du cercle restreint de la seule Euro-Amérique.

Figure. 4. 2 - Les Présidents fondateurs de l'AIJLF



⁴⁶Fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, bloc 2. (idem) p. 8.

⁴⁷L'UCJLF était l'héritière de *La Presse Associée de la province de Québec*, créée en 1883 et de L'Association des journalistes canadiens-français, fondée en 1903.

⁴⁸Fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, carton 1, bloc 3. La 3^{ème} chemise contient plusieurs documents internes de la présidence de J-M Léger : les statuts, les comptes rendus de bureau, de nombreux articles sur les journalistes canadiens-français et québécois.

Durant son mandat, marqué par les débuts de la décolonisation de l'Afrique noire française, Jean-Marc Léger oeuvra à la mise en place d'une véritable association pan-francophone, se souciant d'intégrer à part entière, les journalistes africains. Cette réorientation fut l'élément dominant de sa mandature, concrétisant par son militantisme à l'AIJLF, ses écrits de 1956 sur l'Afrique noire et son ouvrage *Afrique française, Afrique nouvelle*. Son intérêt personnel et journalistique pour l'Afrique, notamment francophone, ou selon la terminologie de l'époque encore imprégnée de relent colonialiste, l'Afrique noire française, fut réel. Compte tenu de son action en faveur de l'Afrique, il serait rétrospectivement mal venu de reprocher l'utilisation de ces termes à Jean-Marc Léger. Le 3 septembre 1958, dans un article paru dans le quotidien *Le Monde*, il lançait un vibrant plaidoyer intitulé « *Avec la France ou sans elle* » où il se faisait le partisan inconditionnel de la communauté française réformant l'AOF et l'AEF. « *Il y va de l'intérêt de l'Afrique, de la vraie grandeur de la France et de l'avenir du domaine culturel français* »⁴⁹. C'est à titre à la fois privé et collectif, au nom même des intérêts du Québec et des francophones d'Amérique et du monde qu'il se positionnait en faveur des réformes constitutionnelles voulues par le général de Gaulle, liquidateur d'un empire inique et déliquescant.

La décision que prendront le 28 septembre les territoires d'outre-mer sera lourde de conséquence pour eux-mêmes et pour la France, certes, mais par delà pour le rayonnement de la langue et de la culture française dans le monde de demain. C'est sous ce dernier aspect que l'événement intéresse, préoccupe, voire angoisse les communautés francophones de l'étranger, dont la propre survivance est tributaire de l'ampleur du domaine culturel français⁵⁰.

La prise en considération concrète par l'AIJLF de l'Afrique francophone débuta au printemps 1961, au Sénégal. En avril, Léopold Sédar Senghor invita son président aux cérémonies marquant le premier anniversaire de l'indépendance du Sénégal. « *J'en profitai pour prendre contact avec plusieurs journalistes africains de la presse et de la radio et leur suggérai de créer une section africaine de l'Association, ce qu'ils acceptèrent avec enthousiasme* »⁵¹. Une fois Dakar acquis au projet avec l'appui déterminé de Bara Diouf, rédacteur en chef du quotidien sénégalais *Dakar matin*⁵², il fallut éveiller l'intérêt d'Abidjan et de Bamako.

⁴⁹ Jean-Marc Léger « *Avec la France ou sans elle ?* » *Le Monde*, 3 septembre 1958, Article versé au Fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, bloc 2.

⁵⁰ Jean-Marc Léger « *Avec la France ou sans elle ?* ».

⁵¹ Léger, J-M. *Le temps dissipé*. p.256.

⁵² Qui devint par la suite *Le Soleil*.

L'AIJLF décida à l'initiative de son président québécois, d'organiser son congrès suivant à Dakar avec l'aide entière d'Obeye Diop ministre de l'Information, relayant l'appui bienveillant de la présidence senghorienne. Le VII^e Congrès de l'Association⁵³ se tint donc à Dakar en septembre 1962, soit deux mois avant la publication du numéro spécial de la revue *Esprit* qui allait doter la francophonie de son premier manifeste ; quatre-vingt ans après son énonciation théorique et conceptuelle par Onésime Reclus. Léopold Sédar Senghor, chantre de la francophonie participa à ce congrès, donnant une coloration francophoniste supplémentaire à l'AIJLF qui s'ouvrait sans arrière-pensée à l'Afrique. Cette ouverture allait donner à l'association une assise réellement internationale et la doter d'une nouvelle dimension culturelle.

4.1.3- De l'AIJLF de l'après Congrès de Dakar à l'Union de la presse francophone (UPF).

"D'amicale francophone", structure de rencontre des journalistes de langue française à travers le monde, l'AIJLF devint à l'initiative du Québec massivement représenté à travers ses adhérents, et d'hommes tels, O'Leary et Léger, une union professionnelle francophoniste active. Cette évolution fut confirmée en 1971, lorsque l'AIJLF se transforma en Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF). Cette nouvelle organisation conserva l'essentiel de l'héritage de son aïeule, en particulier la défense et la promotion de la langue française, mais les inscrivit dans un contexte général de croissance de la francophonie institutionnelle, mettant en valeur les principes de fraternité et les synergies militantes. Ce qui transparaît clairement par le U première lettre de son sigle, représentant le terme Union. Reconnue comme organisation internationale non-gouvernementale (OING) par les plus grandes organisations internationales ou multilatérales telles, l'ONU, l'ONUEC et le parlement de Strasbourg. L'Union internationale des journalistes et de la presse française, en vertu de la *Charte de la Francophonie* de 1996 fait partie intégrante du dispositif institutionnel de la francophonie.

⁵³Les Congrès suivants furent : 1963 Beyrouth, 1968 Aoste, 1971 Tunis, 1974 Louisiane, 1975 Abidjan, 1978 Canada, 1979 Ajaccio, 1980 Togo, 1981 Tunisie, 1982 Sénégal, 1986 La Réunion, 1987 Tunisie, 1988 Guyane, 1991 Côte d'Ivoire, 1992 Beyrouth, 1993 Maurice, 1994 Vietnam, 1995 Bénin.

Elle collabore activement avec l'Agence internationale de la Francophonie (AIF) et à ce titre, participe aux Sommets des Chefs d'Etat ayant le français en partage⁵⁴. L'IUJPLF connut une ultime transformation de son sigle, le 24 octobre 2001 à Beyrouth, en clôture de ses 33^e assises et devint l'Union de la Presse Francophone (UPF)⁵⁵. A l'heure actuelle, elle regroupe plus de 3.000 journalistes, responsables et éditeurs de la presse écrite et audiovisuelle, répartis dans 125 pays ou régions du monde⁵⁶ qui adhèrent soit par l'intermédiaire de leur section nationale, comme c'est toujours le cas au Québec, soit à titre individuel⁵⁷. Cela fait de l'Union internationale l'une des organisations les plus représentatives de la profession dans le monde. Afin d'accroître l'efficacité de sa structure et d'échapper ainsi au maximum, à la distorsion traditionnelle du discours et des actes, phénomène récurrent des organismes internationaux et tout spécialement de la Francophonie, l'UPF décida à partir de 1993, lors des assises de Maurice, la mise en place de délégations techniques couvrant tous les domaines de la presse écrite et audiovisuelle. Le souci premier de ces délégations est d'agir en fonction des réalités concrètes locales, en évitant le surdimensionnement et les gaspillages qui ont trop souvent marqué les programmes de coopération et de développement.

⁵⁴L'importance des OING fut reconnue dans la Charte de la francophonie adoptée lors de la Conférence de Marrakech, le 18 décembre 1996. Elle rentra officiellement en application, au Sommet de Hanoi du 14 au 17 novembre 1997. Le Secrétaire Général de la Francophonie convoque tous les deux ans, une conférence des OING dont la préparation est confiée à l'Administrateur Général de l'OIF. Cette conférence, identifie les organisations pouvant contribuer concrètement, à la mise en œuvre des résolutions de la francophonie. Un comité de suivi de la conférence, assure la liaison avec le Secrétaire Général ou l'Administrateur Général de l'OIF en fonction de leurs compétences. Charte de la francophonie.

⁵⁵Le Comité international de l'UPF, composé des représentants des sections nationales, définit les grandes orientations de l'Union. Le Secrétariat Général international, situé à Paris, met en œuvre les actions prévues.

⁵⁶**Afrique** : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Kenya, Libéria, Libye, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sao Tome et Prince, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo (*Maghreb*) Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie, (*Océan Indien*) : Comores, La réunion, Madagascar, Maurice, Mayotte, Seychelles. **Amérique** : Acadie, Canada, Québec, Etats-Unis, St-Pierre et Miquelon (*Caribbes*) Cuba, Dominique, Guadeloupe, Guyane, Haïti, Martinique, Sainte-Lucie, Saint Martin, (*Amérique latine*) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Guyana, Mexique, Pérou, Venezuela. **Europe** : Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lichtenstein, Lituanie, Luxembourg, macédoine, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Saint-marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Turquie, Ukraine, Vallée d'Aoste, Yougoslavie. **Asie** : (*Proche-orient*) Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats- arabes- unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, (*Asie centrale et orientale*) Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Inde, Pakistan. (*Extrême-Orient*) Cambodge, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Hong Kong, Japon, Laos, Vietnam. **Océanie** : Australie, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Polynésie Française, Vanuatu, Wallis et Futuna.

⁵⁷Dans un certain nombre d'Etats, la section nationale de l'UPF est la seule union professionnelle à rassembler les journalistes, qu'ils travaillent dans des médias de service public ou dans le secteur privé.

« *Les techniques et les matériels ne sont rien sans les hommes*⁵⁸ » déclara son Président Hervé Bourges, lors du Sommet de Beyrouth de 2001. Ces délégations de l'Union de la presse francophone sont au nombre de dix⁵⁹. Les principales sont la délégation juridique, la délégation formation, la délégation presse d'Afrique et bien évidemment, la délégation langue française qui perpétue le travail inauguré par l'AIJLF, puis l'IUJPLF, en collaboration avec l'association *Actions pour promouvoir le français des affaires*⁶⁰ (APFA) affiliée à l'Association francophone d'amitié et de liaison (AFAL) qui est une union internationale d'associations et d'organismes non gouvernementaux, couvrant les domaines les plus divers de la francophonie⁶¹.

« *Le Québec est le meilleur allié de l'UPF*⁶² »

Hervé Bourges

4.1.4 - L'UPF et le Québec : dynamique et mimétisme francophoniste.

Le cercle de Limoges de l'AIJLF a connu un essor très important qui fait de l'UPF, une organisation francophoniste des plus populeuses et des mieux implantées à travers le monde ; du moins pour ce qui a trait à la presse et aux médias⁶³. Ce dont atteste clairement le graphique ci-après.

⁵⁸Propos tenus par Hervé Bourges consultables sur le site l'UPF et dont on peut retrouver l'intégralité, ainsi que plusieurs déclarations publiques sur le site d'une radio italienne alter mondialiste et progressiste: <http://www-5.radioradicale.it/servlet/VideoPublisher?cmd=viewSchedaNew&livello=s4.6&record=30>.

⁵⁹1/ La Délégation juridique, 2/ Délégation à la chaîne graphique, 3/ Délégation à l'audiovisuel, 4/ Délégation publicité, 5/ Délégation gestion, 6/ Délégation langue française, 7/ Délégation distribution, 8/ Délégation échanges, 9/ Délégation formation et perfectionnement, 10. Délégation presse d'Afrique.

⁶⁰L'APFA a été créée sous le patronage de la Délégation générale à la langue française pour faire connaître et adopter les mots nouveaux rendus nécessaires par l'évolution des techniques dans le domaine des affaires. Elle agit en direction des médias, son site Internet, est hébergé par l'UPF. La Coupe francophone des affaires constitue le point fort de son action et se déroule durant la semaine de la francophonie au Québec. La promotion du français des affaires n'est pas une croisade contre l'anglais. « Parlons français, parlons anglais, mais ne mélangeons pas inconsidérément les deux langues » telle en est la devise.

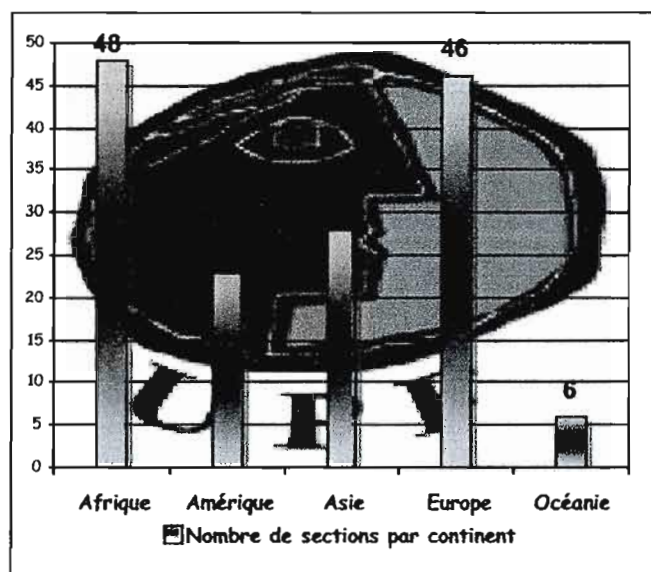
⁶¹L'AFAL fut accréditée auprès de l'ONUEC en 1991. Elle a été agréée pour exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions à la loi française de 1994, relative à l'emploi de la langue française. Pour rappel cette loi fut en partie inspirée de la législation québécoise en matière linguistique.

⁶²Propos tenus lors du Sommet de Beyrouth de 2004.

Cf. <http://www5.radioradicale.it/servlet/VideoPublisher?cmd=viewSchedaNew&livello=s4.6&record=30>.

⁶³Son financement demeure encore problématique malgré son intégration à la Francophonie. Ce qui pour l'instant explique l'absence d'un centre d'archives organisé et de recherches sur l'UPF et ses prédécesseurs. « Aucune recherche n'a été entreprise faute de moyens financiers », nous a répondu le bureau de l'UPF.

Figure 4. 3 - L'implantation de l'UPF à travers le monde



(Figure établie par nos soins à partir des statistiques fournies en 2005/2006 par l'UPF.)

Elle compte actuellement 151 sections dont celle du Québec, de l'Acadie et du Canada, réparties dans 125 pays à travers le monde⁶⁴. Si dans les 23 sections américaines de l'UPF, le Québec, en vertu du mode d'adhésion des journalistes québécois et du rôle que le Québec joue en Amérique pour les francophones du continent, conserve toujours une place particulière en terme d'identification et de sens, "le besoin de Québec" à défaut de s'éroder réellement, s'est voilé pour partie. En effet, la section fleurdelisée retrouva un rang plus en accord avec son statut juridique et sa démographie au fil des réformes et de l'ouverture de l'IUJPLF, jugée par certains "exponentielle", aux journalistes et aux médias francisants extérieurs à l'aire francophone de langue maternelle, seconde, véhiculaire, vernaculaire ou occasionnelle, mais issus d'une entité que nous définissons comme la *francophonie*. Le phénomène d'accroissement tout azimut, des membres et des partenaires fut synchronique à l'UIJLF et en Francophonie. Ce "macro processus" fut encore amplifié par la disparition de Dostaler O'Leary et les réorientations militantes et professionnelles, telle celle de J-M, Léger à l'AUPELF, puis à l'OLF. Le difficile renouvellement intergénérationnel ne fit qu'accentuer les causes précédentes du recul du Québec dans cette association.

⁶⁴Ces données nous ont été confirmées par Georges Gros, Secrétaire Général international de l'UPF dans un courrier en date du 8 février 2006.

Sans jouir de la même lisibilité au sein de celle-ci, les adhérents québécois n'en retirèrent pas moins l'ensemble des avantages induits par cette organisation professionnelle réellement pan-francophone, point de convergence de toutes les francophonies journalistiques⁶⁵. Après une phase d'anticipation, pilotée en grande partie par le Québec, l'AIJLF puis l'IUJLF inscrivirent leur projet ainsi que leur développement individuel dans celui énoncé par les autres protagonistes du mouvement francophone que furent l'AUPELF et l'ACCT. Si le poids relatif du Québec dans ce nouvel ensemble catégoriel tendit à s'amoinrir au fil des décennies, c'est également en raison du contexte socio-économique et démographique profondément défavorable des locuteurs francophones en Amérique du Nord. Le rayonnement limité de la presse québécoise, la diminution drastique du nombre de quotidiens et la difficulté à dégager des médias francophones puissants⁶⁶ et sensibilisés aux problématiques internationales participa amplement, au phénomène de "stagnation tronquée" du Québec et des Québécois dans l'IUJLF puis l'UPF.

Si l'Union de la presse francophone resserra incontestablement sur le plan international les liens entre éditeurs, journalistes et toutes personnes ayant une activité permanente dans le domaine de la presse, des médias ou de l'information francophone, le Québec dans ce contexte de *francophonie* ou d'une organisation associative francophone élargie perdit de son ascendant sur cette structure, alors qu'il est le seul Etat et section de langue française de l'UPF en Amérique du nord avec "l'anecdotique" Saint-Pierre et Miquelon. Dans un ensemble de langue française, le Québec obtient une place centrale et structurante de l'espace franco-français en Amérique du Nord, mais à l'échelle du monde associatif francophone, il perd, pour partie, sa position de carrefour irriguant et structurant et obtient une place certes significative, mais non prégnante de cet ensemble francophone mouvant et fluctuant.

⁶⁵Chaque année, les Assises internationales de l'association réunissent, sur un thème professionnel, 150 à 200 participants dans un pays différent. Le « Prix de la Libre expression » créé avec le concours de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie est attribué chaque année à un journaliste qui a par son action fait avancer la cause du français et de la liberté de la presse. Enfin, la *Pressothèque* reçoit près de 1 500 journaux, revues et bulletins publiés dans plus de 70 pays et apparaît comme un centre de documentation majeur de l'espace francophone international.

⁶⁶Raboy, Marc. *Les Médias québécois. Presse, radio, télévision, câblot distribution*, Boucherville, Gaétan Morin éditeur, 1992, 280 p. Nous conseillons, la lecture de cette monographie car ce volume fournit au lecteur, les données sociographiques de base sur ces questions ; il cherche à situer le phénomène des médias dans le contexte plus global de développement des industries culturelles au Québec et dans le monde.

En dehors de l'intérêt particulier et propre que représentent l'AIJLF puis l'UIJPLF et enfin l'UPF qui aurait mérité de figurer dans notre recherche, en vertu de sa place fondatrice dans l'expérience associative de primo-francophonie contemporaine, cet exemple associatif possède selon nous, et c'est ce que nous avons tenté d'établir au sein des dernières sous-parties, une valeur d'exemple pour l'évolution générale de la francophonie en elle-même, mais également et surtout pour le Québec et ses militants francophones. Il existe en effet, un mimétisme chronologique, idéologique et militant flagrant entre l'expérience québécoise de cette union des journalistes francophones aux noms multiples et le processus général d'intégration et de promotion que connut et connaît le Québec dans la francophonie. En terme d'adhésion, de statut, d'espace d'expansion et d'accomplissement international, mais également en terme de limite, démographique, économique et dans la relation même qui l'unit aux autres francophones, car pour la plupart des Québécois la langue française est maternelle et non vernaculaire ou un luxe ou une fantaisie culturelle vécue comme une valeur ajoutée. Il découle donc entre cet exemple de francophonie et de militance croisée, une lecture globale ayant valeur de modèle pour la relation même unissant le Québec à la francophonie et réciproquement.

« Cette Union Culturelle française, c'était la francophonie avant la lettre.⁶⁷ »

Jean-Marc Léger

4. 2 - Union culturelle française (UCF) : entre occasion manquée et ultime répétition générale pour la francophonie.

L'UCF détient dans le processus de maturation de la francophonie une place à part, qui outrepassa largement les réalisations matérielles des plus modestes qu'elle engendra. Elle fut selon nous, l'épisode ultime dans le processus de maturation du corpus idéologique, symbolique et humain de la francophonie contemporaine⁶⁸. L'UCF fut bien plus qu'une forme renouvelée de protofrancophonie, bien que le mot n'apparaisse toujours pas de façon identifiable dans son sigle.

⁶⁷Léger, J.-M. op. cit. p. 368.

⁶⁸Cf. L'article de Léger, J.M. « Une responsabilité commune », in *Esprit*, novembre 1962, p. 570.

L'AUPELF une décennie plus tard n'affichera pas non plus le mot, mais en assumera pleinement du moins dans le discours, les aspirations et le vivre ensemble civilisationnel. Nous nous proposons d'évaluer et de démontrer, l'héritage dans la construction du mouvement francophoniste et la part d'implication du Québec dans cette organisation ; existe-t-il un coefficient Québec dans la primo-francophonie, comme ce fut le cas dans l'AIJLF ?

Nous soulignons à toutes fins utiles que l'Union culturelle française ne dispose d'aucun centre d'archives global et qu'à ce jour, aucune publication de type scientifique ou à vocation vulgarisatrice n'existe à notre connaissance⁶⁹. Afin d'établir une recherche sur l'UCF, nous conseillons vivement à tout chercheur le recollement et le dépouillement préalable des fonds Jean-Marc Léger⁷⁰ et Roger Millot⁷¹ qui en furent tous deux présidents. Comme fréquemment en francophonie, les acteurs de l'Union sont également les théoriciens et les narrateurs de "l'épopée francophone".

L'Union culturelle française eut dès son Congrès fondateur international des 9, 10 et 11 octobre 1954, d'énormes ambitions⁷². Elle aspirait à devenir un véritable carrefour international, point de convergence et de promotion des francophones de la planète⁷³. Entre commentaire et réflexion personnelle, Roger Millot⁷⁴ au verso du règlement intérieur écrivit :

⁶⁹Les Cahiers de l'UCF, sont la principale ressource manuscrite concernant le mouvement. Ce périodique fut publié sous le titre de *Revue internationale des communautés de langue française*, le premier numéro vit le jour en 1955 (n° 1) à Paris, puis fut édité à Bruxelles, puis à Gand à partir du n° 9 (1958,) et enfin à Aoste à partir du n° 14 (1962) et cessa de paraître après le n°16 de 1963. La seule monographie recensée sur l'UCF fut réalisée par Lambilliotte, Alphonse. *Mission pacifique et universelle de la langue française*. [exposé fait lors du Congrès de l'Union Culturelle française de Fribourg du 21 septembre 1956.] Lyon, Editions les Ecrivains associés, 1956, 32 p. d'après le fonds Roger Millot mais il n'en existe aucun exemplaire consultable que ce soit en Europe ou en Amérique du nord.

⁷⁰ANQ, Montréal, P599.

⁷¹Fonds Roger Millot, *Inventaire du fonds d'archives* déposé à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de l'Université de Bourgogne, enregistré sous le n° 68383. La vie et l'œuvre de Roger Millot ont fait l'objet d'une thèse de doctorat d'histoire : Olivier, M-H. *Roger Millot, 1909-1973, et l'avènement des classes moyennes*. Université de Bourgogne, 1995, 2 vol. qui traitent partiellement de l'Union culturelle française car Millot en fut président. Car pour ce résistant chrétien syndicaliste, homme d'affaire, son engagement européen n'était pas contradictoire avec le souci très vif du rayonnement de la langue et de la technique françaises qu'il exprime tant au Conseil économique qu'à l'Union Culturelle Française (Section XI). Nous recommandons la consultation des cartons 20, 21, 24, 49, 77, 78, 85, 90, 99.

⁷²Comme en atteste le Fonds R. Millot, carton 99, dossier 526, pour partie consacré au Congrès de Monaco.

⁷³Léger, Jean-Marc. « Pour une union culturelle française », *L'Action nationale* XLIII, novembre-décembre 1953, p. 158-163.

⁷⁴Il deviendra lors du 3^e Congrès international du mouvement tenu du 20 au 24 septembre 1956 à Fribourg en Suisse, son Président international. Cf. Fonds R. Millot Carton 99, dossier 528.

L'Union culturelle française est une fédération de conseils nationaux qui a pour but de favoriser les contacts entre les peuples et groupements nationaux de pensée, de langue et de culture française, de les réunir dans une action commune à l'effet de les faire collaborer à un effort de compréhension réciproque et de développement de leur patrimoine culturel. A ces fins, elle se propose d'intensifier les relations internationales de tous ordres, notamment entre toutes les classes et professions⁷⁵.

L'ambition originelle de l'UCF conçue par Millot et les autres artisans de l'Union resta pour l'essentiel du domaine conceptuel. Néanmoins, on en perçoit l'écho dans le cheminement et les appétences matérialisées une décennie plus tard par l'AUPELF, dont Jean-Marc Léger fut à nouveau une figure marquante. L'action officielle de l'Union culturelle française se limita d'après nos sources, à l'organisation de congrès biennaux, d'un prix Senghor, d'expositions thématiques⁷⁶ notamment sur la presse francophone préalablement organisés par l'AIJLF, de colloques et de conférences organisés à travers le monde et à l'édition d'une revue⁷⁷. L'UCF fut très certainement la plus ambitieuse et la moins probable de toutes les organisations francophones reconnues. Elle envisagea même de devenir une « *UNESCO francophone*⁷⁸ », en dépit du contexte politique général des acteurs du monde francophone et des dures réalités économiques issues de la Seconde Guerre mondiale.

L'Union culturelle française, du point de vue du processus historique de la francophonie détient une place et un rôle singulier. Il est difficile d'en prendre réellement la mesure au vue de l'étroitesse quantitative que l'UCF occupe dans la littérature scientifique francophoniste, en raison de sources érudites et parcellaires. Les ouvrages vulgarisateurs la réduisent parfois abusivement, à un simple épiphénomène dans le long processus de l'émergence et de la structuration de la francophonie que l'on appelait encore « *mouvements de coopération, d'entraide, ou associations de langue française* ».

⁷⁵Fonds Roger Millot, Carton 99 : (novembre 1952-1956), référence 526.

⁷⁶Le fonds Roger Millot et la description que nous en avons faite.

⁷⁷Cf. Fonds R. Millot Carton 99, dossier 528. Exposition de la presse de langue française dans le monde, Chambre de commerce de Paris, 24 mai-4 juin 1956. Dossier 538. Exposition internationale de la presse de langue française, Cercle France-Amérique, Paris, 12-18 mars 1963. Carton 101, dossier 532. « *50 ans de littérature de langue française dans le monde, 1909-1959* » : exposition des oeuvres écrites en français par des auteurs de nationalité étrangère, salon de France-Amérique, Paris, 5-15 novembre 1959.

⁷⁸Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la Francophonie ?* Paris, Hachette, 1997, p.220. Tétu, Michel. *La Francophonie, histoire, problématique et perspectives*. Montréal, Guérin Universitaire, 3^e éd. 1992, p. 94.

Selon nous, l'UCF représente un marqueur historique, institutionnel et idéologique majeur de la francophonie contemporaine car elle mit "un point final" théorique aux modes de perception et de représentation en vigueur dans les mouvements protofrancophonistes que nous avons étudiés dans les chapitres précédents, notamment pour ce qui a trait à l'égalité participative des individus, des cultures et des identités francophones. De plus, elle fut la première organisation francophoniste à dépasser l'échelon professionnel et sectoriel pour proposer une vision globale de l'espace des parlants français. L'UCF tenta d'énoncer, à défaut d'incarner cette ambition francophone mondiale pétrie d'universalisme, voulant conjuguer la francité aux dissimilitudes nourricières individuelles et identitaires des francophones de la planète.

De prime abord paradoxales ou même antinomiques, ces divergences et ces variations particulières doivent sous l'effet d'un adjuvant universalisant, dans le cas présent la langue et la civilisation française, converger sans pour autant être annihilées ou caricaturées, rendues ainsi accessibles à d'autres aires culturelles qui sont autant d'autres interfaces et médiations de l'universel. In fine, selon les partisans de ce nouvel universalisme francophone qui ne cessa de s'affirmer, la rencontre de la francité et de ces dissimilitudes nourricières francophones exprimerait et élaborerait l'essence et la substance intrinsèque de la francophonie.

L'Union fut la première concrétisation d'un imaginaire francophone international non professionnel, certes imparfait et incarné pour l'essentiel par une élite intellectuelle, culturelle et sociale endogame mais sans la moindre intervention de la sphère politique ou de la France. Du point de vue purement francophoniste, l'UCF authentifie une conscientisation et une pré-médiatisation de l'espace francophone enclenchées dès l'Association internationale des journalistes de langue française, dont elle poursuivit l'action dans un champ plus vaste. L'Union dégagea les futurs débats sur l'exception culturelle⁷⁹, l'altérité et le rapport de force à venir des langues, dans la seconde moitié du XX^e siècle. Que se soit consciemment ou inconsciemment, l'ensemble du mouvement francophone mondial des années soixante et soixante-dix se servit des nouvelles bases conceptuelles et militantes fournies par l'Union.

⁷⁹Pour un approfondissement de ces thèmes se référer au dossier de Regourd, Serge. *De l'exception à la diversité culturelle*. Paris, DF. Problèmes politiques et sociaux, n°904, septembre 2004, 118 p.

Cependant ses propres limites structurelles ne tardèrent pas à se faire sentir une fois son Congrès de Versailles tenu, du 22 au 24 juin 1955 soit quelques mois à peine après sa fondation officielle à Monaco⁸⁰. Ce que nous a reconnu en entretien Jean-Marc Léger : « Versailles [1955] fut l'apogée de l'Union Culturelle française, elle survécut quelques années mais elle recélait trop de faiblesses et resta éminemment impécunieuse⁸¹. »

Si le choix de Versailles se fit pour partie par pragmatisme, le maire de la ville étant un ami personnel de Roger Millot et un sympathisant de l'UCF, l'organisation du congrès se fit avant tout, en raison de la force et de la charge symbolique du lieu. L'Union Culturelle française essayait de catalyser son action ou du moins sa volonté d'action, dans un lieu avéré de la francité, connu de tous « les parlants français ». En terme de représentation, ce choix concorde également avec une phase active d'appropriation collective de la francité et de la langue française par les francophones extérieurs à l'Hexagone, se percevant de plus en plus comme des acteurs de premier ordre de l'espace francophone. Ce qui transparaît très nettement, dans plusieurs articles du milieu des années cinquante publiés dans *La Presse* et *Le Devoir*, dont le plus prospectif et le plus précieux au regard de notre problématique fut rédigé en 1955 par André Laurendeau et s'intitulait « Si tous les Français du monde se donnaient la main ... ». Sa conclusion insiste sur cette volonté d'action et cette conscientisation nouvelle, oubliée de la résignation et de la survivance traditionnelle des Canadiens français et d'un Québec « victime de la grande noirceur ».

Nous savons qu'elle [la communauté des parlants français] existe et qu'elle est grande. Nous avons l'honneur assez lourd d'être parmi ses héritiers. Il est bon que les bénéficiaires et si j'ose dire, les usagers d'une telle culture se rencontrent, pratiquent des échanges, affirment leur communauté.⁸²

⁸⁰Fonds R. Millot carton 99 dossier 527.

⁸¹Entretien 9 décembre 2005, ces propos confirment la citation suivante extraite de son ouvrage *Le Temps dissipé*, p. 371. « Ce fut là l'apogée de l'Union Culturelle française. Elle sera encore relativement active sur le plan international pendant quelques années mais la faiblesse persistante de ses moyens, l'avènement d'autres organisations non-gouvernementales francophones et plus tard la naissance d'institutions gouvernementales comme l'Agence de coopération culturelle et technique entraîneront progressivement son effacement. Elle a pu néanmoins durer (...) grâce à la persévérance d'une de ses fondatrices, une femme admirable, Madame Geneviève Jaudoin-Prom. »

⁸²André Laurendeau, *Le Devoir*. « Si tous les Français du monde se donnaient la main ... » 27 avril 1955. L'analyse réalisée dans cet article par le rédacteur du *Devoir*, intègre l'essentiel des problématiques qui sont celles de la francophonie contemporaine.

C'est dans cet état d'esprit que le Québec et les Canadiens français participèrent au premier Congrès international de l'UCF de Versailles. Près de 250 personnes assistèrent à cette première "messe francophone" qui eut d'étonnantes similitudes avec le premier Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de 1986 qui se tint également au Château de Versailles, en présence de Senghor et de Léger. Des délégations en provenance du Liban, de Maurice, de la Sarre, d'Israël, d'Haïti, de Syrie, du Vietnam, du Val d'Aoste, de Suisse, de Belgique, du Luxembourg et du Canada français etc, se joignirent à celle du pays hôte, on dénombra au final une quinzaine de délégations. Toutefois, le manque de ressources qui mena l'UCF à fonctionner avant tout sur le bénévolat, ne permit pas aux délégations extra-européennes d'être représentées à la hauteur du nombre des membres désireux de se rendre à Versailles. La surreprésentation européenne était doublement contradictoire avec le projet de l'Union, celui-ci étant issu d'une volonté internationale dont l'Europe et la France étaient deux composantes, certes obligatoires mais non omnipotentes et surtout en voulant créer un carrefour et un espace de fraternité, de dialogue et d'échange « des parlants français ».

A cette fin, le comité français assisté par les autorités françaises en la personne de M. Bourbon-Busset, directeur des Relations culturelles au Quai d'Orsay étoffa le nombre des congressistes de toutes les sections de l'UCF représentées, en les complétant de ressortissants vivant ou séjournant dans l'Hexagone⁸³. Pratique que Jean-Marc Léger nous qualifia de « *succédané* ». Au final, cinq délégués du Québec participèrent à ce premier congrès parmi lesquels on comptait Jean-Marc Léger, Jean Bruchési historien haut fonctionnaire, Jean Désy ambassadeur du Canada⁸⁴ et Paul Trudel⁸⁵. Bien que Jean-Marc Léger fut le concepteur de l'Union, ce fut Jean Bruchési qui à Versailles revêtit la charge de Président international de l'UCF, Roger Millot celle de vice-Président et Geneviève Jaudoin-Prom devint Secrétaire Général⁸⁶.

⁸³Cf. Fonds Roger Millot carton 99 dossier 527 relatif au Congrès de Versailles de juin 1955.

⁸⁴*La Presse*, « L'Union Culturelle » 13 août 1955.

⁸⁵Fonds Jean-Paul Trudel (1936-1993) P141, détenu par CRCCF Université d'Ottawa. Nous avons utilisé en particulier les séries F et G du fonds, consacrées aux colloques, associations et aux congrès dont celui de l'UCF, tenu à Versailles en 1955.

⁸⁶Fonds Roger Millot, Carton 99 : (novembre 1952-1956), référence 526. Au verso des statuts de l'UCF, le nouveau vice-Président annota la liste du bureau international du mouvement.

Léopold Sédar Senghor en tant que Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil représenta le gouvernement français à Versailles et d'après Jean-Marc Léger qui fit sa connaissance à cette occasion pour la première fois, ce fut lors de la séance de clôture de la première rencontre des parlants français que Senghor aurait évoqué « *le nouvel universalisme de la langue française*⁸⁷ ». Ce qu'atteste dans son ouvrage *Le Temps dissipé* J.M Léger :

Senghor me confierait, bien des années plus tard, en 1972, au cours d'un entretien, à Dakar, non seulement qu'il se souvenait parfaitement du Congrès de l'UCF à Versailles mais que cela avait contribué à faire avancer sensiblement sa réflexion sur ce qu'il préférerait alors appeler « la francité⁸⁸ ».

Sans le volontarisme déterminé de sa Secrétaire Générale et permanente, Mme Geneviève Jaudoin-Prom et les financements qu'elle fit à titre personnel à l'Union, celle-ci aurait périclité plus rapidement, une fois conçues d'autres OING francophones telle l'AUPELF qu'elle aura d'ailleurs, très largement participé à créer à la fin des années 1950. Si Versailles fut "l'apogée" médiatique et symbolique de l'UCF, ce fut pourtant à Gand en novembre 1959, lors d'un Conseil international du mouvement que celle-ci oeuvra très certainement le plus en faveur des parlants français et de la francophonie en cours de télophase, car elle lança le processus d'internationalisation de la francophonie. Afin de combler le vide relatif, en matière de coopération des universités francophones⁸⁹ et en s'inspirant de l'exemple de l'Association des universités du Commonwealth britannique, il fut décidé à l'unanimité, la reprise d'une proposition québécoise, de créer une association universitaire partiellement ou entièrement de langue française, oeuvrant dans le droit fil de l'AIJLF et de l'UCF en tant que lien organique et permanent des universités de langue française. L'AUPELF depuis considéré à juste titre comme l'une des plus importantes réussites de la francophonie, résulte en filiation directe de l'Union culturelle française. Par la suite, l'Union rentra dans une phase de stagnation évoluant vers le déclin durant les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt prenant le nom d'Union culturelle et technique française (UCTF). L'association statutairement existe toujours mais elle a perdu sa teinte fleurdelisée et son lustre.

⁸⁷D'après nos recherches il paraît tout à fait probable que L. S. Senghor ait pu tenir ce discours lors de la journée de clôture du congrès mais nous n'avons pas pu trouver la trace de son discours de clôture dans les archives que nous avons consultées.

⁸⁸Léger. JM., op. cit. p. 371.

⁸⁹Quel que fut le degré d'utilisation de la langue française en leur sein

« Les ruptures qui se produisent dans l'histoire des cultures ne sont jamais des liquidations suivies d'un départ inédit.⁹⁰ »

Fernand Dumont

4.2.1- Le Québec et l'Union Culturelle Française.

Une fois encore si l'on retourne aux sources de cette organisation, on constate que le rôle du Québec comme pour l'AIJLF fut tout à fait déterminant et qu'en dépit d'un manque de moyens financiers et techniques patent, ainsi que d'une relative inexpérience dans la manière de créer et d'assurer le quotidien d'une telle structure, *le Cercle québécois* par l'entremise de Jean-Marc Léger fut à l'origine de l'UCF. L'inégalité et le repliement sur soi n'allait plus être la règle dans les échanges et les modes de représentation avec le reste du monde, du moins pour le *Cercle québécois* naissant. J-M Léger et ses compagnons nationalistes souhaitent ardemment pour le Québec et pour eux-mêmes, acquérir une place dont l'UCF les doterait pour partie, en vulgarisant et en rassemblant en dehors d'un mouvement professionnel, la première garde des parlants français, dans un Québec où la Révolution tranquille n'avait pas encore officiellement débutée. C'est ce que J-M. Léger rappelle à propos du contexte des années 1951-1954 ayant précédé la naissance de l'UCF.

Une fois revenu au Québec au début de 1951, je ne tardai pas à constater l'attention et l'intérêt que suscitait, chez la majorité des personnes à qui j'en parlais, l'idée du rassemblement éventuel des peuples de langue française, au sein d'une structure encore à imaginer. Je trouvais chez nous, pour ce dessein, encore très vague, une terre éminemment fertile⁹¹.

En dépit, d'un renouvellement évident du rapport à l'autre au sein de l'espace francophone, l'un des attributs de cet organisme charnière réside également, dans sa coloration "chrétienne". Ce trait était particulièrement marqué au Québec où l'UCF naquit dans un substrat sociétal baigné de catholicité.

⁹⁰Dumont, Fernand. *La vigile du Québec. Octobre 1970 : impasse ?* Montréal, Hurtubise, 1971, p. 94

⁹¹Léger, J-M. op. cit. p. 367.

Ceci transparait à travers ses membres syndicaux ou associatifs⁹² et le nombre de ses sympathisants issus du monde ecclésiastique. Les propos tenus en 1953, lors de la première réunion du comité canadien de l'Union culturelle française par le Cardinal-Archevêque de Montréal, Paul-Émile Léger étaient significatifs à cet égard : « *Je me réjouis de ce que l'on n'ait pas négligé l'Eglise dans une association culturelle de cette ampleur, puisqu'au centre de la culture française il y a place pour la religion (...) Cette Union pourra être une richesse pour beaucoup de peuples et le sera pour nous* ».⁹³

La photographie ci-après, prise en 1953 qui représente la création du premier comité de l'UCF reflète l'état de catholicisation de la société canadienne-française de l'époque ; l'Eglise y perdurait en tant que pilier dominant de la vie sociale, intellectuelle et universitaire des parlants français de l'Amérique francophone. Ce que Fernand Dumont, dans son article, *Mutations de la culture religieuse dans le Québec francophone* » synthétisait par : « *L'Eglise catholique a édifié l'idéologie de la société francophone du Canada. Elle en a fait une société [...]* La société québécoise n'a pas seulement subi le pouvoir religieux ; elle a subsisté en tant que société religieuse. Telle fut sa conscience de soi et sa différence⁹⁴. »

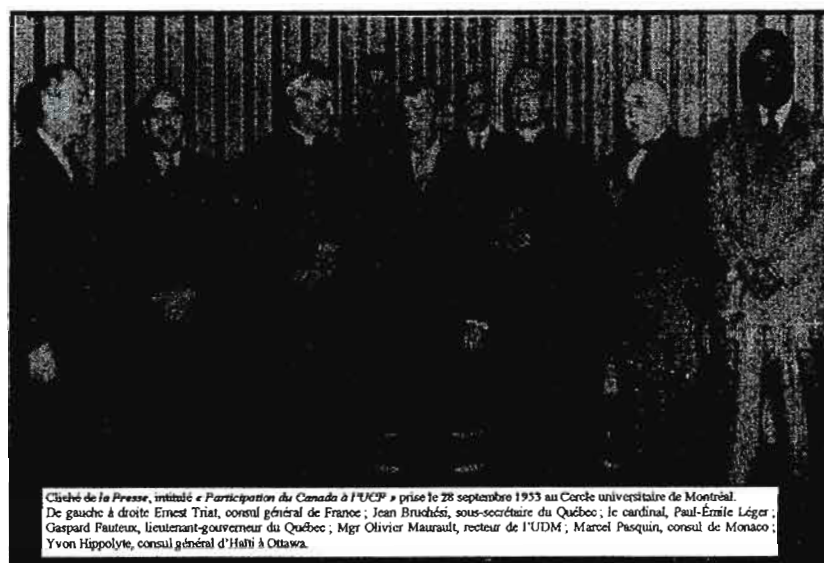
Nous avons souhaité intégrer à notre thèse cet instantané de 1953, pour une double raison. Tout d'abord, cet embryon canadien français engendra à l'échelle mondiale l'Union culturelle française, matrice des organisations non gouvernementales de la francophonie à venir. Il représente également pour le chercheur, un étonnant organigramme photographique, précisant la structure sociale et politique du Canada-français en vigueur depuis le traité de Paris. Les deux primats entourent le représentant de la Reine du Canada et de part et d'autre se joignent en périphérie les représentants d'autres Etats francophones, tels la France, Haïti, Monaco,... C'est dans ce contexte idéologique et social que naquit l'Union culturelle française au Québec.

⁹²Nous signalons que si des personnes "non croyantes" ont pu faire partie des structures suivantes : Confédération des travailleurs Catholiques français, Union Catholique des Cultivateurs, Confédération des travailleurs Catholique du Canada, l'Association des scouts et guides de la Province de Québec, la Société Saint Jean-Baptiste de Montréal, la Fédération des SSJB, le Forum protestant français... en raison de l'omnipotence du christianisme dans la société québécoise, ces mouvements doivent tous être considérés comme des expressions réelles de la catholicité canadienne française, vecteur primal du nationalisme en vigueur à l'époque.

⁹³Propos prononcés lors de la première réunion de l'exécutif de la section canadienne de l'UCF au Cercle universitaire de Montréal le 28/09/1953. Cette déclaration fut reprise dans *la Presse* du lendemain.

⁹⁴Dumont, Fernand. « Mutations de la culture religieuse dans le Québec francophone » in *Religion / Culture, Etudes canadiennes comparées*. Ottawa, Association des études canadiennes, 1985, p. 12.

Figure 4.4 - Cérémonie inaugurale du Comité canadien de l'UCF en 1953 ⁹⁵



Bien que renouvelant le discours de la survivance défendant la "francité" et désireuse de jouer pleinement la carte francophone internationale, l'UCF choisit dans une volonté de rassemblement traditionnel et global, de se placer sous les auspices de l'épiscopat québécois⁹⁶. Elle préféra éluder les sujets séculaires de discorde entre l'Eglise et les *Lumières* dont l'Union se réclamait pourtant aussi; le contexte québécois des années cinquante manifestement ne s'y prêtait pas encore. Sans être un "club chrétien", en raison de son projet et de l'adhésion de membres tels le Cercle juif de langue française et l'Union des artistes⁹⁷, l'UCF n'eut manifestement pas l'ouverture des structures francophonistes à venir, ni l'étendue de leur brassage sociologique⁹⁸. L'Union fut une Organisation internationale non gouvernementale (OING), car elle inscrivit son action dans le sillon de la francophonie associative et dépendit toujours de la société civile pour mener ses actions.

⁹⁵Était également présents lors de cette réunion, bien qu'absents de la photographie ci-dessous, Jean-Marc Léger en sa qualité de secrétaire du comité canadien, le maire de Montréal, le consul général de Belgique, les représentants des diverses associations membres de la section canadienne de l'UCF. Cf. ANQ, Montréal, fonds J-M Léger P.599, boîte 2.

⁹⁶Cf. La lettre de l'Evêque Alphonse-Marie Parent, Recteur de l'Université Laval en date du 24 septembre 1954, fonds Jean-Marc Léger ANQ P. 599, boîte n°2. : « Je m'empresse de vous dire que je suis très heureux de ratifier l'adhésion que Monseigneur Vandry, à titre de Recteur de l'Université Laval avait donnée il y a quelques mois à cette belle entreprise de fraternité française. »

⁹⁷Cf. Fonds Jean-Marc Léger P. 599, boîte 6 et le premier budget provisionnel de la section canadienne de l'UCF établi par Jean-Marc Léger en tant que Secrétaire sur du papier à entête du quotidien *la Presse* et qui s'élevait à environ 1500 \$.

⁹⁸Lamarche, Antonin. « L'Union culturelle française », in *Revue Dominicaine*, n° LXVI, mai 1960, p. 242.

Ses relais individuels et collectifs influents dans le monde des médias canadiens français et québécois⁹⁹, au travers de l'Union Canadienne des journalistes de langue française, l'UIJLF, l'Association des Travailleurs unis de la radio et de la télévision ne doivent pas altérer cette spécificité collective de l'UCF. « Grâce à l'appui et la compréhension sympathiques de la presse et de la radio locales, [l'UCF s'est renforcée].¹⁰⁰ ». Il en est de même pour ses appuis dans le monde économique parmi lesquels nous avons dénombré Air France¹⁰¹, la Chambre de Commerce de Montréal, la Fédération des jeunes chambres de commerce du Canada-français, l'Association professionnelle des industriels du Canada. Les appuis politiques dont le mouvement pu se prévaloir, tant à Québec qu'à la ville de Montréal ou le soutien d'élus tel, Mark Drouin, avocat et Président du Sénat canadien ou de hauts serviteurs de l'Etat tel, Jean Bruchési ne peuvent lui retirer son état d'OING. Nous estimons cette convergence des milieux francophones en direction de l'Union symptomatique et représentative du contexte québécois de cette époque, car sans que cela minimise son rôle dans la genèse de la francophonie mondiale, l'UCF ne brilla jamais par un militantisme de terrain intense. Il est à souligner que l'Union Culturelle française, pas plus que les autres OING de la francophonie, n'a inventé à proprement parler, une solidarité entre francophones basée sur la coopération et le dialogue, avec toutes les formes d'ambivalences et d'amphibologies sous-jacentes, mais révéla et authentifia bel et bien, un besoin collectif de renouvellement des modes de perceptions, de représentations et de projections de l'identité francophone.

La langue et la culture française sont le trésor commun de tous les francophones du monde : tous doivent avoir à cœur et tenir à l'honneur de les défendre de les propager, d'y ajouter génération après génération leur apport propre ... Pascal, Racine Descartes, Claudel sont autant à nous Canadiens, aux Suisses, aux Belges, aux Haïtiens aux Africains et Asiatiques de langue française qu'à vous Français¹⁰².

⁹⁹Parmi les plus importants bien sûr on retrouve Jean-Marc Léger et Roger Champoux, mais également André Laurendeau qui écrivit un long plaidoyer dans *le Devoir* le 27 avril 1955 en faveur de l'Union et du projet d'une communauté francophone internationale qui s'intitule « Si tous les Français du monde se donnaient la main... ».

¹⁰⁰Propos de Jean Bruchési, Président international de l'UCF, rapporté par le journaliste Paul Lapointe, in « Progrès significatifs accomplis par l'Union culturelle française » *La Presse* 25 avril 1955

¹⁰¹Cf. Document provenant du Fonds J-M Léger versé en annexes (Appendice E). Dans un courrier du 19 mars 1956 Jean Ponsot, représentant d'Air France au Canada, confirme le versement à l'UCF d'une somme de 300 \$ canadiens à la section Canadienne de l'Union pour l'année civile 1956.

¹⁰²Propos tenus par Jean Bruchési, alors ambassadeur du Canada en Espagne lors de l'inauguration de l'exposition internationale du livre français de Paris, en septembre 1957 consacré pour la première fois à des auteurs francophones et rapportés dans un article du *Devoir* [non daté] ANQ, Fonds Jean-Marc Léger 599, boîte 2.

Les associations n'ont pas créé mais incarné ou tenté de le faire, cette aspiration reliant le particulier à l'universel, contrairement à ce que pourrait laisser supposer une lecture trop rapide de la francophonie, en tant qu'expression et vecteur d'un vivre et penser ensemble. Cette remarque est particulièrement valable pour le Canada-français, présenté souvent comme une société sans classe, au nom d'un christianisme pastoral ou par les tenants des dialectiques nationalistes de la survivance ou même du souverainisme progressiste québécois qui gommant excessivement les rapports de force entre catégories et classes sociales, pour ne retenir qu'une opposition portée par les solitudes linguistiques et culturelles anglophones-francophones. L'UCF bénéficia donc de parrainages de poids, dans toutes les sphères de la société québécoise, démontrant un terrain favorable et une sympathie réelle en faveur de ce projet de carrefour des parlants français ; ce que nous confirma et écrivit son Secrétaire et fondateur Jean-Marc Léger.

Nous allions bénéficier dès le départ d'un large courant de sympathie et de curiosité. Regrouper les peuples de langue française à travers leurs institutions et associations représentatives pour des fins de connaissance mutuelle, de solidarité et de coopération, d'une part défendre et diffuser la langue française, veiller à sa vitalité à sa créativité, à son unité, de l'autre : tels étaient les principaux objectifs de l'Union culturelle française¹⁰³.

La liste des membres canadiens-français et québécois de l'UCF produite ci-après ne prétend pas être exhaustive, mais garante de l'imbrication de l'élite canadienne-française et de cette première organisation francophone. En outre, elle comble pour partie, un vide historique dû à l'exiguïté de la littérature relative à l'UCF, tant au Québec qu'à travers le monde. La source orale et les différentes coupures et photographies de presse¹⁰⁴ de l'époque en constituent le corpus. Ainsi pour information et rappel et comme le prouve, la photographie ci-après pour certains d'entre eux, Louis Saint-Laurent, Maurice Lenoblet Duplessis, Jean Drapeau, Wilfried Hamel¹⁰⁵, Jean Bruchési, Gérard Fauteux, Me Mark Drouin, Roger Champoux, Gérard Pelletier¹⁰⁶, Me Paul Massé¹⁰⁷, Mgr Maurice

¹⁰³Léger, J.-M. op. cit. p. 368.

¹⁰⁴Notamment ceux du quotidien *La Presse* parus le 30 novembre 1954, « Objectifs de l'Union culturelle française » ; le 13 août 1955, « L'Union culturelle » ; le 7 juillet 1959, « Le fait français au Canada et dans le Monde », « La France n'est pas seule », ou ceux du *Soleil* en particulier celui du 5 janvier 1955, « M. Jean Bruchési est élu Président de l'Union culturelle française » ou la série d'articles consacrée à l'Union Culturelle Française écrite à l'automne 1957 par Jean-Marc Léger dans *le Devoir* alors qu'il venait à peine, d'en devenir rédacteur et qui sont tous extrêmement positifs pour l'Union.

¹⁰⁵Maire de Québec.

¹⁰⁶Dirigeant de la Confédération des Travailleurs Catholiques Canadiens.

¹⁰⁷Président de l'Association du bon parler.

O'Bready¹⁰⁸, Paul-Émile Léger, Olivier Maurault, André Laurendeau¹⁰⁹, Jean Allaire¹¹⁰, Jean-Jacques Lefebvre¹¹¹, Esdras Minville¹¹², Jean Désy¹¹³, ... en étaient membres.

Figure 4.5 - Quelques appuis et soutiens institutionnels de l'UCF au Québec



Si la « communauté des parlants français » fut avant-gardiste dans certains domaines, elle épousa parfaitement la non parité et la sous-représentation endémique des femmes dans la société. La présence isolée de Mme Redmond-Roche, au sein du premier Comité exécutif de la section canadienne de l'UCF en 1954, en fut comme en témoigne la photographie ci-dessous, une illustration patente. L'action importante et la médiatisation de Louise Beaudoin en francophonie ou bien encore, l'élection de Louise Harel à la tête de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, ne doivent surtout pas éluder cette réalité francophone et québécoise que l'on a tendance à méconnaître¹¹⁴.

¹⁰⁸Vice-Recteur de l'Université de Sherbrooke.

¹⁰⁹Rédacteur en chef du *Devoir*, futur Coprésident de la Commission royale sur le bilinguisme et biculturalisme (Laurendeau-Dunton).

¹¹⁰Directeur Général de la Chambre de commerce de Montréal.

¹¹¹Archiviste du gouvernement du Québec.

¹¹²Doyen de la Faculté des Sciences sociales de l'Université de Montréal. (Economiste).

¹¹³Ambassadeur du Canada.

¹¹⁴En raison de l'importance du mouvement féministe québécois et d'une large ouverture aux néologismes issus de la féminisation de la langue française, malgré la désapprobation de l'Académie.

jugent abusivement artificielles¹¹⁶ pour la période 1867-1960, afin de mieux les nier une fois instauré le multiculturalisme unifolié dans les années 1970 ; alors que cette nouvelle doctrine nationale fédérale se coupe de tout substrat sociétal ou-culturel, puisqu'elle est une construction identitaire *ahistorique*¹¹⁷ à l'amnésie partielle et sélective. Les premiers militants francophonistes dont la plupart finirent aux avant-postes de l'affirmation et de l'édification du Québec contemporain, ne bénéficièrent dans les années cinquante, d'aucun soutien collectif de la part des autres Canadiens, même des plus francophiles d'entre eux ou des "sympathisants de la modernisation" de la province fleurdélisée. Ces derniers allaient pourtant se réjouir des débuts de la « *Quiet Revolution* » popularisée par le *Globe & Mail*¹¹⁸ porteuse à leurs yeux d'une sécularisation tant attendue du Québec, synonyme pensaient-ils, de modernisation économique et d'extinction du nationalisme.

En dépit d'appuis prestigieux et du ton très consensuel de son comité d'honneur , l'UCF ne fit pas l'unanimité chez tous les francophones nord-américains. Certains membres états-uniens de la francophonie élargie, appartenant pourtant à la *francophonie*¹¹⁹ jugèrent cette dernière, comme animée d'ambitions trop novatrices et porteuses de projets pouvant les amener à devoir réaliser aux yeux de leurs compatriotes, des allégeances culturelles et identitaires concurrentes ou qu'ils refusaient eux-mêmes.

¹¹⁶ Nous nous inscrivons en faux, contre les dérives de certains relais du multiculturalisme qui depuis quelques années déjà prétendent que les solitudes canadiennes sont devenues obsolètes et archaïques. Nous faisons notamment référence aux allégations fédérales qui proclament que le multiculturalisme a permis de dépasser ce stade, ainsi qu'aux défenseurs tel Paul-Martin, d'un Canada post-moderne qui manifestement, compte tenu des dernières élections fédérales n'a pas convaincu la majorité des Canadiens, même de langue anglaise quant à la justesse de ses théories, nonobstant le scandale des commandites. Cf. notre intervention au Colloque international d'histoire post-coloniale du 16 Mars 2006, tenu à l'Université Toulouse le Mirail et organisé par le GREC, s'intitulant : *L'impact de l'identité francophone et de la francophonie dans la canadienité contemporaine : Etat des lieux, perspectives et limites*.

¹¹⁷ Cf. notre communication intitulée : « L'identité francophone et la canadienité multiculturelle contemporaine : vers un renouvellement des solitudes ? » présentée au Colloque international d'histoire post-coloniale *Divergences & Convergences*, organisé par l'équipe de Recherche Cultures Anglo-saxonnes, les 16, 17, 18 mars 2006 à l'Université Toulouse le Mirail (Toulouse II). A paraître dans les actes du colloque (Automne 2006, aux PUM). Selon nous le multiculturalisme nie ses propres limites et ignore ses contradictions structurelles en prétendant annihiler, les phénomènes d'ethnisation auxquels le Canada est traditionnellement confronté et qui ne font que se renforcer au fur et à mesure que se renforce une norme identitaire canadienne qui ne tient pas compte du fait et des identités autochtones, pas plus que de celles issues de la francophonie canadienne ou de la société québécoise.

¹¹⁸ A ce propos nous recommandons la lecture de l'article de Gervais, André. « D'où vient l'expression "Révolution tranquille" », in *Le Bulletin d'histoire politique*, n° 2, 1998, p 115-122. Ainsi que Rouillard, Jacques. « La révolution tranquille : rupture, tournant ? » in *Revue d'Etudes canadiennes/Journal of Canadian studies*, printemps 1997, p.32 à 51. Beheils, M.D. *Prelude to Quebec « Quiet Revolution »*. *Liberalism versus neo-nationalism. 1945-1960*. Presses Universitaires de McGill/Queen's University Press. 1985.

¹¹⁹ Cf. figure mode de représentation de la Francophonie traditionnelle et de la France.

Le « *rassemblement des parlants français* » version Union Culturelle Française, ne requit ou ne sollicita pourtant jamais une quelconque subordination ou soumission des francophones contraire à son projet, et qu'il aurait été de toute manière incapable d'engendrer, même au prix d'une duplicité florentine. Pour rappel, dans un recueil intitulé *L'Union culturelle française* et rédigé en 1955, Jean-Marc Léger écrivait en avant-propos¹²⁰ :

Il apparaît donc indispensable que se constitue le plus tôt possible, selon une formule à déterminer, une grande UNION FRANCAISE CULTURELLE [sic]. Par l'intermédiaire des grandes associations représentatives de tous les milieux de ces divers pays, (...) des dirigeants des colonies françaises réparties de par le monde, les 150 millions de personnes de langue et de culture françaises ou tributaires de celles-ci constitueraient donc une grande communauté culturelle, dans un esprit de parfaite égalité et de respect mutuel total. Il ne s'agit donc absolument pas de la création d'une association internationale avec sections et membres dans les divers pays, mais du rassemblement de tous les pays et groupes par le truchement de leurs délégués légitimes dans l'intérêt du patrimoine culturel commun (...) On ne demande pas l'adhésion à une entreprise toute faite mais à une GRANDE IDEE [sic], ce sont tous les délégués de tous les pays et groupes ayant adhéré à cette IDEE [sic] qui eux-mêmes bâtiront ensemble l'UCF, comme ils l'entendront.

L'indifférence, pour ne pas dire l'opposition primale de l'Association états-unienne des professeurs de français (ASTF)¹²¹ d'adhérer à l'UCF, alors qu'elle est l'une des structures les plus importantes, du point de vue de la vulgarisation et de la diffusion de la langue française aux Etats-Unis atteste, manifestement, une distorsion des modes de représentations du tronc commun culturel entre les Etats-Unis, le Canada et l'Europe francophone occidentale. Les passages suivants extraits de la correspondance en date du 11 juillet 1955 entre Henri Peyre¹²², Président de l'American Association of Teachers of French (ASTF) et J-M Léger au sujet de l'UCF et d'une éventuelle adhésion de l'Association états-unienne des professeurs de français permettent de bien appréhender cette défiance¹²³ :

¹²⁰Fonds J-M Léger P 599, boîte 6.

¹²¹«*American Association of Teachers of French*», Cf. Fonds Jean-Marc Léger P 599, boîte 6. Lettre de refus de l'association d'adhérer à l'UCF juillet 1955.

¹²²Henri Peyre, Président de l'American Association of Teachers of French (ASTF), directeur de *La Revue française*, professeur à l'Université de Yale, de nationalité française.

¹²³Fonds J-M Léger P 599 boîte 6.

L'American Association of Teachers of French [sic], s'est montrée très réticente ou froide lorsque j'ai présenté le sujet de son adhésion à votre Union l'hiver dernier (...) nos membres, répugnent à paraître se faire, plus que de raison propagandistes de la culture française. Ils aiment cette culture, mais en tant qu'Américains rendant ainsi service à leur pays et à leurs élèves. Ils disent toujours : « *Si les Allemands avaient une union analogue, et si les professeurs américains d'allemand y entraient en grand nombre, que dirions-nous ?* » (...) Je ne parle point, vous le sentez, en mon personnel de français qui admire sans réserve le bel élan des Canadiens déterminés à maintenir et à étendre leur héritage culturel, mais en tant que président, élu d'une société américaine, c'est à dire défiante, congénitalement, de tout ce qui peut paraître propagande étrangère.

Sans allouer à cet exemple une valeur absolue, d'autres recherches devant confirmer cette hypothèse, nous estimons toutefois qu'il témoigne et atteste une véritable césure dans les modes de perception et de représentation de l'identité et de la collectivité continentale des parlants français en Amérique. Les années cinquante mettent un terme à l'unicité de l'imaginaire collectif des francophones pour lesquels l'Amérique française présumée, avait été conçue et défendue en tant qu'un entier mêlant inextricablement catholicité, langue, tradition et repli sur soi. Le tronc culturel commun occidental paré par certains des vertus de l'airain en raison des deux Guerres mondiales, de l'endiguement du communisme et de l'adhésion à l'économie de marché, ne passe pas le simple filtre de l'altérité culturelle et de l'accès à un humanisme renouvelé incarné par une modeste OING francophone. En se désagrégeant sous l'effet de forces centrifuges cumulatives, mais non synchroniques, telles l'expansion linguistique de la langue anglaise, l'assimilation, la modernisation économique, la décatholicisation, la transition démographique, l'ouverture au monde, une régression du statut international de la France, L'Union culturelle française laisse pressentir, l'existence d'un archipel de la francophonie au sein duquel le Québec, en dépit de liens linguistiques, religieux, familiaux, culturels et historiques souvent puissants, se retrouve isolé, malgré son statut d'Etat francophone d'Amérique. D'après nos sources et nos recherches, il ressort clairement que L'Union culturelle française en dépit de certaines réalisations¹²⁴, fut avant tout une matrice pour la

¹²⁴Telles des expositions itinérantes de la presse francophone à travers le monde, la création de la seule bibliothèque internationale de langue française existant en France, encore régulièrement enrichie d'ouvrages par l'UCTF et dont la Bibliothèque Sainte-Geneviève de Paris à l'usage. Tout en créant d'autres bibliothèques plus modestes ou en étoffant des fonds bibliothécaires préexistants dans de nombreux autres pays tels, le Canada (Acadie), les Etats-Unis (Louisiane) ou en Amérique du Sud (Buenos-Aires), en Orient (Université Saint-Joseph), en Afrique et en Europe. Ou bien par l'attribution depuis 1969 du prix Senghor Président d'honneur de l'UCTF, complété en 1977 par le prix Mermoz alloué à une personnalité française non officielle résidant à l'étranger, ayant œuvré en vue de promouvoir la francité, la langue et la civilisation française. Les activités de l'UCF, puis de l'UCTF précitées dont nous avons eu la trace à travers les différents fonds d'archives nous ont été confirmées par Mme Josseline Bruchet, Secrétaire Générale en exercice de l'Union Culturelle et Technique de langue française.

francophonie internationale des années 1960 et 1970. Elle fut un lieu d'expérimentation, de débats et de conception pour la future communauté mondiale des parlants français, oscillant entre utopisme humaniste chrétien et onirisme francophone internationaliste, proclamant le dialogue et l'égalité de tous les parlants français, tournant ainsi définitivement la page, du moins du point de vue théorique et officiel, à la tutélérisation franco-française. « [L'UCF était] *un projet généreux mais insuffisamment mûri, sans l'assurance des moyens minimaux nécessaires et qui devait finalement avorter.*¹²⁵ » Elle fut plus une répétition générale sonnant le rassemblement des francophones à travers le monde issu de l'après-guerre, façonnant le *Cercle québécois* que nous évoquions en début de partie et que certains ont qualifié de mafia, gang, lobby ou franc-maçonnerie québécoise ou francophone. Sans lui accorder une rôle disproportionné, nous le répétons, à nouveau, l'Union, fut à la fois un creuset militant et théorique ainsi qu'un chaînon indispensable pour l'édification des OING francophones des années 1960-1970. Ce fait n'apparaît pas suffisamment dans les écrits pourtant prolixes et redondants traitant de la francophonie, lorsque ceux-ci prennent la peine de mentionner l'Union culturelle française, même lorsqu'il s'agit d'écrits historisants retraçant l'épopée francophone nord-américaine¹²⁶. Ce mouvement théorisé, enraciné, et porté avant tout au Québec et au sein du Canada-français, se développa comme nous l'avons démontré, grâce à une poignée d'hommes ou bien un primo cercle qui allait croître et faire parler de lui à nouveau dans la francophonie et la vie politique et culturelle québécoise des décennies à venir ; s'y retrouvaient Jean-Marc Léger, Roger Champoux, Jean Pelletier... L'histoire de cet organisme prouve à nouveau que le Québec fer de lance du mouvement francophone a eu une relation spécifique et originale avec la francophonie, dépassant très largement celle qu'aurait pu avoir une simple province canadienne, même berceau historique et sociétal des francophones d'Amérique. Les enjeux québécois sur la langue, l'identité, la modernité et le rapport à l'autre trouvaient dans l'instauration d'une communauté des parlants français, future francophonie, un terreau idéal qui redonnait une marge de manœuvre, une lisibilité accrue aux francophones du Canada, éloignant aux yeux de certains, le spectre de la noirceur et de la défaite héréditaire pour adhérer à un projet humaniste, positif et universalisant, du moins à leurs yeux. Ce qui allait se confirmer à nouveau lors de la création de l'AUPELF où le Québec et son *Cercle québécois* allaient jouer un rôle déterminant.

¹²⁵Léger J-M, *Le temps dissipé*. p 367-368. Propos confirmés en entretien le 9 décembre 2005.

¹²⁶L'UCF, n'est que très rarement évoquée à l'exception notable de Michel Tétu.

*« A l'heure des grands ensembles,
il s'impose que les peuples et les gouvernements communiant à une même langue et à une même culture
instaurent entre eux une collaboration étroite, suivie, organique. »*¹²⁷

Conseil mondial des universités de langue française

4. 3 - L'AUELF¹²⁸ ou les débuts effectifs de la Francophonie.

Nous avons pu grâce aux différents exemples de protofrancophonie présentés et analysés durant les sous-chapitres précédents démontrer que le Québec entretient ou entretenait une relation intense et fusionnelle avec la langue française qui nous apparaît comme unique ou du moins d'une exceptionnelle longévité¹²⁹ et d'une vivacité féconde en ce qui a trait à la francophonie des origines. A travers ces exemples distincts, nous avons problématisé et organisé la mise en perspective et la construction de la francophonie en allant du général au particulier, à travers le prisme québécois en démontrant que la relation Québec-francophonie bénéficiait d'une construction séculaire, plongeant ses fondements au cœur même de l'identité culturelle et civilisationnelle française et francophone. L'adhésion pleine et entière du Québec à l'AIJLF, à l'UCF, puis à l'AUELF ne nous semble donc pas le fruit du hasard ou celui d'une simple juxtaposition de facteurs positifs, mais découle bien d'un processus structurant en totale synergie avec le contexte nord-américain et international.

Ce qui est sous-évalué la plupart du temps, puisque les facteurs culturels sont à tort rangés dans une catégorie secondaire, voire accessoire, pour analyser les évolutions sociétales même d'entités minoritaires comme le sont celles du Québec et de l'Amérique du Nord francophone. Dans cette sous partie, nous nous proposons d'aborder un nouveau palier d'analyse et de démonstration de la relation Québec-francophonie, avec le cas de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française qui marqua

¹²⁷Extrait du projet constitutif d'un Conseil mondial des universités de langue française proposé par l'UCF le 3 octobre 1959. Cf. Archives de l'Université Laval (AUL), 502-80/1, in "AUCC-AUELF".

¹²⁸Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, devenue AUF.

¹²⁹Cette relation apparaît globalement se définir durant des décennies sur le mode du repli et du confinement passif, en laissant à la France le soin de propager la langue et la culture française au niveau mondial, en s'interdisant d'agir réellement et efficacement malgré un discours clérical-messianique imbibé d'un mysticisme catholico-linguistique dévolu aux Canadiens français en terre d'Amérique. Malgré l'attachement du Québec et des Canadiens français à leur langue, ces derniers ne firent pas autre chose jusqu'aux années 1950 que de suivre ou d'incarner une francité d'Ancien Régime souvent éloignée, parfois même adverse de la francité post-révolutionnaire et républicaine, nourrie des Lumières dix-huitiémistes.

un tournant dans l'élaboration du projet francophone. L'AUFELF fut la première structure pouvant être qualifiée de plate-forme de la francophonie¹³⁰, comme le souligna avec à propos Richard Jones dans son ouvrage de référence sur l'association intitulé : *L'AUFELF une idée en marche*¹³¹.

Nous nous proposons à travers les paragraphes suivants, d'établir quel fut le rôle et l'action déterminante du Québec dans la création et le renforcement de l'AUFELF, première association internationale de la francophonie au sens contemporain du terme. À travers cet exemple au fort potentiel symbolique, nous démontrerons à nouveau que le Québec et la francophonie ne sont pas des partenaires neutres ou quelconques, comme nous l'avons déjà entrepris pour le Conseil de la vie française en Amérique, l'Association internationale des journalistes de langue française puis l'Union culturelle française, mais qu'ils sont intimement imbriqués et que cette relation particulière les unissant repose sur une longue filiation culturelle, linguistique et historique. Dès lors, il s'avère difficile pour ne pas dire impossible, de douter qu'ait existé une catharsis Québec-francophonie, du moins jusqu'en 1995 ou de dénombrer d'autres exemples d'une telle abréaction, tout spécialement hors d'Europe y compris en Afrique au sein de l'aire ayant nourri la négritude senegualienne. C'est ce que rappelle avec justesse Jean-Marc Léger, dans son ouvrage *La francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*.

Pour le Québec, la participation au mouvement francophone n'est pas seulement dans la nature des choses : elle est de l'ordre de la nécessité. Il y va non pas uniquement de son enrichissement et de son rayonnement mais de sa survivance même. La raison le presse autant que le sentiment l'incline à être partie prenante de toutes les initiatives qui s'inscrivent à l'enseignement de la francophonie¹³².

¹³⁰Si nous ne contestons pas, le rôle parfois important de certaines associations francophones, issues de la francité ou du mouvement protofrancophoniste telles la Fédération internationale pour la culture et l'expression de la langue française née en 1906 ou l'Association internationale des écrivains de langue française fondée en 1926, ou les diverses associations de médecins ou de juristes de langue française ou encore l'Association internationale des sociologues de langue française créée en 1958 à l'UTM ou la Société des auteurs et compositeurs dramatiques créée par Beaumarchais en 1777, on ne peut les rattacher à la francophonie sans commettre un anachronisme et un glissement idéologique erroné et spéculatif. En outre, par leur caractère souvent éphémère, ces organisations ne répondaient pas vraiment à ce que l'on entend aujourd'hui par ONG ou OING.

¹³¹Jones, Richard. *L'AUFELF une idée en marche : une jeune histoire, un grand dessein*. Montréal, AUFELF-UREF, 2^e édition, 1990, 201 p. Nous signalons que cet ouvrage, s'il est le plus abouti sur cette association, n'échappe pas pour autant à la traditionnelle confusion du juge et partie, "spécialité" de la francophonie, qu'étudia Christophe Traisnel. Tout en étant l'étude la plus exhaustive sur l'AUFELF il n'en demeure pas moins qu'elle répond à une demande de l'association, désireuse d'écrire une part policée de sa propre mémoire. Néanmoins, il s'agit du meilleur outil disponible à l'heure actuelle pour traiter en détail de la première association faisant pleinement partie de la francophonie.

¹³²Léger, Jean-Marc. « Le Québec et la Francophonie », in Léger, Jean-Marc. *La Francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*. Montréal/Paris, Hurtubise HMH/Nathan, 1987, p.127.

En tant qu'association, l'AUELF jouit par consensus d'une réelle lisibilité internationale reposant sur le fait que plus que tout autre OING francophone, elle conjugua la première la théorie à la réalité de terrain ; ce que l'UCF, ne parvint manifestement pas à accomplir en son temps. En organisant et en multipliant les programmes de coopération, d'aide au développement et de partenariat entre les différentes composantes des universités francophones, elle prouva que francophonie pouvait rimer avec matérialité et que l'onirisme humaniste et parfois grandiloquent toujours bien présent en elle, pouvait se doubler désormais d'un sens du concret que n'avait pas la communauté des parlants français de l'après-guerre.

Du point de vue historiographique et chronologique, l'AUELF signifia un achèvement dans la maturation d'une nouvelle identité francophone internationaliste, synonyme de dépassement de l'ère protofrancophone ; un numéro spécial de la revue *Esprit*, consacré à la langue française et à la future francophonie fut publié en novembre 1962 pour sa vulgarisation. En étudiant les différents courants, organisations, mouvements à caractère francisant ou pro-francisant antérieurs aux années 1960 existant au Québec et au Canada français, nous avons pu dégager, puis définir, le contexte et la spécificité de la protofrancophonie laurentienne dans les chapitres I et II. Ceci nous a permis d'insérer et de replacer le Québec dans une perspective historique et symbolique, permettant de comprendre réellement la nature, le pourquoi et le comment de la relation particulière et privilégiée que l'Etat fleurdelisé entretient avec les francophonies des années soixante, soixante-dix, quatre-vingt. Cette étape préalable et sine qua non désormais effectuée, nous pouvons maintenant, faire reposer notre démonstration sur des bases solides et au cadre de recherche clairement établi, sans ambiguïté lexicale ou terminologique. Nous insistons sur le fait que ce préalable démonstratif ne relève pas d'un zèle d'érudition, mais nous paraît crucial afin de relier l'histoire ultra contemporaine, à laquelle appartient bien évidemment la francophonie et l'affirmation identitaire, politique et sociale du Québec à une histoire de la longue durée à la mode braudélienne intégrant les facteurs civilisationnels et culturels de la francité, de la langue française ; substrat premier à l'établissement d'un possible universalisme francophone ; ce que les recherches sur la francophonie n'ont pas accompli ou ordonné selon notre problématique de départ.

Nous nous interrogerons donc sur la part de québecité de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, car si le Québec fut de toutes les OING francophones, il fut aussi aux avant-postes de celle-ci pour ce qui relève de ses initiatives et de ses projets structurants, grâce à son *Cercle québécois*. Puis nous établirons les conséquences directes et indirectes de l'appartenance du Québec à l'AUPELF, pour lui-même, le Canada et l'espace francophone Nord-américain, notamment en terme symbolique et identitaire, en initiant l'amorce des enjeux para et protodiplomatiques de la participation du Québec à la francophonie et à son projet qui deviendra une préoccupation majeure et structurante de notre recherche dans les chapitres à venir. Le symbole le plus évident de la marche en avant, d'un nouveau mouvement francophone international réside dans la fondation de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF). Ce projet d'une communauté universitaire francophone vit à nouveau le jour à Montréal en 1961. Il atteste du poids et du rôle déterminant du Québec dans l'élaboration de cette francophonie balbutiante. Ce dernier ne se bornera plus à échafauder des parades plus ou moins efficaces pour endiguer la vague anglo-saxonne, mais à construire un ensemble autonome et créateur de sens et de solidarité contraire à l'ethnisation, tout en dépassant une dialectique de l'affrontement entre les langues de Molière et de Byron. En effet, selon les statuts de l'association : « *L'AUPELF a pour objectif essentiel le développement d'une conscience internationale et d'un esprit de coopération au service de la pluralité culturelle et du progrès scientifique.*¹³³ »

Voilà le grand changement auquel va participer pour partie le Québec et que nous nous proposons d'analyser, afin de démontrer que si le Québec entretient avec la langue française une relation cathartique, la francophonie fut durant près de quarante ans, en tant qu'espace, le seul champ d'expansion et d'expression du Québec sur la scène internationale. En effet, malgré des convulsions sociales politiques et identitaires, celui-ci n'est toujours pas parvenu à exister en tant qu'Etat national des francophones d'Amérique du Nord¹³⁴.

¹³³Cf. Buts de l'association et article 2 des statuts de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française. Ainsi que le compte rendu du Congrès de fondation à Montréal d'octobre 1961, p. 93, consultable au centre de documentation de l'AUPELF situé à l'Université de Montréal

¹³⁴Contrairement au processus que la Belgique connaît depuis une décennie et qui fait de la Wallonie, une nouvelle patrie pour les francophones, malgré le poids toujours aussi fort que la France exerce sur ces derniers.

« L'AUPELF c'est la rencontre fraternelle des cultures par l'intermédiaire de l'université et de la langue française. »¹³⁵

Michel Guillou

4.3.1 - L'AUPELF : Le Québec promoteur d'une idée en marche à l'unisson de l'Afrique.

Le projet de l'AUPELF remonte à 1957 et fut vulgarisé par le comité québécois de l'Union culturelle française, comme nous l'avons vu précédemment, en 1959. Elle fut créée à l'Université de Montréal en 1961, à l'instigation de Jean-Marc Léger qui en devint le premier Secrétaire Général. « On s'étonnait à bon droit de ce qu'il n'y eût pas, du côté francophone, le pendant de l'Association des universités du Commonwealth, (...) et à laquelle adhéraient d'ailleurs les universités francophones du Canada. »¹³⁶ L'objectif de l'AUPELF était de réunir l'ensemble des universités utilisant le français et d'intensifier le rôle de la langue française, en tant que vecteur de communication de différentes cultures. Ceci devait mener naturellement, à un enrichissement mutuel de leurs dialogues en faisant tomber les barrières nationales, ethniques, sociétales et confessionnelles, afin de promouvoir un échange humaniste refondé, rompant avec les liens traditionnels de condescendance ou provenant du fait colonial. A ce sujet, André Laurendeau écrivait dans *Le Devoir* en tant que Rédacteur en chef : « [grâce à la décolonisation] il nous est né partout sur la planète des cousins que c'est une joie et une fierté de découvrir (...) l'AUPELF contribuera à renforcer les liens unissant la communauté culturelle française¹³⁷. » En terme de représentation et d'enjeux on perçoit très nettement dès lors, la proximité intellectuelle abstraite et théorique qui existe entre l'AUPELF et la francophonie contemporaine.

L'AUPELF ouvrit une page nouvelle de la médiation francophone internationale car elle ne se contenta pas seulement d'être un lieu de convergence des parlants français et de leurs variations culturelles, mais ambitionna d'établir un véritable espace interculturel.

¹³⁵Jones, Richard. *L'AUPELF une idée en marche, une jeune histoire, un grand dessein*. Montréal, AUPELF, 2ème édition, 1990, p.10.

¹³⁶Léger, Jean-Marc. *La francophonie grand dessein, grande ambiguïté*. Montréal, Hurtubise HMH, 1987, p. 85. L'Association des universités du Commonwealth (AUC) fut créée en 1911.

¹³⁷André Laurendeau, « Les universités du monde français », *Le Devoir*, 14 septembre 1961, p. 4.

Dès 1961 elle souligna et utilisa, la force de la langue française à travers le monde, celle de son positionnement planétaire, non hégémonique et en contact permanent avec ce que l'on appellera plus tard l'arabophonie, l'anglophonie, l'hispanophonie, la lusophonie... Ceci transparaît tout particulièrement à travers son acronyme et l'expression « *partiellement de langue française* » requise expressément par le Recteur de l'Université de Rabat, Mohammed El Fasi, membre fondateur de l'Istiqlal¹³⁸, futur président du mouvement¹³⁹. Jean-Marc Léger, chef de file du *Cercle québécois* au sein de l'AUPELF soutint avec empressement cette requête. « *Il m'est arrivé de dire en lui rendant hommage que le partiellement avait apporté à l'association les promesses de la plénitude, c'est à dire de l'universel*¹⁴⁰ ».

En conséquence, le *Cercle québécois* prit parti pour l'ouverture maximale de la future association et fait et cause par la même, pour la *francophonie* même si ce fut inconscient, face à ceux qui prônaient la constitution d'un organisme plus restreint, dans une filiation plus proche de la francité. Ainsi, « *Sans renoncement ni déni* » du lien unissant les parlants français et de la reconnaissance de la diversité et de l'autonomie des différentes composantes de la mosaïque du kaléidoscope francophone, l'AUPELF affirma dès son origine que l'équité et l'égalité seraient au cœur de son projet coopératif. En d'autres termes, malgré une "canado-francité" indéniable, l'association délaissa le misérabilisme séculaire du Canada français plongeant ses racines dans la noirceur du repli et de la défaite qu'illustrait « *le sou de la survivance* », sans tomber pour autant, dans la grandiloquence d'un « *âge d'or Rivarolien* » que l'académicien français Marc Fumaroli a remis au goût du jour dans son ouvrage *Quand l'Europe parlait français*¹⁴¹.

¹³⁸L'Istiqlal, ou parti nationaliste marocain, fondé en 1944, conduisit le pays à l'indépendance en 1956.

¹³⁹Mohammed El Fasi fut successivement, Vice-président de 1961 à 1966, puis Président de l'AUPELF de 1966 à 1969 et enfin Président d'honneur de l'association à partir de 1970. Il fut le principal artisan de la reconnaissance de l'AUPELF par l'ONUEC. Depuis 1987, le plus prestigieux des prix scientifiques accordé par l'association porte son nom. Pour information, si Mohamed El Fasi est à l'origine de l'expression partiellement de langue française, il n'est pas responsable du choix discutable de l'intitulé exact qui fut proposé par le Recteur de l'Université de Dijon.

¹⁴⁰Léger, J-M, *Le temps dissipé*, p. 378.

¹⁴¹Fumaroli, Marc. *Quand l'Europe parlait français*. Paris, Editions de Fallois, 2001, 489 p.

« Gustave III, l'abbé Galiani, Grimm, le prince de Ligne, le marquis Caraccioli, tous les gens d'esprit qui ont aperçu en France cette perfection passagère de la société n'ont cessé de l'adorer. Tant qu'on ne fera pas de tous les hommes des anges, ou des gens passionnés pour le même objet comme en Angleterre, ce qu'ils auront de mieux à faire pour se plaire sera d'être Français comme on l'était dans le salon de Mme du Deffand ». Propos de Stendhal dans *Histoire de la peinture en Italie*, cité par Marc Fumaroli op. cit. p. 7

La relation Québec AUPELF illustre parfaitement la modernisation et une ouverture au monde de l'état fleurdelisé dans un espace francophone perçu en tant que lieu privilégié de son identité et de son expression, du moins aux yeux du *Cercle québécois*. *La Presse*, dans un article rédigé par Roger Champoux, en date du 12 septembre 1961 écrivait « *L'AUPELF est une relance au combien vigoureuse des aspirations qui sont à la base même de notre survivance* ¹⁴². »

Toute novatrice qu'elle fût, l'AUPELF naquit dans un contexte mondial de collaboration du monde universitaire, à l'échelon régional et international dans lequel existait certes l'AUC, mais également l'Association Internationale des Universités (AIU) depuis 1950, ainsi que la Conférence des Recteurs des Universités Européennes (CRUE) fondée en 1954. D'après nos sources, la première démarche en faveur de l'AUPELF, depuis son énonciation floue par le comité québécois de l'Union culturelle française eut lieu durant l'hiver 1958, lorsque J-M Léger en voyage en Afrique Occidentale pour les besoins du *Devoir* fit la connaissance de Lucien Paye premier Recteur de l'Université de Dakar¹⁴³, en faisant la navette entre Dakar et Bamako. Ce dernier, s'enthousiasma pour la création d'une association des universités de langue française, « *elle était quelque chose de l'ordre de la nécessité* ¹⁴⁴ » et en conséquence, il sensibilisa la Conférence des Recteurs des universités de France à plusieurs reprises, après avoir dit à Jean-Marc Léger : « *Il faut que ce soit les universités canadiennes françaises qui prennent cette initiative, dans l'intérêt même du projet* ¹⁴⁵. » Ce qui fut le cas au début de l'année 1959, lorsque André Bachand alors Directeur des relations publiques de l'Université de Montréal en voyage dans la capitale française, en fit la très officielle demande auprès du Recteur de l'Université de Paris et des Relations culturelles du ministère des Affaires Etrangères. La proposition québécoise au cheminement africain reçut un accueil très positif, capitalisant sur les contacts pris par le Québec dans les années 1950, dans le cadre de l'UCF auprès de Vincent Auriol, de René Coty, Georges Bidault, des hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay et de la Présidence du Conseil, comme en atteste le fonds Jean-Marc Léger.

¹⁴²Roger Champoux, « Puissante idée venue du Québec », *La Presse*, 12 septembre 1961.

¹⁴³A toutes fins utiles, nous précisons qu'en 1958 Dakar ne disposait pas officiellement d'une université mais d'un Institut des Hautes Etudes qui en obtiendrait officiellement le titre en 1959. Lucien Paye devint peu à près, ministre de l'Education nationale de la République française. Ce qui facilita grandement la tâche de l'AUPELF dans l'hexagone et en Afrique noire fraîchement décolonisée.

¹⁴⁴Jean-Marc Léger. Op.cit.p.86.

¹⁴⁵Cf. Entretien privé avec J-M Léger du 9 décembre 2005.

Une fois enclenché ce nouveau rapprochement Québec-Paris, le processus de maturation de l'AUPELF ne connut plus de temps mort, c'est ce qu'affirme le très militant J-M Léger : « *Au printemps 1959, fut constitué un comité d'organisation dont Bachand et moi-même allions être la cheville ouvrière.* »¹⁴⁶ C'est dans ce contexte favorable que le Recteur de l'Université de Montréal, Monseigneur Irénée Lussier¹⁴⁷ à l'automne 1959, se positionna officiellement en faveur du projet et en devint l'un des partisans les plus décidés, nous en voulons pour preuve, son allocution d'avril 1963, devant l'assemblée générale de l'association qui se déroula à Paris du 24 au 28, et lors de laquelle il déclara :

Le souci majeur de l'AUPELF est de permettre, grâce à l'instrument prestigieux qu'est la langue française, la rencontre et la collaboration entre des institutions de pays très divers et de grandes civilisations, chacune conservant son identité nationale et sa personnalité culturelle, mais toutes se retrouvant fraternelles par le double lien que forment leur attachement au progrès intellectuel et moral de l'humanité et leur usage commun de la langue française.¹⁴⁸

Après les correspondances de rigueur entre Montréal, Paris, Dijon¹⁴⁹ et Dakar pour finaliser le projet, il fut convenu par toutes les parties qu'aurait lieu du 8 au 13 septembre 1961 au Québec, à l'U. de M. la première rencontre des recteurs des universités de langue française de la planète¹⁵⁰. Après un vote à l'unanimité et sur proposition du Président de la Conférence des Recteurs de France, Mgr Irénée Lussier devint Président de l'AUPELF, tandis que Jean-Marc Léger en devenait pour 16 ans¹⁵¹ le Secrétaire Général et André Baland, le Secrétaire Général adjoint pour 22 ans¹⁵². Le Québec et les Québécois occupaient une place de choix au sein de la nouvelle organisation, disposant de la totalité des postes clefs. A titre de comparaison, il faudra attendre 1972 pour qu'un Français accède à la présidence de l'AUPELF, en la personne de Robert Mallet Recteur de l'académie et Chancelier des universités de Paris.

¹⁴⁶Cf. Entretien privé avec J-M Léger du 9 décembre 2005, cité également dans J-M Léger. *Le temps dissipé*, p. 374. En outre, dans une correspondance en date du 24 août 1960, R. Despreschins Président international de l'UCF confirme au Recteur de l'Université Laval Mgr Louis-Albert Vachon que l'Union lors de son Conseil international de Gand en Belgique a fait sienne la proposition québécoise. Cf. Archives de l'Université Laval (AUL), 502-80/1, in "AUPELF divers 1961".

¹⁴⁷Dernier recteur ecclésiastique de l'Université de Montréal.

¹⁴⁸Allocution d'Irénée Lussier, lors de la première assemblée générale de l'Association qui eut lieu du 24 au 28 avril 1963 à Paris et qui le reconduisit dans sa fonction de Président de l'AUPELF. Cf. AUPELF *Compte rendu de l'assemblée générale de Paris*, avril 1963, p. 18.

¹⁴⁹Le Recteur de l'Université de Dijon présidait la Conférence des universités de France.

¹⁵⁰Les organisateurs en recensèrent une quarantaine, elles sont au nombre de deux cents aujourd'hui.

¹⁵¹1961-1978. Par la suite Jean-Marc Léger fut désigné Secrétaire Général honoraire de l'AUPELF.

¹⁵²1961-1983.

Ce fut une année "faste" pour le Québec en pleine Révolution tranquille ou du moins, un "été indien francophone" inégalé sur le plan identitaire et international puisque in fine, ce furent plus de 120 délégués venant d'une quarantaine d'universités qui répondirent à l'invitation de ce baptême francophone mondial qu'il parrainait. Les démarches menées par le comité d'organisation animé par Bachand et le *Cercle québécois* permirent d'obtenir l'appui du ministère de la Jeunesse à Québec¹⁵³ dirigé par l'emblématique Paul Gérin-Lajoie, vulgarisateur de l'extension des compétences exclusives du Québec à l'international¹⁵⁴; car comme le résuma l'ouvrage collectif *Histoire du Québec contemporain*: « Pour le Québec, il ne s'agit que d'un prolongement vers l'étranger de ses propres compétences internes¹⁵⁵. »

Toujours à ce sujet, en octobre de la même année, le Québec inaugura en grande pompe sa délégation générale parisienne. Cette dernière, grâce au soutien affiché et constant d'André Malraux, ministre des Affaires culturelles et du général de Gaulle put disposer des prérogatives dont jouissait une ambassade représentant un Etat pleinement souverain, ce que le Québec n'était que partiellement. Tout ceci explique que le projet d'une Association des universités partiellement ou totalement de langue française, venant d'un Québec paré des magnanimités élyséennes ait été plus rondement mené que l'UCF ou l'AIJLF.

¹⁵³A titre d'information nous rappelons que le Québec ne disposera réellement et officiellement d'un ministère de l'Éducation qu'en 1964, conformément aux recommandations du rapport Parent.

¹⁵⁴Nous souhaitons battre en brèche une idée reçue quant à la pleine paternité de cette théorie que les historiens québécois et canadienistes ont coutume de nommer *théorie ou doctrine Gérin-Lajoie*. Sans nier le rôle essentiel du ministre P. Gérin-Lajoie dans le développement de cette lecture fleurdelisée de l'AANB, il ne l'explicita pour la première fois en public que le 12 avril 1965, lors d'une allocution devant le corps consulaire de Montréal, soit presque quatre ans après qu'André Patry ne la présente dans un article du *Nouveau Journal* publié en date du 25 octobre 1961 où il écrivait : « [le Québec] devrait se faire attribuer certains droits : celui de la compétence extérieure [en est un]. Le coup médiatique du discours de Gérin-Lajoie, sa diffusion et sa reprise dans *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil* ainsi que la personnalité même d'André Patry que nous qualifions de posée, réfléchie et par conséquent en inadéquation avec l'agitation médiatique de la Révolution tranquille, tend à expliquer qu'il ait été dépossédé à tort de cette paternité. Pour de plus amples renseignements sur cette doctrine consulter : Guilmain, Sylvain. *Le Rôle de Georges-Émile Lapalme et André Patry dans la mise en place d'une politique des relations internationales du Québec (1960-1968)*, mémoire de Maîtrise, UQAM, 1999, 136 p ; Yannic, Aurélien. *Les relations internationales du Québec contemporain entre affirmation nationale et promotion de la francophonie*, mémoire de DEA, UTM, 2001, p. 43-85 ; ainsi que l'ouvrage récent d'Aird, Robert. *André Patry, et la présence du Québec dans le monde*. Montréal, VLB éditeur, chaire Hector Fabre d'histoire du Québec (UQAM) 2005, p 57-73.

¹⁵⁵Linteau, P-A ; Durocher, R ; Robert, J-C ; Ricard, F. *Histoire du Québec contemporain, T II, Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, (N^{elle} ed révisée), 1989, p. 747.

Parmi les universités fondatrices de l'AUPELF on trouva donc, les trois universités québécoises¹⁵⁶ de l'époque, la quasi totalité des universités françaises soit seize au total, les trois universités belges, mais une seule représentante de la Suisse¹⁵⁷. A ces universités occidentales il faut adjoindre également les six universités africaines existantes : Alger, Dakar, Elisabethville¹⁵⁸, Léopoldville¹⁵⁹, Rabat, Tananarive ainsi que celle de Beyrouth et celle de Port-au-Prince ainsi que différentes structures universitaires telle l'université de Téhéran ou gouvernementales venant du Cambodge, du Laos, du Gabon, de Tunisie qui vinrent à titre d'observateurs. L'AUPELF de conception laurentienne et assistée conjointement par la France et l'Afrique naquit sous les auspices de ce que l'on nommerait plus tard, l'espace francophone dont le Conseil d'administration de l'association allait être en grande partie représentatif, comme en atteste la photographie ci-après.

Figure 4.7- Première réunion du CA de l'AUPELF à Montréal



¹⁵⁶C'est à dire l'université de Montréal, l'université Laval, l'université Sherbrooke, auxquelles il faut adjoindre, les deux autres universités de langue française que comptait le Canada français c'est à dire l'université Saint-Joseph, du Nouveau-Brunswick et l'université d'Ottawa, auxquelles il est possible d'ajouter les départements d'études françaises des universités anglophones de Mc Gill, Queen's, Toronto, Vancouver.

¹⁵⁷Il s'agissait de Fribourg, celles de Genève, Lausanne et Neuchâtel n'y adhèrent que plus tard, craignant sans doute que l'AUPELF ne soit qu'une organisation éphémère, les exemples d'échecs complets ou relatifs ne se limitaient pas à la seule UCF.

¹⁵⁸Université de Lubumbashi.

¹⁵⁹Université de Kinshasa.

Si l'AUPELF bénéficia d'appuis réels, elle naquit pourtant sous le signe de l'ambiguïté, dans un contexte historique où l'Empire français n'en finissait plus d'agoniser, obscurcissant pour de longues décennies et pour des millions de francophones, la notion même de francité et par glissement lexical et sémantique, la francophonie elle-même, malgré les cautions cumulatives du Québec, de Senghor, de Bourguiba, de Diori et de Sihanouk... Cette OING prit ses marques dans un "*monde francophone*" qui s'éveillait à lui-même en tentant une voie nouvelle, non plus stricto sensu française, mais francophoniste c'est à dire très différente des deux échecs successifs que furent l'Union Française sous la IV^e République ou la Communauté française sous la V^e, sorte d'emplâtre et de placebo d'Empire.

Ce renouvellement et cette évolution de la francité qu'incarne l'AUPELF et dans une moindre mesure l'UCF, peu de personnes en France étaient, semble-t-il, disposées à l'initier ou à l'accompagner contrairement au Québec, les enjeux n'étant pas les mêmes et cela pour deux raisons majeures. La première est due à la sensation d'échec pour réformer les relations juridiques et symboliques de la France et de ses anciennes colonies. L'amertume de la France coloniale finissant non sans une troublante équivoque, par rejoindre le camp adverse des anticolonialistes qui selon un comportement quasiment pavlovien finirent chez certains, par exprimer au mieux un sentiment de méfiance, au pire une phobie systémique envers toutes les formes de partenariat francophone culturel, coopératif ou autre ; l'ombre du néo-impérialisme culturel étant l'anathème suprême, des deux blocs. La seconde raison tout aussi importante, peut-être même davantage, car elle nécessite une maturation intellectuelle et collective plus grande sur le plan identitaire est que la francophonie est une autre façon de définir sa propre identité par rapport à sa langue, à sa culture et sa relation à l'altérité francophone ; manifestement, la France n'y était pas disposée collectivement, comme c'était le cas au Québec. Ceci peut expliquer l'indifférence, pour ne pas dire le désintérêt de la France et de la plupart des Français, à l'exception d'une poignée d'hommes influents, tels Bernard Dorin, Philippe Rossillon, Jean-Daniel Jurgensen, Martial de la Fournière, Xavier Deniau, Pierre-Louis Mallen¹⁶⁰..., pour cette francophonie égalitaire et fraternelle, où Paris et l'Hexagone ne seraient plus

¹⁶⁰La liste que nous donnons ne se veut pas exhaustive ou définitive, elle n'a d'autre but que de personnifier un mouvement flou et malgré nos recherches dans les différents fonds d'archives elle demeure malheureusement incomplète et tributaire de la source orale et des témoignages de personnes tels Jean-Marc Léger, André Patry, Louise Beaudoin, ... A ce jour, la synthèse la plus aboutie pour aborder la composition et les motivations de ce groupe est celle de P-A Comeau et J-P Fournier, *Le Lobby du Québec à Paris*.

désormais que le premier carrefour convergeant et naturel des francophones, une sorte d'*alma mater* civilisationnelle, mais non tutélaire et s'enrichissant elle-même de cette altérité issue de la *francophonie*¹⁶¹. Cette hypothèse que nous formulons, nous a été à maintes reprises suggérée lors des différents entretiens que nous avons réalisés¹⁶² depuis notre maîtrise. Sans tomber dans le piège du dénigrement systématique ou du masochisme spéculaire, si chers aux "déclinologues"¹⁶³, il nous semble troublant que la France républicaine et gaulliste n'ait pas su relayer pleinement, l'incroyable potentiel que la francophonie pouvait revêtir dans un monde enfermé dans la bipolarité, en prenant des mesures plus volontaristes¹⁶⁴.

Jamais la francophonie que ce soit du temps de l'AUF ou plus tard, ne fut présentée, vécue et même perçue par l'opinion publique française ou bien par les médias comme elle le fut au Québec, du moins pour la période qui nous intéresse¹⁶⁵. Car comme nous le déclara J-M Léger : « *Pour le Québec, la participation au mouvement francophone est évidemment une nécessité. Il doit plus que tout autre être aux avant-postes des initiatives qui s'inscrivent sous l'égide de la francophonie et l'AUF en fut une des plus brillantes*¹⁶⁶. » Les "silences" des médias français ou le ton particulièrement mièvre ou au mieux circonspect, de la plupart de la presse quotidienne nationale (PQN) et régionale (PQR) ou même magazine en matière de francophonie, semblent prouver que la France et les Français dans leur écrasante majorité, ne semblent pas partager l'opinion du très francophile J-M Léger¹⁶⁷ ou d'un Pierre Lazareff déclarant à Montréal, en novembre 1959 être partisan du projet d'une communauté mondiale des parlants français dont la future AUF serait la pierre de voûte :

¹⁶¹Cf. la définition que nous en donnons dans le chapitre I.

¹⁶²Parfois même explicitée sans détours par des étudiants francophones venant des quatre coins de la francophonie y compris du Québec, lors des cours sur la francophonie que nous avons donnés à des étudiants dans le cadre du mastère M2 du CETIA de l'Université Toulouse Mirail.

¹⁶³Baverez, Nicolas. *Les trente piteuses*. Paris, Flammarion, 1999, 288 p. ; *La France qui tombe*. Paris, Perrin, 2004, 134 p. ; Lambert, Christophe. *La société de la peur*. Paris, Plon, 2005, 197 p. etc.

¹⁶⁴Il s'en est fallu de peu que le projet même de la francophonie ne tourne court sans l'intervention particulière et in extremis de personnalités influentes notamment François Mitterrand en 1985-1986, lors du marathon du sommet francophone. Nous en verrons plusieurs exemples dans la partie II de notre thèse.

¹⁶⁵Depuis la deuxième partie des années quatre-vingt-dix, le Québec et plus spécialement son opinion publique semble moins réceptif à cette dernière. Nous souhaitons qu'une recherche additionnelle et complémentaire puisse confirmer ou infirmer notre hypothèse.

¹⁶⁶Propos tenus en entretien le 9 décembre 2005 confirmant d'autres déclarations orales et écrites à ce sujet cf. notamment Léger, J-M. *La Francophonie*, p. 127.

¹⁶⁷La francophonie est l'un des rares thèmes où les clivages idéologiques et politiques de la France (1962-1995) n'aient que peu de prégnance, à l'exception de la presse d'extrême-gauche qui lui voue une inimitié récurrente.

Messieurs, le monde français, c'est à dire le monde de la pensée façonné par la langue qui l'exprime, le monde qui se sent l'héritier de la culture, des traditions, de la civilisation, lié à cette façon de penser, reste vivant, ardent et se sent, plus que jamais solidaire dans un univers tragique où l'esprit est trop souvent dédaigné ou outragé. C'est ici, du Canada, qu'est partie l'idée d'un conseil supérieur des universités de langue française qui réunirait tous les représentants de toutes les facultés de France, du Canada, de Belgique, de Suisse française, des républiques africaines de langue française, du Maroc, de Tunisie, d'Haïti, du Vietnam, enfin de tous les pays qui dans l'univers, se tournent vers notre culture parce qu'elle correspond, dans son universalité, à leurs aspirations intimes. Ce haut conseil [AUPELF] puis les grandes associations [francophones] (...), formeront bientôt les fondements d'un monde français où se coudoieront des peuples aux personnalités les plus diverses mais dont les drapeaux côte à côte formeront l'arc-en-ciel de la pensée française, de cette vraie grandeur française dont on nous a redonné le goût¹⁶⁸.

A titre d'exemple, seul le quotidien *Le Monde*, sous la plume d'André Latreille, évoqua de façon approfondie et positive, la création de l'AUPELF et le rôle joué par le Canada-français et le Québec dans cette dernière : « *L'AUPELF est un magnifique projet, [l'implication du Québec] n'a pas peu contribué à créer l'atmosphère de fraternelle égalité et de collaboration confiante qui sera indispensable au fonctionnement de l'association.*¹⁶⁹ » Lorsqu'on étudie dans le détail les déclarations officielles ou privées de certaines personnalités françaises, telles Charles de Gaulle ou André Malraux et que l'on analyse ces propos sous l'angle d'un universalisme et d'un espace francophone, il apparaît distinctement que la francophonie et l'AUPELF plus précisément n'étaient pas "un énième machin" ou bien encore un cheval de Troie tricolore, mais bien un nouveau modèle opératoire sur le plan spatial, idéologique, culturel et social. Charles de Gaulle confia à Alain Peyrefitte le 7 mai 1963 : « *La francophonie est une grande idée, il faudra qu'un jour ou l'autre elle aboutisse. Je ne le verrai sans doute pas.* »¹⁷⁰ Le Québec, en appartenant de plein droit à cette dernière, plus encore que le Canada, de part sa langue, son histoire, son identité empreinte de francité et d'une créolité franco-américaine, comme le démontre les chapitres précédents se devait selon la pensée gaullicenne, de jouer un rôle efficient et d'initiative en ce domaine. Ce que toute autre ancienne puissance coloniale France incluse, ne pouvait s'aventurer à faire, de peur de discréditer le projet lui-même.

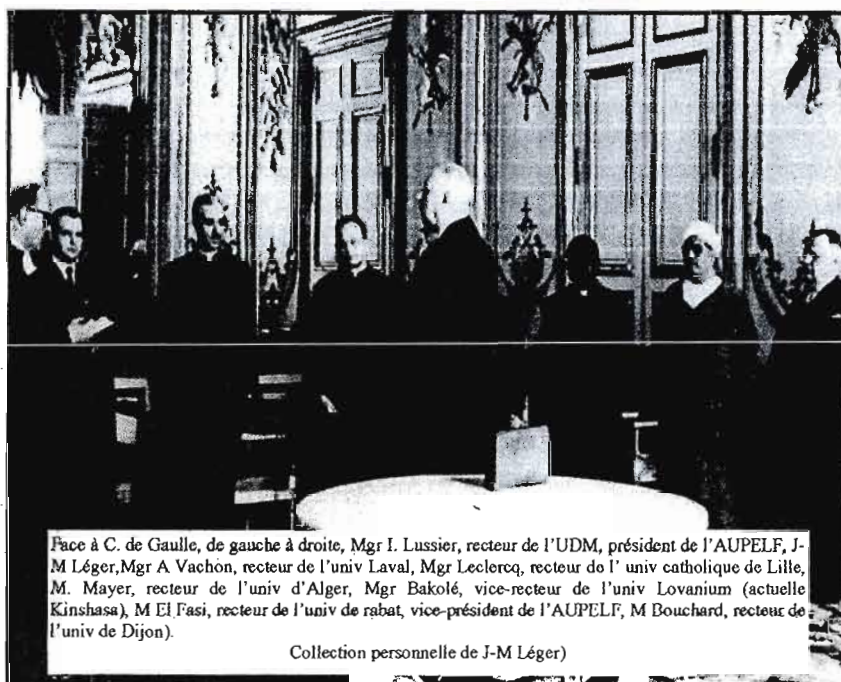
¹⁶⁸Conférence de Pierre Lazareff s'intitulant Questions de Presse et de Diffusion de la pensée française organisée à Montréal le 17 novembre 1959 p. 23-24, Fonds J-M Léger, ANQ, Montréal, P. 599 boîte 2.

¹⁶⁹André Latreille, « Réunis en congrès à Montréal : les représentants de quarante universités de langue française ont créé une association », *Le Monde*, 20 septembre 1961.

¹⁷⁰Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*, Paris, Gallimard, 2002, p. 1519.

Toujours à ce sujet, Charles de Gaulle disait : « [en matière de francophonie] *Il ne faut pas que nous soyons demandeurs* »¹⁷¹. Néanmoins, le général n'hésita pas à certaines occasions à appuyer ostensiblement l'AUPELF et les réalisations de ce qui allait devenir la francophonie : Libreville, Kinshasa Niamey,... Ainsi le 28 avril 1963, le Président de la République reçut en grand apparat au Palais de l'Élysée, comme en atteste la photographie ci-après, les membres du Conseil d'administration de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française qui venaient de participer à la première assemblée générale de l'AUPELF qui s'était tenue durant quatre jours à l'Université de la Sorbonne.

Figure 4. 8 - Le CA de l'AUPELF reçu à l'Élysée par le Général de Gaulle



La "relative discrétion" qu'eut le général de Gaulle vis-à-vis de la francophonie et de l'AUPELF prend une dimension nouvelle lorsqu'on relie cette dernière avec les deux échecs successifs de la communauté et de l'Union française. En outre, le fait que l'homme du dix-huit juin considérait à tort, les Québécois et dans une moindre mesure,

¹⁷¹Ibidem, p. 1519.

les Canadiens français comme des Français du Canada ne pouvait que le conforter dans ce "mutisme de façade"¹⁷² et lui faire garder le silence.

Il faut que [la francophonie] vienne du dehors, que ce soit mûri par des pays où on parle français et qui ne craindront pas d'affirmer leur attachement à la culture française. Il suffirait que nous fassions des avances dans ce sens, pour qu'on nous taxe de néocolonialisme.¹⁷³

Néanmoins, comme nous l'illustrerons et le démontrerons dans la Partie II de notre thèse, il organisait en coulisse les conditions nécessaires au développement de la francophonie, puisque cette dernière était l'espace naturel et organique du Québec, préoccupation majeure et récurrente du fondateur de la V^e République. Ce que désapprouvait dans sa démarche systémique et parfois frontale, l'ami de Senghor, Georges Pompidou qui déclarait : « *L'engouement du Général pour le Québec est une sorte de folie.* »¹⁷⁴

Le Québec, semblait donc être du moins pour de Gaulle, Malraux et leurs fidèles, le candidat idéal, tant sur le fond que dans la forme pour l'AUFELF, ainsi que pour penser et bâtir les soubassements de la maison commune que se voulait être la francophonie. André Malraux déclarait à ce sujet : « *Il ne s'agit plus pour le Québec (non plus que pour aucun autre pays de langue française) de "suivre" la France mais d'œuvrer "avec" la France à l'illustration des valeurs communes.* »¹⁷⁵ Ces propos furent tenus dans les locaux du siège de l'AUFELF à Montréal, comme l'illustre la photographie ci-après.

¹⁷²A ce sujet nous recommandons la lecture de l'excellent périodique, du Centre de recherche Lionel Groulx, *Les cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, dossier De Gaulle et le Québec, n°7, printemps 1997, Les publications du Québec, Outremont, 218 p. Et en particulier, les articles d'A. Peyrefitte : « De Gaulle, il y aura une république française du Canada » p. 13-24 ; B. Dorin, « Un combat de 40 ans pour la cause du Québec » p. 24-39 ; P-L, Mallen, « La dette de Louis XV » p. 39-59 ; C Morin, « L'impulsion », p. 63-67 ; J-M Léger, « L'action déterminante d'une petite équipe ». p.71-74 ; ibidem, « De Gaulle et l'accession du Québec à la scène internationale », p.108-115.

¹⁷³Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*. Gallimard, Paris, 2002, p. 1519. Propos du Général de Gaulle tenus selon l'auteur dans le salon doré du palais de l'Elysée après le conseil des ministres du 7 mai 1963.

¹⁷⁴Propos de Georges Pompidou, lors du Conseil des ministres du 10 novembre 1965, rapportés in Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*. p. 1538.

¹⁷⁵Propos d'André Malraux rapportés par J-M Léger dans : *André Malraux, parmi nous : Ce que nous pouvons faire ensemble*. Editorial du Devoir du mercredi 16 octobre 1963.

Figure 4. 9 - Visite d'André Malraux à l'AUPLEF sur le campus de l'UDM le 15 octobre 1963



Si l'on dépasse le stade du simple constat ou de la stigmatisation à minima, de la distorsion des discours et des actes qu'il s'agisse de l'AUPLEF ou plus largement du mouvement francophone à venir, nous pensons que cette dichotomie renvoie à la nature même du projet et à la polysémie de la francophonie¹⁷⁶. Cette dernière expliquant pour une bonne partie, pourquoi la francophonie est vécue et perçue de façon très variable si l'on est Québécois, Africain, Français, Européen... L'une des grandes avancées de l'AUPLEF, du point de vue organique fut son mode de fonctionnement logistique qui en reposant sur la décentralisation put, véritablement, agir et représenter chacune des aires culturelles d'expression française à travers le monde et donner du sens à la notion d'interculturalité. Assurant ainsi, un compromis synergique entre deux écueils récurrents des OING, en particulier francophones, l'excès de centralisme et l'atonie de la décentralisation, synonyme d'anémie budgétaire et de dérives népotiques et clientélistes¹⁷⁷. A cette fin furent créés plusieurs bureaux, un pour l'Europe à Paris en 1965, un à Dakar en 1974, un à Montréal en 1987, ainsi qu'un à Port au Prince pour la Caraïbe la même année et enfin un à Hanoi, dans les années quatre-vingt dix.

¹⁷⁶Jusqu'à présent les études sur la francophonie n'intègrent pas suffisamment cette approche ce qui est d'autant plus ardu à faire lorsqu'on se limite à utiliser les outils méthodologiques et les calques empiriques de l'histoire politique du XX^e siècle puisque la francophonie et le Québec sont ou furent la plupart du temps des contre modèles pour les raisons que nous avons développées dans les sous-parties précédentes.

¹⁷⁷Cette qualité de l'AUPLEF aura tendance à s'étioler à la fin des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix.

A la fin de la période qui nous intéresse soit 1995, l'AUPELF était forte d'environ cent cinquante universités entièrement ou partiellement de langue française, de plus de quatre cents membres associés¹⁷⁸ et organisait plus d'une cinquantaine de colloques internationaux, presque autant de séminaires régionaux ou internationaux et avait publié plusieurs centaines d'ouvrages : revues, périodiques, monographies, essais, Toutefois, ceci se fit progressivement et si la réussite de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française est indéniable, elle repose avant tout, sur le soutien massif d'hommes et de femmes du monde universitaire implantés à travers le monde et sur la bienveillance financière et logistique de certains Etats, le témoignage de Jean-Marc Léger est plus qu'éclairant à cet égard.

Tout cela ne s'est pas fait sans quelque mal, et n'aurait pas été possible sans les soutiens d'universitaires d'une part et l'appui généreux et éminemment respectueux de l'autonomie de l'association, de plusieurs gouvernements francophones. En premier Québec et Paris puis, Bruxelles et Ottawa mais aussi certains gouvernements africains¹⁷⁹.

Contrairement donc aux OING protofrancophones ou préfrancophonistes, l'AUPELF put compter sur un budget significatif et régulier qui reposa de plus en plus au fil des décennies, sur le Fonds international de coopération universitaire (FICU) créé à Liège en octobre 1967 par le Conseil de l'association, à l'initiative de Jean-Marc Léger¹⁸⁰. Il était alimenté par certains gouvernements de pays francophones et dans une moindre mesure, par des sociétés privées. Le graphique ci-après démontre la capacité de l'AUPELF à s'assurer au fil des ans, un financement indispensable à la mise en place des premiers programmes de la francophonie universitaire et coopérativiste. Malgré la très forte augmentation de son budget et la diversification de ses sources de financement dont le Québec fut l'inspirateur, elle n'eut pas toujours les recettes suffisantes pour faire face à la fois, au surcoût d'une implantation internationale décentralisée, à l'inflation post choc

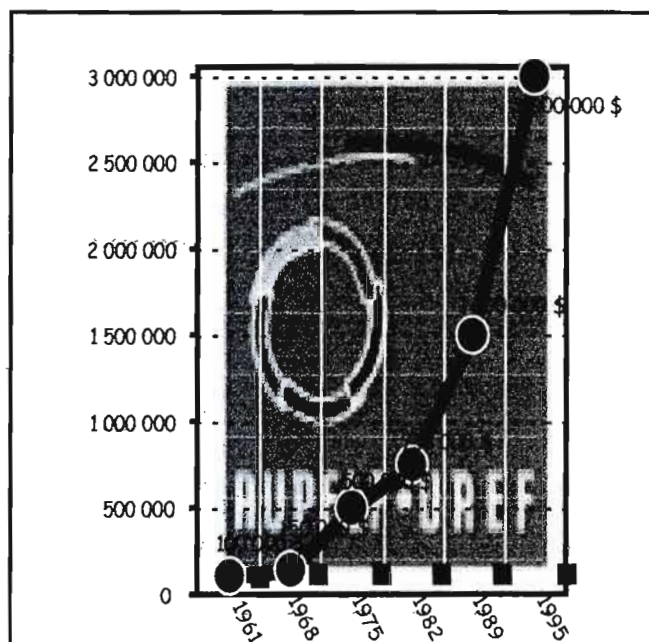
¹⁷⁸Parmi lesquels on dénombrait des départements, des centres de recherche, des laboratoires, des UFR, des centres universitaires d'études françaises ...

¹⁷⁹Entretien J-M Léger 9 décembre 2005. Lorsque J-M Léger évoque l'Afrique, il renvoie notamment à la contribution financière du Royaume Chérifien transmise par le Recteur Mohammed El Fasi et versée par Hassan II, Roi du Maroc.

¹⁸⁰Le FICU fut dirigé de façon tripartite afin d'assurer une représentation équitable entre le Conseil de l'AUPELF, les gouvernements francophones apportant leur contribution financière et le secteur privé. Pour de plus amples renseignements sur le FICU, son financement, ses bénéficiaires, les programmes soutenus, nous renvoyons à AUPELF-URE, *Guide de l'usager des programmes du FICU*, Montréal, AUPELF-UREF, 1998, 154 p. Ce vade-mecum du Fonds ne fut pas diffusé en dehors de l'AUPELF.

pétrolier et à une diversification de ses programmes dès la fin des années soixante qui devait s'accélérer durant les années 1970 et 1980

Figure 4.10 - Le budget de l'AUPELF de 1961 à 1995 (en dollars canadiens)



Graphique établi par nos soins à partir des bilans comptables de l'AUPELF pour la période 1961-1995 et les recherches de Richard Jones op.cit. Les montants indiqués tiennent compte des financements du FICU, et des projets co-développés en partenariat avec l'ACDI et l'ONUESEC.

A ce propos, dès le printemps 1967, J-M Léger mettait pourtant en garde le conseil d'administration de l'association contre l'éparpillement et l'asphyxie de la toute jeune AUPELF : «*Le risque de dispersion contre lequel il faut se prémunir est bien réel, d'autant que nombre de tâches amorcées exigent encore, pour être menées à bonne fin, un effort considérable*¹⁸¹.» En ce domaine à nouveau le Cercle et l'Etat du Québec eurent un rôle exemplaire en donnant à l'association francophone, les moyens nécessaires à la matérialisation de la francophonie contemporaine, lui assurant appuis et soutiens humains, financiers¹⁸² et logistiques. à sa création, ainsi qu'une première impulsion à la pérennité financière et logistique.

¹⁸¹AUPELF, *Rapport moral de l'association*. Conseil d'administration, Québec, 27-7 mai 1967, p. 3.

¹⁸²A ce sujet, nous signalons que la monnaie utilisée pour calculer les cotisations, le budget, ... n'était pas le franc français ou une autre monnaie mondiale comme le dollar américain mais bel et bien la devise canadienne, en raison du choix de Montréal comme siège international de l'AUPELF. Ce qui ne fut pas sans conséquence pour la vie même de l'association qui voyait son budget varier considérablement en raison de l'inflation galopante et de la fluctuation des monnaies.

Dès les tous débuts donc le Québec, à l'initiative de Georges-Emile Lapalme, ministre des Affaires culturelles du gouvernement Lesage accorda une substantielle subvention renouvelable de 50 000 dollars canadiens, alors que la participation statutaire des membres était fixée à 100 dollars¹⁸³. Ceci démontre l'intérêt, les perspectives et la capitalisation québécoise faite sur le potentiel et l'appartenance que rendait possible cette primo organisation francophone de plein exercice. Il déclara à ce sujet, lors d'un dîner donné à Montréal par les universités franco-canadiennes à l'occasion du Congrès fondateur de l'Association en septembre 1961: « *Le temps du maquis est terminé (...)* Nous en sommes à un point où nous ne voulons plus rester enfermés à l'intérieur des frontières, nous voulons nous extérioriser¹⁸⁴. » L'AUFELF put ainsi grâce au Québec, dans un cadre financier mesuré mais pérenne répondre aux besoins urgents d'universités d'Afrique, du Maghreb, des Antilles, de l'Océan indien ou de l'Asie du Sud-est¹⁸⁵ durant toutes les années soixante. Palliant ainsi à la principale faiblesse de l'Union culturelle française, à savoir agir concrètement et donner du sens et de la lisibilité à ce rassemblement des parlants français que le Québec appelait de ses vœux, grâce à l'action permanente et structurée de son Cercle.

Le choix de Montréal comme siège du bureau de l'Association en Amérique du Nord, alors que son siège international s'y trouvait déjà, du point de vue des symboles atteste l'importance assumée du Québec dans cette organisation, et de l'implication de l'Université de Montréal dans ce projet francophoniste qu'elle appuya financièrement et humainement. Le témoignage de Jean-Marc Léger s'avère encore une fois clef, pour comprendre le cheminement et la spécificité de la francophonie aupelfienne: « *C'est l'AUFELF qui a le mieux traduit à mon sens, l'esprit originel de la francophonie et qui continue de correspondre le mieux à ses idéaux.*¹⁸⁶ » ou encore: « *L'AUFELF n'est pas*

¹⁸³Cette somme pouvait atteindre 300 dollars canadiens en fonction du nombre des étudiants. Payée par exemple par l'Université de la Sorbonne. Les cotisations des universités représentaient environ 10% du budget de l'AUFELF.

¹⁸⁴Propos tenus lors d'un dîner préparatoire organisé par les universités franco-canadiennes, cités dans un article du *Devoir* en date du 11 septembre 1961 s'intitulant « Lapalme: nous aiderons les universités françaises »

¹⁸⁵Nous n'effectuerons pas la liste ni l'étude des actions concrètes de l'AUFELF, cette problématique nécessiterait, au moins une maîtrise et ne concerne qu'indirectement notre recherche mais nous souhaitons souligner que le Québec que les historiens et les vulgarisateurs de la Révolution tranquille présentent comme à peine sorti de l'archaïsme et du duplessisme, possède une extrême proximité avec l'Afrique en particulier noire grâce au Cercle québécois sans que cela soit réductible à la question du sentiment avéré ou fantasmé du fait colonial. Ce partenariat Québec-Afrique des années soixante allait par la suite se distendre pour finalement atteindre un climat de tension et d'exaspération lors de l'affaire du statut du Québec dans la francophonie que l'on désigne par « La crise des grands blancs. »

¹⁸⁶Léger, Jean-Marc. *Le temps dissipé*, p.372.

*un instrument de défense de la langue française, c'est une entreprise vouée au rayonnement de la culture française.*¹⁸⁷ » Ce sentiment fut semble-t-il unanimement partagé par le *Cercle québécois* à la recherche d'une nouvelle identité et d'un nouveau contrat social ou par les Africains et les africanistes, instigateurs de toutes les indépendances francophones.

Le rôle déterminant du Québec et de son cercle dans la naissance et les premiers pas de l'AUPELF ne posa semble-t-il pas de problème existentiel ou identitaire majeur à Ottawa, puisque le ministre fédéral des Affaires Extérieures Noël Dorion appuya politiquement et financièrement, cette entreprise portée par la "Belle province" en son nom personnel et en celui du gouvernement fédéral¹⁸⁸. *Le Devoir* en atteste publiquement, en septembre 1961 en publiant les propos sans équivoque de ce dernier : « *Nous voulons marquer l'intérêt de notre gouvernement pour le dualisme culturel canadien et plus précisément la francophonie internationale.*¹⁸⁹ » En cela, il concrétisait, l'engagement de principe prit en avril 1961 par son prédécesseur Howard Green, de favoriser les échanges culturels entre les universités francophones, en plaçant les moyens et les financements fédéraux au service des provinces puisque l'éducation et la culture étaient des compétences qui leur étaient exclusivement dévolues, conformément au partage des pouvoirs effectué en 1867.

« *L'AUPELF une puissante idée venue du Québec.* »¹⁹⁰

Roger Champoux

4.3.2 - Conséquences et bilan de la participation du Québec à l'AUPELF.

A travers les paragraphes suivants, nous comptons démontrer que le Québec après avoir joué un rôle crucial dans la création et les débuts de l'AUPELF, grâce à l'appui de l'Afrique noire et de la France fut partie prenante de toutes les modernisations et

¹⁸⁷ Léger, Jean-Marc. *La francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*. p. 90.

¹⁸⁸ Quelques mois auparavant, lorsque Ottawa instaura un programme de bourses pour les pays du Commonwealth, les organismes francophones, l'UCF en tête réclamèrent que le gouvernement fédéral mette en place au plus vite, un programme de bourses à destination de l'Afrique francophone et dans une plus grande mesure que ce continent bénéficie lui aussi des subsides et de l'appui du Canada.

¹⁸⁹ *Le Devoir*, 9 septembre 1961 « Ottawa appuie le projet d'une association internationale des universités françaises ».

¹⁹⁰ Titre de l'éditorial du quotidien *La Presse* du 12 septembre 1961.

évolutions que connut la première véritable association pouvant se réclamer pleinement de la francophonie. Sans retracer le fil événementiel de l'association, ni établir la liste exhaustive des actions qu'elle mena, ni expliciter narrativement le pourquoi et le comment de ses différents changements de nom¹⁹¹, ce qui dépasse le cadre de notre problématique et fut d'ailleurs accompli pour partie pour la période 1961-1987 par Richard Jones¹⁹², nous choisirons à travers des exemples significatifs, (financements, statuts, ...) d'illustrer l'apport du Québec à l'AUFELF et réciproquement. L'Etat fleurdélié fit toujours en matière de langue ou de champ de compétences réservées, dans son propre intérêt une lecture au pied de la lettre de l'AANB et plus tard, à la virgule près une fois la Révolution tranquille enclenchée. S'il manifesta toujours une réelle volonté d'affirmation et plus encore, un attachement indéniable à sa langue et à sa culture comme nous l'avons établi dans le chapitre I, le cadre juridique et argumentatif auquel le Québec se réfère pour participer et peser en francophonie, ne repose pas uniquement sur la coutume ou la tradition, mais également sur la seule valeur identitaire qui ne fut jamais exclue de la canadianité contemporaine, c'est à dire le respect du dispositif et des fondements démocratiques d'un abstrait vivre ensemble canadien. En effet, si la biculturalité, la théorie des peuples fondateurs ou celle de la société distincte peuvent être contestées ou même dénoncées en tant qu'archaïsmes, il en est une qui ne souffre aucune critique du moins en apparence, c'est la dimension démocratique du Canada et de ses institutions fédérales¹⁹³.

¹⁹¹ AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française), AUPELF-UREF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, Université des réseaux d'expression française) AUF (Agence universitaire de la francophonie)

¹⁹² Richard, Jones. op. cit.

¹⁹³ Nous précisons à toutes fins utiles que cette note n'ambitionne pas de rayer le Canada de la liste déjà trop courte des Etats démocratiques mais plutôt, de battre en brèche l'idée reçue qu'il serait le champion naturel, abouti et de longue date de la démocratie occidentale, grâce aux actions cumulées de Lester Pearson, de l'enchaînement dans la constitution canadienne de la Charte des droits et libertés, du vote de lois sociétales progressistes ... Car en étudiant dans le détail la vie démocratique interne du Canada, plusieurs incohérences de poids apparaissent. En premier lieu, le Canada s'estime l'héritier du juridisme européen et par lignage direct de la démocratie britannique qu'il proclame être le summum du genre, même si le Canada attendit finalement 1982 pour bénéficier enfin d'une souveraineté constitutionnelle réelle et achevée, au nom même de cette incarnation westminsterienne de la démocratie. Autre contradiction de taille, le Canada tout en n'adhérant pas au dualisme franco-britannique prétend toutefois opérer un syncrétisme juridique compulsant juridicité de droit français et anglo-saxon, ayant intégré le code napoléonien et repris officiellement le principe de Montesquieu de la stricte séparation des pouvoirs, bien que cette dernière n'existe pas à proprement parler puisque la limite entre exécutif, législatif et judiciaire est des plus poreuses et finalement tourne à l'avantage de l'exécutif. Ce qui pour un régime se réclamant du parlementarisme britannique ne diffère guère d'une constitution présidentielle. En outre, le gouvernement du Canada a procédé à une refonte constitutionnelle unilatérale de la fédération en 1982 en faisant du Canada une fédération par un passage en force, malgré les réserves émises par Elisabeth II et la désapprobation unanime du Québec. Enfin, le Canada est la seule entité politique occidentale qui a remis en question, le principe mondialement reconnu du libre choix des peuples à disposer d'eux-mêmes, avec la promulgation de la loi C20.

Ce qui allait se muer en un authentique tabou national, avec la mise en place successive des gouvernements Trudeau et du multiculturalisme unifolié. La participation du Québec à la francophonie repose évidemment sur une filiation culturelle et une communauté linguistique indéniable, mais n'est pas réductible à une forme moderne d'ethnisation ou de tribalisme francophone et cela pour deux raisons. La première est que la francophonie dès l'AUFELF appelait à un dialogue et à une diversité culturelle, et la seconde que le Québec souhaite être un acteur plein et entier de cette dernière, en vertu du cadre et d'une stricte application juridique de l'AANB, cadre originel du Canada et des rapports entre le gouvernement d'Ottawa et les provinces. La "doctrine Gérin-Lajoie" en donne une assez bonne idée, à travers le principe de l'externalisation des compétences provinciales en matière d'éducation, de culture et donc de langue. Cet aspect est souvent sous évalué dans les recherches en sciences humaines qu'il s'agisse de droit, d'histoire ou de sociologie, à l'exception de la thèse de Françoise Epinette¹⁹⁴.

L'AUFELF, n'est certes pas une instance gouvernementale internationale comme le seront plus tard l'ACCT ou l'OIF, mais elle est un exemple tout à fait intéressant et réussi d'activisme et de promotion de la francophonie portés par le Québec où les instances gouvernementales jouèrent évidemment un rôle, comme nous l'avons constaté précédemment. L'*américanité* de l'entité québécoise n'était manifestement pas une priorité de l'époque et par ricochet atteste que la francophonie n'est pas un espace récent ou mineur de l'expression québécoise, mais bien son pré carré naturel et organique¹⁹⁵. Le Québec sut unir les déclarations d'intentions, les communiqués de presse apologétiques dont nous avons cités quelques exemples dans la partie précédente, à l'aspect financier et à l'épineuse question des ressources.

¹⁹⁴Epinette, Françoise. *L'Accession démocratique du Québec à la souveraineté nationale. Le défi du parti québécois*. Thèse en droit Université de Paris I, 1996, 478 p.

¹⁹⁵Dans le débat sur la "participation" du Québec à l'ONUEC qui vient à peine de s'achever, la francophonie fut à nouveau citée comme exemple de l'instance internationale la plus poussée de la présence internationale du Québec. A ce propos nous conseillons la lecture de l'article de Martin Ouellette s'intitulant « UNESCO: un moment historique : Harper et Charest se félicitent de l'accord conclu hier » paru dans *le Devoir* dans l'édition de fin semaine des 7 et 8 mai 2006 dont l'introduction commence par ces mots : « le Québec n'a pas obtenu une place « analogue » à celle qu'il occupe au sein de la Francophonie, soit celle d'un « gouvernement participant », comme le chef conservateur Stephen Harper l'avait promis en campagne électorale. Mais il aura son « représentant officiel » au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO ».

Le demi-échec de l'Union culturelle française, confrontée à une incurie budgétaire systémique avait démontré du côté québécois à quel point, les meilleures intentions et le soutien le plus large et le plus prestigieux, sans des financements réguliers et pérennes menaient dans l'impasse, portant préjudice au projet lui-même. Ce qu'atteste une déclaration de Jean-Marc Léger, au Conseil d'administration de l'association remontant à mai 1968 :

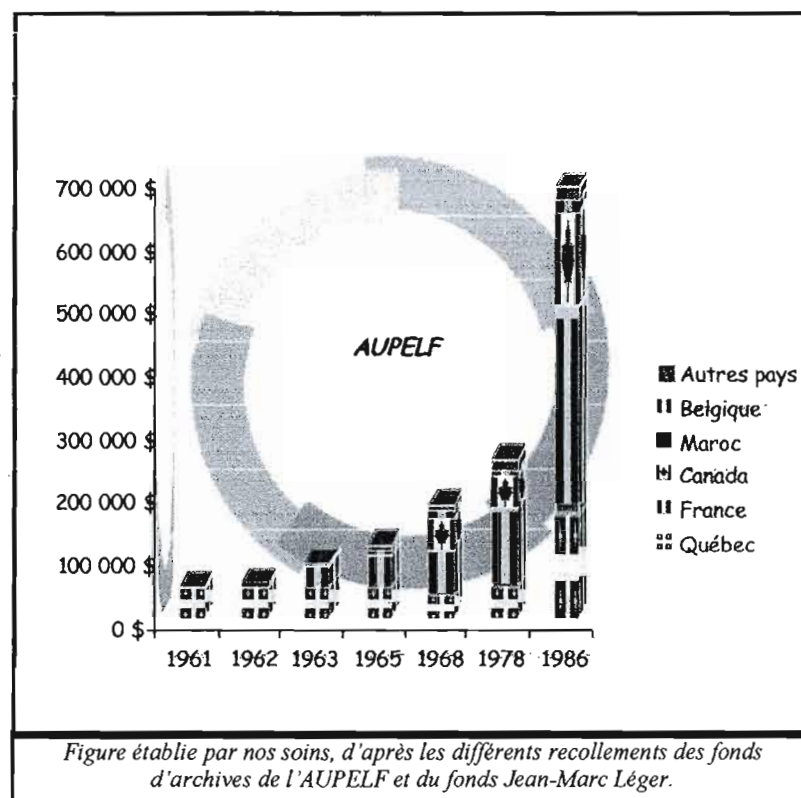
Il importait au début d'aller relativement vite, de profiter à plein d'un élan et d'un climat, de créer des instruments de travail multiples..., de doter le plus tôt possible l'AUPELF de structures et de moyens d'agir..., afin que l'Association prennent ainsi "date" en quelque sorte et soit équipée pour demain¹⁹⁶.

Comme l'illustre la figure 4.11 - ci-après, le gouvernement du Québec fut le premier et durant plusieurs années le plus généreux contributeur étatique de l'AUPELF, loin devant le Canada et la France. Les données financières que nous présentons, ne tiennent compte que des financements gouvernementaux et démontrent que si l'AUPELF fut bel et bien la première ONG de la francophonie, il s'agit d'une structure particulièrement bien dotée par les Etats notamment par le trio Québec-France-Canada. A ce financement québécois il faut ajouter les montants des cotisations des universités francophones de la province, le soutien logistique et humain fourni par l'Université de Montréal et enfin les financements privés de grandes entreprises québécoises que parvint à obtenir Jean-Marc Léger ainsi que les ressources du Fonds international de coopération universitaire (FICU). Si le premier budget de 1961-1962 peut à juste titre sembler modeste au regard du montant qu'il atteint dans les années quatre-vingt-dix, les sources de financement en provenance du Québec et notamment de son gouvernement furent décisives car elles correspondent aux premiers deniers de l'association¹⁹⁷.

¹⁹⁶Léger, Jean-Marc. Conseil d'administration de Lyon, 6-8 mai 1968, in Richard Jones, *L'AUPELF une idée en marche*. p. 39.

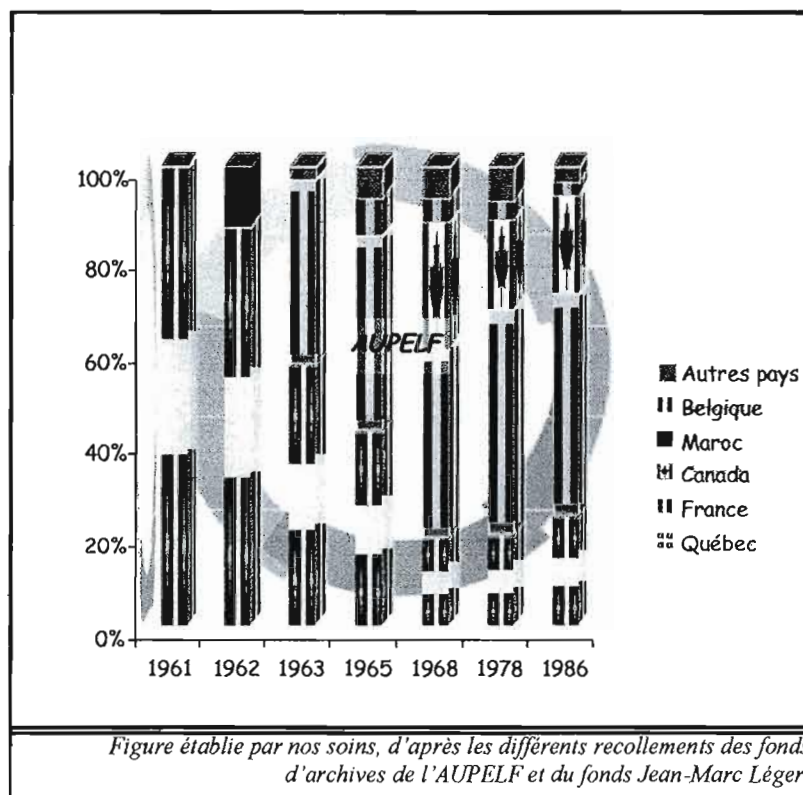
¹⁹⁷Ce fonds stagnait à 100 000 dollars canadiens il dépassa finalement en 1995 les 3 000 000 millions de dollars canadiens. Cf. La figure 4.10- *Les ressources de l'AUPELF au fil des décennies*.

Figure 4.11- Le poids financier du Québec et des différents gouvernements dans l'AUPELF de sa fondation au premier Sommet de la Francophonie.



A travers le graphique suivant, nous avons souhaité insister sur le fait que le Québec initiateur et premier contributeur du projet, verra au fur et à mesure de la construction de l'association et du mouvement francophone, la part de sa contribution diminuer non en valeur, l'augmentation étant la règle durant toute la période 1961-1995, mais en pourcentage. Les exceptions que sont les années 1968 et 1986, baisse sensible pour la première et forte hausse pour la seconde, résultent de la chronologie de l'aire francophoniste et non d'une refonte de la politique québécoise en matière de francophonie. La première s'explique par la création effective du FICU, véritable ballon d'oxygène pour l'AUPELF dans lequel Québec verse plusieurs dizaines de milliers de dollars par an. La baisse de la quote-part en valeur du Québec n'est donc que virtuelle puisque in fine, le montant global de l'effort gouvernemental québécois progresse très nettement ; la forte hausse de 1986, année où le gouvernement du Québec versa 162 000 \$ canadiens soit plus de 110 000 \$ correspond à l'aboutissement des partisans de la Francophonie, c'est à dire une francophonie politique avec le sommet de Versailles.

**Figure 4.12 - L'impact financier de l'Etat du Québec au sein de l'AUPELF
et des différents gouvernements contributeurs en terme de pourcentage**



A travers ce deuxième graphique consacré au financement de l'AUPELF, on constate clairement que l'incidence financière du Québec fut majeure et vitale durant plus de 5 ans, constituant plus de la moitié des recettes étatiques de l'association. La diminution ou le recul budgétaire que l'on constate sur le graphique au milieu des années soixante, ne correspond pas à un désengagement du rôle de l'Etat du Québec pour l'AUPELF ou à un changement de cap, mais tient compte de l'effort financier que la vieille capitale a concédé à l'instauration du FICU créé en 1967. Son premier budget débutera en 1968 et l'Etat fleurdélié fut l'un de ses principaux contributeurs ; les entreprises du Québec y participant à hauteur de 10 000 \$ canadiens, soit la hauteur de l'aide financière consentie par la Belgique durant la majeure partie des années soixante et soixante dix. Par conséquent, loin d'être un recul, il s'agit en réalité d'une augmentation globale de la contribution étatique québécoise que perçoit l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française.

Les dix-huit premiers mois de l'AUPELF soit de 1961 à 1963, appelés à raison par Jean-Marc Léger « *la phase de démarrage de la francophonie* »¹⁹⁸ furent également ceux d'une intense québécutude pour l'association ; son siège, son financement¹⁹⁹, ses dirigeants étaient Québécois. En outre, Québec fut le premier gouvernement à accorder un statut juridique à l'association, bien avant Paris, Ottawa ou Dakar. La seconde phase qui se déroula de 1963 à 1966, correspondit aux premières réalisations francophonistes de l'association, notamment en Afrique et dans les pays francophones les plus défavorisés, il s'agit d'un cycle « *de création, d'accomplissement, de services* »²⁰⁰. » Sans l'apport et les soutiens du Québec tant officiels, qu'universitaires, privés ou individuels, ceci aurait été inenvisageable. L'AUPELF qui par consensus est considérée comme l'une des réussites majeures de la francophonie des deux premières décennies, put à ce titre participer de plein droit aux Sommets des Chefs d'Etat ayant le français en partage. Même si cela fut souvent "omis" par la suite, l'AUPELF et le Québec entretenirent conjointement une relation intense et particulière qui eut tendance à se normaliser, puis à se miroriser, au fur et à mesure que le Québec obtenait une reconnaissance francophone plus large, et que la francophonie elle-même se consolidait avec d'autres partenaires, tels la Belgique, Monaco, la Suisse, ...

Les années soixante-dix, quatre-vingt virent la multiplication des programmes de coopération, l'extension continue et tout azimut des champs d'intervention de l'AUPELF et des partenariats. L'Association francophone passa des dizaines d'accords avec notamment l'AIU, la Fédération internationale des universités catholiques (FIUC), l'Association des universités du Commonwealth britannique (AUCB), l'Union des universités latino-américaines (UUL), la Conférence des Recteurs européens, les Conférences de France, de Belgique de Suisse, le Conseil Africain et Malgache de l'enseignement supérieur (CAMES), l'Association des universités africaines (AUA), la Conférence des Recteurs des universités africaines francophone (CRUA), l'Organisation arabe de l'éducation, de la culture et de la science (OAECS), l'ACCT, l'OCDE, l'ONUESC²⁰¹...

¹⁹⁸Entretien 9 décembre 2005.

¹⁹⁹Comme le rappelle les graphiques 4.11 et 4.12.

²⁰⁰J-M Léger, *Rapport général d'activité*, Conseil d'administration de l'AUPELF, Rabat, 23-25 septembre 1964, p. 8.

²⁰¹Après de laquelle, l'AUPELF obtint le statut A ou « d'association et de consultation » en juin 1972. Ainsi, elle passait de la catégorie C au rang le plus élevé pour une ONG.

La multiplication des programmes et des accords alla de pair avec une augmentation très forte du nombre des membres de l'association francophone. Mai 1968, ayant fait exploser à la hausse le nombre des universités, en France et dans le monde, le chiffre des adhérents de l'association fit plus que doubler entre 1965 et 1985. En outre, cette croissance soutenue fut elle-même renforcée par l'adhésion des départements de français et des centres d'études de civilisation française des universités allophones.

Le Québec, à l'exception de J-M Léger, toujours fécond en projets²⁰² et réformes en faveur du fait francophone, accompagna davantage qu'il ne suscita les évolutions de l'association après 1970. Son départ progressif pour la haute fonction publique fleurdéliée²⁰³ bien qu'il soit remplacé par Michel Tétu²⁰⁴ accentua selon nous, cette décélération du Québec et des institutions québécoises au sein de l'AUPELF. Enfin, les renouvellements successifs du conseil d'administration, l'ouverture à travers le monde de nombreux bureaux de l'AUPELF diminuèrent d'autant l'importance et l'influence de la "gens laurentienne" et finit par redonner au Québec une place plus en accord avec son poids démographique et son ascendant réel au sein de l'espace francophone. Néanmoins, à défaut de n'être plus la matrice ou le fer de lance de l'Association, à chacun de ses grands tournants, Québec soutint ses évolutions et lui servi de plate-forme ou d'hôte. Cela fut notamment le cas, lorsqu'en 1972 se déroula du 20 au 27 mai à l'Université Laval, à l'initiative de Michel Tétu soutenu par J-M Léger, la première rencontre mondiale des départements d'études françaises des universités non francophones²⁰⁵ consacrant une nouvelle ouverture de l'AUPELF, en direction de la *francophonie* et de tous les parlants français que l'on commençait désormais, à appeler francophones.

²⁰²En Avril 1968 par exemple, J-M Léger convoqua à Paris, la première réunion de l'*Union culturelle et technique de langue française* qui était un rassemblement d'associations en faveur de la langue et de la culture française afin de créer une « ONG de la francophonie »

²⁰³Il devint notamment Délégué général du Québec à Bruxelles en 1978, fragilisa l'influence québécoise au sein de l'Association.

²⁰⁴Pour rappel, Michel Tétu bien que Professeur de Littérature à L'Université Laval depuis de très nombreuses années, spécialiste éminent de la francophonie nord-américaine et responsable de la revue francophone internationale dont le centre de documentation et le siège social se trouve au Québec est de nationalité française.

²⁰⁵Cette première réunion portait en elle la création du Comité international d'études françaises (CIDEF) qui fut créé à Lomé en 1982.

Au final, ce furent plus de deux cents représentants de centres spécialisés, en provenance d'une soixantaine de pays qui se retrouvèrent à Québec et donnèrent son "assise mondiale" à l'AUFELF²⁰⁶. Comme en témoigne à nouveau Jean-Marc Léger :

A coté du premier cercle formé par les universités partiellement ou entièrement de langue française qui sont les membres mêmes de l'AUFELF, allait se développer progressivement à partir de 1973, une sorte de deuxième cercle constitué par ces innombrables centres, départements ou sections d'études françaises dans des centaines d'universités à travers le monde, (...) d'importance très inégale, aux moyens extrêmement variés, mais tous animés d'un souci de développement, d'une volonté ardente de coopération à la fois entre eux et avec les universités membres de l'AUFELF²⁰⁷.

Ce processus accepté et soutenu par le Québec, participa également à minimiser sa place au sein de l'AUFELF. L'ambition généreuse d'une francophonie optimale rassemblant tous les francophones accordait certes un espace d'expression plus large au Québec, mais réduisait d'autant son apport et son originalité au sein de cette francophonie maximale. En retour, "l'addiction" de la francophonie aurfelfienne pour le Québec s'en trouva nécessairement amoindrie. Cette volonté d'intégration de toute la diversité francophone du monde universitaire et de la recherche, projet certes généreux mais par essence "chimérique" et ambiguë modifia profondément la physionomie de l'organisation. On assista au passage d'une association de parlants français de langue maternelle française ou seconde, encore très largement conditionnés par la francité et désireux d'établir un dialogue interculturel basé sur l'échange et l'équité, à une organisation francophone, certes toujours irriguée par la francité, mais désormais en synergie avec toutes les sphères ou pour reprendre l'expression consacrée « *les différents cercles de la francophonie*²⁰⁸ ». Ce qui rendait ainsi possible, l'établissement de nouveaux contacts entre aires culturelles par le biais d'associations mondiales : « *Ce changement radical de niveau fut largement induit par le fruit d'une coopération franco-qubécoise*²⁰⁹ ».

²⁰⁶ A l'été 1972, à la suite de la première rencontre internationale des départements d'études françaises à Québec, un service d'information et de liaison des départements d'études françaises vit le jour à l'Université Laval.

²⁰⁷ Léger, J.-M. La francophonie, *Grand dessein grande ambiguïté*. p. 97.

²⁰⁸ Dont parlèrent notamment J. Calvet, R. Chaudenson, M. Guillou, J.-M. Léger, M. Tétu.

²⁰⁹ Comeau, P.-A. ; Fournier, J.-P. *Le Lobby, du Québec à Paris*. p. 92.

A la fin des années quatre-vingt, Québec fut à nouveau selon la formule de Louise Beaudoin, « *l'hôte agissant et bienveillant de la francophonie*²¹⁰ » et du devenir de l'AUPELF. Ce fut lors du deuxième Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'espace francophone, tenu à Québec en 1987 que l'AUPELF fut officiellement mandatée, afin de créer l'université de la francophonie²¹¹. Ce qui coïncidait adroitement en terme de symbole avec le 25^{ième} anniversaire de sa création²¹². A cette occasion, elle prit le nom complexe d'AUPELF-UREF, c'est à dire Association des universités partiellement ou entièrement de langue française - Universités des réseaux d'expression française. En février 1988, le Comité international de suivi (CIS) des Sommets qui venait d'être instauré à Québec déclara à son tour l'AUPELF-UREF: « *opérateur privilégié du Sommet pour l'enseignement supérieur et la recherche*²¹³. » de l'espace francophone. Cette reconnaissance officielle et unanime de la francophonie soulignait indirectement, le travail et un projet dont le Québec avait été l'un des instigateurs. Il devint donc, naturellement le centre logistique de l'AUPELF et de l'UREF qui peu de temps après fusionnèrent.

Loin d'être un phénomène collectivement subi ou combattu, la minoration graduelle du Québec au sein de l'AUPELF, en quête d'une acmé de la francophonie universitaire fut elle-même acceptée et accélérée par le Québec lui-même. Cette propension fut au mieux éludée, au pire niée par la plupart des acteurs, du moins officiellement. Cette constatation est également valable pour les autres structures francophones, nous l'avons déjà démontré pour l'AIJLF, il en sera de même pour l'Association internationale des maires francophones (AIMF) ou l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF)... Ce dernier exemple devant pâtir de surcroît de la souveraineté partielle du parlement de Québec. En dépit de l'étroitesse numérique des francophones en Amérique du Nord, entre 1% et 2 % de la population du sous-continent, plus de quarante ans après sa création et malgré une évolution manifeste de ce qui était

²¹⁰Propos recueillis lors d'un entretien qui me fut accordé à Montréal, le 11 décembre 2005 par Louise Beaudoin, Ancienne Déléguée générale du Québec à Paris et ministre québécoise des Relations internationales et de la Francophonie.

²¹¹Le projet d'une université de la francophonie naquit dès 1986, au Sommet de Versailles, mais ce fut à Québec que l'AUPELF fut mandatée pour la constituer et mettre ainsi en synergie, les réseaux universitaires d'expression française dans une perspective de développement et de dialogue entre les différentes composantes de la francophonie. Cette université internationale fut basée à Alexandrie pour en accroître la portée symbolique et prit le nom tout aussi emblématique de Léopold Sedar Senghor, afin d'illustrer ses valeurs.

²¹²Ce projet fut néanmoins évoqué dès le premier Sommet, notamment par François. Mitterrand et Léopold Sedar Senghor.

²¹³Bakary, Tio-Touré, in Richard Jones. *L'AUPELF une idée en marche*. p.7.

initialement prévu par l'UCF, le siège de l'Agence Universitaire de la Francophonie se trouve toujours au Québec, à Montréal, sur le campus de l'U. de M. Cet état de fait ne résulta pas seulement d'une volonté de décentralisation des sièges des opérateurs de la francophonie voulue depuis les débuts de cette dernière et renforcée par l'Organisation Internationale de la Francophonie, mais bien d'une légitimité historique et maïeutique due au cercle francophoniste québécois, Léger, Lussier, Baland en tête²¹⁴ et à l'Etat du Québec en les personnes de Georges-Emile Lapalme et de Paul Gérin-Lajoie, etc, qui firent de la francophonie durant les années soixante, soixante-dix, quatre-vingt, l'axe le plus prometteur et effectif de la politique extérieure du Québec, si l'on excepte la France. Enfin, pour clore cette sous partie consacrée à l'AUPELF et au Québec, nous souhaiterions mettre en exergue, un fait suffisamment singulier en matière de francophonie pour lui redonner ici toute sa plénitude. Il s'agit de la collaboration complémentaire et constructive du Québec et du Canada, dans le développement de cette structure dans les années soixante, pourtant conçue et voulue par l'intelligentsia québécoise et au sein de laquelle le Cercle trouvait naturellement une place de choix²¹⁵.

S'il est vrai que l'AUPELF se présenta de longues années durant comme une structure associative, ses appuis politiques de poids (De Gaulle, Malraux, Senghor, Sihanouk, ...) répartis à travers le monde donnèrent un accès et une visibilité indéniable au Québec, au sein de l'espace francophone. Cet apport aupelfien au Québec aura tendance à se réduire fortement pour presque totalement disparaître du moins en apparence, une fois les ententes France-Québec signées et l'ACCT créée. Il n'en demeure pas moins, que l'AUPELF fut le premier laboratoire de l'existence québécoise au sein de l'espace francophone. Le schéma conflictuel et tendu de la place du Québec sur la scène intérieure canadienne et internationale, dont le corollaire convenu est un dialogue dès plus stériles entre Québec et Ottawa en terme d'identité, de souveraineté et de prérogatives ne s'était pas encore fait ressentir. La rhétorique francophoniste élude systématiquement les rapports tendus entre l'Etat fleurdélisé et son homologue unifolié, afin d'afficher publiquement le visage de l'unité et de l'harmonie qui sied à une organisation prônant le dialogue et la diversité comme vertus sacerdotales.

²¹⁴La liste donnée n'est pas exclusive, nous rappelons que nous n'ambitionnons à travers cette sous partie que de jalonner ce que fut réellement la relation Québec francophonie, ce travail inédit et prospectif, nous l'espérons suscitera de nouvelles recherches et des études complémentaires et peut-être individuelles.

²¹⁵Cette dernière remarque n'étant valable que sous le gouvernement Pearson à l'arrivée de P. E Trudeau, ceci prendra fin comme nous le démontrerons à travers les exemples de l'ACCT et de la construction politique de la francophonie.

Le statut d'OING de l'association, le contexte politique et social de l'époque où le Canada anglophone s'alarmait de ne pas voir se moderniser suffisamment le Québec selon ses propres critères, explique pour beaucoup, cette bienveillance et cette action de concorde des deux gouvernements. Nous partageons en cela, l'opinion plus généralement émise par Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier, sur l'ouverture du Québec en direction de la France et donc des francophones, dans *Le Lobby du Québec à Paris* :

Jusqu'à la fin du régime John Diefenbaker et au début du régime Pearson, le Canada a observé une attitude de "négligence bénigne" envers les initiatives de la France et du Québec. Au fond, les Québécois se rapprochaient des Français, cela semblait bien inoffensif d'où l'aide du Canada ...²¹⁶

L'AUPELF fut donc le premier et le dernier exemple d'une action apaisée de ces deux protagonistes en matière de francophonie. A travers le cas particulier de cette organisation, la francophonie n'apparaît donc pas nécessairement, comme une source de tension entre ces deux protagonistes, comme le laisse supposer une lecture trop rapide des rapports Québec-Canada en ce domaine. Il n'existe donc pas de déterminisme d'opposition systématique entre eux ; la France jouant le rôle du "pompier pyromane", ou du mauvais génie de l'immixtion ou de l'ingérence gratuite. Bien souvent et nous le démontrerons dans le chapitre IV, Ottawa et la vieille capitale sauront l'une comme l'autre, instrumentaliser le projet reclusien, parfois dans l'intérêt collectif des parlants français, mais le plus souvent, dans une visée résolument nationale de renforcement de leur légitimité identitaire et singulière, peu conciliable avec l'essence même de la francophonie énoncée par les pères fondateurs, participant ainsi à la décrédibiliser.

« La francophonie existe²¹⁷. »

Christophe Traisnel

4.3.3 - Bilan et répercussions de l'AUPELF en francophonie.

L'AUPELF après avoir été la première structure associative francophone, au sens contemporain où nous l'entendons fut également la première, à s'ouvrir à toutes les

²¹⁶P-A Comeau, J-P Fournier, *Le Lobby du Québec à Paris*. p. 73.

²¹⁷Titre d'une célèbre affiche de l'AUPELF-UREF des années quatre-vingt dix ayant été à l'origine de l'ouvrage *Francophonie francophonisme, groupes d'inspirations et d'engagement* de Christophe Traisnel. Paris, LGDJ, Panthéon Assas, collection sciences politiques, 1998, p.17.

formes d'expressions francophones et à unir ainsi francophonie et *francophonia*. Ce processus qui ne fut jamais collectivement mis en question, fut pourtant considéré à titre individuel ou minoritaire, comme risqué ou pouvant mener à moyen ou long terme, à hypothéquer le projet d'une communauté francophone²¹⁸ jouissant d'une plénitude d'action en terme politique, culturel et économique. La course au gigantisme de l'AUELF, fut sans doute un leurre ou du moins une anticipation risquée, ne tenant pas assez compte des difficultés quotidiennes et variées qu'impliquaient une association éprise de *francophonia*. Au cours des années 1970, l'AUELF déploya une énergie considérable à élaborer un réseau international de département d'études françaises et francophones, elle y absorba d'importantes ressources, plus du tiers de sa capacité financière, utilisant des fonds en provenance du FICU²¹⁹, de l'ACDI, de l'ACCT, des gouvernements... Ce qui naturellement eut des répercussions sur sa capacité à aider les structures universitaires les plus défavorisées du Sud, notamment de l'Afrique, cœur numérique de la francophonie linguistique. La question budgétaire et le sous financement, compte tenu des ambitions poursuivies devinrent un obstacle, participant à limiter d'autant la lisibilité de la francophonie scientifique et universitaire. Comme le confia Paul Lacoste, Recteur de l'Université de Montréal et quatrième Président de l'AUELF²²⁰ : « Il fallut apprendre à gérer la pénurie²²¹. »

Le pari exigeant de l'élargissement de la francophonie à travers l'exemple de l'AUELF, ne sembla réellement gagnable et gagné, qu'une fois la francophonie politique relancée et les missions de l'AUELF en tant qu'opérateur institutionnel de l'espace francophone redéfinies. L'un des effets involontaires de cette politique, somme toute très généreuse et intégrative fut de gauchir une partie des soutiens de la francophonie qui la jugeait pourtant nécessaire, mais pour lesquels une consolidation préalable s'imposait et ne pouvait reposer que sur ce que l'on nommait le premier cercle, c'est à dire les pays francophones de langue maternelle auxquels appartenait légitimement

²¹⁸Désormais, de nombreuses personnalités du Cercle québécois le reconnaissent, même si nombre d'entre elles y participèrent à des degrés divers. C'est encore Jean-Marc Léger qui s'en fait le plus net relais.

²¹⁹Le FICU, créé en 1967 disparut en 2000, une fois intégré au Nouveau Fonds Commun de Développement et de Coopération Universitaire.

²²⁰(1978-1981).

²²¹Propos de Paul Lacoste, Recteur de l'Université de Montréal et Président de l'AUELF (1978-1981) lors d'une entrevue réalisée par J-C Castelain à Montréal le 3 juin 1987, cités dans Jones, Richard. *L'AUELF une idée en marche*. p. 72.

le Québec²²². La marche en avant de l'AUP ELF à un rythme soutenu, entraîna plus aisément la majorité des partisans de la francophonie à se ranger du côté d'un accroissement rapide et global de celle-ci, notamment après la chute du mur de Berlin et la montée de ce qu'il est devenu légitime de nommer, les débuts de la globalisation. L'AUP ELF fut avec l'ACCT dont l'ascendant ne fit que croître, durant les deux premières décennies, le principal exemple tangible d'identification et de modélisation pour la francophonie. La course à l'élargissement, orienté en direction des francophones occasionnels ou même des francophones partiels fit évidemment croître les effectifs des associations et des structures francophones, mais dilua en contrepartie, le poids des francophones de langue maternelle ou seconde et engendra une perte inertielle d'efficacité et de sens que la vulgate francophoniste tendit manifestement à éluder dans l'ensemble de ses publications, revues et discours. Confondant la plupart du temps par omission, l'extrême variété des réalités francophones, plus rarement à dessein. L'AUP ELF et plus largement les autres structures et instances de la francophonie tombèrent dans une sorte de *boulimie numérique*²²³. Celle-ci atteste des vives inquiétudes qui se manifestent au sein de son espace, face à une redéfinition profonde, des rapports de forces à l'échelle mondiale entre les langues, les cultures et les civilisations. Ce qu'écrivait dès 1981, L.S. Senghor dans son ouvrage *Liberté le dialogue des cultures* :

C'est un fait que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des ensembles culturels métis sont en train de se chercher, de se définir, de se réaliser : ensembles anglophone, francophone, hispanophone, lusophone, arabophone, etc (...) Le problème sera, pour la Communauté organique, d'entretenir des relations de coopération avec ces ensembles mais surtout avec les mondes hispanophone, lusophone, arabophone²²⁴.

Les partisans de l'élargissement de la francophonie en direction de la *francophonía* pensaient et pensent toujours que le seuil critique, pour une légitime pérennité et utilité, de l'aire géoculturelle de la francophonie passe obligatoirement, par l'agrégation de locuteurs francophones isolés ou occasionnels au sein de cette dernière, afin de proposer une alternative, à l'omnipotence étasunienne et anglo-saxonne et ainsi faire barrage selon la formule de Stélio Farandjis, « *au tout coca-cola ou au tout ayatollah* ».

²²²Il existe une étonnante proximité sémantique et philosophique entre le devenir de la francophonie et celui de la construction européenne.

²²³Cette dernière remarque est également valable pour toutes les langues de communications internationales.

²²⁴Senghor, Léopold, Sédar. *Liberté 5. Le dialogue des cultures*. Paris, Le Seuil, 1993. p.138.

Ce qu'expliqua en d'autres termes Bernard Cassen, dans un article du *Monde Diplomatique* de 2005: « Tout comme le (...) billet vert, permet au Etats-Unis de vivre aux crochets du reste de la planète, la détention de la langue unique hypercentrale leur procure une formidable rente de situation.²²⁵ » Depuis décembre 1993²²⁶, l'AUF porte le nom officiel d'Agence universitaire de la francophonie (AUF) et revendique 616 membres provenant d'universités publiques et privées, d'instituts d'enseignement supérieur, de centres ou d'institutions de recherches, de réseaux institutionnels et de réseaux d'administrateurs liés à la vie universitaire²²⁷. A ces 600 membres directs, issus ou non de l'espace politique de la Francophonie, il convient d'ajouter les 350 départements d'études françaises. Selon l'universitaire Indien Yeshawant Sohoni, cela crédibilisa la francophonie et l'AUF aux yeux des francophones occasionnels ou partiels du monde universitaire et de la recherche tout en tant en dotant ces derniers, d'un espace privilégié et d'expression. « L'AUF a permis de rompre l'isolement habituel des francophones [de la francophonie] »²²⁸.

Au final, le maillage universitaire et de recherche de l'Agence universitaire de la francophonie avoisine donc, le millier de membres répartis dans plus de soixante-dix pays. Sans avoir l'assise et l'audience d'autres structures, telles l'AIU, l'ONUEC, l'OCDE, etc. L'AUF semble d'après nos recherches et sans que cela puisse présager de la suite qui sera donnée par la francophonie à cet opérateur d'essence québécoise avoir pour partie dépassé le constat que faisait en avril 1969 Claude Renard²²⁹, troisième Président de l'AUF: « Notre association, ses activités, ses buts demeurent mal connus, parfois inconnus, voire méconnus, par beaucoup d'universitaires. Un grand effort devra être fait en ce sens²³⁰. »

²²⁵Bernard Cassen. « Un monde polyglotte pour échapper à la dictature de l'anglais », *Le Monde Diplomatique*. Janvier 2005, p. 22-23.

²²⁶A la X^e Assemblée générale (décembre 1990), les statuts créent un exécutif unique, et depuis la XI^e Assemblée générale (tenue en décembre 1993), l'AUF, s'appuie officiellement sur une double légitimité, celle de son caractère associatif et l'autre en tant que structure intergouvernementale; par conséquent, elle fait office d'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche. Que l'on connaît sous le sigle d'AUF.

²²⁷Cf. Données recueillies et consultables sur son site <http://www.auf.org/rubrique4.html>.

²²⁸Propos du Professeur Yeshawant Sohoni, de l'Université de Poona en Inde, tenus lors des travaux en séance plénière de la première rencontre mondiale des départements d'études françaises des universités non francophones le 20 mai 1972, rapportés par Jones, Richard. *L'AUF une idée en marche*. p. 85.

²²⁹Claude Renard fut Vice-président du Conseil d'administration de l'Université de Liège, il présida de 1969 à 1972 l'AUF et fut le premier Président européen de l'Association. Il fut remplacé en 1972 par Robert Mallet, Chancelier des Universités de Paris.

²³⁰Cf. Renard, Claude. *Compte-rendu de la troisième réunion de Nice de mai 1969*. Montréal, AUF, p. 93.

L'AUF en tant qu'opérateur officiel de la Francophonie et conformément aux vœux des bâtisseurs de l'AUPELF, aspire à créer un espace de coopération et d'échanges interculturels réunissant tous les francophones quelle que soit leur provenance, et à s'ouvrir en direction des autres structures universitaires, notamment l'hispanophonie, la lusophonie... En 1999, l'Agence universitaire de la francophonie engagea lors du Sommet de Moncton, une réforme structurelle majeure autour de trois axes, la modification de ses statuts, la réorganisation administrative de l'organisation et enfin une refonte de ses programmes devenus une sorte de maquis, tant en matière de lisibilité que du point de vue de leur coût.

Depuis 2000, les programmes de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) s'articulent autour de quatre grands thèmes : *Langue française, francophonie et diversité linguistique, Développement et environnement, Aspects de l'Etat de droit* auxquels il faut adjoindre un programme d'action transversal intitulé : *Technologies de l'information, de la communication et appropriations de savoirs*, dont la mission est le développement des actions au service des établissements membres de l'AUF. Ces quatre programmes de soutien permettent selon l'Agence, le renforcement institutionnel et scientifique des universités, ainsi que la mobilité scientifique et universitaire au moyen de bourses dont les pays du Sud sont les principaux bénéficiaires et enfin le soutien aux réseaux et aux structures associatives de l'espace francophonie.

Nous estimons pour notre part, d'après nos recherches que cette réorientation rectifia nombre de lacunes patentes imputées à l'AUPELF ou l'AUPELF-UREF, dont la principale était la distorsion ternaire entre le projet, le budget et les réalisations. Si les besoins dépassent toujours très nettement les financements, l'efficacité de l'AUF est néanmoins en progression et renoue avec l'idée de départ de l'AUPELF, de doter l'espace universitaire francophone de mécanismes capables de créer une coopération efficiente entre les francophones, dans une perspective humaniste et de non immixtion gouvernementale²³¹. En guise de conclusion, nous pensons avoir démontré que le Québec joua un rôle essentiel, dans la création et le renforcement de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, future AUF et que cette dernière participa de façon tangible, à doter le Québec d'un statut d'acteur majeur de la francophonie, accédant par cet intermédiaire, à une reconnaissance internationale relayée

²³¹Cf. Entretien J-M Léger, 9 décembre 2005.

et appuyée par la France. L'AUPELF fut la première association de personnes morales et d'institutions à proposer non plus, l'instauration d'une solidarité conceptuelle des parlants français, mais bien de la francophonie avec toute l'ambiguïté novatrice que cela impliquait en terme de projets, de moyens d'effectifs et de frontières. Cette association naquit par et pour la francophonie; elle diffère donc des mouvements protofrancophonistes ou en faveur du fait français et francophone tels, l'Alliance française, l'Alliance Israélite universelle, l'Ordre de Jacques Cartier, l'AIJLF ... Cette association fut selon nous, le premier et le dernier exemple de collaboration apaisée et synergique entre Québec et Ottawa en matière de francophonie.

La dimension prise par l'association en l'espace de 40 ans est donc par voie de conséquence, importante en terme de symboles, de perceptions, de représentations et d'enjeux. Elle est passée du statut d'ONG portée à bout de bras par "le Québec de la Révolution tranquille" à un opérateur international de la francophonie reconnu par plusieurs dizaines d'organismes, en particulier l'ONUESEC ainsi que par la cinquantaine d'Etats membres qui la composent désormais. A travers l'AUPELF s'opère une lecture tout à fait significative des atouts et des failles propres à la francophonie, au Québec et aux relations complexes et fortes que ce dernier entretient avec le Canada, la France et les autres membres de l'aire francophone.

« Il n'est pas excessif de considérer que les associations et les OING francophones, les premières d'entre elles en tout cas, ont servi de banc d'essai ou si l'on préfère, de lieu d'expérimentation du concept de coopération entre peuples de langue française.²³² »

J-M Léger

4.4 - Chrestomathie de l'action et de l'implication fleurdéliée en matière de francophonie associative.

Dans cette nouvelle sous partie, parachevant notre IV^e chapitre intitulé : *De 1945 aux années 1960, le rôle crucial du Québec et du Cercle québécois dans le passage d'une protofrancophonie associative à la primofrancophonie* » nous mettrons un terme à notre

²³² Intervention de J-M Léger, prononcée lors de la Conférence générale du Réseau des organisations internationales non gouvernementales de la francophonie, s'intitulant *Les OING berceau et garant de la francophonie* prononcée à Paris, le 24 octobre 1994. Consultable sur <http://www.ong-francophonie.net> ou sur <http://www.oing-francophonie.org>

réflexion sur les relations qui unissent la francophonie associative ou primo francophonie au Québec. Nous ne comptons plus étudier dans le détail le pourquoi et le comment du cheminement qui unissait ou unit toujours le Québec à cette première forme de francophonie. Les différents exemples que nous avons choisis d'utiliser et d'analyser précédemment, pour leurs valeurs d'illustrations et d'incarnations suffisent à donner les lignes de forces de la relation nuancée, complexe et en évolution permanente que constitue le couple Québec-francophonie, pour tout ce qui a trait au mouvement associatif et aux OING francophones. Notre visée désormais, sera de procéder à un examen complémentaire et de validation de ce que fut la participation et l'incidence du Québec dans cette francophonie associative, non dans un but encyclopédique, le projet dépasserait en effet largement le cadre d'une thèse et le corpus nécessaire à constituer s'avèrerait quasi "illimité"²³³.

En outre, cet inventaire démonstratif à la Prévert se révélerait in fine, d'un intérêt relatif et surtout inversement proportionnel au nombre des associations et OING analysées. Pour finir, on ne parviendrait qu'à multiplier par le mécanisme empirique de l'exercice, ce que nous avons précédemment démontré et analysé, pour ensuite de par le nombre excessif d'exemples affadir la démonstration elle-même ; le monde francophone issu de la société civile, ayant en effet une amplitude militante, thématique et symbolique extrêmement diverse et inégale. Nous sommes persuadé que le procédé finirait donc, par noyer les véritables rapports qui unissent la francophonie et le Québec en ce domaine ainsi que les bénéfices que l'Etat fleurdéliné retire de sa participation à la francophonie.

A travers les paragraphes suivants, nous tenterons de démontrer que si l'action du Québec en matière de francophonie associative fut souvent décisive, comme ce fut le cas pour l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française,

²³³Il faudrait évoquer également L'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française dont le Québec est membre depuis sa fondation en 1935, ainsi que l'Institut international de droit d'expression française (IDEF) auquel participe ce dernier, mais aussi la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) qui s'est nourri de l'expérience québécoise en matière linguistique et pédagogique, le Conseil international des radios télévisions d'expression française (CIRTEF) au sein duquel les représentants du Québec jouent un rôle charnière en tant qu'avant poste de la langue française et de la francophonie, le Conseil international de la langue française (CILF) qui fut conceptualisé lors de la seconde biennale de la langue française tenu à Québec en 1967 ...

Le nombre des associations et des OING francophones oeuvrant majoritairement pour la langue française ou la francophonie et ayant une relation forte avec le Québec dépasserait d'après nos recherches, très largement la centaine, de plus, il faudrait leur ajouter toutes les structures publiques, parapubliques et privées où le Québec est parvenu à siéger, de façon soit pleine et entière, soit partielle, à travers le Canada toujours soucieux de limiter la marge de manœuvre de sa plus francophone et française province.

même lorsque cette action se fit plus feutrée ou moins essentielle dans la construction de l'espace francophone, en raison des formes de sa manifestations et des thèmes qu'elle choisit de servir, elle alla toujours dans le sens du renforcement du Québec, sur le plan intérieur dans un premier temps, puis international une fois enclenchée la Révolution tranquille. Ceci dota ce dernier d'une légitimité et d'un espace propre qui lui permettait de se consolider ou de tenir son rang, face à Ottawa et à un Canada lui-même en reconstruction identitaire passant par la centralisation des pouvoirs. Nous utiliserons à cette fin et pour étayer notre thèse, les exemples du Cercle Senghor Richelieu, l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et l'Association Internationale des parlementaires de langues française (AIPLF) qui sont respectivement chacune des exemples réussis de l'apport que représente la francophonie pour le Québec²³⁴. Si son intervention comme nous l'avons démontré fut déterminante durant les années cinquante et soixante, le Québec retira dans une deuxième phase correspondant aux années soixante dix, quatre vingt, les fruits de cet engagement pour la francophonie associative issue de la société civile et qui serait relayée par une francophonie institutionnelle de plus en plus politique, dans les années soixante dix et quatre vingt.

« [Le Cercle Richelieu Senghor] d'origine franco-canadienne dans sa référence à Richelieu, ouvert à l'universel par le parrainage de Senghor.²³⁵ »

Cercle Richelieu Senghor.

4.4.1 - De la société Richelieu au Cercle Richelieu Senghor ou de la défense de la langue à la francophonie contemporaine : un autre exemple de l'apport du Québec.

En 1944, la « Société Richelieu²³⁶ » obtint du gouvernement fédéral, sa charte de fondation et s'engagea dès ses débuts, dans la défense du fait français, dans la promotion du respect de la langue et de la culture, dans la solidarité agissante et nécessaire entre minorités francophones. C'est un organisme d'expression française, composé de clubs

²³⁴ Georges, Poirier. « Un Parlement francophone », *France-Québec*, n°74, octobre 1989, p. 19.

²³⁵ Quatrième de couverture, Cercle Richelieu Senghor de Paris. *Débats francophones, Recueil des conférences et actes, 2000-2005*. Sous la direction de Lise et Paul Sabourin et Philippe Valois. Bruxelles, Editions juridiques Bruylant, 2005, 456 p.

²³⁶ Le nom Richelieu, choisi par hasard au début, est par la suite adopté en raison de l'analogie entre l'œuvre naissante de l'organisme et celle de la fameuse « Maison Richelieu » fondée à Québec, au dix-septième siècle, par la duchesse d'Aiguillon, à la demande et aux frais du cardinal Richelieu ; cette maison avait pour mission de répondre aux besoins des enfants déshérités et des orphelins des soldats et des colons de la Nouvelle-France. Cette maison est connue aujourd'hui sous le nom « l'hôtel-dieu de Québec ».

sociaux, dits clubs de service. Le premier maillon du mouvement vit le jour à Ottawa en 1945. Les fondateurs voient dans le Richelieu, un moyen d'aider les Canadiens français à défendre leur langue, leur culture et leur foi, dans le contexte majoritairement anglophone de la réalité canadienne. Ce mouvement à sa création appartenait donc au courant classique de la survivance et des solidarités francophones nord-américaines, comme le fut par exemple le Conseil de la vie française en Amérique (CVFA).

Les fondateurs du Richelieu voulurent créer une chaîne d'amitié et de fraternité, en donnant aux Canadiens français une force d'épanouissement personnel, social et culturel dans un cadre respectueux des valeurs profondes et séculaires de ce peuple minoritaire. Néanmoins, le caractère laïc de cette nouvelle formation constitue également, un élément novateur dans le contexte de la société très cléricale du Québec des années cinquante. Le mouvement Richelieu s'étendit rapidement, d'abord dans l'Est de l'Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick, puis de nouveaux clubs furent formés aux États-Unis en 1955 et enfin dans l'Ouest canadien. Après dix ans de rayonnement, le Richelieu représentait pour les Canadiens français et les Franco-américains, un solide lien social et culturel qui demeure toujours présent, en dépit de "l'archipelisation" de l'espace francophone Nord-américain hors Québec. Une fois son enracinement continental effectué, il s'étendit dans le monde entier et plus spécifiquement, dans les pays membres de la grande Francophonie internationale, la France et l'Europe en tête²³⁷.

Autour de sa devise « *Paix et fraternité* », il déclare veiller à l'épanouissement de la personnalité de ses membres et à la promotion de la francophonie, par le biais d'actions sociales, culturelles et humanitaires. Selon ce mouvement, le fait de parler la même langue crée entre les membres des pays francophones, une véritable communion de pensée et d'intérêt faisant fi des différences. Actuellement, Le Richelieu compte plus de 275 sociétés implantées dans le monde, les principales d'entre-elles se situent dans les pays européens francophones²³⁸, mais également aux États-Unis, en Amérique du Sud et en Afrique²³⁹.

²³⁷Il est aussi le seul organisme du genre exclusivement d'expression française au monde.

²³⁸Les premiers clubs européens sont implantés en France en 1969, en Belgique en 1974 et plus récemment, en Suisse en 1987 et au Luxembourg en 1988.

²³⁹Le Sénégal s'inscrit en 1973, comme l'un des premiers pays africains à fonder un club.

Cette apparente ouverture sur le monde francophone, lui permit d'être qualifié par certains militants de la cause francophone de « club de la francophonie²⁴⁰ ». Par son statut d'organisme international, il fut autorisé à siéger au Conseil consultatif de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (ACCT), de 1973 à 1993 et depuis la réorganisation de celle-ci en Agence de la Francophonie, le Richelieu demeure un des partenaires privilégiés de l'intelligentsia francophone²⁴¹. Le cercle Richelieu Senghor, constitue donc un cas intéressant et dissemblable de francophonie fleurdéliée. Issu des Clubs Richelieu à vocation humanitaire et francophone, créés au Canada en mémoire du Cardinal, fondateur de la "Compagnie des cent associés", le Cercle Richelieu de Paris fut fondé en 1971, à l'instigation de Gontran Rouleau et de Jean Vinant. Constitué à l'origine de Français et de Franco-canadiens, il s'ouvrit à d'autres nationalités et se vit parrainé en 1984 par le Président Léopold Sédar Senghor. Cet organisme académique très électif et sélectif, au sein duquel se retrouvent nombre d'académiciens, de diplomates, de ministres, d'intellectuels de renom, etc trouve néanmoins, sa légitimité historique et philosophique dans le Québec et l'Amérique francophone de la première moitié du XX^e siècle, caractérisé par sa sujétion intellectuelle et culturelle vis à vis de l'Europe et plus spécifiquement de la France. Ce que ne laisserait pas supposer la liste actuelle de ses membres essentiellement Français et Européens. Le Cercle Richelieu Senghor aborde les problèmes de société, sous l'angle de la francophonie et se présente comme un cercle de réflexion prestigieux, pour partie complémentaire de l'Académie, se chargeant d'énoncer des pistes de réflexion, afin de maintenir un dialogue entre les cultures et de sensibiliser les médias et les cercles influents, économiques et politiques qui se croisent en son sein, lors de réunions mensuelles.

Par la notoriété de ses membres, par le rayonnement international de ses activités, notamment grâce à ses correspondants étrangers, le Cercle Richelieu Senghor de Paris est une tribune élitiste de la francophonie intellectuelle par le biais de colloques d'envergure et l'attribution annuelle d'un Prix Richelieu Senghor, « à une personnalité dont l'action a contribué de façon exceptionnelle au rayonnement de la langue française » ...

²⁴⁰Expression que le Club international Richelieu revendique pleinement cf son site <http://www.Cercle-richelieu-senghor.org>

²⁴¹Tout homme ou toute femme peut faire partie du Richelieu International quelle que soit sa profession, ses convictions politiques, philosophiques ou religieuses, à condition d'adhérer aux objectifs sociaux, culturels et humanitaires du mouvement. Les 6 000 membres actuels, répartis dans dix pays, sont regroupés en trente-sept régions représentées par des gouverneurs. Chaque région fait partie de l'un des sept districts ; six en Amérique et un en Europe représentés par des administrateurs.

Si le Cercle Richelieu Senghor de Paris s'est émancipé naturellement de la structure qui la vit naître, il atteste de la vivacité et de la diversité du lien qui unit le Québec et l'espace francophone et dont la francophonie tend à devenir l'élément structurant.

*« Nous sommes devenus des Etats indépendants, des personnes majeures qui exigent leur part de responsabilité pour fortifier la communauté [francophone] en l'agrandissant » (...)
« Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant.
Il faudrait réunir dans une association interparlementaire les parlements de tous les pays où l'on parle le français²⁴². »*

Léopold Sédar Senghor (1966)

4.4.2 - De l'AIPFL à l'AIMF, l'extension de l'existence internationale du Québec ou l'incidence et le potentiel protodiplomatique des OING francophones.

L'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF)²⁴³ fut créée à Luxembourg le 18 mai 1967, en présence de délégués des 23 sections issues des Parlements d'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Asie, et d'Océanie. Nous ne sommes pas parvenu malgré nos nombreuses tentatives, siège social de l'organisation à Paris, nombreux courriers à l'Assemblée nationale du Québec à obtenir la liste des membres fondateurs de l'association, les archives n'étant pas traitées, ni consultables. En outre, il n'existe à ce jour, aucune recherche scientifique ou vulgarisatrice sur l'AIPLF ou l'APF. Nous devons donc, nous satisfaire de dire de deux membres fondateurs de l'Association Internationale des Parlementaires de Langue Française, Xavier Deniau²⁴⁴ député du Loiret et Jacques Chaban-Delmas, alors Président de l'Assemblée nationale qui attestent que des représentants Québécois faisaient partie de la délégation.

²⁴²Plaidoyer pour la francophonie, accompli à Québec par Léopold Sédar Senghor le 24 septembre 1966 lorsque l'Université Laval le fit *Doctor honoris causa*.

²⁴³Le siège et le secrétariat se situe au 235, Boulevard St Germain, à Paris.

²⁴⁴On observe depuis 1979 une alternance des présidents entre l'Afrique et le Canada ou le Québec : 1968 : V Bodson, président de la Chambre des députés du Luxembourg, 1971 : A. Baudson, député à la Chambre des Représentants de Belgique, 1972 : C. Helou, ancien président du Liban, 1979 : P. Yacé, président de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire, 1982 : A. Cissé Dia, président de l'Assemblée nationale du Sénégal, 1986 : D. Sow, président de l'Assemblée nationale du Sénégal, 1988 : M. Asselin, vice-président du Sénat du Canada, 1990 : G. Charbonneau, président du Sénat du Canada, 1991 : J.-A. Bourdes Ougouliguende, président de l'Assemblée nationale du Gabon, 1993 : J.-P. Saintonge, président de l'Assemblée nationale du Québec, 1993 : R. Bertrand, président de l'Assemblée nationale du Québec, 1995 : B. Amassou, président de l'Assemblée nationale du Bénin. Par contre, tous les Secrétaires généraux de l'APF sont Français, 1968 : M. Xavier Deniau, député UNR, 1982 : M. André Delehedde, député PS, 1986 : M. Jacques Legendre, député RPR, 1988 : M. André Delehedde, député PS, 1993 : M. Franck Borotra, député RPR, 1995 : M. Jacques Legendre, sénateur RPR.

Cette association fondée par la France, une fois n'est pas coutume fut néanmoins conçue une fois encore par Léopold Sédar Senghor qui disait à propos d'elle : « *La francophonie peut à la fois traduire et véhiculer les valeurs de la négritude de l'arabité, celles de l'Asie et des Amériques et y faire rayonner les constellations de ses propres cultures*²⁴⁵. » Elle vit finalement le jour avec le soutien du Luxembourgeois Victor Bodson, Président de l'Assemblée législative du Grand Duché. Contrairement à l'AUPELF, pour qui le français était avant tout la langue commune, vecteur et outil de communication et donc plus francophoniste que nulle autre structure à cette même époque, le premier objectif de l'AIPLF était le rayonnement de la langue française, la francophonie ne vint qu'ensuite, comme en attestent les statuts et plus spécifiquement, l'article 2 :

L'association internationale des parlementaires de langue française a pour but de favoriser les initiatives de toutes natures pour le rayonnement de la langue française. Elle n'a pas d'objectif politique. Elle participera à toute initiative qui aura pour but de défendre et d'illustrer la culture française dans les pays entièrement ou partiellement francophones.

En 1975, le Québec entra au sein de l'association en tant que membre de plein droit²⁴⁶, en vertu de la promulgation de son Assemblée législative en Assemblée nationale du Québec en 1968, par la loi 90 sous le gouvernement Jean-Jacques Bertrand. Cet acte identitaire et souverain fort sera poussé à son terme par le gouvernement Lévesque qui investira massivement l'Association, une fois remportées les élections législatives de 1976. La même année l'AIPLF dégaga une nouvelle orientation, la promotion des cultures et des civilisations des peuples qui font un usage habituel du français, sans être de culture et de civilisation française²⁴⁷, faisant ainsi siennes les vues d'André Malraux au sujet de la francophonie.

Notre problème n'est nullement dans l'opposition des cultures nationales, mais dans l'esprit particulier qu'une culture nationale peut donner dans la culture mondiale (...) Pour atteindre la culture mondiale ce qui veut dire aujourd'hui, pour opposer aux puissances obscures les puissances de l'immortalité, chaque homme se fonde sur une culture et c'est la sienne. Mais pas sur elle seule.²⁴⁸

²⁴⁵Cité in Georges Dussault, « La francophonie : une réalité mal connue », *L'Action nationale*, vol 76, janvier 1987, p. 434.

²⁴⁶La responsabilité des relations internationales de l'Assemblée nationale du Québec est placée sous la responsabilité de la présidence de l'assemblée. L'article 1^{er} du règlement de l'Assemblée nationale en fait même, un des trois pouvoirs de la présidence.

²⁴⁷Cf. Assemblée Internationale des Parlementaires de Langue française. 1967-1997, 30 ans de francophonie parlementaire. Paris, Editions de l'AIPLF, 1997, p. 13-17.

²⁴⁸André Malraux cité par Deniau Xavier. *La Francophonie*. p.55.

Cette définition du premier ministre de la Culture, semble convenir au mot près, à ce que prétend être le Québec de la Révolution tranquille. D'ailleurs René Lévesque avait bien saisi tout le potentiel que représentait cette organisation en terme de visibilité démocratique²⁴⁹ et internationale, pour l'Etat fleurdélié : « [l'AIPLF] C'est une vraie tribune pour le Québec, et le moyen de présenter ce que nous sommes à la francophonie, sans Ottawa pour nous surveiller²⁵⁰. » Avis que semble également partager Marc Leman qui écrivit dans la *Revue parlementaire canadienne* l'un des rares articles de fonds consacré à l'Association intitulé « L'AIPLF : évolution de sa mission depuis sa fondation ».

[Elle] a favorisé des contacts étroits et des amitiés durables entre les membres de ses sections (...) québécoise, française, belge, sénégalaise, camerounaise. Elles ont probablement contribué à la conclusion d'ententes bilatérales entre les Assemblées nationales du Québec et de la France, ainsi qu'entre le Parlement du Québec et le Conseil de la Communauté française de Belgique²⁵¹.

Si l'Association « n'a pas d'objectif politique », il n'en demeure pas moins qu'elle représente un cercle précieux de contacts, de soutiens, pouvant se révéler le cas échéant des plus utiles en cas de processus post référendaire. Nous en voulons pour preuve, le dynamisme des Etats et parlements francophones partiellement souverains, au sein de l'Association qui se dotent de cercles d'influence internationaux, sans transgresser la ligne rouge de l'ingérence ou du non respect de la souveraineté des Etats fédérés. Sans faire de politique-fiction, il est tout à fait pertinent de souligner que le Québec s'est pleinement investi dans l'AIPLF lorsque le Parti Québécois est arrivé au gouvernement. En cas de sécession ou de dissociation avec le Canada, ce dernier aurait certes grandement besoin de l'appui d'autres Etats dont la France, mais également de ce genre de structures, pour atteindre une reconnaissance internationale qu'Ottawa souhaite lui

²⁴⁹A titre d'exemple, en juillet 1996 à Tananarive, ont ainsi été adoptées des résolutions portant sur la prévention et le règlement des conflits, sur le rôle des universités et des grandes écoles dans le développement économique, sur les ONG et les politiques d'aide publique au développement. Pour sensible qu'elle soit aux problèmes du rayonnement de la langue française, elle entend avant tout depuis le milieu des années quatre-vingt-dix constituer le lien démocratique entre les institutions et les peuples francophones. Cette tâche s'avère évidemment colossale car presque un Etat membre sur deux, ne répond pas au standard en vigueur dans les démocraties occidentales. En conséquence, elle envoie des missions parlementaires et des scrutateurs lors de scrutin sensible auxquels participèrent plusieurs députés québécois dont Jean-Pierre Saintonge.

²⁵⁰Ces propos de René Lévesque nous ont été rapportés par Bruno Pilote, membre du comité exécutif et du bureau politique du Parti québécois, Coordinateur et chargé de projet aux Comités nationaux Relations internationales, francophonie et Jeunesse, lors d'un entretien réalisé dans le cadre de notre Maîtrise : le 28 juin 2000 au siège du PQ à Montréal.

²⁵¹Leman, Marc. *La Revue parlementaire canadienne*. « L'AIPLF : Evolution de sa mission depuis sa fondation ». vol 14, n°2, été 1991.

contester²⁵², conformément à la pratique usuelle de leurs rapports en cette matière. Loin d'être accessoires ou dénuées de portée, les OING de la francophonie peuvent se révéler être un enjeu d'influence et de rivalité entre le gouvernement fédéral et le Québec²⁵³. Dans un monde tendant à l'imbrication des peuples et des Etats, ce genre de structure peut devenir un lieu d'apaisement au bilatéralisme fleurdélié unifolié, caractérisé par la friction permanente.

Pouvaient adhérer à l'AIPLF, les parlementaires regroupés en sections nationales des pays partiellement ou entièrement de langue française ; s'il n'existait pas de section nationale, les parlementaires pouvaient être admis en qualité de membres associés. L'autre particularité de cette organisation était qu'elle pouvait accueillir en son sein, des parlementaires utilisant la langue française comme langue de relations internationales ; l'association laissait donc une large place à ce que nous avons qualifié être la *francophonie*, sans pour autant être une organisation d'essence francophoniste. Des parlementaires n'étant ni de langue maternelle seconde ou officielle française pouvaient donc y adhérer : Lituanie, Egypte...

Il est tout à fait intéressant de constater et l'AIPLF en atteste et le démontre que les associations de défense, de promotion de la langue et de la culture française dans le dernier quart du XX^e siècle opérèrent très majoritairement, un glissement plus ou moins important ou conscient vers la francophonie. Si nous avons démontré que les deux types de structures étaient autonomes et distinctes, il n'en demeure pas moins que leur complémentarité devient de plus en plus automatique et spontanée, car comme le déclara Abdou Diouf Secrétaire général de la francophonie : « *Le seul principe incontestable sur lequel la francophonie repose est l'usage de la langue française.* »²⁵⁴

²⁵²Les deux délégations de l'Assemblée nationale et du Québec et le Conseil de la communauté française de Belgique déclarent que les deux délégations ont manifesté leur volonté de rechercher des positions communes dans le domaine de la coopération francophone multilatérale et d'y jouer un rôle moteur. Elles saluent avec satisfaction, la transformation de l'AIPLF en une assemblée parlementaire consultative auprès des instances de la francophonie internationale (...) d'analyser les structures de nos Etats et de nos assemblées en matière de relations internationales des états fédérés, de relations multilatérales des parlements dans la francophonie notamment au sein de l'AIPLF. Conseil de la communauté française (Belgique) CCF. *Résolutions issues de l'entente entre l'Assemblée nationale du Québec et le Conseil de la communauté française. Session 1989-1990.* CCF, Bruxelles, 1990, résolution 114, n° 1, p. 4.

²⁵³[PC] « Le Canada conscient de son rôle au sein de la Francophonie mondiale a pris une part très active à la 4^e Assemblée générale de l'Association internationale des parlementaires de langue française qui vient de prendre fin à Dakar au Sénégal. », *Le Devoir*, 9 janvier 1973, p. A-16. Donat, Valois, « Le Canada entend déployer de plus grands efforts pour la coopération entre les pays de la Communauté francophone et promouvoir ainsi la Francophonie mondiale », *Le Devoir*, 20 octobre 1973, p. A-7.

²⁵⁴Allocution d'Abdou Diouf le 4 octobre 2005 à Paris devant le Cercle Richelieu Senghor.

L'autre grand apport de cette structure fut que dès sa création, elle préconisa la mise en place d'une institution intergouvernementale de la Francophonie, souhaitant œuvrer pour le rayonnement de la langue française, tout en aspirant à incarner le pluralisme culturel des peuples de la Francophonie où le Québec, grâce aux forces cumulées de ses représentants, de la France, du général de Gaulle²⁵⁵ et de son cercle obtiendrait un statut d'Etat souverain, ce que nous développerons dans le chapitre suivant. Elle encouragea donc la création de l'ACCT²⁵⁶, puis la création des Sommets de la Francophonie. Dès juillet 1989, à Paris, lors de sa XVII^e Assemblée générale, l'AIPLF affirmait sa vocation à être l'organisation interparlementaire des pays de la Francophonie, attribution que lui avait été reconnue à Dakar, en mai 1989, lors du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français²⁵⁷.

Elle fut confortée dans ses attributions, en octobre 1993²⁵⁸, lors du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Maurice, qui la qualifia dans sa résolution finale de : « *lien démocratique entre les gouvernements et les peuples de la Francophonie, représentative de l'Etat de droit* ». En conséquence, il fut décidé de reconnaître l'AIPLF comme l'Assemblée consultative de la Francophonie, ceci fut consacré par la Charte de la Francophonie adoptée à Hanoï, en novembre 1997. Si l'AIPLF n'obtient qu'un rôle consultatif, c'est évidemment en vertu des règles du droit international sur la souveraineté des Etats, mais aussi, car certains des membres de l'Assemblée ne sont pas membres de l'OIF ou n'ont que des souverainetés partielles en matière législative. Loin d'être un statut de méfiance ou d'incohérence, le fait que l'AIPLF ne soit qu'un organisme consultatif incarne la diversité constitutive de la francophonie, version *francophonia*. Enfin, la construction politique de la francophonie est avant tout l'œuvre des chefs d'Etats ayant le français en partage.

²⁵⁵Ce fut lors d'une réunion de l'AIPF se déroulant en 1968 à Trianon que Charles de Gaulle prononça officiellement la seule fois le mot francophonie en apprenant la mort du Premier ministre Québécois Daniel Johnson : « Voilà une grande perte pour la francophonie. »

²⁵⁶Depuis 1975, l'AIPLF est liée avec l'ACCT par un protocole d'accord et de coopération, dans les domaines de la culture, des industries, de la langue, des sciences et de la coopération pour le développement.

²⁵⁷Pour de plus amples renseignements sur ces changements, nous invitons à lire l'article de Martial Asselin, Vice-président du Sénat du Canada s'intitulant « Une vision plus large de la francophonie », *Parlements et francophonie*, 1^{er} trimestre 1988, p.6. Dans lequel il écrivait : « Notre vocation actuelle appelle à dépasser notre rôle d'organe délibératif de la francophonie ou de simple témoin et garant de son rayonnement. En tant que représentants des populations, nous possédons la légitimité essentielle pour suivre l'exécution politique des décisions des Sommet et pour conseiller les Chefs d'Etat et de gouvernements sur de nouvelles orientations politiques (...) et transmettre le message des Sommets à nos populations. »

²⁵⁸Dès 1992, son Conseil permanent se prononça en faveur d'une participation de parlementaires de l'AIPLF aux missions d'observation d'élections organisées par l'Agence de la francophonie. De 1992 à 1996, elle participa ainsi à trente-deux missions d'observation dans 14 pays différents.

Afin de se mettre en conformité avec la Charte, l'Assemblée décida le 9 juillet 1998, lors de sa Session extraordinaire d'Abidjan, sur proposition de sa Commission politique, d'adopter le nom d'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et se choisit comme emblème la figure ci-après. Elle représente l'implantation du parlement sur les cinq continents ou siègent plus de soixante-dix instances parlementaires²⁵⁹. La couleur bleu symbole de concorde, de rassemblement, de paix²⁶⁰ et surtout de francité, ne peut toutefois gommer les nombreuses réalités parlementaires au sein de l'espace francophone, ni que le parlementarisme est un concept éminemment fragile, dans de trop nombreux Etats francophones.

Figure 4. 13 - Logo de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie



Elle est constituée de soixante-treize parlements répartis sur plusieurs continents, depuis 1980, les sections de l'AIFLF se sont regroupées en trois assemblées régionales : Afrique, Amérique²⁶¹, Europe qui se réunissent généralement une fois par an. Elles correspondent à une certaine volonté de décentralisation, et permettent aux sections d'une même zone géographique de se concerter sur leurs problèmes communs. Des chargés de mission régionaux rendent compte des activités de ces assemblées, au Bureau de l'APF et

²⁵⁹ 74 parlements sont actuellement représentés à l'APF (situation au 1/11/2005) : 49 sections membres : Jersey, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, le Cameroun, le Canada, le canton du Jura, le Cap-Vert, la Communauté française de Belgique, les Comores, le Congo Brazzaville, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte, la France, le Gabon, le Luxembourg, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Haïti, le Laos, le Liban, Madagascar, le Mali, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, le Niger, Monaco, la province du Manitoba, du Nouveau Brunswick, la Nouvelle Écosse, de l'Ontario, le Val d'Aoste, le Québec, la Syrie, le Centrafrique, la RDC, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Suisse, le Tchad, le Togo, la Tunisie, le Vanuatu et le Viêt-Nam. 16 associés : l'Albanie, la Bulgarie, le canton de Genève, du Valais, de Vaud, la Hongrie, la Moldavie, la Pologne, l'Andorre, la province de l'Alberta, de Colombie-Britannique, de l'Île P Édouard, de Saskatchewan, le Parlement européen, la Macédoine et la Roumanie. 9 observateurs : l'Arménie, la Louisiane, le Maine, la Lituanie, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, la Géorgie, le Parlement du Benelux, la Tchéquie et l'Union économique et monétaire ouest africaine.

²⁶⁰ Pour de plus amples informations sur les symboles et les représentations de cette couleur nous recommandons Pastoureau, Michel. *Bleu histoire d'une couleur*. Paris, Seuil, HC livre illustré, 2000, 215 p.

²⁶¹ La Région Amérique de l'AIFLF réunit actuellement des parlementaires des sections de l'Alberta, du Canada, de la Colombie-Britannique, d'Haïti, de l'Île du Prince Édouard, de la Louisiane, du Maine, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ontario, du Québec et de la Saskatchewan.

à l'Assemblée plénière²⁶². Entre 1980 et 1988, la Région Amérique s'est réunie à six reprises en assemblées régionales. En 1989, la Région Amérique commençait une réflexion sur les moyens d'améliorer son organisation, d'assurer des communications plus suivies entre les sections membres et d'effectuer un rapprochement avec les communautés francophones²⁶³. Comme suite aux discussions tenues lors des réunions de l'Assemblée régionale d'Halifax en 1989 et de Portland en 1990, des résolutions concrètes menaient à la création, en mai 1992, d'un règlement régional, à l'établissement d'un secrétariat régional, à la publication d'un bulletin régional et à la mise en place de mécanismes de rapprochement avec les associations francophones. La Région Amérique est la plus dynamique des régions de l'AIFLF, c'est elle qui a connu le plus grand nombre de réunions régionales, 11 assemblées en tout depuis sa création. La Région possède un bulletin biannuel et un budget régional, alimenté par les sections membres sous forme d'un Fonds de solidarité. Elle réunit actuellement, des parlementaires des sections de l'Alberta, du Canada, de la Colombie-Britannique, d'Haïti, de l'Île du Prince Édouard, de la Louisiane, du Maine, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, du Québec et de la Saskatchewan, son siège se situe au Québec.

Les parlementaires participent aux assises de certaines associations francophones, ainsi qu'à des tribunes et des événements d'importance portant sur des sujets reliés aux affaires francophones. Le but déclaré de la région Amérique est de favoriser le développement, l'épanouissement et le rayonnement de la langue française, défendre et illustrer la culture française dans les régions entièrement ou partiellement francophones d'Amérique, promouvoir la démocratie et les droits de la personne. « *Contribuer à renforcer la solidarité que l'usage du français crée entre les francophones du continent, notamment en entretenant des liens avec les principaux organismes et institutions qui oeuvrent à la défense et à la promotion du fait français en Amérique* »²⁶⁴.

²⁶²Au niveau international, l'organe principal est l'Assemblée générale qui se réunit une fois par an. Elle entend et questionne le Secrétaire général de l'OIF et traite des questions préalablement débattues par ses quatre commissions (la commission politique et de l'administration générale, la commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles, la commission des affaires parlementaires, la commission de la coopération et du développement) qui tiennent leurs séances entre deux assemblées générales. Le Québec participe et siège à toutes ses commissions. Un Bureau exécutif dirige les travaux de l'Assemblée, il est composé de 17 membres.

²⁶³Depuis 1981, la Région Amérique de l'APF a tenu vingt et une sessions annuelles à Aylmer, Bâton Rouge, Caraquet, Charlottetown, Fredericton, Halifax, Lafayette, Moncton, Mont-Carmel, Ottawa, Portland, Québec, Toronto et Winnipeg. Lors de ces forums, les discussions et les résolutions adoptées portent sur divers sujets rattachés à la francophonie, tels l'éducation, la culture, l'économie, les affaires parlementaires et les communications.

²⁶⁴Cf. Site régional de l'APF en Amérique au <http://www.regionamerique-apf.org>

Ces activités de représentation visent à consolider la concertation avec le réseau associatif, à développer une meilleure connaissance mutuelle et à étendre le rayon d'action de la Région Amérique de l'APF au-delà du cadre interparlementaire²⁶⁵. D'après nos recherches, le Québec est particulièrement entreprenant dans cette forme d'activisme²⁶⁶, on peut citer à titre d'exemple, l'action fournie par les parlementaires québécois suivants : Yvon Vallières, Michel Després, Michel Bissonet, Jacques Baril, Joseph Facal, Yvan Bordeleau, Roger Bertrand, Jean-Paul Charbonneau, Jean-Pierre Saintonge, Jacques Chagon, Jean-François Simard, Line Beauchamp, Louise Beaudoin, Fatima Houada-Pépin, Monique Gagnon Tremblay, Louise Harel...²⁶⁷ Une majorité d'entre eux, est d'ailleurs décorée de l'Ordre de la Pléiade. L'article de Guy Beaudet publié dans *la Revue parlementaire canadienne*, alors qu'il était Directeur des relations parlementaires et des services aux députés à l'ANQ, nous éclaire sur le pourquoi des motivations de ces députés, quant au fait de la participation et du renforcement de cette OING francophone qui devint à son tour, tout comme l'AUPELF, un opérateur de la francophonie :

Le Québec est le foyer de la francophonie nord-américaine et continue de jouer un rôle essentiel à la survie et au développement du fait français sur ce continent. De ce fait, l'assemblée nationale se doit d'assumer un leadership (sic) au sein de la francophonie parlementaire en Amérique et est donc un partenaire majeur de l'AIPLF. C'est dans cette perspective que le fait que Québec détienne [un statut et des postes clefs] prend toute son importance et sa signification.²⁶⁸

Le potentiel para et protodiplomatique que recèle et induit l'Assemblée de la francophonie apparaît très nettement dans ce passage, et recoupe l'analyse de René Lévesque quant à l'intérêt du Québec, d'y être pleinement intégré et d'y tenir une place importante. Ce qu'explique également, la députée péquiste et ancienne Présidente de l'Assemblée nationale du Québec du dernier gouvernement péquiste, Louise Harel.

²⁶⁵Pour des renseignements complémentaires sur cette question et les relations interparlementaires du Québec avec la Conférence parlementaire des Amériques, nous renvoyons à l'article de Charbonneau, Jean-Pierre ; Dumont, Dominic. « Les relations parlementaires internationales du Québec », in Stéphane Paquin (dir.). *Histoire des relations internationales du Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2006, p. 298-311.

²⁶⁶Les différentes activités de l'Association, qu'il s'agisse des débats, des actions menées sont présentées dans la *Revue Parlements et francophonie*, plus de 115 numéros sont parus à ce jour.

²⁶⁷La liste ne se prétend pas être exhaustive, mais rend compte d'après nos recherches, de l'action volontariste de certains parlementaires, tant libéraux que péquistes en faveur de l'AIPLF et de la francophonie.

²⁶⁸Guy Beaudet, « Relations parlementaires à l'Assemblée nationale », *Revue Parlementaire canadienne*, vol 12, n°2, été 1989. Cet écrit complète un article précédemment intitulé « Service au député », déjà publié dans la *Revue parlementaire canadienne* au printemps 1988.

La participation de l'Assemblée nationale du Québec à des organisations interparlementaires multilatérales et les relations bilatérales qu'elle entretient avec des parlements étrangers et l'APF (...) permettent l'amélioration du positionnement international de l'Assemblée nationale et du Québec sur la scène internationale, ainsi que l'élargissement du rayonnement de la société québécoise ; le rayonnement institutionnel de l'Assemblée nationale du Québec au sein des réseaux interparlementaires. Au fil des ans, l'Assemblée nationale s'est investie dans certains domaines dont la portée sociale et universelle représente un enjeu majeur pour la communauté internationale (...) ce qu'elle a réalisé en étroite coopération avec l'Assemblée parlementaire de la francophonie et de l'OIF. L'Assemblée nationale du Québec (...) entend être un partenaire majeur en ce domaine²⁶⁹.

Les missions régionales ont pour but, d'intensifier le sentiment d'appartenance, d'élargir le nombre de parlementaires et de sections membres et de renforcer la présence de la Région Amérique sur la scène francophone d'Amérique²⁷⁰. Depuis 1989, des missions régionales ont été effectuées en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, dans l'Île du Prince Édouard, en Nouvelle-Angleterre, (Maine, New Hampshire et au Vermont) en Haïti, à Sainte-Lucie et en Louisiane. Le Canada possède une place importante au sein de l'Assemblée, de part le nombre des provinces qui y siègent en tant que sections autonomes, parlements associés et symbolise aussi une forme de diversité culturelle ... Nonobstant ce fait, le Québec parvient cependant, à dégager un pré carré patent au sein de l'APF, ainsi il présida à quatre reprises l'Organisation avec Jean-Pierre Saintonge, Roger Bertrand et Jean-Paul Charbonneau et Louise Harel première femme à accéder à cette fonction. Il y occupe également une place à part, étant la seule assemblée nationale majoritairement de langue française en Amérique du Nord, de plus, le siège du bureau de la section américaine de l'APF se trouve à Québec et non à Ottawa. Depuis 1986, Québec, siège de façon continue au bureau de l'association et bénéficie d'une vice-présidence. Ce fut également à Québec, que fut fondé le Parlement de la francophonie des jeunes, lors de la XXVII^e Assemblée parlementaire de la francophonie qui s'est tenue à l'Assemblée nationale du Québec, du 8 au 10 juillet 2001.

²⁶⁹Louise Harel « Les relations internationales de l'Assemblée nationale du Québec » *Revue parlementaire canadienne*. Vol 26, n°1, printemps 2003.

²⁷⁰La Région Amérique de l'APF publie le périodique *Bulletin Amérique* à 3000 exemplaires. Celui-ci distribué gratuitement, sert de trait d'union entre les parlementaires et entre les populations francophones d'Amérique et voit à assurer des échanges d'information réguliers. Un Répertoire des associations et des médias écrits et électroniques francophones de l'Amérique du Nord est également publié annuellement.

Si en dehors de l'APF, l'Assemblée nationale du Québec, possède plusieurs autres partenariats reposant sur des accords bilatéraux²⁷¹ ou multilatéraux²⁷² ou encore sur des protocoles de coopération interparlementaire²⁷³, il semble que l'APF, soit la structure la plus dynamique et réceptive au positionnement et à la spécificité du Québec. Si l'AIPF bénéficie d'un consensus plus que favorable sur l'échiquier parlementaire fleurdelisé, comme l'est presque toujours la francophonie, il s'avère que les attentes et intérêts les plus marqués se retrouvent cependant dans le camp souverainiste. Nous en voulons pour preuve, ce que nous déclara Mme Louise Beaudoin, ancienne Déléguée générale du Québec, ministre des Relations internationales de la francophonie, déléguée de l'OIF et représentante spéciale d'Abdou Diouf « *L'APF est une vitrine pour l'Assemblée nationale, gage de clarté face au Canada, d'enrichissement, de force et surtout de promesse pour les Québécois et le Québec tout entier*²⁷⁴. » A travers cette analyse des rapports entre le Québec, l'Assemblée nationale et la francophonie, nous avons établi et prouvé que la présence du Parlement de Québec n'avait pas la même action, ni la même envergure que celle de l'Île du Prince Édouard ou du Manitoba, ni bien évidemment, la même portée symbolique vis-à-vis d'Ottawa. Tout en soutenant l'ambition de créer un parlement des francophones, comme le fait également le parti libéral du Québec, René Lévesque, Louise Beaudoin ou encore Louise Harel, capitalisent également sur le potentiel para et diplomatique de ce cercle parlementaire francophone. Ce positionnement n'est pas un cas unique et nous allons le démontrer à travers l'exemple de l'AIMF qui clôturera notre chapitre IV.

La dernière organisation que nous comptons étudier, afin de parfaire notre démonstration correspond également, à la dernière grande OING francophone créée par le Québec. La corrélation thématique, entre le double renforcement du Québec et de la francophonie sur la scène internationale à travers les OING se poursuit donc tout au long des années 1960-1970, pour finalement atteindre l'échelon métropolitain.

²⁷¹En particulier, La France, la Bavière, le Parlement centraméricain, la Communauté française de Belgique, le Brésil, la Catalogne, la Californie, le Niger, l'Ontario et la Région Wallonne. Pour de plus amples détails les autres partenariats existants entre le Québec et les parlements membres du Commonwealth de la COPA, nous renvoyons aux recherches de Christian Comeau, « Playdoyer pour les relations interparlementaires », *Revue de la Région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth*, n° de juin 1980, p. 26-28, ainsi qu'à Lavoie Lisa. *L'utilité des relations interparlementaires des États fédérés : le cas du Québec au sein de la COPA*. Québec, Université Laval, 2003, 59 p.

²⁷²Par exemple, la Confédération parlementaire des Amériques ; le *Council of state governments*, la *National Conference of state legislature*, l'Assemblée parlementaire du Commonwealth.

²⁷³Qui sont tous des parlements francophones membres de l'OIF, tels le Bénin, le Burkina Faso, Haïti, Madagascar, le Mali, et le Niger.

²⁷⁴Louise Beaudoin entretien du 11 décembre 2005.

Le cas de l'Association internationale des maires francophones²⁷⁵ atteste à nouveau l'efficacité et l'acuité pour le Québec de son partenariat avec la France, afin d'étendre sa présence sur la scène internationale. Il démontre, contrairement à ce qu'écrit Anne Légaré que « *le Québec n'est pas otage de ses alliés* »²⁷⁶ mais qu'en suscitant de nouvelles approches, tant en francophonie que dans d'autres thèmes, identité, coopération, etc le Québec parvient à se doter d'un champ propre d'expression et d'existence²⁷⁷. Tant du point de vue des OING qu'au sein des OIG, le Québec est parvenu en matière de relations internationales à se renforcer et à s'ouvrir sur ce monde, en grande partie grâce à l'oekoumène francophone, en créant de nouvelles structures répondant conjointement à des attentes propres et collectives de la communauté francophone.

L'AIMF appartient à cette catégorie et cela explique pour partie, sa croissance et sa pérennité. Elle fut fondée officiellement à Québec les 1^{er} et 2 mai 1979, sur une initiative commune des mairies de Paris et de Québec et de leur premier magistrat respectif Jacques Chirac²⁷⁸ et Jean Pelletier²⁷⁹. Les villes fondatrices sont au nombre de vingt on y retrouve de nombreuses villes d'Afrique et également Bordeaux, ville de Jacques Chaban-Delmas fondateur de l'AIPLF. L'année du bicentenaire de la Révolution, l'Association en comptera plus de cinquante. En 1995, l'AIMF devient à son tour un opérateur direct de la francophonie, lors du Sommet de Cotonou en charge de l'urbanisme et prit le titre d'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF), sans modification de son sigle, une fois n'est pas coutume.²⁸⁰

Elle compte désormais plus de quatre-vingt dix membres répartis au sein de plus de quarante Etats ou gouvernements et notamment les villes de Hull, Montréal, Ottawa et Québec pour le Canada. L'AIMF vise à établir des liens étroits de coopération dans tous

²⁷⁵S'il n'existe pas à ce jour de monographie scientifique ou d'article de portée universitaire, nous signalons que l'AIMF a fait publier une brochure à son éloge s'intitulant : *L'AIMF en action : des maires et des hommes*. Paris, Le Cherche midi éditeur, 1999.

²⁷⁶Légaré, Anne. *Le Québec otage de ses alliés, les relations du Québec avec la France et les Etats-Unis*. Montréal, VLB éditeur, collection partis pris actuel, 2003, 238 p.

²⁷⁷Une grande partie de ses difficultés actuelles proviennent désormais non de ses alliés mais d'une incapacité ascendante à proposer de nouvelles initiatives, ce qui conjugué à une irrésolution politique et à un statu quo unifolié mortifère à longue échéance finit par l'isoler d'autant.

²⁷⁸Le maire de Paris est élu résident de l'association

²⁷⁹Politicien et journaliste québécois, né à Chicoutimi, le 21 février 1935, membre de l'UIPLF future UPF et membre de l'UCF, maire de la ville de Québec durant 12 ans de 1977 à 1989. Il fut Chef de cabinet du premier ministre Canadien Jean Chrétien et au coeur du scandale des "commandites".

²⁸⁰En juillet de la même année, J. Chirac, élu Président de la République devint Président d'honneur. A cette étape l'association comptait 81 villes adhérentes.

les domaines de l'activité municipale. Elle a essentiellement centré son action sur l'aide au développement des villes, l'appui à la modernisation, le soutien à l'éducation et à la formation ainsi que sur le développement de la culture et sur l'informatisation de la gestion des services municipaux. Ce recentrage de ses actions est depuis 1990, d'autant plus sensible que fut créé à Tunis, cette année là, le Fonds de Coopération dont le but est de réaliser des projets d'équipements urbains et qui a donné l'occasion au Québec de mettre en avant son savoir faire et son expertise en ce domaine, illustrant son attachement à la francophonie. Ce dont Jean Paul l'Allier attestait dans une entrevue accordée au service de presse de l'AIMF²⁸¹ :

L'expertise que possèdent Québec et les villes québécoises est variée (...) et mise à profit par le ministère des Relations internationales du Québec, (...) dans l'intérêt de la francophonie et à disposition de l'AIMF.(...) La Ville de Québec a participé activement depuis la fondation de l'AIMF, aux activités annuelles de notre association et a contribué à la réalisation de divers projets de coopération en favorisant la collaboration de ses experts. Nous avons donc pu suivre l'évolution de l'AIM, autant du point de vue de ses orientations que de la réalisation concrète des projets de coopération. Ce réseau a été et demeure centré sur les besoins réels des villes et de leurs citoyens. L'AIMF, par la pertinence de ses actions et la rigueur de ses interventions, obtient des résultats très favorables en matière de coopération entre les villes du nord et du sud et nous devons en être fiers²⁸².

En 1998 toutes les capitales et les grandes métropoles francophones étaient membres de l'AIMF, elle devint dès lors, un forum incontournable réunissant deux fois par an, tous les grands responsables locaux ayant le français en partage. Si le Québec demeure toujours un acteur dominant de l'association, la ville de Québec quant à elle, ville cofondatrice avec la ville lumière, a perdu sa vice-présidence au bénéfice de Montréal²⁸³ ; Jean-Paul l'Allier fut le dernier maire de Québec à occuper ce poste. Depuis la fondation de l'AIMF, il y a un quart de siècle, Québec a toujours détenu une des quatre vice-présidences de l'organisation. Il semble que le départ de Jean-Paul l'Allier de la mairie de Québec marque aussi la fin d'une tradition... au profit de Montréal. Il s'avère en effet que depuis son arrivée à la mairie de Montréal, M. Tremblay a montré un intérêt soutenu

²⁸¹<http://www.aimf.asso.fr>

²⁸²Par exemple 1989 Création du Plan de Coopération Informatique en partenariat avec l'Agence de la francophonie et le ministère français de la Coopération. Il a pour objectif de moderniser la gestion des villes du Sud en informatisant leurs services financiers et leurs services du personnel. 50 villes sont membres de l'association.

²⁸³Eric Moreault, « Jean-Paul L'Allier parti, la vice-présidence s'en va à Montréal », *Le Soleil*, 22 novembre 2005.

pour l'AIMF²⁸⁴. Cette nouvelle illustration des rivalités Montréal Québec, ne remet bien évidemment pas en cause l'implantation québécoise de l'association, son ascendant restant fort, elle souligne néanmoins, un glissement progressif vers le renforcement des métropoles mondiales y compris au sein de la francophonie, ce qui évince la capitale historique de l'Amérique française, à la faveur de la très multiculturelle francophone Montréal. En 2003, eut lieu la première conférence de l'AIMF²⁸⁵ en Asie du Sud-Est à Phnom Penh, s'y retrouvèrent 115 villes adhérentes représentant 46 pays. Jean-Paul l'Allier, le Premier Secrétaire général de l'OFQJ et Vice-président de l'AIMF déclarait à ce sujet :

Les besoins sont immenses et le rôle des villes s'élargit. Nos institutions deviennent des instances de premier plan en matière de coopération. Dans cette perspective, je suis heureux de constater que (...) l'A.I.M.F. a pris diverses mesures pour devenir un véritable organisme multilatéral. C'est la voie à suivre²⁸⁶.

Pour appuyer les activités et le développement de son réseau, l'AIMF fait principalement appel aux villes de Paris, Québec, Liège, Luxembourg et Lausanne, aux ministères français des Affaires étrangères et de l'Education nationale, aux gouvernements du Canada et du Québec. Depuis 1993, son budget est passé de 2 millions à près de 5 millions d'euros, associant grâce à un dialogue renouvelé, les subventions des Etats France, Québec, Canada et celles des collectivités locales. L'AIMF réalise de très nombreux projets d'intérêt immédiat pour les citoyens et favorise l'amélioration continue de la gouvernance. L'AIMF entend ainsi répondre aux vœux de tous ceux qui souhaitent asseoir la démocratie locale en renforçant les capacités de gestion des villes, en donnant aux collectivités locales les moyens d'assumer leurs missions, et en accompagnant les décentralisations en cours ou à venir²⁸⁷.

L'association internationale des maires francophones est un complément à l'échelon local ou métropolitain, une jumelle en matière de coopération et d'exercice de la démocratie locale de l'AIFLF et de l'APF, elles collaborent de façon croissante au sein de

²⁸⁴Ce que corrobore un article de Sébastien Rodrigue, « Réchauffement Paris-Montréal, » *La Presse*, 25 avril 2006.

²⁸⁵Bertrand Delanoë, maire de Paris en exercice, fut élu à la Présidence de l'AIMF en 2001.

²⁸⁶Propos de Jean-Paul L'Allier provenant d'une entrevue accordée à l'APF consultable sur <http://www.aimf.asso.fr>

²⁸⁷Elle mena ou mène encore des programmes d'aide à Abidjan, Bamako, Bangui, Brazzaville, Conakry, Douala, Hanoi, Ho Chi Minh-Ville, Hué, Libreville, Lomé, N'Djamena, Niamey, Ouagadougou, Ouahigouya, Tunis, Victoria, Sousse, Yaoundé.

la francophonie depuis leurs désignations par les Sommets en tant qu'opérateurs de la Francophonie. Le Québec dispose ainsi de tribunes tant à l'APF qu'à l'AIMF qui lui laissent s'il le désire, un espace unique de communication en direction de la francophonie, mais également du Canada et des minorités francophones d'Amérique du Nord. Il peut auprès d'elles formuler un discours relayé par des actions dans un cadre autre que celui de la fédération canadienne, en assumant son caractère de pôle sociétal et politique structurant de la francophonie nord-américaine. En fonction de la sensibilité à la francophonie et au degré d'adhésion aux thèses fédéralistes, réformistes ou souverainistes, les OING francophones où le Québec pèse d'autant plus qu'il est un membre fondateur ou dirigeant peuvent devenir un enjeu de pouvoir, de prestige et d'identité. Sans accorder à l'AIMF tout le crédit que la vulgate francophoniste pourrait lui conférer au moyen de ses communiqués de presse parfois latitudinaux, il faut souligner qu'elle est une voix tout à fait originale de partenariat de coopération, initié et porté par le Québec. Elle parvient à travers des actions on ne peut plus concrètes, notamment dans les pays du Tiers-monde, à donner du sens à une francophonie en cours de construction, sorte de "Sagrada familia senghorienne" confrontée à toutes les dérives d'un développement mondial apocryphe²⁸⁸.

L'AUPLEF, le Cercle Richelieu Senghor, L'AIFLF, L'AIMF permettent de replacer sur un plan historique et thématique, toute l'évolution que les OING et les associations francophones connurent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Notamment, ce passage d'une francophonie individuelle ou privée à une francophonie plus reconnue, issue de la société civile ou de certaines arcanes du pouvoir gaulliste et insérée dans des réseaux identifiables, préalable constitutif à une francophonie institutionnelle et politique. Cette deuxième francophonie, nettement plus internationale et plus que jamais africaine, trouva un allié de poids en Québec²⁸⁹ pour se confronter avec plus de prégnance, aux dures réalités de l'application des discours généreux et des imprécations humanistes et lyriques car comme le redit J-M Léger « *Pendant trop longtemps elle a été assimilée par les uns à une sorte de boy scoutisme sympathique, par les autres à un combat d'arrière-*

²⁸⁸Décision de s'engager dans une politique de lutte contre le Sida et de se donner les moyens de répondre aux appels urgents des villes victimes d'une catastrophe naturelle ou d'une crise grave...

²⁸⁹Traisnel, C. *Le français en partage, les 50 plus belles histoires de la francophonie*. Paris, Timée-Éditions, Histoire et Civilisations, 2004, p. 40-41.

*garde aussi vain qu'attendrissant*²⁹⁰. » Contrairement à l'idée reçue, encore majoritaire sur l'origine de la francophonie, le processus qui mena à son élaboration n'est en rien, provoqué par le fait des princes ou une volonté politique, mais bien par une intervention d'ordre privée, de petits cercles d'intellectuels et de dirigeants faiseurs d'opinion qui construisirent la francophonie sur la base du modèle associatif et privé et où les Canadiens français et les Québécois eurent un rôle crucial. Les exemples que nous avons choisis de prendre au travers de l'AIJLF, l'UCF et enfin l'AUF ou l'AIMF en sont autant de preuves et de démonstrations. Le fait que la primofrancophonie, soit une conséquence de la société civile et le fait d'individus isolés explique selon nous, la relative disharmonie persistante que la francophonie donna et donne encore d'elle. Si l'on perçoit un mouvement de fond de convergence entre ces différentes structures, tant par les thèmes dont les deux grands axes sont la langue française et la coopération des parlants français, il n'en demeure pas moins que la francophonie se construit sans architecte, ni plan autre que celui, partiellement dessiné par les présidents africains, Senghor en tête ou part des intérêts collectifs ponctuels. Ce qu'atteste également de son côté, Jean-Marc Léger :

Avec l'accord et le soutien du Conseil d'administration de l'AUF, je pris l'initiative, courant 1975, d'inviter à une rencontre amicale les secrétaires généraux ou présidents de diverses ONG francophones ayant leur siège à Paris ou pouvant s'y rendre aisément. Ces premières réunions se révélèrent fort utiles pour les échanges d'informations, il y avait là par exemple l'Alliance française, la Fédération des professeurs de français, le Comité des historiens et géographes de langue française, la revue *le français dans le monde*, l'AIJLF, etc. Plus tard les rejoignirent même des organismes officiels, des ministères français, RFI, la Délégation... et l'ACCT elle-même. Il s'agissait bien sûr d'une concertation officieuse mais d'autant plus sympathique et plus utile. L'échange des calendriers et des projets permettait d'éviter des collisions et des doubles emplois mais aussi dans certains cas de susciter des collaborations et des synergies. A la fin, il y eut là un véritable club de concertation francophone avec une bonne quinzaine d'organismes participants. Pour toutes sortes de raisons, cette initiative fut interrompue courant 1979 et ne fut plus reprise. J'ai cru bon de faire état de ce qui a été à mon sens la seule tentative fructueuse de concertation spontanée entre ONG francophones.²⁹¹

²⁹⁰ Léger, J.-M. « *Les ONG berceau garant de la Francophonie* », colloque des Réseaux des organisations internationales non gouvernementales de la Francophonie, Paris, 24 octobre 1994, p. 2

²⁹¹ Entrevue du 9 Décembre 2005, confirmée dans son contenu par une allocution prononcée le 24 octobre 1994 à Paris, intitulée « *Les ONG berceau et garant de la francophonie* » dans le cadre d'un colloque organisé par le Réseau des organisations internationales non gouvernementales de la francophonie.

A maintes reprises, le Québec joua le rôle de déclencheur ou d'instigateur pour créer une communauté d'esprit et d'intérêts porteuse également, d'un Oekoumène qui lui faisait défaut sur son propre continent ou qui tendait à disparaître, au fil des décennies. Mais cette action se fit en général de façon discrète et sans publicité, pour ce qui a trait à la mise en chantier des différentes phases de ces organisations. Une fois encore, le témoignage du très francophoniste J-M Léger s'avère précieux : « *Pour toutes sortes de raisons, cette initiative fut interrompue courant 1979* ». Si tant au Québec qu'ailleurs, les cercles d'amitié et d'influence épris de mystère et de secret sont un trait intemporel et propre aux acteurs de la proto francophonie et dans une moindre mesure de la francophonie contemporaine, il est assurément plus compliqué de parvenir à faire la part des choses, lorsqu'on parle de l'Etat fleurdelisé ou des Québécois. Souvent et nous pensons que cet élément est sous-évalué dans les publications ayant trait à la francophonie, le Québec et son élite francophone sont contraints de pratiquer un jeu de funambule, pour dégager une ligne identitaire originale mais non exclusive, tenant compte des minorités francophones hors Québec, de ses propres minorités culturelles et enfin et surtout, de la tutelle parfois soupçonneuse du gouvernement fédéral à son égard, même sous les gouvernements d'obédience fédérale.

Nous ne prétendons pas que la francophonie fut le seul mouvement à fonctionner ainsi, ou qu'il s'agit de l'ébauche d'une cinquième colonne francophone²⁹², mais sans l'utilisation de la source orale et les témoignages de certains protagonistes, nous n'aurions pas pu mener à son terme notre recherche pour ce qui a trait aux liens et aux enjeux existants entre les OING francophones et le Québec. En outre, la difficulté d'accéder à des fonds d'archives réellement francophonistes, constitués d'une documentation dont la portée ne soit pas générale et accessible aux chercheurs s'avère une tâche des plus malaisées et affermit cette perception "mystérieuse" quant aux lieux de pouvoir de la francophonie québécoise. Un dernier point, conforte notre analyse sur l'unicité des liens Québec-francophonie, c'est la structure militante et la nature des partisans et des premiers

²⁹²Diane Francis et certains auteurs canadiens francophobes, alternant paranoïa et racisme ethnolinguistique se sont suffisamment ridiculisés et avilis en utilisant ce thème pour que nous leur laissions ce genre dont le Canada Anglais ne parvient malheureusement pas à s'affranchir collectivement ; en particulier au fur et à mesure que l'on se dirige vers les provinces de l'ouest malgré une co-existence plus que séculaire. Francis, Diane. *Maîtres chanteurs chez nous, le Canada en otage*. Traduit de l'anglais par Hélène Thibault dont le titre original est « *Fighting for Canada* », Toronto, Key Porter Books, 192 p. consultable également sur son site internet <http://www.diane francis.com>

faiseurs de francophonie. L'ouvrage de C. Traisnel, *Francophonie, francophonisme*²⁹³ avait tenté de comprendre pour partie, cette spécificité militante de la francophonie, de façon générale pour la France mais le cas du Québec n'était pas analysé et il est d'après nos recherches et notre démonstration, d'une importance supérieure à celle qui existe en Europe francophone.

Les seuls noms de Jean-Marc Léger²⁹⁴ et de Louise Beaudoin suffisent à démontrer l'extrême étroitesse du microcosme faiseur de francophonie au Québec. En effet, si cette proximité est une constante du Québec, de par la "balkanisation" spatiale et sociétale des Québécois à l'échelle nord-américaine, nous n'avons perçu nulle part ailleurs, une telle imbrication des réseaux, des individus et une endogamie militante aussi poussée, pas même en Wallonie ou dans les cantons francophones helvétiques, pourtant moins peuplés et tout aussi confrontés à la dure et impérieuse affirmation de l'identité en milieux bilingues ou multilingues ultra minoritaires.

A travers cette deuxième partie que nous venons d'achever, nous avons expliqué, puis démontré la profonde originalité et la singularité de la nature du lien évolutif qui associait le Québec, la langue française et la francophonie. Dans cette relation ternaire, l'Etat fleurdélié joua un rôle sans commune mesure avec le poids juridique d'un gouvernement s'insérant dans une structure confédérale, puis fédérale. Si certains libéraux, autoproclamés pragmatiques dont Pierre Eliot Trudeau allait devenir la figure de proue prônèrent dans un souci "d'efficacité", un glissement naturel vers le centralisme des compétences fédérales, les fédéralistes libéraux hors Québec de la première moitié des années soixante n'avaient pas la même interprétation du cadre confédéral. Ces derniers que l'on peut rassembler sous l'étiquette libérale/Pearson, non seulement cautionnèrent, mais partagèrent largement les vues du Québec pour ce qui a trait à l'AUPELF et au rôle des Québécois en matière de francophonie. Le positionnement sans équivoque des ministres Green et Dorion, le financement important et conjoint du Québec et du Canada au FICU, en sont d'autres témoignages qui prouvent le possible dialogue de la vieille capitale et d'Ottawa en matière de francophonie, lorsque l'instrumentalisation n'est pas la règle. Les *francophonies* représentent donc pour le Québec, un projet extrêmement

²⁹³Traisnel, C. *Francophonie, francophonisme, groupe d'aspiration et formes d'engagement*.

²⁹⁴Auxquels nous pouvons ajouter : Champoux, O'Leary, Bachand, Pelletier...

novateur et une ouverture tout à fait particulière mais totalement compatible avec la québecité séculaire et un prolongement de celle plus moderne bâtie et incarnée par la Révolution tranquille. Cela explique selon nous, qu'il s'en soit emparé et l'ait investi si massivement alors qu'il était un Etat et une société qui en terme de perceptions et de représentations différaient totalement de l'Amérique anglo-saxonne triomphante²⁹⁵ et que la francophonie fleurdélisée ait été instiguée, nourrie et incarnée par des élites tant laïques que religieuses. Sous de nombreux points et aspects²⁹⁶ et en dépit des facteurs géographiques et spatiaux, le Québec et le Canada français s'éloignent ou se distinguent d'un standard nord-américain, européen ou même occidental. Sans évidemment pouvoir comparer le Québec à un Etat du tiers-monde ou dire qu'il s'agit d'une colonie avérée, il y a une proximité d'état et de sensibilité que nous estimons responsable d'un rapprochement avec l'Afrique durant les années soixante et que l'on justifie à tort ou excessivement par les seuls motifs politiques, sans prendre en compte les facteurs sociaux, identitaires et de projection de soi. Le Québec par son action efficace et minutieuse concrétisa donc dans les années soixante, la pensée et l'idée reclusienne de francophonie dans un contexte mondial de décolonisation. « *L'attrait de la culture française tient à ce qu'elle est, pour les Canadiens français [sic], la justification de leur différence et de leur identité*²⁹⁷ » confia de Gaulle à Alain Peyrefitte.

Nous avons pu grâce aux différents exemples de protofrancophonie et de primofrancophonie présentés et analysés durant les chapitres III et IV démontrer que le Québec entretient ou entretenait une relation intense et fusionnelle avec la langue française qui nous apparaît comme unique, ou du moins, d'une exceptionnelle longévité²⁹⁸ et d'une vivacité féconde en ce qui a trait à la francophonie des origines. A travers ces cas distincts, nous avons problématisé et organisé la mise en perspective et la construction de la francophonie en allant du général au particulier, à travers le prisme

²⁹⁵ Nous renvoyons notamment à Lester, Normand. *Le Livre noir du Canada Anglais I et II*, Montréal, Les Intouchables 2001-2002. à l'ouvrage d'Amyot, Eric, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle*, Montréal, Fides, 1999, p. 359, à l'ouvrage de Sauvé, Mathieu-Robert. *Echecs et Mâles : les modèles masculins au Québec du marquis de Montcalm à Jacques Parizeau*. Montréal, Les Intouchables, 2005, 316 p. Et plus largement à notre première partie de notre thèse.

²⁹⁶ Nous renvoyons par exemple aux expressions francophobes à caractère raciste ou d'autodénigrement *speak white*, être un porteur d'eau, gagner un petit pain, se faire tondre la laine sur le dos, etc.

²⁹⁷ Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*. p. 1527.

²⁹⁸ Cette relation se définit jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle sur le mode du repli et du confinement passif, en laissant à la France le soin de propager la langue et la culture française au niveau mondial, malgré un discours clérical-messianique auréolé d'un mysticisme linguistique. Le Canada français incarnait avant tout une francité d'Ancien Régime souvent éloignée parfois même adversaire de la francité post-révolutionnaire et républicaine, nourrie des Lumières dix-huitiémistes.

québécois en démontrant que la relation Québec-francophonie bénéficiait d'une construction séculaire, plongeant ses fondements au cœur même de l'identité culturelle et civilisationnelle française et francophone. Dans cette partie, nous avons tenté d'établir un nouveau pallier d'analyse et de démonstration de la relation Québec-francophonie, à travers les différents cas étudiés qui prouve une construction de la francophonie par les individus et le monde associatif. Loin d'être une entité technocratique et conçue ex nihilo par un pouvoir politique ou institutionnel, la francophonie est une construction pyramidale partant de la base vers le sommet. Toutes nos recherches en attestent. En conséquence, il nous ait permis d'affirmer que le Québec et la francophonie ne sont pas des partenaires neutres ou quelconques, comme nous l'avions déjà pour partie prouvé dans la première partie de notre thèse. Ils sont intimement liés, imbriqués et leur relation particulière repose sur une longue filiation culturelle, linguistique et historique.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ET

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE LE MIRAIL

LE QUÉBEC EN FRANCOPHONIE.

PERCEPTIONS, RÉALITÉS, ENJEUX :

OU LES RELATIONS PARTICULIÈRES QUÉBEC CANADA

FRANCE ESPACE FRANCOPHONIE, DES ORIGINES À 1995

VOLUME II

THÈSE

PRÉSENTÉE EN COTUTELLE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR

Aurélien YANNIC

JUIN 2007

SECOND TOME

***Le Québec en Francophonie, perceptions, réalités, enjeux :
ou les Relations particulières Québec Canada France Espace
francophone des origines à 1995.***

*« La véritable culture est enracinement et déracinement.
Enracinement au plus profond de la terre natale : dans son héritage spirituel.
Mais déracinement : ouverture à la pluie et au soleil, aux rapports féconds des civilisations étrangères¹. »*

Léopold Sédar Senghor

TROISIEME PARTIE

ENTRE EVOLUTION RECIPROQUE DES RELATIONS QUEBEC FRANCOPHONIE ET REDFINITION DES ENJEUX

¹Senghor, L. S. *Liberté V*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 25.

« Nous ne saurions parvenir ni à nous définir pleinement, ni à surmonter l'isolement, sans la participation à la communauté des hommes de notre culture et sans dialogue direct et permanent avec les pays de cette communauté, la France en premier chef.² »

Jean Marc Léger

CHAPITRE V

LE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE L'AIRE FRANCOPHONE, DU TEMPS DES CONFERENCES A LA LONGUE MARCHE DES SOMMETS : L'IMPACT DU QUEBEC SUR LA CONSTRUCTION DE LA FRANCOPHONIE

5.1 - Les premières manifestations spontanées de Francophonie institutionnelle.

A travers ce chapitre V, consacré à la construction institutionnelle et étatique de la francophonie, nous comptons démontrer que le Québec à nouveau, possède une relation originale et intense avec cette forme de francophonie. Si l'état fleurdelisé, le *Cercle québécois* et nombre d'initiatives privées rendirent possible l'émergence d'une francophonie associative, en faisant du Québec un acteur des plus positifs du point de vue francophoniste, les choses seront moins évidentes pour ce qui a trait à la francophonie officielle et il finira par devenir contre toute attente, un frein important de celle-ci, le Canada et le Québec y transportant leurs relations empoisonnées. Nous démontrerons ainsi, sur la base de l'approche chronologique que le Québec fut consécutivement et dans la pleine acception de la définition, « *le djinn de la francophonie* ».

²Jean-Marc Léger, conclusion de l'éditorial du *Devoir*, en date du 16 octobre 1963, consacré à la venue d'André Malraux à Montréal et à la constitution de la francophonie.

A cette fin, nous nous consacrerons dans un premier sous-chapitre intitulé *Les premières manifestations spontanées en faveur d'une Francophonie institutionnelle*, à établir les origines et les mécanismes spécifiques de cette francophonie qui naquit en France. Dans le sous-chapitre suivant intitulé, *Le Québec, de Gaulle et le Cercle québécois : entre francité, fait français et la francophonie* : l'incidence des ententes bilatérales, nous analyserons ensuite le rapprochement France-Québec après avoir évoqué au préalable, l'action du général de Gaulle préambule indispensable à ce rapprochement, et nous poursuivrons en évaluant l'incidence des Ententes bilatérales France-Québec. Nous étudierons dans un troisième temps la venue du Québec au sein de la francophonie institutionnelle dans *De Libreville à Kinshasa, entre coup d'éclat et accession à la francophonie institutionnelle*. Puis nous conclurons ce chapitre en nous intéressant à l'ancrage de l'Etat fleurdéliné dans cette nouvelle francophonie étatique et institutionnalisée par : Les conférences de *Niamey et le Québec ou l'édification de l'ACCT*. Par ce nouveau cheminement démonstratif, nous prendrons toute la mesure de l'impact du Québec dans la francophonie institutionnelle et apporterons une vision plus contrastée et nuancée, de l'apport de la « *Belle province* » à celle-ci. De son côté, la Francophonie dota pour sa part le Québec d'une reconnaissance et d'un poids international que nulle autre institution, pas même l'ONU ne lui conféra si l'on excepte toujours la France.

« *Le Québec est gagné d'avance à l'idée de la création d'une communauté des pays francophones* ³. »

Daniel Johnson

5.1.1- Vers un forum officiel de la francophonie : l'Union africaine et malgache (UAM).

Une fois la décolonisation de l'Afrique noire achevée et la légitime liberté et souveraineté des peuples et nations d'Afrique noire francophone atteinte, se posa l'épineuse question des rapports à entretenir avec les ex-métropoles coloniales qu'étaient Paris et Bruxelles. Si le traité de Paris a naturellement évité à l'Amérique française de se poser ce genre de dilemme, l'Afrique et la nouvelle élite désormais aux affaires, de pays pour partie largement artificiels, tant du point de vue des frontières que de l'identité, des

³Propos de Daniel Johnson, Premier ministre du Québec, repris dans Traisnel, C. *Le français en partage, les 50 plus belles histoires de la francophonie*. p. 41.

cultures ou des langues dut se les poser et au plus vite, car l'essentiel des débouchés économiques et des contacts culturels et humains était orienté ou dirigé en direction de la France ou de la Belgique. Dans un monde bipolaire, nombre de pays d'Afrique, après l'ivresse et les transports de l'indépendance furent confrontés à des lendemains difficiles. Le quotidien leur fit prendre conscience de l'impérieux besoin de retisser des liens, mais bien évidemment différents de ceux qui existaient par exemple sous la communauté et l'Union française. En outre pour rappel, l'espace francophone africain ne pouvait se concevoir réellement, à travers d'autres exemples d'espaces ou de cadres coopératifs existants. Les colonies portugaises n'étaient pas encore libérées, l'Espagne ne disposait pas à proprement parler, d'une aire coloniale suffisante et vivait en outre, sous le joug franquiste. Quant à la transposition pure et simple d'un Commonwealth à l'espace francophone africain, si l'idée put paraître séduisante, elle ne pouvait de toute façon s'effectuer pour deux raisons principales. La première relève de la nature même de la colonisation forgée par l'Empire français qui souhaitait faire des colonies autant d'exactes répliques de la France. Les tentatives de réforme de cet ensemble échouèrent toutes car elles ne reposaient pas sur le principe de l'égalité, malgré des avancées parfois notoires telles, le discours de Brazzaville⁴ ou l'ultime tentative de réforme de l'Empire sous la V^e République voulue par le général de Gaulle. Tout cela arrivait trop tard et ne répondait pas ou plus, aux attentes de ce que l'on nommait encore souvent avec condescendance dans la patrie des droits de l'homme, *les peuples indigènes*. La seconde raison, moins sujette à l'interprétation ou à des considérations socio-historiques, mais tout aussi importante compte tenu de sa véracité est que contrairement au Commonwealth, la colonisation francophone en Afrique reposait sur deux Etats. Aurait-il fallu créer deux Commonwealth, un à la française et l'un à la belge ou maintenant à la wallonne ? Léopold Sédar Senghor, regretta à maintes reprises qu'il n'existe pas un lien plus fort et intense, entre les ex-colonies francophones d'Afrique noire et la France, mais cette communauté regroupant colonisés et colonisateur aurait sans nul doute, portée préjudice à la francophonie et de deux manières. Tout d'abord, en transférant davantage sur la francophonie, l'opprobre de la colonisation dont elle pâtit indiscutablement, la deuxième

⁴Janvier 1944 La France et le général de Gaulle s'engagent à aider les peuples de l'Afrique française : « Comme dans tous les autres territoires où les hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès si les hommes sur leur terre natale n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi. » Ce qui fit écrire à Léopold Senghor : « C'est donc en janvier 1944 et par la volonté de Charles de Gaulle que naquit non seulement l'idée et la volonté mais surtout la possibilité de Francophonie » *Ce que je crois*. p.159.

raison, découlant de la première peut se résumer en une interrogation simple : A quoi bon fonder une communauté francophone pour la France ou celle-ci aurait été en minorité, alors qu'elle pouvait maintenir sa tutelle sur ses anciennes colonies ? Ces précisions que nous apportons quant au contexte et aux motivations qui donnèrent naissance à l'Union Africaine et Malgache (UAM), nous renvoient à une interrogation qu'André Patry, alors Chef du protocole du gouvernement du Québec nous fit dans une correspondance privée de l'automne 2005, quant à "l'impossibilité" et au trésor juridique qu'auraient dû déployer conjointement Paris et Québec, pour intégrer la *Belle Province* à un « *Commonwealth à la française* », avec la venue à Ottawa d'une orthodoxie fédérale on ne peut plus rigoriste. Ce fut dans les pays africains que s'engagea l'aventure de la Francophonie, et que fut fondée en septembre 1961, l'Union africaine et malgache (UAM). Cette dernière réunissait exclusivement des pays francophones et lors de l'ouverture de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UAM, tenue en Centrafrique à Bangui, le 25 mars 1962, le Président sénégalais déclarait :

De même que nous organisons ensemble nos rapports avec les autres Etats africains, il nous faut organiser ensemble nos rapports avec la France. Les états anglophones au Sud du Sahara tirent une partie de leurs forces de leur appartenance au Commonwealth. Avec la France, nous pourrions édifier une organisation verticale aussi bonne, peut-être meilleure, il ne s'agit pas d'imposer le mot communauté. Il n'est pas question de mot, il est question d'un ensemble solidement structuré, encore que souple, qui organisera la coopération africaine, parce que fondée sur la liberté et l'égalité pour le développement réciproque de la fraternité.

A travers la citation de Senghor qui fut sans nul doute, le plus francophile et l'un des intellectuels les plus épris de francité, tout en luttant pour la négritude et la souveraineté des Etats africains⁵, on perçoit nettement ce que sera la francophonie institutionnelle. Si le Québec et la France travaillèrent de concert, à doter le Québec d'une place et d'un statut au sein de cette dernière, il est tout à fait intéressant de voir que Senghor, en traçant la première ébauche de francophonie institutionnelle prévoyait une flexibilité permettant au plus grand nombre d'accéder à ce cadre structuré. Senghor qui fut Président de l'éphémère Assemblée fédérale du Mali⁶ et proclamé à l'unanimité, premier Président de

⁵ « En 1946 je proclamais en France notre volonté d'indépendance au besoin par la force mais en même temps notre volonté d'entrer dans une communauté de langue française. » Senghor, Léopold, S. *Liberté 3 Négritude et Civilisation de l'universel*. Paris, Le seuil, 1977, p.80.

⁶ La fédération exista d'avril 1959 à août 1960.

la République du Sénégal⁷ voulait faire de l'UAM ou d'une autre structure, un prolongement aux plus de 200 accords bilatéraux qui furent signés entre Paris et les capitales africaines ; ayant comme conviction :

La Francophonie c'est cet Humanisme intégral qui se tisse autour de la terre (...) La France me disait un délégué du FLN c'est vous, c'est moi, c'est la culture française, renversons la proposition pour être complet la négritude, l'arabisme c'est aussi vous Français de l'hexagone, nos valeurs font battre maintenant, les livres que vous lisez, la langue que vous parlez : le français soleil qui brille hors de l'Hexagone.⁸

Un tel plaidoyer pour la langue et la culture francophone ne pouvait qu'être partagé par un Québec encore dans la phase ascendante de la Révolution tranquille « *désireux* », comme l'écrivit J-M. Léger à maintes reprises dans ses écrits et notamment dans son article *Une responsabilité commune*, texte de synthèse sur les premières manifestations de francophonie. Il transcrivit également le sentiment participatif nouveau qui touchait les Québécois ainsi que les francophones répartis dans le monde de bâtir de nouveaux rapports entre eux et avec la France : « *Les communautés francophones du monde entendent désormais être considérées comme « français à part entière » [sic], sur le plan culturel, (...) et ne plus être des pupilles mais des associés, ils ont la conviction de servir puissamment la cause commune*⁹ ». Si Senghor ne parvint pas à convaincre de Gaulle de faire les premiers pas en direction de ce nouveau projet de communauté, le 1^{er} décembre 1965 fut cependant annoncée la création du Haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française, avec le soutien de l'Elysée, Philippe Rossillon membre emblématique du *Cercle québécois* et de la francophonie nord-américaine en devint le Rapporteur général. L'un des buts de cet organisme était « *de coordonner les contacts avec les pays francophones* » mais dans une finalité uniquement linguistique. Interrogé sur la question de l'UAM en conférence de presse, le 15 mai 1962 de Gaulle avait déclaré :

Nous souhaitons qu'ils s'organisent entre eux de façon que leurs rapports avec nous soient plus cohérents, si j'ose dire plus rassemblés. Si les Etats dont vous parliez tout à l'heure jugent à propos de constituer quelque chose qui, en tant que tel veuille entrer en rapport direct avec nous ce n'est pas le général de Gaulle qui y fera la moindre objection¹⁰.

⁷5 Septembre 1960.

⁸Senghor, L.S. « Le français langue de culture. » *Esprit*, Novembre 1962, p. 844.

⁹Jean-Marc, Léger. « Une responsabilité commune ». p. 568.

¹⁰Propos confirmés et repris par Tétu, Michel. *La francophonie histoire, problématique et perspectives*, p. 58.

« La véritable culture est enracinement et déracinement.
Enracinement au plus profond de la terre natale : dans son héritage spirituel.
Mais déracinement : ouverture à la pluie et au soleil, aux apports féconds des civilisations étrangères¹¹. »

L. S. Senghor

5.1. 2 - De l'UAM à l'Organisation commune africaine et Malgache (OCAM).

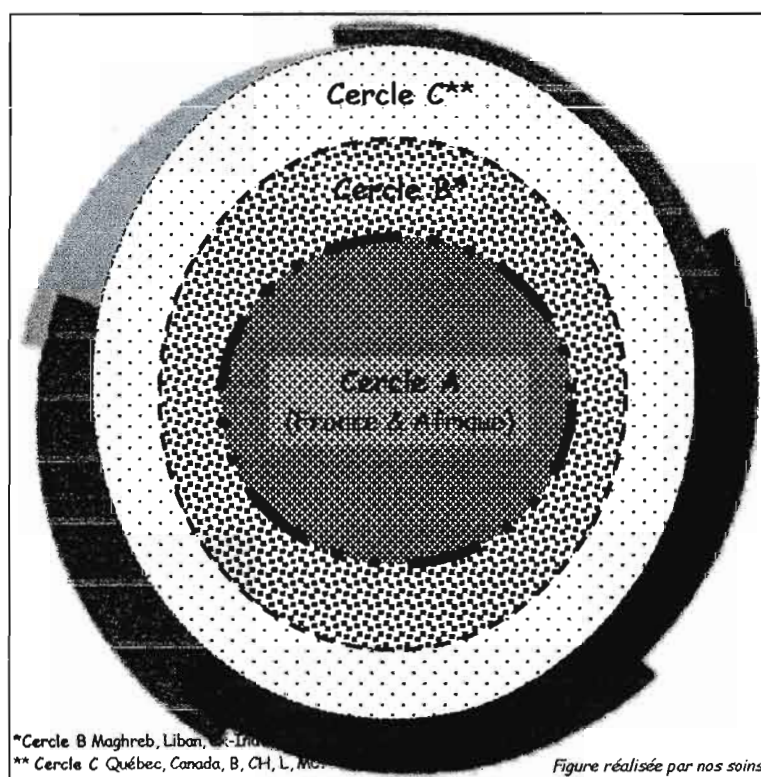
Le 23 mai 1963 fut fondée à Addis-abeba, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à laquelle adhérèrent une trentaine d'Etats du continent, ce qui constituait un vaste et hétérogène ensemble panafricain. Cela provoqua en mars 1964, la dissolution de l'UAM qui fut transformée en une union économique l'UAMCE. Si l'OUA était une tentative de dialogue inter-africain, elle ne répondait pas aux désirs des Etats francophones d'exprimer leur sentiment d'appartenance et d'identité, à cette fin, ils créèrent l'Organisation africaine commune et malgache (OCAM) qui fut scellée avec la signature de la Charte de Tananarive en 1966. L'OCAM fut véritablement le point de départ de la construction institutionnelle de la francophonie et démontre une fois encore, que celle-ci ne fut pas créée en catimini dans un salon parisien, mais bien en Afrique, comme cela fut déjà le cas avec la francophonie associative fortement fleurdelisée. Si Senghor fut "l'idéologue" de la francophonie, ce fut néanmoins le Président Nigérien Hamani Diori qui le 16 septembre 1966, porta cette dernière sur les fonds baptismaux en présentant au général de Gaulle au nom de l'OCAM, une proposition d'organisation des rapports institutionnels entre les francophones qui se définissait : « *comme une communauté spirituelle des nations qui emploient le français que celui-ci soit langue nationale, langue officielle ou langue d'usage.* » La francophonie soutenue par Hamani Diori et les autres Chefs d'état et de gouvernement africains francophones fonctionnait sur le modèle de cercles concentriques de solidarité.

La Francophonie A ou premier cercle rassemblait la France, l'ensemble des Etats d'Afrique noire, membres ou non de l'OCAM et Madagascar ainsi que les Etats issus de la colonisation belge et Haïti. Au sein de ce premier cercle, la coopération entre les membres serait intense et étroite à tous les niveaux y compris économiques et financiers. On envisageait à l'époque d'étendre la zone franc à cet espace, de façon générale il était prévu de promouvoir collectivement une politique globale de développement, tant en matière culturelle, qu'éducative... Le deuxième cercle ou Francophonie B serait composé

¹¹Senghor, L.S. *Liberté 4, Socialisme et planification*. Paris, Le seuil, 1983. p.51.

des Etats du Maghreb, du Liban et de l'ex-Indochine, c'est à dire du Vietnam, du Laos et du Cambodge. En raison de facteurs linguistiques puisque ces pays possédaient une langue nationale qui n'était pas la langue française, la collaboration serait moins aboutie. Celle-ci reposerait avant tout, sur des programmes de coopération et de réunions intergouvernementales, telles des conférences entre Chefs d'état ou ministres. Le troisième et dernier cercle ou Francophonie C comprenait les Etats développés du Nord, dont le français était la langue nationale ou une langue officielle. Dans ce cercle se retrouvaient naturellement le Québec, le Canada, la Belgique, la Suisse, Monaco, le Luxembourg. La coopération entre ces membres serait limitée au seul domaine culturel. A cette fin, le Haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française leur serait ouvert. Le cas échéant, ces pays pourraient coopérer plus intensément à travers le cadre institutionnel de l'AUPELF qui accueillait en son sein, la plupart des universités et des centres de recherche francophones de ces Etats. Cette modélisation de l'espace francophone proposée par l'OCAM est synthétisée par la figure suivante.

Figure 5.1 - Organisation concentrique de la francophonie proposée par l'OCAM



La proposition soutenue conjointement par Hamani Diori et l'OCAM s'achevait sur l'idée que les Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats faisant partie des groupes A et B devaient collaborer de façon plus spécifique, afin de finir par créer une vraie communauté d'intérêt et d'action. Pour ce faire, l'instrument permettant le début de ce long processus serait la réunion des ministres des Affaires étrangères et de l'Education nationale¹². Cette francophonie pensée et voulue par les Africains, simultanément pyramidale et concentrique fut tièdement accueillie par la France, y compris par la plupart des gaullistes qui craignaient de cautionner une structure conjointement trop forte et trop faible, renvoyant à ce que la IV^e et la V^e Républiques avaient tenté de créer, avec le succès que nous connaissons. Elle apparaissait également aux yeux de Paris, floue et par trop ambitieuse et n'était pas ressentie comme une urgence pour la France, à l'exception d'un petit noyau d'hommes auxquels appartenaient Malraux, Deniau, Peyrefitte, Rossillon, Charbonel... Les propos tenus par le général de Gaulle illustrent pleinement cette réalité:

La francophonie est une grande idée (...) alors, le jour où l'Algérie se sera calmée, où le Maroc et la Tunisie s'y mettront aussi et puis aussi le Vietnam, le Laos, le Cambodge et puis le Liban, peut être même la Syrie si elle a fini de s'acoquiner avec Nasser et puis Haïti, et puis, pourquoi pas, le Canada français, puisqu'il y a un peuple français en Amérique, et qui aurait toutes les raisons de se retrouver dans cet ensemble... Alors, le jour où ces conditions seront réunies nous pourrions faire une réunion des Chefs d'Etat et de gouvernement de tous ces pays. Puis une assemblée française, qui repose sur la libre volonté de tous les Etats qui en seront membres. (...) Ce sera une assemblée purement consultative, où l'on parlera en français et où l'on sera content de se retrouver entre gens qui parlent français, qui participent à la même culture et à la même civilisation, qui entretiennent la même langue et qui veulent la voir se développer. Ce sera une assemblée culturelle, économique et sentimentale. (...) Pourtant, elle pourra rendre de bons services. Mais ce jour là n'est pas venu¹³.

Paris, après avoir longtemps cherché à instaurer une structure intermédiaire entre l'Empire et l'indépendance pure et simple déclina ce projet ambitieux d'une communauté mondiale francophone, reposant sur la France et l'Afrique francophone et autour duquel s'organisaient et s'intégraient, sur la base du volontariat et de la pluralité interculturelle, les autres Etats et nations entièrement ou partiellement de langue française.

¹²Celle-ci devant se réunir à Abidjan en Côte-d'Ivoire, en décembre 1966, afin de définir les modalités d'action.

¹³Propos tenus à l'issue du conseil des ministres du 7 mai 1963, dans le salon doré de l'Elysée, rapportés de la discussion entre Alain Peyrefitte et de Gaulle. Cf. Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*. p. 1519-1520.

*Imaginez la profonde joie des Québécois entendant ce jugement d'un maître [Senghor]...
C'était comme une reconnaissance de leur personnalité.¹⁴*

Abdou Diouf

5.1.3 - L'entrée du Québec sur la scène internationale francophone : le rôle de Senghor.

Devant la réticence de Paris quant à ce premier projet de francophonie qui aurait pu être un Commonwealth véritablement amélioré, catharsis de francité et de francophonie, Senghor, Bourguiba Diori et les autres partisans africains en furent réduits à aller le porter à l'extérieur de l'Europe et de l'Afrique. Ce fut très naturellement au Canada français et plus particulièrement au Québec que le Président Sénégalais, porte parole de la troïka africaine trouva l'attention et l'adhésion que la France lui refusait avec aménité¹⁵. Ce qui paraît somme toute assez logique, n'en est pas moins équivoque, car si la France souhaitait temporiser pour de nombreuses raisons, le contenu et la portée de cette première Francophonie, c'est aussi pour une large part et pour le général de Gaulle¹⁶, en raison du Québec avec lequel la France venait de signer sa première entente internationale en février 1965.¹⁷ S'il n'est un secret pour personne que le général de Gaulle souhaitait payer « la dette de Louis XV¹⁸ » : « Il a abandonné nos soixante mille colons à leur sort. C'est une action peu honorable. Il fallait l'effacer¹⁹ », il est à noter que dans ce cas précis, la Francophonie et l'Afrique en payèrent les intérêts.

¹⁴Propos d'Abdou Diouf rapportés par Michel Dolbec, « Léopold Senghor, le père du Québec moderne ? », *Le Devoir*, 13 février 2006.

¹⁵Il est vrai qu'à cette époque, Paris était et se considérait toujours comme le cœur de l'espace francophone. De plus, la France entretenait des relations globalement bonnes avec ses ex-colonies d'Afrique. Ce qui apparaît à travers les innombrables accords bilatéraux signés mais surtout et enfin, car le contexte international ne s'y prêtait pas du point de vue franco-français. De Gaulle tentait de se rapprocher de Moscou mais aussi, de convaincre les E.U de ne pas intervenir au Vietnam.

¹⁶Rossoux, Valérie-Barbara. « Le Général de Gaulle et la francophonie », *Politique et Société. Prismes nationaux de la francophonie*. Société québécoise de science politique. Vol. 16, n°1, 1997, p. 61-74.

¹⁷A ce sujet nous renvoyons à Portes, Jacques. ; Simard, Sylvain. (dir.) *La coopération universitaire entre la France et le Québec, bilan et perspectives*. Actes des colloques du Centre de Coopération universitaire Franco-québécoise. Paris, Publications de la Sorbonne, 1987, 13-29 et 137-159. Ainsi que Mesli, Samy. *La coopération franco-québécoise dans le domaine de l'éducation et la jeunesse de 1965 à nos jours.*, cotutelle de thèse en histoire, J. Portes, R. Comeau. Paris VIII-UQAM, 2006. Ainsi que Portes, J. « L'émergence de l'histoire du Québec dans le monde ? », *Globe*, revue internationale d'études québécoises, vol. 4, n°2, 2001, p.291-303.

¹⁸P.-L. Mallen, « La dette de Louis XV », *Les Cahiers de d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n°7 printemps 1997, p. 39-59. D'après les différents recoupements effectués l'expression reprise par de Gaulle serait le fait de Jean-Daniel Jurgensen, Directeur d'Amérique au Quai d'Orsay, membre influent du Cercle Québécois.

¹⁹Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p. 1552.

Si de Gaulle croyait en la Francophonie, elle passait indiscutablement après le Québec dans l'ordre de ses priorités, jugeant que celui-ci n'était pas sorti de l'aire coloniale et la Francophonie n'était concevable à ses yeux qu'une fois la décolonisation de tous les peuples francophones réellement achevée :

Je suis frappé moi aussi du caractère colonial que conserve le Canada français... Il n'est pas sorti de l'époque coloniale par son économie et pour ses classes sociales... Jusqu'à maintenant ça ne choquait personne : il en était ainsi depuis deux siècles, donc ça se prolongeait sans dégât. Aujourd'hui, une partie des Canadiens français, trouvent que c'est choquant, que ça ne doit plus durer. Ce sentiment est plus important que les manifestations pseudo terroristes²⁰.

A partir des années soixante, l'Afrique dans sa dimension francophone devint un nouvel axe de la politique de coopération du Canada et en particulier de l'Agence Canadienne de développement international²¹, grâce aux pressions convergentes du cercle francophone québécois, des organisations prônant la défense de la langue et du fait francophone, telles le Conseil de la vie française en Amérique, l'Ordre de Jacques Cartier, la Société Saint Jean-Baptiste et des institutions universitaires, l'AUPELF en tête. Les premiers « Huards » furent versés par Ottawa et les premiers coopérants québécois partirent en Afrique, alors que la France manifestait son détachement face au projet porté par l'Organisation commune africaine et malgache de Diori, Bourguiba et Senghor ; le premier contact entre le poète président et le Québec de la Révolution tranquille eut lieu dans ce contexte. Durant sa semaine québécoise de septembre 1966, Senghor prononça de vibrants plaidoyers à Montréal et Québec en faveur de la francophonie et des valeurs portées par un humanisme francophone que les parlants français, qu'ils soient du St Laurent ou du Sénégal avaient en commun. Il le fit par le biais de conférences devant l'élite intellectuelle, politique et sociale du Québec et de la Révolution tranquille dont les deux plus marquantes furent prononcées à l'Université Laval de Québec, les 21 et 24 septembre. C'est dans ses locaux que Senghor, en sa qualité d'homme de lettres reçut un *doctoris honoris causa* de cette Université, comme en atteste la photographie ci-après²².

²⁰Propos tenus en date du 29 mai 1963. Dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars 1963, trois cocktails Molotov furent lancés par le FLQ sur les casernes de Montréal sans faire de blessés et ne firent que des dégâts matériels légers. Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*. p.1521.

²¹Cf. [PC], « Retour de la mission Chevrier. L'aide du Canada à l'Afrique francophone sera de \$ 30 millions en 3 ans », *Le Devoir*, 1^{er} avril 1968. Marc Chevrier « Le Canada resserre ses liens avec l'Afrique francophone », *Le Devoir*, 2 mars 1968.

²²Archives de l'Université Laval (AUL), fonds W. B. Edwards, P309, négatif n°52, référence 22651.

Figure 5.2 - Signature du livre d'or de l'Université Laval, 22 septembre 1966



Lors de la première conférence intitulée, *La Francophonie comme culture*, il se limita à investir le contenu philosophique que représentait la Francophonie pour l'ensemble des peuples, des nations et des Etats francophones de la planète : « *Avant tout pour nous la Francophonie est culture (...) c'est une communauté spirituelle : une noosphère autour de la terre.* » Tandis que dans la seconde, *Eloge de la francophonie*, il se lança dans un vibrant plaidoyer prospectif dans lequel il souligna l'immense potentiel que cette Francophonie institutionnelle pouvait revêtir collectivement, y compris pour un Québec en pleine effervescence identitaire et plongé dans le débat passionné, du bilinguisme et de l'équité entre les différentes composantes sociétales du Canada fédéral.

Si nous avons pris l'initiative de la francophonie ce n'est pas (...) pour des motifs économiques et financiers. Si nous étions achetés, il y aurait sans doute plus offrant que la Québec. Et si nous avons besoin de plus d'assistance technique francophone de haute qualification c'est qu'avant tout pour nous la Francophonie est culture, la Francophonie ne sera pas, ne sera plus enfermée dans les limites de l'hexagone car nous ne sommes plus des colonies : des filles mineures qui réclament une part de l'héritage. Nous sommes devenus des Etats indépendants, des personnes majeures qui exigent leur part de responsabilité pour fortifier la communauté en l'agrandissant. Je n'entrerais pas dans les détails de l'organisation de la francophonie, les Etats membres en décideront dans une libre confrontation.

Par cette allocution, dans la capitale historique de l'Amérique française, Senghor lançait certes, un appel sans équivoque au Québec et aux francophones d'Amérique du Nord, mais répondait également aux intellectuels de tout bord qui ne voyaient dans le soutien qu'apportaient au français et à la Francophonie, les hommes et les femmes issus de l'ex-

empire colonial qu'une instrumentalisation grossière et piteuse faisant d'eux des pantins à la solde d'un néo-impérialisme alors qu'ils avaient été la plupart du temps, à l'origine des dites indépendances. Faire de Senghor, une victime collatérale de la colonisation s'avère une falsification grossière, et dénote en outre, un conditionnement intellectuel et surtout une méconnaissance de la réflexion entourant la négritude qui est chez Senghor totalement imbriquée, dans une démarche humaniste source et complément de la Francophonie, car selon lui : « *la culture est l'Apha et l'oméga de la politique : non seulement son fondement mais aussi son but*²³. » D'ailleurs, le Président Sénégalais en cette année 1966, lança consécutivement le premier « Festival mondial des Arts nègres²⁴ » à Dakar du 1^{er} au 24 avril, puis réunit en juin à Tananarive à Madagascar, la première conférence de l'OCAM, tout en se faisant le porte parole prosélyte en faveur de la Francophonie au Québec et au Canada en septembre, ce qui était une première pour un Chef d'Etat. Si la venue de Senghor au Québec fut décisive pour la diffusion du concept même de Francophonie à l'extérieur de l'aire franco-africaine, elle eut également des répercussions sur le Québec lui-même, pour ce qui a trait aux modes de perceptions et de projections que les Québécois et les Canadiens français avaient d'eux-mêmes²⁵. Le 25 septembre 1966, alors que le Président Senghor achevait sa semaine québécoise par Montréal, Jean Drapeau en sa qualité de maire de la ville déclara dans une allocution de bienvenue, retranscrite dans les différents médias :

Et voici que l'Afrique nous apporte aujourd'hui par vous une caution éclatante et la justification d'un espoir qui n'a jamais abdiqué [...] L'édification d'une communauté organique des pays de langue française ne fait pas qu'obéir à une tendance naturelle, mais elle répond à une nécessité chaque jour plus évidente. La nation canadienne française, en raison même de la situation où elle se trouve, ressent avec une particulière acuité le besoin d'avoir avec l'ensemble des pays francophones, des liens toujours plus étroits et mesure les bénéfices d'ordre spirituel et matériel qu'une communauté francophone mondiale apporterait à tous ses membres. L'Etat du Québec qui serait en cette occurrence l'expression du Québec français, entend apporter sa contribution à l'édification de la francophonie²⁶.

²³Senghor, L.S. *Liberté 1, Négritude et humanisme*. Paris, Le seuil, 1964, p. 320.

²⁴Senghor, L.S. « Fonction et signification du Festival mondial des Arts nègres », *Liberté 3, Négritude et civilisation de l'Universel*. Paris, Le Seuil, 1977, p. 60-61.

²⁵Cf. J-M, Léger. « L'intérêt du Québec pour le projet de communauté francophone. La nécessité pour le Québec de faire partie de cette communauté », *Le Devoir*, 25 janvier 1966. J-M, Léger. « Les avantages du Québec de favoriser le projet de communautés des peuples de langue française mis de l'avant par le président Léopold Senghor. *Le Devoir*, 26 septembre 1966.

²⁶Discours de Jean Drapeau du 25 septembre 1966, repris partiellement ou entièrement dans les quotidiens du lendemain et notamment dans *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Montréal* ainsi que *Le Soleil*. Cf. [PC], « Le Maire de Montréal, Jean Drapeau, appuie fortement la création d'une communauté des peuples de langue française préconisée par le Président Senghor », *Le Devoir*, 26 septembre 1966, p. A-13.

Par sa vision de la francophonie, L. S. Senghor dota ainsi l'élite québécoise d'un outil des plus utiles pour accéder à un espace francophone ouvert, dans lequel Paris et Ottawa n'avaient plus d'hégémonie primale et naturelle sur *la Belle Province*. En répétant tout au long de son séjour que la Francophonie ne serait pas enfermée dans l'Hexagone²⁷ et que le Québec, le Canada français et l'Afrique francophone n'étaient plus des colonies, mais désormais des Etats indépendants ayant une place importante pour fortifier la communauté des parlants français, Senghor participa également à moderniser le Québec des années soixante en renforçant son lien avec la langue française. Ce qui fit écrire dans un élan d'enthousiasme journalistique à Jean-Michel Djian²⁸ que « *Senghor a permis à l'intelligentsia québécoise de sortir de son face-à-face linguistique obsessionnel avec la France*²⁹ ». Si cette analyse sur l'impact du poète président nous semble pertinente et juste quant à l'apport de liberté et d'autonomie gagnées par les Québécois, nous ne partageons pas sa conclusion. En effet, si Senghor eut un rôle moteur dans le processus de maturation de l'identité francophone internationale et de la francophonie institutionnelle, on ne peut faire de lui « *un père du Québec moderne* », comme s'y hasarde cet éminent journaliste et ce pour au moins trois raisons principales. En premier lieu, c'est faire peu de cas de l'immense travail de transformation de l'identité québécoise accompli antérieurement à 1966 et à son discours.

Nous en voulons pour preuve que dès 1963 fut créé un *Comité parlementaire de la Constitution* à l'initiative de la majorité libérale. Il avait pour mandat de faire des propositions pour modifier l'AANB afin que l'Etat fleurdélisé puisse épanouir tout son potentiel y compris en matière de relations extérieures, tout en demeurant au sein du Canada. André Patry participa à ce comité et y rédigea un texte maçon en matière de relations internationales intitulé, *La capacité internationale des Etats fédérés* (1964) dans lequel il poursuivait sa réflexion initiée quelques années auparavant dans *Les relations internationales du Québec*³⁰ (1961), quant à la pleine maîtrise des compétences dévolues aux Provinces telles qu'énoncées dans la constitution de 1867. Il écrivit entre autre dans son mémoire de 1964, ceci :

²⁷Cf. Jean-Marc Léger. « Les difficultés et les chances de la réalisation de la francité et de la Communauté des pays de langue française, un bilan. », *Le Monde*, 21 décembre 1966.

²⁸Ex rédacteur en chef du *Monde de l'éducation* et auteur de *Léopold Sédar Senghor, genèse d'un imaginaire francophone*. Paris, Gallimard, 2005, 253 p.

²⁹Michel, Dolbec. « Léopold Sédar Senghor le père du Québec moderne ? », *Le Devoir*, 13 février 2006.

³⁰André, Patry. « Les relations internationales du Québec », *Le Nouveau Journal*, 22 novembre 1961, p. 4.

Il n'est plus admissible que les Etats-membres des fédérations ne puissent négocier et signer eux-mêmes les conventions qui les intéressent directement en tant que collectivités autonomes et qu'ils ne soient point habilités à participer par leurs propres représentants aux conférences internationales poursuivant des fins qui sont, par nature, du ressort exclusif des Etats-fédérés³¹.

Ces deux textes nourriciers d'André Patry sont à l'origine de ce que l'on appela la doctrine Gérin-Lajoie, elle-même stylobate juridique des relations France-Québec et servirent à la diplomatie québécoise à investir juridiquement et légalement la Francophonie. Si Senghor fit sauter un verrou psychologique, l'appareil juridique et législatif était en branle préalablement à sa venue et vint pour une large part, du cercle québécois francophone qui fut de toutes les modernisations du Québec des années soixante et soixante dix. En deuxième lieu, concentrer dans la seule personne de Senghor, l'amorce d'une relation à part entre le Québec et la francophonie c'est également passer sous silence, les innombrables manifestations de francophonie associatives ou privées dont le Québec fut l'instigateur, grâce notamment à son cercle, Léger en tête et qui ont été le cœur de nos chapitres III et IV. Notre démonstration, atteste ce lien et fait du Québec, Etat national des Canadiens français et des francophones nord-américains, un acteur de toute première force en ce domaine. En dépit de l'importance de l'auteur d'*Hosties noires* pour la francophonie, le Québec n'avait pas attendu la venue du Président sénégalais pour se moderniser ou pour lancer avec plus ou moins de bonheur et de réussite, les bases d'une francophonie associative qui amalgamait certes souvent, proto et primo francophonie, mais dont les premières manifestations remontaient à l'après guerre. La dernière raison qui nous fait contredire la théorie Djian, c'est qu'en dépit d'un renforcement des relations France-Québec du point de vue bilatéral ou multilatéral, le Québec éprouve parfois encore vis-à-vis de la France, un ressentiment teinté d'agacement et d'aigreur³², ce qui est en contradiction avec la vision senghorienne de la francophonie.

³¹Patry, André. *La capacité internationale des Etats fédérés*. Comité parlementaire de la constitution. Publications officielles du Gouvernement du Québec, janvier 1965, p. 66.

³²Lionel Meney. « L'inquiétante hostilité québécoise aux Français ». *Le Monde*, 20 mars 2005. Dans cet article, l'ancien professeur de l'Université Laval et auteur du *dictionnaire québécois-français* développe une analyse détaillée quant aux rapports qu'entretient une partie significative de l'élite québécoise qu'il nomme les "aménagistes", avec leur langue et leur rapport à la France. Cet article non politiquement correct n'en demeure pas moins, un écrit de fond qui permet de recontextualiser le rapport à la langue d'une certaine élite québécoise qui n'a pas tournée la page du complexe du colonisé. Manifestement le message senghorien n'a donc été que partiellement intégré. Denise Bombardier connue pour ses positions parfois très critiques envers la France et les français, auteur notamment de *Lettre ouverte aux Français qui se croient le nombril du monde*, se dit cependant, à maintes reprises, « troublée par l'impossibilité de discuter raisonnablement de la qualité de la langue parlée chez nous [au Québec]. La réaction épidermique consiste à discréditer quiconque s'y hasarde en le traitant (...) de vendu. »

« L'idée de solidarité culturelle [induite par la francophonie] exclura tout complexe de frustration, toute forme de surenchère, toute politique de bascule, d'humeur ou de mendicité. Le problème n'est pas de partager un héritage, mais d'édifier entre nations majeures, une véritable communauté culturelle³³ ». Ce n'est manifestement pas le cas de Pierre Martel pour qui : « Le français québécois doit se concevoir comme la langue d'une communauté linguistique pour laquelle il n'existe pas de variété témoin³⁴ », ou encore : « l'Etat doit exiger la norme du français québécois ». Cette posture schizophrénique, en vogue depuis les années soixante³⁵, bien que minoritaire se diffuse au-delà du microcosme universitaire et touche à peu près, l'ensemble des composantes de la société québécoise, y compris le champ politique, ainsi Line Beauchamp ministre de la Culture du gouvernement québécois déclara : « Les différents Etats qui ont été colonisés par des sociétés européennes se sont tous donné leur propre dictionnaire. Il est assez particulier de voir que le Québec ne s'était pas encore donné un tel ouvrage³⁶. »

Si l'on balaie l'argument puéril d'une modernité sachant mieux que quiconque où se trouve la vérité et qui sert encore trop souvent de *dogma* de nos jours, notamment au Québec, pour expliquer l'inexplicable, on ne peut que constater que cette déclaration est en totale contradiction avec ce que préconisait l'Office de la Langue du Québec en 1965. Celui-ci est pourtant selon ses détracteurs, la police linguistique des francophones : « La norme qui doit, au Québec, régir le français dans l'administration, l'enseignement, les tribunaux, le culte et la presse doit pour l'essentiel coïncider, à peu près entièrement avec celle qui prévaut à Paris, Genève, Bruxelles, Dakar³⁷, ... » L'écart existant entre ces points de vue est éminemment révélateur de l'ambivalence québécoise quant à son rapport et aux enjeux³⁸ que cristallise la langue d'usage au Québec³⁹.

³³Propos de L.S. Senghor, cités par Gnalega, René, « Senghor et la francophonie », *Ethiopiques, revue négro-africaine de littérature et de philosophie*, Dakar, n°69, 2^e semestre 2002. La totalité des numéros est consultable au lien suivant : <http://www.refer.sn/ethiopiques>

³⁴Lionel Meney, loc.cit.

³⁵Cf. Marcel Rioux. « L'autodétermination et la Francophonie nord-américaine », *Le Devoir*, 21 janvier 1972.

³⁶Lionel Meney, loc.cit.

³⁷Instructions recommandées par l'OLF dans ses brochures, notamment « Norme du français écrit et parlé, au Québec », in Cahier de l'Office de la langue française, n°1, 1965, Québec, Gouvernement du Québec ou encore « Canadianisme de bon aloi », *Cahiers de l'Office de la langue française*, n°4, 1969 Québec, Gouvernement du Québec.

³⁸Courtemanche, Gil. « Parle, parle, mal, mal », *L'Actualité*, 1^{er} septembre 1997, p. 55-59. Lalonde, Michèle. « Défense & illustration de la langue québécoise », in *Maintenant*, avril 1973, p. 15-25.

³⁹Poirier, Claude. « De la défense à la codification du français québécois : plaider pour une action concertée », in *Revue québécoise de linguistique*, vol. 26, n°2, 1998, p. 128-149.

Si la norme et la diglossie d'un français québécois l'emportaient définitivement sur celle d'un français international, évoluant au gré des apports conjoints de la francophonie et sur laquelle influe donc également le Québec, les Québécois seraient les premiers à en pâtir et à se priver du potentiel actuel et futur que représente la francophonie. « *Les victimes de ce séparatisme linguistique seront les Québécois, confinés à un marché de 6 millions de personnes, ghetto linguistique et culturel ni anglais ni français, première étape vers l'anglicisation complète*⁴⁰ ». Cautionnant ainsi, le postulat folklorisant plus que séculaire selon lequel les Québécois et les Franco-canadiens ne parlent plus français mais un sabir, non intelligible, dont Chantal Bouchard⁴¹ donne une transcription : « *Les Canadiens, qui se vantent de parler français, ne parlent qu'une sorte de patois ! Pour ma part, [une anglo-canadienne francophone] (...) je ne puis saisir un seul mot de leur charabia !* »

La course effrénée au renforcement de l'identité linguistique québécoise, menée par une frange de l'élite du Québec actuel, pourtant issue de la Révolution tranquille tend à renouer avec le repli communautaire tant décrié par ses pères, finissant non sans une contradiction patente par faire sienne, les propos que tenaient les moins québéphiles des *Canadian's* des siècles passés et que les Canadiens français jugeaient humiliants et surtout inexact⁴². L'option défendue par les aménagistes est à mille lieues de celle que développèrent les membres du *Cercle québécois* : « *Au nouveau dialogue des civilisations, nous ne viendrons pas les mains vides si nous savons affirmer avec modestie ce que nous sommes(...) à travers une culture originale préservée et à travers la francophonie vécue comme fraternité*⁴³. » La venue du Québec dans la matrice de la francophonie institutionnelle découle d'un contexte et d'un pré requis sociétal, linguistique, social et juridique propre au Canada français et à l'Etat fleurdelisé. La relation Québec-francophonie ne se résume pas au seul partenariat France-Québec et à l'ombre agissante du général de Gaulle, mais découle également d'une rencontre entre l'Afrique et l'état fleurdelisé.

⁴⁰Lionel Meney, loc.cit.

⁴¹Chantal Bouchard. « Canadiens et Américains chez eux » in *Agotem*, n°1, 2003, p. 50-51.

⁴²Nous en voulons pour preuve les nombreux articles parus dans les quotidiens à ce sujet. Citons à titre d'exemple, les articles du *Devoir* qui s'en firent les témoins constants sur plusieurs décennies, tels ceux d'Omer Héroux : « Nous sommes d'une bonne race », 10 janvier 1910, « La maison est à l'envers, il ne s'agit que d'y mettre un peu d'ordre » 19 janvier 1934. André Laurendeau « Château Maisonneuve » 2 avril 1955, « Qu'est-ce que parler joual » 20 janvier 1961. « Le français : front intérieur » 28 mars 1960. Etc...

⁴³Conclusion de l'allocution « Le Québec entre le Nord et le Sud » de Jean-Marc Léger prononcée à Montréal, le 30 octobre 1993, lors du colloque du Pen Club québécois, « Le Québec et l'Amérique latine ». Ce texte est versé au fonds Jean-Marc Léger ANQ P599, (premier carton, chemise n°5).

De cette dernière allait naître une volonté suffisamment forte pour lancer le processus de consolidation de la francophonie dans la sphère publique, malgré une indolence générale de la France. Après un accueil triomphal de Senghor dans la vallée Laurentienne, l'Afrique à son tour allait quelques mois plus tard permettre aux Québécois avec l'aide de la France, Malraux, Peyrefitte, de Gaulle en tête, de prendre pied dans la francophonie institutionnelle ; le dotant ainsi dans une structure multilatérale, de prérogatives et de statuts que seule la France lui donnait jusqu'alors. La relation que noua et entretint le Québec durant les années soixante avec cette Francophonie initiale, se caractérisait avant tout par sa vigueur tant symbolique, que dans le potentiel communautaire et collectif de son contenu. En cela, elle diffère donc profondément de celle portée par le monde associatif qu'il avait pu instaurer et même souvent susciter. La Francophonie renforça la nouvelle condition, d'un Québec ouvert délaissant sa gangue du repli et de la résignation pour se lancer dans une altérité éprise d'universalisme, le projet de la Francophonie⁴⁴.

« On ne fait avancer l'Histoire qu'à coup de boutoir⁴⁵ »

Charles de Gaulle

5.2 - Le Québec, de Gaulle et « le Cercle québécois » : entre francité, fait français et francophonie, l'incidence des Ententes bilatérales⁴⁶.

Après s'être fait oublier durant de longues décennies, la Francophonie connaissait une accélération de son calendrier par l'action cumulée et complémentaire de facteurs linguistiques, politiques et culturels en provenance du Québec, d'Afrique, d'Europe et des quatre coins de l'espace francophone international. La caution senghorienne, l'apport des

⁴⁴Daniel Latouche associe dans son analyse l'action du Québec en relations internationales à son besoin de reconnaissance et de légitimation pour poursuivre ce qu'il nomme la « *nation-building* » cf. Duchacek, Ivo. ; Latouche, Daniel. ; Stevenson, Gart. (dir.). *Perforated sovereignties and international relations*. New-York, Greenwood Press, 1988.

⁴⁵Propos du général de Gaulle dans le salon doré du Palais de l'Élysée le 29 juillet 1967, rapportés in Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p. 1552.

⁴⁶L'ensemble des ententes internationales que le Québec put signer y compris celles qu'il signa avec le gouvernement canadien sont répertoriées dans *Recueil des ententes internationales du Québec*. Cette publication est composée de trois volumes selon l'ordre chronologique. Volume 1. 1964-1983 ; Vol. 2 1984-1989, Vol. 3 (1990-1992). A notre connaissance, depuis 1993, la publication de ce recueil dans sa version papier a cessé. Pour les ententes postérieures à cette date il faut consulter la base de donnée en ligne du MRIQ à l'adresse suivante : http://www.mri.gouv.qc.ca/fr/action_internationale/ententes/ententes.asp. Sauf mention contraire de notre part, nous renvoyons le lecteur à la version électronique des différentes ententes.

Présidents Bourguiba-Diori, le renouveau induit par la Révolution tranquille et les retrouvailles France Québec, savamment orchestrées par l'Élysée allaient lancer la francophonie institutionnelle, étape préalable et sine qua non au développement futur d'une francophonie politique. C'est ce que nous comptons démontrer dans la sous-partie suivante et ainsi prouver que le Québec grâce aux Ententes⁴⁷ bilatérales France-Québec entretient avec la francophonie une relation plus intense et complexe que ne le laisse réellement penser, les trop rares articles ou recherches entreprises sur cette problématique. Le lien francophonie-Québec, loin d'être une question accessoire ou complémentaire, ce qui fut généralement la règle chez les vulgarisateurs francophonistes, nous apparaît comme un marqueur fiable pour appréhender les questions identitaires, nationales culturelles et politiques propres à l'espace canado- francophone et bien évidemment celles plus spécifiques à la sphère fleurdelisée⁴⁸.

« On verra ce qu'on peut faire pour donner un coup de main au Québec ⁴⁹. »

Charles de Gaulle

5.2.1- L'internationalisation du Québec et de la francophonie : l'intervention préalable de de Gaulle et du « *vive le Québec libre* ».

L'arrivée au pouvoir de Jean Lesage en 1960, marquait pour le Québec le début de la Révolution tranquille, période de transformations sociales, économiques et identitaires majeures qui mettait fin à l'autarcie et à l'isolement historique de la Province, par l'affirmation du Québec à l'échelon fédéral et international. Le slogan des libéraux de l'époque résumait parfaitement ce vent de réformes : « *C'est le temps que cela change !* » Dans l'imaginaire collectif des francophones du Québec, la Révolution Tranquille fut une fenêtre ouverte sur le monde, Paris au centre. Lorsque le Québec souhaita devenir

⁴⁷Nous précisons que les règles du droit québécois portant sur les relations internationales sont récentes et ne furent arrêtées qu'en 1974 dans le cadre de la *Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales* (L.Q. 1974, c.15, article 16), modifiée en 1984 par la *Loi sur le ministère des Relations internationales* (L.Q. 1984, M-21, article 16) et enfin amendée en 2002 par la *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Relations internationales* (L.Q. 2002, c 8, article 4 et 5). Comme le rappelle le ministère des relations internationales la doctrine Gérin-Lajoie-Patry est au cœur de ces textes législatifs. « En exerçant sa capacité de souscrire des engagements avec d'autres Etats dans les domaines de sa compétence, le gouvernement du Québec s'affirme comme un partenaire responsable et crédible (...) [par] ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la doctrine du prolongement externe des compétences internes (aussi nommée doctrine Gérin-Lajoie). » Cf. http://www.mrignouv.gc.ca/fr/action_internationale/ententes/index.asp.

⁴⁸Chaput, Marcel. *Pourquoi je suis indépendantiste*. Montréal, Éditions du Jour. 1961, p. 45, 56-57, 127.

⁴⁹Propos tenus le 11 septembre 1966, Cf. *C'était De Gaulle*, p. 1541.

« *maître chez lui* » sur le plan interne, il fut conduit d'une façon naturelle à se tourner vers l'extérieur. A cette fin, le gouvernement Lesage renoua les liens qui unissaient le Québec avec la France tout en développant des relations avec la Belgique, la Louisiane et mit également sur pied, de nouvelles approches diplomatiques, économiques et de développement avec d'autres pays francophones dont l'Afrique noire. Simultanément à cette affirmation de l'Etat et de la nation du Québec, l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) multipliait ses actions en Afrique et à l'étranger dans les domaines de l'éducation et de la santé, bien qu'ils soient des domaines exclusifs de la compétence provinciale⁵⁰. Québec décida donc, au nom de sa légitime souveraineté et en accord avec la Constitution de la Confédération canadienne, l'extension et le prolongement de sa juridiction au niveau international, dans les domaines qui lui étaient dévolus depuis 1867 par l'AANB. A cette fin, Paul Gérin-Lajoie premier, Ministre de l'Education du Québec formalisa et explicita ce prolongement connu sous le nom de *doctrine Gérin-Lajoie*. Ainsi, il entendait au nom du Québec participer à la Conférence des ministres de l'Education nationale des pays francophones (CONFEMEN) et assurer pleinement ses responsabilités en matière d'éducation, tant sur son territoire qu'à l'extérieur de celui-ci : « *Il n'est plus admissible que l'état fédéral puisse exercer une sorte de surveillance et de contrôle d'opportunité sur les relations internationales du Québec*⁵¹ ». A partir de 1960, le gouvernement fleurdelisé selon la formule imagée, de Jacques Yvan Morin « *montra pour l'extérieur un appétit insatiable* » qui se matérialisa dès septembre 1960, par le voyage à Paris de Georges-Emile Lapalme, ministre provincial des Affaires culturelles afin d'y rencontrer son homologue André Malraux⁵².

⁵⁰Ce qui se faisait parfois à contre cœur de la part des autorités françaises. Ainsi Raymond Triboulet ministre de la Coopération du deuxième gouvernement Pompidou aurait déclaré à Gérin-Lajoie lors d'un entretien : « Les Canadiens français se comportent en Afrique francophone comme des phacochères dans un magasin de porcelaine. Ils n'ont pas compris qu'il vaut mieux passer par le réseau de conseillers français qui dépendent de moi. Ils parlent joual et dégradent le français des Africains. Pourquoi ne les envoyez-vous pas en Afrique anglophone ? » Entretien rapporté par Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p.1534.

⁵¹Extrait du célèbre discours de Paul Gérin-Lajoie du 12 avril 1965 sur l'extension à l'international des compétences exclusives du Québec. Ce discours capital pour la maturation politique du Québec moderne fut pour l'essentiel rédigé par André Patry. P.Gérin-Lajoie écrivit lui-même à ce sujet : « A mon retour de Paris, mon conseiller et ami André Patry, juriste spécialiste des relations internationales, me suggère d'adresser la parole devant le corps consulaire de Montréal, comprenant les représentants officiels d'une cinquantaine de pays. Ce serait une occasion privilégiée pour présenter ma vision de la présence et du rôle international du Québec. [...] Après un échange d'idées sur la question, André Patry prépare une ébauche de discours à laquelle je ferai quelques retouches. » In Paul Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire tranquille*. Montréal, CEC, 1989, p.325. Le discours de Gérin-Lajoie est versé au fonds André Patry des ANQ sous la cote P422 du dépôt de Québec. Il est également consultable in Martin, Yves. ; Turcotte, Denis. (dir.). *Le Québec dans le monde : textes et documents*. Sainte-foy (Québec), 1990, p. 101-106.

⁵²Il suggéra à celui-ci, l'ouverture d'une Maison du Québec à Paris, le projet fut immédiatement soutenu par le ministre français et aboutit en octobre de l'année suivante.

La diplomatie québécoise venait de voir le jour et la Maison du Québec à Paris future Délégation Générale du Québec en France allait l'incarner. G-E Lapalme dira à ce sujet :

J'espérais ouvrir une ère à l'intérieur de laquelle fleurirait notre culture puisée aux sources diverses de nos origines et de nos efforts (...) En outre, à cause de notre situation géographique et démographique, certaines caractéristiques de la loi devenaient uniques au monde car notre culture, d'essence française et canadienne n'était que l'expression d'une minorité⁵³.

En décembre 1965, le Président de la République reçut à l'Élysée Paul Gérin-Lajoie, afin de signifier l'existence et le renforcement de relations particulières unissant la France et le Québec. Les "Québécois" étaient une préoccupation ancienne du général de Gaulle, comme tous les gaullistes et ses écrits en témoignent ; il était donc inconcevable pour lui de penser construire une maison commune francophone sans y inclure le Québec.

Le Québec doit être une pièce maîtresse de la francophonie, il ne faut pas qu'il se laisse étouffer par le Canada sous prétexte de prétendu bilinguisme, qui n'est qu'une ruse pour obliger les Français à parler anglais, tandis que les Anglais se dispenseront d'apprendre le français⁵⁴.

Le président français voyait dans le Québec, Etat national des Canadiens Français, un authentique rameau politique et sociétal de la civilisation française en Amérique du Nord : « *Nous n'irons pas fêter à Montréal en 1967 le centenaire de la Fédération canadienne, comme le voudraient les Anglais du Canada et les fédéraux si nous y allons ce sera pour fêter les deux cent ans de fidélité des Canadiens Français à la France*⁵⁵. »

Sa visite officielle de juillet 1967 qui répondait à l'invitation en bonne et due forme émise par Daniel Johnson⁵⁶ nouveau Premier ministre du Québec, transforma profondément les relations franco-québécoises et surtout franco-canadiennes. Une fois accomplis par le Président de la République et son hôte, les 270 kilomètres reliant Québec à Montréal par le chemin du Roy, le Québec se trouvait propulsé à tort ou à raison, sur le devant de la scène internationale et l'on ne pourrait plus faire sans lui en francophonie, même après le départ de l'Élysée de l'homme du 18 juin.

⁵³Lapalme, Georges-Emile. *Le paradis du pouvoir, Mémoires*. Montréal, Léméac, 1973, p. 85.

⁵⁴Propos issus d'un entretien entre A. Peyrefitte et C. de Gaulle le 11 septembre 1966, in Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p.1541.

⁵⁵Propos tenus lors du conseil du 29 août 1963, ibidem, p. 1523.

⁵⁶En fait, le Président français en avait reçu deux autres, la première venait du maire Drapeau, la seconde du Gouverneur général du Canada.

Ce qui fit écrire au politologue Guy Bouthillier, que le 24 juillet 1967 fut un jour considérable et décisif pour le Québec et les francophones.

Ceux qui étaient déjà dans la bataille, en voyant ainsi leur idée projetée d'un coup sur la place publique de l'univers, se sont trouvés confortés, renforcés justifiés de leur efforts et de leur temps. Tandis que ceux qui avaient amorcé leur réflexion, forts de cet appui, allaient se déclarer : François Aquin sur le champ, la revue *Maintenant*, en septembre, René Lévesque et ses amis politiques en octobre⁵⁷, d'autres encore... Le général avait « bousculé les échéances⁵⁸ »[sic]⁵⁹.

Tant de choses furent écrites ou supposées, sur les motivations réelles ayant mené le général de Gaulle à prononcer cette phrase historique que faute d'éléments nouveaux sur ce sujet compte tenu de nos recherches, nous nous contenterons de renvoyer aux déclarations de l'intéressé quant à ses intentions, elles sont d'une étonnante constance et d'une grande limpidité, malgré des tentatives bienveillantes ou malveillantes pour en dénaturer la portée et le sens : « *Vous me voyez traverser l'Atlantique pour aller à la foire ? [...] Je n'irai pas au Québec pour faire du tourisme. Si j'y vais, ça sera pour faire de l'Histoire*⁶⁰. » En outre, on oublie très souvent de mentionner que pour de Gaulle, le Québec et le Canada contrairement à l'écrasante majorité des Français de l'époque étaient une chose familière et qu'il séjourna quatre fois au Canada⁶¹. A ce propos nous renvoyons aux déclarations de son fils, l'Amiral Philippe de Gaulle : « *Celui, qui eut une grande influence (...) sur mon père, ce fut mon grand-père, le professeur Henri de Gaulle. Il parlait du rayonnement français et, bien sûr évoquait la Nouvelle-France d'Amérique*⁶² ». Ainsi donc, Le mythique « *Vive Montréal, Vive le Québec, Vive le Québec libre ! Vive le Canada-français. Et Vive la France*⁶³... » qui punctua le célèbre discours du balcon de l'hôtel de ville du 24 juillet 1967⁶⁴, n'est en rien un accident, comme ont tenté de le

⁵⁷René Lévesque quitte le parti Libéral le 14 octobre 1967 et fonde le 19 novembre de la même année le Mouvement Souveraineté-Association (MSA), qui deviendra le futur parti Québécois.

⁵⁸Michaud, Yves. *Je conteste. Chronique de la vie politique québécoise 1966-1968*. Montréal, Editions du jour, 1969, p. 98.

⁵⁹Guy, Bouthillier. « Les souverainistes québécois et le général de Gaulle », in *Cahier d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n°7, p. 116.

⁶⁰Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p. 1541-1543.

⁶¹Dès 1913, alors qu'il était sous-lieutenant au 33^e régiment d'infanterie sous les ordres du Colonel Pétain il choisit pour réaliser une conférence portant sur trois héros de l'histoire de France les exemples de Jeanne d'Arc, Duguesclin et Montcalm. Au final de Gaulle fit quatre voyages au Québec en l'espace de 23 ans, pour de plus amples informations concernant ses précédentes visites nous renvoyons à l'article d'Etienne Burin des Roziers. « Les trois Voyages du Général de Gaulle au Québec ». *Etudes gaulliennes*. p. 65-67.

⁶²Ces propos sont rapportés par P-L Mallen dans son article « La dette de Louis XV », *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle* n° 7, p. 41.

⁶³Cf. « Le discours du balcon », *France Québec Magazine*, n°105, été 1997, p. 33.

⁶⁴Il est possible d'écouter et de visionner dans son intégralité le discours de l'hôtel de ville prononcé par le général de Gaulle à partir des sites Internet des archives de l'INA ou de Radio Canada.

prouver artificiellement certains, mais un acte plus que réfléchi et calculé n'en déplaît au quotidien *Times* qui écrivit : « *Il faut nous résigner aux provocations du Président de la République française pendant le long et triste déclin de ses facultés*⁶⁵. » Tout révolutionnaire qu'il fut aux yeux de tous, ce fameux discours ne faisait pourtant que reprendre des convictions anciennes et les précédentes allocutions prononcées lors des six haltes faites sur le chemin du Roy et notamment celle prononcée à Donnacona⁶⁶.

Figure 5.3 - Discours de Donnacona 24 juillet 1967



Aux yeux des fédéralistes et de la majorité anglo-saxonne, le voyage du général signifia une inadmissible manifestation d'ingérence et d'appel à la sédition d'un chef d'Etat étranger, tandis que pour les souverainistes et la très grande majorité des francophones, il était un témoignage de fraternité. Des souverainistes d'importances, tels Réginald Chartrand, Pierre Bourgault, Camille Laurin, ou Gilles Bourque écrivirent en réaction : « *Il a rempli de joie le cœur de toute une nation trop souvent humiliée et tenue dans l'ombre*⁶⁷ », ou « *Je me suis décolonisé d'un seul coup*⁶⁸ » ou bien , « *Il a donné au Québec une fête, sa fête gigantesque et explosive*⁶⁹ » ou encore, « *C'est le premier acte global de décolonisation*⁷⁰ » etc ... Ce qui fit dire à Alain Peyrefitte, pourtant à l'origine moins sensible à la thématique québécoise que son mentor ou que le ministre de la

⁶⁵Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p. 1548.

⁶⁶Charles de Gaulle déclara entre autre : « Le Canada français, c'est à dire un pays vivant au possible, un pays qui est en train de devenir maître de lui-même qui prend en mains ses destinées, cela est indispensable aujourd'hui. Un peuple, et vous êtes un morceau de peuple français, votre peuple Canadiens français, Français canadiens, ne doit dépendre que de lui-même et c'est ce qui se passe, je le vois, je le sens. »

⁶⁷Chartrand, Réginald. *La dernière bataille*. Montréal, Editions Partis pris, coll. paroles, 1972, p.81.

⁶⁸Bourgault, Pierre. *Ecrits polémiques 1960-1981*. Tome 1 *Le politique*, VLB, 1982, p.135.

⁶⁹Laurin, Camille. *Ma traversée du Québec*. Montréal, Editions du jour, 1970, p. 96.

⁷⁰Bourque, Gilles. « De Gaulle, politique et stratégie. » *Parti pris*, vol. 5, n° 1, septembre 1967, p.7.

culture : « De Gaulle a compris que le peuple québécois se morfondait dans sa solitude et qu'il avait besoin d'affection . » De l'affection il y en eut, plusieurs centaines de milliers de Québécois se réunirent tout au long du parcours, et jamais un événement n'avait réuni autant de Montréalais aux abords de l'hôtel de ville, comme l'illustrent les deux photographies suivantes .

Figure 5.4 - Foule entourant la Mairie de Montréal le 24 juillet 1967



Figure 5.5 - Foule entourant le cortège lors de la visite de l'Expo 67



René Lévesque, quant à lui publia un article dans *Le Monde* du 25 juillet 1967 qu'André Malraux lui-même n'aurait sans doute pas renié :

La France n'a pas besoin de nous, lui non plus... C'est nous qui avons besoin de la France. N'ayons pas peur de le dire. De Gaulle ne le dira pas, mais il le sait, il y a longtemps qu'il le sait et qu'il le prouve avec une discrète efficacité. Ce qu'il nous faut absolument, c'est que la France garde et amplifie cet intérêt que sous de Gaulle elle a commencé pour de bon à nous manifester. [...] Il est possible qu'en France on ne puisse plus être gaulliste tous les jours ... mais ici aujourd'hui, demain et après-demain il serait fou de ne pas l'être d'emblée, en masse, triomphalement. Bien plus pour nous que pour lui⁷¹.

Pierre Louis Mallen membre du cortège présidentiel déclara « *L'enthousiasme allait sans cesse en augmentant. Les gens étaient venus de villages lointains, on en voyait tout au long de la route, c'était extraordinaire*⁷². » Guy Cormier écrivit dans le quotidien *La presse* du lendemain : « *De Gaulle a été plébiscité.* » ou encore « *Une explosion d'enthousiasme pour de Gaulle* », ou « *Une réception royale pour un souverain républicain*⁷³ » écrivit pour sa part André Passeron, envoyé spécial du *Monde* dans les colonnes du journal d'Hubert Beuve Méry⁷⁴ du lendemain et du sur lendemain. Jean-Marc Léger pour sa part, dans un article de fond intitulé « *Des paroles de vérité, un message d'espoir*⁷⁵ » jugeait que cette visite était un événement d'une portée majeure pour le Québec et la francophonie balbutiante.

On ne saurait d'autre part, estimer que le chef de l'Etat français d'aujourd'hui, dans le Québec comme il est, vit et se sent aujourd'hui, doive ici agir en chef d'Etat étranger. Entre la France et le Québec, (...) les relations sont d'un ordre irréductible à celles qui se pratiquent couramment entre Etats étrangers, fussent-ils de vieux amis et de grands alliés. Et la notion grandissante de communauté francophone va jouer en quelque sorte la dimension d'une seconde patrie à la mesure de la francophonie, pour tous les peuples de langue française⁷⁶.

⁷¹Article qui parut le 23 juillet 1967 dans le journal québécois *Dimanche-Matin* et qui fut reproduit dans le quotidien *Le Monde* du 25 juillet 1967, p.6.

⁷²Marie-Eve-Lyne, Michel. « Il y a 35 ans, le général de Gaulle apparaissait au balcon », *Le Devoir*, 29 juillet 2002.

⁷³André Passeron. « Le voyage du Président de la République » *Le Monde*, 25 juillet 1967, article en une.

⁷⁴Hubert Beuve Méry fut personnellement très critique vis à vis des déclarations du Président français.

⁷⁵J.-M. Léger. « Des paroles de vérité, un message d'espoir », *Le Devoir*, 27 juillet 1967. Claude Ryan alors rédacteur en chef expliquait : « Le choc de la visite du général de Gaulle ne s'est pas fait ressentir que dans les milieux politiques. Au *Devoir*, entre autres, il a donné lieu à des réactions très diverses, voire parfois opposées, dont ne sauraient rendre compte les seuls articles du directeur, même si ceux-ci expriment seuls en l'occurrence la position officielle du journal. Par souci de loyauté envers nos lecteurs et de respect pour l'un de nos collaborateurs les plus estimés, nous publions cette page. » Ce préambule rédigé par Claude Ryan, libéral influent et atypique en dit long sur l'impact réel de l'exclamation gaullienne.

⁷⁶J.-M. Léger, « Des paroles de vérité, un message d'espoir » *Le Devoir*, 27 juillet 1967.

Pourtant la presse anglo-canadienne minimisa parfois jusqu'au ridicule, l'accueil fait au Chef d'Etat français depuis son arrivée au Québec à l'anse au Foulon, jusqu'à son départ de Montréal pour Paris. Ainsi le *Globe and Mail* de Toronto, l'un des meilleurs quotidien de presse anglaise au Canada parla « d'un accueil calme et réservé⁷⁷ » de la population québécoise à l'égard du général de Gaulle et de sa délégation. Toutefois, la palme de la désinformation et du parti pris revint au *Toronto Telegram* qui écrivit dans ses colonnes que « l'accueil réservé au président français fut moins qu'enthousiaste⁷⁸ ». L'un des rares médias anglophones qui sut reconnaître la portée de cet événement pour le Canada-français et le Québec fut le *Montreal Star*, que l'on peut pourtant classer dans la catégorie de la presse populaire. Il écrivit dans ses colonnes du 1^{er} août 1967 : « De Gaulle a brisé la coquille de solitude qui entoure le Québec. Pour une fois, les millions de Canadiens français ont entendu, en français, des paroles d'affection⁷⁹. » Ce qui faisait écho à la déclaration de Robert Stanfield, Premier ministre de Nouvelle-Écosse qui « invitait ses compatriotes anglophones à comprendre la situation du Canada que le geste de De Gaulle avait révélée et à modifier leur attitude⁸⁰ ». Cette analyse fut à l'époque ultra minoritaire et le demeure très largement à l'heure actuelle dans l'élite de langue anglaise du Canada multiculturel.

Nous en voulons pour preuve le manque de recherches historiques contradictoires anglo-canadiennes sur ce thème⁸¹ et surtout, la publication récente de l'historien anglophone, John Francis Boshier, intitulée *Trente ans de conspiration gaulliste contre le Canada*⁸². Dans ce pamphlet, qui arbore l'image d'une recherche historique, il développe l'idée ubuesque et pour le moins démagogique qu'Ottawa aurait dû arrêter le président français à la suite de cette déclaration, pro-Québec portant atteinte à la souveraineté canadienne. En conclusion, il écrivit : « Les gangsters gaullistes et la mafia péquiste,

⁷⁷Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p. 1547.

⁷⁸Ibidem p. 1547.

⁷⁹*Montreal Star*, 1^{er} août 1967, cité par Mallen, P.-L. *Vive le Québec libre*. Paris, Plon, 1978, p. 251.

⁸⁰Propos rapportés par Alain Peyrefitte « De Gaulle : il y aura une République française du Canada », in *Cahiers d'histoire du Québec* n°7, p. 17. Tandis que Louis Robichaud, Premier ministre du Nouveau-Brunswick qui comptait pourtant le pourcentage le plus élevé de francophones hors Québec se positionna ouvertement et à maintes fois contre les déclarations du Président français. Cf. Jean Couturier. *L'Acadie et la francophonie*, in *Études gaulliennes*, p. 127-136.

⁸¹A l'exception bien évidemment des politologues bilingues Dale, C. Thomson auteur de *De Gaulle et le Québec*, Montréal, Éditions du Trécarré, 1990, *Vive le Québec libre*. Toronto, Deneau éditions, 1988 et dans une moindre mesure Kenneth McRoberts pour son analyse renouvelée des rapports entre les francophones et les anglophones du Canada et son ouvrage de référence *Un pays à refaire*, Montréal, Boréal, 1999, 478, p.

⁸²Boshier, John Francis. *The Gaullist Attack on Canada, 1967-1997*. Montréal, McGill & Presses de l'université Queen's, 2000, 331 p.

*grands héritiers des Bourbons et des Bonapartistes même aujourd'hui avec Chirac, menacent l'intégrité du Canada*⁸³. » Le 29 juillet 2000 le journaliste James Stewart, dans le quotidien *The Gazette*, principal média écrit de la communauté anglophone montréalaise fit un compte rendu élogieux, de l'ouvrage⁸⁴. Même si à titre personnel, il prit ses distances à plusieurs reprises avec le cheminement intellectuel de J. F. Boshier⁸⁵, il écrivit néanmoins, à propos du fond de cette publication : « *C'est l'œuvre d'un historien expérimenté et une allégorie du combat entre le bien et le mal. Ce dernier étant du côté de la France et des séparatistes*⁸⁶.

Il semble difficile et surtout faux, de dire que *Vive le Québec libre* soit un épiphénomène⁸⁷ ou un non événement⁸⁸, pour des raisons certes contraires mais bien réelles⁸⁹, tant chez les partisans francophonistes que chez les souverainistes⁹⁰, les indépendantistes⁹¹ ou même auprès d'une large part de la communauté anglo-canadienne⁹²; en particulier la frange qui se considère, garante de l'unité nationale⁹³. Nous en donnons ci-après, un exemple flagrant qui peut selon nous, remémorer le contexte d'affrontement et d'autisme identitaire et sociétal dans lequel évoluaient le Québec et le Canada de l'époque.

⁸³Traduction de Claude Charron, extraite de l'article intitulé « *Trente ans de conspiration* » publié dans *Le Devoir* du 31 juillet 2000.

⁸⁴Cf. James Stewart. « Boshier : The Gaullist Attack on Canada, 1967-1997 » in *Books and Visual Arts, The Gazette*, 29 juillet 2006.

⁸⁵The Gaullist attack qui arbore l'image d'une monographie historique objective accomplie par un amoureux de la France, qui a enseigné son histoire et celle de la Nouvelle-France dans de nombreuses universités nord-américaines s'avère être un véritable pamphlet, conjuguant violence, contrevérités et parti pris ; faisant totalement abstraction des motifs qui purent pousser les Québécois présents autour de la mairie de Montréal à partager très majoritairement son apostrophe. On y apprend entre autre que la France envoya à Saint-Pierre et Miquelon un contingent militaire afin de soutenir par la force les membres du FLQ.

⁸⁶James Stewart, « Boshier : The Gaullist Attack on Canada, 1967-1997 » in *Books and Visual Arts, The Gazette*, 29 juillet 2006.

⁸⁷Cf. Gilles, Lesage. « Le cri qui dérange encore », *Le Devoir*, 23 juillet 1997.

⁸⁸Nous renvoyons notamment aux conclusions du DEA de Vincent, Dufour. *Les relations France-Québec après de Gaulle : 1969-1990*. Paris, Université Paris I, 1991, 89 p. Ou bien encore au premier chapitre de Frédéric Bastien, *Le poids de la coopération : le rapport France-Québec*, Montréal, Québec-Amérique, Collection Débats, 2006, p. 20-82.

⁸⁹[Anonyme] « Les Réactions au discours du général de Gaulle au Québec et en France », *France-Québec Magazine*, n° 105, été 1997, p. 34-35.

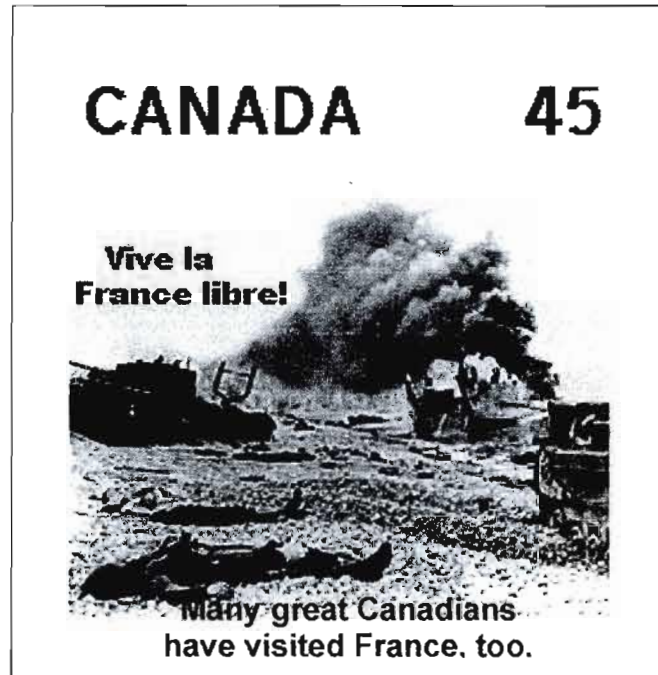
⁹⁰Cf. Allocution de Jacques Parizeau du 14 juin 1996 prononcée à Paris devant l'Institut Charles de Gaulle, intitulée « Vive le Québec libre » : une phrase dans la vie d'un peuple ». Le texte de ce discours est repris intégralement dans Parizeau, Jacques. *Pour un Québec souverain*, Montréal, VLB éditeur, 1997, p. 331-343.

⁹¹Guy Bouthillier. « Indépendantistes, que devons-nous à de Gaulle ? », *Le Devoir*, 24 juillet 1997.

⁹²Pour des informations complémentaires sur ce sujet nous renvoyons à la maîtrise d'histoire de Gobeil, Jean. *L'affaire de Gaulle et la presse canadienne*. Ottawa, Université d'Ottawa, 1969, 212 p.

⁹³Cf. Jean-Marc Léger, « L'Antigaullisme et la francophobie de l'Amérique anglo-saxonne. Pourquoi les anglo-saxons s'en prennent au Général de Gaulle. », *Le Devoir*, 29 juillet 1967.

Figure 5. 6 - "Caricature" d'*Uni Canada* pour commémorer le 24 juillet 1967
et la visite du général de Gaulle au Canada



En dehors de toute polémique stérile, la Figure 5.6⁹⁴ permet selon nous, de mieux appréhender la manière dont les Québécois purent vivre ou du moins percevoir et capitaliser leur ouverture francophone⁹⁵ après les déclarations sur la francophonie de L.S Senghor, H. Bourguiba et A. Diori. Tandis que le Premier ministre Pearson et la

⁹⁴Issue d'un site bilingue de propagande en faveur de l'unité nationale canadienne qui se nomme Uni Canada consultable sur <http://www.uni.ca> qui tout en clamant sa démarche comme objective et posée, compte de nombreux dérapages verbaux et visuels dont nous versons un exemple significatif. A titre d'information, ce timbre se veut une réponse à l'éventuelle émission d'un timbre émis par la poste française pour commémorer le discours de l'Hôtel de Ville. Nous précisons que le mot *caricature* figurant dans notre titre a été ajouté par nos soins et ne figurait nullement dans la légende de l'article qu'illustrait ce timbre, contrairement à la manchette du bas qui était présente. Celle-ci réinvestit visuellement en la réactualisant le thème des soldats canadiens morts pour la France que L. B. Pearson, pourtant historien de formation avait déjà utilisé pour exprimer le sentiment de colère et de trahison que le Canada-anglais avait éprouvé vis à vis de la France. Oubliant, étrangement que le problème du nationalisme québécois et de l'identité francophone n'était pas né avec de Gaulle ou par les machinations de Paris mais bien d'un problème Canado-Canadien. Nous renvoyons encore aux propres mots du très fédéraliste Claude Ryan et de son éditorial du 26 juillet 1967. « Depuis quelques mois, le Canada anglais avait tendance à s'endormir. Grisé par l'atmosphère des célébrations du centenaire, il semblait vouloir oublier le problème des deux communautés. Il cherchait à se rassurer en se disant que la fièvre de l'affirmation québécoise allait diminuant, que de nouveaux chefs canadiens français plus conciliants faisaient leur apparition sur la scène fédérale, que les vieux soldats sur la recherche d'un nouvel équilibre étaient en voie de perdre leur raison d'être, etc »

⁹⁵Louis-Bernard, Robitaille. « Vive le Québec libre : ce qui faisait le plus peur aux Québécois, c'était le saut dans l'inconnu. Et bien, le saut est fait ». *Le Nouvel Observateur*, 22 novembre 1976, p. 51.

diplomatie canadienne qualifiaient l'électrochoc gaulliste « *de propos inacceptables*⁹⁶ », Claude Ryan, écrivait déjà dans son éditorial du 26 juillet 1967 : « *La pire erreur que pourrait commettre le Canada anglais, ce serait de ne se souvenir que des mots "vive le Québec libre" et d'oublier tout le reste, qui est pourtant l'essentiel*⁹⁷. » Dans cet "essentiel" il y avait le rapprochement des francophones et l'établissement d'une francophonie qui aurait pu donner naissance à une coopération Québec-Canada moins revancharde et moins familière des combats de tranchée⁹⁸. Le voyage de Charles de Gaulle consacra la reconnaissance linguistique et identitaire du Québec par la France, dotant celui-ci d'un sauf conduit tricolore pour la francophonie, ainsi que d'une existence officielle et mondiale⁹⁹.

Nous en voulons pour preuve, le cadeau officiel que la République de Chine fit à René Lévesque lors de son voyage officiel à Pékin en tant que Premier ministre du Québec. Il s'agissait d'un exemplaire plastifié du *Quotidien du Peuple* du 25 juillet 1967, dans lequel il était écrit qu'un nouvel Etat francophone venait de naître grâce à cette exclamation, et qui annonçait l'organisation internationale d'une communauté des francophones¹⁰⁰. Dès lors, un nouvel idéogramme pour signifier Québec fut créé et il est inchangé depuis.

⁹⁶Si du côté québécois on minore parfois l'importance et l'impact de ces quatre mots notamment dans un microcosme intellectuel d'obédience libérale et fédéralisante, l'opinion Anglo-canadienne ne semble pas connaître les mêmes dispositions pour l'oubli et le relativisme. C'est du moins ce qui ressort d'un article de Gilles Rhéaume Vice-président du mouvement souverainiste du Québec publié dans le *Figaro* du 17 mars 1997, puis repris dans *Le Devoir* du 19 mars de la même année. « La simple possibilité d'émettre un timbre-poste français à l'occasion du 30^e anniversaire de la visite mémorable du général de Gaulle chez nous et de son fameux "Vive le Québec libre !" a soulevé au Canada anglais un véritable tollé. Des politiciens fédéralistes sont intervenus à la Chambre des Communes à Ottawa en souhaitant que le Canada invite la France à se mêler de ce qui la regarde (...) allant jusqu'à évoquer le possible renvoi de l'ambassadeur de France dans son pays. Qui plus est, le chef d'un parti ultra fédéraliste anglophone du Québec [Parti égalité] (...) a affirmé que l'impression d'un tel timbre-poste "déprécierait la mort de dizaines de milliers de nos soldats durant les deux guerres mondiales". (...) Toute cette saga à première vue anecdotique, a pourtant fait les manchettes de tous les médias et s'est même transportée en plusieurs pays européens par l'entremise de la BBC de Londres, dont le souci d'objectivité mérite d'être (...) souligné. »

⁹⁷Claude, Ryan. « Les leçons d'une journée historique ! », *Le Devoir*, 26 juillet 1967.

⁹⁸Marcel Masse. « Le gouvernement fédéral s'intéresse à la Francophonie parce que le gouvernement du Québec s'y est d'abord intéressé », *Le Devoir*, 16 mars 1967.

⁹⁹Bernier, Luc. *De Paris à Washington, la politique internationale du Québec*. Québec, PUQ, 1996, p. 48.

¹⁰⁰Le quotidien *l'Humanité* fut l'un des rares médias français à non seulement ne pas critiquer le général pour ses déclarations, mais au contraire à l'en féliciter en insistant sur l'acuité et la véracité de l'analyse gaullienne, en particulier pour ce qui a trait à la dualité nationale du Canada et le problème francophone et les liens de solidarité à avoir vis à vis du Québec et cela à tous les niveaux en versant naturellement dans l'antiaméricanisme oratoire de rigueur pour l'organe officiel du PCF sous la plume de son éditorialiste Yves Moreau. « Qu'on n'attende pas des communistes qu'ils mêlent leurs voix au chœur des protestations orchestrées en France par les gens du parti américain ». Cf. Mathieu, Gabrielle. *Les relations franco-québécoises de 1976 à 1985*. Québec, Centre québécois de relations internationales, 1992, p. 116.

Nous pensons qu'à travers cet instant de pure communion cathartique¹⁰¹ Québec-France, qui par définition ne peut faire qu'abstraction de toutes les différences et les distorsions entre la Belle province et l'Hexagone, il y a un élément fondamental, certes malhabile car éminemment subjectif, mais capital pour appréhender et analyser la soif de francophonie qui fut celle du Québec des années 60, 70, 80. Ce phénomène profond et puissant se décline autour d'une projection ternaire qui répond ou tente de répondre, à un irrépressible besoin de reconnaissance identitaire, de fraternité internationale et d'altérité francophone, allant de la francité¹⁰² la plus orthodoxe à la *francophonía* la plus expressive et évolutive. Pierre Bourgault écrivit à ce sujet : « *Malgré l'histoire, malgré l'Anglais, malgré les notables et un peu aussi malgré nous hélas !, le peuple québécois était resté français. J'en fus violemment retourné. Ce peuple n'avait pas eu besoin de directives pour affirmer sa fierté française à la face du monde entier*¹⁰³. » Ce dont l'exposition internationale de Montréal, de l'été 1967 allait donner un exemple des plus concrets. Si les déclarations du Président français concernent d'abord et avant tout la France, le Québec et le Canada, il ressort de nos recherches que ce quatrième et dernier voyage au Canada du général permet selon nous, de dégager un axe de lecture de la politique gaullienne en matière de francophonie. Notre hypothèse est que *Vive le Québec libre* et son incidence dans la francophonie peuvent s'expliquer tout autant, par les facteurs culturels et linguistiques issus de la francité que par le contexte international, canadien ou français de l'époque. Car comme l'écrivait C. Dedeyan, pour de Gaulle "l'historien" :

La France, ne commence pas à la Révolution française, (...) et le Canada, c'est à dire au sens ancien du mot, le Canada français et francophone ne commence pas à la défaite de ses plaines d'Abraham, mais à la découverte de Jacques Cartier. Jusqu'au régime anglais, la France est canadienne et québécoise et le Québec est la Nouvelle France. Rabelais, Montaigne, Racine, Bossuet, Pascal, Montesquieu et même l'homme des « quelques arpents de neige »[sic] sont aussi Québécois¹⁰⁴.

¹⁰¹Le général prétendit dans un moment de grande modestie n'avoir joué dans ces retrouvailles franco-québécoises que le rôle de l'étincelle. Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*. p. 1552.

¹⁰²Cette liesse populaire redonna une crédibilité indéniable à d'anciens articles parus au Québec, au début du siècle passé sur le sentiment d'appartenance et de fraternité entre le Québec, le Canada, la France dont un nombre important ont été repris ou compulsés dans Dufour, Joseph-Donat. *Visions françaises et canadiennes*, Québec, *Le soleil*, 1929, 103 p. ou encore ceux d'Oscar Dunn et notamment : « Oui la France est encore notre patrie » in *Le choc des langues au Québec 1760-1970*, sous la direction de Guy Bouthillier et Jean Meynaud, Montréal, Presses de l'université du Québec, 1972, p.193-200. Ou encore David, Laurent-Olivier « Le tricolore doit flotter sur le Québec », p. 324-325. Pour une analyse plus générale consulter Lamonde, Yvan ; Corbo, Claude. *Le rouge et le bleu : une anthologie de la pensée politique au Québec de la conquête à la Révolution tranquille*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, 576 p.

¹⁰³Bourgault, Pierre. Cité par Bouthillier, Guy. « Les souverainistes québécois et le général de Gaulle. », *Les cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n°7, p. 117.

¹⁰⁴Charles Dedeyan. « Le Général de Gaulle et l'histoire du Québec francophone », *Etudes Gaulliennes*, T. 7, n°27-28, 1979, p. 69.

Nous pensons qu'il existe une proximité d'analyse et de vue quant à la question du Québec et la langue entre le général de Gaulle, à la solide éducation classique et la théorie de la *nation politique* développée par François-Xavier Garneau dans son ouvrage *Histoire du Canada*, qui faisait de la culture et donc de la langue, la voie privilégiée de l'affirmation de la nation¹⁰⁵. Ce que Fernand Dumont réactualisa dans *Le sort de la culture*¹⁰⁶. L'emportement sanguin qu'aurait eu le général de Gaulle face à la large désapprobation de la presse française après sa visite au Québec ne comprenant pas ses motivations, et surtout quels pouvaient être les liens qui reliaient la France, le Québec et la francité, semble renforcer notre hypothèse.

Bien entendu, sitôt qu'on prend le parti de la France et que l'on dit que la France existe, immédiatement tous les plumitifs écrivent : « Comment, il y a quelqu'un qui défend la France ? La France n'est plus rien, c'est un petit pays, quelle prétention ! C'est ridicule, c'est ignoble, c'est infâme ; tout cela n'a aucune importance [...] Que ces Anglo-Saxons fassent cela, que les Américains soient furieux, ils ont raison d'être furieux, et de faire des articles contre moi, que les anglais bavent, qu'ils soient fous de rage, c'est normal. Mais que tous ces imbéciles du Monde et du Figaro ou d'autres soient terrorisés parce que Washington n'est pas content ou parce que Londres fronce les sourcils, c'est lamentable ! On ne peut plus, en France prendre le parti de la France sans être immédiatement montré du doigt par tous ces types qui sont des larbins.¹⁰⁷

Si l'analyse de F-X Garneau, en étant une alternative¹⁰⁸ à l'examen fait par Lord Durham¹⁰⁹ sur la réalité canadienne nourrit pour partie l'idéologie de la survivance, en faisant de la collectivité canadienne puis canadienne française, une société qui « *s'exila dans un univers social parallèle, celui du souvenir, du rêve, de la spéculation*¹¹⁰ », comme l'écrivit également, F. Dumont dans *Idéologies au Canada français*, nous considérons qu'elle rendit possible au Québec, l'accession à la francophonie. Cela, en gardant la langue comme fondement identitaire essentiel, et vecteur d'une universalité que la catholicité ne pouvait à elle seule, lui donner pleinement.

¹⁰⁵Roussel, Luc. *Les relations culturelles du Québec avec la France, 1920-1965*. Thèse d'histoire, Québec, Université Laval, 1986, p. 267-270.

¹⁰⁶Dumont, Fernand. *Le sort de la culture*. Montréal, l'Hexagone, 1987, 393 p.

¹⁰⁷Propos qu'aurait tenu le Général de Gaulle et rapportés in Foccart, Jacques. *Tous les soirs avec de Gaulle*. Paris, Fayard, 1997, p. 684-685.

¹⁰⁸Cf. Fohlen, Claude ; Heffer, Jean, Weil, François. *Canada et États-Unis depuis 1770*. Paris Presses universitaires de France. Nouvelle Clio, l'histoire et ses problèmes, 1997, p. 65-66. [Cet ouvrage est la 3^e édition refondue de L'Amérique anglo-saxonne, dont la première édition remonte à 1965].

¹⁰⁹Cf. Notre chapitre 1.2, Rétrospective historique du français au Québec.

¹¹⁰Dumont, Fernand et alii. *Idéologies du Canada français 1900-1929*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 10-11.

Nous en voulons pour preuve, qu'une fois proclamé *Vive le Québec libre*, les Québécois et le Québec obtinrent au sein de la francophonie, une place majeure et disproportionnée du point de vue démographique et social, qu'il est primordial d'intégrer comme un élément structurant de la construction de l'espace institutionnel francophone¹¹¹. A ce sujet, Olivier Stirn écrivit : « *De Gaulle a élargi la capacité d'influence de la francophonie par le rôle qui était le sien au Canada, lors de son célèbre voyage au Québec*¹¹². »

Après la démission du général de Gaulle de la présidence de la République en avril 1969, les relations franco-québécoises perdurèrent dans des formes sensiblement équivalentes, mais dans un climat plus serein. Si de Gaulle avait tenté « *de payer la dette de Louis XV* » Pompidou, bien que moins véhément, ne voulut rien céder au Canada des intérêts vitaux du Québec. La structuration des relations Québec-Paris se renforça et l'improvisation des débuts fit place à une coopération plus institutionnelle, à l'efficacité accrue faisant du Québec un "Etat souverain" pour la France et qui par conséquent, le devenait au moins partiellement, vis à vis des Etats relevant de sa "gens" ou de sa sphère traditionnelle d'influence. Les relations internationales et la coopération bilatérale devenaient des enjeux cruciaux pour le Québec et comme Paul Painchaud le résumait sans cette dimension internationale et donc la francophonie, la revalorisation du Québec en tant qu'Etat n'aurait été qu'une entreprise de « progressisme municipal¹¹³ ». Langue, identité, progrès social, réformes, ouverture sur le monde devinrent les moteurs de la vie québécoise, comme le rappelle Luc Bernier : « *Sans Charles de Gaulle, il n'y aurait pas eu grand-chose à mettre en œuvre. L'ouverture de la fenêtre d'opportunité [du Québec] aurait été sans suite*¹¹⁴. » Si Georges Pompidou avait en son temps critiqué la passion gaullienne pour le Québec, une fois établi au pouvoir il ne modifia pas le cap, sa formation littéraire et son amitié pour Senghor jouèrent assurément un rôle.

¹¹¹Pour une analyse plus détaillée des rapports entre le Québec, le Canada et le général de Gaulle, nous renvoyons aux actes du colloque franco-québécois organisé à Québec en septembre 1979 intitulé « Le général de Gaulle, le Québec et la francophonie », *Etudes Gaulliennes*, Cahiers des Cercles Universitaires d'Etudes et de Recherches Gaulliennes, tome 7, n°27-28, 1979, 223 p. Cette publication difficilement consultable est accessible à la Fondation Charles de Gaulle.

¹¹²Olivier Stirn, allocution intitulée « L'avenir de la francophonie en Afrique. » 8 février 2005 devant le Cercle Richelieu Senghor de Paris, in *Débats francophones recueil des conférences et actes 2000-2005*. Cercle Richelieu Senghor de Paris, Bruxelles, Bruylant, 2005, p. 388.

¹¹³Painchaud, Paul. « L'Etat du Québec et le système international », in Gérard Bergeron, Gérard et Réjean Pelletier. *L'Etat du Québec en devenir*, Montréal, Boréal, p. 351.

¹¹⁴Bernier, Luc. *De Paris à Washington*, p. 48.

La question québécoise perdit certes pour partie, sa dimension passionnelle pour s'appuyer désormais sur une dimension plus linguistique et tactique, mais jamais le Québec ne tomba dans l'indifférence antérieure, comme le rappelle ce dessin humoristique de Dupras¹¹⁵ de 1972.

Figure 5.7 - "Vive le Québec libre" et l'histoire de la francophonie



L'aire francophone, globalement partagée quant à l'opportunité et à la pertinence du *Vive le Québec libre*, ne put elle non plus, l'ignorer ou feindre l'ignorance, mais le Québec ne sut pas toujours ou ne voulait pas semble-t-il être à la hauteur des attentes. C'est ce dont témoigne André Patry, dans son ouvrage de référence *Le Québec dans le monde*.

Le gouvernement Johnson a donc fait vivre au Québec, sur le plan international, quelques unes de ses plus belles heures. Il aurait pu, toutefois, réaliser une œuvre encore plus solide s'il avait réellement voulu tirer profit des visites officielles de 1967 pour jeter les fondements d'échanges permanents avec des Etats qui n'attendaient qu'un geste de sa part¹¹⁶.

En problématisant la relation Québec-francophonie dans une perspective historique de la culturalité et de la langue, il se dégage alors, une lisibilité nouvelle du lien entre l'Etat québécois et la francophonie internationale¹¹⁷ qui loin d'être linéaire s'avère au contraire évolutive. C'est ce que nous démontrerons dans les sous-parties restantes de ce chapitre.

¹¹⁵Dupras, *Vive le Québec libre !* Montréal, Editions de l'homme, 1972.

¹¹⁶Patry, André. *Le Québec dans le monde*. Montréal, Léméac, 1980, p. 130.

¹¹⁷Cf. Seguin, Philippe. *Plus français que moi tu meurs*. Paris-Montréal, Albin Michel, Montréal, 2000, p. 89-157.

« Le salut des cultures et des identités nationales sera le souci majeur du troisième millénaire, et ce serait l'honneur de la langue française de devenir, partout dans le monde, le fer de lance de ce combat¹¹⁸ »

Jean-Marc Léger

5.2.2 - De l'internationalisation de la « Belle province » à la promotion de la francophonie : L'action du *Cercle québécois* dans les années soixante et soixante-dix.

Si de Gaulle voulait faire de l'histoire au Québec¹¹⁹, il nous paraît toutefois indispensable d'adjoindre comme maître de cérémonie à la réalisation de ce coup d'éclat, l'aile française de ce que nous avons défini être le *Cercle Québécois* et que Gilles Rhéaume qualifia pour sa part de « *Québec boys* ». Une lettre de Xavier Deniau adressée à André Patry, en date du 6 octobre 1966 permet d'étayer notre hypothèse :

Vous avez dû voir dans les échanges de lettres entre le général de Gaulle et le Premier ministre Johnson, que le Président de la République française, s'il se montre très empressé à inviter le chef du gouvernement du Québec à Paris, laisse dans le vague sa décision pour une visite à l'exposition de Montréal. Il est difficile au Chef de l'Etat de se rendre à Montréal sans aller à Ottawa, ce qu'il ne souhaite pas (...). Pensez-vous qu'une solution par laquelle il irait seulement à Montréal, et ne visiterait pas les deux capitales, pourrait être acceptable pour vous, ou croyez-vous qu'il pourrait également aller à Québec, sans se rendre à Ottawa ?¹²⁰

Finalement ce fut Pierre-Louis Mallen qui trouva une partie de la réponse, en proposant au général de Gaulle de se rendre au Québec par la voie maritime et d'être ainsi, maître de son calendrier et libre de ses déclarations. Deniau lui écrivit à ce propos : « *Vos idées ont fait leur chemin jusqu'à l'Elysée. (...) le navire est déjà retenu*¹²¹. » Cette visite qui lança le Québec sur la scène internationale, au moins médiatiquement et symboliquement fut donc le fruit de la collaboration active et très efficace, d'une petite équipe, au sein de laquelle on comptait, Philippe Rossillon et Bernard Dorin qui en étaient les piliers, mais également Xavier Deniau¹²², Raymond Bousquet¹²³, Pierre Louis Mallen, Michel Debré¹²⁴, Gilbert Pérol¹²⁵, Jean Basdevant¹²⁶,

¹¹⁸Propos de Jean-Marc Léger cités par Philippe Séguin. « Au-delà du message aux Québécois un message au monde », *Le Devoir*, 27 juin 1997.

¹¹⁹Tainturier, Jean. *De Gaulle au Québec, le dossier des quatre journées*, [textes colligés], Montréal, Éditions du Jour, 1967.

¹²⁰Fonds André Patry, ANQ, Québec, P422, S5-1.

¹²¹Pierre-Louis Mallen, « La Dette de Louis XV », in *Les Cahiers d'histoire du Québec*, p. 39.

¹²²Ancien Ministre, député, Président du groupe France Québec à l'Assemblée nationale.

¹²³Ambassadeur de France à Ottawa.

¹²⁴Garde des sceaux, Premier ministre, ministre des Affaires étrangères.

¹²⁵Conseiller à l'Elysée chargé des relations avec la presse.

¹²⁶Directeur Général des relations culturelles, scientifiques et techniques.

Martin de la Fournière¹²⁷, Etienne Burin Des Rozières¹²⁸, Daniel Jurgensen¹²⁹, Pierre Maillard¹³⁰, René Saint-Légier de la Saussaye¹³¹, etc. Ils furent tous, à des niveaux différents et variables, les adjuvants initiateurs et les relais agissants de ce voyage, mais aussi et c'est ce qui justifie le fait que nous accordions à ces derniers de l'importance, ils furent la cheville ouvrière catalyseuse du rapprochement Québec France, étape indispensable avant une ouverture en direction de l'aire francophone internationale elle-même¹³². A ce *Cercle québécois* ou ce lobby du Québec à Paris, il faut rajouter du côté fleurdelisé André Patry¹³³, Jean-Paul l'Allier¹³⁴, Paul Gros d'Aillon¹³⁵, Gilles Loisel¹³⁶, Marcel Masse¹³⁷, Jean Chapdelaine¹³⁸, Yves Michaud¹³⁹, Claude Morin¹⁴⁰, Jacques Yvan Morin¹⁴¹ et bien sur Jean-Marc Léger pour les principaux d'entre eux et pour la période 1960-1970¹⁴².

Le travail de persuasion, du Lobby du Québec en France se révéla déterminant et efficace, puisqu'il permit de substituer une opinion massivement pro-canadienne, à une opinion majoritairement favorable au Québec, et cela, tant dans l'opinion publique que dans les rouages gouvernementaux. Pierre-Louis Mallen¹⁴³, figure marquante de ce groupe de pression pro-Québec, le rappela dans un article paru dans *Le Devoir*, commémorant le 35^e anniversaire du discours de l'hôtel de ville.

¹²⁷Diplomate.

¹²⁸Secrétaire général de la présidence.

¹²⁹Directeur d'Amérique au Quai d'Orsay.

¹³⁰Ambassadeur de France à Ottawa.

¹³¹Conseiller diplomatique de l'Elysée.

¹³²Beaudoin, Louise. « Origines et développement du rôle international du gouvernement du Québec », in Paul Painchaud (dir.), *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Sainte-Foy, PUQ, p. 441-470.

¹³³Universitaire, Chef du Protocole du Gouvernement du Québec.

¹³⁴Haut fonctionnaire, futur maire de Québec.

¹³⁵Conseillers du gouvernement. Gros d'Aillon était un conseiller très influent de Jean Lesage.

¹³⁶Haut fonctionnaire et diplomate en Europe.

¹³⁷Ministre des Affaires intergouvernementales du Québec.

¹³⁸Délégué général du Québec à Paris. (1965-1976)

¹³⁹Rédacteur en chef de *La patrie*

¹⁴⁰Sous-ministre des Affaires fédérales provinciales.

¹⁴¹Professeur de droit international à l'UDM.

¹⁴²La liste n'est pas exhaustive mais rassemble les personnes les plus impliquées d'après l'ouvrage de Comeau, Paul-André et Fournier, Jean-Pierre. *Le lobby du Québec à Paris, les précurseurs du général de Gaulle*. Montréal, Québec-Amérique, 2002, p. 27. Il semble que l'on puisse rajouter également l'historien Denis Vaugeois et Robert Elie, conseiller de Georges Emile Lapalme au ministère des Affaires culturelles...

¹⁴³Pierre-Louis Mallen, membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France, journaliste, Conseiller culturel du quai d'Orsay fut chargé par le général de Gaulle de créer un bureau de l'ORTF au Canada. Il fut le premier non Québécois à recevoir en 1989, la médaille *Bene Merenti de Patria* décernée par la Société SSJB de Montréal, pour avoir rendu : « un service exceptionnel à la patrie ».

Il y avait un état d'esprit dans les réseaux d'information en France qui était épouvantable ! Pour eux le Canada, c'était une colonie anglaise, ou ex-colonie anglaise, on ne savait pas très bien, très grande, très vide affligée d'un climat abominable et où il y a trop de curés. Telle était la définition¹⁴⁴.

Le travail fourni par le *Cercle québécois*, bénéficiant de l'onction élyséenne porta indiscutablement ses fruits, en de nombreux lieux et places du pouvoir parisien et français. L'exemple le plus frappant de cette évolution et qui démontre le mieux la part d'explication, de mobilisation et de persuasion clef menée par ce groupe est à chercher au ministère des Affaires étrangères, pourtant coutumier d'une certaine inertie. Celui-ci, en effet opéra un virage à 180° vis à vis du Québec¹⁴⁵ et cela, alors que Maurice Couve de Murville, ministre en exercice jugeait déraisonnable et dangereuse, la politique québécoise de l'Elysée relayée par certains de ses subordonnés du Quai. A ce sujet, puisque nous traitons des retrouvailles France-Québec¹⁴⁶ et des débuts de la francophonie, nous souhaiterions apporter des précisions sur la perception et les représentations respectives du *Cercle québécois* et du général de Gaulle¹⁴⁷ sur le Québec et la francophonie.

La non prise en compte de ces différentes questions, sensibilités et approches nous paraît constitutive des approximations, des malentendus et parfois des raccourcis malheureux faits lorsqu'on aborde le thème des relations internationales du Québec¹⁴⁸. En outre, cet approfondissement au sujet de la relation ternaire Francophonie-France-Québec dotera notre démonstration de sa pleine efficience quant à la spécificité, la nature la perception et les enjeux du lien qui unit la francophonie et le Québec. Pour de Gaulle, le Québec était « *un doublement du destin national français* », le 1^{er} août 1940, dans les studios de la BBC, il avait adressé dans un message radiophonique, les paroles suivantes aux francophones du Canada :

¹⁴⁴Marie-Eve-Lyne, Michel. « Pierre Louis Mallen, raconte le Québec libre ! Il y a 35 ans le général de Gaulle apparaissait au balcon. », *Le Devoir*, 29 juillet 2002.

¹⁴⁵A ce sujet et pour des renseignements complémentaires et détaillés sur les débats internes ayant participés à cette mutation nous renvoyons à l'article de référence d'Isabelle, Sahagun. « Le débat au sein du Quai d'Orsay », *Le Magazine du Québec*, Paris, Délégation générale du Québec, 2001, p. 4-7.

¹⁴⁶Georges-Émile Lapalme pour sa part les fait débiter en 1963 lors de l'exposition scientifique et technique française tenue à Montréal qu'inaugura André Malraux. Nous pensons qu'il s'agit plutôt d'un prologue inaugural à ces retrouvailles que « d'un vrai départ » comme le déclara le ministre de la Culture du Québec, car ni la population canadienne, ni l'opinion internationale n'en étaient conscientes.

¹⁴⁷Pour une analyse plus détaillée sur la relation Québec-de Gaulle, nous renvoyons au chapitre 19 de la biographie de Jean Lacouture. *De Gaulle, tome 3 : Le Souverain*. Paris, le Seuil, 1986.

¹⁴⁸La principale est de les faire exagérément commencer aux années soixante, en oubliant le précédent Hector Fabre, les différents contacts que le Québec et l'Europe francophone purent garder de 1763 à 1960.

L'âme de la France cherche et appelle votre secours à vous, Canadiens français. Votre secours, elle le cherche et l'appelle parce qu'elle sait qui vous êtes. Elle sait quel élément vous formez dans le pays, dans le peuple, dans l'Etat auquel vous appartenez (...) Puisque par vous, un rameau de la vieille souche française est devenu un arbre magnifique, la France après ses grandes douleurs, la France après la grande victoire saura vouloir et croire !¹⁴⁹

Rossillon, Dorin¹⁵⁰ et leurs amis partageaient avec de Gaulle, un intérêt commun et convergeant pour le Québec¹⁵¹, mais en matière de francophonie ils avaient des vues sensiblement divergentes, tant sur la forme que sur le fond. En effet, la francophonie, dans la conception de Gaulle ne pouvait réellement se concevoir sans le préalable de l'indépendance totale et de la décolonisation du Québec. Si ce postulat indispensable paraissait éminemment souhaitable à Rossillon, Dorin et leurs amis qui partageaient en cela, l'appréciation du général exprimée en juin 1967 : « *le seul avenir possible pour le Québec, c'est de devenir souverain*¹⁵² », ils pensaient que cela pouvait prendre du temps. Par voie de conséquence, ils estimaient donc que les modalités se rapprocheraient certainement plus, du souverainisme que d'un indépendantisme doctrinal pur et dur, aux lendemains difficiles, compte tenu du contexte continental Nord-américain et de l'éloignement géographique avec les autres foyers francophones existants, principalement en Europe et en Afrique. Si de Gaulle pressentait le potentiel de la francophonie et ce qu'elle pouvait advenir, il la regardait à l'aube de son expérience de chef d'Etat qui avait achevé la décolonisation du deuxième empire colonial et avait pâti des échecs successifs de la Communauté et de l'Union française. Pour lui, la francophonie était une sorte de Commonwealth britannique, duquel aurait été supprimé l'élément colonial et sur lequel la France aurait eu une autorité naturelle et morale. Ce club des francophones ou des parlants français s'orientant des seules impulsions hexagonales pour ce qui a trait à l'essentiel. *Le Cercle québécois* pour sa part concevait la francophonie comme reposant sur la francité et la France, elle la percevait également et surtout comme un objet et une fin en soit, novatrice et égalitaire. De Gaulle se montrait moins volontaire que les membres issus du cercle : « *Prenez comme pierre de touche l'intérêt de la France*¹⁵³. »

¹⁴⁹De Gaulle, Charles. *Discours et Message*. Paris, Plon, 1970, p. 23.

¹⁵⁰Dorin, Bernard. *Appelez-moi Excellence*, Montréal. Stanké, 2001, 326 p.

¹⁵¹Josée Legault. « Les apôtres de l'amnésie » *Le Devoir*, 23 juillet 1997.

¹⁵²Propos rapportés par A. Peyrefitte in *C'était de Gaulle*. p.1545.

¹⁵³Comeau, P-A ; Fournier, J-P. *Le Lobby du Québec à Paris, les précurseurs du général de Gaulle*. Montréal, Québec-Amérique, 2002, p.23.

Tandis que Dorin, Rossillon, Deniau et les autres prenaient manifestement une voie plus ouverte, aux modalités nouvelles, fondée sur des partenariats reposant ou pouvant reposer sur le multilatéralisme, ce qui déplaisait tant à de Gaulle partisan du bilatéralisme en matière de coopération et d'entente internationale. Mais le cercle des francophones faisait du lien Québec-France, un fondement vital de la communauté francophone internationale en projet. Bernard Dorin est à ce sujet très explicite : [Pour nous] « *le doublement du destin national français [en Amérique] avait un petit coté dominateur. (...) Nous allions plus loin [que de Gaulle] en un sens. Pour nous, c'était certes l'intérêt de la France mais c'était aussi l'idée de la création d'un monde qui, au XXI^e siècle, pourrait se fonder sur des rapprochements et des identités s'appuyant sur la langue.* » L'ambiguïté terminologique que l'on évoque régulièrement lorsqu'il est question de francophonie toucha également ce groupe. Ce collectif de personnalités tant en France qu'au Québec, s'il partageait une passion commune pour le Québec et la civilisation française avait des sensibilités professionnelles, politiques et intellectuelles plus nuancées¹⁵⁴ que ne le laisse penser parfois, cette appellation à la vulgarisation relativement récente¹⁵⁵. Elle tend à n'en faire du côté français qu'un groupe d'obédience gaullienne et québécoise, de hauts fonctionnaires et d'intellectuels, aux amitiés sincères avec nombre de figures marquantes et agissantes de la Révolution tranquille. Ceci est vrai, mais il est davantage que cela, et ceci explique aussi son implication pérenne dans la francophonie internationale et surtout sa régénération dans les décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix alors que l'idéologie gaulliste s'amoindrissait.

¹⁵⁴Ce groupe fut en plus de sa coloration gaullienne influencé par les cercles de réflexions *Patrie et Progrès* fondé par Philippe Rossillon et *La France des Iles* créée par Hyacinthe de Montera qui est l'auteur de l'ouvrage *Quand la francophonie s'éveillera*. Tous deux étaient très nationalistes et malgré l'objectif de Rossillon de faire de *Patrie et Progrès* un mouvement recentrant le concept de patrie en dehors des thématiques de la droite conservatrice en incarnant une alternative gaulliste progressiste, la plupart de leurs membres à l'exception d'un petit nombre auquel appartenait Jean-Pierre Chevènement se classaient chez les conservateurs parfois même parmi la droite française la plus ultramontaine. Ceci explique la proximité pour ne pas dire l'exclusivité que la droite française et la francophonie hexagonale entretenirent jusqu'à l'élection de François Mitterrand en 1981. *Patrie et Progrès* qui se réunissait au 9 avenue Franklin Roosevelt à Paris et dont le financement venait de la famille de la femme de Philippe Rossillon entretenait avec *La France des Iles* des relations directes. Les membres influents souvent des énarques eux-mêmes membres d'autres cercles dont le *Siècle*. Leur postulat de réflexion était de sortir la France du cadre franco-français sans investir exagérément le projet européen en tissant de nouveaux liens avec les colonies ou les ex-colonies françaises mais aussi avec tous les parlants français. A notre sens, c'est le grand apport que ces deux groupes sulfureux et décriés tant par la gauche que par la droite firent pour l'avancement de la francophonie en France. Si la francophonie ne peut être ni de Gauche ni de Droite, il est intéressant de noter qu'elle naquit sous la plume d'un homme de gauche, avant d'être reprise par des gaullistes et des conservateurs.

¹⁵⁵Le politologue, Dale C Thomson, est à l'origine de cet "intérêt" pour ce groupe et fut le premier à l'évoquer mais dans des termes peu flatteurs et inexacts de « mafia du Québec ». Cf. Thomson, D.C. *De Gaulle et le Québec*. Montréal, Trécaré, 1990, 390. p.

Dès 1960, le tout petit noyau du lobby francophone, (nous étions deux, Philippe Rossillon et moi-même) avait envisagé la francophonie dans son ensemble, étant entendu qu'il y avait dans cette francophonie deux composantes essentielles et indispensables, chacune sur un continent différent, la France et le Québec¹⁵⁶.

A ce sujet, nous renvoyons aux déclarations¹⁵⁷ de Pierre Gravel, éditorialiste au quotidien *la Presse*, qui dès 1960 à son arrivée à Paris contacta les « Québec boys » en sa qualité de porte parole du "Parti républicain" du Québec. « [les indépendantistes] *Nous nous définissions comme des colonisés, des nègres blancs d'Amérique*¹⁵⁸ (...) et j'avais le sentiment, peut-être à tort qu'on plaçait le Québec [à Paris] sur le même pied que la Wallonie et le Val d'Aoste qui étaient des foyers de rayonnement de la francophonie internationale¹⁵⁹. » Ce jugement, démontre combien pour le lobby du Québec, la francophonie était importante et combien la belle province était perçue avant tout par lui, comme un foyer linguistique et civilisationnel français, qu'il fallait renforcer. Tout en étant l'héritier d'une forme de francité, le Québec était le seul exemple d'implantation durable et réussie d'une société française sur le continent américain mais également dans le monde. Dorin à ce sujet écrivit : « *Nous avons tenté d'aider le peuple du Québec à infléchir son destin*¹⁶⁰. »

D'après nos différents recoupements et entretiens, le Québec paraissait aux hexagonaux du Cercle francophone un partenaire unique et précieux pouvant devenir une passerelle entre la France, l'Europe et le continent américain dans son ensemble. A nouveau, le témoignage de l'ambassadeur Dorin est éloquent à ce sujet pour saisir les motivations de ce mouvement : « *Nous trouvions au Québec une population qui était non seulement proche de nous, mais qui vivait dans un continent neuf et nous sortait du ghetto européen. C'était ça, notre conception*¹⁶¹. »

¹⁵⁶Propos de l'Ambassadeur Bernard Dorin, *Le lobby du Québec*, p. 23.

¹⁵⁷Les déclarations concernant « le Cercle québécois », en particulier celles de Bernard Dorin sauf indications contraires de notre part, furent prononcées à l'automne 2001 lors d'un séminaire intitulé *les retrouvailles de la France et du Québec* de l'École nationale d'Administration publique du Québec et dont une large transcription fut réalisée par Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier dans leur ouvrage *Le lobby du Québec à Paris*. Montréal, Québec-Amérique, 2002, 195 p.

¹⁵⁸Ces propos renvoient à l'ouvrage *Nègres blancs d'Amérique* mais également, aux constatations de la Commission Laurendeau-Dunton d'après laquelle la communauté anglophone et les sociétés étrangères contrôlaient parfois jusqu'à 93,5% des secteurs clefs de l'économie québécoise alors que les francophones représentaient plus de 80 % de la population. Cf. Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ottawa, Tome 3 A, 1969, p. 54.

¹⁵⁹Comeau, P-A ; Fournier, J-P. *Le lobby du Québec*, p. 28.

¹⁶⁰Bernard Dorin, « Un combat de quarante ans pour la cause du Québec ». *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n° 7, p. 26-27.

¹⁶¹*Le lobby du Québec*, p. 23.

Compte tenu de ses forces numériques et du contexte social et politique de l'époque, le Cercle semble avoir rempli ses objectifs car, il fut de toutes les avancées québécoises sur la scène internationale. La francophonie allait servir de tête de pont au développement de l'existence internationale du Québec, la France servant de base arrière, grâce à de Gaulle, au *Cercle québécois* et au précédent des Ententes bilatérales que nous allons approfondir dans la sous-partie suivante.

Considéré par maints publicistes comme l'un des attributs essentiels de la souveraineté de l'Etat, "le jus tractatum" doit-il ressortir uniquement aux organes centraux de la fédération ou peut-il appartenir également aux Etats-membres ? Après avoir éludé cette question pendant trente ans, le Canada doit tenter d'y apporter une réponse.¹⁶²

Jacques-Yvan Morin

5.2.3 - Le Québec et la francophonie : de la Révolution tranquille au sacre africain l'impact décisif des Ententes initiatiques France-Québec : ou le paradigme de 1965.

Nous allons procéder à un bref retour en arrière dans la chronologie, afin de revenir à l'année 1965 et aux signatures des deux ententes entre la France et le Québec portant sur l'Education et la Culture. Nous avons évoqué ces dernières mais de façon insuffisante compte tenu de l'impact central qu'elles eurent dans la présence du Québec en francophonie. Certes, moins médiatiques que les déclarations du général de Gaulle, elles sont aussi vitales pour le Québec et la poursuite de la Révolution tranquille que le discours du balcon. Avant 1960-1965, le Québec et les Québécois entretenaient déjà des relations ponctuelles ou thématiques avec la France ne relevant que de l'initiative privée ou de petits groupes ; ce que nous avons démontré en détail à travers les exemples variés que nous avons étudiés dans le chapitre III *Les Associations francophones à travers le prisme québécois*. Mais avec la Révolution tranquille et la décennie 1960, l'Etat du Québec qui intervenait jusqu'alors de façon latitudinaire et erratique en matière de politique étrangère allait s'en doter d'une, offensive et structurée. Cela autour des ministères des Affaires culturelles, des Affaires provinciales, du département du Canada-

¹⁶²Morin, Jacques-Yvan. « La conclusion d'accords internationaux... » *Annuaire canadien de droit international*. Ottawa, 1965, p. 127.

français d'outre-frontières, mais aussi du Comité interministériel¹⁶³ auquel collabora André Patry et qui allait donner naissance au futur ministère des Affaires intergouvernementales du Québec¹⁶⁴. André Patry, dans une lettre confidentielle adressée à Claude Morin explique sa vision des choses, quant à la marge de manœuvre dont dispose le Québec en matière de relations internationales : « *Le Québec doit continuer d'agir dans les domaines où la constitution actuelle est muette ou imprécise, afin de donner une signification politique et juridique toujours plus grande à son caractère d'Etat francophone*¹⁶⁵. » René Durocher, auteur de l'ouvrage de référence *Histoire du Québec contemporain* rappela à ce sujet dans un article : « *Non seulement on élabore une politique mais on crée une structure... ce qui impliquera nécessairement des budgets, un personnel, des services. (...) ce qui a été fait a un caractère durable et décisif*¹⁶⁶. » Ce qui corrobore l'opinion de Claude Morin sur la question.

En s'affirmant le Québec, a non seulement confirmé les aspirations économiques, sociales et politiques traditionnelles de son peuple, mais il a découvert que ses intérêts culturels fondamentaux, ceux-ci compris dans leur sens le plus large, le dirigeaient vers un rapprochement des autres peuples du monde particulièrement ceux de langue française¹⁶⁷.

La quête du Québec pour ratifier des accords ou des ententes internationales¹⁶⁸, en particulier avec la France ne fut pas perçue par la presse anglophone comme le respect ou l'affirmation des prérogatives du Québec et d'un intérêt collégial des Provinces au sein du Canada, mais comme le prologue annonciateur d'une future indépendance du Québec : « *The dispute overtreaty- making powers may develop into much more serious confrontation than the struggle over pension, however, because it bears on constitutional issues and, infact, contains the seeds of separatism*¹⁶⁹ ». Ceci se voulait être une explicitation prospective des déclarations du ministre québécois Gérin-Lajoie en date du

¹⁶³Dans une correspondance en date du 17 septembre 1965, André Patry écrivit à André Malraux, au sujet de la Commission Interministérielle des Relations extérieures : « Elle constitue un pas en avant dans la voie de l'émancipation politique. » Cf. Fonds André Patry, ANQ Québec, P422, S1-1.

¹⁶⁴Morin, Claude. « *Le Ministère des Affaires intergouvernementales* », *Le Devoir*, 30 juin, 1967.

¹⁶⁵André Patry, lettre confidentielle adressée à Claude Morin, le 21 août 1965, ANQ Fonds André Patry. P422, S1-1.

¹⁶⁶Durocher, R. *L'ouverture du Québec sur le monde extérieur, 1960-1966*, in Robert Comeau (dir.), Jean Lesage et l'éveil d'une nation. Montréal, Presses de l'université du Québec, Les Leaders politiques du Québec contemporain, 1989, p. 114.

¹⁶⁷Morin, Claude. *Le Québec dans le Canada de demain*. Editions du jour, Montréal, 1967, p. 178.

¹⁶⁸Voir à ce sujet, Beaudoin, Louise. « La coopération France-Québec de 1960 à 1979 », in *Le Général de Gaulle, le Québec et la francophonie, Etudes Gaulliennes*. Tome 7, n°27-28, 1979, p. 149-159. Ainsi que Philip, Christian. « Le Général de Gaulle et l'institutionnalisation de la francophonie », *Etudes Gaulliennes*, Tome 7, n°6, 1977, p. 27-39.

¹⁶⁹*Globe and Mail*, 24 avril 1965, p. 1.

22 avril annonçant que : « *Le Québec entend négocier lui-même directement avec les autres pays les accords qu'il sera appelé à appliquer (...) il ne peut qu'assumer la position particulière que lui impose sa vocation d'instrument collectif des Canadiens français*¹⁷⁰ ». Ce qui allait certes, un peu plus loin que nombre de déclarations de Jean Lesage, alors Premier ministre, mais l'on était aux antipodes d'une sécession du Québec. Il s'agissait seulement à notre sens, d'effectuer au plus vite et au mieux des intérêts des Québécois et des Canadiens français, un rapprochement avec la France et l'espace francophone qui réclamait depuis quelques années, la mise en place d'une coopération entre les parlants français, menant à terme à une francophonie de type senghorien¹⁷¹. Nous rappelons en outre que lors d'un débat sur la réforme de la constitution canadienne et dans le contexte de la commission Fulton-Favreau, le Premier ministre du Québec, le 29 août 1964 avait déclaré devant le Canadian Club :

A l'heure actuelle, nous croyons nos cadres politiques assez souples, surtout s'ils étaient adaptés aux circonstances présentes, pour mettre la centralisation au niveau du gouvernement québécois de tous les moyens nécessaires au développement de la nation canadienne française qui est concentrée à l'intérieur de nos frontières¹⁷².

Il déclara également quelques jours plus tard, toujours devant le Canadian Club alors qu'il était en Alberta :

Les Canadiens français sentent qu'il y a, au Québec un gouvernement susceptible de jouer un rôle irremplaçable dans l'épanouissement de leur identité collective, leur mode de vie, leur civilisation, leur échelle de valeur (...) Je crois qu'il n'y aurait pas de mal, loin de là, à reconnaître ce fait comme un des fondements du Canada de l'avenir¹⁷³.

Selon Claude Morin, l'attitude d'Ottawa se serait seulement durcie vers le printemps 1965, car le reste du Canada craignait que le Québec par son orientation nouvelle ne remette en cause pour partie ou totalement, le pouvoir des autorités fédérales à maîtriser la politique étrangère de la confédération unifoliée. On accusa le Québec de prétendre parler seul au nom du Canada français, et de vouloir exercer un apanage exclusif sur les échanges avec les pays francophones, dès lors qu'il était question de culture, de langue et

¹⁷⁰ Québec entend négocier seul avec d'autres pays. *Le Devoir*, 23 avril 1965, p. 1.

¹⁷¹ Cf. Notre chapitre II présentant les différentes acceptions du terme francophonie et en particulier les sens que lui confère le premier immortel africain.

¹⁷² *Le Devoir*, 29 août 1964, p. 1.

¹⁷³ Jean Lesage discours prononcé au Canadian Club à Calgary, le 22 septembre 1965, p. 2.

d'éducation¹⁷⁴. Nous estimons que si la crispation outaouaise vis-à-vis du Québec ne fut verbalisée et très visible qu'en 1965, Morin ne prend pas toute la mesure d'autres éléments et indicateurs ayant eut lieu de 1961 à 1964. Des actions du gouvernement canadien sont à ce sujet tout aussi éloquentes. La plus visible de toutes et qui investit le champ symbolique et de la représentation est selon nous, l'adoption à l'été 1964 du drapeau canadien à feuille d'érable, en remplacement de l'*Union Jack*. Mais il faut également souligner, la multiplication des consulats canadiens dans le monde et notamment en France, avec ceux de Bordeaux et de Marseille l'année de la démission de Georges-Emile Lapalme. En outre, entre 1961 et 1963, le gouvernement fédéral qui n'avait pas de politique de coopération ou d'aide aux pays francophones, comme nous l'avons vu dans le chapitre III, vota un budget de 900 000 \$ canadiens pour cette période. Ce dernier passa dès 1964 à 4 millions, pour atteindre en 1965 l'année de la signature des Ententes, presque 8 millions¹⁷⁵. De plus, en 1964, le Canada prépara dans le plus grand secret, un accord culturel avec la Belgique sans que le Québec pourtant concerné à double titre, car il s'agissait de culture et d'un pays officiellement francophone n'en soit informé. Alan Gotlieb qui assistait le sous ministre fédéral Marcel Cadieux, en charge des Affaires extérieures transmitt l'accord au gouvernement du Québec par la poste, 3 jours seulement avant l'arrivée au Canada de Beaudouin I^{er}, venu officiellement le signer.

Québec ne put que protester et refusa de participer à cet accord culturel Belgique-Canada. Ce qui dans les faits eut pour conséquence de le vider de sa substance pour une large part. Nous avons fait le choix de cet exemple car il démontre également, que le Québec ne fut pas le seul à investir le champ culturel et linguistique pour se renforcer sur le plan identitaire et symbolique, en capitalisant sur le potentiel para et proto diplomatique qu'il pourrait lui-même en retirer, fût-ce sur le compte d'un autre Etat non centralisé, connaissant de vifs problèmes entre communautés nationales et linguistiques. Dans cet exercice délicat des Ententes et de la diplomatie culturelle où le Québec était désormais rompu, grâce à la francophonie et à Paris au grand dam d'Ottawa¹⁷⁶, le gouvernement fédéral s'était aventuré manifestement bien avant la vieille capitale.

¹⁷⁴Morin, Claude. *L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Boréal, 1987, p. 32-35.

¹⁷⁵Ottawa contrôle scrupuleusement les budgets et leur utilisation comme rarement, grâce au bureau fédéral d'aide extérieur et aux ambassades canadiennes. Le rôle de la mission menée par Lionel Chevrier ancien ministre en Afrique provoqua en outre, l'ouverture de nombres missions diplomatiques en Afrique.

¹⁷⁶En faisant échouer les démarches qu'André Patry avait engagées afin que Québec puisse instaurer des liens diplomatiques culturels avec la Tunisie, l'Italie ...

Enfin, en 1964, le Canada nomma un nouvel ambassadeur en poste à Paris, Jules Léger. Celui-ci reçut comme instruction lors de la cérémonie de remise des lettres de créance, d'adresser un message fort peu amène au Président de la République disant que le Canada pouvait se faire avec la France, mais pouvait aussi se faire sans la France¹⁷⁷. C de Gaulle répondit que sans la France, un certain équilibre serait difficile à maintenir pour son gouvernement mais que d'autres impératifs existaient et dépassaient le Canada de beaucoup.

Quoiqu'il en soit, la France est présente au Canada, non seulement par ses représentants, mais aussi parce que de nombreux Canadiens sont de sang français, de langue française, d'esprit français. Bref, ils sont français sauf en ce qui concerne le domaine de la souveraineté¹⁷⁸.

Pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait Québec et Ottawa, au sujet de l'instauration d'une coopération bilatérale entre le Québec et un autre Etat, dans le cas qui nous intéresse la France, un arrangement de dernière minute s'apparentant davantage à un subterfuge philologique qu'à un renoncement du gouvernement québécois fut trouvé par le sous ministre Marcel Cadieux et Alan Gotlieb, au sujet duquel l'ambassadeur Bernard Dorin déclara :

Gotlieb c'est le juriste canadien raffiné qui sait très bien l'importance des précédents, qui sait très bien que le Canada s'est détaché de la Grande-Bretagne et de l'Empire à coups de précédents, notamment dans le domaine des traités. C'est ce qui l'inquiétait tellement : nous étions en train de poser des jalons, d'établir des précédents qui ne pouvaient que déboucher sur ce qu'il appelait très correctement "la capacité internationale du Québec" que j'appellerais plutôt "la personnalité internationale". (...) il voyait le Québec faire au Canada le coup que le Canada avait fait à la Grande-Bretagne¹⁷⁹.

Officiellement, pour que le gouvernement d'Ottawa ne perde pas la face, il ne s'agirait pas d'un "Accord" mais d'une "Entente" ; nous rappelons que son premier ministre déclara à la chambre des communes :

Seul le gouvernement fédéral agissant au nom du Canada peut conclure des traités internationaux avec d'autres pays. Lorsque des traités de ce genre conclus avec d'autres pays, traitent des questions relevant des provinces, en vertu de notre constitution ces traités ne peuvent être mis en œuvre sans l'approbation des gouvernements provinciaux¹⁸⁰.

¹⁷⁷ *Le lobby du Québec*, p. 73.

¹⁷⁸ *Le Devoir* du 2 juin 1964, cité par Lescop, Renée. *Le Pari du Général de Gaulle*. Montréal, Boréal Express, 1981, p. 137.

¹⁷⁹ *Le Lobby du Québec*, p. 55.

¹⁸⁰ Leaster B. Pearson, in *Débats de la chambre des communes du Canada*. XXVI^e législature III^e session, Ottawa, Editeur de la reine, tome 110, p. 396.

Quoiqu'il en soit et malgré l'objection d'Ottawa, la première Entente dite de Coopération et d'Education fut signée à Paris le 27 février 1965, par Christian Fouchet ministre de l'Éducation nationale et Paul Gérin-Lajoie qui occupait la même fonction au Québec. Charles de Gaulle déclara en conseil des ministres :

J'ai vu Gérin-Lajoie hier. [2 mars 1965] Cette "entente", [sic] comme ils disent est importante en soi, pour notre coopération et pour l'avenir du Québec. C'est la première fois que le Québec signe un accord avec un autre Etat. Ce sont les retrouvailles d'un morceau du peuple français et de la France¹⁸¹ ».

Opinion manifestement partagée quant à l'importance induite par cette entente, par le *Cercle québécois* et notamment André Patry qui dans un courrier privé adressé à Jean Lesage, alors Premier ministre, écrivait :

Mon cher Jean, Je me permets de venir t'offrir, à titre personnel, l'expression de ma gratitude, comme citoyen de cette province, pour le succès remporté à Paris à la suite de la conclusion récente d'une entente en matière d'éducation entre la France et le Québec. Grâce à la fermeté de ton gouvernement, il a été possible de trouver une formule qui respectait notre dignité¹⁸².

Les formes furent respectées mais l'essentiel était sauvegardé, et cette première coopération franco-québécoise était la légitimation des prétentions du Québec à avoir une politique internationale autonome de celle d'Ottawa. La province était parvenue à s'affirmer en tant que partenaire crédible face au pouvoir canadien, tout en obligeant les autorités fédérales à faire le premier pas vers la prise en compte d'une spécificité francophone en matière de politique internationale qui les mèneraient jusqu'à s'investir quelques années plus tard en francophonie, pour endiguer le Québec. Ce dont témoigne à nouveau Bernard Dorin : « *Il y a eu une invasion délibérée de la francophonie par le gouvernement canadien, y compris par le moyen de subventions aux organismes non gouvernementaux de la francophonie*¹⁸³. » Après avoir connu de 1763 à 1960, une phase apparemment des plus ternes en matière de relations internationales et d'ouverture sur le monde, sorte de "Moyen-âge" de son existence sur le plan des relations internationales et de son ouverture, le calendrier connut une accélération des plus intenses tout au long de cette année 1965. Le 26 mai, Pierre Laporte nouveau ministre des Affaires culturelles du

¹⁸¹Propos du général de Gaulle repris dans Peyrefitte, A. *C'était de Gaulle*, p. 1534.

¹⁸²Lettre d'André Patry adressée au Premier ministre du Québec Jean Lesage, en date du 1^{er} mars 1965, versée aux ANQ dans le fonds André Patry P422, S1-1.

¹⁸³*Le Lobby du Québec*, p. 61.

gouvernement du Québec qui remplaçait Georges-Emile Lapalme¹⁸⁴ émettait le projet de ratification d'une entente bilatérale entre la France et le Québec en matière de culture. Toujours au mois de mai, se tint la première réunion de la commission permanente de coopération franco-québécoise, établie par l'entente sur l'éducation du mois de février. Le 24 novembre était signée dans la vieille capitale, une entente culturelle entre Paris et Québec en matière de politique culturelle. Cette entente très diplomatique, respectant à la virgule près les us et coutumes de la ratification de ce genre de texte fut selon Dorin, une entente plus travaillée.

L'Elysée a donné des instructions directes au ministre des Affaires étrangères par le canal de René de St Léger Conseiller diplomatique du général. Comme il était diplomate, il lui était facile de prendre contact directement avec le ministre. (...) Dans ce cas il m'a rapporté qu'il avait joué un rôle décisif pour amener Couve de Murville à suivre désormais une ligne politique [pro Québec] qui s'exprimera avec beaucoup plus de vigueur et d'éclat deux ans après¹⁸⁵.

Pour la deuxième fois de l'année, le Québec signifiait son appétence de francité et son désir de rapprochement vers l'espace France et ce que Senghor appelait la *noosphère francophone*. Car ces Ententes entre Paris et l'ancienne capitale de la Nouvelle-France possèdent une dimension qui dépasse la stricte dimension bilatérale¹⁸⁶. Elles doivent selon nous, être prise en compte et considérées comme des prémices de la francophonie entre Etats francophones occidentaux. Ce sont des signes diplomatiques et juridiques patents dont l'agrément, même à contre cœur, par le Canada aura des répercussions sur la construction de la francophonie institutionnelle. Elles ne sont pas seulement un précédent douloureux pour Ottawa, pour les relations internationales et la diplomatie proprement canado-québécoise¹⁸⁷; les deux ententes interféreront également en tant que postulat à intégrer dans les différents schémas et hypothèses pour élaborer et faire fonctionner la francophonie, à propos de laquelle J-M Léger déclara: «*Vocabulaire au bonheur, éminemment discutable, la francophonie a quelque chose d'une version contemporaine de l'auberge espagnole, chacun y trouve ou croit y trouver ce qu'il y a apporté*»¹⁸⁸.

¹⁸⁴Kirkland, Marie-Claire. « Lapalme un bilan », in Jean-François, Léonard, (dir.), *Georges-Emile Lapalme*. Montréal, Presses de l'université de Montréal; Les leaders politiques du Québec contemporain, 1988, p. 283-286. Fournier, Marcel. « Georges-Emile Lapalme : culture et politique », p. 159-166.

¹⁸⁵*Le Lobby du Québec*. p. 72-73.

¹⁸⁶Morin, Claude. « Le Québec dans le monde : l'émergence internationale du Québec », in Fernand, Dumont (dir.). *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 231-237.

¹⁸⁷Thérien, Jean-Philippe. « Déterminants internes et externes de la participation canadienne à la francophonie » *Revue d'études canadiennes*, vol.26, 1992, p. 53-74.

¹⁸⁸J-M Léger, lors du colloque de 1977 « Francophonie et Commonwealth ».

Le lendemain de la signature de la deuxième Entente France-Québec, Pierre Laporte et Paul Gérin-Lajoie dirigeaient déjà à Paris, une mission gouvernementale afin de rapprocher davantage la France et le Québec dans un contexte mondial d'effervescence francophone. La rumeur de l'époque, selon laquelle la France soutenait le Québec par seul opportunisme et rancune, nous paraît infondée au vu de la constance du rapprochement France-Québec et francophonie-Québec depuis plus de quarante ans. Même si à l'époque, le Canada refusa coup sur coup de livrer à la France de l'uranium, que la Caravelle ne fut pas achetée par Air Canada, ou si Rideau Hall en matière de diplomatie s'alignait globalement sur les choix de Washington, faire de ces événements les causes du rapprochement s'avère tout aussi sectateur que de réduire au registre de l'anecdote le 24 juillet. À ce sujet et plus globalement, nous partageons l'analyse de Jacques Portes qui écrivit au sujet de la période 1960-1965 : « *Il s'agit pour la France d'accompagner ce mouvement, alors que se dessine une nouvelle politique mondiale (...), [où] se mettent en place les premières institutions de la francophonie en 1966*¹⁸⁹. » L'année 1965 fut donc simultanément, une année charnière et d'affermissement des relations internationales du Québec faisant fructifier la doctrine Gérin-Lajoie-Patry¹⁹⁰ au travers du rapprochement France-Québec¹⁹¹. À propos de ces retrouvailles franco-québécoises, André Malraux déclara : « *La civilisation [francophone] de demain nous la ferons ensemble (...) Nous ne voulons plus être à vos yeux le champagne et que vous soyez aux nôtres les berceaux*¹⁹² ».

Les deux Ententes bilatérales de février et novembre 1965 revêtent plusieurs enseignements en terme d'histoire diplomatique et culturelle. Elles furent certes, une avancée sans précédent en terme de pratique internationale du point de vue des usages diplomatiques unifoliés, mais dans la visée de notre problématique, elles constituent un élément primal et indispensable pour la reconnaissance à venir du Québec en francophonie.

¹⁸⁹Portes, Jacques. *Le Canada et le Québec au XX^e siècle*. Paris, Armand Colin, Histoire contemporaine, 1994, p. 123.

¹⁹⁰Afin de rendre inopérante cette doctrine les autorités fédérales se mirent à rédiger plusieurs livres blancs sur les relations internationales ce qui était une première. Nous renvoyons aux textes qui remontent tous deux à 1968 : Cf. Canada, ministère des Affaires extérieures. *Fédéralisme et Relations internationales*, imprimeur de la reine, Ottawa, 1968, 61 p. Ainsi que, Sharp, Mitchell, Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. *Fédéralisme et conférences internationales sur l'Education*, Ottawa, 1968, 73 p.

¹⁹¹Morin, Claude. « De Gaulle et l'émergence internationale du Québec », in *De Gaulle en son siècle*, Paris, Institut Charles de Gaulle, 1990, p. 572-580.

¹⁹²J-M Léger ; J-M Laliberté, *Le Devoir*, 11 octobre 1963, p. 1 et p. 12.

La plupart des recherches cloisonnèrent peu ou prou cette relation en étudiant les deux phénomènes et en expliquant trop souvent qu'ils procédaient d'un cheminement et d'un processus autonome, pour notre part nous pensons l'inverse. Car, si l'existence internationale du Québec dans la francophonie institutionnelle dépend pour une large partie de ce précédent, qui dota le Québec et non le Canada-français d'un *jus tractum* efficient en matière de langue, de culture, d'éducation et donc de francophonie, le Québec put en bénéficier précisément car il s'agissait de culture et de langue. C'est sur ce précédent concret, que toute la théorie juridique de l'existence internationale et de l'application de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry repose. L'existence juridique québécoise sur la scène internationale est d'essence culturelle et linguistique, la France son partenaire privilégié et la francophonie son espace naturel d'expression international¹⁹³

D'ailleurs, le 27 février 1965, Gérin-Lajoie formula le vœu que naisse au plus vite, une association des peuples de langue et de culture française¹⁹⁴. En terme de symbole le lieu que choisit le ministre Gérin-Lajoie est tout à fait significatif puisqu'il s'agit du palais de l'Élysée, symbole patent de francité. Ce fut dans le cadre des Ententes bilatérales France-Québec que le gouvernement fleurdelisé se positionna officiellement en faveur d'un regroupement collectif des francophones. Gérin-Lajoie qui dota le Québec d'une théorie lui permettant d'avoir une personnalité et une existence internationale¹⁹⁵ fut le premier homme politique québécois, à faire sienne publiquement l'idée de francophonie : « *Les francophones doivent se réunir pour former une nouvelle communauté spirituelle, le Québec souhaite y œuvrer activement*¹⁹⁶. »

¹⁹³N'en déplaise à ceux du bord fédéraliste qui en contradiction avec le droit canado-britannique interdiraient sans justification, tout contact international direct et participatif du Québec en francophonie, au regard des éventuels risques de dérive ou de surchauffe du Canada. Alors qu'Ottawa n'en finit plus d'échafauder des réformes constitutionnelles qui avortent ou se sabordent lorsqu'elles risquent d'aboutir à une "paix des braves" entre le Lys et l'unifolié. Cela, au risque de renforcer les extrêmes et le camp adverse taxé de séparatisme, ou bien ceux qui tentent du côté souverainiste de faire de cette diplomatie culturelle autre chose, la jugeant insuffisamment productive en terme économique et « *insécure* » ou bien encore qui se lamentent de la voir se limiter aux champs culturels et qui voudraient l'étendre à des domaines partagés avec Ottawa qui ne sont pas de sa compétence, en opérant un glissement partisan et spécieux vers l'indépendance. Ces derniers sont souvent les mêmes, Bernard Landry en tête, à professer que seul un processus référendaire précédé de conditions gagnantes peut faire sortir le Québec et le Canada par la même occasion, de l'impasse où ils vivent depuis 1995.

¹⁹⁴*Le Lobby du Québec*, p. 190-191.

¹⁹⁵Paul Gérin-Lajoie. « La personnalité internationale du Québec -Le Québec est vraiment un Etat même s'il n'en a pas la souveraineté entière. » *Le Devoir*, 14 avril, 1965, p. 5

¹⁹⁶Paul Gérin-Lajoie, Allocution faite à l'Élysée le 27 février 1965. En déplacement à Montpellier, il rééditera ses propos en présence d'André Malraux.

Cette déclaration était en quelque sorte, la première réponse gouvernementale de l'Etat fleurdelisé aux nombreuses tentatives africaines pour faire avancer l'idée de francophonie à travers le monde¹⁹⁷. Ce phénomène à deux temps et d'interdépendance causale nous poussa à lui consacrer cette sous-partie, puisque ce chapitre de notre thèse est consacré à l'institutionnalisation de la francophonie et de la présence du Québec en cette dernière. A ce titre, nous partageons l'analyse de Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier selon laquelle, 1965 fut une *annus mirabilis* pour le Québec et la France et une *annus horribilis* pour les fédéraux¹⁹⁸. Elle fut le précédent qui avec la Délégation générale du Québec et l'explosion de juillet 1967 propulsa le Québec sur la scène internationale, en direction de l'Afrique et surtout en Francophonie¹⁹⁹.

« Il ne faut pas que périclisse ce qui s'est fait en tant de siècles de recherches, de malheurs et de grandeurs et qui court de si grands risques, dans une époque où domine la loi du plus grand nombre²⁰⁰. »

Paul Valéry

5.2.4 - L'entente de septembre 1967 : du bilatéralisme franco-québécois reposant sur la francité à l'embarquement final du Québec pour la Francophonie.

Les quelques réserves qu'éprouvait Québec à faire pression sur Paris afin d'intervenir dans les relations canado-québécoises disparurent en 1967 et il n'hésita pas à utiliser les appuis dont il jouissait, tant à l'Elysée qu'auprès du *Cercle québécois* qui veillait scrupuleusement à ses intérêts. A ce sujet, Jacques Portes écrira : « *Le gouvernement québécois, quel qu'il soit, utilise un appui français, qui le flatte et qu'il a initié, dans sa recherche d'un statut particulier*²⁰¹ ».

¹⁹⁷Tout au long de sa carrière ministérielle, puis sur les rangs de l'opposition au Parlement, Paul Gérin-Lajoie se positionna toujours en faveur de la francophonie. Cf. Tardif Jean, « La Francophonie institutionnelle et le Québec », *Revue québécoise de droit international*, vol. 1, 1984, p. 26-27.

¹⁹⁸*Le Lobby du Québec*, p. 71.

¹⁹⁹Gouvernement du Québec, *Document de travail, sur les relations avec l'étranger*, Conférence constitutionnelle, Comité permanent des fonctionnaires, Québec, 5 février 1969, p. 25-28.

²⁰⁰Citation extraite de la conférence de Presse de Gaulle consacrée au Québec le 27 novembre 1967.

²⁰¹Portes, Jacques. *Le Canada et le Québec au XX^e siècle*. Paris, Armand Colin, Histoire contemporaine, 1994, p. 123. Le fait que les Québécois devinrent si vite coutumiers des ors de la République fut une source de raillerie chez de nombreux historiens anglo-canadiens. Certains allant même jusqu'à suspecter Jean Lesage et Daniel Johnson d'avoir choisi de se rapprocher de la France pour en bénéficier. C'est notamment le cas de R. Bothwell, I. Drummond, et J. English, qui développèrent cette hypothèse à laquelle nous n'adhérons pas dans « *Canada since 1945: Power, Politics and Provincialism* ». Toronto, PUT, 1981, 489 p.

Loin d'avoir été un frein ou une entrave comme l'écrivirent de nombreux commentateurs, tels Hubert Beuve-Méry dans son quotidien *le Monde* : « *Egocentrisme à forme nationaliste*, » ou François Poncet dans *le Figaro*, après la visite de juillet 1967²⁰² : « *Extraordinaire et humiliante mésaventure* », la position de la France ne pâtit en rien de cet épisode, notamment en Asie et auprès des pays non alignés.

La France était-elle moins crédible le 25 juillet 1967 que lorsque ses Alliés anglo-américains prévoyaient de lui appliquer au sortir de la guerre l'Amgot, ou lorsque de Gaulle reçut une fin de non recevoir pour participer à la conférence de Yalta ? ou que Londres et Washington, critiquaient à juste titre la politique de Paris lors de la guerre d'Algérie ? Nous ne le pensons pas. Au contraire, cela accrédita l'ambition française d'incarner une politique internationale mondiale originale et différente, dans laquelle la langue et la culture auraient une place tout à fait déterminante. Nous rappelons que ce fut à cette période que de Gaulle reçut en audience privée au Trianon à l'automne 1967, la toute nouvelle Association internationale des Parlementaires de langue française en congrès au Château de Versailles. Enfin et surtout, pour ce qui a trait à notre problématique et à la particularité des relations existant entre le Québec et la francophonie, les relations Québec-France connurent un nouvel essor, non par des manœuvres tricolores mais bel et bien parce que les Québécois le désiraient. Nous en voulons comme preuve la déclaration de Johnson qui annonça sur le tarmac de l'aéroport d'Orly, le 17 mai 1967, avant même de débiter sa visite officielle en France d'une durée de cinq jours :

Ma visite a surtout pour objet d'élargir notre ouverture vers la France. Je souhaite qu'elle contribue à nous débarrasser de ce sentiment de claustrophobie dont nous souffrons au Québec. L'accent en ce qui nous concerne sera donc mis sur la collaboration en espérant approfondir celle-ci dans tous les domaines²⁰³.

Ce dernier point tend à être minimisé ou même à être gommé par certains commentateurs de la vie politique anglo-canadienne, parmi lesquels se trouvent évidemment, la journaliste Davis et l'historien James Stewart dont nous avons précédemment présenté et réfuté les thèses.

²⁰²Les deux dernières citations relatives au *Monde* et au *Figaro* sont extraites de Maurice Croizat, « Le Québec, de Gaulle et l'opinion publique française en juillet août 1967 », in *Québec-France and the United State : two special Relationships*, New-York, Centre d'études européennes, Université de New-York, Conférence de travail des 20-21 novembre 1986, p. 5-7.

²⁰³[Anonyme], « Paris accueille Johnson, avec un faste exceptionnel. » *Le Devoir*, 18 mai 1967.

Malraux dès 1960, dans une rencontre avec G-E Lapalme au Palais Royal à Paris²⁰⁴ mettait en garde le ministre de la Culture du Québec contre ces dérives et ces suspensions d'entrisme.

Messieurs, vous avez bien raison de vouloir ce rapprochement avec la France et vous avez raison de faire les premiers pas, car si la France allait d'abord vers vous, on pourrait penser après 200 ans au cours desquels la France vous a ignorés, que nous le faisons par intérêt politique [...] Monsieur le Ministre, allez de l'avant avec votre projet, ouvrez cette maison du Québec dont vous parlez, établissez-vous à Paris, et nous irons à votre rencontre²⁰⁵.

Si dans ce nouveau rapport Paris-Québec, l'Hexagone retira évidemment quelques gains en influence ou en stature, l'essentiel des retombées fut à mettre au crédit du Québec. Le rayonnement dont put jouir la vieille capitale et les Québécois fut sans commune mesure avec celui que Paris put en retirer. Cette précision, peut paraître aller de soi, nous en convenons, mais comme l'écrivit lui-même, Georges Emile Lapalme dans ses mémoires *le Vent de l'oubli*, il est parfois fort bon de procéder à ces mises au point. « [Pour certains Canadiens français, dont Maurice Duplessis] *Parler de la France et des Français, de notre langue et de notre culture, c'était finir par croire que la source était ici et que la France était une émanation bien pâle de la Nouvelle-France.*²⁰⁶ »

Afin que *l'intendance suive* selon l'expression du général, et que Paris accède au souhait officiellement émis par le gouvernement Johnson que soient instituées des réunions périodiques entre les ministres des deux pays, et que s'instaurent des relations plus poussées et nouvelles entre les deux gouvernements²⁰⁷, Bernard Dorin fut chargé par Alain Peyrefitte de faire des propositions concrètes. Parmi les vingt-cinq que fit ce dernier, les autorités québécoises et françaises en retinrent 20 qui comprenaient la reconnaissance des diplômes, l'institution du dépôt légal dans les deux bibliothèques nationales... ainsi qu'un office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) et le projet de l'UQAM.

²⁰⁴Cette rencontre fut organisée par Jacques Robert, résistant de renom et ami d'André Malraux.

²⁰⁵D'après une lettre de Maurice Riel à G-E Lapalme, reprise in Riel, Maurice. *Le Québec 1967-1987. Le Québec du général de Gaulle au Lac Meech*. Montréal, Guérin, 1987, p. 39.

²⁰⁶Lapalme G-E. *Le Vent de l'oubli*. Ottawa, Léméac, 1971, p. 238-239.

²⁰⁷L'Entente prévoyait la mise en place de procédures administratives et politiques qui ne faisaient nullement mention de l'accord cadre Canada-France pour régir les ententes Paris-Québec. : « afin d'accélérer les procédures et d'accroître l'efficacité de la coopération France Québec » Cf. l'article 1.

Celui-ci inséré dans un large et ambitieux programme de coopération en matière d'éducation qui à terme, concernerait des milliers d'enseignants et l'ensemble du système éducatif, pédagogique et de recherche du Québec²⁰⁸. L'entente de septembre 1967²⁰⁹ appelée Peyrefitte-Johnson ou Peyrefitte-Masse²¹⁰ posa les principales structures de la coopération France-Québec pour la décennie soixante-dix. La volonté politique étant plus qu'évidente tant à Paris qu'à Québec, on dépassa l'incantatoire et les déclarations diplomatiques vagues pour donner de la substance à un rapprochement initié il y a presque dix ans, et qui s'était accéléré au mois de juin. Les ambitions communes bénéficiaient de financement, comme l'atteste le tableau ci-après.

**Tableau 5.1 - La budgétisation par Paris du rapprochement Québec-France
précède la création de la Francophonie institutionnelle**

Année de référence	1967	1968	1969	1970
Montant en \$ canadiens	1 000 000 \$	5 000 000 \$	6 000 000 \$	8 000 000 \$

Tableau établi par nos soins, d'après le budget du procès verbal de l'entente Peyrefitte Masse de septembre 1967.

De son côté, le Québec s'engageait à opérer un rattrapage budgétaire afin de renforcer l'ensemble des partenariats Québec France à partir d'un programme de trois ans. Jean-Jacques Bertrand, futur Premier ministre québécois, pourtant connu pour son intérêt relatif pour la France et les relations internationales tint toutefois, à faire mentionner dans le procès verbal de l'accord final : « *Le Québec est disposé à accroître les crédits affectés à la coopération franco-québécoise dans les proportions qui permettront d'atteindre le*

²⁰⁸Mais également une équivalence des diplômes, une généralisation du système des stages dans les grandes écoles française notamment à l'ENA dont Dorin et Rossillon avaient lancé l'ébauche, l'ouverture complète du CNRS aux chercheurs québécois, l'abaissement du coût du livre scolaire au Québec, un institut d'étude québécois des pays en voie de développement tourné vers l'aire francophone et l'Afrique francophone, la création d'une ENA québécoise future l'ENAP, le vote par le Parlement d'une loi de retour en faveur des Canadiens français... Cf. *Le Lobby du Québec*, p. 159-187.

²⁰⁹La signature finale porte la date du 15 septembre mais en fait la mission au Québec d'Alain Peyrefitte au Québec qui avait pour seul objectif ce texte débuta le 10 septembre et le travail collégial de la France et du Québec pour parvenir à cette entente commença ce jour comme l'indique le procès verbal de l'entente finale et comme le rapporte la presse de l'époque.

²¹⁰Bien que Jean-Jacques Bertrand alors Vice-président du Conseil des ministres et ministre de l'Éducation et de la Justice ainsi que Jean-Noël Tremblay, en charge du ministère des Affaires Culturelles aient également participé à signer l'entente.

plus complètement possible les objectifs visés²¹¹ ». Cette poursuite des retrouvailles et du rapprochement Québec-France allait les pousser à appuyer la francophonie institutionnelle. D'ailleurs, l'article final de l'entente Peyrefitte-Johnson l'indiquait très clairement : « Article 25, Les deux gouvernements favoriseront les initiatives ayant pour objet de promouvoir l'universalité et l'unité de la langue française. »

Si les Québécois et les Français allèrent de concert dans la francophonie ce fut dans des dispositions très différentes, le Québec ouvertement et dans l'enthousiasme, la France dans la modération, alternant attentisme et distance. La Francophonie que les Africains appelaient de leurs vœux, tout comme le cercle francophone et le *Cercle québécois* allait pouvoir avancer à son tour, mais sous une forme sensiblement différente de ce que pouvaient en faire les Présidents africains ; le Québec devant y jouer de façon directe ou indirecte une responsabilité morphème égale ou supérieure à celle du Canada. A ce sujet, Jean-Marc Léger pense et nous partageons son hypothèse que : « *Le mouvement francophone (...) répondait au besoin d'un nouveau type de relations, d'une forme inédite de coopération qu'éprouvaient, pour des raisons diverses, à la fois les nouveaux pays francophones du Tiers-monde et l'Etat québécois²¹² »*. En décembre 1967, le chef de file de l'Union Nationale, Premier Ministre du Québec fut reçu fastueusement à l'Élysée et inaugura à cette occasion, les nouveaux locaux de la Délégation Générale du Québec à Paris, rue Pergolèse²¹³. Dans la conférence de presse qui clôtura l'inauguration, il réaffirma l'importance des relations bilatérales entre le Québec et la France projetant même, la construction d'un satellite nommé *Symphonie* dont la mission devait être la diffusion de programmes éducatifs et culturels. Un mois plus tard, soit le 10 janvier 1968 était créé l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (O.F.Q.J²¹⁴).

En 1968, la France et le Québec firent un pas décisif vers la francophonie. Cette entrée n'était pas un choix fortuit du hasard mais résultait d'un long et progressif cheminement reposant sur une multiplicité de facteurs dont trois nous paraissent primordiaux ; nous les avons analysés et nous avons démontré leur nature et surtout leur quote-part maïeutique et chronologique. Il s'agit de l'existence de la nébuleuse des associations de langue

²¹¹Jean-Jacques Bertrand, article 2, Procès verbal de l'Entente de septembre 1967.

²¹²Jean-Marc Léger, *De Gaulle et la Francophonie*, p. 147.

²¹³Nous signalons que Johnson, s'est pourtant élevé lorsqu'il était dans l'opposition contre la politique de grandeur de Jean Lesage en dénonçant son coût financier.

²¹⁴Véritable outil de coopération international qui servit de modèle de référence pour l'établissement de futurs partenariats et qui s'inspirait du travail et de la forme de l'Office franco-allemand.

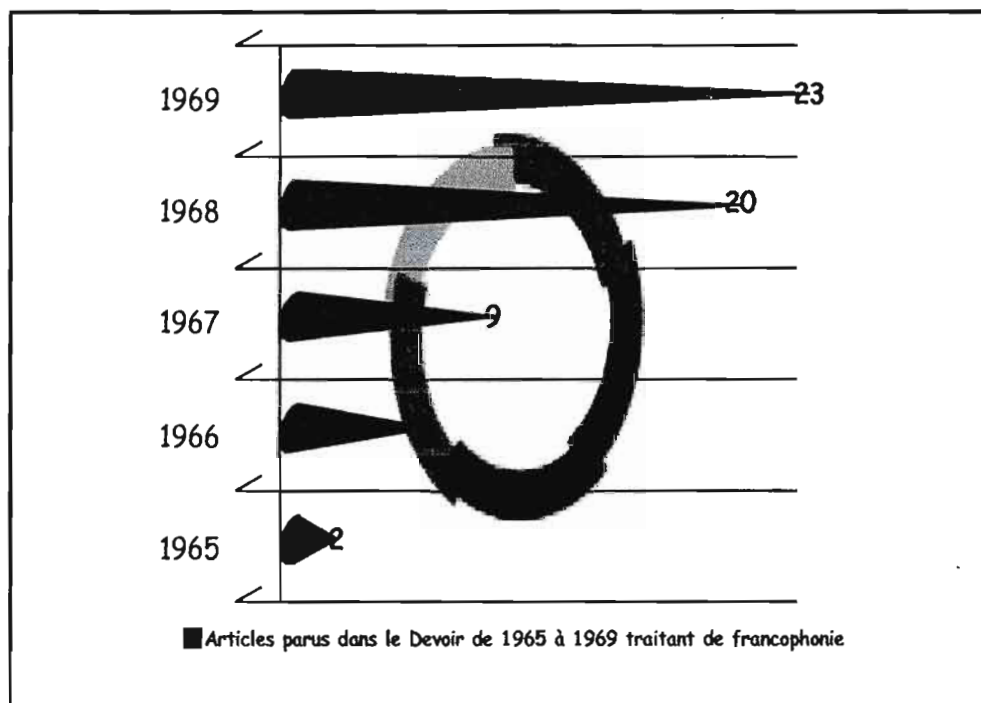
française et francophonistes d'une part, du rapprochement bilatéral France-Québec que nous venons d'illustrer et du travail des trois présidents africains, Senghor en tête. C'est à partir de ces trois éléments que la francophonie va pouvoir être initiée.

Loin d'être une digression encyclopédique, cet approfondissement des relations Québec-France à travers le cheminement gaullien, le *Cercle québécois* et finalement les 3 ententes majeures de 1965-1967 permet de démontrer que le Québec a un rapport à la francophonie tout à fait singulier. Celui-ci ne ressemble en rien à celui de la Wallonie ou des Cantons Suisses pour le monde occidental ou à celui que connurent les pays de l'Afrique francophone. Nous avons tenté de prouver que ce lien Québec-francophonie est plus complexe que ne le laisse supposer les travaux portant sur la langue française au Québec, y compris l'un des plus aboutis *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*²¹⁵ qui n'en donne qu'une lecture simplifiée, de laquelle sont gommés les facteurs endogènes et exogènes que nous avons intégrés à notre démonstration.

Les Québécois vont avec raison dans les années soixante faire leur, l'idée qu'une langue n'est pas seulement un moyen de communication interchangeable, en perpétuel renouvellement et interaction avec le monde qui l'environne. Mais qu'une langue recèle des valeurs, une mémoire, un souffle, un imaginaire subjectif et objectif capables de procéder et de porter un projet identitaire et sociétal cohérent, source de repères, de cohésion et d'ouverture, même si le français est minoritaire comme c'était déjà le cas au Canada²¹⁶, voire ultra minoritaire à l'échelle continentale. Là réside une des principales forces du Québec contemporain qui va chercher à travers la francophonie, le moyen de relier ce particulier québécois et laurentien avant tout local et persistant, avec un universalisme dont il était pourtant moins coutumier que la France, ou même les autres aèdes du projet francophone. Pourtant, Québec allait devenir une terre d'asile pour la francophonie alors que le terme n'en était toujours pas usuel, ni même connu. On n'assista à son décollage médiatique et journalistique qu'après la ratification des ententes bilatérales France-Québec de 1965-1967, comme le représente le graphique ci-après.

²¹⁵Conseil de la Langue française. *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*. Montréal, Fides-Publications du Québec, 2000, 515 p.

²¹⁶Le gouvernement canadien attendit 1969, alors que la réalité démolinguistique de la Confédération ne le justifiait quasiment plus pour accorder au français le statut de langue officielle.

Figure 5. 8 - La francophonie dans le quotidien *Le Devoir* de 1965 à 1969²¹⁷

Graphique établi par nos soins. À partir du recollage que nous avons effectué dans les archives du *Devoir* et de son Index par sujet alphabétique de la période 1965-1971.

Plus des 3/4 des articles sur la francophonie publiés dans *Le Devoir* le furent après l'entrée en vigueur des différentes Ententes et de l'électrochoc de 1967. Si Trois ans séparent la publication du numéro de novembre 1962 de la revue *Esprit*, des Ententes bilatérales France-Québec et des tentatives africaines pour lancer la francophonie institutionnelle, cela ne semble pas avoir eu d'effet significatif du point de vue quantitatif sur la ligne éditoriale du quotidien pourtant le plus au fait au Québec de l'information internationale et culturelle²¹⁸. L'apport du *Devoir* dans ces thèmes est de l'ordre du qualitatif et le ministère des Affaires culturelles de G-E Lapalme apparaît comme un médium privilégié de son analyse Québec-francophonie-culture-francophone. Comme l'affirme Jean-Marie Léger dans un article de janvier 1966.

²¹⁷ 1969 est une année charnière pour *Le Devoir* de notre point de vue, car elle correspond au départ de Jean-Marc Léger du quotidien. Il se consacra de 1956 à la fin des années soixante, à relayer la vie française et francophone à travers le monde, à établir des entrevues avec des personnalités de langue française telles Jacques Berque, Norodom Sihanouk, Raymond Aron, Paul-Henri Spaak... mais également, à rendre compte du travail accompli et des évolutions des associations nationales canadiennes françaises telles, la SSJB, le CVFA, l'Association canadienne des éducateurs de langue française (ACELF), etc.

²¹⁸ À ce sujet nous renvoyons à Lacroix, Laurier. « Le Devoir et l'art du Vingtième siècle au Québec » in Robert Lahaise, Lise Bissonnette, Guy Rocher. (dir.). *Le Devoir, reflet du Québec au XX^e siècle*. Montréal, Hurtubise, HMH, Les Cahiers du Québec-collection communication, 1993, p. 163-181.

Au moment où il entre dans sa cinquième année, le ministère des Affaires culturelles n'a plus à faire la preuve de son utilité : sa nécessité est désormais incontestée. Ce n'est pas une entreprise de prestige mais la réponse à un besoin fondamental d'une société qui a pris conscience d'elle-même et de son époque, et qui doit savoir que la vitalité culturelle est non seulement un aspect important mais à certains égards, une des conditions du progrès social global²¹⁹.

Environ, deux tiers des 60 articles traitant de francophonie entre 1965 et 1969 parurent avec la signature de Jean-Marc Léger. Contrairement à d'autres articles abordant la question linguistique, thème récurrent de la presse québécoise et canadienne depuis le XVIII^e siècle²²⁰, les articles de la figure 5.8 La francophonie dans le quotidien *Le Devoir* ont comme sujet principal et unique la seule francophonie. Intégrer l'ensemble des articles traitant de langue, de culture, et d'art aurait été contre productif à notre démonstration, compte tenu de l'étendue du corpus, diluant excessivement la lisibilité, le décollage journalistique de la francophonie au sein du thème langue et culture canadienne française. A nouveau, le *Cercle québécois* qui travaillait en faveur du rapprochement des francophones et des francophiles se chargea de médiatiser cette francophonie institutionnelle qui émergeait, en Afrique et en Europe. Léger écrivit dans les colonnes du *Devoir*, dans un élan de ferveur, les plus militants des articles, tandis que la presse française et européenne se bornait à des commentaires globalement tièdes, et se limitant aux seuls faits, sans procéder à l'analyse prospective.

Dans chacun de ses articles, le futur Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, J-M Léger avec la plume du prosélyte francophoniste et du vulgarisateur pédagogue au style lettré qu'il est, prit fait et cause pour cette participation québécoise en francophonie, plus encore dans les pages du journal d'Henri Bourassa qu'à *la Presse*. Il relayait chacune des moindres avancées de la francophonie et du rapprochement Québec-France étant tout à la fois, inspirateur, militant, acteur et commentateur du projet francophone. Nous en voulons pour preuve que dès l'automne 1963, il consignait dans *Le Devoir* : « Il s'agit d'édifier en commun l'un des grands ensembles spirituels que notre époque appelle et qui déjà prend forme, dont le visage se dessine : la communauté des pays de langue française²²¹. »

²¹⁹Jean-Marie Léger. « Bloc-Notes. Un ministère en expansion : les Affaires culturelles », *Le Devoir*, 6 janvier 1966. Nous précisons que Jean-Marie et Jean-Marc Léger, sont tous deux des journalistes du *Devoir*.

²²⁰Cf. La sous-partie de notre thèse Rétrospective historique du français au Québec.

²²¹Jean-Marc Léger, *Le Devoir*, 16 octobre 1963, p. 4.

Les réseaux humains de l'AIJLF, l'UCF, l'AUPFLF, l'OJC, la SSJB ... se mirent avec d'autant plus d'énergie au service de la francophonie institutionnelle que désormais, leurs aspirations trouvaient une résonance internationale manifeste. De plus et ce facteur est d'importance, la structure associative avait démontré ses limites, comme le soulignait en 2001 avec un peu de sévérité Bernard Dorin :

Ces associations ont certainement joué un rôle dans la francophonie, (...) jusqu'à une époque assez récente leur manque de coordination a fait qu'elles n'ont pas su tirer le chariot dans le même sens, chacune, s'occupant d'une sorte de secteur réservé qu'elle considérait comme son pré carré²²².

Evaluer dans le détail les causes profondes de ce processus de régénération culturelle et sociétale que le Québec enclencha dans les années soixante en tant que collectivité francophone nord-américaine est une recherche en soi. En conséquence, nous ne nous y attellerons donc pas car, une analyse trop détaillée nous ferait dévier du cadre de notre recherche qui nous le répétons, se propose de démontrer que la francophonie et le Québec détiennent une relation originale, spécifique et dense. Néanmoins, ne pas apporter quelques éléments de réponse à cette question, reviendrait à faire l'impasse sur un mouvement général de modernisation du Québec. Mouvement qui selon nous s'initia d'abord et avant tout, d'une part par un recentrage culturel de l'Etat et de la société québécoise sur une québecité nourrie de francité, et par une ouverture sur l'aire francophone d'autre part. Celle-ci dotait simultanément le Québec d'un prolongement international et par ricochet d'une assise en Amérique enrichie et propre.

D'après nos recherches dans les différents fonds d'archives que nous avons consultés et dont nous donnons la liste en introduction, il ressort qu'une personne a particulièrement pesé dans ce processus de régénération culturelle et sociétale. Il ne s'agit ni du très emblématique Jean Lesage ou de l'unioniste Daniel Johnson, père d'Egalité ou indépendance²²³, mais d'un homme de lettres²²⁴, francophile avéré et passionné, le libéral

²²²Bernard Dorin, in *Le Lobby du Québec*, p. 93.

²²³Johnson, Daniel. *Egalité ou Indépendance*. Montréal, Editions de la Renaissance, 1965, p. 126. Pour des renseignements complémentaires nous renvoyons aux publications suivantes : Comeau, Robert, Lévesque, Michel, Bélanger Yves (dir.). *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, Presses de l'Université du Québec. Les leaders politiques du Québec contemporains, 1991, 451 p. Godin, Pierre. *Daniel Johnson, La difficile recherche d'égalité, 1964-1968*. Montréal, Editions de l'Homme, 1980, 403 p. Godin, Pierre. « Egalité ou indépendance : slogan ambivalent pour peuple ambivalent » in *Le Québec 1967-1987 : du général de Gaulle au Lac Meech*, Montréal, Guérin, 1987, p. 25-31.

Georges-Emile Lapalme²²⁵. Il est le véritable auteur du programme libéral de « l'Equipe de tonnerre » avec son ouvrage *Pour une Politique*²²⁶ dont Sylvain Guilmain dira à juste titre, qu'il est : « *l'aboutissement d'un cheminement intellectuel centré sur la culture et son rayonnement international*²²⁷ ». Cet ouvrage intermédiaire entre une réflexion sociétale et culturelle et un programme politique, il le rédigea en un laps de temps record, car il était convaincu depuis les années cinquante²²⁸ que le renouveau du Québec, la clef de voûte de son entité et de son noumène à venir, ainsi que de son rayonnement en Amérique et dans le monde n'advieindraient que par sa langue et la culture française. A ce sujet, il écrivit :

Si les contacts avec la littérature universelle, et en particulier avec la France, ont permis à quelques hommes de toute une génération de pouvoir s'exprimer avec bonheur, il n'en est pas moins vrai qu'ils restent isolés de la masse canadienne-française qui, elle, ne peut s'exprimer²²⁹.

En conséquence, il créa l'OLF et dota le Québec d'une véritable politique culturelle distincte de celle du Canada et conçut et co-fonda la Maison du Québec, future Délégation qu'il fit reconnaître comme "l'ambassade du Québec" en France. Il fit conférer à celle-ci un véritable statut diplomatique²³⁰ avec l'aide de Malraux²³¹ et de De Gaulle. C'est cette conviction, reposant sur une culture francophile et latine que peu de Québécois partageaient à l'époque, à l'exception notable d'André Patry²³² qui doit éclairer l'une de ses déclarations les plus catégoriques :

²²⁴Cf. Hédiard, Xavier. *Culture et politique au Québec dans la pensée et l'action de Georges-Emile Lapalme (1907-1985)*, Maîtrise en histoire, Lyon, Université Jean Moulin, 1997, 92 p. L'auteur insiste en particulier sur le lien culturel qui relie Québec et Paris de la page 48 à 69.

²²⁵Pierre Gravel. « Lapalme fut le véritable père de la Révolution tranquille » *La Presse*, 7 février 1985.

²²⁶Lapalme, G-E. *Pour une politique. Le programme de la révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, Etudes québécoises, 1988, 350 p.

²²⁷Guilmain, Sylvain. *Le rôle de Georges-Emile Lapalme et André Patry dans la mise en place d'une politique des relations internationales du Québec de 1960 à 1968*. Maîtrise d'histoire, Montréal, UQAM, 1999, 136 p.

²²⁸Cf. Fecteau, J-M. « Présentation », in J-F. Léonard (dir.). *Georges-Emile Lapalme*, p. 185.

²²⁹Lapalme, G-E. *Pour une politique*. p. 81.

²³⁰Cf. Ministère des Affaires étrangères, Protocole N°1331/SP. On y apprend que la délégation jouit d'une inviolabilité dans tous ses locaux y compris ses archives, d'une exonération de droits de mutation et de propriété foncière, notamment de son immeuble sis au 22 rue Pergolèse, ainsi qu'une exonération des impôts fonciers et mobiliers. En outre, l'agent général bénéficie de l'inviolabilité de sa personne, de son domicile, de ses biens ainsi que des privilèges diplomatiques traditionnels de caractère fiscal et douaniers des ambassades. André Patry en donne un résumé dans son ouvrage *Le Québec dans le Monde*. Montréal, Léméac, p. 61.

²³¹Cf. Guilmain, Sylvain. *Le rôle de G-E Lapalme et A. Patry dans la mise en place d'une politique des relations internationales du Québec de 1960 à 1968*. Maîtrise d'histoire, Montréal, Uqam, 1999, p. 40-72.

²³²Et également de Jean-Marc Léger ou de l'historien Michel Brunet, pour ce qui a trait à la francophilie.

Les relations France-Québec, c'est moi ! Personne d'autre ! Je ne vais plus jouer la modestie de celui qui se tait ou faire le sourire en coin de celui qui s'est fait escamoter ou voler le peu qu'il a pu accomplir ! Et en parlant ainsi je n'entends pas non plus offrir les choses au rabais, c'est à dire les partager²³³.

Ces propos peuvent sembler de prime abord, suffisants ou n'être qu'une manifestation d'orgueil déplacée, mais ils sont nonobstant une vérité tout à fait réelle qui dénote un sentiment d'injustice et de non reconnaissance que nous avons eu en travaillant dans son fonds d'archives de l'Université du Québec à Montréal²³⁴. Le refus d'André Malraux de signer l'entente culturelle de novembre 1965 démontre au-delà de la grande amitié qui existait entre ces deux hommes, que Lapalme avait raison de se considérer comme un instigateur et un bâtisseur du Québec contemporain et de l'existence internationale de ce dernier. Une lettre en date du 20 novembre 1965 de Xavier Deniau, alors Maître des requêtes au Conseil d'Etat adressée à André Patry en témoigne.

Il est certain que les difficultés pour la signature de l'accord sont venues de Malraux, et non pas du Quai d'Orsay, Malraux a avancé pour ne pas signer un certain nombre d'arguments bons ou mauvais, mais certains soupçonnent qu'il y a là-dessous une question de personnes²³⁵.

En dépit des tentatives conjointes de S. Guilmain et de J-F. Léonard qui organisa à la fin des années quatre-vingts, un colloque pour restituer au premier ministre de la Culture du Québec la place qui lui revient de droit, G-E. Lapalme n'occupe qu'un rang modeste au panthéon de la Révolution tranquille, y compris dans le camp fédéraliste. N'ayant jamais opté pour le souverainisme du Parti Québécois et s'étant retiré de la vie politique dès 1964 en raison de ses convictions personnelles, il fut progressivement évincé de la mémoire collective québécoise, pour ce qui a trait aux relations internationales, au détriment d'acteurs tel Claude Morin. En outre, le champ d'action que choisit d'investir Lapalme, c'est à dire la culture et la langue comme vecteur de l'existence du Québec dans le monde, n'aida en rien cet homme réservé et cultivé à laisser suffisamment son empreinte. A ce sujet, il écrivit : « *Oblitérant complètement la passion politique et n'obéissant qu'à mes goûts, session après session, j'avais lancé des mots sans échos en faveur de la culture et de la langue*²³⁶. »

²³³Lapalme, G-E. *Mémoires : Le paradis du pouvoir*. Montréal, Léméac, tome 3, 1973, p. 42.

²³⁴Fonds Georges-Emile Lapalme, Archives de l'UQAM, 109 P1.

²³⁵Cf. ANQ, Québec, Fonds André Patry, P422, S2/2.

²³⁶Lapalme, G-E. *Le vent de l'oubli*, p. 238.

Pourtant, René Lévesque qui n'estimait que modérément à titre personnel Lapalme, l'appelant en privé le vieil hibou à lunettes fit paraître un communiqué en 1985, à la suite de son décès, dans lequel il déclarait : « *La carrière de Monsieur Lapalme, axée sur le développement culturel a servi en particulier à déclencher cette ouverture du Québec au monde, si essentielle à toute notre société*²³⁷ ».

Les chercheurs des relations internationales ne se sont intéressés réellement que très récemment, à la paradiplomatie québécoise qui est d'une approche complexe, le Québec n'étant qu'un Etat partiellement souverain et dans des champs de compétences n'occupant jusqu'alors que la portion congrue des études, à savoir, l'éducation, la culture, l'environnement, l'urbanisme... et non les thèmes rois de la défense, de la coopération militaire, ou des accords régionaux ou continentaux. Ceci tend à évoluer avec la mondialisation et le développement des études portant sur la culture et les nouvelles formes de souveraineté, mais le phénomène n'en est qu'à son commencement. « *Si l'histoire à besoin de coup de boutoir pour avancer* » comme le soutint et l'illustra si justement de Gaulle, elle a tout autant besoin d'un substrat et d'un terrain sociétal que d'acteurs instigateurs et catalyseurs pour les générer et les endurer. Pour la période allant de 1950 à 1970, Léger, Patry, Lapalme en furent assurément des exemples, de facture certes très différentes, tant dans leur sphère d'intervention que dans leur manière d'agir, mais qui oeuvrèrent de manière concordante à la création d'une communauté mondiale de langue française, où le Québec serait naturellement et pleinement représenté.

En effet, sans Léger, Patry, Lapalme, les prétentions de l'Etat fleurdélié en francophonie seraient d'une extrême pusillanimité, frôlant la caducité à mesure que se renforcerait la volonté d'Ottawa de procéder à une centralisation des pouvoirs à son bénéfice en tant que gouvernement fédéral, et de donner le la à la francophonie nord-américaine toute entière. La Révolution tranquille fut un moment d'accélération et de renforcement de l'identité francophone au Québec mais comme l'écrivait Gérard Fillion dans l'un de ses derniers éditoriaux : « *La libération des peuples est difficile quand elle se fait par voie de discussion*²³⁸. »

²³⁷ René Lévesque, « Communiqué de presse du Premier ministre », *Le Devoir*, 7 février 1985, p. 12.

²³⁸ Gérard, Fillion. « L'indépendance de l'Algérie » *Le Devoir*, 4 juillet 1962.

Toutefois et sans tomber dans les travers de « *Je suis l'esprit qui toujours nie*²³⁹ » qui s'est depuis une décennie durement penché sur la Révolution tranquille, la limitant parfois à un quasi non événement²⁴⁰, elle n'est cependant pas l'alpha et l'oméga du Québec francophone contemporain²⁴¹, mais une réorganisation identitaire autour de la langue française. En cela, nous partageons l'analyse du sociologue Jacques Beauchemin²⁴² qui mentionna dans un bilan pondéré portant sur la Révolution tranquille : « [Avec, elle], le peuple québécois a formulé une identité nouvelle qui peut-être, lui permettra d'écrire en français une autre page de son histoire au cours du prochain siècle²⁴³. » Mais cette nouvelle identité et ce rapport à la langue n'ont pas été créés ex-nihilo et surtout s'insèrent dans un prolongement historique et sociétal séculaire. En outre, sans "l'effet papillon", Léger-Patry-Lapalme au début des années 50 et 60, conjugué au *Cercle québécois* et à l'appui de l'Élysée, l'orientation et le positionnement du Québec en francophonie, malgré le potentiel québécois n'aurait pu avoir lieu ou se prolonger avec le départ des Affaires de Malraux et de certains membres français du *Lobby du Québec*, une fois achevé le sabotage élyséen du référendum de 1969 qui devança de quelques mois à peine la disparition physique de Charles De Gaulle. Le 9 novembre 1970, Claude Ryan écrivait en tant que rédacteur en chef du *Devoir* :

L'homme qui vient de s'éteindre à Colombey-les-Deux-Eglises [sic] était trop entré dans notre histoire pour que nous puissions juger sa personnalité et son œuvre avec le détachement qu'inspirerait le départ d'un ancien président américain ou indien. Certains d'entre nous bénirent de Gaulle à la suite des mots célèbres qu'il prononça du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal le 24 juillet 1967. D'autres le condamnèrent, jugeant qu'il avait commis un acte d'ingérence impardonnable. Seule l'histoire pourra trancher ce débat qui nous rejoint au plus profond de nous-même²⁴⁴.

²³⁹Propos que Goethe fait prononcer à son personnage Méphisto, que Philippe Séguin reprend dans un article intitulé « Au-delà du message aux Québécois, un message au monde », *Le Devoir*, 27 juillet 1997.

²⁴⁰Nous faisons écho en particulier à Dion, Léon, *Révolution déroutée*, Montréal, boréal, 1998 ; à Paquet, Gilles, *Oublier la Révolution tranquille, pour une nouvelle socialité*, Montréal, Liber, 1999 ; à Migué, Jean-Luc, *Etatisme et déclin du Québec*, Montréal, Editions Varia, 1999, à Guindon, Hubert, « La Révolution tranquille et ses effets pervers » *Société* n° 20/21, été 1999, p. 1. etc, ou encore aux écrits spécieux de Stéphane Dion sur cette question qui ne sont pas du révisionnisme historique mais du "déconstructionisme historique". Ses articles « La Révolution tranquille : Ottawa a ouvert la voie », *Le Devoir* 31 mars 2000. Ou encore « Le rôle moteur du gouvernement du Canada dans la Révolution tranquille » parus dans *La Presse* et *Le Devoir* le 11 mai 2000 en sont des exemples flagrants. Tout comme l'était sa communication au printemps 2000 lors du colloque tenu à l'Uqam, intitulé « La Révolution tranquille 40 ans plus tard... »

²⁴¹Warren, Jean-Philippe. « La révolution inachevée », *Le Devoir*, 25 mars 2000.

²⁴²Beauchemin, Jacques. *L'histoire en trop, la mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal, VLB éditeur, Etudes québécoises, 2002, 210 p.

²⁴³Beauchemin, Jacques. « La Révolution tranquille : le temps du désenchantement », in Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métiver. *La Révolution tranquille, 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur [Actes du colloque précédemment cité], Etudes québécoises, 2000, p. 104.

²⁴⁴Claude, Ryan. « Un géant de l'histoire », *Le Devoir*, 11 novembre 1970.

Sans l'action pionnière de ces trois hommes en faveur de l'ancrage francophone du Québec sur la scène intérieure et internationale, la présence québécoise en francophonie aurait fait long feu. De plus, Jean-Marc Léger, André Patry, et Georges-Emile Lapalme collectivement permirent à l'Etat fleurdelisé de capitaliser par les précédents et la marche en avant constante du Québec en francophonie. Ils rendirent possible par leur engagement intellectuel et militant, l'arrivée d'une nouvelle génération d'acteurs québécois tels, Jean-Louis Roy²⁴⁵, ou Louise Beaudoin²⁴⁶ qui prolongèrent leurs initiatives en francophonie. L'exemple du Québec et de la francophonie donne une illustration parfaite de ce que peut être l'examen historique d'un phénomène ultra contemporain inséré dans un processus par nature appartenant à la longue durée, puisqu'il concerne les langues, les cultures et les civilisations. L'histoire de la longue durée est ainsi une sorte de référence, par rapport à laquelle tout destin non pas se juge, mais se situe et s'explique comme le développa F. Braudel²⁴⁷. C'est dans cette démarche que nous comptons replacer le coup d'éclat de Libreville qui fut l'une des avancées majeures de la diplomatie culturelle du Québec et qui témoigne simultanément que les Québécois et l'Etat fleurdelisé possèdent une place particulière en francophonie. Si pour le Québec issu de la Révolution tranquille, Paris, fut le meilleur soutien de rayonnement en francophonie, la France du Général de Gaulle anticipait même quelques fois les exigences ou les espoirs québécois²⁴⁸, tandis que le Canada raidissait sa position.

Afin de démontrer combien le Québec était lui-même parfois groggy et étonné du succès de ses actions, alternant entre fierté et appréhension, nous renvoyons aux paroles de Daniel Johnson du 13 septembre 1967 sur la présence internationale du Québec : « *Tout ça va trop vite ! Trop Vite ! Nous sommes un peuple de paysans. Nous ne changeons nos habitudes que lentement. Ce que [de Gaulle propose] c'est une guerre-éclair*²⁴⁹. » Ceci prendra toute sa signification avec Libreville, Kinshasa et Niamey comme nous le prouverons dans la sous-partie suivante de ce chapitre.

²⁴⁵Cf. Poirier, Georges. « J-L Roy, de la DGQ à l'ACCT », *France-Québec*, n° 76, mars 1990, p. 16-17.

²⁴⁶Cf. Poirier, Georges. « Louise Beaudoin : Ce que j'attends de la France », *France-Québec Magazine*, n° 111, hiver 1998-1999, p. 39.

²⁴⁷Braudel, Fernand. *L'identité de la France*. Paris, Flammarion, 1986, p. 32. Pour une analyse plus poussée sur la vision de la longue durée de Braudel. C.f. Braudel, Fernand. « Histoire et sciences sociales : la longue durée » in *Ecrits sur l'histoire*. Paris, Flammarion, 1969, p. 54.

²⁴⁸Ainsi, le cercle québécois et de Gaulle avaient conçu d'inviter Daniel Johnson à la santé de plus en plus chancelante pour un inoubliable 14 juillet 1968. La Délégation québécoise aurait été logée au Trianon à Versailles et le Premier ministre québécois aurait assisté dans la tribune présidentielle, aux côtés du Général de Gaulle, à la revue militaire sur les Champs-Élysées entouré des drapeaux tricolore et fleurdelisé.

²⁴⁹Propos rapportés par Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*, p. 1575.

« La culture représente ce qui est, la pensée ce qu'on en fait : La pensée est le devenir de la culture²⁵⁰. »

Abraham Moles

5.3 - De Libreville à Kinshasa entre coup d'éclat et accession à la francophonie institutionnelle pour le Québec.

Dans la sous-partie suivante, nous analyserons et démontrerons qu'après la nécessaire phase du rapprochement France-Québec et du Québec avec le monde francophone des années 1960-1965, l'Etat fleurdelisé va recevoir les dividendes de son ancrage dans la sphère francophone. En raison de son attachement particulier à la langue française dont nous avons démontré la véracité dans la partie I et le chapitre III de notre thèse, il connut une sorte d'âge d'or, en matière de relations internationales qui pèsera lourd dans son rapport de force traditionnel avec Ottawa, celui-ci s'accroissant avec l'arrivée de Trudeau au pouvoir. Il aura pour effet secondaire et fortuit, l'investissement du Canada et de son gouvernement dans la francophonie. En cela, nous partageons l'opinion de Jack Granatstein qui écrivit dans *La politique étrangère du Canada depuis 1945* :

« For all the difficulty between Quebec and Ottawa, and France, there was much that was healthy in English Canada's new awareness of Quebec's international aspirations. For too long Canadian policy had been English in its orientation, formation, and forced Canada to become aware of the one-third of its population that spoke French — and also the nations in Asia, Africa and Europe that belonged to francophonie [sic]²⁵¹. »

Car le Canada de l'époque, et cela reste véridique pour partie de nos jours est un immense territoire scindé politiquement, morcelé économiquement et culturellement, sans parler bien sûr de la question linguistique. En outre et c'est suffisamment particulier, la personnalité et la représentation à l'étranger du Canada a d'abord été l'affaire des provinces. Nous faisons ici référence à Hector Fabre et à la représentation diplomatique dont le Québec bénéficiait à Paris, bien avant que le Canada n'en possède une. A notre connaissance, le Canada est le seul Etat occidental existant à l'heure actuelle qui ait connu ce parcours en matière de politique extérieure et étrangère.

²⁵⁰ Moles, Abraham. *Socio-dynamique de la culture*, Paris, Mouton, 1967, p. 30.

²⁵¹ Granatstein, Jack. *Canadian Foreign Policy since 1945*. Toronto, Copp Clark, 3^e éd., 1973, p. 150. Bien que le texte soit relativement ancien, il s'agit d'une des monographies de langue anglaise les plus objectives à ce jour, car elle ne cherche pas nécessairement à donner une image unie du Canada et intègre le concept de francophonie.

En 1965, Paul Martin, ministre fédéral des Affaires extérieures du gouvernement Pearson déclarait, en réponse au discours de Gérin-Lajoie devant le corps consulaire de Montréal du 12 avril : « *Le Canada ne possède qu'une personnalité internationale au sein de la communauté des nations. Il n'y a aucun doute que seul le gouvernement canadien a le pouvoir ou le droit de conclure des traités avec d'autres pays (...) cela constitue une partie intégrante de la politique nationale de tous les Canadiens*²⁵². » Mais cette belle déclaration de foi fédérale sujette à débat, ne convainquit pas le Québec souverainiste alors nettement minoritaire²⁵³, ni ceux partisans d'un accommodement avec le reste du Canada. Daniel Johnson se positionna sur cette question sans équivoque, dès le milieu des années soixante, de façon publique dans *Egalité ou indépendance*.

Il n'est pas nécessaire que, dans une fédération donnée, tous les territoires fédérés aient exactement les mêmes droits et les mêmes responsabilités. Fédération, Etats-associés, confédération, statut particulier, république, quoi qu'il en soit, le nouveau régime constitutionnel devra donner à la nation canadienne française tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour assumer son propre destin²⁵⁴.

Le Québec, au fur et à mesure que s'écoulaient les années soixante prit pleinement conscience que s'il ne désirait plus seulement survivre, mais exister comme Etat national des Canadiens français²⁵⁵, ou comme nouvelle nation francophone en Amérique du Nord où l'acculturation des minorités francophones était galopante, il était vital pour lui d'être présent au monde, pour et par lui-même. Cette existence se faisant de préférence, en liaison directe avec la France et la francophonie puisque l'AANB, loi fondamentale de l'époque était au mieux explicite sur les compétences des Provinces ou au pire, floue ou muette quant à l'existence de ces dernières sur la scène internationale²⁵⁶.

²⁵²P. Martin « Seul Ottawa peut signer des accords avec d'autres pays », *Le Devoir*, 24 Avril 1965, p. 1. Propos repris également par Morin, Claude. *L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Boréal, 1987, p. 29. Il existe entre ces versions des variations mineures qui relèvent de la forme, non du fond.

²⁵³Jean-Marc, Léger « Exposé capital de Gérin-Lajoie sur le rôle international du Québec », *Le Devoir*, 13 avril 1965, p. 1.

²⁵⁴Johnson, Daniel. *Egalité ou indépendance*. Montréal, Les Editions de l'homme, 1965, p. 36.

²⁵⁵Leblanc, Jeffrey. *L'impact de la Révolution tranquille sur les rapports entre le Québec et les francophones minoritaires du Canada*. Mémoire d'histoire, Ottawa, Université d'Ottawa, 2001.

²⁵⁶Pour avoir les points de vue québécois et canadien voir : Patry, André. *La capacité internationale des Etats. L'exercice du « jus tractum »*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1983, 78 p. Ratelle, Pierre. « La capacité de représentation du Québec dans les institutions internationales. » *Revue québécoise de droit international*, vol 5, 1988, p. 169-215. Walsh, David Francis. *The External relations of Quebec 1960-1970 : an aspect of the jurisdictional crisis within the Canadian Federal system*. Thèse en droit de l'Université du Connecticut, 1975, 482 p. Torrelli, Maurice. « Les relations extérieures du Québec », *Annuaire français de droit international*, vol. XVI, 1970, p. 275-303. Sabourin, Louis. *Canadian Federalism and International Organizations : A Focus on Quebec*, Thèse en science politique de l'Université de Columbia, 1971, 502 p.

« La francophonie, qui n'est encore rien ,
aspire à devenir quelque chose de plus qu'une simple association culturelle²⁵⁷. »

Jean de Broglie

5.3.1 - Le précédent de Libreville ou le sacre du Québec par la francophonie.

Un autre composant qui nous fait affirmer l'hypothèse que le Québec détient une relation tout à fait particulière avec la francophonie eut lieu en 1968 et relie de façon inextricable les deux protagonistes faisant cette fois-ci du Québec, "l'obligé" de la communauté de langue, de culture et d'expression française qui se construisait. Après l'avoir appelée de ses vœux et y avoir œuvré, comme nous l'avons démontré jusqu'à présent, les Québécois allaient en retirer l'optimum que celle-ci pouvait donner. Car la francophonie, au tournant des années 1967-1969 brigait plus les appuis que le rôle de dispensateur de ces derniers, puisqu'elle restait encore à édifier, comme le notifiât Jean de Broglie dans un article intitulé *Pour la francophonie*, que nous jugeons l'un des plus complets et surtout le plus prospectif que le quotidien *Le Monde* diffusa dans ses colonnes, jusqu'au travail de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. Nous en retranscrivons un large extrait car il permet de redonner le contexte francophoniste 1967-1968 et ainsi, d'apprécier à sa juste place le futur *coup de Libreville* tout en mettant en perspective, la place à part que les Québécois obtinrent du point de vue gaulliste.

Paul Valéry aimait à dire qu'à force de lire la poésie du vague à l'âme trop de gens en venaient à confondre le vague avec la poésie. De même, à force de parler vaguement de francophonie, ce qui pourrait être un projet vigoureux risque de devenir le modèle des faux-semblants et un couplet classique du rituel des idées nébuleuses. Alors que le Président Senghor s'est clairement fait l'avocat et le philosophe de cette idée, que le président Bourguiba lui a donné ouvertement un contenu étatique, que plusieurs chefs de gouvernements africains en ont officiellement examiné les contours, il serait incroyable que la France continue à donner l'impression de n'oser regarder le problème en face. Regarder le problème en face, c'est avoir une doctrine de la francophonie ou, à tout le moins, une doctrine à proposer. Mieux valent d'ailleurs plusieurs conceptions qui s'affrontent qu'un empirisme trop proche du scepticisme. La netteté seule entraîne l'adhésion et permet, en fin de compte, la synthèse des conceptions. La France peut soutenir que, selon elle, la francophonie devrait devenir au monde de demain ce que la Communauté aurait pu être au monde d'hier si elle n'avait pas porté en elle cette tare originelle de naître dans la foulée de l'époque coloniale.

²⁵⁷Extrait du discours de Jean de Broglie du 26 janvier 1967 prononcé lors d'une réunion de l'Association de solidarité francophone (ASF).

Le propos est audacieux, mais il aurait le mérite d'exister ; aucune francophonie n'existera si on ne croit pas à quelque chose et si on ne le dit pas. Les anticomplexes de l'ancienne puissance coloniale peuvent ici, être aussi néfastes qu'aurait risqué de l'être la survie des complexes des anciens colonisés. Or il semble bien que ces derniers aient dépassé un stade où se meut encore une France traumatisée. C'est la France et elle seule, qui retient l'élan vers la francophonie dans les limbes des relations purement culturelles. Il faut le dire ouvertement. La francophonie sera finalement politique, ou elle ne sera pas. N'est-ce pas ainsi qu'il faut interpréter le voyage du général de Gaulle, au Canada ? Sans doute s'agissait-il dans l'immédiat d'aider une collectivité de langue et de tradition française, et de prononcer à l'égard d'une nation sous-considérée les paroles qu'elle attendait de son illustre visiteur. Mais, par-delà, le sens politique de cette affaire a bien été de donner une dimension nouvelle à la diplomatie française : celle de la francophonie²⁵⁸.

En effet, l'événement déclencheur qui fit entrer le Québec en 1968 de plein pied dans la francophonie institutionnelle se déroula sur le Continent africain à Libreville au Gabon, et bon nombre des intuitions soulevées par l'ancien ministre du général de Gaulle y seront confirmées, en particulier quant aux liens France-Québec-francophonie et plus spécifiquement Québec-francophonie. A propos de Libreville, Dorin écrit : « *Il fallait frapper un grand coup (...) et traiter le Québec en Etat souverain, sur un pied d'égalité avec la France et les Etats africains indépendants*²⁵⁹. »

En septembre 1967, Québec demanda à la France à être officiellement invité à la prochaine réunion de la Conférence des ministres de l'Education nationale de langue française (CONFEMEN). Cette requête du gouvernement Johnson reçut le meilleur accueil à l'Elysée, de Gaulle l'appuyant sans réserve le quai d'Orsay se plia à la détermination élyséenne et donna des instructions on ne peut plus claires, à l'ambassadeur de France à Libreville Maurice Delaunay afin que le ministre québécois Jean-Guy Cardinal soit invité par le Gabon, à l'exclusion de toute autre représentation canadienne. Charles de Gaulle avait inscrit en marge d'une lettre du 28 décembre 1967 : « *Il y a lieu d'aider le Québec à participer à la Conférence de Libreville, par contre Ottawa n'y serait pas actuellement désirable*²⁶⁰. Le "Lobby du Québec", par l'entremise de Dorin et Saint-Légier se chargea d'exécuter les desseins élyséens. Le 5 janvier 1968, le gouvernement gabonais invita officiellement le ministre de l'Education du Québec à participer à la CONFEMEN.

²⁵⁸ Jean de Broglie. « Pour la francophonie », *Le Monde*, 5-6 novembre 1967.

²⁵⁹ Dorin, Bernard. « Un combat de quarante ans pour la cause du Québec », p.30.

²⁶⁰ Cf. Bernard Dorin. *Ibidem*, p. 31.

A cette fin, l'Etat du Québec reçut sous la forme d'une invitation nominative et exclusive, un sésame pour assister, mais surtout participer à la Conférence des ministres de l'Education nationale des Etats africains et malgaches²⁶¹. Dans l'après-midi du 3 février, Jean-Guy Cardinal, chef de la délégation québécoise quitta Paris en compagnie d'Alain Peyrefitte dans un avion affrété par le gouvernement Français²⁶² à destination de Libreville, pour ce qui allait être la victoire diplomatique la plus importante du Québec de ces quarante dernières années.

Du 5 au 10 février 1968, le gouvernement du Québec fut donc associé pour la première fois de son histoire à un forum international. La présence du Québec résultait de " la volonté " du gouvernement gabonais qui outrepassant l'échelon fédéral, l'avait invité de façon directe. Le thème de la conférence relevait de l'éducation, Québec pouvait donc intervenir légalement et conformément à la doctrine Gérin-Lajoie-Patry et aux précédents diplomatiques et paradiplomatiques de Lapalme. Les efforts conjoints du gouvernement du Québec, du *Cercle québécois* et de l'Elysée avaient porté leurs fruits²⁶³, le drapeau fleurdisé flottait sur une hampe au même niveau que les autres drapeaux des Etats souverains présents à la conférence et l'unifolié canadien brillait par son absence²⁶⁴.

Les relations bilatérales franco-québécoises et leur renforcement continu durant les années 1960 permirent au Québec à la fin de la décennie, sous l'influence de la francophonie d'atteindre le stade du multilatéralisme. La doctrine Gérin-Lajoie-Patry fut pour les ministres Marcel Masse et Jean-Guy Cardinal, le fer de lance de la politique internationale du Québec en matière d'éducation et de francophonie, reprise également par Daniel Johnson. Si Libreville constitue du point de vue diplomatique, une réussite majeure pour Québec et pour ses alliés, ainsi qu'une bataille victorieuse sans équivoque du point de vue symbolique illustrée par la guerre des drapeaux, elle fut pour l'Etat canadien plus qu'une simple humiliation, une véritable bérézina.

²⁶¹Cf. Morin Claude. *L'art de l'impossible*, p. 117

²⁶²Il s'agit d'un DC-8 de la compagnie française Union des transports aériens (UTA), une compagnie privée, qu'Air France rachètera quelques temps après.

²⁶³Ce qui faillit ne pas être le cas, car l'invitation selon les différents témoignages québécois et français se perdit provisoirement, avant d'arriver au cabinet de Daniel Johnson le 30 janvier 1968, soit quelques heures avant le début de la Conférence. A ce sujet, nous renvoyons aux différentes déclarations de Bernard Dorin, relatives à cet épisode rocambolesque, de ce qui sera "l'Austerlitz" de la diplomatie québécoise du XX^e siècle, ainsi qu'à l'ouvrage de Frédéric Bastien, *Les relations particulières Québec-France*.

²⁶⁴Dorin précise à propos du contexte précédent la conférence qu'il veilla personnellement au bon déroulement du programme, en précédant d'une journée l'arrivée de Cardinal-Peyrefitte au Gabon. Cf. B. Dorin, « Un combat de 40 ans pour la cause du Québec », p. 32

En effet, Québec mit hors jeu le Canada, en apparaissant le garant de la francité nord-américaine d'une part, mais aussi celui des intérêts collectifs des francophones vivant au Québec. Lors du discours inaugural, le Président Congolais salua la présence du Québec qui en retour exprima sa ferme intention d'apporter une contribution utile aux travaux de la conférence, et réaffirma l'ambition pour lui-même d'instaurer sur le long terme, des liens de solidarité et de coopération avec l'espace francophone africain. Le ministre québécois de l'Education, tel un chef d'Etat fut logé au palais présidentiel d'Omar Bongo en compagnie de son homologue français.

Le Québec disposa à Libreville de l'ensemble des attributs d'un Etat souverain, avec une diplomatie propre et un accès libre à cette tribune internationale que Jean-Guy Cardinal sut utiliser pleinement. En outre, un fait nous conforte dans notre analyse relative au camouflet que représente Libreville, la participation à cette conférence de structures non gouvernementales pour certaines encore fragiles en cette fin des années 1960, telles l'AUDECAM²⁶⁵ ou l'AUP ELF de Jean-Marc Léger alors qu'Ottawa ne put s'y associer. La déroute canadienne à Libreville surpasse en importance la victoire pourtant totale de la ligne politique défendue par le Québec. A peine la conférence achevée le Canada décida de suspendre²⁶⁶ ses relations diplomatiques avec le Gabon²⁶⁷ s'estimant la victime des relations particulières franco-québécoises, de la France-Afrique et du général de Gaulle. Les prérogatives constitutionnelles du Québec et la théorie Gérin-Lajoie-Patry avaient provoqué une crise internationale au sein des Etats francophones. Ainsi, loin du Saint Laurent et de l'Europe, la province fleurdéliisée obtenait en Afrique le statut d'acteur international. Celle-ci fut dès lors, une préoccupation importante du Québec et un partenaire solide. Claude Morin, sous-ministre des Affaires Intergouvernementales et les tenants de l'extension internationale des compétences exclusives du Québec étaient parvenus, à placer celui-ci hors de la zone d'influence directe d'Ottawa avec les partenaires précédemment cités. Libreville incarna d'une façon déterminante ce que pouvait être le Québec sur la scène internationale ; la Francophonie était son espace naturel.

²⁶⁵AUDECAM : Association universitaire pour le développement de l'enseignement et de la culture en Afrique et à Madagascar. Cette organisation non gouvernementale était dirigée par Philippe Dechartre.

²⁶⁶Nous employons "suspendre" et non rompre car techniquement le Canada ne disposait pas encore d'une représentation au Gabon.

²⁶⁷Cf. Donneur. André. « Les relations franco-canadiennes : bilan et perspectives », in *Politique étrangère*, Paris, vol. 38, n°2, 1973, p. 191-192.

Bernard Dorin considère que Libreville fut le coup le plus spectaculaire que Philippe Roussillon et lui-même réussirent à faire pour renforcer le Québec. Au lendemain de cette avancée historique, Ottawa en la personne de Lester Pearson, Premier ministre Canadien réaffirma la primauté du gouvernement central en matière de relations extérieures, tout en se déclarant favorable à la participation active du Québec lors des Conférences des ministres de l'Éducation de l'espace francophone²⁶⁸, en précisant toutefois, dans une lettre de protestation en date du 4 mars 1968 que : « *Le Gouvernement du Gabon a agit d'une façon qui n'est conforme ni aux règles du droit international ni au maintien de relations étroites et amicales entre le Canada et le Gabon.* »

Libreville fut un tournant non seulement dans l'histoire politique québécoise, mais également, dans celle des affaires internationales francophones et peut être considérée comme la première pierre de la future ACCT. Elle correspondit à l'avancée la plus forte du Québec sur la scène internationale, jusqu'à l'instauration des sommets de la Francophonie par François Mitterrand. Le coup de Libreville aurait pu signifier une étape décisive dans le processus d'émancipation du Québec vis-à-vis du Canada, sans nécessairement tomber dans l'asphyxiant et improductif débat du souverainisme référendaire si le Québec avait su maintenir un cap plus déterminé, alors que le contexte canado-québécois se détériorait avec la disparition de Daniel Johnson, remplacé par Jean-Jacques Bertrand et la venue au 24 promenade Sussex de P. E Trudeau ancien ministre fédéral de la justice. Cette percée stratégique eut en effet moins de répercussions que ne le laissait supposer ce coup d'éclat à la veille du bouillonnant printemps 1968, car le Québec ne sut pas exploiter réellement ce précédent, comme l'exprima avec déplaisir Bernard Dorin : « *Force est de constater que cette chance n'a pas été pleinement saisie par les Québécois et que cette grande « percée stratégique » [sic] a été sans lendemain*²⁶⁹. » En effet, tout en étant officiellement unioniste, Jean-Jacques Bertrand n'en était pas moins fédéraliste en matière de compétence internationale, il est en grande partie responsable de ce dilettantisme fleurdélisé. Par formation, par goût et par tempérament, ce troisième Premier ministre du Québec n'était pas on le sait porté à accorder aux relations extérieures du Québec la priorité que leur avait accordée ses prédécesseurs.

²⁶⁸Cf. Les lettres du Premier Ministre L. Pearson au Premier Ministre du Québec Daniel Johnson publiées par Mitchell Sharp. *Fédéralisme et conférences internationales sur l'éducation*. Ottawa, 1968, p. 67.

²⁶⁹Dorin, Bernard. « Un combat de 40 ans pour la cause du Québec », p. 32.

Si le témoignage de Claude Morin doit être recoupé un peu plus que de raison lorsqu'il narre sa propre action en matière de francophonie, bien que Jean Décarry le qualifia très imprudemment de « *Talleyrand des Affaires intergouvernementales*²⁷⁰ », il fut en sa qualité de sous ministre, l'un des commentateurs ayant le mieux appréhendé la personnalité de cet homme politique qui manifestement, ne sut pas être à la hauteur de ce qu'exigeait la situation et du processus engagé sous Lesage et Johnson.

Par rapport à ses relations et leurs manifestations visibles (visites officielles, entretiens avec les représentants de divers pays et missions à l'étranger) il conserva toujours une certaine distance s'y engageant en personne le moins possible. [...] Cette réticence ne tenait cependant pas seulement à ses préférences personnelles. Elle était aussi issue d'un constat allant pour lui de soi : dans une fédération équilibrée, les relations avec les pays étrangers relèvent hors de tout doute de l'autorité fédérale²⁷¹.

Ce francophile peu zélé jugeait les batailles protocolaires sur la scène internationale entre Québec et Ottawa comme puériles ou pour le moins, contreproductives. A ce sujet, Pierre Godin écrit : *Bertrand a les réflexes francophobes et obtus du Canadien français des années 40 : il n'est pas hostile à la France mais c'est de l'histoire ancienne et une perte de temps*²⁷². » Lorsque le 9 décembre 1968 fut annoncé la création de la Commission d'enquête sur la situation du français au Québec, présidée par Jean-Denis Gendron à la suite des manifestations de Saint-Léonard et du dépôt de projet de loi 85, le Premier ministre Bertrand en prit la posture la moins flatteuse. En effet, après avoir déclaré que depuis quelques années on se préoccupait beaucoup de l'avenir de la langue française au Québec et qu'il s'en félicitait, il insista sur le fait qu'il s'agissait là d'un élément absolument vital de l'héritage collectif de la Belle Province et des Québécois mais il ne poussa pas plus loin le constat, à la manière d'un Maurice Duplessis. Puis, J.-J. Bertrand en totale contradiction avec ses déclarations fit voter en novembre 1969 la Loi 63, sans attendre les conclusions de la commission Gendron²⁷³ qui devait recommander des mesures pour assurer en premier lieu, les droits linguistiques de la majorité aussi bien que la protection des droits des minorités et fournir des propositions afin que soit rendu possible, le plein épanouissement et la diffusion de la langue française au Québec dans

²⁷⁰Décarry, Jean. *Claude Morin et les Relations internationales du Québec (1963-1980)*, Maîtrise d'Histoire, Montréal, UQAM, 2002, p. 57-90.

²⁷¹Morin, Claude. *Mes Premiers Ministres*. Montréal, Boréal, 1991, p. 321.

²⁷²Godin, Pierre. *La poudrière linguistique*. Montréal, Boréal, 1990, p. 191.

²⁷³Elle déposera son rapport en décembre 1972, plus de deux ans après la défaite des unionistes de Bertrand aux élections générales d'avril 1970.

tous les secteurs d'activités, à la fois sur le plan éducatif, culturel, social et économique. La loi 63 confirmait la liberté de choix des parents de faire éduquer leurs enfants en anglais s'ils le souhaitaient.²⁷⁴ Ce qui revenait à soutenir l'assimilation des francophones et des allophones au groupe minoritaire des Anglo-qubécois, après avoir solennellement déclaré alors qu'il officialisait la commission Gendron : « *La langue est encore plus qu'un mode d'expression; elle est l'instrument qui modèle la pensée, qui imprime à la culture son caractère propre (...) ce n'est pas la langue de la minorité qui est la plus vulnérable au Québec, mais celle de la majorité* ».

Malgré tout et tout aussi paradoxal que cela puisse paraître de prime abord, le gouvernement Bertrand participa aux quatre conférences francophones²⁷⁵ qui se déroulèrent durant son passage aux affaires ; ceci souligne l'attraction et le dynamisme des relations internationales dans les affaires internes et proto diplomatiques du Québec. Cela tend à consolider notre hypothèse que sans l'action préalable et primale de Léger-Patry-Lapalme et une osmose civilisationnelle entre le Québec et le francophonie, il n'y aurait aucune raison avec un chef de gouvernement aussi atone que l'était Bertrand, que le Québec ait pu tant rayonner en francophonie par la seule personnalité de hauts fonctionnaires ou d'hommes politiques même zélés et brillants, tels Morin ou Cardinal. Le gouvernement unioniste poursuivit, plus qu'il ne suscita réellement l'ouverture ou l'activisme québécois en francophonie, faisant fructifier à son corps défendant pour partie ce que ses prédécesseurs avaient insufflé. In fine, ce fut le chef du gouvernement québécois le moins conscientisé à la francophonie et aux relations internationales qui fit du Québec "un lauréat" de celle-ci. L'affaire de Libreville démontra et stigmatisa le poids de la relation France-Québec dans les relations internationales de la province fleurdelisée²⁷⁶, mais prouve aussi, combien la venue du Canada en francophonie relève d'intérêts²⁷⁷ proto et paradiplomatiques insérés dans le contexte de la réforme constitutionnelle. Les enjeux internationaux pour le Québec durant cette époque furent quasiment tous à destination de la francophonie naissante.

²⁷⁴Cette mesure fut fortement critiquée car de plus en plus de Québécois francophones souhaitaient que les immigrants allophones soient scolarisés automatiquement en français.

²⁷⁵Conférence de Kinshasa au Zaïre, aux deux Conférences de Niamey au Niger ainsi qu'à la Conférence Universitaire de Nouakchott en Mauritanie.

²⁷⁶Chapdelaine, Jean. « Les relations France-Québec », in *La politique étrangère de la France*, Québec, Centre québécois de recherche international, 1984, p. 113-131.

²⁷⁷Goumois, Michel. « Le Canada et la francophonie », *Etudes internationales*. Vol. 5, 1974, p. 355-366.

En dépit, des changements gouvernementaux sur la colline parlementaire, une étonnante continuité sur le plan international eut lieu, du moins jusqu'à Kinshasa. Ce qui fit dire à J-F Lisée dans une démarche de synthèse totalisante : « *Québec, investit à Paris et en Afrique tout son temps et son énergie diplomatique*²⁷⁸. » A partir de Libreville, on ne pourra plus soutenir hormis dans la capitale fédérale, que "le Québec soit quelques arpents de neige en francophonie".

Les conflits à venir entre le fleurdelisé et l'unifolié dans l'espace francophone, en donneront la preuve dès la deuxième session de la Conférence élargie des ministres de l'Éducation des pays africains et malgache d'expression française, qui se déroula du 22 au 26 avril 1968 dans la capitale française. Ottawa ne pouvait sérieusement envisager la rupture de ses relations diplomatiques avec la France contrairement à ce que laissait entendre P. E. Trudeau à la presse anglophone : « *If France should invite Quebec to the Paris Conference, I find that Canada should break with France.*²⁷⁹ » Mais la capitale fédérale ne se priva pas de manifester son vif regret que le gouvernement canadien n'ait pas été représenté à Paris et déplora le fait que le gouvernement français ait pris sur lui de recevoir le ministre québécois à une conférence de pays indépendants et donc d'interpréter la constitution canadienne. En conséquence, les autorités canadiennes envoyèrent en mission commandée le ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick afin de combler le vide fédéral de Libreville. Bien que la Conférence de Paris soit la continuité de celle de février, l'état de grâce québécois semblait déjà hypothéqué du moins en dehors de l'Hexagone. En effet, la délégation québécoise eut beau être présidée par le ministre de l'Éducation Jean-Guy Cardinal, le fleurdelisé flotté dans la capitale française et le Canada ne pas être physiquement présent, Paris ayant refusé de l'inviter, Ottawa était néanmoins déterminé à investir le champ des conférences internationales francophones au plus vite²⁸⁰. Ceci lui permettant d'accéder au forum francophone, de recouvrer une marge de manœuvre vis-à-vis du Québec dans les rapports internes de la Confédération et surtout, de gommer l'un des revers majeurs de sa diplomatie.

²⁷⁸Lisée, Jean-François. *Dans l'œil de l'aigle : Washington face à Québec*. Montréal, Boréal, 1990, p.65.

²⁷⁹Cf. L'édition du *Globe and Mail* du 7 mars 1968.

²⁸⁰Pierre-Elliott Trudeau, en tant que Secrétaire parlementaire de L.B Pearson y pourvoie en personne en sillonnant l'Afrique francophone, avant même que Libreville n'ait lieu pour exprimer en personne et de façon directe le point de vue canadien et le sien.. Il rencontra les Présidents Bourguiba et Senghor ainsi que le Président camerounais Ahijio, auprès duquel il insista sur la communauté d'intérêt des deux Etats qui étaient tous deux bilingues français-anglais, préférant éluder la germanité résiduelle du pays et les questions des langues africaines pour se concentrer sur l'aspect diplomatique et du Commonwealth et de la Francophonie.

Le Premier ministre Pearson, pourtant moins vindicatif que ne l'était et ne le serait P. E. Trudeau exprima à plusieurs reprises et durant plusieurs mois, alors même que la Conférence était achevée, la désapprobation de son gouvernement contre un geste qui n'était d'après son auteur, conforme ni aux usages internationaux, ni à la constitution canadienne de 1867²⁸¹. Ottawa rappela donc son ambassadeur en France Jules Léger. C'est dans ce contexte de tension croissante que de Gaulle aurait déclaré : « *Les autorités canadiennes doivent bien deviner que s'ils rompaient leurs relations avec nous, nous reconnaitrions immédiatement le Québec comme un Etat souverain. Et ce serait bien le diable si une douzaine d'Etats africains ne nous suivaient pas*²⁸². »

Dès le milieu 1968, les acquis gabonais du Québec commençaient donc à s'émousser, malgré l'appui récurrent de Paris qui le soutenait indéfectiblement. Nous en voulons pour preuve, en plus du camouflet relatif au refus d'inviter Ottawa, le désaveu cinglant infligé au ministre de la Coopération Yvon Bourges pour une inexactitude terminologique malheureuse relative au Québec, et pouvant hypothétiquement mener à une fragilisation des Québécois en francophonie. Celui-ci ayant utilisé le terme « d'observateur francophone » pour désigner la délégation québécoise, au lieu du titre de « membre à part entière de la CONFEMEN » qui lui avait été octroyé par l'Elysée et Matignon, Georges Gorce, en sa qualité de ministre de l'Information publia un communiqué de presse pour lever toute équivoque. Cette exigence de clarté, vis-à-vis du Québec se poursuivit au fil des gouvernements du septennat pompidolien avec moins d'emphase mais tout autant de détermination ; le nouvel occupant de l'Elysée avait comme aphorisme vis-à-vis du peuple québécois : « *Je me méfie de l'exaltation, la ferveur me suffit*²⁸³ ». A l'étonnante continuité du Québec en francophonie répondit en effet, une permanence française et cela quelles que furent les menaces ou les opérations de séduction d'Ottawa à destination de Paris qui s'était juré qu'il n'y aurait jamais de Libreville II²⁸⁴ ; c'est ce que nous démontrerons entre autre dans les sous-parties suivantes.

²⁸¹Ce fut notamment le cas dans plusieurs notes diplomatiques qu'il rédigea au mois de mai 1968. Alors qu'en 1935, d'après le jugement relatif à la plainte commune de l'Ontario et de Québec au sujet de l'application des dispositions d'une convention signée par Ottawa dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail, le comité judiciaire du Conseil privé de Londres qui faisait alors office de Cour suprême du Canada, déclara caduque l'article 135 de l'AANB, jugeant que le Parlement et le gouvernement fédéral n'avait pas hérité de l'autorité nécessaire de l'Acte en matière de *jus tractum*. En d'autres termes, Ottawa ne pouvait légiférer pour exécuter une convention internationale dans les domaines provinciaux.

²⁸²Propos du Général de Gaulle, rapportés par Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*, p. 1590.

²⁸³Roussel, Eric. *Georges Pompidou 1911-1974*. Paris, Editions Jean-Claude Lattes, 1993, p. 11

²⁸⁴Cf Morin, Claude. *L'art de l'impossible*, p. 142

*De quelque pays que vous soyez,
vous ne devriez croire que ce que vous seriez disposé à croire
si vous étiez d'un autre pays*²⁸⁵.

Logique de Port Royal (1622)

5.3.2 - Habib Bourguiba ou l'appui de l'Afrique francophone au Québec.

L'épisode de Libreville redoubla les tensions diplomatiques du triangle Québec-Ottawa-Paris²⁸⁶ conditionnant pour une large part la volonté revancharde des ultra fédéralistes d'effacer un à un, tous les acquis internationaux dont pouvait se prévaloir le Québec en francophonie. Avec l'arrivée de Pierre Elliott Trudeau successivement à la tête du Parti Libéral du Canada (PLC) le 6 avril 1968, puis aux affaires à l'été de la même année, la primauté du gouvernement central devint la nouvelle orthodoxie canadienne. Les affaires étrangères du pays quelles que soient les prérogatives constitutionnelles des provinces étaient à ses yeux de son seul ressort²⁸⁷. Le gouvernement fédéral marqua son opposition déterminée au fait que le Québec puisse participer à d'autres conférences internationales en tant qu'entité autonome siégeant de plein droit. Sa participation était systématiquement réduite à la portion congrue du point de vue symbolique, Ottawa prétextant que celui-ci n'y siégeait que dans un ensemble canadien où d'autres provinces, telle le Nouveau-Brunswick, de part leur importante minorité de langue et de culture francophone collaboraient spontanément ou non. La dissolution de la présence québécoise lors de ces conférences était la politique itérative et réursive des autorités unifoliées de l'époque. Ces dernières tentèrent de convaincre par l'agrément et la persuasion les protagonistes internationaux de la justesse de leurs vues, et au besoin eurent recours aux admonestations ou aux rétorsions de toutes sortes si Ottawa en avait la possibilité, afin que le Québec n'obtienne plus aucun renfort même fortuit, de la part d'autres Etats ou gouvernements francophones, notamment celui du continent africain²⁸⁸. André Patry écrivait le 12 mars 1968 dans un courrier adressé à L.B Pearson encore Premier ministre du Canada pour quelques mois encore :

²⁸⁵ Repris par Derriennic, Jean-Pierre. *Nationalisme et Démocratie*. Montréal, Boréal, 1995, p.7.

²⁸⁶ A ce propos, Cf. Donneur, André. « Les relations franco-canadiennes : bilan et perspectives », *Politique étrangère*, Vol. 38, 1973, p.179-1999.

²⁸⁷ Puisque 2 des 7 livres blancs fédéraux sur la révision constitutionnelle traitaient de la conduite à mener dans les relations avec l'étranger. Cf. Claude Morin. *Le pouvoir québécois*. Boréal. Montréal, 1972, p. 88.

²⁸⁸ Sauvageau, Lyne ; Gordon, Mace. « Les relations extérieures du Québec avec l'Afrique et le Moyen-Orient », in Louis Balthazar, Louis Bélanger, Gordon Mace, alii. *Trente ans de politique extérieure du Québec 1960-1990*. Québec, CQRI-Septentrion, 1993, p. 251-289.

L'insistance du gouvernement fédéral à vouloir se substituer au gouvernement du Québec (...) avec les autres gouvernements francophones me paraît relever d'une conception anachronique des relations internationales et de la souveraineté. Elle laisse même deviner, je crois un paternalisme inacceptable²⁸⁹.

Pour P-E. Trudeau : « *La politique étrangère du Canada ne peut être fragmentée. Il existe de grands et de petits pays : il n'existe pas de demi-pays*²⁹⁰. » Ce fut donc, dans un climat de plus en plus tendu que le rapprochement Québec-Afrique enclenché en 1966, puis matérialisé en Février 1968 à Libreville, se développa à nouveau grâce à la francophonie et à la visite à Montréal d'un autre grand pèlerin de cette dernière, en la personne du Président tunisien père de l'indépendance, Habib Bourguiba. Ce dernier répétait depuis plusieurs années, à propos de cette communauté francophone dans laquelle le Québec avait un rôle à jouer : « *Je ne puis donc dire que je ne m'emploierai pas à promouvoir l'idée de francophonie, si je n'en avais pas puissamment et profondément éprouvé la réalité, une réalité qui précède toute formation*²⁹¹. » C'est sans doute, à l'éclairage de l'hypothèse que formula Bourguiba qu'il faut orienter et présenter la présence et l'action du mouvement associatif francophone international. C'est du moins ce qu'il ressort de nos recherches, et plus particulièrement de la période 1945-1960 passage décisif entre la proto et la primo francophonie.

Habib Bourguiba, duquel Senghor disait qu'il était le Chef d'Etat arabe ayant le mieux compris la francophonie et la valeur du métissage culturel, déclara le 11 mai 1968 à l'université de Montréal avec un lyrisme de circonstance, que grâce au français, langue et bien commun de tous les francophones, l'épanouissement de la Tunisie et du Québec était possible tant culturellement qu'identitaire. « *Nous avons conscience, non seulement d'avoir enrichi notre culture nationale mais de l'avoir orientée, de lui avoir conféré une marque spécifique, (...) une mentalité moderne*²⁹². » Il ajouta à propos du Québec et des Québécois : « *Une réalité demande d'être appréhendée dans sa plus grande dimension. Et il me plaît aujourd'hui de percevoir clairement, grâce à vous, la plus grande dimension de la francophonie*²⁹³. »

²⁸⁹Fonds André Patry, ANQ, Québec, P422, S2.

²⁹⁰Cité par Tétu, Michel. *La Francophonie Histoire, Problématiques et Perspectives*. Guérin Universitaire, Montréal, 3^{ème} édition, 1992, p. 112.

²⁹¹Depuis 1965, Bourguiba tentait à chaque occasion de lever les soupçons de néo-colonialisme qui entouraient la francophonie, il le fit dans toutes les réunions de l'OCAM et de la CONFEMEN. La citation que nous donnons est extraite de son discours du 11 mai 1968.

²⁹²Propos d'Habib Bourguiba cités par L.S Senghor in Spécial Centenaire contribution de Léopold Sédar Senghor à la revue *Ethiopiennes*, premier semestre 2006, consultables sur <http://www.refer.sn/ethiopiennes>

²⁹³Cf. Le discours du 11 Mai 1968 d'Habib Bourguiba intitulé : *Une double ouverture au monde*. Le titre donné à cette allocution est une allusion amicale faite aux propos que tint Daniel Johnson.

Cette déclaration témoigne du rang particulier dont jouissait l'Amérique francophone dans son ensemble, dans laquelle, le Québec était un pôle structurant légitime et naturel à l'échelle continentale. Après l'imprimatur senghorienne, Bourguiba par ce discours convenait à son tour, de la personnalité singulière des Québécois en francophonie et malgré la légitimité internationale du Canada apportait une reconnaissance de poids à la vieille capitale, pour son maintien comme acteur à part entière dans la communauté des parlants français dont les contours commençaient à se faire jour. Et cela alors que Paul Martin, en charge des Affaires étrangères canadiennes avait fait savoir clairement aux Tunisiens, sur un ton fort peu diplomatique quelques années auparavant, que le Canada tiendrait pour inamical tout geste de Tunis qui serait de nature à encourager le Québec dans sa volonté d'acquérir une personnalité internationale²⁹⁴ et donc, par voie de conséquence une existence et un statut en francophonie. Bourguiba, sans être aussi affirmatif et péremptoire que son homologue français déclara néanmoins :

Le fait francophone revêt ici au Québec (...) la particularité d'être le fait d'un ensemble de communautés issues du tronc français et qui l'ont préservé, maintenu, développé au point de constituer une réalité historique exceptionnelle dans cette partie de l'hémisphère nord, sur cette terre du continent américain. Nulle part autant que parmi vous, je ne pourrais me représenter combien la francophonie est plus qu'un fait donné, en quelque sorte gratuit et par lui-même définitif, combien il est volonté, vitalité et action. [...] dans votre exemple, je puise un précieux encouragement (...) J'ai constaté chez vous ce que je connais bien chez nous : un immense élan vers la liberté ; un refus absolu de la contrainte. Je ne doute pas que vous saurez trouver la formule politique qui vous permettra de préserver et de renforcer votre identité, de nouer de nouveaux liens avec la France, avec nous, avec l'univers francophone.

Certains, percevrons ces propos comme un débordement de langage ou bien encore, une manifestation de sympathie toute méditerranéenne pour un hôte vous accueillant chaleureusement, mais il s'agirait d'une regrettable méprise. Tout d'abord, ce serait se méprendre sur l'habileté politique et les talents oratoires d'Habib Bourguiba, alors que sa vie publique atteste le contraire. Ainsi, dans ce même discours, le président Bourguiba cita les paroles de Daniel Johnson relatives à la dualité canadienne, en les dotant d'un prolongement francophoniste qui témoigne de sa pleine maîtrise des réalités internationales et québécoises²⁹⁵ ; le Canada, ne jouant selon lui en francophonie qu'un

²⁹⁴Cf. Patry, André. *Les relations entre la Tunisie et le Québec*. p. 3. Rapport en date du 23 août 1966, assorti de la mention confidentiel. Fonds André Patry, ANQ, Québec, P422, S2/3.

²⁹⁵La réciprocité hormis André Patry semble bien difficile à affirmer.

rôle secondaire, voire périphérique. Les positions bourguibiennes, en particulier à Montréal témoignent d'une réelle opiniâtreté politique mise au service de la francophonie qui en sera privée à maintes reprises. « *Grâce à la langue française, mais aussi à votre génie propre, vous avez un grand rôle à jouer au sein de l'univers francophone et de la francophonie*²⁹⁶. » Enfin, minorer la volonté d'assistance de la Tunisie au Québec s'avèrerait éluder, le travail entrepris par André Patry afin d'étendre à d'autres pays francophones l'esprit des ententes France-Québec²⁹⁷. En outre, Habib Bourguiba fils, ambassadeur tunisien pour l'Amérique du Nord était un ami personnel de l'ancien chef du protocole du Québec²⁹⁸ qui servit en 1964, de conseiller technique au gouvernement tunisien dans l'entente de coopération technique que signèrent Ottawa et Tunis. Dans celle-ci, le Québec obtenait une certaine marge de manœuvre alors qu'il s'agissait nous le rappelons d'une entente canado-tunisienne. Louise Beaudoin à ce sujet confia au magazine *l'Actualité* : « *André Patry était très pro-arabe. C'était un des rares qui avait une connaissance des relations internationales et il avait beaucoup d'ascendant intellectuel et moral*²⁹⁹. »

Ces approfondissements dotent d'un éclairage complémentaire le discours résolument pro-fleurdelisé du président Tunisien, qui dans un contexte international éminemment favorable au Canada choisit néanmoins, de mettre son crédit de chef d'Etat et donc celui de la Tunisie au service du Québec ; alors que Tunis est la capitale d'un Etat du Tiers-monde à la recherche de financements et de coopérations multilatérales de toutes natures. La francophonie aux contours et au corpus "nébuleux" parvint nonobstant à égaler les considérations économiques et financières. Ce n'était évidemment pas jouer la carte de la facilité que de "choisir" Québec au détriment d'Ottawa³⁰⁰.

²⁹⁶Cf. Discours du 11 mai 1968.

²⁹⁷Car dès 1961, A. Patry fut à l'origine des initiatives oeuvrant à un rapprochement entre les capitales arabes et le Québec, « Le Maroc et la Tunisie, indépendants depuis quelques années seulement n'avaient pas songé jusque-là aux avantages qu'ils pouvaient tirer d'une collaboration scientifique et technique avec un Etat francophone d'Amérique du Nord [Le Québec]. Cf. Patry, André. *Le Québec dans le monde*, p. 130 ».

²⁹⁸Cf. A ce sujet, la lettre d'Habib Bourguiba fils adressée à André Patry, en date du 12-13 mars 1962. Fonds André Patry, ANQ, Québec, P422, S2/3.

²⁹⁹Louise Beaudoin citée par Luc Chartrand, « Shalom Québec », *L'Actualité*, 1^{er} décembre 1992.

³⁰⁰Cf. [PC], « Entretien entre Habib Bourguiba, et Pierre-Elliott Trudeau au sujet des relations entre le Canada et la Tunisie, entre le Canada et la Francophonie », *Le Devoir*, 8 mars 1968, p. 1-21. Louis Robichaud, « La Francophonie ne doit pas servir de tremplin au séparatisme », *Le Devoir*, 28 avril 1969.

C'est par la langue française que le père de l'indépendance tunisienne disait avoir forgé une nouvelle représentation de la volonté nationale de son peuple et de son Etat, dans le monde francophone d'une part, mais également, en dehors de la francosphère en déclarant : « *C'est avec la langue française que nous avons pu faire entendre la voix de la Tunisie dans le concert des nations*³⁰¹. » Pour le chef d'Etat tunisien et les autres prosélytes francophonistes africains, langue, culture, identité et développement sont liés et inextricables. Nous renvoyons à nouveau aux déclarations de l'intéressé :

Ma fierté, elle tient assurément au fait que je puisse m'adresser à vous en étant compris immédiatement de tous, en une langue qui nous est commune. A vous, parce que la langue française est plus qu'un héritage, le fondement de votre être et de votre identité. A nous, Tunisiens, parce que la langue française est celle que nous avons choisie, (...) avec notre langue maternelle comme langue de culture, de travail et de rencontre. N'y a-t-il pas là un fait qui mérite d'inspirer notre réflexion, tant il me paraît donner un sens particulier à notre rencontre que je ressens comme un moment privilégié du voyage que j'effectue sur votre continent ? La langue française est pour vous hommes et femmes du Québec, une partie de vous mêmes dont vous avez su, et à quel prix, assurer la pérennité.

La photographie ci-après, le représente le 11 mai 1968 arrivant à l'Université de Montréal, quelques minutes avant son discours : « *Une double ouverture au monde*³⁰² ». En plus d'éclairer l'attitude du président tunisien vis-à-vis du Québec en francophonie, ce discours méconnu est l'un des grands textes fondateurs de la francophonie contemporaine. Il constitue avec celui qu'il prononça le 24 novembre 1965 à l'Université de Dakar³⁰³, l'une des allocutions les plus importantes que Bourguiba fit en faveur de cette Communauté des francophones, qu'il nommait encore de façon impropre « Commonwealth à la française³⁰⁴ » et qui allait se muer prochainement en Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

³⁰¹Discours Ibidem.

³⁰²Nous versions l'intégralité de ce discours en annexes (Appendice F).

³⁰³Les universités de Dakar, de Tunis et Montréal sont toutes trois membres de l'AUPELF et collaborent de façon étroite. C'est à ce titre que le Président Bourguiba parla de l'U de M comme d'une université sœur pour lui, la Tunisie et l'Afrique.

³⁰⁴Nous faisons écho, à l'intérêt avéré d'Etats francophones européens tels, la Belgique, la Suisse, ou Monaco pour cette communauté en construction, ainsi qu'à l'appui d'ex-colonies africaines non françaises telle, le Zaïre.

Figure 5.9 - Le Président Tunisien à l'Université de Montréal : un nouveau plaidoyer en faveur de la Francophonie



Mais ce qui devait aller de soi c'est-à-dire l'institutionnalisation pour Senghor, Bourguiba, Diori et les autres africains ainsi que nombre de francophiles à travers l'espace francophone, ne le fut pas, loin s'en faut, en raison de la crise québéco-canadienne relative aux enjeux grandissants que représentait la question francophone en matière de relations internationales. Contester cet impact fondamental de la francophonie dans les relations internationales du Québec ou l'ouverture québécoise sur la francosphère revient d'après nous, à nier ou dénaturer l'essence même des relations internationales de l'Etat fleurdélisé³⁰⁵. Si cette existence, certes précaire et assistée nécessite une politique jumelant le précédent au souci constant du pré carré, c'est avant tout par la francophonie et au sein de celle-ci, que le Québec put dépasser le bilatéralisme culturel et la franco-francité pour parvenir au multilatéralisme francophone. Et cela, en dépit des charmes de la continentalisation et de l'américanisation auxquels la vieille capitale ne put échapper et de la vision sublimée, voire béate pour le surpuissant voisin du Sud de certains Québécois américanophiles tendance "américanolâtres", toujours en quête d'une chimérique réciprocité. Nous en voulons pour preuve, la fin de non recevoir que signifia l'administration de la Maison Blanche au Québec lorsque celui-ci sollicita l'obtention de prérogatives consulaires pour sa Délégation de New-York³⁰⁶. Jean-François Lisée à propos de cette relation asymétrique écrivit : « *C'est à tâtons [que Québec] va cheminer sur la piste américaine, se guidant à la lumière déformée que réfléchissent les diplomates (...) que lui envoie Washington*³⁰⁷ ».

³⁰⁵Cf. [Anonyme] « Selon Jean-Guy Cardinal, les échanges culturels avec les autres pays francophones du monde sont une nécessité 'biologiques' », *Le Devoir*, 22 février, 1968.

³⁰⁶Pour rappel, le Québec en avait doté la représentation consulaire des Etats-Unis à Québec.

³⁰⁷Lisée, Jean-François. *Dans l'œil de l'aigle, Washington face au Québec*, Montréal, Boréal, 1990, p. 65.

Le sentiment d'isolement et d'enfermement dont parlait ouvertement Johnson en mai 1967, en le qualifiant de claustrophobie québécoise prit fin grâce à l'espace et l'œkoumène francophone, ce qui dépasse de loin la seule France hexagonale. Un troisième président africain, Hamani Diori oeuvra à "émanciper" le Québec de sa solitude séculaire en le reconnaissant en tant qu'acteur à part entière de cette communauté mondiale des francophones dont P-E. Trudeau était déterminé à l'exclure, au nom de l'intérêt supérieur du Canada et du renforcement d'une canadianité qu'il avait lui-même conçue et énoncée³⁰⁸. Ce qui fit écrire à un Jean-Marc Léger passablement désabusé mais non sans quelques motifs aux vues de son engagement dans la francophonie :

En vérité qu'il s'agisse des relations bilatérales du Québec, notamment avec la France et d'autres pays francophones, ou qu'il s'agisse de sa participations à des organisations multilatérales francophones, Ottawa aura consacré au moins autant d'énergie à tenter d'empêcher avec acharnement l'émergence du Québec qu'à apporter sa propre contribution aux institutions francophones³⁰⁹.

En gagnant la bataille de Libreville, le Québec devint le porte parole et l'incarnation politique et institutionnelle de la francophonie en Amérique du Nord, en raison d'une part de sa personnalité et de ses fondements sociétaux et juridiques et d'autre part, grâce à ses divers alliés³¹⁰. Cette éphémère état de grâce, comme nous l'avons établi ne dura même pas le temps d'un printemps, fut-il de soixante-huit. Québec finit par devoir partager avec le gouvernement du Canada cette francophonie qui pourtant était si étrangère à ce dernier³¹¹. Les Québécois perdirent finalement la guerre de la francophonie pour ce qui a trait à sa prépondérance face à Ottawa par frilosité, maladresse et un manque flagrant de prospective à court, moyen et long terme. Comme nous l'avons démontré, l'attitude du Premier ministre Bertrand fut des plus incohérentes vis-à-vis du potentiel que représentait la francophonie. Ce décalage entre la personnalité, les aspirations et les actes du Québec en francophonie et plus largement en matière de relations internationales ne cessa pas avec la défaite de ce parti officiellement nationaliste et l'arrivée de Robert Bourassa aux affaires, bien qu'il soit connu pour être un francophile.

³⁰⁸A ce sujet, nous renvoyons aux nombreux articles qu'il fit paraître dans la revue *Cité libre*.

³⁰⁹Léger, J-M, *La francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*. Paris, Nathan, 1987, p. 130-131.

³¹⁰Cf. [AFP] « Avec l'entrée du Québec dans la communauté francophone à la conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones, une étape importante est franchie, selon Alain Peyrefitte ». *Le Devoir*, 14 février 1968, p. A-16.

³¹¹Cf. [AFP] « Le Gouvernement Trudeau et la Conférence des ministres de l'éducation des pays francophones », *Le Devoir*, 26 novembre 1968, p. A-11. [Anonyme], « Le Gouvernement Trudeau confirme avoir reçu du Niger une invitation à une conférence des ministres de l'éducation des Pays francophones », *Le Devoir*, 28 novembre 1968, p. A-11.

Lui aussi délaissa l'opportunité d'investir un espace au sein duquel on le reconnaissait comme seul acteur gouvernemental légitime afin de rentabiliser le fédéralisme canadien³¹². Nous partageons l'analyse d'André Patry, quant à l'inconséquence québécoise relative à sa reconnaissance en tant qu'acteur international, lui qui écrivait dès 1980 dans son ouvrage de référence : « *Le Québec se contentera de préparer des notes sur les relations avec l'étranger. Les choses n'iront pas plus loin [...] en se conformant, dans la pratique, aux thèses exposées l'année précédente [1968] par Ottawa*³¹³. » Nous n'expliquons le comportement cyclothymique du Québec que par son indécision et une immaturité politique. Celle-ci, provient selon nous, avant tout malgré sa longévité à l'échelle continentale, de sa condition d'Etat n'ayant jamais été pleinement souverain et maître de ses destinées.

Nous n'avançons pas cette hypothèse gratuitement ou pour expliciter clairement ce qui ne l'a jamais été par les historiens, mais bien pour initier, nous l'espérons, le prologue d'un débat que nous jugeons dès plus impérieux et salvateur pour le Québec, la francophonie et le Canada dans sa globalité. Le vieil aphorisme selon lequel il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, sorte de mantra de la vie politique québécoise est une manifestation de sagesse populaire qui peut ponctuellement se révéler bénéfique, mais ne peut indéfiniment servir de ligne de conduite pour une collectivité minoritaire, même au nom d'une confortable ambivalence³¹⁴. Puisqu'il conduit inévitablement à paralyser sa propre action et celle de ses autres partenaires, dont certains estiment avoir plus qu'amplement tendu la main à leur cousin d'Amérique alors qu'ils vivaient dans un contexte sociétal relevant du Tiers-monde. Ottawa sut utiliser adroitement, "l'abandon" unioniste de Bertrand pour faire miroiter à l'Afrique francophone, des partenariats et des promesses financières dont la concrétisation ne dépendait que d'une simple et légitime exigence du point de vue canadien, ne pas renforcer le Québec sur la scène internationale et particulièrement en francophonie. Ce que résuma l'Ambassadeur Dorin par un : « *Si vous ne jouez pas le mauvais rôle qu'a joué le Gabon, vous en serez récompensés*

³¹²Cf. Claude, Julien, « Le premier ministre du Québec, voudrait attirer les investissements français », *Le Monde*, 20 avril 1971. Dorin, à propos du gouvernement libéral de Bourassa employa l'expression révélatrice, de « " *Compagnon de Route*" d'Ottawa ». Cf. B. Dorin, « Un combat de 40 ans », p.33.

³¹³Patry, André, *Le Québec dans le monde*, p. 130-131.

³¹⁴Nous renvoyons, à ce sujet au film de Denys Arcand, le Confort et l'indifférence qui illustre cet état fluctuant et permanent d'une collectivité de l'incohérence. Nous n'employons pas ce terme dans une acception péjorative ou minorative mais comme manifestation d'une singularité du Québec au Canada, en Amérique du nord, ou même en francophonie qui apparaît comme un ensemble des plus divers et source d'expectative si l'on tente de lui retirer sa colonne vertébrale, la langue française ou son cœur, la culture francophone.

*financièrement*³¹⁵. » Le Canada qui dénonça régulièrement et critiqua à propos la Françafrique, ne se tournait néanmoins vers la partie francophone de l'Afrique qui constitue la majeure partie du continent, qu'au nom de motifs finalement proches de ceux qui poussaient la France à maintenir en Afrique une politique d'entrisme. C'est en usant de l'arme économique et des rétorsions diplomatiques que le Canada put finalement, entrer en francophonie pour des motivations très éloignées de l'humanisme senghorien et de l'image francophone policée qu'il donna de lui-même par la suite, puisque la Loi canadienne sur les langues officielles qui dota enfin, la langue française d'un véritable statut et lui conféra une assise pancanadienne ne fut votée que le 7 septembre 1969. Cela, après une poussée de radicalité au Québec, dont témoigne le FLQ et les manifestations populaires en faveur de la langue et de la culture française.

*« La compétition est désormais engagée entre le Canada et le Québec
dans le champ de la francophonie³¹⁶ »*

André Patry

5.3.3 - De l'affaire Rossillon à Kinshasa : ou comment le Québec perdit la main en Francophonie.

A la décharge de Bertrand qui paraissait se résigner d'assez bonne grâce à ce renversement de situation, le gouvernement Trudeau sut instrumentaliser brillamment le 11 septembre 1968, ce que la presse notamment anglo-canadienne nommera « *l'affaire Rossillon* ». Ce non événement, monté en épingle par d'ardents fédéralistes servit à accréditer la rumeur persistante qu'un sombre complot, orchestré par des intérêts étrangers, la France en premier chef, menacerait l'unité nationale du Canada dans sa globalité. Le but de Philippe Rossillon, présenté alternativement comme un piètre espion et comme une personnalité gaulliste extrêmement dangereuse serait de radicaliser les minorités francophones du Manitoba et par extension celles du reste du Canada³¹⁷. Ces manœuvres n'ayant pour seul dessein, que d'enjoindre les minorités francophones canadiennes à se rapprocher d'un Etat fleurdélisé soucieux de ses prérogatives constitutionnelles et à la recherche d'une reconnaissance identitaire dont la finalité

³¹⁵Dorin, Bernard. *Le lobby du Québec à Paris*. p. 106.

³¹⁶Tétu, Michel. *Qu'est-ce-que la francophonie ?* p. 241.

³¹⁷Notamment celles de l'Acadie et de l'Ontario limitrophes du Québec.

déguisée était le démantèlement pur et simple du Canada. Par un astucieux glissement théorique que personnifia P-E. Trudeau, l'autonomisme, le maintien ou le renforcement des prérogatives provinciales menait à moyen terme, à l'explosion de l'unité canadienne. Les relations internationales du Québec et le rôle de ce dernier en francophonie interféraient avec son projet d'une identité pancanadienne au sein de laquelle, les Québécois se sentiraient définitivement chez eux « *de Terre-Neuve au Yukon*³¹⁸ ». Alors que depuis 1763, on leur déniait systématiquement cette légitime ambition lorsque les conditions démographiques et politiques le permettaient. Ils durent même, avoir recourt à ce terme pléonastique de Canadiens français pour se définir³¹⁹, puisque les Canadiens anglais en tant que majorité numérique finirent par se nommer *Canadians*³²⁰.

P-E Trudeau prétendait pouvoir bâtir un Canada nouveau, au moyen d'un dépassant des solitudes traditionnelles et d'une amnésie sélective qui ferait du Québec une province comme les autres. En jouant sur la corde de l'unité nationale, Ottawa s'assurait avec l'Affaire Rossillon du soutien instinctif des provinces canadiennes de langue et de culture anglaise y compris, celles où ne dominait pas le Parti Libéral du Canada, mais aussi et surtout, du ralliement automatique des minorités francophones unifoliées. Ces dernières, confrontées à la pression croisée de la majorité anglo-canadienne dans leurs provinces et aux menaces éventuelles que les Québécois faisaient peser sur eux, ne purent que redoubler leur appui à Ottawa qui en outre, mettait en place des dispositions et un arsenal législatif auxquels elles aspiraient depuis plusieurs décennies. Si Philippe Rossillon était évidemment en faveur d'un Québec fort et indépendant et aspirait à une collaboration très étroite avec toutes les minorités canadiennes françaises, en particulier celles d'Acadie³²¹ et des Prairies où le Manitoba de Riel faisait figure de carrefour de la francophonie de l'ouest, *l'Affaire* qui porte son nom est avant tout une mystification. Nous ne partageons pas sur ce point précis, l'analyse de Frédéric Bastien qui avance que Trudeau aurait véritablement cru Rossillon capable d'ébranler durablement le Canada, le désignant comme « *un agent plus ou moins secret de la France en territoire canadien*³²² ».

³¹⁸Bastien, Frédéric. *Les relations particulières*. Montréal, Boréal, 1999, p. 33.

³¹⁹Cf. Bracq, Jean-Charlemagne. *L'Évolution du Canada français*. Paris, Plon, 1927, p. 1.

³²⁰Cf. Premier chapitre de notre thèse.

³²¹Il fit notamment venir une délégation acadienne en France, le 7 janvier 1968, et octroya de généreux subsides à différents journaux acadiens dont *l'Évangéline*, afin que les francophones puissent bénéficier d'informations dans leur propre langue maternelle. Il fut en outre, l'instigateur de l'Association France-Acadie.

³²²Cette expression fut reprise dans la presse.

Que le cofondateur du Lobby du Québec en France soit une personne potentiellement dangereuse du point de vue fédéral, et que la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) le surveille attentivement, ne fait pas automatiquement de lui un conspirateur efficient. Il y a un pas que nous ne franchirions pas pour notre part, n'ayant pu obtenir d'informations complémentaires à ce sujet, ni de témoignages sérieux étayant cette théorie. Tout aussi frondeur et fervent soutien du Québec que put l'être Rossillon durant toute sa vie, il vint au Manitoba en sa qualité de rapporteur du *Haut Comité pour l'expansion et la défense de la langue française*³²³ avec un ordre de mission du gouvernement français signé par Michel Jobert. Pour notre part, nous pensons que Trudeau eut beau jeu de forcer le trait jusqu'à la farce quand à l'efficacité de ce gaulliste³²⁴ que nombre de ses amis qualifiaient « d'électron libre³²⁵ », de la francité et de la francophonie. Nous rappelons que P-E. Trudeau pour sa part allait recourir à l'Etat d'urgence et aux mesures de guerre pour lutter contre le FLQ.

L'affaire Rossillon "montagne accouchant d'une souris" relève plus d'un confortable canular unifolié issu d'une intoxication réciproque que d'une présomption historique vérifiable et surtout avérée. En outre, comment peut-on envisager sérieusement qu'un homme, même surnommé « *trois idées par minute*³²⁶ » et doté d'un entrisme incroyable puisse comploter efficacement contre le Canada en agissant au vu et au su de tout le monde ? Et cela auprès des membres d'une minorité profondément attachée à la confédération canadienne comme l'étaient et le sont encore les Franco-manitobains, qui représentent de surcroît moins de 5% de la population d'une des provinces les moins peuplées du Canada. La confédération canadienne était certes, un ensemble politique fragile et hétérogène, la Commission Royale d'enquête Laurendeau-Dunton soutint au milieu des années soixante, qu'elle traversait une crise majeure de son histoire, non du fait des Québécois et de la diaspora francophone canadienne, mais en raison de la minoration par le Canada de sa composante fleurdelisée et francophone, comme l'illustre l'extrait suivant.

³²³Ce Haut Comité dépend directement de Matignon.

³²⁴Cf. [AFP], « Trudeau accuse la France de tenter de "tenter de démolir l'unité du Canada" », *Le Figaro*, 19 septembre 1968, p. 1.

³²⁵Entretien avec Jean-Marc Léger, expression également employée par Bernard Dorin.

³²⁶Sumom que Dorin et ses amis du « Cercle québécois » utilisaient amicalement pour le désigner. Cf. A ce propos le témoignage de Bernard Dorin, *Le Lobby du Québec*, p. 19.

Contrairement à ce que pense une majorité de Canadiens anglais, la culture française du Québec n'est pas près de céder la place à la grande culture anglo-américaine, mais est plutôt en train de passer de l'étape de la survivance pure et simple à un mode de fonctionnement et de vie avec une langue qui s'enrichit tous les jours (...) leur langue et leur culture n'occupent pas la place qui leur revient dans l'ensemble canadien³²⁷.

Dans cette *affaire*, phantasmes, espoirs et peurs se sont cristallisés autour d'un homme suffisamment original et enclin au mystère pour que chacun puisse l'utiliser à l'avancement de sa propre cause. Certains partisans d'un Québec souverain y virent les dérives paranoïaques d'un gouvernement Trudeau qui outrepassait le cadre confédéral, voyant partout des espions oeuvrant à sa destruction. Tandis que pour la minorité francophobe anglo-canadienne ou les fédéralistes les moins portés au dialogue avec le Québec, l'Affaire Rossillon était la preuve irréfutable que des groupuscules oeuvraient sur son territoire afin de préparer la sédition des Canadiens français et qu'il fallait se montrer d'une intransigeance absolue avec le Québec et ses prétentions en francophonie.

Ces derniers oubliant au passage, le rôle déterminant que les francophones avaient eu dans le développement du Canada et le fait qu'ils représentaient encore plus du quart de la population. Pour notre part, et pour en finir avec cette affaire, nous pensons qu'il s'agit d'un coup monté astucieux, illustrant l'habileté politique du Premier ministre P-E. Trudeau qui sut adroitement tirer partie du contexte post juillet 1967 et d'une propension au romantisme et au noyautage de Rossillon afin d'accréditer cette rumeur surdimensionnée et encore "infondée"³²⁸.

Si notre hypothèse devait se révéler imparfaite ou même inexacte, il n'en demeure pas moins que cette affaire Rossillon éclata fort à propos pour le gouvernement fédéral qui cherchait à isoler, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada, les partisans et les relais d'un Québec largement autonome, alors que Jean Lesage, dont ne peut remettre en question le soutien au Canada déclarait : « *L'autonomie sera le visage de notre peuple*³²⁹ ». Dans le débat Québec-Canada-francophonie, cette affaire tendait à cautionner les vues d'Ottawa qu'il était absolument indispensable de marginaliser et d'isoler un peu

³²⁷Extrait du rapport préliminaire de la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, cité par Jean-Claude Gémard, « Les grandes commissions d'enquête et les premières lois linguistiques », in *Le Français au Québec*, p. 248.

³²⁸Nous signalons à toutes fins utiles, qu'à cette date les agissements que l'on attribue à Roussillon sont presque infondés, contrairement aux années soixante-dix où il fournit un appui logistique et relationnel tangible, en particulier au Parti Québécois dont il financera certaines actions. A titre d'exemple, le PQ reçut de celui-ci, la somme de 25 000 \$ canadiens destinée à l'organe de presse du Parti, *le Jour*. Il mit aussi à la disposition de péquistes et de souverainistes, des billets d'avion Montréal-Paris afin d'entretenir des contacts dans les milieux politiques et intellectuels français.

³²⁹Cité par Jean-Louis Roy. *Le choix d'un pays*. Ottawa, Léméac, 1978, p. 13.

plus le Québec en francophonie, bien que les trois quart des francophones vivent et proviennent du Québec. De Gaulle le 1^{er} septembre 1967 déclarait à Alain Peyrefitte, alors même que Trudeau n'avait pas encore fixé la nouvelle orthodoxie fédérale :

Dans cette fausse confédération, les provinces ne sont pas souveraines. (...) Ce qui est aujourd'hui souhaitable, c'est que le Québec forme une confédération au sens moderne du mot, avec les provinces anglophones qui, si elles le souhaitent, pourraient former entre elles ce qu'elles sont déjà, c'est-à-dire une fédération. (...) Si le Québec est fort, les Canadiens français de tout le Canada relèveront d'autant mieux la tête³³⁰.

Après de longs pourparlers et d'incessantes navettes entre Paris, Québec et Ottawa, un compromis fut trouvé *in extremis* pour la Conférence de Kinshasa qui se déroula du 12 au 20 janvier 1969. Cette nouvelle réunion de la CONFEMEN dans la capitale zaïroise allait donner le la, à celle de Niamey dont les répercussions se révéleraient déterminantes, tant pour la francophonie que pour le Québec en francophonie.

A « Kin » il n'y eut qu'une seule et unique délégation canadienne composée de trois entités distinctes, Canada Québec, Canada Nouveau-Brunswick et Canada Ontario. Officiellement le Québec présidait la délégation, mais il s'agissait d'une concession de dernière minute dont la portée était on ne peut plus limitée. L'inertie de Libreville n'opérait déjà donc plus à Kinshasa qui fut le premier revers sérieux pour le Québec. A la suite de promesses et de manœuvres canadiennes, le gouvernement zaïrois décida de privilégier le gouvernement central qui distribua à tour de bras des millions de dollars canadiens en quelques semaines à tout Etat africain ou de langue française qui avait quelque assise pour orienter la construction institutionnelle de la Francophonie. Au final, ce furent plus de 40 millions qu'Ottawa octroya à l'Afrique francophone, alors que jusque là malgré les requêtes québécoises pour qu'il y investisse massivement, il ne s'en était quasiment jamais soucié. En conséquence, Jean-Guy Cardinal qui "présidait" la délégation unifoliée-fleurdelisée, en dépit de l'assistance hexagonale vit la crédibilité du Québec en tant qu'acteur légitime de la francophonie nord-américaine se réduire comme peau de chagrin, à mesure que le gouvernement Trudeau mettait en place sa politique d'obstruction à la présence des Québécois en francophonie. Paris, en guise de pied de nez au Canada reçut J-G. Cardinal comme un chef d'Etat à son retour du Zaïre. De Gaulle donna même en l'honneur de la délégation québécoise un dîner à l'Elysée, en prenant

³³⁰Propos du général de Gaulle rapportés par Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*, p. 1564-1565.

soin de ne pas inviter l'ambassadeur du Canada, ce qui fit évidemment grincer des dents à Ottawa et en premier lieu celles du Premier ministre. Il est vrai qu'en un laps de temps très court, le fédéral était arrivé à prendre sa revanche sur Libreville. Le témoignage de Jean Tardiff, haut fonctionnaire du ministère des Affaires intergouvernementales du Québec qui participa aux différentes Conférences francophones durant les années 1960-1970 est éloquent quant à la détermination du Canada d'affaiblir de manière systématique le Québec en francophonie.

Ottawa n'a jamais voulu que le Québec soit singulier. Aux conférences des ministres de l'Éducation, à partir de 1968 il a amené des ministres d'autres provinces, dont l'un, celui du Manitoba, ne parlait même pas français. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Louis Robichaud³³¹. (...) dormait tout le temps. Ce qui embêtait Ottawa, parce qu'il ne faisait pas ce pourquoi il était là.³³²

Le rapport de force, Québec-Canada en francophonie tourna d'autant plus vite à l'avantage d'Ottawa que Québec ne « *força pas son destin* », glissant graduellement vers l'apathie. L'expression : « *les fédéraux vont encore nous faire des histoires* » bien que simplificatrice résume bien cet état d'esprit qui se généralisa sous Bertrand et Bourrassa, à l'exception notable bien évidemment, du *Cercle québécois*. Alors que le président français déclarait déjà le 21 septembre 1967 de façon inspirée : « *Tant qu'ils n'auront pas complètement relevé la tête, ils s'enliseront dans l'immobilisme. Il faut que le Québec prenne sa place au sein de sa famille naturelle, celle de la communauté des pays de langue française*³³³. » La vieille capitale renonça donc, en quelques mois à maintenir sa place de partenaire exclusif de la francophonie en Amérique du Nord pourtant acquise après d'incessants efforts. À la veille du renforcement de la francophonie, l'influence centralisatrice d'Ottawa sur la Confédération se faisait ressentir pleinement, et menaçait l'essence même de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry, à laquelle Jean-Jacques Bertrand n'adhérait que du bout des lèvres sous Johnson et qu'il finit par laisser tomber en déserrance faute d'utilisation.

Cet état de fait se prolongerait pour de longues années, au moins jusqu'à l'arrivée des péquistes sur la colline parlementaire et l'action de Louise Beaudoin³³⁴. Camille Laurin,

³³¹Pour rappel, Louis Robichaud, fut l'un des politiciens acadiens qui fit les déclarations les plus ouvertement anti-gaullistes lorsque que le Président français fit son discours de l'hôtel de ville de Montréal.

³³²Propos de Jean Tardiff du 2 avril 1998, rapportés par Bastien, Frédéric. *Les Relations particulières*, p. 55.

³³³Cité in Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*, p. 1582.

³³⁴Cf. Paquin, Stéphane. « Les relations internationales du Québec et l'unité nationale : le prolongement international des conflits internes ? » *Bulletin d'histoire politique*, vol. 10, n°1, automne 2001, p. 85-98.

René Lévesque et la future Déléguée générale du Québec à Paris, en réorientant le débat identitaire au Québec au besoin par la loi firent "leur" pour partie la doctrine Gérin-Lajoie-Patry (GLP). Même si à leurs yeux, elle découlait d'un pré requis fédéralisant duquel il fallait s'affranchir, elle les influença néanmoins³³⁵. La redécouverte de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry par le Parti Libéral du Québec n'aura véritablement lieu que deux décennies plus tard, lorsque Jean Charest, déclara le 25 février 2004 devant les étudiants de l'ENAP en sa qualité de Premier ministre:

Il ne fait aucun doute que le Québec a un rôle à jouer sur la scène internationale, et qu'il a la liberté et le droit de conclure les ententes dans les champs de compétences avec des Etats, des régions et des organisations internationales [...] Ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout³³⁶.

Cette dialectique juridique avait l'immense avantage de faire avancer le Québec dans un cadre légal existant, qui tout en s'écartant de l'impasse du séparatisme pur et simple dont ne voulurent pas les Québécois au XX^e siècle, faisait en revanche de l'Etat du Québec une collectivité nord-américaine distincte, totalement souveraine dans certains champs de compétence³³⁷, tel l'éducation. La doctrine Gérin-Lajoie-Patry au Québec connut sensiblement, le même sort que la francophonie reclusienne en France, c'est-à-dire l'oubli. En revanche, la durée de carence de la "Doctrine" fut bien plus courte. André Patry redisait début 1998, dans le quotidien *le Devoir* :

Deux mots, malheureusement dépréciés, ont déjà décrit avec la plus grande exactitude ce que sont les Québécois : une société distincte, une réalité politique que la langue allemande exprime par le mot *Gesellschaft* par opposition au mot *Gemeinschaft* qui veut dire communauté et qui, applicables tous les deux au Québec rappellent qu'il existe au sein de notre société, où tous les citoyens sont égaux, une communauté qui en fournit les assises, en explique l'évolution et en justifie les plus grandes ambitions. Qu'on poursuive avec une détermination accrue l'œuvre commencée ici dans les années 60 et le Québec finira par obtenir en Amérique et dans le reste du monde la place qui lui revient³³⁸.

³³⁵Cf. Propos de L. Beaudoin, cités par L. Chartrand. « Shalom Québec », *L'actualité*, 1^{er} décembre 1992.

³³⁶Cette déclaration de Jean Charest, fut reprise et citée dans la presse québécoise du lendemain elle est consultable dans son intégralité sur http://www.gouv.qc.ca/Vision/DansLeMonde_fr.html. R. Aird, en reproduit un extrait dans son ouvrage *André Patry et la présence du Québec dans le monde*, p. 70.

³³⁷Paquin, Stéphane. « Relations fédérales-provinciales et la politique étrangère des Etats fédérés », *Le Devoir*, 1^{er} mai 2001.

³³⁸André Patry, « Des silences et des mots », *Le Devoir*, 16 février 1998.

Cette redécouverte de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry par le Québec résulte principalement, des fiascos répétés pour réformer juridiquement le Canada et le Québec, combinés aux divers effets de la globalisation sur la société et l'Etat fleurdélié³³⁹. Celle-ci ne conduit pas nécessairement, à une dilution identitaire supplémentaire du Québec qui évolue déjà dans un monde et un environnement culturel et linguistique largement normé et même standardisé à l'avantage de l'anglo-américain, mais l'incite plutôt semble-t-il, à réinvestir la scène internationale et à participer à une mondialisation des cultures et des identités ou la francophonie trouve nécessairement, une place en tant qu'acteur international transversal et intermédiaire. La doctrine Gérin-Lajoie-Patry tout comme la francophonie dote le Québec, s'il le souhaite de moyens précieux afin d'appréhender un monde en évolution, sans forcément se limiter comme on le sous-entend à une temporalité de la nostalgie et du ressassement du passé, que sut décrire avec tant de réussite, Stephan Zweig dans ses romans. Encore faudrait-il que les historiens réinvestissent le champ de bataille du politique et se lancent dans des études transversales, comme nous l'aborderons dans la sous partie suivante. Ce à quoi, la francophonie invite le chercheur.

« L'histoire fait l'historien autant que l'historien fait l'histoire. »

Jules Michelet

5.3.4 - Le Québec en francophonie une motion de censure contre le révisionnisme historiographique de la « contre-histoire³⁴⁰ » du politique.

Nous choisissons d'interrompre momentanément, le fil de notre démonstration afin de faire un état des lieux historiographique impossible à intégrer à notre introduction générale car il s'imprègne de pistes de réflexion et d'un bilan que nous ne pouvions avancer qu'une fois présenté et analysé l'apport du Québec dans la francophonie associative et la particularité de la nature et de l'existence du Québec sur la scène

³³⁹Paquin, Stéphane. « Les provinces et les relations internationales. L'inévitable diplomatie à paliers multiples », *Le Devoir*, 24 février 2004.

³⁴⁰Nous prenons ici l'expression d'Emmanuel Todd, qui la développa dans son ouvrage *Le Fou et le prolétaire*, paru chez Laffont en 1979 qui se présente comme une réinterprétation non marxiste de l'histoire européenne, et des civilisations qui s'en nourrissent.

internationale. En outre, il nous permettra de mettre en perspective la rupture des temporalités du Québec et de la francophonie à venir.

L'étude du Québec en francophonie recèle une vérité dérangeante qui contredit dans son champ de compétence la vision historiographique dominante au Québec depuis les années soixante-dix. Celle-ci, en opposition frontale avec les courants historiographiques franco-canadiens antérieurs voulut démontrer à grand coup de statistiques, d'études sociodémographiques, de « *Cultural studies* » ainsi que par la négation pure et simple de l'histoire politique, parfois jusqu'à l'absurde, que le Québec est une société nord-américaine comme les autres, suivant un processus sociétal et économique tout à fait similaire au reste du sous-continent. Cette hégémonie de l'histoire sociale sur l'histoire politique et l'œkoumène francophone nord-américain dans l'historiographie québécoise du dernier quart du XX^e s'apparente selon nous, à une forme de césarisme disciplinaire et intellectuel qui surpasse de très loin, un simple rééquilibrage au demeurant nécessaire, ou l'ascension d'un paradigme modernisateur³⁴¹. Ce que revendique Gérard Bouchard en avançant que désormais la maturité était advenue :

La nationalité se traduisait désormais en termes de développement et de modernisation sur le mode nord-américain. Dans la foulée de Fernand Ouellet et de Jean Hamelin, qui, avec d'autres, ont introduit ici l'histoire sociale, toute une génération d'historiens ont entrepris alors une nouvelle lecture du passé québécois en fonction de cet éclairage³⁴².

Ce courant historiographique désormais ultra majoritaire³⁴³ délaissa l'histoire politique, trop heureux de confier aux seuls politologues cette partie d'elle-même, alors que depuis Hérodote elle la nourrissait parfois certes avec excès nous le reconnaissons, mais engendra un monde centré sur l'homme, source d'identité, de civilisation et de résistance comme le rappelle si justement François Dosse : « *Née du politique, l'histoire fonde le politique dans une solidarité, un destin collectif.*³⁴⁴ ».

³⁴¹Cf. Thériault, Joseph Yvon. *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*. Montréal, Québec-Amérique, Programme d'études sur le Québec de l'université McGill, 2002, p. 201.

³⁴²Bouchard, Gérard. « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », in Fernand Dumont, *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, IQRC, 1991, p. 253-267.

³⁴³A ce sujet, la meilleure synthèse critique de cette école historiographique fut celle de Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, qui prolonge et enrichit son article « Revisionism and the search for a normal society : A critique of recent Quebec Historical Writing » *CHR*, T. 73, vol. 1. 1992, p. 30-61.

³⁴⁴Dosse, François. *L'histoire en miettes, des Annales à la « nouvelle histoire »*. Paris, La découverte/Poche, Coll. Sciences humaines et sociales, 2005 [1^{ère} édition 1987], p. 225.

Bien évidemment, nous ne contestons pas les finalités et l'apport de l'histoire sociale qui n'est d'ailleurs que partiellement représentée par les historiens du champ social au Québec, mais seulement les visées de cette chapelle historique qui au nom de l'explication finit par excaver la compréhension de la mémoire collective. Ce qui participe à nier sur le moyen et long terme la singularité des sociétés et des cultures. Ceci ne pouvant que mener à très long terme à l'éloignement des temporalités historiques, à saper le passé et le futur et conduire à une hypertrophisation du présent³⁴⁵ qui n'est qu'un limes périphérique de l'historicité même de l'histoire contemporaine emmenant ainsi à une perte de la sensibilité au temps comme le présentait Philippe Aries³⁴⁶. Le fait que les historiens québécois ne traitent que de façon allusive ou générale de la francophonie, nous semble directement relié à cette historiographie de la négation ou de l'amnésie du politique. Alors que la société québécoise manifeste un intérêt soutenu pour une histoire collective et que les débats politiques québécois et canadiens se multiplient depuis 1970, les historiens y brillent par leur absence, sauf à de trop rares exceptions. L'historien québécois se désinvestit de ces forums en annonçant que pour l'histoire contemporaine, le politique, la nation, et l'identité sont des approches thématiques et disciplinaires frappées d'obsolescence.

En cela, nous partageons les conclusions de Catherine de Pomeyrols qui écrivait : « *La question nationale est devenue un domaine de recherche dominé par la sociologie aux dépens de l'histoire*³⁴⁷. » "L'absence" d'études réellement historiques, traitant de la francophonie au Québec nous semble avant tout procéder de cette dilution historiographique du politique et de l'identité. Car, la francophonie incarne avec des succès très variables il est vrai, une possible alternative globale, non communautariste, reposant sur le mode participatif du volontariat et d'un dialogue qui renforce la coopération des cultures et des Etats francophones et fait exister un débat sur la diversité des langues, préalable à celui des civilisations. Cela bien sûr, avec une marge de manœuvre logistique et technique extrêmement réduite. Il nous paraît au mieux préjudiciable, au pire spécieux d'attendre que ce soient les chercheurs des autres sciences

³⁴⁵Targuieff, Pierre-André. *L'effacement de l'avenir*. Paris, Galilée, 2000.

³⁴⁶Ariès, Philippe. *Y a-t-il une nouvelle histoire ?* Colloque de Loches, ICE, 1980, p. 21.

³⁴⁷Pomeyrols, Catherine. « Comment fait-on l'histoire des intellectuels au Québec ? », in Michel Leymarie et Jean-François Sirinelli. *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*. Paris, PUF, 2003. p. 110. Pour des approfondissements sur cette question nous renvoyons à la maîtrise de Roberge, Daniel. *Le traitement de la question nationale québécoise chez les historiens et les sociologues, 1960-1990*, Montréal, UQAM, 1999, 107 p.

sociales, notamment les spécialistes en Littérature, Sociologie, ou Sciences politiques qui investissent la francophonie internationale et nord-américaine et échafaudent les bases de l'historicité de ces dernières, en raison de la non-intervention de l'historien dans son propre champ disciplinaire. Ce qui le mènera avec l'accroissement des répercussions de la mondialisation dans le champ social à utiliser l'historicité historisante découlant de non spécialistes ou bien à se lancer dans un travail de déconstructionisme historique à rebours ; d'autant plus indispensable mais non moins paradoxal si devait avoir lieu, un retour en grâce de l'histoire politique et culturelle de la longue durée, comme en fait le souhaite Réal Bélanger³⁴⁸. Si l'histoire est la science du changement comme la définit Marc Bloch, il ne faut pas oublier comme le rappelait Moses Finley que : « *C'est le monde qu'il faut changer, pas le passé*³⁴⁹. » Dans le cas contraire, l'historien et plus particulièrement le contemporainiste finit par accréditer et cautionner les théories de « *la fin de l'histoire* » de Francis Fukuyama³⁵⁰ et des disciples du post-modernisme. Pour eux l'historicité et le devenir n'ayant plus de sens puisqu'elle a vacillé, la conscience historique s'est dissoute dans un même "empirisme du vide" comme le dégagea Gilles Lipovetsky : « *La société post-moderne est celle où règne l'indifférence de masse, où le sentiment de ressassement et de piétinement domine*³⁵¹ ». Ceci expliquant alors l'impression d'ovni que peut dégager la francophonie et la somme de critiques dont elle est la cible, alors qu'elle agit avant tout dans le domaine de la coopération et du dialogue des cultures³⁵².

Une réhabilitation constructive de l'histoire politique au Québec permettrait de redonner une lisibilité et du sens, à la société fleurdelisée ainsi qu'aux francophones nord-américains, sans nécessairement vivifier les solitudes canadiennes et préparer les armes idéologiques de futurs affrontements unifoliés fleurdelisés. Enfin, cette relégitimation de l'objet politique au Québec amènerait aussi à dépasser la traditionnelle et restrictive assignation de la culture à l'identité en vigueur sous Bertrand, et à laquelle les Canadiens français des années quarante et cinquante adhéraient massivement.

³⁴⁸Bélanger, Réal. « Pour un retour à l'histoire politique » Revue d'histoire de l'Amérique française (RHAF), vol. 2 automne 1997, p. 223-241.

³⁴⁹Moses. Finley, *Le Monde*, 14 mars 1982.

³⁵⁰Fukuyama, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris, Flammarion, 1992.

³⁵¹Lipovetsky, Gilles. *L'ère du vide*. Paris, Gallimard, 1983, p. 11.

³⁵²On l'accusa pêle-mêle de faiblesse, d'immobilisme, de gigantisme et d'impérialisme car elle aspire à promouvoir une forme d'universalité qui cumulée à toutes les autres formerait l'Universalisme.

Le Québec ainsi, pourrait être autre chose qu'une « *société coloniale d'emprunt typique qui procède par imitation et adaptation* », comme le rappelait déjà Paul-André Linteau dans sa communication : *Un Débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité*³⁵³. Cette étape n'a toujours pas eu lieu et la tendance des historiens québécois à étudier leur société en vase clos, ne s'est évidemment pas corrigée en délaissant l'histoire politique pour faire de l'histoire culturelle à partir des méthodologies de l'histoire sérielle. Notre thèse tente modestement de contribuer à infléchir à cela, en optimisant l'ouverture d'analyse. La francophonie nous semble en effet, le cadre idéal, ou du moins l'un de ceux qui peuvent corriger cela, sans forcément réduire le Québec à une normalité nord-américaine qu'il ne fut pas et qu'il n'est pas encore.

Un retour à une histoire politique, enrichie et régénérée au moyen des sciences sociales mais néanmoins, pleinement historique permettrait de ne pas altérer la corrélation ternaire et symbiotique qui relie politique, culture et identité, ce dont la conférence de Niamey allait donner un témoignage des plus vigoureux. C'est du moins, ce que nous nous proposons de démontrer dans la dernière sous-partie de ce chapitre V. Le Québec après avoir soutenu, promu et même partiellement incarné l'idée de francophonie, va ralentir indirectement l'édification de celle-ci, en raison du refus d'Ottawa de laisser à l'Etat du Québec, cœur de l'Amérique francophone et du Canada français de s'exprimer et d'agir en Francophonie, en dehors d'une délégation canadienne sous tutelle directe d'Ottawa. Emile Badiane, ministre de la Coopération du Sénégal, déclara même à propos du Canada : « *Il n'est pas pensable que ce soit un Etat fédératif à majorité anglophone qui nous empêche de créer une agence de coopération francophone. A la rigueur nous nous passerons d'eux*³⁵⁴. » L'incompatibilité des enjeux, des vues et des modes de projection et de représentation des deux gouvernements ralentiront jusqu'à l'asphyxie, la fragile et balbutiante institutionnalisation de la communauté des parlants français de Niamey I à Niamey II³⁵⁵.

³⁵³Linteau, Paul-André. « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », in Yves Bélanger, Robert Comeau, Céline Métyver. *La Révolution tranquille, 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal, VLB éditeur, Etudes québécoises, 2000, p. 22-41.

³⁵⁴Cité in, [AFP, Reuter, UPI], « Malgré les divergences de vues entre Paris et Ottawa. La conférence francophone de Niamey pourrait s'achever sur un compromis », *Le Monde*, 22 mars 1970.

³⁵⁵Cf. Jean-Pierre Tadros. « La Francophonie à la croisée des chemins selon M. Kayoka-Mundingay [Haut fonctionnaire nigérien] », *Le Devoir*, 31 mars 1970.

« Le fait que la langue française perdra ou gagnera la bataille au Canada pèsera lourd dans la lutte qui est menée pour elle d'un bout à l'autre du monde³⁵⁶. »

Charles de Gaulle

5.4 - Les Conférences de Niamey et le Québec ou l'édification de l'ACCT.

C'est dans ce contexte particulier de revanche post-Libreville entre Québec et Ottawa, qu'en mars 1968, alors qu'il présidait l'OCAM Hamani Diori conçu avec Senghor, le projet d'une Agence de coopération culturelle et technique. Elle réunirait non pas des individus ou des associations, mais des Etats dont le point commun serait d'utiliser le français comme langue maternelle, vernaculaire ou véhiculaire ; non pas comme une fin en soi, mais mise au service d'une coopération et d'un développement des populations et des gouvernements de la francosphère. Cette future agence aurait pour but de compléter, de diversifier et d'accroître la coopération existante, sans pour autant remettre en cause les initiatives précédemment engagées. Hamani Diori, à la grande satisfaction de Paris fit le choix d'adresser au Premier ministre du Québec Jean-Jacques Bertrand, une invitation officielle en date du 18 novembre 1968 afin que son Etat participe à la future conférence de Niamey qui se tiendrait dans sa capitale. Malgré les récriminations et les financements fédéraux, le président nigérien n'était pas disposé à voir disparaître le Québec de la conférence et de la future agence, sous prétexte qu'Ottawa souhaitait subitement prendre une place plus grande en francophonie, comme en atteste l'extrait suivant.

Je crois savoir que des consultations entre Québec et Ottawa au sujet de la représentation canadienne sont en cours, et j'ai pleine confiance dans leur heureux aboutissement. En tout état de cause, je vous demande de bien vouloir assurer la représentation du Québec à la conférence de Niamey par une délégation de votre choix. Dans cette perspective, il m'est apparu que la venue ici du ministre de l'Education du Québec, pour traiter des questions inscrites à l'ordre du jour de la conférence, serait appréciée de tous. Aussi, ai-je demandé à mon ministre de l'Education nationale d'inviter de son côté personnellement M. Cardinal. Je suis certain que vous reconnaîtrez comme moi-même, l'importance d'une conférence qui, pour la première fois, réunira les pays intéressés à l'affirmation de la langue et de la culture française, auxquelles, je sais que, pour des raisons historiques, le Québec est plus que tout autre attaché³⁵⁷.

³⁵⁶Cf. Tétu, Michel. *La francophonie*, p. 112.

³⁵⁷Ibid. p. 113-114. Pour information, cette lettre est également citée par Claude Morin, dans son ouvrage, *L'Art de l'impossible*.

Toutefois, devant la détermination unifoliée inversement proportionnelle à celle de Québec, cette "invitation à prolonger Libreville" n'eut pas le même accueil que sous Johnson³⁵⁸. L'essentiel à Niamey n'était plus de refuser l'entrisme canadien à une conférence des ministres de l'Éducation alors qu'Ottawa n'en disposait pas³⁵⁹, mais bien de ne pas exclure le Québec témoignage historique et sociétal tangible de francophonie, soutenu de surcroît par la France³⁶⁰.

« Placé par son histoire en situation aussi difficile qu'exceptionnelle, tout à la fois avantageuse et périlleuse, le Québec devait occuper dès l'origine une place singulière dans l'édification de la Communauté des pays de langue française³⁶¹. »

Jean-Marc Léger

5.4.1 - Niamey I ou « *La querelle des grands blancs* » en Francophonie.

Du 17 au 20 février 1969, à Niamey au Niger se déroula la première Conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française. Elle réunit environ 300 délégués venant des 15 pays de L'Organisation Commune Africaine et Malgache (l'OCAM³⁶²), ainsi que la Belgique, le Burundi, le Cambodge, le Canada, la France, la Guinée, Haïti, le Laos, le Liban, le Luxembourg, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Québec, la Suisse, la Tunisie et le Vietnam. Ce furent 28 pays et une dizaine d'organisations francophones non gouvernementales dont l'AUFELF qui participèrent à cette conférence ministérielle où la plupart des délégations envoyèrent leur ministre de l'Éducation ou de la Culture³⁶³. Ces pays ayant tous la langue française en partage vinrent à Niamey afin d'instaurer un système alternatif au "Commonwealth à la française" voulu par les présidents africains, dont la concrétisation peinait à voir le jour, à l'exaspération grandissante de Bourguiba.

³⁵⁸Il semble que ce dernier ait même suggéré que Québec puisse être la ville organisatrice de la réunion de la CONFEMEN mais que devant l'opposition catégorique d'Ottawa, le projet soit mort-né.

³⁵⁹L'AANB était limpide quant au partage des compétences en ce domaine, une fois n'est pas coutume.

³⁶⁰Cf. Compte-rendu d'entretiens entre Claude Morin sous-ministre québécois et Jean-Pierre Chauvet Consul de France à Québec daté du 23 juillet 1969, versé aux Archives nationales de France, sous la cote AN-5 AG 2/1038.

³⁶¹Léger, J.-M. *La francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*. Paris, Nathan, 1987, p. 131.

³⁶²Cameroun, Centre Afrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute Volta, Madagascar, Ile Maurice, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo.

³⁶³En plus des délégués de plein droit, des délégations gouvernementales et des différentes ONG et OING francophones, il faut ajouter une vingtaine d'invités spéciaux venant principalement du monde des arts, dont la chanteuse Pauline Julien.

La délégation québécoise qui avait à sa tête Marcel Masse³⁶⁴ se distinguait de la délégation d'Ottawa dirigée quant à elle, par le Secrétaire d'état canadien Gérard Pelletier³⁶⁵. Cette conférence connut toutes les tractations et les jeux d'influences y atteignirent des sommets. Une fois encore, grâce à l'appui déterminé de la France, le Québec put participer à celle-ci ainsi qu'à l'ensemble des réunions préparatoires de la future Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT). En revanche, la future place des Québécois au sein des instances de l'Agence internationale semblait encore très loin d'être assurée. Malgré sa souveraineté en matière de culture et d'éducation, la présence du Québec sur la scène internationale semblait atteindre ses limites, compte tenu de l'interprétation réductrice et idéologique du cadre et de la règle commune de la Confédération ; alors qu'il était d'une relative flexibilité quelques mois auparavant, sous l'égide du gouvernement Pearson pourtant durement déstabilisé par Paris. Niamey I fut le cadre de l'une des plus importantes et symboliques guerres de drapeaux à travers les deux protagonistes Québec et Ottawa, passés maîtres dans cet art et dont la francophonie allait devenir coutumière. A ce sujet, Bernard Dorin rappelle que le Lobby du Québec en France avait pris soin de parer à d'éventuelles déconvenues comme le déclara l'intéressé :

Nous avons demandé à la délégation du Québec d'emporter son propre drapeau que l'on voulait faire hisser au même titre que les autres, comme à Libreville. Mais il a dû y avoir de fortes pressions d'Ottawa car la délégation québécoise l'avait "oublié". Comme je pressentais un peu le coup, j'avais apporté un autre drapeau du Québec et je l'ai donné à la délégation du Québec qui n'a pu faire autrement que de l'accepter³⁶⁶.

Au-delà de la savoureuse anecdote dont nous aurions pu faire l'économie, ce fait que nous avons croisé grâce à un autre témoin de la conférence, en dit long sur le caractère délétère du triangle France-Québec-Canada et le contexte d'une conférence initiant le

³⁶⁴ Marcel Masse, historien de formation fut élu en tant que député à l'Assemblée législative en 1966. Ministre d'État à l'Éducation (1966-1968) et à la Fonction publique (1968-1969) sous le premier ministre unioniste Daniel Johnson, il est nommé ministre des Affaires intergouvernementales par Jean-Jacques Bertrand, en 1969. En 1984, Brian Mulroney lui confie le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (1986-1988) et celui de la Défense (1991-1993). Il quitte la politique fédérale en 1993 et est nommé Délégué général du Québec en France, de 1996 à 1997.

³⁶⁵ Gérard Pelletier fut Secrétaire général de la JEC de 1939 à 1943, puis devient journaliste au *Devoir*, à la fin des années 40. Il collabora également avec l'organe de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), *Le Travail*, et avec la revue progressiste *Cité libre*. La montée du nationalisme québécois et son désir de voir les francophones se faire une place à leur mesure à Ottawa expliquent son entrée en politique fédérale aux côtés de Jean Marchand et Pierre-Elliott Trudeau, en 1965. Dans le gouvernement libéral de ce dernier, il est secrétaire d'État (1968-1972), puis ministre (1972-1975). Homme posé, respecté même par ses adversaires politiques, il est par la suite ambassadeur du Canada en France (1975-1981) et à l'ONU (1981-1984).

³⁶⁶ Dorin, Bernard. *Le Lobby du Québec*, p. 101.

dialogue et la fraternité des francophones. Le retentissant « *Québec libre ! Monsieur Pelletier, Québec libre !* » de Pauline Julien en séance plénière, lors du discours du Chef de la délégation canadienne ne fit qu'exalter les passions de toutes parts. La question du Québec dans la francophonie se posait avec une acuité évidente avant même que les déclarations liminaires ne soient achevées. Alors qu'André Malraux, représentant personnel du général de Gaulle au Niger³⁶⁷ dans son discours inaugural « *La francophonie : culture de la fraternité* » énonçait sur un ton de circonstance et en prolongement de celui d'Hamani Diori :

Notre problème n'est donc nullement dans l'opposition des cultures nationales mais dans l'esprit particulier que nos cultures nationales peuvent donner à la culture mondiale (...) Une culture n'est pas seulement un ensemble de connaissance mais aussi un héritage particulier de la noblesse du monde³⁶⁸.

Tout cela, semblait manifestement bien difficile à concrétiser et laissait dès les débuts des tractations dévoiler le grand écart qu'il y aurait entre les discours et les difficiles réalités de la future Agence. Senghor ne participa pas en personne à la Conférence, celle-ci était du registre ministériel, mais tenant néanmoins, à s'y faire entendre il fit lire une allocution par l'intermédiaire du chef de la délégation sénégalaise qui atteste de ce décalage : « *La Création d'une communauté de langue française exprime un besoin de notre époque où l'homme (...) veut construire un nouvel humanisme qui soit, en même temps à sa propre mesure et à celle du cosmos*³⁶⁹ ». La presse française comme à l'accoutumée lorsqu'il s'agissait de francophonie se limita pour l'essentiel, à une analyse distanciée et comptable de la conférence, à l'exception notable de deux articles de Jean-François Bizot « *Les Pays de langue française dans le monde* » et « *Niger : Quelques absents dans la famille francophone* » parus dans l'Express³⁷⁰ qui tout en soulignant quelques unes des nombreuses failles de la francophonie, présentèrent cette dernière sous un angle tout à fait positif³⁷¹. La presse du Québec et celle francophone du Canada prirent fait et cause pour l'Agence et la francophonie institutionnelle avec un enthousiasme presque militant.

³⁶⁷Même si André Malraux dota la délégation française d'un prestige certain, le chef de la délégation hexagonale était le secrétaire d'Etat à l'Education nationale Jacques Trorial.

³⁶⁸Propos d'André Malraux, rapportés par Jean-Marc Léger, *Le Temps dissipé*, p. 397.

³⁶⁹Communication de L. S. Senghor dans le cadre de Niamey I, reprise in, Léger, J-M. *ibidem*, p. 397.

³⁷⁰Ces deux articles furent publiés dans le numéro de la première semaine de mars 1969.

³⁷¹Il est vrai que Bizot était l'envoyé spécial du magazine à la Conférence de Niamey.

Ce fut tout particulièrement le cas avec les articles de Raymond Bernatchez « *Le Québec un pivot de la francophonie* », « *Les armes de la francophonie* », ou encore « *L'Union francophone : 26 pays* » parus le 1^{er} mai 1969 dans le quotidien *Montréal-Matin*, ou encore ceux de Gilles Lesage « *Un projet à la fois ambitieux et réaliste*³⁷² » ou « *Les autorités fédérales se disent satisfaites du départ qu'a pris la francophonie à Niamey*³⁷³ », signés par Pierre O'Neil, tous deux publiés dans les colonnes du *Devoir*, ou avec le co-article de J. Vieyra et B. Rouzet, « *Francophonie : "un espoir est né à Niamey"*.³⁷⁴ » qui fut publié par *La Presse*. Quelle que soit la coloration politique des journalistes et la ligne rédactionnelle tous les articles prirent soin de rappeler de façon quasi systématique, que le Québec avait joué un rôle déterminant dans la création du mouvement associatif de la francophonie et que son implication avait "poussé" le Canada à s'y investir³⁷⁵.

Le fait que Jean-Marc Léger, un collègue journaliste ait conçu et soutenu pour partie la francophonie joua nécessairement en faveur de l'image très positive que les médias donnèrent de Niamey I. Son élection à l'unanimité³⁷⁶ en tant que Secrétaire exécutif provisoire de l'ACCT fut perçue un peu trop rapidement par la presse et même les autorités québécoises de Bertrand, comme le début d'une normalisation Québec-Ottawa. Bien que Paris joua encore le rôle de base arrière défensive et offensive du Québec, la vieille capitale aspirait à une conclusion similaire pour l'ensemble du dossier francophone³⁷⁷ ; le Québec endurant très difficilement la pression que faisait peser sur lui les autorités unifoliées. Cela transparaissait de plus en plus clairement à travers l'acte manqué de l'oubli malencontreux du drapeau fleurdelisé ou les déclarations pro-francophonistes des autorités québécoises restées lettre morte³⁷⁸, ou même, la volte-face peu glorieuse dans l'affaire de Saint Léonard et de la loi 63 du gouvernement unioniste

³⁷² Gilles, Lesage. « Un projet à la fois ambitieux et réaliste » *Le Devoir*, 27 février, 1969.

³⁷³ Pierre, O'Neil. « Les autorités fédérales se disent satisfaites du départ qu'a pris la francophonie à Niamey. », *Le Devoir*, 10 mars 1969.

³⁷⁴ J. Vieyra ; B. Rouzet. « Francophonie: "un espoir est né à Niamey" » *La Presse*, 7 mars 1969. Cet article parut également dans l'édition du magazine *Jeune Afrique* la première semaine du mois de mars.

³⁷⁵ Il est à noter que la presse anglo-québécoise passa sous silence la conférence n'y faisant mention que de manière succincte, essentiellement par le biais des dépêches d'agence de presse.

³⁷⁶ Le soutien du gouvernement fédéral fut néanmoins conditionné à certaines garanties qu'Ottawa exigea afin que Léger soit notamment d'une stricte neutralité dans les futures négociations de Niamey II quant aux statuts officiels et définitifs du Québec au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique. Cf à ce sujet, l'explication que Léger en donne dans *Le temps dissipé*, p. 402-403 et l'interprétation dissonante et critique qu'en fait Frédéric Bastien dans son ouvrage *Les Relations particulières*, p. 58-62. Les archives que nous avons pu consulter sont muettes quant au sujet, contrairement à nos sources orales mais nous nous sommes engagé à ne pas nous en servir de façon nominative dans ce manuscrit.

³⁷⁷ Cf. Guy Rocher, « Les deux nations : conditions d'une Francophonie nord-américaine originale », *Le Devoir*, 28 décembre 1971.

³⁷⁸ Cf. Jean Tétreau, « La francophobie des Québécois, une étrange maladie », *Le Devoir*, 14 juillet 1969.

que nous avons déjà évoquée. Le nationalisme québécois et la fierté nouvellement induite par la Révolution tranquille n'étaient jamais publiquement assumés en tant que tels, on savait dans les cercles bien informés du pouvoir, tant en France³⁷⁹ que dans certaines chancelleries que le Québec était chancelant et à la recherche à Ottawa, d'un compromis favorable qui lui ménagerait une porte de sortie honorable³⁸⁰. Mais cet armistice, prélude à une paix des braves dans ce que Senghor appela « *la bataille des grands blancs* » n'eut véritablement lieu qu'en 1986.

Ce qui bloqua réellement cette détente de façade amorcée par l'élection de Léger résulte certes, d'un contexte et de causes multifactorielles, mais deux d'entre elles furent déterminantes et surtout récurrentes. La première bien sûr et la plus déterminante résulte de l'exigence chevillée au corps de Pierre Elliott Trudeau qu'Ottawa soit le seul gouvernement à exister et à faire entendre sa voix sur la scène internationale qu'il s'agisse de culture, de langue ou de coopération militaire. A cette fin, Québec devait reconnaître sa pleine sujétion à Ottawa en francophonie et capituler en bonne et due forme. Ceci légitimerait tout à la fois, ses convictions personnelles quant à l'autonomie souhaitable des Provinces et accentuerait son prestige de Premier ministre fédéral ainsi que son ascendant personnel sur le Parti Libéral du Canada (PLC).

De plus, cela le doterait surtout, d'une marge de manœuvre importante dans l'épineux débat de la réforme constitutionnelle du Canada dans lequel Québec s'était fait le porte parole d'un Canada des Provinces, légataire de l'esprit des pères de la Confédération de 1867. La deuxième cause de cette vaine normalisation du Québec en francophonie, découle des alliances que les Québécois eux-mêmes voulurent établir. Après avoir réclamé l'intervention et l'assistance des Français, les Québécois jugeaient l'hexagone de plus en plus, comme un allié presque encombrant³⁸¹ car peu enclin à faciliter et cautionner l'officieuse et quelque peu équivoque politique unioniste de conciliation avec Ottawa.

³⁷⁹Cf. La première partie du *Lobby du Québec*.

³⁸⁰Cf. [Anonyme], « Le Président de l'Agence canadienne de développement internationale, M. Paul Gérin-Lajoie, ne veut pas transposer dans les pays en voie de développement les problèmes linguistiques et culturels du Canada », *Le Devoir*, 29 juin 1971, p. A-11. Jean Drapeau, « L'indicatif présent demeure le temps du verbe de la Francophonie », *Le Devoir*, 14 octobre 1971.

³⁸¹C'est un peu la même démarche de victimisation à rebours qui nourrit la problématique de Légaré, Anne. *Le Québec otage de ses alliés. Les relations du Québec avec la France et les États-Unis*. Montréal, VLB éditeur, 2003, 326 p.

La Première Conférence de Niamey marqua donc, la première véritable et sérieuse distorsion de vue entre Français et Québécois depuis leurs retrouvailles du début des années soixante. Si Paris n'avait lui-même fait des pressions conséquentes sur la capitale fleurdelisée et utilisé ses réseaux Françafriains de sinistre mémoire afin d'éviter l'éviction de l'Etat fleurdelisé de la Francophonie, le gouvernement québécois aurait probablement renoncé par défaut, à poursuivre plus à même le combat lors de la deuxième Conférence de Niamey II. Cette interprétation ne concernait évidemment pas, les membres de la nébuleuse du *Cercle québécois* qui tentaient d'œuvrer au mieux des intérêts du Québec et donc de la Francophonie. Non sans un certain paradoxe, le gouvernement français se fit donc le champion du Québec au sens médiéval du terme et le garant de la présence de ce dernier au sein de l'Agence et de la Francophonie naissante. Paris estimait que l'intérêt supérieur du Québec, en tant que seul Etat et société de langue française en Amérique du nord exigeait un tel appui pour l'ensemble des raisons que nous avons précédemment citées³⁸², mais aussi et cela fut insuffisamment pris en compte par les unionistes, parce que la France s'était investie jusqu'à la compromission pour les Québécois. Elle le fit en pleine connaissance de cause, mais cela n'impliquait pas qu'en raison des attermoissements, des vagues hésitations du gouvernement Bertrand et plus tard de celui de Bourassa, la France se retrouve diminuée en raison de ces renoncements. A ce sujet, Georges Pompidou aurait déclaré : « *Je ne me fais pas beaucoup d'illusions. Nous avons affaire avec le Québec, à un partenaire très mollaçon [...] mais je ne veux pas que cela porte atteinte à mon crédit international* »³⁸³.

Pour en terminer avec l'épisode de Niamey I, il semble que la perception québécoise qu'un compromis était à portée de main fut pour le moins, disproportionnée quant on en vient à établir les avancées réelles des deux protagonistes durant la conférence. Hormis le fait que Québec bâtit des châteaux en Francophonie, le Canada, Etat à la stature internationale dont l'influence allait croissant³⁸⁴ refusait toujours catégoriquement, toute réelle autonomie du Québec dans la future Agence et dans la communauté des parlants

³⁸²Cf. Denis Turcotte « Le français dans l'affrontement universel des cultures ou le débat sur le français au Québec dans le cadre plus large de la lutte qui s'amorce à l'échelle du globe entre les langues et les cultures », *Le Devoir*, 5 mai 1971. [AFP], « Parlant à Paris, le ministre des Affaires culturelles du Québec, François Cloutier estime que la lutte des Québécois pour le maintien de leur langue est celle de tous les francophones », *Le Devoir*, 7 octobre 1971.

³⁸³Propos de Georges Pompidou rapportés, in Foccart, Jacques. *Journal de L'Elysée, tome III : Dans les bottes du général*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999, p. 208.

³⁸⁴Cf. John Holmes. « Le rôle du Canada dans la vie internationale, les lignes de force de la politique récente », *Le Devoir*, 30 octobre 1968.

français. Les avancées furent donc bien modestes et ne résultèrent pour l'essentiel ni de Jean-Jacques Bertrand, Claude Morin, Marcel Masse, ou... mais d'une persévérance intéressée de Paris dont les conséquences allaient se faire ressentir dans la préparation des statuts de la future ACCT et le contexte préparatoire de la Seconde Conférence de Niamey, c'est du moins ce que nous nous proposons de démontrer dans la partie suivante.

« Les Canadiens français seront appelés à jouer un rôle important dans la communauté internationale francophone. »

Jean-Marc Léger

5.4.2 - De Niamey I à Niamey II : la discorde des statuts de l'ACCT ou l'instrumentalisation de la Francophonie.

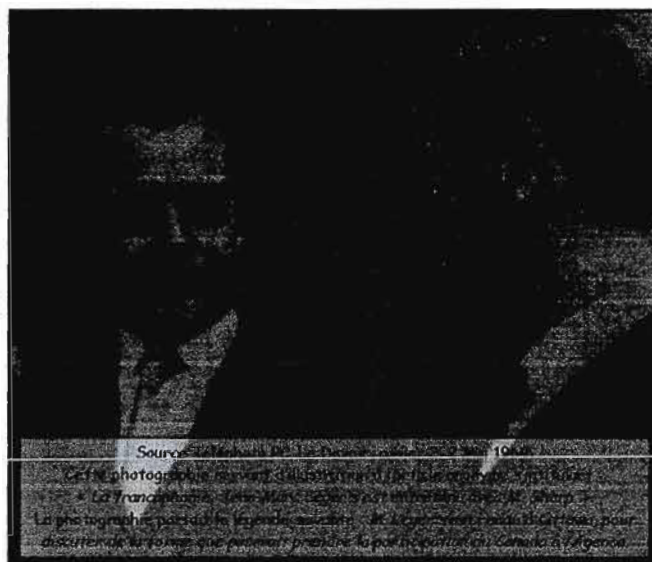
En guise d'introduction, nous rappelons que Jean-Marc Léger n'obtint la neutralité de son ami Gérard Pelletier et du Canada dans son élection au poste de Secrétaire exécutif de l'ACCT, qu'à la condition expresse que celui-ci fasse preuve « *d'un sens éthique aigu* »³⁸⁵ et d'une neutralité absolue dans les débats Québec-Canada en francophonie. Ce préalable fédéral s'il était des plus légitimes, n'en était pas moins invalidant pour Léger ; lui qui jusqu'alors avait été libre de faire avancer le Québec en francophonie comme bon lui semblait, allait devoir se conformer à des exigences que certains de ses amis finirent même par lui reprocher. En terme de symbole, cela aboutit à la reconnaissance à moindres frais d'un Québec en francophonie qui allait lui-même devoir tenir compte, des intérêts des Franco-canadiens et s'en faire le relais au sein de la future Agence. En d'autres temps et en d'autres lieux, on ne parlerait certainement pas d'une avancée, mais d'un probable « *coup de Trafalgar* » pour désigner les conséquences de cette nomination, dont finit même par se féliciter le ministre fédéral Mitchell Sharp auprès de son homologue français Maurice Schumann³⁸⁶. En effet, Ottawa ne pouvait espérer un retournement de situation aussi inattendu et confortable. Malgré la pluie de dollars qu'il faisait tomber depuis quelques mois sur l'Afrique francophone, il n'avait cependant pu instaurer un rapport de force suffisant pour exclure Cardinal, Morin et les autres membres

³⁸⁵Entretien avec Jean Marc Léger décembre 2005.

³⁸⁶Cf. Le compte rendu de l'entretien Sharp-Schumann à Ottawa en date du 06/10/71. Consultable dans le fonds Georges Pompidou des archives de l'Elysée, sous la cote AN-5 AG 2/115.

de la délégation québécoise des pourparlers de la conférence. Il n'eut pas non plus, la possibilité de réfréner le large consensus qui s'était fait autour du nom de Léger fondateur ou co-fondateur de la plupart des OING majeures de la Francophonie en soutenant un autre candidat crédible. Contre toute attente, Ottawa fut indirectement renforcé par le travail de Léger dont la neutralité ne serait pas un jeu de dupe. La photographie ci-après illustre, cette tentative de J-M Léger de transcender les intérêts particuliers des nations et Etats francophones pour faire avancer collectivement la francophonie.

Figure 5.10 - Jean-Marc Léger et Mitchell Sharp le 1^{er} Mai 1969



Jean-Marc Léger, déclara à l'issue de sa rencontre avec le ministre des Affaires extérieures du Canada et de son secrétaire parlementaire M. Jean-Pierre Goyer :

J'ai expliqué pour la première fois aux autorités canadiennes la nature des travaux que j'ai entrepris pour doter l'Agence d'une constitution, de statuts et d'un secrétariat permanent. L'Agence n'a pas été constituée pour assurer la défense de la langue mais au contraire pour que la langue constitue un point de rencontre de tous les pays membres en vue d'une collaboration plus étroite³⁸⁷.

Ce à quoi Mitchell Sharp répondit, avec une évidente satisfaction qui minait un peu plus la légitimité du Québec en francophonie et au sein de la future Agence de Coopération Culturelle et Technique :

³⁸⁷Cf. « La francophonie, Jean-Marc Léger, s'est entretenu avec M. Sharp », Propos confirmés dans le cadre d'une correspondance électronique en janvier 2006.

Le Canada attache une grande importance aux travaux de l'Agence et considère comme une priorité l'épanouissement du Canada de culture française³⁸⁸. Nous sommes heureux, que par le biais de l'Agence le Canada puisse avoir des relations avec des pays avec lesquels il n'aurait autrement que des contacts très limités. Le gouvernement [du Canada] souhaite par sa participation aux travaux de l'Agence témoigner de la dimension importante dans la vie canadienne que représente la communauté canadienne-française.

Evidemment, tout ceci fit grincer de nombreuses dents, des deux bords de l'atlantique. En particulier chez ceux qui rêvaient de faire de J-M Léger une vigie aux avant-postes des seuls intérêts du Québec, quitte à oublier les Franco-canadiens vivant en dehors du "limes québécois" dont l'assimilation galopante ne faisait pourtant que croître³⁸⁹. Frédéric Bastien écrivit à propos de la réaction des autorités québécoises et des gaullistes pro-Québec : « *Ceux qui avaient appuyé la candidature de Léger au poste de secrétaire provisoire espéraient naturellement un retour d'ascenseur. (...) pourquoi diable Jean-Marc Léger ne les a pas soutenus*³⁹⁰. » Cette analyse, révèle et prouve combien la Francophonie dès le début de son institutionnalisation fut instrumentalisée et avant tout, perçue en tant que vecteur d'affirmation, d'influence, de rayonnement national et des Etats³⁹¹. En raison, de l'interférence considérable des débats Canado-Québec dans les débuts de la francophonie ce qu'on reprochait à J-M Léger, hormis une forme quelque peu rigide dans *l'affaire des statuts* fut d'avoir rempli sa fonction à la lettre et d'avoir privilégié l'intérêt collectif des francophones, en créant une structure institutionnelle internationale puissante et surtout efficiente, lui qui en avait connu de si fragiles et réduites à l'impuissance financière. Une bonne partie des protagonistes du rapprochement Québec-France l'attaquèrent en jugeant sa gestion des statuts comme une manifestation d'amateurisme mêlée d'orgueil. Les expressions : « *Les rêves de grandeur de Jean-Marc Léger*³⁹² » ou encore « *Les Québécois sont donc inquiets de l'attitude de Léger* » en donnent la teneur. Un sentiment de zizanie entre Québec-Paris et le *Cercle québécois* en

³⁸⁸Ibidem.

³⁸⁹Ce qui conduisait en plus les Franco-canadiens, ex Canadiens français à l'état d'ultra minorité ou de société diasporique au sein même du Canada et de l'espace francophone Nord-américain.

³⁹⁰Bastien, Frédéric. *Les Relations particulières*, p. 58-59.

³⁹¹C'est dans ce contexte très tendu, où chaque élément était utilisé à des fins partisans des deux bords qu'eut lieu l'affaire Jean Lipkowski Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui se rendit durant une semaine du 9 au 16 octobre 1969 à Québec en déclinant l'invitation d'Ottawa. Le gouvernement canadien répliqua : « En invitant Lipkowski sans consulter le gouvernement canadien, le Québec rend un bien mauvais service à la cause des relations franco-canadiennes aussi bien qu'à l'unité canadienne (...) Il est regrettable que Lipkowski ait choisi de ne pas venir à Ottawa parce que cela laisse planer des doutes sur les intentions du gouvernement français. Le gouvernement canadien est convaincu qu'il est dans l'intérêt des deux pays d'entretenir des relations étroites et cordiales et il ne croit pas que des incidents inutiles servent cet intérêt. » Cf. <http://www.bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2004.html>

³⁹²Ibidem. p. 58-59.

découla jusqu'à la seconde conférence de Niamey. Léger apparaissait malgré ses "quartiers de francophonie", comme un auxiliaire contre-productif dans la stratégie d'entrisme de Paris et de Québec contre Ottawa. Jean-Bernard Raimond sympathisant du Québec en sa qualité de conseiller diplomatique de l'Elysée écrivait à ce sujet dans une note confidentielle :

Le Secrétaire Général de l'agence de coopération francophone, Jean-Marc Léger, a élaboré des statuts dont M. Rossillon a eu connaissance et qui ne conviennent pas : ils sont trop ambitieux et ne réservent aucun pouvoir de contrôle à la France qui sera pourtant le bailleur de fond le plus important.

Si Jean-Marc Léger est certes, le concepteur officiel de ces statuts dont le Québec aurait pu pâtir en vertu de l'intransigeance dogmatique d'un Pierre-Elliott Trudeau, il n'en fut pas l'unique concepteur, l'écriture se faisant à plusieurs mains et à l'issue d'un long périple dans la plupart des pays francophones. En outre, le secrétaire provisoire exécutif, en sa qualité de « *commis voyageur de la francophonie*³⁹³ » était placé sous la tutelle directe du Président Nigérien qui présidait l'OCAM³⁹⁴. Léger devait rendre compte régulièrement de son action³⁹⁵ et intégrer les desiderata émis par Hamani Diori qui était la cible de toutes les attentions unifiées. Léger ne put et ne voulut protéger les intérêts du Québec à la hauteur des espoirs de certains hauts dirigeants québécois parmi lesquels se trouvait Jean Chapdelaine. Dans ce dossier précis, il semble que la plupart des commentateurs y compris Frédéric Bastien³⁹⁶ aient seulement analysé l'affaire des statuts à travers une visée québéco-fleurdelisée, alors qu'il s'agissait, nous le rappelons de bâtir l'ACCT et donc avant tout de Francophonie. Cette confusion est lourde de signification et le fait que les intérêts de cette Agence gouvernementale puissent ponctuellement concorder avec les vues d'Ottawa, ne faisait pas de Léger, un bouc émissaire patenté de l'affaiblissement du Québec en francophonie. Surtout, avec un gouvernement unioniste

³⁹³L'expression est de Léger lui-même. Cf. *Le temps dissipé*, p. 403.

³⁹⁴Cf. Annexes. (Appendice G) *Le temps du Niger* 9 juin 1969.

³⁹⁵Cf. A ce propos les articles anonymes en une *du Temps du Niger*, quotidien républicain d'information, principal média de presse écrite du Niger de l'époque s'intitulaient « M. J.M Léger rend compte au président Diori de ses démarches en faveur de la francophonie », *Le Temps du Niger*, 9 juin 1969 ou bien encore « Une interview [sic] de M. Léger secrétaire exécutif provisoire de la Francophonie » en date du 13 mars 1970. Ces articles sont consultables dans le fonds J-M Léger sous la cote P 599, carton n°3, 3^e chemise.

³⁹⁶Frédéric Bastien, écrira même à ce sujet : « A Québec on est catastrophé » Cf. *Les Relations particulières*, p. 58. Malgré l'estime que nous portons à Frédéric Bastien et l'intérêt de ses recherches cette dernière remarque de Bastien nous paraît compte tenu de notre propre recherche, sujette au moins à débat pour ce qui a trait à la francophonie, car cela produit à indifférencier la vision d'un Jean-Jacques Bertrand sur ce sujet avec celle du Cercle québécois. C'est un raccourci journalistique tentant mais que nous nous interdisions de faire. Si le Québec forme souvent un groupe sociétal et une collectivité relativement soudée, sur ce point précis ce n'est pas le cas.

s'interdisant toute anticipation en ce domaine, pour se limiter à une réactivité de plus en plus hésitante, au fur et à mesure que l'empreinte de Daniel Johnson s'effaçait. En effet, nul besoin d'attendre une hypothétique et improbable collusion Léger-Ottawa pour que les Québécois perdent des points face au gouvernement fédéral et que l'Etat fleurdélié soit cantonné à son image d'Épinal de Belle Province ; la majorité des Unionistes sous Bertrand oeuvraient à cette entreprise avec quelque adresse. En soufflant le chaud et le froid, en fonction des événements, des interlocuteurs et du contexte, ils administraient le Québec à la manière d'un notaire de province, du temps de Balzac ou de Nelligan. Sans les préalables des Ententes et bien sur la Révolution tranquille, ils auraient été les possibles "dauphins" d'un Maurice Duplessis pourtant si largement décrié. Cet incident des statuts atteste de l'instrumentalisation et du jeu d'influence tous azimuts auquel se livrèrent les « *Grands blancs* » et conforte notre hypothèse quant aux rapports évolutifs et conflictuels du Québec en francophonie, au fur et à mesure que l'institutionnalisation de cette dernière s'élaborait. Tout ceci témoigne de l'imbrication des débats identitaires, culturels et politiques et démontre que le Québec n'était plus, comme cela fut le cas pour la sphère associative, un vecteur efficient du renforcement de la Francophonie. Si les Québécois étaient une pièce maîtresse de la francosphère en Amérique du Nord, aux yeux des Africains, cela ne faisait pas cependant du Québec la condition sine qua non du développement global de la francophonie institutionnelle. Cet élément de précision est d'importance et permet d'ordonnancer avec plus de justesse le flottement post Niamey I, et surtout de mieux appréhender la situation du Québec au sein de la future agence, à la veille de la seconde conférence de Niamey de 1970.

Le voyage qu'Hamani Diori fit à Montréal, à la fin du mois de septembre 1969 illustra combien les gains du Canada en francophonie étaient importants. Le positionnement du Président africain, en faveur du Québec à Niamey I était de plus en plus lourd à assumer pour lui, et ce voyage au cœur de cette Amérique du Nord francophone, tout en lui prouvant l'importance du Québec dans ce sous-continent démontrait qu'il n'avait qu'une souveraineté partielle et que le Canada était une réalité politique, économique et aussi linguistique avec laquelle il fallait compter. Diori qui depuis plusieurs années s'était fait le théoricien et le bâtisseur de la Francophonie institutionnelle put prendre la mesure de la vitalité de la francophonie québécoise et rencontrer nombre de personnalités influentes du Québec parmi lesquelles Jean-Marc Léger. Mais, Ottawa était déterminé à limiter autant que faire ce peut, cette proximité en multiplia les émissaires et la présence de ses relais lors de cette visite montréalaise. La photographie ci-après, le représente aux côtés du

Recteur de l'Université de Montréal Roger Gaudry, personnalité influente de l'AUPÉLF et de Gérard Pelletier, l'une des trois colombes d'Ottawa, fidèle collaborateur de Pierre-Elliott Trudeau, qui personnifiait déjà avec une certaine ambiguïté le « *French power* ».

Figure 5.11 - Le Président Nigérien à l'Université de Montréal le 20 septembre 1969



En décembre 1969, lorsque le Québec fut invité par Paris à la première réunion des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFESJES), le gouvernement unioniste n'eut pas la volonté de partir seul face à Ottawa pour acquérir un véritable statut autonome, "l'étapisme régressif" allait devenir la règle. Québec avait beau répéter à chaque réunion portant de près ou de loin sur la francophonie que sans lui, le Canada ne se serait jamais intéressé à la communauté des parlants français, de tels renoncements alors que Paris le soutenait et que les capitales africaines ne lui avaient jamais nuit d'aucune manière, ne faisant que renforcer les ambitions d'Ottawa et surtout décredibilisait le Québec en tant qu'acteur francophone à mesure que l'on s'éloignait de la Seine. Ce qui fit écrire à Jean Marc Léger : « *Le Québec doit à la France sa présence au monde, sa présence dans les institutions francophones et cela, d'abord et surtout, parce qu'il y a eu de Gaulle*³⁹⁷. » Nous rajouterions pour notre part, évidemment le *Cercle québécois*, mais aussi cet espace muet et polycentrique, si peu présent dans les problématiques internationales qu'est l'œkoumène francophone qui émerge plus particulièrement dans la pensée de Senghor, les déclarations de Bourguiba et les actions de Diori, Sihanouk et de Léger, comme nous le prouverons dans l'avant dernière sous partie de ce chapitre V portant sur la seconde conférence de Niamey.

³⁹⁷J-M Léger. « De Gaulle et l'accession du Québec à la scène internationale », *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n°7, p. 114.

« Au fond, nous faisons la francophonie pour le Québec, et ce serait complètement ridicule de la faire avec le Canada sans le Québec »³⁹⁸

Georges Pompidou

5.4.3 - Niamey II, de l'affrontement tricolore-unifolié à l'obtention du statut de gouvernement participant pour le Québec.

Paris, excédé par l'entêtement de Trudeau et les réussites canadiennes en francophonie minant un à un, les acquis des ententes bilatérales France-Québec et le précédent de Libreville finissait par envisager d'avoir recourt à la politique de la chaise vide à Niamey, si le Québec n'était pas invité. Il était hors de question que le gouvernement français cautionne une Agence multilatérale qui exclurait l'Etat fleurdéliné, au nom d'une équivoque suprématie canadienne qui n'avait pas lieu d'être puisque l'ACCT n'avait jamais été conçue comme un club d'Etats souverains, excepté peut-être au 24 promenade Sussex. En outre, malgré les largesses canadiennes pour influencer les Etats africains, Paris se trouvait en bout de ligne prié de subvenir très largement aux besoins conséquents de l'Agence. Si l'ACCT pouvait se passer du Canada, Paris savait pertinemment qu'il ne pouvait en être de même avec l'Hexagone.

Sans flagornerie excessive, comment peut-on envisager sérieusement qu'une Agence francophone pourrait être crédible, sans le seul Etat unilingue de langue française regroupant à lui seul, la moitié des francophones de langue maternelle et duquel venait directement ou indirectement, l'espace francophone international ? Si la francophonie n'est pas réductible à la francité ni à la France, comme nous l'avons démontré précédemment, se passer des Français en francophonie paraît soit tortueux soit pour le moins candide, surtout si cette absence se fait pour protéger les intérêts de la majorité des francophones d'Amérique du nord, c'est à dire le Québec. La participation du Québec à cette conférence devint plus qu'une question de principe pour Paris. Les Français dans leur majorité peu réceptifs au discours francophoniste finissaient par considérer l'agence comme une véritable usine à gaz qui prenait la défense des moins francophones³⁹⁹, contre ceux qui devaient bénéficier de quelques soutiens de sa part. Cette demi rumeur avait

³⁹⁸Déclarations de Georges Pompidou, rapportées par Foccart, Jacques, in *Journal de l'Elysée, tome III : Dans les bottes du Général*, p. 241.

³⁹⁹« Ottawa était tellement peu francophone, raconte Jean Chapdelaine que son rôle dans la francophonie, c'était un peu ... chinois ». Cité in Bastien Frédéric, p. 63.

l'avantage, d'une part de "rassurer" la vieille capitale sur la détermination de Paris d'épauler coûte que coûte, la délégation québécoise à acquérir une place au sein des pourparlers, d'autre part, de faire pression sur les autres protagonistes afin qu'ils œuvrent au déblocage de la situation. Les interrogations à haute voix des autorités françaises portèrent leurs fruits puisque Hamani Diori essaya de jouer les intercesseurs auprès d'Ottawa, afin de trouver un compromis et d'enrayer le processus de surenchère entre les gouvernements tricolores et unifoliés. A cette fin, le Président nigérien dont Ottawa pensait avoir fait un allié redevable envoya de toute urgence son plus proche conseiller et ami Jacques Baulin, début janvier 1970, dans la capitale canadienne. Il était porteur d'une proposition de la dernière chance pour que la Conférence puisse avoir lieu avec l'ensemble des acteurs présents à Niamey I auxquels se rajouteraient d'autres participants. Ce sera la dernière main tendue des Africains pour résoudre la crise comme en témoignent les mémoires de l'intéressé, Jacques Baulin.

Ce jour-là, Marc Lalonde⁴⁰⁰ m'apparaît sous les traits d'un négociateur particulièrement coriace. Ce n'est plus l'homme compréhensif, chaleureux, partisan d'une aide généreuse au Niger. Nous nous heurtons. J'essaie en vain de le convaincre de la validité de la nouvelle solution imaginée par le Président Diori qui propose de faire parvenir 5 lettres invitant le Canada et les gouvernements provinciaux du Québec, du Nouveau Brunswick, de l'Ontario, du Manitoba et d'envoyer une délégation commune à la Conférence de Niamey II. Cette solution pourtant favorable aux thèses d'Ottawa puisqu'elle reconnaît la primauté du fédéral sur le provincial et place le Québec au même niveau que l'Ontario suscite beaucoup de réticences chez mon interlocuteur. Je m'en étonne ouvertement au bout d'une heure de discussion, je finis par comprendre, jugeant la situation particulièrement favorable, le gouvernement canadien veut mettre le Québec au pied du mur et l'amener à reconnaître la primauté absolue d'Ottawa dans les affaires relevant du droit international.⁴⁰¹

Cette intransigeance canadienne, se révéla contre-productive et cautionna les vues de Paris, qui l'accusait non sans raison de faire de la politique nationale et intérieure au moyen de la francophonie. Si le Québec et le Canada s'opposaient dans ce dossier, ils n'en utilisaient pas moins le même cheminement, mais avec des moyens et un volontarisme divergents⁴⁰².

⁴⁰⁰Marc Lalonde fut Directeur de cabinet du premier ministre P.E Trudeau de 1968 à 1972 puis devint ministre du gouvernement fédéral.

⁴⁰¹Cité in Morin Claude. *L'art de l'impossible*, p.208.

⁴⁰²En plus de la promesse d'investir 100 millions de dollars en Afrique sur un laps de temps réduit, P.E Trudeau envoya personnellement une dizaine de lettres au président Nigérien auquel le Canada octroya en quelques semaines 3 millions de dollars. Cf. note de Jean de Lipkowski du 7 mars 1970, Fonds Georges Pompidou, Archives de l'Elysée, cote, AN-5 AG 2/1038.

Pompidou, décida fin janvier 1970 de mettre un terme à son dialogue de sourd avec la capitale unifoliée et d'utiliser les grands moyens. Le 23 janvier, il chargea en personne le Secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches du dossier de l'ACCT. Jacques Foccart qui faisait et défaisait les régimes africains usa et abusa de son influence afin que le Québec ne soit pas disqualifié, avant même que la Conférence de Niamey II ne soit ouverte. Si les pays africains francophones avaient pu retirer quelques gains des rivalités de leurs cousins d'Amérique, les nombreuses dérives les faisaient douter quant aux motivations réelles d'Ottawa de voir aboutir la conférence favorablement et dans l'intérêt collectif de la francophonie⁴⁰³. Cela commençait passablement à les irriter. Le folklore canado-québécois tenait un espace décidément surdimensionné⁴⁰⁴ dans la préparation de la seconde conférence, alors qu'elle devait traiter, conformément à l'ordre du jour de l'ACCT de cette fragile et balbutiante francophonie institutionnelle sur laquelle les Africains fondaient tant d'espoir⁴⁰⁵ ; elle-même préalable indispensable à une francophonie politique, dont on cherchait encore le nom.

Au fur et à mesure que l'ACCT et la francophonie institutionnelle se construisaient, les enjeux et les temporalités du Québec et de la francophonie semblaient ne plus indiquer la même heure. Si la première Conférence de Niamey ne s'était pas illustrée par une ambiance à la hauteur des aspirations de la francophonie, la seconde se prépara sous des auspices encore plus sombres. Après avoir jugé avec indulgence ou même aménité, les frictions fleurdelisées-unifoliées, les gouvernements africains et leurs chancelleries s'alarmaient désormais de la tournure des événements.

⁴⁰³D'après Eldon Black, le ministre fédéral Mitchell Sharp à propos des relations internationales du Québec aurait déclaré le 24 septembre 1969 à son homologue français Maurice Schumann : « Nous avons une longue tradition d'entente cordiale mais qui a récemment été mise à mal et ce, principalement à cause de la façon dont la France traite le Québec. (...) Par conséquent d'étroites relations entre la France et le Québec, ne pourront se développer que si le gouvernement fédéral est consulté et constamment informé. Autrement, si d'autres pays établissaient à leur tour des contacts avec les provinces canadiennes, le Canada serait séparé en dix et cesserait d'être un pays. » Cf. Black, Eldon. *Direct Intervention : France-Canada Relations 1967-1974*, Ottawa, Carleton University Press, 1996, p. 105-106.

⁴⁰⁴A titre d'exemple, un film aurait été tourné par la délégation canadienne et projeté devant le Président Diori, montrant Bertrand Dorin, piétinant le drapeau canadien. L'intéressé assure qu'il s'agit d'un montage grossier. Cf. *Le Lobby du Québec*, p. 101. Nous ne sommes pas parvenu à obtenir d'autres informations mais en tout état de cause, ce fait démontre à quel genre de pratiques ont pu se livrer les délégations représentées durant ce baptême de la francophonie qui se voulait fraternel.

⁴⁰⁵Cf. La note de Jean-Bertrand Raimond à Michel Joubert versée aux archives de la présidence de la République, dans le fonds Georges Pompidou, sous la cote AN-5 AG 2/1038.

Au fur et à mesure que l'échéance de Niamey II se rapprochait, l'affrontement entre « les Grands blancs » tournait à la guerre de position et de prestige international. « On avait l'impression de voir arriver un sous marin ennemi dans nos eaux territoriales⁴⁰⁶. » Ce témoignage de Pierre Messmer en dit long sur les motivations respectives d'Ottawa et de Paris en cette affaire. Malgré l'ACDI, son budget de « vache grasse⁴⁰⁷ » et un entrisme jusqu'aboutiste unifolié spécieux, comparant la situation canado-qubécoise avec les crises tribales et les guerres civiles du Katanga et du Biafra dont le continent africain était la victime impuissante⁴⁰⁸, l'Afrique francophone choisit de se rallier à la ligne de Paris. Elle fit pression collectivement sur le Niger afin que le Québec ait une invitation en bonne et due forme pour la seconde Conférence de Niamey⁴⁰⁹. Cela se fit à la grande colère de Pierre Elliott Trudeau qui n'hésitait pas à demander lui-même, aux dirigeants africains s'ils comptaient se présenter aux réunions de la francophonie avec leurs chefs de Tribus⁴¹⁰.

Ainsi, le Québec participa du 23 au 27 février 1970 à la conférence de la CONFEMEN de Nouakchott en Mauritanie, si rien de décisif sur le fond n'y fut décidé, le principal était de pouvoir y siéger pour ne pas déchoir de sa place, même hypothéquée à Niamey II. Un an après qu'eut lieu l'adoption par le comité de synthèse de la Conférence de Niamey I de la formule, égalité, complémentarité, solidarité pour incarner la future Agence⁴¹¹, 21 pays francophones se retrouvaient à l'ouverture de la Conférence de Niamey II, du 16 au 20 mars 1970, pour créer officiellement l'ACCT. Avec 25 représentants, la délégation canadienne qui était la plus importante de la conférence⁴¹² comportait six Québécois dont Julien Chouinard, alors Secrétaire du conseil exécutif⁴¹³.

⁴⁰⁶Propos de Pierre Messmer, rapportés in Bastien Frédéric, *Les Relations particulières*, p. 63.

⁴⁰⁷L'expression est de Frédéric Bastien.

⁴⁰⁸Cf. La note écrite par le ministre Français Pierre Billecocq au Président de la République datée du 25/03/70 consultable dans le fonds Georges Pompidou des archives de l'Elysée, sous la cote AN-5 AG2/1038.

⁴⁰⁹Le 2 février 1970, l'homme de la *Françafrique* venu pour la fête nationale du Tchad met en place la contre attaque et, dans la seconde moitié de février Jean de Lipkowski agissant en dernier fait obtenir une invitation au Québec.

⁴¹⁰Ce fut notamment le cas avec le Nigérien Dandico. Cf. Bastien Frédéric, op. cit, p. 57.

⁴¹¹La formulation est en fait le fruit du chef de la délégation française Maurice Troréal et fut reprise par le comité de suivi Cf. Jean-Marc Léger. « La francophonie » *La Presse*, 7 mars 1969.

⁴¹²Le Canada envoya quatre représentants de plus qu'à Niamey I.

⁴¹³Cf. *Actes de la Deuxième conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française, 16 au 20 mars 1970*. Paris, 1971, p. 11.

Paris pour sa part envoya 18 représentants⁴¹⁴ dont Robert Galley ministre des PTT et Pierre Billecocq secrétaire d'Etat à l'Education ainsi que Philippe Rossillon et Jean-Daniel Jurgensen. A titre de comparaison, la Belgique n'envoya à cette conférence que six délégués et un seul ministre en la personne de M. Paradis⁴¹⁵. Trudeau justifiait officiellement la surreprésentation canadienne à Niamey II, par l'importance capitale que représentait la ratification d'un accord, celle-ci, entraînant « *une projection du bilinguisme du Canada sur la scène internationale*⁴¹⁶. » C'est ce qu'il déclara à l'issue d'une rencontre avec Jean-Marc Léger que *le Devoir* rapporte dans son édition du lendemain, le 26 septembre 1970⁴¹⁷. Ce qu'illustre la photographie ci-dessous.

Figure 5.12 - Le positionnement du Canada à l'issue de la ratification de Niamey II



"L'Etapisme québécois", en matière de relations extérieures était perçu avant tout, par les capitales africaines comme un frein à la création de l'Agence et à la mise en place d'une coopération francophone mondiale solidaire, dénuée de néocolonialisme culturel dont ils étaient les instigateurs. Le texte fondateur de l'Agence fut l'objet d'innombrables tractations et de navettes incessantes entre les chancelleries de la francophonie dont nous épargnerons au lecteur les faux rebondissements, puisqu'ils sont les copies conformes de ceux de Niamey I, pour nous concentrer sur les conséquences de l'accord.

⁴¹⁴Au sujet du nombre exact de la délégation française les chiffres varient de 15 à 18 en fonction des sources que nous avons utilisées. L'estimation la plus fréquente donnée par la presse française l'AFP et les quotidiens québécois est de dix-huit. Cf. AFP « L'Agence de coopération culturelle et technique, un contre projet français surprend les délégués », *Montréal Matin* 17 mars 1970, p. 10. Frédéric Bastien est le seul à fournir le chiffre de quinze. Cf. *Les relations particulières*, p. 66.

⁴¹⁵M. Paradis occupait le poste de ministre belge de la Culture française. Il devint l'un des 5 vice-présidents de l'ACCT.

⁴¹⁶[Article non signé] « Ottawa ratifie l'accord de Niamey », *Le Devoir* 26 septembre 1970, p. 3.

⁴¹⁷Ibidem.

En outre, les quotidiens québécois se firent largement l'écho des petites phrases assassines et des déclarations à l'emporte-pièce, en particulier *Le Devoir* et *La Presse*. Michel Roy, envoyé spécial du *Devoir* et Marcel Adam correspondant à Paris du journal *La Presse* qui assistèrent à la Conférence de Niamey II rédigèrent plusieurs articles détaillés à ce sujet. Si les articles d'Adam⁴¹⁸ sont des témoignages comptables et informatifs précieux du contexte de la Conférence, ils sont aussi l'expression d'une certaine vision fédéralisante de celui-ci qui ne fait pas forcément bon ménage avec une démarche journalistique en quête d'objectivité. En effet, Jean-Marc Léger ressort indemne de toute critique, le Canada apparaît comme le chevalier blanc de la francophonie, la France comme une cousine bien égoïste oeuvrant à faire échouer l'accord, et les Africains comme des acteurs très passifs à la limite de l'indélicatesse avec la "si francophone Ottawa". L'analyse et les propos de Michel Roy sont bien plus nuancés que ceux de Marcel Adam et ne font pas systématiquement du Québec, l'innocente victime du conflit France-Canada⁴¹⁹.

La revanche de Libreville qu'Ottawa estimait certaine n'eut finalement pas lieu, grâce aux amendements successifs proposés par les Africains et Paris. Le Québec put in fine intégrer l'Agence sous l'étiquette Canada-Québec, avec un statut négocié pour répondre aux exigences de chacun. Ottawa sauvait la face, mais quelques jours avant l'ouverture de la conférence la non participation du Québec était une affaire presque entendue. La victoire qu'affichait le gouvernement canadien était avant tout, la manifestation d'une contenance diplomatique que la plupart des Etats adoptent en de telles circonstances. Les deux gouvernements devraient désormais s'investir dans l'intérêt collectif de la francophonie y compris financièrement, ce que la France n'était pas mécontente d'avoir pu décrocher. Niamey II certes, ne fut pas une victoire complète pour la France pompidolienne, néanmoins Paris sortait renforcé de sa guerre d'influence avec Ottawa. En effet, à la fin de la conférence, le Québec disposait d'une véritable assise dans l'Agence sur laquelle Ottawa ne pourrait revenir que très difficilement et le siège social de l'ACCT serait à Paris.

⁴¹⁸Marcel Adam « Huit clos à Niamey », *La Presse*, 21 mars 1970, « Niamey : budget raisonnable et programme réaliste », *La Presse*, 21 mars 1970. « Le Québec a servi de prétexte à une guerre d'influence franco-canadienne en Afrique », *La Presse*, 28 mars 1970.

⁴¹⁹En particulier dans son article « L'accord est signé à Niamey » *Le Devoir*, 21 mars 1970. Cet article est versé dans le fonds J-M Léger ANQ, Montréal, P599, carton n°3, 3^e chemise.

Le Nouveau-brunswick et la province fleurdelisée obtinrent le statut de gouvernement participant enchâssé dans la Charte constitutive de l'ACCT. L'article 3, alinéa 3 donnait le droit à un Etat partiellement souverain tel le Québec, de prendre part aux réunions et activités de l'agence, mais il était précisé : « *que cette participation se fait dans le plein respect de la souveraineté et de la compétence internationale des Etats membres* ». Le maintien de J-M. Léger à la tête de l'Agence, alors que la France souhaita un temps y mettre Maurice Druon et le fait que le Nouveau-Brunswick bénéficie d'un statut comparable à celui de Québec, n'était que de piètres consolations pour Ottawa ; J-M. Léger étant un Québécois nationaliste⁴²⁰ et le Nouveau-Brunswick le cœur de l'Acadie que Philippe Rossillon affectionnait tant. Ce furent donc avec les étiquettes Canada, Canada-Québec et Canada-Nouveau-Brunswick que les Etats francophones nord-américains vivant au-delà du 50° parallèle cohabitèrent dans l'ACCT. L'entente finale fut signée le 20 mars⁴²¹ par la vingtaine de participants dont le Canada, le Québec, le Nouveau Brunswick, l'Ontario le Manitoba et la France⁴²². L'Agence fonctionnait à partir d'une conférence générale, d'un conseil d'administration, d'un comité des programmes et d'un conseil consultatif regroupant les représentants des grandes associations francophones non gouvernementales, telle l'AUPELF⁴²³.

⁴²⁰En outre, la France réussit à instaurer une troïka à la tête du Secrétariat Général de l'ACCT qui à ses yeux permettait d'éviter d'éventuelles dérives et que le Secrétaire général soit la cible de trop grandes pressions de la part de son pays d'origine. J-M Léger eut comme adjoint H. de Montera, membre fondateur du cercle « La France des îles » dont nous avons précédemment parlé avec *Patrie et Progrès* de Philippe Rossillon et le Togolais M. Rekeh que Paris considérait comme un homme de valeur. « L'accord des trois secrétaires était nécessaire pour toute décision importante. » Cf. Sabourin. Louis. *L'Agence de coopération culturelle et technique. De la convention de Niamey aux modalités de participation du gouvernement québécois*. Institut de coopération internationale, n°6, Université d'Ottawa, novembre 1971, p. 12.

⁴²¹La date anniversaire de la fondation de l'ACCT fut choisie pour fixer la journée internationale de célébration de la francophonie.

⁴²²Tous les pays de l'OCAM, signèrent l'entente finale à l'exception du Congo-Kinshasa, qui souhaitait tout comme le Laos et le Maroc n'être que membre associé. Seul le Cambodge se retira, en raison de la guerre civile qui allait le ravager si atrocement et durant si longtemps.

⁴²³Cf. L'organigramme de l'ACCT, présenté dans *La Lettre de la Francophonie* du 15 janvier 1992, que nous version en annexes. (Appendice H)

« L'Agence que vous êtes appelés à créer doit mettre en œuvre une coopération originale, fondée sur un désir commun de connaissance mutuelle et d'entraide fraternelle⁴²⁴. »

Hamani Diori

5.4.4 Le Québec et l'ACCT : une accalmie relative des frictions France-Québec-Ottawa, au service du projet francophone.

Ottawa retarda autant que possible l'entente cadre qui devait régir les relations canado-québécoises au sein de l'Agence, ne signant avec un Robert Bourassa pourtant très accommodant que pour éviter une nouvelle intervention de la France dans ses affaires intérieures⁴²⁵ et pour échapper au ridicule de la non participation du Québec à la première réunion plénière de l'Agence qui devait se tenir conjointement dans les deux capitales. Finalement, le 1^{er} octobre 1971, les deux paliers de gouvernement arrivèrent à un protocole d'accord⁴²⁶. François Cloutier, ministre des Affaires culturelles du Québec déclara à l'issue des négociations : *« Cette entente permet au Québec d'assurer une présence (...) et lui permet également de parler en son nom propre pour les matières qui relèvent de sa compétence⁴²⁷. »* Ce qui coïncidait parfaitement avec l'ambition visée par l'ACCT d'aider les États membres à promouvoir et diffuser leurs cultures respectives⁴²⁸. Le statut de gouvernement participant ayant été plus arraché que concédé de bonne grâce, Ottawa estimait que la Francophonie était un champ à ne surtout pas désertir y compris financièrement. Cela convenait indirectement à la France⁴²⁹ qui préférait quitte à devoir cohabiter avec le gouvernement Trudeau que celui-ci s'investisse aussi financièrement en francophonie. Georges Pompidou, inscrivit sur une dépêche diplomatique en date du 28 juillet 1970 : *« Toute aide apportée à notre propre coopération ne peut être qu'utile, nous ne sommes pas menacés par la prépondérance canadienne en Afrique et le danger, vient de l'anglophonie et non des francophones non français. C'est vrai aussi pour les Belges⁴³⁰. »*

⁴²⁴Propos d'Hamani Diori repris par l'AFP et cités in « Appel à l'entraide fraternelle des pays de la langue française » *Montréal-Matin*, 17 mars 1970.

⁴²⁵Cf. Compte rendu d'un entretien entre les ministres des Affaires étrangères français et canadien en date du 6 octobre 1971, versé dans le fonds Pompidou, sous la cote AN-5AG 2/115.

⁴²⁶Le texte fut signé par le premier ministre du Québec en personne mais ce fut le ministre fédéral des Affaires extérieures, Mitchell Sharp, qui apposa sa signature pour le Canada.

⁴²⁷Propos rapportés par *Le Devoir* dans son édition du 2 octobre 1971, p. 2.

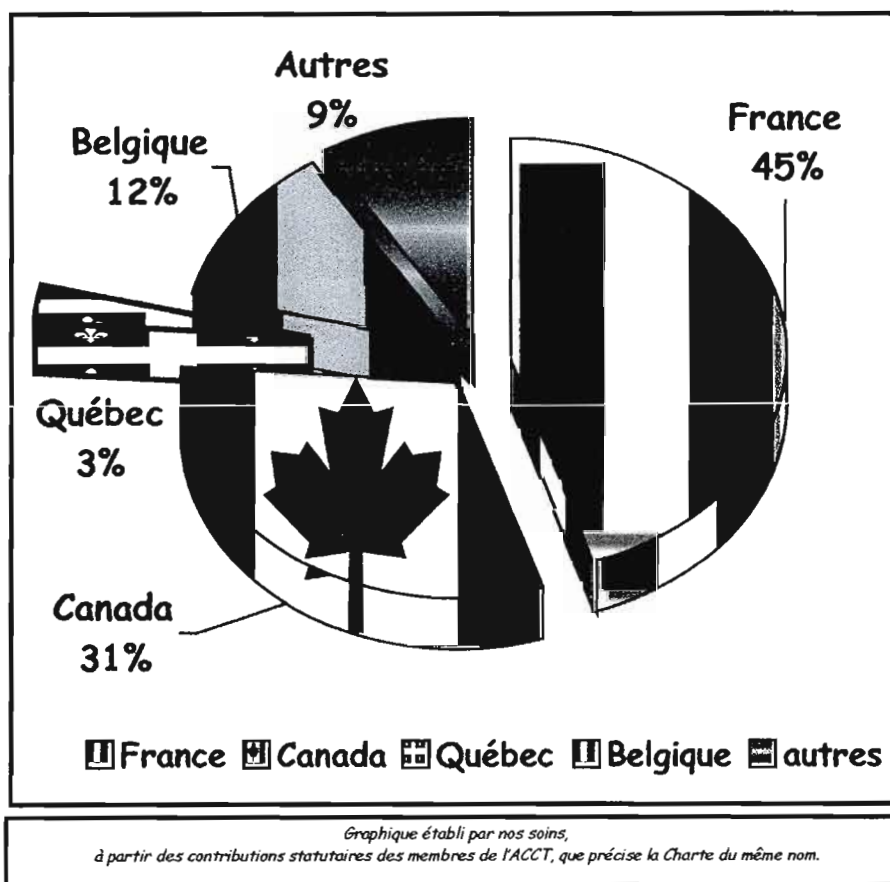
⁴²⁸Cf. préambule des Statuts de l'ACCT.

⁴²⁹Donat, Valois, « La France assume son rôle de leader de la francophonie », *Le Devoir*, 18, octobre 1973.

⁴³⁰Cf. Document versé au Fonds Georges Pompidou et référencé sous la cote AN-5 AG 2/1049.

L'ACCT, avec un budget initial d'environ 1 600 000 francs français⁴³¹ ne disposait pas des ressources nécessaires aux ambitieux projets de ses pères fondateurs⁴³². J-M Léger ne parvint pas à obtenir les fonds qui auraient permis la concrétisation immédiate des desseins de Diori et Senghor⁴³³. Conformément aux statuts, la contribution au budget était de 45% pour la France, de 31% pour le Canada, de 12% pour la Belgique, et de 3% pour le Québec. Ainsi que de 0,6% pour le Luxembourg, de 0,3% pour Monaco et de 0,2 % pour les autres états fondateurs, soit plus de 9% une fois cumulée, leur contribution globale comme le représente le graphique ci-après.

Figure 5.13 - Le financement de l'ACCT et la contribution du Québec



⁴³¹ Soit environ 400 000 \$ canadiens.

⁴³² Voir à ce propos l'article de Michel Roy, « Ottawa crie victoire ; Québec est satisfait, » *Le Devoir*, 21 mars 1970.

⁴³³ Le Président Bourguiba, se détacha progressivement des plus prosélytes des francophonistes, jugeant que la francophonie était insuffisamment soutenue par les pays occidentaux et que l'idéal qu'elle incarnait était particulièrement mal servi par les guerres d'influence entre les différents protagonistes.

Les contributions des quatre principaux donateurs représentaient plus de 90% du budget de l'ACCT et l'Europe francophone fournissait presque 60%⁴³⁴ de ses avoirs, comme l'illustre le graphique 4.12. Si cet état de fait paraît logique compte tenu de la double fracture coloniale et nord-sud, cette énorme distorsion financière induit nécessairement une anamorphose entre la légitimité démocratique statutaire et le financement au long cours. Si les pays africains avaient une majorité de voix, l'Agence était au fil des ans de plus en plus assistée par les argentiers du Nord. Le Québec qui faillit involontairement faire échouer Niamey II, ne contribuait qu'à concurrence du tiers d'une Belgique, pourtant trilingue et largement sapée par des dissensions internes. En dépit d'une assise budgétaire se consolidant au fil des ans et de l'intégration de nouveaux Etats membres, l'Agence ne devint jamais l'Unesco francophone que cherchait à bâtir depuis les années cinquante Jean-Marc Léger à travers l'UCF, l'AUPELF et maintenant l'ACCT. L'article premier de la charte le laissait pourtant sous entendre : « *L'affirmation et le développement de ses membres passent par une coopération multilatérale oeuvrant au rapprochement des peuples*⁴³⁵. »

Malgré les précisions que nous avons données relativisant quelque peu la vision pro ACCT qui jusqu'au milieu des années quatre-vingt fut celle allouée à l'Agence par la majeure partie des travaux francophonistes, dont elle se fit il est vrai l'éditrice, l'ACCT est cependant une réussite en soi, étant donné le degré de tension et d'instrumentalisation qu'elle suscita⁴³⁶. Enfin et surtout, elle incarna durant un quart de siècle la seule avancée institutionnelle et politique que les Etats francophones se donnèrent⁴³⁷.

⁴³⁴Si l'on ajoute aux contributions de Paris, Ottawa, Bruxelles et de Québec celle de Monte-Carlo, de Luxembourg et de la Berne, qui n'adhéra à l'Agence qu'en 1995 les francophones de l'hémisphère Nord, apportaient plus de 95% des ressources à l'Ex ACCT, devenue depuis Agence Intergouvernementale de la Francophonie. Néanmoins au fil des mandats, l'assise budgétaire se renforcerait à mesure que de nouveaux membres rejoindraient l'Agence.

⁴³⁵Extrait de l'Article 1^{er} de la Charte de l'Agence de coopération culturelle et technique. La suite des objectifs de l'Agence sont tout aussi ambitieux : « Elle exerce son action dans le respect absolu de la souveraineté des Etats, des langues et des cultures et observe la plus stricte neutralité dans les questions d'ordre idéologique et politique. Elle collabore avec les diverses organisations internationales et régionales et tient compte de toutes les formes de coopérations techniques et culturelles existantes. » La consultation des statuts est possible à partir de son site.

⁴³⁶Cf. Bastien, Frédéric. *Les Relations particulières*. p. 27-71.

⁴³⁷Jean-Marc Léger. « Nouveau départ pour l'Agence de coopération culturelle et technique. » *La Presse*, 29 novembre 1989.

Le statu quo devint la règle afin de ne pas rouvrir la boîte de Pandore des négociations sans fin⁴³⁸, alors que les discussions constitutionnelles allaient s'enliser au Canada. Ce qui fut déclaré à Louis Sabourin, « *L'ACCT a certes "confiné" l'action du Québec dans la francophonie, mais elle l'a aussi confirmée*⁴³⁹. » Avec la désignation de Robert Bourassa et du Parti Libéral du Québec aux élections législatives provinciales, un apaisement et une réorientation de la politique extérieure eurent lieu. L'Agence lança officiellement la coopération entre les divers partenaires francophones, au début de l'automne 1971 grâce notamment à son « *programme amiral*⁴⁴⁰ » l'Ecole internationale de Bordeaux (EIB) qui fut voté à l'unanimité et que Léger participa largement à créer⁴⁴¹. A titre d'épilogue à Niamey II, le chef de la délégation française Pierre de Billecocq reedit en guise d'introduction lors de cette conférence de l'automne 1971 qu'en vertu de la charte de l'ACCT, l'Etat Québécois en tant que gouvernement participant, avait les mêmes prérogatives que les Etats membres. Si officiellement le Canada ne put émettre de contestation aux déclarations françaises, ayant lui-même accepté ce statut et négocié avec Robert Bourassa les modalités de cette application, Niamey II demeurait une occasion manquée de prendre le dessus sur le Québec. Si les autorités unifoliées durent revoir leurs ambitions à la baisse, cela ne signifiait pas qu'elles boiraient, pour autant le calice de la renonciation jusqu'à la lie J-M Léger, le confirma en tant que témoin direct, en écrivant :

Personne ne contesta ces propos mais il apparut bientôt clairement que ce n'était pas, et ce n'est toujours pas, la conception que se fait Ottawa du "gouvernement participant". Je pus le constater peu à près la réunion (...) et l'ambassade du Canada à Paris me rappela périodiquement sa position, la dessus⁴⁴².

L'inauguration en grande pompe de l'Ecole Internationale de Bordeaux se fit en janvier 1972 en présence de Jacques Chaban-Delmas, député maire de Bordeaux et Premier ministre français en exercice. Ce projet bénéficia de toute l'assistance et de l'appui de Matignon⁴⁴³.

⁴³⁸Cf. Harvey, Fernand et Southam, Peter *Chronologie du Québec (1940-1971)*, Québec, Institut supérieur des Sciences humaines, no 4, janvier 1972, p.77.

⁴³⁹Cité in Tétu Michel. *La francophonie, histoire, problématique, perspectives*, p. 118-119.

⁴⁴⁰L'expression est de Jean-Marc Léger et il l'utilisa en outre lors de notre entretien de décembre 2005.

⁴⁴¹Ce programme phare en matière de coopération fut lancé après que les autorités fleurdelisées et unifoliées aient établi les modalités concrètes de la participation du Québec en tant que gouvernement participant.

⁴⁴²Cf. Léger, J-M. *Le temps dissipé*, p. 410.

⁴⁴³Gérard Fayolle, proche collaborateur de Jean-Marc Léger servit de principal intermédiaire entre la France et l'exécutif de l'ACCT. Nous rappelons que Chaban-Delmas fut avec Deniau et Senghor le créateur de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

L'EIB fut durant presque deux décennies le principal centre de documentation de la francophonie en matière de coopération. Elle organisa des milliers de séminaires, de colloques et de stages à destination de l'ensemble de la francosphère mais avec une très nette préférence pour le développement des pays du Sud⁴⁴⁴. Cette structure forma plusieurs générations d'administrateurs dont les pays francophones les plus défavorisés manquaient cruellement. Sa particularité réside dans le fait qu'elle ne participa pas à la fuite des cerveaux des pays du tiers-monde en direction des pays occidentaux, accentuant ainsi les phénomènes de paupérisation et de sous-développement. L'IEB et l'Institut de l'énergie des pays francophones⁴⁴⁵ dont le siège se trouve dans le vieux Québec furent les deux seules réalisations indemnes de toutes critiques et qui firent de l'ACCT autre chose qu'une structure corrompue et technocratique.

L'accord de siège que signa le Secrétaire exécutif québécois de l'ACCT avec Maurice Schuman, en juillet 1972, consacra le caractère multilatéral et diplomatique de l'Agence. Il précisait que le français était la seule langue de travail, mais que l'Agence devait soutenir toutes les langues en usage au sein des pays membres et promouvoir toutes les cultures. Ce qui sera source de malentendu et de tension notamment avec Paris qui jugeait que les problèmes linguistiques africains et leurs études coûteuses plongeaient l'Agence dans des errements sans fin qui étaient préjudiciables à l'idiome commun, le français⁴⁴⁶ et plus particulièrement aux francophones de langue maternelle. Après la bataille des *Grands blancs* en Francophonie, était venu le temps des palabres et des tours de Babel africaines, desquelles les Français, les Wallons, les Québécois, etc, se sentaient quelque peu éloignés. Si les francophones partagent un imaginaire collectif, il semble que l'ACCT ait été la victime de l'entrisme de ses membres, même de celui des Africains qui arboraient pourtant les meilleures intentions à son égard et des interprétations fluctuantes qu'impliquait l'amphibologie constitutive de la francophonie.

⁴⁴⁴Donat, Valois. « Le Temps est à l'entraide "horizontale" au sein du tiers-monde francophone », *La Presse*, 11 mai 1973.

⁴⁴⁵L'IEPF fut créé au Sommet de Québec, il porte aujourd'hui le nom d'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie IEPF. Il fait la promotion d'un développement durable et milite activement en faveur de la ratification du protocole de Kyoto. Cf. <http://www.iepf.org/> Pour de plus amples renseignements le concernant nous renvoyons à la revue *l'Année francophone internationale* qui rend compte de son action et à l'article que lui consacre l'UPF consultable sur http://www.presse-francophone.org/francophonie/francophonie_actenviron.htm. Il n'existe pas de recherche globale en sciences humaines sur cet institut.

⁴⁴⁶Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la francophonie ?* p. 253.

Pour mémoire, nous rappelons qu'au sens strict du terme, l'Agence fut la seule organisation intergouvernementale de la francophonie à l'échelon international découlant d'une convention qui regroupait les pays ayant en commun l'usage du français. Le nombre des membres de l'ACCT ne cessa de croître par la suite atteignant la trentaine lorsque Jean-Marc Léger quitta la direction de l'organisation en 1974⁴⁴⁷. Celui-ci, ne souhaita pas solliciter un mandat supplémentaire préférant retourner à des occupations plus montréalaises et retrouver ses activités au sein de l'AUFELF dont il s'était mis en disponibilité. Le commis voyeur de la francophonie fut remplacé par le Nigérien Dandoukolo Dan Dicko⁴⁴⁸ qui bénéficiait de l'appui de son président⁴⁴⁹.

L'élection de cet universitaire signifia les débuts de l'africanisation de l'Agence qui se prolongea durant deux décennies, jusqu'à l'élection de Jean-Louis Roy⁴⁵⁰ ancien directeur du journal *Le Devoir* et lui aussi, ancien Délégué général du Québec à Paris⁴⁵¹. Sa candidature fut conjointement présentée et soutenue par le Canada et le Québec, alors que la France soutenait quant à elle, le candidat belge Roger Dehaybe. Si la période africaine vit se développer les programmes, les financements et les activités de l'Agence en direction des francophones du Sud, elle fut aussi la phase la plus décriée de l'ex-ACCT⁴⁵². Les dérives en tous genres⁴⁵³ entachèrent l'image et l'action même de l'Agence.

⁴⁴⁷Réal, Pelletier. « Jean-Marc Léger regarde vers 1974 », *La Presse*, 1^{er} mars 1974 ; [Anonyme], « Francophonie : nouvelle équipe à l'Agence de coopération culturelle et technique », *Le Monde*, 28 mars 1974, [Agence France Presse], « Un Nigérien succède à Jean-Marc Léger », *Le Devoir*, 19 octobre 1973. [PC]. « Jean-Marc Léger fait ses adieux. M. Jean Marc Léger Secrétaire général sortant de l'Agence de coopération culturelle et technique a été reçu par le Président Diori. », *Le Devoir*, 18 mars 1974.

⁴⁴⁸Donat, Valois. « L'Agence francophone se restructure et se donne des moyens », *Le Devoir*, 22 octobre 1973, p. 13 ; Louis-Bernard Robitaille. « L'Agence de coopération culturelle et technique, un africain succéderait à Jean-Marc Léger », *La Presse*, 16 octobre 1973.

⁴⁴⁹[Anonyme], « Quatre pays africains revendiquent la succession de Jean-Marc Léger », *Le Devoir*, 17 octobre 1973 ; Donat Valois. « L'agence de coopération culturelle et technique de la francophonie en session générale à Liège », *Le Devoir*, 15 octobre 1973.

⁴⁵⁰Bury, Jean-Paul. « Jean-Louis Roy s'installe à l'ACCT », *La Presse*, 19 janvier 1990.

⁴⁵¹Malgré le dépouillement intégral du Fonds Jean-Louis Roy (1965-1995), situé à Montréal, et consultable aux ANQ sous la cote P 666, nous n'avons retiré contrairement au fonds Patry ou Léger que peu d'informations intéressantes pour notre recherche. En effet, la période durant laquelle il fut Secrétaire général de l'Agence de la Francophonie, (1990-1998) n'est pas couverte ni traitée dans ce fonds. D'une façon globale nous n'avons pu retirer de ce fonds volumineux, plus de 9 mètres, que des informations connexes sur la francophonie nord-américaine en particulier sur les « Francos » et quelques données originales sur son activité en tant que Délégué général du Québec à Paris (1986-1990). Les périodes pendant lesquelles il fut directeur du centre d'études canadiennes de l'Université Mc Gill (1971-1980), et où il dirigeait *Le Devoir* (1980-1986) sont les mieux documentées.

⁴⁵²Cf. Tétu. Michel. *Qu'est-ce que la francophonie ?* p 249-251.

⁴⁵³Les affaires d'abus de bien social, de népotisme se succédèrent durant deux décennies.

Ce fut en particulier le cas durant les années 1980 sous les mandatures des secrétaires gabonais Owono N'Guéma⁴⁵⁴ et de Paul Okumba d'Okwatségué⁴⁵⁵ tous deux soutenus par Omar Bongo. 1974, fut une année résolument particulière pour ce qui a trait à la relation Québec-ACCT. Au départ de Jean-Marc Léger, il est impératif d'adjoindre un événement unique, organisé à Québec à l'initiative de l'Agence francophone durant le mois d'août⁴⁵⁶. L'ACCT organisa le premier Festival International de la Jeunesse francophone⁴⁵⁷ plus connu sous son nom de Super Franco-Fête de Québec⁴⁵⁸.

Cette manifestation reste jusqu'à aujourd'hui comme le plus grand rassemblement francophoniste en Amérique du Nord et dans le monde⁴⁵⁹. Cette Super Franco-Fête, contrairement aux mœurs en vigueur en francophonie, et qui font de celle-ci une structure quelque peu impersonnelle et technocratique fut une célébration festive, populaire de masse faite avant tout, pour célébrer la rencontre des francophones. Elle atteignit le millier de participants et toucha plusieurs centaines de milliers d'individus. En mélangeant les arts, la culture et le sport elle peut être considérée comme l'aïeule de la journée de la francophonie et des futurs jeux francophones, organisés par la CONFEJES⁴⁶⁰. La Super Franco-Fête, se déroula à Québec et Sainte-Foy du 13 au 24 août 1974. L'événement qui permit de créer des liens entre les citoyens de la communauté francophone internationale mit en vedette plusieurs artistes de renom. Lors de la soirée d'ouverture sur les plaines d'Abraham, Félix Leclerc, Gilles Vigneault et Robert Charlebois étaient réunis sur scène dans le cadre du spectacle « *J'ai vu le loup, le renard, le lion* ». Comme l'illustre la photographie suivante.

⁴⁵⁴A titre d'exemple, durant le mandat de cet ancien ministre d'Etat, fondateur de l'Université Omar Bongo, le conseil d'administration de l'ACCT, refusa d'entériner les nominations des directeurs généraux dont la principale compétence était d'être des "amis" du nouveau Secrétaire gabonais et du régime en place.

⁴⁵⁵C'est sous son mandat que le discrédit atteint son comble et que la gestion des deniers francophones fut la plus spéculative. Désavoué publiquement lors du Premier Sommet de la francophonie en 1986, il ne fut pas même admis à assister à la réunion des chefs d'Etats et de gouvernement alors que l'ACCT était le symbole de l'institutionnalisation de la francosphère. Pour de plus amples renseignements sur sa présidence Cf. Bernard Descôteaux. « Dans l'Agence de coopération francophone : Paul Okumba affirme avoir fait le ménage espéré », *Le Devoir*, 12 mars 1988, p. A-6.

⁴⁵⁶Goumois, Michel. « Le Canada et la francophonie », *Etudes internationales*, vol. 5, 1974, p. 355-366.

⁴⁵⁷Donat, Valois. « Le temps est à l'entraide "horizontale" au sein du Tiers-monde francophone ».

⁴⁵⁸Beaudoin, Louise. « Origines et développement du rôle international du gouvernement du Québec », in Paul, Painchaud, *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1977, p. 465-468.

⁴⁵⁹Cf. Le film de Richard Lavoie, intitulé *Franc-jeu* qui est une commande du gouvernement du Québec, pour relater la Super Franco-Fête de 1974 d'une durée d'1h 53. A notre connaissance il n'est possible de le visionner qu'à la Cinémathèque québécoise de Montréal.

⁴⁶⁰Le mandat de la CONFEJES consiste selon les statuts à : « renforcer, par une politique d'échanges, les liens de solidarité et de coopération entre les jeunes des pays francophones ».

Figure 5.14 - La soirée d'ouverture de la Super Franco-Fête



Devant plus de 100 000 personnes originaires de plus de 25 pays francophones, ils lancèrent un message d'amitié et de paix qui démontra tout au long du festival que les francophones partageaient un imaginaire collectif et des formes de sensibilité parfois extrêmement proches⁴⁶¹. « *Quand les hommes vivront d'amour* » devint la chanson phare de cette Super Franco-Fête organisée par l'ACCT. Moins harmonieuse fut la réception faite aux Premiers ministres Pierre-Elliott Trudeau et Robert Bourassa qui durent faire face à un flot ininterrompu de huées durant plusieurs minutes⁴⁶². Il est vrai que le Premier québécois était la cible des opposants à la Loi 22 que l'Assemblée nationale du Québec avait adoptée au mois de juillet⁴⁶³. Avec un budget d'environ 2,5 millions de dollars, les organisateurs avaient réussi à faire déplacer plus de 800 000 spectateurs, dont 100 000 lors de la soirée de clôture le 24 août. La réussite de cette manifestation attestait de la réalité et de la vivacité de la francophonie au Québec, malgré une édification institutionnelle chaotique et une amphibologie quant aux termes et aux concepts à employer pour la définir, celle-ci existait⁴⁶⁴.

⁴⁶¹Cf. J.G. Dubuc, « L'amitié en français. Il y a des choses au Québec que seul Québec sait faire par exemple le festival international de la jeunesse francophone. Inauguré dans la vieille capitale il fallait l'esprit, le décor, la simplicité », *La Presse*, 14 août 1974, p. A-4. Jean, Dufresne. « Le Pari est gagné la Superfrancofête, une capitale en fête. Une Francophonie de nouveau retrouvée mais qui n'est plus seulement blanche » *Le Devoir*, 16 août 1974, p. 1.

⁴⁶²Cf. Les éditions du lendemain du journal *Le Soleil*, 12 août 1974, p.1 et 3, 13 août 1974, p.36, 14 août 1974, p.1-3, 62-63, 24 août 1974, p.1 et 27 août 1974, p.3. Pour des renseignements complémentaires sur cet événement nous renvoyons à *Mémorial du Québec*, Tome VIII, 1966-1976, Montréal, Éditions du Mémorial, 1979, p. 292-309.

⁴⁶³Quelques anicroches mineures survinrent au cours des douze journées qui suivirent, mais sans que cela remette en question le caractère pacifique et bon enfant de ce festival.

⁴⁶⁴Le mélange des cultures dans un contexte québécois fit de la Super Franco-Fête une aventure mémorable pour les habitants de la Vieille Capitale, comme plusieurs résidents de la ville nous l'ont avoué spontanément et à plusieurs reprises.

D'une façon générale l'Agence conforta et pérennisa la tribune francophone à laquelle le Québec avait eu tant de mal à accéder. Malgré tous les défauts inhérents et les innombrables critiques faites à son encontre, elle n'en fut pas moins le premier pivot gouvernemental de la francophonie et permit au Québec de mieux se situer par rapport à Ottawa sur la scène internationale, sans craindre la remise en cause brutale de ses acquis para et protodiplomatiques. L'ACCT dans l'espace francophone assurait un "pré carré québécois", ne dépendant plus exclusivement du bon vouloir hexagonal, face à un gouvernement fédéral toujours ulcéré de l'expansion des compétences internationales du Québec, qu'il ressentait comme une menace évidente faite à la souveraineté du Canada ; bien que cette interprétation, nous le répétons, ne soit pas pleinement fondée au regard du droit. Le Québec sut pleinement jouer sa carte de gouvernement participant de l'ACCT et s'affirma internationalement à travers elle jusqu'à sa disparition au Sommet d'Hanoi en 1997. L'Agence de Coopération Culturelle et Technique fut la tribune institutionnelle de la présence mondiale du Québec en francophonie qui se manifestait également par ses délégations et ses comptoirs.

Les Québécois défendirent systématiquement l'Agence, y compris contre la France qui la jugeait budgétivore et trop encline à un multilatéralisme inopérant, auquel elle préférait les relations bilatérales directes. Il est vrai que Daniel Johnson avait déclaré le 29 septembre 1966, lors de la venue de Maurice Couve de Murville alors ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle : « *Derrière la France, se profile une réalité naissante où se joue notre destin : la francophonie*⁴⁶⁵. » La peur de perdre son statut joua un rôle déterminant dans cette défense systématique et quelque peu pavlovienne d'une Agence francophone qui ne répondait pas à ses missions, même après la fin des mandatures africaines. Sans réduire l'action collective de mouvements ou de structures tels, le PLQ, la SSJB, le MSA futur PQ ou l'intervention individuelle d'hommes tels, Paul Gérin-Lajoie ou encore Daniel Johnson, etc. il apparaît clairement que du côté québécois pour la période 1950-1970, trois personnalités eurent un rôle primordial dans l'instauration de cette relation si particulière entre la francophonie et le Québec. Il s'agit de Jean-Marc Léger, André Patry et Georges-Emile Lapalme dont nous avons décidé d'éclairer plus précisément l'action tout au long de ce chapitre V. Il ressort très nettement de nos recherches que sans eux, ce lien et cette affinité complexe, riche et évolutive n'auraient pas la même intensité.

⁴⁶⁵Cf. Les éditions *du Devoir* et *du Soleil* du 30 septembre 1966.

Leur action fut tout aussi essentielle, bien que moins célèbre et tonitruante que celle de l'homme du 18 juin. Cela ne signifie pas qu'ils sont les seuls à y avoir œuvré, mais établir une liste complète et exhaustive des personnalités québécoises ayant contribué à cette rencontre ou à la venue en francophonie du Québec s'avère selon nous, compte tenu des fonds et des sources actuellement disponibles, une tâche presque irréalisable. Les mois de recherche que nous avons effectués en France et au Québec dans les dépôts d'archives nous confortent dans cette pensée.

Nous avons tenté aussi objectivement que possible et compte tenu des nombreuses contraintes⁴⁶⁶ et limites auxquelles nous nous sommes heurté, d'apporter à l'étude de ce lien qui nous semble si solide et original une réponse, non pour clore cette étude de façon définitive et péremptoire, mais plutôt pour que d'autres historiens et chercheurs puissent la réinvestir et surtout la compléter. Ce que nous appelons de nos vœux et qui aurait un sens nous en sommes persuadé, tant au Québec qu'en francophonie.

L'action isolée d'un groupe même très prosélyte composé d'hommes déterminés et influents ne suffirait évidemment pas à expliquer comment le Québec, probablement l'une des sociétés occidentales les plus archaïques de la seconde moitié du vingtième siècle ait pu à ce point, se confondre ou conjuguer son action avec les pères fondateurs de la francophonie qu'ils soient d'Afrique, d'Europe ou d'Asie. La révolution tranquille, l'action de de Gaulle, les ententes bilatérales France-Québec furent déterminantes dans le creuset francophonie-Québec, mais ne purent l'être que parce que la langue et la culture francophone étaient le propre d'un contrat social et sociétal des Québécois perçu comme l'indispensable outil de leur propre affirmation. La différence québécoise lorsqu'elle se lit à travers le prisme de la francophonie prend une dimension singulière insérée dans un tout francophone et latin, qui ne peut que la valoriser et lui octroyer une place au sein des nations et lui garantir un "pré carré" culturel et identitaire si nécessaire, étant une enclave isolée et excentrée entourée par un archipel francophone menacé de submersion.

Nous souhaitons rappeler en outre, sans donner une image trop misérabiliste ou tirant sur la caricature, que la classe moyenne québécoise était encore au sortir de la seconde guerre mondiale, largement marginalisée et à l'arrière banc de toutes les statiques

⁴⁶⁶De temps, d'argent et de connaissances.

économiques et sociales de la Confédération⁴⁶⁷. A ce sujet, il est tout à fait saisissant de constater que le Québec une fois achevées les réformes linguistiques et sociales aura une relation à l'Afrique tout autre, et qu'il ne ressentira plus cette hyper proximité⁴⁶⁸ une fois la Révolution tranquille achevée. En matière de relations internationales, de coopération et d'ententes, le Québec ne put compter pour l'essentiel que sur son bilatéralisme avec la France ou son multilatéralisme avec la Francophonie pour se lancer et exister sur la scène internationale. Les Conférences de Libreville, de Paris, de Kinshasa et de Niamey en sont autant d'exemples flagrants. L'adhésion pleine et entière du Québec n'est donc pas le fruit du hasard ou celui d'une simple juxtaposition de facteurs positifs, mais découle bien d'un processus structurant, en totale synergie avec le contexte Nord-américain et international. Ce qui est sous-évalué la plupart du temps, puisque les facteurs culturels sont à tort rangés dans une catégorie secondaire, voire accessoire, pour analyser les évolutions sociétales même d'entités minoritaires comme le sont celles du Québec et de l'Amérique du Nord francophone. Dès lors, il s'avère difficile pour ne pas dire impossible de douter qu'ait existé une catharsis Québec-francophonie, ou de dénombrer d'autres exemples d'une telle abréaction, tout spécialement hors d'Europe, y compris en Afrique au sein de l'aire ayant nourri la négritude senghorienne. C'est ce que rappelle avec justesse Jean-Marc Léger, dans son ouvrage *La francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*.

En outre, à travers ce chapitre, nous avons pu démontrer à quel point la francophonie est investie et instrumentalisée par le triangle Québec-Paris-Ottawa. La venue massive du Canada en cette dernière répond avant tout, à un souci de marginalisation du Québec dans l'espace francophone avec la montée de l'orthodoxie fédérale et à des intérêts para et proto diplomatiques pour le Québec. L'ACCT est l'illustration parfaite de ce jeu d'influence que les *Grands blancs* se livrèrent en francophonie, au détriment du projet collectif et civilisationnel conçu par Senghor, Bourguiba, Diori, Sihanouk,...

⁴⁶⁷La plupart des communautés immigrantes la devançaient, mettant à mal le schéma d'intégration classique qui fait du dernier arrivant le plus fragile au sein d'une société.

⁴⁶⁸Nombre des Felquistes qui ne se réfugièrent pas en France optèrent pour l'Algérie, et plus précisément Alger. Cet exemple parle en lui-même et atteste de l'état d'esprit et de l'inconscient collectif des Québécois de l'époque.

La francophonie se revendique plus que de la simple défense d'une langue ou d'une culture nationale fut-elle d'audience mondiale⁴⁶⁹. En ne faisant pas cela, elle accrédi-terait l'idée qu'elle induit en elle-même un processus d'ethnicité ethnicisante des parlants français, futurs francophones en devenir. Léopold Sédar Senghor en était convaincu et à ce propos il soutenait : « *La colonisation a été une aventure humaine. Comme toute aventure humaine, elle a charrié de la boue et de l'or. Pourquoi ne faudrait-il prendre que la boue et ne pas retenir les pépites*⁴⁷⁰ ! » Car : « *Si toute culture est originellement coloniale* » comme le développa Jacques Derrida dans *Le Monolinguisme de l'autre*⁴⁷¹, la francophonie tenta de transformer cette douloureuse contrainte en capital, gage d'humanisme et d'universalité. La francophonie dépasse donc, le concept de francité bien qu'elle entretienne avec elle, une naturelle et évidente relation symbiotique⁴⁷² comme elle entretient du moins de son point de vue, un rapport de symbiose catharcique avec toutes les identités francophones qui composent ce que nous avons précédemment énoncé et défini être *la francophonie*. Ainsi, malgré sa fragilité elle est un passeur vers les autres aires culturelles et une interface possible vers les universalités qui seules forment le possible universalisme.

Si le français, n'est qu'au 9^e rang des langues les plus parlées au monde, il dispose d'un atout qu'il est seul à partager avec l'anglo-américain, c'est celui de sa diffusion planétaire. Il est en effet, sur les 6000 langues vivantes en usage dans le monde, le seul idiome présent sur tous les continents. Sans ouvrir la boîte de Pandore, propre aux linguistes et aux statisticiens en tout genre, sur le nombre des francophones réels, possibles ou fantasmés⁴⁷³ ; nous estimons que l'utilisation de la langue à l'échelle des cinq continents s'avère un fait bien plus intéressant que celui du nombre comptable et artificiel toujours délicat d'emploi y compris en histoire culturelle.

⁴⁶⁹Louis-Paul, Béguin. « Au fil des mots, le français bourgeois ? », *Le Devoir*, 2 juin, 1977, p. 6.

⁴⁷⁰Cité in Barrat, Jacques ; Moisei, Claudia. *Géopolitique de la Francophonie, un second souffle ?* Paris, La documentation française, Les études de la documentation française, n°5195, 2004, p. 27.

⁴⁷¹Derrida, Jacques. *Le Monolinguisme de l'autre*. Paris, Galilée, 1996, p. 68-70.

⁴⁷²Cf. Senghor, L.S. Conférence sur la "Francophonie", Paris, mars 1985, in « De la francophonie à la francité », *Liberté* 5, p. 261-273.

⁴⁷³Pour rappel, nous avons déjà donné une évaluation que nous pensons raisonnable dans la partie I de notre thèse.

« Des vieux rêves catholiques et français, il ne reste plus que la langue française qui puisse être vécue comme un projet pour lequel la collectivité entière se rassemble¹. »

Léon Dion

CHAPITRE VI

LE QUEBEC ET LA POLITISATION DE LA FRANCOPHONIE DE 1970 A 1985

A travers ce nouveau chapitre de notre thèse, nous comptons démontrer qu'en dépit d'une "francophonisation" graduelle de la société québécoise tout au long des années soixante-dix, quatre-vingt, encore largement sous évaluée et moins populaire auprès des chercheurs que l'équivoque américanité québécoise², le lien Québec Francophonie connut un renouvellement profond et accéléré du fait des deux protagonistes, mais avec des conséquences et des interactions inégales pour chacun d'eux. Par "francophonisation" nous entendons l'ensemble des processus qui à partir des années soixante-dix menèrent le Québec, en tant que société de culture francophone et de langue française, à se dégager progressivement de son identité canado-québécoise "pure laine" pour intégrer plus largement les apports successifs et exogènes des cultures et des sensibilités issues de la francosphère.

¹Dion, Léon. « Une identité incertaine », in Simon Langlois et Yves Martin, *L'horizon de la culture. Hommage à Fernand Dumont*. Québec, PUL/ IQRC, 1995, p. 23.

²Cf. A ce sujet, notre analyse des rapports francophonie américanité que nous avons développée dans notre sous-partie - Le Québec en francophonie une motion de censure contre le révisionnisme historiographique de la contre-histoire du politique.

L'émigration de plusieurs centaines de milliers de francophones en provenance de la plupart des aires de la francophonie, joua à ce titre une influence déterminante dans cette régénération partielle du Québec contemporain³. L'apport des communautés haïtiennes, libanaises, franco-européennes, africaines, d'Asie du Sud-Est et plus particulièrement vietnamiennes eut selon nous, un impact tout aussi grand sur la société québécoise qu'en eut la Révolution tranquille sur l'État québécois. Cette évolution durable et profonde, ne nous paraît réversible qu'à défaut de retourner à un nationalisme ethnique d'un autre temps, ou de tomber dans une ultra américanité québécoise spécieuse, synonyme de négation de la québecité. Cela au nom d'une normalité artificielle du Québec en Amérique du nord quelque peu jusqu'au-boutiste, et dont certains Québécois sont déjà eux-mêmes revenus. Parmi les plus critiques on dénombre, Joseph Yvon Thériault, Linda Cardinal, Michel Seymour.

Le Québec en acquérant sur la scène internationale une légitimité multilatérale pourtant partielle et fragile que seule la francophonie lui octroyait, fit le choix paradoxal, une fois l'ACCT créée, d'enclencher l'arrêt de la politisation de la francophonie, alors que d'autres partenaires tels, la Belgique ou la Suisse s'investissaient de plus en plus en cette dernière. Après le temps de l'aide systémique du Québec à la francophonie et celui des tensions volontaires et involontaires, nous démontrerons que vint celui de la paralysie confortable sous Bourassa, et enfin le retour d'un réinvestissement du Québec en francophonie avec Louise Beaudoin et les gouvernements péquistes de René Lévesque et de Jacques Parizeau. Après le décrochage québécois lourd de conséquence pour le projet francophone, le Canada et la France devinrent les "moteurs" épisodiques et diachroniques de cette Francophonie bridée, au discours universalisant et généreux mais sans prégnance autre qu'une ACCT fragilisée. A travers ce nouveau chapitre, nous nous proposons de démontrer combien la relation Québec francophonie va se renouveler durant la période 1970-1985 pour alterner successivement et en cycles irréguliers de plus en plus nombreux entre les états de mauvais et de bon "*Djinn*" de la francophonie.

³Nous tenons à préciser que nous ne nions en rien l'impact des émigrants non francophones sur le Québec, mais nous estimons que celui-ci à l'exception peut-être de celui des États-Uniens s'avère moins prégnant sur les Québécois que ne le fut celui des francophones. En outre, nous traitons dans cette recherche transversale et multidisciplinaire des seules relations Québec-francophonie-Québec et non du multiculturalisme ou des communautarismes nord-américains en tant que tels. Si ces notions sont interagissantes, seule la dimension francophoniste est au cœur de notre problématique.

Durant ces phases se mêlèrent simultanément intérêt, détachement, indolence et parfois aussi transfert et volonté d'instrumentaliser cette relation si particulière. En étudiant cette relation non comme un tout homogène, contrairement à la période de la protofrancophonie qui en est un et qui relève de la longue durée, mais comme une séquence dissemblable appartenant à l'histoire immédiate et aux implications nombreuses et significatives quant à l'identité et au positionnement du Québec par rapport à la québécoité, à son appartenance et à sa cohérence à la francosphère, nous pensons retranscrire et ordonnancer de façon appropriée et surtout originale la relation Québec-francophonie. Par originale nous entendons nouvelle, et surtout non manichéenne comme l'est l'écrasante majorité des études portant sur la francophonie. Elles font du Québec, en fonction des auteurs et des commentateurs soit un allié caractérisé par l'abnégation, soit un faix plus ou moins avéré. Selon nous, il est vain et même préjudiciable d'analyser cette séquence 1970-1986 autrement que comme une période autonome et de transition complète pour la Francophonie.

Il est en effet essentiel, de mettre en lumière toutes les contradictions, les inaboutissements et les réalisations qui marquèrent la relation de nos deux protagonistes avec les différents acteurs de l'espace francophone⁴ car ils sont autant de témoignages précieux de la psyché des Québécois et des francophones eux-mêmes⁵. En procédant ainsi, nous prouverons que loin d'être anecdotique, l'impact de la francophonie est réel et qu'il imprimera sa marque sur le débat interne du Québec, tout autant que le bilatéralisme France-Québec le fit et le fera de 1960 à 1995, ou que l'américanité québécoise⁶ ne put le faire une fois énoncée⁷. La mise en place et la compréhension d'un espace francophone et d'une francophonie politique dans laquelle le Québec joue un rôle singulier sera notre fil d'Ariane durant ce nouveau chapitre qui englobe la période 1970-1986.

⁴Nous accorderons une attention plus particulière à la venue d'autres partenaires au premier rang de la francophonie, tels la Belgique et la Suisse qui eurent une action souvent complémentaire et médiatrice.

⁵Dumas, Evelyn, « Francophonie "commonwealth" », *Toronto Star*, 20 octobre, 1973.

⁶Pour des renseignements complémentaires sur l'Américanité nous renvoyons aux publications de Marcel Rioux et plus particulièrement, *Les Québécois*, Paris, Le Seuil, 1975, p. 15-20 et à *Un peuple dans le siècle*, Montréal, Boréal, 1990, p. 133. Dans ces deux ouvrages, le premier étant destiné à un public non spécialiste et avant tout hexagonal, il avance l'idée que l'américanité des Québécois francophones serait l'une des trois matrices de l'identité québécoise avec la francité et la canadienité. Si nous ne partageons que partiellement l'opinion de Marcel Rioux quant à l'explicitation d'une américanité propre au Québec, ses travaux ont le mérite d'historiser celle-ci et de ne pas vouloir réduire artificiellement l'américanité québécoise à une américanité répondant à une norme continentale où l'utilisation de la langue française serait le seul hiatus ou la seule variable significative.

⁷Létourneau, Jocelyn. « La nouvelle figure identitaire du Québécois : essai sur la dimension symbolique d'un consensus social en voie d'émergence. *British journal of Canadian Studies*, vol. 6, 1990, p. 18.

« La dialectique du maître et de l'esclave s'applique dans le domaine de la politique de telle sorte que le vainqueur contraint le vaincu, non seulement à accepter sa vision du monde, mais aussi à faire siennes les formules par lesquelles il doit accepter sa capitulation. Autrement dit, dans le jeu politique, le vaincu est celui qui se laisse imposer l'attitude d'autrui et qui juge ses propres actions avec les yeux de l'adversaire⁸. »

Karel Kosik (philosophe tchèque)

6.1 - Le Québec et sa relation au monde à travers le prisme de la francophonie de 1970 à 1976.

Dans cette première sous-partie, nous démontrerons que si la francophonie est en soi une entité humaine qui forme une communauté de projet et d'action, elle est également tributaire de cet état. Par conséquent, elle ne peut se consolider et aborder la question politique qu'en "accord" avec tous les partenaires qui la composent. C'est-à-dire, du point de vue de notre problématique que Québec, Ottawa, Paris et les autres capitales francophones devaient œuvrer de concert et avec le moins d'arrière-pensées possibles. Nous verrons donc, comment le projet d'une communauté politique francophone qu'annonçait l'ACCT fut délaissé par le Québec de Bourassa I. Puis pourquoi et comment l'ambition d'une francophonie politique qu'appelaient pourtant de leurs vœux Senghor, Bourguiba, Diori et le *Cercle Québécois* depuis plus d'une décennie fut paralysée sous Bourassa II et cela, malgré la souveraineté culturelle, devenue entre temps la nouvelle politique des libéraux du Québec. La francophonie s'étant changée depuis Libreville et Niamey en un sujet de tensions majeures entre Québec-Paris-Ottawa, l'espace francophone assistait à l'érosion du projet "d'un Commonwealth à la française" d'une part et au vieillissement prématuré de la francophonie institutionnelle. Malgré l'avancée de poids qu'avait représenté depuis Lesage le multilatéralisme francophone, le Québec d'hésitations en contradictions, s'essaya à une nouvelle politique en matière de relations internationales. Voici les principaux points que nous comptons traiter dans cette sous-partie, afin de prouver que la relation Québec-francophonie connut des transformations majeures et qu'après avoir renforcé la Francophonie institutionnelle, le Québec devint une pomme de discorde pour les francophones pour plus d'une décennie.

⁸Karel Kosik, cité in Fetjö, François. *Histoires des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil, 1969, p. 263.

« *Le Québec est un caramel mou et de plus divisé intérieurement*⁹ »

Charles de Gaulle

6.1.1 - Bourassa I ou de la redéfinition à l'inaction du Québec en francophonie.

Avec le retour gagnant du Parti Libéral du Québec sur la colline parlementaire au printemps 1970, les relations internationales du Québec prirent une nouvelle orientation conformément à ce qu'affirmaient depuis plusieurs années, sur les bancs de l'opposition les Libéraux. Le lien unissant le Québec à la francophonie en fut profondément transformé car Robert Bourassa souhaitait une remise à plat presque totale de la politique extérieure du Québec, afin qu'elle ne soit plus concurrente mais complémentaire de celle d'Ottawa. La relation France-Québec devait se « normaliser », ce qui en langue vernaculaire non libérale signifiait diminuer au plus vite¹⁰, étant jugée avant tout comme onéreuse¹¹ et la source de dérives séparatistes, notamment pour ce qui a trait aux négociations constitutionnelles. La dimension économique de la présence au monde du Québec devenait le nouvel axe structurant sous Bourassa I. Le Québec ne devait pas avoir une diplomatie ou une paradiplomatie pour des motifs d'affirmation purement identitaires et d'exercice de sa souveraineté, notamment en francophonie, mais afin de concevoir une nouvelle stratégie mondiale dont la finalité serait économique¹². Le programme électoral du parti libéral du Québec intitulé *Québec au travail*, était on ne peut plus précis. « *Il n'y a aucun doute dans mon esprit quant à ce qui devrait être la grande priorité du Québec pendant les années soixante-dix : c'est évidemment le développement économique*¹³. » Après avoir dénoncé les « *splendeurs parisiennes de l'Union nationale*¹⁴ » dans la presse, et avoir reproché à Paris de manquer à ses devoirs envers le Québec et les Québécois, menant au passage une charge véhémente contre Jean de Lipkowski dans son essai *Bourassa/Québec*¹⁵, le Premier ministre de la « Belle Province » écrivait au Président français une toute autre missive.

⁹Cf. Foccart, Jacques. *Journal de l'Elysée*, Tome 3, *Dans les bottes du Général*. p. 208.

¹⁰Cf. Patry, André. *Le Québec dans le monde*. p.132.

¹¹Cf. Malone, Christopher. *La politique québécoise en matière de relations internationales : changements et continuités (1960-1972)*, Université d'Ottawa, maîtrise en science politique, [non publiée], p. 228-235.

¹²U.E allait devenir un partenaire à privilégier, puisque le Royaume-Uni allait en faire partie.

¹³Robert Bourassa, in *Québec au travail*, Parti Libéral du Québec (PLQ), Québec, février 1970, p. 1.

¹⁴Cf. *Le Monde* du 4 octobre 1971, cité par Bastien Frédéric, *Les relations particulières*. p.75.

¹⁵Cf. Bourassa, Robert. *Bourassa/Québec*. Montréal, Editions de l'Homme, 1970, p. 33.

Son ton benoît et mielleux dénote pour le moins, l'indécision chronique et le double langage qui handicaperont tant l'action gouvernementale du Québec et celle de la francophonie nord-américaine. Nous choisissons d'en donner un large extrait afin de prouver ce que nous avançons. En renonçant aux extraits courts et cumulatifs à l'emploi confortable, nous souhaitons retranscrire dans son contexte, l'irrésolution de Bourassa que certains de ses plus grands admirateurs estiment être le témoignage d'une maîtrise complète de l'art de la politique.

Vous aurez noté en effet la détermination de notre gouvernement d'implanter le français, langue de travail, au Québec. Cet objectif, qui constitue l'une des grandes priorités de notre action, doit être atteint. Seul Etat francophone d'Amérique du nord, héritier et dépositaire d'une culture intimement liée à celle du peuple français, le Québec doit vivre en français s'il veut garder les traits profondément originaux de sa culture. A cet égard, notre intention est de puiser abondamment au patrimoine linguistique de la France. Ce patrimoine est indispensable à la vitalité de notre culture. La France, nous en avons l'assurance ne nous ménagera pas sa collaboration. C'est avec une vive satisfaction que nous prenons acte de la disponibilité totale de la France à l'endroit du Québec. Soyez assuré, Monsieur le président, que nous apprécions à leur haut mérite les efforts intellectuels et financiers qu'elle consent à la réalisation de l'un de nos objectifs majeur de notre politique. Ainsi, les communautés francophones des deux côtés de l'atlantique s'épanouiront et participeront ensemble à l'expansion et au rayonnement du français, leur patrimoine commun¹⁶.

Si Jean-Jacques Bertrand suivit la politique de Johnson essentiellement par obligation, et considérait la francophonie et les relations internationales comme secondaires, Bourassa inaugura une nouvelle ère ; celle de l'expectative et de la plus grande ambiguïté, déclarant presque tout et son contraire et faisant l'inverse et réciproquement. La Francophonie allait par voie de conséquence en faire les frais et s'enliser dans un processus de rapprochement économique quelque peu boiteux, compte tenu de sa fragilité structurelle, à laquelle la nouvelle ACCT n'avait pu répondre que très partiellement. En outre, si une convergence économique entre francophones pouvait être souhaitable de façon abstraite et selon les vues de l'économiste qu'était Bourassa, l'extrême amplitude des réalités matérielles et financières des Etats francophones compromettrait sérieusement

¹⁶Cf. Lettre de Robert Bourassa adressée à Georges Pompidou en date du 7 décembre 1970, Fonds Georges Pompidou, AN-5 AG 2/115 ou encore Association France-Québec (AFQ). *La coopération franco-québécoise : principes et orientations*. Paris, 1971, p. 23. [Cette publication de l'AFQ, fut réalisée dans le cadre de la 10^e session de la Commission permanente de coopération France-Québec].

les chances de voir aboutir un tel projet¹⁷. En effet, si l'on excepte le Canada, la France était un des rares partenaires crédibles avec une Belgique tenue à une certaine réserve en raison du fait flamand, et une Suisse francophone minoritaire, préoccupée davantage par son Jura et sa légendaire neutralité que par cette nouvelle réorientation de la politique libérale. La hache de guerre de la francophonie politique allait être déposée voire enterrée, tout au long du premier gouvernement Bourassa, pour y parvenir le préalable indispensable était la fin de l'ultra politisation France-Québec. Avec une ambivalence qui allait devenir proverbiale, Bourassa déclara néanmoins dans une interview accordée au quotidien *Le Monde*, en août 1970.

J'ai toujours été très attaché à la France, et ce n'est pas mon gouvernement qui va diminuer l'importance des relations franco-québécoises pour des raisons subjectives comme pour des raisons objectives. Le Québec, avec cinq millions de francophones au milieu de deux cents millions d'anglophones doit nécessairement avoir des relations très étroites avec la France sur le plan culturel (...) Il n'est pas nécessaire de justifier les relations culturelles avec la France : elles vont de soi¹⁸.

Dans les faits, il réduisit toutefois de 20% les effectifs de la Délégation Générale à Paris et greva son budget d'environ 15%¹⁹ la première année de son mandat. Alors que pour l'Etat du Québec, la Délégation parisienne était jusqu'alors, le symbole le plus évident de sa diplomatie politique et l'affirmation de sa volonté d'exister dans l'espace francophone²⁰. Le très fédéraliste Jean Lesage avait justifié ce choix en affirmant : « *Le peuple Canadien-français [sic] a pris conscience de lui-même et de sa place dans le monde actuel. C'est pour mieux l'occuper que nous avons institué à Paris notre délégation générale*²¹. »

¹⁷A titre d'information complémentaire, nous rappelons, que le Commonwealth britannique, pourtant plus ancien et moins ambitieux dans ses projets étant un prolongement de fait colonial, n'avait pas poussé aussi loin la question économique.

¹⁸Henri Mhum. « L'action de mon gouvernement sera déterminante pour l'avenir du pays, nous déclare le premier ministre de la province » *Le Monde*, 6 août 1970, p. 3.

¹⁹Cf. Beaudoin, Louise. « Origines et développement du rôle international du gouvernement du Québec », in Paul Painchaud (dir.). *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*. Québec / Montréal, CQRI/Presses de l'université du Québec, 1977, p. 441-470 Ainsi que Hamelin, Jean. « Québec et le monde extérieur : 1867-1967 », *Annuaire du Québec*. Québec, 1968, p. 2-36.

²⁰Claude Moquin. « La Francophonie : un Increvable », *Le Soleil*, 7 juin 1976, p. A-4.

²¹Propos de Jean Lesage rapportés en une du *Monde* du 5 octobre 1961.

Ces premières mesures du gouvernement Bourassa, ne purent que ravir les autorités fédérales²² puisqu'elles délaissaient les discours et les postures que ses prédécesseurs avaient pourtant su pérenniser de façon singulière depuis les débuts de la Révolution tranquille. Leurs poursuites mèneraient peut-être à cicatiser la blessure de Libreville²³, ce que n'était pas parvenu à accomplir les deux conférences de Niamey ; alors que Pierre Elliott-Trudeau annonçait avec quelques inexactitudes, le 11 octobre 1972 à Ottawa lors de la conférence générale de l'ACCT :

La présence française, florissante au Québec rayonne aussi dans plusieurs autres provinces canadiennes. L'Ontario compte plus d'un demi-million de francophones ; au Nouveau-Brunswick près de cinquante pour cent de la population est d'expression française, et l'importante minorité française du Manitoba s'affirme de plus en plus vigoureusement²⁴.

D'après nos recherches, il ressort nettement que Robert Bourassa souhaitait qu'Ottawa et Québec collaborent en francophonie et puissent de façon plus générale oublier au plus vite leurs dissensions passées²⁵. Nous avons conscience que cette hypothèse que nous formulons aura quelque difficulté à être validée car elle va à l'encontre de l'image traditionnelle d'un Premier ministre du Québec qui avec la Révolution tranquille "ferraille" presque continuellement avec les autorités fédérales, mais, le premier gouvernement Bourassa met à l'épreuve cette image d'Épinal. Cette double légitimité libérale à Ottawa et à Québec signifia les débuts d'une reprise des relations franco-canadiennes et un "soulagement" des hostilités Québec-Canada-Francophonie. À cette fin, la France et le Canada sans se métamorphoser en des partenaires exceptionnellement unis, devaient se réconcilier dans l'intérêt des francophones, mais surtout, pour que la nouvelle stratégie du Québec d'employer sa paradiplomatie à des buts économiques puisse opérer. Selon Claude Morin : « *Les relations internationales du Québec n'avaient pour lui [Robert. Bourassa] rien d'une priorité, du moins quant à leur*

²²Cf. Trudeau, Pierre Elliott. *Politique étrangère au service des Canadiens*. Ottawa, Ministère des affaires extérieures, 1970, p. 11. Dans cet opuscule, le gouvernement, sous la plume de son Premier ministre, développe l'idée que les relations internationales sont un excellent moyen pour dynamiser l'image du Canada à l'extérieur de ses frontières, mais également pour doter les Canadiens sans distinction de langue d'une fierté qui leur fait encore trop souvent défaut. La politique de Bourassa, arrive donc à point nommé pour Ottawa.

²³Cf. Riley, Sean E. *Franco-Canadian relations 1963-1971, a case Study in the influence of domestic factors on Canadian Foreign Policy*. Maîtrise de sciences politiques, Université d'Oxford, 1977, p. 80-90.

²⁴Allocution de Pierre-Elliott Trudeau reprise par les quotidiens du lendemain notamment *La Presse* et *Le Devoir* soit le 12 octobre 1972.

²⁵Cf. Noda, Shiro. *Les relations internationales du Québec de 1970-198 : comparaison des gouvernements Bourassa et Lévesque*. Montréal, Université de Montréal, thèse en histoire, 1988, p. 108.

aspect politique ; tous ces voyages à l'extérieur étaient décrits comme des "missions essentiellement économiques"²⁶. » Ce fut la fin de l'ultra politisation en vigueur depuis Jean Lesage et dont Daniel Johnson avait été le chef d'orchestre, lui qui avait écrit en 1965 avec quelques transports :

Le statu quo ne pouvant satisfaire personne, nous refusant à poursuivre une politique de replâtrage et d'interminables quémandages, il ne nous reste donc que deux solutions : l'égalité ou l'indépendance (...) je tiens à dire clairement que la Confédération n'est pas une fin en soi (...) Il en est qui veulent sauver la Confédération même au prix de l'autonomie du Québec. Moi je suis prêt à sauver l'autonomie du Québec, même au prix de la confédération²⁷.

Enfin, aucune Entente ne fut signée entre le Québec et la France durant cette première mandature (1970-1973), alors que ces dernières étaient à l'origine du développement de l'existence internationale du Québec d'une part, mais surtout, le gage de l'ancrage du Québec dans la francophonie internationale et au sein du multilatéralisme francophone. Robert Bourassa, en avril 1971 présenta en personne à la presse son premier séjour en France comme une simple mission économique visant avant toute chose à intéresser les investisseurs européens²⁸. Il est vrai que durant sa première visite en Europe, qui s'échelonna du 6 au 22 avril 1971, il n'aborda jamais la question culturelle, ni la francophonie, comme s'en fit l'écho *La Presse* :

Il est important de souligner que Bourassa a tenu jusqu'à la fin à dénuier son voyage de toute aspérité susceptible de piquer Ottawa. Alors qu'à l'occasion des voyages en France de ses prédécesseurs Jean Lesage et Daniel Johnson on oubliait d'inviter aux réceptions l'ambassadeur canadien, cette fois-ci M. Léo Cadieux a été partout de l'arrivée de l'avion à son départ²⁹ [Et pour cause Bourassa informe lui-même l'ambassade du Canada de ses déplacements³⁰.]

²⁶ Claude Morin, *Mes premiers ministres*. Montréal, Boréal, 1991, p. 444.

²⁷ Cf. Johnson, Daniel. *Egalité ou indépendance*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1965, p. 105.

²⁸ La presse francophone des deux côtés de l'Atlantique s'en fait largement l'écho, *le Devoir* y consacre sa une du 19 avril et *le Monde* celle du 20 avril 1971. En outre, l'épisode, de la visite de Bourassa à Colombey que relate avec moult détails et anecdotes Frédéric Bastien en dit long sur l'état d'esprit du nouveau Premier ministre. Après avoir pris soin d'éviter d'aller aux obsèques de Charles de Gaulle et s'être fait représenter par son ministre François Cloutier et Jean Chapdelaine alors Délégué général du Québec à Paris, ce ne serait que contraint par sa présence dans l'Hexagone, et sous la pression des membres du Lobby du Québec qu'il aurait émis le "désir" de déposer une gerbe de fleurs sur la tombe du président français, mais à la condition expresse que cela se fasse sans témoin, ni photographe afin de ne pas indisposer Pierre-Elliott Trudeau. En raison d'une fuite, *l'Associated Press* le sut et prit plusieurs clichés que *Le Devoir* s'empressa de publier. Cf. Bastien Frédéric. *Les Relations particulières*, p. 76-79.

²⁹ Cf. « M. Bourassa a réussi l'étape française », *La Presse*, 24 avril 1971.

³⁰ A ce sujet nous renvoyons à Bastien, Frédéric. *Les Relations particulières*, p. 79-82 qui présente des faits jusque-là inédits et dont la teneur atteste de la tactique alambiquée et équivoque de Robert Bourassa.

Afin de bien marquer le changement de cap de la politique internationale du Québec, ce fut par la Belgique³¹ que son voyage officiel sur le continent européen débuta, puis il se rendit au Royaume-Uni, en Allemagne³² (RFA), en Italie pour finalement se rendre en France, mais en s'octroyant un préalable de deux jours pour réellement débiter sa visite officielle. En dehors des visites qu'il eut à titre privé durant cet intermède, le Premier ministre du Québec ne parla en France que d'économie, d'investissement et de développement industriel alors que ce thème était un domaine de compétence partagé avec le gouvernement fédéral. Il semble que les bonnes dispositions de Robert Bourassa à l'égard du gouvernement Trudeau et de son ambassadeur Cadieux aient suffi pour qu'Ottawa ne juge pas cette visite marathon de 15 jours comme une nouvelle menace faite à sa souveraineté. Le quotidien *Le Devoir* rapporte que la veille de son retour dans la vieille capitale, Robert Bourassa dans un discours avant de partir en expédition à Colombey affirmait : « *Le Québec nous paraît, parce qu'il est bien américain et parce qu'il demeure plus européen que ses voisins, la base idéale d'attaque du marché nord-américain [sic] par les entreprises européennes et françaises*³³ ». On est assurément bien loin des déclarations de Daniel Johnson ou de celles qu'il tint à l'automne 1972 : « *Il n'y a pas de doute qu'il faut multiplier les échanges avec la communauté francophone, que ceci est absolument essentiel pour notre propre sécurité culturelle*³⁴ ». Ou même de celles qu'il tint notamment lors, de son discours de politique générale prononcée à l'occasion de l'ouverture de la 29^e session parlementaire à Québec.

Il est dans le double intérêt du Québec et du Canada que notre personnalité culturelle trouve son plus large épanouissement à l'intérieur de l'ensemble fédéral. Le Canada sera vraiment canadien dans la mesure où le Québec épanouira pleinement les traits dominants de la culture qui lui est propre, de sa personnalité francophone. A cette fin, le gouvernement du Québec recherchera (...) les moyens les plus efficaces de maintenir et d'élargir l'ouverture au monde qui parle sa langue et procède des mêmes valeurs³⁵.

³¹L'ouverture de la Délégation du Québec à Bruxelles n'eut lieu que le 26 septembre 1972, mais préalablement Québec disposait d'une Maison du Québec dirigée par Paul Lussier et dès le début du XX^e siècle, la « Belle province » disposait déjà d'une Agence générale à Bruxelles.

³²Cf. [Anonyme] « M. Bourassa invite les Allemands à investir », *Le Devoir*, 16 avril 1971.

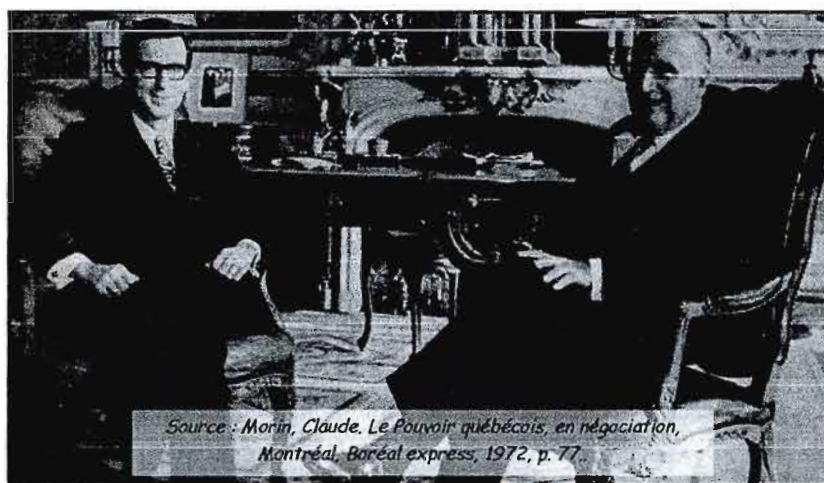
³³« Bourassa aux investisseurs français : le Québec est la base d'attaque idéale du marché nord-américain », *Le Devoir*, 22 avril 1971.

³⁴Allocution de Robert Bourassa le 7 octobre 1972, faite à Québec dans le cadre du Congrès de l'association canadienne des éducateurs de langue française (ACELF) à l'occasion de son 25^e anniversaire.

³⁵Discours de politique générale du 9 juin 1970, in *Journal des débats*, quatrième session, 29^e Législature, 15 mars 1973, vol. 13, n^o1.

Frédéric Bastien emploie très justement, l'expression imagée de « *Recul cyclique de la glaciation*³⁶ » pour évoquer cette normalisation à minima des relations canado-françaises voulue par Robert Bourassa. Nous rajouterions pour notre part que si cet éphémère réchauffement ne dura que quelques semaines, il ne remit jamais en question du moins du point de vue français, la relation privilégiée France-Québec en matière de francophonie. Le président Pompidou prolongea la politique de son encombrant prédécesseur avec une constance manifeste. Nous en voulons pour preuve ses nombreuses prises de position en faveur du Québec, et plus particulièrement ses annotations dans plusieurs télégrammes diplomatiques on ne peut plus limpides à ce sujet. Dans l'un d'eux, il inscrivait en annotation et en caractère gras : « *Attention à maintenir la position du Québec en ce qui concerne la francophonie et la culture*³⁷. » Ou encore : « *Il faut maintenir nos relations avec le Québec et c'est à Ottawa de les accepter comme telles. Nous ne mettrons pas d'huile sur le feu entre Québec et Ottawa, mais il ne faut à aucun prix donner à Ottawa l'impression que nous changeons de politique*³⁸. » La photographie ci-après, le représente le 19 avril 1971³⁹ aux cotés de son visiteur québécois. Malgré les sourires arborés par les deux hommes politiques un malaise s'installe entre les deux partenaires.

Figure 6.1 - Le malaise du fédéralisme rentable



³⁶Cf. Bastien, Frédéric. *Les relations particulières*. p. 74.

³⁷Cf. Télégramme diplomatique du 6 mars 1970 versé dans le Fonds Georges Pompidou sous la cote AN-5 AG 2/1021. Ce genre de commentaire n'est pas un cas isolé.

³⁸Cf. Cet autre télégramme en date du 21 août 1969 est également versé au fonds G Pompidou sous la cote AN-5 AG 2/1049.

³⁹[Anonyme], « Aujourd'hui à Paris, M. Bourassa sera reçu par MM. Schuman, Pompidou et Chaban-Delmas », *Le Devoir*, 19 avril 1971.

Ce ne fut pas l'Europe francophone post-coloniale, ni les « *maudits Français* » des quelques *arpents de neige* ou les francophones du Tiers-monde à la recherche des subsides fédérales, ni même le gouvernement unifolié qui servait plus qu'à son tour de bouc émissaire réflexe pour expliquer les déconvenues québécoises depuis au moins Maurice Duplessis, mais bien les Libéraux du Québec eux-mêmes qui renoncèrent de 1970 à 1974 à la francophonie. Sur ce point précis en effet, nul besoin pour amollir le Québec en ce domaine de faire intervenir Ottawa, la *trudeaumania* ou la propension fédérale à jouer « *la carte de ses mères patries*⁴⁰ » en francophonie en fonction de ses intérêts. Le gouvernement québécois suffisait amplement à la tâche en réorganisant ses priorités et en établissant une politique à très courte vue, à la lisibilité absconse pour les différents partenaires francophones, puisqu'elle érigeait en principe politique le double langage et l'indécision récurrente. Cette dernière remarque n'est pas un jugement de valeur sentencieux de notre part, mais une précision nécessaire au vu du nombre croissant de critiques et de récriminations que l'on entend à l'heure actuelle au Québec sur la francophonie, son inefficacité ou son désintérêt des Québécois alors que ces derniers ont tant fait pour elle. Certains suggérant même qu'avec le nouveau millénaire il serait peut-être temps de tourner la page, ou tout au moins de réduire le projet francophone par exemple à un anachronique Commonwealth à la française, au sein duquel le Québec n'aurait pas sa place de toute façon au vu du maintien de l'orthodoxie outaouaise.

Avec un raisonnement tronqué et une amnésie sélective, nourrie d'américanité et d'immédiateté certains reprochent à la francophonie de ne pas avoir rempli toutes ses promesses, non sans quelques motifs mais oublient en même temps que c'est le PLQ qui scia pour partie la branche du Québec en francophonie. Avec un paradoxe certain, ce fut donc Robert Bourassa que l'ensemble de ses collaborateurs et de ses proches décrivent comme un francophile érudit et averti, qui brida l'élan francophonie-Québec qui s'était poursuivi avec une exceptionnelle constance à travers les gouvernements successifs. Il maintint les acquis du Québec, mais sans vouloir écrire la suite de cet étroit et si singulier partenariat.

⁴⁰Cf. L'échange entre l'ambassadeur de France au Canada Jacques Viot et Georges Pompidou en date du 26 juillet 1973, versé dans les archives de l'Élysée, sous la cote AN-5 AG 2/1021. Pour rappel, le ministre des Affaires extérieures Mitchell Sharp était un canadien anglophone unilingue dans un Canada officiellement bilingue, dans lequel les solitudes devenaient officiellement obsolètes, mais où le bilinguisme était néanmoins avant tout une affaire de francophones.

Cet état de fait ne changea réellement qu'avec le gouvernement René Lévesque pour qui la diplomatie québécoise, les relations internationales, la Francophonie et le couple franco-québécois prirent une autre dimension avec la question de la souveraineté politique du Québec. L'indivisibilité de la souveraineté externe de l'Etat, clef de voûte de la conception fédérale en matière de relations extérieures allait de nouveau être mise à mal par le Québec péquiste de Louise Beaudoin. La francophonie et l'espace francophone redevenant un terrain privilégié de cet antagonisme, comme nous le prouverons tout au long des sous-parties à venir.

« Je suis Québécois. Je suis Canadien français, et je le suis de tout cœur. Mais je suis également, je suis profondément, je suis irrévocablement Canadien⁴¹. »

Pierre-Elliott Trudeau

6.1.2 - Bourassa II, vers une "re-politisation" de la langue et de la francophonie : où l'importance des crises linguistiques.

Le nouveau gouvernement que dirigea Robert Bourassa de 1973 à 1976, allait investir le thème de la souveraineté culturelle et linguistique avec autant d'énergie qu'il en avait fourni pour s'en éloigner durant la période 1970-1973 et privilégier l'aspect économique. Si l'on exclut les motivations personnelles du Premier ministre québécois pour donner jour en décembre 1972 à sa politique « *d'indépendance culturelle à l'intérieur du fédéralisme économique*⁴² », le contexte fleurdelisé et canadien suffit largement à expliquer ce nouveau changement de cap des libéraux et de leur chef. En effet, le Parti québécois marquait des points à chaque élection complémentaire⁴³ et attirait un nombre croissant d'intellectuels, de syndicalistes, d'étudiants et d'artistes autour de lui, le ralliement de Claude Morin au camp péquiste en est un exemple de choix. De plus, dans les nombreux débats qui animaient le Québec en matière de langue, d'identité et où intervenait le mouvement nationaliste, Mouvement Québec français (MQF),

⁴¹[Anonyme] « M. Trudeau faisait hier soir le discours traditionnel du chef de parti à l'occasion du dîner bénéfice de la section québécoise de la fédération libérale du Canada », *Le Devoir*, 11 novembre 1968, p. 1.

⁴²Cf. Picard, Jean-Claude. « Robert Bourassa veut que Québec réalise son indépendance culturelle : après la faillite du fédéralisme rentable, la thèse du "Provincial Power" », *Le Soleil*, 5 décembre 1972, p. 1.

⁴³[Anonyme] « Au Québec : les élections partielles depuis 1945 », *Le Devoir*, 24 octobre 1972 ; [Anonyme] « Les élections au Québec », *Le Devoir*, 31 octobre 1973, p. 5.

l'argumentaire du « *fédéralisme rentable* » devenait inaudible et surtout intenable ; même pour ce funambule de la politique. Les péquistes avaient le vent en poupe et le Premier ministre fédéral considérait le nationalisme québécois comme une aliénation ethnique et réactionnaire⁴⁴, tandis que le fédéralisme canadien était à ses yeux : « *le système politique qui permet l'union dans la liberté, l'unité dans la diversité*⁴⁵ », le fédéralisme rentable de 1970 faisait piètre figure.

A ce premier élément de réponse, il convient d'ajouter le fait que les Libéraux du Québec désiraient se différencier au plus vite de leurs coreligionnaires Outaouais qui avaient certes fait adopter la loi fédérale sur les langues officielles du Canada, mais qui n'étaient plus en odeur de sainteté au sein de la population québécoise depuis l'application des mesures de guerre par Trudeau, en réponse à la crise felquiste d'octobre 1970⁴⁶. Enfin dernier motif de discorde entre le Parti libéral du Québec et le Parti libéral du Canada, la demi défaite des libéraux aux élections fédérales du 30 octobre 1972. A l'issue du scrutin, Trudeau perdit 39 députés et dut former un gouvernement minoritaire ne disposant plus que de 109 représentants à la Chambre. L'autonomie québécoise redevenait donc une réalité possible. L'adoption de la loi 22⁴⁷, dite *Loi sur la langue officielle* par le gouvernement Bourassa II s'explique donc par ce contexte d'affaiblissement conjoncturel de l'orthodoxie fédérale et la montée en puissance de la question linguistique au Québec. Cette loi québécoise nourrie des conclusions de la Commission Gendron⁴⁸ proclame que le français est la langue officielle du Québec, impose son usage dans l'affichage public et oblige les entreprises privées qui souhaitent bénéficier des appels d'offres du gouvernement québécois à mettre en place des programmes de francisation.

⁴⁴Cf. Trudeau, P. E. « L'aliénation nationaliste » *Cité Libre*, n° 35, mars 1961, p. 3-5 ; Trudeau, P-E. « La nouvelle trahison des clercs », *Cité Libre*, n°46, avril 1962, p. 11 ou encore Trudeau, P-E. et alii. « Pour une politique fonctionnelle », *Cité Libre*, n°67, mai 1964, p. 16.

⁴⁵Cf. P-E. Trudeau. « Les Canadiens français et le défi fédéral » *Le Devoir*, 3 avril 1968, p. 5.

⁴⁶La réélection des Libéraux se fit dans ce contexte de bipolarisation de la vie québécoise et l'Union nationale de celle-ci avec 4, 9% des suffrages soit zéro siège à l'Assemblée.

⁴⁷Sa promulgation date du 31 juillet 1974.

⁴⁸Cette commission créée sous la législature Bertrand ne déposa son rapport définitif qu'en décembre 1972, soit plus de deux ans après la défaite des unionistes aux élections générales d'avril 1970.

Enfin la loi 22 restreint l'accès des francophones à l'école anglaise, ce que ne faisait pas la loi unioniste 63⁴⁹ dite « *de promotion de la langue française au Québec*.⁵⁰ » Si la loi 22 comportait de nombreuses failles et mécontenta encore une majorité de francophones et d'anglophones qui lui reprochaient ses avancées ou ses manquements, énonçant des grands principes sans toujours assurer les moyens de les matérialiser, et partageant en cela, une proximité évidente avec la démarche francophoniste, elle était néanmoins, la première loi linguistique à faire du français la langue officielle du Québec. Robert Bourassa déclara au sujet de la Loi 22 :

Pas en avant très important pour la majorité francophone, l'adoption du projet de loi 22 établit un nouvel équilibre des forces sur notre continent en faisant du français la langue officielle du Québec. C'est une décision historique, une étape fondamentale vers la souveraineté culturelle au sein du marché commun canadien, et la fin de l'ambiguïté, de l'incertitude et de l'imprécision qui pesaient depuis 200 ans sur la culture française en Amérique du Nord. Il y a maintenant clairement un Etat français sur notre continent⁵¹.

Après avoir lui-même signifié la fin de l'ultra politisation pendant le premier gouvernement Bourassa, le Québec avec le même Premier ministre renouait avec les relations internationales, le thème de la langue et la dimension culturelle de son partenariat avec la France. En associant la promotion du français au Québec à celle de sa sauvegarde à travers le monde et à la Francophonie, le froid que le gouvernement libéral avait lancé en 1971 disparut⁵². Ce fut dans ce nouvel état d'esprit que Robert Bourassa se rendit donc en France, pour signer en décembre 1974, ce que l'on appelait non pas l'entente mais l'Accord Bourassa-Chirac. La photographie ci-après représente les deux protagonistes à l'issue de la signature de l'Accord.

⁴⁹Camille Laurin, à propos de la loi 63 écrivit : « [Elle] entérinait l'oppression linguistique exercée par la minorité anglophone sur la majorité francophone. C'était une loi de colonisé et de roi nègre, inconscient ou content de l'être. Au nom du respect des droits individuels, elle méconnaissait et ignorait la volonté du Québec, pourtant maintes fois affirmée en 1763, 1791, 1849, 1867, et de plus en plus depuis 1960 de demeurer français sur le plan, de sa langue, de sa culture, de ses institutions et de son identité collective. ». Cf. Laurin, C. « Québec bilingue ou Québec français », in Y. Bélanger ; M. Lévesque, *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Montréal, PUQ, p. 313.

⁵⁰Cette loi fut la première à vouloir faire du français la langue de travail et d'affichage prioritaire du Québec, mais sans créer un dispositif opérant autre que de rendre l'enseignement de la langue française obligatoire dans le réseau scolaire anglophone. Jusqu'en 1969, l'enseignement du français pour les anglophones du Québec était à la discrétion des seuls établissements.

⁵¹Propos extraits du discours que prononça Robert Bourassa à l'issue de l'adoption de la loi 22, in Communiqué de presse du Conseil exécutif du gouvernement du Québec en date du 31 juillet 1974.

⁵²Cf. A ce propos l'entretien de Michel Jobert que Frédéric Bastien relate dans son ouvrage. *Les Relations particulières*. p 76.

Figure 6.2 - Les Accords Bourassa-Chirac ou l'équivoque souveraineté culturelle⁵³



Lors de cette visite, Bourassa déclara venir afin de relancer la coopération franco-qubécoise, et chercher dans l'Hexagone, les moyens pour son gouvernement de mener à bien le projet de francisation du Québec. Il matérialisait ce qu'il avait déclaré lors de son message inaugural à l'assemblée nationale le 14 mars 1973.

L'environnement culturel dans lequel les Québécois francophones évoluent au Québec même, au sein du Canada et sur le continent nord-américain impose au gouvernement québécois une responsabilité particulièrement exigeante. La recherche de la souveraineté culturelle devient dans cette perspective une simple question de réalisme et de logique⁵⁴.

Gérald Lévesque⁵⁵, en tant que vice Premier ministre du Québec déclara le 27 mai 1975 en séance parlementaire au sujet de l'accord qu'il s'agissait « *d'une nouvelle charte des relations franco-qubécoises*⁵⁶ ». Il est vrai que l'accord prévoyait en les finançant la mise en place de nouveaux programmes communs dans les domaines économiques, mais également dans les transports, les communications, la main d'œuvre et la culture⁵⁷. Le budget québécois consacré à la coopération avec la France, selon les chiffres compilés par S. Noda⁵⁸ et que corrobore Louis Bélanger⁵⁹, connut une augmentation annuelle de 20%

⁵³Cette photographie nous a été fournie par Mme Ursula Matlag, ancienne responsable du Centre de documentation de la DGQP, aujourd'hui à la retraite.

⁵⁴Robert Bourassa, in *Journal des débats*, Deuxième session, 90^e Législature, vol. 15, n°1, p. 1-3.

⁵⁵Il était également en charge du ministère des Affaires intergouvernementales.

⁵⁶Assemblée nationale du Québec. *Journal des Débats*, 30^e législature, 3^e session, 27 mai 1975, p. B-3753.

⁵⁷Cf. Ministère des Affaires intergouvernementales, *Recueil des ententes internationales du Québec, 1974-1979*, Québec, Les publications du Québec, p. 737-743.

⁵⁸Cf. Noda, Shiro. *Les Relations internationales du Québec de 1970 à 1980*. p. 297.

⁵⁹Louis Bélanger, les reprend tels quels, dans son chapitre intitulé « La France » in *Trente ans de politique extérieure du Québec*. p 118-119.

pour les deux années budgétaires durant lesquelles le gouvernement Bourassa II dirigea encore le Québec. Une fois élu en tant que nouveau Président de la République en 1974⁶⁰, Valéry Giscard d'Estaing s'engagea à l'égard du Québec⁶¹, dans ce qu'on nomma une politique de « *non-ingérence mais de non-indifférence* ». Malgré cette expression à la double négation que Bourassa aurait pu lui-même choisir comme maxime pour définir sa politique vis-à-vis de la France et de la francophonie⁶², Paris maintint sa relation privilégiée avec la vieille capitale. L'accueil quelque peu démesuré depuis de Gaulle fut maintenu et même accru puisque le 4 décembre 1974, le Premier ministre du Québec fut invité à prendre la parole en Conseil des ministres, ce qui était un honneur inédit dans toute l'histoire de la France républicaine⁶³. A ce propos, Valéry Giscard d'Estaing relate dans un article de presse :

Comment marquer notre attachement et notre attention au Québec, sans tomber dans les banalités du protocole ? (...) J'avais gardé pour Robert Bourassa une place de choix à côté de Jacques Chirac. Ainsi les deux premiers ministres siégeaient côte à côte. (...) il s'agissait d'une première et pourtant ce qui m'a le plus frappé dans cette réunion, c'était son caractère parfaitement naturel⁶⁴.

De son côté Robert Bourassa, sur un ton radicalement différent de sa visite officielle de 1971, déclara lors de ce conseil des ministres franco-québécois.

L'Assemblée nationale du Québec a adopté récemment la loi sur la langue officielle. Cette loi, en plus de faire du français la langue officielle, confie à une Régie de la langue française des pouvoirs étendus pour franciser les divers secteurs de la vie québécoise (...) La France peut, efficacement, contribuer à la réalisation de notre objectif de francisation des entreprises. Ce combat, c'est aussi celui de toute la francophonie. Le Québec veut y associer la France car il a besoin de son appui⁶⁵.

⁶⁰Pour rappel Georges Pompidou décède le 2 avril 1974 au soir des suites d'un cancer et Valéry Giscard d'Estaing écrit à propos de la disparition du deuxième Président de la V^e République : « Je n'aurais jamais été Président de la République sans la maladie et la mort de Georges Pompidou ». Voir Giscard d'Estaing, Valéry. *Le pouvoir et la Vie*, tome I : *La Rencontre*. Paris, Cie, p. 12-13.

⁶¹Dimic, Nicolas. *Les relations franco-canadiennes sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing*, Institut d'études politiques, Paris, 1977, 158 p.

⁶²Noda Shiro, pour nommer la politique extérieure de Bourassa emploie les termes de non-confrontation et de non-provocation. Cf. *Entre l'indépendance et le fédéralisme*, p. 56.

⁶³Depuis Bourassa, aucun représentant étranger n'a bénéficié d'une telle marque de faveur.

⁶⁴V. Giscard d'Estaing. « Je me souviens du Québec d'antan », *Québec Match*, n° spécial 1989, p. 37.

⁶⁵Cf. Robert, Bourassa cité in Trempé, Gérald René. *Le Québec dans la francophonie*. D.E.A d'histoire, Université de Paris X Nanterre, 1980, p. 38.

Ce voyage sur la souveraineté culturelle relança la coopération France-Québec⁶⁶ et trois ententes furent signées par la suite dans le mandat libéral écourté, alors qu'aucune ne l'avait été dans le précédent. Le processus de diversification et de consolidation de la francophonie aurait donc pu à son tour être envisagé car le moteur franco-québécois⁶⁷ semblait fonctionner à nouveau à un régime satisfaisant, mais une fois encore, la situation resta largement bloquée. Ottawa minimisa ou nia la portée de ces accords qui n'étaient pas il est vrai, de la stricte compétence des provinces puisqu'ils abordaient les thèmes de l'émigration⁶⁸ et des télécommunications. En outre, Jean Chapdelaine alors Délégué Général du Québec à Paris affirme que ces accords ont été sous-estimés : « *La presse s'est attachée surtout à la vente d'avions-citernes et au projet d'uranium enrichi, négligeant ainsi la mise en route d'un programme de cinq ans et portant sur le français langue de travail*⁶⁹. » Si cette analyse est tout à fait fondée, il faut raison garder et considérer cette relance à sa juste valeur, c'est-à-dire plus comme un retour à une normalité antérieure, qu'un réel approfondissement de la coopération bilatérale France-Québec. Sur ce point précis, le gouvernement Bourassa II et ses représentants tentèrent de se dédouaner à moindres frais de leurs responsabilités dans la politique de la période 1970-1973, et du retard pris en ce domaine, particulièrement, en francophonie. Ces accords qu'Ottawa aurait préféré voir à nouveau nommer ententes, furent une tentative des Libéraux du Québec pour donner du sens à une *souveraineté culturelle* mise à mal tant par des universitaires, notamment Léon Dion⁷⁰ et Gil Rémillard⁷¹ que par le Parti québécois qui développait la théorie de la *souveraineté-association*.

⁶⁶D'après le travail de recherche que présente Louis Bélanger la France redevint la première cible en terme d'objectif de politique extérieure du Québec avec un pourcentage de 28,8% et si l'on isole les seules allocations de Robert Bourassa, ce chiffre atteint presque les 50%. Cf. Bélanger Louis. *Trente ans de politique extérieure du Québec*. p. 119.

⁶⁷[Anonyme], « Jean Chapdelaine : la passion de l'anonymat », *Le Devoir*, 27 septembre 1976, p. 2.

⁶⁸Le ministre de l'immigration du Québec, Jean Bienvenue estimait que la souveraineté culturelle serait atteinte si le gouvernement fleurdelisé pouvait faire venir sur son territoire des immigrants « francophones ou francophonisables ». Cf. Assemblée Nationale du Québec, *Journal des débats*, Deuxième session, 30^e Législature, Commission permanente du travail de la main d'œuvre et de l'immigration, 22 mai 1974, n°62, p. B-2270.

⁶⁹[Anonyme], « Jean Chapdelaine : la passion de l'anonymat ».

⁷⁰Léon Dion, sociologue et historien déclarait : « A part les douteux avantages d'un slogan électoral qui peut se révéler rentable à court terme, je ne vois pas vraiment l'intérêt pour un parti politique et pour un gouvernement de s'engager dans cette recherche d'une simple souveraineté culturelle qui serait immanquablement illusoire si elle ne contient pas une dose adéquate d'autonomie économique et d'indépendance politique ». Cf. *Le Devoir*, 27 août 1973, p. 1.

⁷¹Gil Rémillard, juriste et constitutionnaliste fut encore plus sévère, affirmant « Il est impossible de considérer sérieusement l'éventualité d'une souveraineté culturelle pour le Québec. C'est une expression vide de sens et il serait malhonnête de continuer de l'employer. La souveraineté c'est la compétence de la compétence, donc une autorité qui ne supporte pas de supérieurs. » Cf. *Le Devoir*, 11 mars 1974. p. 1.

En renouant avec une démarche offensive en matière de politique culturelle et linguistique, le gouvernement Bourassa escomptait crédibiliser sa démarche et relier son action avec celle de ses prédécesseurs de la Révolution tranquille⁷². En effet, tous à des degrés divers s'étaient révélés les garants de l'autonomie et de l'existence du Québec au sein de l'espace francophone. Après avoir pris soin de donner des gages à Ottawa sur ses intentions, Robert Bourassa en recherchant l'appui hexagonal et la ratification d'un nouvel accord, réenclencha aussitôt la méfiance des autorités canadiennes, en matière de relations internationales. Le 19 février 1974, Gérard Pelletier se chargea personnellement de le faire savoir par un discours devant la Chambre de commerce de Montréal.

Si les mots veulent dire quelque chose, souveraineté culturelle du Québec signifie la concentration au niveau provincial de tous les pouvoirs de décision, d'initiative et d'action en matière de culture et, corollairement, l'interdiction au gouvernement fédéral de prendre la moindre initiative ou de poursuivre quelque action que ce soit dans le domaine culturel (...) il est impossible de promouvoir cette doctrine et de proclamer du même souffle sa foi en un fédéralisme cohérent⁷³.

Au-delà de l'attaque d'un chef de file du parti Libéral fédéral à l'encontre d'un Libéral du Québec, qui peut sembler équivoque alors que se renforce le camp souverainiste, cette déclaration atteste que les errements et les attermoissements de Bourassa menaient le Québec et le Canada dans une situation de blocage tout aussi réelle que du temps de Bertrand ou Lesage. Celle-ci était peut-être même plus grave, car elle invalidait toute idée d'alternative fédérale sur le long terme, et renforçait les rangs, non seulement des souverainistes, mais aussi des indépendantistes qui étaient encore largement minoritaires. En effet, La *souveraineté culturelle* du gouvernement Bourassa II, tout comme le *fédéralisme rentable* se révélèrent des impasses et des abstractions intellectuelles. C'est notamment la conclusion de Shiro Noda, spécialiste des années Bourassa et des relations internationales.

Tout en adoptant une position plus autonomiste et un slogan nationaliste Bourassa n'en continue pas moins à tenir des propos fédéralistes (...) La contradiction procède du sens plus ou moins précis que le Premier ministre québécois a voulu assigner à l'expression « souveraineté culturelle » par rapport aux exigences réelles de celle-ci. La sémantique trahit l'ambiguïté intentionnelle du

⁷²Cf Robert, Bourassa, « Ma lucidité politique m'oblige cependant à reconnaître que je suis forcé d'adopter une position autonomiste », *Le Soleil*, 5 décembre 1972, p. 1.

⁷³Le lendemain de son intervention, *le Devoir* publiait un large extrait de son allocution dans un article intitulé « Je ne crois pas au remède de la souveraineté culturelle », le 20 février 1974, p. 5.

concept qui finit d'ailleurs par être victime de la contradiction qu'il a lui-même créée [...] L'honnêteté intellectuelle nous oblige à reconnaître l'acuité et la pertinence des critiques sur la souveraineté culturelle. En effet, il est tout à fait utopique de croire qu'on puisse dissocier le culturel, de l'économique et du politique⁷⁴.

La césure de 1970 à 1973 a été plus qu'une simple réorientation, elle témoigne de l'entrée en dormance de l'idée que le développement du Québec est avant tout, lié au sort de l'identité francophone dans le monde et donc, à celui de la construction de la francophonie. Le fait que le gouvernement québécois ne délègue durant les deux législatures libérales qu'une seule personne pour gérer la relation Québec-ACCT⁷⁵, permet d'appréhender combien la francophonie institutionnelle sombre dans l'inactivité, alors que le statut de gouvernement participant fut si laborieux à acquérir⁷⁶. Enfin, durant la période 1970-1976, le Québec de Bourassa, poursuivit sa relation avec l'Afrique francophone de façon lointaine, il n'y consacra que des sommes très réduites et un personnel minimum, soit environ 0,7% des effectifs du MAI⁷⁷. A nouveau, l'attitude de Bourassa suscite de nombreuses questions et peu de réponses, du moins pour sa politique francophoniste. En effet, tout en prônant l'ouverture francophone et le renouveau de la présence du Québec en Amérique et dans le monde par le biais culturel et économique, il se limitait à signer avec les Etats-Unis des ententes sur la libre circulation automobile⁷⁸, bien qu'il y ait des minorités francophones⁷⁹ importantes en Nouvelle-Angleterre ou en Floride⁸⁰.

⁷⁴Noda, Shiro. *Entre indépendance et fédéralisme*. p. 65.

⁷⁵La tâche de ce chargé de mission, se limite pour l'essentiel, à veiller au bon déroulement de la coopération Africano-québécoise dans le cadre de l'ACCT.

⁷⁶Cf. Gouvernement du Québec, *Rapport d'activités du MEQ pour l'année 1972*. Québec, 1973, p. 127-129.

⁷⁷Ce chiffre de 0,7% est une moyenne que nous avons établie pour le deuxième mandat de Bourassa, à partir des différents budgets du MAI. En réalité ce chiffre a tendance à baisser tout au long de ce deuxième mandat en raison de l'augmentation globale du personnel du ministère. Cf. Gouvernement du Québec, *Délégations du Québec à l'étranger, budget 1972-1973, 1973-1974, 1974-1975*, Québec, MAI [documents internes, partiellement paginés]; Gouvernement du Québec, *Maison du Québec à l'étranger, 1975/1976 - 1976-1977*. Québec, [ibidem] ; MAI, *Tableau comparatif des effectifs à l'étranger, 1972-1976*, Québec, 1977, p. 23-86.

⁷⁸Tandis que les ententes d'ordre économique le sont avec le Maroc (2 mai 1975) et l'Iran (29 mai 1975). La première porte sur l'agriculture et la seconde est davantage un compte rendu qu'une réelle entente.

⁷⁹Ce fut le cas du Wisconsin le 3 janvier 1972, du Maine le 6 mai 1972, du Delaware le 14 septembre 1972... Au total les 7 ententes que le Québec signa avec les Etats étaguniens de 1970 à 1976 le furent exclusivement dans le domaine de l'automobile.

⁸⁰On peut légitimement se questionner sur la réelle valeur intrinsèque de ces 7 ententes Québec-Etats-Unis ainsi que sur l'impact de ces dernières sur la personnalité internationale qu'elles confèrent aux Québécois. Contrairement à ce qu'avance le Ministère des affaires intergouvernementales du Québec, qui tente de les présenter comme des avancées significatives, elles sont d'une incidence évidemment bien moindre que celles de 1965 ou 1967.

En outre, il ressort de nos recherches que Bourassa durant ce second mandat, ne s'intéressa pas plus que durant le premier, à la Louisiane, pourtant le grand foyer francophone de l'ancienne Nouvelle-France aux Etats-Unis, et avec laquelle Jean-Jacques Bertrand, le piètre francophile avait signé une entente culturelle le 11 septembre 1969⁸¹. Les Accords Bourassa-Chirac ne redonnèrent pas à la coopération franco-québécoise l'élan qui existait précédemment. La volonté de Robert Bourassa d'établir une coopération Québec-Ottawa en matière de francophonie se révéla un vœux pieu, inapplicable en vertu du caractère para et protodiplomatique que recèle la Francophonie. Pour conclure nos propos sur cette seconde mandature Bourassa, il nous paraît important de souligner combien la francophonie institutionnelle a pâti des revirements québécois. Le Québec de Bourassa, géra plus qu'il innova sa relation Québec-francophonie et ce malgré la loi 22. Il se refusa à lancer de nouveaux ponts avec les différentes composantes de la francosphère, autres que ceux qu'exigeait la situation intérieure québécoise pour endiguer le renouveau nationaliste incarné par le parti québécois. En cela, les motivations de Bourassa, même sous cette deuxième mandature, sont bien loin de celles qu'énonçait J-M Léger au début des années soixante.

Nous avons ainsi, découvert ou redécouvert qu'il n'y a pas que la France et le Québec à parler français, mais des dizaines d'autres pays et que cet usage d'une langue commune ouvre de vastes perspectives d'échanges et de collaboration. Nous constatons que nous sommes tributaires d'une langue, mais nous commençons à associer à l'image du petit groupe de 5 millions de francophones submergés par 200 millions d'anglophones nord-américains, celle d'une nation parmi 30 autres, qui forment ensemble une communauté linguistique de plus de 150 millions d'hommes sur les quatre continents⁸².

Les affinités, culturelles, linguistiques et historiques qui servirent de ferment aux retrouvailles France-Québec et au lancement de la francophonie étaient toujours présentes durant les années Bourassa, mais la volonté politique du côté québécois elle faisait défaut. Si durant le deuxième gouvernement Bourassa, la francophonie dans les discours continua officiellement d'être présentée comme un élément important de la politique québécoise, ce qui paraît somme toute assez logique, les députés du PLQ venant de faire

⁸¹Cf. Direction générale des publications gouvernementales du ministère de la Communication du gouvernement du Québec. *Recueil des ententes internationales du Québec*, Québec, 1984, p. 47-49 ; ainsi que Société québécoise de droit international, *Revue québécoise de droit international*, Montréal, Editions Thémis, 1984, p. 379-381.

⁸²Cité, in Guillaume, Pierre. « Aide au développement et présence canadienne en Afrique », *Année africaine*, hiver, 1976, p. 198.

du français la langue officielle du Québec, la francophonie devint le parent pauvre des relations internationales du gouvernement libéral. En effet, comme l'a établi Luc Bernier, la place que la francophonie pouvait occuper en terme d'objectif pour le gouvernement fleurdelisé régressait constamment, passant de 17% des objectifs sous le premier gouvernement Bourassa à seulement 7% sous le deuxième⁸³. Bernier attribue cette baisse aux effets de l'ancienne politique du fédéralisme rentable et au souci des Libéraux du Québec de ne pas aggraver la crise Québec-Ottawa en matière de francophonie⁸⁴. Si nous partageons globalement son point de vue, il nous semble qu'il omet de prendre en considération pour expliquer cette forte diminution, malgré la loi 22, le fait que Bourassa a dû régler l'héritage unioniste en ce domaine, notamment l'épineuse question de l'après Niamey II et le statut de gouvernement participant⁸⁵. En tenant compte de cette anamorphose dans l'analyse, on constate que la francophonie en terme d'objectif oscille autour des 10 % tout au long des deux mandats, avec une tendance à la baisse malgré la souveraineté culturelle.

Cette quote-part de francophonie qui se maintint aux alentours des 10%, indique qu'en dépit des réorientations officielles des gouvernements Bourassa, il existe un besoin minimal de la part du Québec de faire et de maintenir un seuil plancher en francophonie, quel que soit le contexte propre de l'époque ou les allégeances politiques⁸⁶. C'est ce que nous résumons au moyen de la figure ci-après, en soulignant le mode de fonctionnement de cette relation et pourquoi en fonction d'un contexte politique et social particulier, tant au Canada qu'au Québec ou en France, la Francophonie peut avancer ou bien stagner. Cela, malgré le maintien d'un fondement culturel et identitaire résolument francophone au sein de la société québécoise.

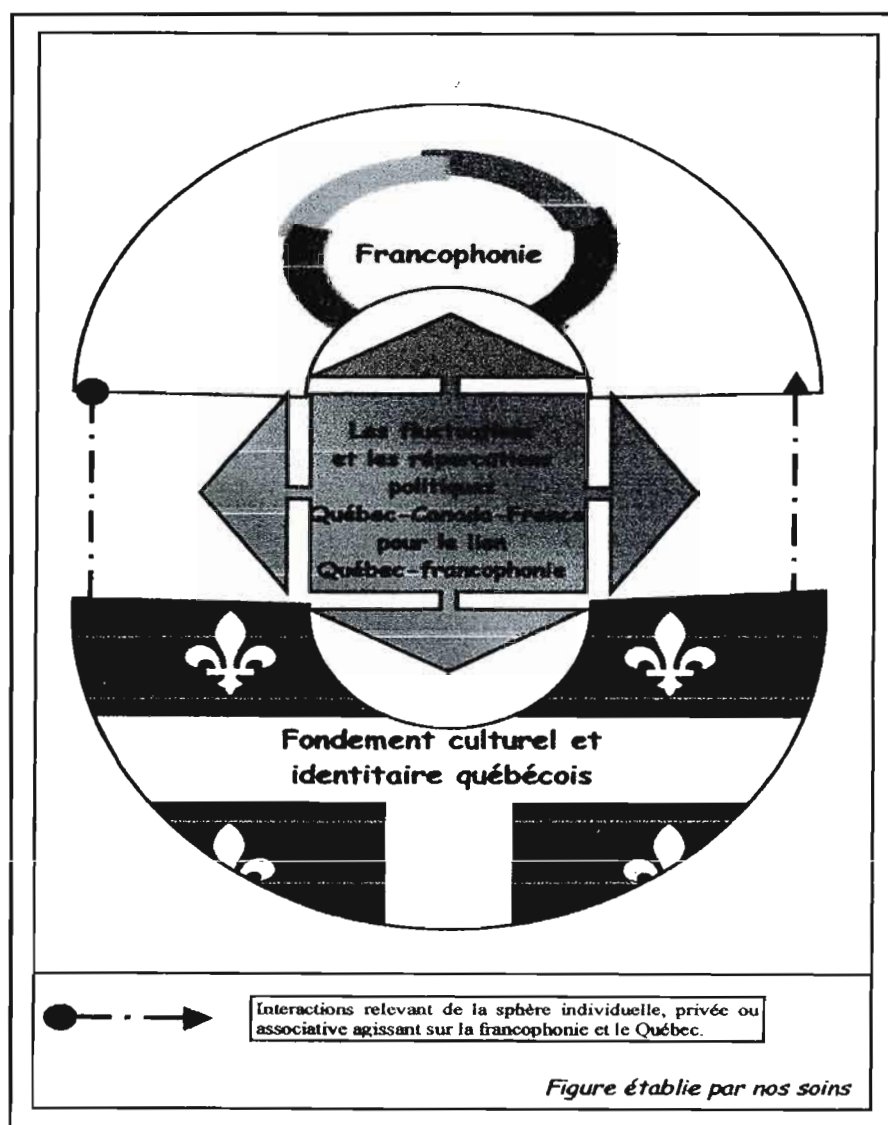
⁸³Bernier Ivan. « De l'économie mondiale à la Francophonie : les cibles générales et institutionnelles », in *Trente ans de politique extérieure du Québec 1960-1990*, p. 326.

⁸⁴Cf. Jacques Brossard, « La conférence de Niamey et les relations extérieures du Québec. De l'étapisme progressif à l'étapisme régressif » *Le Devoir*, 19 mars 1969. Michel Venne. « Le Québec, un "levain" ou un second violon ? Bourassa est perçu comme un "haut parleur" de la politique étrangère du Canada », *Le Devoir*, 19 novembre, 1991, p. B-1. Gilles, Lesage. « La Diplomatie de Bourassa », *Le Devoir*, 14 décembre 1985, p. A-8 ; Jean Desrochers, « Le Québec et la Francophonie canadienne et internationale. », *Le Devoir*, 16 décembre 1985, p. A-7 ; Hérard, Jadotte, « La Francophonie des Amériques doit se retrouver à travers la pluralité linguistique », *Le Devoir*, 18 février 1986, p. A-9.

⁸⁵Thérien, Jean-Philippe. « Cooperation and Conflict in the Francophonie », *International Journal*, vol. 48, 1993, p. 492-526. Thérien, Jean-Philippe. « Déterminants internes et externes de la participation canadienne à la francophonie », *Revue d'études canadiennes*, vol. 26, 1992, p. 53-74.

⁸⁶Afin d'avoir l'argumentation complète de Luc Bernier sur ce point nous renvoyons à son ouvrage de référence, *De Paris à Washington. La politique internationale du Québec*, Québec, PUQ, 1996, p. 9-71 ; 119-150.

Figure 6.3 - Influences et dynamiques de la relation Québec-francophonie



Après avoir refermé avec satisfaction la boîte de Pandore de la francophonie institutionnelle au début des années 1970, le Québec et le Canada en proie à des tensions internes de plus en plus fortes, se lancèrent dans une relation d'observation soupçonneuse avec la souveraineté culturelle. L'arrivée au pouvoir du Parti québécois dans la seconde moitié des années soixante-dix, refit de la francophonie un nouveau sujet de discordance à travers lequel peut s'analyser l'ensemble des déchirements et des contradictions Québec-Canada.

« Le français a été pendant très longtemps une langue à défendre et à protéger en Amérique du Nord et dans l'ensemble des communautés qui s'en servaient comme moyen d'expression linguistique, culturelle et identitaire⁸⁷(...) toutefois, ce rayonnement de la langue est [maintenant] à la fois très fort et très fragile »

Aline Lechaume et Eric Waddell

6.2 - Le Québec et sa relation au monde à travers le prisme de la francophonie de 1976 à 1985.

Dans cette seconde sous-partie nous nous proposons de démontrer qu'après la phase d'hésitations et la remise en question du lien Québec-Francophonie durant les deux mandatures de Robert Bourassa (1970-1976), débuta un nouveau cycle avec le gouvernement péquiste. En effet Lévesque, Laurin, Beaudoin et les souverainistes réinvestirent d'une façon volontariste la francosphère. Le statut de gouvernement participant acquis à Niamey II, serpent de mer du Sommet, la souveraineté politique et culturelle du Québec sur la scène internationale redevinrent des sujets éminemment conflictuels avec le gouvernement fédéral. Les francophones furent à nouveau les témoins plus ou moins impuissants des rivalités unifoliées-fleurdelisées et de l'instrumentalisation du projet francophoniste à des fins partisans, tant à Québec qu'à Ottawa.

En contrepartie, la promulgation de la Loi 101, la question référendaire québécoise devinrent aussi pour partie "l'affaire" de tous les francophones, notamment ceux de langue maternelle, car leurs répercussions dépassaient de loin le cadre canado-québécois. Ainsi, nous nous proposons de démontrer que La Charte de la langue française considérée comme l'un des symboles les plus importants du Québec contemporain recèle une part de "francophonité". Tout en prouvant que le Québec, en faisant partie intégrante de la francophonie en tant qu'acteur autonome a servi de modèle et d'exemple pour d'autres Etats en matière de politique linguistique. Enfin, nous verrons dans cette sous-partie, combien le gouvernement souverainiste estimait son bilatéralisme avec la France indispensable et combien la francophonie réapparut pour ce dernier, le cadre de son expression internationale.

⁸⁷Lechaume, Aline ; Waddell, Eric. « Le Québec et la caraïbe face à la zone de Libre-échange des Amériques », in *Hermès*, [spécial Francophonie et mondialisation] n°40, 2004, p. 320.

« Langue distinctive d'un peuple majoritairement francophone,
la langue française permet au peuple québécois d'exprimer son identité. »

Préambule de la Charte de la langue française

6.2.1 - Le Québec de la Loi 101 : entre édification d'une québecité moderne et un exemple efficient transposable en francophonie et dans le monde : le rôle de C. Laurin.

Dans cette sous-partie nous aborderons l'importance considérable que requiert la Loi 101 pour le Québec, mais également ce que peut revêtir ce texte législatif pour les francophones et la Francophonie. Passer sous silence cet épisode déterminant de la contemporanéité fleurdelisée serait un lourd manquement car cette loi constitue depuis plus d'un quart de siècle une sorte de *Contrat social* au Québec. Le préambule proclame :

L'Assemblée nationale reconnaît la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française. Elle est donc résolue à faire du français la langue de l'Etat et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires.(...) Ces principes s'inscrivent dans le mouvement universel de revalorisation des cultures nationales qui confère à chaque peuple l'obligation d'apporter une contribution particulière à la communauté internationale⁸⁸.

La Charte fait réellement du français la langue du Québec, en ne se contentant pas d'énoncer des grands principes comme le fit la loi unioniste 63 et aussi la loi libérale 22, mais en concevant de façon globale, un projet de société pour un Etat majoritairement peuplé de francophones, mais où vivent des minorités culturelles et linguistiques avec des droits. Cette loi que l'on résume parfois comme un savant dispositif législatif, assurant un épanouissement réel en français au plus de 80% de francophones qui vivent au Québec, est d'avantage que cela car elle permet également, aux minorités non francophones issues des communautés amérindiennes et anglophones de voir leurs droits et leurs particularismes reconnus dès le préambule de la Charte.

L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif [loi 101] dans un esprit de justice et d'ouverture dans le respect des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise et celui des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec. [elle] reconnaît aux Amérindiens et aux Inuits du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine⁸⁹.

⁸⁸Cf. Annexes (Appendice A).

⁸⁹Cf. Annexes (Appendice A).

La Charte de la langue française est loin d'être une législation raciste ou à coloration ethnique, comme ses détracteurs ont pu l'affirmer, car elle confère aux minorités linguistiques vivant à l'intérieur de ses frontières, des droits que nulle autre province canadienne ne confère à ses minorités, surtout pas aux francophones ou aux amérindiens⁹⁰, même après l'adoption de la Charte des droits et libertés canadiennes⁹¹. C'est en cela, que cette loi vaut valeur d'exemple pour l'ensemble des francophones, qu'ils soient en position de majorité, de minorité ou d'ultra-minorité. En effet, loin d'être seulement une approche québéco-centrée, la Charte de la langue française sert de modèle ou de base de travail à la mise en place d'autres législations linguistiques dans plusieurs pays de la francophonie⁹². Ce fut notamment le cas en Belgique ou bien encore en France où elle sert de modèle pour l'élaboration de la loi Toubon⁹³.

Ce texte législatif n'est pas une revanche tardive des francophones sur les anglophones ou sur les minorités du Québec. C'est une tentative originale et globale pour établir un nouveau dialogue, un nouveau pacte citoyen, entre les différentes composantes linguistiques et culturelles des sociétés vivant dans l'entité politique fleurdéliée. La principale leçon de la Loi 101, pour les francophones hors Québec est sans doute qu'une politique linguistique est faite pour le citoyen et non pour la langue. En cela, la Charte de la langue française et la Francophonie ont une communauté d'objectif tout à fait identique, non de défense et de promotion de la langue, mais de l'individu en tant que citoyen ou locuteur. Selon nous, la loi 101 est profondément francophoniste tandis que l'espace francophone européen à la même époque, et encore à l'heure actuelle, est volontiers habité par une conception essentialiste de la langue. C'est à dire que la politique linguistique est à avant tout, au service d'une langue et non d'une entité

⁹⁰Pas même en Acadie ou même dans la capitale fédérale Ottawa refuse régulièrement d'adopter une réglementation municipale pour proclamer bilingue la capitale fédérale des Canadiens. Alors que la loi fédérale 69 fait du Canada une entité politique bilingue ayant deux langues officielles, l'anglais et le français.

⁹¹Nous souhaitons préciser que la Charte des droits et libertés qui fut enchâssée dans la Constitution canadienne qui constitue une source de grande fierté et l'un des symboles les plus évidents de la canadienité contemporaine, est postérieure à celle que le Québec se donna. La Charte des droits et libertés du Québec confèrait en plus des garanties individuelles, des droits collectifs aux minorités linguistiques et culturelles vivant à l'intérieur des frontières du Québec.

⁹²Ainsi que dans des pays périphériques de la *francophonie* comme la Pologne. Varsovie promulgua en 2000, une législation linguistique qui s'inspira grandement de l'exemple de la Loi 101.

⁹³La loi Toubon fut promulguée le 4 août 1994. Si cette loi s'inspire de la Charte de la langue française du Québec, elle n'eut évidemment pas le même succès que son modèle québécois. En outre, la loi Toubon ne fait que survoler le volet économique et la question de l'entreprise. Enfin, contrairement à ce que nous avons pu lire dans des sites québécois, ce n'est pas la loi du 4 août 1994 qui fait du français la langue de la République française, mais bien l'article premier de la loi constitutionnelle n°92-554, votée le 23 juin 1992 sous le gouvernement Pierre Bérégovoy.

citoyenne. Tandis que dans une politique de type francophoniste comme l'est la loi 101, l'outil linguistique est placé au service du sujet citoyen et de la collectivité sociale. La langue devient l'instrument collectif de la lutte contre les inégalités et les exclusions individuelles ou collectives et facilite l'intégration des immigrants allophones, ce que le multiculturalisme ne fait pas. Il en découle une désacralisation partielle de la langue, n'étant plus une finalité d'objectif comme cela peut être le cas avec la conception essentialiste, mais en contre-partie, la langue française peut devenir au Québec, une finalité d'action à laquelle adhère le corps politique et social. Ce qui entraîne une nouvelle forme de sacralité pour la langue, non pas en tant que fin, mais comme objet d'expression d'une identité, d'une conscience sociale et nationale reliant le singulier au multiple qui confère une nouvelle fierté. Cela, d'autant plus aisément que la politique linguistique s'insère dans une démarche globale de progrès et de dialogue social, car comme l'écrivit Jean-Marie Kinkenberg : « *La langue est une chose trop sérieuse pour la laisser aux seuls linguistes. C'est ce que le Québec montre symboliquement en faisant participer à ses instances décisionnelles des représentants des milieux syndicaux, patronaux et ethniques*⁹⁴. » Comme l'illustrent les photographies suivantes, la Loi 101 est la réponse québécoise à l'assimilation des francophones du Canada et aux solitudes canadiennes que la nouvelle canadianité de P.-E. Trudeau n'a pas fondamentalement modifiées, excepté du point de vue du discours.

Figure 6.4 - Camille Laurin et *Le Livre Blanc* de la Charte de Langue française⁹⁵



Photographie publiée dans *La Presse* le 12 août 1980



Page de couverture du « Livre blanc » intitulé *La politique québécoise de langue française* de mars 1977. Source : Fonds Camille Laurin, ANQ.

⁹⁴Kinklenberg, J.-M. « L'impact de la politique linguistique québécoise vue de Belgique francophone », *Revue d'aménagement de la langue française*, n° spécial, 25 ans d'application de la Charte de la langue française, automne 2002. P. 231-233.

⁹⁵Le livre blanc servit de matrice pour rédiger le futur projet de loi qui allait devenir la Charte de la langue française. La symbolique de l'accent souligne le rôle que la future Loi 101 aura pour le Québec.

Cette dimension novatrice de la Charte de la langue nous paraît primordiale car elle atteste que Camille Laurin, si souvent dépeint par ses adversaires comme un ayatollah de la langue française au Québec, utilisa le même socle conceptuel pour concevoir la Charte⁹⁶ que Senghor, pour bâtir sa francophonie. Il est certes possible de le juger comme un projet fragile et utopique, mais certainement pas comme un projet raciste et xénophobe, à moins d'une mauvaise fois intellectuelle contre laquelle tout argumentaire cède. C'est en partant des racines individuelles et particulières qu'il est possible d'élaborer un possible tout, divers et multiple où le péril de la dilution ethnisante et du repli sur soi est jugulé par la reconnaissance des identités, des droits et des devoirs de chacun. Le cadre politique démocratique qui confère aux Franco-québécois au Québec en tant que majorité historique mais surtout citoyenne, la capacité d'établir une communauté politique de destin francophone, intègre le fait minoritaire et une ouverture inclusive. Cette notion d'inclusion et d'ouverture vers une altérité culturelle et exogamie, est d'une évidente proximité avec la francophonie et son cheminement vers le dialogue des cultures. La fatalité qui faisait que les francophones devaient se perpétuer en vase clos et ne pouvaient presque jamais fédérer autour de leur culture et de leur identité des groupes allophones et des enfants d'immigrants, fut enrayée grâce à la loi 101 de Camille Laurin. Sans tirer de conclusion définitive, la Charte n'ayant qu'un quart de siècle d'application, et ayant été à de nombreuses reprises amendée et amoindrie au cours des ans, il semble que le coefficient de francisation des jeunes générations donne raison à Laurin et à la majorité qui vota la Loi 101⁹⁷. C'est du moins ce qui ressort de la très grande majorité des études, et en particulier des recherches d'opinion de Daniel Monnier⁹⁸ ou des analyses de Pierre Anctil⁹⁹, Danielle Juteau-Lee¹⁰⁰ et André Bernard¹⁰¹. À l'aide des deux figures suivantes, nous avons tenté de quantifier l'efficacité de la Loi 101 sur des thèmes précis, en utilisant non pas le critère ethnique, mais l'appartenance linguistique afin de souligner les progrès réalisés et les faiblesses qui perdurent.

⁹⁶Cf. Picard, Jean-Claude. *Camille Laurin, l'homme debout*. Montréal, Boréal, 2003.

⁹⁷C'est du moins ce dont nous pouvons témoigner à titre personnel.

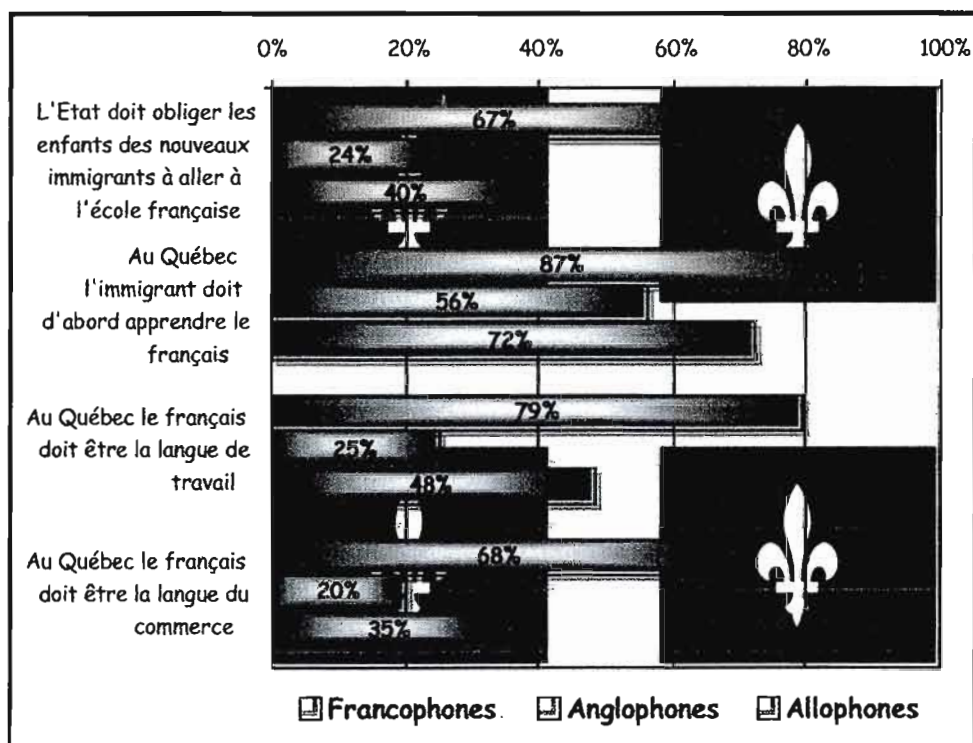
⁹⁸Monnier, Daniel. « Francisation apparente ou francisation réelle », in *L'état de la langue française au Québec, bilan et prospective*. Québec, Conseil de la Langue française, tome 1, 1986, p. 334-341.

⁹⁹Anctil, Pierre. « L'immigration comme facteur de transmutation dans le milieu culturel montréalais », in Jean Brunet et alii, « *Migration and the transformation of Cultures* », Toronto, Multicultural history society of Ontario (MHSO), 1992, p. 174.

¹⁰⁰Juteau-Lee, Danielle. « La production de l'ethnicité ou la part réelle de l'idéal », *Sociologie et Sociétés*, XV, n°2, p. 39-54.

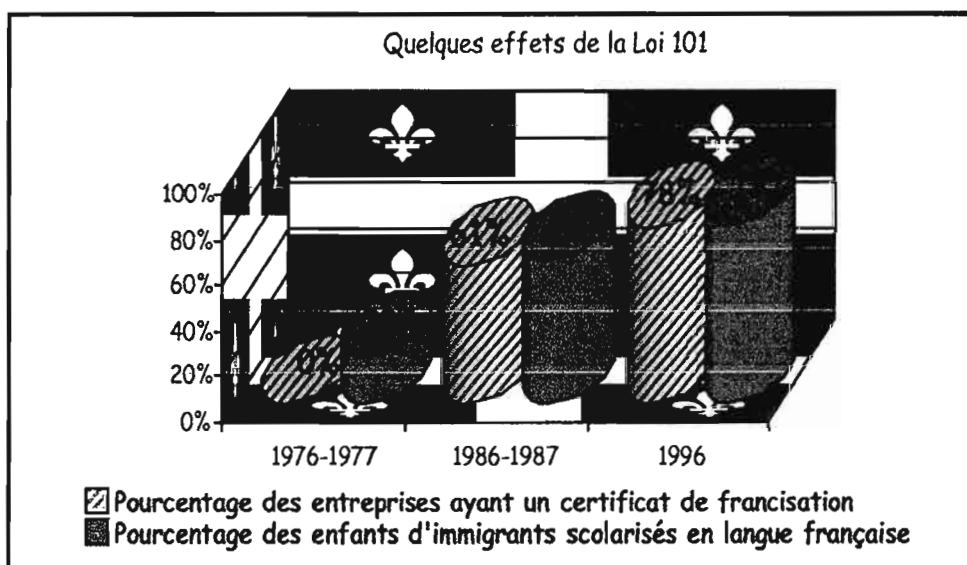
¹⁰¹Bernard, André. « Les répercussions sociales et politiques de la loi 101 », in CLF, *Le Français au Québec*, p. 292-300.

Figure 6.5 - L'opinion des Québécois sur la Loi 101 dix ans après son adoption



Graphique établi par nos soins. Source : Daniel Monnier, « francisation apparente ou francisation réelle », in *L'état de la langue française au Québec, bilan et prospective*, Québec, CLF, tome I, 1986 p. 338-339.

Figure 6.6 - La Loi 101 et ses répercussions sur la langue française au Québec



Graphique établi par nos soins, à partir des données de l'OLF (1975-1995), du Rapport du comité interministériel sur la langue française du gouvernement du Québec (1996), ainsi que des données de Statistiques Canada pour la période (1975-1996).

A travers les différentes données présentées dans la figure 6.5, on prendra la mesure, des solitudes qui pouvaient exister entre francophones et anglophones du Québec, quant au choix de la langue française comme langue d'usage commune des citoyens et des habitants de la province québécoise. Il est tout à fait significatif d'après nous, que les allophones soient plus enclins que les Anglo-québécois à considérer le français comme la langue franque au sein de l'œkoumène politique et sociétal québécois. Cette distorsion renvoie immanquablement à l'état durable de "minorité" que les francophones du Québec ont été, même au sein de l'Etat fleurdéliné, alors qu'ils représentent en moyenne, tout au long du XX^e siècle plus des $\frac{3}{4}$ de la population de la province. A ce propos, nous renvoyons à la lettre que René Lévesque écrivit à Alliance Québec, le 4 novembre 1982 au sujet de l'affichage public.

Il est important que le visage du Québec, soit d'abord français, ne serait-ce que pour ne pas ressusciter aux yeux des nouveaux venus l'ambiguïté qui prévalait autrefois quant au caractère de notre société, ambiguïté qui nous a valu des crises déchirantes. A sa manière en effet, chaque affichage bilingue dit à l'immigrant : « il y a deux langues, ici, l'anglais et le français, on choisit celle qu'on veut ». Elle dit à l'anglophone : « Pas besoin d'apprendre la français, tout est traduit ». Ce n'est pas le message que nous voulons faire passer. Il nous apparaît vital que tous prennent conscience du caractère français de notre société. Or, en dehors de l'affichage, ce caractère n'est pas toujours évident¹⁰².

Une demi-douzaine de jugements furent prononcés successivement par les différentes juridictions du Québec et du Canada, prenant alternativement partie pour les droits individuels sur les droits collectifs et inversement, affaiblissant la Charte dans des proportions plus ou moins variables. L'approfondissement de la francisation du Québec rendu possible par la loi 101, comme en atteste la figure 6.6, eut des répercussions capitales sur l'ancienne « Belle Province », mais également, et c'est insuffisamment pris en considération, pour l'ensemble de l'espace francophone car il incarna une modernité québécoise reliant juridisme et progrès social. La Loi 101 eut l'immense mérite de rompre avec l'anormalité du Québec en matière de langue et de démocratie. Jusqu'à sa promulgation, les francophones du Québec soit l'écrasante majorité du corps politique et social devaient eux-mêmes, délaisser à des degrés variables leur langue maternelle au bénéfice de celle de la minorité anglo-québécoise¹⁰³, et se résigner à voir les immigrants à

¹⁰²R. Lévesque, cité in B. André, « Les répercussions sociales et politiques de la Loi 101 », p. 296.

¹⁰³L'une des principales caractéristiques de cette communauté jusqu'en 1976 résidait en effet dans son unilinguisme et son désamour du bilinguisme. Ce qui aurait pourtant pu faire du Québec, une possible terre d'enracinement pour la vision de Trudeau d'un Canada bilingue.

la recherche d'un avenir s'intégrer au Québec à ce groupe minoritaire. A défaut d'un dépassement artificiel des solitudes, la loi 101 avec son approche ouverte de type francophoniste¹⁰⁴ permet de rétablir une légitimité démocratique et linguistique à laquelle la loi 22 ne répondait que partiellement, et de dépasser les solitudes ethniques. Curieux procès donc, que d'accuser la loi 101 d'être raciste, sous prétexte qu'elle encourage les allophones à une francisation partielle et donc les mène à une meilleure intégration dans leur société d'accueil le Québec, majoritairement francophone¹⁰⁵. La Loi 101 est un nouveau rapport du Québec à lui-même et à ses réalités sociales, politiques, historiques et continentales. La francophonie est également un renouvellement de l'œkoumène, de l'identité et d'un habitus¹⁰⁶ francophone.

L'impact de la Charte de la langue française fut massif et global, Guy Rocher écrivit à ce propos : « [La Loi 101 a] ajouté une dimension identitaire à la Révolution tranquille, en définissant le "chez nous" comme une "société de langue française"¹⁰⁷. » Néanmoins, les effets de la loi 101 connurent des formes variables en fonction des individus et des groupes linguistiques. En procédant à une analyse générationnelle sur ses effets, on constate que les changements de mentalité les plus profonds concernent avant tout "la génération 101", c'est-à-dire les enfants de la loi 101. C'est à partir de cette génération que les solitudes marquèrent enfin le pas, et qu'un réel rapprochement entre anglophones¹⁰⁸, francophones et allophones eut lieu autour de l'identité québécoise et de la langue française. Sur ce point nous renvoyons à l'analyse de Gretta Chambers.

¹⁰⁴A ce sujet nous renvoyons à ce que nous avons précédemment développé, notamment aux liens francophonie, Loi 101.

¹⁰⁵Ce sont souvent les mêmes qui renâclent à conférer aux minorités francophones hors Québec des droits en matière d'éducation, de santé ou de justice ce que leur garanti pourtant en principe, la loi fédérale 69 et qui souhaitent que le bilinguisme ne s'applique qu'au seul Québec. Partout ailleurs, ils prônent l'unilinguisme anglophone au non d'une meilleure homogénéité des provinces canadiennes. Pour davantage de précisions sur ce point nous renvoyons aux déclarations du « Reform Party », d'Alliance Québec, de P. Manning, etc.

¹⁰⁶Nous utilisons ce terme dans l'acception sociologique qu'en fit André Bourdieu.

¹⁰⁷Rocher, G. « La Charte de la langue française », in *Le français au Québec*, p. 283.

¹⁰⁸On oublie souvent, notamment en milieu francophone, que ce qu'on nomme les écoles de langue anglaise du Québec sont constituées à plus de 50 % d'écoles d'immersion française, et que ce pourcentage dépasse les 75 % dans la région métropolitaine de Montréal. Pour des renseignements complémentaires, sur cette question nous renvoyons à Lamarre, P. « *A Comparative Analysis of the Development of Immersion Programs in British Columbia and Quebec : Two Divergent Sociopolitical Contexts* ». Thèse en sciences de l'éducation, Vancouver, Université de Colombie Britannique, 1997. Lamarre, P. « L'éducation et les relations entre anglophones et francophones », in : Mc Andrew, Marie ; Gagnon F. (Dir.) *Relations ethniques et éducation dans les sociétés divisées : Québec, Irlande du Nord, Catalogne et Belgique*, Montréal/Paris, L'Harmattan, 2000, p. 181-190. Mc Andrew, Marie ; Pagé, M ; Jodoin, M. (1999). « Les enfants de la loi 101 : identité(s), valeurs et comportements linguistiques », in : *Langues et mutations identitaires et sociales*, Actes du colloque des 12 et 13 mai 1998, Université Laval, 66e Congrès de l'ACFAS, « Langues et sociétés », n° 38, p. 179-194.

La communauté de langue anglaise a mis beaucoup de temps, des générations en fait, à se mettre au français. Mais depuis une vingtaine d'années, le rattrapage a été très rapide, même aux moments les plus forts de la dénonciation des aspects « irritants » [de la Charte]. Bien sûr les anglophones du Québec ne sont pas devenus parfaitement bilingues. Mais le processus est bel et bien enclenché¹⁰⁹.

Nous ne prétendons pas que l'appartenance linguistique initiale des différents locuteurs québécois n'interfère pas, mais cette génération est véritablement la première qui puisse évoluer dans un Québec qui s'identifie comme une société majoritairement francophone¹¹⁰ et ouverte sur le monde. Si les francophones sont encore ceux qui soutiennent le plus la Charte, les enfants de la Loi 101 sont la classe générationnelle pour qui l'identification au Québec est la plus élevée. La principale caractéristique de cette identification au Québec repose sur la langue française et la double appartenance francophone et américaine. Nous pensons naturellement, aux propos de Senghor qui répétait qu'il fallait toujours partir du singulier et du particulier pour dialoguer et s'ouvrir aux autres. À défaut d'être encore satisfaisant, jamais le dialogue et la compréhension entre les différentes familles linguistiques qui composent le Québec de l'après Loi 101, n'a été aussi important. D'ailleurs, le rapport Larose en 2001 rappelait en introduction le rôle de la Loi 101 dans ce recentrage et ce dialogue.

Toute personne habitant le territoire du Québec, quelle que soit son origine, reçoit en partage la langue officielle et commune du Québec. Le français devient ainsi la voie d'accès privilégiée au patrimoine civique (valeurs, droits, obligations, institutions, etc.) commun à l'ensemble des Québécoises et des Québécois, et sur lequel se fonde leur citoyenneté. La langue française devient le lieu de recherche et de développement des valeurs propres à l'ensemble de la société québécoise. Elle est aussi le lieu d'un vouloir vivre collectif où chacun peut rencontrer l'autre¹¹¹.

Au nom de l'honnêteté intellectuelle, à laquelle se référait Shiro Noda pour juger la souveraineté culturelle de Bourassa comme une impasse, sous-entendre que le Québec de l'après loi 101 pourrait être le fossoyeur involontaire de la francophonie canadienne au

¹⁰⁹Chambers, G. « Les relations entre anglophones et francophones », in *Le français au Québec*, p. 324.

¹¹⁰Trente ans plus tard, la loi 101 a inversé totalement la situation de la langue d'enseignement des enfants issus de l'immigration. Alors que ceux-ci fréquentaient l'école anglophone dans une proportion de 80 % à la fin des années 1960, ils sont désormais scolarisés dans une proportion de 90,2 % dans le réseau scolaire francophone. En outre, la connaissance du français par les jeunes anglophones a nettement augmenté depuis l'adoption de la Charte. Celle-ci est passée entre 1971 et 1996, de 50 % à 80 % chez les 15-24 ans et de 45 % à 75 % chez les 25-34 ans. Cf. Les différents recensements de Statistiques Canada pour la période 1971-1996.

¹¹¹Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, *Le Français une langue pour tout le monde. Une nouvelle approche stratégique et citoyenne*, Gouvernement du Québec, Québec, 2001, p. 13

nom d'intérêts strictement québéco-fleurdelisés nous apparaît comme un non-sens¹¹². La mise en place par René Lévesque, d'un service francophone d'outre-frontières et ses nombreuses démarches pour convaincre les provinces canadiennes d'adopter une réciprocité en matière de protection et de promotion des minorités linguistiques, protégeant autant les Anglo-québécois que les Franco-canadiens des autres provinces, ne connut pas d'issue favorable. Sauf au Nouveau-Brunswick où les Acadiens représentaient encore une minorité de blocage significative. En conséquence, présenter la loi 101 comme une dérive raciste des francophones du Québec est une aberration au regard des garanties qu'elle confère aux minorités, mais c'est aussi une accusation fallacieuse qui porte en elle-même, les germes d'une violence faite à l'idéal démocratique car plus de 8 habitants sur 10 au Québec sont de langue et de culture françaises. Certains chercheurs Anglo-québécois ou Anglo-canadiens relativement critiques sur certains débats ou modalités d'application du principe de la Charte, reconnaissent le rôle éminemment positif pour le Québec de la Loi 101, et son originalité qui finit par doter le Canada et la francophonie nord-américaine d'une richesse réelle, dépassant la stricte dimension québécoise. C'est notamment le cas du sociologue Gary Caldwell¹¹³, de Gretta Chambers¹¹⁴, de Kenneth McRoberts¹¹⁵ ou du chercheur états-unien Joshua Fishman¹¹⁶. Le fait que ces chercheurs jugent la Loi 101 comme une "réussite" pour le Québec et le Canada, peut paraître de prime abord paradoxal, mais si l'on recontextualise la Charte dans son environnement social et juridique de l'époque, elle est absolument compatible avec la vision de l'AANB.

¹¹²Cf. Beaulne, François. « La politique du Québec à l'égard des francophones du Canada », in Simon Langlois, Jean-Louis Roy (Dir.). *Briser les solitudes, les francophonies canadiennes et québécoises*. Québec, Éditions Nota Bene, 2003, p. 159-166. Frenette, Yves. « Les relations entre le Québec et les francophones hors Québec », in *Le français au Québec*, op. cit. p. 326-329. Pelletier, Rejean « La Francophonie canadienne et les politiques linguistiques : de l'individualité à la territorialité », in André Bernard ; Jean Tournon (Dir.), *La Francophonie et le Canada*. Talence (Bordeaux) Association française d'études canadiennes, 1992, n°1, p. 103-118. Martel, Marcel. *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroutes du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1876-1975*. Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa (PUO), 1997, 279 p.

¹¹³ « Les anglophones du Québec reconnaissent que l'adoption de la loi 101 a été nécessaire à la survie de la société québécoise et que la préservation de cette société est souhaitable, à la fois dans une perspective canadienne et dans la perspective du maintien de sa diversité culturelle face aux pressions croissantes de la mondialisation. » Caldwell, Gary « La Charte de la langue française vue par les anglophones », *Revue d'Aménagement linguistique*. p. 34.

¹¹⁴Ancienne Chancelière de l'université Mc Gill. Cf. « Les relations entre anglophones et francophones », *Le français au Québec*. p.319-325.

¹¹⁵McRoberts, Kenneth, *Un pays à refaire, l'échec des politiques constitutionnelles*. Montréal, Boréal, 1999, p. 142-163 [traduit de l'anglais par Christiane Teasdale]

¹¹⁶Joshua A. Fishman est professeur émérite de Sciences sociales à l'Université Yeshiva, à New York et professeur invité de Linguistique et de pédagogie à l'Université Stanford, en Californie. Nous recommandons notamment son article « La perception du "fait français" québécois aux Etats-Unis », *Revue d'aménagement linguistique*, Automne 2002. p. 197-200.

De plus, elle donne surtout du sens à la canadianité biculturelle que la constitution de 1982 a supprimée pour répondre à la vision pancanadienne de P-E. Trudeau. Alors que comme l'énonça Neil Bissoondath dans le *Marché aux illusions* :

Notre façon de concevoir le multiculturalisme dévalue cela même que l'on souhaite protéger et promouvoir. La culture devient matière à spectacle plutôt que le cœur et l'âme des individus formés par elle. La culture manipulée pour servir des fins sociales et politiques, se transforme en folklore¹¹⁷.

En outre, si l'on rejette en bloc cette tentative d'affirmation et de médiation qu'est la loi 101, on renvoie indubitablement les francophones du Québec soit à s'assimiler à une culture et une langue anglo-américaine ethnocidaire, sous prétexte que l'Amérique du nord est démographiquement essentiellement anglo-saxonne en niant leurs droits politiques, ce qui se révèle antidémocratique, soit à revêtir les vêtements de la survivance et de l'ethnie. Si l'on étendait cette démarche à l'ensemble du continent, des cultures et des langues faudrait-il que l'Amérique anglo-américaine s'assimile à la majorité hispano-américaine sous prétexte que le continent américain est majoritairement peuplé d'hispanophones et de lusophones ? Ou bien même, que les Américains s'assimilent eut égard à la globalisation à une future et improbable culture Indo-Sino-Nippone métissée, puisque plus de 50% des êtres humains sont asiatiques ? Au-delà de la boutade, ces interrogations ne sont pas plus biaisées selon nous, que celles des détracteurs de la 101 qui sous prétexte qu'il s'agit d'une échelle moins étendue¹¹⁸, confinent les Québécois dans une démarche asphyxiante et spéieuse, ravivant les vieux démons du nationalisme dix-neuviémiste. Alors que la moitié des Etats-Unis ont déjà mis en place des lois linguistiques afin d'assurer la primauté de l'anglo-américain sur l'espagnol, pourtant première langue des Amériques du point de vue démographique et sur une latinité¹¹⁹ qui déborde largement du cadre sud-américain.

¹¹⁷Bissoondath, Neil, *Le Marché aux illusions : la méprise du multiculturalisme*. Montréal, Boréal/Liber, 1995, p. 101, [Traduit de l'anglais par Jean Papineau]. Voir également à ce sujet, Ogmundson, Richard. « *On the right to be Canadian* », in Stella Hryniuk (Dir.). *Twenty Years of Multiculturalism : successes and Failures*, Winnipeg, St John's College Press, 1992, p. 45-55. Huntington, Samuel P. *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*. Paris, Odile Jacob, 2004, 397 p.

¹¹⁸Avec la même logique simpliste, la langue de Goethe étant la plus importante en terme de locuteurs en Europe, l'allemand devrait devenir la seule langue de l'Union Européenne et tous les Européens, des germanistes unilingues en devenir.

¹¹⁹En outre, la latinité s'étend de part en part du continent et connaît une démographie on ne peut plus soutenue qui annonce une revanche des berceaux en faveur de cette entité, notamment grâce aux hispanophones et lusophones. Ce facteur est primordial et explique pour partie le changement radical de politique en faveur de l'anglo-américain aux Etats-Unis ou dans certains districts de Colombie-Britannique où l'anglais se fait concurrencer ou devancer par d'autres langues, notamment asiatiques.

La francophonie en tant que collectivité oeuvrant aux intérêts communautaires des francophones, et à la mise en place d'une diversité et d'un dialogue avec les cultures, partage avec la Loi 101 une communauté de projet que nous jugeons particulièrement proche et synergique. C'est à dire, l'intérêt des francophones et non pas de la langue française, la défense et la pérennité des minorités linguistiques anglophones et amérindiennes, et une ouverture sur les cultures allophones et exogènes à l'espace francophone. Il semble tout à fait symptomatique que cette proximité et cette imbrication Loi101-francophonie, largement occultée par les rapports encore conflictuels entre francophones et anglophones soit soulignée par certains enfants de la Charte française. Elle apparaît chez Marie Claude Sarazin¹²⁰ ou encore chez Nikolas Ducharme qui publia pour la première fois dans *le Devoir*, un article faisant mention du lien qui unissait La Loi 101 et la francophonie.

La langue française agit comme un instrument d'intégration à la vie démocratique. Bien qu'elle soit historiquement liée au destin des Canadiens français en Amérique, elle doit devenir de plus en plus un outil de communication et une source de fierté pour tous les Québécois. La langue est l'une des principales composantes d'une identité en constante évolution. Elle doit demeurer le point d'ancrage de la citoyenneté québécoise. A partir des échanges et des dialogues entre tous les Québécois, il est possible d'arriver à accepter les différences culturelles et à nourrir ce projet commun qui est de perpétuer l'existence de notre identité collective. C'est lorsque tous les citoyens se sentiront partie prenante de la nation québécoise que nous pourrons enfin assumer notre rôle de moteur international du développement de la culture, de la science et de l'économie au sein de la francophonie et dans le monde¹²¹.

S'il est encore prématuré de juger définitivement de l'adhésion massive et collective de toutes les composantes du Québec contemporain à l'idée d'un Québec singulier ouvert sur la francophonie, grâce à la Loi 101, la transmission intergénérationnelle semble opérer. La conviction que le Québec doit être un Etat de langue française avec une culture francophone ouverte et représentative des différentes composantes de l'identité québécoise contemporaine semble un fait largement acquis pour la génération 101¹²².

¹²⁰ Elle fut membre de la Commission des Etats généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec en 2001.

¹²¹ Ducharme, Nikolas. « De Montréal à Bamako », *Le Devoir*, 10 mars, 2001. Cet article rejoint l'analyse formulée par Gider, Alfred ; Salon, Albert *Alerte francophone, plaidoyer et moyens d'actions pour les générations futures*, Paris, Editions Arnaud Franel, 2004, 218 p.

¹²² Si « l'interculturalisme » que tente de substituer le Québec au multiculturalisme unifolié semble revêtir de nombreuses difficultés et s'apparente plus à un processus de différenciation vis-à-vis de la démarche fédérale que d'une troisième voix réellement québécoise, la Charte même remaniée est efficiente et responsable non seulement, du maintien mais du développement du caractère francophone du Québec.

Malgré les Cassandres et le rouleau compresseur d'une globalisation états-unienne dont les Québécois sont parmi les premiers à ressentir les effets et les conséquences, la francophonie n'est plus l'apanage d'une frange d'intellectuels québécois où J-M. Léger, L. Beaudoin, J-L. Roy, F. Houda-Pépin seraient de doux rêveurs déconnectés des réalités sociales et de leurs contemporains. D'ailleurs Guy Dumas, en tant que sous-ministre chargé de la politique linguistique du Québec déclarait :

Dans divers pays, on observe depuis une vingtaine d'années la mise en place d'organismes chargés de veiller à l'implantation des mesures d'aménagement linguistique. A titre d'exemple, dans la francophonie, la France, la Communauté française de Belgique et la Suisse disposent aujourd'hui de structures administratives dotées de mandats qui s'apparentent à ceux des organismes québécois. Une collaboration fructueuse s'est d'ailleurs établie entre ces diverses instances et celles du Québec. C'est souvent la volonté résolue des autorités québécoises (...) qui a donné à ces partenaires une impulsion vers un engagement plus ferme et plus actif de leur part dans le traitement des terminologies et le rayonnement du français¹²³.

A travers cette sous-partie, nous avons souhaité mettre en exergue le fait que la loi 101 et la francophonie connaissent des objectifs et des finalités communes, et tant l'une que l'autre, loin d'être des archaïsmes ou des résurgences ethniques et corporatistes elles sont au contraire, des vecteurs de modernité abordant de façon transversale la question linguistique, sociale et celle du dialogue interculturel. Xavier Deniau dit à son propos qu'elle « *représente une contribution capitale à l'histoire de la francophonie*¹²⁴ ». Enfin, il existe une influence réciproque entre ces tentatives de définir et d'organiser l'identité et le dialogue entre les citoyens, les langues et les cultures¹²⁵. Si le Québec a naturellement influencé la démarche de nombreux Etat francophones¹²⁶, comme le rappelle à propos Guy Dumas, nous pensons que cette approche globale du vivre en ensemble québécois qu'est la loi 101, a été influencée par le discours et la vision d'une francophonie que défendit notamment Léger au Québec, et que Senghor et Bourguiba incarnèrent en Afrique et dans le monde.

¹²³Propos de Guy Dumas, in *Revue d'Aménagement linguistique*, p. 245

¹²⁴Xavier Deniau cité in Tétu, Michel, *La francophonie*, p. 135.

¹²⁵Jean-Pierre Proulx, « Les Anglo-Québécois : la minorité la plus favorisée », *Le Devoir*, 5 mars 1990.

¹²⁶A ce titre, le Conseil de la Langue française (CLF), créé le 26 août 1977 pour veiller à l'application de la Loi 101, eut un rôle déterminant dans l'étude, la diffusion et la promotion de la Charte à travers l'espace francophone. Le CLF collabore avec l'ensemble des organismes linguistiques de la francophonie et la plupart de ceux relevant de la "latinosphère". En outre, il collabore activement avec la direction des Affaires francophones du ministère des Relations internationales du Québec, lequel depuis 1986 dispose d'un Commissariat général à la francophonie.

« La souveraineté ne peut qu'être politique et elle est indivisible
en ce sens qu'elle se fonde sur une symbiose originale de la culture, de la politique et de l'économie¹²⁷ »

Léon Dion

6.2.2 - Le Québec souverainiste, la France et les autorités unifoliées entre instrumentalisation, manipulations partisans et paralysie du projet institutionnel francophone : une décennie blanche pour les Sommets et la Francophonie politique.

Les élections législatives du 15 novembre 1976 portèrent au pouvoir le Parti Québécois de René Lévesque dont le programme électoral avait été la défense de la souveraineté des Québécois et la promotion de l'indépendance par la *souveraineté-association*¹²⁸. Les relations internationales et la francophonie allaient devenir des sujets perpétuels d'affrontement entre Pierre-Elliott Trudeau et René Lévesque¹²⁹. Claude Ryan, en tant que directeur du *Devoir* parla d'une « tragédie grecque¹³⁰ », pour transcrire l'état de tension qui s'installa entre Québec et Ottawa à l'arrivée des péquistes sur la colline parlementaire et au gouvernement¹³¹. Thomas Allen Lévy parle de « l'internationalisation de la politique intérieure et l'intériorisation des relations internationales¹³² » pour évoquer cette interpénétration des domaines. Néanmoins, il nous semble nécessaire d'y ajouter un complément qui a son importance, c'est le "réveil" très actif du Lobby du Québec à Paris et plus particulièrement de Bernard Dorin, Xavier Deniau, Philippe Rossillon, Pierre Louis Mallen et Jean-Daniel Jurgensen qui avaient pressenti la victoire péquiste et souhaitaient que le rapprochement France-Québec se poursuive ; la page Bourassa étant tournée.

¹²⁷Léon Dion, *Le Devoir*, 27 août 1973 p. 1.

¹²⁸Le Journal *Le Monde* le 17 novembre 1976 titre en une « Victoire des nègres blancs ». Pour de plus amples renseignements sur la perception française de la victoire de René Lévesque et de son parti, nous renvoyons à Dimic, Nicolas. *Les relations franco-canadiennes sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing*, [Mémoire de fin d'étude] Paris, I.E.P., 1985, p. 31-47. Ainsi qu'à Néron, Caroline. *Les relations franco-québécoises de 1970-1995*. Institut Catholique de Paris (ICP), 1995, p. 21-70.

¹²⁹Louis Bernard, Robitaille. « Vive le Québec Libre : Ce qui faisait le plus peur aux Québécois, c'était le saut dans l'inconnu. Et bien, le saut est fait. », *Le Nouvel Observateur*, 22 novembre 1976, p. 51.

¹³⁰« Il y a longtemps que le destin prépare MM. Lévesque et Trudeau à un affrontement décisif. Le résultat d'hier a rapproché cette échéance. Il lui donnera bientôt les allures d'une tragédie grecque ». Claude, Ryan, *Le Devoir*, 16 novembre 1976, p. 6.

¹³¹Claude Morin, devint ministre des Relations internationales et des Affaires intergouvernementales du Québec.

¹³²Lévy, Thomas, Allen. « Le rôle des provinces », in Paul Painchaud, *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Montréal, CQRI, Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 109-145.

L'imbrication naturelle des affinités entre "pro-Québec et pro-francophonie" permit rapidement de renforcer le Québec au sein de l'espace francophone, alors que depuis Niamey II. Celui-ci tendait à se réduire constamment ; l'attentisme de Bourassa s'étant révélé tout aussi délétère que l'action de sape du gouvernement unifolié. Frédéric Bastien rapporte à ce sujet que Jacques Chirac, maire de Paris et déjà candidat à la course à l'Elysée aurait confié à Claude Morin, le 29 avril 1977 à l'issue de son discours à l'hôtel de ville de Paris :

Jamais la France ne permettra que le Québec soit exclu du sommet des pays francophones. Joignant le geste à la parole, il s'engage à faire pression sur Léopold Sédar Senghor pour que le projet de sommet mis de l'avant par ce dernier fasse une place au Québec¹³³.

La question du sommet de la francophonie devint tout aussi importante pour le Premier Québécois que pour le Premier ministre canadien, qui se fit en 1977, avec l'adoption de la Loi 101, le propagandiste zélé de l'idée senghorienne d'un sommet des Chefs d'Etat de la francophonie¹³⁴. Bien évidemment, les deux visions s'opposaient comme à l'accoutumée. Pour Lévesque, le Québec devait nécessairement y siéger en tant que gouvernement participant, c'est-à-dire de façon autonome et souveraine. Ce que confirme Claude Morin : « *Sa situation spéciale comme unique Etat de langue française en Amérique du Nord rendait à ses yeux nécessaire sa présence à un éventuel sommet*¹³⁵. » Alors que pour Trudeau, seul Ottawa pouvait s'y rendre en vertu de l'indivisibilité de la souveraineté unifoliée et de l'intérêt collectif des francophones du Canada. Après le dialogue de sourd vint le temps du blocage, en raison des alliances et des inimitiés intéressées. Lors de la Cinquième conférence de l'Agence de coopération Culturelle et Technique qui se déroula à Abidjan du 14 au 17 décembre 1977, le projet d'un Commonwealth à la française fut une nouvelle fois reporté en raison des tensions Québec-Paris-Ottawa. "La Machine à perdre" de la francophonie atteignit son plein régime, lorsque Paris annonça officiellement en novembre 1978, que tant que le Québec ne serait pas pleinement associé au renforcement politique de la francophonie et ne disposerait pas de toute la latitude d'action et de représentation au sein de celle-ci, la France ne soutiendrait aucun projet, quelle qu'en soit sa nature ou ses soutiens.

¹³³Bastien, Frédéric. *Les Relations particulières*, p. 143.

¹³⁴Donneur, André. *Politique étrangère canadienne*. Montréal, Guérin-Universitaire, 1994, p. 57.

¹³⁵Morin, Claude. *L'Art de l'impossible*, p. 374-375.

Ce que résuma fort à propos André Donneur, par « *Il n'est pas question de Commonwealth francophone sans le Québec*¹³⁶ ». De son côté, Pierre-Elliott Trudeau, grâce au sommet de la francophonie voulait tailler en pièces le statut de gouvernement participant du Québec, et crédibiliser le bilinguisme au Canada en se faisant le champion de la francophonie gouvernementale y compris en Afrique¹³⁷. Ce que Paris considérait toujours comme sa chasse gardée et une preuve du double jeu d'Ottawa¹³⁸. De plus, Québec de son côté voulait disposer d'un forum international de plus grande ampleur que celui de l'ACCT avec l'approche du référendum de 1980. Enfin, Giscard d'Estaing même s'il condamna sans appel, le *Vive le Québec Libre* de de Gaulle¹³⁹ ne souhaitait pas que soit organisé un Sommet qui se fasse aux frais de Québec et duquel Paris ressortirait peut-être affaibli à cause du Canada. Il écrivit à René Lévesque une lettre qui servirait jusqu'à la victoire de François Mitterrand, de ligne de conduite à la France giscardienne dans son partenariat avec l'Etat fleurdelisé et en matière de Francophonie.

Je veux saisir cette occasion pour vous confirmer l'importance que j'attache aux rapports directs et fraternels qui, venus de leur commune histoire, unissent le Québec et la France, et ma volonté de veiller personnellement à leur développement. Je souhaite en particulier que des contacts fréquents et confiants se nouent entre nos deux gouvernements. (...) Respectueuse des choix du peuple québécois, elle demeure, autant que jamais, disponible à seconder les efforts qu'il déploie pour préserver son identité et assurer son avenir¹⁴⁰.

Sous la V^e République les présidents se succédèrent mais la France fit toujours le choix du Québec, qu'il s'agisse des relations internationales et du Canada ou de Francophonie institutionnelle. Aux yeux de l'Elysée, la question fleurdelisée et le statut des Québécois demeuraient le préalable à la construction de la Francophonie. Faute d'un accord entre ces trois capitales, l'idée d'un Sommet des Chefs d'Etat francophones que Senghor et Léger avaient énoncée dès les années cinquante, fut reportée inlassablement comme le

¹³⁶ Donneur, André. *La Politique étrangère canadienne*, p. 57

¹³⁷ Trudeau, Pierre-Elliott. « Double allégeance du Canada : francophonie et Commonwealth », *Politique internationale*, n° 2, hiver 1978-1979, p. 33-42.

¹³⁸ Ainsi, lors de la sixième conférence de l'ACCT tenue à Lomé du 10 au 15 décembre 1979, le Canada refusa le projet de réforme que la France proposait afin de réduire le nombre des secrétaires généraux de l'Agence. Le Sénégal et le Burundi, se rallièrent à la position canadienne et ce n'est que six mois plus tard que Paris, parvint à obtenir un équivoque compromis sur ce simple point technique. Les secrétaires généraux adjoints furent substitués par quatre directeurs généraux. Avec la bénédiction de Paris, le québécois Luc Martin fut officiellement nommé à l'un de ces postes par le Conseil d'administration de l'Agence de juin 1980.

¹³⁹ Cf. L'édition du *Devoir*, du 18 août 1967, p. 7.

¹⁴⁰ Cité par Claude Morin, dans son ouvrage *L'Art de l'impossible*, p. 376.

relata dès la fin 1978, la Presse québécoise à propos de la visite de Trudeau en France¹⁴¹ qui était la première depuis celle de L. Pearson onze ans plus tôt.

Le Président de la république française et le premier ministre du Canada ont du reconnaître leur désaccord sur un point particulier. Il n'y aura pas de conférence au sommet des pays de la francophonie parce que Paris ne peut concevoir pareille rencontre sans la participation du Québec. A quoi M. Trudeau répond qu'il n'appartient pas aux Etats participants d'imposer au Canada les conditions auxquelles celui-ci devra prendre part à la réunion, pas plus qu'Ottawa n'oserait dicter à la Côte d'Ivoire les modalités suivant lesquelles seront représentées les diverses régions de cette république¹⁴².

Le vieux thème du tribalisme, exploité jusqu'à la corde par Trudeau lors des négociations de Niamey I et Niamey II réapparaissait, mais cette fois, en des termes posés et surtout impossibles à exploiter démesurément par Québec ou Paris puisqu'il s'appuyait sur la non-ingérence d'un Etat étranger dans les affaires "domestiques" du Canada. Ce que résuma Bastien par : « *Pas question que le Québec ait une place au sommet francophone ; le Canada seul décidera des modalités de sa participation*¹⁴³. »

Si les positions des protagonistes du triangle Québec-Paris-Ottawa se radicalisaient, elles prenaient des contours plus "policés" pour ce qui a trait aux relations publiques. La litote « *non-ingérence non-indifférence* » en est le parfait exemple. Loin d'être un apaisement des tensions comme certains purent le croire un temps, cette étape signifiait que la phase des joutes oratoires, des supputations et des intimidations réciproques était révolue tout comme celle de la persuasion. Avec l'arrivée des souverainistes aux affaires, chacun préféra agir en fonction de ses propres intérêts et de son calendrier, sachant qu'aucun des intéressés désormais ne plierait jusqu'à l'après référendum. A ce propos Shiro Noda écrivit :

En raison de la conjoncture particulière créée par l'enjeu référendaire, le triangle Ottawa-Québec-Paris joue un rôle prépondérant dans la détermination des priorités du gouvernement Lévesque en matière de relations internationales, soit les relations franco-québécoises et le sommet francophone¹⁴⁴.

¹⁴¹Elle était la première visite d'un Premier ministre canadien en France depuis celle de L. Pearson, onze ans plus tôt.

¹⁴²[Anonyme] « Le voyage officiel du premier ministre Trudeau », *Le Devoir*, 19 décembre 1978, p.4.

¹⁴³Bastien, Frédéric. *Les relations particulières*, p. 158.

¹⁴⁴Noda, Shiro. *Entre indépendance et fédéralisme*, p. 192.

Paris et Québec, en plus des liens culturels et linguistiques que nous connaissons eurent une communauté d'intérêt en francophonie, combattre le Canada. Ils firent front en commun sur la question du sommet des chefs d'Etats francophones¹⁴⁵ durant une décennie¹⁴⁶. Une guerre d'usure s'installa entre les trois protagonistes et la francophonie, présentée comme une douce utopie à la fragilité intrinsèque fit à nouveau, les frais de ce prolongement de « *la guerre des grands blancs* ». Louis Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, sous la pression du Lobby du Québec à Paris et de Xavier Deniau déclara en chambre : « *Nous ne nous associerons à aucune réunion des chefs d'Etats francophones à laquelle le Québec ne serait pas invité.*¹⁴⁷ »

Si la francophonie est loin d'être indemne de critiques, nous en avons exposé certaines en détaillant la période africaine de l'ACCT, le Québec de part son actualité s'en fit un bien mauvais relais. Ottawa chercha jusqu'aux années 1980, à rogner l'espace du Québec en banalisant sa présence au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique. Le fait qu'Ottawa exige que ce soit lui et non l'assemblée plénière de l'ACCT qui octroie au Nouveau-Brunswick le statut de gouvernement participant démontre à quel point, l'entrée en francophonie de Fredericton fut orchestrée et pilotée par le gouvernement canadien. L'acceptation de cette nouvelle exigence unifoliée qui peut paraître "anodine", aurait pu servir malgré l'accord cadre Québec-Ottawa relatif à l'ACCT, de précédent suspensif à la présence du Québec dans une future conférence internationale des Chefs d'Etats francophones. Le fait que la France, par la voix de Maurice Ligot¹⁴⁸ exige par deux fois qu'en dehors du préalable canadien ce soit les membres de l'Agence qui se prononcent sur l'adoption du statut de gouvernement participant de Fredericton suffit à démontrer le climat de suspicion entre Québec-Paris-Ottawa. Lors de la cinquième conférence de l'ACCT à Abidjan¹⁴⁹, Ligot déclara en séance plénière à l'intention de la délégation canadienne :

¹⁴⁵La coopération en demi-teinte du temps de Bourassa I fut consolidée notamment par la mise en place des réunions annuelles des Premiers ministres français et québécois.

¹⁴⁶[Anonyme], « Paris-Québec et l'ACCT ». *Le Devoir*, 15 décembre 1977

¹⁴⁷Louis de Guiringaud cité, in Morin, Claude. *L'Art de l'impossible*, p. 378.

¹⁴⁸Maurice Ligot était alors Secrétaire d'Etat de la Fonction publique et l'un des plus importants soutiens ministériels du Québec avec Alain Peyrefitte sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Historien de formation et auteur d'une thèse sur le Canada-français de la conquête à la crise de la conscription. Maurice Ligot est l'un des rares politiciens de l'Hexagone à avoir soutenu l'apostrophe du 24 juillet 1967, considérant celle-ci comme un élément de soutien à l'affirmation des Canadiens français en Amérique du nord. Il fut l'un des meilleurs relais « giscardiens » du Parti québécois en France.

¹⁴⁹La conférence se déroule du 14 au 17 décembre 1977.

Si cette conférence au sommet devait être déviée de sa fonction pour apparaître comme l'instrument de l'élimination d'un de ses membres de notre organisation [Le Québec], alors nous ne pourrions certainement pas souscrire à une telle opération. Serait-il juste et raisonnable en effet, d'éliminer d'une telle conférence, organe suprême de la francophonie mondiale, l'une des plus importantes communautés francophones du monde, qui possède au surplus, un gouvernement représentatif participant à notre organisation et doté de compétences exclusives en matière culturelle et linguistique ?¹⁵⁰

La position de Paris, à laquelle Québec souscrivait totalement les deux gouvernements agissant de concert fut finalement adoptée, car elle avait le soutien du Secrétaire général de l'Agence en exercice, le Nigérien Dankoulodo Dan Dicko. Un simple vote, conforme au statut de l'Agence et qui n'était en rien une tentative d'évincer l'Acadie néo-brunswickoise de l'ACCT provoqua l'indignation officielle du représentant canadien, le ministre fédéral André Ouellet¹⁵¹ mais il dut accepter le vote. Cet épisode est loin d'être un cas isolé et permet de comprendre l'arrêt de la construction francophone. L'incident de 1977 se renouvela en Côte d'Ivoire en novembre 1978, lorsque sous les pressions financières et politiques d'Ottawa, le président ivoirien déclara que les Sommets des chefs d'Etats francophones pourraient avoir lieu sans nécessairement que le Québec y soit associé¹⁵². Paris monta au créneau par un communiqué de presse ferme et laconique : « Pour la France, un tel évènement est impossible sans la présence québécoise¹⁵³. » A nouveau, le président sénégalais voyant la situation on ne peut plus bloquée reprit son bâton de pèlerin francophone et profita de la septième conférence franco-africaine de mai 1980 pour tenter une énième relance d'une communauté politique francophone dans laquelle la place du Québec restait à réinventer. Pour se faire, il annonça qu'aurait lieu le 5 novembre de la même année dans sa capitale, une conférence des ministres des Affaires étrangères francophones dans le but de créer une « Communauté organique francophone¹⁵⁴. » Cette communauté politique serait dirigée par un Sommet des Chefs d'Etats se réunissant tous les deux ans dans une grande capitale de l'espace francophone.

¹⁵⁰Déclaration de Maurice Ligot : « L'appui de Paris au Québec pour le Sommet », décembre 1977, Abidjan. Cf. Léger, J.-M. *La francophonie : grand dessein, grande ambiguïté*, p. 236-237.

¹⁵¹Cf. l'édition du *Devoir* du 15 décembre 1977.

¹⁵²Cf. Bastien, Frédéric, *Les relations particulières*, p. 160.

¹⁵³[Anonyme], « La réponse du Quai d'Orsay au Président Ivoirien », *Le Devoir*, 4 novembre 1978.

Le 9 octobre 1979 Claude Morin en visite officielle en France, constata que Paris n'avait en rien modifié sa position malgré les espoirs d'Ottawa en ce domaine. François Poncet, devenu ministre des Affaires étrangères aurait déclaré « Notre position est la votre ». Cf. Bastien Frédéric. *Ibidem*.

Si le Sommet ou la Conférence des chefs d'Etat francophones dans la vision senghorienne constituait un temps décisionnel et symbolique pour une francophonie politique, il n'était pas réductible à ce seul élément fut-il dominant. Une conférence des ministres des Affaires étrangères, de l'Education et de la culture, de la Jeunesse et des sports, de l'Economie et des finances, de la Justice donnerait une assise et du contenu à cette communauté organique¹⁵⁵. A l'automne 1980, malgré l'épineuse question québécoise, l'idée d'un Sommet francophone profita d'un retour en grâce au sein de l'espace francophone grâce aux efforts du président sénégalais¹⁵⁶, mais cette embellie ne concernerait pas le triangle Québec-Paris-Ottawa. Les deux conférences de Dakar, devant théoriquement aplanir les problèmes techniques des partenaires francophones, c'est-à-dire avant toute chose, la place du Québec et son hypothétique statut au sein de cette Francophonie politique se révélèrent inopérantes, la position québéco-française étant aux antipodes de celle du gouvernement fédéral. La lettre que Claude Morin écrivit à Mark Mc Guigan ministre unifolié en charge du dossier, le prouve :

En s'inspirant des ententes déjà existantes et tout en faisant preuve d'un minimum d'imagination créatrice, [nous pourrions] trouver une solution qui permette à nos gouvernements respectifs d'assumer dans l'harmonie et l'efficacité leurs responsabilités au sein des futures institutions de la francophonie¹⁵⁷.

Ce à quoi le 18 novembre 1980 aurait répondu Mc Guigan, fidèle à la politique de Pierre Elliott Trudeau :

Votre suggestion paraît s'inspirer du point de vue que le Québec est seul habilité au plan international à défendre les intérêts des Québécois francophones, tout au moins en ce qui concerne les domaines de compétence provinciale au plan interne. Votre suggestion ne peut pas convenir pour les raisons suivantes : a) il s'agit d'une réunion des ministres des Affaires étrangères ; je vous ai précisé à cet égard que chaque pays, peu importe la complexité de sa situation interne, n'a qu'une seule voix en matière de politique étrangère ; b) c'est une réunion préparatoire à un éventuel Sommet de chefs d'Etats et de gouvernements de pays indépendants.¹⁵⁸

¹⁵⁵Cf. Senghor, L.S. « le Francophonie et le français », *Liberté 5*, Paris, Le seuil, 1993, p. 133-144.

¹⁵⁶Notamment grâce à la Conférence franco-africaine de Nice qui se déroula du 8 au 10 mai 1980.

¹⁵⁷Propos de Claude Morin rapportés par Tardif, Jean « La francophonie institutionnelle et le Québec », *Revue québécoise de droit international*, vol. 1, n°1, p. 28-30.

¹⁵⁸*Ibidem*.

Avec de telles dispositions, les pourparlers échouèrent¹⁵⁹ alors que le président sénégalais ne cessait de répéter que le report sine die du Sommet jouait contre l'idée même d'une francophonie politique. Les défenseurs de cette option il est vrai faisaient défaut les uns après les autres, soit en raison des crises que traversaient leurs pays, soit de leur abattement devant l'incurie des pays développés et les jeux de politiques politiciennes. En 1974, Hamani Diori fut renversé par un coup d'Etat militaire au Niger¹⁶⁰, Norodom Sihanouk et l'ex-Indochine étaient plongés dans le génocide Khmer et les atrocités du Vietnam et Habib Bourguiba¹⁶¹ et la présidence Malgache jugeaient de plus en plus, que le Nord et la France sacrifiaient l'idéal francophoniste à des intérêts franco-français et à une politique extérieure sans envergure¹⁶².

Enfin et surtout, le Québec ne jouait plus le rôle d'aiguillon ou de relais prosélyte de la francophonie depuis presque une décennie, mais celui de frein, à mesure que le référendum et le statut de l'Etat fleurdelisée au sein de la confédération canadienne occupait tout l'espace politique disponible, une fois les péquistes élus. Pour Senghor et les derniers historiques de la francophonie non québécoise n'ayant pas rejoint le camp grandissant des "décus et des sceptiques", l'idéal francophone était dans la zone rouge depuis beaucoup trop longtemps. Il fallait coûte que coûte une reprise du processus, et le soutien certes intéressé de Pierre-Elliott Trudeau pouvait néanmoins, être l'occasion de relancer la construction francophoniste pour ce qui avait trait à sa dimension politique. L'incertitude québécoise en matière d'indépendance ne permettait pas de faire du Québec un partenaire aussi solide que le Canada, en dépit de son état de poumon et de cœur de la francophonie nord-américaine¹⁶³. C'est ce qu'expliquait à contre cœur Senghor à René Lévesque dans une lettre en date du 28 avril 1977. « *Si le Québec, un jour, recouvrait sa souveraineté internationale (...) votre droit de participer à la Conférence [des chefs d'Etats francophones] ne ferait aucun doute*¹⁶⁴ ». Loin d'être un sujet strictement canado-québécois, le souverainisme et l'indépendantisme fleurdelisés devenaient aussi une

¹⁵⁹Cf. Communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères du 18 novembre 1980.

¹⁶⁰Il fut durant plusieurs années placé en résidence surveillée par la gendarmerie militaire et finit sa vie en exil à Rabat au Maroc, où il mourut en 1989.

¹⁶¹Tandis que le monde arabo-musulman se désespérait et que les radicalités progressaient.

¹⁶²En outre, le général de Gaulle n'était plus le garant d'une certaine idée de la France, pouvant relayer la francophonie et les gaullistes perdaient en audience en Europe et dans le monde en cette fin de XX^e siècle.

¹⁶³C'est dans ce contexte pré-référendaire que Claude Morin décide de placer le Service du Canada français d'outre frontières sous la tutelle du MAI alors qu'il dépendait précédemment du ministère des Affaires culturelles. Cf. l'arrêté en Conseil des ministres du 24 septembre 1975, n°4284-75.

¹⁶⁴Correspondance citée in Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la francophonie ?* p. 258.

affaire de francophones puisque leurs répercussions influaient sur la francophonie politique et la convocation du premier Sommet des chefs d'Etats francophones¹⁶⁵. C'est en ce sens que fut écrit l'article de Baccar Touzani, « *Séparatisme et Francophonie*¹⁶⁶ » qui suscita une vive réplique de J-M Léger¹⁶⁷. Touzani y développait sur le ton de la controverse que le Québec était le vrai boulet de la francophonie et que le souverainisme était un indépendantisme déguisé qui n'osait pas s'affirmer en tant que tel. L'auteur de « *Séparatisme et Francophonie* » conseillait aux pays africains de conditionner leur soutien en toute connaissance de cause et d'écouter d'autres conseils que ceux de Paris ou des amis du Québec¹⁶⁸, le véritable argentier de la francophonie en Amérique du Nord étant Ottawa et non la capitale fleurdélisée. Ce à quoi, Jean-Marc Léger répliquait que Baccar Touzani faisait fausse route, utilisant l'argument réflexe mais bel et bien fondé que si le Canada participait activement à la francophonie c'était en raison de l'implication du Québec dans le projet francophone.

C'est parce que difficilement, douloureusement, parfois héroïquement, le peuple du Québec a défendu son identité contre les multiples entreprises d'assimilation, insidieuses ou brutales, selon les époques ; s'il existe aujourd'hui telle chose qu'une francophonie nord-américaine, c'est à ce peuple qu'on le doit. Par sa propre et dure expérience, par sa situation particulière en Amérique, par les innovations que l'histoire et la géographie lui ont imposées, [le Québec] peut apporter une contribution originale. Au total et à l'inverse exactement du diagnostic hâtif de M. Touzani, les résultats des élections du 15 novembre dernier [1976] au Québec sont une victoire pour la cause universelle de l'émancipation et la dignité des peuples, ainsi que pour la cause de l'authentique coopération internationale, laquelle est d'abord dialogue des cultures dans la réciprocité, ce qui suppose le salut et le plein épanouissement de toutes les cultures¹⁶⁹.

¹⁶⁵A ce sujet nous renvoyons aux déclarations de Pierre-André Wiltzer alors Directeur de cabinet de Raymond Barre qui était Premier ministre. « Giscard voulait sous son septennat lancer le premier Sommet des pays francophones. Trudeau était d'accord sur l'objectif (...) mais il n'était pas question que [le Québec] ait une délégation différente [du Canada]. Il a donc essayé de marchander son accord pour le Sommet contre l'acceptation par la France de laisser tomber le Québec. Giscard n'a jamais voulu. Plus tard, au cours d'un dîner à Matignon en comité très restreint Trudeau a refait sa grande démonstration à Barre, qui n'a pas davantage bougé. Résultat : malgré le regret qu'il en éprouvait, Giscard a accepté qu'il n'y ait pas de sommet de la francophonie ». Cf. Bastien, F. *Les Relations particulières*, p. 163.

¹⁶⁶Baccar, Touzani, « *Séparatisme et francophonie* », *Jeune Afrique*, 10 décembre 1976.

¹⁶⁷Cf. Lettre en date du 20 janvier 1977, adressée avec droit de réponse à Béchir Ben Yamed, directeur de *Jeune Afrique*. ANQ, fonds J-M Léger, P 599, Bloc n°1.

¹⁶⁸Jean-Marc Léger écrit à propos de la proximité entre le cercle francophone et le lobby du Québec : « En France et en Belgique notamment, et particulièrement dans le premier de ces deux pays, les mêmes hommes, les mêmes milieux qui furent les artisans persévérants, convaincus et souvent passionnés de l'idée de francophonie, qui devaient y conquérir, parfois difficilement, l'adhésion des sphères officielles, étaient aussi les mêmes qui sur un autre plan, avec d'autres moyens, se firent dans leur pays les apôtres actifs, éclairés et fervents de la cause québécoise ». Cf. Léger, J-M. *La francophonie*, p. 129.

¹⁶⁹Léger, J-M. « Québec, Tiers-monde et "Francophonie" » *Jeune Afrique*, février-mars 1977. Voir Annexes (Appendice I)

La francophonie politique connut officiellement un nouvel échec lorsque début décembre 1980, soit quelques mois à peine après la victoire du non au référendum sur la Souveraineté association, l'ambassade de France à Ottawa annonça que Paris refusait d'assister à la Seconde conférence de Dakar. Le motif invoqué était on ne peut plus explicite : le Québec était ostracisé par Ottawa et le Canada confondait manifestement, son renforcement identitaire avec l'intérêt collectif des francophones. En conséquence, le gouvernement français pourtant expert en instrumentalisation renonçait définitivement, à participer à un Sommet francophone auquel ne participerait pas "la Belle Province" en tant que gouvernement participant. Il semble que ce qui provoqua ce désaveu cinglant de l'ambassade française soit les déclarations et les tentatives répétées de passage en force médiatique de Pierre-Elliott Trudeau à ce sujet. Il avait déclaré aux médias canadiens à peine descendu de l'avion qui le ramenait d'une visite de la dernière chance à Paris, qui se tint du 23 au 24 novembre 1980, que la France comptait participer à la Seconde conférence de Dakar¹⁷⁰ et que la question québécoise était accessoire grâce à son intervention. Réitérant les déclarations erronées ou à l'emporte-pièce qu'il avait précédemment tenues. « *Le président [Giscard d'Estaing] ne s'y intéresse pas beaucoup [au Québec ou à la Francophonie] puisqu'il ne m'en a pas parlé. Je pourrais toujours lui envoyer un de mes livres sur la question*¹⁷¹ » ou encore, « *Si ma grand-mère avait des roues, ça ferait un bel autobus*¹⁷². »

Si Trudeau et les fédéralistes avaient remporté le référendum québécois de la Souveraineté association du printemps dernier, ils commirent l'erreur de croire que VGE préoccupé par les seuls préparatifs de sa propre réélection ne se lancerait pas dans un énième conflit franco-canadien. Si Giscard d'Estaing avait eu quelques difficultés à se défaire de l'image d'un Québec duplessiste qui l'avait tant marqué dans sa jeunesse et avait condamné les propos de Gaulle en parlant « *d'exercice solitaire du pouvoir*¹⁷³ », il n'était un secret pour personne que Giscard n'appréciait absolument pas le premier ministre libéral. Sentiment qui ne pouvait que croître lorsque Trudeau endossait lui-même, le rôle de porte parole de l'Elysée en matière de langue et de culture française.

¹⁷⁰Cf. L'édition du *Devoir* du 27 novembre 1980.

¹⁷¹Ces propos du Premier ministre canadien sont rapportés dans l'édition du *Devoir* du 14 avril 1977.

¹⁷²Ibidem.

¹⁷³Dorin, B. *Appelez-moi Excellence, un ambassadeur parle*, Paris Montréal, Stanké, 2001, p. 183 et p. 204.

Enfin, il était entendu que le président français avait épousé les vues gauliennes sur le Québec et celles de Dorin¹⁷⁴, Deniau, Jobert, Ligot, Peyrefitte, etc, depuis plusieurs années. Dans une lettre adressée à René Lévesque en date du 6 janvier 1977, Valéry Giscard d'Estaing avait fait clairement savoir sa préférence entre Québec et Ottawa.

Je veux saisir cette occasion pour vous confirmer l'importance que j'attache aux rapports directs et fraternels qui, venus de leur commune histoire, unissent le Québec et la France, et ma volonté de veiller personnellement à leur développement. Je souhaite en particulier (...) que des contacts fréquents et confiants se nouent entre nos deux gouvernements. La France (...) respectueuse des choix du peuple québécois, demeure, autant que jamais disposée à seconder les efforts qu'il déploie pour préserver son identité et assurer son avenir¹⁷⁵.

L'échec de Dakar servit au contraire, à faire savoir que Paris ne comptait pas renoncer à sa relation particulière avec le Québec¹⁷⁶ malgré l'échec référendaire. La fin de non recevoir de Paris à l'idée d'un sommet pensé par le Canada où Trudeau s'était personnellement investi et sans doute surinvesti, fut considérée comme un nouvel affront à la souveraineté canadienne. La question québécoise avait une fois encore eu raison de la diplomatie unifoliée en matière de francophonie, au grand dam de l'Afrique et de Senghor. En guise de réplique le ministère des Affaires extérieures canadien publia un communiqué de presse le 5 décembre 1980 qui mentionnait l'étonnement du gouvernement canadien devant l'attitude de la France¹⁷⁷.

La seule autorité au Canada que peut connaître la France lorsqu'il s'agit d'une réunion internationale est celle du gouvernement canadien. Il est aussi la seule autorité auprès de laquelle est accréditée l'Ambassade et les diplomates français¹⁷⁸.

Le Québec, après être tombé dans un demi oubli après 1763 pour la France et le fait francophone dans le monde, puis s'être fait redécouvrir lors des deux Guerres Mondiales,

¹⁷⁴Bernard Dorin était notamment en charge du « Service des Affaires francophones » au Quai d'Orsay, depuis février 1975 et veillait tout autant sur le dossier québécois que celui de la francophonie.

¹⁷⁵Cité in Morin, Claude. *L'Art de l'impossible*, p. 376.

¹⁷⁶Les deux hommes ne s'appréciaient guère et l'Elysée estimait que Trudeau avait dépassé les bornes. Alors qu'un an à peine auparavant Raymond Barre en visite officielle au Canada et au Québec s'était évertué à apaiser les tensions et s'était refusé à l'exercice courant de la petite phrase assassine ou de la formule historique vipérine pour maintenir un minimum de courtoisie entre les trois capitales. Ce qui n'était pas du goût de René Lévesque et des péquistes en cette année pré référendaire.

¹⁷⁷Les autorités fédérales et leurs représentants "boycottèrent" toutes les activités diplomatiques de l'Ambassade de France qui n'étaient pas strictement indispensables aux rapports directs entre les deux Etats. Ce désamour perdura jusqu'à l'arrivée de François Mitterrand à la tête de l'exécutif français.

¹⁷⁸Ministère des Affaires extérieures. Communiqué de presse, n°103 en date du 5 décembre 1980.

et ultérieurement dans la construction d'une francophonie associative¹⁷⁹ et lors de l'expo 1967, le Québec et sa problématique nationale devenaient contre toute attente, des sujets de premiers plans pour les francophones. En effet, depuis l'apostrophe gaullienne de juillet 1967, le Québec n'avait pas quitté l'avant scène francophoniste et son poids devenait déterminant dans l'édification d'une communauté politique des parlants français. Ce poids disproportionné du Québec en matière de francophonie résultait évidemment des Alliances France-Québec mais également du caractère para et proto diplomatique que celles-ci recelaient pour les acteurs fleurdelisés, tricolores et unifoliés¹⁸⁰. Le discours de V. Giscard d'Estaing du 4 novembre 1977 lors de la visite officielle de René Lévesque en France est tout à fait explicite.

Quoique qu'il arrive, le Québec peut compter sur la sympathie fraternelle de la France (...) Ce que vous attendez de la France, je le sais pour l'avoir vécu par vous, c'est sa compréhension, sa confiance et son appui. Vous pouvez compter qu'ils ne vous manqueront pas le long de la route que vous déciderez de suivre¹⁸¹.

Le Québec est un parfait exemple de l'ambition francophone, et la paralysie pourtant, en raison des difficultés qui sont les siennes à se faire reconnaître un espace singulier par Ottawa. C'est cette relation paradoxale, qui nous fait avancer l'idée que le Québec est le Djinn négatif de la Francophonie, alors qu'il avait été dans un premier temps le "bon" Djinn de la francophonie et des OING francophones. Ce que Jean-Marc Léger explique par : « *La plus grande période de ferveur francophone au Québec a coïncidé avec la redécouverte par le peuple québécois de son identité et avec l'affirmation fiévreuse et fervente de sa volonté d'être présent au monde et de l'être en français*¹⁸² »

¹⁷⁹Epedo-Amah, Ayitégan Elo. « M. Jean-Marc Léger : Auplèf-Acct, deux institutions utiles au monde francophones. », *La Nouvelle marche* [quotidien togolais de Lomé], 30 juillet 1982, p. 2.

¹⁸⁰Jean-Marc Léger, « René Lévesque à Paris, l'avenir inscrit dans un présent fraternel », *Le Devoir*, [novembre 1977]. Cf. ANQ (Montréal), Fonds Jean-Marc Léger, P 599, carton n°3.

¹⁸¹Discours du Président français, repris dans l'édition du *Devoir*, du 5 novembre 1977, p. 12

¹⁸²Léger, J-M. *La francophonie, grand dessein, grande ambiguïté*, p. 129

« C'est grâce à notre relation avec la France que nous avons pu émerger sur la scène internationale (...) et cette exception se prolonge en Francophonie¹. »

Louise Beaudoin

QUATRIEME PARTIE

LE QUEBEC ET LA FRANCOPHONIE ULTRA-CONTEMPORAINE : UNE RELATION TOUJOURS PRIVILÉGIÉE ?

¹Beaudoin, Louise. « La reconnaissance du Québec sur la scène internationale : illusion ou réalité ? », in S, Paquin. (dir.) *Les Relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*. Québec, PUL, collection prisme, 2006, p. 282.

La francophonie politique et institutionnelle en déroute depuis une décennie et dont certains commentateurs avaient déjà rédigé l'oraison funèbre fut relancée in extremis par François Mitterrand. En 1986, il convoqua séance tenante le Premier Sommet de la Francophonie, las des piétinements et des obscures tactiques où se perdaient en conjoncture Québec et Ottawa. La Francophonie redémarra pour 10 ans un nouveau cycle de consolidation et d'expansion. C'est ce que nous démontrerons notamment dans le chapitre VII. Ce fut grâce à ce second souffle initié par « *l'homme de la France tranquille* » qu'eut lieu l'autonomisation effective de la francophonie par rapport au Québec, et que celle-ci put se dégager de l'écueil récurrent de l'affrontement canado-québécois qui restreignait sa difficile élaboration.

La Francophonie dès lors n'eut plus ou presque plus besoin du Québec pour exister, contrairement à l'étape de la francophonie associative ou bien encore de la protofrancophonie institutionnelle. Cycle où le Québec paraissait l'entité francophone idoine pour servir d'intermédiaire structurant et de propagandiste légitime afin de faire avancer la Francophonie, alors que la France et la Belgique étaient disqualifiées en raison de leur qualité d'ex puissances coloniales.

Ce phénomène de dissimilitude ira croissant avec la course au gigantisme de la francophonie internationale et la venue de membres issus d'une *francophonia* périphérique diluant le rôle et l'inertie des Etats francophones de langue maternelle et des Etats fondateurs, à la manière de l'Union Européenne. Enfin, ce phénomène de normalisation croisée fut concomitant pour la Francophonie d'une réorientation plus nette et militante en faveur de la diversité culturelle et de la ratification d'une convention internationale en faveur de celle-ci, où la Francophonie tissa des liens étroits avec d'autres aires culturelles, notamment celles issues de la latinité et du monde méditerranéen.

Nous démontrerons à la fois que la Francophonie demeure le champ privilégié du Québec et le plus à même de garantir son épanouissement sur la scène internationale et qu'elle recèle un potentiel libératoire patent en matière de para et proto diplomatie. Celui-ci pouvant devenir crucial en période référendaire, comme le prouve le positionnement des souverainistes qui surent l'investir massivement tout comme le gouvernement fédéral. Nous étudierons, la distorsion dans le rapport du besoin et de la nécessité qui tend à se réorienter à l'avantage de la francophonie sur le Québec.

Désormais il n'est plus qu'un des piliers de son assise parmi d'autres, la Wallonie et la Suisse palliant à certaines de ses carences les plus flagrantes, alors que la Francophonie demeure toujours le seul espace politique culturel et institutionnel multilatéral où le Québec est pleinement reconnu et au sein duquel il est "souverain"². Ce que reconnaissait publiquement Monique Gagnon Tremblay, ministre des Relations internationales du Québec du gouvernement Charest en octobre 2005.

A l'exception du cas de la Francophonie, la participation québécoise aux forums internationaux est soumise aux aléas de la conjoncture et elle ne comporte que très rarement un droit de parole au sens strict. Une formalisation des pratiques permettrait au Québec non seulement de disposer d'un cadre plus cohérent et prévisible qui faciliterait l'exercice de ses responsabilités internationales, mais aussi d'éliminer la source de nombreuses frictions découlant du caractère arbitraire des décisions autorisant la participation du Québec à certains travaux³.

Enfin, nous verrons que le dialogue que la Francophonie vient d'entamer avec la Lusophonie et l'Hispanophonie pourrait être l'occasion pour le Québec d'investir une autre américanité complémentaire, au sein de laquelle il ne serait plus question d'un rapport de force unidirectionnel et tutélaire, comme cela est le cas actuellement avec l'américanité anglo-saxonne. Car l'américanité n'est pas seulement la stricte reconnaissance de l'appartenance du Québec aux Amériques, c'est aussi une idéologie qui tend à définir ce qui est véridique de ce qui ne l'est pas et autorise l'établissement d'un mythe continental qui permet d'extraire dans le temps et l'espace, l'Amérique du Nord du reste de la planète, en rendant son évolution autonome de celle des autres continents. A ce titre, l'américanité anglo-saxonne est encore pétrie de la doctrine du Président Monroe et s'avère antagoniste de la Francophonie, puisque celle-ci aspire à relier le particulier singulier de l'ensemble des francophones avec le reste des cultures et des civilisations humaines⁴ en dépassant le principe étatique, national ou continental. L'ambition est colossale et la Francophonie ne dispose que de faibles ressources pour tenter d'y parvenir, mais ce qui est certain c'est que la Francophonie et l'américanité ne renvoient pas aux mêmes aspirations et au même imaginaire.

²L'accord récent entre Québec et Ottawa quant à une participation partielle de l'Etat fleurdéliné à l'ONUEC, dans le cadre d'une délégation canadienne s'il est une avancée est encore loin d'être aussi favorable aux Québécois que ne le sont évidemment l'ACCT et la Francophonie.

³Discours de Mme Monique Gagnon-Tremblay intitulé Le Québec dans les forums internationaux : l'exercice des compétences du Québec à l'égard des organisations et des conférences internationales, octobre 2005. Cf. http://www.mri.gouv.ca/fr/pdf/action_internationale1.pdf.

⁴Cf. Viatte, Auguste. « L'Etat du Québec et le rayonnement de la culture française », *Culture française*, décembre 1961, p. 3-14.

« *L'étranger ne fera confiance à la langue française et donc ne l'apprendra
que si nous-même lui faisons confiance*⁵ »

Jean-Pierre Van Deth

CHAPITRE VII

LE QUEBEC CONTEMPORAIN DANS LA FRANCOPHONIE POLITIQUE DES ANNEES 1980 A 1995.

A travers ce nouveau chapitre, nous nous proposons de démontrer combien la relation Québec francophonie va se transformer durant la période 1986-1995 et connaître une nouvelle phase pour acquérir un état entre maturité et normalisation, qui fera du Québec un nouveau relais du projet francophone, une fois la question de son statut résolue en 1986. La cyclicité du Québec en Francophonie, avec des phases positives ou négatives tendra à devenir progressivement obsolète, hormis durant les périodes de tension politique comme en 1995 avec le référendum sur la souveraineté partenariat. De son côté la Francophonie une fois consolidée et affranchie de « *la guerre des grands blancs* » mettra en chantier de nouvelles ambitions et le rattrapage à rebours de sa consolidation⁶. Durant ces phases se mêlèrent simultanément intérêt, détachement, indolence et parfois aussi, transfert et volonté d'instrumentaliser cette relation si particulière ; ce fut notamment le cas lors du Premier Sommet de Versailles et du second référendum québécois de 1995.

⁵Cité par Barrat, Claude. ; Moisei, Claudia. *Géopolitique de la francophonie*. p. 71.

⁶Non sans une boulimie quelque peu problématique.

En étudiant cette relation non comme un tout homogène, contrairement à la période de la protofrancophonie qui en est un et relève de la longue durée, mais comme une séquence dissemblable appartenant à l'histoire immédiate et aux implications nombreuses et significatives quant à l'identité et au positionnement du Québec par rapport à la québécoité, à son appartenance et à sa cohérence à la francosphère, nous pensons retranscrire et ordonnancer de façon appropriée et surtout originale la relation Québec-Francophonie. Par originale, nous entendons nouvelle et surtout non manichéenne comme l'est l'écrasante majorité des études portant sur la francophonie. Elles font du Québec, en fonction des auteurs et des commentateurs soit un allié caractérisé par l'abnégation, soit un faix plus ou moins avéré. Selon nous, il est vain et même préjudiciable d'analyser cette séquence 1970-1995 autrement que comme une période autonome et de transition complète pour la Francophonie. En effet, c'est durant ce quart de siècle que la plupart des réalisations francophonistes eurent lieu, la plus symbolique d'entre elles fut le passage d'une Francophonie institutionnelle à une Francophonie politique que caractérisèrent les Sommets de Versailles en 1986 et de Québec en 1987. Il est en effet essentiel de mettre en lumière toutes les contradictions, les inaboutissements et les réalisations qui marquèrent la relation de nos deux protagonistes avec les différents acteurs de l'espace francophone⁷ car ils sont autant de témoignages précieux de la psyché des Québécois et des francophones eux-mêmes⁸. En procédant ainsi nous prouverons que loin d'être anecdotique, l'impact de la francophonie est réel et qu'il imprimera sa marque sur le débat interne du Québec, tout autant que le bilatéralisme France Québec le fit et le fera de 1960 à 1995, ou que l'américanité québécoise⁹ ne put le faire une fois énoncée¹⁰. La mise en place et la compréhension, d'un espace francophone et d'une Francophonie politique dans laquelle le Québec joue un rôle singulier sera notre fil d'Ariane durant ce nouveau chapitre.

⁷Nous accorderons une attention plus particulière à la venue d'autres partenaires au premier rang de la Francophonie, en prenant la Belgique et la Suisse qui eurent une action souvent complémentaire et médiatrice.

⁸Evelyn Dumas. « Francophonie "Commonwealth" [sic] », *Toronto Star*, 20 octobre, 1973.

⁹Pour des renseignements complémentaires sur l'Américanité nous renvoyons aux publications de Marcel Rioux et plus particulièrement *Les Québécois*, Paris, Le Seuil, 1975, p. 15-20 et à *Un peuple dans le siècle*, Montréal, Boréal, 1990, p. 133. Dans ces deux ouvrages, le premier étant destiné à un public non spécialiste et avant tout hexagonal, il avance l'idée que l'américanité des Québécois francophones serait l'une des trois matrices de l'identité québécoise avec la francité et la canadienité. Si nous ne partageons que partiellement l'opinion de Marcel Rioux quant à l'explicitation d'une américanité propre au Québec, ses travaux ont le mérite d'historiser celle-ci et de ne pas vouloir réduire artificiellement l'américanité québécoise à une américanité répondant à une norme continentale où l'utilisation de la langue française serait le seul hiatus ou la seule variable significative.

¹⁰Létourneau, Jocelyn. « La nouvelle figure identitaire du Québécois : essai sur la dimension symbolique d'un consensus social en voie d'émergence. » *British journal of Canadian Studies*, vol. 6, 1990, p. 18.

« La marche vers la francophonie politique a été particulièrement lente¹¹. »

S. Arnaud, M. Guillou, A. Salon

7.1- Une redistribution des cartes France-Québec-Ottawa au bénéfice de la Francophonie ?

Si la Francophonie et les amitiés québécoises furent presque l'apanage quasi exclusif des gaullistes et de leurs parentèles politiques et philosophiques, cette proximité et cette imbrication Québec francophonie fut aussi comme nous l'avons prouvé dans les sous-parties précédentes, le principal blocage du projet d'une communauté institutionnelle et politique francophone. Régis Debray dans une note du 9 novembre 1981, le redisait clairement :

Depuis 25 ans environ que ce concept [la francophonie] fait avec plus ou moins de bonheur son chemin, c'est pratiquement l'ancienne majorité seule qui, en France, l'a exploité. Plus exactement, c'est une petite chapelle qui en pratique le culte (sous la houlette de X. Deniau) et qui continuera si nous n'y prenons garde. (...) Les Québécois sont les hérauts de ce combat. Le projet d'une francophonie politique se heurtera d'emblée à la double représentation du Canada et du Québec [sic]. Le pouvoir fédéral ne paraît pas en effet disposé à reconduire le compromis de 1970 pour l'ACCT. Or le Québec ne saurait être absent d'un tel forum. (...) L'obstacle est momentané (Trudeau finit en 1984 et Clark saura composer).

Le déblocage de la situation ne fut pourtant possible qu'une fois l'Elysée occupé par un socialiste plus connu pour son goût des Lettres, de l'histoire européenne et sa culture humaniste que par sa québéphilie spontanée¹² ou sa fascination pour l'Amérique du nord et son mode de vie¹³. Dès novembre 1981, soit quelques semaines à peine après son investiture en tant que Président de la République, il s'empara du dossier francophone,

¹¹Arnaud, Serge ; Guillou, Michel, Salon, Albert. *Les défis de la Francophonie. Pour une mondialisation humaniste*. Paris, Alapharès, Collection « Planète francophone », 2002, p. 148.

¹²La première rencontre entre F. Mitterrand et René Lévesque en 1972 n'avait pas été un franc succès. La venue éclair, du chef des socialistes le 2 novembre 1978 à Montréal, où il s'entretint avec le Premier ministre du Québec ne le fut guère davantage. A l'issue de cet entretien, néanmoins, il déclara : « Ce qui est sûr, c'est que le devoir des responsables français, devoir que j'ai tardivement exécuté, faute d'avoir le temps nécessaire, c'est de connaître le Québec, d'y aller, et d'essayer de le comprendre ». Cf. Herz, Micheline. « Mitterrand et le Québec », *Contemporary French civilization*, 1983-1984, vol. 8., n°1-2, p. 185-186. Ou encore « Ce que vous entreprenez est courageux. Je souhaite que vous réussissiez dans les formes qu'il ne m'appartient pas de définir pour vous, que ce soit la souveraineté, la souveraineté-association, que j'essaie de comprendre, ou sous la forme d'autres arrangements avec le Canada ». Cf. Lisée, Jean-François. *Dans l'œil de l'Aigle*, p. 360.

¹³Cf. Discours de Cancun au Mexique du 22 octobre 1981.

afin de relancer la francophonie en France puis dans le monde¹⁴. Le 7 octobre 1982, François Mitterrand déclara à Kinshasa : « *J'ai l'intention de développer dans un temps très bref des institutions [pour la Francophonie]. Présentez-moi, si vous voulez me faire plaisir comme un artisan de la francophonie*¹⁵. » A cela, il faut adjoindre deux autres éléments déterminants qui démontrent l'impact du Québec dans la genèse et la consolidation de la Francophonie. Le premier est la détermination de René Lévesque¹⁶ et du groupe Beaudoin, Laurin, Morin, Michaud, Parizeau¹⁷, pour maintenir le Québec dans la course au Sommet, malgré le revers référendaire et la politique « du beau risque » qui aurait pu laisser présager un nouveau désintérêt pour la Francophonie, comme sous Bourassa et le fédéralisme rentable.

Le second élément est strictement canadien et correspond à la victoire de Brian Mulroney aux élections législatives fédérales et au départ de Pierre-Elliott Trudeau du 24 promenade Sussex. L'arrivée aux affaires d'un homme d'ouverture et de compromis en la personne de Brian Mulroney prônant la réconciliation nationale¹⁸ relança le dialogue en francophonie entre la vieille capitale et la capitale outaouaise et redonna du crédit à la doctrine Gérin-Lajoie-Patry. A nouveau dans les années 1980 la francophonie constitue pour le Québec l'axe le plus efficace de sa paradiplomatie¹⁹ et c'est par son intermédiaire, qu'il pourra accéder de façon durable à la scène internationale²⁰ malgré son statut d'Etat subnational des francophones nord-américains.

¹⁴Cf. Note de travail de R. Debray, à l'attention de F. Mitterrand, en date du 9 novembre 1981. En annotation le Président français inscrit en commentaire à l'intention de Guy Penne : « Ne peut-on créer un organisme central ? » Ainsi que la note de R. de Debray du 2 novembre 1982 relative à la francophonie et dans laquelle le président inscrit « On ne peut subordonner la réforme des institutions [francophones] à la création souhaitable de l'organisation internationale en question. Il faut faire l'une et l'autre, et tout de suite. Centraliser sur le Haut Comité responsabilités, compétences et ressources. Me faire une proposition. » Ou encore, la lettre de Stélio Farandjis, secrétaire général du Haut Comité de la langue française du 3 novembre 1982 à laquelle François Mitterrand, répond par « J'attache beaucoup d'importance à cette affaire [la francophonie]. Qui s'occupe de la francophonie ? On me dira que des dizaines d'associations, d'institutions, etc, sont subventionnées. Il faut un grand service et quelques grands axes. J'y tiens particulièrement. M'informer au plus tôt. Je vous conseille de consulter de Saint Robert et Farandjis. » Cf. Annexes Les 3 notes sont regroupées sous (l'Appendice J).

¹⁵Cf. Compte rendu issu des archives personnelles de Françoise Carle.

¹⁶Beaudoin, Louise ; Dorlot, François. « René Lévesque et la France », in *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, p. 437-441.

¹⁷La liste que nous proposons ci-après se veut informative et rassemble les acteurs les plus marquants de la Francophonie et du Québec sous les deux mandatures péquistes. Elle provient des différentes archives consultées et des entretiens que nous avons réalisés.

¹⁸Cf. A ce propos, nous recommandons la lecture de son discours de Sept-Îles de 1984.

¹⁹Gouvernement du Québec, *Le Québec dans le monde. Le défi de l'interdépendance. Énoncé de politique de relations internationales*, ministère des Relations internationales, juin 1985, p. 2-8.

²⁰Martin, Yves. « Le Québec, maître d'œuvre de ses relations internationales ? » *L'Action Nationale*, vol. 79, n° 10, décembre 1989, p. 1212-1223.

« François Mitterrand porte un grand intérêt au problème de la francophonie. Si j'ai un souhait à formuler, et nous sommes nombreux à le faire en Afrique, c'est que remettant le projet en chantier, il lui insuffle l'esprit nouveau qui l'habite : un esprit d'humanisme à la dimension des cinq continents de notre planète²¹. »

L.S Senghor

7.1.1- Du déblocage au Premier Sommet de la Francophonie de 1986 : le rôle de François Mitterrand ou le dépassement nécessaire de la question québécoise.

Contrairement à ce que put écrire André Donneur dans son ouvrage de référence : *La politique extérieure canadienne*, l'idée d'un Commonwealth ou d'une « Communauté organique francophone », expression chère à Senghor ne fut pas relancée en février 1983 par une mission à Ottawa et à Québec de Régis Debray²², mais remonte bel et bien au 21 juillet 1981. Les archives de François Mitterrand que Françoise Carle nous a communiquées en attestent indubitablement et prouvent que la Francophonie est une préoccupation ancienne de « l'homme de la France tranquille » et qu'il la dissociait du Québec²³. En cela, il s'agit d'une première sous la V^e République, les relations France-Québec, québecité et francophonie étant totalement imbriquées depuis le général de Gaulle et la Révolution tranquille. La Francophonie conçue par Mitterrand est une francophonie tiers-mondiste, ancrée dans une démarche de régulation et d'harmonisation entre les différents partenaires francophones, tant au niveau culturel qu'au niveau des échanges marchands ou du dialogue nord-sud²⁴ dont le président français se fit l'un des relais les plus importants. Le 20 octobre 1981 à Mexico il déclara à ce propos :

L'échange inégal n'est pas seulement économique ou financier. Il est aussi culturel. Ce ne sont pas uniquement les termes économiques de l'échange qu'il faut inverser. Ce sont simultanément ses termes culturels. La balance culturelle entre le Nord et le Sud confère aux pays puissants du Nord une domination intellectuelle et mentale qui prive trop souvent les pays du Sud de leur liberté de communication et de leur droit à l'identité. Quelle source d'appauvrissement en même temps pour la culture du nord qui, pour élargir ses

²¹L.S. Senghor. « Discours de réception à l'Académie des sciences d'outre-mer », Paris, 2 octobre 1981 », in *Liberté 5, le Dialogue des cultures*, p. 144.

²²Cf. Donneur, André. *La politique étrangère canadienne*, p. 57.

²³Cf. Hervouet, Gérard ; Galarneau, Hélène. *Présence internationale du Québec : chroniques des années 1978-1983*, Québec, CQRI, 1984, p. 83-102.

²⁴« Sur ma demande se tiendra à Paris la première Biennale Nord-Sud en 1983, première grande confrontation artistique entre les artistes des pays du Sud. Cet événement se tiendra au grand Palais, à Beaubourg et dans les musées Nationaux. (...) Elle préfigurera la grande Exposition Universelle dont la France sera le siège en 1989 et qui coïncidera avec le Bicentenaire de la Révolution française. Dedicée à la liberté des peuples et aux droits de l'homme, l'Exposition Universelle de Paris accordera une place centrale aux pays du Sud. »

marchés, standardise les produits de la pensée ! Serait-ce là le futur de l'humanité : le même film stéréotypé diffusé sous toutes les latitudes ? La même musique industrielle propulsée sur tous les continents ? La même langue dénationalisée sur tous les murs du monde ? Ni le Mexique ni la France ne se résignent à devenir les vassaux de l'Empire du profit²⁵.

Jamais, la vision senghorienne d'une communauté francophone s'insérant dans un projet plus global de dialogue et d'entraide des différentes aires linguistiques et culturelles ne fut aussi bien relayée à l'Elysée que durant le premier septennat de F. Mitterrand²⁶. L'orthodoxie néo-libérale soufflait en Grande-Bretagne avec Margaret Thatcher et aux Etats-Unis, Ronald Reagan tirait un trait sur le Keynésianisme et une Amérique humaniste attentive au Tiers-monde au profit de la guerre des étoiles et d'un rigorisme comptable incarné par le FMI. Derrière ces déclarations généreuses et tiers-mondistes, d'un chef d'Etat membre du G7 et anciennement puissance coloniale, on prend la mesure de ce qu'est la colossale ambition de la Francophonie mitterrandienne. Elle touche la diversité culturelle, invite à une mondialisation des cultures, des langues et des nations et non à une globalisation. F. Mitterrand envisageait même une Latinophonie comme prolongement de la Francophonie.

Une autre initiative pourrait être dans l'esprit du dialogue culturel nord-sud : le rassemblement des hommes de culture d'expression latine. Après une mission exploratoire, mon ami Gabriel Garcia Marquez a bien voulu me remettre un projet de création d'une organisation non gouvernementale qui, en une vaste alliance culturelle, réunirait les intellectuels pratiquant une langue latine. C'est un projet puissant et mobilisateur. Les 600 millions d'humains parlant une langue latine peuvent opposer le fer de lance de leur parenté et de leurs amitiés aux multinationales de l'industrialisation culturelle. Imaginez qu'au même festin de l'intelligence sont conviés les créateurs des cinq continents ! Quelle révolution dans nos mœurs : l'internationale des groupes financiers contrebattue par l'internationale des hommes de culture ! L'internationale des forces de destruction tenue en respect par l'internationale des forces de vie ! C'est dans le même esprit de restauration du dialogue culturel nord-sud que je donne mon approbation au projet établi par Léopold Sédar Senghor. (...) croyez-moi, nos idées seront contagieuses et feront le tour du monde²⁷.

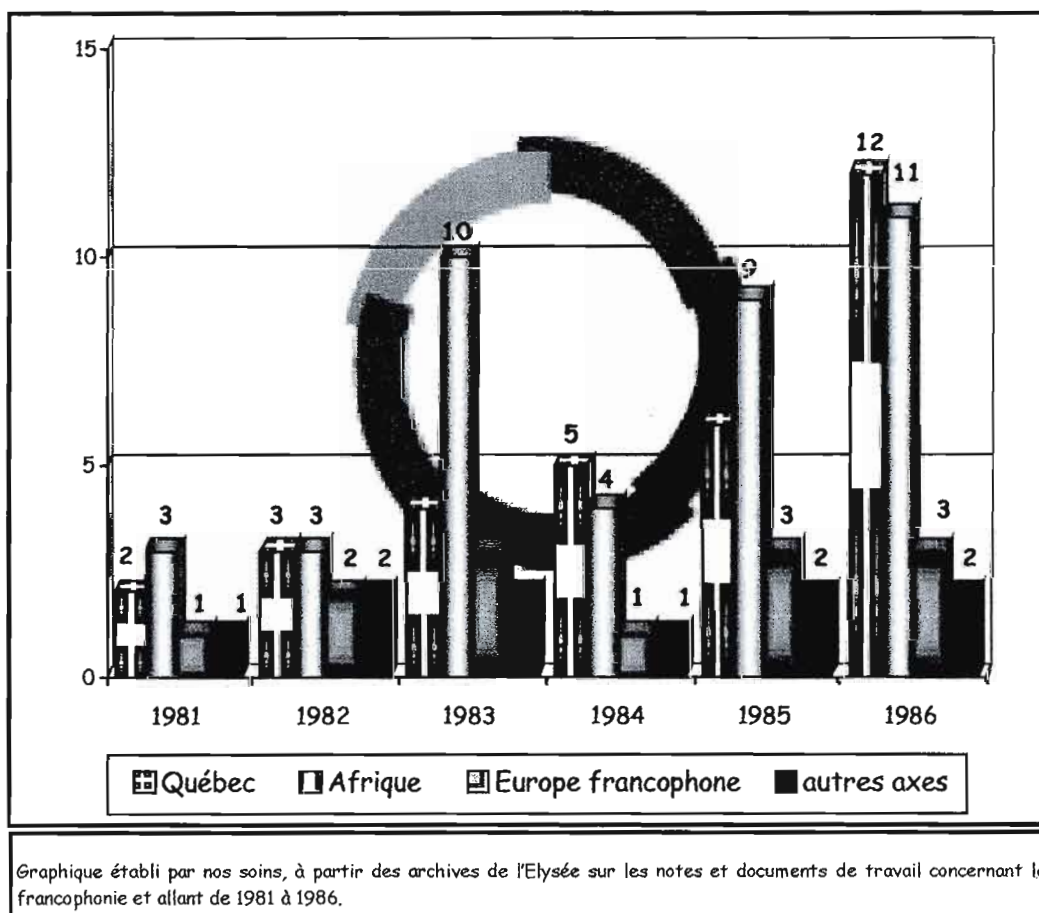
²⁵Cf. Allocution de François Mitterrand à Mexico du 20 octobre 1981, p. 3.

²⁶Parmi les nombreuses prises de position de François Mitterrand en faveur du français ou de la francophonie dans le contexte du pré Versailles, citons celle du 27 février 1985 prise en conseil des ministres qui insiste sur le principe cardinal de la primauté du français en France et à l'étranger dans l'ensemble des déclarations officielles, documents, discours, correspondance. « Je trouve anormal de ne pas utiliser le français (...) C'est un affront quand on pense au travail fait pour populariser la langue française à l'étranger. (...) Ce n'est pas admissible. Nous luttons pour que la langue française soit maintenue comme langue officielle là où elle est reconnue. Nous ne devons céder sur ce point » Cf. Compte rendu du Conseil des ministres du 25 février 1985 ou archives privées de Françoise Carle, dossier janvier-mars 1985, p. 4.

²⁷Ibidem.

Avec de tels projets, la place assignée au Québec au sein de la francophonie était évidemment tout autre que sous de Gaulle. C'est également cette dimension qui déstabilisa le Québec et redonna des couleurs au Canada qui s'était fait depuis 1968 et l'ACDI le défenseur de l'aide au développement. Durant l'année 1983, le Sommet de Williamsburg, les missions de Régis Debray réalisées au Québec, au Canada et dans le monde pour faire avancer l'idée du Sommet et la montée au créneau de la diplomatie québécoise, notamment avec Yves Michaud et Louise Beaudoin, furent autant d'éléments d'importances, cependant, contrairement à ce qu'affirme André Donneur l'année 1983 ne fut pas le point de départ de la relance de la Francophonie politique²⁸. Le graphique ci-après en atteste, en résumant les 53 notes ou documents de travail de la période allant de 1981 à l'ouverture du Sommet de Versailles en 1986.

Figure 7.1- Les relations Québec Francophonie à travers les archives de l'Elysée



²⁸Cf. les notes de travail de l'Elysée.

A travers le graphique ci-avant, on constate que la question québécoise connaît une ascension croissante dans les archives passant de 2 en 1981 à 12 en l'espace de 5 ans. La thématique québécoise qu'il s'agisse de son statut dans la francophonie politique ou de son action en faveur d'une large coopération des différents Etats de l'espace francophone finit même par devancer la dimension africaine et l'Europe francophone pourtant au cœur du projet francophoniste et constituant les principaux espaces d'enracinement et de projection de la Francophonie mondiale. A titre de comparaison, les autres foyers de la francophonie nord-américaine font piètre figure, malgré l'importance qu'ils revêtent en terme de symbole et de diffusion pour la langue et les cultures francophones. Ainsi, la Louisiane²⁹ n'est mentionnée que deux fois dans la même période³⁰, alors que le gouverneur de l'Etat, effectua fin janvier une visite officielle de plusieurs jours en France et en Belgique accompagné d'une délégation de 600 représentants. On dénombrerait parmi eux de très nombreux hommes d'affaires, des politiciens et des personnalités louisianaises influentes et amies de la France et de la langue française dont l'incontournable Me Demengeaux père du Codofil. De son côté l'Acadie, première terre de l'enracinement de la langue française au Canada et "second poumon" de la francophonie canadienne ne compte pas une seule note ou déclaration à son actif. Il n'en ait fait mention qu'à titre d'exemple de l'anglicisation du Canada ou comme un relais de la politique fédérale du gouvernement d'Ottawa dans les notes des différents conseillers de la présidence. Si le Québec pouvait compter sur des amis sur sa gauche, il n'en demeure pas moins que F. Mitterrand souhaitait faire avancer la Francophonie au plus vite et n'hésita pas à exprimer les causes du blocage de la construction francophone. Ainsi, dès le 9 juin 1982, il déclarait lors d'une conférence de presse à l'issue du conseil des ministres :

Des propositions qui feront que la francophonie et les institutions tendant à défendre la langue française seront mise en place d'ici peu, y compris l'institution, disons francophone, qui a débuté sur des problèmes propres au Canada et au Québec, l'idée chère à M. Senghor qui m'est chère³¹.

²⁹Pour une réflexion approfondie sur la Louisiane, nous recommandons la communication de Cheramie, David. « L'identité américaine francophone en Louisiane : Éléments d'une problématique de la survie culturelle » prononcée lors du colloque de l'Année francophone internationale (AFI) tenu à l'université Laval en 2003 et consultable sur <http://www.ulaval.ca/afi/colloques/colloque2003/perspectives/cheramie.html>.

³⁰Cf. Note d'Hubert Védrine, en date du 23 janvier 1984. Son père fut co-fondateur de l'Association France-Louisiane avec Michel Tauriac. Cette association fut un puissant relais et bailleur de fond du Codofil en Europe francophone. Ainsi que le discours de bienvenue à l'Elysée de François Mitterrand daté du 24 janvier 1984.

³¹Cité in Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la francophonie ?* p. 259.

Pour François Mitterrand, la Francophonie apparaît comme l'un des leviers les plus efficaces pour matérialiser sa politique tiers-mondiste³². La « communauté francophone » incarne l'esprit de Cancun. Le Québec doit être une valeur ajoutée de cette communauté et non un obstacle supplémentaire à sa concrétisation. Si les tensions Québec-Ottawa continuaient d'être le principal écueil sur lequel se brisait la Francophonie politique, d'autres existaient tels l'Algérie de Boumedienne³³ ou l'inquiétude africaine de voir se substituer une Francophonie politique aux Sommets France Afrique, auxquels une écrasante majorité de capitales du continent restaient attachées. En outre, Mitterrand pouvait se lasser d'un Québec qu'il n'aimait toujours pas et où on le lui rendait bien³⁴ et se rallier à l'opinion de Senghor sur la nécessité absolue de débloquer le processus quitte à renforcer au passage Ottawa. D'où une inquiétude croissante de la part du gouvernement québécois de voir Paris préférer la Francophonie à sa relation bilatérale avec lui. Ce que nous résuma Françoise Carles par : « *Le verrou Québec-Ottawa doit sauter afin que les autres problèmes puissent être traités*³⁵ et il y en a tant. »

D'après nos recherches il apparaît que François Mitterrand fut le premier Président de la V^e République à faire de la francophonie un axe prioritaire méritant d'être traité comme un axe "autonome" et non comme le fer de lance ou le cheval de Troie de la politique multilatérale du Québec sur la scène internationale. Dans l'affaire du Sommet et de la place de la « *Belle province* » dans la future francophonie politique, les principaux relais du Québec à l'Élysée et à Matignon d'après les archives que nous avons traitées furent Hubert Védrine³⁶, Erik Arnoult³⁷, Claude Cheysson³⁸, Jack Lang³⁹, Guy Penne⁴⁰,

³²Cf. Également à ce propos son allocution de l'Alliance française de Mexico du 20 octobre 1981, ainsi que celle prononcée lors du dîner offert par le président Égyptien Hosni Moubarak au Palais Abdhine le 24 novembre 1982, ou bien encore celle du 7 mai 1983 prononcée à l'université Nankin en Chine., etc.

³³Cf. Lise Bisonnette. « Le Souvenir du passé », *Le Devoir* 6 décembre 1977, p. 2. Dans cet article relatif à la francophonie, la journaliste cite le Président algérien Houari Boumedienne : « La France a remplacé le colonialisme par la francophonie »

³⁴Bien que le PQ soit de sensibilité social-démocrate et profondément, interventionniste l'élection de la Gauche en 1981 fit au Québec l'effet d'une douche froide ; les péquistes perdant l'essentiel de leurs appuis ministériels, diplomatiques, politiques et économiques en France. Louise Beaudoin fit figure d'exception, il est vrai qu'elle connaissait personnellement le nouveau Président, pour l'avoir rencontré à de nombreuses reprises à son domicile de la rue de Bièvre à Paris. Cf. entretien accordé à Montréal en décembre 2005.

René Lévesque et les hauts fonctionnaires du bunker à Québec sont parfois très crus pour décrire le président français. Cf. Bastien, Frédéric. *Les relations particulières*. p. 192-193 ; ou encore Godin, Pierre. *René Lévesque Héros malgré lui*. Montréal, Boréal, 1997, p. 569. *Les relations France-Québec au cours du second mandat du gouvernement Lévesque*. Maîtrise d'histoire, Montréal, Université de Montréal, 1997, p. 105.

³⁵Françoise Carle, entretien accordé à la fondation Jean Jaurès, à Paris, le 2 juillet 2003. Françoise Carle fut l'une des plus proches collaboratrices de François Mitterrand.

³⁶Le futur ministre des Affaires étrangères (1997-2002) était alors Conseiller diplomatique et technique de l'Élysée.

³⁷Conseiller technique de François Mitterrand.

Jacques Attali⁴¹, Jérôme Clément, Bernard Garcia⁴², etc⁴³. Ils oeuvrèrent tous à ce que le réchauffement entre Paris et Ottawa qui avait eu lieu au sommet du G7 de Montebello ne compromette pas pour autant les positions du Québec. P-E Trudeau et F. Mitterrand avaient des relations personnelles bien meilleures il est vrai que celles que pouvaient entretenir le Premier ministre du Québec et l'occupant du Palais de l'Élysée. Trudeau, ravi du changement de majorité espéra jusqu'à la fin de son mandat en 1984, d'une part convaincre le chef de l'exécutif français d'évincer le Québec de la Francophonie politique et d'autre part, faire revenir F. Mitterrand sur son engagement de poursuivre les relations France-Québec initiées par ses prédécesseurs. Sur ce dernier point après de Gaulle, Pompidou et Giscard, il essuya un nouveau revers de la part du Président français dès le début de son premier mandat. En effet, François Mitterrand déclara le 21 juillet 1981, à l'ambassade de France à Ottawa :

[La francophonie] n'est pas une initiative du gouvernement français mais (...) je vous répète que pour moi il n'y a qu'une règle, c'est que si l'on parle de francophonie, c'est entre gens qui parlent français. Qui est-ce qui parle français dans ce pays, sinon ceux qui se reconnaissent essentiellement, pas tous évidemment dans le Québec. Ce n'est pas un hasard si je citais tout à l'heure comme modèle l'Agence de coopération culturelle et technique où d'ailleurs, dans le cadre de l'agrément du Canada, le Québec se trouve représenté.

Une fois cet aspect précisé, la visite officielle que René Lévesque débute le 27 juin 1983 et dont la Francophonie fut le thème central prend évidemment une autre dimension. Elle ne fut pas l'élément déclenchant de la reprise de la construction, mais un repositionnement des protagonistes Québec-Paris-francophonie. Le 29 juin le gouvernement français définissait une fois pour toutes sa position vis-à-vis de la participation du Québec à un éventuel Sommet de la Francophonie, et précisait ce que la majorité élue par le peuple de gauche entendait faire pour le Québec de façon plus globale⁴⁴.

³⁸Ministre des Affaires étrangères du gouvernement Mauroy (1981-1984).

³⁹Ministre de la Culture.

⁴⁰Conseiller culturel de l'Élysée.

⁴¹Conseiller spécial de l'Élysée.

⁴²Conseiller diplomatique de Pierre Mauroy à Matignon de 1981 à 1984.

⁴³A titre complémentaire, on peut ajouter les noms de François Hollande, Pierre Mauroy, Jacques Hutzinger, Lionel Jospin, André Labarrère et Pierre Chandernagor.

⁴⁴Le 28 juin l'entreprise française Pechiney met fin à un long suspense en signant une entente prévoyant la construction d'une aluminerie au Québec dont les coûts sont estimés à 1,5 milliards de dollars canadiens. Cf. La une du *Devoir* en date du 29 juin, 1983.

A l'issue de sa rencontre avec le Président, René Lévesque vit sa situation et celle du Québec confortée⁴⁵. La rumeur voulant qu'un Sommet de la Francophonie se tienne sans que le Québec puisse y être représenté de façon distincte n'aurait pas du y résister⁴⁶. René Lévesque déclara à la presse, à l'issue de sa rencontre avec François Mitterrand : « *Notre verre n'est pas grand mais on commence à avoir un verre où on peut boire. On a des choses à apporter. La France a forcément beaucoup plus à apporter. Il s'agit de se traiter avec le respect mutuel qu'on se doit*⁴⁷. » Contrairement à ce que put écrire, non sans talent et effet dramatique, Frédéric Bastien dans son ouvrage *Les Relations Particulières*⁴⁸, le Président Mitterrand ne sacrifia jamais le Québec sur l'autel du Sommet francophone ; même de façon fugitive lors de la Conférence du G7 de Williamsburg aux Etats-Unis. Ce qu'il est important de souligner c'est que la Francophonie, sous le premier septennat de François Mitterrand devint enfin pour la France un thème important pour sa propre politique. Ce qui n'avait jamais été le cas au préalable, celle-ci étant reléguée aux arrières-bans de la politique hexagonale et de ses intérêts vitaux, hormis pour ce qui relevait de sa politique québécoise et africaine. La création du Haut conseil de la Francophonie (HCF) se fit le 12 mars 1984⁴⁹ à la demande expresse du Président français et il fut placé sous sa propre autorité et celle de Léopold Sédar Senghor qui en devint vice-président. Parmi la trentaine de membres qui composent le HCF on dénombre en moyenne 4 représentants du Québec⁵⁰ pour un du reste du Canada⁵¹. Le Haut Comité de la langue française d'inspiration gaulliste fut dépoussiéré⁵², et ouvrit ses portes à des personnalités en

⁴⁵Cf. Les éditions du *Monde* des 28, 29 et 30 juin 1983.

⁴⁶Il est vrai que dès mai 1983 Pierre Mauroy avait déclaré en présence de René Lévesque : La France a conscience de la nécessité pour le Québec d'occuper sa place [au Sommet]. Seul le Québec est majoritairement francophone en Amérique du Nord. Jamais il n'a cessé ses efforts opiniâtres pour préserver son identité. C'est et ce sera la préoccupation constante de mon pays dans ses réflexions présentes et à venir de voir le Québec occuper la place qui lui revient dans les instances francophones. Cf. Gouvernement du Québec « Conférence de presse des deux premiers ministres, René Lévesque et Pierre Mauroy à Matignon, 28 juin 1983. Bernard Garcia afin de remettre les choses au clair déclara à *La Presse* que « Trudeau fait de la politique politicienne (...) il prend ses rêves pour des réalités », Voir l'édition de *La Presse* du 18 juin 1983.

⁴⁷Cf. L'intégralité de sa déclaration est reproduite dans l'édition 30 juin 1983 du *Devoir*, p. 1-2 et p. 14.

⁴⁸Voir notamment ses chapitres XI et XII « Mitterrand abandonne Québec » et « S'arrêter au bord du Rubicon », p. 213-237.

⁴⁹Néanmoins dès le 24 août 1983, François Mitterrand en donne la teneur en Conseil des ministres. Cf. fonds personnel de Françoise Carle.

⁵⁰Antonine Maillet, Jean-Louis Roy, Michel Plourde, Jacques-Yvan Morin en furent des représentants.

⁵¹Cf. HCF, *Etat de la francophonie dans le monde*, Paris, DF, 1999, p. 589-591.

⁵²Le gouvernement remplaça le Haut Comité de la langue française par deux institutions placées auprès du Premier ministre, un Commissariat général et un Comité consultatif de la Langue française. Le Commissariat, confié à Philippe de Saint-Robert avait pour mission de renforcer l'efficacité des actions de l'Etat dans le domaine de la langue et d'examiner les moyens consacrés à sa promotion. Le Comité consultatif devait favoriser la diffusion et le bon usage de la langue. La vice-présidence en fut dévolue à Roger Fajardie.

provenance des quatre coins de la francosphère⁵³. La Francophonie, tout comme le Québec durant les années soixante et soixante dix devenait un sujet qu'investissait la France malgré les fortes réticences de la gauche. C'est du moins les conclusions que nous tirons de nos investigations et des archives que nous avons eu à notre disposition et qui concernent la Francophonie de 1981 à 1995. A l'opposé de Bastien, nous avançons l'hypothèse que c'est par la Francophonie que le président français finit par se rapprocher du Québec et non l'inverse comme sous de Gaulle. Il s'agit certes d'un cheminement décalé et original, mais François Mitterrand était coutumier de l'exercice et ce nouveau lien France-Québec passant par le métier à tisser de la Francophonie n'a dans les faits jamais porté préjudice au Québec ni sur la scène internationale ni surtout dans la francosphère. En outre, le fait que Régis Debray suggère à plusieurs reprises qu'il faille que le gouvernement français privilégie l'intérêt collectif des francophones et non uniquement celui des péquistes et du Québec n'est en rien anormal alors que les choses sont bloquées depuis plus de 10 ans à cause des rivalités Québec-Ottawa sur cette question. Notamment lorsque celui-ci écrit :

Pour considérable qu'il soit l'arbre québécois ne saurait nous masquer la forêt des intérêts du français dans le monde, des Caraïbes au Pacifique Sud, en passant par le Maghreb et l'Océan indien. A la fois Québec et Ottawa ont fait de ce projet une partie de bras de fer à usage interne. Il serait regrettable de servir d'otage ou de garant à l'une ou l'autre des parties, se laissant happer par des enjeux de politiques qui ne sont pas les nôtres. Nous n'avons pas à choisir entre le mirage Trudeau et la myopie de Lévesque (...) La partie est largement psychologique⁵⁴.

De plus et nous l'avons démontré dans la partie III de notre thèse, Paris est le meilleur rempart du Québec sur la scène internationale, notamment en francophonie et même lorsque ce dernier semble s'en faire lui-même un piètre défenseur, comme ce fut le cas sous la première mandature Bourassa ou même sous Jean-Jacques Bertrand. En outre, conformément aux usages sous la V^e République, le Chef de l'Etat considère les affaires étrangères comme un domaine réservé qu'il ne partage avec le gouvernement que lorsqu'il le juge bon. Si le Quai d'Orsay et Matignon doivent se plier aux injonctions présidentielles pourquoi donc, l'Elysée devrait-il faire sienne les vues de Régis Debray qui n'est d'ailleurs pas un spécialiste de la question ?

⁵³Le Haut Conseil de la Francophonie est sans doute l'instance qui préfigure le mieux le dialogue politique entre francophones, une fois le Sommet des chefs d'états francophones advenu.

⁵⁴Cf. Note de Régis Debray à l'intention de F. Mitterrand, en date du 27 juin 1983, versée aux archives de l'Elysée sous la cote, AN-5 AG 4/11 469

Malgré le travail de recherche de Frédéric Bastien et "l'originalité" de sa réflexion qui rompt avec le ton consensuel et convenu qui concerne la francophonie, cette hypothèse nous semble donc non recevable⁵⁵. La meilleure preuve étant le fait que Debray, pourtant l'un des proches de François Mitterrand ait été désavoué par le président lui-même et que l'ambassadeur de France Jacques Leprette⁵⁶, assisté de Frédérique Bredin lui ait succédé pour le bon déroulement du Sommet de Versailles. Enfin, pourquoi privilégier l'opinion de Régis Debray alors qu'Hubert Védrine Conseiller diplomatique de François Mitterrand le contredit avec moult arguments, tout comme l'influent Bernard Garcia⁵⁷ Conseiller diplomatique de Pierre Mauroy alors Premier ministre. Lequel d'ailleurs a officiellement signifié sa préférence québécoise à plusieurs reprises et chargea Bernard Dorin, directeur du service Amérique au Quai d'Orsay de rédiger ses discours durant sa visite officielle au Québec au printemps 1982. Nous en donnons, ci-après un extrait qui atteste de son soutien franc et massif au Québec et de son amitié pour René Lévesque.

N'attendez pas de moi des paroles de convenance ou de circonstance : celles que vous allez entendre engagent l'esprit et le cœur. Après avoir surmonté de dures épreuves physiques et morale, la société québécoise est devenue, à présent, une société sûre d'elle-même et qui s'est dotée de tous les instruments nécessaires à son épanouissement. Une de nos fiertés en France est de vous avoir prêté main-forte, par l'intermédiaire de la coopération. [...] La France ne vous abandonnera pas une seconde fois. Cette solitude que vous avez endurée appartient au passé. Je le dis avec force : le peuple de France se tient fermement aux côtés de votre peuple : le Québec n'est plus, ne sera jamais plus seul au monde⁵⁸.

Que Régis Debray et que certains rouages de la "mitterrandie" tel Jean-Louis Bianco, soutiennent à titre personnel et provisoire, l'idée d'un Sommet à deux temps n'engage en rien la position officielle de la présidence.

⁵⁵D'ailleurs dans son dernier ouvrage *Le poids de la coopération : le rapport France-Québec*, Montréal, Québec-Amérique-Chaire de recherche du Canada en Etudes québécoises et canadiennes (CREQC), 2006, 269 p, il édulcore considérablement les critiques à l'encontre de la France mitterrandienne pour préférer souligner une continuité favorable au Québec. « Les relations directes et privilégiées n'ont donc pas été remises en cause par la gauche. », p. 323.

⁵⁶[AFP], « Sommet francophone: il est temps de mettre les bouchées doubles, a déclaré l'ambassadeur de France et ministre plénipotentiaire Jacques Leprette. », *La Presse*, 14 novembre, 1985.

⁵⁷Bernard, Garcia est un socialiste, issu du CERES de Jean-Pierre Chevènement, très sensible à la question des rapports de force entre les langues et les aires culturelles. Connaissant bien le Québec, il juge qu'il est capital de poursuivre et de renforcer le bilatéralisme France-Québec et d'inviter le Québec à participer à tous les ordres du jour du Sommet en faisant du gouvernement du Québec, le véritable dépositaire de la voix politique et étatique des francophones d'Amérique du nord.

⁵⁸L'extrait cité ainsi que l'intégralité du discours de Pierre Mauroy sont publiés dans l'édition du *Devoir* du lendemain, 28 avril 1982.

En outre, cette hypothèse en dehors de toute polémique de notre part avait l'avantage de permettre la convocation immédiate du Sommet sans que le Québec ne soit totalement évincé de l'agenda ; ce que désirait plus que jamais les autorités canadiennes. La première partie de la réunion aurait été purement politique et concernait les grandes questions internationales regroupant des Etats "pleinement" souverains, ayant une stature internationale reconnue et non contestée. Le deuxième volet voué à la coopération, à la culture et aux politiques d'aide au développement aurait pu concerner le Québec. Contrairement à Bastien qui la juge très probable, nous émettons de sérieux doutes sur l'annonce hypothétique d'un boycott du Sommet de Versailles par René Lévesque s'il n'obtenait pas un statut de gouvernement participant. Sans nous perdre en conjonctures et en supputations gratuites, on peut néanmoins s'interroger sur le bien fondé d'un boycott du Sommet par les péquistes pour au moins trois raisons. D'une part, l'absence du Québec, n'aurait en rien gêné Ottawa, ravi de communiquer sur l'immaturité québécoise et sa démarche identitaire équivoque. En second lieu, Paris aurait été affaibli par un allié qu'il soutient contre vents et marées sur la scène internationale depuis presque un quart de siècle. En troisième lieu cela aurait marginalisé le Québec dans l'espace francophone y compris au sein de l'ACCT, organisation où Ottawa cherche à abroger son statut de gouvernement participant. Enfin et malgré cette absence de la Belle province, le Sommet aurait tout de même pu avoir lieu.

Le Québec est certes le cœur et l'armature de la francophonie nord-américaine mais à l'échelle mondiale, cela a une tout autre signification. Pour rappel, l'Algérie deuxième pays francophone de la planète n'a encore jamais participé en tant qu'Etat membre à un Sommet, et cela n'a pas empêché la tenue des XI premiers Sommets. Sur ce point précis nous partageons l'opinion de la Rectrice de l'AUF, Michèle Gendreau-Massaloux, exprimée le 2 septembre 2004 à l'Institut François Mitterrand : « *Si René Lévesque, Premier ministre souverainiste du Québec n'envisageait pas un instant l'éventualité de s'en retirer, Pierre-Elliott Trudeau, Premier ministre du gouvernement fédéral d'Ottawa n'admettait pas de participer à une réunion dans laquelle son adversaire se trouvait placé sur un pied d'égalité*⁵⁹. »

⁵⁹Cf. Gendreaux-Massaloux M. « Mitterrand et la francophonie : naissance d'une institution », *La Lettre de l'institut François Mitterrand*, n° 9, 2004.

La situation calamiteuse du Québec dans l'affaire du Sommet francophone et la Francophonie politique de la première moitié des années 1980, n'est due ni à Debray ou à François Mitterrand mais bien au contexte intérieur canado-québécois, sur lequel Paris n'a que peu de prise sans empiéter à nouveau sur la souveraineté du Canada, ce qu'il fait régulièrement. A ce sujet, nous renvoyons au mémoire de Claude Morin, au gouvernement québécois de l'hiver 1981.

La présence et l'activité internationales du Québec constituent un outil politique et constitutionnel majeur dans la dynamique fédérale-provinciale actuelle. La préservation des acquis dans ce secteur est d'autant plus fragile que les relations internationales du Québec ont été bâties sans encadrement juridique. Les relations internationales du Québec sont présentement gravement menacées par l'entreprise majeure de récupération menée par le Gouvernement fédéral (...) Les rapports du Québec avec la France sont la principale assise de son émergence et de son statut international. [...] L'ACDI nous expulse présentement des opérations dont nous avons la maîtrise d'œuvre et le ministère des Affaires extérieures à une concurrence fédérale vigoureuse en Belgique et en Wallonie. Ottawa fait un effort systématique pour marginaliser notre présence dans les institutions francophones⁶⁰.

Loin d'être, un "pro-Canada" dans le dossier du Sommet comme le présente parfois Bastien, Régis Debray proposait tout comme Senghor dans les années 1970, une relance viable et rapide du projet politique francophone. Comme en atteste une de ses nombreuses notes de travail sur la Francophonie: « *Donner dès maintenant une visibilité internationale forte à la francophonie sert les intérêts à long terme du Québec, en crédibilisant ses aspirations à l'indépendance*⁶¹. ». Après la double victoire fédérale du référendum et de l'affaire constitutionnelle de 1982, la voix québécoise est en effet inaudible sur la scène francophone en dehors de l'hexagone et du microcosme du *Cercle Québécois* ; lui-même moins puissant et en cours d'ouverture vers la gauche française socialiste. Pour Ottawa, il est donc hors de question de réitérer le précédent de l'ACCT et d'associer de quelque manière que ce soit, le Québec au premier volet politique du Sommet. En ce qui concerne le second, les positions fédérales sont moins catégoriques et le Québec pourrait être présent, à condition qu'il se place sous le parapluie diplomatique du Canada.

⁶⁰Cf. Mémoire de Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec au Conseil des ministres du 4 novembre 1981.

⁶¹Note de Régis Debray à l'intention de François Mitterrand en date du 27 juin 1983. Cf. Archives de l'Elysée. AN-5 AG 4/11 469.

C'était déjà la position de Pierre-Elliott Trudeau du temps de l'AANB, mais depuis le "rapatriement de la loi fondamentale", la situation a tourné à l'avantage de la centralisation et de l'indivisibilité de la politique étrangère de la fédération canadienne, l'un des leitmotivs majeurs de l'orthodoxie fédérale. Ce que rappelle Hubert Védrine dans une note à l'intention de François Mitterrand, le 28 juin 1983, alors que René Lévesque entreprend sa dernière visite officielle en France :

M. Trudeau pourrait être tenté de se présenter comme celui qui après avoir « rapatrié » la constitution, refait le Canada en mettant un frein à la menace séparatiste québécoise. C'est d'ailleurs dans ce but que le Parti libéral se l'était donné comme leader, pensant qu'un Québécois francophone était bien placé pour mener cette tâche à bien. Les élections provinciales au Québec se tiendront en 1985 ou en 1986 mais, de toute façon, après les élections générales canadiennes. M. Lévesque espère vivement qu'elles marqueront la fin de M. Trudeau. Compte tenu de cette tension exacerbée au cours des deux prochaines années à venir entre le Canada et le Québec, et entre les combattants politiques qui personnifient depuis longtemps cette lutte de part et d'autre, tout (visites, sommet, projet de coopération, anniversaires, etc.) sera prétexte pour Ottawa à banaliser et humilier le Québec, et pour le Québec à revendiquer des compétences ou des égards qui outrepassent l'état actuel de la réalité politique et du droit. Chacun à tout instant cherchera à se servir de la France.(...) Le Québec demeure malgré tout notre principal point d'appui en Amérique du Nord. [sic]⁶²

A la décharge des partenaires francophones du Québec de tradition juridique latine et nourris de droit français, la situation politique et constitutionnelle⁶³ québécoise est particulièrement ardue à comprendre même pour un juriste ou un constitutionnaliste⁶⁴. Au pays de Descartes et de Cambacérès, cette situation n'aide pas à faire comprendre et progresser la cause québécoise en francophonie.

⁶²Note d'Hubert Védrine à l'attention de François Mitterrand en date du 28 juin 1983. Cf. Archives de l'Élysée, AN-5 AG 4/11 469.

⁶³Bourque, Gilles ; Duchastel, Jules. « Les identités, la fragmentation de la société canadienne et la constitutionnalisation des enjeux politiques », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, no. 14, 1996, p. 77-94.

⁶⁴La situation mérite en effet une indispensable mise au point pour le lecteur non québécois. Les souverainistes que l'on peut appeler aussi indépendantistes sont au pouvoir au Québec, ils ont organisé un référendum d'autodétermination qu'il ont perdu. De son côté, le Canada dispose enfin, d'une Constitution qui lui est propre, mais le Québec représentant 25% de la population de la Fédération et 80% des francophones du Canada ne reconnaît pas officiellement sa validité en tant qu'État, mais accepte néanmoins d'en appliquer les principes et se plie aux décisions de la Cour suprême du Canada, tout en dénonçant la partialité de son arbitrage. A cette première "incohérence", il faut rajouter que le Québec prétend toujours pouvoir se prévaloir de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry qui lui avait permis d'exister en francophonie ; celle-ci restant valide puisque le rapatriement de la loi fondamentale du Canada s'est fait unilatéralement, sans l'accord des provinces et surtout, sans avoir tenu compte du droit de veto historique du Québec.

Ce que Régis Debray répète sans ménagement parfois à ses interlocuteurs québécois⁶⁵, notamment le 3 juin 1983, et que certains interprètent comme un retournement de situation dont Québec devient la victime involontaire. Ce n'est évidemment pas le cas, mais cela démontre combien la question québécoise et celle du Sommet sont enchevêtrées, les protagonistes alternant entre instrumentalisation et confusion entre les causes et les conséquences du problème. C'est notamment, ce que Debray écrit en note au Président français le 2 juin 1983.

Je crois inévitable une brève déclaration publique à Montréal, vu l'échauffement des esprits. Etes-vous d'accord avec 1) Un pré-sommet informel à Tunis ou Dakar, regroupant, à bref délai, au cours d'un week-end, France, Canada, Sénégal, Tunisie, Congo, Vietnam. Objet : décider de la nature des sommets francophones ultérieurs + petite répétition générale. Condition : une entente préalable entre vous et Trudeau sur le mode d'incorporation du Québec. 2) Ensuite, ce groupe de pays inviterait à un Sommet, tous les deux ans à deux volets. Le premier volet politico-économique, regroupant les chefs d'Etats et de gouvernements souverains, serait dans un deuxième temps (lendemain ou surlendemain) élargi à tous les membres de l'Agence de coopération culturelle et technique, dont le Québec, pour les questions sur la culture, l'éducation l'audio-visuel, les technologies. Le Québec formulera la demande suivante : pouvoir assister en présence muette mais symbolique (un peu sur le modèle du représentant du Conseil européen au Sommet des Sept), au premier volet, dit Chambre Haute. Cette demande étant rejetée d'avance par Ottawa, une compensation possible serait : que les Chefs d'Etat et de gouvernement souverains assistent physiquement à l'inauguration de la deuxième partie du Sommet, ou des travaux de la Chambre basse. Ainsi Leveque [sic] ne pourrait pas se dire exclu du sommet⁶⁶.

L'analyse et les positions d'Hubert Védrine ami du Québec et de Louise Beaudoin s'avèrent bien plus nuancées et construites que celles du compagnon de route de Che Guevara, mais en juin 1983 Régis Debray reconnaît par cette note que rien n'est décidé du côté français, et que la présidence tient toujours compte du Québec dans les négociations relatives au Sommet francophone. Il avait déjà écrit dans une autre note : « *Le statut de gouvernement participant obtenu par le Québec à l'ACCT est à nos yeux irréversible et légitime*⁶⁷ ».

⁶⁵En particulier, Jean Tardif, Claude Roquet, Yves Michaud et Jacques-Yvan Morin...

⁶⁶Note de Régis Debray du 2 juin 1983. Cf. AN-5 AG4 /11469.

⁶⁷Note de Régis Debray du 27 juin 1983. Cf. AN-5 AG 4/11 469.

Le fait que le Québec ne puisse imposer ses vues et que Paris et la Francophonie se plient moins facilement aux demandes québécoises, ne signifie nullement qu'il soit abandonné par ses partenaires traditionnels⁶⁸. Cet épisode témoigne surtout de l'extrême dépendance du Québec vis-à-vis de l'Élysée sur la scène internationale ; il illustre aussi le fait que malgré la sympathie et une langue en partage, les deux partenaires ne vivent pas les mêmes réalités et n'ont pas les mêmes représentations et utilisations des concepts d'Etat, nation, souveraineté, francophonie, art diplomatique, Sommet francophone etc. Ce que la romancière Marie Laberge résuma dans une démarche plus globale par : « *Ce n'est pas parce qu'on parle la même langue que l'on partage le même imaginaire* ».

A défaut d'avoir l'aménité qu'avait de Gaulle pour le Québec, Mitterrand ne brada pas les intérêts du Québec, et répondit même à la note de Debray du 3 juin 1983 par : « *Un jour il y aura une heure de vérité avec le Québec* ». Le Président français n'en demeure pas moins d'une acuité indéniable sur la situation Québec-Ottawa en matière de Francophonie. Comme le prouve l'extrait suivant :

La francophonie est compliquée à mener, ces gens (Trudeau et Lévesque) s'observent en chiens de faïence et il n'y a rien à faire pour les débloquer. A la limite, il faudrait faire la francophonie sans eux. Le Sommet francophone continue à m'intéresser, mais ces deux hommes le jugent à l'aune de leur propre querelle. Il faudra sans doute attendre qu'ils aient libéré leur pouvoir. On me dit que dans l'un et dans l'autre cas cela pourrait ne pas tarder⁶⁹.

L'analyse de la situation qu'il émit sera le cadre du rapport de force entre le Québec et Ottawa⁷⁰ jusqu'au départ de Trudeau le 30 juin 1984⁷¹ et celui de Lévesque quelques mois plus tard⁷². Mais durant ce laps de temps, la position du Québec ira croissante grâce

⁶⁸[Anonyme], « Paris reprend l'initiative dans le dossier de la francophonie. », *La Presse*, 22 juin 1985.

⁶⁹Propos qu'aurait tenu François Mitterrand à Renaud Vignal le 10 octobre 1983 lors de l'entretien l'informant de sa nomination au poste de Consul général de France à Québec. Cf. Rapport de fin de mission du Consul général de France, Ministère des Affaires étrangères, février 1987, p. 11.

⁷⁰Michel, Roy. « Le vrai pari de la francophonie [qui s'offre à Joe Clark] », *La Presse*, 17 mai 1985.

⁷¹A la suite de la démission de Pierre-Elliott Trudeau, c'est le libéral John Napier Turner qui devient Premier ministre fédéral du 30 juin 1984 au 17 septembre 1984. Cf. ANC. *Les Premiers ministres du Canada, 1867-1994 : biographies et anecdotes*, Ottawa, 1994, 40 p.

⁷²Lévesque démissionna le 20 juin 1985. Pour de plus amples renseignements sur cette question Cf. Poulin, Philippe. *Les relations franco-québécoises au cours du second mandat du gouvernement Lévesque*, Maîtrise en histoire, Montréal, Université de Montréal, 1997, 267 p. Ainsi que Bélanger, Yves ; Lévesque, Michel (Dir.). *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*. Montréal. PUQ, 1992, 490 p.

à Louise Beaudoin⁷³ que l'on a coutume à juste titre de présenter comme la passionaria de la francophonie⁷⁴. Françoise Carle nous confia à ce sujet : « *On peut dire que Louise Beaudoin a été grâce à François Mitterrand, la lettre de créance ou le sésame du Québec dans l'affaire du Sommet*⁷⁵. » De son côté, Bernard Dorin écrivit dans ses mémoires, *Appelez-moi Excellence* :

Heureusement pour moi se succédèrent à Paris deux remarquables « délégués généraux » du Québec Michaud et Louise Beaudoin appelée par nous avec une nuance d'affection, la passionaria du Québec et qui mettait son intelligence et son charme au service de son pays. Ma tâche consista alors à appuyer leurs efforts de pénétration de la classe politique française grâce à la pleine confiance que nous nous accordions mutuellement⁷⁶.

A nouveau le rôle, le rapport et le lien qui unissaient le Québec et la Francophonie en ce début des années 1980 faisaient de ces acteurs plus que des partenaires de circonstance ; le sort de l'un conditionnant pour une large part celui de l'autre, et réciproquement. C'est ce que nous nous proposons d'illustrer dans ce nouveau point du chapitre VII en étudiant la détermination francophoniste de Louise Beaudoin et l'esprit de concorde et d'ouverture de Brian Mulroney⁷⁷ à l'égard du Québec.

⁷³Daniel Vernet. « Une militante devenue "pro", [Louise Beaudoin], Québec, 450 ans après, » Paris, *Le Monde*, juin 1984, p. 10.

⁷⁴Pour ce qui a trait à l'influence de Louise Beaudoin dans les rapports France-Québec, nous conseillons vivement la lecture de l'ouvrage de F. Bastien *les Relations particulières*. L'auteur ayant eu accès aux archives privées de l'intéressée, son travail est le plus fouillé et le plus approfondi fait à ce jour. A travers cette sous partie nous nous proposons de démontrer combien l'action de Louise Beaudoin fut déterminante afin de faire avancer la cause du Québec en francophonie dans les préparatifs du Sommet. Notre source principale pour y parvenir sera l'entretien réalisé, portant sur ce point précis et qui se déroula en décembre 2005.

⁷⁵Entretien accordé par Françoise Carle le 2 juillet 2003 dans le cadre de la remise de ses archives personnelles à la fondation Jean Jaurès à Paris.

⁷⁶Dorin, Bernard. *Appelez moi Excellence*. p. 181-182.

⁷⁷Brian Mulroney fut Premier ministre du Canada du 17 septembre 1984 au 24 février 1993.

« Ce n'est pas à moi de choisir le Délégué général du Québec. Ma porte sera toujours ouverte.
Mais Louise Beaudoin, ce serait bien⁷⁸. »

François Mitterrand

7.1.2 - De la relance France-Québec orchestrée par Louise Beaudoin à la réhabilitation de Brian Mulroney: Le Québec en marche vers le premier Sommet de la Francophonie.

Malgré l'implication de R. Lévesque⁷⁹, Camille Laurin, Bernard Landry, Jean Tardif, Claude Roquet ou celui des ministres plénipotentiaires Morin, etc. la principale responsable du retour gagnant de l'Etat fleurdelisé en francophonie durant les années 1980 est assurément la députée de Chambly, Louise Beaudoin. Sans elle, le Québec n'aurait pu se maintenir durablement au sein de la francophonie politique, c'est ce qui ressort nettement des archives de l'Elysée. Elle veilla jalousement aux intérêts québécois en France, en Europe et dans le monde francophone mais en proposant une réelle intégration francophoniste. L'autre grand acteur du dénouement de 1986 fut le Premier ministre canadien Brian Mulroney qui mit un terme à la politique de Trudeau en matière de centralisme et de francophonie en vigueur depuis presque deux décennies⁸⁰.

C'est ce que nous nous proposons de démontrer dans ce deuxième point de cette sous-partie. Louise Beaudoin⁸¹, personnalité à part du monde politique souverainiste québécois relayait et incarnait le "retour en grâce" du Québec dans les arcanes du pouvoir parisien durant la dernière législature Lévesque. Comme nous l'avons prouvé précédemment cette réussite n'est pas survenue ex-nihilo elle repose sur des bases relativement solides que

⁷⁸Cité in Bastien, Frédéric. *Les Relations particulières*, p. 253.

⁷⁹René Lévesque que l'on présente habituellement comme un grand américanophile tandis que Bourassa serait un francophile, nous semble bien un bâtisseur de la francophonie du dernier quart du XX^e siècle. En effet, il fit adopter la Loi 101 et tint à ce que le Québec fasse coûte que coûte sa place au sein de la francophonie. Il fut avec le Premier ministre français Pierre Mauroy à l'origine de la création de plusieurs organismes concernant la francophonie. Le principal d'entre eux qui vit le jour en 1984 étant probablement le Groupe de réflexion sur les enjeux de la francophonie (GRAEF). Son apport principal du point de vue de notre problématique fut certainement de souligner, l'immense potentiel que pouvait revêtir les liens entre la diffusion de la langue française, le développement scientifique et le rayonnement des industries culturelles. Cet organisme franco-québécois se fit le défenseur d'un espace économique de langue française dès 1986.

⁸⁰Guillaume, Pierre. « Canada, Québec, France : Un partenariat conflictuel au sein de la francophonie », *Etudes canadiennes*, vol. 28, n° 52, 2002, p. 59-70. Bernier, Luc. « Mulroney's International Beau Risque: The Golden Age of Québec's Foreign Policy » in Michaud, N.; Nossal, Kim (dir.). *Diplomatic Departures. The Conservative Era in Canadian Foreign Policy, 1984-1993*. Vancouver: UBC Press, 2001, p.128-141.

⁸¹Fonds Louise Beaudoin, Cote : P746. Nous mentionnons ce fonds d'archives à titre indicatif n'ayant pas pu le dépouiller étant donné son versement extrêmement récent aux Archives nationales du Québec (milieu 2006). De plus, la partie qui concerne notre problématique est d'un accès réservé (P746,S4). [A l'heure actuelle, le fonds n'est toujours pas consultable.]

bâtirent entre autres G-E Lapalme, J-M Léger, A. Patry, P. Gérin-Lajoie, etc. Cependant, c'est à Louise Beaudoin que l'on doit leur maintien et surtout leur renforcement, malgré l'alternance politique elle parvint à faire prévaloir conjointement les intérêts nationaux du Québec et ceux des francophones. Cette passionnée du Québec et de la Francophonie que ses adversaires dépeignent comme *une exaltée française pas assez québécoise*⁸² a régénéré la relation France-Québec malgré son bref passage au 66 rue Pergolèse (1984-1985)⁸³. Elle écrivit : « *Je suis souverainiste par ambition internationale*⁸⁴. » Durant cette période où René Lévesque était toujours Premier ministre, le Québec était incarné et personnifié en France et en Europe par cette influente diplomate amie personnelle de François Mitterrand, de Michel Rocard, d'Hubert Védrine, Laurent Fabius, Jack Lang, Pierre Maurois, Lionel Jospin, Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy, Bernard Dorin Claude Cheysson⁸⁵, Roland Dumas, Daniel Bernard⁸⁶ Alain Peyrefitte, Jacques Chirac, Xavier Deniau Philippe Séguin, Alain Juppé, ...

Même René Lévesque ne disposait pas d'un réseau politique aussi étendu et aussi influent. La nouvelle Déléguée, écrira dans un courrier adressé à F. Mitterrand en date du 13 mars 1984 : « *C'est à vous que je dois d'être ici (...) Vous vous doutez bien que les bonnes paroles que vous avez eues à mon endroit ont été décisives dans la décision de M. Lévesque*⁸⁷. » En effet, si Louise Beaudoin est parvenue à se faire nommer à ce poste malgré des réticences certaines dans la famille souverainiste élargie, cela est indiscutablement dû à ses amitiés parisiennes et élyséennes.

⁸²Ces critiques récurrentes se sont faites réentendre notamment lors de la cérémonie de remise du titre de Commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur en septembre 2004, celle-ci suivait de deux semaines sa naturalisation officielle en tant que citoyenne française.

⁸³Ce que rappela Jean-Louis Debré Président de l'Assemblée nationale qui la fit Commandeur de la Légion d'honneur en déclarant « Ses relations avec la France sont uniques dans la classe politique canadienne (...) Nous devons être, à l'image de Louise, volontaires, combatifs et je dirais même un peu têtus. » Cf. [AFP], « Louise Beaudoin, commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur », *Le Devoir*, 24 septembre 2004.

⁸⁴Beaudoin, Louise. « La reconnaissance du Québec sur la scène internationale : illusion ou réalité ? », in Stéphane, Paquin (Dir.) *Les relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Québec, 2006, Presse de l'Université Laval, collection prisme, p. 283.

⁸⁵« Ministre des Affaires étrangères de Mitterrand, Cheysson marquait une sympathie particulière envers le Québec et de façon visible il faisait partie de ce groupe de personnalités étrangères qui avaient été gagnées à notre cause par la future ministre des Relations internationales, alors directeur de cabinet du ministre Claude Morin, Madame Louise Beaudoin ». Cf. Léger, Jean-Marc. *Le temps dissipé*, op. cit., p. 285.

⁸⁶Conseiller diplomatique du Premier ministre, il fut l'un de ses meilleurs appuis à Matignon notamment en 1984 dans l'affaire relative au maintien du Consulat général de France à Québec, les péquistes y tenaient particulièrement au grand dam de l'Ambassadeur de France à Ottawa Jean-Pierre Caboutat.

⁸⁷Lettre manuscrite de Louise Beaudoin à François Mitterrand en date du 13 mars 1984. Cf. Archives de l'Elysée, côte, AN-5 AG 4/11 469.

René Lévesque lui-même la jugeait trop jeune, n'ayant pas encore 40 ans, alors que d'autres candidats tels Gilles Loiseleur⁸⁸ ou Jean-Marc Léger⁸⁹ étaient considérés plus aptes à occuper ce poste.

Mes premières amitiés ont été gaullistes. Quand je suis entrée au Parti québécois en 1970 Alain Peyrefitte est devenu un ami personnel. J'avais dit à René Lévesque qu'il fallait que la question québécoise soit la plus consensuelle possible en France, c'était vital pour le Québec bien sûr mais aussi pour la francophonie. Et je lui avais demandé de pouvoir rencontrer François Mitterrand qui n'était pas encore Président de la République mais premier secrétaire du Parti socialiste. (...) J'ai eu ensuite d'excellentes relations avec François Mitterrand devenu président. René Lévesque hésitait beaucoup à me nommer (...) J'étais une femme et jeune [rires]. Mais Mitterrand a dit que ce serait une bonne idée si c'était Louise ! Alors [...] Après, il y a eu Michel Rocard qui est un ami très cher, un ami intime et puis de nombreux autres...⁹⁰

Sa nomination "appuyée" se révéla très vite un coup de maître dans le conflit entre Québec et Ottawa, tant dans le domaine des relations internationales que de la francophonie où de l'Etat fleurdéliné. A ce propos, Jacques Parizeau ancien Premier ministre du Québec nous a déclaré : « Louise a été parfaite à la Délégation, elle nous a fait gagner dans à-peu-près tous les dossiers, c'était décisif et indispensable après le référendum et 1982. Le maintien du Québec dans la francophonie c'est elle et l'invitation au Sommet aussi⁹¹. » Car comme le soulignait la journaliste libanaise Rania Massoud, dans un article abordant la question politique québécoise et la francosphère : « Au Québec, indépendantisme et francophonie font souvent cause commune⁹² ». La future ministre des Relations internationales du Québec, grâce à l'activité qu'elle déploya durant son mandat parisien refit de la Délégation, comme cela était d'usage sous de Gaulle, l'ambassade du Québec à Paris, mais avec un plus indéniable. Elle en fit aussi celle du Québec pour la francophonie et la latinité. Car comme l'écrivait Montserrat Guibernau, « La reconnaissance est l'objectif fondamental de tout mouvement nationaliste⁹³ » et qui mieux que la Francophonie peut

⁸⁸Pour rappel Gilles Loiseleur est un des membres les plus anciens du Lobby du Québec. Cf. Dorin, Bernard. « Un combat de quarante ans pour la cause du Québec », p. 27.

⁸⁹Jean-Marc Léger avait déjà représenté le Québec en Belgique.

⁹⁰Entretien de décembre 2005 qui corrobore les articles d'Eric Clément. « La Presse rencontre Louise Beaudoin » ; « À Paris - Louise Beaudoin honorée » *La Presse*, 18 septembre 2004.

⁹¹Entretien avec Jacques Parizeau le 24 juin 2004.

⁹²Rania Massoud. « Le français comme langue de combat », [L'Orient Le Jour], *Courrier international*, n°836, 9 novembre 2006, p. 12.

⁹³Guibernau. Montserrat. « Nations without States, political communities in a global age », Cambridge, Polity Press, 1999, p. 25.

doter le Québec de cette dernière, sur la scène internationale si l'on excepte la France ? Faisant sienne l'opinion de Marie Laberge : « *Notre langue c'est notre pulpe*⁹⁴ » ; Louise Beaudoin n'aura de cesse de faire avancer de concert les deux causes de la souveraineté du Québec et de la Francophonie durant toute sa carrière, diplomatique, politique, ou universitaire⁹⁵. « *La francophonie et le Québec souverain ont besoin l'un de l'autre. C'est ainsi que je vois les choses. (...) Lorsque la francophonie va mal le Québec aussi va mal*⁹⁶. » Ces propos mettent en relief la démarche propre de cette architecte de la deuxième génération de la Francophonie québécoise et internationale⁹⁷. Elle est la première femme québécoise à s'engager aussi résolument en faveur de cet "humanisme intégral" dont parlait si volontiers Senghor.

Bernard Landry déclara à propos de son rôle dans la francophonie au Québec et dans le monde : « *Pasionaria, belle quand elle s'enflamme, elle énerve, elle n'a peur de rien, surtout pas d'être raillée. Un peu Jeanne d'Arc, un peu mère Térésa, un peu statue du Commandeur et un quart Don Quichotte de la francophonie, elle est partout*⁹⁸. » La militance en francophonie de Louise Beaudoin s'explique donc, tout autant par une démarche québéco-souverainiste pour replacer le Québec au centre des préoccupations francophonistes, étant pleinement consciente du potentiel libérateur que recèle la Francophonie pour le Québec en matière proto et paradiplomatique,⁹⁹ que par son adhésion au projet que représente la Francophonie. Celle-ci étant vécue à ses yeux comme un prolongement naturel de l'œkoumène linguistique et culturel québécois¹⁰⁰ et comme un forum de stabilisation et de développement international nourri de l'esprit du

⁹⁴Alexie Lorca, « Questions à... Marie Laberge » *Lire*, avril 2003.

⁹⁵Louise Beaudoin fut responsable de la coopération à ENAP (1973-1976), directrice de cabinet du ministre des Affaires intergouvernementales du Québec (1976-1981), directrice des Affaires françaises au ministère des Relations internationales du Québec (1981-1983), Déléguée générale du Québec à Paris (1984-1985), Ministre des Affaires internationales du 16 octobre au 12 décembre 1985. Éluée députée du PQ dans la circonscription de Chambly en 1994 et en 1998. Ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre de la Culture et des Communications du 3 août 1995 au 15 décembre 1998. Ministre responsable de la Charte de la langue française du 3 août 1995 au 8 mars 2001. Ministre des Relations internationales du 15 décembre 1998 au 29 avril 2003. Ministre responsable de la Francophonie du 15 décembre 1998 au 29 avril 2003. Ministre d'Etat aux Relations internationales du 8 mars 2001 au 29 avril 2003 et ministre responsable de l'Observatoire de la mondialisation de 2002 à 2003.

⁹⁶Propos tenus par Louise Beaudoin dans le cadre d'un entretien en décembre 2005.

⁹⁷Cf. Antoine Robitaille. « La France défend le Québec à Nairobi », *Le Devoir*, 17 novembre 2006. « Pour Louise Beaudoin, l'incident d'hier à Nairobi où une alliance avec la France a permis au Québec de se faire valoir sur la scène internationale, n'est qu'une réédition de nombreux autres épisodes passés : pour l'entrée dans la Francophonie, pour le dossier de la diversité culturelle en 1998, etc. Sans cette alliance de dernière minute, « Claude Béchard serait revenu comme le dindon de la farce » a dit Mme Beaudoin ».

⁹⁸Ziyad Makhoul, « Bernard Landry : Que l'on fasse un Kyoto pour la langue et la diversité culturelle » *L'Orient-Le Jour* [journal Libanais], 18 octobre 2002.

⁹⁹Louise Beaudoin, « Remettre le Québec à sa place », *La Presse*, 19 novembre 2004.

¹⁰⁰Cf. Gilles, Paquin. « Québec adopte une nouvelle politique à l'égard de la francophonie canadienne », *La Presse*, 26 mai 1985.

discours de Cancun¹⁰¹. En cela, elle partage sur ce dernier point les motivations de Léger, Lapalme, Senghor, Diori ... mais en leur conférant une nouvelle assise, et surtout un second souffle ouvrant sur un large développement multilatéral francophone, mais aussi sur la diversité culturelle¹⁰² et les aires culturelles dont elle fera un de ses sujets d'intervention¹⁰³ et d'étude.

C'est avec les grandes aires linguistiques que nous [Québécois et francophones] nous devons de développer de fortes relations avec les hispanophones, les arabophones, les lusophones... Il faut que la francophonie se concentre le mieux possible. Car la francophonie est cet "espace où la notion marchande et la notion militaire n'ont pas la prépondérance qu'elles ont ailleurs comme le dit mon ami Ghassan Salamé. Je me sens très à l'aise avec la confirmation, jour après jour, d'une plus grande politisation de la francophonie"¹⁰⁴.

Une fois en poste à Paris, les intérêts québécois trouveront en elle un allié de poids dans les cercles politiques français¹⁰⁵ de droite et de gauche, à la grande exaspération de l'ambassade du Canada qui dut ronger son frein durant tout son mandat et même après. Louise Beaudoin le rappelait encore récemment : « *La France a ouvert la porte au Québec sur la scène internationale et à la Francophonie à chacune des étapes de son affirmation, je rends hommage à mes amis français pour leur fidélité à une certaine idée du Québec*¹⁰⁶. » Malgré le rôle que l'ancien Premier ministre du Québec Bernard Landry accorde au "Beaudoinisme"¹⁰⁷ qu'il définit être : « *Une francophonie jusqu'au-boutiste, intransigeante, entière* », l'influence de Louise Beaudoin n'aurait toutefois pas été suffisante pour relancer totalement le Québec, malgré l'appui réel de François Mitterrand.

¹⁰¹ En outre, Louise Beaudoin joua un rôle majeur dans l'adhésion du PQ à l'Internationale socialiste, ce que lui reproche toujours J. Chirac puisque les appuis historiques du Québec étaient avant le fait des gaullistes.

¹⁰² Bourque, Gilles ; Duchastel, Jules . « Multiculturalisme, pluralisme et communauté politique : le Canada et le Québec », in Elbaz, Mikhaël et Denise Helly (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000, p. 147-169.

¹⁰³ Avec notamment les ministres libérales Sheila Copps et Liza Frula.

¹⁰⁴ Propos de Louise Beaudoin rapportés par Ziyad Makhoul, « La francophonie n'a pas toujours les moyens de ses ambitions. La priorité de la ministre québécoise des Affaires extérieures : le combat pour la diversité culturelle » *L'Orient le Jour*, 16 décembre 2002.

¹⁰⁵ Jean Paré, « Où va la France ? ». [Entretien avec Louise Beaudoin, Jean-Marie Domenach, Jacques Julliard]. *L'Actualité*, vol. 9, no 6, juin 1984, p. 91-108.

¹⁰⁶ Extrait de son discours prononcé à l'Hôtel de Lassay lors de la cérémonie faisant d'elle la première québécoise à devenir Commandeur de l'Ordre de la Légion d'Honneur. Une partie de son discours est rapporté dans « Louise Beaudoin, Commandeur de la Légion d'honneur », *Le Devoir*, 24 septembre 2004.

¹⁰⁷ Ziyad Makhoul, « Bernard Landry : Que l'on fasse un Kyoto pour la langue et la diversité culturelle », *L'Orient-Le Jour* [journal Libanais] 18 octobre 2002.

En effet, pour que la Francophonie soit relancée du côté nord-américain il faut adjoindre à la *pasionaria* du Québec un autre personnage clef : Brian Mulroney, Premier ministre fédéral, anglo-québécois conservateur parfaitement bilingue et biculturel¹⁰⁸. Le fait de comparer l'action d'une Québécoise souverainiste telle, Louise Beaudoin et celle d'un Canadien fédéraliste même "éclairé" tel, Brian Mulroney, peut sembler de prime abord équivoque, surtout lorsqu'on travaille en histoire politique et culturelle eut égard à la ligne de fracture idéologique *rouge bleu*, et l'affrontement souvent stérile qui en découle. Néanmoins, ces deux protagonistes possèdent dans l'affaire du Sommet une communauté d'action tout à fait essentielle à l'édification d'une francophonie politique en panne depuis plus de deux décennies. Le symbole de cette proximité Beaudoin-Mulroney et de leur œuvre "commune" en Francophonie est sans nul doute, l'entente Québec-Canada du 7 novembre 1985 pour le Sommet de Versailles, qui pouvait enfin s'envisager pour le court terme¹⁰⁹. Ce compromis signé alors que la campagne législative¹¹⁰ au Québec était lancée démontre bien la volonté d'ouverture du nouveau Premier ministre Canadien Brian Mulroney. En effet, il aurait été plus aisé pour le gouvernement Conservateur de jouer la montre, et d'utiliser les cadenas diplomatiques qui entravent l'action du Québec sur la scène internationale, s'assurant ainsi une négociation avec un interlocuteur fleurdélié conciliant, car à la veille des élections de 1985, le nouveau Premier ministre Pierre-Marc Johnson hérita d'un PQ désorienté et considérablement affaibli¹¹¹. Toutes les enquêtes d'opinion annonçaient de façon quasiment certaine, la défaite du gouvernement péquiste face au PLQ de Robert Bourassa et de Claude Ryan, chefs de file du « non » au référendum de 1980¹¹².

Loin d'être un simple *vade-mecum* provisoire pour organiser une co-existence Québec-Canada en francophonie sur le court terme ; ce qui en soi aurait déjà été une avancée compte tenu du blocage, l'entente de novembre 1985 met à plat les principales

¹⁰⁸Nous ne contestons pas l'action positive que le Premier ministre québécois Pierre Marc Johnson a pu exercer dans le processus de relance du Sommet par le Québec. Toutefois, il n'a pas joué le rôle décisif que F. Mitterrand, L. S. Senghor, L. Beaudoin ou B. Mulroney purent avoir dans ce dossier.

¹⁰⁹Cf. [Anonyme]. « François Mitterrand lance une croisade de la francophonie. », *La Presse*, 7 mars 1985. Cyrille Felteau, « Un inventaire des peuples francophones », *La Presse*, 27 avril, 1985.

¹¹⁰Cf. Rémillard, Gil. « La Doctrine Gérin-Lajoie au cœur de l'évolution du fédéralisme canadien », in Stéphane Paquin, (Dir.), *Les Relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005), le prolongement externe des compétences internes*. Québec, PUL, collection prisme, 2006, p. 257-258.

¹¹¹Cf. Linteau, P-A ; Durocher, & alii. *F. Histoire du Québec contemporain*, T. II, p. 729-730.

¹¹²Le PLQ remporta très confortablement l'élection par 56% des suffrages exprimés.

questions d'achoppement entre les deux protagonistes et de façon durable¹¹³. Ce qu'indique très nettement le préambule de l'entente : « *Désireux d'apporter de concert au Sommet une contribution efficace, originale et de la plus haute qualité, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada sont convenus de ce qui suit*¹¹⁴. » La correspondance relative à cet accord, entre Pierre-Marc Johnson et Brian Mulroney¹¹⁵ est également sans ambiguïté. Ce compromis qu'appelaient de leurs vœux les acteurs de la francosphère, en Europe et en Afrique est souvent sous-estimé au Québec, bien qu'il revête indubitablement pour les Québécois une importance décisive en matière de relations internationales et de francophonie¹¹⁶. Car comme le rappelait Renaud Dehousse :

On pourrait poser en règle générale que le désir d'une présence internationale se manifestera avec une intensité particulière dans les secteurs où ce sentiment d'aliénation est le plus développé : les relations économiques pour les régions transfrontalières, les relations culturelles pour les régions ethniquement asymétriques¹¹⁷.

Le décalage recélé entre l'apport et la perception de cet accord tant dans l'intelligentsia que dans la population québécoise provient selon nous, de deux causes principales. En premier lieu, cela découle du thème abordé, la diplomatie et le multilatéralisme politique francophone sont très éloignés des préoccupations citoyennes du quotidien, bien qu'ils le conditionnent pour une large part s'agissant d'un Etat subétatique comme l'est la « Belle province »¹¹⁸. Le deuxième facteur de ce relatif désintérêt pour cette Entente pourtant la première du genre est qu'elle recèle un "handicap" additionnel non négligeable, celui de ne pas transcender les clivages

¹¹³[Anonyme] « Sommet de la francophonie: Paris croit que Québec et Ottawa vont s'entendre », *La Presse*, 28 juillet 1985 ; [Anonyme] « Francophonie: une entente entre Ottawa et Québec est en vue », *La Presse* 17 août 1985 ; Rudy, Lecours, « Le sommet des pays francophones: "Entre Ottawa et Québec, tout l'essentiel est réglé" » *La Presse*, 27 septembre 1985.

¹¹⁴Cf. *Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relative au Sommet francophone*, 7 novembre 1985, que nous versionons dans sa version originale en annexes (Appendice K).

¹¹⁵Cf. Les lettres que s'adressent mutuellement Brian Mulroney à son homologue québécois, Pierre-Marc Johnson sur cette question en date du 7 novembre 1985.

¹¹⁶A titre informatif, nous signalons que le texte de l'Entente de novembre 1985 est également reproduit dans la *Revue québécoise de droit international*, vol. 2, 1985, p. 385-398. Sur cette entente nous recommandons la lecture de Jacques-Yvan Morin « Le premier Sommet de la Communauté francophone » *Revue québécoise de droit international*, vol. 3, 1986, p. 85-90.

¹¹⁷Dehousse, Renaud. « Fédéralisme, asymétrie et interdépendance. Aux origines de l'action internationale des composantes de l'Etat fédéral ». *Etudes internationales*, vol. XX, n°2 juin 1989, p. 284.

¹¹⁸Il semble que ce point soit en train de se modifier si l'on en croit une enquête du printemps 1999 dans laquelle 87% des Québécois appuyaient le fait que l'Etat fleurdelisé soit représenté dans les forums internationaux, conformément à l'esprit de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry. Cf. Venne, Michel. « Le Québec devrait avoir le droit de parole », *Le Devoir*, 24 avril 1999. Voir également Lessard, Denis. « Appuis massifs à la présence du Québec à des forums internationaux », *La Presse*, 3 avril 1999.

traditionnels et quelque peu pavloviens entre souverainistes et fédéralistes ; le microcosme des médias et des faiseurs d'opinion en étant évidemment grand consommateur¹¹⁹. Nonobstant ces précisions et les hypothèses que nous formulons, il n'en demeure pas moins que la ratification de l'Entente permit au Québec de participer au Sommet des Chefs d'Etat de la Francophonie ; ce qui était encore impossible durant les mandats du parti libéral du Canada¹²⁰. Les articles 2 et 3 du texte en précisait les modalités. Ils sont particulièrement favorables aux positions québécoises, défendues et diffusées par Louise Beaudoin et la paradiplomatie fleurdelisée¹²¹. Comme en attestent les passages suivants :

Article 2. Les invitations au Sommet sont adressées directement au gouvernement du Québec et au gouvernement du Canada. Elles font référence à la présente entente qui aura été communiquée à la puissance invitante (ou aux puissances invitantes) par les voies diplomatiques usuelles. [...] Article 3. Participation. Le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada sont présents, dans la personne de leur chef de gouvernement, à la table de Conférence pendant toute la durée du Sommet. Le Premier ministre du Québec est présent aux côtés du Premier ministre du Canada, le Québec étant identifié par la désignation "Canada-Québec" et par le drapeau du Québec. Les règles (articles 9 et 11 des modalités Ottawa-Québec) et la pratique suivies à l'ACCT pour la représentation des deux gouvernements s'appliquent pour les réunions du Sommet. Sur les questions relatives à la situation politique mondiale, le Premier ministre du Québec est présent et se comporte comme un observateur intéressé. Sur les questions relatives à la situation économique mondiale, le Premier ministre du Québec pourra, après concertation (...) avec le Premier ministre du Canada, intervenir sur celles qui intéressent le Québec.¹²²

Non seulement le texte entérine la pratique du *modus vivendi* de l'ACCT que les autorités fédérales n'avaient accepté que contraintes et forcées et qu'elles essayaient depuis le début de la politisation de la Francophonie de contourner le jugeant trop favorable à Québec, mais encore Ottawa concède volontairement et définitivement de

¹¹⁹Cf. Graphique à venir intitulé Articles parus dans La Presse traitant de francophonie de 1985 à 1987.

¹²⁰«Avant de célébrer cette victoire, le gouvernement du Québec avait dû mener, durant plusieurs années, sa plus importante bataille contre le gouvernement canadien dans le secteur international.» Cf. Louise Beaudoin « La "nouvelle" francophonie », *La Presse*, 3 décembre 2005.

¹²¹Les publications les plus abouties à ce jour à propos de la paradiplomatie québécoise sont celles de Boucher, J.-L. Thériault, Y. (Dir.), *Petites sociétés et minorités nationales*, St Foy, PUQ, 2005, 252 p. ; de Paquin, S. « Les nouvelles relations internationales et la paradiplomatie identitaire », ; *La revanche des petites nations : Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation ; Paradiplomatie et relations internationales*. La notion de paradiplomatie dans son acception de langue française ait été vulgarisée par Soldatos Panayotis, dans son article « Les relations internationales du Québec : la marque d'un déterminisme économique. », paru dans *l'Année politique au Québec 1987-1988*. Consultable en ligne sur http://www.pum.umontreal.ca/apqc/87_88/soldatos/soldatos.htm.

¹²²Cf. Entente du 7 novembre 1985, *ibidem*.

nouvelles prérogatives au Québec en matière de Francophonie. Les plus importantes selon nous font partie des articles 3 et 4. « *Le Premier ministre du Canada fait part à l'avance au Premier ministre du Québec, des positions qu'il entend prendre sur les divers points de l'ordre du jour*¹²³ » ou bien : « *Le gouvernement du Québec participe aux débats et aux travaux à part entière (...) et enfin : « A l'occasion des réunions préparatoires, qu'il s'agisse de réunions de hauts fonctionnaires (sherpas) ou de réunions de ministres, chacun des deux gouvernements nomme son ou ses représentants*¹²⁴. » Si l'on est loin de l'esprit de Libreville, cette entente est en contradiction avec l'orthodoxie fédérale en vigueur sous les différents gouvernements Trudeau. Désormais, le Premier ministre du Québec peut intervenir de façon libre et entière en matière de culture, d'éducation et de développement¹²⁵ et le Canada doit agir en bonne intelligence avec les autorités québécoises dans les autres sujets. Enfin, le dernier aspect important de cette entente marquée par "la patte" de Louise Beaudoin¹²⁶, réside dans la reconnaissance et l'acceptation officielle par le gouvernement fédéral, de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry sur la scène internationale lorsqu'il est question de francophonie, de culture, de langue et de coopération. Ce qui était l'ambition de tous les gouvernements québécois depuis Jean Lesage.

Dans son « *Projet d'accord constitutionnel* » de mai 1985, le parti québécois soutenu par Louise Beaudoin proposait que soit reconnue dans la Constitution en matière internationale, la situation spécifique du Québec en tout ce qui touche à ses compétences et à son identité, notamment dans le cadre de la francophonie¹²⁷. Cette initiative péquiste visant à garantir de façon constitutionnelle l'assise du Québec en francophonie resta lettre morte une fois le gouvernement libéral élu¹²⁸. Robert Bourassa la jugeait inopportune, malgré la réouverture par les Conservateurs progressistes du dossier constitutionnel qui a

¹²³Cf. Article 3 de l'Entente.

¹²⁴Cf. Article 4 de l'Entente.

¹²⁵Louis Falardeau. « Au Sommet de la Francophonie, le Québec pourra intervenir sur les sujets de sa compétence. » *La Presse*, 9 novembre 1985. Michel Roy. « [Sommet de la Francophonie] : un progrès pour le Québec et le Canada. » *La Presse*, 9 novembre 1985.

¹²⁶« J'étais rentrée quelques mois plus tôt de Paris où René Lévesque m'avait nommé Déléguée générale du Québec, pour agir à titre de ministre des Relations internationales et terminer la négociation avec Ottawa. » Louise Beaudoin. « La "nouvelle" francophonie. » *La Presse*, 3 décembre 2005. Ou encore, l'article plus ancien de Gilles Paquin. « Ottawa et Québec règlent un autre dossier: le Québec obtiendra le statut de gouvernement participant au sommet de la francophonie... », *La Presse*, 12 janvier, 1985.

¹²⁷Gouvernement du Québec, *Le Québec dans le monde. Le défi de l'interdépendance. Enoncé de politique de relations internationales*, ministère des Relations internationales, juin 1985, p. 8.

¹²⁸Cf. Martin Yves. « Le Québec maître d'œuvre de ses relations internationales. » *L'Action Nationale*, vol. 79, n° 10, décembre 1989, p. 1212-1223.

conduit à l'accord non ratifié du lac Meech¹²⁹. En tout état de cause et nonobstant cette dernière remarque, c'est donc grâce à la francophonie que Québec est parvenu à faire reconnaître par les autorités unificatrices le fait que la Belle province dispose d'un prolongement international de ses compétences internes¹³⁰ et qu'il est nécessaire que le Canada œuvre en synergie avec le gouvernement québécois¹³¹ dans les domaines de compétences partagées¹³².

Le multilatéralisme francophone qui fut régulièrement taxé d'inefficacité depuis la fin des années quatre-vingt, y compris dans certains cercles intellectuels nationaliste est donc hormis la France, le seul partenaire sur lequel le Québec pèse et qui apporte à ce dernier des retombées protodiplomatiques que à ce jour, ni l'américanité, ni l'appartenance à l'ALENA n'ont pu égaler¹³³. A propos de l'accord Québec-Ottawa de novembre, Lucien Bouchard, alors ambassadeur du Canada en France déclara à Gil Rémillard, le 12 décembre 1985 : « *L'Entente applique la doctrine Gérin-Lajoie à la lettre*¹³⁴. »

Si cette analyse du futur Premier ministre du Québec et ancien étudiant d'André Patry est absolument fondée, le premier Sommet des chefs d'Etat francophones va se révéler être pour le Québec plus que sa simple matérialisation¹³⁵. En effet, le Sommet de Versailles va donner l'occasion au Québec de "reprenre" définitivement pied dans la Francophonie politique et diplomatique et d'affirmer son rôle moteur pour l'Amérique du nord¹³⁶. C'est ce que nous prouverons dans la sous-partie suivante.

¹²⁹ Malgré nos recherches et l'analyse du fonds Robert Bourassa, nous n'avons pu établir de façon certaine les raisons qui poussèrent le Parti Libéral du Québec à agir de la sorte. Nous signalons que malgré nos démarches auprès du service DE presse du PLQ et auprès de la chargée de communications du parti, aucune explication officielle ne nous a été fournie.

¹³⁰ Morin, Jacques-Yvan « La personnalité internationale du Québec », p. 295.

¹³¹ Paul-André, Comeau. « Les relations internationale du Québec : l'heure est aux entreprises intelligentes et concertées. » *Le Devoir*, 5 novembre 1985, p. 4.

¹³² Maurice Jannard ; Falardeau, Louis. « Le sommet de la francophonie: Ottawa accepte d'accorder un statut spécial au Québec. » *La Presse*, 7 novembre 1985. Michel Vaste. « Ottawa et Québec se partagent les dossiers au Sommet de Paris », *La Presse*, 6 février 1986.

¹³³ Ziyad Makhoul. « Louise Beaudouin : "La francophonie n'a pas toujours les moyens de ses ambitions". La priorité de la ministre québécoise des Affaires extérieures : le combat pour la diversité culturelle » *L'Orient-le Jour*, 16 décembre 2002. Morin, Claude. *L'art de l'impossible*, p. 35.

¹³⁴ Propos rapportés par Gil Rémillard dans son article « la doctrine Gérin-Lajoie au cœur même de l'évolution du fédéralisme canadien », in S. Paquin, *Les Relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie*, p. 258.

¹³⁵ Martin Yves. « Le Québec maître d'œuvre de ses relations internationales. » p. 1219.

¹³⁶ Cf. Maurice Jannard. « La tenue du prochain sommet [des pays francophones] à Québec : Brian Mulroney compte sur ses bons rapports avec "François" », *La Presse*, 8 février 1986.

« Si le premier sommet a été au total une réussite, c'est d'abord parce que pendant plus de trente ans l'idée francophone a cheminé de multiples façons. C'est la francophonie qui a rendu le premier Sommet possible, et non l'inverse¹³⁷. »

Jean-Marc Léger

7.2 - Le Sommet de Versailles, la francosphère et le Québec¹³⁸.

A la suite de l'entente historique fleurdelisée-unifoliée, intervenue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial en novembre 1985¹³⁹ à propos du Sommet de la Francophonie, le Québec abandonna définitivement le rôle d'entrave et redevint de façon progressive mais rapide, un atout pour cette dernière. A ce propos, François Mitterrand déclara au successeur de Senghor¹⁴⁰ à la présidence sénégalaise : « *Président Diouf, une bonne nouvelle ! Le Canada et le Québec ont conclu une entente. Nous allons pouvoir tenir notre premier Sommet de la francophonie !*¹⁴¹ » D'ailleurs il était grand temps, car les luttes internes fleurdelisées-unifoliées avaient presque fini par décourager les meilleures volontés francophiles et les militants francophonistes les plus émérites. Comme en atteste la note de l'Elysée du 2 avril 1985 rédigée par Hubert Védrine à l'intention de François Mitterrand, dans laquelle il propose un passage en force dans le dossier francophone pour sortir de la "drôle de guerre Québec Ottawa".

Roland Dumas me demande de vous informer qu'il a examiné avec Laurent Fabius les aspects de notre politique internationale dans la perspective des prochaines échéances. Il leur semble qu'il faut mettre l'accent en priorité sur l'Europe et la Francophonie. R. Dumas vous suggère de commencer à organiser le sommet francophone à l'automne prochain, sans attendre que les Canadiens et les Québécois se soient mis d'accord. [...] Si nous attendons que les Canadiens et les Québécois soient d'accord, même dans le meilleur climat qui règne à l'heure actuelle, nous risquons de ne pas pouvoir organiser ce sommet. (...) L'idée d'aller de l'avant semble justifiée à Erik Arnoult et moi car la première réunion d'un Sommet francophone aurait un très grand retentissement¹⁴².

¹³⁷Léger, Jean-Marc. *La francophonie grand dessein grande ambiguïté*, p.19.

¹³⁸Cf. Edition du *Devoir* du 19 février 1986, p.1 et 10 et 20 février 1986, p.1.

¹³⁹Gilles, Paquin. « Ottawa et Québec règlent un autre dossier: le Québec obtiendra le statut de gouvernement participant au sommet de la francophonie... » *La Presse*, 12 janvier 1985.

¹⁴⁰Abdou Diouf à propos de son prédécesseur écrit : « Je dois évoquer le long et difficile combat du président Léopold Sédar Senghor pour donner corps à une francophonie institutionnelle qui n'a jamais pu aboutir quand il était au pouvoir. Il y avait un découragement chez nous (...) Il y avait aussi une difficulté, un blocage lié aux relations entre la France, le Canada et le gouvernement du Québec pour mettre en place cette francophonie institutionnelle. » Cf. Diouf, A. *Lettre de l'Institut François Mitterrand*, n°12, juin, 2005.

¹⁴¹Propos du Président français rapportés par Abdou Diouf dans « L'hommage d'Abdou Diouf » *Lettre de l'Institut François Mitterrand* (IFM), n°12, 20 juin 2005.

¹⁴²Nous versions l'intégralité de cette note et la réponse donnée par le Président français dans les annexes (Appendice L).

En conséquence, il nous semble absolument nécessaire de réviser le sentiment alarmiste que la littérature québécoise a pu donner de la position du Québec en francophonie au début des années 1980, pour souligner plutôt, la précarité croissante du Canada dans ce dossier évoqué sans état d'âme par Hubert Védrine et avalisé par François Mitterrand qui annota le document d'un « *oui* » souligné et lapidaire¹⁴³. Bien que la réconciliation Québec-Ottawa découle évidemment du nouveau contexte domestique unifolié-fleurdelisé, il nous apparaît indispensable de souligner dans ce dossier l'efficacité de l'entrisme et des pressions croisées de Paris¹⁴⁴ et des autres protagonistes francophones, notamment ceux du continent africain. Si Ottawa et Québec instrumentalisent leur relation à l'Afrique et à la francophonie, le phénomène n'est pas unidirectionnel. Ce dernier point n'est pas abordé dans la littérature francophoniste ou par les historiens des relations internationales du Québec, bien qu'il soit l'un des grands apports de la Francophonie. Ainsi avec l'instauration d'une Francophonie politique mondialisée de nouveaux acteurs exogènes au Canada, parfois considérés comme secondaires dans les rapports de force diplomatiques internationaux tels les Etats subsahariens, vont pouvoir exercer une nouvelle forme de co-gouvernance de l'espace francophone. Jusqu'alors seul Paris et dans une moindre mesure Bruxelles, Genève, Ottawa et Québec pouvaient avoir une prégnance sur la globalité de la francosphère. Les calendriers de chacun pouvant ou devant s'accorder au plus vite¹⁴⁵ pour se prémunir d'un affaiblissement plus grand si la francophonie politique se constituait sans eux où les marginalisait durablement¹⁴⁶.

Après avoir occupé l'arrière scène des relations internationales, la Francophonie devenait un nouvel enjeu qui pouvait se révéler extrêmement positif pour rectifier une image sur la scène internationale ou consolider ses positions en matière de politique intérieure ; ce

¹⁴³La démarche de l'Elysée est un démenti cinglant des déclarations de Pierre-Elliott Trudeau quant à l'appui des thèses canadiennes par la France dans le dossier du Sommet.

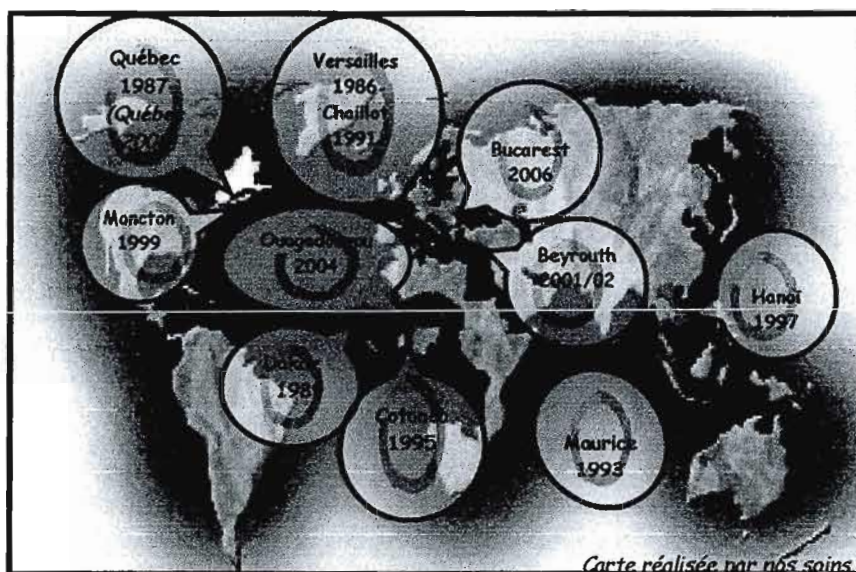
¹⁴⁴« Quant au sommet francophone, cette idée simple d'inviter tous les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays francophones avait pris des allures d'arlésienne : on en parlait toujours, il n'arrivait jamais (...) Pour accorder les compétitions internes dans d'autres pays, je pense au Canada, il a fallu attendre jusqu'à maintenant. La patience et la ténacité françaises ont triomphé finalement de la nature des Gouvernements ou de l'orientation de leur politique. » Extrait du discours de F. Mitterrand du 12 décembre 1985 devant l'Académie française à l'occasion du 350^e anniversaire de l'Institut.

¹⁴⁵Jean-Paul, Bury. « Le premier de l'histoire de la francophonie : le Sommet francophone aura lieu en février à Paris », *La Presse*, 15 décembre 1986 ; Marc, Laurendeau. « Le Sommet francophone se matérialise enfin », *La Presse*, 16 décembre 1985 ; Michel Roy. « Le Québec au Sommet », *La Presse*, 31 janvier 1986.

¹⁴⁶L'ultime danger qui pesait sur le sommet fut levé lorsqu'en préparation des élections législatives françaises de mars 1986, J. Chirac et F. Mitterrand firent de lui un sujet de non "affrontement", bien que pour la France il soit le principal enjeu de politique internationale pour la période 1985-1986. S. Farandjis alors Secrétaire général du Haut Comité pour la Francophonie rapporte qu'ayant questionné J. Chirac avant le scrutin sur son attitude au cas où le Président poursuivrait la réalisation de ce dessein, il entendit cette réponse : « *Je le soutiendrai de toutes mes forces* ». Cf. Gendreau-Massaloux, M. « *Mitterrand et la francophonie : naissance d'une institution* ».

qu'Ottawa¹⁴⁷ sut manifestement faire, tout comme Québec. En conséquence, le Sommet de Versailles fut convoqué pour février 1986 et celui de Québec pour l'année suivante. Ces deux premiers Sommets et celui de Hanoi en 1997 sont probablement les plus déterminants pour la francosphère. Tout en s'y affirmant comme tant d'autres de la noosphère francophone comme un élément singulier, le Québec allait retrouver au fil des Sommets son rôle de palladium d'une communauté organique de solidarité et d'échanges entre francophones, comme cela avait été le cas au début des années 1950 avec l'UCF. Après l'épisode référendaire de 1980 et le passage en force de la promulgation de la constitution de 1982¹⁴⁸, les Sommets de 1986 et 1987 apparaissent comme un nouvel âge d'or des relations internationales du Québec.¹⁴⁹

Figure 7. 2 - Carte des Sommets de la Francophonie de 1986 à nos jours¹⁵⁰



¹⁴⁷L-B. Robitaille. « Le sommet francophone: succès de relations publiques d'Ottawa », *La Presse*, 15 février 1986. M. Vastel. « La diplomatie canadienne est en quête d'un deuxième succès? » [ibidem]

¹⁴⁸Avec la Loi constitutionnelle de 1982 « le gouvernement fédéral à majorité de langue anglaise qui avec l'appui de neuf provinces de langue anglaise demande à un parlement étranger de langue anglaise (Londres) de réduire sans son consentement, les compétences du seul gouvernement de langue française en Amérique du Nord ». Cf. http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/francophonie/HISTfrOC_s5_Reorientations.htm.

¹⁴⁹Cf. Bernier, Luc. « Mulroney's International 'Beau Risque' : The Golden Age of Québec's Foreign Policy », in N. Michaud, et K. Nossal, (Dir.). *Diplomatic Departures : The Conservative Era in Canadian Foreign Policy 1984/1993*. Vancouver : UBC Press, p.128-141.

¹⁵⁰Les couleurs que nous avons utilisées pour la réalisation de la carte sont celles des différents maillons du drapeau de la francophonie. Le vert pour l'Amérique, le bleu pour l'Europe, le rouge pour l'Afrique et le Proche orient, l'or pour l'Asie et le violet pour l'Océanie.

*« Qui prétendra qu'il n'y a pas imbrication indiscernable entre l'esprit d'un peuple, son âme et sa langue ?
Le merveilleux rempart contre l'uniformisation, c'est l'identité culturelle qui n'est pas un jeu, (...) mais une volonté puissante et profonde d'être ce que chacun de nous éprouve profondément¹⁵¹. »*

François Mitterrand

7.2.1 - Le Sommet de Versailles ou le multilatéralisme politique francophone en action.

Le 17 février 1986, 42 délégations composées de trente-neuf Chefs d'Etat et de gouvernement¹⁵², dont le Premier ministre du Québec Robert Bourassa, assistèrent à l'ouverture du premier Sommet de la francophonie¹⁵³. Après un quart de siècle de tractations et de jeux d'influence plus ou moins intéressés, le Québec et le Canada siégeaient côte à côte¹⁵⁴ à ce premier Sommet qui consacrait internationalement la doctrine Gérin-Lajoie-Patry¹⁵⁵. Si cette conférence des chefs d'état fut une victoire importante pour le Québec et sa paradiplomatie, elle fut aussi un succès collégial pour les différentes chancelleries francophones, les minorités francophones¹⁵⁶ et les bâtisseurs historiques de la francophonie. F. Mitterrand pour souligner ce trait singulier déclara lors du discours inaugural du Sommet, dans le décor de la galerie des glaces du château de Versailles, en regardant à plusieurs reprises en direction du représentant québécois :

La Francophonie est une communauté désireuse de compter ses forces pour affirmer ses ambitions (...) c'est un réflexe vital contre la mortelle abolition des différences, sous peine d'être très souvent condamnée à un rôle de sous-traitant, de traducteur ou d'interprète... (...) Nous sommes là autour d'une langue porteuse d'une culture, d'une civilisation à laquelle chacun ajoute son propre

¹⁵¹Extrait du discours de F. Mitterrand au château de Versailles le 17 février 1986 à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la conférence.

¹⁵²16 Chefs d'Etat. Burundi : J-B. Sagaza, Centrafrique : A. Kolingba, Comores : A. Abderemane, Côte d'Ivoire : F. Houphouët-Boigny, Djibouti : G. Aptidon, France : F. Mitterrand, Gabon : O. Bongo, Guinée-Bissau : J. S. Vieira, Liban : A. Gemayel, Madagascar : D. Ratsiraka, Mali : M. Traoré, Mauritanie : M. Taya, Rwanda : J. Habyarimana, Sénégal : A. Diouf, Togo : G. Eyadéma, Zaïre : S. Mobutu. 10 chefs de gouvernement. Belgique : W. Martens, Canada : B. Mulroney, Luxembourg : J. Santer, Monaco : J. Ausseil, Niger : H. Algabid, Nouveau-Brunswick : R. Hatfield, Québec : R. Bourassa, Ste-Lucie : J. Compton, Tunisie : M. Mzali, Vanuatu : W. Lini. 16 autres chefs de délégation : CFB : P. Monfils, Bénin : G. Gado, Burkina Faso : H. Zongo, Congo : A. Ndinga-Oba, Dominique : E. Charles, Egypte : B. Boutros-Ghali, Guinée : J. Traoré, Haïti : R. Desroches, Laos : T. Sodhisane, Louisiane : D. Hunt, Maroc : A. Filali, Maurice : G. Duval, Seychelles : J. Hodoui, Suisse : E. Brenner, Tchad : G. Lassou, Vietnam : C. Huy Can.

¹⁵³*Le Devoir*, 18 février 1986, p.1 et 10 ; *L'encyclopédie du Canada* : [édition 2000], Montréal, Stanké, p. 1016-1017.

¹⁵⁴[Anonyme] « Brian Mulroney espère une "alliance francophone" », *La Presse*, 10 février 1986.

¹⁵⁵Gilbert, Brunet ; Mario Roy. « Sommet des pays francophones: la "diplomatie tranquille" a fait avancer le Québec sur la scène internationale », *La Presse*, 8 février 1986.

¹⁵⁶Ainsi, la Suisse aussi connue pour son multilinguisme que pour sa stricte neutralité participa finalement au Sommet. Contrairement à ce que sous-entendaient les quotidiens québécois. Cf. Jean-Paul, Harney. « La Suisse: une absence au Sommet francophone », *La Presse*, 23 janvier 1986.

apport. Il nous faut collaborer, coopérer, co-produire et rendre plus fertile un patrimoine commun dont nous savons que la diversité est la première richesse. Nous sommes au commencement d'une oeuvre durable qui s'inscrira dans les temps qui viennent, car au travers d'une langue commune, c'est un mouvement de la pensée, c'est toute une action qui se dessine¹⁵⁷... »

Cette dimension de concorde mêlée à un volontarisme d'action est l'une des caractéristiques majeures de ce premier Sommet, tant du côté du pays hôte que des différentes délégations. C'est à ce titre que Mulroney déclara : « *Il ne faut pas décevoir, ce sommet doit imprimer un second souffle à la Francophonie, l'engager dans les voies de l'avenir et déboucher sur des résultats visibles et palpables*¹⁵⁸... » Robert Bourassa¹⁵⁹ ne fut pas en reste et prononça le 17 février lors de l'ouverture du Sommet, un discours digne d'un Chef d'Etat pleinement souverain, qui faisait du Québec un point d'ancrage de la Francophonie politique en Amérique du nord. :

C'est profondément convaincu de l'importance et de la signification de la présente conférence que le Québec y participe ; c'est aussi avec un sentiment de nécessité et un sentiment d'urgence. Il nous apparaît que ce premier sommet des pays francophones doit être à la fois une consécration des efforts engagés depuis vingt ans et un point de départ vers la mise en œuvre d'une nouvelle solidarité. Il s'agit aujourd'hui, pour nous, grâce à une langue dont l'usage commun nous rassemble, d'ouvrir à nos peuples de nouvelles perspectives de dialogue, de coopération et de progrès¹⁶⁰.

Par cette déclaration Robert Bourassa matérialisait ce que Laplame, Johnson, Lévesque, Laurin, Beaudoin et tous les autres francophonistes avaient initié ou voulu initier depuis les débuts de la Révolution tranquille, assurer la représentation du Québec sur la scène internationale et plus particulièrement dans l'aire francophone puisqu'elle est le prolongement libérateur de son œkoumène linguistique, culturel et civilisationnel. Le rapport général du Sommet que rédigea le Québec pour le compte des différentes délégations en est une autre illustration.

¹⁵⁷Discours voir annexes (Appendice N).

¹⁵⁸Cf. Discours prononcé lors de la séance inaugurale du 17 février 1986 au titre de chef de la délégation canadienne. B. Mulroney réitéra ces propos à plusieurs reprises dans les commissions ainsi que dans la conférence de presse finale lors de la clôture du Sommet le 19 février.

¹⁵⁹Au sujet de la reconquête du pouvoir de l'ancien Premier ministre libéral voir Bergeron, Gérard. « Le mystère de la résurrection politique de Robert Bourassa » *A nous autres. Aide-mémoire politique par le temps qui court*. Montréal, Québec/Amérique, Collection : dossiers de document, 1986, p. 75-81. Daniel Vernet, « Deuxième souffle de Robert Bourassa », *Québec 450 ans après* Paris, Le Monde, juin 1984, p.3.

¹⁶⁰Cf. Discours inaugural de Robert Bourassa, au Premier sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française de Versailles le 17 février 1986. Nous versionons l'intégralité de cette allocution dans les annexes (Appendice N).

Reprenant les thèmes principaux de la conférence, il fait du lien culturel qui unit les francophones le gage d'une coopération efficiente et harmonieuse qui à son tour pourra rendre possible l'établissement de rapports internationaux multipolaires se nourrissant d'une diversité culturelle. A Versailles, le Québec délaissa de façon participative les derniers oripeaux d'un Etat subnational traumatisé par le fait minoritaire et la survivance, pour s'engager officiellement et résolument, dans une structure internationale au sein de laquelle il est membre à part entière en se plaçant lui-même dans un continuum francophone vecteur d'universalité.

a) Le caractère original de notre entreprise qui doit rester un effort de concertation permanent sur les grandes questions de notre temps et apporter par là une contribution significative à l'instauration d'un nouvel équilibre mondial. b) La mission de la langue française comme porteuse de progrès et de modernité et comme facteur de dialogue entre nos cultures. c) Le besoin urgent de traduire notre solidarité réaffirmée dans des programmes concrets et mobilisateurs en vue du progrès scientifique et technique, de la formation et de la maîtrise de nouvelles technologies et plus largement de développement solidaire¹⁶¹.

Le Sommet de Versailles loin d'être seulement la première des grand-messes de la francophonie, s'orienta résolument vers le multilatéralisme et l'action concrète ; cette nouvelle étape dans la construction francophoniste ne pouvant qu'étendre l'espace paradiplomatique du Québec dans la francosphère. Enfin, l'Etat fleurdélié par le précédent que constituait son statut de gouvernement participant se garantissait une sécurité certes à minima, mais réelle cependant en cas de retour à l'orthodoxie fédérale. Ce qui sera le cas avec les mandats de Jean Chrétien et de ses lieutenants : « *C'est au Canada à décider qui parlera (...) à l'étranger*¹⁶² ». En guise d'ultime consécration, le Québec put annoncer par l'intermédiaire de R. Bourassa que le deuxième Sommet de la Francophonie se tiendrait l'année suivante dans la capitale historique de l'Amérique française. Ce que B. Mulroney considérait non seulement comme normal, mais comme une chance pour le Canada : « *Nous voyons avec enthousiasme la tenue d'un deuxième Sommet de la francophonie au Canada, à Québec, (...) c'est une dimension vitale non seulement de notre vie nationale mais une dimension importante de nos vies collectives*¹⁶³. » Si la France républicaine mit à la disposition de tous les francophones les

¹⁶¹Cf. Actes du Sommet de Versailles ou se référer à Tétu, Michel. *La francophonie*.

¹⁶²Propos du Premier ministre P.E. Trudeau, cités par Godin, Pierre. *René Lévesque. L'espoir et le chagrin*, Montréal, Boréal, p. 380.

¹⁶³Conférence de presse conjointement donnée par François Mitterrand et Brian Mulroney à l'issue du Sommet au château de Versailles le 19 février 1986. Cf. annexes (Appendice O).

ors du siècle de Louis XIV et contribua financièrement avec le Canada, la Belgique et le Québec à l'essentiel du budget, les différents acteurs politiques et institutionnels de l'espace francophone eurent évidemment un rôle primordial à jouer et parvinrent à influencer les délibérations de la Conférence¹⁶⁴. Versailles fut donc très éloigné des us et coutumes en vigueur lors des Sommets franco-africains où les interlocuteurs étaient encore engoncés dans leur condition sclérosante d'ex-colonie¹⁶⁵ ou de métropole coloniale. Le bon déroulement de ce premier Sommet est une preuve de la maturité de ceux que la colonisation avait pourtant placé dans la sujétion qu'elle soit politique ou culturelle. La meilleure illustration de cet élément est sans doute la déclaration du président burkinabé :

La langue française a d'abord été celle du colonisateur, mais aujourd'hui, nous l'utilisons non plus comme le vecteur d'une quelconque aliénation culturelle, mais comme un moyen de communication avec les autres peuples". La langue française, doit, [selon lui] accepter les autres langues comme expressions de la sensibilité des autres peuples (...) Le Burkina Faso attend beaucoup de la culture des autres pour s'enrichir davantage...

A travers Versailles s'instaura donc, l'amorce d'un nouveau dialogue multilatéral francophone¹⁶⁶ dotant chacun des Etats membres d'une reconnaissance propre, induisant réciproquement une ouverture en direction de toutes les variantes francophones des cinq continents, puis en direction des autres cultures. Ce multilatéralisme francophone conjugué à l'exception culturelle française mènera à une prise de conscience mondiale. L'aboutissement de cette synergie sera la ratification de la Convention sur la diversité culturelle de l'UNESCO en 2005. Si le Sommet de 1986 ne s'attaqua que partiellement aux nombreux problèmes concernant les réalités francophones, c'était un début qui portait en lui-même autre chose que la confrontation partisane, la rancœur coloniale ou l'ethnicité des tribalismes et du communautarisme.

¹⁶⁴L'appellation même de « Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français » est une formulation proposée par la délégation vietnamienne.

¹⁶⁵Khazbadar Cherif, « L'héritage gaulliste : l'influence culturelle française dans le monde est tributaire des apports étrangers que le pays assimile » *Le Monde*, 12 mai 1987, p.2.

¹⁶⁶Entre autres intervenants, le Premier ministre tunisien, Mohamed Mzali dans son allocution lors de l'ouverture du Sommet rappela quant à lui que « nos cultures sont en péril (...) qu'il est vital de constituer un rassemblement économique, scientifique et technologique qui puisse en l'absence d'un véritable dialogue Nord-Sud, établir une solidarité concrète entre pays riches et pays démunis... Dans la concertation, nous pensons pouvoir établir un front contre la pauvreté... »

Conscient de ce rendez-vous individuel et collectif que les francophones prenaient avec eux-mêmes et la communauté internationale, le Premier ministre canadien déclara à la tribune officielle à l'intention des délégations et du Québec :

Si la vocation de la francophonie est clairement énoncée, de façon à susciter l'adhésion unanime de ses membres, elle pourrait faire de ce Premier Sommet un facteur de régénération du système multilatéral international (...) Reconnaissons que c'est par des réalisations concrètes que doit se traduire l'appartenance à cette communauté (...) Une langue, si belle soit-elle, ne survit pas uniquement par elle-même, mais aussi par la vigueur et la créativité de ceux qui l'ont reçue en dépôt¹⁶⁷.

Pour sa part, le Premier ministre québécois Robert Bourassa proposa d'examiner d'une manière approfondie, la possibilité d'établir un nouveau Plan Marshall « *qui permettrait le transfert des surplus alimentaires accumulés à grands frais par les pays riches aux pays du Tiers-monde qui en ont besoin*¹⁶⁸. » Le Premier ministre Mulroney dénonça de façon virulente l'Apartheid, tout comme il le fera au sein des Sommets du Commonwealth. Dès sa création et bien que la Francophonie compte parmi ses rangs des dictateurs et des autocrates, elle s'engagea dans la voie de la défense des principes humanistes et des droits de l'homme et vota une résolution contre l'Apartheid.¹⁶⁹ Les pays du Sud abordèrent de leur côté des questions comme l'endettement des pays pauvres et le déséquilibre Nord-Sud. Le développement technologique, les communications et l'éducation furent également à l'ordre du jour.

Le président sénégalais Abdou Diouf, Président en exercice de l'OUA demanda « *l'application effective et immédiate des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud*¹⁷⁰ », seul moyen de mettre rapidement fin à l'apartheid et proposa la tenue d'une conférence internationale sur l'Afrique du Sud le 16 juin 1986, date du dixième anniversaire du soulèvement de Soweto. Abordant ensuite le problème de la dette africaine, le Chef de l'Etat sénégalais mit une nouvelle fois en avant, l'idée d'une taxation des activités d'armement qui serait redistribuée au profit du développement¹⁷¹.

¹⁶⁷Extrait du discours que prononça Brian Mulroney lors de l'ouverture du Sommet, le 17 février 1986.

¹⁶⁸Mario Roy « [Robert] Bourassa teste l'entente avec Ottawa en proposant un nouveau plan Marshall [au Sommet des pays francophones] » *La Presse*, 8 février 1986.

¹⁶⁹Mario Roy, « Le sommet francophone entame ses délibérations: le Canada fait adopter une résolution contre l'apartheid », *La Presse*, 18 février 1986.

¹⁷⁰Cf. Son allocution à la tribune officielle du Sommet le 17 février 1986.

¹⁷¹*Ibidem*.

Le Président malgache Didier Ratsiraka rappela quant à lui, la proposition d'une conférence internationale sur la dette africaine dont le principe avait été retenu lors du dernier Sommet franco-africain en décembre 1985. Avec ce premier Sommet, la famille francophone allant de la francité à la francophonie et à la *francophonie*¹⁷² parvint à surmonter ses principales divisions pour envisager de nouveaux comportements et l'affirmation de valeurs humanistes basées sur l'équité et la coopération, ce qui constituait une première¹⁷³. La voix du Québec à Versailles se fit à nouveau le relais de cette ambition que nombreux jugèrent disproportionnée. Robert Bourassa déclara à ce propos : « *La communauté francophone peut apporter un témoignage éminent et une contribution originale à la communauté mondiale et à la mise en place d'un nouvel ordre international*¹⁷⁴ ».

Ainsi, malgré les critiques du Président algérien Boumediene¹⁷⁵ selon lequel : « *La francophonie est une forme déguisée de l'impérialisme français* », à partir de Versailles, la Francophonie devint une entité politique internationale originale basée sur la langue et la culture, ne se référant ni à un ancien lien colonial, comme cela est le cas du Commonwealth, ni à un espace géographique donné comme avec l'OUA ou le MERCOSUR, ni à une pratique religieuse comme l'Organisation de la Conférence islamique ou encore économique comme pour les Etats du G8 ou l'ALENA. l'UE...

¹⁷²Ainsi le représentant du Vanuatu prit la parole en Anglais pour exprimer la satisfaction de son gouvernement de voir la francophonie devenir une organisation internationale et intégrer l'ensemble des parlants français qu'ils soient majoritaires ou ultra minoritaires, comme cela était le cas dans son propre pays. *Libération* rapporte également que Brian Mulroney a lui même utilisé l'anglais pour prendre la parole.

¹⁷³Afin de dépasser l'étape de l'intention, on chargea une dizaine de délégations de rédiger des rapports de synthèse sur des axes précis abordés à Versailles. Le Sénégal fut chargé de l'économie mondialisée et des finances des pays du sud. La Tunisie de la formation et du transfert de technologie entre les pays du Nord et du Sud. Le Québec de la coopération énergétique et informatique, le Canada des banques de données et des nouveaux réseaux de communication, la France des industries de la langue et de la place du français dans les organisations et les réunions internationales, le Gabon des médias et des industries de la culture, la Belgique de la production en langue française, le Mali de la place du français dans les pays non francophones et le Burundi de l'interculturalité et des aires culturelles.

¹⁷⁴Cf. Martin, Y ; Turcotte D. *Le Québec dans le monde*, [textes et documents], Québec, 1994, p. 126.

¹⁷⁵Pour une vision historique plus nuancée des rapports de la francophonie et de l'enracinement de la langue française en Algérie mais laissant une large part au péché originel colonialiste nous recommandons la lecture de l'article de Chikh Slimane « l'Algérie face à la Francophonie », in Slimane Chikh, Mahdi Elmandjra, Baccar Touzani. *Maghreb et francophonie*. Paris, Economica, collection coopération, 1988, p. 1-27. Voir également Maougal, Mohamed. *Francophonie et arabophonie. Essai sur les questions linguistiques*. [Thèse de sociologie non publiée], Paris, Université Paris VII, 1974.

« Maintenant il s'agit de rester fidèle à soi-même, il faut s'inventer tous les jours¹⁷⁶ »

François Mitterrand

7.2.2 - Les décisions pratiques de Versailles : en attendant celles de Québec où la Francophonie politique en acte.

Si Versailles fut une réussite à la fois politique et en terme de symbole pour le Québec et pour les différents intervenants francophones France et Canada en tête, c'est en grande partie parce que les sujets de discorde furent aplanis en amont, par le travail des sherpas présidés par l'ambassadeur français Jacques Leprette. Mitterrand, Mulroney, Diouf, Bourassa incarnèrent le second souffle de la francophonie, mais sans cette étape le Sommet n'aurait pu véritablement fonctionner et prendre les premières mesures urgentes que la communauté francophone exigeait. Le premier Sommet arrêta les grands principes qui fondent encore le suivi des Sommets francophones : le refus de créer des institutions nouvelles et le fait de confier l'exécution des programmes décidés par les sommets à des opérateurs où le Québec siège de façon autonome comme l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) ou l'AUFELF. La plupart des études abordant de loin la problématique francophoniste tirent un bilan globalement critique des Sommets, non sans quelques motifs il est vrai, nous avons nous-même souligné dans les parties II et III de notre thèse certaines des carences les plus importantes de la Francophonie.

Cependant, si les décisions de ce Sommet historique peuvent paraître modestes au regard des ambitions, des besoins de la Francophonie et des inégalités francophones, il faut néanmoins garder à l'esprit que la convocation et le bon déroulement de cette réunion¹⁷⁷ sont déjà une importante réussite¹⁷⁸. De part leur proximité nous pensons qu'il est nécessaire de voir dans les Sommets de Québec et de Versailles, le socle de la Francophonie politique et de leur accorder un bilan déjà conséquent. Les mesures promulguées par le Sommet des Chefs d'Etat furent marquées par un souci majeur de matérialisation immédiate, les expériences de l'UCF, de l'AUFELF ou de l'ACCT servirent sans doute de garde-fous.

¹⁷⁶Conclusion de son discours de clôture du Sommet le 19 février 1986.

¹⁷⁷Avec plus des ¾ des Etats francophones pouvant légitimement aspirer à y participer.

¹⁷⁸[Anonyme] « 120 millions de francophones représentés à Versailles, » *La Presse*, 14 février 1986.

L'approche budgétaire de ce premier Sommet, illustre également la volonté de rupture avec l'endémie financière qui asphyxia nombre des grands projets francophonistes et contre laquelle, Jean-Marc Léger mettait en garde depuis plus de trois décennies, en ayant fait l'amère expérience. C'est ce qui explique que les "28 décisions pratiques" importantes ou plus modestes du Sommet francophone annoncées par F. Mitterrand le mercredi 19 février, soit toutes budgétées à l'unanimité des délégations représentées et qu'un comité de suivi¹⁷⁹ soit instauré pour en surveiller la stricte application¹⁸⁰. Jean-Marc Léger et Christian Latortue furent associés à ce comité en tant que chef de réseau de la culture et de la communication pour le premier et de l'énergie pour le second. La première réunion du comité eut lieu le 24 avril 1986, et durant les dix-huit mois qui séparent les Sommets de Versailles et de Québec, il fut la courroie d'exécution de l'utopie francophone.

Parmi les engagements pris par les Chefs d'Etat et de gouvernement à Versailles, signalons la création d'une agence internationale francophone d'images de télévision, celles-ci étaient à l'époque fournies à 98 % par des agences anglo-saxonnes¹⁸¹. La télévision par câble TV5 (France, Belgique, Suisse romande, Canada et Québec) verra son champ de diffusion étendu à l'Amérique du Nord, la Méditerranée et le nord de l'Afrique¹⁸². A partir de 1987, tous les deux ans, en même temps que le Salon du livre se déroulera un Salon du livre francophone¹⁸³. Un appui financier fut apporté au programme photovoltaïque des pays africains du Sahel en faveur de la maîtrise des petites techniques énergétiques¹⁸⁴, un baccalauréat francophone international fut institué ainsi que la création de centres de formation d'agronomes en milieu rural et sur la demande tunisienne, des centres de formation artisanale.

¹⁷⁹ Il comprend la Communauté française (Bruxelles-Wallonie) de Belgique, le Canada, la France, le Liban, le Maroc, le Québec, le Sénégal et le Zaïre. le Burundi, les Comores...

¹⁸⁰ Jacques Leprette, « le sherpa des sherpas » du Sommet en fut le principal promoteur et encouragea avec les délégations du Québec et du Canada la plupart des résolutions de ce premier Sommet francophone.

¹⁸¹ Financement : 16 millions de FF par an, dont 5 millions fournis par la France.

¹⁸² Mise française supplémentaire de 29 millions de FF.

¹⁸³ Coût : 3 millions de FF fournis par la France. Lancement, à la demande expresse du Vietnam, d'une collection populaire de cent titres d'auteurs de graphie française dont bénéficia l'ensemble des francophones : réalisation d'une "maquette de fonctionnement de la langue" pour le traitement automatique des textes. Coût : 20 millions de FF dont la moitié fournis par Paris. Création d'un prix international d'innovation linguistique.

¹⁸⁴ Coût : 5 à 10 millions de FF par an.

Enfin, soulignons le renforcement de la concertation entre les délégations francophones au sein du système des Nations Unies¹⁸⁵, qu'appelait de ses vœux le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuellar, lui même : « *La France m'a beaucoup donné, il était naturel que je tente de la servir à mon tour, d'où le combat que je mène pour la francophonie*¹⁸⁶ ». Le Québec participa financièrement à plus de la moitié des 28 résolutions et apporta en moyenne entre 5 et 20 % des ressources nécessaires à leur concrétisation. Enfin grâce au sommet de Versailles, chacune des délégations présente au sommet nomma et identifia un ministère, un secrétariat d'état ou bien une direction générale des Affaires étrangères ou de l'Education en charge de la Francophonie. En cela, le Québec et le Canada dans son sillon servirent d'exemples pour la Francophonie y compris pour la France. Paris décida qu'avec le Sommet il devenait indispensable que le pays de la francité dispose d'un Secrétaire d'Etat en charge de la Francophonie et sur proposition de J Chirac, F Mitterrand nomma l'antillaise Lucette Michaux-Chevry¹⁸⁷ à ce poste¹⁸⁸.

Au regard de tous ces éléments, Versailles fut le Sommet de la relance de la Francophonie et d'une explicitation de l'idéal senghorien, dont le Québec s'était montré durant de si longues années l'un des rares relais. C'est sur cet acquis que pourra prendre assise le Sommet de Québec¹⁸⁹.

¹⁸⁵Au sujet Cf. Charles, Lescaut. « Au siège de l'organisation des Nations unies l'usage du français est de plus en plus menacé », *Le Monde*, 5 septembre 1987.

¹⁸⁶Cf. [AFP], « M Perez de Cuellar, grand officier de la légion d'honneur : déclaration sur la francophonie » *Le Monde*, 2, novembre 1987, p. 3.

¹⁸⁷Pour d'avantage de précision sur la ministre française le Sommet et le Québec Cf. Lise Lachance. « La Francophonie vue des Sommets, visite de la ministre Michaux-Chevry. » *Le Soleil*, 14 mai 1986, B-5.

¹⁸⁸Si la francophonie souffre d'un manque de lisibilité, auquel nous nous sommes nous-même parfois heurté dans nos recherches et d'une carence d'efficacité décisionnelle de part la multiplicité des ministères, des organismes et des structures qui la concerne, Versailles est la première tentative réelle pour y remédier et diffuser et vulgariser une thématique francophone dans l'opinion publique. Pour une analyse complémentaire des relations Chirac-Mitterrand-Québec, nous renvoyons à l'article de Patrick Jarreau. « La rentrée des présidentiables M Chirac : convaincre que la rupture a eu lieu. » *Le Monde*, 9 septembre 1987, p. 8.

¹⁸⁹Cf. J-M, Léger. « La Langue française garante de l'Universel », *La Presse*, 12 décembre 1986, p. B-3/

« J'ai l'honneur, M. le Président de la République française, d'apporter l'adhésion entière et fervente du Québec au grand dessein qui conduit à la convocation de ce sommet ; j'ai la conviction que nous saurons en faire le point de départ d'une entreprise exemplaire de créativité et de solidarité¹⁹⁰. »

Robert Bourassa

7.2.3 - Le Québec l'espace francophone nord-américain et le Sommet de Versailles : rapports de force, enjeux et conséquences.

A Versailles, Québec intégra pleinement la Francophonie politique en apparaissant comme l'épicentre du rayonnement de la Francophonie nord-américaine. Ce renforcement politique et symbolique du Québec ne fut pas neutre pour l'espace francophone américain. Il attesta que le Québec était bel et bien, le cœur et le poumon de l'Amérique francophone et s'il prit part au Sommet sous l'étiquette Canada-Québec, il joua un rôle éminemment supérieur à celui de la Louisiane¹⁹¹ ou même du Nouveau-Brunswick pourtant lui aussi gouvernement participant¹⁹². Les meilleurs exemples de cette reconnaissance de la Province québécoise sont les charges de rapporteur du Sommet et celle de futur organisateur du Sommet de Québec¹⁹³ qui lui furent accordées¹⁹⁴. Ce dispositif d'apparence technique ne visant que la continuité de projet et d'action permit ainsi au Québec de pouvoir siéger librement en présence du Canada dans un Sommet international, sans que cela suscite d'interminables guerres de drapeaux et d'excessives rivalités diplomatiques¹⁹⁵. Le père du « fédéralisme rentable » et de la « souveraineté culturelle » put ainsi, une fois nommé Rapporteur général du Sommet assister à l'ensemble des délibérations et "transcender" le statut de gouvernement participant du Québec¹⁹⁶. A propos de son action durant le Sommet de Versailles, Louise Beaudoin estime : « qu'il utilisa pleinement toutes les possibilités incluses dans l'entente comme le

¹⁹⁰Discours de Robert Bourassa du 17 février 1986.

¹⁹¹L'Etat de Louisiane participe au Sommet en tant qu'invité spécial du Sommet.

¹⁹²Cf. Sabourin, Louis. « L'accord entre les gouvernements du Québec et du Canada » *Géopolitique africaine*, décembre 1986, p. 139-144.

¹⁹³Cf. Jean-Paul Bury. « Les "Sherpas" tiendront des séances de travail à Montréal et à Québec », *Le Devoir*, 30 janvier, 1986, p. A-2. Gilles Lesage. « Bourassa clôturera le Sommet de Paris et proposera le prochain pour Québec » *Le Devoir*, 4 février 1986, p. A-1.

¹⁹⁴[PC]. « Le Sommet [Lucien Bouchard] soutient qu'Ottawa s'est montré 'généreux' envers Québec », *Le Devoir*, 6 février 1986, p. A-2.

¹⁹⁵Ottawa estimait avoir déjà fait sa part dans le dossier de la Francophonie alors que le Québec était dans un rapport de force défavorable après les échecs de 1980, 1982 et la victoire des *rouges* sur les *bleus*.

¹⁹⁶Mario, Roy. « [Le Québec au Sommet Francophone]: Notre participation démontre la flexibilité du système ([Robert] Bourassa) », *La Presse*, 15 février 1986.

*firent après lui tous les Premiers ministres québécois*¹⁹⁷ ». En raison de l'alternance politique et d'un climat d'apaisement généralisé entre « *les grands blancs* », l'ambiguë R. Bourassa instigateur de la Loi 178 qui affaiblissait la Loi 101 au Québec¹⁹⁸, devint le temps du Sommet de 1986, l'un des champions de la Francophonie¹⁹⁹. Il déclara entre autre, au sujet du rôle structurant et nourricier du Québec dans la Francophonie :

Voici plus d'un quart de siècle que sont nées les premières organisations francophones, aussi bien gouvernementales que non gouvernementales, l'Agence de coopération culturelle et technique devant en 1970 consolider cet ensemble. Le Québec en fut, dès le départ, partie prenante par son gouvernement, par ses institutions, par un nombre considérable de ses citoyens. Son intérêt le plus évident l'y inclinait naturellement puisque pour nous, le dialogue et la collaboration sur tous les plans avec les autres pays et communautés de la langue française est quelque chose de vital²⁰⁰.

Robert Bourassa, à propos de son intervention au sujet d'un plan Marshall pour l'Afrique qui malmena l'accord de novembre 1985, confia au journaliste Michel Vastel que cela était calculé : « *C'est le seul sommet international où on joue un rôle distinct, où on a une place distincte, et donc où il faut que le Québec s'affirme: le précédent est créé, maintenant*²⁰¹. » Dans la bouche d'un Premier ministre du Québec appartenant à la famille libérale, cet aveu prend une tournure tout à fait singulière. Il prouve que la Francophonie est bien le seul espace où l'action du Québec peut être considérée comme autonome et "souveraine". Elle apparaît pour ce dernier comme la structure internationale où il renoue avec sa propre identité et se trouve légitimé en tant que société politique de langue et de culture française en Amérique du Nord.

Grâce à la langue française nous pouvons définir et mettre en œuvre un grand dessein pour le bénéfice de nos peuples, qui soit l'expression d'un humanisme pour notre temps. Ce que nous devons accomplir comporte une dimension universelle, car nous avons à témoigner en même temps pour toutes les cultures²⁰².

¹⁹⁷Louise Beaudoin « La "nouvelle" francophonie », *La Presse*, 3 décembre 2005.

¹⁹⁸Cette loi, que le Mouvement Québec français (MQF) qualifia de « solution byzantine », loin d'apporter l'apaisement relança la zizanie entre francophones et anglophones du Québec. Cf. P. Godin. « Canada le français au Québec. », *Le Monde*, 27 janvier 1989. Cet article donne également l'analyse du MNQ par rapport à Robert Bourassa durant les deux premiers Sommets de la francophonie.

¹⁹⁹Mario, Roy. « Bourassa choisi comme rapporteur des débats du Sommet francophone », *La Presse*, 16 février 1986.

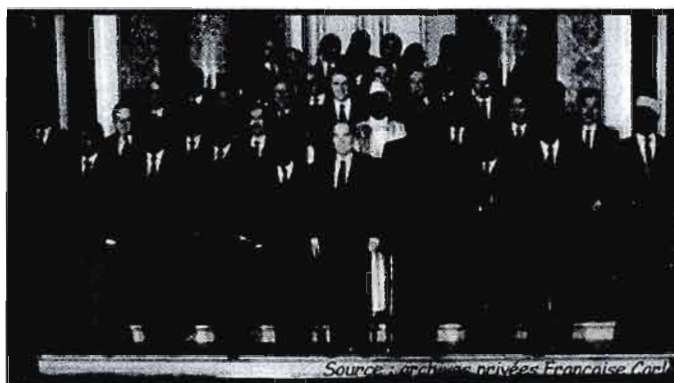
²⁰⁰Discours du 17 février versé annexes (Appendice N).

²⁰¹Michel Vastel. « Le tabouret en attendant le fauteuil », *L'Actualité*, 15 juin 2006. Voir également Jennifer Robinson. « Bourassa tries to upstage PM at summit », *The Gazette*, 18 février 1986.

²⁰²Discours de Robert Bourassa du 17 février 1986.

A partir de Versailles, le Québec instaura donc un nouveau lien avec l'espace francophone et la Francophonie devenant une communion mystérieuse de l'homme dans l'histoire. Ce que Philippe Ariès définissait comme : « *une saisie du sacré immergé dans le temps, un temps de progrès qui ne détruit pas, où tous les âges sont solidaires*²⁰³. » Ce dont la photographie suivante nous semble attester, au-delà des pratiques et des usages protocolaires, alors que précédemment les francophones étaient divisés.

Figure 7.3 - Les Chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet de Versailles



A la manière de l'accord du Lac Meech qui se voulait une mesure réparatrice afin de « *réintégrer dans le Canada le Québec dans l'honneur et l'enthousiasme.* » selon la formule de Brian Mulroney, Versailles redonna de façon durable au Québec toute sa place dans la francosphère. Ceci n'est pas une simple conjecture de notre part, Robert Bourassa déclara le 25 février 1987 au consul général de France de Québec Renaud Vignal, en partance pour les Seychelles, la "chiraquie" voulant avoir le champ libre à Québec : « *Je voudrais vous exprimer ma reconnaissance à la France d'avoir pendant vingt ans attendu le Québec, sans permettre au Canada de le minorer*²⁰⁴. » En satisfaisant les aspirations francophonistes québécoises sans compromettre la marge de manœuvre d'Ottawa sur la scène internationale, la politique de Brian Mulroney permettait à la fédération canadienne de juguler les forces centripètes qui agissaient sur le Canada, mais aussi d'évoluer tout en renouant avec l'esprit des pères fondateurs de 1867²⁰⁵.

²⁰³ Ariès, Philippe. *Le temps de l'histoire*, Monaco, Les Editions du Rocher, 1954, p. 23.

²⁰⁴ Ministère des Affaires étrangères, *Rapport de fin de mission de Renaud Vignal consul général de France à Québec*, février 1987, p. 22.

²⁰⁵ La volonté d'ouverture du nouveau Premier ministre conservateur à l'égard du Québec ne relève ni de l'amateurisme ni du suicide politique. Avec Versailles, Ottawa abandonna dans le dossier de la francophonie politique, la logique Trudeau selon laquelle tout affaiblissement de la vieille capitale était nécessairement profitable au Canada.

A travers le Sommet de Versailles, se dégage donc une nouvelle approche des rapports entre le gouvernement central, les provinces et le Québec qui se fit très nettement à l'avantage de l'Etat fleurdelisé. La participation au Sommet de Versailles de l'Acadie néo-brunswickoise implantation historique de la langue et de la culture française au Canada, et celle de la Louisiane ultime prolongement spatial et historique de la Nouvelle-France et de l'Amérique française doivent être relativisées, si on les compare au Québec. Il existe bel et bien une asymétrie entre les différents représentants subnationaux de la noosphère francophone. Le Québec démontra par ses prises de position et sa charge de rapporteur de la Conférence des Chefs d'Etat qu'en Amérique du nord, la Francophonie était avant tout une affaire fleurdelisée et l'Acadie se fit durablement distancier dans ce dossier, avant, pendant et durant le Sommet. Il est vrai que le Nouveau-brunswick représenté par son Premier ministre Richard Hatfield, unilingue anglophone qui avait pris fait et cause pour la constitution de 1982 et l'affaiblissement des provinces fut des plus discrets durant le Sommet des Chefs d'Etat²⁰⁶. Si le Premier ministre canadien fut ouvert aux revendications québécoises, il n'en fut pas de même pour celles du Premier ministre torontois qui n'obtint qu'une fin de non-recevoir, commentée non sans fierté par la presse québécoise²⁰⁷. Le Manitoba terre historique des métis²⁰⁸ qui comptait pourtant encore des foyers francophones ne put participer au Sommet en dehors de la représentation canadienne.

A Versailles, pour la première fois depuis longtemps, le comportement et les prises de position unifoliés cautionnèrent et validèrent la volonté ancienne du Québec de participer à l'institutionnalisation de la Francophonie en tant que gouvernement distinct et autonome. Avec ce premier Sommet, le Québec devint malgré sa souveraineté politique partielle, un acteur majeur de la Francophonie et surtout sa meilleure carte en Amérique. En effet sur les 6 millions de francophones de l'époque vivant au Canada seuls 15% environ se trouvaient en dehors du Québec, dans un espace plus vaste que l'Union Européenne officiellement bilingue mais dans lequel ils s'assimilaient à une vitesse accélérée, comme en témoignent tous les recensements, tandis qu'au Québec où vivaient plus de 5 millions de francophones, la re francisation de la société se poursuivait.

²⁰⁶L'Acadie néo-brunswickoise ne revint sur le devant de la scène francophoniste qu'en 1999 avec le Sommet de Moncton.

²⁰⁷[Anonyme]. « Mulroney exclut l'Ontario du Sommet francophone », *La Presse*, 19 novembre 1985.

²⁰⁸Cf. Sur la question Métis consulter Jacquin, Philippe. « Canada : la révolte des "Bois-Brûlés" » *L'Histoire*, n°83 novembre 1985. P. 35-47, ainsi que la thèse de référence rédigée par Giraud, Marcel, *Le Métis canadien. Son rôle dans l'histoire des provinces de l'Ouest*, Université de Paris [Sorbonne], 1945, 1295 p.

La Francophonie tout au long des différents sommets tout en s'affirmant comme l'expression et la représentation gouvernementale des réalités francophones, tint compte des tropismes entre les francophones et de l'anamorphose existant entre les réalités francophones de Québec, Fredericton, Ottawa, ou Bâton Rouge. Malgré cela, la plupart des commentateurs et des observateurs québécois²⁰⁹ se lamentèrent pourtant sur un prétendu strapontin québécois de Versailles, oubliant un peu vite semble-t-il que le Québec n'était pas un Etat national souverain²¹⁰ et que l'ensemble des acteurs de l'espace francophone avaient attendu pour accomplir ce premier pas en avant que cessent des affrontements Québec-Ottawa-Paris vieux d'un quart de siècle²¹¹. Ils trouvèrent anormal que la vieille capitale ne puisse pas prendre part directement aux négociations de l'OMC, de l'ALENA ou plus tard aux Conférences sur le climat et soit représentée par Ottawa, conformément au droit et aux usages diplomatique internationaux²¹².

Le Sommet constitue donc une triple réussite. En premier lieu du point de vue du nombre des participants, en second lieu par la présence "apaisée" Québec-Ottawa et les décisions prises par les Chefs d'Etats et enfin du point de vue médiatique. En effet, la Francophonie qui ne faisait que très rarement l'actualité dans les colonnes de la presse francophone²¹³ à l'exception notable du Québec et de l'Afrique, bénéficia à partir du Sommet d'une campagne médiatique plus efficace tant du point de vue du fonds des articles que du volume des publications. Michel Tétu, exégète de la Francophonie, premier chercheur à s'être réellement investi dans la relation Francophonie-médias écrivit à propos de 1986 :

L'importance du Premier Sommet fut considérable dans les milieux spécialisés. Pour l'avenir de la francophonie c'est un événement historique. La plupart des journalistes étrangers à Paris pour la circonstance relatèrent comme il se devait la conférence et ses à côtés, parfois avec une certaine grandiloquence²¹⁴.

Comme en atteste le graphique ci-dessous, c'est à partir du Sommet de Versailles que la Francophonie retrouve une audience importante dans les médias québécois, comme cela était le cas lorsque Jean-Marc Léger était journaliste à *la Presse* et au *Devoir*.

²⁰⁹A titre d'exemple, nous recommandons la lecture de Louis, Falardeau, « Québec a perdu la bataille du Sommet », *La Presse*, 15 février 1986.

²¹⁰Cf. Michel Roy. « Un strapontin pour le Québec à Paris », *La Presse*, 23 janvier 1986, p. A-6. Guy Rondeau. « Les Aléas de la Francophonie », *Le Soleil*, 23 février 1986, p. B-4.

²¹¹Cf. Claude de Mestral. « La Francophonie. Les Québécois auraient tort d'ignorer les réticences des pays Africains. », *Le Devoir*, 15 juillet 1986.

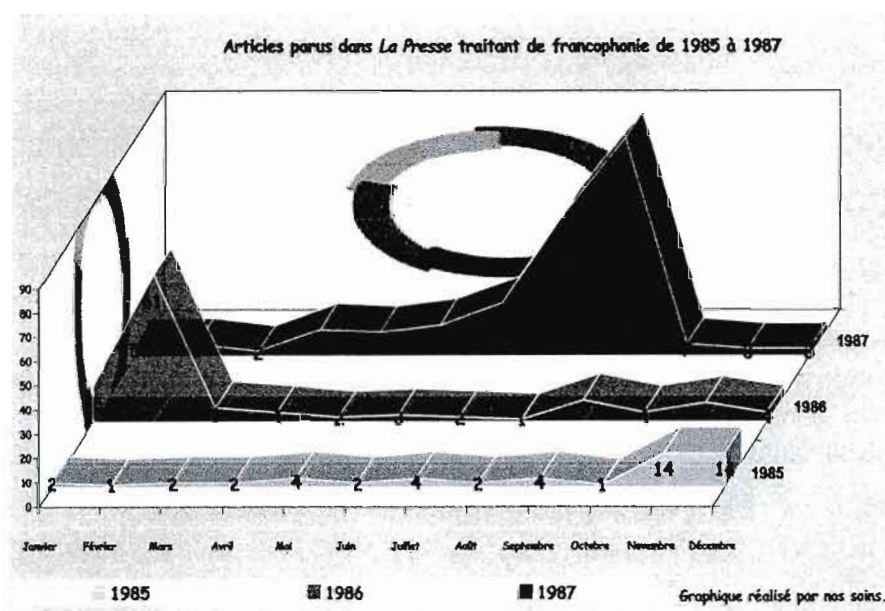
²¹²Cf. Antoine Robitaille « La France défend le Québec à Nairobi », *Le Devoir*, 17 novembre 2006.

²¹³Pour une vision plus détaillée de cette question nous renvoyons au mémoire de Devin, Daphnée, *La Francophonie et les médias à l'aube du XXI^e siècle*, Mémoire de DEA : Média et Multimédia, Paris II, 1998.

²¹⁴Tétu, Michel. *La Francophonie*. p. 283.

Ainsi, nous avons comptabilisé dans le quotidien québécois *La Presse*, lu par la classe moyenne, plus de soixante articles concernant la Francophonie parus pour le seul mois de février 1986, alors que ce sujet n'avait suscité la publication que d'un seul article en 1985.

Figure 7.4 - Le décollage médiatique de la Francophonie et le rôle des Sommets



Si le Québec et la France partagent une langue commune, une fois encore leur approche médiatique des questions linguistiques et francophones diffèrent presque du tout au tout²¹⁵. Les médias québécois, canadiens et de la francophonie consacrèrent plusieurs unes de leurs quotidiens de façon ouvertement favorable à la tentative de création d'une communauté organique et politique, tandis que les médias parisiens boudèrent globalement l'événement²¹⁶. Seuls *Le Monde*, *l'Humanité* et *La Croix* accordèrent un tant soit peu de crédit au Sommet²¹⁷ et plusieurs articles parurent tout au long de sa durée. Les motivations qui poussèrent ces quotidiens à couvrir l'événement découlent de problématiques différentes. Pour le quotidien fondé par Jean Jaurès de

²¹⁵Cf. Louis-Bernard, Robitaille. « Le Sommet de Paris soulève peu de passions en France », *La Presse*, 17 février 1986

²¹⁶*France sovr* éluda totalement l'événement ne faisant aucune référence au Sommet tandis que *Libération* n'y consacra qu'un article le 18 février intitulé : « Vie de château pour la francophonie. » *Le figaro* et le *Quotidien de Paris* trouvèrent le Sommet sans souffle et le jugèrent comme un non événement préférant consacrer de longs développements à l'envoi par le Président libyen d'un Tupolev 22 au Tchad ou à une actualité très hexagonale tournée sur les rivalités Mitterrand-Chirac.

²¹⁷Cf. Club de la Presse, *La Croix France-Culture* du mardi 27 mai 1986.

problématiques de langue et pour *le Monde* le déclencheur fut le nombre des participants, il est vrai que le quart des Etats de la planète y étaient représentés. Le seul quotidien véritablement favorable au Sommet fut le *Matin* proche du parti socialiste, qui lui consacra sa une du 18, mais le dépeignit comme une réunion essentiellement franco-africaine. Les médias radiophoniques, notamment RFI et Charles Lescault en particulier furent plus attentifs à la couverture de l'événement²¹⁸ que la télévision qui se contenta de présenter l'événement de manière superficielle comme une réunion technique²¹⁹, à l'exception du magazine *Espace Francophone*.

Versailles constitua indéniablement un dénouement positif pour le Québec et l'espace francophone international et initia le futur combat pour la diversité culturelle. Il persistait cependant de nombreux problèmes liés à la consolidation de ce dernier et à sa capacité à matérialiser les intensions en réalisations concrètes et visibles. Le plus important de ces problèmes nous semble être le fait que la Francophonie politique n'était pas appuyée par la totalité des peuples et des Etats francophones. Parmi les grands absents de Versailles on dénombrerait le Cameroun, le Cambodge si cher à Norodom Sihanouk et surtout l'Algérie qui représente pour la francophonie un enjeu tout aussi grand voire plus grand que le Québec, de part sa démographie, sa culture arabo-musulmane, euro-méditerranéenne et berbère, son économie et surtout du point de vue symbolique. L'entrée de l'Algérie dans la francophonie politique incarnée par les Sommets permettrait de dépasser la fracture coloniale. Il aura fallu 16 ans de blocage pour que la construction francophone se poursuive entre l'accord de Niamey et le premier Sommet des Chefs d'Etat francophones. Cela afin que la Francophonie devienne une réelle entité géopolitique. Une idée forte s'impose à nous, le Québec et la France sont en Francophonie ce que sont l'Allemagne et la France pour l'Union européenne, des moteurs couplés. Si les intérêts particuliers et nationaux de l'un des deux partenaires, se mettent soudain à primer de façon excessive, toute la machine se grippe, au détriment de l'ensemble de la communauté, discréditant ou entravant alors l'ensemble de l'ambitieux projet²²⁰.

²¹⁸Excepté, RFI qui par définition s'intéresse à l'actualité mondiale et à la vie culturelle francophone France Inter, France Culture et Radio Paris Ile de France, furent les médias les plus intéressés par le Sommet.

²¹⁹Nous nous référons à l'inventaire de l'INA pour la couverture du Sommet et aux différentes dépêches de l'Agence France Presse, reprises par les médias.

²²⁰Cf. II^e Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, *Actes de la deuxième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français : Québec, 2, 3 et 4 septembre 1987*. Sainte-Foy : Editions La Liberté, 1988, p.181-308.

« Les horizons culturels forment ce qu'il y a de plus secret, de plus intime en chaque personne, ce qui donne aux peuples leur identité la plus sûre²²¹. »

François Mitterrand

7.3 - Le Sommet de Québec, la francophonie nord-américaine et le Québec : dynamique et enjeux.

Le Sommet de Paris fut celui du déverrouillage de la Francophonie et de la germination de tous les espoirs francophones raisonnables ou pas, celui de Québec dès sa conception se voulut celui de la concrétisation effective²²². Il existe donc, une continuité philosophique entre les deux Sommets, Robert Bourassa parla même en évoquant celui de Québec d'un Sommet de solidarité « *collé à nos réalités collectives*²²³. » Au-delà de la consécration que l'Etat fleurdelisé retira du Sommet de Québec et que nous n'aborderons que succinctement, la littérature francophoniste s'étant déjà longuement penchée²²⁴ sur le sujet, ce deuxième Sommet symbolise aussi le rééquilibrage global de la Francophonie en direction de l'espace nord-américain²²⁵. Car si le Sommet de la vieille capitale est un âge d'or pour la francophonie québécoise²²⁶, il fut aussi celui du rayonnement de toutes les francophonies canadiennes incarnées sur le plan gouvernemental par la troïka nord américaine Québec Ottawa²²⁷ Fredericton²²⁸. Ce recentrage, se faisant d'autant plus fortement qu'il reposait sur l'appui de la Louisiane, des « Francos » des Etats-Unis, d'Haïti et des francophonies des Caraïbes métis et créoles. Abdou Diouf, déclara à ce sujet en conférence de presse :

²²¹Discours prononcé à l'ouverture du Sommet de Québec le 4 septembre 1987.

²²²Marie-christine, Kessler. « Diplomatie culturelle et Francophonie », in *La politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, PSP, 1999, p. 369-438. Paul André Comeau, « Francophonie tenue », *Le Devoir*, 21 mars 1987, p. A-8. [PC]. « L'avenir de la Francophonie se jouera au Sommet de Québec », *Le Presse*, 11 juillet 1987, p. B-3. [PC]. « Un avenir qui reste assurer : le Sommet de la Francophonie », *Le Soleil*, 12 juillet 1987, p. B-3.

²²³Propos tenus lors des allocutions des 4 et 7 septembre 1987.

²²⁴En particulier M. Tétu, X. Deniau, M. Barrat, A. Gider, A. Salon, F. Bastien, etc.

²²⁵Afin d'illustrer ce propos et de redonner l'intégralité des déclarations officielles de Robert Bourassa lors de ce Sommet, nous versions en annexe ses allocutions. (Appendice P).

²²⁶Bissonnette, Lise. « Vers une plus grande solidarité des peuples francophones. [Entretien avec R. Bourassa sur la participation du Québec au Sommet de la francophonie] ». *Forces*, n° 79, (automne 1987), p. 12-17.

²²⁷Cf. Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, « La préparation du deuxième Sommet : Ottawa se montre de plus en plus actif dans l'organisation des pays utilisant le français », *Le Monde*, 5 mai 1987. J-P Peroncel-Hugoz. « Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie », *Le Monde*, 4 septembre 1987, p. 3. Jean-Baptiste. « Sans le vouloir, la France a offert au Canada un Forum incomparable de coopération internationale : la Francophonie une fenêtre ouverte sur l'Afrique », *Le Devoir*, 28 août 1987, p. A-7.

²²⁸François Grosrichard, « Terre-Neuve entre deux icebergs », *Le Monde*, 20 juin 1987, p. 15.

Je comprends et je salue votre fierté et celle du peuple québécois, profondément attaché à sa culture française, jaloux de son identité et de son droit à vivre librement son appartenance à la grande Fédération canadienne. [...] Ici, à Québec, nous avons été saisis par le fait français en Amérique du Nord²²⁹.

Nous formons la double hypothèse que les fiascos de Meech²³⁰ et de Charlottetown²³¹ ont occulté le potentiel et la finalité des répercussions de la présence du Québec dans les Sommets de la francophonie et que 1987 constitue un événement considérable pour le Québec²³², tant pour son histoire politique que diplomatique, parachevant en quelque sorte l'aventure de la Conférence de Libreville²³³ vieille de vingt ans. A Québec, n'eut été l'apathie de Robert Bourassa, qui par anticipation avait clamé haut et fort dans les médias « *Je ne veux pas porter ombrage aux prérogatives du Canada en francophonie*²³⁴ », l'Etat fleurdélié aurait pu "rayonner" d'une façon libre et entière²³⁵. Cette liberté d'action se serait épanouie dans les limites de la pratique internationale, mais sans devoir rendre de compte, ni à Paris son allié de toujours que le PLQ trouvait de plus en plus encombrant, ni au Canada de Brian Mulroney puissance invitante du Sommet²³⁶. Ce dernier en effet, avait pris soin de définir un cadre protocolaire suffisamment flexible pour laisser Québec maître de son action dans le dossier puisqu'il était la puissance hôte²³⁷.

²²⁹Cf. Minutes de la Conférence du Sommet de Québec, cérémonie de clôture du vendredi 4 septembre 1987, p. R2-R4. Les minutes du Sommet sont consultables à la bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec.

²³⁰Jones, Richard. « Le pays désaccordé. La réconciliation nationale de 1987 est devenue le « monstre du lac Meech. Accord ou pas, les cicatrices de la bataille resteront visibles longtemps ». *Contact : le Magazine de l'Université Laval*, vol. 4, n° 3, printemps-été 1990, p. 32-35.

²³¹De nombreux ouvrages ont tenté d'expliquer les causes de cet échec. Voir entre autres Breton, Raymond. *Why Meech Failed: Lessons for Canadian Constitution-Making*. Observation n. 35, C.D. Howe Institute, 1992, 84p. Cairns, Alain C. *Disruptions: constitutional struggles, from the Charter to Meech Lake*, Toronto, The Canadian Publishers, 1991, 307p.; Momohan, Patrick J. *Meech Lake: The Inside Story*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, 340 p; Fournier, Pierre. *Autopsie du Lac Meech. La souveraineté est-elle inévitable?*, Montréal, VLB éditeur, 1990, 214 p. Rémillard, Gil. « L'Accord constitutionnel du 1987 et le rapatriement du Québec au sein du fédéralisme canadien », in *L'adhésion du Québec à l'Accord du Lac Meech. Points de vue juridiques et politiques*, Montréal, Thémis, 1987, p. 206.

²³²Cf. Houda-Pépin, Fatima. *La Francophonie : quelle francophonie? Un point de vue africain : document de réflexion préparé à l'occasion du deuxième sommet de la francophonie mondiale*. Montréal, Centre maghrébin de recherche et d'information, collection dialogue, 1987, 26 p. Denis Lessard. « Le Sommet de Québec constitue le plus important triomphe diplomatique pour le Québec. », *Le Soleil*, 29 août 1987.

²³³Denis Lessard. « Le Sommet de Québec: Québec est satisfait de sa participation au sommet », *La Presse*, 4 septembre 1987.

²³⁴Propos rapportés par Denis Lessard. « Robert Bourassa, promet », *La Presse*, 2 septembre 1987.

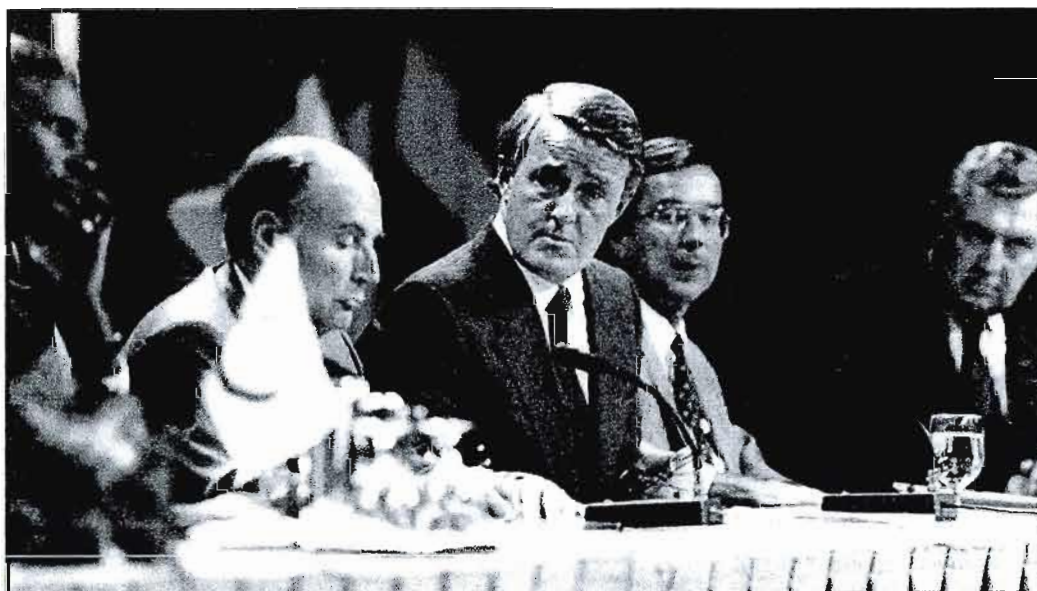
²³⁵Cf. André Pépin. « Le Sommet ne réussit pas à faire vibrer la Vieille Capitale, la francophonie reste encore un concept de fonctionnaire. », *La Presse*. 30 août 1987.

²³⁶Cf. Joonced, Khan. « Le Sommet de Québec : le Tiers-monde francophone joue Ottawa contre Paris », *Le Soleil*, 29 août 1987.

²³⁷Cf. J-P Péroncel-Hugoz, « L'ouverture du sommet francophone de Québec au nom de la reine d'Angleterre », *Le Monde*, 3 septembre 1987, p.3.

Brian Mulroney déclara en séance plénière : « *A aucun moment nous n'avons considéré que cette entreprise était l'affaire du Canada seul. Le Sommet de Québec devait être l'affaire de tous nos pays*²³⁸. » Comme l'illustre la photographie ci-après, le Québec était en première ligne lors du deuxième Sommet de la Francophonie, siégeant à la tribune officielle, il était "l'égal" de la France, du Canada et des autres Etats de la Francophonie.

Figure 7.5 - La tribune officielle du sommet de Québec



Source : ministère des Relations internationales du Québec

Robert Bourassa tout en affichant ostensiblement tout au long de la Conférence sa satisfaction et sa fierté d'être parvenu à se faire reconnaître en tant que partenaire à part entière²³⁹, se borna dans le même temps à prendre acte de la situation, laissant à d'autres les initiatives de poids et les projets ambitieux²⁴⁰.

²³⁸Cf. Minutes de la Conférence du Sommet de Québec, cérémonie de clôture du vendredi 4 septembre 1987, p. R-8.

²³⁹Cf. [PC]. « [Le Sommet de Québec], Mulroney : solidarité nouvelle. Bourassa : une occasion unique, la cérémonie d'ouverture devant 1500 invités », *Le Devoir*, 3 septembre 1987, p. A-12 ; [PC]. « [Gil] Rémillard à tracé un bilan très positif du Sommet de Québec : on assiste à la création d'un véritable espace francophone », *Le Devoir*, 9 septembre 1987, p. A-11.

²⁴⁰Cf. [PC], « Ottawa, doublera sa contribution financière à l'ACCT », *Le Devoir*, 11 juillet 1987, p. A-10. [AFP]. « La France doublera sa contribution financière [à la Francophonie] », *Le devoir*, 28 août 1987, p. A-2.

En acceptant l'invitation que nous vous avons adressée, (...) de poursuivre ici au Québec, les échanges initiés en France, vous faisiez honneur au gouvernement que je dirige et à la population qu'il représente. (...) Dans cette ville et dans cette Assemblée nationale, qui est au cœur de l'histoire collective du Québec s'est affirmée notre interdépendance de destin. Vous êtes venus d'Afrique des Antilles, d'Asie des Caraïbes, d'Europe et du Proche-orient pour construire avec nous l'espace francophone universel²⁴¹.

S'il est exact que Québec fut le sommet de la reconnaissance incontestable de l'action ancienne et réelle des Québécois et de l'Etat fleurdelisé²⁴² en francophonie²⁴³, le Premier ministre Bourassa n'en était certainement pas la meilleure et surtout la plus fiable des incarnations²⁴⁴ nous en avons donné plusieurs exemples dans le chapitre VI. Ce qui s'annonçait comme l'aboutissement et la consécration de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry des années soixante ne fut qu'une consolidation des positions de la « *Belle province* » en francophonie²⁴⁵. En cela, nous partageons l'opinion de René Lévesque au sujet du Sommet de 1987, exprimée non en tant qu'homme politique, mais en tant que journaliste et commentateur de l'actualité internationale, sa passion des débuts.

Ce deuxième sommet n'aura pas été la perpétuelle dernière chance des pessimistes, n'y évidemment l'élan fulgurant dont pouvaient rêver les optimistes. (...) mais il a été en quelque sorte cette minute de vérité que commandait le plus simple bon sens à savoir qu'ils étaient tous là à décider s'ils voulaient que ça marche, et ça a marché, et ça semble prometteur²⁴⁶.

²⁴¹Cf. Minutes de la Conférence du Sommet de Québec, cérémonie de clôture du vendredi 4 septembre 1987, p. R-5.

²⁴²Cf. [Anonyme], « Francophonie An II », *Le Monde*, 7 septembre 1987, p. 1. Ou encore Le Goff Jay-Rayon, Maïté *Le Québec dans la francophonie et sa contribution au sommet de Québec*. Québec Publications du Québec, [Rapport rédigé pour le pour le compte du MRI], 1988, 34 p.

²⁴³Claire Harvey. « Le Québec au sein de la Francophonie : Une occasion de rayonner à l'étranger et de faire le pont entre les Québécois et les peuples d'autres cultures », *Le Devoir*, 14-15 mars 1998.

²⁴⁴Lisée, J-F. *Le tricheur*.

²⁴⁵Cf. André, Pépin. « Le Sommet de Québec: un Sommet francophone sans incident fâcheux », *La Presse*, 5 septembre 1987. [PC]. « [Robert] Bourassa : la Francophonie c'est un investissement. » *Le Devoir*, 29 août 1987, p. A-1. Bélanger, Louis. « Les enjeux actuels de la participation du Québec à la Francophonie multilatérale : de la paradiplomatie à la protodiplomatie », *Politique et Sociétés*, [numéro spécial s'intitulant Prisme nationaux de la francophonie], vol. 16, n°1, 1997, p. 50-52.

²⁴⁶René Lévesque, *Le Monde*, 6 septembre 1987, Ces propos sont repris dans l'article de Lia Lévesque. « René Lévesque fait ses prédictions à l'égard de la francophonie », *La Presse*, 14 octobre 1987 p. C-1. Il avait déjà exprimé ce même point de vue dans l'article d'Emmanuel Bilodeau. « René Lévesque revient au métier avec la francophonie en question. », *La Presse*, 15 août 1987.

« Sans institutions trop lourdes, la francophonie se met en place, elle avance, elle a décidé de se perpétuer²⁴⁷ »

François Mitterrand

7.3.1- Le Sommet de Québec (2-4 septembre²⁴⁸), ou l'institutionnalisation²⁴⁹ de la Francophonie.

Pour le second Sommet de la Francophonie, quarante et une délégations furent représentées dans la vieille capitale, soit autant qu'à Versailles²⁵⁰. Le Sommet de Québec adopta dès le premier jour, une série de neuf résolutions sur la politique internationale. Certes, elles apportèrent peu de nouveautés sur le plan diplomatique, si l'on tient compte des thèmes abordés lors du Sommet de 1986, mais témoignent de la vigueur du jeune mouvement francophone et de sa volonté à s'affirmer comme forum international. Ces résolutions portent sur le Tchad, le Liban²⁵¹, l'Afrique du Sud, la situation économique internationale, Haïti, la politique agricole, l'environnement, la guerre Iran-Irak et le Moyen-Orient. Sur ce dernier point, le Canada fit bande à part en émettant des réserves sur la reconnaissance du « droit des Palestiniens à l'autodétermination », expression qu'il souhaitait voir remplacer par la notion de « foyer national »²⁵². Sur le Tchad les participants évitèrent toute allusion à la situation politique et militaire se bornant à créer un fonds pour l'éducation laissé à la générosité des pays.

²⁴⁷Propos rapportés dans « Le sommet de Québec Vers une " institutionnalisation " de la francophonie », *Le Monde*, 6 septembre 1987.

²⁴⁸Martine Jacot [Correspondante] « La visite du premier ministre au Canada. M. Jacques Chirac est le meilleur ami du Québec » estime le chef du gouvernement de la province, *Le Monde*, 29 août 1987, p. 4. Martine Jacot [Correspondante] « Le deuxième sommet francophone : Québec Ottawa pour accueillir plus de 40 chefs d'Etat et de gouvernement », *Le Monde*, 1^{er} septembre 1987, p. 6. [Anonyme] « 43 délégations réunies à Québec, MM Mitterrand et Chirac au sommet francophone », *Le Monde*, 2 septembre 1987, p. 1.

²⁴⁹[Anonyme] « Le Sommet de Québec vers une institutionnalisation de la francophonie », *Le Monde*, 7 septembre 1987, p. 3.

²⁵⁰16 chefs d'Etat Bénin : M. Kérékou, Burundi : J-B. Bagaza, Comores : A. Abderemane, Djibouti : H. Aptidon, France : F. Mitterrand, Gabon : O. Bongo, Guinée : L. Conté, Guinée-Bissau : J. B. Vieira, Liban : A. Gemayel, Madagascar : D. Ratsiraka, Mali : M. Traoré, Mauritanie : M. Sid'Ahmed Taya, Rwanda : J. Habyarimana, Sénégal : A. Diouf, Togo : G. Eyadéma, Zaïre : M. Sésé Séko, 10 chefs de gouvernement Belgique : W. Martens, Canada : B. Mulroney, Dominique : M-E Charles, France : J. Chirac, Luxembourg : J. Santer, Monaco : J. Ausseil, Niger : H. Algabid, Nouveau-Brunswick : R. Hatfield, Québec : R. Bourassa, Sainte-Lucie : J. Compton, 15 autres chefs de délégation Communauté française de Belgique : P. Monfils, Burkina Faso : D. Barry, Centrafrique : J-L. Psimhis, Congo : A. Ndinga-Oba, Côte d'Ivoire : S. Aké, Egypte : B. Boutros-Ghali, Haïti : L. Hector, Laos : K. Vougsay, Maroc A. Filali, Maurice : C. Jesseramsing, Seychelles : D. de Saint-Jorre, Suisse : E. Brenner, Tchad : H. Grinky, Tunisie : H. Mabrouk, Vietnam : N. Huu Tho.

²⁵¹Denis Lessard. « Le Sommet de Québec : appel du Québec pour la création d'un fonds afin de reconstruire le Liban dévasté. », *La Presse*, 5 septembre 1987.

²⁵²Cf. Gilles Paquin. « Le Sommet consolide son unité politique », *La Presse*, 3 septembre 1987.

Le Canada annonça qu'il doterait ce fonds d'un million de dollars canadiens (4,60 millions de FF). Une formule similaire fut retenue pour le Liban. Les participants demandèrent à l'Iran et à l'Irak l'application "sans délai" de la résolution adoptée le 20 juillet dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu immédiat. L'Afrique du Sud fut condamnée pour sa politique d'apartheid et les francophones demandèrent à Pretoria d'ouvrir sans attendre, des négociations avec la majorité noire. Les pays francophones : *« s'engagent à maintenir les pressions économiques et politiques sur le gouvernement d'Afrique du Sud »*²⁵³ précise la résolution finale de la Conférence.

Le gouvernement d'Afrique du Sud doit clairement déclarer son intention de démanteler l'apartheid, mettre fin à l'état d'urgence, libérer tous les prisonniers politiques (y compris Nelson Mandela) et lever l'interdit frappant le Congrès national africain (ANC) et d'autres organisations politiques anti-apartheid.

Lors de ce deuxième Sommet de la Francophonie, tout comme à Versailles et plus tard dans les 9 autres conférences, les Québécois purent se positionner en tant qu'acteurs dans un forum international, sur des sujets d'actualités sur lesquels ils n'auraient jamais pu prendre la parole ou bien avoir un tant soit peu d'influence, s'ils n'adhéraient pas à une instance internationale. Si la Francophonie n'est pas l'ONU ou même la CEE, elle dispose de la légitimité internationale que lui confère ses Etats membres et les millions d'êtres humains qui les peuplent qu'ils soient entièrement ou seulement partiellement francophones. Cette condamnation de l'apartheid par la francophonie, se fit bien avant celle du Commonwealth et participa à forcer la main du Royaume-Uni qui s'était opposé à cette condamnation. Le Commonwealth pouvait faire difficilement moins que la Francophonie dans ce dossier, surtout avec l'appui du Canada²⁵⁴ et de l'Afrique francophone²⁵⁵. A Québec, à l'inverse de Versailles la situation économique mondiale et la question de la dette²⁵⁶ furent abordées en termes très généraux. Les participants estimèrent que cette dernière posait des problèmes extrêmement difficiles et nécessitait un traitement spécial ; ce changement d'approche fut soutenu par Québec.

²⁵³ Sur ce dossier de l'apartheid, une mesure concrète fut décidée par les francophones consistant à mettre en place un système de "bourses d'études pour venir en aide aux victimes de l'apartheid. Le Canada offrit 260 000 dollars pour participer à cette "action de solidarité", le Québec s'abstiendra de lui enjoindre le pas, contrairement à l'Europe.

²⁵⁴ [Anonyme], « Canada can help » *The Gazette*, 27 janvier 1987.

²⁵⁵ [Anonyme] « Le Sommet de la francophonie à Québec en septembre dernier et la Conférence du Commonwealth à Vancouver à la mi-octobre condamne [l'Afrique du Sud], » *La Presse*, octobre 1987.

²⁵⁶ J-P Péroncel-Hugoz, « La France et le Canada doivent se concerter pour éviter des frictions nous déclare Michel Aurillac » [Ministre des Affaires étrangères français], *Le Monde*, 5 septembre 1987, p.3.

Les participants adoptèrent enfin deux résolutions sur la lutte contre la désertification et les calamités naturelles²⁵⁷. La résolution sur Haïti ne disait pas un mot de la situation politique difficile de l'île²⁵⁸ mais s'attachait aux problèmes écologiques du pays. Au premier Sommet de Paris, les francophones avaient été nettement moins ambitieux, se contentant d'une seule résolution sur l'Afrique du Sud²⁵⁹. Celles de Québec prouvent que si en raison de la diversité des régimes composant le mouvement, les Etats ne pouvaient avoir de position très tranchée, ils n'hésitaient plus à débattre des grands problèmes mondiaux²⁶⁰. La « Belle Province » put agir souverainement, sous l'œil attentif et vigilant de Brian Mulroney de plus en plus critiqué par le Canada anglais pour sa trop grande compréhension à l'égard du Québec²⁶¹ qui n'était depuis la Constitution de 1982 qu'une des dix provinces du Canada²⁶².

« La politique de l'imaginaire résulte d'un ensemble de faits où le désir et la nécessité s'interfèrent²⁶³. »

Dominique Guérin

7.3.2 - Les décisions pratiques du Sommet de Québec.

En février 1986 au Sommet de Paris, les " bonnes résolutions " des participants à la première Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français étaient de l'avis général trop nombreuses. Elles étaient 96 à l'origine, mais 28 seulement furent collectivement adoptées et obtinrent finalement une budgétisation ; leur financement se faisant au détriment de l'ACCT dont le budget fut in fine amputé de 30%. A Québec, à l'inverse les dirigeants francophones représentés ci-après en séance plénière

²⁵⁷J-P Péroncel-Hugoz, « [La francophonie] Le merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial », *Le Monde*, 3 septembre 1987, p.3.

²⁵⁸Gilles Toupin. « Il y aura des élections démocratiques en Haïti en novembre : Luc Hector, représentant d'Haïti au sommet [l'affirme] », *La Presse*, 2 septembre 1987.

²⁵⁹Cf. G. Toupin. « Le Sommet de Québec : Afrique du Sud, les Noirs en appellent à la francophonie », *La Presse*, 3 septembre 1987. William Johnson. « Mulroney's war on South Africa would ignore other villains » *The Gazette*, 14 octobre 1987.

²⁶⁰Nancy wood. « Anti-apartheid plea receives lukewarm help », *The Gazette*, 3 septembre 1987. NANCY WOOD - Our message is very brief, very clear," he said. Makatini said La Franco

²⁶¹Cf. [Anonyme], « Bill represses francophones », *The Gazette*, 21 septembre 1987.

²⁶²Donald, Charrette, « Après le Sommet de Québec, Bourassa se frotte les mains: le Québec gagne une bataille, pas la guerre », *La Presse*, 8 septembre 1987. Gretta Chambers. « Francophonie: Last chance for Quebec. » *The Gazette*, 9 octobre 1987.

²⁶³Guérin, Dominique. *La politique de l'imaginaire*. Paris, Mouton, 1974, p. 62-63.

s'attachèrent à mettre sur pied des projets concrets et réalisables à court terme²⁶⁴. Pour preuve de cet effort, signalons qu'alors qu'en deux ans (1986-1987) 270 millions de FF²⁶⁵ furent dépensés pour la Francophonie, un montant sensiblement égal fut affecté à des programmes pour la seule année 1988 ; la France et le Canada ayant décidé de doubler leur mise²⁶⁶. Robert Bourassa, au nom du Québec proposa une réduction progressive de la dette des pays du Tiers-monde, et que la Francophonie veille à limiter l'endettement de ces pays en accroissant la coopération. Ce qui était la prolongation de son intervention de Versailles²⁶⁷, mais contrairement à celle-ci, restait un projet très flou.

Comme vous le savez, le Québec peut, après discussion avec le gouvernement fédéral faire des suggestions. Je l'ai fait l'an dernier. Je l'ai fait encore une fois, cette fois ci [sic], des suggestions ayant trait à l'économie internationale. Nous entendons parler très souvent d'endettement, de prix des matières premières, des fluctuations dans les prix des matières premières. J'ai proposé cet après-midi, une formule qui permet de régler ces problèmes d'une façon non ponctuelle, d'une façon plus à long terme [sic]. Une formule qui se trouve à lier l'endettement et la baisse des matières premières et qui permettrait au pays de pouvoir planifier plus rapidement²⁶⁸.

Le Premier ministre Bourassa, tout en affirmant que sa proposition était simple à appliquer répondit en anglais conformément à l'usage parlementaire, à un journaliste anglophone qui lui demandait des précisions sur son projet et sur l'éventualité d'un effacement de la dette il répondit : « *The Quebec Government, of course, has not budget for that*²⁶⁹. » Malgré ce "demi-échec" de Québec, cinq secteurs d'activité qualifiés de porteur d'avenir furent retenus : l'agriculture, l'énergie, la culture et les communications, l'information scientifique et le développement technologique ainsi que les industries de la langue en ce qui concerne les technologies appliquées au français²⁷⁰. L'accent fut surtout mis sur la formation, l'audiovisuel, les banques de données et d'une manière générale, toute l'informatique. Par ailleurs, les institutions multilatérales de la Francophonie demeurèrent pratiquement inchangées.

²⁶⁴ Jean-Paul Lefebvre. « Francophonie et priorités ». *La Presse*, 30 septembre 1987.

²⁶⁵ 46 millions de dollars canadiens.

²⁶⁶ Lucien, Thibeault. « Une aide intéressée du Canada aux pays africains », *La Presse*, 5 octobre 1987.

²⁶⁷ Cf. Denis Lessard. « Le Sommet de Québec, Robert Bourassa propose d'adoucir le remboursement des dettes des pays africains », *La Presse*, 3 septembre 1987.

²⁶⁸ Cf. Conférence de presse de l'honorable Robert Bourassa du mercredi 2 septembre 1987, R1 p.1.

²⁶⁹ Ibidem, R4 p. 1

²⁷⁰ Jacques Rosselin. « Vaste chantier, chiches moyens: la francophonie : face aux défis de l'anglais et du japonais », *Le Monde Diplomatique*, août 1987, p. 22 ou bien encore Jean-Marc Léger. « Nous en sommes à la Francophonie de la dernière chance. Les dangers de l'Anglo-américanisation », *Le Devoir*, 1^{er} septembre 1987, p. A-4.

Ainsi, le Sommet décida de maintenir l'existence et les fonctions d'un Comité du suivi chargé expressément de transmettre systématiquement les comptes rendus des séances à l'ensemble des membres du Sommet, afin qu'ils puissent exprimer des suggestions et des observations. Comme prévu depuis la réunion ministérielle de Bujumbura²⁷¹ en juillet 1987, un Comité consultatif conjoint fut créé comprenant le Comité du suivi assisté des chefs de réseau et le Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) assisté de ses directeurs généraux et du contrôleur financier. Ce comité consultatif fut chargé de donner des avis sur la programmation des décisions du Sommet et d'établir les modalités d'un appui technique de l'ACCT au Comité du suivi. L'ACCT fut chargée de l'exécution des actions décidées par le Sommet soit sur son budget ordinaire, soit grâce à un financement complémentaire. Les Etats contributeurs pouvaient créditer leurs comptes de manière directe ou créditer des comptes spéciaux créés auprès de l'ACCT ; la préférence allant à la deuxième solution.

Le Comité du suivi du Sommet de Québec dirigé par Lucien Bouchard²⁷² fut chargé pour sa part d'examiner avant le Sommet de Dakar en 1989, les rôles respectifs de l'ACCT, des réseaux et des autres organismes de la Francophonie et notamment d'étudier la possibilité d'intégrer les réseaux à l'ACCT afin de réduire la composante technocratique de la francophonie et dégager de nouveaux budgets. Les travaux du Comité du suivi furent présidés par le Canada en la personne de Jean-Paul Hubert et jusqu'à l'ouverture du III^e Sommet ; la France et le Sénégal assuraient la vice-présidence des Sherpas. Le Canada profita aussi de la tribune du Sommet pour annoncer qu'il effaçait la totalité de la dette publique de sept pays de l'Afrique francophone subsaharienne. Cette mesure qui représentait 246 millions de dollars canadiens toucha même le Cameroun qui n'était pas pourtant pas membre du Sommet mais membre de l'ACCT et de l'AUPELF et bénéficiait en outre de nouveaux investissements canadiens très importants. Les autres pays étaient le Sénégal, le Zaïre, Madagascar, le Congo, la Côte d'Ivoire et le Gabon. La Francophonie se dota également d'une Déclaration de solidarité francophone mise au point par le

²⁷¹J-P Péroncel-Hugoz, « La réunion francophone de Bujumbura : les Belges (et les Français) sur la sellette » *Le Monde*, 9 juillet 1987, p. 3. Idem « La rencontre ministérielle de Bujumbura : Ottawa devient avant Paris le premier contributeur de l'agence francophone. » *Le Monde*, 13 juillet, 1987, p. 14. Idem., « Après la décision canadienne de doubler sa contribution à l'Agence de coopération, M. Mitterrand a reçu le secrétaire général de l'organisation francophone », 17 juillet 1987, p. 5. [Anonyme], « La contribution française à la francophonie est doublée, » *Le Monde*, 28 août 1987.

²⁷²Cf. [Anonyme], « Francophonie : M. Aubin de La Messuzière vice-président du Comité du suivi. », *Le Monde*, 1^{er} novembre 1987 et J-P Peroncel-Hugoz « Le sommet de Québec vers une " institutionnalisation " de la francophonie ».

Canada et le Québec. Cette charte de la Francophonie affirme les grands principes de solidarité et de compréhension mutuelle entre tous les pays membres et leur volonté de relever les défis qui s'imposent aux francophones s'ils veulent que leur seul lien, le français, continue de jouer son rôle de deuxième langue de communication mondiale. Avec la fixation des Sommets à un rythme désormais régulier, tous les deux ans, la Francophonie s'institutionnalisait²⁷³, comme s'était institutionnalisées les visites officielles France-Québec. Si elle n'avait pas encore d'hymne officiel, à Québec, la Francophonie avait choisi un drapeau pour se représenter et s'identifier dans les futures conférences et forums. Sur proposition du Niger le Sommet adopta comme couleurs permanentes du mouvement, l'emblème de la conférence de Québec formé sur fond blanc d'un cercle composé d'éléments rouge, bleu, jaune, vert et violet symbolisant les cinq continents. Ce fut également au Sommet de Québec que fut institué le Forum francophone des affaires, premier acte multilatéral réel afin de valoriser le formidable potentiel économique²⁷⁴ que pouvait être l'espace francophone²⁷⁵.

Les organisateurs du sommet de Québec décidèrent de leur propre initiative²⁷⁶, d'inviter des chefs d'entreprises de différents pays francophones à rencontrer d'autres hommes d'affaires canadiens et québécois. Peu de temps après, le forum bénéficia d'un bureau permanent dont le siège se trouve à Montréal. Depuis sa formation, le FFA promulgua l'idée que l'espace économique francophone était un marché régional géoéconomique²⁷⁷. S'il est inséré dans une économie capitaliste libérale où les flux économiques mondiaux circulent librement, il a une finalité coopérative et de développement tournée vers les pays moins développés²⁷⁸, ce que n'ont pas les autres espaces économiques.

²⁷³Patrick, Crampon. « A Québec, la francophonie a renforcé sa présence sur le plan international », *La Presse*, 6 septembre 1987.

²⁷⁴[Anonyme] « Le Haut conseil va s'intéresser à la création d'un espace économique », *Le Monde*, 30 janvier 1987 p. 7.

²⁷⁵Rudy, Le Cours, « Le Forum francophone des affaires: \$100 millions de retombées immédiates », *La Presse*, 11 septembre 1987.

²⁷⁶Cf. Jean Poulain. « Forum francophone des affaires une première », *La Presse*, 13 juin 1987. François Robert. « Commerce : FFA, ils partagent tous le français » *Le Soir*[de Belgique], 24 mars 2003.

²⁷⁷Par géoéconomie nous faisons référence à la définition qu'en donne Philippe Moreau Desfarges dans son *Introduction à la géopolitique*. Paris, Le Seuil, 1984.

²⁷⁸Chauprade, Aymeric. *L'espace économique francophone, pour une francophonie intégrale*. Paris, Ellipses, p. 12-15.

C'est du Sommet de Québec que cette nouvelle troisième voie francophone²⁷⁹ naquit ; nourrie de l'esprit de Cancun, de l'humanisme senghorien et de l'expérience économique québécoise. Celle-ci fait concorder le coopérativisme associatif, syndical et l'entrepreneuriat d'exportation le plus dynamique compte tenu de l'exiguïté de son marché domestique et de celui de la fédération canadienne. Des jeux de la francophonie²⁸⁰ furent créés sur le modèle de ceux du Commonwealth²⁸¹. Les premiers d'entre eux se déroulèrent en 1989 au Maroc, ensuite en 1993 en France, puis à Madagascar en 1997... Le Québec participa à chaque fois, à ces olympiades francophones malgré le coût relativement élevé induit par ce genre de manifestation, en raison de leur participation à une conscientisation de l'identité et de la communauté francophone²⁸². La francophonie associative et la francophonie institutionnelle et politique procédèrent à Québec à une nouvelle consolidation de leurs liens. Des dizaines de manifestations se déroulèrent avant, pendant et après le Sommet, à Québec et à Montréal. Un rassemblement international de jeunes, celui de cinq cents savants de trente-trois pays et celui des francophones des Amériques eurent lieu²⁸³. Les dépenses entraînées par le Sommet et les festivités qui l'entourèrent furent chiffrées à environ 12 millions de dollars canadiens et prises en charge par la nation invitante, c'est-à-dire le Canada selon l'usage fixé lors du 1^{er} Sommet.

Les Chefs d'Etat sous la pression du mouvement francophone décidèrent que dès le Sommet de Dakar, la Conférence des chefs d'Etat serait précédée par celle des OING francophones, leurs débats nourrissant et orientant celui de la francophonie politique. Ce faisant la francophonie politique reconnaissait le rôle fondateur que le mouvement associatif francophone avait eu dans l'émergence de la Francophonie et de l'aire francophone. Il fut également décidé avec la montée de la question énergétique hautement d'actualité, que la Francophonie se doterait d'un Institut de l'énergie (IEPF) qui serait

²⁷⁹Cf. Biays, M., « Peut-il exister un espace économique francophone ? », in *Parlements et Francophonie*, n°83-84, 1992, p. 20-25. Gentili, Steve, « La Francophonie économique, un projet pour le XXI^e siècle », *La Revue du Liban*, 11 mai-7 juin, 1997. Guillaume-Gentili, « La spécificité francophone pour une économie compétitive et solidaire » [première Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances de la Francophonie. Monaco, 14-15 avril 1999], in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, avril 1999, p. 835-837.

²⁸⁰Pour de plus amples renseignements Cf. <http://jeux.francophonie.org/confeje.html>

²⁸¹Pierre April. « Jeux de la francophonie à l'étude », *La Presse*, 13 mai 1987.

²⁸²Au total quatre ententes furent signées entre le gouvernement du Québec et d'Ottawa au sujet des jeux de la francophonie soit le 25 avril 1989, le 17 décembre 1992, le 5 avril 1994 et le 17 mai 2001. Le Québec y participe de façon distincte de celle du Canada et y porte le nom de Canada-Québec.

²⁸³J-P Peroncel-Hugoz. « La préparation du deuxième sommet Ottawa se montre de plus en plus actif dans l'organisation des pays utilisant le français », *Le Monde*, 5 mai 1987.

placé sous la tutelle de l'ACCT. Signalons aussi qu'à Québec, TV5²⁸⁴ voix et marqueur de la francophonie devint réellement mondiale, le Sommet décidant que la chaîne francophone serait désormais diffusée dans les Caraïbes, la totalité de l'Afrique et celle de l'hémisphère Sud²⁸⁵. En cela Québec finalisa le mouvement enclenché en 1978 par le consortium franco-québécois nommé TV5 qui permettait à des émissions de la première chaîne, TF1 d'être diffusées au Québec grâce au câble. La télévision française au Québec TVLQ99 fondée en 1979 diffusa jusqu'en 1986 environ 2500 heures de programmation et servit d'exemple au regroupement des chaînes francophones opéré en 1984 duquel naquit TV5²⁸⁶. En moins de 10 ans, les francophones bâtirent donc une chaîne mondiale diffusée dans plus de 150 pays sur le modèle d'une coopération franco québécoise²⁸⁷. Enfin, ce fut aussi à Québec que l'Université Léopold Sedar Senghor²⁸⁸ d'Alexandrie fut officiellement conçue²⁸⁹, bien qu'elle ne devienne officiellement opérateur de la francophonie que lors du Sommet de Dakar. Elle est un centre de formation et de perfectionnement universitaire de pointe voulu et pensé pour venir en aide au Tiers-monde et doter les pays du Sud, de cadres nationaux performants pouvant à leur tour, assurer la formation sur le terrain des futures générations d'ingénieurs, de hauts fonctionnaires...

²⁸⁴J-P Péroncel-Hugoz « Espace francophone : embryon d'une télévision internationale en français ? » *Le Monde*, 23 février 1987 p. 28. Bessières Henri « TV 5 dans le ciel européen », *Le Monde*, 9 mars 1987, p. 26.

²⁸⁵Le cas de l'Asie n'étant pas encore finalisé.

²⁸⁶Cf. <http://www.tv5.org>

²⁸⁷La contribution du Canada à TV5 est gérée conjointement par le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et leurs organismes. Le contenu canadien des émissions de TV5 est réparti à raison de 60 et 40 p. 100 respectivement entre Radio-Canada et Télé-Québec. En 2002 Patrimoine Canada dans une évaluation de la participation du Canada aux émissions de TV5, concluait que « c'est un moyen efficace de promouvoir la diversité culturelle du Canada (...). » Malgré cela l'Ontario, qui dispose de son propre réseau de télévision de langue française TFO et qui compte encore 500 000 francophones n'y participe toujours pas.

²⁸⁸Cf. Courtois Gérard, « L'université de la francophonie se met en place », *Le Monde*, 6 juin 1987, p.26.

²⁸⁹Cf. <http://www.refer.org.eg>

« Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde »

Albert Camus

7.3.3 - Les répercussions du Sommet pour le Québec et les francophonies américaines²⁹⁰ : un nouveau rayonnement.

Au-delà des frictions normales, qu'induit toute organisation d'une conférence internationale entre deux gouvernements appartenant à la même fédération, Québec et Ottawa confirmèrent qu'en matière de francophonie, leurs relations avaient atteint un certain équilibre et pouvaient être plus efficaces et fonctionnelles si chacun des deux partenaires acceptait d'agir dans l'intérêt collectif des francophones, et non dans un intérêt purement individuel²⁹¹. C'est ainsi que le Canada accepta non sans regret, que le Sommet se déroule à l'Assemblée nationale du Québec et que les autorités fleurdélisées permirent à la gendarmerie royale du Canada de concevoir la sécurité du Sommet, au détriment de la sûreté du Québec. En terme de symbole, les concessions auraient été inimaginables sous Trudeau ou Lévesque. Les Sommets de Versailles et de Québec inauguraient bien un nouveau rapport et un nouveau positionnement des acteurs francophones nord-américains²⁹². A ce propos, le Canada consacra 12 millions de dollars canadiens à l'organisation du Sommet²⁹³, le Québec quant à lui y investi plus de 5 millions de dollars soit 45% du budget et le Nouveau-Brunswick permit son bouclage en apportant les 5% manquants.

Néanmoins, la concorde visible et effective des protagonistes de la famille canadienne qui fut un axe de communication important ne doit pas dissimuler pour autant les véritables enjeux internationaux que représentaient ce Sommet. Pour le Québec ils sont évidents, ce Sommet permettait l'affirmation identitaire politique et symbolique au sein de la famille francophone tant en Amérique que sur la scène internationale. Tandis que pour le Canada, cette implication massive dépasse largement le cadre de l'implication compréhensible de l'échelon fédéral veillant à l'intérêt du bon déroulement d'une

²⁹⁰ 5.2.4 Le Forum francophone des Affaires. 5.2.5 Les jeux de la Francophonie. 5.2.6 Les dividendes du Québec en terme symbolique et protodiplomatique.

²⁹¹ Jean-Paul, Bury. « L'âge de raison pour le prochain Sommet [de la francophonie]? », *La Presse*, 6 septembre 1987.

²⁹² Favier, Pierre. « Le sommet de Québec : Mitterrand est allé rendre visite aux Acadiens », *La Presse*, 5 septembre 1987.

²⁹³ Soit 55 millions de FF de l'époque soit environ 10 millions d'euros actuels.

conférence internationale²⁹⁴. Québec et Ottawa agirent de concert pour promouvoir la francophonie canadienne et québécoise et firent de telle sorte que la France, à l'origine de la francité, principal bailleur de fonds international et interlocuteur privilégié de l'Afrique ne soit plus unanimement le pivot central de cette francophonie en intensifiant l'aide au développement pour mieux s'y implanter économiquement²⁹⁵. Sur ce point Monique Landry, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada fut on ne peut plus explicite :

Le Canada compte profiter de son statut de puissance invitante du sommet francophone pour s'imposer en Afrique (...) pour se hisser aux loges de la coopération aux côtés d'une France, qui en a jusqu'à présent recueilli les plus beaux fruits.

Ce que Brian Mulroney compléta par : « *Il faut développer la francophonie et en faire un instrument aussi attrayant, aussi intéressant aussi puissant au niveau international que le Commonwealth.* » Pour le Canada, la Francophonie était le meilleur moyen de recentrer et de conforter la dualité canadienne²⁹⁶ ; Commonwealth et Francophonie devenant deux espaces et deux forums privilégiés de l'expression canadienne²⁹⁷ ce que la Gazette souligna à plusieurs reprises notamment sous la plume de William Johnson « *The summit in Quebec has already proved its worth. Whatever it does for the rest of the world, it's doing wonders for Canada*²⁹⁸. » En outre, la participation modeste des Acadiens représentés à nouveau par Robert Hatfield soutendait la perpétuation de cette dualité canadienne²⁹⁹.

²⁹⁴Cf. Sarah Scott. « Francophonie needs time: PM; Canada can be influential in new forum », *The Gazette*, 5 septembre 1987.

²⁹⁵Monique Villa. « La coopération Nord-Sud est un instrument du jeune et fragile mouvement de la francophonie », *Le Soleil*, 6 septembre 1987. Denis, Lessard. « Le Sommet de Québec : malgré les pressions du Canada, la France rejette l'aide financière multilatérale. », *La Presse*, 5 septembre 1987. [Anonyme], « L'ambassadeur Lucien Bouchard souhaite que le Canada continue à investir dans la francophonie, le Canada a augmenté de 20 millions sa contribution », *La Presse*, 18 avril 1987.

²⁹⁶Cf. [Anonyme]. « Mme Jeanne Sauv[é] [Gouverneur général du Canada] estime que le Canada anglais doit prendre conscience de la richesse de la culture francophone. », *La Presse*, 16 août 1987.

²⁹⁷Cf. [Anonyme]. « Le Sommet de Québec au secours de l'identité canadienne », *La Presse*, 1^{er} septembre 1987. Zwarun, Suzanne. « Le français cost to cost » *L'Actualité*, mars 1989, p. 78.

²⁹⁸Cf. W. Johnson. « Summit does wonders for Canada », *The Gazette*, 4 octobre 1987. [Le sommet au Québec a déjà prouvé sa valeur. Quoi qu'il fasse pour le reste du monde, il fait des merveilles pour le Canada.]. Voir également du même auteur « Summit sent us a message », *The Gazette*, 5 octobre 1987 ; « Francophones must broaden reach », *The Gazette*, 7 novembre 1987.

²⁹⁹Doucet, Michel. « Trente années de langues officielles au Nouveau-Brunswick » *Égalité : revue acadienne d'analyse politique*, Moncton, n° 46, printemps 2002, p. 23-53. McRoberts, Kenneth. « Les politiques de la langue au Canada : un combat contre la territorialisation » in *La politique de Babel*, Paris, Éditions Karthala, 2002, p. 155-190.

Mais à ces facteurs politico-culturels de cohésion nationale s'ajoutaient également des préoccupations plus mercantiles³⁰⁰ et celle d'une course aux ressources et aux débouchés économiques de l'espace francophone³⁰¹ ainsi que le désir de s'assurer des marchés économiques.

Il est difficile de nier qu'une compétition est en train de s'instaurer, du moins en Afrique francophone, entre la France et le Canada. (...) Sous couvert de francophonie, des Canadiens introduisent en Afrique quelques compagnies canado-américaines (...). Mais il faut voir aussi le côté positif, incitateur. Nos industriels doivent cesser de réagir comme si l'Afrique était un pré carré ou une chasse gardée, une rente de situation en somme. Le pacte colonial est mort³⁰².

Une fois obtenu le statut de gouvernement participant et la charge d'organiser le sommet, Québec à nouveau, sous l'impulsion de Robert Bourassa prit ses distances d'avec la France³⁰³, pour regagner un ton et une posture nettement plus favorable à la fédéralité canadienne³⁰⁴. Le meilleur exemple de ceci, est la volonté de Robert Bourassa de reporter la visite de François Mitterrand, si possible sine die et de remettre en question le calendrier des visites officielles Québec-France. Si le Québec comme nous l'avons démontré et illustré possède une action réelle et singulière au sein de la francophonie, celle-ci évolue au gré des majorités gouvernementales et des intérêts para et protodiplomatiques de celui-ci³⁰⁵. Sans jamais sortir de ce prolongement d'elle-même, la « Belle province » agit en Francophonie au gré des rapports de force, par inertie, en faisant le gros dos, préférant la plupart du temps amplifier les phénomènes plutôt que de les susciter, contrairement au Canada³⁰⁶ ou à la France. Ce dernier trait fleurdelisé provient selon nous, du caractère subnational du Québec et de l'état embryonnaire de la paradiplomatie québécoise, très dépendante de Paris.

³⁰⁰Cf. Gilles Paquin, « Le Sommet de Québec est une vitrine pour la technologie canadienne », *La Presse* 29 septembre 1987.

³⁰¹Cf. [AFP], « Gil Rémillard parle d'un "véritable espace francophone" », *Le Devoir*, 9 septembre 1987. Marie Tison. « Le Sommet de Québec : à Québec, Ottawa veut marquer des points sur les plans politique et commercial. », *La Presse*, 31 août 1987.

³⁰²Propos rapportés par J-P Peroncel-Hugoz. « La France et le Canada doivent absolument se concerter pour éviter "les frictions" nous déclare M. Michel Aurillac. », *Le Monde*, 2 janvier 1987.

³⁰³Pour une analyse sociologique de cette ambivalence québécoise voir Lamonde, Yvan. *Allégeances et dépendances. L'histoire d'une ambivalence identitaire*. Québec, Nota Bene, 2001, 266 p.

³⁰⁴Suzanne Dansereau. « Robert Bourassa compte sur sa "marge de subtilité politique" », *La Presse*, 16 avril 1987.

³⁰⁵Gilbert, Brunet. « Québec au Sommet francophone : le début de l'"affirmation nationale". Claude Morin décrit la démarche sur le chemin semé "d'embûches fédérales" », *La Presse*, 7 mai 1987.

³⁰⁶Pierre, April. « Le Canada souhaite l'adoption d'une Charte de la francophonie : l'avenir du sommet de la francophonie se trouve à Québec », *La Presse*, 16 avril 1987.

Nous avançons l'hypothèse, que tout comme il existe un coefficient francophone indéniable dans les relations internationales du Québec, il existe un coefficient péquiste et libéral en francophonie. Les libéraux se servent de la Francophonie comme d'une finalité du Québec dans le Canada³⁰⁷, tandis que les péquistes dans une démarche plus globale reliant francophonie et souverainisme, l'utilisent pour renforcer et promouvoir le Québec dans une perspective référendaire et indépendantiste ou d'affirmation du Québec exogène du Canada. Le schéma ci-après, illustre notre hypothèse du point de vue thématique et chronologique.

Figure 7.6 - La francophonie québécoise et les coefficients péquiste et libéral



À l'issue du sommet de Québec, la Francophonie sortit renforcée tant du point de vue du projet que de la forme. Les médias français en finirent avec le désintérêt systémique et un brin cynique qu'ils avaient pour cette ambition née en Afrique et encouragée par le Québec³⁰⁸, et les médias internationaux commencèrent à la vulgariser se faisant l'écho de cette fragile réalité internationale tout particulièrement en Afrique. *L'Humanité* et *Le Monde* furent les journaux français qui parlèrent le plus du Sommet, le journaliste Jean-Pierre Peroncel étant celui qui le soutint le plus ouvertement.

³⁰⁷Isabelle, Pare. « Optimiste [Gil] Rémillard se réjouit de la collaboration "étonnante" d'Ottawa : Le Sommet de la Francophonie en préparation », *Le Devoir*, 20 mars 1987, p. A-2. Pierre-Paul Noreau ; Jean-Jacques, Samson. « Un ajustement nécessaire. Le Québec redevient un "Etat" [sic] avec le Sommet de Québec », *Le Soleil*, 29 août 1987, p. B-1. Jean-Louis, Bourque. « Regards sur la Francophonie », *La Presse*, 16 juin 1987, p. B-3. Yvon, Fontaine. « La spécificité québécoise et les francophones jors Québec : la dualité canadienne ne va pas à l'encontre des aspirations du Québec », *Le Devoir*, 5 mars 1987, p. A-11.

³⁰⁸L-B. Robitaille. « Les Français découvrent ... la francophonie », *La Presse*, 5 septembre 1987.

Depuis son lancement, au début des années 60, sous les auspices du Cambodgien Norodom Sihanouk, du Tunisien Habib Bourguiba, du Nigérien Hamani Diori et de quelques autres non Français, le mouvement francophone n'était guère parvenu à intéresser la maison mère, en dehors de quelques spécialistes. Cette indifférence, qui ne laisse pas de surprendre au Québec, en Afrique noire, au Maghreb, au Liban, voire à Pondichéry, est peut-être en train de commencer à fondre³⁰⁹.

Radio France international fut le média le plus présent au Sommet y dépêchant 40 journalistes et son président en personne participa à ses travaux. Au total presque un millier de journalistes des quatre coins de la planète couvrirent l'événement y compris ceux n'ayant aucun lien direct avec la Francophonie comme ce fut le cas du Japon³¹⁰. Autre enseignement d'importance du Sommet de Québec : on souligne le caractère élitiste et parfois utopique de la francophonie non sans quelques motifs il est vrai nous en avons précédemment parlé, mais lorsque l'occasion s'offre pour que celle-ci devienne autre chose qu'un club « *de pelleteux de nuages*³¹¹ » comme ce fut le cas à Québec où la population manifesta un intérêt certain pour la conférence³¹² et voulut exprimer physiquement sa satisfaction et sa volonté d'entendre les débats, ceci lui fut partiellement refusé³¹³. Alors que les organisateurs canadiens et québécois du Sommet Lucien Bouchard³¹⁴, Jean-Louis Roy et Robert Bourassa notamment avaient déclaré aux médias leur intention d'en faire aussi le Sommet de tous les francophones³¹⁵ :

Ottawa et Québec entendent, de leur côté, faire du Sommet de septembre le véritable point de départ de l'organisation du mouvement francophone, le Sommet de Paris n'ayant été pour eux qu'un " banc d'essai ". (...) Nous entourerons la conférence d'un éclat populaire et culturel qui avait manifestement manqué au premier Sommet³¹⁶.

³⁰⁹J-P Peroncel-Hugoz. « La prise de conscience... des Français », *Le Monde*, 2 janvier 1987.

³¹⁰Cf. Suzanne Dansereau, « Sommet de la Francophonie, même la presse japonaise est à Québec. », *La Presse*, 2 septembre 1987 et Pierre Vennat. « Journalistes et francophonie », *La Presse*, 4 septembre 1987.

³¹¹Expression québécoise.

³¹²Cf. Marilynne Garneau. « Le Sommet de Québec c'est aussi pour le peuple », *La Presse*, 12 août 1987.

³¹³Cf. Michel Arseneault, « Le Sommet de Québec, ici on parle français », *La Presse*, 29 août 1987. Gilbert Brunet, « Et nous dans tout ça ? », *La Presse*, 3 septembre 1987.

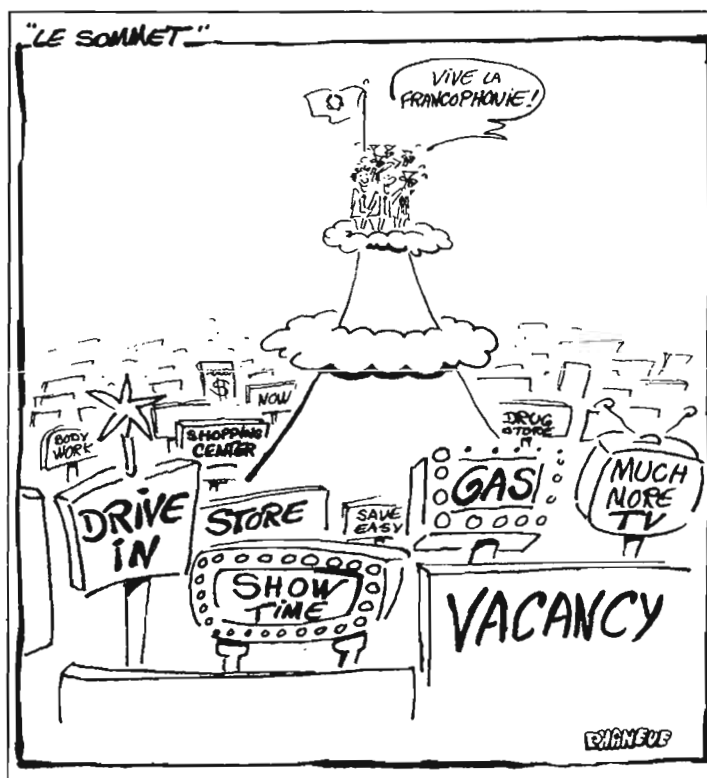
³¹⁴Gilles Paquin. « La nouvelle francophonie pourrait jouer son avenir en plongeant dans un débat politique », *La Presse*, 26 août 1987.

³¹⁵Daniel, Latouche. « Le piège des fastes diplomatiques : a propos des Sommets et en particulier le Sommet de la Francophonie. », *Le Devoir*, 12 août 1987, p. B-8.

³¹⁶Propos rapportés par J-P. Péroncel-Hugoz. « La préparation du deuxième sommet Ottawa se montre de plus en plus actif dans l'organisation des pays utilisant le français », *Le Monde*, 5 mai 1987.

Equivoque critique des principaux animateurs du Sommet de 1987, puisque Versailles s'était toujours présenté comme le Sommet constituant et de l'officialisation formelle et symbolique de la Francophonie³¹⁷, le château du Roi Soleil n'ayant été choisi que dans ce seul but. En prolongeant cette approche qui cloisonne excessivement l'institutionnalisation de la Francophonie, qu'elle soit politique ou associative, et sa diffusion dans l'opinion publique, les décideurs francophones risquent de donner raison aux caricaturistes de la presse écrite québécoise³¹⁸ qui soulignaient la distorsion des réalités francophones nord-américaines avec le discours francophoniste y compris au Québec.

Figure 7.7 - Caricature à propos de la Francophonie et du Sommet de Québec



Source : fonds J-M Léger ANQ, Montréal, cote P 599 bloc 1

Le risque majeur qui en découle est la dépréciation généralisée des valeurs et de l'ambition collective portée par la francophonie et d'accréditer l'idée selon laquelle, le multilatéralisme culturel est du registre de l'onirisme stérile. Ce qui en poussant la

³¹⁷Jean-Marc Léger. « Mesure de la francophonie : le pari d'une communauté originale et exemplaire », *La Presse*, 19 août 1987.

³¹⁸Cf. Les éditions de *La Presse* des 3 et 5 septembre 1987.

logique du raisonnement à son terme jette un discrédit additionnel sur le multilatéralisme qu'il soit onusien, européen ou autre, ainsi que sur la capacité d'action de la communauté internationale pour créer pacifiquement et collégialement, les outils nécessaires à un développement humain moins inégalitaire et violent. En effet, si en étant unis par une même langue et un tronc commun culturel partiellement semblable et sur le volontariat les francophones échouaient de part leur propre fait et non en raison des efforts croisés d'autres acteurs hostiles à leur projet, cela mènerait à l'invalidation probable d'autres projets linguistiques et politiques moins avancés tels la lusophonie, l'hispanophonie, l'Union latine, l'arabophonie³¹⁹, etc.

La Francophonie en ayant la première tenté d'incarner cette fausse contradiction entre le singulier et une forme d'universalité, a endossé une responsabilité énorme³²⁰ vis-à-vis de la communauté internationale dépassant de très loin l'unique pallier de la francosphère et de la langue française pourtant conséquent. La Francophonie malgré son hétérogénéité, ses faiblesses récurrentes et son indigence financière se voulant une nouvelle médiation internationale capable d'apporter un certain nombre de remèdes aux inégalités les plus flagrantes, renforcerait un peu plus par son échec, les rentes de situations culturelles linguistiques et donc politiques et économiques. Ce que reconnaissait le ministre des Affaires étrangères français.

La francophonie, ça marche! Elle réunit les hommes en apparence les plus opposés et les rend manifestement heureux d'être ensemble. Là, je vois le président islamique de Mauritanie, un peu plus loin se trouve le numéro deux du Parti communiste vietnamien, et eux, et tous les autres, travaillent au développement ou à la renaissance du français, tout en défendant les traits propres de leur culture nationale. (...) La vraie leçon de ce sommet est que les Etats francophones développés ont tout intérêt à se parler et à agir ensemble en faveur des autres Etats francophones. Sinon, on risque les heurts, la cacophonie, et ce serait dommageable pour tout le monde³²¹.

³¹⁹ A propos de l'arabophonie et de la modernisation que celle-ci représente pour l'arabité, Charles Saint-Prot explique que : « La Lutte pour la reconnaissance des droits de la langue arabe devient une idée mère, largement mobilisatrice. A cet égard, elle n'est pas sans rappeler le combat des Canadiens français et du nationalisme québécois qui est né de la revendication linguistique. » Voir *Le nationalisme arabe, alternative à l'intégrisme*, Paris, Ellipses, 1995.

³²⁰ Paolo Carile. « L'altérité comme défi anthropologique », in *La deriva delle francofonie*, Bologne, CLUB, 1987, p. 46-48.

³²¹ Propos rapportés par J-P. Peroncel-Hugoz, « La France et le Canada doivent absolument se concerter pour éviter les frictions nous déclare M. Michel Aurillac. », *Le Monde*, 2 janvier 1987.

Le Sommet de Québec avait été pour l'Etat fleurdelisé³²² une sorte de consécration, en dépit d'un dynamisme équivoque de Robert Bourassa préférant réserver ses déclarations aux journalistes québécois que d'en informer directement les Chefs d'Etat et de gouvernement ou la presse mondiale accourue à Québec, ce qui n'était pas arrivé depuis la seconde guerre mondiale. Avec une Louise Beaudoin³²³ Québec aurait été radicalement différent, car comme l'écrivait déjà en avril 1980 André Patry : « *La controverse entre Ottawa et Québec au sujet de la capacité internationale des provinces a cessé d'être un débat juridique. Elle est devenue une affaire politique, dont le dénouement relève désormais d'une solution globale*³²⁴. »

Le sommet de Québec tout aussi important qu'il fut pour la Francophonie et la « Belle province », nous en avons donné plusieurs exemples, illustre aussi pour une part l'ambivalence et l'inaboutissement "volontaire" du Québec en francophonie. Cette ambiguïté eut sous l'impulsion de Robert Bourassa, une ascendance décroissante³²⁵ durant tous les différents sommets jusqu'au retour des péquistes au pouvoir. L'intervention de membres du *Cercle québécois* dans le cénacle des sherpas de la francophonie et dans celle du comité de suivi, tels Jean-Marc Léger et André Patry³²⁶ ne parvenant qu'à limiter partiellement ce phénomène. A compter du Sommet de Québec, la francophonie après avoir été un thème que tous les partis politiques québécois fédéralistes autonomistes et indépendantistes avaient investi devint un thème de moins en moins libéral malgré l'action de personnalités telle Fatima Houda-Pépin : "la pasionaria unifiée" de la francophonie³²⁷, c'est ce que nous démontrerons à travers le point suivant de ce chapitre.

³²²Denis Lessard, « Le Sommet de Québec constitue le plus important triomphe diplomatique pour le Québec. » *La Presse*, 29 août 1987.

³²³Georges Poirier, « Louise Beaudoin a quitté la vie politique : Madame l'ambassadrice » *France-Québec magazine*, n° 128, été 2003, p. 37.

³²⁴Cf. Patry, André. *Le Québec dans le monde, 1960-1980*. Montréal, Typo, collection essai, 2006, p. 133. Réédition actualisée de la partie intitulée « Les relations internationales de L'Etat du Québec » de l'ouvrage éponyme paru en 1980 et depuis longtemps épuisé, notamment en Europe. Cette nouvelle version, constitue un ouvrage de référence tant pour l'étude des relations internationales du Québec que du point de vue de la réflexion sur la géopolitique de l'espace francophone de ces deux décennies.

³²⁵Denis Lessard. « Le Québec est prié de jouer un rôle plus actif envers la francophonie d'Amérique », *La Presse*, 18 juillet 1987.

³²⁶[AFP] « André Patry est nommé Conseiller du Québec au Sommet Francophone », *La Presse*, 27 juillet 1987.

³²⁷Fatima, houda Pépin. « Un plan Marshall pour la francophonie du sud : libre opinion. », *Le Devoir*, 31 août 1987.

Après une phase de soutien massif du Québec à la Francophonie institutionnelle et plus encore associative succéda un cycle de blocage provoqué par l'affrontement Québec-Ottawa. Les années 80 initièrent une nouvelle étape de la présence québécoise en francophonie. Celle-ci fut faite de décalages et d'asymétries où se mêlèrent questions identitaires, politique internationale et luttes d'influence unifoliées-fleurdelisées que Pierre-Elliott Trudeau et René Lévesque incarnent de façon idoine. À l'issue d'une nouvelle donne politique, tant fédérale que provinciale et sous l'impulsion déterminée de François Mitterrand, premier Président français plus francophoniste que québécois, on assista à un déblocage de la Francophonie politique grâce à l'action déterminante d'acteurs qui surent relier Québec et francophonie, à l'exemple de Louise Beaudoin. Mais la reconnaissance incontestable qu'accordèrent les acteurs de la francosphère à la vieille capitale, à travers les Sommets de Versailles et de Québec, ne suscita pas en retour chez Robert Bourassa le volontarisme qui fut si souvent de rigueur durant les décennies précédentes et qui était la marque déposée du Québec en francophonie.

En effet après la consécration québécoise, et l'entrée dans cette communauté des Chefs d'Etat et de gouvernement que René Lévesque tenait tant à intégrer, l'ambiguë Robert Bourassa, malgré ses déclarations lyriques du Sommet de Québec se limita pour sa part à accompagner en dilettante la construction de la Francophonie, au sein de laquelle le Québec pouvait pourtant enfin exister. Mais pour exister, encore faut-il le vouloir et le vouloir ne cessa de diminuer durant ses longues années de mandature. André Patry qui était Conseiller diplomatique du ministre des Relations internationales lors du Sommet de Québec déclara : « *J'ai vu une fois de plus, que le Québec ne se donne pas les moyens financiers de ses objectifs*³²⁸. » La Francophonie nous l'avons démontré n'étant en effet qu'un élément périphérique de la démarche politique de Robert Bourassa³²⁹ contrairement à Louise Beaudoin à propos de laquelle Bernard Landry, lui aussi péquiste déclara : « *Un jour les francophones du monde entier lui diront merci*³³⁰. » Manifestement cette remarque ne semble pas pouvoir s'appliquer au "francophile" Robert Bourassa.

³²⁸Aird, Robert. *André Patry et la présence du Québec dans le monde*. Montréal, VLB éditeur, collection Etudes québécoises, 2005, p.133.

³²⁹Mario Roy. « Le Québec et la francophonie: des hauts et des bas... », *La Presse*, 12 février 1986. [Anonyme] « Bourassa a abdicé, dit [Gilles] Rhéaume. » *La Presse*, 20 février 1986.

³³⁰Ziyad Makhoul, « Bernard Landry : Que l'on fasse un Kyoto pour la langue et la diversité culturelle » *L'Orient-Le Jour*, 18 octobre 2002.

*« Quels que soient les chemins qu'il emprunte
et quel que soit demain le statut qu'il obtienne ou qu'il conquière,
le Québec aura toujours un intérêt vital
à être membre actif de la communauté des pays de langue française¹. »*

Jean-Marc Léger

CHAPITRE VIII

LE QUÉBEC CONTEMPORAIN DE LA FIN DES ANNEES 1980 A 1995 : AU DIAPASON DES FRANCOPHONIES ?

A travers ce dernier chapitre de notre démonstration portant sur les relations Québec-francophonie, francophonie-Québec, nous nous proposons d'aborder la partie la plus ultra-contemporaine de notre problématique. Conscient des nombreux écueils potentiels qu'induisent les immédiatetés francophones, et compte tenu de l'absence de recherche portant sur ce thème, sans toutefois la considérer comme un obstacle, nous ambitionnons de produire à travers ce chapitre la toute première recherche historique strictement francophoniste existante.

¹Cf. Léger, J-M. *Éléments pour servir d'esquisse à une politique de la francophonie, note à l'intention du ministre*, 1987, p.1. Ce texte comme plusieurs des nombreux rapports, notes, études sur la francophonie que rédigea J-M Léger fut versé dans son fonds d'archives ANQ, Montréal, P. 577. Nous signalons que malgré un dépouillement minutieux de sa correspondance officielle et privée, nous n'avons pas trouvé de trace d'une éventuelle réponse du gouvernement de Robert Bourassa.

Nos hypothèses et conclusions ambitionnent de dépasser l'historicité factuelle qui est jusqu'à présent au cœur des trop rares études produites sur les relations francophonie-Québec, et qui sont le fait de sociologues ou de politologues. Ce champ de recherche gagnerait à être investi par les historiens dans un esprit d'ouverture sur d'autres sciences humaines et pourrait redonner un sens, une lisibilité et une intelligibilité à l'action de la francophonie et aux identités subnationales telles le Québec, la Communauté française de Belgique ou l'incertaine Romandie. En agissant ainsi, au-delà des nécessaires débats entre écoles historiques, les historiens du culturel, du politique et des relations internationales pourraient éviter que l'histoire des réalités francophones qui implique nécessairement la nuance et la micro histoire, ne demeurent sur le moyen terme, une histoire en "miettes" ou du seul fait minoritaire. Si tel n'était pas le cas, l'histoire des francophones du Québec, du Canada, des Amériques ou d'Europe hors Hexagone bien sûr, courrait le risque d'en demeurer au stade des mémoires et donc à terme du folklore. Alors que la mondialisation économique en cours d'achèvement va devoir laisser la place à celle des langues et des cultures, la ratification de la Charte sur la diversité culturelle de l'ONUEC en étant selon nous, un signe avant-coureur.

Afin de recontextualiser et de différencier avec précision la relation Québec-francophonie, nous nous proposons d'étudier l'action de celui-ci dans les différents Sommets, en étudiant plus particulièrement le coefficient francophoniste de l'implication du Québec sur la scène internationale, puis nous nous consacrerons dans la deuxième sous-partie du présent chapitre à la question référendaire de 1995 et aux dynamiques que celle-ci a engendrées dans la francosphère, en abordant cette question sous un angle non franco-québécois comme l'ont fait jusqu'à présent les chercheurs. Enfin nous utiliserons l'outil comparatiste afin d'achever notre étude des relations, des enjeux, des représentations et des dynamiques existant entre la francophonie et le Québec. Ainsi nous comptons tout en ouvrant notre recherche sur une altérité francophone, traduire l'expérience francophoniste québécoise sur un mode pluriel grâce à la Communauté française de Belgique et à la Suisse francophone.

« Le lien du langage est peut-être le plus fort et le plus durable qui puisse unir les hommes² »

Alexis de Tocqueville

8.1 - Les Sommets de la francophonie et le Québec de 1989 à 1995, entre consolidation collective de l'espace francophone et érosion particulière.

En ayant le Québec comme axe d'analyse, après avoir étudié la construction et le déroulement des Sommets, de Versailles celui du déblocage, et de Québec celui de l'institutionnalisation, nous proposons désormais tout en présentant les temps forts des Sommets, de nous polariser plus spécifiquement sur l'implication du Québec dans ces derniers et d'en démontrer les effets sur l'Etat fleurdélié, conformément à notre problématique du chapitre VIII. Dans cette dernière sous-partie de notre thèse, nous nous proposons dans une première étape de faire un bilan des projets et programmes, puis de voir de façon détaillée quelles furent les avancées ou les incidences du Québec dans ces conférences de Chefs d'Etat. Car si le Québec est bien intégré à la francophonie sa participation aux différents sommets jusqu'au retour des péquistes se bornera pour l'essentiel, à gérer l'état de fait plus qu'à imprimer une volonté québécoise lors des différentes conférences, laissant au Canada et aux autres acteurs francophonistes le devant de la scène et les initiatives de poids. Dès 1989 et en termes véhéments, Pierre Godin écrivait dans un article publié dans *Le Monde* :

L'homme qui s'est donné le titre de protecteur du dernier carré français en Amérique du Nord et qui participe sans vergogne aux sommets de la francophonie, M. Robert Bourassa, Premier ministre du Québec, a failli lamentablement à sa tâche. Avec sa loi 178, tout comme sa loi 22 de 1974, il ouvre la porte du Québec à la langue anglaise. Et l'histoire de la langue française au Canada, c'est l'histoire d'un phénomène que les géologues connaissent mieux que personne, l'érosion³.

Sans adhérer aux propos radicaux de Pierre Godin sur l'action globale de Robert Bourassa en matière de langue, nous avons précédemment donné notre analyse sur l'action binaire de celui-ci, nous devons néanmoins reconnaître que ce souverainiste

²Cité in Léger, Jean-Marc. « Actualité et éloquence de témoignages d'hier sur les Canadiens français », *L'Action nationale*, Novembre - Décembre 2005.

³Pierre Godin, « Canada le français au Québec », *Le Monde*, 27 janvier 1989.

militant du fait francophone pose avec un certain bien-fondé les questions de la cohérence du discours et des actes de ce Premier ministre québécois à la longévité politique hors norme. Ce que peu d'analystes ont fait au demeurant ou à de trop rares exceptions, tel Jean-François Lisée⁴. L'aménité dont jouit Robert Bourassa en dehors de la famille libérale, s'explique selon nous, tout autant par la mise en place de lois sociales et par le retour de la prospérité économique, que par son incarnation des nombreuses contradictions et ambiguïtés de la société québécoise issue de la Révolution tranquille⁵.

En cela, Bourassa est le témoin des aspirations contraires, multiples et divergentes des Québécois. Le meilleur exemple de ce marqueur d'indécision récurrente du Québec qu'il conteste de façon cyclique, et partage avec d'autres Etats d'Amérique et de la Francophonie, réside dans le fait que les Québécois élisent régulièrement un parti indépendantiste le PQ, dont l'objectif premier en dehors des circonvolutions terminologiques est bien l'indépendance du Québec, mais qu'ils votent toujours majoritairement « *non* » à tous les référendums portant sur cette question⁶. La francophonie tout en étant vécue comme un prolongement du Québec, n'échappe pas à ce phénomène quelque peu déroutant, et après avoir tant œuvré pour y adhérer, le Québec de Bourassa va confortablement s'installer dans une posture relevant d'un attentisme passif voire frileux⁷.

Il faut reconnaître que, de 1989 à 1992, alors que tous autour de lui le poussaient à modifier sa position d'amant du statu quo, voulaient qu'il fasse preuve d'audace, d'imagination, l'invitaient à saisir l'occasion et à faire bouger le Québec hors de l'impasse, sans nécessairement sortir de la fédération, il a fallu à Robert Bourassa une extraordinaire dose de détermination pour replonger son parti et le Québec tout entier dans l'immobilisme⁸.

⁴Cf. Lisée, Jean-françois. *Le Tricheur : Robert Bourassa et les Québécois 1990-1991*. Montréal, Boréal, 1994. 557 p.

⁵Cf. A ce propos l'interview de Luc Granger accordée au magazine *Urbania* n° automne 2006, p.2-6.

⁶Cf. Vuillardot, Maud. *Elites et opinions : la presse écrite comme forum lors du Référendum Québécois de 1995*, [Thèse de sciences politiques] Montréal-Montpellier Uqam-Montpellier I, 2003, 370 p.

⁷Louis Comellier, « Robert Bourassa sur la sellette », *Le Devoir*, 7 juin 2003. Louise Beaudoin, Stéphane Paquin « Les relations internationales sous Robert Bourassa : Un héritage ? Certainement pas avec la France! » *Le Devoir*, 30 octobre 2006. Jean-François Lisée, « Robert Bourassa, dix ans après », *Le Devoir*, 30 septembre 2006.

⁸Jean-François Lisée. « Robert Bourassa : le marathonien immobile », *La Presse*, 24 mars 2002. Article consultable en ligne sur <http://www.vigile.net/ds-lisee/docs/02-3-24-bourassa-integral.html>

« Après le sommet fondateur de Paris et celui de l'essor à Québec, il reste à atteindre sans heurt celui de l'âge de raison, en 1989 à Dakar. »

René Lévesque⁹

8.1.1- Le Sommet de Dakar et le Québec : d'un forum international élargi à l'initialisation d'une décroissance programmée des positions québécoises en francophonie ?

Premier Sommet à se tenir en Afrique, à Dakar au Sénégal du 24 au 26 mai 1989, il fut un hommage évident au poète Président et à son engagement ancien en faveur de la francophonie¹⁰. Abdou Diouf le qualifia de Sommet : « *de la consolidation et de l'élargissement*¹¹ ». Si ce troisième Sommet des Chefs d'Etat francophones fut celui de l'enracinement de la francophonie en terre africaine¹² 41 délégations prenant part au Sommet¹³, il illustra aussi la diversité linguistique et culturelle de la mosaïque francophone et consacra l'ancrage de la francophonie dans les Sud ainsi que sa mondialisation¹⁴. Ce phénomène eut comme conséquence indirecte d'amoindrir la position centrée de choix dont le Québec disposait jusqu'alors au sein de toutes les instances de la Francophonie. A Dakar, en se renforçant la Francophonie opéra donc un recentrage de l'espace francophone vers un axe africano-européen, cœur démographique et économique présent et futur de la francophonie ; ce qu'Onésime Reclus anticipait dès la fin du XIX^e siècle en parlant du français comme d'une langue africaine.

⁹*Le Monde*, 6 septembre 1987.

¹⁰Ce que ne put faire Diori une fois renversé par un coup d'état et que Bourguiba considérait comme un fantastique projet que Paris Québec et Ottawa avaient fini par annihiler.

¹¹Déclaration du 24 mai 1989 lors de l'ouverture du Sommet.

¹²Le Chef de l'Etat malien, Moussa Traoré, Président en exercice de l'OUA, insista pour sa part sur les zones de conflit qu'elles se situent en Afrique australe ou au Proche-Orient. En ce qui concerne la crise entre le Sénégal et la Mauritanie dont la chaise resta vide pendant les trois jours du Sommet le Président Abdou Diouf fit preuve d'esprit de conciliation, en affirmant fortement qu'il fallait négocier et que son pays « ne voulait pas la guerre ». Le président Mitterrand dont le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas avait rencontré le Président mauritanien à Nouakchott, le 25 mai appela lui aussi, à la négociation entre les deux pays sous l'égide de l'OUA et assura que « la France ferait tout pour faire avancer les choses... »

¹³17 Chefs d'Etat - Bénin : M. Kérékou, Burkina Faso : B. Compaoré, Burundi : P. Suyoya, Cap-Vert : Comores : A. Abderemane, Côte d'Ivoire : F. Houphouët-Boigny, Djibouti : H. Gouled Aptidon, France : F. Mitterrand, Gabon : O. Bongo, Guinée : L. Conté, Guinée-Bissau : J. S. Vieira, Guinée équatoriale : O. Nguema Mbangos, Mali : M. Traoré, Niger : A. Séibou, Rwanda : J. Habyarimana, Sénégal : A. Diouf, Togo : G. Eyadéma, Zaïre : M. Sésé Séko 9 chefs de gouvernement Belgique : W. Martens, Belgique Communauté française : V. Feaux, Canada : B. Mulroney, Dominique : M-E. Charles, Maroc : A. Laraki, Monaco : J. Ausseil, Nouveau-Brunswick : F. McKenna, Québec : R. Bourassa, Tunisie : H. Saccouche. 15 autres chefs de délégation, Cameroun : L. Ayang, Cap-Vert : H. Almada, Centrafrique : J-L. Psimhis, Congo : J-B. Tati-Loutard, Egypte : B. Boutros-Ghali, Haïti : Y. Perrier, Laos : S. Srithirath, Liban : A. Ismail, Luxembourg : R. Krieps, Madagascar : J. Bémananjara, Maurice : S. Boollell, Seychelles : D. de Saint-Jorre, Suisse : K. Jacobi, Tchad : I-O. Acheik, Vietnam : N. Huu Tho.

¹⁴[PC]. « La francophonie étend ses activités tous azimuts. », *La Presse*, 24 septembre 1988, p. A-11.

Ce sont également les constations de l'ONUESEC, de l'OIF¹⁵ et des recherches menées par Richard Marcoux et Mathieu Gagné¹⁶. L'état de grâce fleurdelisé en francophonie s'expliquant tant par l'irrégentisme francophone laurentien que par la Révolution tranquille, de Gaulle, la continuité française, le *Cercle Québécois* et les souverainistes... marqua le pas à Dakar en raison d'un contexte francophone mondial, majoré par l'ambigu Robert Bourassa et ses inconséquences multiples en matière de relations internationales et de francophonie¹⁷. Le troisième Sommet vit le retour en force des Etats pleinement souverains et des piliers politiques et économiques de l'espace francophone, France¹⁸, Belgique, Canada¹⁹. Dès le premier jour du Sommet, le Président François Mitterrand créa l'événement en annonçant l'effacement de la dette publique de 16 milliards de FF due par 35 des pays africains les plus pauvres. Conscient de la portée limitée de ce geste il déclara :

Il y a d'autres initiatives à prendre entre pays riches pour attaquer le mal à la racine et aller à la source des difficultés des pays en développement. Il faut également que les pays du Sud veillent à ne pas retomber dans le cycle infernal de l'endettement, ils en ont conscience²⁰.

Le Premier ministre canadien Brian Mulroney insista longuement lui aussi, sur le nécessaire élargissement du dialogue Nord-Sud pour une solution du problème de l'endettement et la promotion de la protection de l'environnement. Robert Bourassa se contenta d'approuver les déclarations des différentes délégations sans apporter un effort économique supplémentaire personnel et identifié en tant que tel même symbolique ou de présenter un projet même hypothétique, ce qui était pourtant pratique courante en

¹⁵Pour réaliser les estimations actuelles et projetées de la population appartenant à la francophonie, on peut s'appuyer sur diverses définitions permettant de la circonscrire. Nos données de base sont issues des dernières projections démographiques des Nations Unies : « Révision 2002 des projections démographiques mondiales » (www.un.org/esa/population/unpop.htm). Nous avons retenu trois définitions de la « population francophone ». Chacune permet d'estimer la population francophone selon deux scénarios distincts, à l'aide des projections des Nations Unies.

¹⁶Cf. Marcoux, Richard. ; Gagné, Mathieu. « La francophonie de demain : essai de mesure de la population appartenant à la francophonie d'ici 2050 » *Cahiers québécois de démographie* vol. 32, n° 2, automne 2003, p. 273-294.

¹⁷Cf. chapitre VI.

¹⁸Denise, Bombardier. « La France consacre 1 milliard de dollars pour diffuser son image dans le monde : Thierry de Beaucé au Devoir : 'Le français possède une richesse qu'il n'a encore jamais eue'. », *Le Devoir*, 24 octobre 1988. Michel David. « Mitterrand vole la vedette à l'ouverture du Sommet : la France efface la dette de 35 pays africains. », *Le Soleil*, 25 mai 1989, p. A-1. [AFP]. « Le Sommet de Dakar : La France efface la dette de 2, 3 milliards \$ de 35 pays pauvres. », *Le Devoir*, 25 mai 1989.

¹⁹Denis, Lessard. « Le Canada menace de lier son aide au tiers monde au respect des droits de l'Homme », *La Presse*, 25 mai 1989, p. B-1 ; Michel David. « L'aide canadienne en dépend : Mulroney plaide pour le respect des droits de l'Homme. », *Le Soleil*, 25 mai 1989, p. A-7.

²⁰Cf. Allocution d'ouverture du Sommet de Dakar du 24 mai 1989.

Francophonie²¹, procédé qu'il avait lui-même déjà utilisé la première fois à Versailles avec son plan Marshall agricole, puis à Québec avec sa théorie de la réduction de la dette. Dakar constitua donc pour le Québec la première véritable stagnation volontaire de celui-ci en francophonie²²; après les atermoiements francophonistes de Robert Bourassa vinrent les temporisations de l'économiste²³. Depuis les années 70 il réclamait plus d'économie en francophonie et moins de paroles, mais une fois la situation clairement posée il se limita à un suivisme pour le moins décalé, alors que dans une longue intervention consacrée à la question économique, le Président ivoirien Félix Houphouët-Boigny traita notamment de la baisse des prix des matières premières et des préoccupations des Etats africains sur ce sujet. Un sujet qui avec l'endettement et les problèmes d'environnement occupa la majeure partie des débats et que Bourassa lui-même avait relayé à Versailles et à Québec. Ce troisième Sommet fut donc la première manifestation d'un renoncement politique du Québec en francophonie du point de vue gouvernemental.

La condamnation de l'apartheid, le maintien en détention de nombreux prisonniers politiques notamment Nelson Mandela, le droit à l'indépendance de la Namibie et à l'autodétermination du peuple palestinien, la nécessité urgente de rétablir la paix au Liban, le cessez-le-feu intervenu le 20 août 1988 entre l'Iran et l'Irak firent également l'objet de résolutions du Sommet, tout comme l'utilisation du français dans les organisations internationales et la défense de l'environnement. Sur l'ensemble de ces sujets le Québec ne manifesta pas une approche dynamique et singulière partageant l'essentiel des positions franco-canadiennes; tandis que la Belgique et la Suisse prenaient une place encore réduite mais ascendante. Cela avait pour conséquence immédiate de ne plus entraver le fonctionnement de la francophonie, mais faisait du Québec un membre

²¹Nous utilisons, ce terme plus particulièrement dans son acception institutionnelle.

²²Paul, Painchaud. « Quel rôle le Québec joue-t-il à Dakar ? », *Le Droit*, 26 mai 1989, p. B-5; Bernard, Descôteaux. « Sommet de la Francophonie : le Québec prêchera la modestie à Dakar », *Le Devoir*, 20 mars 1989, p. A-11. Michel David. « Au Sommet de la francophonie à Dakar : Québec ne veut pas faire de peine à son "bon ami Brian" », *Le Soleil*, 20 mai 1989, p. B-7. André Bellemare. « Les "subtilités" Canada-Québec sèment quelques confusions à Dakar : continuité et consolidation, prévoit Bouchard. », *Le Devoir* 23 mai 1989.

Denis Lessard. « Bourassa, Mulroney, McKenna concluent un pacte « de non agression » à Dakar. », *La Presse*, 24 mai 1989, p. B-7. [PC], « Selon Lucien Bouchard : le Québec est indispensable à la francophonie. », *Le Devoir*, 20 mai 1989, p. A-2.

²³Cf. Denis Lessard. « Du coup d'éclat de la France à la modestie du Québec », *La Presse*, 27 mai 1989, p. B-5; Michel David. « Bourassa satisfait de son attitude : "le rayonnement international du Québec s'est accru à Dakar". », *Le Soleil*, 27 mai 1989, p. A-9. Marcel Adam. « Aux Sommets francophones, Bourassa "prépare l'avenir" », *La Presse*, 30 mai 1989, p. B-3. Suzanne Dansereau. « Selon Mulroney : Ottawa et Québec partent pour Dakar la main dans la main. », *Le Devoir*, 19 mai 1989, p. A-10.

passif du point de vue politique, renforçant donc les acteurs majeurs de la francophonie que sont la France et le Canada. Dans les domaines d'action essentiels retenus par le Sommet de Dakar qui étaient la formation, la communication avec l'extension de TV5²⁴, la diffusion de Canal France International et une banque de programmes française dans laquelle les télévisions des différents Etats pouvaient choisir ce qui les intéressaient, le Québec marquait également le pas. En s'attachant à institutionnaliser les différentes structures du mouvement francophone, le Sommet de Dakar conforta la place du Québec sur la scène internationale grâce au travail réalisé en amont en grande partie par le *Cercle québécois*. La dernière décision qui consolida la position québécoise sur le plan institutionnel fut le maintien du comité international de suivi dans lequel le Québec siégeait de plein droit.

Après Versailles et Québec, Dakar à défaut d'être un tournant fondamental, constitua une nouvelle étape importante de la construction francophoniste internationale. A compter de ce Sommet la Francophonie ne fut plus ce cénacle proposé à la défense et à l'illustration de la langue française, elle était devenue une entité politique et économique qui aspirait désormais à peser dans la balance des relations internationales²⁵, ses ambitions étaient croissantes et ses moyens progressaient, en demeurant toutefois très nettement insuffisants. Si le deuxième Sommet de la francophonie avait annoncé un rééquilibrage moral, symbolique et économique réalisé au détriment de Paris et de l'Europe francophone, Dakar fit à nouveau de l'Hexagone le chef d'orchestre de la francophonie politique lorsqu'il redevint son principal bailleur de fonds. Outre l'effacement de la dette la France décida de porter sa contribution totale pour le suivi du Sommet de Dakar à 237 millions de FF par an, soit le double de la contribution du Canada qui était de 280 millions de FF pour deux ans et demi. Le Canada prit de court se contenta de mesures limitées voire symboliques²⁶ tandis que Québec demeurait dans l'expectative équivoque. Cette stagnation québécoise se prolongea en Francophonie politique durant les trois Sommets suivants.

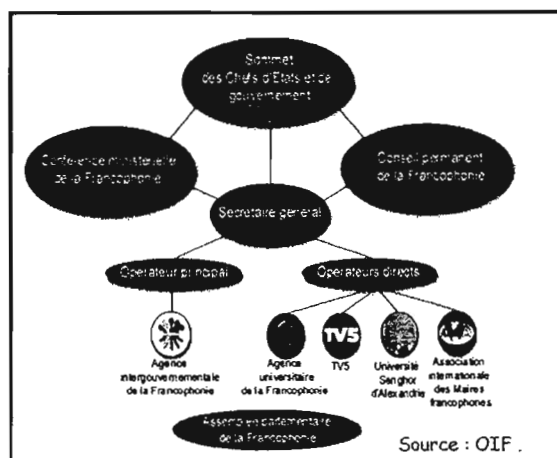
²⁴Réal, Gauthier. « Le Sommet de Dakar : avec TV5, la francophonie aurait des ailes sur tous les continents. », *Le Devoir*, 11 mars 1989 p. A-11.

²⁵Cf. Paul-André Comeau. « Batir la Francophonie : Dakar aura clarifié avec bonheur les buts de l'entreprise. », *Le Devoir*, 26 mai 1989, p. 8 ; Michel David. « Le sommet de Dakar prend fin dans la satisfaction générale. », *Le Soleil*, 27 mai 1989, p. B-5 ; Guy Cormier. « Après le Sommet de Dakar. », *La Presse*, 28 mai 1989, p. B-2.

²⁶Le Sommet décida sur proposition du Canada, la création d'un fonds spécial pour la protection de l'environnement. En outre, le Canada, par le biais de l'Agence canadienne de développement international annonça qu'il consacrerait 5,5 millions de dollars, à la mise sur pied d'un réseau agro-forestier destiné à appuyer les services nationaux du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Le Comité international du suivi (OIS) fut maintenu dans l'intégralité de ses fonctions et de ses pouvoirs. Il assumait son rôle d'arbitrage et d'évaluation des actions confiées aux opérateurs directs du suivi du Sommet et en faisait rapport aux Chefs d'Etat et de gouvernement. Il demeura l'instance finale de coordination et de décision sous l'autorité des Chefs d'Etat et de gouvernement, approuvant les projets et affectant les budgets. Le Comité international de préparation (CIP) pour sa part constituait l'instance finale de préparation des propositions de programmation et d'affectation budgétaire à présenter aux Sommets ; l'ACCT et les autres opérateurs directs lui proposant les différents projets. A défaut d'avoir été réintégré dans l'honneur et l'enthousiasme, le Québec à la fin des années quatre-vingt consolidait sa présence dans la francophonie, plus par automatisme que par volontarisme il est vrai ; néanmoins en matière de multilatéralisme et d'affirmation, la Francophonie restait la seule réussite tangible du Québec depuis l'énonciation de la doctrine Gérin-Lajoie-Patry. En effet seule la Francophonie dotait le Québec d'un poids minimal au sein de ses instances et par incidence sur la scène internationale, lorsque elle-même pouvait y peser. Comme l'illustre le graphique ci-dessous l'essentiel du dispositif institutionnel avec les opérateurs est en place à Dakar²⁷ et le dispositif associatif dans lequel pèse le Québec, compense pour partie l'atonie de l'Etat fleurdéliné.

Figure 8.1- Le dispositif institutionnel de la Francophonie à la fin du XX^e siècle



²⁷ Seul manque à cet organigramme le parachèvement de la réforme de l'ACCT et la création du poste de Secrétaire général qui interviendront lors des Sommets de Cotonou et de Hanoi. Enfin un Conseil permanent de la Francophonie composé des représentants spéciaux des Chefs d'Etat et de gouvernement (les "sherpas") sera créé à Chaillot de façon officielle. Il comprendra 15 membres (France, Canada, Québec, Communauté française de Belgique, Sénégal, Maurice, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Gabon, Zaïre, Maroc, Madagascar, Liban, Vietnam) et regroupera le CIS, le CIP existant et le bureau élargi de l'ACCT.

Les Chefs d'Etat et de gouvernement reconnurent la contribution du monde associatif multilatéral francophone, ils estimèrent qu'il devait être renforcé dans son rôle de relais et à cet effet décidèrent qu'une réunion d'information annuelle avec le CIS lui serait réservée. De plus, le Sommet francophone souhaita que les instances de l'ACCT procèdent à l'examen d'une réforme du Conseil consultatif de l'Agence, réforme faisant de cet organe le lieu fonctionnel de rencontre et d'échange des associations francophones multilatérales et l'instrument de coordination entre elles ; là encore, le Québec membre de toutes ces associations et membre de plein droit de l'ACCT maintenait son assise. Le Sommet francophone tint à reconnaître le rôle éminent que l'AIPLF seule organisation interparlementaire des pays francophones jouait dans la construction et le développement de la Francophonie²⁸. Notant que par sa représentation des parlements qui la constitue, l'influence qu'elle exerce sur l'opinion ainsi que par les actions de coopération qu'elle a menées, elle est un important élément de stimulation pour le succès des projets décidés par les Sommets. Il fut demandé au CIS d'organiser la consultation et l'information réciproques et décidé que le prochain Sommet se tiendrait en 1991 au Zaïre.

A Dakar, Robert Bourassa déclara dans son allocution d'ouverture : « *Le Québec a besoin que le projet francophone réussisse, telle est l'une des conditions de sa survie culturelle et linguistique*²⁹ ». Il confia cependant, une partie non négligeable des intérêts québécois à Brian Mulroney en sa qualité de Premier ministre du Canada et à son fidèle bras droit Lucien Bouchard, poussant très loin la coopération Québec-Ottawa. Le Québec ne fut renforcé que de façon indirecte en raison de son statut de gouvernement participant et de pilier de la francophonie associative. De stagnation en modeste collaboration avec Ottawa, le Québec ne progressa qu'en utilisant les reliquats de son action passée et la position du Canada s'en trouva renforcée d'autant.

Par son « *low profil* »³⁰, Robert Bourassa accrédita à Dakar l'idée qu'un Québec ayant des relations apaisées avec son alter ego fédéral ne pouvait qu'être contre-productif, alors qu'aucun déterminisme de ce genre ne nous paraît fondé, au contraire l'entente de

²⁸Pierre Lorrain, « L'AIPLF : A l'Assemblée des parlementaires de langue française », *La Presse*, 15 juillet 1989.

²⁹Allocution du Premier ministre du Québec Robert Bourassa du 24 mai 1989, lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français. Cf. Comité international du suivi du Sommet de Dakar, Actes de la III^e conférence des Chefs d'Etat et gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, Dakar, 24, 25, 26 mai 1989, Centre de documentation section Sommets, annexe 51, p. 478, 479. (Appendice Q).

³⁰Deshaies, Guy. « Le marathonien du pouvoir ». *L'Actualité*, vol. 8, no 11, (novembre 1983), p. 45-48, 50, 52, 54, 56-58, 92

novembre 1985 suggère l'inverse, et l'action de la Belgique autre Etat fédéré en francophonie le démontre également³¹. En cherchant un consensus "mou", les fédéralistes donnèrent l'image que le Québec se trouvait lésé et fournirent aux souverainistes un argumentaire supplémentaire pour promouvoir leur option politique, ces derniers ayant beau jeu de se faire les champions des causes québécoises en matière de langue et d'identité, tandis qu'Ottawa donnait corps dans une certaine mesure, à un bilinguisme multiculturel duquel il ressortait gagnant.

«C'est sûr que si on veut demeurer une province du Canada, on agira en provinciaux dans nos relations internationales en nous confondant dans la diplomatie canadienne»³².»

Louise Beaudoin

8.1.2 - Le Québec et le Sommet de Chaillot (19-21 novembre 1991) : entre turbulences africaines et poursuite de la stagnation volontaire fleurdélisée, la Francophonie s'élargit.

A Dakar, le Sommet de la Francophonie s'était donné rendez-vous au Zaïre pour sa quatrième réunion mais devant les atteintes récurrentes aux droits de l'homme, appelées droits de la personne au Canada et au Québec, et le contre message que la francophonie aurait donné d'elle-même en cautionnant ce régime, la Belgique, la France et le Canada soutenus par la vieille capitale décidèrent de déplacer hors d'Afrique la Conférence des Chefs d'Etat devant les troubles qui agitaient le pays³³. Si officiellement le Zaïre fut l'instigateur de ce changement pour Chaillot, en réalité cela se fit contre la volonté du général dictateur Mobutu Sessé Séko qui s'était toujours affiché dans les Sommets comme un défenseur de la langue française et des valeurs humanistes que celle-ci pouvait véhiculer³⁴. L'homme fort du Zaïre aux antipodes de l'humanisme senghorien s'était dès le Sommet de Versailles porté officiellement candidat à l'organisation d'un Sommet.

³¹Nous développerons cette question à travers la troisième partie de ce chapitre.

³²Pierre April, « Selon Louise Beaudoin Bourassa néglige les relations France-Québec », *Le Soleil*, 27 juillet 1992, p. A3.

³³Cf. Lysiane Gagnon. « Le choix du Zaïre. », *La Presse*, 6 juin 1989. p.B3.

³⁴Cf. Benjamin, Mulamba-Mbuyi. « Pas de Sommet de la Francophonie au Zaïre. », *Le Devoir* 29 novembre 1990, p. B-8. Pierre Gravel. « Exporter la démocratie ? », *La Presse*, 11 décembre 1990, p. B-2 ; Marie, Tison. « Les francophones étudient trois options face à la tenue du Sommet au Zaïre. », *Le Devoir*, 15 décembre 1990, p. A-3.

Cherchant par là même avec la Francophonie, à redorer son image sur le plan international et à étouffer les critiques internes et externes contre sa propre politique.

Une fois encore les intérêts particuliers, les débouchés commerciaux, la question des influences régionales et continentales placèrent la francophonie dans une situation à haut risque³⁵ ; Paris, Ottawa, Bruxelles ayant des comportements et des intérêts contradictoires avec ceux de l'humanisme senhorien.

Si la francophonie est coutumière d'une politique décalée ou des contraires convergents proches de la Realpolitik³⁶ celui-ci l'aurait conduit au mieux à devenir pour la francosphère une coquille vide, sorte d'ersatz de Commonwealth, la menant très certainement à la dislocation. Le relais fut passé à la France dans la précipitation et c'est au Palais de Chaillot³⁷ à Paris que s'ouvrit le 19 novembre 1991, le IV^e Sommet de la Francophonie auquel participèrent 45 délégations³⁸. Les droits de l'homme devinrent la thématique centrale des débats de la Conférence, et compte tenu du contexte particulièrement complexe en Afrique³⁹ et de l'absence de toute tension entre Paris, Ottawa et Québec, le Sommet de Chaillot mérite pleinement son titre de Sommet de « *la*

³⁵Le fait que le Sommet de Kinshasa ait lieu aurait très certainement été fatal à la Francophonie, accréditant les critiques les plus acerbes faites à son encontre. En effet si les démocraties et les gouvernements francophones célébrant la coopération et le multilatéralisme francophone s'étaient réellement retrouvés dans une dictature patentée où la plupart de la population n'est pas réellement francophone, cela aurait donné naissance à une Francophonie fille d'une France-Afrique à la Foccard.

³⁶Pour rappel déjà à Dakar, le Sommet avait apaisé pour une large part, les tensions entre le Sénégal et la Mauritanie alors que ces derniers étaient au bord du conflit généralisé.

³⁷A la suite du massacre des étudiants de l'université de Lubumbashi et les troubles qui en découlèrent et dont Amnesty International rapporta les exactions, la Belgique annonça qu'il était hors de question pour elle de venir au Zaïre (ex Congo belge). C'est elle qui entraîna dans son sillage les autres acteurs francophones dont Ottawa, Québec et Paris.

³⁸21 Chefs d'Etat : Bénin : N. Soglo, Bulgarie : J. Jolev, Burkina Faso : B. Compaoré, Burundi : P. Buyoya, Cameroun : P. Biya, Centrafrique : A. Kolingba, Comores : S. Djohar, Côte d'Ivoire : F. Houphouët-Boigny, France : F. Mitterrand, Gabon : O. Bongo, Guinée-Bissau : J. Vieira, Haïti : J-B. Aristide, Laos : K. Phommavhane, Liban : E. Hraoui, Mali : A. Touré, Mauritanie : M. Taya, Roumanie : I. Iliescu, Rwanda : J. Habyarimana, Sénégal : A. Diouf, Suisse : R. Felber, Tchad : I. Déby, 13 chefs de gouvernement Belgique : W. Martens, Belgique Communauté française : V. Feaux, Canada : B. Mulroney, Congo : A. Milongo, Luxembourg : J. Santer, Maurice : A. Jugnauth, Niger : A. Cheiffou, Canada-Nouveau-Brunswick : F. McKenna, Canada-Québec : R. Bourassa, Togo : K. Koffigoh, Tunisie : H. Karaoui, Val d'Aoste : G. Bondaz, Vanuatu : D. Kalpokas, 11 autres chefs de délégation Cambodge : Khek Sysoda, Djibouti : M. Bahdou Farah, Egypte : B. Boutros-Ghali, Guinée équatoriale : Eyi Monsuy Andémé, Louisiane : A. Barres, Madagascar : H. Rakotomanana, Maroc : M. Benâissa, Monaco : R. Novella, N^{lle}-Angleterre : P. Laflamme, Seychelles : D. de Saint-Jorre, Vietnam : H. Nguyen Huu, Zaïre : B. Bukayi.

³⁹Entre-temps, le Président Abdou Diouf, puis le Président Nicéphore Soglo avaient affirmé leur foi dans la démocratie en Afrique. Le Chef de l'Etat sénégalais avait salué dans le Bénin le pays grâce auquel la démocratie était revenue en Afrique. C'est pourquoi, s'exprimant à son tour pour la première fois devant un Sommet francophone, le président béninois devait conseiller à l'Afrique de suivre l'exemple de son pays : « Sans doute ne saurions-nous prétendre, qu'il existe un modèle [de démocratie]imposable à tous, quelque chose comme un prêt-à-porter démocratique. [Néanmoins], Ce sommet est pour moi l'occasion d'adresser ma profonde gratitude aux pays membres de la Francophonie qui nous ont apporté, et continuent de nous apporter leur soutien dans cette difficile entreprise. »

maturité ». Quand à « l'élargissement⁴⁰ », deuxième qualificatif qui lui fut attribué, s'il semble être une nouvelle de bon aloi pour la francophonie politique, le Québec exprima quant à lui ses réserves, contrairement au Président François Mitterrand⁴¹ qui pour sa part constata :

L'espace francophone se déploie sur tous les continents, retrouve des solidarités anciennes, appelle des amitiés, marque le sentiment qu'un destin se partage, aussi ... A l'est de l'Europe, la liberté a repris ses droits avec vigueur, les nations vivent leur indépendance. Des minorités s'expriment, des peuples souvent chargés d'histoire veulent compter à leur tour, et parfois de nouveau... Tout au long des années de plomb, ils ont gardé en secret cette passion de la langue française. Sorte d'espérance à tenir, de liberté à préserver, avec le sentiment tenace qu'un jour, ils retrouveraient les nations libres qui parlent la même langue. Tel est le sens, je pense, de l'arrivée, parmi nous, de la Bulgarie et de la Roumanie...

Il salua également la présence du Cambodge en soulignant le rôle du prince Sihanouk qui était déjà trente ans auparavant au côté des Présidents Senghor et Diori pour souhaiter la création d'une Communauté d'expression française. Il se félicita aussi de celles du Cameroun et du Laos « *hier observateurs* », ainsi que de celle du Président Hraoui : « *Ce qui signifie que le Liban en marche vers la réconciliation de ses citoyens, retrouve la place qui lui est due dans la reconquête de sa souveraineté.* ».

Le Premier ministre canadien Brian Mulroney, dans un discours élogieux et lyrique au fort retentissement, démontrant sa pleine maîtrise des us et coutumes diplomatiques et la propension des médias à faire écho à ce genre de propos, affirmait :

La France, qui nous accueille, est le berceau de la liberté, la mère-patrie des droits de la personne. Et, ce retour aux sources devrait nous être d'autant plus salubre que nous prenons de plus en plus conscience que, sans démocratie véritable, il ne peut y avoir de développement durable, et que, sans développement soutenu, il ne peut y avoir de démocratie solide. Notre hôte à Dakar, le Président Diouf, avait d'ailleurs évoqué « ce ressourcement aux idéaux les plus élevés de liberté et de justice, véhiculés par le français⁴² ».

⁴⁰Le nombre des Etats participants passa de 44 à 47. Siégèrent en observateurs le Cambodge, la Roumanie et la Bulgarie auxquels il faut rajouter 3 invités spéciaux, la Louisiane et la Nouvelle Angleterre pour l'Amérique et le Val d'Aoste pour l'Italie.

⁴¹Extrait du discours inaugural prononcé par François Mitterrand le 19 novembre 1991.

⁴²Cf. Discours inaugural du Sommet de Chaillot disponible sur le site de l'UPF.

Bourassa pour sa part fit un discours bien terne dans la forme et le fonds, même le Premier ministre Ontarien bilingue Bob Rae, se préoccupa davantage que lui de créer des liens avec la France et de marquer sa présence à ce Sommet. Le Premier ministre du Québec, cœur de l'Amérique francophone se contentant d'annoncer le calendrier prévisionnel des manifestations s'étant tenues ou devant se tenir au Québec, notamment la quarante-quatrième session de la CONFEMEN en 1992⁴³, le reste de son allocution ayant trait à la poursuite des financements courants que le Québec consentait à faire, particulièrement ceux de TV5. Le fait de parler d'économie qui aurait pu représenter une nouveauté, n'en était pas une puisque c'était une préoccupation ancienne du Premier ministre québécois, remontant à son premier mandat de Premier ministre, de plus le Sommet était axé sur les droits de l'homme et le suivant devait être consacré à la diversité culturelle. D'autre part, il ne suffit pas dans une Conférence de Chefs d'Etat étant réunis essentiellement par un lien linguistique de parler d'économie, pour que spontanément, sans aucune annonce de financement et avec des réalités économiques extrêmement variables, la francophonie se mue en marché commun⁴⁴. Il semble que Robert Bourassa se servit de Chaillot comme d'une conclusion de la réunion de travail du Forum Francophone des Affaires, tenu quinze jours plus tôt du 28 au 30 octobre 1989 à La Rochelle. A propos de Chaillot et de l'action de la délégation québécoise présidée par Robert Bourassa, Frédéric Bastien écrit :

Le premier ministre fédéral [Brian Mulroney] comprend bien les règles du jeu diplomatique, prenant soin de cultiver ses relations avec les grands de ce monde, particulièrement François Mitterrand (...) Et tandis que son ami et vis-à-vis fédéral occupe le terrain, le premier ministre du Québec se désintéresse complètement du dossier⁴⁵.

Au Sommet des droits de l'homme, Robert Bourassa amoindrit donc l'audience et la capacité mobilisatrice du Québec en se contentant de parler de projets économiques, devant être financés multilatéralement de surcroît. La France principal bailleur de fonds n'adhérait d'ailleurs toujours pas au principe de la multilatéralité de financement ; selon Paris, un exécutant unique pour chaque projet ayant l'avantage de rendre identifiable le

⁴³Cf. Son intervention du 21 novembre 1991 dans *les Actes de la Conférence des Chefs d'Etat ayant en commun l'usage du français du Sommet de Chaillot*, Paris, La documentation française, p. 261-262.

⁴⁴Nous rappelons que Robert Bourassa est un fervent admirateur du modèle de la communauté économique européenne et qu'il considère celle-ci comme un exemple possible duquel le Canada et le Québec pourraient se servir afin de réformer la fédération sans que cela ne provoque l'éclatement de l'Etat unifié.

⁴⁵Cf. Bastien, Frédéric. *Les Relations particulières*. p. 295.

budget dégagé pour atteindre l'objectif, et de ne pas se perdre en conjoncture en cas de non exécution. Il faut reconnaître que cette option de gestion permet à la France d'apparaître aux yeux de tous comme le contributeur principal, plus de 50% de l'ensemble du budget, et de limiter le poids de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique dans laquelle son contrôle est inversement proportionnel à celui d'autres Etats, notamment d'Afrique ou même à celui du Québec. Ce dernier parvint même avec l'appui du Canada, à faire élire⁴⁶ Jean-Louis Roy⁴⁷ Secrétaire général de l'ACCT, alors que Paris échoua pour sa part deux fois à faire nommer un français à la tête de cette institution et gardait un cuisant souvenir des défaites de ses candidats G. Filliou et R. Nucci. Aux yeux du Québec au contraire, du moins pour les mandatures Bourassa, l'Agence de Coopération Culturelle et Technique était la structure devant appliquer les décisions du Sommet et les débats des conférences à venir puisque le Québec y avait un poids statutaire et que cela ne tendait pas à polémique avec le Canada.

Le IV^e Sommet de la Francophonie adopta un nombre important de résolutions en matière de politique internationale dont l'aboutissement fut la Déclaration de Chaillot⁴⁸, son ambition était l'établissement d'une éthique et d'un code de bonne conduite en matière de droits de l'homme, et de coexistence internationale avec les autres Etats et peuples du monde. Les délégations francophones et donc le Québec trouvèrent dans la Francophonie un forum politique de régulation et de rééquilibrage international⁴⁹, sans grand moyen de rétorsion sur les protagonistes il est vrai, mais qui prenait néanmoins lorsqu'il le pouvait des actes opérants, ne se limitant pas seulement à l'incantatoire comme on le prétend si souvent.

⁴⁶Cf. Pierre Vennat. « Election du nouveau Secrétaire à l'ACCT : on doit rendre la francophonie responsable », *La Presse*, 12 février 1989. Pierre Gravel. « Deux parutions sur la francophonie et sur le rôle d'Ottawa », *La Presse*, 25 novembre 1989.

⁴⁷Il n'était pas le candidat de l'Élysée, la France choisissant de soutenir le candidat belge Roger Dehaybe.

⁴⁸Annexes (Appendice B).

⁴⁹Apportant « leur appui entier à l'affermissement du rôle et de l'autorité du Secrétaire général de l'ONU dont ils entendaient « soutenir activement l'action » en faveur de la paix « tout en exhortant les peuples des régions en crise à résoudre leurs conflits par des moyens pacifiques ». Le mouvement francophone s'engage « à travailler au renforcement de la capacité de l'ONU à agir de manière préventive pour maintenir la paix et la sécurité ». Il s'engage enfin à « améliorer les mécanismes de coordination et d'intervention des agences humanitaires de l'ONU et au soutien d'autres organisations multilatérales ». Dans le conflit israélo-arabe : ils « apportent leur soutien aux efforts engagés par les Etats-Unis, l'Union soviétique, les pays de l'U.E et d'autres pays concernés et intéressés, invitent les parties à faire preuve de l'esprit constructif qui permettra de saisir cette occasion historique de parvenir à un règlement juste et durable du conflit israélo-arabe et du conflit palestinien ». Ils « les invitent à adopter les mesures de confiance équilibrées et réciproques qui permettraient de créer un climat favorable à la négociation ». Ils « se déclarent prêts, dans la mesure de leurs moyens, à contribuer au développement de la coopération régionale qui suivra le retour de la paix ».

Nous en voulons pour preuve la question haïtienne, qui nous fait revenir en Amérique et dans laquelle la Francophonie joua un rôle tout à fait concret. « *Le Sommet condamne énergiquement ce renversement violent et illégal qui prive le peuple haïtien du libre exercice de ses droits démocratiques*⁵⁰. » C'est ainsi que les Chefs d'Etat reçurent le Président Aristide alors légitimement élu et expulsèrent la délégation putschiste. En outre, les francophones décidèrent que jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel en Haïti, l'aide et le dispositif de coopération et de représentation de la Première république caribéenne seraient suspendus dans ses instances.

Le Canada de Brian Mulroney, la France et l'Afrique occupaient dans ce dossier les avant-postes de l'action de la francophonie, tandis que le Québec se contentait à nouveau d'un suivisme inertiel alors que le dossier concernait un Etat des Amériques avec lequel il entretient des liens anciens et nombreux. Le plus évident d'entre eux étant la très importante communauté haïtienne vivant principalement au Québec dans la ville de Montréal. Elle est l'une des plus anciennes et des plus nombreuses communautés francophones que compte le Québec, l'immigration des Haïtiens ayant été très nettement encouragée pour renforcer l'identité et les effectifs des francophones dans la Province et la métropole québécoise⁵¹.

Si la stricte diplomatie internationale est une compétence fédérale, Québec aurait très bien pu par l'intermédiaire du Sommet s'investir dans ce dossier qui le touche de plusieurs façons grâce au climat de concorde existant entre les deux capitales, surtout en reconnaissant la primauté d'Ottawa. A ce titre, l'opinion de Lucien Bouchard, alors bras droit de Brian Mulroney est tout à fait précise : « *Le Canada a pu s'intégrer dans la francophonie grâce au Québec (...) Maintenant, [a-t-il dit] on peut s'asseoir avec les Français et leur parler. On ne s'engueule pas avec les Français, même si des fois on parle fort.* »⁵². »

⁵⁰Cf. Résolution finale du IV^e Sommet de la Francophonie.

⁵¹Pour une analyse des rapports Haïti, Québec, Canada du point de vue identitaire et de l'approche multiculturelle nous renvoyons à la communication d'Ariane Cyr « Entre conformisme et distinction : la communauté haïtienne de Montréal », Actes du colloque international Convergences et divergences des 16 et 18 mars 2006, Actes à paraître aux PUM courant 2007.

⁵²P. April. « Le Canada a pu s'intégrer dans la francophonie grâce au Québec », *La Presse*, 20 mai 1989.

Ce ne sont donc, ni le gouvernement fédéral de Brian Mulroney, ni bien évidemment Paris dont nous avons souligné l'appui systémique depuis les années soixante, qui peuvent expliquer cette inaction et ce détachement, mais une absence de vision sur le long terme de ce que peut être une politique québécoise en francophonie⁵³.

Le témoignage du journaliste Louis-Bernard Robitaille ayant suivi nombre des sommets auxquels participa R. Bourassa est révélateur de cette nouvelle approche québécoise en francophonie. Le Québec après avoir porté et incarné celle-ci grâce au *Cercle québécois* semblait s'en désintéresser pour partie, du moins dans sa composante politique, celle-ci n'étant plus ou presque un sujet passionné.

[R.Bourassa] n'essayait pas de se mettre en valeur, vraiment pas [...], il n'a même pas pris la parole. Vraiment il était complètement inexistant. Pire, il n'avait aucun désir ni de se faire remarquer ni de se mettre en avant, alors que tout le jeu, à Paris, est fondé sur l'apparence, sur le fait de se manifester. [...] Il ne fallait pas se laisser marcher sur les pieds et lui, il se laissait marcher sur les pieds [...] Du coup il avait l'air minable⁵⁴.

Louise Beaudoin, sans être aussi brutale dans son analyse, qu'elle ne porta pas sur la personne de Robert Bourassa mais sur la place et le rang du Québec dans la Francophonie, déclara un an après le Sommet de Chaillot alors que celui de Maurice de 1993 se profilait : « *La vapeur est renversée, le Québec a perdu ses longueurs d'avance et c'est la diplomatie canadienne qui joue un rôle prépondérant à Paris et dans la Francophonie*⁵⁵. »

⁵³Jean-Marc Léger. « Le Québec de moins en moins présent dans la francophonie », *Le Soleil*, 30 novembre 1991, p. A-9 ; Robert Lefebvre. « Le Québec appuiera le Canada au Sommet de la Francophonie. » *Le Devoir*, 11 novembre 1991, p. A-1. André Patry. « La Francophonie a 5 ans », *Le Devoir*, 19 février 1991, p. A-8.

⁵⁴Cf. L'entretien réalisé par F. Bastien avec L-B. Robitaille le 17 mars 1998. Ce passage est consultable dans son ouvrage Bastien, F. *Les relations particulières*, p. 295.

⁵⁵Pierre April, « Selon Louise Beaudoin, Bourassa néglige les relations France-Québec » *Le Soleil*, 27 juillet 1992, p. 3.

« La francophonie est une idéologie qui cherche à s'inscrire dans le réel et à le transformer »

Luc Pinhas⁵⁶

8.1.3 - Le Québec et le Sommet de Grand Baie à Maurice (16-18 octobre 1993) de l'élargissement de l'espace Francophone autour de valeurs, à la stagnation du Québec.

Le processus de stagnation du Québec en francophonie véritablement palpable à Chaillot⁵⁷, se renforça deux ans plus tard à Maurice. Dans cette île membre du Commonwealth et de la Francophonie, se réunirent 47 délégations⁵⁸ pour ce V^e Sommet francophone appelé celui de « *l'Unité dans la diversité* ». Il fut probablement l'un des sommets les plus consensuels sur la finalité de la diversité culturelle qui deviendrait le nouveau champ de bataille de la francophonie, toutefois il vit ressurgir les tensions Canada-France, le départ de Mulroney n'aidant pas à la concorde dans les deux capitales. La meilleure illustration de ces tensions franco-canadiennes est l'ACCT véritable pomme de discorde⁵⁹ entre Ottawa et Paris.

Une crise éclata à la veille du Sommet de Maurice lorsque Jacques Toubon, accordant une interview au journal *Le Monde*, déclara que l'ACCT servait davantage à promouvoir les intérêts du Canada en Afrique qu'à assurer la promotion de la francophonie. Le Québec tout en défendant l'agence temporisa l'événement et le Sommet put se dérouler normalement par la suite.

⁵⁶Pinhas, Luc. *Discours et réalités de la Francophonie : le cas du livre*. Thèse en sciences de l'information et de la communication, Lyon, Université Lumière, 1999, p.18.

⁵⁷Michel Dolbec. « Qui a coupé la ligne [France-Québec-Francophonie]? », *L'Actualité*, vol. 17, n°2, 1^{er} février 1992, p. 48.

⁵⁸19 chefs d'Etat. Bénin : N. Soglo Bulgarie : J. Jelev Burkina Faso : B. Compaoré, Burundi : M. Ndadaye, Cameroun : P. Biya, Comores : S. Djohar, Congo : P. Lissouba, France : F. Mitterrand, Guinée Bissau : V. Cabral, Laos : N. Phoumsavanh, Mali : A. Konaré, Niger : M. Ousmane, Roumanie : I. Iliescu, Rwanda : J. Habyarimana, Seychelles : F. Albert René, Suisse : A. Ogi Tchad : I. Deby Vietnam : T. Nguyen Zaire : M. Sese Seko 13 chefs de gouvernement. Belgique : J-L. Dehaene, Cambodge : K. Norodom Ranariddh, Canada/Nouveau Brunswick : F. McKenna, Canada/Québec : L. Bacon, Dominique : M-E. Charles, Gabon : C Oye Mba, Luxembourg : J. Santer, Madagascar : F. Ravony, Mauritanie : S. Ould Boubacar, Monaco : J. Dupont, Togo : K. Koffigoh, Tunisie : H. Karoui, Vanuatu : M. Carlot Korman, 15 autres chefs de délégation Canada : B. Souchard, Cap-Vert : M. Chantre, Centrafrique : J-M. Bassia, Communauté française de Belgique : L. Onkelinx, Côte d'Ivoire : A. Essy, Djibouti : A. Bolok Abdou, Egypte : S. Safouat, Guinée : I. Sylla, Guinée équatoriale : A. Nse Nfumu, Haïti : C. Werleigh, Liban : F. Soueiz, Maroc : M. Sinaceur, Maurice : A. Swalay Kasenally, Sainte-Lucie : L. George, Sénégal : M. Niasse, 4 invités spéciaux : Moldavie : P. Ntau, N^{elle}-Angleterre : P. Laflamme, Val d'Aoste : D. Vierin, ONU : Boutros Boutros-Ghali.

⁵⁹Le Canada exprima publiquement à l'ouverture du sommet sa réprobation et fut soutenu dans sa démarche de défense de l'ACCT par les pays africains les mieux intégrés à l'agence. Voir également Michel Venne. « La France veut une francophonie plus politique : ... et menace d'évincer Jean-Louis Roy de l'ACCT. », *Le Devoir*, 13 septembre 1993, p. A-1.

Au-delà de l'anecdote, cette nouvelle friction canado-française démontrait un certain tropisme sur le devenir commun de l'agence et sur l'orientation de la communauté organique francophone en direction d'une politisation assurée et affirmée. En outre, elle illustre également le recul du Québec dans les débats de fond de la francophonie, celui-ci n'ayant qu'une implication somme toute accessoire dans la discussion tandis que d'autres pays appuyèrent nettement l'une ou l'autre des options afin de faire avancer leurs propres intérêts. Si Maurice fut bien le Sommet de la diversité culturelle, il fut également celui de l'affirmation politique et internationaliste de la francophonie, en effet avec le concours du Secrétaire général des Nations unies et ancien vice Premier ministre égyptien Boutros Boutros Ghali, la Francophonie décida d'intervenir d'une seule voix et de participer aux grandes rencontres internationales, Conférence de Vienne sur les Droits de l'homme, Conférence mondiale sur le Développement durable de La Barbade, Conférence internationale sur la Population et le Développement du Caire, Sommet mondial pour le Développement social du Danemark, Conférence mondiale sur la Femme de Pékin...

La participation à ces forums dans lesquels la Francophonie prenait part en tant que nouvelle entité internationale avait l'avantage notable de permettre une lisibilité et une cohérence entre les francophones le fait est entendu, mais aussi de redonner à la langue française une marge de manœuvre lors de ces différentes conférences. De rompre donc, avec le discours du déclin de la langue qui revenait de façon cyclique dans les débats entre Chefs d'Etat sans que ces derniers ne trouvent d'ailleurs une solution satisfaisante pour y remédier. François Mitterrand fustigea à plusieurs reprises ce discours du déclin et du fatalisme de la langue, non pour le nier mais pour le dépasser ; les origines de la perte de vitesse du français étant évidentes et l'état des lieux de cet établissement n'étant plus à faire en cette fin de XX^e siècle. Le Québec tout en bénéficiant de la consolidation symbolique et organique de la francophonie, ne fut désormais qu'un relais et non plus un moteur de l'initiative francophoniste. Même s'il ne fut pas physiquement présent, Robert Bourassa réédita sa politique de « *low profil* » en francophonie⁶⁰ et le Québec, incarnation en Amérique du Nord d'une certaine exception culturelle de part sa langue et sa culture, ne fut pas le protagoniste de premier plan que l'île Maurice pouvait espérer au Sommet de la diversité culturelle.

⁶⁰ Deshaies, Guy. « Le marathonien du pouvoir ». *L'Actualité*, vol. 8, no 11, (novembre 1983), p. 45-48, 50, 52, 54, 56-58, 92.

La francophonie devenant de plus en plus politique, le refus du Québec de participer à ce jeu lui coûta progressivement son influence dans une organisation internationale en croissance constante. « *La politique du gouvernement Bourassa étant de provincialiser, voire de gommer la question nationale, tandis que le gouvernement de Kim Campbell vogue vers la porte de sortie, la France a donc orienté la rencontre [de Maurice] à sa guise*⁶¹. Et pour cause, si l'on prend l'exemple de l'AUPELF-UREF dirigée par le français Michel Guillou, à l'issue du Sommet de Grand Baie la France assurait 92% du budget⁶² de l'Association dont le siège est à Montréal.

Ultime preuve d'une redistribution des cartes dans les Sommets, c'est le belge Roger Dehaybe actuel numéro deux de la Francophonie, qui fut chargé de diriger le comité de réflexion pour le renforcement de la francophonie. Ce comité devait réfléchir à de nouveaux statuts pour la conférence ministérielle de la Francophonie et repenser l'action et le rayonnement de celle-ci à travers le monde sans que le Québec y intervienne de façon notable. En se structurant comme un espace international et politique la Francophonie séduisit d'autres Etats faiblement francophones avec un rapport à la francité quasiment nul, tandis que le Québec, du moins dans sa composante gouvernementale, se désinvestissait de la francophonie de façon évidente puisque les médias eux-mêmes s'en alarmaient, même ceux considérés acquis à la mouvance fédéraliste tel *Le Soleil* de Québec.

La francophonie doit dépasser le stade des échanges commerciaux, techniques ou académiques, pour se tailler une place de premier choix sur l'échiquier international. Dans un monde en décomposition depuis la chute du bloc soviétique, les pays cherchent à construire de nouveaux groupes d'intérêts. La résolution sur l'exception culturelle dans le cadre des négociations du GATT témoigne de l'étendue nouvelle des mandats que se donne la francophonie. Les interventions sur Haïti, les pressions mêmes timides sur le dictateur zaïrois Mobutu, s'inscrivent dans cette poussée politique. Un interlocuteur francophone valable naît sous nos yeux, mais malheureusement hors de la zone d'influence québécoise. Une réflexion s'impose en haut lieu !⁶³

⁶¹Raymond, Giroux, « Une francophonie politique d'abord », *Le Soleil*, 19 octobre 1993, p. 14.

⁶²Cf. Tétu, Michel. *Qu'est-ce que la Francophonie ?* p. 282.

⁶³Raymond Giroux, loc. cit.

Après avoir seul contre tous ou presque, soutenu la francophonie, le Québec ne tenait plus son rang mais affirmait néanmoins le faire dans le discours, c'est ainsi que le ministre québécois de la Francophonie Guy Rivard déclara cependant sur un ton optimiste, que le libéral Georges-Emile Lapalme ou l'unioniste Daniel Johnson père auraient pu faire leur :

La francophonie, qui regroupe 47 pays et gouvernements partageant l'usage du français, est un ensemble d'une importance majeure pour le Québec dans le nouveau contexte géopolitique mondial, (...) Dans le contexte d'interdépendance des pays, peu de choses qui arrivent au Québec ne passent inaperçues ailleurs dans le reste du monde⁶⁴.

La seule et véritable intervention du Québec dans ce Sommet fut d'ordre économique, et consista à promouvoir l'idée que la Francophonie était aussi un marché économique⁶⁵ où le Québec et le Canada comptaient bien s'implanter⁶⁶. La principale initiative du gouvernement québécois à Grand baie fut le développement de caisses d'épargne en Afrique sur le modèle des caisses populaires Desjardins⁶⁷, elle fut la grande annonce de la vice Première ministre du Québec Lise Bacon qui remplaça Robert Bourassa⁶⁸.

Une somme de 1 million \$ sera consacrée à cette cause. Le gouvernement du Québec va assumer les deux tiers de la somme tandis que la Société de développement international Desjardins va en assumer le tiers. Le programme prévoit qu'une formation spéciale sera dispensée aux dirigeants des caisses populaires africaines existantes. Dans les pays francophones de l'Afrique noire, il existe déjà 724 caisses locales, qui comptent plus de 200 000 membres, mais qui n'ont que neuf milliards de francs africains, soit environ 40 millions \$ canadiens⁶⁹.

En prenant l'initiative d'inviter le Secrétaire général des Nations unies en tant qu'invité spécial, dans « *le Sommet de l'Unité dans la diversité* » le Premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth accomplit selon nous, l'un des nombreux préalables nécessaires au déclenchement d'un débat sur une autre mondialisation et à la mise en place de la

⁶⁴Norman Delisle. « Le Québec offrira le modèle Desjardins à la francophonie. », *Le Droit*, 22 juin 1993, p. 26.

⁶⁵Pour une vision plus détaillée de la francophonie économique souhaitée par Robert Bourassa nous renvoyons à son article. « Un Etat français au sein du marché commun canadien ». *Le Monde diplomatique*, [Supplément Québec], n° 250, janvier 1975. p. 23-24. Si ce texte traite essentiellement du Canada il permet de mieux cerner sa pensée au sujet de la francophonie des affaires.

⁶⁶[Anonyme] « Forum des Affaires », *Le Soleil*, 22 avril 1992.

⁶⁷[PC] « Québec favorisera le développement de caisses d'épargne en Afrique », *Le Soleil*, 18 octobre 1993, p. A7.

⁶⁸Michel Venne, « La succession est ouverte Monsieur Bourassa a voulu laisser trois saisons à son successeur pour déclencher les élections. » *Le Devoir*, 15 septembre 1993. p. A1.

⁶⁹[PC], loc. cit.

convention internationale sur la diversité culturelle de l'ONUESEC. Le Sommet de Maurice constitua donc une étape décisive dans le processus de maturation de l'exception culturelle. C'est lors de ce sommet que Boutros Boutros Ghali, déclara que le français était la langue du non alignement. Le fait que le Secrétaire général des Nations unies en exercice, polyglotte issu d'un Etat membre de la ligue arabe tienne de tels propos démontre qu'en dépit de toutes ses faiblesses, la francophonie possède une démarche nouvelle, singulière et originale. Bien que le Québec en fasse partie, celui-ci n'apporta qu'un tiède soutien aux déclarations de l'ancien ministre égyptien.

L'autre aspect important du Sommet de Maurice réside dans la dynamique globalisante dans laquelle la Francophonie s'insère. Pour la première fois, les Chefs d'Etat ayant le français en partage se lancèrent dans la construction d'une Francophonie offensive et globale, ne reposant plus seulement sur un "esprit de cercle" mais prétendant incarner une autre manière d'appréhender le monde bien au-delà des limites de la francosphère. La Francophonie ne se limite plus seulement à son essence linguistique mais aspire à l'émergence d'un nouvel imaginaire francophone capable de renouer avec une universalité contemporaine, se conjuguant non plus à l'imparfait ou au passé simple mais bel et bien au présent et même surtout au futur. Autour de valeurs humanistes inspirées des Lumières, la Francophonie nébuleuse d'Etats, de sensibilités et de réalités s'afficha à Maurice que l'on nomme « *la nation arc-en-ciel* » comme une nouvelle entité internationale en pleine croissance et une utopie civilisationnelle.

Il est tout à fait singulier de voir qu'à Maurice terre de métissages religieux, ethniques et linguistiques le Québec de Bourassa ne soit pas plus actif, alors que Charlottetown nouveau compromis et nouvelle diminution du Québec dans le Canada, venait d'échouer en 1992, tout comme Meech l'avait fait en 1990. Mais il est vrai que Robert Bourassa, à la suite de la commission Belanger-Campeau sur l'avenir constitutionnel du Québec avait fait voter la loi 150 stipulant que le gouvernement québécois tiendrait un référendum sur la souveraineté du Québec durant l'année 1992 en cas d'échec de Charlottetown⁷⁰ et bien sûr le référendum n'eut pas lieu.

⁷⁰Pour plus de renseignements voir Roch, Denis. (dir.). *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*. Montréal, VLB Editeur, 1990, 306 p.

De profil bas en profil bas, la Francophonie québécoise tendait de façon paradoxale à s'incarner avant tout par le monde associatif, et on assista à un dessaisissement constant des libéraux du dossier francophoniste tandis que les péquistes et les souverainistes se maintenaient. Ce qui eut pour conséquence d'accroître assez nettement le coefficient "bleu" dans la francophonie ; Louise Beaudoin disposant de nombreux relais en Francophonie qu'elle se chargea de mettre au profit du Québec. Au fur et à mesure des Sommets on constate que le schéma faisant de la francophonie un sujet de convergence transcendant le clivage souverainiste-fédéraliste est de moins en moins opérant et le départ de Brian Mulroney et de Robert Bourassa ne fera qu'amplifier cette tendance⁷¹. La francophonie devenait à Québec et Ottawa un réel enjeu dans un processus d'affirmation nationale tant canadien que québécois à l'aube de nouvelles échéances électorales comme l'évoquait l'article suivant.

Au terme d'une visite à Paris, la candidate péquiste Louise Beaudoin a demandé hier au gouvernement Bourassa de «porter le dossier» au prochain sommet de la francophonie, à la mi-octobre à Maurice. «Il faudrait que les chefs d'Etat et de gouvernement francophones, à l'initiative du Québec, se prononcent par résolution sur cette question primordiale», a déclaré l'émissaire en France de Jacques Parizeau. La France veut que soient exclus des négociations commerciales le cinéma et l'audio-visuel, ce que les Américains refusent catégoriquement. Un rejet de la position française aurait des conséquences graves pour l'industrie culturelle québécoise, prévient Mme Beaudoin, qui trouve «scandaleux» que le gouvernement Bourassa «ne soit pas alerté de la menace⁷²».

Cette "minoration" du Québec en francophonie était asymétrique du volontarisme canadien qui ne cessa de progresser et que Jean Chrétien fidèle lieutenant de Pierre-Elliott Trudeau allait vouloir confirmer au nom de l'orthodoxie de son mentor bien que sa vision du Canada induise un phénomène de radicalisation du camp québécois. Il n'y eut jamais de profil bas du Canada ou de la France en francophonie. Car comme le rappelait le journaliste Michel David sur un ton sarcastique, le fait que Québec collabore avec Ottawa en francophonie ne nécessitait pas nécessairement que celui-ci devienne atone pour y parvenir.

⁷¹[Anonyme], « Les souverainistes en faveur de «l'exception culturelle», Le Québec doit appuyer la France au GATT », *Le Soleil*, 25 septembre 1993, p. A12.

⁷²[Anonyme], « Les souverainistes en faveur de «l'exception culturelle.»

Je ne sais pas s'il pensait réellement faire un compliment à M. Bourassa en le qualifiant de «collaborateur loyal et efficace». Venant de son homologue canadien, je ne suis pas certain que ce soit un titre de gloire pour un premier ministre du Québec. Jamais MacKenzie King n'aurait dit ça de Duplessis, ni Pearson de Lesage, ni Trudeau de Johnson ou Lévesque. En fait, on n'avait pas vu une collaboration aussi étroite entre Québec et Ottawa depuis Adélard Godbout. M. Mulroney a donné, hier, l'exemple des relations triangulaires entre le Canada, la France et le Québec, autrefois si orageuses. C'est vrai que l'harmonie règne aujourd'hui dans le triangle, mais c'est parce que le Québec a gentiment accepté de s'effacer. S'il y avait quelque chose d'exemplaire au dernier sommet de la francophonie, c'est bien la discrétion de M. Bourassa⁷³.

Alors que la bataille pour la diversité culturelle s'enclenchait, et que la société civile québécoise s'organisait pour dénoncer les méfaits d'une globalisation du plus fort, les Québécois se désinvestissaient du seul forum international dans lequel ils pouvaient s'exprimer et agir. Les années Bourassa dont on peut tirer un bilan économique et social contrasté voire globalement bon, apparaissent du point de vue international nettement plus mitigées au regard du discours et des réalités des faits, ou franchement négatives si l'on se limite à la seule francophonie. Les années Bourassa et le désinvestissement libéral de la francophonie furent une véritable "chance" pour le Canada d'apparaître comme l'interlocuteur politique dominant, sans que cela repose sur une réalité démographique puisque le fait francophone diminue de façon régulière au Canada, Québec ou non compris.

Le V^e Sommet de la Francophonie à Maurice consacra l'usage d'un nouvel intitulé ; il devint celui des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage. Une formule plus conviviale que celle qui avait prévalu jusqu'alors, "ayant en commun l'usage du français". La communauté francophone accueillit à cette occasion de nouveaux participants, le Cambodge, la Bulgarie, la Roumanie en devinrent membres à part entière. En tout 47 délégations (soit 2 de plus qu'à Chaillot en 1991) étaient présentes ainsi que quatre invités spéciaux (Moldavie, Nouvelle-Angleterre, Val d'Aoste, Organisation des Nations Unies). Cette conférence fut marquée par l'absence d'un certain nombre de Chefs d'Etat africains de premier plan. Ainsi, le Président de Côte d'Ivoire Félix Houphouët-Boigny hospitalisé ne put faire le voyage, le Président sénégalais Abdou Diouf fut retenu à Dakar, quant au Président du Gabon Omar Bongo il se trouvait en pleine campagne électorale.

⁷³Michel David. « Quand vient l'heure des bilans », *Le Soleil*, 5 juin 1993, p. 18.

Le Canada lui aussi, ne fut représenté que par son ambassadeur à Paris et non plus comme auparavant par son Premier ministre. Un élément significatif de la crise des relations franco-canadiennes lors de la préparation de la conférence. Enfin, le Sommet de Maurice fut la dernière réunion des Chefs d'Etat francophones à laquelle le Président François Mitterrand alors en fin de mandat participa.

A Maurice, les grands thèmes abordés lors des précédents sommets de la Francophonie et notamment à celui de Chaillot, démocratie, droits de l'homme, sécurité, développement, solidarité Nord-Sud, furent tout naturellement abordés à nouveau et firent l'objet d'une mention dans le texte de la déclaration finale et de l'adoption de nouvelles résolutions⁷⁴. Après les avancées significatives vers la démocratie réalisées en trois ans dans les pays d'Afrique, le temps était venu pour François Mitterrand de "la consolidation". « *La démocratie n'est pas une rente, il faut en consolider inlassablement les acquis tout en retrouvant la voie d'une croissance durable de vos économies.* » La problématique démocratie-développement durable fut encore dominante à Maurice car dans le domaine économique les résultats enregistrés depuis le Sommet de Chaillot n'avaient pas été aussi encourageants que sur le plan politique. Si pour les protagonistes, ce Sommet placé sous le thème proposé par la République de Maurice de « *l'unité dans la diversité* » fut celui de "l'engagement politique", c'est notamment parce qu'il permit d'approfondir la réflexion sur la présence de la communauté francophone en tant qu'entité sur "l'échiquier mondial", en élargissant le rôle politique d'outils comme le Conseil permanent de la Francophonie créé à Chaillot⁷⁵.

⁷⁴Pour en avoir le détail exhaustif nous renvoyons au document final que nous versions dans les annexes (Appendice R).

⁷⁵Depuis le Sommet de Chaillot en 1991, le débat sur l'évolution institutionnelle de la francophonie s'est poursuivi activement. N'ayant pu être définitivement réglé à Maurice comme prévu, le dispositif défini en 1991 a continué de prévaloir selon la hiérarchie suivante : le Sommet, la Conférence ministérielle de la francophonie (CMF) qui intègre notamment la CONFEMEN et la CONFES, le Conseil permanent de la francophonie (CPF), le secrétariat des instances assuré par l'ACCT, unique organisation intergouvernementale de la Francophonie et son opérateur principal, enfin les autres opérateurs. Créé à Maurice, un comité de réflexion sur les perspectives institutionnelles a présenté une série de propositions qui ont fait l'objet d'après discussions lors des Conférences ministérielles, de Ouagadougou en décembre 1994, puis à Paris en mars 1995. Un autre comité créé à Maurice et chargé de réfléchir sur les programmes mobilisateurs a suggéré de regrouper les axes de l'action de la Francophonie autour de quatre thèmes (un espace de savoir et de progrès ; un espace de culture et de communication ; un espace de liberté, de démocratie et de développement : la Francophonie dans le monde), afin de donner plus de cohérence et de force à la coopération multilatérale francophone qui souffre d'une dispersion de ses secteurs d'intervention (les cinq définis à Paris en 1986, agriculture, énergie, industries de la culture et de la communication, industries de la langue et information scientifique, développement technologique et les trois autres rajoutés à Dakar en 1989, éducation et formation, environnement, démocratie et Etat de droit).

Cette réflexion avait déjà été esquissée lors de la préparation de la Conférence internationale de Vienne sur les droits de l'homme où la concertation avait permis aux francophones de parler d'une seule voix. Le débat engagé lors du Sommet autour de la notion d'exception culturelle, défendue ardemment par la France lors des négociations du GATT, et pour la défense de laquelle François Mitterrand souhaitait obtenir le soutien de la « *famille francophone* », allait dans ce sens puisque l'accord intervenu a donné à la Francophonie, la dimension d'un bloc uni pour défendre des convictions communes sur la scène internationale. Dans son discours prononcé au cours de la séance solennelle d'ouverture, le Président français s'était ainsi exprimé sur les risques d'uniformisation culturelle sur un modèle unique venu d'outre-Atlantique.

Je pense qu'il serait désastreux d'aider à la généralisation d'un modèle unique et il faut y prendre garde. Ce que les régimes totalitaires n'ont pas réussi à faire, les lois de l'argent alliées aux forces techniques vont-elles y parvenir ? Ce qui est en jeu, je le dis aux francophones ici rassemblés, dans les négociations en cours, c'est le droit de chaque pays à forger son imaginaire, à transmettre aux générations futures la représentation de sa propre identité.

Pour François Mitterrand la France était menacée et la solidarité dont elle avait fait et fera preuve⁷⁶ dans l'aide aux pays du Sud majoritaires au sein de la Francophonie, impliquait une réciprocité de la part des bénéficiaires. « *La France doit préserver ses intérêts, pas au détriment des vôtres, mais elle est en droit de demander que ses intérêts soient aussi protégés par vous.* » Ce message très clair fut entendu par les représentants des Etats francophones, une résolution sur "l'exception culturelle au GATT" fut finalement adoptée. Le Sommet de Maurice auquel Robert Bourassa ne participa pas en personne vit la stagnation du Québec se transformer en recul dans la francophonie politique, mais après tout comme le dit Jean-Claude Rivest un de ses plus proches amis : « *Bourassa a gardé le Québec dans le pays [le Canada] c'est la chose principale le reste est secondaire*⁷⁷. » La France quant à elle consolida sa place, mais compte tenu des rapports distants que le gouvernement libéral entretenait avec elle, le Québec ne profita pas de ce renforcement de Paris.

⁷⁶La France est le pays qui accorde le plus fort pourcentage à l'aide au développement.

⁷⁷Cité in Michel Venne, « La succession est ouverte » *Le Devoir*, 15 septembre 1993, p. 1.

Si les relations France-Québec vont retrouver avec le retour des péquistes aux affaires leur lustre d'antan, le Sommet de Maurice est bien celui de la tiédeur entre Paris et Québec. Tandis que la Belgique notamment grâce à Roger Dehaybe, tissait un nouveau rapport de force en francophonie ; celle-ci occupe en effet une place croissante dans les institutions et le financement de la francophonie politique et institutionnelle, comme nous le confirma Eric Poppe, Attaché culturel en charge de la Francophonie pour la communauté française de Belgique⁷⁸. Robert Bourassa quitta la scène francophone mondiale sans éclat, tandis que François Mitterrand qui assistait à son dernier Sommet francophone avait initié la plupart des chantiers de la francophonie actuelle, et inscrit son nom à côté des autres Présidents bâtisseurs de la Francophonie. Si la France n'était venue en francophonie qu'à contre cœur, alors que les Québécois pouvaient grâce au *Cercle québécois* se considérer légitimement comme les fondateurs de la communauté francophone, tout comme les Sénégalais, les Nigériens et les Tunisiens sur le plan politique, Robert Bourassa sapa de façon volontaire les positions de son Etat dans la famille francophone et à Paris, sans qu'Ottawa en soit responsable. « *La discrétion du Québec en France n'est pas le fruit du hasard: elle s'inscrit dans la stratégie de Robert Bourassa, qui consiste à ne pas faire de vagues, comme on l'a vu au dernier sommet de la francophonie*⁷⁹. »

Nous formons en effet l'hypothèse que contrairement à la dialectique traditionnelle d'opposition entre fédéralistes et souverainistes, Robert Bourassa est bien le responsable de l'affaiblissement du Québec et du déplacement de la problématique francophoniste dans son acception politique au sein du camp souverainiste. Nous tenons à souligner à quel point la bipolarisation de la vie politique au Québec est forte, non sur un plan droite gauche, mais sur un plan identitaire et mental et combien Pierre-Elliott Trudeau absent des affaires depuis plus d'une décennie, a façonné et conditionné les débats en francophonie. L'affaiblissement du Québec n'implique pas nécessairement un renforcement du Canada et réciproquement, contrairement à la pensée "trudeauiste", et "l'ère Mulroney-Bourassa" qui apparaît comme une ère d'apaisement, constitue d'après nous, le substrat sur lequel va prendre racine l'opposition *rouge-bleu* en francophonie. Celle-ci devenant à son tour, un thème d'opposition entre les deux camps que les souverainistes sauront utiliser lors du processus référendaire.

⁷⁸Entretien du 21 décembre 2006.

⁷⁹Michel Dolbec. « Qui a coupé la ligne ? »

Bourassa est responsable, même s'il s'en défendit parfois⁸⁰ de l'utilisation de la thématique francophoniste par les souverainistes en l'ayant vidée de sa substance identitaire et linguistique, par un surinvestissement de la thématique économique. L'un des meilleurs exemples de ce que nous avançons apparaît de façon flagrante dès 1991, dans l'énoncé relatif à la nouvelle politique québécoise en matière de relations internationales qui s'intitulait *Le Monde pour horizon. Le Québec et l'interdépendance : éléments d'une politique d'affaires internationales*⁸¹. La francophonie n'y apparaît plus en tant qu'un champ d'intervention autonome ou essentialiste, comme peuvent l'être l'Europe, les États-Unis, la France, ou le Royaume-Uni, etc. L'action du Québec en francophonie au regard de ce texte de politique générale ne devait plus qu'être « fonctionnaliste » et s'insérer dans les réseaux institutionnels francophones existants⁸².

Cette nouvelle politique fit si peu de place à la problématique francophoniste que deux mois après, le gouvernement se vit contraint d'ajouter un complément au texte originel qui s'intitulait *L'engagement du Québec*⁸³. Robert Bourassa a rompu l'équilibre et l'unité québécoise en francophonie en vigueur depuis Jean Lesage, que tous les partis malgré leur positionnement sur le fédéralisme et la place du Québec dans le monde avaient su maintenir, y compris lorsque celui-ci négocia l'application du protocole Québec-Ottawa pour l'ACCT.

⁸⁰Michel, Venne. « Robert Bourassa se défend d'avoir un rôle secondaire à Paris. », *Le Devoir*, 21 novembre 1991, p. A-1. Michel David. « Les emprunts de M. Robert Bourassa [en matière de francophonie]. », *Le Soleil*, 23 novembre 1991, p. A-18. Gilles Lesage. « Le Sommet de la consolidation : à Paris, M. Mulroney a facilement volé la vedette au "rapporteur" [sic] Bourassa. » *Le Devoir*, 22 novembre 1991, p. A-8. Michel David. « Rober Bourassa à Paris : Un silence imposé par son choix constitutionnel. », *Le Soleil*, 23 novembre 1991, p. A-19.

⁸¹Gouvernement du Québec, *Le Monde pour horizon. Le Québec et l'interdépendance : éléments d'une politique d'affaires internationales*, Québec, Ministère des Affaires internationales, 1991.

⁸²Cf. Bélanger, Louis. « Les enjeux actuels de la participation du Québec à la Francophonie multilatérale : de la paradiplomatie à la protodiplomatie », *Politique et Sociétés*, vol. 16, n°1, 1997, p. 39-59. Bernier, Ivan. « De l'économie mondiale à la Francophonie : les cibles générales et institutionnelles », in L. Balthazard, L. Bélanger, G. Mace et alii, *Trente ans de politique extérieure*, p. 329.

⁸³Gouvernement du Québec. *L'engagement du Québec*, Québec, Ministère des Affaires internationales, 1991.

La francophonie organisée politiquement serait toute indiquée pour être un des nouveaux acteurs de la démocratisation, en même temps qu'un nouvel acteur de la prévention diplomatique des conflits.

Boutros Boutros Ghali ⁸⁴

8.1.4 - Le Québec et le Sommet de Cotonou au Bénin, 2-4 décembre 1995 : celui de la concrétisation de l'ambition politique de la francophonie.

Le Sommet de Cotonou qui réunit 49 participants⁸⁵ constitue du point de vue de notre chronologie le parachèvement institutionnel de la Francophonie, c'est en effet lors de ce Sommet que fut prise la décision de personnifier la francophonie à travers un Secrétaire général⁸⁶, et si cette décision ne fut effective qu'à Hanoi deux ans plus tard, c'est bien en terre béninoise que le Canada à contrecœur, accepta cette consolidation de la francophonie politique. L'élargissement se poursuivit avec des acteurs tels la Suisse ou la Belgique qui avait refondu ses principes fédératifs en 1993 ; Wallons et Bruxellois pouvant intervenir en francophonie. L'utopie reclusienne trouvait un aboutissement toujours partiel et démesuré en terre africaine⁸⁷. Les péquistes qui avaient battu le chef libéral Daniel Johnson fils, successeur de Robert Bourassa avaient espéré faire de ce Sommet celui de la reconnaissance élargie de leur indépendance, malgré la volonté d'entrave du Canada désireux d'utiliser le Sommet comme un modérateur en cas de victoire du *Oui* et comme un renforcement du Canada en cas de victoire du *Non*.

⁸⁴Cf. « La Francophonie veut être un acteur de la démocratisation », *Le Monde*, 5 décembre 1995. Egalement cité dans l'article « Cotonou : timide appel pour la démocratie au Nigéria », *Le Figaro*, 5 décembre 1995.

⁸⁵19 Chefs d'Etat : Bénin : N. Soglo, Burkina-Faso : B. Compaoré, Burundi : S. Ntibantunganya, Cameroun : P. Biya, Congo : P. Lissouba, Côte d'Ivoire : H. Konan Bédié, Djibouti : H. Gouled Aptidon, France : J. Chirac, Gabon : O. Bongo, Guinée-Bissau : J. Sernardo Vieira, Guinée équatoriale : T ; Obiang Nguéma, Madagascar : A Zafy, Mali : A Konaré, Niger: M Ousmane, République Centrafricaine : A-F Patasse, Sénégal : A. Diouf, Suisse : K. Villiger, Tchad : L. Deby, Zaïre : M. Sese Seko. 1 Vice-Président Vietnam : T. Nguyen - 9 Premier-ministres et chefs de gouvernement, Belgique : J-L Dehaene, Canada : J Chrétien, Canada/Nouveau Brunswick: F. McKenna, Communauté française de Belgique : M. Onkelinx, Rwanda: P. Rwigema, Togo : E. Kodjo, Tunisie : H. Karoui Invités spéciaux : B. Boutros Ghali (ONU), H. López (ONUESEC), J. Diouf (FAO). 3 Vice-Premier ministre Canada/Québec : B. Landry Dominique : J. Timothy, Bulgarie: S. Chivarov - Pays représentés par leurs ministres des Affaires étrangères : Comores, Haïti, Maurice, Mauritanie, Seychelles Pays représentés par un ministre : Cambodge, Guinée, Laos, Liban, Luxembourg, Maroc, Roumanie Pays représentés par un ambassadeur : Egypte, Cap-Vert, Monaco Autres chefs de délégation : Sainte-Lucie, Louisiane, N^{elle} Angleterre - Observateurs : Louisiane, Moldavie, Sao Tomé Príncipe, Val d'Aoste.

⁸⁶Michel Venne. « Sommet de Cotonou : la Francophonie se dotera d'un porte-parole unique. » *Le Devoir*, 14 novembre 1995, p. A-5.

⁸⁷François Lemire. « Francophonie. Les riches heures de la diplomatie culturelle. Le Sommet de la francophonie s'ouvre ce samedi 2 décembre au Bénin », *La Croix*, 2 décembre 1995, p. 14.

Mais compte tenu du résultat extrêmement ténu environ 1%⁸⁸ d'écart entre le *Non* 50,6% et 49,4% pour le *Oui*, le Sommet de Cotonou ne permit pas à Jean Chrétien de développer sa stratégie de consolidation de l'unité canadienne par un coup d'éclat en francophonie. En dépit de la victoire des fédéralistes les résultats démontraient le renforcement des souverainistes plus de 11% comme l'illustre le tableau suivant⁸⁹ et surtout le PQ put se prévaloir pour la première fois d'un vote majoritaire chez les francophones du Québec.

Tableau 8.1 - Résultat des référendums de 1980 et de 1995 (en % des électeurs inscrits)

	1980	1995	différence
Taux de participation	85,6%	93,5%	+ 7,9%
Oui	34,0%	45,4%	+11,4%
Non	50,1%	46,4%	-3,7%

Le Québec à travers ses représentants Bernard Landry et Louise Baudoin, n'apparut donc pas réellement comme un vaincu compte tenu du résultat⁹⁰, ses délégués menant de front et de façon transversale la question identitaire et souverainiste du Québec à la question de la diversité culturelle. Cotonou marqua une sorte de retour du Québec en francophonie⁹¹, et malgré la victoire du *Non* au référendum, le Québec compte tenu de son statut de gouvernement participant et de sa légitimité démographique et sociétale, ne perdit rien de son rang⁹², surtout si on compare cette présence québécoise en francophonie à celle du Québec sous Bourassa⁹³. Car comme l'écrivit Louis Bélanger :

⁸⁸Drouilly, Pierre. *Indépendance et démocratie, sondages élections et référendums au Québec 1992-1997*. Paris-Montréal, l'Harmattan, 1997, 355 p.

⁸⁹Réal Pelletier. « La Francophonie vit ses premières tensions. L'esprit de la fête prend le pas sur les divergences Ottawa-Québec ». *La Presse*, 4 décembre 1995, p. A-16, A-17.

⁹⁰D'ailleurs le lendemain du scrutin les journaux insistaient sur ce point. *Le Devoir* « Le Québec divisé, Une majorité de francophones se prononce pour le Oui » *La Presse* « Le Non de justesse, Notre sondage du 26 octobre accordait 51% des voix au Non après répartition. » *Le journal de Montréal* « Forte majorité de francophones pour le Oui - c'est Non! » *Le journal de Québec*. « C'est rien de réglé » *Le Soleil* « On recommence, Parizeau promet un autre référendum après une timide victoire du Non ». *La Gazette* « Le Canada survit - Un Non mince comme le fil du rasoir laisse le débat ouvert. »

⁹¹Cf. Michel Venne. « Selon Jean-Marc Léger : La francophonie aussi importante que l'ALENA. », *Le Devoir*, 29 mars 1995, p. A-4.

⁹²Fulgence. Charpentier. « Le sommet de la maturité et de l'espoir », *Le Droit*, 7 décembre 1995, p. 27.

⁹³Michel, Dolbec. « Sommet de la francophonie. Landry croit que le Québec sera un Etat « presque » souverain[sic] », *Le Devoir*, 27 novembre 1995, p. A-2.

Les divergences, apparentes surtout entre les principaux partis politiques, concernant le rôle de l'Etat au sein de la société québécoise, se reflèteront donc dans l'orientation générale que les équipes au pouvoir donneront à la politique internationale du gouvernement [québécois] et, par conséquent, à leur participation aux travaux de la francophonie⁹⁴.

Cotonou que la littérature spécialisée présente avant tout comme le Sommet du parachèvement politique⁹⁵ aurait donc pu être également celui du premier forum international de l'accession à la souveraineté du Québec. Le *Cercle québécois* et Paris se chargeant au besoin, de présenter une motion pour y parvenir si le référendum avait amené pour résultat autre chose qu'un statu quo équivoque dont le Québec et le Canada ne sont toujours pas sortis dix ans plus tard. Le dossier le plus important qui devait être examiné par les Chefs d'Etat francophones réunis à Cotonou était celui de la réforme institutionnelle⁹⁶ lancée lors du Sommet de Chaillot en 1991 et développée lors du Sommet de Maurice en 1993. Une réforme qui commençait à traîner en longueur et qui devait impérativement aboutir à Cotonou. De fait, de grandes décisions de principe furent prises, création d'un secrétariat général de la Francophonie, nomination par le Sommet d'un Secrétaire général⁹⁷, porte-parole politique et représentant officiel de la Francophonie au niveau international, création d'un poste d'administrateur de l'Agence de coopération culturelle et technique qui devint l'Agence de la Francophonie⁹⁸.

Ces décisions de principe furent après le Sommet réexaminées en détail lors de la Conférence ministérielle de la Francophonie réunie à Marrakech les 17 et 18 décembre 1996 et au cours de laquelle fut adopté un projet de Charte de la francophonie établissant le nouveau dispositif institutionnel. L'ensemble du dossier non définitivement bouclé fut renvoyé au Sommet de Hanoï en novembre 1997, qui verra l'élection effective du nouveau Secrétaire général de la Francophonie Boutros Boutros-Ghali⁹⁹.

⁹⁴Bélanger. Louis. « Les Enjeux actuels de la participation du Québec à la Francophonie multilatérale : de la paradiplomatie à la protodiplomatie », *Politique et Sociétés*, vol. 16, n°1, 1997, p. 49.

⁹⁵Aude-Armelles, Raux. « Perspectives. Francophonie et essais. », *La Croix*, 2 décembre 1995, p. 14.

⁹⁶Michel Venne, « Rapport intérimaire du comité de réflexion mis sur pied à l'île Maurice : la francophonie tournerait en rond », *Le Devoir*, 24 janvier 1995 p. A-5.

⁹⁷M. Venne. « La Francophonie se dotera d'un porte-parole unique », *Le Devoir*, 14 novembre 1995, p. A-5. Réal, Pelletier. « Le Sommet de Cotonou prépare l'avènement d'un véritable regroupement politique semblable au Commonwealth », *La Presse*, 2 décembre 1995, p. B7.

⁹⁸Stephen Smith. « La francophonie veut se doter "d'un visage et d'une voix". Signe d'une politisation délibérée, et controversée, un secrétaire général va être nommé dans deux ans. » *Libération*, 2 décembre 1995, p. 10.

⁹⁹Jean-Pierre Amalric « Quand la francophonie rime avec cacophonie. Boutros Boutros-Ghali, appelé à en devenir le secrétaire général, ne fait pas l'unanimité. », *Libération* 14 novembre 1997, p. 5-6. Jean-Pierre, Amalric. « "C'est dans la musette". Boutros-Ghali sûr d'être élu secrétaire général de la francophonie. », *Libération*, 15 novembre 1997, p. 8.

L'importance de cette réforme institutionnelle fut liée à l'ambition maintes fois répétée de donner à la francophonie une visibilité et un impact politique beaucoup plus significatif, jugé nécessaire dans le nouveau contexte de l'après-guerre froide¹⁰⁰. Même si, et cela fut mesurable à Cotonou, cette ambition paraît avoir des limites certaines. Ainsi sur les dossiers africains, en particulier le Rwanda, le Nigeria ou l'Algérie¹⁰¹, les Chefs d'Etat eurent quelques difficultés, non seulement à mettre en oeuvre des initiatives diplomatiques, mais aussi à prendre des positions communes. Le Canada, le Mali ou le Burkina Faso souhaitaient une condamnation du régime militaire nigérian, mais le Bénin, le Togo, le Niger et le Tchad s'y opposèrent n'acceptant qu'un « *appel aux autorités nigérianes pour oeuvrer à l'établissement de l'état de droit et de la démocratie* ». Plusieurs autres résolutions furent adoptées sur l'Afrique, le maintien de la paix¹⁰², le Burundi et le Liban qui sont restées de timides compromis¹⁰³. Dans le domaine de la coopération juridique et judiciaire, les Chefs d'Etats adoptèrent le plan d'action préparé lors de la réunion ministérielle du Caire du 30 octobre au 1^{er} novembre 1995 et axé sur quatre thèmes, l'indépendance de la magistrature, une justice efficace garante de l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et une justice facteur de développement. Le Président de la République française Jacques Chirac fit une déclaration baptisée depuis « *l'Appel de Cotonou* » en faveur de la pluralité linguistique et de la diversité culturelle qui fut l'une des plus marquantes du Sommet.

Aujourd'hui 90 % des informations qui transitent par Internet sont émises en langue anglaise, parce que les outils et les serveurs sont dédiés à l'usage exclusif de cette langue. L'enjeu est clair : si dans les nouveaux médias, notre langue, nos programmes, nos créations ne sont pas fortement présents, nos futures générations seront économiquement et culturellement marginalisées. Sachons demain offrir à la jeunesse du monde des rêves francophones, exprimés dans des films, des feuilletons et valorisant la richesse culturelle et la créativité de chacun de nos peuples. Il faut produire et diffuser en français. C'est une question de survie. Il faut unir nos efforts. Les pays du Sud peuvent et doivent participer à ce combat, qui n'est pas seulement celui de la francophonie. Les hispanophones et les arabophones, tous ceux qui s'expriment en hindi ou en russe, en chinois ou en japonais sont confrontés à la même menace que nous. J'appelle la francophonie à prendre la tête d'une vaste campagne pour le pluralisme linguistique et la diversité

¹⁰⁰Cf. Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. « M. Boutros-Ghali approuve la dimension politique que se donne la francophonie. », *Le Monde*, 3 décembre 1995.

¹⁰¹Cf. Didier Hassoux. « Coopération. La francophonie cherche à se faire entendre. Débats épineux sur le Rwanda, le Nigeria et l'Algérie. », *La Croix*, 5 décembre 1995, p. 9.

¹⁰²M. Venne. « La Francophonie gardienne de la paix ? Le Canada pousse pour que le Sommet francophone appuie la prévention des conflits », *Le Devoir*, 28 novembre 1995, p. A-2.

¹⁰³Cf. Murray, Maltais. « Complaisance à Cotonou : Le Sommet de la Francophonie se solde par des vœux pieux sur les droits humains. » *Le Droit*, 5 décembre 1995, p. 14.

culturelle sur les inforoutes de demain. Je souhaite que cet appel de Cotonou marque fortement cette ambition et soit entendu et compris dans le monde entier.

A Cotonou pour la première fois, les francophones prirent la mesure de l'importance pour leur avenir des nouvelles technologies de l'information et de la communication et décidèrent de leur accorder une place prépondérante¹⁰⁴ en lançant les inforoutes en français¹⁰⁵. Dans la résolution n°18 sur la société de l'information, les Chefs d'Etat, *« conscients du défi que pose le développement très rapide de la société de l'information et des enjeux économiques, technologiques et culturels qui en découlent »*, décidèrent d'organiser une mobilisation rapide du dispositif francophone dans ce domaine. Il fallut néanmoins attendre mai 1997 pour qu'une réunion ministérielle se tienne sur ce sujet à Montréal et produise un plan d'action proposé aux Chefs d'Etat à Hanoï axé sur la création d'un fonds francophone destiné à soutenir la production de contenus francophones multimédia. De fait, il restera à prouver que cette prise de conscience de Cotonou sera enfin suivie d'effets après Hanoï.

En analysant la place du Québec dans les Sommets de 1986 à 1995, on constate que s'il subsiste une continuité officielle québécoise en matière de francophonie, il existe néanmoins au moins deux visions québécoises de l'action de l'Etat fleurdéliné dans la Francophonie. La première approche, fonctionnaliste ou collaborationniste avec Ottawa est incarnée par le PLQ de Robert Bourassa, à partir de Dakar, son caractère fonctionnaliste dépassa même les espérances du gouvernement canadien de Mulroney. La seconde approche, essentialiste et de rayonnement est incarnée par le PQ de Jacques Parizeau, Louise Baudoin et Bernard Landry, son utilisation de la francophonie dans une démarche nationaliste, alla de la paradiplomatie en direction de la protodiplomatie, selon l'imminence d'un référendum. Il existe donc bien, une véritable dissimilitude des positionnements et des stratégies québécoises en francophonie, au fur et à mesure que la francosphère s'institutionnalise sur le plan politique. Le parti libéral de Robert Bourassa, hérite d'une entente qui ne lui est pas fondamentalement utile pour promouvoir sa vision d'un Québec reconnu dans un Canada uni, tandis que les souverainistes déplorent l'atténuation du rayonnement québécois en Francophonie, seul forum international où le Québec pèse de façon réelle et autonome.

¹⁰⁴ Le futur Sommet de Moncton qui se tint au Nouveau-Brunswick en 1999 se consacra essentiellement à cette question.

¹⁰⁵ [AFP], « Sommet de la francophonie Plaidoyers pour une inforoute en français. » *Le Soleil*, 3 décembre 1995, p. A9

Ce tropisme inter-qubécois au sujet de la francophonie se renforce après les échecs de Meech¹⁰⁶ et de Charlottetown, et l'on peut constater que l'époque de l'unanimité québécois en francophonie, incarné par la phase associative, est bel et bien révolu une fois écoulé « l'âge d'or » des deux premiers Sommets. On observe au fur et à mesure que les conférences des Chefs d'Etat francophones se succèdent et que la Francophonie s'ouvre en direction de la *francophonía*¹⁰⁷ que la voix québécoise devient de moins en moins audible, du moins jusqu'en 1993, alors que le Québec accroît son espace potentiel d'action sur la scène internationale. Le Sommet de Chaillot est l'archétype de ce déclin volontaire du Québec en Francophonie internationale ; sans qu'il y ait nécessairement un lien de cause à effet, c'est dans la même décennie que la théorie de l'américanité québécoise connaît un développement important. Avec la victoire péquiste, la francophonie redevint une préoccupation première et la voix du Québec¹⁰⁸, peu audible par choix et décalée par les thèmes choisis, retrouva une nouvelle intelligibilité grâce notamment à Louise Baudoin¹⁰⁹ et Marcel Lucier Délégué général du Québec à Paris. Ce dernier avait joué le rôle de conciliateur entre le Canada et la France qui s'opposaient sur l'implication de l'ACCT dans les instances de la Francophonie, la France voulant sa marginalisation et le Canada son renforcement. Le compromis dont le Québec fut l'un des principaux acteurs en mars 1995¹¹⁰ permit le bon déroulement du Sommet de Cotonou¹¹¹. Si la francophonie canadienne existe et que les Québécois et les francophones du Canada partagent une langue et une culture communes, à travers Meech s'illustre bien la

¹⁰⁶Après d'immenses espoirs de réconciliation entre le Québec et le Canada, l'Accord de Meech échoua puisque malgré le gouvernement fédéral conservateur, les Provinces du Manitoba et de Terre-Neuve refusèrent de reconnaître le Québec comme une société distincte. Ce qui était pourtant le minimum de ce qu'exigeait le PLQ et son chef Robert Bourassa. « Il y a 10 ans, à la suite du référendum du 20 mai 1980, le gouvernement du Québec de ce temps, dirigé par Monsieur Lévesque, avait fait plusieurs efforts pour réintégrer le Québec dans la constitution canadienne. Il avait fait preuve (...) d'une grande flexibilité mais avec un résultat décevant, puisque le Québec avait été exclu de la constitution canadienne (...) Jusqu'en 1985, on disait : « What does Québec [sic] want ? ». nous avons exprimé clairement les demandes du Québec (...) Donc, depuis 1985, la question est : « What does Canada want ? » Et on attend encore la réponse du Canada à cet égard. Le Canada Anglais doit comprendre d'une façon très claire que, quoi qu'on dise quoi qu'on fasse, le Québec est, aujourd'hui et pour toujours, une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement¹⁰⁶.

¹⁰⁷Cf. Nous renvoyons à la définition que nous en avons précédemment donnée et au schéma organisationnel de la francosphère que nous avons réalisé.

¹⁰⁸[AFP] « Advenant la souveraineté, Parizeau souhaite de bons rapports entre le Canada et les pays francophones », *Le Soleil*, 22 mars 1995, p. A-11.

¹⁰⁹Cf. L'interview que donne Louise Baudoin à la *Gazette* quant au rôle qu'elle souhaite que le Québec occupe en francophonie. Nicolas Van Praet. « *Beaudoin questions Francophonie's English* » *The Gazette*, 10 juillet 2001, p. A-11.

¹¹⁰Michel Dolbec. « Une solution pour la francophonie [trouvée par le Québec] », *Le Devoir*, 30 mars 1995, p. A-8.

¹¹¹À titre indicatif, André Ouellet ministre fédéral de Affaires extérieures et bras droit de Jean Chrétien à Cotonou joua également un rôle dans ce compromis.

divergence des intérêts individuels des francophones, notamment ceux de l'archipel hors Québec qui refusèrent de renoncer à cette appartenance canadienne française¹¹². Le Québec péquiste et libéral préférait consolider la québecité, la question de son devenir à l'intérieur ou à l'extérieur de la Fédération ne venant qu'ensuite, à l'exaspération grandissante des Acadiens. C'est dans ce contexte d'éloignement des Québécois et des francophones hors Québec qu'Yvon Fontaine, le Président de la Fédération des francophones hors Québec, Doyen de l'Université de Moncton avait déclaré :

On en a assez d'être les oubliés de la francophonie et on ne veut plus que les Québécois occupent toute la place. C'est quand même un comble : nous sommes sans doute les plus menacés et finalement nous n'avons que très peu d'aide. Tout va toujours au Québec. (...) nous, nous sommes vraiment les oubliés de la famille¹¹³.

Cette possible concorde canado québécoise qui échoua à cause de Terre-Neuve, devenue canadienne il y a moins de cinq décennies à la suite d'un référendum équivoque et d'un représentant de la francophonie canadienne historique le Manitoba, servit de terreau au renforcement souverainiste au Québec et stigmatisa les limites des solidarités provinciales¹¹⁴ et du cadre de la fédération canadienne avec la rédaction par une aile souverainiste du PLQ du rapport Allaire¹¹⁵. Cette recontextualisation des années 1990 aura souligné nous l'espérons, l'éclatement de l'approche francophoniste par les Québécois en raison de la question nationale et référendaire d'une part et de la fracture des francophonies canadiennes et des intérêts des communautés canadiennes d'autre part.

¹¹²Cf. Jean Dion. « Un projet de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada : Le fédéral dépensera un demi million pour vendre la francophonie canadienne. » *Le Devoir*, 29 août 1995, p. A-4.

¹¹³Ces propos furent tenus lors d'une visite officielle du Doyen à Paris le 31 octobre 1988. Cf. Jean-Paul Bury. « Les Acadiens excédés de l'omniprésence québécoise [dans les relations avec la francophonie] ». *La Presse*, 6 novembre 1988.

¹¹⁴Cf. les déclarations de Gil Rémillard du 4 septembre 1990, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales. « Ce n'est pas d'hier qu'on parle de réformer nos institutions. Ce n'est pas d'hier qu'on parle de cette place du Québec au sein de la fédération canadienne parce que (...) du "butin" de Duplessis au "Maître chez nous" de Jean Lesage, à "l'Égalité ou l'indépendance" de Daniel Johnson, de la "souveraineté-association" de René Lévesque et à la "société distincte" de Robert Bourassa, il y a, avec les nuances, avec les particularités qu'on peut attribuer à chaque option politique, un fondement qui est le même, c'est la recherche, pour le Québec, de son autonomie pour exprimer pleinement sa spécificité culturelle, sociale, spécificité politique et sa spécificité économique, la possibilité pour les Québécois et les Québécoises d'exprimer pleinement ce qu'ils sont en toute liberté et partager en fonction de ce qu'ils peuvent être, de ce qu'ils peuvent avoir en commun avec les autres provinces canadiennes. » Cf. Rémillard, Gil. *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 1990, vol. 31, p. 4331.

¹¹⁵Cf. Allaire, Jean. *Rapport*, Parti Libéral du Québec, 1991. Cf. Les conclusions « Dans le cas où il n'y aurait pas entente sur la réforme proposée par le Québec [au reste du Canada], que le gouvernement issu du PLQ propose l'accès du Québec au statut d'Etat souverain. »

En outre, nous souhaiterions préciser que si le Québec peut en toute légitimité estimer qu'il doit travailler en pleine synergie avec le Canada, il serait néanmoins souhaitable qu'il n'incrimine pas par la suite, le gouvernement fédéral de sa modeste action, car dans le cas contraire il viderait les critiques de leur contenu et entacherait la marche de manœuvre que le Québec possède en Francophonie à travers le monde grâce à la doctrine Gérin-Lajoie-Patry et au *Cercle québécois*. Ce que Louise Beaudoin reconnut publiquement en écrivant à propos des relations internationales de l'Etat fleurdéliné :

On ne peut pas blâmer que les autres, le gouvernement du Québec quel que soit le parti au pouvoir manque de volonté politique et ne met pas à la disposition du MRI les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de sa tâche¹¹⁶.

Cette remarque n'est pas un jugement de valeur de notre part, mais découle des difficultés de recoupement et d'analyse auxquelles nous nous sommes confronté pour aborder la question de l'implication du Québec à l'intérieur des instances de la Francophonie internationale avec la mise en place des Sommets et des différents opérateurs francophones tels AIME, AIF, TV5... En conséquence, nous estimons que l'action du Québec en Francophonie est loin d'être aussi linéaire et concordante qu'on ne l'affirme généralement.

A ce titre, nous considérons que l'analyse de Sylvain Simard ancien ministre québécois des Relations internationales¹¹⁷ et de la Francophonie qui écrivit : « *Les sommets de la francophonie ne se sont pas mis en place dans le respect des compétences internes du Québec. (...) Le strapontin consenti au Québec par le gouvernement Mulroney n'a permis qu'une avancée bien relative* » est un raccourci excessif et une contrevérité historique découlant d'une hypertrophie de l'affrontement fédéral-provincial. En outre, le fait que ces propos viennent d'un acteur de premier plan comme le fut Sylvain Simard, dont le travail fourni en francophonie est attesté, gomme non sans paradoxe, l'inconséquence volontaire que le Québec a pu avoir à tort ou à raison, là n'est pas notre propos, en matière de relations internationales et en francophonie.

¹¹⁶Cf. Paquin, S. (dir). *Les relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie* .p. 281.

¹¹⁷29 janvier 1996 -15 décembre 1998.

Nous estimons toutefois nécessaire de souligner les revirements passés sous silence, car sinon le Québec bien qu'il soit un Etat subnational se dédouane à bon compte, donnant de son action en francophonie une image policée et cohérente, alors que cela est loin d'être le cas lorsqu'il s'agit de francophonie politique, nous l'avons démontré à plusieurs reprises. Il tend à stigmatiser abusivement la politique d'entrave du gouvernement fédéral à son égard, alors que la seule continuité qui existe réellement est bien celle de la francophonie associative ; une fois encore comme le soulignait Christophe Traisnel dans son ouvrage *Francophonie, francophonisme*, le mélange des genres entre acteurs et analystes de la francophonie amène à de fâcheux raccourcis.

« Notre présence économique et culturelle dans certains pays du monde, choisis à la fois pour leurs affinités avec le Québec et leur désir d'approfondir leurs échanges avec ses habitants, nous vaudra sûrement, en temps opportun, de précieux appuis en faveur de la réalisation de nos objectifs nationaux. Cette présence nous obligera surtout à nous donner une véritable politique de relations internationales, fondée sur des perspectives à long terme et dans le quotidien, sur une exécution diligente¹¹⁸. »

André Patry

8.2 - Le Québec, la Francophonie et les francophones face au référendum de 1995.

A travers cette sous-partie, nous comptons démontrer que les tenants du Oui tout comme ceux du Non investissent la francophonie compte tenu de ses capacités paradiplomatiques et protodiplomatiques. Cette donnée n'est abordée que de façon allusive dans la littérature, et à ce jour seul Jacques Parizeau en tant qu'acteur de premier plan a reconnu explicitement dans son ouvrage *Pour un Québec souverain*, l'intérêt que celles-ci pouvaient avoir dans une démarche référendaire, ainsi qu'il nous l'a affirmé en entretien.

Notre propos ne sera pas d'établir l'historique du référendum ce qui nous éloignerait du cadre de notre problématique actuelle, en outre nous avons déjà travaillé sur la question référendaire dans le cadre de notre maîtrise et de notre DEA, nous ne ferions donc que nous répéter, enfin et surtout, la littérature historique et historisante dispose de

¹¹⁸Patry, André. « Pour un rayonnement du Québec sur la scène internationale. La coopération régionale pourrait mener à une véritable politique de relations internationales. » *Le Devoir*, 30 juin 1997.

recherches sérieuses et abouties suffisantes telles celles de K. McRoberts¹¹⁹, de P. Drouilly¹²⁰, de M. Cardinal¹²¹, de R. Bernier, V. Lemieux, et M. Pinard¹²², J. Guay et D. Monière¹²³ ou encore les très nombreux articles publiés dans les revues anglophones¹²⁴ ou francophones¹²⁵. Par manque d'intérêt enfin, le résultat du référendum ayant maintenu le statu quo. Nous nous limiterons donc, à évaluer les enjeux réciproques pour chacun des intervenants et à souligner à nouveau, l'intérêt de premier plan que la francophonie recèle pour le Québec, ce point étant insuffisamment pris en considération dans les recherches en relations internationales nécessitant autant une vision transversale que de nouvelles approches d'analyse. A travers l'étude du référendum de 1995 et de la francophonie nous ambitionnons de prouver que chacun des acteurs, Québec, Ottawa, minorités francophones hors Québec ou même francophones du reste de la francosphère ont eu un positionnement dans ce dossier ayant pour conséquence directe ou indirecte de favoriser le *Oui* ou le *Non*¹²⁶.

¹¹⁹McRoberts, Kenneth. Un pays à refaire : L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes. Montréal, Boréal, 1999. 483 p. McRoberts, K. *After the Referendum: Canada with or without Quebec. Beyond Quebec: taking stock of Canada*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 1995.

¹²⁰Drouilly, Pierre. *Indépendance et démocratie : sondages, élections et référendums au Québec 1992-1999*. Montréal, Harmattan, 1997. 355 p.

¹²¹Cardinal, Mario. *Point de rupture, Québec-Canada : le référendum de 1995*, Montréal, Société Radio-Canada-télévision & Bayard Canada livres.

¹²²Bernier, Robert ; Lemieux, Vincent ; Pinard, Maurice. *Un combat inachevé*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 1997. 368 p.

¹²³Guay, Jean ; Monière, Denis. *La bataille du Québec: troisième épisode: 30 jours qui ébranlèrent le Canada*. Montréal, Fides, 1996. 266 p.

¹²⁴Jones, David. « An independent Quebec: looking into the abyss. » *Washington Quarterly*. vol. 20, 1997 p. 21-36. Dion, Stéphane. « The dynamic of secessions: scenarios after a pro-separatist vote in a Quebec referendum. » *Canadian Journal of Political Science*. vol 28, n° 3, 1995, p. 535-551.

¹²⁵Lachapelle, Guy. « Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995. » *Politique et sociétés*. vol. 17, n° 1, 1998, p. 91-120. Massicotte, Louis. « Référendum: le «n'oui» des Québécois ». *Réforme de l'Etat... et après ?* Bruxelles: EUB, 1997. p. 177-195. Nemmi, Max. « D'un référendum à l'autre: la construction de la nation au Québec. » *Cité libre*. vol. 24, n° 1 janvier-février, 1996, p. 7-28. Roy, Alain. « Politique de l'autre. » *Liberté*, n° 230, avril 1997. p. 3-24.

¹²⁶A ce jour il n'existe pas de recherche sur cette question, compte tenu du laps de temps relativement court et de la crédibilité des acteurs en francophonie puisque la plupart sont simultanément acteur et "faiseur de francophonie" ce qui ne pousse évidemment pas à l'exploration d'une telle démarche en particulier au Québec.

« Tout se passait depuis quelques années,
et notamment sous le règne libéral de M. Robert Bourassa et de M. Daniel Johnson,
comme si le caractère unique de cette relation était devenu embarrassant, politiquement suspect.
Comme si frayer de trop près avec les dirigeants français était donner du crédit à la thèse souverainiste.
Depuis le fameux appel du général de Gaulle à un « Québec libre », pourtant, aucun président ou
premier ministre français en exercice n'a souhaité publiquement la sécession du Québec¹²⁷. »

Lise Bisonnette

8.2.1 - La France le Québec et le référendum de 1995.

La relation France-Québec est au cœur de la présence du Québec en francophonie et dans le monde, comme nous l'avons démontré et ce deuxième référendum fut l'occasion pour Paris de réaffirmer son appui au Québec¹²⁸, d'une façon certes moins frontale et éclatante que celle du général de Gaulle en 1967, mais on ne peut plus évidente cependant pour toute personne n'étant pas atteinte de cécité ou de malhonnêteté intellectuelle. Les déclarations d'appui à tous les niveaux se chiffraient par dizaines, c'était le cas d'Edouard Balladur, premier ministre lors de la pré-campagne référendaire, d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, porte parole du RPR et premier ministre en exercice lors du scrutin, de François Guillaume vice-Président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale qui dans une interview à *Libération* du 21 mai 1994 déclara :

Il est clair que nous nous souvenons tous de la parole prophétique de de Gaulle. Nous souhaitons quant à nous que la France soit la première à prendre position et à saluer l'indépendance du Québec que consacrerait un référendum remporté majoritairement par les partisans de cette liberté du Québec, retrouvée finalement.

A moins de prendre pour argent comptant les propos de l'ambassadeur du Canada à Paris, Benoît Bouchard, qui clamait dans les médias français sur le principe de la méthode Coué¹²⁹ que Jacques Parizeau ne trouverait aucun appui chez les dirigeants français, excepté peut-être, finit-il par concéder chez Philippe Seguin, ce qui importait peu puisque c'était un « *loose cannon* »¹³⁰.

¹²⁷Lise Bisonnette « L'amitié rétablie [France-Québec] ». *Le Devoir*, 28 janvier 1995, p. A-12.

¹²⁸Louis-Bernard, Robitaille. « Le Oui de la France », *L'Actualité*, vol. 24, n°17, 1^{er} nov. 1999, p. 128.

¹²⁹Durant toute la campagne pré-référendaire les souverainistes et les fédéralistes se livrèrent à ce jeu de désinformation et d'intoxication on parla même pour désigner ce jeu de dupe d'un « grand jeu »

¹³⁰Dans un entretien effectué par Frédéric Bastien le 29 mai 1998 celui-ci en donnera une explication quelque peu laborieuse, déclarant à propos de « loose cannon » : « Ce que j'ai voulu dire, [à l'époque] c'est que Seguin est un homme qui a son propre agenda (...) j'ai fais l'erreur d'utiliser un mot qui n'était pas français ». Cité in Bastien, Frédéric. *Les relations particulières*. p. 326.

Celui-ci devint cependant le troisième personnage de la République en sa qualité de Président de l'Assemblée nationale ainsi que le représentant personnel de Jacques Chirac pour les affaires québécoises. En outre nous rappelons à titre informatif, que la question québécoise était bien plus consensuelle en 1995 qu'en 1980 et que si les gaullistes par tradition philosophique et sentimentale soutinrent tous le Québec, le reste de la droite le fit aussi, Valéry Giscard d'Estaing en tête qui influença même Jacques Parizeau pour ce qui a trait à l'éventuelle reconnaissance d'une victoire souverainiste lors de la consultation. La gauche française d'ailleurs se rangea également en 1995 d'une façon très large du côté de la souveraineté du Québec et pour l'indépendance. *L'Humanité*¹³¹, *Libération* et *le Monde*¹³² se firent les principaux relais de ce soutien. De leur côté, Lionel Jospin, Edith Cresson, Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jean-Pierre Chevènement, le parti communiste et bien sûr Michel Rocard, figure de proue des amis du Québec en France¹³³, qui avaient déploré la tiédeur de Robert Bourassa en matière de relations francophones soutenaient le oui. Officiellement les deux anciens Premier ministres, sur le modèle mitterrandien déclarèrent que seuls les Québécois étaient habilités à s'exprimer sur ce sujet, mais qu'ils pouvaient néanmoins compter sur la France et les Français.

Ce qui d'ailleurs semblait être pleinement en accord avec l'opinion française puisque selon un sondage Gallup réalisé à l'automne 1995 et publié dans *Libération* 56% des Français étaient favorables à l'indépendance du Québec, alors que les partisans de la souveraineté n'étaient que 17% au Canada, et 16% aux États-Unis et au R-U¹³⁴. Au-delà des clivages politiques gauche droite, le *Cercle québécois* et le cercle francophoniste oeuvrèrent de façon conjointe, même F. Mitterrand plus épris de francophonie que de québecité, se garda d'affaiblir les péquistes lors de la pré-campagne et alors que son second septennat s'achevait J. Parizeau écrivit d'ailleurs à ce sujet :

¹³¹Cf. notamment [Anonyme] « Francis Wurtz : pour une francophonie progressiste. », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1995 « Les progressistes français ont tout lieu, dans ce contexte, d'être d'autant plus solidaires de ce peuple ami. Notamment en agissant pour le renforcement d'une réelle francophonie. » Ou bien encore [Anonyme] « Quel avenir pour le Québec ? Deux réponses possibles pour un futur incertain : « oui » à la souveraineté de la Belle Province ou « non » pour rester au sein de la fédération canadienne. Réponse ce matin », *L'Humanité*, 31 octobre 1995, [Anonyme] « A 1% près... », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1995.

¹³²Cf. les articles de J-P Péroncel-Hugoz et Martine Jacot publiés lors de la campagne référendaire.

¹³³Dès le référendum de 1980, celui-ci afin d'aider René Lévesque, au-delà de l'appui verbal et de principe, lui avait rédigé un rapport en sa qualité d'inspecteur général des finances sur la faisabilité de l'indépendance du Québec et le gain économique que celui-ci en tirerait.

¹³⁴Cf. Nicole, Gauthier. « France-Québec: une passion assagie. Les dirigeants français sont restés discrets face au nationalisme québécois. », *Libération*, 31 octobre 1995, p. 8.

Il me paraissait normal, lors de mon voyage officiel à Paris comme Premier ministre du Québec en janvier 1995 d'aller remercier M. Mitterrand, qui en nous ouvrant sa porte, à l'époque du grand scepticisme savait à quel point il nous en faisait ouvrir bien d'autres¹³⁵.

L'arrivée de Jacques Chirac à l'Élysée n'allait évidemment pas réduire ce processus, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre québécois il avait fait savoir en conférence de presse le 26 Février 1995 que dans l'éventualité d'un résultat positif :

La France devrait être sans aucun doute au premier rang de ceux qui diraient au Québec que nous marchons avec lui. (...) Les nations francophones et en particulier la France devraient être immédiatement aux côtés des Québécois et reconnaître la nouvelle situation¹³⁶.

L'autre enseignement important qui est à retirer est que la reconnaissance éventuelle de la France de l'indépendance du Québec, si elle doit se faire, doit l'être de façon individuelle et rapide celle-ci étant vue comme le préalable d'une plus large reconnaissance permettant d'enclencher d'autres ralliements et surtout de faire sauter ce que certains souverainistes Yves Michaud et Louise Beaudoin notamment, appelèrent le verrou canado-états-unien¹³⁷ sur la reconnaissance d'une souveraineté québécoise¹³⁸. Comme l'explicita Louis Bélanger à plusieurs reprises.

Les souverainistes ont pu sentir (...) l'hostilité américaine lorsqu'ils ont tenté, un an après le dernier référendum de faire une percée auprès de la classe politique de Washington. A la suite de l'intervention de l'ambassadeur canadien [Raymond Chrétien], les autorités américaines ont fait savoir à la représentante du gouvernement québécois aux Etats-Unis [Anne Légaré], à qui était confiée l'opération, que dans ses relations avec le Canada le gouvernement américain ne reconnaissait qu'un seul interlocuteur, soit le gouvernement fédéral¹³⁹.

¹³⁵Parizeau, Jacques. *Pour un Québec souverain*, p. 342.

¹³⁶Cf. *La Presse*, 27 janvier 1995.

¹³⁷Cette tentative d'entraver la démarche souverainiste se manifestera plus tard par la loi C-20. Qui remet en cause le principe du 50% plus une voix et qui charge les Communes d'interpréter les résultats. Au sujet de l'accueil de la loi C-20 en France nous renvoyons à l'article de Jacques Julliard « Pour que le Québec... reste libre ! Nous devons aider les Québécois à résister à un projet de loi qui leur ferait perdre toute identité ». *Le Nouvel Observateur*, 2 mars 2000.

¹³⁸Cf. Roy, Isabelle. *Entre la non-ingérence et la non-indifférence : les relations entre la France et le Québec depuis 1976*. Paris, ENA, 1996.

¹³⁹Bélanger, Louis. *Les enjeux actuels de la participation du Québec à la Francophonie*, p. 54-55. Pour de plus amples informations sur cet épisode nous renvoyons à l'ouvrage de l'intéressée, *Le Québec otage de ses alliés*, p. 119-160 ou bien encore à l'article de l'ambassadeur états-unien au Canada durant le référendum, se félicitant d'avoir marginalisé les souverainistes durant le Référendum et d'avoir notamment présenté le vote Oui à l'administration de Bill Clinton comme une dérive éthique. Cf. Blanchard, James. *Behind the Embassy door : Canada, Clinton, and Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1998, p. 238-240.

La Francophonie dans le processus de reconnaissance servirait de caisse de résonance internationale à l'initiative française, prémunissant les partisans du Oui d'une seule reconnaissance franco-africaine, de part le poids numérique et la répartition mondiale des Etats et des gouvernements qui la compose. Dans une optique indépendantiste la francophonie devient donc un réel outil protodiplomatique de concrétisation d'une éventuelle victoire¹⁴⁰. Dès lors, tous les précédents statutaires, les amitiés et le poids du Québec dans la francophonie se dotent d'une autre dimension et les rivalités Québec-Ottawa de l'époque Trudeau qui retrouvent leur intensité avec Jean Chrétien pour qui le Québec n'était après tout « *qu'un gros Nouveau-Brunswick*¹⁴¹ » prennent une autre ampleur et signification. Nous formons l'hypothèse, que dans l'éventualité d'un troisième référendum qui cette fois ne laisserait plus le Québec dans sa condition d'Etat subnational, le rôle de la francophonie s'étant renforcé, celle-ci apparaîtrait réellement aux côtés de Paris, comme le lieu clef de la reconnaissance d'un Québec souverain.

D'ailleurs le cercle rapproché Chirac, Seguin, Debré ne fit pas mystère de l'utilité que la Francophonie et l'Afrique en particulier pourraient revêtir dans l'éventualité d'un Oui en 1995. Si la francophonie ne pouvait prendre officiellement partie pour le Québec ou le Canada au nom du droit de non ingérence dont elle fit toujours un de ses grands principes depuis l'ACCT, elle devint un enjeu et les subventions unifoliées, le rôle historique du Québec et son poids numérique dans l'espace francophone nord américain en sont autant d'arguments. En 1995, les Québécois en avaient bien conscience et s'ils tentèrent après l'appui certain de la France, de rechercher une neutralité états-unienne bien difficile à obtenir, la francophonie revêtait aussi à leurs yeux une grande importance par sa représentation de plus du quart des Etats membres de l'ONU, le discours¹⁴² que le Premier ministre québécois Jacques Parizeau fit le 24 janvier 1995 devant le conseil permanent de la francophonie en témoigne :

Vous me donnez l'occasion d'apporter, à celles et à ceux qui construisent l'espace francophone, l'assurance de l'attachement que le Québec porte à la francophonie, aux valeurs qu'elle véhicule et aux activités multilatérales qu'elle suscite. Vous n'êtes pas sans savoir que cette francophonie multilatérale est pour mon gouvernement un lieu d'expression privilégié sur la scène internationale.

¹⁴⁰Cf. Luc, Chartrand; Jean-françois, Lisée. « Exclusif: le PQ prêt à jouer dur. Un comité interne du Parti québécois élabore la stratégie de reconnaissance d'un éventuel Québec indépendant. Et prévoit des scénarios durs. » *L'Actualité*, vol. 17, n°2, 1 février 1992, p. 11.

¹⁴¹ Cf. Michel Vastel, « Et si c'était Non à 75 % », *Le droit*, 6 mars 1995, p. 17.

¹⁴²Nous en version de larges extraits en annexe (Appendice S).

[Au début des années soixante le Québec s'ouvrait au monde et il semblait normal de s'ouvrir d'abord au monde francophone] Vous connaissez tous le projet de mon gouvernement : proposer aux Québécois qu'ils se donnent, cette année, un pays. C'est un débat que les Québécois sont en train d'avoir entre eux. Mais je voudrais tout de suite vous dire quel impact une telle décision pourrait avoir sur la place du Québec dans la francophonie.

En outre, en jouant la carte de la Francophonie et de l'ouverture internationale sur les aires culturelles, les souverainistes "limitaient" l'effet de ghetto que l'indépendance était censée provoquer¹⁴³ et que les partisans du Non utilisent comme l'un de leurs thèmes récurrents depuis le Référendum de 1980. Nous renvoyons aux déclarations d'Angéline Fournier vice-Présidente de l'Institut Gamma¹⁴⁴, qui publia dans *La Presse* un article polémique s'intitulant : « *La protection du français : une bonne raison de voter Non. Si le Canada n'existait pas, le Québec devrait l'inventer*¹⁴⁵. »

Le Québec sera mieux à même de défendre la langue française dans un Canada, membre du G7 et qualifié de «francophone» par la francophonie, que comme pays de 7 millions d'habitants isolés en Amérique du Nord. En se séparant de la «francophonie» canadienne, le Québec affaiblirait donc sa position internationale pour faire avancer la cause francophone. Il deviendrait aussi, réellement cette fois, un îlot francophone dans une mer anglophone. Le Québec perdrait ce «cousin» culturel vital qu'est le Canada qui, en amortissant les pressions internationales d'assimilation, lui permet d'accentuer sa «francisation» sans se soucier du danger d'isolationnisme ou d'assimilation. La marge de manoeuvre d'un Québec indépendant serait considérablement réduite¹⁴⁶.

¹⁴³Martine Jacot. « Les ambivalences du référendum québécois », *Le Monde*, 27 octobre 1995.

¹⁴⁴Elle publia en collaboration avec Kimon Valaskakis, ancien ambassadeur du Canada à l'OCDE, président du Club d'Athènes et du Groupe de Gouvernance globale *Le Piège de l'indépendance. Le Québec sera-t-il affaibli par la souveraineté?* Montréal : L'Étincelle, 1995.

¹⁴⁵Angéline Fournier. « La protection du français : une bonne raison de voter Non. Si le Canada n'existait pas, le Québec devrait l'inventer. », *La Presse*, 26 octobre 1995, p. B3.

¹⁴⁶Angéline Fournier, loc. cit.

« Si le résultat est positif, le Québec aura pris un nouveau statut, tout le monde l'aura constaté.
Et bien évidemment, son statut changerait au sein du Sommet (...)
Sinon, on est ensemble pourquoi ?¹⁴⁷ »

Émile-Derlin Zinsou
(Président du Conseil Permanent de la Francophonie)

8.2.2 - Le positionnement du monde francophone et de la Francophonie durant le référendum de 1995 et les périodes référendaires.

Le point que nous nous proposons d'aborder est l'un de ceux qui nous posèrent du point de vue des sources le plus de difficultés, il constitue compte tenu des enjeux de préséance diplomatique et des rapports entre Etats, l'une des limites majeures de l'historien de l'immédiat, nous en avons fait la douloureuse expérience¹⁴⁸. A travers l'épisode référendaire se dégage la nouvelle lisibilité qu'a la Francophonie du point de vue de son potentiel et de ses réalités pour le Québec¹⁴⁹. En effet, si durant un long cycle le Québec fut indispensable à la francophonie et que celle-ci fut son obligée, nous pensons en particulier à la francophonie associative, avec 1995 et la souveraineté partenariat les choses évoluèrent et le Québec devint pour partie l'obligé de la francophonie, celui-ci faisant même amende honorable par l'entremise de Jacques Parizeau qui affirma devant le conseil permanent de la francophonie :

L'indépendance du Québec vous soulagerait enfin, tous, des subtils balais diplomatiques que vous impose depuis des années le couple Canada-Québec. Finies les guerres de drapeaux ! J'en serais aussi heureux que vous (...) lorsqu'il sera souverain, le Québec occupera toute sa place et assumera toutes ses responsabilités et si, comme je l'espère, le Canada poursuit son action francophone actuelle c'est toute la francophonie qui en sortira doublement gagnante¹⁵⁰.

¹⁴⁷Michel, Venne. « La Francophonie respectera la décision [la décision référendaire] » *Le Devoir*, 8 juillet 1995, p. A-4.

¹⁴⁸Nous ne mentionnerons dans cette sous-partie que des sources consultables comme nous nous y sommes engagé, certaines des personnes ayant accepté de nous accorder un entretien ont limité leur intervention à un but de lecture globale et nous ont expressément demandé de ne pas utiliser nominativement les informations qu'elles nous ont fournies.

¹⁴⁹[PC]. « Souveraineté: intérêt à l'étranger », *Le Devoir*, 8 septembre 1995, p. A5.

¹⁵⁰Cf. Discours prononcé par Jacques Parizeau, Premier ministre du Québec « L'ouverture à la francophonie », Conseil permanent de la francophonie, Paris, 24 janvier 1995. Cette allocution fut reprise par son auteur dans son ouvrage *Pour un Québec souverain*, Montréal, VLB, p. 312-315.

S'il est certain que les péquistes cherchaient à se concilier les bonnes grâces de leurs partenaires francophones afin d'accroître la caisse de résonance d'un éventuel Oui en présentant le Québec sous son meilleur jour francophoniste, pourquoi tant d'efforts si la francophonie ne pèse pas ? Surtout de la part d'un Jacques Parizeau connu pour son caractère entier et ses opinions tranchées. De son côté le Canada n'était pas en reste, et durant l'année 1995 il sut répéter qu'il était le second bailleur de la francophonie et qu'il versait dix fois la cotisation annuelle du Québec à l'ACCT et qu'il était à l'origine de nombreux programmes dont bénéficiaient la majorité des Etats du Sud de l'aire francophone. Pour les mêmes raisons qui poussaient le Québec à se faire reconnaître par ses pairs francophones souverains, le Canada insistait sur les dangers réels ou fantasmés qu'un Québec hypothétiquement souverain ferait peser sur la francophonie.

Après le tribalisme de Trudeau vint celui des menaces à peine voilées de Jean Chrétien, insinuant que privé des $\frac{3}{4}$ de ses francophones le Canada modifierait du tout au tout sa politique bien que son ministre André Ouellet affirme de son côté la volonté de pérenniser la relation Canada-francophonie¹⁵¹. De plus selon le gouvernement fédéral, rien ne garantissait que le Québec consentirait les mêmes largesses que lui vis-à-vis de la francophonie. Le Canada invita donc, comme d'ailleurs statutairement la francophonie doit le faire, les pays francophones à la plus grande réserve en ce qui concernaient les indépendantistes, qu'ils se nomment Louise Baudoin, Jacques Parizeau, Jacques Yvan Morin ou Bernard Landry. Tout au long de l'année 1995 les chancelleries francophones furent la cible de toutes les attentions des deux camps¹⁵². Les capitales francophones étaient placées devant un dilemme éthique, affectif et économique dont les réponses multiples et contradictoires se complexifiaient si l'on intégrait à l'équation l'inconnu France. Les Africains d'ailleurs, à l'instar du Président du Bénin, n'étaient pas par principe hostiles à l'indépendance du Québec, bien au contraire comme put l'expliquer Pierre Duchesne¹⁵³, mais ils ne voulaient surtout pas qu'un appui affiché au gouvernement Parizeau les prive des financements canadiens, surtout en cas de victoire du *Non*.

¹⁵¹Cf. Joël Bellavance. « Selon le ministre André Ouellet Ottawa ne ménagera pas ses efforts pour soutenir la francophonie ». *Le Soleil*, 21 mars 1995, p. A5.

¹⁵²Cf. Michel Venne, « Le Sommet de Cotonou: Ottawa et Québec se surveillent. », *Le Devoir*, 30 novembre 1995, p. A4.

¹⁵³Cf. Duchesne, Pierre. « Diplomatie préréférendaire », in Stéphane Paquin, *Histoire des relations internationales*, p. 194-206.

Le mot d'ordre fut donc bienveillance mais aussi non intervention officielle, sur le modèle de la France les chancelleries africaines dans leur majorité prendraient position sur un fait, non une intention. L'échec du référendum de 1980 et l'interminable processus de réforme constitutionnel Meech-Charlottetown auquel s'ajoutait la guerre des *grands blancs* qui finit même par exaspérer Senghor avait laissé des traces. Néanmoins, Québec avec l'appui de Paris et du *Cercle québécois* en sachant utiliser certaines cartes plus aléatoires, comme la construction d'un centre culturel et d'une médiathèque dans la capitale béninoise encouragea les sympathies. Jacques Parizeau fut même dépêché auprès de l'ancien Président béninois en charge du Conseil Permanent de la Francophonie, Gaston Harvey l'un des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires internationales en charge de la francophonie. Tout cela irrita au plus au point le gouvernement fédéral et son Premier ministre. Si le Bénin, ami de Jacques Chirac était une carte maîtresse du jeu diplomatique de l'Etat fleurdéliné en Afrique, il semble qu'il ait pu compter également en cas de victoire du *Oui* sur la reconnaissance rapide du Sénégal, du Burkina Faso, du Togo¹⁵⁴, du Maroc, du Mali.¹⁵⁵

De leur côté les francophones d'Europe, eurent des positions très variées sur la question du référendum québécois, les plus francs appuis se trouvèrent auprès de la région Wallonne et de la Communauté française de Belgique (CFB)¹⁵⁶. En dehors de ces appuis institutionnels, les francophones belges, les plus favorables à la souveraineté du Québec se trouvaient dans les associations de défense et de promotion de la langue française comme la Maison de la Francité à Bruxelles ou bien parmi les membres de l'institut Jules Destrée. Les autres appuis conséquents se situaient chez les nationalistes francophones prônant la disparition de la Belgique et la création d'un hypothétique Etat indépendant Wallon ou bien chez les rattachistes. Les Suisses francophones furent plus en retrait, les plus enclins à soutenir les thèses souverainistes se trouvaient dans les régions confrontées aux enjeux linguistiques au premier chef desquels se situe le Canton du Jura, qui se sent historiquement proche du processus nationaliste québécois, Bruxelles et Berne avaient en effet tout intérêt à démontrer la validité de leur modèle à leurs ressortissants.

¹⁵⁴Grâce à Jean-Marc Léger. Entretien de décembre 2005.

¹⁵⁵En dehors du Bénin et du Togo, pour compléter cette liste nous avons utilisé les informations d'une note confidentielle citée par Pierre Duchesne dans son article « Diplomatie préréférendaire », p. 200.

¹⁵⁶Entretien téléphonique avec Eric Pope en date du 11 décembre 2006.

Le Luxembourg et Monaco¹⁵⁷ se gardèrent de toute communication sur le sujet. Le premier en raison de sa conception personnelle d'une Europe fédérale, quant à Monaco, la principauté ne souhaitait pas et ne pouvait pas se singulariser officiellement de la position de Paris sur la reconnaissance d'un fait¹⁵⁸. Les Asiatiques pour leur part, présentés souvent par les Québécois et les francophones de langue maternelle comme des francophones résiduels, membres de la francophonie davantage par calcul que réelle francophilie, ne se sentaient pas véritablement d'obligation envers l'Etat fleurdéliné alors qu'Ottawa finançait comme nous l'avons déjà signalé, une partie substantielle des budgets de l'ACCT. Les pays du Maghreb et du Proche-Orient ayant pour la plupart, d'excellentes relations avec le Canada, depuis que celui-ci les avaient découverts ou redécouverts grâce au Québec, se bornèrent à attendre les résultats de la consultation référendaire.

Le jeu d'équilibriste qu'étaient obligés de mener les cinquante Etats membres de la Francophonie s'avérait de plus en plus difficile et l'instrumentalisation du forum francophone évidente, si l'on compare l'implication du Québec de Robert Bourassa à celle du Québec de Jacques Parizeau et de Lucien Bouchard. A la retenue officielle des chancelleries allaient se succéder les pressions diplomatiques et la réactivation des réseaux africains. Philippe Seguin aurait déclaré : « *Si on avait un meilleur ministre des Affaires étrangères [Alain Juppé] on pourrait d'ores et déjà s'assurer qu'au moins trois ou quatre capitales de poids en Afrique feraient la même chose que Paris*¹⁵⁹ ». Jacques Chirac, le 23 octobre 1995 sur la chaîne CNN lors de l'émission Larry King Live déclara en sa qualité de Président de la République : « *I will recognize a fact.* » Si ce n'était pas aussi lyrique qu'un « Vive le Québec Libre », cela avait l'avantage d'être explicite et intelligible même aux Etats-Unis et de rendre les électeurs québécois pleinement responsables de l'issue du scrutin, tout en apaisant les relations France-Canada. Ce qui n'était pas inutile puisque les relations Chirac Chrétien n'étaient pas au beau fixe en 1995, le Premier ministre canadien ayant imprudemment qualifié l'élection de Jacques Chirac à l'Elysée de totalement impossible.

¹⁵⁷Au sujet des liens unissant Paris à Monte Carlo et sur la pratique des relations internationales et la pratique diplomatique de la Principauté nous renvoyons à la thèse de Stéphanie Mourou. *Les Relations internationales de la principauté de Monaco*. Aix-en-Provence, Université d'Aix II, 2000, 459 p.

¹⁵⁸En outre, l'arme économique en francophonie dont Ottawa savait se servir en cas de besoin n'était bien sûr d'aucune efficacité sur Monte Carlo.

¹⁵⁹Bastien, Frédéric. *Les relations particulières*, p. 326.

En outre, le fait que Paris et Ottawa partagent des intérêts communs en francophonie, notamment en matière de renforcement du bilinguisme¹⁶⁰ et que l'Élysée n'arbore pas les postures verbales du général de Gaulle ne signifiait pas que le Québec allait nécessairement en être la victime directe ou même indirecte¹⁶¹, il n'y a pas de causalité entre ces différents facteurs. Nous en voulons pour preuve, le fait que Jacques Chirac déclare au lendemain du Référendum de façon publique, par l'entremise de son porte-parole élyséen Catherine Colonna : « *La France entend maintenir ses relations privilégiées et directes avec le Québec (...) par ailleurs, la France souhaite voir le Québec continuer à jouer un rôle de premier plan au sein de la francophonie.* » Cette position fut réaffirmée par Margie Sudre secrétaire d'Etat française chargée de la Francophonie.¹⁶²

« *Il n'y a plus de projet de civilisation francophone hors-Québec*¹⁶³ »

Joseph Yvon Thériault

8.2.3. - Les francophones hors Québec, les francophonies canadiennes et le référendum.

Aborder le sujet des relations et des liens unissant les francophones vivant au Québec et dans le reste du continent, n'est pas une tâche aisée car plusieurs entraves sérieuses existent. Tout d'abord, la quasi absence d'études sur les relations et les liens qui unissent les francophones du Québec et ceux exogènes à l'Etat fleurdelysé¹⁶⁴, comme le rappelait encore récemment Linda Cardinal dans son article « *Sortir de la nostalgie, en finir avec le ressentiment des francophones hors Québec et la coopération interprovinciale*¹⁶⁵. »

¹⁶⁰Cf. Dvorak, Marta. *Canada et bilinguisme*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1997.

¹⁶¹Cf. Courteaux, Olivier. « La francophonie et les nationalistes québécois », *Cité libre*. vol. 28, n°4, automne 2000, p. 136-140.

¹⁶²Cf. [AFP]. « Chirac prévient Chrétien qu'il entend maintenir ses relations «privilégiées et directes» avec Québec », *Le Soleil*, 1^{er} novembre 1995, p. A-8.

¹⁶³Cité in Cardinal, Linda. « Sortir de la nostalgie, en finir avec le ressentiment : les francophones hors Québec et la coopération hors Québec et la coopération interprovinciale », in Langlois, S. ; Roy, J.-L. *Briser les solitudes, les francophonies canadiennes et québécoises*, p. 17-18.

¹⁶⁴Pour pallier à ce vide scientifique, on peut se référer aux publications de Dean Louder (Dir.) *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre*, Ste-Foy, PUL, 1991. Martel, Marcel. (Dir), « Le deuil d'un pays imaginé », Ottawa, PUO, 1997 ainsi que McRoberts, Ken. « Les minorités linguistiques dans un partenariat Canada-Québec » in Roger Gibbins et Guy Laforest (dir.) *Sortir de l'impasse*, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, p. 203-235.

¹⁶⁵Cardinal, Linda. loc.cit, p. 15.

Ajoutons à cela, la "nostalgie" au sujet du Canada français partagée ou non, suivant que l'on vit à l'intérieur ou en dehors du Québec, complétant celle de la projection identitaire et de la perpétuation de chacune des diasporas francophones canadiennes qui vivent ou survivent toutes, à l'exception peut-être de l'Acadie Néo-brunswickoise¹⁶⁶ grâce au principe d'un multiculturalisme bilinguisme. Au-delà du discours rassurant que le gouvernement du Québec put donner aux francophones hors Québec, sur leur avenir en terme de soutien logistique, financier et politique, le projet souverainiste s'il peut être appréhendé comme la création d'un pôle francophone fort ayant un Etat national, fait porter d'immenses doutes sur tout ce qui n'est pas inclus à l'intérieur du limes québécois. Certaines voix dans le Canada anglais se faisant même très menaçantes sur l'avenir de ces minorités¹⁶⁷ en cas d'une indépendance québécoise¹⁶⁸ en parlant de crime de haute trahison, de démantèlement du territoire québécois, de rétorsion et d'asphyxie économique logique envers le Québec, de suppression immédiate de la loi de 1969 sur le bilinguisme, et d'un possible serment d'allégeance pour les francophones résidant au Canada ou même de l'impossibilité pour les ministres québécois et le très fédéraliste Jean Chrétien de pouvoir négocier l'après Canada *ad mari usque ad mari*¹⁶⁹ », etc.

Avec le débat de 1995 resurgit donc l'ensemble des débats sur la solidarité des francophones entre eux, qu'ils soient dans le CVFA, l'Ordre de Jacques Cartier ou bien lors des Etats généraux du Canada français. Certains francophones hors Québec faisant appel à l'intérêt supérieur de la langue et du Canada français appelaient à voter Non de façon unanime et publique, notamment la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB)¹⁷⁰, puis la FCFA ex FCHQ au mois de mars 1995 après avoir rencontré le 16 janvier de la même année, le Premier ministre Jean Chrétien¹⁷¹.

¹⁶⁶Cf. Mireille, Duteil. « Francophonie : la revanche des Acadiens. », *Le Point*, 27 août 1999, p. 42-45.

¹⁶⁷Martine Jacot. « Le Canada anglais est exaspéré par les menaces de sécession », *Le Monde*, 29 octobre 1995.

¹⁶⁸Selon Pierre Duchesne le « *Reform Party* », de Preston Manning, ouvertement francophobe et résolument opposé au bilinguisme canadien aurait assuré à Rodrigue Biron émissaire au Gouvernement souverainiste de Jacques Parizeau, que son mouvement seconde force politique aux Communes reconnaîtrait, une éventuelle victoire même courte afin d'en finir avec le Canada conçu par le premier ministre P-E. Trudeau. Cf. Paquin Stéphane. *Histoire des relations internationales du Québec*, p. 205.

¹⁶⁹Cardinal, Mario. Point de rupture, Québec-Canada : le référendum de 1995, Montréal, Société Radio-Canada-Bayard Canada livres, 2005.

¹⁷⁰Cf. [P.C.] « Le Bloc et les francophones hors-Québec », *Le Soleil*, 21 mars 1995, p. A-5.

¹⁷¹On y aborde au cours de cette rencontre les principaux dossiers de la francophonie canadienne, notamment la gestion scolaire, les ententes fédérales-provinciales. La FCFA aura attendu plus de 10 ans avant de pouvoir s'entretenir officiellement avec le Premier ministre canadien.

Cette prise de position créa des remous au Québec et chez les francophones hors Québec eux-mêmes, comme l'attestent les articles d'Yves Saint-Denis¹⁷² parus dans *Le Droit* « *Qu'avez-vous fait là, mes frères? Le Non des francophones hors Québec*¹⁷³ » et celui de Jules Richer « *Bisbille autour des Francos. Trois groupes dénoncent l'utilisation de la francophonie contre le Québec*¹⁷⁴. » Le 30 mars, la ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes Louise Beaudoin, rendit publique la politique du gouvernement du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes¹⁷⁵. Largement inspirée des travaux des associations francophones hors Québec¹⁷⁶, elle s'organise autour de trois axes la culture et les communications, l'éducation et l'économie¹⁷⁷. *Le Droit* titra au sujet de cette politique québécoise :

Louise Beaudoin, a fait un geste sans précédent : aucun de ses prédécesseurs n'était allé aussi loin dans son ouverture envers ces minorités. Cette première met fin à un grand silence. A une très longue absence. Et comble un trou béant : jamais le Québec n'a manifesté aussi clairement sa volonté d'aide et de coopération. Les gouvernements ne savent pas toujours bien évaluer les situations graves. L'étroitesse de leurs préoccupations, notamment électorales, les empêche de comprendre l'importance de grands enjeux, d'assumer des responsabilités évidentes au point de faire mal aux yeux. A l'égard de la francophonie canadienne minoritaire, le Québec s'était comporté jusqu'ici de façon erratique. Il s'était même montré carrément hostile, allant jusqu'à épouser, en Cour suprême du Canada, la cause de provinces anglophones qui niaient les droits de gestion scolaire de leur minorité francophone¹⁷⁸.

En cette année de scrutin référendaire, Louise Beaudoin dont nous avons détaillé le parcours résolument francophoniste, tenta à contre-pied du courant majoritaire souverainiste BQ-ADQ-PQ, d'instaurer un second souffle et une lisibilité du lien Québec-

¹⁷²Ancien président de l'Association Canadienne Française de l'Ontario, ex-trésorier de la Fédération des francophones hors Québec, de 1981 à 1985.

¹⁷³Yves Saint-denis, *Le Droit*, 29 mars 1995, p. 21.

¹⁷⁴Jules Richer, *Le Droit*, 23 mars 1995, p. 1.

¹⁷⁵Ce n'est que très récemment qu'il a été dépassé par le plan de Benoit Pelletier ministre québécois des Affaires intergouvernementales, Cf. Comité spécial du Parti libéral du Québec sur l'avenir politique et constitutionnel de la société québécoise. *Un projet pour le Québec, affirmation, autonomie leadership*. Québec, 2001, p. 34-44.

¹⁷⁶Gilbert, Lavoie. « La main tendue de Louise Beaudoin. Partenariat : le travail à faire est énorme », *Le Soleil*, 31 mars 1995, p. A-10.

¹⁷⁷Si le budget alloué de 1 600 000 dollars canadiens apparaît très insuffisant au regard des besoins des francophones hors Québec, il est le plus important qui ait été consenti par le Québec à la francophonie canadienne depuis plusieurs mandatures y compris sous Robert Bourassa pourtant partisan d'une francophonie axée sur le Canada.

¹⁷⁸Murray, Maltais. « La fin d'un long silence. Il faut absolument mettre les jeunes dans le coup. », *Le Droit*, 1^{er} avril 1995, p. 22.

francophonies-hors-Québec¹⁷⁹, ce qu'elle nous résuma par : « *C'était normal, urgent et surtout souhaitable pour tous*¹⁸⁰ ». Cette conscientisation en direction des francophones hors Québec, si elle fut quelque peu intéressée compte tenu de l'échéancier électoral, n'en demeure pas moins une avancée et une ouverture du Québec en direction des francophonies canadiennes. Pour rappel depuis les années trente, les nationalistes québécois perçoivent les Canadiens français vivant à l'extérieur du Québec comme des contre modèles consolidant l'option indépendantiste du Québec. L'expression d'Yves Beauchemin : « *les Acadiens sont des cadavres encore chauds* », ou celle de René Lévesque « *dead ducks*¹⁸¹ » si elles sont inexactes sur un plan démographique et linguistique attestent par contre de la réelle fracture qui existe entre les Québécois et les héritiers du Canadien français hors Québec. Car comme l'exprima Linda Cardinal :

Ainsi, la représentation que le Québec a de la francophonie en milieu minoritaire le sert fort bien. En effet, dans la mesure où l'on considère "qu'hors du Québec point de salut" celui-ci devient le représentant légitime de la francophonie, son château fort, son territoire. La survie du fait français passera par une réaffirmation du territoire, lequel coïncidera aussi avec la nation québécoise et l'Etat qu'elle s'approprie politiquement¹⁸².

C'est en ce sens que Mario Cholette membre des Intellectuels pour la souveraineté, (IPSO) écrivit dans une tribune publiée dans *Le Devoir* :

C'est en étant fort et en ayant pleine compétence entre autre sur sa culture et sa langue, que le Québec pourra rayonner davantage et être en mesure de mieux appuyer les combats des francophones hors Québec (...) qu'on ne peut maintenir une langue, soit la langue française, de façon artificielle dans les autres provinces. Si on le fait, c'est d'un cataplasme qu'il s'agit, posé sur beaucoup d'hypocrisie¹⁸³.

¹⁷⁹C'est ainsi que l'intéressée nous avait présenté ce point lors d'un entretien du 11 décembre 2005. Voir également sur ce point Lise Bissonnette, « Une première : Louise Beaudoin propose une bonne théorie des retrouvailles », *Le Devoir*, 31 mars 1995, p. A-8 ; Michel Venne, « Francophones hors Québec : Québec propose un nouveau cadre de coopération », *Le Devoir*, 31 mars 1995, p. A-4. Normand Gilles, « Francophonie canadienne : Québec se donne une politique "agissante". Marcel Dubé nommé secrétaire adjoint à la francophonie », *La Presse*, 31 mars 1995, p. A-10.

¹⁸⁰Ibidem.

¹⁸¹Cette expression du fondateur du PQ, resurgit dans le débat référendaire. Cf. Benoît Aubin, « Le Grand retour des exilés [Acadie] », *L'Actualité*, vol 19, n° 15, 1^{er} octobre 1994, p. 44.

¹⁸²Cardinal, Linda. « Identité et dialogue : l'expérience des francophonies canadienne et québécoise » *Pour un renforcement de la solidarité entre francophones au Canada*. Québec, Conseil de la langue française, 1995, p. 67.

¹⁸³Mario Cholette, « Québec souverain : francophonie plus forte », *Le Devoir*, 21 septembre 1995, p. A-6.

Le départ du Québec de la fédération canadienne, en dehors du séisme cataclysmique qu'il représenterait pour le Canada du point de vue spatial économique et identitaire, ferait aussi perdre à ce dernier un élément majeur de sa différence avec les EU en tant qu'Etat nation. Car comme l'expliqua à Martine Jacot la correspondante du *Monde* au Canada, le sociologue¹⁸⁴ Stanislav Kirschbaum, du collège Glendon de Toronto où l'enseignement est dispensé en anglais et en français :

C'est le fait français, le bilinguisme des institutions fédérales imposé depuis 1969, l'appartenance du Canada à la francophonie et au Commonwealth, qui permet au Canada anglais d'avoir une identité nationale et de se différencier des Américains (...) L'indépendance du Québec, poursuit-il sonnerait le tocsin, à plus ou moins long terme du fait français dans le reste du Canada. Les quelques 500 000 franco-ontariens (5 % de la population de la province) en sont bien conscients ; ils militent contre la souveraineté, tout comme nombre d'Acadiens¹⁸⁵.

L'ensemble des communautés francophones déjà exsangues pour la plupart, se trouverait dans une extrême précarité alors qu'elles connaissent déjà un vieillissement accéléré et une assimilation record¹⁸⁶ : « *Les minorités francophones apparaissent branchées sur le respirateur artificiel fédéral*¹⁸⁷ ». Si la francophonie canadienne est une réalité, les objectifs du Québec et des francophones hors du limes québécois ont été souvent aux antipodes les uns des autres durant l'année 1995¹⁸⁸, puisque la francophonie fleurdelisée est majoritaire¹⁸⁹ tandis que la francophonie unifoliée est partout minoritaire¹⁹⁰ voire ultra

¹⁸⁴Cette institution universitaire canadienne de renom est l'une des rares de la fédération unifoliée à être totalement bilingue et à incarner pleinement un Canada bilingue et multiculturel.

¹⁸⁵Propos rapportés dans Martine Jacot. « Le Canada anglais est exaspéré par les menaces de sécession », *Le Monde*, 29 octobre 1995.

¹⁸⁶Castonguay, Charles, « Evolution de l'assimilation linguistique au Québec et au Canada entre 1971 et 1991 », *Recherches sociographiques*, vol. XXXVIII, n°3, 1997, p. 469-490 ; « Assimilation linguistique et remplacement des générations francophones et anglophones au Québec et au Canada », *Recherches sociographiques*, vol. XLVIII, n°1, 2002, p. 149-182.

¹⁸⁷Pelletier, Réjean. « Un divorce consommé », in *Briser les solitudes*, p. 41.

¹⁸⁸Cf. Jacques Michaud. « La Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada : une campagne dans la campagne », *Le Devoir*, 29 mars 1995, p. A-7. Pierre Gravel. « *Entre l'oxygène et l'acharnement thérapeutique* », *La Presse*, 18 février 1995, p. B-6. Daniel Brosseau. « La FCFA et Jean Chrétien singularisés : Francophonie canadienne : un courant dissident soutient une alliance avec le Québec. », *Le Journal de Montréal*, 4 novembre 1995, p. 22. Yakabuski, Konrad, « Un million de \$ pour vanter la dualité canadienne : les francophones hors Québec nient vouloir s'immiscer dans la bataille référendaire ». *Le Devoir*, 6 janvier 1995, p. A-1. Gilles Gauthier, « Les francophones hors Québec feront campagne pour un pays uni. », *La Presse*, 17 janvier 1995, p. B-1. Martin Leclerc, « Les francophones hors Québec se prononcent pour le Non : le Bloc Québécois crie à l'ingérence d'Ottawa. » *Le journal de Montréal*, 15 mars 1995, p. 10.

¹⁸⁹Juteau, Danielle. « Multiples francophonies minoritaires : multiples citoyennetés », *Sociologie et sociétés*, vol. 26, n°1, 1994, p. 33-45.

¹⁹⁰Falardeau, Philippe Hier, *la francophonie*, Moncton, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, 1992, 78 p. Harvey, Fernand. « Le Québec et le Canada français : histoire d'une déchirure », in Simon Langlois (dir.), *Identités et cultures nationales, l'Amérique française en mutation*, Québec, PUL, Culture française d'Amérique, 1995, p.49-64.

minoritaire¹⁹¹ comme le rapportait la presse et notamment *le Devoir* sous la plume de Jean Pichette.

La victoire du Non, même très courte, a été accueillie avec soulagement par les communautés francophones hors Québec, qui y voient en même temps un signal très clair pour des changements constitutionnels au sein de la fédération canadienne. «On est soulagé de voir que le Québec demeure le foyer de la francophonie canadienne, affirme J. Michaud, président de la Fédération des francophones hors Québec. Le cri qu'on a entendu ce soir en est un pour le changement. Il a aussi été entendu ailleurs au Canada, et on espère que les gouvernements l'entendront également, et à court terme.» Du côté de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, la présidente, Lise Ouellette, tout en se réjouissant de la victoire du Non, reconnaît également qu'un signal «très clair» pour un changement significatif du cadre canadien a été envoyé hier¹⁹².

De son côté, la Louisiane et les Francos prirent soin de ne pas aborder la question, l'unité nationale et le patriotisme des États-Unis servant à expliquer ce mutisme. Durant de longues années se servir d'une autre langue que l'anglais, même sur les rives du Mississippi était considéré comme un acte anti-américain alors se positionner sur cette question n'aurait pas été la solution¹⁹³. Enfin pour la plupart des Louisianais, la mère patrie de leur société n'est pas le Québec mais bien la Nouvelle-Écosse et l'Acadie. En outre par leur extrême fragilisation, les Cajuns et les minorités francophones de Louisiane partagent davantage l'identité et la vie des minorités francophones hors Québec que celles des souverainistes fleurdelisés¹⁹⁴. Ce qu'explicita notamment Zachary Richard : « *La Louisiane n'est pas le Québec, et nous ne pouvons pas espérer traduire en politique notre passion pour la langue et pour la culture, sans un grand travail de sensibilisation*¹⁹⁵. Après la défaite mathématique étroite du camp du *Oui*, dont l'analyse en détail est plus complexe qu'il n'y paraît, statistiquement pour la première fois de l'histoire du Québec une majorité de francophones a voté pour l'indépendance. Le *Oui* a progressé de près de 10% par rapport à 1980 et fait nouveau dans l'histoire québécoise, les souverainistes sont

¹⁹¹Cf. Laurent, Laplante. « Même culture, intérêts divergents », *Le Droit*, 17 janvier 1995, p. 15.

¹⁹²Jean Pichette. « Référendum, Chez les francophones hors Québec Soulagement », *Le Devoir*, 31 octobre 1995, p. A-5

¹⁹³Cf. Denière, Marc. *Une politique d'assimilation : le français dans le Midwest américain*. Paris, Champion, 1999.

¹⁹⁴Pour une analyse centrée sur les minorités francophones d'Acadie et du Canada nous recommandons la lecture de De Vriendt, Patricia-Anne. « De l'identité des francophonies minoritaires canadiennes : analyse du parcours de la FFHQ et de la FCFA du Canada, 1975-1995 », in Simon Langlois et Jocelyn Létourneau. *Aspect de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, PUL, Cefan, 2004, p. 293-307.

¹⁹⁵Zachary Richard, *Voler de ses propres ailes, Journal le Québécois 2003-2004*, Québec, Éditions du Québécois, 2005, p. 40.

appuyés par une majorité de 60% de francophones au Québec¹⁹⁶, ce que Laurent Fabius commentant les résultats dans un communiqué de presse diffusé par l'AFP résuma par : « *A l'avenir il faudra que le Canada tienne davantage compte de l'expression du Québec francophone, c'est primordial*¹⁹⁷ ». Tandis que Philippe Séguin, "ministre plénipotentiaire du Québec" de Jacques Chirac déclara : « *Aujourd'hui, les cartes du changement ont été distribuées (...) Compte tenu de la marge d'avance qu'a le Non, autour de la table de jeu, la main revient à Ottawa. Mais le camp du Oui n'a pas perdu pour autant*¹⁹⁸. »

En guise de conclusion afin de redonner une vision d'ensemble de l'épisode référendaire et de son prolongement en Francophonie et pour les francophones, les deux enseignements principaux à tirer du lien Francophonie-Québec et du référendum de 1995 sont que désormais la question québécoise n'est plus seulement une affaire de gaullistes ou de francophiles zélés, mais bien aussi l'affaire de « *l'ensemble de la famille francophone*¹⁹⁹ » car chacun des protagonistes a joué de façon directe ou indirecte un rôle lors de la campagne. L'appel lyrique de Pierre de Bellefeuille²⁰⁰ à la France et à la francophonie, dans les colonnes du *Monde* à la veille du scrutin en est un exemple de choix :

Il y a au Canada deux réalités nationales : le Canada anglais, anglophone à 96 % et le Québec, francophone à 82 %. Dans le cadre actuel, ce sont l'assimilation et la minorisation qui guettent les francophones. (...) Avons-nous tort de croire que la France ne peut être indifférente à la présence ou à l'absence française en Amérique ? Les Québécois n'ont pas oublié que, en 1967, le général de Gaulle, lors d'un discours historique du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, leur avait dit non seulement que la France voulait leur venir en aide, mais aussi qu'un jour elle aurait, peut-être, elle-même besoin de l'aide du Québec. Les aléas de l'histoire, dans les Amériques, n'ont pas favorisé la civilisation française. Le Portugal a son Brésil, l'Espagne peut compter, au-delà de l'Atlantique, une vingtaine de républiques hispanophones, l'Angleterre a enfanté le géant «étatsunien», de même que le Canada anglais, sans compter quelques îles. La France, comme la Hollande, a elle aussi abordé des plages antillaises, mais elle

¹⁹⁶ Denis Monière. « 60% des Francophones pour la souveraineté », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1995.

¹⁹⁷ Cf. Communiqué de Presse de Laurent Fabius à l'issue de l'annonce des résultats de l'élection référendaire du 30 octobre 1995 diffusé le lendemain. Ou bien se reporter à l'article paru dans *le Soleil* en date du 1^{er} novembre 1995 « Chirac prévient Chrétien qu'il entend maintenir ses relations "privilegiées et directes" [sic] avec Québec »

¹⁹⁸ [Anonyme] « Les résultats du référendum québécois : quelques réactions », *La Libre Belgique*, 2 novembre 1995.

¹⁹⁹ Expression qu'aurait utilisé François Mitterrand selon François Carle.

²⁰⁰ Pierre de Bellefeuille homme politique, écrivain et journaliste. Elu député du Parti québécois à Deux-Montagnes en 1976 et 1981, il avait auparavant organisé l'Exposition universelle de 1967, travaillé à l'Office national du film et collaboré à plusieurs journaux. A Radio-Canada, il avait animé la Part du lion. Ancien président du conseil de la culture des Laurentides, de l'Institut canadien des affaires publiques et du Syndicat des journalistes d'Ottawa, membre de l'UPF.

perdra la Nouvelle-France et cédera la Louisiane. Le Québec a-t-il pour destin de corriger cette anomalie de l'Histoire ? Nous avons la présomption de croire que nous sommes indispensables à la francophonie. Serions-nous la nouvelle Gaule, résistant non pas aux légionnaires romains mais à l'énorme influence de nos voisins, un quart de milliard d'anglophones ? Cette influence s'étend à travers le monde et, à nos portes, sa force est telle qu'à moins de posséder les pouvoirs d'un Etat souverain, nous ne pouvons prendre les mesures voulues en matière de langue, d'éducation et de culture pour assurer notre survie et notre épanouissement. Sans un Québec souverain, le français en Amérique est condamné au déclin. Notre peuple a le droit de se donner un pays pour vivre et s'épanouir. On prétend souvent que notre « séparatisme » va à l'encontre des tendances modernes, celles-ci favorisant les grands ensembles [économique]. On oublie qu'ils sont composés, au point de vue politique, d'Etats souverains. Nous sommes prêts à assumer notre destin, qui n'est pas celui d'une simple province, ni d'une minorité ethnique.²⁰¹

L'interventionnisme des francophones ou l'appel à intervenir lors de cette campagne dépasse de loin, la simple politique française ou même l'instrumentalisation des francophones hors Québec par le gouvernement fédéral²⁰² ou par son pendant québécois, ou bien encore les affrontements Québec-Acadie quant au rôle ambigu du Nouveau-Brunswick dans les instances de la Francophonie. Celui-ci fut accusé non sans quelque fondement par Bernard Landry lors du Sommet de Cotonou, d'être piloté et financé par Ottawa pour marginaliser le Québec sur la scène internationale francophone²⁰³.

Au fur et à mesure que la francophonie devient une réalité internationale et suscite donc un enjeu national et international, la lecture du Québec au sein de celle-ci se complexifie et évolue, tandis que la francophonie linguistique, culturelle et associative perdure et donne l'image d'une extrême cohérence, le lien Québec-Francophonie se densifie et nécessite plus de nuances²⁰⁴. La polysémie du mot francophonie s'en trouve une nouvelle fois considérablement enrichie,²⁰⁵ et demande la prise en considération d'une multitude de facteurs principaux et secondaires, dont nous avons tenté de présenter de façon non exhaustive, les plus notables et les plus opérants.

²⁰¹ Pierre de Bellefeuille. « Des souverainistes parlent aux Français. », *Le Monde*, 28 octobre 1995.

²⁰² Cf. L'allocation prononcée par Lise Bissonnette [Directrice du *Devoir*] s'intitulant « *La francophonie canadienne et le Québec - Ruptures et retrouvailles* », lors du Forum francophone de concertation le 15 mars 1997 à l'Hôtel Loews Le Concorde, Québec et dont le Gouvernement du Québec héberge une retranscription sur son site http://www.saic.gouv.qc.ca/centre_de_presse/discours/1997/saic_dis19970315.htm

²⁰³ [P.C.] « Ottawa accusé de banaliser le Québec », *Le Soleil*, 13 octobre 1995, p. A7.

²⁰⁴ Louis Bertrand Robitaille, « Ils sont fous, ces Québécois ! », *L'Actualité*, vol. 21, n° 14, 15 septembre 1996, p. 121

²⁰⁵ Marie-Josée Jastrab. « De nouveaux espaces pour la francophonie Du bon usage des Sommets ». *Le Monde Diplomatique*, Avril 1995, p. 26.

Le second enseignement à tirer d'après notre étude est que le Québec en 1995 utilisa de façon assumée, l'espace francophone et la Francophonie pour remporter un scrutin référendaire, dépassant l'étape de la dimension linguistique basée sur la défense de la langue majoritaire au Québec, pour tenter d'incarner un projet sociétal contemporain francophoniste à la fois ouvert²⁰⁶ et inséré dans son espace continental nord-américain où vivent les archipels Franco-canadiens, Francos²⁰⁷, Cajuns et Créoles²⁰⁸.

Il s'agit donc, d'un fait nouveau et d'une différence de poids entre les deux Référendums et pour les souverainistes la francophonie devient "le nouvel" espace privilégié de l'expression de la diplomatie de l'Etat fleurdelisé. Le facteur culturel et linguistique que l'on cantonne souvent à un rang subalterne, est au contraire un élément de première importance²⁰⁹. En outre, à l'éclairage du Québec il nous semble nécessaire afin de dépasser la simple approche factuelle, que les recherches historiques portant sur la francosphère intègrent à l'avenir plus largement qu'elles ne l'ont fait, le facteur "culturel et linguistique" à leur problématique, pour rendre compte des évolutions identitaires des réalités sociétales francophones. Sans verser dans une approche "ethno-ethniste" des parlants français, ce qui serait contraire pour partie à l'approche française et un non-sens dans une démarche francophoniste, la francophonie étant tout sauf une approche pan-française du monde contemporain, ce facteur culturel et linguistique nous paraît d'autant plus justifié, que se multiplient des regroupements d'Etats sur le mode culturel et linguistique.

²⁰⁶Peloquin, André. « La place du Québec dans la francophonie d'aujourd'hui », B. Jones ; A. Miguet ; P. Corcoran. (dir.) *Francophonie ; Mythes, masques et réalités. Enjeux politiques et culturels*. Paris, Publisud, 1996, p. 105 - 109. Ainsi que Therien, J. Philippe. « Francophonie politique extérieure » in André Bernard et Jean Tournon. *La francophonie et le Canada*. Bordeaux, AFEC, 1992, p. 9 à 41.

²⁰⁷Ancil, Pierre, « La Franco-Américanie et le Québec: une solidarité à réinventer », *L'Action Nationale*, vol. LXXX, n°6, juin 1990, p. 830-843.

²⁰⁸Zachary Richard déclara à ce propos. « Pour la francophonie, la Louisiane doit être le symbole de ce qui peut arriver: une tragédie linguistique, possible partout. », Cf. Luc, Chartrand. « Le retour du Cajun », *L'Actualité*, vol. 22, n°15, 1^{er} octobre 1997, p. 70.

²⁰⁹Nous n'adhérons pas aux conclusions exprimées par Brian Hocking au sujet des rapports de force des Etats fédérés et de leur présence sur la scène internationale. « Les intérêts internationaux des gouvernements régionaux : désuétude de l'interne et de l'externe ? » *Etudes internationales*, vol. XXV, n° 3, 1994, p. 409-420.

« Une société adulte ne peut se contenter de l'immobilité pour horizon, de l'inaction pour mythe collectif, de laisser-aller pour règle du jeu. Ou alors, c'est la tentation de la fatigue qui finit par triompher, et avec elle l'extrémisme qui sied si naturellement aux peuples épuisés²¹⁰. »

Alain Minc

8.3- Le fleurdélisé à l'épreuve de la comparaison de la Belgique et de la Confédération helvétique.

A travers cette dernière sous-partie, nous nous proposons d'élargir notre angle de lecture du Québec en francophonie et les enjeux qui en découlent au-delà du cadre continental américain ou franco-québécois. Nous tenterons ainsi, à travers le difficile art de la comparaison de passer le modèle du Québec en francophonie au crible de l'expérience de deux autres Etats fédérés européens où le français détient un statut juridique et civilisationnel bien qu'il ne soit parlé que par une minorité de la population. Le choix de la Belgique et de la Confédération helvétique que nous appellerons Suisse par commodité rédactionnelle, s'explique donc pour des raisons linguistiques et juridiques, mais aussi pour des facteurs économiques, historiques et sociaux. En dépit des facteurs géographiques ces Etats partagent de nombreuses caractéristiques avec le Québec, ils sont de ce fait des modèles d'altérités relativement intéressants pour une étude des relations Francophonie-Québec. En travaillant sur les relations Belgique-Francophonie et Suisse-Francophonie nous procédons à une ouverture pondérée de notre problématique nous permettant de cerner avec davantage d'acuité le particularisme, les limites et les enjeux des Québécois en francophonie²¹¹.

Nous ne prétendons pas bien évidemment, résumer l'extrême richesse de la relation Belgique-Francophonie ou Suisse-Francophonie dans les deux points suivants, tels ne sont ni notre ambition ni notre propos compte tenu de notre problématique. Cette analyse serait déjà un sujet de recherche en soi, pouvant donner plusieurs thèses ou maîtrises restant d'ailleurs pour l'essentiel encore à écrire, malgré les travaux de référence de

²¹⁰Benjamin Lebel. Cité in Benjamin Lebel « Parlez, M. Côté (Lettre au ministre Albert Côté au sujet du projet de loi 86) », *Le Soleil*, 15 juin 1993, p. 14.

²¹¹Cf. Martin, Pascal. « Le souverainisme en héritage », *Le Soir* [de Belgique], 10 mars 2001. Louise Blanchard. « Le français, sceau de l'identité québécoise », *Le Soir*, 26 septembre 2003.

Françoise Massard Piérard²¹² et Raymond Renard²¹³ pour la Belgique et ceux de Manuel Meune²¹⁴, Pierre-François Chatton²¹⁵ et Gilles Revaz²¹⁶ pour la Suisse. En effet, la démarche comparatiste si elle est une pratique plus que courante dans la littérature francophoniste dévolue à la linguistique, à la sociologie du culturel et aux Sciences politiques notamment, n'en est encore qu'à ses balbutiements en histoire. Nous nous proposons pour notre part et en lien avec notre problématique, de nous servir de ces deux marqueurs pour conforter nos hypothèses et préciser avec ces exemples la relation unique qui reliait et relie la francophonie au Québec.

« La Belgique ce pays qui n'existe pas.
Flandre et Wallonie vivent sous le régime du divorce par contentement mutuel²¹⁷. »

Luc de Heusch

8.3.1- Le Québec en Francophonie face à la Belgique et la Communauté française de Belgique. Convergences, différences : enseignements et enjeux.

Nous précisons à toutes fins utiles que nous ne réaliserons pas d'historique de la langue française en Belgique, le cœur de notre sujet étant le Québec, mais qu'afin de doter le lecteur d'une ouverture optimale, nous versions en annexe²¹⁸ un résumé introductif sur ce point. Il est d'usage tant du point de vue des francophonistes et des linguistes ou des spécialistes des Sciences politiques s'intéressant aux entités subnationales et à l'action de ces dernières sur la scène internationale, de comparer le Québec à la Belgique, tant dans sa composante flamande que francophone.

²¹²Nous recommandons notamment la lecture de ses articles « Une étude comparée des relations entre entités fédérées au sein du système de politique extérieure en Belgique francophone », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 12, n° 2, 2005, p.191-205 ; « Approches belges de la Francophonie internationale », *Politique et Sociétés*, vol. 16, n°1, 1997, p. 15-38. Ainsi que « La Belgique, un modèle évolutif et inédit de gestion des relations internationales ? », in Stéphane Paquin, (dir.) *Les relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Québec, PUL, p. 233-253. [Françoise Massard-Piérard est en charge de la bibliographie relative à la francophonie éditée par le CIFDI.]

²¹³Renard, Raymond. *Une éthique pour la francophonie*.

²¹⁴Meune, Manuel « L'implicite et l'intangible : la référence territoriale au Québec et dans le canton de Fribourg », *Recherches sociographiques*, vol. XLV, n° 2, 2004, p. 317-341.

²¹⁵Chatton, Pierre-François. « La Suisse et la Francophonie », *Politique et Sociétés*, vol. 16, n°1, 1997.

²¹⁶Revaz, Gilles. *La Suisse et la Francophonie*. Québec, Cidef-AFI, collection francophonie, 2003, 159 p.

²¹⁷Cité par Virginie Lignée, « La Belgique, ce pays qui n'existe pas ? », in B. Jons, ; A. Miguet, ; P. Corcoran. *Francophonie : Mythes, masques et réalités enjeux politiques et culturels*. Publisud, Paris, 1996, p. 203.

²¹⁸Voir annexes (Appendice T).

Si le Québec et la Belgique possèdent des similitudes certaines, nous renvoyons à la thèse de Christophe Traisnel *Le nationalisme de contestation*²¹⁹, ces convergences de fond et de forme n'en sont pas moins partielles et dissonantes en fonction des communautés qui forment la Belgique, ne serait-ce que du point de vue des effets. Il est à noter que la communauté de destin des francophones du Canada et du Québec ne se rattache pas à celle de la Communauté française de Belgique, puisque cette dernière fut la grande bénéficiaire de l'assimilation des Flamands et le pilier de la défense de l'Etat central belge. La primauté du français était vécue comme allant de soi, bien que les Flamands représentent la majorité linguistique du pays, ils étaient la minorité politique, économique et sociale. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, c'est avec la Flandre que le Québec partage donc le plus de points communs et d'affirmation nationale et identitaire²²⁰. La venue des francophones de Belgique en francophonie ne repose pas sur le principe de l'affirmation d'une entité culturelle anciennement majoritaire noyée dans un œkoumène culturel et linguistique hostile, il faut se prémunir d'un québéco-morphisme des réalités francophones en Europe francophone. Néanmoins, le Commissaire général aux Relations internationales (CGRI) de la Communauté française de Belgique affirma sa satisfaction de voir les francophones disposer d'un tel champ d'action et déclara :

L'avenir de la Belgique et celui des 4,5 millions de francophones wallons et bruxellois, qui composent la Communauté française passe très certainement par la capacité de la Communauté française de Belgique d'affirmer de maintenir et de développer la reconnaissance qu'elle a acquise sur la scène internationale (...) et la Francophonie²²¹.

La présence de la France et du centre culturel qu'est Paris, bien qu'ils soient ethnocentristes donnent un sentiment de sécurité culturelle aux francophones de Belgique, ce que n'ont évidemment pas les Québécois, ces derniers étant le cœur de l'Amérique française et francophone²²².

²¹⁹Traisnel, Christophe. *Le nationalisme de contestation, le rôle des mouvements nationalistes dans la construction politique des identités wallonnes et québécoises en Belgique et au Canada*. Paris-Montréal, Thèse de Science Politique, Université de Montréal, Université Panthéon-Assas, Paris II, 2004.

²²⁰A titre informatif l'identité et la langue wallonne sont les grandes perdantes de la construction de l'Etat belge au XIX^e siècle et de son démantèlement au XX^e.

²²¹Cf. CGRI, *Le CGRI ministère des Affaires étrangères de la CFB*, cahier novembre 1991, p.2.

²²²Cf. Nicole Stafford. « Le Québec, laboratoire de la francophonie », *La Libre Belgique*, 17 octobre 2002.

En terme de motivation, la participation des francophones belges, wallons et bruxellois confondus n'a donc rien à voir avec la démarche québécoise. De plus le fait que Bruxelles, capitale historique de la Flandre devenue capitale de la Belgique, soit à plus de 80% francophone confère un sentiment de sécurité²²³ supplémentaire aux francophones de Belgique ; cela bien que nous le répétons, ces derniers soient démographiquement surpassés par les Flamands.

Il faut ajouter également que ce sont les Flamands qui sont à l'origine des modifications constitutionnelles et de la territorialisation linguistique du pays, ces derniers craignant que le français s'étende plus au Nord, en direction de la Flandre belge, finissant par les priver de l'usage de la "langue flamande"²²⁴ dans leur propre capitale historique. Selon les estimations d'Hervé Hasquin et de la plupart des démographes et des historiens de la langue française et "flamande", la population de Bruxelles comptait moins de 15 % de francophones en 1780, mais dès 1846, ils représentaient 40 % des habitants de la ville et au début du XX^e siècle ils devinrent majoritaires. Les Flamands parlent d'ailleurs de la « *verfransing* » c'est-à-dire de la francisation de Bruxelles²²⁵. La participation de la Communauté française de Belgique à la francophonie institutionnelle trouve donc non sans paradoxe, son "origine" dans les revendications linguistiques flamandes et celles des nationalistes de tous bords oeuvrant à l'affaiblissement de l'Etat belge. Ce qui ne l'empêche pas d'être un centre de rayonnement de la langue française

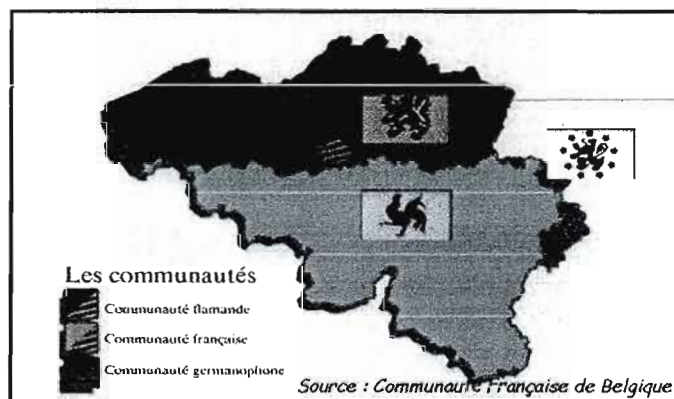
²²³Pour approfondir la question du sentiment de sécurité ou d'insécurité des francophones de Bruxelles nous renvoyons à l'article de Francard, Michel. « L'insécurité linguistique en Communauté française de Belgique », *Français de Société*, n° 6, 1993, p. 13.

²²⁴S'il est d'usage d'évoquer un affrontement linguistique français-flamand en Belgique sur le modèle français-anglais au Canada, il n'existe pas une langue flamande de Belgique mais des dialectes flamands. Le seul standard que reconnaît la Flandre est le flamand néerlandais en vigueur aux Pays-Bas. En 1973, le Conseil culturel de la Flandre a adopté le néerlandais en tant que dénomination officielle de la langue, éliminant ainsi toute référence à une langue flamande. Le terme précis en néerlandais est *Nederlandstaal*, ce qui signifie la langue des Plats-Pays. Il pourrait donc y avoir, si le courant linguistique aménagiste se renforçait durablement, un phénomène de dialectisation du français au Québec à rebours sur le modèle flamand, mais sans que la norme internationale soit reconnue comme norme nationale. Bien que les Français et les Québécois partagent une langue commune, il existe une plus grande proximité des réalités vécues entre les Flamands et les Québécois qu'entre le Québec et la communauté française de Belgique.

²²⁵Les récents résultats électoraux suggèrent que la population néerlandaise de Bruxelles serait environ de 15 % à 20 %. Les quelque 30 % des Bruxellois nés à l'extérieur de la Belgique ont pour la plupart adopté la langue française. Arrivant principalement des pays de la Méditerranée à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ces communautés immigrantes ont conservé leur caractère distinct, mais ont préféré s'assimiler à la culture francophone. Jusqu'à maintenant, les efforts du gouvernement flamand n'ont su prévenir le déclin du néerlandais à Bruxelles. Les autorités politiques de la Flandre comme celles du Québec essaient toujours de gagner à leur cause ces communautés immigrantes qui préfèrent généralement s'intégrer à la culture canadienne-anglaise au Québec et belge-française en Belgique.

comme le rappelait Alain Decaux²²⁶ : « *On défend davantage la langue française au Québec et en Belgique que dans l'Hexagone*²²⁷. » Le fédéralisme "à la belge" qui laisse toute latitude aux francophones d'agir en francophonie dans les domaines de compétences personnalisables, à savoir éducation, langue²²⁸, culture, environnement, etc, fut consacré en 1993. L'article 1^{er} de la Constitution du Royaume dit : « *La Belgique est un Etat fédéral composé de communautés et de régions*²²⁹ ». Les articles 2 et 3 précisent que la Belgique est composée de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Communauté germanophone ainsi que de la région wallonne, de la région flamande et de la région de Bruxelles capitale. Ce fédéralisme ou démocratie "consociative"²³⁰ est le fruit de réformes constitutionnelles successives qui ont abouti contrairement à l'exemple canado-québécois. La première datant de 1969-1971 consacra l'existence de communautés culturelles, puis la réforme de 1980 se traduisit par une extension des compétences de ces communautés culturelles à travers un principe territorial, comme l'illustrent les cartes ci-après : carte des Communautés et des langues de Belgique et carte des Régions de la Fédération belge.

Figure 8.2 - Carte des Communautés et des langues de Belgique



²²⁶Il fut le premier ministre français de la Francophonie lors du second septennat de François Mitterrand (1988-1995). Académicien, historien et vulgarisateur de l'Histoire de France à la télévision. Il publia de nombreux articles sur la Francophonie dont « La solidarité des francophones », *Le Devoir*, 6 août 1988, p. A-9 ; « Candide au milieu de la francophonie », *Le Devoir*, 8 juillet 1992 p. 11. « La survie du français, cause nationale. », *Le Monde*, 16 octobre 2001. Au sujet de l'engagement francophoniste de ce ministre nous renvoyons notamment aux articles de Yves Margraff. « Un Académicien à la francophonie : Alain Decaux veut donner une véritable dimension universelle à la francophonie. » *Le devoir*, 4 juillet 1988, p. A-2.

²²⁷Laurent, Van Roey. « Alain Decaux raconte Chantilly », *Le Soir*, 17 septembre 2005.

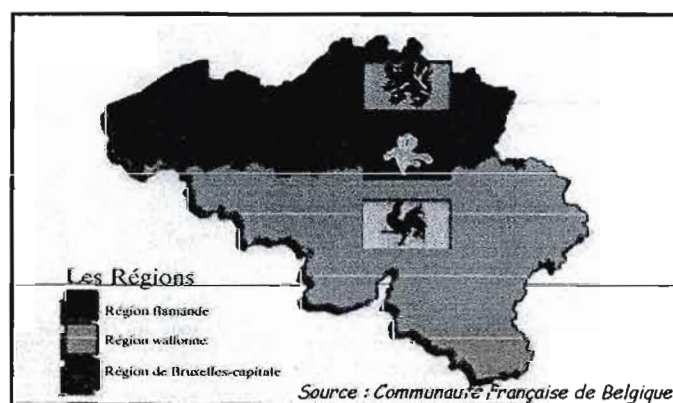
²²⁸Eric de Bellefroid. « Un enjeu planétaire pour la langue française », *La Libre Belgique*, 16 mars 2002.

²²⁹Cf. Constitution du Royaume de Belgique en vigueur depuis 1993.

²³⁰Voir Arendt, Lijphart. « *Consociational democracy* », *World politics*, vol. XXI, n° 2, 1969 ; p. 207-213. Ainsi que *Democracy in plural societies : comparative exploration*, New-Haven, Yale University Press, 1977, p. 248.

A partir de 1980, les communautés furent habilitées à établir une coopération culturelle et internationale²³¹ dans les domaines dont elles ont la compétence, et qui sont sensiblement les mêmes que ceux du Québec. C'est cette même année, que le conseil régional wallon décida de son ouverture sur le monde francophone par un accord avec le Québec, le 13 décembre 1980²³², il est connu sous le nom de Déclaration de Namur. Les francophones de Belgique dès 1980, bénéficient donc de l'application "d'une doctrine Gérin-Lajoie-Patry" alors qu'ils ne l'ont pas explicitement réclamée, et peuvent agir pleinement tant dans la francosphère que sur la scène internationale. La réforme constitutionnelle s'achèvera en 1993 par une réduction massive des prérogatives fédérales qui sont limitées à celles d'un Etat régalien minimal, partageant des compétences avec l'Union européenne. Les communautés et les régions de Belgique deviennent compétentes en matière de relations internationales dans l'ensemble des sujets, hormis ceux relevant strictement de l'Etat fédéral comme les forces armées.

Figure 8.3- Les Régions de la Fédération Belge



Tout au long des années quatre-vingt, on assiste donc à la fragmentation ou à la diffraction²³³ de l'action internationale de la Belgique qui finit par renforcer la Communauté française de Belgique et la région de Wallonie²³⁴, au détriment d'une fédéralité belge que les Flamands souhaitent minimale, et que les Wallons eux-mêmes se

²³¹Cf. Articles 59 bis et 59 ter de la Constitution Belge.

²³²Pour de plus amples renseignements sur la politique internationale de la Wallonie, nous signalons que le Parlement de la Région Wallonne permet une consultation en ligne de l'ensemble de sa législation en ligne depuis la réforme constitutionnelle de 1980.

²³³Nous renvoyons à la définition qu'en donne Françoise Massard-Pierard dans son article « *Approches belges de la francophonie internationale* », p. 21.

²³⁴Cf. Joris, Freddy. ; Suinen, Philippe. « Les relations internationales de la Wallonie » in Freddy Joris, Philippe Suinen, *Wallonie atouts et références d'une Région*. Bruxelles, Labor, 1995, p. 434.

satisfont de plus en plus de voir régresser. Ce sont donc les régions et les communautés qui imposent à l'Etat belge, pourtant seul compétent en matière constitutionnelle, la ligne de conduite afin d'éviter l'éclatement du Royaume²³⁵. Cela à l'inverse de l'exemple canado-québécois, dans lequel Ottawa mine les prérogatives provinciales au profit d'une centralisation maximale, érodant même les compétences exclusives des provinces comme l'éducation.

A l'approche belge des relations internationales s'ajoute un autre élément singulier celui de l'asymétrie, les communautés et les régions n'ayant pas investi de la même façon la scène internationale. Devant le risque de dislocation des positions des francophones de Belgique en Francophonie, un comité de coordination des relations internationales fut mis en place entre les différents intermédiaires, c'est ainsi que le Ministre Président du gouvernement wallon et le Secrétaire général de l'ACCT ont pu arrêter les modalités de participation de la région wallonne à la Francophonie, tant pour ce qui a trait à l'agence que pour les Sommets. Chose impensable du point de vue canadien selon les termes de l'accord que nous avons évoqués, il est dit dans l'article 1^{er} que la Communauté française de Belgique et non la Belgique associe la région wallonne à sa délégation²³⁶. Comme le rappelait Françoise Massard-Pierard : *Rapportée à la francophonie, l'asymétrie s'exerce à la fois de manière verticale (communautés et Etat fédéral) et horizontale (communauté française et région wallonne*²³⁷). En d'autres termes, la région wallonne participe à tous les Sommets francophones depuis Versailles de façon distincte de la délégation belge, en tant que membre de plein droit de la délégation de la Communauté française de Belgique. Cette asymétrie dont jouissent les francophones de Belgique convient totalement aux Flamands, qui de leur côté participent à la Taalunie²³⁸, une réunion des territoires néerlandophones au sein de laquelle, ils agissent de façon autonome sans en référer aux francophones. Bien que la Belgique soit juridiquement l'Etat membre de l'ACCT et des Sommets puisqu'elle est la signataire de la Charte de Niamey, c'est la Communauté française de Belgique qui conduit la délégation belge lors de ces réunions, et depuis 1983 la CFB occupe le siège de la Belgique à l'ACCT²³⁹.

²³⁵Cf. La récente fausse fin de l'Etat belge annoncée par la RTB en décembre 2006.

²³⁶En contre partie la région wallonne (RW) verse une subvention à l'ACCT au titre de sa participation au programme de l'agence.

²³⁷Massard-Pierard, Françoise. loc. cit. p. 23.

²³⁸Cette organisation néerlandophone se limite aux Affaires culturelles.

²³⁹Cf. Conac, Gérard. *Coopération décentralisée et coopération multilatérale francophone*. Paris, Economica, 1989, p. 123-130.

Le Commissaire général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique est identifié en tant que correspondant national pour la Belgique, et c'est la CFB qui s'acquitte de la contribution due par l'Etat belge, soit 12% du budget de l'ACCT puis de l'AIF. L'exemple belge et l'exemple québécois sont donc aux antipodes de la Francophonie institutionnelle et politique. On imagine mal le Québec représenter seul le Canada à l'ACCT ou à l'assemblée lors des Sommets de Chefs d'Etat francophones. Le cas belge en francophonie est donc particulier à plus d'un titre, un autre point essentiel de différence entre le Québec et la Belgique réside dans le financement des organismes francophones. A ce jour et depuis les années quatre-vingt, la Communauté française de Belgique est le troisième contributeur financier de l'AUPELF ou de l'AIF et de TV5 et devance de plus en plus le Québec dans les budgets des institutions francophonistes. A titre d'ultime différence, signalons que la Communauté française de Belgique siège seule lors de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des sports (CONFEJES). Il existe donc, une géométrie variable de la représentation des gouvernements subnationaux en Belgique et en vertu d'un contexte politique et identitaire tendu mais dissemblable, la Communauté française de Belgique qui n'a pas le statut de gouvernement participant rayonne en Francophonie tout autant, voire plus que le Québec, bien qu'elle ne soit pas non plus un Etat souverain.

A travers cette brève présentation des dynamiques linguistiques en Belgique, on perçoit donc que l'action de la Communauté française de Belgique en Francophonie n'est que partiellement convergente avec celle du Québec. S'ils sont minoritaires dans un Etat fédéré, les francophones représentent, Bruxelles incluse, plus de 40% de la population belge et le français possède une stature internationale, une attractivité et un coefficient ethnocidaire que le flamand n'a pas.

En outre, le sentiment d'isolement des francophones de Belgique est gommé, notamment par leur intégration au sein de l'Union européenne. La langue, l'éducation et la culture qui constituent le socle de la protofrancophonie et de la primofrancophonie contemporaines sont de plus des compétences dévolues aux seules entités fédérées, l'investissement de la Belgique en tant qu'Etat fédéral étant dès son origine limité. Du point de vue associatif et de celui des OING, comme nous l'avons vu les francophones de Belgique participèrent activement à la plupart des associations francophones, en particulier à l'UPF, l'AUPELF, l'AIMF, l'AIPLF...

S'il existe donc une grande convergence associative, les différences institutionnelles et politiques sont tout aussi importantes ; la répartition des rôles entre les gouvernements étant toute autre. La Communauté française de Belgique a réussi ce à quoi tous les Québécois sans distinction politique aspirent, c'est-à-dire une pleine et entière reconnaissance de leur action au sein de la Francophonie et sur la scène internationale.

Comme nous l'avons indiqué pour chacun des Sommets de la francophonie, la représentation de la Communauté française de Belgique ne suscita pas ces interminables jeux d'entrisme et d'instrumentalisation que l'on vit entre Québec et Ottawa. C'est évident que la guerre des drapeaux n'eut pas lieu entre Bruxelles et Namur, et pour cause, les Flamands étant plus que disposés à voir l'Etat fédéral marquer le pas sur les entités fédérées. Contrairement au cas canado-québécois, ce sont en effet les Flamands qui poussent à la décentralisation et à une plus grande lisibilité de la francophonie, ces derniers étant ravis de se décharger de son financement sur la Communauté française de Belgique. A l'inverse de la pratique canadienne car Ottawa investit en effet des sommes relativement importantes en Francophonie, même si ces dernières sont inférieures à celles que le Canada consent au Commonwealth. Le gouvernement fédéral belge en raison de nouvelles tensions entre les communautés linguistiques se désinvestit donc progressivement de la francophonie institutionnelle au bénéfice de la Communauté française de Belgique, comme nous le confirmèrent Eric Pope²⁴⁰ et Roger Dehaybe²⁴¹.

Il est également intéressant de noter, que la francophonie n'est pas perçue par les rattachistes²⁴² comme un outil de premier ordre d'affirmation ou de reconnaissance internationale, puisqu'il ne s'agit pas de créer un Etat supplémentaire francophone en Europe, mais bien de rattacher la Communauté française de Belgique à l'Hexagone²⁴³. Si

²⁴⁰ Attaché culturel aux Affaires francophones de la Communauté française de Belgique à Paris.

²⁴¹ Administrateur général de l'Agence internationale de la Francophonie (AIF) de 1997 à 2005 et dont le successeur est l'ancien Délégué général du Québec à Paris, Clément Duhaime. Sur la nomination de ce diplomate québécois à ce poste clef. Cf. Michel Dolbec. « Un Québécois nommé n°2 de la Francophonie : Clément Duhaime devient le bras droit d'Abdou Diouf », *Le Soleil*, 3 décembre 2005.

²⁴² Appellation donnée aux francophones de Belgique souhaitant que la Wallonie et Bruxelles capitale deviennent des départements français. Le courant rattachiste étant le pendant francophone du mouvement sécessionniste flamand qui souhaite la disparition de la Belgique. Nous précisons néanmoins qu'il ne partage pas ses penchants xénophobes ou racistes. Cf. Rassemblement Wallonie-France, *Le choix de la France, le vrai contrat d'avenir pour la Wallonie et Bruxelles ?* <http://www.rwf.be/> et rassemblement Wallonie France manifeste Préparer l'avenir de la Wallonie par son union avec la France <http://www.ifrance.com/rwf/bases/manifeste3.htm>

²⁴³ Christian Laporte. « Le Rassemblement Wallonie-France veut sensibiliser les élites hexagonales à son projet. Le rêve rattachiste de Gendebien entre au Sénat... français. », *Le Soir*, 19 février 2003.

la francophonie donna l'occasion au Québec et à la Communauté française de Belgique de collaborer et de signer plusieurs ententes de coopération, il existe donc des différences fondamentales dans l'approche et les motivations d'action de ces deux entités²⁴⁴ en francophonie et de leurs forces souveraino-indépendantistes francophones. C'est tout à fait patent lorsque qu'on compare le discours péquiste avec le courant rattachiste et les déclarations d'un de ses chefs de file, Paul-Henry Gendebien²⁴⁵.

En faisant de la Wallonie la 23e région française (avec 6 départements dont deux pour le Hainaut) et de Bruxelles, sa 24e région, la France pourrait contrebalancer l'invasion anglo-américaine à Bruxelles et faire contrepoids à l'Allemagne réunifiée. Et cela permettrait de sortir la Francophonie de sa torpeur bureaucratique²⁴⁶.

Au sujet de la non conflictualité des rapports Etat belge-Wallonie-Bruxelles capitale en matière de Francophonie, le meilleur exemple est selon nous, que Roger Dehaybe ait pu y représenter successivement, les intérêts belges et ceux de la Communauté française de Belgique. Le Royaume belge a beau être l'un des Etats fédérés les plus décentralisés depuis au moins 1993, il n'y eut jamais même auparavant entre les différents paliers de gouvernement, d'intrusion ou d'empiètement du point de vue des compétences. La Belgique céda la place à la Communauté française de Belgique lorsqu'il était question d'éducation, de langue, de culture, de coopération, n'intervenant que lorsque le sujet relevait de la stricte application d'un traité international concernant la totalité des Belges. Il existe même des mécanismes d'information, de concertation et de procédure afin d'assurer une cohérence de la politique extérieure de la Belgique, grâce notamment à la Conférence interministérielle de la politique étrangère. La Belgique est donc arrivée de façon non conflictuelle, "à sa réforme Laurendeau-Dunton" et ne connut pas d'affaire de Libreville : « *Les Québécois ont une vision romantique de la francophonie ils s'en amourachent et lui font des scènes*²⁴⁷ ».

²⁴⁴Jan Erk. « Le Québec entre la Flandre et la Wallonie : Une comparaison des nationalismes sous-étatiques belges et du nationalisme québécois. », *Recherches sociographiques*. Vol. 43, n° 3, Septembre-décembre 2002.

²⁴⁵Président du Rassemblement Wallonie-France, lors du référendum de 1995, il était Délégué général de la Communauté française de Belgique à Paris.

²⁴⁶Cf. Christian Laporte, loc.cit.

²⁴⁷Déclaration que nous fit Eric Pope en entretien le 10 décembre 2006.

Isabelle Fontaine Attachée en charge du département de la Francophonie au ministère de la Région wallonne nous a pour sa part déclarée sur ce sujet : « *Le fait que la Wallonie et la Communauté française de Belgique agissent en francophonie ne posent pas de problèmes aux autres Belges, ni au gouvernement belge. La Belgique ce n'est pas le Québec.* »

La politique de la Belgique à l'égard de la francophonie internationale s'explique par la mutation de l'Etat en un Etat fédéral « *sui generis* », à cet élément structurel s'ajoute un élément politique, la volonté manifestée par les entités francophones de prolonger à l'extérieur les compétences acquises sur le plan interne, afin de consolider une identité propre²⁴⁸ sur le plan national, tout en obtenant une reconnaissance internationale. Le désir d'opérer leur désenclavement au sein d'un pays où elles se trouvent en situation de minorité démographique doit également être considéré, cette remarque concernant avant tout la région Wallonne²⁴⁹ qui tout en étant l'un des cœurs de l'Europe économique et historique, terre de rencontre de la romanité et de la germanité, n'en décida pas moins de s'ouvrir au monde à travers ses délégations dans un espace francophone²⁵⁰. Il existe donc, une similitude militante entre les francophones de Belgique et les Québécois, et une divergence profonde dans les modalités de participation et d'expression au sein de la Francophonie institutionnelle entre ces deux acteurs.

²⁴⁸[Anonyme]. « Wallonie-Bruxelles, vingt-cinq ans à Paris. La vitrine de la Communauté française à Paris: un quart de siècle. », *La Libre Belgique*, 1^{er} octobre 2004.

²⁴⁹Massart-Pierard, Françoise. « Approches belges de la francophonie internationale » *Politique et sociétés*, vol. 16, n°1, 1997.

²⁵⁰La principale structure diplomatique de la Wallonie se situe à Paris où cette dernière dispose en outre d'un Centre Culturel qui fait toujours défaut au Québec, malgré l'ancienneté du projet et le dispositif culturel de la DGQP. Les autres principaux centres sont ceux de Genève, Alger, Tunis, Kinshasa, Québec-Montréal, Bâton Rouge, etc,...

*« La langue définissant des régions par la culture et les aspirations sociopolitiques
s'affirme aujourd'hui comme le principe majeur de division des Suisses.
C'est une tendance et elle éclipse, provisoirement je l'espère, le chevauchement de frontières intérieures
plurales différentes des frontières linguistiques, qui donnent tout son sens au pluralisme helvétique. »*

Pierre Centlivres²⁵¹

8.3.2 - Réalités et enjeux de la Suisse en francophonie : une autre lecture de la relation Québec-francophonie.

Nous réitérons au sujet de l'historique de la langue française en Suisse les remarques introductives que nous avons faites lors de notre sous-partie sur la Belgique et nous versions en annexe une introduction à la langue française en Suisse²⁵².

Nous avons choisi d'utiliser l'exemple helvète dans cette comparaison avec le Québec pour des raisons évidentes. Tout d'abord, il s'agit d'un Etat "confédéré" avec une population multilingue où le français a un statut de langue nationale mais n'en demeure pas moins minoritaire à l'échelle des cantons, ensuite, pour des facteurs réellement francophonistes. Si la neutralité suisse est proverbiale : « *Il y a une nation où la clôture des jardins et des champs qu'on veut conserver se fait d'un filet de coton, et se trouve bien plus sûre et plus ferme que nos fossés et nos haies*²⁵³. » disait déjà Montaigne ; la Francophonie fut pour la Suisse un cadre d'ouverture au monde²⁵⁴. Il est important de souligner que celle-ci adhéra à la Francophonie, avant d'adhérer à l'ONU²⁵⁵ ou à l'OMC. Un autre élément intéressant relie la Confédération à la francophonie, il réside dans le fait que celle-ci a pallié de façon progressive à la carence du Québec dans la Francophonie des années 1990, et qu'elle est devenue un contributeur important de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique²⁵⁶, puis de TV5²⁵⁷ et enfin de l'Organisation internationale francophone.

²⁵¹Cité in Miéville, D.S. (dir) *La Suisse est-elle soluble dans l'Europe ?* Genève, Journal de Genève, Gazette de Lausanne, 1996, p. 64 - 65.

²⁵²Voir annexes (U).

²⁵³Meune, Manuel. « L'implicite et l'intangible : la référence territoriale au Québec et dans le canton de Fribourg. » *Recherches sociographiques*, vol. XLV, n° 2, 2004, p. 317.

²⁵⁴Nous signalons, que pour une étude détaillée des Sommets et pour la problématique Francophonie-Suisse il existe un ouvrage de référence de Eric Berthoud, *Le mont Athos de la francophonie. Essai sur l'éveil de la Suisse française*. Neuchâtel, chez l'auteur, 1994.

²⁵⁵4 mars 2002.

²⁵⁶Pour plus de précisions l'adhésion à l'ACCT constitue l'aboutissement logique de la voie sur laquelle la Suisse s'est engagée en 1989 ; elle normaliserait les rapports de la Suisse avec la francophonie. Une participation à part entière de cette dernière serait un acte de solidarité avec les pays partageant l'usage du français... La francophonie constitue un instrument efficace pour le rayonnement extérieur de la Suisse. Cité in Chatton, Pierre-François. « La Suisse et la francophonie. » *Politique et Sociétés*, p. 135.

A travers l'exemple de la Suisse, nous nous proposons également de démontrer qu'il peut n'exister aucun déterminisme conflictuel entre un Etat fédéral ou confédéral et un Etat subnational. Cela même lorsque ce dernier comme ce fut le cas avec la Suisse, connaît lui aussi des tensions linguistiques et des courants nationalistes visant à réaffirmer l'identité, la culture et le fait francophone, nous faisons écho au cas du Jura et de son chef de file Roland Béguelin. C'est en effet avec une volonté d'unité nationale ou de cohésion des cantons que la Suisse s'est progressivement rapprochée de la francophonie institutionnelle. A propos de cette cohésion Ruth Dreifuss, francophone et première femme Présidente de la Confédération a déclaré :

Les Suisses sont habités par l'angoisse intime que la difficulté d'être ensemble les amène à se quitter. Une de nos chances repose sur le maillage très fin de la Suisse, il empêche l'éclatement du pays. De la même manière, il importe que les frontières ne se chevauchent pas. Une Suisse de trois blocs aurait les mêmes difficultés que la Belgique. (...) Je ne dis pas que la Romandie n'existe pas. Il y a, dans toute la francophonie, un petit groupe de gens qui se caractérisent par quelque chose d'extraordinaire : ils sont Suisses. Mais que de différence entre Genève, le Valais, Neuchâtel, le Jura, Vaud, Fribourg²⁵⁸.

A la fin du mois de janvier 1986, la section du Jura de l'Association internationale des parlementaires de langue française estima que les hésitations suisses afin de participer au Sommet de Versailles, et le statut d'observateur qu'elle s'était choisie pour le faire sous la contrainte ferme des cantons de Genève, Vaud, Valais et Jura n'était finalement « *qu'une demi-mesure triste et humiliante* ». En conséquence, Roland Béguelin organisa une fronde dès le Sommet de Québec s'invitant au débat au nom du Mouvement autonomiste roman et déclara dans les conférences de presse que les positions fédérales étaient inacceptables et offusquantes pour les Romans. La Suisse ne vint qu'en tant qu'observateur, lors des Sommets de Paris et de Québec, puis en tant que membre à part entière à partir du Sommet de Dakar. La présence du gouvernement confédéral suisse s'explique par le mode de fonctionnement de la Confédération²⁵⁹ puisque en matière d'Affaires étrangères la représentation ne peut être que du ressort de Berne, alors que la

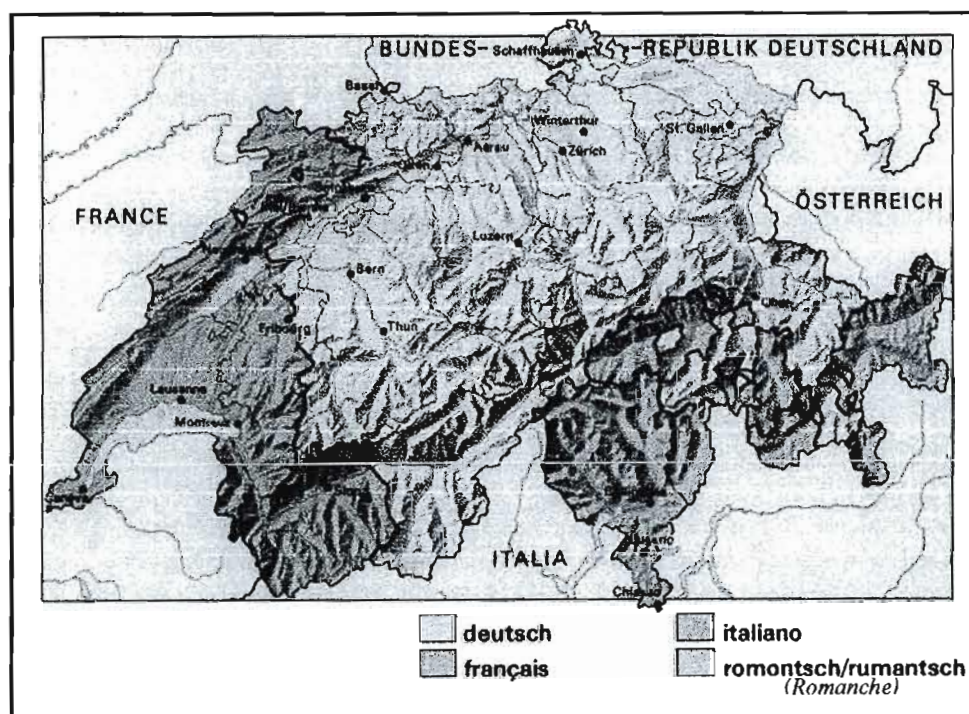
²⁵⁷Caroline, Goudin. « Forte de huit réseaux sur cinq continents, TV5 défend son statut de première chaîne mondiale de la francophonie, disposant de ses propres programmes. Et prépare déjà sa rentrée. », *Le Soir*, 12 avril 2002. Charline, Vanhoenacker. « TV5 dévoile son nouveau monde », *Le Soir*, 31 décembre 2005.

²⁵⁸Marie-Christine Petit-Pierre et Ludovic Rocchi. « Je ne suis pas du tout rentrée dans le rang, demandez à mes collègues du conseil fédéral. [Propos de Ruth Dreifuss] », *Le Temps* n° 239, 10 décembre 1998.

²⁵⁹Kriesi, Hans-Peter. *Le Système politique suisse*. Paris, Economica, 1995.

langue est du ressort des cantons²⁶⁰. Nous tenons à souligner aussi, dans un but comparatif avec le Québec, que si le mode de fonctionnement de la Confédération repose sur des principes séculaires²⁶¹ ils n'en sont pas moins d'une grande clarté, et n'empêchent pas pour autant les cantons de Genève, de Neuchâtel, de Vaud, du Jura d'avoir une action complémentaire de celle du gouvernement de la Confédération en terme de Francophonie²⁶² et de budget notamment puisque ce sont les entités cantonales qui sont compétentes en matière d'éducation et de langue. Dans un but de clarté, nous avons ci-après intégré une carte de la représentation des différentes aires linguistiques en Suisse.

Figure 8. 4 - Les aires linguistiques et le français en Suisse



Source : Gouvernement Suisse, service de la francophonie

A travers l'exemple de la Suisse en francophonie où les enjeux entre Berne et les cantons francophones sont bien présents, s'illustre une autre manière de gérer la relation francophone où chacune des parties finit par ressortir gagnante.

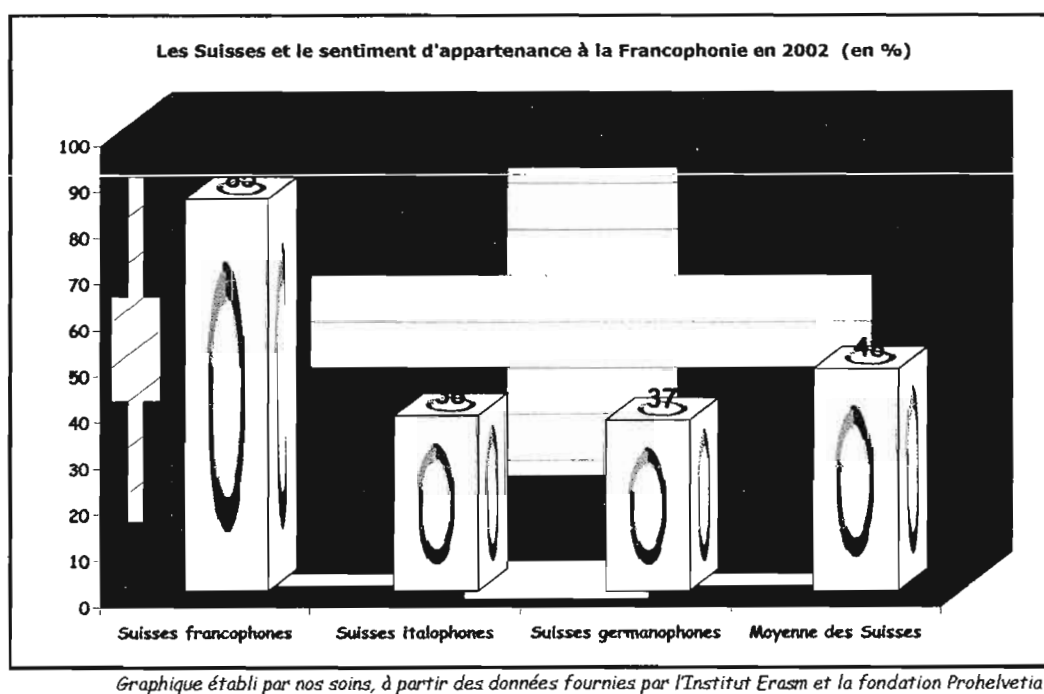
²⁶⁰Selon un jugement du Tribunal fédéral de 1965. L'article 70 de la nouvelle Constitution précise également : « Les cantons [...] veillent à la répartition territoriale traditionnelle des langues. [...] La Confédération soutient les cantons plurilingues dans l'exécution de leurs tâches particulières. »

²⁶¹On fait traditionnellement remonter la naissance de la Suisse à 1291, date à laquelle s'allièrent, contre les Habsbourgs, trois cantons germanophones, rejoints au fil des siècles par des territoires aux statuts divers et non exclusivement germanophones. Quant à l'histoire de la Suisse moderne qui comprend 26 cantons, elle fut inaugurée par les réformes adoptées sous la pression napoléonienne, puis scellée par la constitution de 1848.

²⁶²Cf. Paul Tabouret. « Pour les francophones [de Suisse], la langue n'est pas le fondement de l'Etat national. », *Le Temps*, 4 juillet 1998.

Ce qui est loin d'être toujours le cas de la relation Belgique-Francophonie ou surtout Ottawa-Québec-francophonie, laquelle semble "prédestinée" aux conflits et à l'obligation d'avoir un gagnant et un perdant ; cela étant dû à la non résolution et à l'inaboutissement de la question nationale et identitaire québécoise et canadienne. La population du Québec équivaut approximativement, à celle de l'ensemble de la Suisse. Si le Québec francophone à 80 %, représente moins de 25 % de la population canadienne soit 7,4 millions d'habitants sur 31,6 millions en 2003, les Suisses romands quant à eux, constituent 20 % de la population helvétique, soit 1,4 million d'habitants sur 7,2 millions en 2000. L'ensemble de la population comprenant 4,6 millions de germanophones soit 63,8 %, mais aussi 470 000 italophones représentant 6,5 % et 35 000 romanchophones soit 0,8 %. Malgré un coefficient francophone inférieur au poids des francophones du Canada, la Francophonie apparaît aux yeux des Suisses comme un vecteur positif de l'helvécité.

Figure 8.5 - La francophonie un réel facteur d'unité et d'affirmation de "l'helvécité"



La Suisse en jouant la carte de la Francophonie de façon assumée, consolide une forme de multiculturalité multilingue²⁶³ de fait et non seulement d'apparence, assurant à cet Etat

²⁶³Cf. Jacques-Simon Egly. « Francophonie: contre l'uniformité. », *Le Temps*, 2 novembre 2004.

presque millénaire une lisibilité internationale²⁶⁴ des réalités linguistiques et culturelles des cantons²⁶⁵. Un italophone peut représenter la Suisse lors d'un Sommet francophone d'une façon crédible aux yeux de ses compatriotes helvètes, sans que cela ne provoque aucune levée de bouclier, même parmi les plus ardents défenseurs de la langue française en Suisse. L'avantage le plus évident pour Berne étant de redonner à la Suisse, une image moins alémanique d'elle-même, et d'entrer sur la scène internationale à travers une organisation qu'elle estime exempte de toute dérive impérialiste en investissant et promouvant une diversité culturelle²⁶⁶ qui est au cœur de l'helvécité. Cela alors que l'une de ses composantes le Tessin, seul canton de langue italienne décroît tant du point de vue économique que démographique, et que la langue anglaise connaît une attractivité croissante auprès de la communauté germanophone, au détriment du français, du romanche et de l'italien. Bien que la Suisse ne soit rentrée en Francophonie que pas à pas, elle fut de la plupart des associations non gouvernementales francophones qu'il s'agisse de l'UPF, des centaines d'associations professionnelles de langue française ou encore de l'AUFELF. Si la démarche Suisse se démarque plus encore de l'exemple québécois que celui de la Belgique, il faut néanmoins signaler que Roland Béguelin et les partisans d'un canton du Jura francophone²⁶⁷ se séparant du canton de Berne sont aux avant-postes du mouvement francophoniste associatif helvète. Il existe donc, une proximité militante des nationalismes francophones en francophonie, malgré des contextes intérieurs très différents et ne renvoyant pas aux mêmes réalités entre les francophonies québécoises et européennes²⁶⁸ que nous avons évoquées. La carte ci-après illustre les distinctions des francophonies en Europe²⁶⁹.

²⁶⁴Cf. Bernard Wicht. « Puissance ou nuisance: quelle politique étrangère pour la Suisse ? [en Francophonie] », *Le Temps*, 19 juillet 2000.

²⁶⁵On peut représenter la répartition des langues dans les cantons de la façon suivante: Cantons unilingues allemands (14) : Bâle, Soleure, Argovie, Lucerne, Unterwald, Uri, Glaris, Zoug, Schwyz, Zurich, Thurgovie, Schaffhausen, Saint-Gall, Appenzell. Cantons unilingues français (4) : Genève, Vaud, Neuchâtel, Jura. Canton italophone (1) : Tessin. Cantons bilingues allemand-français (3) Berne, Fribourg, Valais. Un canton quadrilingue allemand-italien-français-romanche, Grisons.

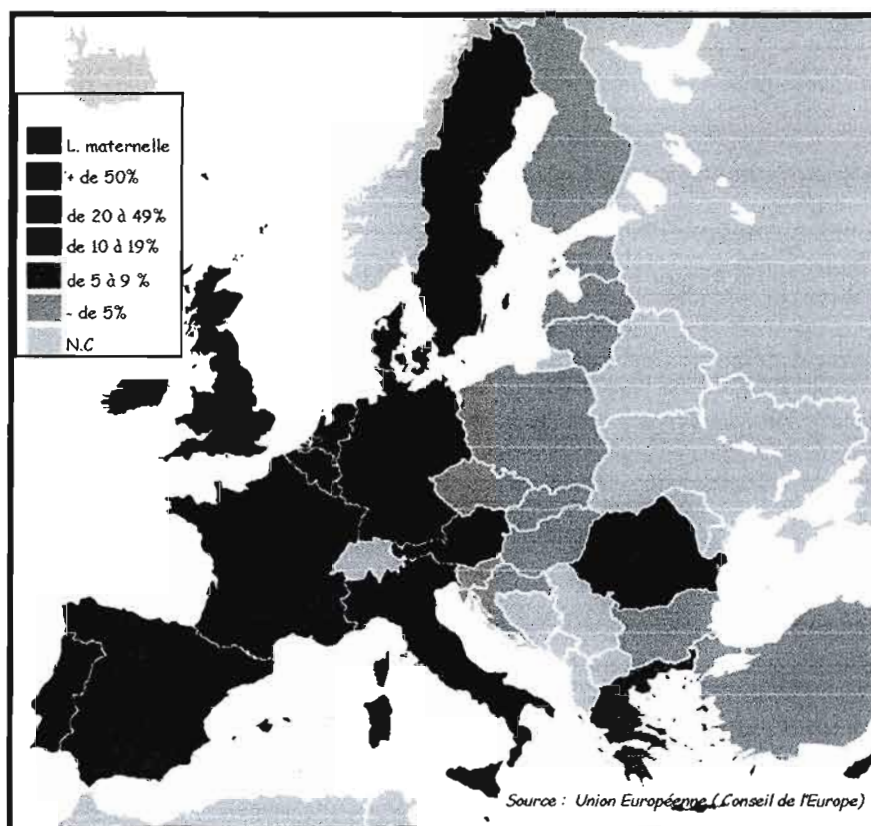
²⁶⁶Cf. Christian Zeender, « Pour s'affirmer, la francophonie a besoin de concret », *Le Temps*, 9 septembre 1999.

²⁶⁷Henry, Pierre. *Le français dans le Jura des origines à 1815*. Actes de la Société jurassienne d'émulation, 1993, p. 219-244.

²⁶⁸Cette hypothèse, devra du moins nous le souhaitons, être approfondie par des études complémentaires, une fois que le comparatisme historique en francophonie se sera développé et que des recherches sur les liens qui unissent la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, le Val d'Aoste et Monaco auront été réalisées. Ce qui explique que nous n'ayons pu aborder cette question pourtant essentielle que de façon partielle.

²⁶⁹Cf. Herbillon, Michel. *Les Langues dans l'Union élargie : pour une Europe en V.O.*, Paris, Assemblée nationale, Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, Rapport d'information, n°902, juin 2003, 144 p.

Figure 8.6 - Les francophonies en Europe et l'apprentissage de la langue française



Le « *principe territorial* » qui a contribué à la stabilité de la frontière linguistique²⁷⁰ et à l'ancrage d'un réel sentiment de sécurité culturelle, est devenu le symbole de la coexistence entre les groupes. Il signifie qu'une seule langue officielle est assignée à chacun des cantons, et à chaque portion de territoire cantonal dans le cas des quatre cantons plurilingues²⁷¹. C'est aux cantons que revient le soin de veiller « à la conservation de l'étendue et de l'homogénéité de leur territoire linguistique ». L'Etat fédéral qui les soutient dans leur tâche, postule qu'il est légitime pour des territoires infranationaux, de définir la langue prioritaire dans la communication publique. Il est ainsi impossible, pour un citoyen germanophone d'exiger des services en allemand dans une zone francophone et inversement.

²⁷⁰Schläpfer, Robert. *La Suisse aux quatre langues*. Genève, Editions Zoé, 1985.

²⁷¹Allemand-italien-romanche dans le canton des Grisons.

Cette disposition évite ainsi toute modification de la répartition linguistique héritée de la tradition, tout en prévenant une situation de mixité linguistique qui imposerait la mise en place d'un territoire bilingue²⁷². L'expérience suisse et l'expérience québécoise sont donc très différentes l'une de l'autre, tant sur le plan de la langue que de l'approche des francophonies, sauf dans le domaine associatif. Le Canada et le Québec étudièrent tous les deux l'originalité du principe territorial suisse, le premier au moment de la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le second lors de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française. Du côté canadien, des experts étudièrent afin de répondre à une géographie linguistique complexe, un compromis entre les principes de territorialité et de liberté, préconisant la définition de districts officiellement bilingues, ce qui introduirait pour la langue minoritaire une dose de territorialité dans les provinces concernées.

La différence essentielle qui résulte de l'étude des cas suisse et canadien, est la concurrence existant entre les deux paliers de gouvernement²⁷³ qui affirment chacun leur préséance. L'ordre fédéral²⁷⁴ ne reconnaissant pas à des entités subordonnées, le droit de procéder seules à une codification linguistique, alors le gouvernement central suisse n'a jamais quant à lui remis en cause la légitimité cantonale en la matière. Contrairement au Canada, la Suisse échappe donc aux discours gouvernementaux contradictoires et l'identification à la société d'accueil se bâtit dans un territoire linguistique bien délimité ; l'accès à la citoyenneté n'étant pas soumis en Suisse à la maîtrise des langues officielles, mais à celle de la langue officielle du territoire de résidence. Signalons l'originalité de la ville de Fribourg²⁷⁵ qui est pour les deux tiers francophone comme le canton dont elle est

²⁷²Pour davantage de renseignements sur la frontière linguistique et les relations francophones germanophones suisse nous recommandons la lecture de Windisch, Uli, (dir.) *Les relations quotidiennes entre les Romands et les Suisses allemands*. Lausanne, Editions Payot. 1992

²⁷³Labrie, Normand. « Le principe de territorialité : l'expérience suisse à la lumière du Québec / Canada », *Swiss Political Science Review*, 3 : 11-18, 1997.

²⁷⁴Leclerc, Jacques. Recueil des législations linguistiques dans le monde, tome I : « Le Canada fédéral et les provinces canadiennes » ; tome III : « La France, le Luxembourg et la Suisse », Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval. 1994.

²⁷⁵En 2000, après une vive bataille, la généralisation d'un enseignement bilingue par immersion dans l'ensemble du canton de Fribourg a été refusée par les électeurs, mais la querelle linguistique est loin d'être close : dans le débat récent sur la nouvelle constitution cantonale, il a été envisagé que certaines municipalités situées à la frontière des zones linguistiques puissent devenir officiellement bilingues. A Fribourg comme au Québec, les défenseurs du principe de liberté, plutôt anglophones et germanophones, sont ceux dont la langue minoritaire à l'échelon régional, paraît économiquement plus compétitive à l'échelon national : car si la pression de l'anglais au Québec dépasse celle de l'allemand en Suisse romande, le poids économique de la Suisse alémanique reste indéniable. Quant aux défenseurs de la territorialité, plutôt francophones, tous insistent sur le lien entre cohésion linguistique, sociale et identitaire même si les Fribourgeois, contrairement à leurs homologues Québécois, n'ont pas à défendre leur politique d'unilinguisme face à une vision concurrente qu'incarnerait l'Etat central.

la capitale, bien qu'elle abrite une minorité germanophone, son apparence est francophone, l'affichage bilingue y étant très circonscrit. A l'instar des Québécois anglophones, les germanophones de Fribourg doivent se situer sur deux échiquiers politiques et évoluent entre une identification à la minorité linguistique cantonale et à la majorité linguistique de la Confédération. Néanmoins, leur sentiment d'appartenance au canton, en tant que fruit d'une construction séculaire, semble plus ancré que ne peut l'être l'attachement des Québécois anglophones au Québec²⁷⁶.

A travers les exemples de la Belgique et de la Suisse une lecture enrichie du lien Québec-francophonie se distingue. Tout en ayant certaines convergences politiques et identitaires, autonomisme ou affirmation nationale, ils se différencient sur nombre d'éléments fondamentaux notamment en terme de statuts juridiques, de représentations, de financements... Le fait que les Québécois et l'Etat fleurdélié entretiennent et occupent au sein de l'espace francophone une place à part, apparaît à nouveau de façon claire à travers les exemples belge et suisse que nous avons utilisés, mettant en exergue le lien singulier et original qui unit le Québec à la francophonie et réciproquement. Si le Québec considère la marche en avant soutenue, et quelque peu désordonnée, de l'agrandissement de la francophonie sous un mauvais jour, non sans raison il est vrai, puisque dans les faits la voix du Cap-vert a le même poids que la sienne voire davantage en cas d'affrontement avec le Canada, il n'hésite pas pour autant à utiliser le caractère protodiplomatique de celle-ci à des fins propres²⁷⁷ et jouit indirectement de cet accroissement du forum francophone, par exemple en cas de fièvre référendaire.

A travers la comparaison du Québec, de la Belgique et de la Suisse se dégagent trois liens et trois lectures de ce qu'est la francophonie et l'utilisation que peuvent en faire un Etat fédéral ou des Etats subnationaux. Si l'on parvient à se prémunir d'un québéco-morphisme francophone la singularité québécoise est renforcée par les exemples belge et suisse. Le fait de n'avoir utilisé que deux exemples dans cette sous-partie peut sembler nous le reconnaissons "incomplet", encore que la Belgique soit constituée de trois entités francophones, Bruxelles-capitale, Wallonie et Communauté française de Belgique et la Suisse de quatre cantons unilingues francophones et de plusieurs cantons bilingues et multilingues auxquels s'ajoute bien évidemment le gouvernement fédéral de Berne.

²⁷⁶Meune, Manuel, « L'Implicite et l'Intangible : La référence territoriale au Québec et dans le canton de Fribourg. »

²⁷⁷Cf. Paul-Marie Couteaux. « Comme le 18 juin, [la diplomatie francophoniste] », *Le Figaro*, 17 juin 1997, p. 8.

Nous signalons en outre, qu'il n'existe pas de modèle d'altérité francophone satisfaisant auquel confronter le Québec du moins de façon non artificielle en dehors de l'Europe francophone, et nous nous inscrivons en faux contre les comparatistes du trop plein qui sous prétexte d'un statut juridique non souverain ou de fait minoritaire francophone, revendiquent pouvoir présenter des conclusions valables en comparant tout et son contraire. Comparer le Québec, le Val d'Aoste, la Nouvelle-Angleterre avec le Mali ou le Cambodge nous a semblé hors de l'érudition intellectuelle, un procédé inopérant pour notre problématique. Le recours que nous avons eu à la démarche comparatiste n'est pas une fin en soi et ne prétend que répondre à notre problématique de départ, à savoir quel est le lien et les relations qu'entretiennent le Québec et la francophonie. Tout en gardant une permanence, le lien et la relation Québec-francophonie se sont dulcifiés pour atteindre une normalité assagie que les membres du cercle francophone québécois trouvent sans doute fade, c'est en tout cas le sentiment de Jean-Marc Léger, qui ambitionna depuis les années cinquante de faire de la francophonie une seconde noosphère fleurdéliée. Elle permettrait au Québec de rompre son isolement continental, sans nier ni son identité linguistique et culturelle, ni son enracinement laurentien. Il nous paraît important de signaler que le concept de romandité est encore largement une abstraction intellectuelle ne renvoyant pas à un sentiment d'adhésion majoritaire dans la population francophone de la Suisse.

Si notamment dans le Jura, un sentiment d'affirmation identitaire existe au sein de la population francophone suisse pour faire émerger une Romandie²⁷⁸, il existe au moins

²⁷⁸ D'après Christophe Büchi le mot Romandie apparaîtrait pour la première fois en 1919, il attribue au journaliste Maurice Porta la paternité de ce néologisme qui fait son apparition pour la première fois dans *La Tribune de Lausanne*. Cette nouvelle appellation construite sur le modèle de la Wallonie avait été conçue pour que les francophones de la Confédération se dotent à la fois d'une identité distincte de la France mais surtout de la Suisse alémanique. Cf. Büchi, Christophe. *Mariage de raison : Romans et Alémaniques une histoire suisse*, Carouge, Editions Zoé, 2001. La romandité conçue après la première guerre mondiale n'était pas conçue comme la cristallisation d'un fait identitaire préalable à une démarche sécessionniste des francophones de suisse, mais comme la volonté d'accroître le poids des suisses francophones au sein de la Confédération. La romandité est donc plus belge que québécoise. Ce n'est que dans les années soixante que la Romandie connut un véritable développement. Avec la montée en puissance des revendications jurassiennes, le mouvement roman en tant qu'entité identitaire et politique se structura. Le 20 juin 1959 fut fondé à Neuchâtel un groupe romand de l'ethnie française qui deviendra 10 ans plus tard l'Association romande de fraternité francophone, puis en 1983 elle devint le Mouvement romand. Roland Béguelin père de l'indépendance jurassienne en fut la figure de proue. Ce n'est qu'en 1987 que le Mouvement roman rendit public son projet d'une Confédération de Suisse française. Cette tentative souverainiste et francophone jurassienne ne connut pas pour l'essentiel d'issue favorable, le journaliste Alain Pichard avait publié en 1978 un ouvrage prophétique *la Romandie n'existe pas. Six portraits politiques ; Fribourg Genève, Jura Neuchâtel Valais, Vaud. Lausanne*. Editions 24 heures, 1978.

deux obstacles, premièrement la "cantonité helvète" et le fait que jusqu'à ce jour, la répartition des francophones se trouve majoritairement fragmentée. Enfin, le dernier élément à intégrer pour expliquer la non superposition des identités suisses francophones avec la Romandie réside dans le fait que les franco-Suisses et les franco-Belges à l'instar de l'approche française ne définissent pas leur identité sur un principe ethnique ou linguistique mais politique et de citoyenneté. Il en découle donc, malgré des clivages ethnoлингuistiques bien réels qu'incarne la "juracité", une inadéquation entre les frontières linguistiques et politiques des cantons.

Si du point de vue constitutionnel Berne a incontestablement la stricte compétence des relations internationales dans tous les domaines, ce qui est plus "flou" pour le Canada, l'autre raison qui pousse le gouvernement fédéral à s'investir dans la Francophonie est le fait que le français soit simultanément langue officielle et nationale. A ce titre, la Francophonie concerne donc dans l'optique helvétique, l'ensemble des Suisses, Alémaniques compris. La francophonie que ses détracteurs et adversaires présentent comme un projet d'arrière-garde, totalement dépassé au regard des réalités économiques et culturelles induites par la mondialisation-globalisation est perçue par la Suisse, archétype du non-impérialisme comme un forum de modernité internationale, de cohésion nationale et de respect des cultures, des identités et des particularismes linguistiques.

« Nous avons le temps presse un travail à finir. »

Gilles Vigneault¹

CONCLUSION

Cette thèse avait comme objectif d'étudier le Québec en Francophonie, ses perceptions, réalités et enjeux ou les relations particulières Québec, Canada, France, Espace francophone² des origines à 1995. Nous avons voulu relier longue durée et immédiateté afin de lui donner une lisibilité nouvelle, au-delà du factuel indispensable mais souvent source d'enfermement des analyses et instrument de la récupération partisane des différents acteurs à l'origine de cette relation. Le double objectif de cette recherche était d'abord de démontrer combien la relation Québec-francophonie est forte et s'inscrit dans un processus historique où se mêlent incarnation et défense de l'identité française et francophone. En cela, cette relation Québec-francophonie est absolument singulière et l'on n'en trouve pas d'identique dans l'espace francophone. Le deuxième objectif de cette recherche était de souligner que cette interaction fleurdelisé-francophonie n'est pas monolithique ou si linaire que le laisse penser la grande majorité des articles, monographies, essais ou acteurs...

¹Cette citation de Gilles Vigneault était le bandeau du site Internet du conseil de la souveraineté lorsque nous avons débuté la rédaction de notre thèse. Si cette phrase de Vigneault a une consonance évidemment souverainiste elle nous semble s'appliquer parfaitement à la francophonie et à la mise en place d'une réelle politique de diversité culturelle à l'échelle mondiale.

²Europe et Afrique francophone...

Nous pensons avoir démontré qu'il existait différentes phases qui structuraient cette relation et qu'avec la construction, le renforcement de la francophonie par le discours et les premières réalisations concrètes de l'utopie conçue par Reclus et incarnée par Senghor, le Québec avait modulé son propos, sa place au sein de la francosphère et de la francophonie en fonction du tropisme de la question nationale. La relation Québec-francophonie pourrait se résumer à une continuité civilisationnelle fluctuant en fonction des aspirations et des objectifs identitaires de l'Etat fleurdelisé. L'enjeu de cette recherche consistait à démontrer qu'il existait des facteurs objectifs ou premiers à la participation du Québec en francophonie, tels la langue, l'histoire, les enjeux de mémoire et d'identité, mais également des facteurs conjoncturels endogènes ou domestiques comme l'assimilation des francophones à l'échelle pancanadienne, la décolonisation à l'échelle internationale, les relations France-Québec, une attractivité de la langue anglaise au gré de l'adhésion des sociétés occidentales à l'imaginaire américain, le renforcement de l'Etat québécois par la Révolution tranquille, la redéfinition de l'identité canadienne... Enfin, il nous paraissait intéressant et surtout novateur d'établir une lecture du Québec, du Canada et du fait francophone international, non du point de vue étatique ou subnational, mais à travers la francophonie en tant qu'objet d'étude en soi et se faisant, d'opérer une relecture du Québec, de ses continuités et de ses contradictions.

Bilan de recherches

Première partie : Origines, genèse et dynamiques de la francophonie

Afin d'aborder notre problématique nous avons débuté notre étude par un résumé rétrospectif de la langue française, en rappelant sa naissance, son émancipation de la tutelle religieuse et ses emprunts pendant les XV^e et XVI^e siècles aux autres langues latines. Nous avons précisé le statut officiel du français de l'Ordonnance de Villers-Cotterêts, évoqué la création de l'Académie française, l'Universalisme des Lumières. Nous avons poursuivi notre rétrospective historique de la langue française en la situant au Canada cette fois, après avoir exposé la création chaotique de la Nouvelle-France et comment après la venue des « *filles du Roy* » le français devint la langue maternelle des nouveaux colons alors qu'elle ne l'était toujours pas dans le royaume. Notre avancée s'est prolongée par le résumé de la conquête du Canada par les forces britanniques, la langue anglaise devenant successivement véhiculaire puis officielle, l'évocation du Rapport Durham (1839) qui préconisait une mise en minorité politique par l'Union du Haut-

Canada (Ontario) et du Bas-Canada (Québec) devant mener à l'assimilation des Canadiens français. Nous avons examiné à travers la Confédération de 1867 la nécessité pour les Canadiens français d'apprendre à vivre en minorité, la loi Lavergne de 1910 première affirmation linguistique québécoise, la francophobie au quotidien malgré les ambitions très modestes des Canadiens français et le repli de leur société centrée sur l'Eglise et le Canada biculturel, la religion devenant le bouclier de la langue d'une société qui refusait les avancées de la modernité française. Pour rester fidèle à notre problématique nous avons ensuite consacré une large part de notre première partie à un homme hors du commun, Onésime Reclus le théoricien de la francophonie que nous considérons mésestimé et qui pâtit de l'ombre de son célèbre frère Elisée. Nous avons évoqué l'humaniste et la naissance des terminologies et de la problématique francophones, puis à travers les yeux de Reclus, de la primauté de l'Afrique en passant par l'Amérique, nous avons esquissé un possible monde francophone, pour enfin évoquer l'avenir de la langue française tel que le pressentait ce géographe éclairé. Nous nous sommes penché sur le rapport de force de la mondialisation des langues et de la francophonie en examinant les contours de l'espace francophone international, la néo-latinité en Amérique et l'avenir des francophones en Amérique du Nord. Nous avons précisé ensuite les spécificités des francophones en Amérique en découvrant la proximité de la pensée d'Onésime Reclus avec la devise de la francophonie un siècle plus tard.

Au fil des pages suivantes, nous avons expliqué les différentes acceptions polysémiques de la francophonie en gardant le Québec comme guide. Nous avons débuté par le sens linguistique et étymologique en utilisant la relation intense francophonie-Québec et le volontarisme de ce dernier, mais aussi le sens géographique et spatial par un éclairage plus appuyé de l'espace francophone international et surtout de celui du Canada dont le Québec est l'interface structurante à l'échelle américaine. Nous avons analysé ensuite le sens civilisationnel et inclusif par les valeurs communes qu'il intègre, la tradition humaniste, l'ancrage éthique de la francophonie et son universel possible. Nous avons poursuivi notre étude par le sens institutionnel et politique de la francophonie qui devint Francophonie à partir de son premier Sommet en 1986, retardé jusqu'alors par les tensions Ottawa-Québec. Nous avons cerné ensuite le sens le plus subjectif de la francophonie le sens philosophique, la volonté de dialogue et le respect des identités faisant d'elle une alternative humaine face aux blocs politiques et économiques.

Nous avons poursuivi notre recherche par le sens symbolique de la langue et de la francophonie, le sens le plus flou découlant de l'action passée et présente, pour terminer par le sens ontologique de la francophonie et de la langue française, le seul ayant bénéficié d'études solides de Senghor à Viatte en passant par Léger. Nous avons approfondi ensuite l'imaginaire collectif de la francophonie base commune d'espérances différentes, son refus de la pensée unique et son rapport irraisonné à la langue avec le Québec pour modèle, nous avons poursuivi par la francité concept à coloration européenne, notion dense mais plus restreinte que la francophonie dotant les *francophonias* d'un potentiel universel et préalable.

Nous pensons avoir démontré que la francophonie apparaissait au Québec comme une manifestation de la francité adaptée à l'Amérique du Nord définie au mieux par André Patry, son concept est plus lourd de sens. Pour terminer cette première partie nous avons concentré notre étude sur l'exception culturelle défendue par Paris mais non nécessairement cocardière, et adaptée à toutes les langues, cultures et civilisations, détaillant les apports dont elle a bénéficié de la francophonie et du Québec et soulignant l'hypertrophie culturelle et civilisationnelle entre les Etats-Unis et la fédération canadienne. Nous avons clôturé cette partie en soulignant les efforts conjoints français, québécois, canadiens, européens et francophones aboutissant à la déclaration universelle sur la diversité culturelle de l'ONUEC en 2001, le ralliement des aires culturelles latines U.E, Afrique de l'Ouest, Asie du S.E à l'argumentaire de la francophonie permettant en 2005 l'adoption finale, et sa promulgation en 2007, véritable victoire collective francophone.

Deuxième Partie

La structuration et les dynamiques de l'espace francophone au XX^e siècle à l'éclairage du Québec

Tout au long de cette deuxième partie, nous avons développé nos recherches sur les associations francophones, le Québec et la protofrancophonie, nous avons débuté par l'Alliance française, l'aïeule historique des associations, mouvements et organisations touchant la francophonie, la langue française et le fait francophone, nous avons explicité son succès foudroyant en Europe et au Canada, au Québec notamment. Nous avons

illustré nos propos par l'étude de la première Alliance française fondée au Québec et de son président Ernest Tétreau, figure avant-gardiste de la protofrancophonie québécoise.

Nous avons poursuivi par la Mission laïque française, auxiliaire et prosélyte de la république formant des francophones pétris de valeurs républicaines, dévoilant ses très grandes difficultés d'implantation en terre québécoise société de survivance pètrie de catholicité, et nous avons poursuivi son étude par son aspect contemporain à la visibilité amoindrie mais au corpus idéologique et symbolique sauvegardé par la création de l'Office scolaire et universitaire international. Nous avons étudié ensuite l'Alliance Israélite Universelle (AIU) incarnant la modernité juive en évoquant René Cassin qui la présida de 1943 à 1976 lorsqu'elle se revendiqua de la francophonie, éclairant les difficultés de diffusion de son discours au sein de la société canadienne-française dans un contexte mondial et canadien hostile. Nous avons poursuivi par la Société St Jean-Baptiste organisation patriotique bas-canadienne qui fut la première à coupler la défense de la langue française au Québec avec les intérêts du peuple québécois, obtenant la reconnaissance officielle de sa fête nationale et s'engageant officiellement en faveur de la souveraineté du Québec.

A ce stade de notre étude, nous avons effectué un bilan de la protofrancophonie du XIX^e siècle à la Grande guerre en soulignant le statut central dévolu à la France jusqu'au début du XX^e siècle dans l'organisation et l'expansion de l'espace francophone et de sa culture en étudiant les rapports existants entre Paris, Québec et les francophones du reste du monde. Durant l'Entre-deux-Guerres on assista à une amorce de modification des rapports entre les francophones et la France, nous avons approfondi ces premiers signes de transformation au Québec vers une autre francophonie que ce soit à l'échelon provincial, régional, confédéral ou continental.

Nous avons conforté notre recherche par le Conseil de la vie française en Amérique (CVFA) à la devise sans ambiguïté « *conservons notre héritage français* », principal organisme perpétuant la survivance canadienne-française mais en ayant une préoccupation de l'ensemble de la protofrancophonie. Nous avons analysé les raisons pour lesquelles dans un deuxième temps, les partisans du fait français au sein du CVFA voyant fondre leurs effectifs cherchèrent leur survie dans un bilinguisme faisant l'objet d'une législation fédérale quitte à heurter les militants de l'unilinguisme francophone au

Québec. Nous avons prolongé notre étude sur la fuite en avant de l'acculturation, et explicité les raisons qui poussèrent le Québec et les tenants du souverainisme à considérer que le prix à payer pour les Québécois afin de maintenir une francophonie canadienne vouée à l'échec était trop élevé. Nous avons parachevé notre examen par un bilan du CVFA démontrant que durant la période que nous avons étudiée, celui-ci n'a pas pu ou pas voulu prendre la mesure des changements de l'aire francophone en Amérique du Nord. Nous avons poursuivi notre étude associative par l'Ordre de Jacques Cartier (OJC), organisme secret qui malgré les apparences ne fut jamais une véritable franc-maçonnerie francophoniste mais davantage un cercle oeuvrant à la défense de la langue et du fait sociétal canadien-français en Amérique y compris la catholicité. A travers l'exemple de Rosaire Morin, nous avons ciblé l'extrême proximité des militances croisées et des transferts d'individus au sein des différents mouvements et organisations nationales en faveur du fait français et de la société franco-canadienne. Nous avons éclairé ensuite les divergences entre l'entité québécoise et les autres membres de l'OJC quant à l'avenir du Canada français et les raisons du sabordement de l'Ordre, préfiguration d'une nouvelle étape qui vit la francophonie se substituer à la protofrancophonie. Nous avons enfin étudié quel fut l'impact de l'Ordre dans le passage d'une protofrancophonie canadienne à une francophonie québécoise en devenant en soulignant sa qualité de marqueur temporel de la seule protofrancophonie québécoise.

Conformément à ce que nous énonçons dans notre problématique, après les recherches que nous avons détaillées jusqu'alors dans cette seconde partie, nous illustrons la phase finale de maturation de la protofrancophonie allant de 1945 aux années 60 et son glissement vers la francophonie actuelle en démontrant son caractère contemporain malgré son énonciation dix-neuviémiste. Nous avons prouvé le fait que la francophonie associative est indissociable d'un groupe de militants appelés franc-maçonnerie francophone ou cercle francophone oeuvrant sans compter dans l'intérêt d'un particulier francophone voulant atteindre l'universalisme. Nous avons entamé notre étude par l'Association internationale des journalistes de langue française (AIJLF) fondée par un petit groupe de journalistes français et canadiens-français inaugurant pour le monde associatif une période manifestant la volonté d'agir, symbolisant en cela la future militance de la francophonie actuelle. Nous avons vu que l'AIJLF fit adopter le principe d'une association internationale des journalistes de langue française. Nous avons cerné son évolution au fil des congrès, mettant en lumière son énonciation des grandes lignes

idéologiques que la francophonie institutionnelle tenta de concrétiser avec des succès divers durant les quarante années suivantes.

Nous avons prouvé que des liens intenses et particuliers unissaient le Québec à la francophonie associative vecteur de réalité militante, et qu'ils furent déclenchants dans le cas de l'AIJLF. Nous avons approfondi notre recherche par sa volonté, dès le Congrès de Lausanne et sous la présidence de Jean-Marc Léger, de sortir du cercle restreint de la seule Euro-Amérique et de s'ouvrir sans arrière-pensée sur l'Afrique ce qu'elle fit à Dakar en 1962. Nous avons vu ensuite comment d'amicale francophone l'AIJLF devint à l'initiative du Québec une union professionnelle francophone active, se transformant en UIJPLF puis en Union de la presse francophone (UPF) en 2001. Nous avons dégagé le phénomène d'accroissement synchronique tous azimuts des membres et des partenaires à l'UIJLF et en francophonie et la lecture globale ayant valeur de modèle pour la militance croisée unissant le Québec et la francophonie.

Nous avons analysé ensuite l'Union Culturelle française (UCF) occupant dans le processus de maturation de la francophonie, une place à part, étant la plus ambitieuse et la moins probable de toutes les organisations francophones reconnues. Nous avons mis en lumière son rôle de marqueur historique institutionnel et idéologique majeur, mettant un point final aux modes de perception et de représentation en vigueur dans les mouvements francophonistes et ses tentatives d'énonciation d'une ambition francophone mondiale pétée d'universalisme, conjuguant la francité aux dissimilitudes nourricières individuelles et identitaires des francophones de la planète. Nous avons expliqué comment le Cercle québécois sous l'impulsion de J. Marc Léger fut à l'origine de sa création et comment malgré la sympathie qu'elle suscita au Québec, elle fut totalement passée sous silence du côté canadien anglophone, illustrant la justesse, la réalité et la pérennité des solitudes canadiennes. Nous avons poursuivi notre progression par l'AUPELF, première association internationale de la francophonie au sens contemporain du terme, conjuguant pour la première fois la théorie à la réalité de terrain, attestant du poids et du rôle déterminant du Québec dans l'élaboration de cette francophonie balbutiante, construisant un ensemble autonome et créateur de sens et de solidarité contraire à l'ethnisation, tout en dépassant une dialectique de l'affrontement entre les langues de Molière et de Byron.

Nous avons approfondi l'assistance conjointe que la France et l'Afrique portèrent à ce projet de conception laurentienne sous les auspices de l'espace francophone, dévoilant l'aide apportée par le général de Gaulle pourtant désireux de minimiser l'implication de la France. Nous avons détaillé son mode de fonctionnement logistique reposant sur la décentralisation et permettant de donner du sens à la notion d'interculturalité, signalant le soutien public et financier d'Ottawa à ce projet. Nous avons ensuite examiné les conséquences et le bilan de la participation du Québec à l'AUELF, l'analyse au pied de la lettre de l'AANB qu'il fit en matière de langue et de champs de compétences réservées, le fait qu'il fut durant plusieurs années son plus généreux contributeur étatique et la visibilité indéniable qu'il en retira au sein de l'espace francophone. Nous avons terminé notre étude par un bilan de ses répercussions en francophonie, évoquant la question budgétaire qui limita la lisibilité de la francophonie scientifique et universitaire, sa boulimie numérique et la transformation de son nom en 1993 en Agence universitaire de la francophonie (AUF). Nous avons souligné qu'elle fut en matière de francophonie, à la fois la première association de personnes morales et d'institutions née par et pour la francophonie et le premier et dernier exemple de collaboration apaisée et synergique entre Québec et Ottawa.

Nous avons à ce stade de nos recherches démontré que l'action du Québec en matière de francophonie associative fut souvent décisive dans la construction de l'espace francophone allant toujours dans le sens du renforcement du Québec, sur le plan intérieur d'abord puis international après la Révolution tranquille, le dotant d'une légitimité et d'un espace propre lui permettant de se consolider ou de tenir son rang face à Ottawa et à un Canada lui-même en reconstruction identitaire passant par la centralisation des pouvoirs. Nous avons parachevé notre démonstration par trois exemples associatifs spécifiques, tout d'abord le Cercle Richelieu Senghor, issu de la Société Richelieu appartenant au mouvement classique de la survivance, le Cercle Richelieu de Paris parrainé en 1984 par le Président Senghor, organisme académique très sélectif regroupant académiciens, diplomates, ministres, intellectuels de renom, tribune élitiste de la francophonie par la notoriété de ses membres, trouvant néanmoins sa légitimité historique et philosophique dans le Québec et l'Amérique francophone de la première moitié du XXe siècle.

Nos deux derniers exemples d'association ont été l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et l'Association internationale des maires francophones (AIMF). La première regroupant des parlements d'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie, intégrée par le Québec en 1975 comme membre de plein droit après promulgation de son assemblée législative en Assemblée nationale du Québec, sans objectif politique mais représentant un cercle de contacts et de soutiens précieux en cas de processus post-référendaire, modifiant son nom en 1998 pour devenir Assemblée parlementaire de la francophonie (APF). Nous avons précisé la place importante qu'y possède le Canada de par le nombre de ses provinces y siégeant en tant que sections autonomes ou parlements associés, le Québec parvenant cependant à y dégager un pré carré patent, l'ayant présidée quatre fois. Nous avons clôturé notre recherche associative par l'association des maires francophones, témoignant à son tour de l'efficacité et de l'acuité pour le Québec de son partenariat avec la France, fondée à Québec en 1979 sur une initiative commune des maires de Paris et Québec, devenant opérateur direct de la francophonie lors du Sommet de Cotonou.

Nous avons pour clore notre premier livre et cette seconde partie effectué un résumé du processus qui mena à l'élaboration de la francophonie, prouvant par nos démonstrations notamment associatives que contrairement à l'idée reçue, il n'est en rien le fait des princes ou celui d'une volonté politique mais découle d'une intervention d'ordre privé, de petits cercles d'intellectuels et de dirigeants faiseurs d'opinion construisant la francophonie sur la base du modèle associatif et privé et où les Canadiens français et les Québécois eurent un rôle crucial, nos exemples en étant l'illustration et respectant en cela la problématique de cette seconde partie.

En conclusion de ce premier livre, nous avons éclairé le rôle de déclencheur ou d'instigateur que le Québec joua à maintes reprises pour créer une communauté d'esprit et d'intérêt. Nous avons expliqué puis démontré la profonde originalité et la singularité de la nature du lien évolutif associant le Québec, la langue française et la francophonie. Nous avons donc pu, grâce aux différents exemples de protofrancophonie et de primofrancophonie présentés et analysés durant toute cette deuxième partie, démontrer que le Québec entretient ou entretenait une relation intense et fusionnelle avec la langue française qui nous apparaît unique ou du moins d'une exceptionnelle longévité et d'une vivacité féconde en ce qui a trait à la francophonie des origines. En conséquence, nous avons pu affirmer que le Québec et la francophonie ne sont pas des partenaires neutres ou

quelconques, ils sont intimement liés et leur relation particulière repose sur une longue filiation culturelle, linguistique, historique et militante.

Troisième partie

Entre évolution réciproque des relations Québec-francophonie et redéfinition des enjeux

Afin de développer la problématique annoncée, nous avons dans un premier temps étudié les origines des premières manifestations spontanées en faveur d'une Francophonie institutionnelle évoquant à cette occasion le plaidoyer en faveur de la langue française et de la culture francophone du Président Senghor, l'Union africaine et malgache (UAM) puis l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM). Nous explicitons le rôle de Senghor dans l'entrée du Québec sur la scène internationale francophone et étudions en profondeur l'action du général de Gaulle, préalable indispensable au rapprochement entre la France et la « Belle Province ». Après avoir éclairé le rôle du lobby du Québec ou « *cercle québécois* », et détaillé les incidences des ententes initiatiques France-Québec nous analysons la venue du Québec au sein de la francophonie institutionnelle conformément à notre problématique de la troisième partie, en utilisant les conférences de Libreville et Kinshasa, évoquant à travers Habib Bourguiba l'appui de l'Afrique francophone au Québec. Nous poursuivons notre démonstration par la conférence de Niamey I tout d'abord ou « *la bataille des grands blancs* » explicitant l'instrumentalisation de la francophonie à travers la discorde des statuts de l'ACCT. Nous avons ensuite étudié les conférences de Niamey II, l'obtention du statut de gouvernement participant pour le Québec avant d'évoquer l'accalmie relative des frictions France-Québec-Ottawa qui servit le projet francophone. Toujours dans le but de cerner au plus près le questionnement de cette partie, nous approfondissons la relation du Québec au monde à travers le prisme francophone de 1970 à 1976, à travers les gouvernements Bourassa voyant la redéfinition de l'action du Québec en francophonie puis son inaction et la re-politisation de la langue. Nous étudions enfin de 1976 à 1985, l'instrumentalisation et les manipulations partisans entraînant la paralysie du projet institutionnel francophone achevant ainsi l'exploration de notre problématique de la troisième partie.

Quatrième partie

Le Québec contemporain dans la francophonie politique des années 1980 à 1995

Au diapason des francophonies ?

Nous débutons cette quatrième et dernière partie de notre thèse en avançant dans la francophonie politique de 1980 à 1995 à travers le Québec contemporain. Nous démontrons combien durant cette période la relation Québec-francophonie se transforme, la redistribution des cartes se faisant au bénéfice de la francophonie après le déblocage du premier Sommet en 1986. Nous détaillons le rôle décisif de François Mitterrand oeuvrant au nécessaire dépassement de la question québécoise et des tensions Québec-Ottawa et celui de la passionaria québécoise Louise Baudoin responsable du retour efficace de l'État fleurdéliné en francophonie. Nous éclairons l'action du nouveau Premier ministre canadien Brian Mulroney et démontrons sa réelle volonté d'ouverture. Nous étudions ensuite de façon approfondie le premier sommet francophone de Versailles et éclairons le multilatéralisme politique francophone en action afin d'appréhender totalement le rôle du Québec identifiant les rapports de force, les enjeux et les conséquences. À travers l'analyse du second sommet celui de Québec, nous mettons en avant les répercussions induites pour la Belle-Province en révélant l'ambiguïté du premier ministre Bourassa malgré le lyrisme de ses déclarations alors que les acteurs de la francosphère venaient d'accorder une reconnaissance incontestable au Québec. Nous avons pour achever le questionnement de notre quatrième partie fait l'examen du Québec à travers les Sommets de Dakar, Chaillot, Maurice et Cotonou, éclairant minutieusement les multiples facettes du positionnement des gouvernements du Québec et leur évolution en fonction de la question nationale québécoise. Nous avons analysé ensuite à travers le référendum de 1995, le positionnement du monde francophone et de la francophonie, explicitant l'attitude de chacun par rapport au Québec afin d'ajouter une nouvelle touche à notre démonstration de cette partie. Notre ultime recherche est comparative, afin de donner le dernier éclairage à notre problématique nous avons confronté le Québec à la Belgique et à la Confédération Helvétique détaillant les convergences et les divergences d'enseignement pour une autre lecture du Québec en francophonie.

Il ressort de notre recherche que le Québec et la francophonie sont véritablement deux partenaires privilégiés dont les imbrications, les forces et les faiblesses ont une incidence directe l'un sur l'autre. Au-delà de l'ancrage des Québécois dans une société de langue et

de culture francophone qui forme l'une des plus anciennes et singulières continuités en Amérique, la francophonie constitue pour le Québec, un prolongement de lui-même à travers les continents. Mais avec le processus de politisation de la Francophonie, on assiste à une fêlure de position du Québec au sein de celle-ci en raison de la dialectique nationale. Nous plaçons notre recherche dans une dynamique d'ouverture et de dépassement des rivalités canado-québécoises en francophonie qui ont pesé lourdement sur elle et nuie à son processus de développement institutionnel.

Le Québec joue avec à propos le rôle de bonne conscience francophone de l'Hexagone, en rappelant aux Français les obligations qu'ils ont envers la francophonie, ce trait devenant très utile dans le processus d'anglicisation sous-jacent et dans les affaires symptomatiques du détachement et de l'inconséquence hexagonale de certaines des personnes investissant quotidiennement les valeurs et l'imaginaire qui escortent la langue française. Parmi de trop nombreux exemples, citons l'Institut Pasteur qui malgré les pressions de François Mitterrand a tenté de ne publier qu'en anglais le résultat de ses recherches alors qu'il incarne une excellence scientifique francophone, Air France qui envisage de ne plus utiliser que l'anglais dans ses communications long courrier ou Renault, qui fusionnant avec Nissan, opte pour l'anglais comme langue de son conseil d'administration. Lorsque les Québécois s'indignent de voir le Président de la Banque de France, du MEDEF, ou du FMI utiliser un anglo-américain afin d'apparaître plus crédible, les Québécois sont dans leur bon droit en incriminant leurs cousins hexagonaux.

Mais si les Québécois apportent énormément à la francophonie en terme de contenu et de vitalité, il serait bon et même urgent alors que l'OIF apparaisse de plus en plus incarner une autre mondialisation, que le Québec décide une fois pour toutes d'être soit une Suède francophone en terre d'Amérique soit la plus importante des provinces canadiennes francophones, ce choix n'étant toujours pas à l'ordre du jour. Si le Québec et le Canada pâtissent de cette situation, la francophonie en est aussi victime. Lorsque le Québec tonne contre un élargissement de la Francophonie parfois peu cohérent en matière d'intelligibilité, il n'est peut être pas le mieux placé pour dénoncer cette ouverture de la francophonie en direction des autres aires culturelles. A travers l'aventure francophone, le Québec fait l'expérience inconfortable du dessaisissement d'un projet qu'il a aussi porté. Si la France n'est pas dépositaire de la langue française c'est évident, le Québec n'est pas le seul propriétaire de la francophonie des Amériques. Cette ouverture de la francophonie

institutionnelle que de plus en plus de Québécois dénoncent Louise Beaudoin et Jean-Marc Léger en tête, pourrait sans doute apporter une clef pour l'avenir et le développement du Québec soit en tant qu'Etat souverain, soit en tant qu'Etat subnational au sein de la fédération canadienne. La francophonie peut parvenir à transcender les impasses dans lesquelles les camps unifolié et fleurdelisé se trouvent depuis plusieurs décennies, en rompant leur enfermement entre deux allégeances, soit à la langue et à la culture francophone soit à une identité continentale, à la manière de la francophonie intégrale que Stélio Farandjis, Michel Guillou et Jean-Louis Roy ont tenté de promouvoir tour à tour.

Le Québec aurait tout à gagner à une américanité intégrale ne se résumant pas seulement aux Etats-Unis, mais intégrant aussi les aires hispanophones, lusophones, créolophones et les langues amérindiennes et autochtones. En proposant cette nouvelle américanité où la francophonie aurait une place à jouer, le Québec pourrait sortir de plusieurs solitudes et accroître sa lisibilité internationale sans nécessairement devoir se confronter à ses vieux démons constitutionnels et référendaires. A travers cette recherche, nous avons tenté de démontrer que s'il existe une ligne de force Québec-francophonie, celle-ci est loin d'être droite et le Québec serait sans doute avisé de se souvenir à l'instar de sa devise, que quels que soient ses choix politiques, la francophonie est pour lui au-delà des préférences partisans des deux camps "rouge et bleu", le seul espace où il compte et peut compter en tant que Québec. Si la francophonie ne peut toujours pas et ne veut pas se priver du soutien du Québec, le référendum de 1995 a démontré combien l'Etat fleurdelisé aurait intérêt à cultiver sa francophonie et à trouver un point d'équilibre identitaire entre Amérique, Europe, multiculturalisme et globalisation pour éviter de voir resurgir les vieux démons du premier nationalisme.

Comme nous l'avons démontré tout au long de cette thèse, si la francophonie n'est pleinement concevable qu'avec le Québec et le Canada, celle-ci est devenue tant à Ottawa qu'à Québec un facteur de renforcement et de rayonnement. Au-delà de la question nationale québécoise, dont il serait illusoire de penser qu'elle est absente de l'existence du Québec et du Canada en francophonie, il serait souhaitable tant pour les Franco-canadiens que pour les Québécois que se mette en place une réelle francophonie fleurdelisée, prolongement des relations bilatérales France-Québec et des relations asymétriques Québec-Etats-Unis. En reprenant l'initiative dans la francosphère en dehors

d'un calendrier purement référendaire, le Québec sortirait renforcé dans sa cohérence identitaire et tendrait la main aux francophones hors Québec qui se sentent à tort ou à raison abandonnés de la vieille capitale. En outre et comme les institutions canadiennes l'ont démontré à certains moments, il existe des précédents que Québec peut utiliser sans forcément devoir établir le choix de l'indépendance qu'il a tant de mal à faire. De son côté Ottawa, en élaborant une francophonie unifoliée dynamique, conçue autrement que comme un outil international d'asphyxie du Québec, pourrait donner du sens à son multiculturalisme imparfait. Sans parler des dérives sécuritaires en tous genres, avec l'application de lois sur le terrorisme bafouant l'esprit de la *habeas corpus* britannique, les Droits de l'homme, des Lumières, et la Charte des droits et libertés.

2. Portée de la recherche par rapport à la méthodologie

L'analyse des liens et des enjeux de la relation Québec-francophonie permet d'appréhender les lignes de force et de fracture de la société québécoise d'une façon complémentaire aux études traditionnelles, mais aussi d'opérer une lecture "dépassionnée" des enjeux québécois, constatant qu'au-delà du discours il existe une complexité et une dialectique plus grande autour des enjeux identitaires et sociétaux. Alors que l'essentiel de la littérature structure sa problématique autour de la question nationale ou linguistique et cherche à donner une cohérence de la lecture francophoniste, nous avons pu dégager grâce à la longue durée, la convergence Québec-francophonie mais en la dotant de cycles ce que les autres études ne font pas. En outre, en ne prenant pas partie pour ou contre le Québec ou le Canada, et en gardant comme seul fil d'Ariane la dimension francophoniste, nous avons pu dégager l'extrême variété de la francophonie et ses nécessaires nuances qui font si cruellement défaut à la littérature. Ce manichéisme en francophonie s'explique également par la confusion des genres des acteurs et des "faiseurs de francophonie" au Québec, au Canada et dans le monde.

Nous espérons qu'à travers cette première recherche, d'autres études avec une séparation des acteurs pourront voir le jour, car ceci permettrait d'accroître l'objectivité et la lisibilité des réalités francophones en les dégageant de la confusion des genres pouvant sur le long cours faire ressurgir les critiques d'impérialisme et de connivence. S'il existe des études valables et objectives en francophonie, nous avons au-delà du factuel tenté d'opérer une lecture transversale du Québec en francophonie et des liens que celui-ci

entretient avec l'espace francophone en ne nous limitant pas aux seules sources officielles qui se bornent presque toujours à une répétition statique. Pour cette raison, nous avons fait une utilisation massive de la presse en complément des témoignages de certains acteurs. L'absence de fonds d'archives structurés sur la francophonie, au Québec, au Canada et en France, nous a contraint à des recoupements incessants et à opérer des remises en contexte afin de rendre intelligibles les relations Québec-francophonie au-delà des simples déclarations trop souvent consensuelles. Enfin, grâce à l'utilisation des archives de l'Élysée nous avons pu replacer le Québec dans une perspective internationale dépassant les clivages souverainistes/fédéralistes. Ce brassage de sources s'il a compliqué notre étude, nous a permis d'appréhender l'action du Québec en francophonie à l'aube d'une nouvelle approche afin de rendre à l'État québécois toute sa singularité et toute sa complexité au-delà de la simple fracture nationale.

Cette démarche quelque peu malaisée nous a demandé de mettre en œuvre une recherche d'histoire, mais de nous ouvrir aussi à d'autres disciplines des sciences humaines conscient de l'utilité de celles-ci et afin de ne pas rester prisonnier de l'événementiel, nous revendiquons cette approche historienne francophoniste.

3. Pistes de recherche possible à partir de notre recherche

La grille de lecture que nous avons utilisée pourrait être confrontée aux très nombreuses réalités subnationales que comporte la francophonie en Amérique ou à travers le monde. En procédant ainsi, nous pensons, puisque toute étude est forcément limitée, qu'en démultipliant les exemples on pourrait non seulement étudier des relations particulières entre des acteurs du monde francophone, mais aussi relier l'histoire politique et culturelle avec les autres Sciences humaines dans une perspective de réelle complémentarité. Au-delà du cadre étatique, la francophonie peut permettre une lecture renouvelée des acteurs, mais aussi replacer l'objet d'histoire dans un processus de modernité, à savoir une mondialisation des langues et des cultures sans déroger aux principes fondateurs des pères de l'Histoire que sont Hérodote et Thucydide.

3.1 Pour une américanité intégrale où la francophonie médiatrice des identités

L'enjeu identitaire, nous en sommes persuadé, fut, est et demeure l'une des clefs privilégiées pour aborder le Québec contemporain à travers cette étude et plus spécifiquement avec le cas de l'américanité. Nous avons pris position dans le débat historiographique et nous pensons tel le Huron, qu'il serait grand temps que les Québécois et les Canadiens qui parfois s'entredéchirent et s'enferment dans les solitudes de l'américanité donnent naissance à un nouveau projet rendu possible par la diversité des Amériques. Si l'américanité renvoie bien à un concept de continentalisation et non pas à celui d'une "étatsunisation", car à travers la francophonie peut s'opérer une relecture des rapports entre Etats, Nations et Peuples. Une américanité intégrale et non plus seulement de l'Amérique du nord permettrait le dégagement d'une identité positive pour l'ensemble des acteurs du continent et redonnerait au Québec et aux francophones du continent un statut et une liberté identitaire avantageux à plus d'un titre et qui pourraient enfin s'appeler américanité. Sur le modèle de la francophonie intégrale qui servit de modèle à la construction du projet francophoniste dans les années 80-90, cette nouvelle et réelle américanité enrichie de l'hispanophonie, de la lusophonie, de la francophonie et des cultures et des langues des Amériques pourrait prémunir le continent contre ce choc artificiel des civilisations que les extrémistes de tous bords bâtissent et dont Samuel Huntington nous annonce l'imminence.

3.2 Le Québec et les latinités

Aborder la question de la francophonie et du Québec amène nécessairement à réfléchir sur la question de sa latinité et de ses traces dans l'identité québécoise. S'il peut paraître de prime abord étrange de parler de latinité pour le Québec, surtout au regard d'un imaginaire franco-français, la cabane au Canada, quelques arpents de neige etc, le Québec est bien membre de la latinité par sa langue, sa morale, sa sensibilité confessionnelle et morale chrétienne et un nombre incalculable d'éléments de la vie quotidienne que l'on réduit seulement à un certain art de vivre... A travers la francophonie c'est aussi un sentiment d'appartenance à la latinosphère que le Québec investit de façon plus ou moins consciente et qui lui permet malgré son isolement géographique et linguistique d'accéder à un espace, à un imaginaire.

Si la société québécoise subit des fois plus qu'elle ne le souhaite ou affirme ne le souhaiter, le poids de son voisin du Sud, la latinité du Québec lui permet d'endiguer partiellement ses assauts, mais aussi de tisser des liens avec l'Amérique du Sud et d'accueillir sur son sol nombre d'hispanophones et dans une moindre mesure de lusophones. Il en découle une possible union latine qui prendrait tout son sens si une pleine américanité creuset des langues et des cultures des Amériques voyait le jour, ou si l'Union latine dont le siège est à Paris s'affirme sur la scène internationale d'une façon pleine et entière, alors que l'hispanophonie et la lusophonie sont en train d'émerger comme entités internationales et que le Brésil et le Mexique sont sans doute les nouveaux géants économiques des Amériques.

Cette possible *latinophonie* qui n'a pas encore conscience d'elle-même, et dans laquelle le Québec pourrait trouver un nouvel espace d'expression et d'action est un colosse démographique et économique dépassant le milliard d'individus et qui pèse du moins potentiellement autant voire plus que le monde anglo-saxon. Si l'on délaisse un instant la grille d'analyse des Etats en investissant une problématique géolinguistique comme le faisait Onésime Reclus à la fin du XIX^e siècle, on constate que dans ces deux foyers de rayonnement internationaux que sont l'Amérique et l'Europe, les latins sont loin d'être en position de défense mais bien de reconquête, notamment en Amérique³. Le symbole le plus évident en est que les Etats-Unis qui fustigèrent la loi 101 comme une dérive ethnique ont adopté dans la plupart des états des dispositions consacrant l'anglo-américain comme la langue officielle. Les assiégés de demain ne sont peut-être pas ou ne sont peut être plus les francophones, les hispanophones et les lusophones⁴ d'Amérique mais bien les Anglo-américains dont l'empire et l'imaginaire marquent les premiers signes de faiblesse évidents. Les études à venir sur les identités et les aires culturelles des Amériques et du monde sont des sujets qui renouvelleront en profondeur l'historiographie et la vision des rapports de force internationaux.

³Cf. La revue *Hérodote* et son numéro spécial intitulé géopolitique de l'anglais n° 115, 2004.

⁴Cf. Léonard, Yves. *La Lusophonie dans la monde*, Paris, DF, coll. « Problèmes politiques et sociaux », n° 803, 1998, 89 p.

4. - Ouverture du sujet et nouvelles pistes d'études envisageables à partir de notre recherche

Au fur à mesure de l'avancement de notre travail de recherche, tant dans sa thématique francophoniste que québécoise, la question de la permanence et du renouvellement des identités du point de vue des aires culturelles nous est apparue comme un champ de recherche encore vierge et pourtant prometteur. Ne pouvant traiter de toutes les aires culturelles des Amériques, dix doctorants ne suffiraient pas à introduire le sujet, et compte tenu de notre problématique initiale centrée sur le Québec et la francophonie, nous n'avons abordé que ponctuellement et de façon allusive l'Hispanophonie⁵ et la Lusophonie⁶ qui n'en sont encore qu'à leurs balbutiements si l'on opère une comparaison avec la Francophonie. Nous pensons qu'il s'agit pourtant d'un champ de recherche éminemment riche, totalement inexploré pour ce qui a trait à l'histoire contemporaine et capable de redonner une historicité globale aux histoires en miettes des peuples et nations des Amériques et sans doute du monde.

Nous appelons de nos vœux le lancement de recherches historiennes et issues des sciences humaines, afin de sortir de l'ombre cette permanence et cette force civilisationnelle occultée jusqu'à présent, compte tenu de la focalisation abusive sur les Etats nations ou le fait communautaire. Loin de se révéler suffisante, ces focalisations normatives et formatives mènent à une compréhension tronquée du fait culturel notamment sur la longue durée, et si les historiens n'y prennent garde il faudra sans doute créer une paléo-histoire ou une archéo-histoire du fait culturel pour comprendre les origines et le cheminement des cultures et des langues. En outre, la démarche de l'hispanophonie et de la lusophonie calquée sur le modèle de la francophonie tend à valider la construction et le fonctionnement francophonistes et initie une réelle convergence des aires lusophone, hispanophone et francophone point de départ d'une possible latinophonie contemporaine multilingue à l'audience et à l'incidence mondiale. Au sein de celle-ci, l'Union latine pourrait enfin endosser un rôle moteur et d'initiative ce qu'elle n'a toujours pas, bien qu'elle possède un demi siècle d'existence légale, ce qui n'est pas le cas de la Francophonie.

⁵ Hispanofonia

⁶ Lusofonia.

En nous gardant d'un manichéisme excessif, nous pensons néanmoins que nous sommes à l'aube d'un probable choix entre une option civilisationnelle multipolaire redonnant à l'humanisme et aux civilisations leur pleine signification comme Reclus et Senghor nous invitaient à le faire ou bien donnera naissance à la première "*acivilisation*" mondiale faisant de l'oubli, de l'inégalité et du seul marché économique ses possibles valeurs.

TABLE DES MATIERES DES ANNEXES

- APPENDICE A : Charte de la langue française ou loi 101. p 623
- APPENDICE B : Déclaration de Chaillot. p 625
- APPENDICE C : Discours de François Mitterrand le 12 décembre 1985. p 628
- APPENDICE D : Brochure de la SSJB lors du Sommet de Moncton. p 633
- APPENDICE E : Courrier de Jean Ponsot à J-M Léger (UCF). p 638
- APPENDICE F : Discours d'H. Bourguiba « Une double ouverture au monde. » du 11 mai 1968 à Montréal. p 639.
- APPENDICE G : Le Temps du Niger 9 juin 1969. p 646
- APPENDICE H : Organigramme de l'ACCT de la Lettre de la Francophonie du 15 janvier 1992. p 648
- APPENDICE I : Réponse de J-M. Léger à Jeune Afrique. p 650
- APPENDICE J : Notes à l'intention du Président Mitterrand des 9 novembre 1981- 2 novembre 1982 et Juin 1983. p 656
- APPENDICE K : Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, novembre 1985. p 670
- APPENDICE L : Note d'H. Védrine au Président Mitterrand, 2 juin 1985. P 677
- APPENDICE M : Discours du Président Mitterrand au Sommet de Versailles. p 679
- APPENDICE N : Discours inaugural de R. Bourassa au Sommet de Versailles. p 683
- APPENDICE O : Conférence de presse de F. Mitterrand et B. Mulroney à l'issue du Sommet de Versailles, 19 février 1986. p 687
- APPENDICE P : Discours officiels de R. Bourassa au Sommet de Québec. p 696
- APPENDICE Q : Discours officiels de R. Bourassa au Sommet de Dakar. p 703
- APPENDICE R : Résolution finale du Sommet de Maurice. p 706
- APPENDICE S : Discours de Jacques Parizeau au Conseil permanent de la Francophonie. p 708
- APPENDICE T : Résumé introductif à la langue française en Belgique. p 715
- APPENDICE U : Résumé introductif à la langue française en Suisse. p 718

APPENDICE A**CHARTRE DE LA LANGUE FRANCAISE****ou****LOI 101**



© Éditeur officiel du Québec

Dernière version disponible
À jour au 1er décembre 2006

L.R.Q., chapitre C-11

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PRÉAMBULE

Préambule.

Langue distinctive d'un peuple majoritairement francophone, la langue française permet au peuple québécois d'exprimer son identité.

L'Assemblée nationale reconnaît la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française. Elle est donc résolue à faire du français la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires.

L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un esprit de justice et d'ouverture, dans le respect des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise et celui des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec.

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Ces principes s'inscrivent dans le mouvement universel de revalorisation des cultures nationales qui confère à chaque peuple l'obligation d'apporter une contribution particulière à la communauté internationale.

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

LE STATUT DE LA LANGUE FRANÇAISE

CHAPITRE I

LA LANGUE OFFICIELLE DU QUÉBEC

Langue officielle.

1. Le français est la langue officielle du Québec.

1977, c. 5, a. 1.

CHAPITRE II

LES DROITS LINGUISTIQUES FONDAMENTAUX

Droit de communiquer en français.

2. Toute personne a le droit que communiquent en français avec elle l'Administration, les services de santé et les services sociaux, les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels, les associations de salariés et les diverses entreprises exerçant au Québec.

APPENDICE B**DECLARATION DE CHAILLOT**

DÉCLARATION DE CHAILLOT

Nous, chefs d'État, de gouvernement et de délégation des pays ayant en commun l'usage du français,

Réunis pour affirmer une fois de plus notre solidarité et notre ferme volonté de concourir activement à façonner ensemble un avenir meilleur pour nos peuples et pour la communauté internationale ;

Nous félicitons des progrès de la démocratie constatés dans le monde entier, saluons tout particulièrement la contribution déterminante des peuples à cette évolution et sommes convaincus qu'il appartient à chaque peuple de déterminer les voies les plus appropriées à l'affermissement de ses institutions démocratiques ;

Réitérons notre foi dans les valeurs démocratiques fondées sur le respect des droits de la personne, des minorités et des libertés fondamentales ;

Croyons fermement qu'une plus grande participation des peuples à leur développement passe par le libre exercice des libertés fondamentales et l'avènement de l'État de droit ;

Convaincus qu'il n'existe pas de développement sans liberté, ni de véritable liberté sans développement ;

Déplorons les conséquences tragiques de la famine, de la pauvreté, des calamités naturelles et des désastres dus à l'action de l'homme. À notre époque marquée par le souci de solidarité et de partenariat, la persistance intolérable du sous-développement exige une mobilisation de la communauté des Nations et requiert d'imprimer un nouveau cours à notre coopération ;

Persuadés que le développement économique, responsabilité première de chacun de nos pays, passe par le maintien, voire l'accroissement des flux d'aide, la poursuite de la concertation économique dans les grandes instances internationales et le renforcement des efforts

Francophonie et démocratie : textes de référence

pour l'intégration économique mondiale et régionale, nous engageons à l'avènement d'un véritable partenariat économique fondé sur l'établissement d'un dialogue renouvelé entre nos pays ;

Convaincus que la démocratie est au cœur d'une répartition plus équitable des ressources matérielles et humaines et qu'elle est aussi fondamentale pour la prospérité économique des peuples que la dignité de l'homme, prenons l'engagement de faire avancer le processus de démocratisation, de consolider les institutions démocratiques et décidons de développer des programmes appropriés dans ce sens .

Nous, chefs d'État, de gouvernement et de délégation réunis à Chaillot, entendons ainsi faire face à nos responsabilités historiques et répondre aux aspirations légitimes de nos peuples dans un contexte international nouveau.

APPENDICE C

DISCOURS DE FRANCOIS MITTERRAND

DU 12 DECEMBRE 1985

**ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. François MITTERRAND,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
LORS DE LA SEANCE SOLENNELLE A L'ACADEMIE FRANÇAISE
A L'OCCASION DU 350^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUT
Jeudi 12 décembre 1985**

Mesdames et Messieurs,

Je suis venu célébrer avec vous un anniversaire dont, plus que personne, vous avez compris la signification.

Votre compagnie est née avec l'Etat moderne : abattre les féodalités, rassembler les forces vives, donner aux créateurs le moyen d'inventer et de projeter les richesses de l'esprit, épouser le temps présent et percevoir son contenu d'avenir, bref affirmer haut et fort la grandeur de notre pays, telle fut la pensée de votre fondateur, le Cardinal de Richelieu.

Chaque époque a ses tâches, mais l'ambition reste la même : servir la France en tant que Nation certes, mais aussi en tant que vecteur de civilisation, source de pensée universelle. En 1635 il fallait édifier un Etat, en 1945 reconstruire une Nation déchirée, meurtrie. Aujourd'hui on luttera pour que la France accède aux dimensions que requiert la prodigieuse révolution scientifique et technique qui, en un siècle, a transformé les rapports de puissance entre les groupes sociaux, les forces économiques et les sociétés politiques... jusqu'à la relation de la planète et de l'espace, de l'homme et de son moi.

Je traiterai devant vous d'un sujet qui apparaîtra bien réduit auprès de ces réalités et des perspectives qu'elles ouvrent : du langage. Un sujet réduit ? Je n'en suis pas si sûr. Qu'est-il de plus important que ce qui touche aux structures de l'être ?

Votre compagnie a été instituée pour rendre la langue française - je cite - "non seulement élégante, mais capable de traiter tous les arts et toutes les sciences.

Je me pose cette question : qu'en est-il, après trois cent cinquante ans ?

Notre langue peut-elle encore traduire les apports de la science, définir les signes, désigner les objets hier encore inconnus, que dis-je ? non-existants ?

Quant à l'élégance, même s'il faut faire la part du temps et se garder de rejeter les nouveaux bonheurs d'expression, quant à l'élégance, est-elle encore un "beau souci" ?

Près de cent millions d'hommes et de femmes ont le français pour langue maternelle. En outre, plus de quarante millions l'utilisent comme langue seconde ou langue de travail.

Et pourtant, Mesdames et Messieurs, la langue française est menacée. Comme tout moyen d'expression, la langue française est mortelle.

Créer les mots à mesure que s'accroissent les connaissances, faire que le français tienne sa place dans le dialogue de l'homme et de la machine, réunir les virtualités de l'univers francophone pour qu'elles résistent au déferlement concurrent, tels sont les axes de réflexion que je vous propose.

Il ne s'agit pas de nostalgie, mais d'avenir : "la France, c'est d'abord la langue française", disait Fernand Braudel. Sa pensée, je veux dire sa présence, demeure parmi nous.

Que pouvons-nous, que devons-nous faire aujourd'hui pour notre langue ?

D'abord, assurément l'enrichir et l'enrichir sans cesse. Sait-on que la production d'un prototype d'avion, par exemple, ou d'une centrale nucléaire entraîne l'invention de plusieurs dizaines de milliers de mots ? Que l'ensemble des lexiques spécialisés d'une langue

moderne dépasse le million de termes - chiffre atteint par les grandes banques terminologiques du Japon, d'Allemagne, du Canada et du Québec ?

Cette création terminologique doit s'accompagner d'un double travail de définition et de traduction afin d'assurer une communication permanente entre les grandes langues internationales. Ces relations constantes entre les langues représentent en même temps la seule vraie garantie de leur vitalité, car chacune s'enrichit d'abord à ses frontières.

L'invention, la définition, la traduction d'une grande quantité de mots constituent ce que le Commissariat Général de la Langue Française, que j'ai institué voilà dix-huit mois, transformé peu à peu en impératif national : la terminologie.

Un impératif que vous connaissez bien, Mesdames et Messieurs, puisque telle est l'une de vos tâches principales depuis trois siècles et demi, comme l'avait voulu votre fondateur. La reconnaissance de cette nécessité ne date donc pas d'aujourd'hui.

En 1972, à l'instigation de Georges POMPIDOU, le Gouvernement a pris un décret créant des commissions de terminologies ; elles sont au nombre de seize actuellement.

Nous avons décidé de poursuivre cet effort, notamment avec l'institution d'un Groupement d'Intérêt Public. Centre national de terminologie et de traduction il rassemble non seulement plusieurs ministères, des universités, des écoles de traduction, mais aussi des entreprises, industrielles ou commerciales. Il commencera ses activités dès le début de l'année prochaine, et je souhaite que vous soyez régulièrement informés de ses travaux et de ses productions.

Philippe de Saint-Robert a même proposé de lui donner le nom d'un homme auquel la langue française doit beaucoup : Jacques Amyot.

A l'époque, comme aujourd'hui par l'anglais, le français était menacé par une autre langue, c'était la vague italienne. Il ne put résister que par une politique consciente et générale de néologie et de traduction.

Une autre urgence est celle qui découle des nouvelles technologies, de la rencontre entre la linguistique et l'informatique, du dialogue entre la voix humaine et la machine.

Le traitement informatique des langues progresse à vive allure. Des ordinateurs de taille moyenne rendent aujourd'hui possible la traduction informatique instantanée de textes techniques. Le système TITUS de l'Institut Textile de France, utilisant une syntaxe contrôlée, donc limitée, fonctionne déjà depuis plusieurs années en quatre langues pour la documentation spécialisée et l'agronomie tropicale. Au prochain Salon Expolangues, qui aura lieu à Paris en février 1986, sera présenté le prototype industriel du système GETA beaucoup plus complet et rapide, conçu à l'Université de Grenoble par une équipe du C.N.R.S.

La rencontre des nouvelles techniques de l'informatique et de la linguistique transforme une discipline jusque là seulement "littéraire" - ce qui n'est pas si mal - en une science appliquée, la linguistique automatique, qui donne naissance à tout un secteur industriel présentant déjà un nombre impressionnant de produits commercialisables.

Dès maintenant, ces techniques d'avant garde touchent les métiers traditionnels et surtout ceux de l'édition, de la presse, de la bureautique, avec des machines à traitement de texte qui apportent des gains de productivité considérables : on sait combien la tentation d'aller vite est présente dans notre société.

D'autres secteurs seront atteints, leurs méthodes de travail bouleversées. L'assistance de l'ordinateur divisera bientôt par dix le temps nécessaire pour traduire les 100.000 pages de la documentation technique d'une centrale nucléaire.

Déjà, les premières synthèses de la parole nous permettent de commander à des ordinateurs ou d'interroger par téléphone les banques de données...

Une véritable industrie des langues naît sous nos yeux. Pour ceux qui sont amoureux du langage, ce n'est pas un sujet de préoccupation amer. Bien au contraire, une façon de renouveler tout en conservant, bien entendu, l'essentiel, c'est-à-dire la richesse des mots, attachée à ce que nous sommes nous-mêmes.

Mais je vous pose quand même cette question qui n'est pas indifférente : devrons-nous traduire en anglais tous les ordres que nous donnerons aux machines ?

Nous nous trouvons à un point fort important de l'histoire de notre langue :

- ou bien elle saura maîtriser l'informatique,
- ou bien, en peu d'années, elle cessera d'être l'un des grands moyens de communication dans le monde.

C'est la raison pour laquelle sera lancé en janvier prochain un programme de recherche et de développement sur l'industrie de la langue qui unira une fois encore l'Etat, les universités, les entreprises, les institutions internationales. L'Académie française ne restera pas indifférente.

Un pays qui sait construire ARIANE a-t-il le droit de laisser perdre sa langue ?

Ce n'est pas Hubert Curien qui me contredira.

Ces conditions nouvelles de la compétition linguistique ne sont pas évidemment propres à la France. Bien d'autres pays, francophones d'abord, mais aussi hispanophones, lusophones, font face à de mêmes menaces. Des solidarités commencent à se manifester. Il ne faut pas oublier que vers l'an 2000 - du moins si j'en crois de bons experts et même si l'on doit attendre cinquante ans supplémentaires, la belle affaire ! Vers l'an 2000 les langues romanes seront parlées par autant de gens que l'anglais. Et, longtemps en sommeil, la coopération francophone prend, ces temps-ci, un élan nouveau.

Lundi dernier, j'ai présidé à l'Elysée la deuxième session du Haut Conseil de la Francophonie, qui réunit vingt-huit personnalités venues de quatorze pays et de tous les univers professionnels, les sciences, les arts, la presse, l'industrie... Je salue à cette occasion, ici présents, deux de ses membres, le Président SENGHOR, et M. Alain DECAUX. Ensemble, nous avons réfléchi aux meilleures méthodes pour améliorer l'enseignement du français. Des recommandations sont prêtes. Elles seront, du moins pour notre pays, suivies d'effets immédiats.

La semaine prochaine le principal outil de cette solidarité, l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, réunira sa conférence générale à Dakar. La France qui contribue déjà largement au financement de cette organisation, y assumera des responsabilités plus fortes encore que par le passé.

Quant au sommet francophone, cette idée simple d'inviter ensemble tous les chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays francophones avait pris des allures d'artésienne : on en parlait toujours, il n'arrivait jamais, pour des raisons tout à fait indépendantes de notre volonté. La France le demandait, le Sénégal aussi. Pour accorder les compétitions internes dans d'autres pays, je pense au Canada, il a fallu attendre jusqu'à maintenant. La patience et la ténacité françaises ont triomphé finalement de la nature des Gouvernements ou de l'orientation de leur politique.

Bref, ce sommet se tiendra à Paris en février prochain. Tous les accords sont donnés.

Au-delà de dialogues toujours utiles, je souhaite qu'il soit l'occasion de décisions pratiques, précises, pour la diffusion de l'information scientifique et technique, comme le réclamait le 3 décembre dernier de façon pertinente Monsieur le Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences, mais aussi pour les banques de données, les satellites, les échanges inter-universitaires, les coproductions audiovisuelles, que sais-je encore ?

Je souhaite que l'Académie française soit associée très étroitement à la préparation de ces rencontres. Monsieur le Ministre de l'Education Nationale recherchera avec vous les voies d'une collaboration, d'un travail en commun que j'espère fructueux.

Nous avons, dans le cadre européen, lancé un mouvement Eurêka, qui prend chaque jour de l'ampleur. Dix-huit pays européens, donc six de plus que la Communauté, y prennent part. Les demandes viennent de tous côtés. Je recevais récemment la candidature du Canada, du Brésil, de l'Argentine et même de certains pays venus de l'Extrême-Orient. Ces demandes restent à examiner. Mais c'est assez dire l'intérêt que ce mouvement suscite.

Pourquoi ne pas utiliser pour la francophonie une méthode de cet ordre, toute de pragmatisme ? On définit un projet, y participe qui le souhaite, chacun y met sa part, le besoin s'impose. Il est toujours des esprits qui se passionnent pour les grandes constructions. On peut faire confiance à l'esprit d'invention, à l'intelligence et à la volonté.

Si la France s'est montrée, de tout temps, plus ouverte que d'autres aux cultures du monde, permettez-moi cette réflexion, c'est parce qu'elle ne doutait pas de son identité, ni de sa propre culture, ni de son propre langage. Elle ne doutait pas d'elle-même. Et, comment accéder à l'universel sans être d'abord soi-même ? Question que nous nous posons, chacun d'entre nous, dans notre vie personnelle, à tout moment. On connaît la belle expression de Paul Claudel : "l'essentiel de ce que l'homme peut apporter de mieux au monde, c'est lui-même".

Si la civilisation industrielle oubliait cette sagesse, les langues se réduiraient vite à de tristes sabirs et se perdraient bientôt en des amalgames, uniformes, desséchants, dépersonnalisés.

Au moment de conclure, je pense à cette mise en garde de Pierre-Jean Jouve préfaçant SEGALIN : "Le divers décroît. Là est le vrai danger terrestre".

Où pouvais-je prononcer ces mots mieux qu'ici, Mesdames et Messieurs ? Je saisis l'Académie française qui ne m'avait pas attendu pour s'en préoccuper. Encore pourrait-il être utile de constater cette conjonction d'efforts et d'attentions pour défendre la langue française. Toutes les institutions qui concourent à ce bord doivent s'unir, toutes celles qui participent d'une façon ou d'une autre au développement de la pensée et de la communication à la richesse du langage.

En simplifiant le propos, on pourrait dire : il n'est pas d'autre richesse. Entretenons-là, veillons-y. Une telle vigilance fait partie de votre obligation dès lors que vous êtes admis dans cette illustre assemblée, votre obligation, votre devoir d'Etat, et, sans doute aussi, votre conviction profonde. Alors ensemble dessinons un avenir qui paraîtra à nos successeurs si facile à vivre, si naturel, qu'ils ne comprendront pas qu'au mois de décembre 1985 nous nous soyons seulement posé la question.

APPENDICE D**BROCHURE DE LA SSJB
LORS DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE DE MONCTON 1999**

1999

Sommet de la Francophonie

NOTION

La « grande francophonie canadienne » ou

L'imposture d'Ottawa

Qui est ce Monck(k)ton qui nous reçoit ?

La ville hôte du Sommet de la Francophonie porte le nom de Robert Monckton, officier colonial, né et décédé en Angleterre. Monckton n'a passé que 10 ans en Amérique mais il y a laissé des traces indélébiles, étant celui qui a dirigé les premières déportations d'Acadiens en 1755. La déportation s'est poursuivie jusqu'à 1763. Les extraits suivants tirés du Dictionnaire biographique du Canada résument un peu son héritage :

« Le Gouverneur Lawrence ordonna l'expulsion des Acadiens (1755). Monckton exécuta les ordres avec l'efficacité qui lui était propre mais sans montrer d'enthousiasme. Il s'occupa d'arrêter les habitants en les attirant dans un piège, de brûler leurs villages et de diriger la déportation des 1160 personnes qu'il avait rassemblées à Chignecto. » (...)

Et en 1758, « Une force de quelque 2300 hommes, parmi lesquels se trouvait le 2^e bataillon du Royal American Regiment dont Monckton avait été nommé le colonel, forma la masse de manœuvre et l'avant-garde. Cette troupe procéda méthodiquement à la destruction des maisons, du bétail et des récoltes sur une distance d'environ 70 milles en amont de la rivière (Saint-Jean). »

De nos jours, Monckton serait inculpé par le Tribunal pénal international.

L'histoire du pays qui accueille aujourd'hui la francophonie mondiale a longtemps été celle d'une très active et agressive francophobie. Celle-ci s'est exprimée dès les premières années du régime britannique, inspirant ce qui reste, à ce jour, le plus tragique des événements de notre histoire : la déportation des Acadiens (1755-1762).

Au XIX^e siècle, cette francophobie précéda à la première forme d'organisation politique moderne — l'Union de 1840 —, celle-ci étant conçue dans l'exact but d'assurer la mise en minorité définitive de ce peuple « sans valeur » qu'on n'appelait pas encore les « Francophones ». Le régime suivant — celui de 1867, toujours en vigueur — étendit peu à peu ce système aux dimensions du Canada actuel. Au sommet de ce système, Ottawa consentira au mieux, pour le français, une politique de la portion congrue, cependant que les provinces à majorité anglaise — toutes, sans exception —, plus lestes, pratiqueront l'exclusion, refusant ici de reconnaître, retirant là des croix qui avaient pourtant été reconnues (notamment à l'encontre des Métis du Manitoba). Devant si bel exemple, la population de langue anglaise ne sera pas en reste — quand elle ne sera pas en pointe : même au Québec, les Anglo-Saxons se comporteront comme en pays conquis. Minorisation, assimilation, humiliation : tel fut le bilan, pour la communauté de langue française, de deux siècles d'annexion à l'Empire britannique et d'un siècle d'Union canadienne.



Suite page 4...

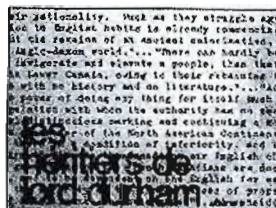


Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H2X 1K3
Téléphone : (514) 843-8851 / Télécopieur : 844-6359
Site internet : www.smb.org/~smb
Courriel : info@cam.smb.org

La **francophobie** n'est peut-être plus ce qu'elle était,

Lord Durham prédit et souhaite en 1839
l'assimilation de toute la population française
d'Amérique à la « race supérieure » !



À la suite de la rébellion des Patriotes en 1837 et 1838, l'Angleterre envoie en mission d'enquête Lord Durham dont le rapport définira pour longtemps la structure politique du Canada. Durham écrit :

« Si l'on étudie la population du Haut-Canada (aujourd'hui l'Ontario) à 400 000 âmes, les Anglais du Bas-Canada (le Québec) à 150 000 et les Français à 450 000, l'union des deux provinces ne donnerait pas seulement une majorité nettement anglaise, mais une majorité accrue continuellement par une immigration anglaise; et je ne doute guère que les Français, une fois placés en minorité par suite du cours naturel des événements, abandonneraient leurs vieilles expériences de nationalité. (...) »

Mais l'expérience des deux unions des îles Britanniques (l'Écosse, l'Irlande) peut nous enseigner avec quelle efficacité les irons prisonniers d'une Assemblée populaire peut forger l'obéissance d'une population hostile. (...) Je n'en retiens aucun doute sur le caractère national qui doit être donné au Bas-Canada; ce doit être celui de l'Empire britannique, celui de la majorité de la population de l'Amérique britannique, celui de la race supérieure qui doit à une époque prochaine dominer tout le continent de l'Amérique du Nord. »

Louis Riel



Louis Riel, chef métis et père fondateur de la province du Manitoba, francophone formé à Montréal, fut pendu par le Canada pour haute trahison le 16 novembre 1885. Malgré les protestations venant de partout, et surtout du Québec où 50 000 personnes ont manifesté au Champ de Mars à Montréal, le premier ministre du Canada John A. Macdonald fit exécuter la sentence en déclarant : « Il sera pendu même si tous les chiens du Québec jappent en sa faveur ». Et c'est dans la foulée de l'exécution de Riel que sont venues la plupart des lois d'interdiction du français dans l'enseignement.

**Interdiction
d'enseigner
en français :
ça s'est
passé au
Canada !**

Pendant 100 ans, de 1857 jusqu'aux années 1960, il y a eu interdiction d'enseigner en français à plusieurs endroits pendant de longues années.

La Nouvelle-Écosse

1864

Le Nouveau-Brunswick

1871

L'Île du Prince-Édouard

1877

Le Manitoba

1890

L'Ontario

1912

La Saskatchewan

1930

mais la francophonie n'est plus ce qu'elle était.

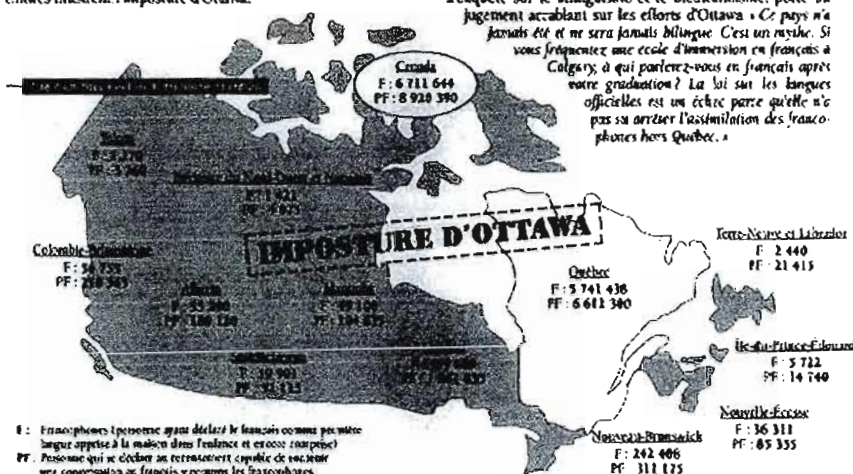
Ottawa vante sur toutes les tribunes « la grande francophonie canadienne », mais qu'en est-il vraiment ? Sans le Québec, comment se porte-t-elle cette « grande francophonie canadienne » ?

Dans les années 1960, tout le monde, et surtout la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme créée par le Gouvernement du Canada, critique le piètre état de la francophonie au Canada. L'heure est au changement. Ottawa y répond en promulguant la Loi sur les langues officielles. Trente ans plus tard, force est de constater que les mesures d'Ottawa constituent un échec qu'il essaie, coûte que coûte, de déguiser en succès.

Dans ses documents célébrant « la Francophonie canadienne », Ottawa peint toute la carte canadienne aux couleurs de la francophonie. Il vante les millions de francophones vivant à l'extérieur du Québec, alors qu'il est presque impossible de se faire soigner en français à l'extérieur du Québec et d'une partie de l'Acadie, voire de se faire servir un café en français. Quelques chiffres illustrent l'imposture d'Ottawa.

- En 150 ans, le poids démographique des francophones au Canada est passé de 20 % à 24 %, et il est actuellement en régression rapide partout au Canada, sauf au Québec.
- Plus de 26 % du « million » de francophones vivant à l'extérieur du Québec se sont déjà anglicisés, selon les chiffres et définitions de Statistique Canada (1996) : sur 970 030 personnes dont la langue maternelle est le français, seulement 618 000 le parlent encore à la maison.
- À Moncton et à Ottawa, villes pourtant dotées de nombreuses institutions francophones dont des universités, le taux d'anglicisation de la population francophone est surprenant : 24 % à Moncton et 23,6 % à Ottawa. À Ottawa, ce chiffre a presque doublé depuis 1971.
- Pour tout l'Ontario, le taux d'anglicisation des francophones est de 28,6 %.
- Dans les provinces de l'Ouest, ce taux d'anglicisation atteint le chiffre ahurissant de 62,3 % en 1996.

M. Neil Morrison, ancien secrétaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, porte un jugement accablant sur les efforts d'Ottawa : « Ce pays n'a jamais été et ne sera jamais bilingue. C'est un mythe. Si vous fréquentez une école d'immersion en français à Calgary, à qui parlerez-vous en français après votre graduation ? La loi sur les langues officielles est un échec parce qu'elle n'a pas su arrêter l'assimilation des francophones hors Québec. »



La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et les Acadiens : une amitié qui remonte loin

Dès 1874, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal organise à Montréal, à l'occasion du 40^e anniversaire de sa fondation, une immense convention des francophones de l'Amérique. L'avocat acadien

Pierre-Armand Landry fait partie du comité organisateur de ce précurseur des « sommets de la francophonie », où il obtiendra l'appui de la convention dans le combat des Acadiens pour le droit à

l'enseignement en français au Nouveau-Brunswick. Par la suite, inspirés par la convention de 1874 et par celle de Québec, en 1880, les Acadiens tiennent leur première convention nationale en 1881 à Miramichi pendant laquelle ils choisissent le 15 août comme fête nationale.

« L'Acadie (...) c'est certainement précieuse pour le Québec. Nous sommes très précieuses les uns pour les autres, car nous nous épanouissons, la plupart des uns sera le samedi, et des fois nous le vendons, mais nous nous épanouissons par notre seule présence en Amérique. »

— Gilles Vézina, 1997

Chapitre d'Ottawa (suite)

Heureusement, les francophones de la ligne de feu, en Acadie, en Ontario et dans l'Ouest, ne s'étaient jamais laissés rompre, tandis que ceux du Québec n'avaient jamais renoncé à l'idée d'être « maîtres chez eux ». Puisant une nouvelle ardeur dans le mouvement de décolonisation du Tiers Monde, ils démontrèrent, les uns et les autres, ce système de domination d'une langue, d'un peuple sur l'autre. Ce réquisitoire s'exprimera partout au Canada, mais c'est au Québec qu'il débouchera sur l'idée de l'indépendance politique. Le régime s'inquiète alors : « Le Canada traverse la plus grave crise de son histoire », se fit dire Ottawa en 1965. Placé sous cette menace, et aiguillonné par l'exemple du voisin américain qui, enfin, comprenait l'urgence pour lui de changer d'attitude vis-à-vis des Noirs, Ottawa comprit lui aussi l'urgence de traiter différemment ceux que certains commençaient à appeler « les Nègres blancs d'Amérique ».

La menace venait du Québec, la panique viendra de l'extérieur. Pour combattre l'isolement québécois, Ottawa chercha les moyens d'éviter la tentation du désespoir aux francophones d'Acadie, de l'Ontario et de l'Ouest. Ottawa prit des mesures, se dota même d'une loi des langues officielles en 1969 qui reconnaissait au français, dans les institutions centrales, un statut égal à l'anglais. Il servit ses provinces à faire un geste, ce que firent certaines, le Nouveau-Brunswick notamment, qui se dota lui aussi d'une loi. Cette bienveillance d'Ottawa lui aura permis de se faire de nouveaux alliés face au Québec : à l'extérieur du Québec, le français se porte mieux, mais la solidarité, la séculaire solidarité entre tous les francophones, est aujourd'hui affaiblie. *Divide ut imperet!*

Au total, la situation n'est plus ce qu'elle était : la langue française a certains droits, sa pratique est plus répandue, moins contestée. Il se trouve même des anglophones pour trouver utile et agréable d'apprendre la langue de Senghor, de Miron et de Maillet.

Tout ceci est bel et bien. Malheureusement, ce changement est venu trop tard, et rien ne pourra jamais changer la donne démographique fondamentale, inscrite au cœur du système politique canadien des 1840, et renforcée depuis par un siècle de politiques pratiquées de manière systématique, ni moins encore la donne psychologique fondamentale qui place le français, partout où il est en minorité, en situation d'infériorité de pouvoir et de prestige. Non seulement en effet le français ne retrouvera plus jamais sa position majoritaire au Canada, mais ce Canada, même devenu francophile, est aujourd'hui impuissant à enrayer l'érosion qui lamine chaque année un peu plus les positions démographiques du français, comme langue maternelle et plus encore comme langue d'usage, dans toutes et chacune des provinces où elle est en minorité (seuls, les Acadiens du Nouveau-Brunswick réussissent à ralentir le processus).

Pour avoir effectué ce qui leur apparaît, au regard de leur intégrisme d'autan, comme une véritable révolution, mais qui n'est au fond que simple acte de justice réparatrice, Ottawa se présente maintenant aux yeux du monde comme l'un des « champions de la francophonie mondiale ». (On croit rêver!)

Ottawa combat le Québec

Cette prétention n'aurait quelque vraisemblance que si Ottawa laissait aussi s'organiser librement un véritable foyer de langue française sur le seul territoire de l'Amérique du Nord où l'histoire, la géographie et la démographie se conjugueraient pour le rendre possible : le territoire du Québec.

Or loin de le faire, il s'emploie, au contraire, à entraver l'effort entrepris par le Québec dans ce sens. Son discours, son appareil d'Etat, son argent (qu'il dépense directement ou par personnes et groupes interposés), bref, tout, jusqu'aux plus anodines de ses pratiques administratives, lui servent, au Québec, à contrebuter le droit québécois et plus encore peut-être, à installer le doute dans les esprits quant au bon droit des Québécois.

Et pour ce faire, il s'est même donné en 1982 une nouvelle constitution qu'il a imposée au Québec (qui, naturellement, ne l'a pas acceptée), laquelle est venue fournir aux juges nommés par Ottawa de nouveaux moyens de venir combattre la Charte de la langue française (1974) par des arrêts, toujours plus retentissants, qui s'éloignent de la vraisemblance à la machine de propagande qu'il n'a jamais cessé de dénaturer l'effort québécois.

Cette constitution, qui contient pourtant huit articles réglant le statut des langues, a pris grand soin de ne pas reconnaître le français comme langue officielle du Québec (comme le proclame le droit québécois), cette omission venant opportunément étayer les ardeurs de ceux et de celles qui ne renonceraient pas à assujettir de nouveau la langue française au Québec à un bilinguisme de droit et de fait, ce qui ne manquerait pas de venir sceller le sort du français, notamment à Montréal.

En Amérique du Nord, où le français compte pour 2 %, la seule politique digne d'un « champion de la langue française » aurait consisté, pour Ottawa, à pratiquer une politique de défense de minorité nationale dans les provinces où le français est minoritaire, et à laisser le Québec pratiquer sa propre politique de « français langue officielle », pour ainsi donner aux Canadiens et aux Acadiens, un premier et véritable foyer de langue française. Mais Ottawa ne l'a pas fait, et n'a nullement l'intention de le faire.

Dans ces conditions, ses prétentions de « champion de la francophonie » ne sont qu'imposture :

	Journaux de la Cour suprême
Ottawa	1979
combat la	Nouvelle constitution canadienne
francophonie	1982
au Québec.	Journaux de la Cour suprême
	1984
Par sa Constitution	Nouvelle loi sur les langues officielles
et par sa Cour	1988
suprême	Journaux de la Cour suprême
	1989

APPENDICE E

**COURRIER DE JEAN PONSOT A JEAN MARC LEGER
SE RAPPORTANT A L UCF**

ADRESSE TÉLEGRAPHIQUE: AIRFRANCA



AIR FRANCE

COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE

LE PLUS LONG RÉSEAU AÉRIEN

Région Amérique du Nord et Amérique Centrale

IMMEUBLE AIR FRANCE
583 FIFTH AVE., N.Y. 22, N.Y.
TÉL. PLAZA 9-7000

Adressez votre réponse à
REPRÉSENTATION AU CANADA
Immeuble de l'Aviation Internationale
Rue Dorchester O., Montréal, P.Q.
Tél. Université 6-8344

le 15 mars 1956

Monsieur Jean-Marc Léger
Secrétaire de l'Union Culturelle Française
4600 Blvd. La Salle
Verdu, Qué.

Mon cher Jean-Marc,

J'ai eu le plaisir de vous envoyer
vendredi dernier le 16 mars, un chèque de \$300.00, représentant
la participation d'Air France à l'Union Culturelle Française.

Je vous souligne à nouveau l'intérêt que
nous attachons à cette association, et vous serais très reconnaissant
de nous donner le détail des manifestations qui auront lieu
afin que nous puissions y participer entièrement.

Afin que notre comptabilité soit en règle,
nous vous serions obligés de nous envoyer un reçu pour le montant
de la somme qui vous a été versée.

Je vous prie d'agréer l'assurance de ma
bien cordiale sympathie.

Jean Fonsot
AIR FRANCE
Représentant au Canada

JH:jm

APPENDICE F

DISCOURS DU PRESIDENT TUNISIEN HABIB BOURGUIBA

« *UNE DOUBLE OUVERTURE AU MONDE* »

11 MAI 1968 A L'UDM

« UNE DOUBLE OUVERTURE AU MONDE »

Discours de Habib Bourguiba,

Montréal, le 11 mai 1968

Monsieur le Ministre, Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs,

Ce n'est pas seulement de l'émotion que je ressens à la chaleur de votre accueil. C'est de la fierté que j'éprouve à m'adresser à vous. Mon émotion tient sans doute au fait que je me trouve ici au sein d'une Université sœur de celle que j'ai fréquentée au cours d'une jeunesse déjà lointaine, mais je crois avoir honorablement préservé et fait fructifier les promesses. Et comment ne sentirais-je pas fortement la parenté qui, par une source commune, unit votre Université à la jeune Université de Tunis, à qui il revient de conférer à mon pays une jeunesse toujours renouvelée ? Ma fierté, elle, tient assurément au fait que je puis m'adresser à vous en étant compris immédiatement de tous, en une langue qui nous est commune. À vous, parce que la langue française est plus qu'un héritage, le fondement de votre être et de votre identité. À nous, Tunisiens, parce que la langue française est celle que nous avons choisie, presque à égalité avec notre langue maternelle, comme langue de culture, de travail et de rencontre. Et n'y a-t-il pas là un fait qui mérite d'inspirer notre réflexion, tant il me paraît donner un sens particulier à notre rencontre que je ressens comme un moment privilégié du voyage que j'effectue sur votre continent nord-américain ? La langue française est pour vous, hommes et femmes du Québec, une partie de vous-mêmes dont vous avez su, et à quel prix, assurer la pérennité. À nous, il semblerait qu'elle soit venue du colonisateur. Et pourtant, il ne nous semble pas que ce soit à lui, en tant que tel, que nous la devons. Il est même de mon devoir d'évoquer, à ce propos, le souvenir de notre grand Premier Ministre Kheireddine. C'est lui, en effet, dont le turc était la langue maternelle, qui, le premier a ouvert à des jeunes de chez nous le chemin des universités de France ; c'est lui qui, le premier, a introduit le français dans l'établissement secondaire qu'il a créé, ce Collège Sadiki auquel tant de mes compagnons de lutte, comme moi-même, après bien d'autres devanciers, sont en grande partie redevables de ce qu'ils sont devenus et de ce qu'ils ont accompli pour le salut politique et pour le devenir culturel de la Tunisie. Kheireddine, ce fut l'une des lumières offertes à la Tunisie deux décennies avant l'établissement du protectorat. Je peux bien dire que, dès cette époque et en dépit du jeu d'influences diverses qui s'exerçaient alors sur notre pays, l'intelligentsia tunisienne avait déjà opté pour la langue française et pour une culture ouverte sur le monde moderne. Cela n'empêche pas le protectorat français de s'établir en Tunisie dès 1881. Il ne me semble pas, tout au long des soixante-quinze ans qu'il a duré, que la langue française soit apparue comme l'instrument de la domination qu'il nous fallait subir. Pourquoi ? Sans doute parce que c'est une des langues du monde par laquelle s'enseignent le mieux

réalités nouvelles et aux besoins spécifiques d'un pays ayant accédé à l'indépendance politique, mais ayant encore à effectuer les investissements matériels, plus encore que les investissements humains, nécessaires à la lutte contre le sous-développement, c'est-à-dire au combat pour l'indépendance économique et la libération sociale. Mais, sur le plan de la langue, nous n'éprouvions, et n'éprouvons pas d'avantage aujourd'hui, de complexe. Nous avons maintenu notre choix d'adoption du français au temps de la colonisation. Nous n'avions pas de raison de renoncer à notre bilinguisme après l'indépendance. Nous ne pouvions d'ailleurs nous permettre aucun gaspillage d'énergie, aucune perte de temps et, en fait, aucune fallacieuse illusion dans ce domaine de la langue. Nous avons trop conscience de la nécessité du sérieux et du réalisme qui requièrent cette aventure qu'est l'exercice de la liberté et cette aventure que représente, pour un pays aux maigres ressources naturelles, l'édification de l'État et la structuration de l'économie, pour nous hasarder à quelque hypothétique retour en arrière, aux sources d'une culture unique, pour succomber aux chimères d'un sentiment qui eût été générateur de régression. Et c'est trop peu, finalement, quand on parle de la Tunisie, que de souligner son bilinguisme. Il s'agit bien plutôt d'un bi-culturalisme. La Tunisie ne renie rien de son passé dont la langue arabe est l'expression. Mais elle sait aussi bien que c'est grâce à la maîtrise d'une langue comme le français qu'elle participe pleinement à la culture et à la vie du monde moderne. Qu'au-delà même de ses structures, la langue puisse être « structurante », la Tunisie en a fait l'expérience, elle l'a éprouvé sur elle-même. Et j'affirme que c'est une expérience consciente. Il advient c'est vrai, que la langue puisse constituer un facteur de fermeture, de repliement, soit que son usage se veuille exclusif, soit qu'il se fasse ou soit rendu contraignant. Tel n'est pas, selon notre expérience, l'usage du français. Le français n'a peut-être plus le caractère éminemment universel qui fut le sien, mais peut-être est-ce une chance pour lui et pour les peuples qui lui ont accordé leur fidélité. Maintenu, entretenu, développé et enrichi dans les communautés de souches diverses disposées à travers le monde au gré des abandons et des dominations, source naturelle dans un pays comme le mien, le français représente, je le répète, un étonnant moyen de communication et de rencontre. Il est à ce point générateur d'une mentalité commune, que tous ceux qui le parlent habituellement se reconnaissent une communauté d'esprit. Comment, dès lors, la langue française, dont je soulignais le caractère « structurant » à l'échelle d'une communauté nationale, ne l'aurait-elle pas été à une échelle plus vaste : à l'échelle de toutes les communautés qui la parlent, l'utilisent dans la vie quotidienne, au niveau du travail, et plus encore au niveau des relations internationales ? Surtout lorsque la langue a été pour elles, à des titres divers, un instrument à la fois de contestation et d'affirmation. Surtout, lorsque, par surcroît, parallèlement mais à travers ce vecteur, ces communautés, ces pays, ces nations, ces États dans lesquels elles s'inscrivent, se reconnaissent tant d'aspirations, de perspectives, de besoins communs. Tel me paraît être le sens de la francophonie. Le 24 novembre 1965, ayant le privilège d'être reçu par l'Université de Dakar, Université sœur, elle aussi, de votre Université de Montréal comme de notre

Université de Tunis, j'ai déjà parlé de la « francophonie ». L'idée que j'ai énoncé alors ne m'appartient pas en propre. Sous d'autres formes et avec le talent que vous lui connaissez, mon ami Léopold Sédar Senghor, Président de la République du Sénégal, l'a formulée lui aussi. Et depuis 1965, j'ai pu constater que cette idée éveillait sur notre continent africain une profonde résonance puisque l'Organisation Commune Africaine et Malgache l'a pratiquement adoptée, au point que son Président en exercice, M. Diouri Hamani, président de la République du Niger, s'en est fait le zélateur et l'infatigable pèlerin. Que disais-je alors ? Ceci : Je n'aime pas beaucoup le mot « francophonie » mais, enfin, je dois reconnaître que la « francophonie » représente en Afrique une réalité. Non seulement parce qu'elle met en contact privilégié les pays où le français est langue officielle et ceux où elle est langue de travail, mais parce qu'elle rend les uns et les autres participants à un même univers culturel, parce qu'elle rend les uns et les autres à même de découvrir, même au-delà de la langue, ce qui les unit. C'est donc une sorte de Commonwealth que je voudrais voir s'établir entre eux, une communauté qui respecte les souverainetés de chacun et harmonise les efforts de tous. Les puristes de la langue auraient pu me reprocher de définir la francophonie comme un éventuel « Commonwealth ». Les griefs qu'ont entraînés mes propos émanèrent plutôt de certains puristes de la politique. Pour ces derniers, le français est sans doute demeuré une langue d'usage, mais le fait de la langue et de la culture qu'elle véhicule n'a pu être dissocié du fait politique, de la domination coloniale sur lequel langue et culture sont parvenues à eux, se sont imposées à eux. Bien plus, d'aucuns ont été jusqu'à m'accuser d'avoir voulu réintroduire, par le biais d'une communauté francophone, la domination de l'ancien colonisateur français. Je ne me sens pas en droit de faire la critique d'une attitude qui confond le fait culturel d'aujourd'hui et un fait politique parfaitement périmé, qui refuse de donner une dimension politique actuelle à un fait culturel dont on ne peut nier l'actualité. Il advient que l'indépendance et l'affrontement des problèmes du développement ne libèrent pas de tous les complexes auxquels la colonisation a donné naissance. En revanche, on me permettra de sourire du second reproche : celui qui me désigne en fin de compte comme l'agent d'un prétendu impérialisme ou néo-colonialisme français. Il suffit aussi de constater que nos rapports avec l'ancien colonisateur ne sont pas toujours aisés, qu'ils ne vont pas toujours sans heurts. Il suffit aussi de savoir que nous avons toujours fait le départ entre la France et certaines politiques qui ne parvenaient pas à l'exprimer tout entière réellement, si même elle n'en travestissaient pas complètement le vrai visage. Il est clair en tout cas qu'aujourd'hui, la langue française ne représente pas pour nous le bien d'autrui que nous nous serions approprié, et dont nous aurions de quelque manière à rétribuer l'usage. Il est clair que nous la considérons comme un bien propre, comme une partie intégrante de notre culture présente, une culture qu'elle a largement informée et formée. Je pense d'ailleurs qu'il en est ainsi pour tous les peuples francophones. S'il n'en était pas ainsi, il y aurait effectivement abdication de soi-même. Tout montre au contraire que, pour tous les pays francophones, parler français est affirmation de soi et, qu'on le veuille

ou non, mais puisque cela est, pourquoi ne pas le vouloir ou affecter de ne pas le vouloir... un signe, une marque et un caractère distinctifs. Distinctifs mais en même temps communs. Lorsque je prenais la parole devant l'Université de Québec, je pensais tout particulièrement à l'Afrique. Je sentais qu'au-delà des personnes et des situations, le même usage de la langue française instaurait entre mes auditeurs et moi une vraie rencontre... rencontre entre une Afrique blanche, arabo-bérabère pour simplifier et une Afrique noire aux souches multiples et complexes, entre une Afrique blanche et une Afrique noire qui ont connu leurs antagonismes et parfois hélas ! la domination de l'une sur une partie de l'autre. Sans la conscience du fait francophone et de son étendue, sans la mise en œuvre de la francophonie dans une perspective d'harmonie et de cohésion, Afrique blanche et Afrique noire risqueraient fort de s'enterrer dans une indifférence ou dans une ignorance mutuelles. Je n'ignore pas qu'une fraction importante, numériquement la plus importante même de l'Afrique noire, est non pas francophone mais anglophone. Mais je sais également que la culture française est la culture la plus répandue au nord de l'Afrique. Vous n'êtes pas étourdis que la méditation qui m'a conduit à formuler ma vision de la francophonie soit d'abord une méditation sur l'Afrique et sur la situation africaine d'aujourd'hui, sur la réalité d'un continent dans lequel s'inscrit en premier lieu la réalité de la Tunisie. Vous savez peut-être que le réalisme a toujours inspiré mon action, de la résistance à la conduite des affaires de mon pays. Je puis donc dire que je ne m'emploierais pas à promouvoir l'idée de francophonie, si je n'en avais pas puissamment et profondément éprouvé la réalité, une réalité qui précède toute formulation. Mais une réalité demande aussi à être appréhendée dans sa plus grande dimension. Et il me plaît aujourd'hui de percevoir clairement, grâce à vous, la plus grande dimension de la francophonie. Il me plaît de reconnaître tout d'abord la vitalité du fait francophone, de constater combien c'est une vitalité qui imprègne et fortifie ceux qui l'incarnent, une vitalité qui ne peut se détacher de l'identité, de l'esprit et, à vous je peux bien dire, de la chair de ceux qui le vivent et le transmettent de génération en génération. Il me plaît de reconnaître qu'il ne cesse de représenter pour vous, comme il le fit et l'est pour nous, un ressort à la contestation s'il le faut, à l'affirmation de soi, toujours. Il me plaît de reconnaître enfin que le fait francophone constitue chez vous comme il ne cesse de l'être pour nous un facteur de croissance. Loin de porter au repliement, il favorise l'insertion dans le monde lui-même projeté à la pointe avancée du progrès technique, économique, social. Loin de conduire à la satisfaction culturelle, il est générateur de besoins et d'exigences toujours plus ardues. Sans doute le fait francophone a-t-il une infinie diversité. J'ai tenté de traduire ce qu'il représentait pour la Tunisie, de vous laisser pressentir son importance pour l'Afrique. Je n'ignore pas qu'il régit ici, au Québec, en tout premier lieu, mais aussi dans les autres parties de l'ensemble canadien, la particularité d'être le fait d'un ensemble de communautés issues du tronc français, et qui l'ont préservé, maintenu, développé, au point de constituer une réalité historique exceptionnelle dans cette partie de l'hémisphère nord, sur cette terre du continent américain. Nulle part autant que par ici vous je ne pourrais me

représenter combien la francophonie est plus qu'un fait donné, en quelque sorte gratuit et par lui-même définitif, combien il est au contraire volonté, vitalité et action. Vous dirai-je que votre exemple m'apparaît comme une leçon communicable aux hommes du continent auquel appartient la Tunisie ? La francophonie, je vous l'ai dit, n'est pas pour nous un antique héritage. C'est une greffe. Il a suffi de quelques générations pour que, malgré les intempéries, elle prenne, se développe, donne naissance à un arbre vigoureux. Les Africains ont toutes raisons de méditer votre exemple et d'apprendre de vous quels soins opiniâtres il faut lui apporter. Et, dans votre exemple, je puise un précieux encouragement. Il me confirme dans l'idée que le fait francophone a toutes chances de se développer dans les pays où il constitue un caractère national et international clairement accepté. Il me confirme aussi dans la conviction que, s'inscrivant dans une conscience commune et dans une large communauté, permettant un élargissement des relations extérieures, loin de porter à l'autosuffisance, il favorisera l'épanouissement de chaque pays et son accomplissement dans le concert des nations. Il constituera ainsi, une base solide aux échanges générateurs de développement. Il sera l'un des fondements de la paix et de la coopération. J'ai constaté chez vous ce que je connais bien chez nous : un immense élan vers la liberté ; un refus absolu de la contrainte. Je ne doute pas que vous saurez trouver la formule politique qui vous permettra de préserver et de renforcer votre identité, de nouer de nouveaux liens - avec la France, avec nous, avec l'univers francophone - sans rompre avec ce qui vous entoure et qui est partie de vous-mêmes. Entreprise aussi ardue qu'exaltante, selon les propres termes de M. Daniel Johnson qui remarque avec raison que « la dualité culturelle, loin d'être pour le Canada un élément de faiblesse, lui confère plutôt une double dimension qui est en même temps une double ouverture sur le monde ». À cet égard aussi, l'exemple canadien pourrait inspirer l'Afrique, à la recherche de son unité et de son équilibre. L'unité dans la diversité, n'est-ce pas là de nos jours une voie royale vers la coopération entre les peuples et le fondement même du dialogue avec l'universel ? Je voudrais, en terminant cet exposé dont la langue française a fait un dialogue avec vous, dire ceci : ce que j'ai vu dans votre belle capitale dont la renommée est à son zénith depuis qu'elle a reçu l'année dernière, des millions d'hommes de tous les continents, ce que j'ai ressenti au sein de cette grande et prestigieuse Université, me font conclure que, grâce à la langue française, mais aussi à votre génie propre, vous avez un grand rôle à jouer au sein de cet empire de l'esprit et de l'intelligence sur lequel le soleil ne se couche jamais : l'univers francophone.

APPENDICE G**ARTICLE DU *TEMPS DU NIGER*****9 JUIN 1969**

M. J.M. Léger rend compte au président Diori de ses démarches en faveur de la francophonie



Arrivé dimanche matin à Niamey et accueilli à sa descente d'avion par M. Mai Magana, inspecteur d'Etat, M. Jean Marc Léger, secrétaire exécutif provisoire pour la constitution de l'agence de coopération des pays francophones, a été reçu en audience par le chef de

l'Etat. M. Diori Hamani, président en exercice de l'O.C.A.M. M. Léger a rendu compte au président Diori des missions qu'il a effectuées depuis la conférence des pays francophones qui s'est réunie à Niamey en février dernier. Il a indiqué qu'il avait trouvé auprès des chefs d'Etat un inté-

rêt soutenu pour la future agence de coopération multilatérale des pays francophones.

Rappelons que c'est à Niamey en février dernier qu'a été retenu le principe de la création de cette agence. Le président Diori Hamani qui, depuis trois ans, est l'artisan de ce projet, et, en quelque sorte, le porte-parole de la francophonie, a été chargé de « diriger et d'orienter tous les travaux et démarches dont la première session de la conférence a fait apparaître la nécessité ».

De son côté, M. Jean-Marc Léger, qui a été investi des fonctions de secrétaire exécutif provisoire, a été chargé de présenter au président Diori, qui le soumettra aux Etats membres, un projet de statut ainsi que des propositions d'actions concrètes qui constitueront un premier test de l'efficacité du nouvel organisme.

L'agence de coopération multilatérale des pays francophones devrait voir le jour lors de la deuxième conférence de la francophonie dont la réunion est prévue en février - mars prochain.

aérienne le jeudi 29 mai et rentrera sa mission terminée.

L'intérim de M. Issa Ibrahim est assuré par M. Harou Kouka, ministre de l'Education nationale.

D'autre part, M. Amadou Issaka, ministre de la Fonction publique et du Travail, est chargé d'une mission à Genève (Suisse) où il conduit la délégation nigérienne à la 53^e session de la Conférence internationale du travail. M. Amadou Issaka a quitté Niamey le lundi 2 juin par voie aérienne.

L'intérim de M. Amadou Issaka est assuré par M. Mahamane Dandobi, ministre de la Justice.

QUOI DE NEUF ?

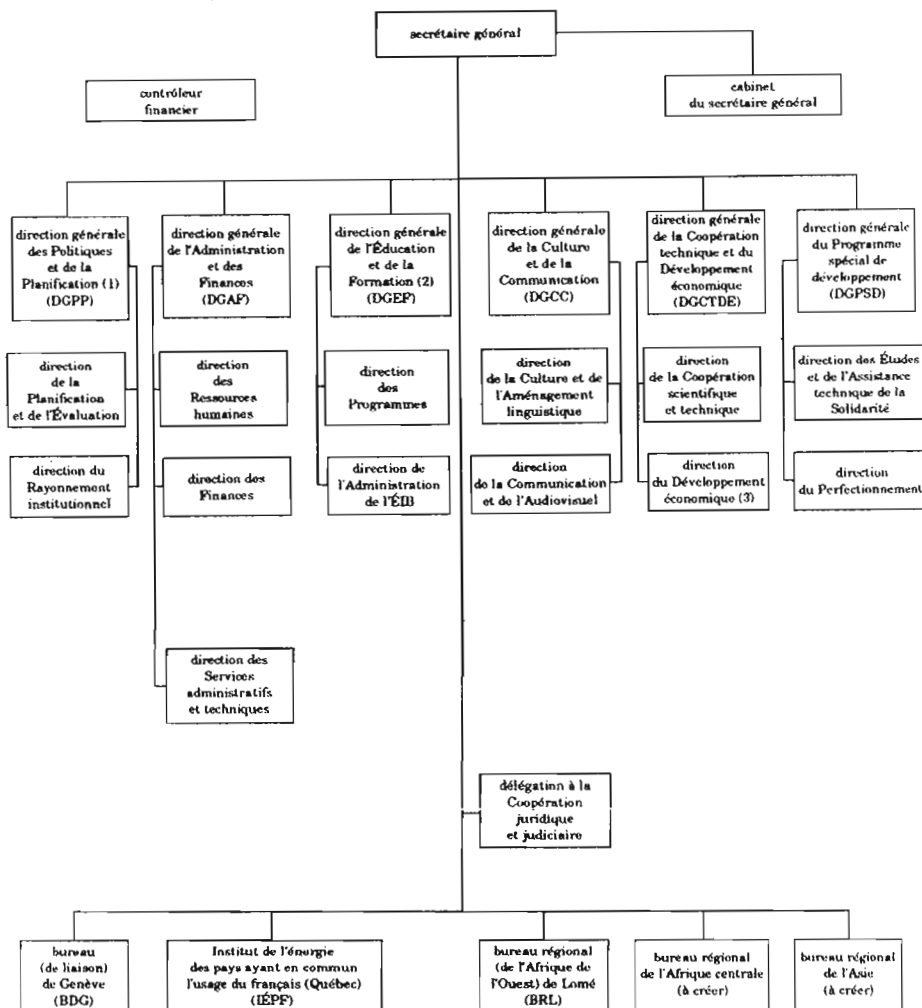
Le 12 mai dernier, un arrêté réglementant la circulation des voitures à bras dans notre capitale était publié. Cependant, il faut croire que cet arrêté est déjà dans les « poubelles de l'histoire ».

En effet ces « gêneurs », c'est le nom qui leur convient, ne font point l'objet de sanctions lorsqu'ils vont à l'encontre dudit arrêté et surtout du Code de la route.

Il est donc juste de se demander à quoi sert un arrêté de ce genre et dans quelle mesure il est applicable. Car il nous tarde de constater ses effets.

APPENDICE H**ORGANIGRAMME DE L'ACCT**

L'organigramme de l'ACCT



(1) La nouvelle direction générale des Politiques et de la Planification est formée de deux directions: celle de la Planification et de l'Évaluation et celle du Rayonnement institutionnel qui regroupe tous les services voués à la documentation, l'information, les publications de l'Agence francophone.

(2) La direction générale de l'Éducation et de la Formation sera désormais, pour d'évidentes raisons pratiques, logée à l'École internationale de Bordeaux (ÉIR), 43, rue Pierre-Noëlles, 33405 Talence cedex (France), Téléphone : (33) 56 37 50 59; Télécopie : (33) 56 04 42 01.

(3) La création d'une nouvelle direction du Développement économique au sein de cette direction générale démontre l'importance qu'attendent logiquement à ce secteur les responsables de la coopération multilatérale francophone.

APPENDICE I

**DROIT DE REPONSE DE JEAN MARC LEGER A *JEUNE AFRIQUE*
FEVRIER-MARS 1977**

Jean-Marc Léger
 611, av. Saint-Germain
 Montréal (Qué.)
 Canada

Montréal, le 20 janvier 1977

à Monsieur Béchir Ben Yahmed
 Directeur de *Jeune Afrique*
 51, avenue des Ternes
 75017 - P A R I S

Monsieur Le Directeur,

Ce n'est que récemment que j'ai pu prendre connaissance de l'article de M. Baccar Touzani paru dans *Jeune Afrique* du 10 décembre (rubrique "Monde") : les lenteurs de la poste dans cette période et les congés des fêtes ne m'ont pas permis de recevoir plus tôt cette livraison.

J'estime nécessaire de répondre à ce papier, qui m'a étonné et attristé et je crois que les lecteurs de J.A. ont droit à connaître un autre point de vue, émanant cette fois d'un Québécois qui a été par ailleurs assez largement mêlé à l'organisation de la "francophonie".

Je vous serais, en conséquence, bien obligé de publier l'article ci-joint dans une prochaine livraison, de préférence aussi sous la rubrique "Monde".

Je souhaiterais que seule apparaisse la signature de l'auteur, sans titres ; s'il importe de donner une quelconque qualité, prière de mentionner simplement "journaliste québécois".

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués et les meilleurs.

Jean-Marc Léger

QUEBEC, TIERS MONDE ET "FRANCOPHONIE"

Il est profondément regrettable que, par son article "séparatisme et francophonie" (J.A. du 10 décembre 1976, rubrique "Monde"), M. Touzani ait pu laisser croire à certains cercles occidentaux que l'homme du Tiers monde, que les gouvernements du Tiers monde seraient en somme disposés à se vendre au plus offrant, que les retombées financières possibles ou prévisibles dicteraient pour l'essentiel leur conduite, *dans les APPARELS INTERNATIONAUX.*

J'ai le sentiment que la dignité de l'Afrique et du monde arabe les amène à arrêter leurs positions devant les événements politiques en fonction d'autres critères : heureusement pour l'honneur de l'homme, ces pays ont fréquemment démontré depuis un quart de siècle, que leurs grandes options ou décisions, dans l'ordre interne ou international, obéissent à d'autres mobiles que le seul souci d'ouvrir ou la seule crainte de fermer un quelconque "robinet".

Le seul fait que M. Touzani qualifie de "séparatisme" une démarche essentiellement émancipatrice qui entend se réaliser pacifiquement, une démarche qui est tout ensemble volonté d'épanouissement et de coopération, semblerait indiquer qu'il fait sien le vocabulaire classique des colonisateurs. La suite de son article confirme malheureusement cette sorte de complicité objective avec l'analyse, les arguments et le langage de la puissance dominante. Faut-il croire qu'il considère comme des "séparatistes" les Palestiniens qui aspirent à retrouver leur patrie et la maîtrise de leur destin, parce qu'il en découlerait la partition d'Israël ? L'aspiration de la majorité politiquement consciente des Québécois vise essentiellement à l'exer-

./.

cice d'un droit fondamental, unanimement reconnu aujourd'hui à tous les peuples : la prise en charge complète de son destin, le développement dans la ligne de son génie et selon sa culture propres, bref, l'accession à la souveraineté. Une souveraineté entendue dans un sens généreux et dans le plus large esprit de coopération.

Au reste, cette aspiration n'a rien d'un phénomène récent, qui serait plus ou moins artificiel ou limité : c'est une constante de l'histoire du Québec qui, à des degrés divers et sous des formes variées, s'est manifestée à toutes les époques, depuis deux siècles, c'est-à-dire depuis la conquête. Elle s'est faite nettement plus vigoureuse depuis une quinzaine d'années, sous l'influence de trois facteurs principaux : le péril mortel que comporte pour le Québec le glissement inexorable de la fédération canadienne vers la centralisation ; l'accélération de la colonisation économique avec ses conséquences dans l'ordre social et dans l'ordre culturel ; le risque grandissant de minorisation de la nation franco-québécoise dans sa propre patrie. Il en est résulté une prise de conscience de plus en plus nette de la nécessité vitale de la souveraineté comme condition de la survivance collective puis du progrès collectif.

Mais, dans le même temps, c'est parce qu'ils sont persuadés du besoin d'organiser un nouveau type de rapports entre égaux avec la nation anglo-canadienne, d'inventer avec celle-ci une forme novatrice et stimulante de coopération que les Québécois se rallient de plus en plus nombreux à la seule solution de raison et de dignité qu'est l'indépendance, assortie de la libre association. Les pays du Tiers monde sont les premiers à savoir que la véritable coopération passe par le préalable de la souveraineté et de l'égalité des partenaires dans le respect mutuel.

Quant à la "francophonie", pour l'avenir de laquelle

(et surtout pour l'évolution de ses ressources financières), M. Touzani paraît se faire bien du souci, il y aurait lieu de rappeler que si, aujourd'hui, le Canada peut participer activement aux organisations francophones, c'est parce que difficilement, douloureusement, parfois héroïquement, le peuple du Québec a défendu son identité contre les multiples entreprises d'assimilation, insidieuses ou brutales, selon les époques ; s'il existe aujourd'hui telle chose qu'une francophonie nord-américaine, c'est à ce peuple qu'on le doit. Ajoutons que c'est le gouvernement du Québec qui, à partir des années 1960, s'est le premier engagé activement dans l'effort de coopération entre pays partiellement ou entièrement de langue française. Par sa propre et dure expérience, par sa situation particulière en Amérique, par les innovations que l'histoire et la géographie lui ont imposées, il peut apporter une contribution originale.

Quant à l'avenir de la coopération et à ses moyens, on peut rassurer M. Touzani : un Québec souverain serait naturellement, spontanément, un artisan convaincu du développement de toutes les formes de coopération, serait enclin à oeuvrer fraternellement avec les pays du Tiers monde dont il se sent solidaire à beaucoup d'égards. Et puis, de même que le Québec souverain souhaiterait sans doute rester membre du Commonwealth, ainsi le Canada entendrait probablement rester membre des organisations francophones : l'un et l'autre se-retrouveraient de concert dans ces diverses instances, où ils harmoniseraient leurs politiques et conjugueraient leurs efforts.

Au total et à l'inverse exactement du diagnostic hâtif de M. Touzani, les résultats des élections du 15 novembre dernier au Québec sont une victoire pour la cause universelle de l'émancipation et de la dignité des peuples, ainsi que pour la cause de l'authentique coopération internationale, laquelle est d'abord dialogue des cultures dans la réciprocité, ce qui suppose le salut et le plein épanouissement de toutes les cultures. Tout effort d'émancipation nationale est un combat pour l'homme : à

ce titre, il intéresse tous les hommes. Celui qui est en cours au Québec doit illustrer la double nécessité de la souveraineté et de la coopération, et confirmer qu'il n'est de voie féconde vers l'universel (et d'échec à toutes les hégémonies) que par la vitalité de tous les singuliers.

Jean-Marc Léger

APPENDICE J

NOTES A L INTENTION DU PRESIDENT FRANCOIS MITERRAND

9 NOVEMBRE 1981

2 NOVEMBRE 1982

3 NOVEMBRE 1982

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le Conseiller Technique

Paris, le 9 novembre 1981

*J. Ferré
Ne peut-on créer une
région central?
FM*

NOTE

à l'attention de Monsieur le Président de la République

FRANCOPHONIE

La "francophonie" a longtemps souffert d'un péché originel qui semblait l'assimiler irrémédiablement au néo-colonialisme.

C'est probablement la raison majeure pour laquelle on ne trouve guère dans la francophonie de par-rainage de gauche.

Depuis 25 ans environ que ce concept fait - avec plus ou moins de bonheur - son chemin, c'est pratiquement l'ancienne majorité seule qui, en France, l'a exploité. Plus exactement c'est une petite chapelle qui en pratique le culte (sous la houlette de X. DEMIAU) et qui continuera si nous n'y prenons garde.

Dans le sens le plus traditionnel, assez directement lié à une conception néo-colonialiste de la politique et du monde, on envisage la francophonie comme un espace linguistique et culturel qui aurait essentiellement pour fonction de servir de support et de prétexte à l'action politique, économique ou militaire de l'Etat français.

2.-

Nous pourrions situer une autre variante :

La francophonie au niveau de la langue plutôt que de la culture. Elle considère la pratique du français, à l'échelle planétaire, comme un fait qui constitue cette langue comme le véhicule d'une communication et d'échanges entre plusieurs cultures.

Dans cette conception là de la francophonie celle-ci n'est plus le prétexte, ni le contexte culturel d'une domination politique mais le texte même d'un réseau multipolaire d'échanges interculturels.

1 - LES DEUX FACES DE LA FRANCOPHONIE

1) La première est celle d'une résistance linguistique contre l'envahissement de l'anglophonie.

Les Québécois sont les héros de ce combat.

De l'autre côté de l'Océan, les Wallons et d'autres minorités francophones européennes sont aussi irréductibles que les Québécois. Ils constituent ensemble une francophonie très spécifique que l'on pourrait qualifier de "blanche" par contraste avec la seconde. Leurs militants sont chargés de ressentiments envers la sœur aînée Française qui n'a cessé de les décevoir mais dont ils continuent à attendre aide et soutien.

Cette francophonie a mis beaucoup d'espoir dans le changement socialiste pour relancer une politique réelle de défense de la langue française. Les prises de position de certains ministres (LANG, CHEVÈNEMENT) comme les déclarations du Président de la République vont dans le sens de leurs espoirs.

Cet aspect de la francophonie a été à l'origine de nombreuses associations de défense de la langue.

./.

français, dont 2 des initiatives privées et les Québécois ont le plus souvent joué un rôle déterminant dans leur création ..

Parmi les plus importantes :

1953 - Création de l'Association internationale des Journalistes de Langue Française .

1961 - Fondation de l'Association des Universités participant ou entièrement de Langue Française (AUIPLF) .

1967 - Conseil International de la Langue Française (CILF) .

1968 - Association Internationale des Parlementaires de Langue Française (AIPLF) .

1969 - Comité International des Historiens et Géographes de Langue Française (CINGF) ; Association des Bilingues de Langue Française (ABLF) ; Groupement des Associations Bilingues Françaises (GABF) .

On peut recenser ainsi une centaine d'"personnalités" où l'on trouve le dévouement actif ou "l'exploitation financière" du fait francophone .

Au plan institutionnel français, la francophonie s'incarne dans le Haut Comité de la Langue Française qui dispose d'un budget de 100 millions de francs, dont les ressources viennent d'être renouvelées : nouveau Secrétaire général Paulo ZAPPALÀ, Président Gabriel de BROGLIE.

2) L'autre face de la francophonie est celle de la coopération franco-africaine. Collant à l'ex "Communauté Française", elle trouve son expression dans diverses conférences intergouvernementales : Chef d'Etat, Ministres de l'Education, de la Culture, de la Jeunesse et

des Sports

Après les indépendances africaines, il est précieux dans une Afrique pluriilingue d'avoir en commun une langue utilisable par tous les citadins, comme il en d'échanges et de coopération.

Cette appropriation de la langue française par les Etats africains francophones ne doit pas pour autant servir de prétexte comme à l'époque coloniale pour occulter leurs cultures et leurs langues nationales.

Le Président de la République française doit exprimer que dans cette conception de la francophonie la langue française est le patrimoine de tous, fédé en commun et dont l'avvenir dépend autant de la périphérie que de la France.

Les deux faces de la francophonie se confrontent aujourd'hui dans le grand brassage Nord-Sud, sources d'un abondant vocabulaire sur le solidarités francophones et le dialogue culturel dont la réalisation reste encore à venir.

Ce mouvement s'est incarné dans la création, en 1970, de "l'Agence de Coopération Culturelle et Technique" qui rassemble les deux tendances de la francophonie. Le fait que Beaulieu a passé d'un poids non négligeable dans la décision de création de cette organisation.

En France, cette francophonie a été gérée par une équipe par des normalisateurs de l'Institut colonial au Quel d'Orsay sous l'intitulé "Affaires francophones", dont le responsable est M. LEBRETON, aujourd'hui normalisateur Francophonie.

L'activité des sociolinguistes a fait naître l'espérer chez nos amis africains d'échapper à la francophonie alibi culturel de vaines impérialistes. Car c'est ainsi qu'elle a été souvent perçue au sein de nos frontières.

Ce qui explique, en grande partie, les violentes réactions de l'Etat que l'on a constaté à son égard dans certains pays tels que l'Algérie.

II - CHANGER DE VOCABLE OU CHANGER DE POLITIQUE ?

A mon avis la question du vocabulaire n'est pas très sérieuse. Alors faut-il changer de vocabulaire et parler de "francophonie" ou de "francologie" comme le proposait récemment un congressiste marocain ? Cela me semble très secondaire

Le Président de la République française ne peut abandonner à d'autres le concept et l'usage de la francophonie. Il faudrait tirer parti d'un désavantage apparent par rapport à l'anglophonie pour lier l'usage de la langue française à une "autre politique" au plan international. L'anglophonie pour les pays du Tiers Monde etc, en effet, directement liée à l'impérialisme.

Il faut le vecteur d'une multiplicité d'actions de développement dans le domaine de la communication dans son sens le plus extensif, et de la formation des hommes. Il s'agit là d'actions dont les retombées sur le développement sont aussi appréciables que les programmes de coopération Jowde du type PNUD, etc... De telles actions impliquent également une politique de soutien au regard des langues nationales des pays francophones et un respect de leur identité culturelle comme moteur de développement.

2) A plus long terme la francophonie peut aider à l'édification d'un "Ordre Culturel International" fondé sur une véritable réciprocité des relations entre peuples de cultures différentes.

Le Président de la République française devrait exploiter l'espace spécifique de la "francophonie" qui offre de très grandes potentialités parce que son

./.

6.-

champ transcende les clivages politiques et culturels du monde contemporain . En ce sens en agissant pour la
maintien de la pluralité des cultures et leur mise au ser-
vice du développement, la francophonie doit apparaître
comme un facteur de résistance à l'uniformité .

Il s'agit d'édifier une politique audacieuse et novatrice en utilisant pour cela les institutions
existantes et en contrôlant les prochaines nominations des responsables .

L'Agence de Coopération Culturelle et Techni-
que a des missions qui rejoignent parfaitement les préoccupations énoncées ci-dessus .

Guy PIERRE.

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris, le 2 novembre 1962

N O T E

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
(S/c du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL)

Objet : POUR L'INSTALLATION D'UNE COMMANDE FRANÇAISE

I - Modernité de "cultural"

La mondialisation économique a pour complément politique la remise des identités culturelles à la surface des conduites politiques, qu'il s'agisse des individus ou des Etats. On peut voir dans ce suraut généralisé un réflexe de vitalité ethnique face à la mortelle abolition des différences que recèle la standardisation industrielle et la technologie. De toutes les institutions internationales en voie de décomposition, les molécules à atome lâche que constituent les ensembles à fondement "cultural" (Ligue arabe, Amérique latine Commowalch) semblent mieux résister que les organisations de caractère économique, politique ou géographique (ONU, OEA, OUA etc...). Les appartenances culturelles (langue, religion, civilisation) s'imposent comme le principal fil directeur des regroupements et comportements des Etats (voir la crise des Malaises, le conflit Irak-Iran etc...) et même à l'intérieur des Etats (Liban).

La "quatrième dimension" des relations extérieures (après la politique, l'économique et le militaire) pourrait bien devenir (ou redevenir) la première. "Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas".

II - Un échec : la francophonie

La francophonie a eu le tort de naître à droite, dans les années soixante, comme substitut à l'Empire perdu. Ce péché originel ne saurait voiler la force d'une idée - celle de la communauté francophone - dont Leopold SENGHOR s'était fait le porteur sous le nom de "communauté organique" et qui rejailit aujourd'hui de plusieurs côtés (voir le télégramme ci-joint, mais aussi mes entretiens au Québec et Vietnam).

- La latinité est chez nous une idée vague, d'opposition plus que de position, négativement utile comme contrepoint à l'hégémonie anglo-saxonne et plateforme de rassemblement virtuel. L'Espagne est cependant mieux placée pour lui donner un sens positif, et tel sera bien le projet principal - hispanoaméricain - de la nouvelle diplomatie ibérique. Sous peine de jouer les utilités, la France doit venir en force à la latinité, c'est-à-dire forte de son "premier cercle", qui est sa zone culturelle propre : la francophonie (34 Etats, 250 Millions).

- La langue française est en recul, même si elle conserve la deuxième place aux Nations-Unies, avant l'espagnol mais loin derrière l'anglais, utilisé par près d'un tiers des intervenants lors de la dernière assemblée générale. Un orateur sur six s'est exprimé dans notre langue. Les défections les plus significatives de 1982 ont été celles du Prince Sihanouk, du Président GEMAYEL et du Ministre algérien des affaires étrangères (les premiers ont parlé en anglais, le dernier en arabe). Ces personnalités ne sont pas "tenues" par une communauté de référence. Un homme cultivé peut parler français en privé ; pour qu'il le fasse en public, il doit avoir le sentiment d'appartenir à une culture multinationale, sinon dominante, du moins vivante.

En 1966, a été créé le Haut Comité pour la langue française. En 1970, l'Agence de Coopération culturelle et technique. Autour d'eux, une poussière d'association non-gouvernementales (ADPELF, 1961, CILF, 1967, AIFLF, 1968, etc.), réserves de notabilités déchuës. Le Haut Comité végète dignement, sans moyens ni portée réelle. L'Agence gaspille 10 Millions de francs par an (la moitié à notre charge) qu'elle consacre pour l'essentiel à son propre budget de fonctionnement (cent fonctionnaires). Chacun y "case" clients et amis - pour ne rien faire, sinon de l'administration. Aucun des grands projets des "pères fondateurs" de l'agence (SENGHOR, BOUMCUISA DIOU) n'est réalisé ni même en cours de réalisation. Le gouvernement français a choisi d'ignorer cette institution paralysée par ses défilés protocolaires ou ses querelles de nomination. L'Algérie hausse les épaules. Madagascar s'est retiré. Seul le Canada y trouve un intérêt politique réel (avec et contre le Québec, qui y a statut de "gouvernement participant"). TRUDEAU lui rendra sans doute visite lors de son voyage à Paris.

de la situation
fin.

Si ces organismes, sous leur forme actuelle, paraissent au bord de la fin, c'est qu'ils ont perdu la notion de leur fin. La francophonie sera un choix politique ou ne sera pas. Ses enjeux dépassent de loin la police de la langue, le contrôle du libellé des prospectus, ou le défilé des inconsolables, qui marquent la francophonie actuelle d'une rhétorique à la fois pleurarde et arrogante, ridicule qu'elle ne mérite pas.

Il est de bonne méthode (pour l'exposition) mais non de bonne guerre (dans la réalité) de distinguer d'un côté la défense de la langue française dans le monde et de l'autre la mise en communauté des pays de langue française (langue maternelle + langue seconde). Car seule la deuxième opération peut garantir la première. Une telle séparation aboutit à faire du français une "langue de culture", vénérable comme le latin,

et non un véhicule moderne de communication internationale. La francophonie ne pourra atteindre ses buts éducatifs et culturels qu'en passant à un stade supérieur, politique et diplomatique. L'offensive n'est-elle pas la meilleure défensive?

III - Un projet opportun

Il conviendrait de prendre enfin au sérieux l'idée originelle de SENGHOR, tout en la nettoyant de ses traces d'allégeance supposée à la France maternelle : une organisation internationale apolitique, servant de cadre à des réunions politiques au plus haut niveau. Structure légère, souple, décentralisée (pas de "machin" planétaire); à l'instar des non-alignés, si l'on veut. Dont le siège devrait être établi ailleurs qu'en France.

La "franco-africaine" ne remplit-elle pas déjà cette fonction ?

Il nous semble que non.

Le 11^{ème} Sommet de Kinshasa a été élargi aux pays d'expression anglaise et portugaise. Cet élargissement salutaire et inévitable a suscité une certaine frustration chez les africains francophones, qui cherchent un lieu plus intime de dialogue informel. Une Conférence au sommet des Etats partiellement ou totalement francophones permettrait à la fois de resserrer au plan culturel et d'étendre au plan géographique le cadre des échanges, tout en favorisant les relations transafricaines (coopérants tunisiens en Tanzanie, stagiaires zambiens en Haute-Volta, etc...).

IV - Les obstacles

Ce projet se heurtera d'emblée à deux obstacles

1/ la double représentation du Canada et du Québec : Le pouvoir fédéral ne paraît pas en effet disposé à reconduire le compromis de 1970 pour l'A.C.T.T.. Or le Québec ne saurait être absent d'un tel forum.

2/ Le refus de l'Algérie, et à sa suite des "progressistes", d'entendre parler de "francophonie".

L'obstacle 1/ est d'une part momentané (TRUDEAU finit en 1984 et CLARK saura composer), et d'autre part négociable.

L'obstacle 2/ ne devrait pas résister à une campagne rigoureuse d'explication politique.

Il conviendrait d'entrée de jeu d'offrir à l'Algérie une place préminente et prestigieuse dans cette institution (sans froisser pour autant Tunisie et Maroc). Tout en faisant en sorte que le Vietnam et ses deux alliés indochinois prennent ou secondent l'initiative vis-à-vis d'Alger. Et d'expliquer que

1/ une telle communauté serait aujourd'hui un instrument non de recolonisation mais de décolonisation culturelle, indispensable face aux menaces "impérialistes" et "hégémonistes". On offre ainsi un point d'appui supplémentaire aux résistances nationales, dans l'optique du non-alignement.

Avec le soutien
de l'Institut
du monde
arabe, à
Paris, à
Neyen de
Nippon jiji.

2/ la solidarité "francophone", fondée sur le respect mutuel, sera à double sens (par ex: développer l'enseignement de l'arabe en France, création d'université franco-arabes etc...) - le français pouvant servir de relais vers l'Occident au rayonnement des cultures maghrébines.

3/ que l'avenir du français comme langue internationale est lié à la victoire sur le sous-développement

et surtout 4/ que la "communauté francophone" incarne l'esprit de Cancun, dont elle se veut une mise en œuvre loyale et efficace, pour mettre un frein à la détérioration des termes de l'échange culturel dont sont victimes les pays du Tiers-Monde. Le Nord-Sud, à nous de l'organiser pour notre compte, avec nos amis canadiens, belges, suisses, au bénéfice de Haïti, Liban, Vietnam, Laos, Cambodge, Maurice, Madagascar et "tous les autres" (Afrique).

V - Contenu

faire des Conférences de la francophonie (Chefs d'Etat) non un rituel passéiste mais un pôle de rayonnement polycentrique qui déciderait de mettre à son service les technologies modernes :

- Equipement informatique et électronique (banques de données)
- Audiovisuel : satellites de diffusion directe
- + échanges de programmes.
- Média, presse.
- Education primaire et secondaire. Co-développement universitaire.
- Recherche scientifique et transfert de technologie.

Rapporter la francophonie à une idée de l'homme et non simplement du français ; à une idée du monde et non aux seuls intérêts d'un Etat ; qui d'autre qu'un gouvernement socialiste, comme François Mitterrand personnellement, peut jouer mieux avec pour saisir cette chance historique ?

Régis DEBRAI

PREMIER MINISTRE

HAUT COMITE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le Secrétaire général

PARIS, le 3 Novembre 1967.
11, RUE DE SOUFFLOT, 75001 PARIS
104.00.00

Monsieur le Président de la République.

J'ai l'honneur de vous remercier pour l'envoi de la langue française et la francophonie. Je vous envoie ce rapport à la suite de la conférence de presse que vous avez tenue au mois de juin dernier et peut-être sera-t-il utile dans la perspective du prochain Conseil des ministres où il pourrait être à l'ordre du jour. Bien entendu je pourrais développer plus en détail un tel rapport mais j'ai préféré privilégier la synthèse globale et les lignes directrices qui privilégient la synthèse globale et les lignes directrices techniques.

C'est bien d'une politique d'ensemble et d'ensemble nous avons besoin, comme vous l'avez souligné à maintes reprises.

Je suis à votre entière disposition pour discuter éventuellement des suites à donner à ce rapport.

Si ne re recevais de vous aucune objection, je ferai parvenir, dans les jours prochains, un exemplaire de ce rapport à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'à Messieurs Jean Claude COLLIARD et Régis DERRAY, puis à tous les membres du gouvernement vous-même ou vos conseillers penseraient utile d'en recevoir.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de mes sentiments les plus respectueusement, fidèlement et effectivement dévoués.

Stelio FARMACIJS

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
75008 PARIS

APPENDICE K

ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC ET DU CANADA

NOVEMBRE 1985

Gouvernement
du Québec

Le Premier ministre

Québec, le 7 novembre 1985

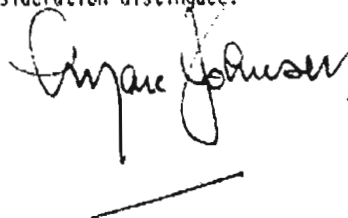
Monsieur Brian Mulroney
Premier ministre du Canada
Edifice Langevin
OTTAWA, Ontario
K1A 0A2

Monsieur le Premier ministre,

J'ai étudié attentivement le projet d'entente entre les Gouvernements du Québec et du Canada à propos du prochain Sommet francophone, dont le texte a été élaboré par nos hauts fonctionnaires, au cours de leur dernière série d'entretiens.

J'ai l'honneur de vous confirmer par la présente que ce texte (dont copie est annexée) a obtenu l'assentiment du Gouvernement du Québec.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Premier ministre, l'expression de ma considération distinguée.



A handwritten signature in dark ink, which appears to be "Jacques Parizeau", is written over a horizontal line.



PRIME MINISTER PREMIER MINISTRE



OTTAWA K1A 0A2
le 7 novembre 1985

2973 14 02

M.T

Monsieur le Premier ministre,

Il me fait plaisir de vous confirmer que le
texte de l'entente entre nos deux gouvernements
concernant le Sommet francophone (copie ci-jointe) a
obtenu l'assentiment de mon gouvernement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier
ministre, l'assurance de ma haute considération.

Jean Charest

Monsieur Pierre Marc Johnson
Premier ministre du Québec
Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec)
G1A 1A4

ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET
LE GOUVERNEMENT DU CANADA
RELATIVE AU SOMMET FRANCOPHONE

Désireux d'apporter de concert au Sommet une contribution efficace, originale et de la plus haute qualité, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada sont convenus de ce qui suit:

1. Nature et structure

Le Sommet comportera deux parties de nature distincte et consécutives dans le temps. La première partie traitera de la situation politique et économique mondiale et la seconde de coopération et de développement.

En prévision du premier Sommet, les deux gouvernements conjugueront leurs efforts dans le but de faire accepter un ordre du jour dont une proportion substantielle et significative sera consacrée à la situation politique et économique mondiale; toutefois, ils conviennent que les questions de coopération et de développement occuperont une place prépondérante dans l'ordre du jour de ce Sommet.

2. Invitations

Les invitations au Sommet sont adressées directement au gouvernement du Québec et au gouvernement du Canada.

Elles font référence à la présente entente qui aura été communiquée à la puissance invitante (ou aux puissances invitantes) par les voies diplomatiques usuelles.

3. Participation

Le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada sont présents, dans la personne de leur chef de gouvernement, à la table de conférence pendant toute la durée du Sommet. Le Premier ministre du Québec est présent aux côtés du Premier ministre du Canada, le Québec étant identifié par la désignation "Canada-Québec" et par le drapeau du Québec.

Les règles (articles 9 et 11 des modalités Ottawa-Québec) et la pratique suivies à l'ACCT pour la représentation des deux gouvernements s'appliquent pour les réunions du Sommet.

Sur les questions relatives à la situation politique mondiale, le Premier ministre du Québec est présent et se comporte comme un observateur intéressé. Sur les questions relatives à la situation économique mondiale, le Premier ministre du Québec pourra, après concertation et avec l'accord ponctuel du Premier ministre du Canada, intervenir sur celles qui intéressent le Québec.

Le Premier ministre du Canada fait part à l'avance au Premier ministre du Québec, et sous le sceau de la confidentialité, des positions qu'il entend prendre sur les divers points inscrits à l'ordre du jour de la première partie du Sommet.

Pendant la deuxième partie, le gouvernement du Québec participe aux débats et aux travaux à part entière, selon les modalités et la pratique suivies à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

- . S'il y a au cours du Sommet un «tour de table» général, le Premier ministre du Québec pourra prendre la parole selon les modalités et les conditions définies dans la présente entente.

4. Réunions préparatoires

A l'occasion des réunions préparatoires, qu'il s'agisse de réunions de hauts fonctionnaires (sherpas) ou de réunions de ministres, chacun des deux gouvernements nomme son ou ses représentants. Ceux-ci remplissent leur mandat selon les modalités de la présente entente.

Les invitations à ces réunions se font selon la procédure prévue pour le Sommet lui-même.

4.

5. Concertation

Tant dans la phase préparatoire que pendant le Sommet lui-même, les représentants des deux gouvernements se concerteront régulièrement afin que leurs positions et leurs initiatives s'inscrivent dans l'esprit de la présente entente.

Le 7 novembre 1985.

APPENDICE L

**NOTE D'HUBERT VEDRINE A L INTENTION DU PRESIDENT MITTERRAND
A PROPOS DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE
2 AVRIL 1985**

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

PARIS, le 2 avril 1985

Le Conseiller Technique

pm

- NOTE POUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE -

his finit n.13

A.s : sommet francophone.

Roland DUMAS me demande de vous informer qu'il a examiné avec Laurent FABIUS les aspects de notre politique internationale dans la perspective des prochaines échéances. Il leur semble qu'il faut mettre l'accent en priorité sur l'Europe et la francophonie.

Dans cet esprit, Roland DUMAS vous suggère de commencer à organiser le sommet francophone, à l'automne prochain, sans attendre que Canadiens et Québécois se soient mis d'accord.

- Il faudrait clairement distinguer le sommet franco-africain (celui-ci est prévu pour le moment en octobre. Roland DUMAS propose qu'il se tienne à Vichy ou à Bordeaux), et le sommet francophone proprement dit qui pourrait alors se tenir fin novembre ou en décembre.

- Si nous attendons que les Canadiens et les Québécois soient d'accord, même dans le meilleur climat qui règne à l'heure actuelle, nous risquons de ne pas pouvoir organiser ce sommet. En revanche, si nous annonçons le sommet dès maintenant, nous ne pouvons pas écarter l'hypothèse d'une crise avec Ottawa ou avec Québec, au dernier moment, laquelle se répercuterait sur le Sommet.

L'idée d'aller de l'avant semble pourtant justifiée à Erik ARNOUL et moi car la première réunion d'un sommet francophone aurait un très grand retentissement.

Hubert VEDRINE
Hubert VEDRINE

APPENDICE M

DISCOURS DU PRESIDENT MITTERRAND AU SOMMET DE VERSAILLES

**DISCOURS DE MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
À L'OCCASION DE LA SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE
DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS
AYANT EN COMMUN L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE
CHATEAU DE VERSAILLES, Lundi 17 février 1986**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Voici enfin venu le moment d'une rencontre attendue depuis longtemps. Quarante et une nations souveraines et communautés réunies par une solidarité ancienne, forte, profonde, et qui pratiquent la même langue.

Je veux vous dire, en mon nom personnel certes, mais aussi au nom de tous les Français qui sont dans cette salle, la joie qui est la nôtre de vous recevoir et de vous souhaiter la plus amicale et la plus chaleureuse des bienvenues.

Vous venez de cinq continents. Vos croyances, vos modes de vie, vos choix politiques sont naturellement divers. Et cependant vous voici rassemblés, libres, égaux, pour échanger vos points de vue, pour que nous échangions nos points de vue, pour que nous lancions ces projets qui nous paraissent utiles à ce qui nous est commun. J'ai employé ce mot, c'est bien dire qu'une communauté existe, libre de toute allégeance, libre de je ne sais quelle nostalgie, qui n'habite aucun de nos esprits, une communauté désireuse de compter ses forces pour affirmer ses ambitions. On peut employer le terme puisque nous sommes porteurs d'une culture qui peut avoir l'ambition d'être universelle.

Certes nous avons nos difficultés et les échéances ou perspectives ne sont pas les mêmes pour chacun d'entre nous.

Pour les uns il y va de l'existence même. Pour certains qui sont parmi nous et qui luttent avec courage, chaque jour peut être une survie, une remise en cause. Dureté des temps, du climat, difficultés économiques, irrégularités des cours des matières premières, fantaisies des monnaies de compte. Les états ici représentés qui connaissent ces épreuves savent que la France est proche d'eux. Où trouveraient-ils meilleur appui et plus forte amitié que dans l'ensemble francophone ?

Pour d'autres où ce type d'urgence n'existe pas, il peut être question d'identités menacées. Et qui se développe dans le monde si l'on perd son esprit ou si l'on vend son âme ? Qui prétendra qu'il n'y a pas imbrication indiscernable entre l'esprit d'un peuple, - son âme - et sa langue ?

On connaît la loi d'airain de l'économie moderne. Elle concentre ses moyens de production, pour réaliser des économies qui, de plus en plus, sont mondialisées ou du moins aspirées, absorbées, emportées par des marchés mondiaux. C'est un grand jeu planétaire, où les originalités s'estompent, où les hiérarchies s'accusent. Les pays qui ne sont pas sur leurs gardes perdent leur substance. Ils étaient créateurs, acteurs, ils assistent, ils contemplent, ils reçoivent. Ils décidaient. Trop souvent les voici condamnés au rôle de sous-traitants, de traducteurs ou d'interprètes. C'est là un des aspects, un des éléments du contexte de cette rencontre.

Face à ces phénomènes, que je viens très rapidement de décrire, quel est le meilleur rempart ? C'est l'identité culturelle. Non pas comme un jeu, ou comme une sorte de distraction annexe, ou comme un gadget - c'est le mot à la mode - Non, comme une volonté puissante et profonde d'être ce que chacun de nous ici éprouve profondément. C'est un

réflexe même, un réflexe vital contre la mortelle abolition des différences. Nous ne pouvons supporter cet affrontement ambiant quand nous nous ressentons plus fortement unis. Et c'est pourquoi nous sommes là autour d'une langue, porteuse d'une culture qui elle-même, on peut le dire sans orgueil particulier, figure parmi les grandes civilisations de l'histoire. C'est une civilisation qui nous est commune, à laquelle chacun ajoute son propre apport. La plupart des cultures exprimées autour de la langue française sont des cultures mixtes ou multiples, elles s'enrichissent l'une par l'autre, mais le tronc central, l'axe même de cette action, c'est le français.

C'est un lien si fort qu'il nous a valu de vous avoir ici, venus souvent de loin, parfois en dépit de problèmes politiques qui se posent à nous tous et en tous moments. Il a fallu prendre le temps nécessaire parce qu'on ressentait le besoin d'être ensemble.

D'autant plus que notre langue commune a toujours été porteuse d'une certaine capacité d'ouverture et d'expression qui dépassait ses propres limites. Je ne rappellerai pas le temps, qui n'est pas dépassé, où notre langue était celle que l'on employait dès lors que l'on recherchait sinon tous les états du monde, du moins tous ceux qui décidaient du sort du monde, pour s'exprimer.

Il faut trouver la place - que dis-je, elle n'est pas perdue, il faut l'affirmer de nouveau - et vous avez, Mesdames et Messieurs, apporté cette démonstration. Parce que nous parlons la même langue, nous avons quelques chances de mieux nous comprendre. C'est déjà fait. Et parce que nous nous comprenons mieux, nous pouvons mieux agir ensemble, au service des légitimes ambitions que j'ai essayé d'exprimer tout à l'heure.

L'harmonie, le sérieux, le sentiment d'urgence dans lesquels s'est déroulé l'obscur et décisif travail de préparation de cette conférence, en fournissent la preuve. Nous avons rencontré l'enthousiasme et nous avons pu, grâce à vous, balayer les obstacles qui n'étaient pas minimes.

L'ordre du jour qui est proposé par nos ministres reflète parfaitement dans son équilibre les préoccupations que je viens d'exprimer.

Nous n'allons pas composer je ne sais quel discours sur la langue française. Il y en a eu beaucoup, il y en a d'excellents. Il appartient aux assemblées qui en ont la charge de le faire à notre place. Mais c'est parce que nous sommes tous ensemble, issus de l'histoire, de la géographie de la culture, que nous pouvons, par nos comportements exprimer une sorte de discours universel sur la portée de la langue française.

Nous pouvons employer les mêmes mots. Donc parler très librement, très aisément de tous les sujets qui sont nôtres.

Nous formons une communauté informelle, c'est-à-dire sans lien organique de caractère administratif. Mais le noyau qui existe entre nous devrait être renforcé. Notre communauté c'est une sorte de structure essentiellement une structure de la langue, et au-delà des affinités qui sont là, c'est une communauté du regard que représentent les quelques quarante Nations qui participent à ce premier Sommet francophone, et d'autres encore, quelques-uns, qui souhaitent nous rejoindre.

On dit que notre langue est menacée d'une certaine façon. Elle l'est. Mais enfin, que d'experts nous disent que vers l'an 2000 ou peu après, demain matin, peut-être les romanes, les langues latines dans le monde seront plus parlées que, par exemple - je prends cet exemple qui n'a aucune valeur de concurrence, ce serait stupide - que l'anglais.

Il y a dans le développement du monde une puissance propre au génie des langues que je viens d'évoquer et particulièrement du français, vous en êtes, Madame et Messieurs, l'expression la plus claire.

Telle est la tâche que dissimulent dans leur sécheresse un peu futuriste les chapitres de notre ordre du jour : logiciels, banques de données, satellites, etc... Nous avons des

objectifs très simples, très difficiles à atteindre, car nous ne pouvons pas nous taire sur certains sujets.

Comment vaincre la pénurie, la misère ? Comment donner la faim ? Mais aussi comment mieux former nos enfants ? Comment échanger plus largement nos connaissances ? Comment faire connaître nos avancées scientifiques ? Comment donner un plus vaste public, de plus grands moyens à nos créations littéraires, artistiques, audiovisuelles ? Collaborer, coopérer, co-produire - En un mot : rendre plus fertile encore un patrimoine commun dont nous savons déjà que la diversité est la première richesse.

Je le disais pour commencer. Depuis vingt-cinq ans - je dis vingt-cinq ans parce que j'ai quelques dates précises en tête, mais le projet est déjà plus ancien - les plus lucides de nos Chefs d'Etat appelaient de leurs vœux cette rencontre. Oublions ces retards, nous voici à pied d'œuvre. Je souhaite à nos travaux ambition et imagination.

Pensons aux pionniers. Je me souviens personnellement des premières conversations que j'avais avec le Président SENGHOR. Il abordait ces conversations dans le cadre de ses fonctions d'abord, au titre du Sénégal, mais aussi en raison de sa personne.

Maintenant, il s'agit de rester fidèle à soi-même. Et pour rester fidèle à soi-même il faut s'inventer tous les jours.

Je dois, Madame et Messieurs, ici présents dans cette salle du Palais de Versailles, vous dire la gratitude de la France, non seulement pour votre présence, mais aussi pour ce qu'elle signifie, pour ce qu'elle projette sur l'avenir. Ce n'est pas une entreprise celle-ci qui devrait s'achever avec la joie d'un premier jour. Dans notre esprit, dans le mien en tout cas, c'est le commencement d'une œuvre durable qui s'inscrit dans les temps qui viennent. Car au travers une langue commune c'est tout un mouvement, un mouvement de la pensée, un mouvement de l'expression, c'est toute une action qui se dessine. Et nous en aurons le droit d'être fiers un jour, je l'espère, tous et au même titre, d'avoir été les mainteneurs d'abord, puis les créateurs de temps nouveaux. Je vous remercie

APPENDICE N**DISCOURS INAUGURAL DU PREMIER MINISTRE ROBERT BOURASSA
LORS DU SOMMET DE VERSAILLES**

LE QUÉBEC AU PREMIER SOMMET DE LA FRANCOPHONIE
DÉCLARATION DE M. ROBERT BOURASSA,
PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC *

Monsieur le président de la République française, Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement, Mesdames, Messieurs, c'est profondément convaincu de l'importance et de la signification de la présente conférence que le Québec y participe; c'est aussi avec un sentiment de nécessité et un sentiment d'urgence. Il nous apparaît que ce premier sommet des pays francophones doit être à la fois une consécration des efforts engagés depuis vingt ans et un point de départ vers la mise en œuvre d'une nouvelle solidarité. Il s'agit aujourd'hui, pour nous, grâce à une langue dont l'usage commun nous rassemble, d'ouvrir à nos peuples de nouvelles perspectives de dialogue, de coopération et de progrès.

Que pouvons-nous faire d'utile ensemble, d'utile pour les hommes et les femmes de ce temps et pour les générations qui montent, à la veille du XXI^e siècle? Comment définir et aménager un espace de solidarité et fonder une nouvelle coopération éminemment féconde pour nos peuples et peut-être exemplaire pour les autres? Certes, nous sommes confrontés à des problèmes et à des interrogations qui rejoignent sous des formes diverses mais avec une même acuité tous les pays, notamment en ce qui a trait au développement des sociétés et au salut des cultures. Nos préoccupations, nos aspirations communes et notre volonté ardente de coopération devraient nous permettre d'imaginer ensemble des solutions efficaces à quelques problèmes prioritaires et de nous donner les moyens de les appliquer.

Aussi croyons-nous que ce sommet doit s'inscrire sous le signe de la décision: c'est ce qui en fera l'originalité et la justification. Il s'agit en quelque sorte d'investir ensemble notre avenir, en maîtrisant et en dominant les nouvelles technologies qui sont la condition du développement de demain dans tous les ordres, et en pratiquant un dialogue attentif et fécond de nos cultures, à partir de l'utilisation commune de la langue française. Grâce à elle, nous pouvons définir et mettre en œuvre un grand dessein pour le bénéfice de nos peuples, qui soit l'expression d'un humanisme pour notre temps. Ce que nous devons accomplir comporte en effet une dimension universelle, car nous avons à témoigner en même temps pour toutes les cultures.

Le Québec et la francophonie

Voici plus d'un quart de siècle que sont nées les premières organisations francophones, aussi bien gouvernementales que non gouvernementales, l'Agence de coopération culturelle et technique devant en 1970 consolider cet ensemble. Le Québec en fut, dès le départ, partie prenante par son Gouvernement, par ses institutions, par un nombre considérable de ses citoyens. Son intérêt le plus évident l'y inclinait naturellement puisque pour nous, le dialogue et la

* À l'ouverture de la Première conférence des chefs d'État et de gouvernements ayant en commun l'usage de la langue française à Paris le 17 février 1986. - Ce texte est important en ce qu'il propose l'idée originale de le tenir en place de ~~débat~~ afin d'assurer un aménagement efficace de la coopération au sein de la francophonie.

collaboration sur tous les plans avec les autres pays et communautés de la langue française est quelque chose de vital. Mais nous y avons été conduits également par la conviction que la communauté francophone peut apporter un témoignage éminent et une contribution originale à la communauté mondiale et à la mise en place d'un nouvel ordre international. Nous avons la chance, en effet, de constituer un ensemble qui, tout en restant à l'échelle humaine, témoigne de toutes les grandes aires culturelles et de toutes les sensibilités, tout comme il illustre les évolutions historiques et les situations géographiques les plus diverses.

Le Québec d'aujourd'hui, qui est l'aboutissement de quatre siècles et demi de ténacité, d'adaptation et d'invention, représente en quelque sorte la dimension nord-américaine de notre communauté. Berceau et foyer principal de la présence francophone en Amérique du Nord, le Québec a su vivre en français son accession à la modernité et il n'a jamais douté que la langue française fut parfaitement apte à exprimer, à incarner les réalités scientifiques et technologiques de notre temps, qu'elle est tout à la fois langue de progrès et langue d'ouverture à l'autre. C'est le fruit de cette longue expérience, parfois douloureuse mais toujours fructueuse, que nous souhaitons mettre au service de la communauté francophone dont le présent sommet doit être une éloquente illustration.

Un pari sur l'avenir

L'heure n'est plus à l'évocation, une fois encore, des grands problèmes et à la description des situations, l'une et l'autre si souvent faites à l'occasion de multiples colloques et séminaires. Nous devons nous efforcer de prendre des décisions qui puissent se traduire en programmes d'action. Aussi, tout en saluant le remarquable effort du comité préparatoire dans la définition de l'ordre du jour, sommes-nous enclins à penser qu'il conviendrait de faire porter nos décisions en priorité sur quelques domaines où se joue l'avenir de nos peuples, où s'inscrivent les chances de notre développement commun.

Puisqu'il est malheureusement impossible de tout embrasser, nous proposons de nous attacher principalement aux domaines suivants:

- l'agriculture et l'énergie;
- les industries de la langue;
- les problèmes de la culture et de la communication;
- l'information scientifique et le développement technologique.

Nous pourrions aborder chacun de ces thèmes majeurs sous les trois aspects de la formation, de l'information et de l'intervention.

Nous pourrions, il me semble, à partir des nombreux textes déposés devant notre conférence, retenir, dans les divers domaines que j'ai indiqués, un certain nombre d'orientations prioritaires et dessiner les contours de ce que j'appellerais de grands programmes mobilisateurs. Dans une étape ultérieure, pourraient être mis en place des réseaux multinationaux associant les établissements scientifiques et les entreprises de nos pays. Ces réseaux s'inscriraient dans le cadre de l'Agence de coopération qui recevrait mandat du sommet pour mettre en oeuvre ses décisions. Cela supposera naturellement la convocation d'une session extraordinaire de la conférence générale de l'Agence, afin de procéder aux aménagements requis pour permettre à cette organisation de remplir efficacement le nouveau mandat qui lui serait ainsi confié. Cela

supposera aussi que soient dégagés les moyens de financement nécessaires pour la réalisation des projets que nous aurions retenus.

Monsieur le président de la République, Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement, Mesdames, Messieurs, nous avons appris et nous mesurons chaque jour davantage que le véritable développement ne peut être que global. Il n'est pas de progrès social et d'essor culturel possible sans une économie saine et forte: il n'est pas de croissance économique possible sans un système éducatif dynamique et adapté, sans un environnement socioculturel stimulant. Mais dans la hiérarchie des urgences, notre préoccupation doit aller d'abord vers les pays économiquement les plus faibles et vers les catégories sociales les plus démunies.

Le respect de l'humain dans toute sa dignité aussi bien que le plus élémentaire réalisme nous commandent d'avoir d'abord le souci d'un niveau de vie décent pour chaque peuple et d'un ordre économique international plus équitable, hors de quoi l'appel au dialogue des cultures et à la coopération confinerait à l'illusion, sinon même à l'imposture.

Le grand dessein qui sous-tend cette conférence au sommet et la grande ambition qui doivent nous guider n'auront, par ailleurs, leur pleine signification et leur véritable portée que si nous savons rejoindre, intéresser, je dirais presque mobiliser l'opinion de nos pays, la sensibiliser à l'importance et à l'urgence de ce que nous voulons entreprendre et y engager en particulier la jeunesse, qui doit être notre haut et constant souci. Ce nouvel espace de solidarité que nous voulons créer n'aura chance de se réaliser que s'il est l'affaire de tous nos peuples, de tous nos citoyens et non pas seulement des Gouvernements et des administrations.

La communauté à laquelle nous aspirons ne saurait se satisfaire d'actions mineures: c'est dire que nous devons mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs que nous aurons retenus. À cet égard, il m'apparaît que l'entreprise, tant publique que privée, dans nos divers pays, doit devenir un partenaire des Pouvoirs publics et cela, non seulement par des contributions d'ordre financier mais, bien au-delà, par la participation à la conception et à l'exécution de nombreux programmes: c'est l'esprit du projet de Fondation internationale de la francophonie que le Québec a présenté à l'agrément de la dernière conférence générale de l'Agence de coopération, qui en a retenu le principe, et dont je souhaite que le présent sommet veuille bien le cautionner.

Si, comme nous en avons déjà la certitude, ce premier sommet constitue une réussite tant par son climat que dans ses conclusions, il sera éminemment souhaitable, voire nécessaire, qu'il se renouvelle selon une périodicité à déterminer, qui pourrait être par exemple de deux ans. Le Gouvernement du Québec serait, dans ce cas, particulièrement heureux et honoré d'accueillir dans la ville même de Québec, berceau de la francophonie nord-américaine, le deuxième sommet, peut-être au cours de l'automne 1987.

J'ai la conviction que nous pouvons ici aujourd'hui concilier l'ambition et le réalisme, la générosité et le sens aigu du concret. Quelques soucis majeurs doivent nous guider dans notre démarche:

- la croissance économique comme base indispensable de toutes les formes du développement;
- la maîtrise des technologies nouvelles de l'information et de la communication;

- l'affirmation et la promotion de nos diverses cultures contre les risques de l'uniformisation déshumanisante;
- la qualité, l'adaptation et le rayonnement du français en tant que base de notre rassemblement et instrument de notre progrès commun.

Nous avons l'ardente obligation de réussir et, par là, de donner sa pleine signification à l'entreprise francophone, de poser la première pierre d'une véritable communauté. Nous pouvons faire aisément le consensus entre nous sur des principes et sur des orientations, sur des idées à la fois saines et généreuses: puissions-nous le faire aussi sur des décisions exigeantes et stimulantes, autour de concepts mobilisateurs.

Dans cet esprit, le Gouvernement du Québec déposera, pour chacun des trois thèmes dont il est rapporteur à la présente conférence (énergie, logiciels, information scientifique), quelques propositions amples et concrètes à la fois, dont il estime qu'elles représenteraient autant d'instruments de concertation et de progrès dans les secteurs concernés.

J'ai l'honneur, Monsieur le président de la République française, d'apporter l'adhésion entière et fervente du Québec au grand dessein qui conduit à la convocation de ce sommet; j'ai la conviction que nous saurons en faire le point de départ d'une entreprise exemplaire de créativité et de solidarité.

APPENDICE O

**CONFERENCE DE PRESSE DU PRESIDENT FRANOIS MITERRAND ET DU
PREMIER MINISTRE CANADIEN BRIAN MULRONEY
A L'ISSUE DU SOMMET DE VERSAILLES 19 FÉVRIER 1986**

**CONFERENCE DE PRESSE de Monsieur François MITTERRAND,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
À L'ISSUE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ÉTAT
ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS AYANT EN COMMUN
L'USAGE DU FRANÇAIS
Mercredi 19 février 1986**

Mesdames et Messieurs,

Le premier sommet francophone vient de s'achever. Ses travaux se sont poursuivis pendant trois jours, et pendant ces trois jours, vous pourrez le constater en prenant connaissance des documents qui vous seront distribués. Un certain nombre de propositions vont devenir réalité. Au demeurant, pour faciliter le travail, un comité permanent chargé du suivi, permettra de préparer la suite en liaison avec les institutions existantes, et notamment l'Agence de coopération culturelle et technique. La prochaine réunion se tiendra d'ici 1988, dans la ville de Québec. 41 pays étaient représentés, soit par les Chefs d'État, soit par les Chefs de Gouvernement, soit par les Chefs de délégation. Je ne veux pas à l'heure qu'il est vous énumérer la somme des résolutions prises. J'ai là ce texte, j'espère qu'on vous le distribuera, si ce n'est pas maintenant, du moins à bref délai.

J'ai relevé vingt-huit décisions pratiques qui vont de l'équipement des pays du Sahel, en matériel photovoltaïque, à la création d'instituts d'énergie, à la constitution d'une bande de données sur les logiciels en langue française, je choisis au hasard, à l'inventaire des inventions bibliographiques concernant les États francophones ou stockage sur vidéo-disques des informations médicales, sur la création d'un centre de diffusion des documents, sur les communications par satellites, sur une agence francophone d'images, sur le développement de TV 5, sur les industries de la langue. On est allé jusqu'à préciser qu'un prix international qui pourrait récompenser l'innovation dans le domaine des industries serait créé. Dans le domaine de la culture, un salon du livre francophone, et même à la demande d'une des délégations, le lancement d'une collection de poche d'auteurs d'expression française. Sur le plan de l'éducation, un baccalauréat francophone, un centre de formation en agronomie, des centres de formation artisanale. Ce sont des suggestions qui émanent de pays très divers : je vois une initiative de la Tunisie, je vois une initiative du Vietnam, je vois une initiative de Madagascar, particulièrement pour l'informatique scolaire, des programmes de bourses à l'initiative du Canada, mais je ne vais pas commettre d'injustice car il y a beaucoup d'autres initiatives qui émanent de tous les participants. C'est simplement pour bien vous faire comprendre la diversité des travaux, et aussi le caractère concret des résolutions.

Maintenant je me tais, j'ai autour de moi les vice-présidents de cette conférence francophone qui vient de s'achever, ainsi que deux autres Chefs d'État ou Premiers Ministres, qui sont en représentation officielle en France, nous avons donc une représentation très complète de l'assemblée qui s'est tenue dans une salle voisine.

Vous êtes si nombreux que les délégués qui devaient se joindre à nous, et qui devraient être là, sont restés dans la salle où nous avons siégé, où nous avons disposé un écran, pour qu'ils pussent suivre cette conférence de presse. Soyez donc remerciés, Mesdames et Messieurs, d'être venus en si grand nombre. Je reconnais parmi vous beaucoup de journalistes qui suivent tous les problèmes dont nous avons traité, parfois depuis longtemps, qui en ont une très grande connaissance, qui ont parfois consacré leur vie

professionnelle. Nous sommes très touchés de voir, à quel point la francophonie évolue chez vous comme chez nous, des échos profonds.

Maintenant vous avez la parole. Quelles questions souhaitez-vous nous poser ?

Le comité du suivi, c'est-à-dire de ceux qui vont maintenant assurer la soudure jusqu'à la prochaine réunion est composé de la Communauté française de Belgique, du Burundi, du Canada, des Comores, de la France, du Liban, du Mali, du Maroc, du Québec, du Sénégal et du Zaïre. Je vous ai lu ce texte très rapidement, cela vous sera confirmé par écrit Monsieur ?

QUESTION - (Charles LESCAUT - R.F.) Monsieur le Président, vous venez de dire qu'un comité du suivi a été formé, et que donc cet espace francophone prend une sorte de forme constituée, mais dans votre réflexion politique, quel avenir donnez-vous à ce qui se passe, quel avenir donnez-vous à l'institution ? Songez-vous à quelque chose de très organique, extrêmement organisé, et apte à prendre des décisions presque contraignantes disons.

LE PRÉSIDENT - C'est une affaire importante, cela fait plus de vingt ans qu'on cherchait à la réaliser. Ce n'est pas pour l'abandonner tout aussitôt. Songez aux Chefs d'Etat et de Gouvernement qui viennent de passer trois jours à Paris alors qu'ils ont leurs obligations, leurs responsabilités intérieures et extérieures dans l'Etat dont ils ont la charge, c'est dire l'importance qu'ils prêtent à cette entreprise. C'est donc pour poursuivre et pour réussir, pour que la communauté francophone soit présente dans les affaires du monde.

Le comité du suivi, puisque c'est son nom, a l'avantage d'être un organisme léger, je veux dire léger en nombre de participants, donc un bon organisme de travail. Il se dotera de ses propres structures mais il faut éviter un appareil trop lourd qui viendrait doubler les institutions existantes, je pense en particulier à l'agence technique.

Je crois que c'est une démarche sage, elle sera poursuivie. Madame ?

QUESTION - (Télévision du Sénégal) Monsieur le Président, à l'occasion de l'ambiance électorale, les Présidents de Madagascar et du Sénégal, chacun à sa manière, a amicalement rappelé au peuple français que votre entreprise était l'affaire des peuples (passage inaudible), avez-vous par ce travail en profondeur au niveau de votre peuple, Monsieur le Président, en avez-vous la volonté, les moyens et le temps ? Je vous remercie.

LE PRÉSIDENT - Oui, trois fois oui. Qui demande la parole, Monsieur ?

QUESTION - (Agence africaine de formation) Monsieur le Président, dès le premier jour, le sommet a adopté une déclaration symbolique condamnant l'apartheid en Afrique du sud, mais Monsieur le Président, c'est encore une fois une déclaration qui comme les autres, risque de rester fade morte, cela dit c'est encourageant pour la jeunesse africaine, je voudrais au nom de cette jeunesse vous demander quelle action concrète la communauté francophone qui a commencé donc de se retrouver, quelle action concrète envisage-t-elle pour obliger l'Afrique du sud à faire évoluer la situation vers l'instauration d'un régime démocratique multiracial dans ce pays ?

LE PRÉSIDENT - L'existence d'une communauté francophone ne prive pas chacun des Etats de son indépendance. C'est donc une série de dispositions qui dépendent de la volonté souveraine des Etats qui composent cette communauté et nous n'avons pas à nous substituer à cette réalité.

On a beaucoup parlé de l'apartheid et le sentiment moyen de cette communauté francophone est évident et clair. Certains pays, et je pense à une proposition de

Madagascar, ont demandé que soit exprimée en termes tout à fait catégoriques et clairs la prise de sanction qui s'ajouterait à la condamnation morale. Je vous renvoie à ce que je viens de dire, chacun des pays doit exercer sa souveraineté et savoir ce qu'il va faire, ce qu'il fera. Nombreux sont ceux qui au sein de la communauté francophone se sont déjà engagés dans la voie des sanctions. Comme vous le savez, la France se trouve parmi eux. On ne peut donc pas considérer qu'il s'agisse, comme disent les diplomates, de paroles verbales, mais d'une volonté de mettre un terme à l'apartheid, chacun suivant naturellement ce qu'il estime être le meilleur chemin. Monsieur ?

QUESTION - (Africa n° 1, station établie au Gabon) J'ai deux questions à poser, l'une vous concerne directement, la deuxième s'adresse aux Chefs d'état africains présents à cette tribune.

Pour la première question, je voudrais savoir si précisément cette conférence ne constitue pas en fin de compte un doublon par rapport aux sommets franco-africains qui se tiennent annuellement de façon alternative, une fois en France et l'année suivante dans un autre pays africain ?

La deuxième question, si vous permettez donc, puis-je vous laisser répondre, aux Chefs d'état, c'est de savoir si a été évoqué pendant cette conférence le problème de la revalorisation de langues nationales africaines, ces langues, on le sait, sont porteuses de valeurs culturelles, est-ce qu'en définitive le fait de promouvoir la langue française ne risque pas de reléguer au second rang les langues nationales africaines ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT - C'est vrai que nous nous rencontrons assez souvent, chaque année, soit en Afrique, soit en France, je parle uniquement des pays d'Afrique et de la France. Je crois que la prochaine fois, nous nous rencontrons au Togo. Mais il s'agit là de l'Afrique. Très nombreux sont les états africains qui participent à la francophonie. Mais ce n'est quand même pas du tout le même ordre du jour. S'il devait arriver que certains doublons se produisent, on les évitera, on ne mettra pas les mêmes questions à l'ordre du jour ; mais reconnaissez que la présence dans une même salle pendant plusieurs jours de francophones des cinq continents, présente un tout autre aspect que la réunion traditionnelle et fort utile entre les pays d'Afrique et la France. Donc ce risque existe, eh bien il faudra l'éviter, c'est une question de sagesse dans la fixation des ordres du jour. Quant à savoir si nous nous rencontrons trop souvent, je n'en ai pas l'impression quand j'aperçois, disons à la fois le plaisir que nous avons de nous rencontrer, et le côté extrêmement utile de nos entretiens.

Pour votre deuxième question, comment voulez-vous que les huit personnalités - je crois que c'est huit, peut-être plus même - qui se trouvent à mes côtés, répondent chacune pour soi, c'est impossible. Donc, si l'un d'entre eux veut le faire, ce sera bien. Je voudrais quand même dire au journaliste qui vient de me poser cette question que le sujet de la francophonie, c'était notre langue commune et non pas l'inverse. C'est-à-dire que nous ne nous sommes pas réunis pendant trois jours pour déterminer de quelle façon nous cesserions de parler français. Non, c'était le contraire.

Quant à savoir si chacun de ces pays tient à préserver les langues qui composent, vous avez raison de le dire le fond de sa culture, aucun, naturellement ne le souhaite. Plusieurs ont des langues officielles, au pluriel. Ils ont beaucoup plus de langues et de dialectes dans chacun de leur pays selon les ethnies. Ils ont déjà été obligés de ramasser autour de trois, quatre ou cinq langues véhiculaires l'essentiel de cultures extrêmement dispersées. Ils ont déjà fait cet effort, ce n'est pas pour faire du français. J'ajoute qu'il y a ici des pays arabes qui, précisément, développent de façon très intelligente, très conséquente, leur langue, ce qui ne les a pas empêchés d'être présents ici parce qu'ils se sentent aussi valorisés par le fait de posséder une synthèse de culture en eux-mêmes.

Voilà le problème. Je pense que rechercher à développer la francophonie, c'est une force pour chacun d'entre nous dans le monde. Rester soi-même, c'est une autre force, à chacun de réussir cette symbiose.

QUESTION - LE MONDE - On a condamné l'apartheid fort bien mais est-ce que l'on s'est penché sur le sort d'autres pays francophones qui étaient présents à ce sommet et dont le territoire est actuellement lésé directement par des puissances tierces qui l'occupent, à savoir le Tchad et le Liban. D'autre part on a l'impression, enfin certains d'entre vous l'ont dit, que cette réunion est une réunion de famille. On peut s'étonner donc, que lors d'une réunion de famille, on ait opposé le protocole à l'un des membres souffrants de cette famille, encore une fois le Liban, qui a empêché le Président GEMAYEL de prononcer le discours qu'il avait l'intention de délivrer le jour de la séance inaugurale, et ce qui fait que l'on a dû avoir recours aux journaux de Beyrouth pour savoir ce que le Président GEMAYEL avait l'intention de dire à la famille francophone. J'aimerais avoir votre opinion sur ces deux sujets.

LE PRÉSIDENT - Mon opinion sera très rapidement dite. Je crois d'abord que votre opinion est juste pour ce qui concerne le Liban, car le Président GEMAYEL m'a demandé, 48 heures avant la tenue de ce sommet, s'il pouvait venir car pour lui, l'important c'était de pouvoir avoir un entretien avec moi, à l'Élysée, en tant que Président de la République française. Je lui ai dit oui naturellement aussitôt, car j'entretiens des relations personnelles d'ambassade avec le Président GEMAYEL, et je connais l'importance du Liban pour la France, je lui ai donc dit aussitôt de venir. A l'époque, il n'était pas question de discours. Et c'est seulement lorsque le Président GEMAYEL est arrivé, qu'il s'est trouvé devant ce que vous appelez un protocole mais qui est tout simplement l'organisation d'une séance à laquelle il y avait déjà 8 intervenants. Cela devenait un petit peu difficile d'autant qu'une répartition par zones géographiques avait été établie et qu'il y avait déjà un orateur prévu pour le monde arabe, qui était M. le Premier Ministre de Tunisie. Il a été proposé à M. GEMAYEL de prendre la parole dès le début de la deuxième séance. Vous me donnez le sentiment qu'il y a eu un incident, mais quand j'ai rencontré le Président GEMAYEL, je n'en ai pas du tout perçu l'apparence même d'un différend. Donc le protocole a retenu 8 pays et il y en avait 41. Faites la soustraction et vous verrez que les 41 moins 8 pouvaient espérer s'exprimer et que c'est simplement l'arrivée du Président GEMAYEL - son arrivée personnelle - qui n'était pas prévue et qui a fait que l'ordre du jour était déjà fixé.

On ne peut pas dire quand même qu'il y aurait eu un mauvais traitement à l'égard d'un pays que nous aimons, avec lequel nous entretenons d'excellentes relations, surtout à Paris, surtout avec la France, qui est quand même le seul pays dans le monde à entretenir encore aujourd'hui un certain nombre de personnes, d'observateurs, qui, m'a dit le Président GEMAYEL, rend les plus grands services à la population.

Quant à savoir s'il a été question du Liban je vous réponds beaucoup, car les représentants du Liban ont siégé et ce sont des personnalités éminentes qui ont tout à fait le sens des débats dans une assemblée. de sorte que, encore cet après-midi, nous avons entendu à diverses reprises l'excellente représentation libanaise.

Enfin vous parlez du Tchad. Je n'ai pas participé à toutes les réunions, je ne peux pas vous dire si à un moment donné est venu en discussion le problème du Tchad, c'est-à-dire l'occupation par des troupes étrangères d'une fraction de ce territoire, ce que je peux vous dire c'est que, personnellement, j'ai eu beaucoup d'entretiens avec les représentants de ce pays qui ne se sent pas du tout oublié ou négligé.

QUESTION - (Radio Paris-Ile de France) - M. le Président, la première question c'est de savoir si la francophonie va évoluer dans le même sens que le Commonwealth, ce qui serait une bonne chose, puisque le dynamisme économique suivra ?

Deuxième question, la France est un pays démocratique et il serait bon qu'il ait beaucoup d'informations en provenance des pays membres de cette francophonie pour faire éclater une certaine image que vous avez d'ailleurs condamnée lors de vos précédentes interventions. Je peux citer un exemple, c'est sur la télévision sans frontière où on a vu pendant deux heures des images sur la Côte d'Ivoire qui était complètement différente de ce que peut percevoir le peuple français aujourd'hui. Donc, cette famille dont on parle ici, cette grande communauté, s'il peut venir d'autres images d'autres pays, notamment d'Afrique, pour que le peuple français puisse vraiment comprendre que ce n'est pas seulement le poids économique qui doit déterminer les rapports entre les peuples, puisqu'une langue n'appartient en fait qu'à ceux qui la parlent. Je pense qu'il y aura beaucoup de respect vis-à-vis des peuples. Est-ce que votre programme, est-ce que cette communauté francophone prévoit une dynamique aussi au niveau de l'information qui sera tout à fait pratique, utilitaire au jour le jour, mais pas dans les grandes institutions ?

LE PRÉSIDENT - Sur votre première question, je ne sais pas si on peut comparer Commonwealth et communauté francophone. Ce qui est vrai c'est qu'il s'agit de deux grands ensembles qui ont des points d'appui sur toute la surface de la planète. On ne cherche pas à imiter. Certains d'entre nous y ont songé, ils l'ont même proposé publiquement. Mais cette délibération n'a pas eu lieu. Est-ce que les structures pourraient être semblables ? Ce qui est vrai c'est que les membres de ce sommet francophone ont tous exprimé le souhait de ressembler leurs liens. Alors ne faisons pas de prévision, ne cherchons pas à imiter, bien que le Commonwealth soit une institution parfaitement intéressante. Il y a d'ailleurs plusieurs membres du sommet francophone, j'en connais au moins deux, qui sont membres du Commonwealth, quatre même. Alors ils vous diront comment il faut faire.

QUESTION - (Radio Canada) - M. le Président, je voudrais d'abord savoir, si le sommet a adopté une position concernant l'Agence de Coopération culturelle et technique, un éventuel élargissement de son mandat, une augmentation de son budget, et si vous le permettez, je voudrais demander au Premier Ministre du Canada, M. MULRONEY, de nous dire s'il considère que le sommet peut devenir le forum de politique qui dépasse les simples questions de coopération technique tel que vous le souhaitez ?

REPONSE DE M. MULRONEY - J'ai l'intention, M. le Président, de donner une conférence de presse pour les journalistes canadiens dans quelques instants. C'est la conférence de M. le Président de la République, mais je peux vous dire que M. BOURASSA, M. HATFIELD et moi-même avons trouvé profit dans la formule. Nous avons été hautement impressionnés par le décret d'entraide et les objectifs communs et nous voyons avec enthousiasme la tenue d'un deuxième sommet de la francophonie au Canada, à Québec, dans peu de temps. Nous pensons que c'est une dimension vitale non seulement de notre vie nationale, mais une dimension importante de nos vies collectives.

QUESTION - (AFRICA INTERNATIONAL) - M. le Président, si la francophonie effectivement est commune à ces 41 pays, la démocratie malheureusement ne l'est pas. Je voudrais savoir si vous avez parlé des droits de l'homme avec ces pays que vous recevez aujourd'hui ?

LE PRÉSIDENT - On en a beaucoup parlé. J'ai l'impression qu'il y a une aspiration, en tout cas tout à fait générale, pour parvenir à cet état que nous estimons comme un stade supérieur de la vie en société. Je ne peux rien vous dire de plus.

QUESTION - (Journaliste libanais) - M. le Président, lors de votre entrevue avec le Président GEMAYEL, vous a-t-il évoqué les raisons du refus de l'accord de paix de Damas et qu'elle est votre analyse et votre position en ce qui concerne l'impasse dans laquelle se trouve le pays ?

LE PRÉSIDENT - Vous devez bien supposer que ce sujet a été abordé par le Président GEMAYEL puisque c'est sujet majeur qui se pose au Liban. Mais ce n'est pas dans cette conférence de presse que je vous dirai le contenu de l'entretien que j'ai eu avec le Président GEMAYEL. J'ai déjà eu l'occasion de dire que je l'avais reçu, je l'ai reçu avec joie. Je ne l'avais pas vu depuis quelques mois et cette visite qu'il m'a faite à l'occasion du sommet francophone a été de ce point de vue extrêmement utile pour notre information mutuelle. Mais je n'ai rien à ajouter, d'ordinaire je ne révèle pas ce qui a été dit dans les entretiens particuliers que j'ai. Ce n'est pas la bonne règle. Alors je ne vous le dirai pas pour l'instant, du moins maintenant; j'aurai certainement l'occasion d'aborder les problèmes touchant au Moyen-Orient et au Liban à bref délai.

QUESTION - (Magazine télévisé "Espace francophone") - M. le Président, les décisions concrètes adoptées par le sommet francophone vont-elles, à votre sens, permettre de relever le défi des industries programées télévisées qui est un défi essentiel qui s'oppose au monde francophone aujourd'hui ?

LE PRÉSIDENT - Ce problème a été abordé vraiment en profondeur et de la façon la plus sérieuse. Je dirai même qu'il figure parmi les apports les plus originaux des travaux de ces trois jours. J'ai senti, pour ma part, je ne pense pas interpréter mal, un très grand désir, un très grand besoin, de la plupart des pays francophones que de disposer de cet instrument. Vous pourrez prendre connaissance des 28 décisions. On peut dire que le tiers des décisions touche au problème que vous évoquez.

QUESTION - M. le Président, depuis l'ouverture de ce sommet on ne cesse de nous dire que cela fait vingt ans que l'on cherche à réaliser cette communauté. Concrètement qu'est-ce qui a retardé la réalisation de cette communauté ?

LE PRÉSIDENT - Pour avoir les pays francophones il faut qu'ils soient tous d'accord. Tant qu'ils n'ont pas été tous d'accords, on ne les a pas réunis. Tous ces problèmes vous les connaissez très bien, vous les connaissez aussi bien que moi. Le Canada avait des problèmes qui lui étaient propres. J'ai l'impression que ce n'était pas un secret. Vous voulez absolument qu'on mette les points sur les "i". Cela vous fait plaisir. Voilà un point sur "i". Il faut dire que ce problème a été réglé fort intelligemment. La preuve c'est que tout le monde a participé. Ce n'était pas le seul problème. Ils ont tous été réglés. Maintenant vous allez plonger dans les archives et vous arriverez à retrouver un certain nombre d'éléments qui ont méublé ces vingt années !

QUESTION - (Journaliste français) - M. le Président, les Libanais disent que le Président libanais a sollicité l'intervention de votre part auprès d'Israéliens pour qu'ils arrêtent les grignotages des territoires libanais. Est-ce que sa sollicitation a été entendue, comment va-t-elle se traduire ?

Deuxième point. Il y a deux mois, dans le sommet franco-africain, en réponse à une question, vous avez dit que la France n'était pas en guerre avec le Tchad. Est-ce que vous donneriez la même réponse aujourd'hui ?

LE PRÉSIDENT - Avec le Tchad ? Vous avez dû faire une petite erreur de langage.

J'ai déjà répondu à l'un de vos confrères sur le Liban. Je n'ai pas à rendre public le contenu de ma conversation avec le Président GEMAYEL. Je ne peux que répéter la France est un pays ami, grand ami du Liban. Tout ce qui touche ce pays nous touche. Nous entendons que ses intérêts majeurs de pays souverain qui a droit de vie comme tout autre Etat soit respectés. Quant aux moyens à prendre, ce n'est pas à moi de dire aujourd'hui de quelle façon les choses doivent être conduites, c'est le domaine de la diplomatie et pas de la

déclaration publique, alors que le sujet de cette conférence de presse n'est pas exactement celui-là.

Pour le reste au Tchad, le fait de bombarder est un acte de guerre, je crois que cela s'appelle comme ça en général. Enfin nous ne sommes pas en guerre avec la Libye. Nous pensons simplement que la réflexion pourrait être utile. Ce qui s'est passé au Tchad, c'était une réponse, ce n'était pas une initiative. C'était une réponse à un acte de guerre.

QUESTION - (La Voix de l'Allemagne) - M. le Président, je voudrais savoir d'une part, est-ce que lors de ce sommet francophone vous avez évoqué "le problème de la création de jeunes" au niveau des télévisions africaines. Vous-même et votre Ministre de la Culture, vous vous êtes souvent plaints de l'envahissement de la télévision et des programmes américains à la télévision française. En parcourant l'Afrique nous voyons dans des télévisions africaines du luxe ou d'autres productions françaises qui envahissent, je crois énormément, la programmation. Ceci pour le premier point.

Le second est pour le Président Didier RATSIRAKA, c'est pour savoir l'arrivée de Madagascar à ce sommet francophone, qui tout nouveau, puisque Madagascar a souvent résumé ces sommets francophones comme des formes, disons de sommet du dé rejeton chétif du colonialisme, et aujourd'hui nous voyons

LE PRESIDENT - On ne va pas faire de cas particulier. Pour ce qui concerne Madagascar, M. le Président RATSIRAKA effectue un voyage officiel en France, certainement avant son départ de France il aura l'occasion de s'exprimer devant la presse.

Pour le reste, il s'en est expliqué lui-même dans son discours d'ouverture. Pourquoi faire répéter des choses qui ont été largement dites. Ce n'est pas un dialogue, vous avez posé la question, je vous réponds, ensuite il y a beaucoup d'autres journalistes qui attendent. Il s'est agi des sommets franco-africains ; jusqu'alors il n'y a pas eu de sommet francophone, c'est le premier. On ne peut pas donc dire que Madagascar se soit précédemment isolé sur ce terrain là. Ce n'est d'ailleurs pas le seul pays qui, n'appartenant pas au Sommet franco-africain, a tenu à participer au Sommet francophone. Il y a des pays qui participent aux Sommets francophones et que demain on ne verra pas non plus dans les réunions franco-africaines. Alors ce sont deux terrains différents et à chaque pays de l'apprécier.

Pour ce que vous avez dit de la culture, je n'ai rien à vous répondre car vous exprimez ma pensée. Tout le monde dira comme vous, Monsieur, parce que vous avez raison de le dire, que c'est un peu vaniteux que de vouloir multiplier les canaux d'expression et de n'avoir rien à y dire. Il faut donc mettre absolument l'accent sur les programmes, parce que si on multiplie, comme c'est le cas en France, des télévisions sans avoir les programmes correspondants, on deviendra purement les acheteurs des programmes étrangers dans d'autres langues ou qui exprimeront d'autres esthétiques. Il faut absolument développer les programmes, donc apporter la nourriture intellectuelle et artistique. Ce que vous avez dit là dessus est signe de bon sens. Je n'ai rien à dire contre, au contraire je regrette qu'on n'aille pas assez vite dans ce domaine. Je pense que les pays africains pensent comme moi sur ce sujet. Ils ont tous l'intention d'en mettre un coup pour que la programmation s'enrichisse. Cela a du succès. Il va falloir qu'on lève la séance.

QUESTION - La France est le chef de file efficace en Europe de l'aide aux pays en développement, membres de la francophonie. Quels sont les moyens que le Canada, de son côté, et dans sa zone de contact, je veux parler de l'Amérique du Nord, peut envisager pour freiner de façon efficace aussi, la montée du protectionnisme si préjudiciable ?

REPONSE DE M. MURRAY - Nous avons au Sommet de Bonn appuyé des initiatives intéressantes de la part du Président de la République dans ce sens, primo. En deuxième lieu, nous avons sollicité le GATT à Montréal à l'automne prochain, dans le

domaine d'une tentative de libéraliser davantage le commerce international. En outre, le Canada qui a des programmes tout à fait remarquables dans le domaine d'aide à l'extérieur pour les pays moins bien nantis, va continuer, comme le disait aujourd'hui le Président des objectifs élevés dans ce domaine. Nous luttons comme vous le savez contre des mesures protectionnistes dans le Congrès américain, car nous pensons que ces mesures risquent d'avoir des effets néfastes non seulement vis-à-vis du Canada, pays très important, en dialogue constant avec les Etats-Unis, mais que la Nation du protectionnisme risque d'être répandue à travers le monde avec des conséquences particulièrement fâcheuses pour les pays en voie de développement. Donc nous voulons libéraliser davantage le commerce extérieur international et lutter en tout temps et en toute circonstance contre ces mesures que l'on considère néfastes et vexatoires, surtout pour les pays moins bien nantis.

M. LE PRESIDENT - Maintenant on va lever la séance. Je crois que ce serait raisonnable. Les Chefs d'Etat me le demandent. Merci de votre attention qui a été extrême et de votre empressement que je regrette de ne pas pouvoir satisfaire. La séance est levée.

APPENDICE P

INTERVENTIONS OFFICIELLES DU PREMIER MINISTRE

ROBERT BOURASSA

LORS DU SOMMET DE QUEBEC

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC L'HONORABLE ROBERT BOURASSA

MM. les chefs d'État et de Gouvernement,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

Avec joie et fierté, le Québec accueille aujourd'hui, en sa capitale, la deuxième Conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français qui sont ici pour témoigner de la diversité et de la vitalité de l'espace francophone universel.

Toutes les Québécoises et tous les Québécois mesurent bien la signification historique de ce Sommet.

En acceptant l'invitation que nous vous avons adressée à Paris l'an dernier, vous honorez tous ceux-là qui ont mené sur cette terre d'Amérique le combat d'une survivance française particulièrement difficile.

Par votre distinguée présence, vous apportez un soutien indispensable à nos présents efforts de progrès et de développement.

Vous trouverez ici une société moderne et dynamique, capable de relever les défis de notre temps et désormais pleinement confiante de pouvoir y parvenir dans le respect, l'affirmation et l'épanouissement de sa langue et de sa culture françaises.

Les Québécoises et les Québécois voient donc en ce Sommet non seulement le lieu privilégié d'expression et de renouvellement d'une essentielle solidarité entre tous les francophones du monde mais aussi une occasion unique de consolider l'espace francophone dans les domaines d'avenir qui ont été tracés à l'occasion du Sommet de Paris.

Que ce soit au niveau de l'énergie, de l'agriculture, de la science, de la technologie, des communications, de la langue et de la culture, nous aurons, au cours des prochains jours, à loger nos travaux à l'enseigne du dialogue, de l'ouverture et de la générosité afin de transformer nos intentions communes en actions concrètes.

Le Québec est lui-même résolument engagé dans cette voie puisque ses 6 millions de parlants français partagent, au sein de la fédération canadienne, la même expérience avec des concitoyens autochtones et de langue anglaise ainsi que des milliers de gens qui, de tous les coins du monde, l'ont choisi comme milieu de travail et de vie.

À cette dimension de notre réalité canadienne s'ajoute également celle du Québec nord-américain: pas seulement le voisinage des États-Unis, la géographie et l'espace mais également un certain type de développement, une certaine manière d'être, des valeurs, des ressources, des technologies, une culture et, bientôt, un libre-échange des biens et des services.

Le Québec est par ailleurs le dépositaire d'un triple héritage historique, soit les grandes traditions françaises, britanniques et américaines.

Discours prononcés lors de la séance inaugurale

Cet héritage fait partie intégrante du vécu de la société québécoise et témoigne en conséquence du profond attachement de notre peuple à la valeur des droits fondamentaux humains.

C'est donc dire tout l'intérêt pour nous d'une participation directe, éclairée et enthousiaste à la construction d'une authentique et féconde solidarité des peuples francophones.

Nous sommes tous conscients que nous avons, pour ce faire, à regrouper des réseaux et à diversifier les intervenants car — faut-il le rappeler? — le rayonnement et le développement de l'espace francophone n'est plus l'apanage exclusif des États et des Gouvernements.

En effet, partout dans le monde, que ce soit au niveau privé, associatif, institutionnel ou parapublic, des organismes et des gens font preuve d'un dynamisme sans précédent pour participer à ce développement et, par voie de conséquence, pour faire de la francophonie internationale, un foyer d'action à nul autre pareil.

Il nous incombe à nous, chefs d'État et de Gouvernement, non seulement d'encourager mais aussi d'épauler solidement ces nombreuses et heureuses initiatives.

Nous nous devons de reconnaître qu'il existe bien peu de conférences internationales au Sommet qui puissent compter sur une diversité géographique, politique, économique, historique et culturelle aussi importante que la nôtre.

Une telle diversité nous permet d'avoir une perspective internationale des plus représentatives sur les enjeux majeurs qui se présentent au monde d'aujourd'hui et d'amorcer des actions communes que la dimension de notre regroupement peut rendre efficaces et exemplaires.

Aussi, à quelques heures du début de nos travaux, où nous aborderons maintes questions de coopération et de développement, il me semble opportun de réitérer notre volonté d'œuvrer dans un esprit de partenariat véritable.

À cet égard, il est essentiel que nous reconnaissons que si l'apport bilatéral des grandes coopérations qui s'effectuent d'État à État peut s'avérer complémentaire et utile, il faut cependant, au cœur de notre entreprise, un effort commun qui soit à la mesure de chacun.

C'est à cette condition fondamentale que nous pourrions nous assurer de la participation effective et combien indispensable de tous nos États aux activités et aux retombées des réseaux du Sommet.

L'avenir de la francophonie internationale dépend largement de notre participation à l'entreprise qui nous réunit aujourd'hui.

Cet effort devrait, à notre avis, consister notamment en un accroissement très sensible des ressources disponibles pour nos coopérations multilatérales.

Cependant, avant d'ajouter aux nombreux organismes de coopération déjà existants au sein de la francophonie, nous croyons qu'il faut, comme nous sommes convenus lors du Sommet de Paris, réformer ce qui doit l'être et utiliser pleinement les instruments dont nous disposons présentement.

Documents finals

Je fais ici référence à l'Agence de coopération culturelle et technique qui, depuis 1970, est au fondement de l'action multilatérale de la francophonie.

Le Québec a toujours attaché la plus haute importance au développement des relations entre les pays qui ont en commun l'usage de la langue française.

Aujourd'hui nous est offerte la chance de pouvoir donner à cette action une impulsion décisive.

Le Québec entend assumer les responsabilités de partenaire et de membre à part entière de cette communauté en devenir.

Notre commun attachement à la langue française nous permet aujourd'hui de nous retrouver et d'envisager une communauté d'un type nouveau fondée sur le dialogue et le respect mutuel, sur l'ouverture aux autres, sur la richesse de la diversité, et sur la volonté d'aménager entre nous de nouvelles relations, un partenariat véritable et durable.

Bref, à construire une communauté de destin qui permettra à chacune de nos cultures de s'enrichir en même temps qu'à nos pays d'accroître leur développement.

Puissions-nous donc, par nos travaux, faire en sorte que les jeunes de nos pays puissent dire, en l'an 2000, à la lumière des résultats de ce que nous aurons décidé ici même à Québec, la francophonie c'est plus que jamais une affaire de cœur, une entreprise de raison et, surtout, une voie d'avenir.

**INTERVENTION
DE L'HONORABLE ROBERT BOURASSA
PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC
SUR LES CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES
DETTES**

(Annexe 9)

Le Québec, dans certaines de ses institutions, a été durement touché par la baisse du prix des matières premières. La proposition qui suit s'inspire de cette expérience.

Deux problèmes sont devant nous, l'un et l'autre majeurs, l'un et l'autre déterminants pour le développement, l'équilibre financier d'un grand nombre d'États représentés dans notre assemblée: l'endettement et le prix des matières premières.

Ont-ils l'un par rapport à l'autre, l'un sur l'autre, des effets réels?

Devons-nous les aborder séparément ou, au contraire, chercher leur règlement, même partiel, en dégagant une formule qui les fasse évoluer d'une manière convergente plutôt que parallèle?

Les problèmes posés par le règlement des dettes sont intimement liés à la vigueur des économies, au taux de croissance réelle et à la situation des balances commerciales. Bref, pour les pays dont l'essor économique dépend largement de la production des matières premières, tout fléchissement de leur valeur sur les marchés internationaux a un effet direct à terme sur leur capacité d'honorer leurs engagements visant le remboursement de leurs dettes.

Dans ce contexte, il apparaît logique de lier les conditions de remboursement à la situation générale, à l'évolution des cours des matières premières.

Pour les pays prêteurs, cette formule assurerait une sécurité plus grande à long terme que ce qui prévaut actuellement.

Pour les pays débiteurs, cette formule garantirait:

- a) leur capacité de mieux planifier leur développement;
- b) une sécurité budgétaire mieux assurée;
- c) un accès au crédit plus sécuritaire.

Il s'agirait en quelque sorte d'indexer le remboursement des dettes selon une moyenne annuelle établie à partir des prix réels d'un certain nombre de matières premières.

La même proposition pourrait être étudiée dans le cas de l'aide aux pays en voie de développement. Cela aurait pour effet de protéger leur économie en maintenant à un niveau plus acceptable leur pouvoir d'achat en période de récession.

Le Québec soumet cette proposition et souhaite qu'elle soit étudiée par les instances chargées des suivis de notre assemblée.

Nous avons depuis hier évoqué notre solidarité.

Notre proposition réfère à des problèmes concrets dont le règlement même partiel démontrerait la force de notre rassemblement.

**ALLOCUTION DE CLÔTURE
PRONONCÉE PAR LE PREMIER MINISTRE
DU QUÉBEC
L'HONORABLE ROBERT BOURASSA**

Nous voici donc au terme de cette seconde conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

En acceptant l'invitation que nous vous avons adressée l'an dernier à Paris de poursuivre ici, au Québec, les échanges initiés en France, vous faisiez honneur au gouvernement que je dirige et à la population qu'il représente.

Au cours des trois derniers jours, dans cette ville et dans cette Assemblée nationale qui est au cœur de l'histoire collective du Québec, s'est affirmée notre interdépendance de destin.

Vous êtes venus d'Afrique, des Antilles, d'Asie, des Caraïbes, d'Europe et du Proche-Orient pour construire avec nous l'espace francophone universel.

Les citoyens et le gouvernement du Québec vous en remercient.

En leur nom, je vous exprime notre plus profonde reconnaissance.

Nous avons, tout au long de nos travaux, effectué des progrès considérables.

Nous avons tous la conviction que notre Sommet francophone a maintenant pris son envol définitif grâce à cette solidarité remarquable qui nous unit, aux initiatives concrètes qui en découlent pour le plus grand avantage de nos peuples et aux perspectives prometteuses de solution qui ont été esquissées concernant, entre autres, l'avenir de la langue française et les dures réalités de l'endettement et de l'effondrement du prix des matières premières qui frappent un grand nombre de nos pays.

Donc, un Sommet de solidarité, collé à nos réalités respectives et porteur d'espoir.

Dès demain, en effet, dans chacun de nos pays, des équipes nombreuses, s'inspirant de nos décisions, seront à l'œuvre dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de la culture et des communications, des industries de la langue, de la science et des technologies.

Et je vous dis aujourd'hui que le Gouvernement du Québec s'engage, avec vous, à consacrer tous les efforts nécessaires pour réaliser tous et chacun de nos projets communs.

Demain, dans nos pays respectifs, des institutions seront mises en relation avec d'autres, de nouvelles seront également créées.

Telle est, je crois, notre philosophie: compter d'abord sur la sensibilisation des industries existantes et si nécessaires, puis, au besoin, en créer quelques-unes qui soient nouvelles et complémentaires.

Documents finals

J'aurai eu l'honneur de présider cette assemblée au moment où elle a procédé à l'examen des programmes de coopération et des institutions appelées à les mettre en œuvre.

En cette qualité, il m'aura été donné d'apprécier l'aide et le concours indispensables que vous avez bien voulu apporter à la présidence.

Je vous en remercie chaleureusement.

Ce Sommet est bel et bien celui de notre solidarité concrète.

Pour nous, Québécois, il demeurera assurément comme l'un des grands moments de notre histoire, justifiant en quelque sorte au plan international notre longue marche vers la sécurité culturelle et linguistique qui, ne l'oublions jamais, est indissociable de la sécurité et du développement économiques.

Voilà pourquoi, au début de mon intervention, j'évoquais notre interdépendance de destin.

Hier, dans un autre cadre, je soulignais l'immense dette que nous avons tous envers le Président Senghor.

Nous avons alors vu le Président de la République française traverser le parquet et saluer l'ancien chef d'État sénégalais.

J'ai été alors saisi par le symbolisme du geste.

Ici, en terre d'Amérique, à Québec, terre française depuis plus de quatre siècles, la France, l'Afrique et vous tous rassemblés autour d'un projet essentiel, celui de l'aménagement d'un espace moderne et efficace de coopération et d'affirmation du fait francophone mondial.

Je terminerai en adressant les remerciements du Gouvernement du Québec à tous ceux et celles, ici et dans vos pays, qui ont assuré la préparation de ce Sommet.

De notre côté, nous espérons que notre accueil aura bien traduit notre fierté de nous retrouver au sein de la francophonie internationale à titre de partenaire à part entière.

Vous me permettrez de remercier au nom des Québécois et sans doute de tous les Canadiens, le Premier Ministre du Canada pour sa contribution personnelle et exemplaire au succès de notre Sommet qui nous aura permis de témoigner des sentiments d'ouverture et de solidarité internationale qui animent notre peuple.

Mmes et MM. les chefs d'État et de Gouvernement, Mesdames, Messieurs,

Nous avons été très heureux de vous recevoir à Québec.

Nous le serons tout autant de vous retrouver dans un avenir rapproché au Sénégal ou, pour reprendre l'expression de l'un de nos poètes, nous continuerons ensemble à œuvrer «pour la suite du monde».

APPENDICE Q**DISCOURS OFFICIEL DE ROBERT BOURASSA AU SOMMET DE DAKAR**

**Allocution
du Premier Ministre du Québec
L'Honorable S.E. M. Robert Bourassa**

(Annexe 51)

Monsieur le Président,

Pour la troisième fois en trois ans, nous sommes réunis au titre de notre appartenance à notre langue commune.

Le Québec a besoin que le projet francophone réussisse. Telle est l'une des conditions de sa survie culturelle et linguistique.

Ce projet, Monsieur le Président, s'est affirmé avec force depuis Paris et Québec. L'action du Président Mitterrand a donné existence et inspiration à notre rassemblement. Notre rencontre à Québec a dégagé des objectifs vigoureux. Ici, en Afrique, au Sénégal, il a acquis une maturité certaine.

Nous avons tous besoin que la science et la technologie se passent en français et que nos centres de recherche, nos laboratoires, créent et diffusent le savoir dans cette langue. Nous avons tous besoin que nos produits culturels circulent et que nos créateurs ne se sentent pas exclus de la scène internationale. Nous avons tous besoin d'offrir à notre jeunesse, éduquée et formée en français, un avenir professionnel qui ne soit pas en contradiction avec leur culture et leur mode d'expression.

Notre langue doit exister dans les communications et les télé-communications, s'affirmer en matière de production audio-visuelle et dans le vaste champ ouvert par l'informatique. Elle est pour nous langue de l'école et des organisations internationales, langue de culture et langue de la science.

Monsieur le Président, nous vous remercions fraternellement pour le service insigne que vous et votre pays avez rendu à la francophonie à l'occasion de ce Sommet.

Je le répète, la francophonie a acquis sa maturité en Afrique, au Sénégal.

Le Sommet de Dakar fait apparaître la francophonie comme une vraie coalition politique et économique, comme l'espace d'une coopération égalitaire et clairement ciblée avec de nouveaux participants parmi lesquels on trouve la Suisse.

Nos discussions consacrées à l'économie internationale ont été franches et efficaces grâce notamment à l'intervention du Président de la Côte d'Ivoire. La question de l'aménagement des rapports entre pays dont le développement économique est inégal pose l'un des plus graves problèmes de cette fin de siècle.

Nous sommes à la recherche d'une autre conception du développement en matière de relations économiques internationales.

C'est de cette manière, je crois, qu'il convient d'interpréter la politique d'effacement de la dette publique annoncée par le Président Mitterrand. Mesdames et Messieurs, nous sommes entrés dans une autre logique.

Le Premier Ministre du Canada a souhaité que ce Sommet incarne la conscience de la francophonie. La France et le Canada ont donné à notre rassemblement une crédibilité indiscutable en matière de rapport économique, crédibilité incarnée aussi par les efforts courageux fournis par les pays du Sud, effort visant l'ajustement de leur économie.

Sommet de la maturité en matière d'environnement. Nous sommes aussi dans ce domaine à la recherche d'une autre logique dont la prémisse est claire : nous devons refuser de sacrifier l'avenir au présent.

Tous les problèmes environnementaux exigent une masse critique des volontés, des moyens et des actions. Elle est apparue claire et déterminée dans nos décisions.

En matière de politique internationale, nous avons abordé franchement des questions difficiles. Sur chacune d'elles, nous avons dégagé des consensus y compris dans le domaine fondamental des droits de l'homme.

Monsieur le Président du Sénégal, permettez-moi de citer un extrait du discours que vous avez fait récemment à l'Université de Paris qui vous honorait :

«Le droit au développement, disiez-vous alors, intègre tous les droits de l'homme. Il constitue la prérogative qui doit être reconnue à chaque peuple et à chaque individu de pouvoir satisfaire ses besoins, en accord avec ses aspirations».

Donc, un Sommet de la maturité qui fixe à tous une telle obligation et un tel idéal.

Du Sénégal, nous est venue une magistrale synthèse des enjeux et défis de la francophonie. Vous nous avez dit Monsieur le Président : «Nous sommes francophones, nous le resterons» mais nous savons que cette fidélité se conjugue à celle qui se nourrit à votre longue histoire, à vos cultures et à vos langues propres.

Sommet de la maturité qui consacre une réforme majeure des institutions de la francophonie sous le signe de l'égalité de tous, de la cohérence et de l'efficacité. Ces réformes doivent être mises en oeuvre maintenant dans un esprit de rassemblement. Elles doivent produire des résultats visibles et durables.

Monsieur le Président, nous assistons à la mise en place de grandes communautés économiques et politiques dans le monde. L'Europe approfondit sa commune destinée, l'Union du Maghreb arabe vient de prendre forme. En Afrique, des projets de même inspiration sont sérieusement débattus.

La francophonie est présente dans tous ces espaces nouveaux. Elle est au Proche et au Moyen Orient, en Asie, dans la zone de l'Océan Indien, en Amérique.

Dakar a soudé notre solidarité. Ce Sommet a illustré «la diversité de notre expérience et la totale unité de notre espérance» selon les termes du Président Senghor tirés du mémoire qu'il a préparé à l'intention du Comité sur l'avenir des Institutions francophones.

Je vous remercie à nouveau, Monsieur le Président.

Vive le Sénégal et la Francophonie.

APPENDICE R**RESOLUTION FINALE DU SOMMET DE MAURICE 1993**

DECLARATION DE MAURICE

Nous, chefs d'Etat, de gouvernement et de délégation des pays ayant le français en partage,

RÉUNIS à Maurice afin d'affirmer à nouveau notre solidarité et d'approfondir notre engagement de contribuer à façonner ensemble un avenir meilleur pour nos citoyens et pour la communauté internationale ;

CONSTATANT que dans le nouveau contexte international, le multilatéralisme se révèle un outil irremplaçable pour tenter de résoudre les problèmes qui se posent à la communauté internationale ;

RENDONS hommage au rôle historique joué par les Nations unies, à l'action menée par ses forces pour le maintien de la paix et réitérons notre soutien entier au Secrétaire général des Nations Unies pour la mise en œuvre de son Agenda pour la paix et de son Calendrier pour le développement, sur la base du respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats ;

AFFIRMONS, en raison de ce regain d'intérêt pour la multilatéralité, la nécessité de faire entendre la voix de la Francophonie dans les grands débats internationaux et de contribuer au respect de la diversité culturelle et linguistique, historique, économique et sociale, facteur d'enrichissement pour l'humanité ;

RAPPELONS que la Francophonie est un espace de dialogue, de coopération et de partenariat, dans le plus profond respect de sa diversité. Son unité se fonde sur une communauté de valeurs et de langue, consacrée à la promotion de la paix, de la justice, de la sécurité, de la solidarité, de la démocratie ainsi qu'au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, qui sont universels et inaliénables ;

SOUTENONS les efforts courageux de nombreux pays du Sud dans leur volonté de parvenir à un système économique juste, qui libère les énergies et les initiatives ;

APPELONS la communauté internationale à soutenir davantage les efforts entrepris par les pays du Sud en facilitant la création d'un cadre économique propice ;

APPUYONS le processus d'intégration régionale, qui constitue une des réponses à l'étroitesse des marchés nationaux ;

PRENONS l'engagement d'accroître notre action de coopération dans les domaines d'intervention définis par les Sommets ;

DÉCIDONS de renforcer la concertation francophone au plan international ;

CONDAMNONS le terrorisme sous toutes ses formes ;

PROCLAMONS notre détermination à lutter contre toutes les formes de discrimination, d'exclusion et d'intolérance fondées, entre autres, sur la race, le sexe, la langue et la religion ;

DÉCLARONS notre volonté de poursuivre le renforcement de l'Etat de droit et de soutenir la démocratisation de la société politique et civile, conditions du développement durable.

APPENDICE S

**DISCOURS DE JACQUES PARIZEAU PREMIER MINISTRE DU QUEBEC
AU CONSEIL PERMANENT DE LA FRANCOPHONIE
LE 24 JANVIER 1995**

Monsieur le Président du Conseil Permanent de la Francophonie,
 Madame et Messieurs les représentants personnels des chefs d'États et de
 Gouvernements,
 Madame et Messieurs les Ambassadeurs,
 Monsieur le Secrétaire général de l'ACCT,
 Monsieur le Directeur général-Recteur de l'AUFELF•UREF,
 Monsieur le Président de TV5,
 Mesdames et Messieurs,

En septembre dernier, les Québécoises et les Québécois nous ont confié les affaires de l'État. À peine quatre mois plus tard, vous me donnez, Monsieur le Président Zinsou, l'occasion d'apporter, à celles et à ceux qui construisent cet espace francophone, l'assurance de l'attachement que le Québec porte à la Francophonie, aux valeurs qu'elle véhicule et aux activités multilatérales qu'elle suscite.

Vous n'êtes pas sans savoir que cette Francophonie multilatérale est pour mon gouvernement un lieu d'expression privilégié sur la scène internationale. Au début des années 1960, j'ai pu assister -- j'étais alors un jeune conseiller du premier ministre québécois -- aux premiers pas franchis en cette direction. Nous avons trouvé une place dans les organes existants comme la CONFEMEN et la CONFESJES. Et quand ces regroupements n'existaient pas, des Québécois comme Jean-Marc Léger les bâtissaient avec d'autres, des Européens, des Africains, des Maghrébins (on n'a qu'à penser à l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française et même à l'ACCT).

La raison était double : d'une part, le Québec s'ouvrait au monde, et il semblait normal de s'ouvrir d'abord au monde francophone. Ensuite, la diplomatie du Canada avait jusqu'alors concentré ses efforts sur les pays anglophones. Et c'est justement l'intérêt porté par le Québec aux affaires du monde francophone qui a poussé le gouvernement d'Ottawa à découvrir, à son tour, la francophonie. Cette émulation entre nos deux gouvernements a eu un avantage. L'augmentation des contacts entre francophones de mon pays et des vôtres. Augmentation des budgets aussi alloués à ces importantes activités.

Nous, Québécois, y contribuons à double titre. D'abord par nos propres programmes, du gouvernement du Québec. Ensuite, en tant que contribuables, nous assumons environ le quart des sommes dépensées par le gouvernement du Canada.

Vous connaissez tous le projet de mon gouvernement: proposer aux Québécois qu'ils se donnent, cette année, un pays. C'est un débat que les Québécois sont en train d'avoir entre eux. Mais je voudrais tout de suite vous dire quel impact une telle décision pourrait avoir sur la place du Québec dans la francophonie.

Premièrement, elle vous soulagerait enfin, tous, des subtils ballets diplomatiques que vous impose depuis des années le couple Canada-Québec. Finies les guerres de drapeaux ! J'en serai aussi heureux que vous. Vous le savez, depuis septembre dernier, le Québec parle de sa propre voix au sein des instances de la francophonie. Lorsqu'il sera souverain, il occupera toute sa place et assumera toutes ses responsabilités. Mais si, comme je l'espère, le Canada poursuit son action francophone actuelle, c'est toute la francophonie qui en sortira doublement gagnante.

Et sur ce point nous voulons être très clairs. Nous voulons la souveraineté POUR les Québécois, nous ne la voulons CONTRE personne. La plupart d'entre vous avez d'excellentes relations avec le gouvernement canadien. C'est très bien. Rien de ce que nous faisons ne doit entacher ces rapports. Le Québec souverain a bien l'intention, lui aussi, d'avoir d'excellentes relations avec le gouvernement canadien.

Car, la souveraineté telle que nous la concevons est le contraire du repli sur soi. Les Québécois ont formé en Amérique du Nord l'électorat le plus favorable au libre-échange, d'abord avec les États-Unis puis avec le Mexique. La démarche que nous entreprenons est le prolongement de cette volonté d'ouverture et de participation au concert des nations.

Sans animosité et sans agressivité, par la voie la plus démocratique qui existe, les Québécoises et les Québécois sont arrivés à un moment crucial de leur histoire où ils auront à se prononcer sur leur destin comme plusieurs d'entre vous ont eu à le faire depuis quarante ans. Vous êtes bien placés pour en juger: dans cette quête d'indépendance, nous n'arrivons pas prématurément.

Nous voulons que ce geste d'affirmation soit accompagné d'une attitude d'ouverture à tous ceux qui vivent sur le territoire du Québec. Dès 1985, le gouvernement de René Lévesque a fait reconnaître, par l'Assemblée Nationale, l'existence de nations autochtones distinctes au Québec. Nous avons poursuivi ce dialogue depuis notre arrivée à la direction du gouvernement et nous avons fait une première offre concrète à des nations autochtones il y a moins de deux mois. Mon gouvernement a aussi assuré la communauté anglophone du Québec que ses droits historiques seront protégés dans notre future constitution et que ces dispositions ne

pourront être modifiées sans leur accord. Pour le reste, le Québec n'est pas réservé à ceux qui y sont nés. Il est une société qui veut inclure et intégrer en son sein ceux qui y arrivent et qui y vivent, avec leurs différences, leurs idées, leurs projets et parfois leur langue.

Cette ouverture, elle s'exprime aussi dans la façon dont nous abordons ce débat, chez nous. La souveraineté n'est pas l'affaire d'un seul parti, ou d'une seule famille politique. Certaines des personnes que vous avez connues au sein du gouvernement canadien ont annoncé qu'elles appuieraient activement la souveraineté. Le plus éminent d'entre eux est l'ancien ambassadeur canadien à Paris, M. Lucien Bouchard, qui a tant fait pour le démarrage des sommets francophones. Il est maintenant, vous le savez, un grand homme politique québécois et un des leaders du mouvement souverainiste.

Quoiqu'il en soit, comme je vous l'ai dit dès le début, le Québec est attaché à la Francophonie. Cette appartenance est pour nous une bouffée d'oxygène dans nos relations internationales. Monsieur le Président, sous votre direction, le Conseil Permanent de la Francophonie entreprend la dernière ligne droite dans le difficile exercice de la préparation du Sommet de Cotonou et permettez-moi d'exprimer le désir, M. le Président, de vous recevoir au Québec lors de votre tournée de préparation du Sommet. Depuis le premier Sommet de Paris, la Francophonie s'est développée, ses programmes se sont raffermis. Je voudrais, justement à propos de ces programmes, soumettre à votre examen un certain nombre de défis auxquels, il me semble, notre communauté est confrontée.

Tout d'abord le défi de la langue.

Si la Francophonie n'a pas pour but la défense de la langue française, elle n'existe, par contre, qu'à partir de l'usage que plusieurs pays font du français qu'il partage avec d'autres. Notre véhicule commun doit demeurer une langue moderne, utile et utilisée. L'avenir du français ne dépend pas seulement du nombre de ses locuteurs. Certes, si les efforts pour enseigner le français comme une véritable langue seconde ne sont pas faits dans certaines régions, il n'y aura plus de locuteurs francophones dans ces pays. La Francophonie ne peut rester dans l'ignorance de ces données ni dans l'indifférence des conséquences. C'est pourquoi mon gouvernement s'associera davantage aux efforts originaux qui sont actuellement déployés pour le

développement du français langue seconde au Viêt-nam, en Roumanie et dans certains pays d'Afrique.

Véhicule moderne signifie que le français est capable de véhiculer les concepts scientifiques de notre temps. Il doit nous permettre d'interagir avec nos ordinateurs et il doit être capable de nous servir sur l'autoroute de l'information. La question n'est plus un problème de quincaillerie : c'est de se demander pour quelle cause et avec quel contenu.

Utile, le français le sera si nous sommes capables de l'utiliser dans les grands forums internationaux. Je profite d'ailleurs de cette occasion pour rappeler l'absolue nécessité que le monde francophone tienne un rôle plus actif et plus important dans les grandes négociations internationales. Rappelons-nous à quel point la force de notre rassemblement a été significative à l'occasion des négociations du GATT à propos de l'exception culturelle.

L'apprentissage du français langue seconde chez nos membres dont cette langue n'est pas la langue maternelle n'est-il pas, pour la Francophonie, un sujet suffisamment important pour en faire un programme francophone, c'est-à-dire un programme qui n'est la propriété d'aucun opérateur particulier mais est un point de rencontre concret des forces de l'ACCT, de l'AUFELF•UREF et de TV5 ?

Notre deuxième défi, en tant que communauté, est celui de se donner les conditions favorables à son développement car, si le fait de partager une même langue ne permet pas, aux femmes et aux hommes de nos pays, d'atteindre un mieux-être, les liens qui nous unissent deviendront historiques, nostalgiques et folkloriques.

- Notre premier outil est la scolarisation universelle des enfants de la communauté, au moyen d'une éducation de base pour tous comme l'ont réclamé la Conférence de Jomtien sur l'éducation pour tous et, plus récemment à Yaoundé, les ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage.
- Ne devrions-nous pas nous interroger sur nos propres systèmes d'enseignement technique et de formation professionnelle ? Une meilleure coopération entre nous permettrait d'imaginer des solutions au problème de l'intégration de nos jeunes dans la vie sociale et professionnelle.
- Je suis convaincu que l'éducation à tous les niveaux - du combat pour l'alphabétisation jusqu'à la formation supérieure des chercheurs - est un défi

incontournable pour la Francophonie. C'est là aussi où le monde francophone peut apporter davantage. D'autres organisations peuvent parler de santé, d'environnement, d'agriculture, seule la Francophonie peut décider de fabriquer et de diffuser la connaissance et le savoir en français.

Un troisième défi concerne la communication. Répartis sur tous les continents, les francophones ont des besoins de communication et de rassemblement. Le développement de l'espace audiovisuel et de l'infomarché présente des possibilités énormes que les pays francophones doivent saisir immédiatement. Les partenariats économiques dans le domaine des industries de la culture et de la communication sont une condition essentielle au développement. Ils contribuent de plus à contrer l'uniformisation culturelle qu'entraîne la globalisation des marchés. Globalisons les marchés mais ne forçons pas tout le monde à écouter la même chanson, à danser sur la même musique, à faire les mêmes films et à regarder une seule télévision.

J'aimerais aujourd'hui profiter de cette occasion qui m'est offerte de m'adresser à vous pour saluer les efforts des opérateurs de la Francophonie.

- L'Agence de Coopération Culturelle et Technique qui va fêter ses vingt-cinq ans dans deux mois. Nous avons atteint l'âge adulte car, avant d'être une structure administrative, l'agence, c'est nous c'est-à-dire les États et les Gouvernements qui ont adhéré au traité de Niamey. Je forme le vœu que la maturité acquise se raffermisse et que notre secrétariat mette tout en œuvre pour concevoir, réaliser et orchestrer les projets qui lui sont maintenant demandés par les Sommets.
- A l'AUPELF•UREF, qui rassemble les universitaires, les universités, les grandes écoles et les centres de recherche des pays francophones, je souhaite longue vie et l'encourage à poursuivre son travail d'innovation que nous lui demandons depuis le Sommet de Québec. Innover c'est difficile, innover c'est dérangeant. Le gouvernement du Québec essaiera d'être à vos côtés un peu plus qu'avant en adhérant au fonds francophone de la recherche mis en place au Sommet de Maurice.
- Je ne puis passer sous silence le travail magistral accompli par les responsables de TV5 dont le signal s'étend maintenant à tout l'espace francophone et qui rassemble une bonne partie de la population qui compose cet espace. Souhaitons que TV5 devienne l'expression même de la diversité des multiples cultures que le réseau véhicule et qu'elle soit un témoin de plus en plus présent chez les non

francophones : comme dans le Sud-Est asiatique. Vous comprendrez que je porte une attention toute particulière à la présence de TV5 aux États-Unis. Il faut qu'une voix francophone claire et forte puisse être entendue dans ce qui est la plus importante puissance culturelle au monde.

Monsieur le Président, vous avez vous-même un défi à la tête du Conseil Permanent de la Francophonie : c'est la préparation du Sommet de Cotonou. Ce sera le travail majeur des représentants des chefs d'État et de Gouvernement.

La Francophonie et les Sommets trouveront un écho auprès de nos concitoyennes et de nos concitoyens si la preuve est faite que tout cela sert à quelque chose. Ils veulent des émissions de télévision en français, ils veulent des bourses de mobilité pour les chercheurs et les étudiants, ils veulent des livres scolaires dans les mains de leurs enfants, ils veulent apprendre le français, ils veulent côtoyer des artistes et certains veulent communiquer avec le monde entier dans une langue qu'ils connaissent. Ils ne veulent pas de discussions stériles, ils ne veulent pas de guerres de clocher ni de mentalité de propriétaire. Préparez-nous une programmation claire, cohérente et coordonnée. Vous le pouvez et le Québec compte sur votre expérience pour y parvenir.

Je sais aussi que le représentant de la Communauté française de Belgique, M. Roger Dehaybe, préside, au sein du Conseil Permanent de la Francophonie, un Comité de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Francophonie. Le Québec est prêt à appuyer les changements institutionnels qui contribueront à rendre la communauté francophone plus cohérente. Ces changements ne sauraient certes remettre en question les droits acquis des membres actuels qui la composent. Mais, à l'intérieur de ces balises, le gouvernement du Québec est prêt à regarder tous les changements d'une manière constructive.

Monsieur le Président, si notre projet, chez nous, est que les Québécois acquièrent, dans les mois qui viennent, le goût du Québec, notre désir est aussi que le Sommet de Cotonou donne à nos populations le goût d'être francophone. Nous essaierons d'en être des témoins auprès de vous.

APPENDICE T**RESUME INTRODUCTIF A LA LANGUE FRANÇAISE EN BELGIQUE**

Historique de la langue française en Belgique¹

On a souvent écrit et dit que la Belgique n'était pas une réalité historique mais la résultante a posteriori des éléments qui ont structurés l'Europe. Le thème linguistique ne valide cette approche que partiellement car la Belgique du point de vue linguistique constitue bien une réalité et un carrefour des romanités et de la germanité. La langue "dominante" de la Belgique francophone est historiquement le wallon, mais cette langue appartenant au domaine gallo-roman qui s'est développé principalement dans les provinces de Liège, de Namur, du Brabant wallon et pour partie dans les provinces du Hainaut, du Luxembourg et dans le département des Ardennes n'est pas seule à exister, elle cohabite avec le picard, le lorrain et le champenois².

La frontière nord de l'espace francophone belge fut l'une des plus stables et des plus pérennes du deuxième millénaire en Europe, permettant le développement d'une langue écrite wallonne qui concurrença jusqu'au milieu du XVII^e siècle le français en usage dans le Royaume de France. Ce ne fut qu'assez tardivement qu'apparut une véritable diglossie français-wallon, cette diglossie s'expliquant avant tout par le rayonnement politique et culturel de la France. La frontière linguistique et la prédominance du français hexagonal sur le wallon n'eut lieu qu'après la Révolution française et le Premier Empire. Mais là encore, si la Wallonie connaît une francisation progressive et incomplète au début de l'époque contemporaine, Bruxelles est encore très largement flamande et néerlandophone. La francisation de Bruxelles n'aura réellement lieu qu'après la création de la Belgique en 1830 et l'adoption par l'élite économique politique et culturelle de la langue française qui fut proclamée langue officielle du royaume. Ce n'est qu'au XX^e siècle que Bruxelles devient une ville francophone à part entière. Depuis 1932 l'unilinguisme francophone prévaut en Wallonie et depuis 1978 et l'adoption de la loi ou décret Spaak le français est devenu un véritable marqueur territorial et sociétal de la Communauté française de Belgique.

Pour les siècles passés, il est malaisé de cerner cette "Wallonie" dont la mention la plus ancienne du mot dans son acception actuelle, [la Belgique romane au sud de la frontière linguistique], date seulement de 1844. En tant qu'entité politique à part entière, sous l'appellation de Région Wallonne, elle n'a d'existence que depuis la révision de la Constitution belge en 1970-71, mais le mot "Wallonie" ne figure toujours pas dans le texte constitutionnel revu pour la dernière fois en 1992-1993 ; ses limites, culturelles et linguistiques au Nord et à l'Est, ou politiques au Sud, ont été très mouvantes. Les premières se sont plus ou moins stabilisées au haut Moyen Âge alors que la frontière politique est essentiellement une création du XVII^e siècle, au terme des nombreuses guerres franco-espagnoles qui émaillèrent le règne de Louis XIV.

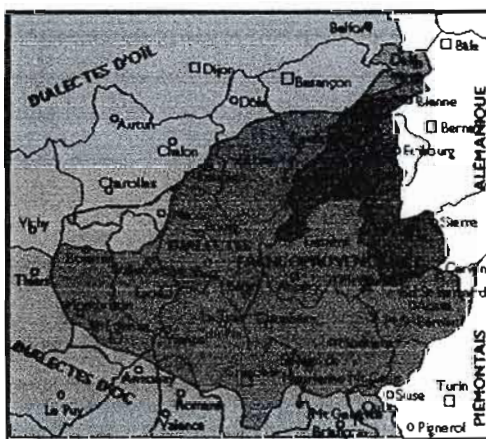
¹L'histoire du français en Wallonie a fait l'objet de plusieurs articles de M. Piron : « La langue française en Belgique », *Histoire illustrée des lettres françaises de Belgique*, (dir.) G. Chartier et J. Hanse, Bruxelles, 1958 ; « Français et dialecte en Wallonie », que l'on peut consulter sur le site de la maison de la Francité de Bruxelles. On trouvera des références bibliographiques complémentaires dans : D. Droixhe, « Dialecte et français dans la Wallonie d'Ancien Régime », *Hommages à la Wallonie*, Bruxelles, éditions Hasquin, 1981. Sur Bruxelles nous renvoyons à Valdman, A. *Le français hors de France*, PUF, Paris, 1979, p. 223-247. Hasquin, Hervé. *Historiographie et Politique en Belgique : notre histoire*, Bruxelles, EUB-Jules-Destrée, 1996 (2^e) 240 p. Bitsch, Marie-Thérèse. *Histoire de la Belgique*, Paris, Hatier, 1992, 333 p.

²Pour plus de détails sur ces questions nous renvoyons à l'étude de référence de Bal, Willy. *Introduction aux études de linguistique romane avec considération spéciale de la linguistique française*. Paris, Linguistique appliquée, Didier, 1966, p. 220-222.

APPENDICE U**RESUME INTRODUCTIF A LA LANGUE FRANÇAIS EN SUISSE**

HISTORIQUE SUCCINCT DE LA LANGUE FRANÇAISE EN SUISSE³

Pour comprendre la particularité réelle de la Suisse francophone au sein des francophonies d'Europe, il est important de garder à l'esprit comme concept structurant, que la Suisse en tant qu'Etat plurilingue est avant tout par sa naissance germanophone. L'histoire de la langue française en Suisse s'insère dans la diffusion de la romanité en Europe processus deux fois millénaire. Elle relève de la rencontre des dialectes d'Oïl dans le Jura et du franco-provençal⁴ dans les cantons de Neuchâtel, Vaud, Fribourg, Genève et Valais, s'étendant dans le Val d'Aoste jusqu'en France. Le franco-provençal se rattachant lui-même à l'Occitanie. Comme l'illustre la carte ci-après⁵, l'aire francophone suisse provient pour une très large part du franco-provençal.



³Nous avons réalisé ce survol historique de la langue française en Suisse en nous référant aux articles suivants: Kristol, Andres (1999), Histoire linguistique de la Suisse romande: quelques jalons, *Babylonia* vol.3, 1999, p. 8-13. Bessire, Paul-Otto: *Histoire du Jura bernois et de l'ancien Evêché de Bâle*, Saignelégier 1968, 231 p. Henry, Pierre. Le français dans le Jura des origines à 1815, *Actes de la Société jurassienne d'émulation*, 1993, p. 219-244. MERLE, René (1991): *Une naissance suspendue. L'écriture des "patois"*, Genève, Fribourg, Pays de Vaud, Savoie, La Seyne: Société d'études historiques du texte dialectal Pannatier, Gisèle (1995): *Le patois d'Evolène (Valais). Synchronie et diachronie d'un parler francoprovençal vivant*. Thèse de linguistique, Université de Neuchâtel.

⁴Le domaine linguistique du francoprovençal, langue gallo-romane indépendante qui s'est développée dans un espace à peu près triangulaire au sud-est de la France, dans la zone de rayonnement des voies de transit alpin du Grand et du Petit Saint-Bernard, qui reliaient Aoste à Lyon; les premières particularités linguistiques du francoprovençal sont documentées depuis la fin du VI^e siècle. L'espace francoprovençal moderne comprend le Forez, le Lyonnais, la Savoie, la partie méridionale du Jura français, la plus grande partie de la Suisse romande, ainsi que la Vallée d'Aoste. Le canton du Jura, par contre, appartient au domaine d'oïl: les parlers jurassiens s'apparentent aux dialectes franc-comtois, qui sont de type français. Quant au Jura bernois, il forme une zone de transition, avec des dialectes proches du franc-comtois dans le nord-est, des dialectes de type francoprovençal dans le sud-est, et des dialectes intermédiaires au centre.

⁵Carte d'après G. Tuzillón, « Le francoprovençal. Progrès d'une définition », *Travaux de Linguistique et de littérature*, vol. X, 1972, p. 337

En outre, il n'existe pas de traduction écrite des différents dialectes de la Suisse romande, et dès le Moyen-âge, la norme administrative et manuscrite s'élabore sur les modèles linguistiques français que sont Dijon et Lyon. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, coexiste un système de diglossie en Romandie, la langue orale est dialectale et la langue écrite est la norme française et royale. Compte tenu d'un niveau d'instruction moyen nettement plus important dans les cantons réformés, la diffusion du français sous sa norme parisienne se fait bien avant la Révolution française⁶. Ainsi plus d'un siècle avant les Français de province notamment ceux du Sud, les habitants des cantons romands bien que membres d'un Etat majoritairement germanophone ont été coutumiers de la langue française. La généralisation de l'école obligatoire au XIX^e siècle porte "le coup de grâce" aux patois romands et dès 1840 dans le canton de Vaud, le dialecte disparaît de la sphère publique. Cette disparition se poursuivra entre 1870 et 1900 dans les cantons réformés de Genève, de Neuchâtel et du Jura grâce à l'industrialisation, à la Révolution française et au potentiel que le français confère à ses locuteurs, puisqu'il est perçu en tant qu'idiome de la modernité de l'art, des sciences et de l'économie ; la diglossie prend fin tout au long des XIX^e et XX^e siècles. D'après Gilles Rovaz, en 1995, le village helvète d'Evolène était le dernier exemple de réelle diglossie. Si les dialectes franco-provençaux ont presque totalement disparus, il n'en demeure pas moins qu'il existe un français régional helvète qui se distingue tout particulièrement à l'oral. Toutefois, la norme française hexagonale tant à l'amoinrir en raison du poids que celle-ci détient dans les médias.

⁶Sur ce point voir les travaux de l'historien Norbert Furrer dont les conclusions sont reprises par Büchi, Christophe. *Mariage de raison Romand et Alémanique, une histoire suisse*. Carouge, Edition Zoé, 2001, p. 86.

Glossaire des sigles

A

AANB, Acte de l'Amérique du Nord britannique
 ACCT, Agence de coopération culturelle et technique
 ACDI, Agence canadienne de développement international,
 ACELF, Association canadienne d'éducation de langue française
 ADQ, Alliance démocratique du Québec,
 AF, Alliance française,
 AFAL Association francophone d'amitié et de liaison,
 AIF, Agence intergouvernementale de la francophonie
 AIMF, Association internationale des maires francophones,
 AIPLF, Association internationale des parlementaires de langue française,
 AIU, Alliance israélite universelle,,
 AIU, Association internationales des universités
 AMI, Accord multilatéral dur l'investissement
 ANC, Archives nationales du Canada
 ANF, Archives nationales de France
 ANQ, Archives nationales du Québec
 APF, Assemblée parlementaire de la francophonie
 ASTF, American Association of Teacher of french
 AUA, Association des universités africaines
 AUA, Association des universités africaines
 AUCB, Association des universités du Commonwealth britannique
 AUF, Agence universitaire de la Francophonie
 AUPELF, Association des universités partiellement ou entièrement de langue française
 AUPELF-Uref UREF, Association des universités partiellement ou entièrement de langue française-Université des réseaux d'expression française,

B

BC, British Council,
 BNC, Bibliothèque nationale du Canada,
 BNF, Bibliothèque nationale de France
 BNQ, Bibliothèque nationale du Québec,
 BQ, Bloc québécois,

C

CAMES, Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
 CDDGQP, Centre de documentation de la Délégation générale du Québec à Paris
 CF, Communauté française
 CFB, Communauté française de Belgique
 CGRI, Commissariat général aux relations internationales de la communauté française de Belgique
 CJC, Congrès juif canadien
 CJLF Cercle Juif de langue française
 CODOFIL, Conseil pour le développement du français en Louisiane
 CONFES, Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française
 CONFEMEN, Conférence des ministres de l'Éducation nationale des pays d'expression française
 CRP, Cercle Richelieu de Paris
 CRUA, Conférence des recteurs des universités africaines francophone
 CRUE, Conférence des Recteurs des universités européennes
 CVFA, Conseil de la vie française en Amérique

D

DC, Dominion of Canada
 DGLF Délégation générale à la langue française
 DGQP Délégation générale du Québec à Paris

E

EIB Ecole internationale de Bordeaux

F

FCFAC, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada

FFHQ, Fédération des francophones hors Québec
 FICU, Fonds international de coopération universitaire
 FLQ, front de libération du Québec,
 Forum francophone des affaires

G

GATT, (Accord général sur le commerce)

H

HCF Haut Conseil de la Francophonie,

I

IHTP, Institut d'histoire du Temps présent

Institut de l'énergie,

IPEF, Institut de l'énergie des pays ayant en commun, l'usage du français,

J

JC, Jeune-Canada

K

KKK, Ku Klux Klan

M

MF, Maison de la Francité

MLF, Mission laïque française,

MSA Mouvement souveraineté association

O

OAECs, Organisation arabe de l'éducation, de la culture et de la science

OCAM, Organisation commune africaine et mauricienne,

OFQJ, Office franco-québécois pour la jeunesse,

OIF organisation internationale de la francophonie

OIG, Organisation internationale gouvernementale

ONG, Organisation internationale non gouvernementale

OJC, Ordre de Jacques Cartier,

OLF, Office de la langue française

OMC, Organisation mondiale du commerce

ONUDESC, Organisation des nations unies pour l'éducation les sciences et la culture

OTAN, Organisation du traité de l'Atlantique Nord,

OUA, Organisation de l'unité africaine,

P

PLC, Parti libéral du Canada

PLQ, Parti libéral du Québec

PQ, Parti québécois

R

RFI, Radio France internationale,

RI, Richelieu international

RIN, Rassemblement pour l'indépendance nationale

RW, région Wallonne

S

SAANB, Société des acadiens et acadiennes du Nouveau-brunswick

SBPF, Société du bon Parler français,

SSJB, Société Saint-Jean-Baptiste,

U

UAM, Union africaine et malgache,

UCF, Union culturelle française,

UCJLF, Union canadienne des journalistes de langue française

UCTF, Union culturelle et technique française

UF, Union française

UF, Union française,

UFS Université de la francophonie-Léopold Sédar

UIJPLF, Union internationale des journalistes de la presse de langue française,

UL, Union latine,

UNESCO, Voir ONUDESC,

USA Université Senghor d'Alexandrie,

UUL, Union des universités latino-américaines,

BIBLIOGRAPHIE

Outils de recherches généraux :

Aubin, Paul. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada 1966-1975*. 2 vol., Québec, IQRC, 1981.

Aubin, Paul. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada 1976-1980*. 2 vol., Québec, IQRC, 1985.

Aubin, Paul. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada 1946-1965*. 2 vol., Québec, IQRC, 1987.

Beaulieu, André ; Hamelin, Jean. *La Presse québécoise 1764-1975*. 10 vol., Québec, 1990.

Dictionnaire universel francophone. Paris, Aupelf-Uref-Hachette-Edicef, 1997, 1554 p.

Gagnon, Alain. *Bibliographie commentée sur le Québec*. Québec, Editions St Martin, 1996, 366 p.

Esprit, n° de novembre 1962, spécial francophonie, p. 551 à 912.

Latouche, Daniel. *Politique et Société au Québec : Guide bibliographique*. Montréal, Boréal, 1993.

Massart-Pierard, Françoise ; Maron, Fabienne. *La Francophonie internationale bibliographie thématique*. 2^e édition, Louvain-la-neuve, Unité des relations internationales de l'université catholique de Louvain, 2000.

Reclus, Onésime. *France, Algérie, colonies*. Paris, Hachette, 1883, 802 p.

Rey, Alain. *Dictionnaire historique de la langue française*. Paris, Le Robert, 1998, 3 vol.

CD-ROM. *Amérique française. Histoire et civilisation*. Montréal, Services documentaires multimédia, 1995.

CD-ROM. *Actualité/Québec*. Montréal, CEDEROM-SNI 1984-1998.

Ouvrages généraux et spécialisés :

Abou, Sélim ; Haddad, Katia. *Une francophonie différentielle*. Paris, L'Harmattan, Beyrouth, Presse de l'Université Saint-Joseph (PUSJ), 1994, 560 p.

Abou, Sélim ; Catala, Pierre (dir.) *La Francophonie aux défis de l'économie et du droit aujourd'hui*. Beyrouth, (PUSJ), 2002, 206 p.

Allaire, Gratien ; Gilbert, Anne. *Francophonies plurielles*. Sudbury, Institut franco-ontarien, coll. fleur de trille, 1998, 316 p.

Allaire, Gratien. *La francophonie canadienne. Portraits*. Ste Foix, Sudbury, AFI-CIDEF, 1999.

Argod-Dutard, Françoise (dir.) *Quelles perspectives pour la langue française ? Histoire, enjeux et vitalité du français en France et dans la Francophonie*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection interférence, 2003, 272 p.

Arnaud, Serge ; Guillou, Michel ; Salon, Albert. *Les défis de la francophonie. Pour une mondialisation humaniste*. Paris, Alfarès, coll. Planète francophone, 2005, 260 p.

Baggioni, Daniel ; Calvet, Jean-Louis ; Chaudenson, Robert ; Manessy, Gabriel ; Robillard, Didier (de). *Multilinguisme et développement dans l'espace francophone*. Paris, Didier Erudition, 1992, 240 p.

Balthazar, Louis ; Bélanger, Louis ; MACE, Gordon (dir.) *Trente ans de politique extérieure du Québec : 1960-1990*. Québec, CQRI/Septentrion, 1993, 412 p.

Balthazar, Louis ; Hero, Alfred, Jr. *Le Québec dans l'ensemble américain*. Montréal, Québec/Amérique, 1999, 371 p.

Barrat, Jacques (dir.) *Géopolitique de la Francophonie*. Paris, PUF, 1997, 194 p.

Barrat, Jacques ; Moisei, Claudia. *Géopolitique de la Francophonie. Un nouveau souffle ?* Paris, Documentation Française, coll. Les études de la DF, n°5195, 2004, 171 p.

Bastien, Frédéric. *Relations Particulières : La France face au Québec après de Gaulle*. Montréal, Boréal, 1999, 423 p.

Bastien, Frédéric. *Le poids de la coopération : le rapport France-Québec*. Québec, Québec-Amérique, CREQ, coll. Débats, 2006, 275 p.

Beaudoin, G. *Essais sur la Constitution*. Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1979, 422 p.

Bergeron, Marcel. *Évaluation du réseau de représentation du Québec à l'étranger : La représentation du Québec en Amérique latine et aux Antilles*. Québec, Rapport de synthèse présenté au ministre des Affaires internationales, 1989.

Bernier, Luc. *De Paris à Washington : La politique internationale du Québec*. Montréal, Presses de l'Université du Québec à Montréal, 1996, 174 p.

Bouchard, Gérard. *Genèse des nations et des cultures du nouveau monde. Essai d'histoire comparée*. Montréal, Boréal, 2001, 2^e édition, 414 p.

Cartier, Georges ; Rouillard, Lucie. *Les relations internationales du Québec*. Sainte-Foy, ENAP, 1984.

Chatton, Pierre-François ; Mazuryk Bapst, Joanna. *Le défi de la francophonie*. Bruxelles, Bruylant, 1991, 157 p.

Chauprade, Aymeric. *L'Espace économique francophone, pour une Francophonie intégrale*. Paris, Ellypse, 1996. 156 p.

Cholette, Gaston. *L'Action internationale du Québec en matière linguistique : coopération avec la France et la francophonie de 1961 à 1995*. Laval, PUL, 1997, 195 p.

Cholette, Gaston. *La Coopération économique franco-québécoise de 1961 à 1997*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1998, 372 p.

Comeau, Paul-André ; Fournier, Jean-Pierre. *Le Lobby du Québec à Paris, les précurseurs du général de gaulle*. Montréal, Québec-Amérique, 2002, 200 p.

Conac, G ; Desouches, C ; Sabourin, Louis. *La Coopération Multilatérale Francophone*. Paris, Economica, 1987.

Dehousse, Renaud. *Fédéralisme et relations internationales : Une réflexion comparative*. Bruxelles, Bruylant, 1991.

Deneire, Marc. *Une politique d'assimilation : le français dans la Midwest américain*. Paris, Champion Editions, 1999.

Deniau, Xavier. *Florilège de la langue française*, Hévieux, Editions Richelieu Senghor, 1988, 158 p.

Deniau, Xavier. *La Francophonie*, Paris, PUF, coll. Que sais-je, n°2111, 2003, 126 p.

Dietschy, P. ; Clastres, P. ; Laget, S. *La Bataille pour le français*. Paris, Adpf-publication, 2004, 200 p.

Dion, Léon. *La Révolution déroutée 1960-1976*. Montréal, Boréal, 1998, 287 p.

Dubosclard, Alain. *Histoire de la fédération des Alliances françaises aux Etats-Unis : l'Alliance au cœur*. Paris, L'Harmattan, 1999.

Dumont, Fernand (dir.) *La société québécoise après trente ans de changement*. Québec, IQRC, 1990.

Dumont, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal, Boréal, 1993, 397 p.

Duran, Marc. *Histoire du Québec*. Paris, Editions Imago, 1999, 236 p.

Durand, Charles. *La Langue française : atout ou obstacle ? : réalisme économique, communication et francophonie au XXI^e siècle*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2001, 447 p.

Dvorak, Marta (dir.) *Canada et bilinguisme*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1997.

Falardeau, Philippe. *Hier, la francophonie*. Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, 1992, 78 p.

Farandjis, Stélio. *Francophonie et humanisme*. Paris, Tougui, 1989.

Farandjis, Stélio. *Textes et propos sur la Francophonie*. Paris, Richelieu-Senghor, 1998.

Farandjis, Stélio. *Philosophie de la francophonie : contribution au débat*. Paris, Haut conseil de la Francophonie-Harmattan, 1999, 216 p.

Farandjis, Stélio ; Cassan, Pierre. *Philosophie et stratégie du projet francophone*. Paris, Haut Conseil de la Francophonie, 1999.

Frenette, Yves. *Brève histoire des canadiens français*. Montréal, Boréal, 1998.

Gagné, Stéphane. *La dynamique économique Québec/Nouvelle-Angleterre*. Montréal, Centre d'Etude en Administration internationale, Ecole des hautes études commerciales, 1992, 94 p.

Gagnon, Alain. (dir.) *Québec: Etat et Société*. Montréal, Québec/Amérique, 1994.

Gagnon, Alain ; Noël, Alain (dir.) *L'Espace Québécois*. Montréal, Québec /Amérique, 1995.

Gallet, Dominique. *Pour une ambition francophone*. Paris, L'Harmattan, 1995, 167 p.

Gauthier, Johanne. *Mondialisation des échanges et questions linguistiques*. Québec Editions du Conseil de la langue française, 1994.

Gérard, Antoine ; Robert, Martin. *Histoire de la langue française*. vol. 3 (1945-2000), Paris, CNRS éditions, 2000.

Gilbert, Lucille. *Médiations et francophonie interculturelle*. Québec, PUL, coll. Cefan, 2004, 222 p.

Gilder, Alfred ; Salon, Albert. *La planète francophone*. Paris, Le Cherche Midi, coll. « Documents », 189 p.

Gilder, Alfred ; Salon, Albert. *Alerte francophone. Plaidoyer et moyens d'actions pour les générations futures*. Paris, Arnaud Franel, 2004, 222 p.

Gosselin, Guy (dir.). *La politique étrangère du Canada : approche bilatérale et régionale*. Québec, CQRI, 1984.

Gournay, Bernard. *Exception culturelle et mondialisation*. Paris, Presses de la fondation Nationale des sciences politiques, coll. « Bibliothèque du citoyen », 2002.

Granatstein, J-L ; Bothwell, Robert. *Pirouette : Pierre Trudeau and Canadian Foreign Policy*. Toronto, University of Toronto Press, 1990.

Guillaume, Sylvie & Pierre. *Paris-Québec-Ottawa: un ménage à trois*. Paris, Edition Entente, Maillons, 1987, 227 p.

Guillou, Michel. *La Francophonie, nouvel enjeu mondial*. Paris, Hatier, 1993, 155 p.

Guillou, Michel ; Littardi, Arnaud. *La francophonie s'éveille*. Paris, Berger-Levrault, coll. « mondes en devenir », 1988, 263 p.

Guillou, Michel ; Iframond. *Les entretiens de la Francophonie 2001-2003*. Paris, Alfarès, 2004, 221 p.

Guillou, Michel. *Francophonie-Puissance, l'équilibre multipolaire*. Paris, Ellipses, collection Mondes réels, 2005, 156 p.

Hagège, Claude. *Halte à la mort des langues*. Paris, Odile Jacob, coll. « Poche », n°98, 2002, 384 p.

Hagège, Claude. *Le français histoire d'un combat*. Michel Hagège, Paris, 2003, 175 p.

Hagège, Claude. *Le français et les siècles*. Paris, Odile Jacob, coll. « Sciences Humaines » 2005, 270 p.

Hervouet, Gérard ; Galarneau, Hélène (dir.) *Présence internationale du Québec : Chroniques des années 1978-1983*. Québec, CQRI, 1984.

Lachapelle, Guy (dir.) *Quebec Under Free Trade : Making Public Policy in North America*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995.

Lahaise, Robert (dir.) *Le Devoir, reflet du Québec au 20^{ème} siècle*. Québec, Le Devoir, 1994, 504 p.

Langlois, Simon (dir.) *La société Québécoise en tendance 1960-1990*. Québec, IQRC, 1990.

Langlois, Simon ; Roy, Jean-Louis. *Briser les solitudes. Les francophonies canadiennes et québécoise*. Québec, Nota bene, 2003, 196 p.

Langlois, Simon ; Létourneau, Jocelyn, (dir.) *Aspect de la nouvelle francophonie canadienne*. Québec, PUL, Cefan, 2004, 322 p.

Latouche, Daniel. *Le bazar, des anciens Canadiens aux nouveaux Québécois*. Montréal, Boréal, 1990, 286 p.

Leclerc, Richard. *Des lys à l'ombre du mont Fuji : Histoire de la présence de l'Amérique française au Japon*. Sillery, Éditions du Bois-de-Coulonge, 1995, 200 p.

Légaré, Anne. *Le Québec otage de ses alliés*. Montréal, Boréal, 2003, 328 p.

Léger, Jean-Marc. *La Francophonie: grand dessein, grande ambiguïté*. Montréal, Hurtubise HMH, 1987, 242 p.

Lescop, Renée. *Le Pari québécois du général de Gaulle*. Montréal, Boréal, 1981, 219 p.

Le Scouarnec, Pierre-François. *La Francophonie*. Montréal, Boréal express, 1997, 126 p.

Linteau, Paul André ; Durocher, René ; Robert, Jean-Claude ; Ricard, François. *Histoire du Québec contemporain*. T.1, *De la Confédération à la crise*. T.2, *Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 1998, 825 p.

Lisée, Jean-François. *Dans l'œil de l'aigle. Washington face au Québec*. Montréal, Boréal, 1990, 577 p.

Lisée, Jean-François. *Sortie de secours : comment échapper au déclin du Québec*. Montréal, Boréal, 2000.

Lisée, Jean-François. *Le tricheur : Robert Bourassa et les Québécois*. Montréal, Boréal, 1994, 577 p.

Lisée, Jean-François. *Le naufrageur : Robert Bourassa et les Québécois 1991-1992*. Montréal, Boréal. 716 p.

Louder, Dean, et Eric Waddell (dir.) *Du continent perdu à l'archipel retrouvé, Le Québec et l'Amérique française*, Québec, PUL, Cefan, 1983, 292 p.

Louder, Dean. *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre*. Québec, PUL, Cefan, 1991, 306 p.

Louder, Dean ; Mauricet, Jean ; Waddell, Eric (dir.) *Vision et visages de la franco-Amérique*. Québec, Éditions du Septentrion, 2001, 346 p.

Martel, Marcel. *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français : le rapport entre le Québec et la francophonie canadienne (1867-1975)*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997.

Martel, Marcel (dir.) *Les états généraux du Canada français : trente ans après*. Ottawa, CRCCF, 1998.

Mattelart, Armand. *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2005, 128 p.

Mathieu, Gabrielle. *Les Relations franco-qubécoises de 1976 à 1985*. Québec, Centre Québécois des relations internationales, 1992, 203 p.

Maugey, Axel. *Vers l'entente francophone*, Montréal, Gouvernement du Québec, 1989.

Maugey, Axel. *De la Francophonie québécoise à la Francophilie internationale*. Longueuil, Humanitas, coll. « Essais », 2001, 177 p.

Maugey, Axel. *La Francophonie et le dialogue des cultures*. Longueuil, Humanitas, 2003.

Maugey, Axel. *Désirs francophones, Désirs francophiles*. Paris, Lettres du Monde, 2004, 195 p.

McRoberts, Kenneth. *Un pays à refaire : L'Echec des politiques constitutionnelles*. Montréal, Boréal, 1999, 483 p.

McRoberts, Kenneth. *Misconceiving Canada : the struggle for national unity*. Toronto, Oxford University Press, 1997, 395 p.

Meschonic, Henri. *De langue française*, Paris, Hachette, 1997.

Michelmann, Hans ; Soldatos, Panayotis. « *Federalism and International Relations* ». Oxford, Clarendon Press, 1990.

Montera, Hyacinthe (de) *La francophonie en marche la guerre des cultures*. Paris, Sedimo, 1966, 146 p.

Morin, Claude. *Le Pouvoir Québécois en négociation*, Montréal, Editions du Boréal Express, 1972, 207 p.

Morin, Claude. *L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Boréal, 1987, 478 p.

Morin, Jacques-Yvan ; Woehrling, José. *Demain, le Québec...* Québec, Editions du Septentrion, 1994, 316 p.

Nouilhat, Yves-Henri. *Le Québec de 1944 à nos jours*. Paris, Imprimerie nationale, 1992, 287 p.

Nguyen, Ngoc Trâm. *Contribution à la Francophonie à l'heure de la mondialisation*. Hanoi, Thê gioi, 2002, 278 p.

Noda, Shiro. *Entre l'indépendance et le fédéralisme. 1970-1980 la décennie marquante des relations internationales du Québec*. Québec, PUL, 2001, 333 p.

Painchaud, Paul (dir.) *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1977, 470 p.

Palard, Jacques. *Québec : vers la souveraineté*. Paris, La Documentation française, n° 749, 1995.

Paquin, Stéphane (dir.) *Les Relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005). Le prolongement externe des compétences internes*. Québec, PUL, 2006, 283 p.

Paquin, Stéphane, (dir.) *Histoire des relations internationales du Québec*. Montréal, VLB éditeur, Etudes québécoise, 2006, 352 p.

Patry, André. *Le Québec dans le monde*. Montréal, Leméac, 1980, 167 p.

Patry, André. *Le Québec dans le monde 1960-1980*. Montréal. Typo, 2006, 150 p.

Portes, Jacques. *Le Canada et le Québec au XX^e siècle*. Paris, Armand Colin, 1994.

Poulain, François ; Trudeau, Guy. *Les conditions de la productivité des Délégations du Québec à l'étranger*. Sainte-Foy, ENAP, 1982.

Rakotomalala, Dorothee. *Le partenariat des langues dans l'espace francophone. Description, analyse, gestion*. Paris, L'Harmattan, coll. « Langues et développement », 2003, 204 p.

Redonnet, Jean-Claude. *Le Canada*. Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

Renard, Raymond. *Une Ethique pour la francophonie : questions de politique linguistique*. Mons, Centre international de phonétique appliquée, 2000.

Roy, Jean-Louis. *La Francophonie, le projet communautaire*. Québec, Hurtubise HMH, 1993.

Savary, Claude (dir.) *Les rapports culturels entre le Québec et les Etats-Unis*. Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture, 1984.

Senghor, Léopold Sédar. *Liberté 1. Négritude et humanisme*. Paris, Le Seuil, 1964, 448 p.

Senghor, L.S. *Liberté 3. Négritude et civilisation de l'universel*. Paris, Le Seuil, 1977, 576 p.

Senghor, L.S. *Liberté 5. Le dialogue des cultures*. Paris, Le Seuil, 1993, 295 p.

Tetu, M. *La Francophonie, histoire, problématique et perspectives*. Paris, Hachette, 1998.

Thériault, J-Yvon (dir.) *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*. Moncton, Editions d'Acadie, 1999.

Vaïsse, Maurice. *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*. Paris, Fayard, 1998, 726 p.

Wolton, Dominique . *Demain la francophonie*. Paris, Flammarion, 2006, 195 p.

Biographie, Autobiographie, Essai autobiographique :

Aird, Robert. *André Patry et la présence du Québec dans le monde*. Montréal, VLB éditeur, coll. Etudes québécoises, 157 p.

Blanchard, James. *Behind the Embassy Door : Canada, Clinton and Québec*. Toronto, M & S, 1998, 300 p.

Bouchard, Lucien. *A visage découvert*. Montréal, Boréal, 1992. 377 p.

Dorin, Bernard. *Appelez-moi Excellence, un ambassadeur parle*. Paris-Montréal, Stanké, 2001, 328 p.

Gérin-Lajoie, Paul. *Combat d'un révolutionnaire tranquille*. Montréal, Centre éducatif et culturel, 1989.

Giesbert, Franz-Olivier. *François Mitterrand. Une vie*. Paris, Seuil, 1996.

Godin, Pierre. *René Lévesque un enfant du siècle*. Montréal, Boréal, 1994, 476 p.

Lacouture, Jean. *De Gaulle. T.1. : Le Souverain*. Paris, Seuil, 1986, 866 p.

Lacouture, Jean. *Mitterrand une histoire de Français*, tome 1, « *Les risques de l'escalade* », Paris, Seuil, 1998, 630 p ; tome 2, « *les vertiges du sommet* », Paris, Seuil, 1998, 630 p.

Lapalme, Georges-Emile. *Le paradis du pouvoir. T.3.*, Montréal, Leméac, 1973.

Lecherbonnier, Bernard. *Pourquoi veulent-ils tuer le français ?* Paris, Albin Michel, coll. « Essais », 2005, 248 p.

Léger, Jean-Marc. *Le temps dissipé, souvenirs*. Montréal, Hurtubise, HMH, 2000, 473 p.

Lévesque, René. *Option Québec*. Montréal, Editions de l'Homme, 1969, 352 p.

Lévesque, René. *Attendez que je me rappelle*. Québec, Québec/Amérique, 1986, 525 p.

Mallen, Pierre-Louis. *Vive le Québec libre*. Paris, Seuil, 1978, 369 p.

Morin, Claude. *Les choses comme elles étaient : une autobiographie politique*. Montréal, Boréal, 1994.

Thomson, Dale. *De Gaulle et le Québec*. St Laurent, Editions du Trécaré, 1990.

Thomson, Dale. *Jean Lesage et la Révolution tranquille*. Montréal, Trécaré, 1984.

Parizeau, Jacques. *Pour un Québec souverain*. Montréal, VLB Editeur, collection Partis pris actuels, 1997, 351 p.

Plourde, Michel (dir.) *Le Français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*. Montréal, Fides, 2000, 516 p.

Roussel, Eric. *Georges Pompidou, 1911-1974*. Paris, JC Lattes, 1993, 686 p.

Roy, Jean-Louis. *Le choix d'un pays*. Ottawa, Lemeac, 1978, 366 p.

Séguin, Philippe. *Plus français que moi tu meurs ! France Québec : des idées fausses à l'espérance*. Montréal, VLB Editeur, 2000.

Thomson, Dale. *De Gaulle et le Québec*. Montréal, Trécaré, 1999, 410 p.

Trudeau, Pierre Elliott. *Mémoires politiques*. Montréal, Editions du jour, 1993.

Vaisse, Maurice. *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*. Paris, Fayard, 1998, 726 p.

Articles de Revues :

About, Gaëlle. « Une culture tout en couleurs », *Dialogue*, vol. 34, n°octobre 1991, p. 16-17.

Ampère, Jean-Jacques. « Promenade en Amérique. La Nouvelle Angleterre et la Nouvelle France », in *Revue des deux Mondes*, vol. 17, 15 janv. 1853, p. 300-305.

Anctil, Pierre. « Zakhor, Reflexions sur la mémoire identitaire juive et canadienne-française », *Argument*, vol. 3, n°1, p. 76-84.

Barakand, Hervé. « Présentation de l'organisation internationale de la francophonie », *Hermès*, n° 40, 2004, p. 18 à 25.

Baker, Donald. « *Quebec on French Minds* », *Queen's Quarterly*, vol.85, n°2, été 1978, p.249-264.

Beauchemin, Jacques. « La question nationale québécoise: les nouveaux paramètres de l'analyse » in *Recherches sociographiques*, vol. XXXIX, 2-3, 1998.

Beauchemin, Jacques. « La communauté de culture comme fondement du sujet politique chez Fernand Dumont », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, n°1, p. 29-39.

Beausoleil Claude. « Vision d'Amérique ; La revue des deux mondes », nov. Dec. 2001, p.74 à 78.

Bélanger, Louis ; Gosselin, Guy ; Hervouet, Gérard. « Les relations internationales du Québec : Efforts de définition d'un nouvel objet d'études ». *Revue québécoise de science politique*, n°23, 1993, p. 143-170.

Bélanger, Louis. « La diplomatie culturelle des provinces canadiennes ». *Etudes internationales*, vol. XXV, n°3, 1994, p. 421-452.

Bernier, Ivan ; Thérien, Jean-Philippe. « Le comportement international du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta dans le domaine économique ». *Etudes internationales*, vol. XXV, n°3, 1994, p. 453-486.

Bideau, Gilles. « Tropicisme québécois. Je me souviens dans l'oubli ». *Anthropologie et société*, vol. 19, n°3, p. 151-198.

Bissonnette, Lise. « *Quebec-Ottawa-Washington : the Pre-Referendum Triangle* » *The American Review of Canadian Studies*, vol. XI, 1981, n°1, p.64-76.

Bonin, Bernard. « *U. S. A-Quebec Economic Relations : A Background paper* ». *Cahiers de recherche*, 1982-01, HEC-Cetai, 1982.

Bouchard, Gérard ; Finkielkraut, Alain, Hentsch, Thierry. « Représentations de la population et de la société québécoise : l'apprentissage de la diversité », *Cahiers québécois de la démographie*, vol. 19, n°1, 1990, p. 7-28.

Brown, Douglas ; JAMES, Groen. « Attitudes et Comportements des gouvernements provinciaux du Canada à l'endroit des E.U. ». *Etudes internationales*, vol. XXV, n°3, 1994, p. 487-522.

Burant, Jim. « Cultivating historic images of la Francophonie in Canada » *Archivist : Magazine of the National Archives of Canada* n°118, 1999, p. 46-51.

Castonguay, Charles. « Assimilation linguistique et remplacement des générations francophones et anglophones au Québec », *Recherches Sociographiques*, vol. XLIII, n°1, 2002, p. 149-182.

Cardinal, Linda. « Ruptures et fragmentations de l'identité francophone en milieu minoritaire : un bilan critique », *Sociologie et société* vol. 26, n°1 1994, p. 71-86.

Chatton, Pierre-François. « La Suisse et la Francophonie », *Politiques et Sociétés*, vol. 16 n°1, juin 1997 p. 129-137.

Colin, Jean-Pierre. « D'une langue à l'universel », *Politique et Société*, vol. 16, n°1, juin 1997 ; p. 139-153.

Courteaux, Olivier. « La francophonie et les nationalistes québécois », *Cité Libre*, vol. 28 n° 4, 2000, p. 136-140.

Couture, Claude. « La disparition inévitable des francophones à l'extérieur du Québec : un fait inéluctable ou le reflet d'un discours déterministes ? », *Francophonies d'Amérique*, vol. 11, 2001, p. 7-18.

Cronel, Hervé. « Que fait la francophonie de l'économie ? », *Hermès*, n° 40, 2004, p. 155-157 ;

Denis, Claude. « La patrie et son nom : essais sur ce que veut dire le Canada français », *Francophonie d'Amérique*, vol. 6, 1996, p. 85-98.

Donneur, André ; et al. « L'évaluation des politiques en relations internationales: le cas de la coopération franco-québécoise en éducation », Montréal, *Etudes internationales*, vol. XIV., 1983, p. 237-254.

D'Onorio, Joël-Benoît. « Le rapatriement de la Constitution canadienne », *Revue internationale droit comparé*, Paris, CNRS, janvier-mars 1983.

Doran, Charles. « Les relations canado-américaines dans une ère d'incertitude », *Etudes internationales* vol. XXVII, juin 1996, p. 281-302.

Dorin, Bernard. « Un combat de quarante ans pour la cause du Québec », *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n°7, 1997, p. 24-38.

Douzet, Frédérick. « Le cauchemard hispanique de Samuel Huntinton », *Hérodote* n° 115, 2004 p. 31-52.

[DOSSIER.] « De Gaulle sur le Québec et sur le Canada français (1961-1969) », *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n°7, 1997, p. 74-105.

Duvergier de Hauranne, Ernest. « Huit mois en Amérique. Lettres et notes de voyage (1864-1865) », in *Revue des Deux Mondes*, 1866, vol. 59, p. 113-114.

Farandjis, Stello. « Repère dans l'histoire de la Francophonie », *Hermès*, n°40, 2004, p.49 à 52.

Fohlen, Claude. « La France a-t-elle une politique canadienne », *Politique internationale*, n°12, été 1981, p 239-251.

Fontaine, André. « La France et le Québec », *Etudes internationales*, vol. 8, n°2, juin 1977.

Forest, Pierre-Gerlier ; Rodon, Thierry. « Les activités internationales des Autochtones du Canada », *Etudes internationales*, vol. XXVI, mars 1995, p. 35-58.

French, Richard. « *Being There : Form and Substance in Quebec's International Relations*. Association of Canadian Studies in the United States, Nouvelle-Orléans, november 1993.

Frenette, Yves. « La louisiane et la Nouvelle-Angleterre francophones », *Francophonies d'Amérique*, vol. 8, 1998, p. 143-151.

Gay, Daniel. « La présence du Québec en Amérique latine », *Politique*, n°7, 1985, p. 33-52.

Giribone, Jean-Luc. « Les Français face au français », *Esprit*, mars-avril 2000, p. 246-250.

Gervais, Myriam. « La politique africaine du Québec de 1960-1984 », *Politique* n°7, 1985, p. 53-66.

Gosse, André. « Le français notre langue ». *Revue générale*, novembre 1999, p. 23-27.

Gosselin, Guy ; Mace, Gordon. « Asymétrie et relations internationales : les provinces canadiennes, l'Europe et l'Amérique latine ». *Etudes internationales*, vol. XXV, n°3, 1994, p. 523-551.

Gilder, Alfred. « Culture mondialisée ou monde des cultures ? », *La revue des deux mondes*, nov dec 2001, p. 115-119.

Guaino, Henri. « L'économie, la mondialisation et la francophonie », *Vecteur environnement*, vol. 36, n°2, 2003, p. 43-45.

Guillou, Michel. « La francophonie, enjeu de la mondialisation », *Etudes*, avril 1998, p. 445-455.

Hargreaves, Alec. « Les minorités postcoloniales face à la francophonie », *Présence francophone*, n°55, 2000, p. 33-48.

Hassan-Yari, Houchang. « De l'économie à l'espionnage : la politique étrangère du Canada en quête d'une identité », *Etudes internationales*, vol. XXVI, mars 1995, p. 114-169.

Heller, Monica. « Alternative ideologies of francophonie », *Journal of Sociolinguistics*, vol. 3 n°3 [août], 1999, p. 336-360.

Herz, Micheline. « François Mitterrand et le Québec ». *Contemporary French Civilizations*. 1983-1984, vol.8, n° 1-2, p.181-199.

Hettmann, Jens. « La politique extérieure canadienne vue de l'Europe. Fin de siècle pour les rapports canado-européens ? », *Etudes internationales*, vol XXVII, juin 1996, p. 303-324.

Holland, Kenneth. « Quebec's Successful Role as Champion of North American Free Trade ». *Quebec Studies*, n°19, 1995, p. 71-84.

Jaumotte, André. « Francophonie et Mondialisation », *Revue générale*, novembre 1999, p. 7-11.

Johannson, P-R. « Provincial International Activities », *International Journal*, vol.33, 1978, p. 287-311.

Joly, Herbert. « Une politique mondiale de la langue française », *Revue générale*, novembre 1999, p. 13-22.

Lacoste, Yves. « Pour une approche géopolitique de la diffusion de l'anglais », *Hérodote*, n° 115, 2004, p. 5 à 10.

- Lafrance, Jean-Paul. « Les Québécois un peuple de passeurs », *Hermès*, n° 40, p.53- 58.
- Lechaume, Aline ; Waddell, Eric. « Le Québec et la caraïbe face à la zone de libre échange des Amériques », *Hermès*, n° 40, 2004, p. 319-324.
- Leduc, Michel. « O.F.Q.J : la coopération franco-québécoise au service de la jeunesse », *Cahiers d'histoire du québec au XX e siècle*, n°7, 1997, p. 126-129.
- Légaré, Anne. « L'américanité : une pensée de l'alignement culturel », *Argument*, vol. 41, n°1, automne-hiver 2001
- Léger, Jean-Marc. « Vingt cinq ans de relations internationales : un acquis riche de promesses », *Forces*, n°100, 1992, p. 129-135.
- Léger, Jean-Marc. « De Gaulle et l'accession du Québec à la scène internationale » *Cahiers d'histoire du Québec au XX e siècle*, n°7, 1997, p. 108-114.
- Léger, Jean-Marc. « La Francophonie entreprise nécessaire et exemplaire mais encore fragile », *L'Action nationale*, vol. 87, n° 10, octobre 1997, p. 127-165.
- Léger, J-Marc. « Le Québec et la Francophonie », *L'Action nationale*, vol. 92, n°3, mars 2002, p. 15-21.
- Lobelle, Jan. « Le Québec et la Flandre, étude comparative de situations sociolinguistiques », *Anthropologie et sociétés*, vol. 6, n° 2, Québec, Département d'anthropologie de l'Université Laval, 1982, p. 131-140.
- Louder, Dean. « L'Archipel franco-américain : un commentaire personnel sur deux cultures fortes mais marginales », *Géographie et Cultures*, n°17, printemps 1996, p. 107-122.
- Louder, Dean et Eric Waddell, « Le défi de la francophonie nord-américain », *Québec Studies*, vol. 7, 1988, p. 28-4
- Lusztig, Michael. « Commerce et Constitution : une analyse de la stratégie de marchandage dans l'Accord canado-américain de libre-échange ». *Etudes internationales*, vol. XXVI, mars 1995, p. 36-59.
- Marzouki, Samir. « La maison francophone », *La revue des deux mondes*, nov, dec, 2001, p. 106-109.
- Nemni, M. « Les illusions dangereuses souveraineté et identité », *Cité Libre*, vol XXV, n°2, mars 1997.
- Mallen, Pierre-Louis, « Jean-Daniel Jurgensen, un québécois historique », *Lettre du Coeg* [Association pour la connaissance de l'œuvre de Charles de Gaulle en faveur du rapprochement de la France et qu Québec], n°3 automne 1987, p. 12-13.

Martel, Angéline. « L'étatisation des relations entre le Québec et les communautés acadiennes et francophones : chroniques d'une époque », *L'Egalité*, vol. 33, 1993 p. 13-79.

Morin, Claude. « De Gaulle et l'émergence internationale du Québec », in *De Gaulle en son siècle*. Paris, Institut Charles de Gaulle, 1990, p. 572-580.

Morin, Jacques-Yvan. « La personnalité internationale du Québec », *Revue québécoise de droit international*, vol.1, 1984, p. 163-304.

Morisset, Jean (1983), « Les Métis et l'idée de Canada », *The Canadian journal of natives studies*, vol. 3, n°1, 1983 p.197-213

Nzepa, Zacharie. « Espace francophone et politiques linguistiques : glottophagie ou diversité culturelle ? » *Présence francophone*, vol. 60, 2003, p. 80-97.

Olivier, Lawrence, et Guy Bédard, « Le nationalisme québécois, les Acadiens et les francophones du Canada », *Egalité*, n° 33 (printemps), Moncton, 1993, p.81-100.

Perron, Bruno. « Les relations Québec-Etats-Unis ». *Cahiers de Recherche 83-09*, Montréal, HEC-Cetai, 1983.

Peyrefitte, Alain. « De Gaulle voleva il Québec indipendente ». *Rivista italiana di geopolitica*, n°3, 1995, p. 291-293.

Peyrefitte, Alain. « De Gaulle : Il y aura une République française du Canada ». *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n°7, 1997, p. 13-22.

Poirier, Claude. « Une représentation dynamique de la francophonie », *Québec français*, n°134, été 2004, p. 97-99.

Portes, Jacques. « Vingt ans après...ou les métamorphoses du triangle Paris-Québec-Ottawa », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1990, n°288, p.93-209.

Portes, Jacques. « Les relations franco-québécoises: une perspective bibliographique », *International Journal of Canadian Studies*, 1992, p.183-193.

Portes, Jacques. « La Capricieuse au Canada », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 31, n°3, décembre 1977, p.351-370.

Kirton, John. « Une ouverture sur le monde : la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien », in *Etudes internationales*, vol. XXVII, n°2, Juin 1996, p. 254-280.

Regourd, Serge. « La culture comme enjeu politique », *Hermès*, n°40, 2004, p. 28 à 32.

Rohou, Camille. « La Diplomatie française au Québec », *Revue Québec-France*, numéro spécial, automne 1990, p. 23-25.

Rudner, Martin. « Le Canada et le monde en développement : l'aide et le commerce dans le cadre de la nouvelle politique étrangère canadienne ». *Etudes internationales*, vol. XXVII, juin 1996, p. 381-420.

Sabourin, Louis. « L'Action internationale du Québec », *Perspectives internationales*, automne 1981, p. 3-10.

Saint-Louis, Michel ; Ouellette, Roger. « L'acadie et le Nouveau-Brunswick sur la scène internationale : de l'improvisation à l'aplanification », *L'Egalité*, vol. 26. 1989, p. 53-71.

Soldatos, Panayotis. « Les relations internationales du Québec : une paradiplomatie à géométrie variable », in Monière Denis (dir.). *L'Année politique au Québec 1988-1989*. Montréal, Québec / Amérique, 1990, p. 77-84.

Souchet, Dominique. « Remarques sur le triangle Paris-Québec-Ottawa depuis 1967 », *Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France*, n° 32, 1992, p.131-142.

Thérien, Jean-Philippe. « Déterminants internes et externes de la participation canadienne à la Francophonie », *Revue d'Etudes Canadiennes*, vol. 6, 1992, p. 53-74.

Thérien, Jean-Philippe. « Co-operation and Conflict in the Francophonie ». *International Journal*, vol.48, 1993, p. 492-526.

Trudeau, Pierre Elliott. « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, vol. 46, avril 1962, p. 3-16.

Valantin, Christian. « Francophonie et langue française », *La revue des deux mondes*, nov. dec. 2001, p.52-59.

Waddell, Eric. « Les revenants : une dimension cachée des rapports entre le Québec et les diasporas canadienne-française et acadiennes en Amérique du Nord », *Etudes canadiennes*, vol. 21, tome 1, 1986, p.97-105.

Wolfe, Robert. « Vers l'ALETA ? Le libre- échange transatlantique et la politique étrangère canadienne », *Etudes internationales*, vol. XXVII, juin 1996, p. 353-380.

Wolton, Dominique. « Un atout pour l'autre mondialisation », *Hermès*, n° 40, 2004, p. 360-378.

Articles ou chapitres extraits d'ouvrages :

Beaudoin, Louise « Origines et développement du rôle international du gouvernement du Québec », in Paul Painchaud, (dir.), *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 441-470.

Barth, Fredrick « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Phillipe Poutignat et Jocelyn Streiff-Fenart (dir.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, p. 203-249.

Belkhodja, Chedly ; Ouellette, Roger « La coopération Québec-Acadie : 1960-1999 », in Fernand Harvey et Gérard Beaulieu (dir.) *Les Relations entre le Québec et l'Acadie de la tradition à la modernité*, Sainte-foy, IQRC-Editions de l'Acadie, p. 157-189.

Beauchemin, Jacques « De la nation à l'identité : la dénationalisation de la représentation politique au Canada français et au Québec », in S. Langlois ; J. Létourneau, *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, PUL, Cefan, 2004, p. 165 à 189.

Bernier, Luc « *The Foreign Economic Policy of a Subnational State : The Case of Quebec* », in Duchacek, Ivo et al. *Perforated Sovereignities and International Relations*, New York, Greenwood Press, 1988, p. 125 à 139.

Bernier, Luc « *Adjusting to NAFTA : State Enterprises and Privatization in Quebec in Light of the Mexican and American Experiences* », in Lachapelle, Guy (dir.), *Quebec Under Free Trade : Making Public Policy in North America*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 191-209.

Binon, Jean-François « Francophonie : ne nous trompons pas de combat », *Etudes*, n° juillet-août 1997, p. 27-35.

Brown, Douglas, « *The Evolving Role of the Provinces in Canada-U.S. Trade Relations* », in Brown, Douglas M ; Fry, Earl H. (dir.). *States and Provinces in the International Economy*, Berkeley, Institute of Governmental Studies, University of California Press, 1993, p. 93-144.

Cardinal, Linda ; Thériault, Joseph-Yvon, « La francophonie canadienne et acadienne confrontée au défi québécois », in Alain Gagnon et François, Rocher (dir.), *Répliques aux détracteurs de la souveraineté du Québec*, Montréal, VLB, 1992, p. 329-341.

Cassen, Bernard, « Les langues, ces fils d'or du combat contre la mondialisation libérale », *Manière de voir*, vol. 57, n° mai-juin 2001, p. 88-91.

Craven, Greg. « *Federal Constitutions and External Relations* », in Hocking, Brian, *Foreign Relations and Federal States*, London, Leicester University Press, 1993, p. 9-26.
Feldman, Elliott J ; Gardner Feldman, Lily « *Quebec's Internationalization of North American Federalism* », in, Duchacek, Ivo ; Latouche, Daniel ; Stevenson, Garth (dir.) *Perforated Sovereignities and International Relations*, New York, Greenwood, 1988, p. 69-80.

Dehaybe, Roger. *Un modèle alternatif*. La Revue des deux mondes, novembre-décembre. 2001, p. 27 à 31.

De Vriendt, Patricia-Anne, « De l'identité des francophonies minoritaires canadiennes : analyse du parcours de la FFHQ et de la FCFA du Canada, 1975-1995 », in Simon Langlois, Jocelyn Létourneau, *Aspect de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, PUL, Cefan, 2004, p. 293-307.

Frenette, Yves, « L'évolution des francophonies canadiennes. Éléments d'une problématique », in Simon langlois et Jocelyn Létourneau, *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, PUL, Cefan, 2004, p.3 à 18.

Gingras, François-Pierre, « La géométrie des appartenances dans les petites sociétés », in L. Boucher ; J - Y Thériault, *Petites sociétés et minorités nationales enjeux politiques et perspectives comparées*, Québec, PUC, 2005, p. 187-206.

Hamelin, J. « Québec et le monde extérieur, 1867-1967 », Québec, *Annuaire du Québec 1966-1967*, p. 2-36.

Harvey, Fernand, « Le Québec et le Canada français. Histoire d'une déchirure », in Simon Langlois (dir.) *Identité et cultures nationales. L'Amérique française en mutation*, Sainte-Foy, PUL, coll. « culture française », 1995, P. 49-64.

Jacomy Millette, « Aspects juridiques des activités internationales du Québec », in Painchaud, Paul (dir.) *Le Québec et le Canada sur la scène internationale*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 515-544.

Lebel, Sylvie, « Le parcours identitaire des métis du Canada : évolution dynamisme et mythes », In S. Langlois J. L étourneau, *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, PUL, Cefan , 2004, p. 75-93.

Leduc, François ; Furlong, Jean-pierre ; Deslauriers, Christian, « Les relations internationales », in *Le Québec statistique*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1989, p. 211-227.

Mace, Gordon ; Gosselin, Guy, « La politique internationale du Québec après l'échec du Lac Meech », in Balthazar, Louis, *Le Québec et la restructuration du Canada 1980-1992*, Québec, Septentrion, 1992, p. 212-243.

Mace, Gordon ; Bélanger, Louis ; Bernier, Ivan, « *Canadian Foreign Policy and Quebec* », in Cameron, Maxwell ; Molot, Maureen Appen. *Canada Among Nations 1995 : Democracy and Foreign Policy*, Ottawa, Carleton University Press, 1995, p. 119-143.

Martel, Marcel. « Trois clés pour comprendre la rupture du Canada français », in Benoit Cazabon, (dir.) *Pour un espace de recherche au Canada français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, p. 35-52.

Martel, Marcel. « Le débat autour de l'existence et de la disparition du Canada français : état des lieux », in S. Langlois, J. Létourneau, *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne Québec*, PUL, Cefan, 2004, p. 129 à 145.

Nielsen, Kai. « Le nationalisme culturel, ni ethnique ni civique », in Michel Sarra-Bournet (dir.) *Le Pays de tous les québécois : diversité culturelle et souveraineté*, Montréal, VLB éditeur, collection Partis pris actuels, 1998, p. 143-159.

Noreau, Pierre. « La nation sans culture ou l'art difficile de se conter des histoires », in Michel Sarra-Bournet (dir.) *Le Pays de tous les québécois : diversité culturelle et souveraineté*, Montréal, VLB éditeur, collection Partis pris actuels, 1998, p. 131-141.

Morin, Claude « Le Québec dans le monde : l'émergence internationale du Québec » in Fernand, Dumont (dir.) *La société québécoise après trente ans de changements*. Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture, 1990, p 231-237.

Painchaud, Paul, « L'Etat du Québec et le système international », in Gérard Bergeron ; Réjean Pelletier, *L'Etat du Québec en devenir*, Montréal, Boréal, 1980, p. 351-370.

Painchaud, Paul, « *The Epicenter of Quebec International Relation* », in Ducacek, Ivo, et al. *Perforated Sovereignities and International Relations : Trans-sovereign Contacts of Subnational Governments*, Westport, Greenwood Press, 1988, p. 91-97.

Roy, Jean-Louis « Les relations du Québec et des Etats-Unis (1945-1970) », in Painchaud, Paul (dir.), *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 497-514.

Seymour, Michel, « Le français comme langue publique commune », in L. Boucher ; J.Y Thériault, *Petites sociétés et minorités nationales enjeux politiques et perspectives comparées*, Québec, PUC 2005, p. 49 à 66.

Schmachtel, Marc-André, « L'évolution des relations entre le gouvernement du Québec et les minorités francophones du Canada depuis 1976 », in S. Langlois, J. Létourneau, *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, PUL, Cefan, 2004, p. 309-320.

Thérien, Jean-Philippe ; Bélanger, Louis ; Gosselin, Guy « La politique étrangère québécoise », in Alain Gagnon, (dir.) *Québec Etat et Société*, Montréal, Québec/Amérique, 1994, p. 255-278.

Thériault, Joseph-Yvon, « Le désir d'être grand », in L. Boucher ; J-Y Thériault, *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*. Québec, PUC, 2005, p. 67 à 77.

Vaugeois, Denis, « Québec et le monde extérieur : 1967-1972 », in *Annuaire du Québec*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1973, p. 156-162.

Waddell, Eric, « Un continent-Québec et une poussière d'îles, asymétrie et éclatement au sein de la francophonie nord-américaine », in Claude Poirier (dir.) *Langue, espace, société. Les variétés du français en Amérique du Nord*, Québec, PUL, Cefan, 1994, p.203-225.

Ouvrages périphériques :

Allies, Paul ; Négrier, Emmanuel ; Roche, François. *Pratique des échanges culturels internationaux*. Paris, DF, 1994, 138 p.

Amiot, Eric. *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français 1940-1945*. Montréal, Fides, 1999, 365 p.

Anctil, Pierre ; Caldwell, Gary. *Juifs et réalités juives au Québec*. Montréal, IQRC, 1983, 371 p.

Anderson, Benedict. *L'Imaginaire national, Réflexions sur l'origine et l'essor du Nationalisme*. Paris, La Découverte, 1996.

Angers, Stéphanie ; Fabre, Gérard. *Echanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000) : Les réseaux de la revue Esprit avec la Relève, Cité Libre, Parti pris et Possibles*. Paris-Montréal, L'Harmattan-PUL, coll. Logiques sociales, 2004, 248 p.

Appadurai, Arjun. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la mondialisation*. Paris, Paylot, 2001, 322 p.

Arendt, Hannah. *Les origines du totalitarisme : l'impérialisme*. Paris, Seuil, 1982.

Atkinson, D. ; Bernier, I. ; Sauvageau, F. (dir.) *Souveraineté et protectionnisme en matière culturelle*. Québec, PUC, 1991.

Axworthy, Thomas ; Trudeau, Pierre Elliott. *Les années Trudeau*. Montréal, Editions du Jour, 1990.

Balle, François. *La politique audiovisuelle extérieure de la France. Rapport au ministre des Affaires étrangères*. Paris, DF, 1996.

Balthazar, Louis. *Bilan du nationalisme au Québec*. Montréal, l'Hexagone, 1986.

Balthazar, Louis ; Hero, Alfred, Junior. *Le Québec dans l'espace américain*. Montréal, Québec-Amérique, 1999, 362 p.

Bavoux, Claudine ; Dupuis, Régine ; Kasbarian, Jean-Michel ; Latin, Danièle (dir.) *Le français dans sa variation*. Paris, L'Harmattan, 2000.

Beaucé, Thierry (de.) *Nouveau Discours sur l'Universalité de la langue française*. Paris, Gallimard, 1998.

Beauchemin, Jacques. *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal, VLB éditeur, Etudes québécoises, 2002, 208 p.

Beniamino, Michel. *La francophonie littéraire : essai pour une théorie*. Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999.

Bergeron, Gérard. *Quand Tocqueville et Siegfried nous observaient...* Sillery, Presses Universitaires du Québec, 1990.

Bernard, R. *Vision d'avenir. «Le déclin d'une culture Recherche, analyse et bibliographie, Francophonie Hors Québec, 1980-1990.»* T.1, Ottawa, Fédérations des jeunes Canadiens français, 1990.

Bernard, Roger. *Le Canada français : entre mythe et utopie.* Ottawa, Le Nordir, 1998.

Bertrand, A. ; Kalafatides, L. *L'OMC le pouvoir invisible.* Paris, Fayard, 2002.

Biondi, Jean-Pierre. *Senghor ou la tentation de l'Universel.* Paris, Denoël, coll. Destins croisés, 1993, 197 p.

Bissoondath, N. *Le marché aux illusions La méprise du multiculturalisme,* Montréal, Boréal, 1995.

Bouchard, Gérard. *La Nation québécoise au futur et au passé.* Montréal, VLB éditeur, collection balises, 1999, 160 p.

Bouchard, Gérard. *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde.* Montréal, boréal, 2000, 502 p.

Bouchard, Gérard ; Lacombe, Michel. *Dialogue sur les pays neufs.* Montréal, Boréal, 228 p.

Bouchard, G ; Lamonde Yvan, (dir.) *La Nation dans tous ses états : le Québec en comparaison.* Paris, L'harmattan, 350 p.

Boucher, Jacques ; Theriault, Joseph-Yvon (dir.) *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées.* Québec, PUC, 2005, 395 p.

Bracq, Jean-Charlemagne. *L'évolution du Canada français.* Paris, Plon, 1927, 457 p.

Brincourt, André. *Langue française. Terre d'accueil.* Monaco, Editions du Rocher, 1997.

Bruckner, Pascal. *La tyrannie de la pénitence, Essai sur le masochisme occidental.* Paris, Grasset, 2006, 251 p.

Burelle, André, *Le mal canadien,* Montréal, Fides, 1995.

Calvet, Jean-Louis. *Pour une écologie des langues dans le monde.* Paris, Plon, 1999.

Calvet, J-L. *La Guerre des langues et des politiques linguistiques.* Paris, Hachette, Littératures, 1999.

Calvet, Jean-Louis. *Le Marché aux langues. Les effets linguistiques de la mondialisation.* Paris, Plon, 2002, 220 p.

Camara, Aliou, *La philosophie politique de Léopold Sédar Senghor*. Paris, L'Harmattan, 2002.

Castells, Manuel, *Le pouvoir de l'identité*. Paris, Fayard, 1999.

Castoriadis, Cornélius. *La montée de l'insignifiance*. Paris, Seuil, 1996.

Chaudenson, Robert. *Vers une Révolution Francophone*. Paris, L'Harmattan, 1989.

Chaudenson, Robert ; Renard Raymond. *Langues et développement*. Paris, AIF-Didier érudition, 1999.

Chaurand, Jacques. *Nouvelle histoire de la langue française*. Paris, Seuil, 1999.

Cerquiglioni, Bernard ; Corbeil, Jean-Claude ; Klinkeberg, Jean-Marie ; Peeters, Benoît. *Tu parles ! ? Le français dans tous ses états*. Paris, Flammarion, 2000.

Cohen, Samy ; Smouts, Marie-Claude. *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris, PUF, 1985, 436 p.

Daigle, Jean (dir.), *L'Acadie des Maritimes*. Moncton, Centre d'études acadiennes, 1993, 908 p.

Dion, Léon. *Le duel constitutionnel Québec Canada*. Montréal, Boréal, 1995.

Djian, Jean-Michel. *Léopold Sédar Senghor : genèse d'un imaginaire francophone*. Paris, Gallimard, coll. NRF, 2005, 245 p.

Dumont, Fernand. *Le lieu de l'homme : La culture comme distance et mémoire*. coll. du nénuphar, Saint-Laurent (Québec), Fides, 1^{er} éd. en 1968, 1994, 264 pages.

Dumont, F. *La vigile du Québec. Octobre 1970 : L'impasse?* Montréal, Hurtubise, HMH, 1971, 193 pages.

Dumont, Fernand. *Le sort de la culture*. coll. Positions philosophiques, Montréal, l'Hexagone, 1987, 333 pages.

Dumont, Fernand. « *Quelle révolution tranquille?* », *La société québécoise après 30 ans de changements*. Québec, IQRC, 1991.

Drouilly, Pierre. *Indépendance et démocratie. Sondages, élections et référendums au Québec 1992 - 1997*. Paris-Montréal, L'Harmattan, 1997, 355 p.

Duneton, Claude. *La Mort du français*. Paris, Plon, 1999.

Elbaz, Mikhael ; Fortin, André ; Laforest, Guy (dir.) *Les frontières de l'identité*. Québec PUL, 1996

Elbaz, Mikhael (dir.) *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*. Paris, L'Harmattan, 2000.

- Farchy, Joelle. *La fin de l'exception culturelle ?* Paris, Editions du CNRS, 1999, 268 p.
- Fortin, Andrée (dir.) *Produire la culture, produire l'identité*. Québec, PUL, Collection Cefan, 2000, 260 p.
- Fukuyama, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier des hommes*. Paris, Flammarion, 1992
- Gagnon, Serge. *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920*. Québec, PUL, 1978.
- Gallet, Dominique. *Pour une ambition francophone*. Paris, L'Harmattan, 1995.
- Gauthier, J. *Mondialisation des Echanges et Questions linguistiques*. Québec, Conseil de la langue française, 1994.
- Gentil, Geneviève ; Poirrier, Philippe (dir.) *La politique culturelle en débat, anthologie 1955-2005*. Paris, DF, 2006, 207 p.
- Giraud, Marcel. *Le Métis canadien*. Saint-Boniface, Editions du blé, 2 vol, 1980, 890 p.
- Girardet, Raoul. *Nationalismes et Nations*. Paris, Complexes, 1996.
- Gournay, Bernard, *Exception culturelle et mondialisation*. Paris, Presses de Sciences-Po, 2002.
- Héro, Alfred Junior. *La Louisiane et le Canada francophone*. Montréal, Société d'histoire de Longueuil, éditions du fleuve, 1991.
- Hobsbawm, Eric. *Nations et Nationalismes depuis 1780*. Paris, Gallimard, 1992.
- Holloway, Kaye. *Le Canada : Pourquoi, l'impasse ?* Ottawa, Nouvelle optique, 1983.
- Johnson, Donald, (dir) *Lac Meech : Trudeau parle*. Québec, Hurtubise, 1989.
- Kaltemback, Michelle ; Rocard, Marcienne (dir.) *Le Canada : nouveaux défis*. Toulouse, Editions universitaires du Sud, coll. Sociétés, 2005, 352 p.
- Khaznadar, Chérif ; Grund, Françoise. *Atlas de l'imaginaire*. Paris, Maison des cultures du monde Editions Favre, 1996, 207 p.
- Laforest, Guy. *Trudeau et la fin du rêve canadien*. Québec, Septentrion, 1992.
- Lamonde, Yvan. *Allégeances, dépendances : l'histoire d'une ambivalence identitaire*. Québec, éditions nota bene, 2001.
- Lamothe, Henri (de.) *Cinq mois chez les Français d'Amérique*. Paris, 1879.
- Lantier, Pierre ; Rousseau, Guido (dir.) *La culture inventée. Les stratégies culturelles au XIX^e et au XX^e siècles*. Québec, IQRC, 1992.

Leclerc, Gérard. *La mondialisation culturelle : les civilisations à l'épreuve*. Paris, PUF, 2000, 488 p.

Léger, Jean-Marc. *Afrique française, Afrique nouvelle*. Ottawa, Le Cercle du livre du France, 1958, 247 p.

Léonard, Yves. *La Lusophonie dans le monde*. Paris, DF, coll. Problèmes politiques et sociaux, n° 803, 1998, 84 p.

Létourneau, Jocelyn. *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*. Montréal, Boréal, 2000, 194 p.

Leymarie, Michel ; Sirinelli, Jean-François (dir.). *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*. Paris, PUF, 2003, 487 p.

Lombard, Alain, *Politique culturelle internationale : le modèle français face à la mondialisation*. Actes Sud, Lemeac, Arles-Montréal, Collection Babel Internationale de l'imaginaire, 2003, 360 p.

Maclure, Jocelyn. *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*. Montréal, Québec-Amérique, 2000.

Mandel, Michael, *La Charte des droits et libertés, et la judiciarisation du politique au Canada*. Montréal, Boréal, 1996.

Martin-Castelnau, David. *Les francophobes*. Paris, Fayard, 2002, 254 p.

Mathieu, Geneviève. *Qui est Québécois ? Synthèse sur le débat sur la redéfinition de la nation*. Montréal, VLB éditeur, études québécoise, 2001, 135 p.

McWhinney, E. « *Quebec and the Constitution, 1960-1978* ». Toronto, Presses de l'Université de Toronto, 1979, 170 p.

McWhinney, E. « *Canada and the Constitution, 1979-1982, Patriation and the Charter of Rights* ». Toronto, Presses de l'Université de Toronto, 1982, 277 p.

Morin, Claude. *La dérive d'Ottawa. Catalogue commenté des stratégies tactiques. Manœuvres, fédérales*. Montréal, Boréal, 1998, 107 p.

Normand, Lester. *Le livre noir du Canada anglais I et 2*. Montréal, Les Intouchables, 2001 et 2002.

Painchaud, Paul (dir.) « *From Mackenzie King to Pierre Trudeau : Forty years of Canadian Diplomacy* ». Québec, Presses de l'Université Laval, 1989.

Pinau, Bernard ; Roche François. *Histoire de la diplomatie culturelle des origines à 1995*. Paris, DF, 1995, 295 p.

Raymond, Jean-François (de). *L'action culturelle extérieure de la France*. Paris, DF, 2000, 136 p.

Rebourd, Serge. *L'exception culturelle*. Paris, PUF, Que sais-je, 2002, 128 p.

Rebourd, Serge. *De l'exception à la diversité culturelle*. Paris, DF, coll. Problèmes politiques et sociaux, n° 904, 2004, 118 p.

Renouvin, Pierre ; Duroselle, Jean-Baptiste. *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Paris, Armand Collin, 4^e édition, 1991, 532 p.

Rigaud, Jacques. *Les relations culturelles extérieures*. Paris, DF, 1979, 112 p.

Rudin, Ronald. *Histoire du Québec anglophone 1759-1980*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1986, 332 p. [traduit de l'anglais par Robert Pare].

Ryan, Claude. *Regards sur le fédéralisme canadien*. Montréal, Boréal, 1995.

Seymour, Michel. *La Nation en question*. Montréal, l'Hexagone, 1999, 208 p.

Said, Edouard. *Culture et impérialisme*. Paris, Fayard, 2000, 556 p.

Seymour, Michel. *Le pari de la démesure. L'intransigeance canadienne face au Québec*. Montréal, l'Hexagone, 2001.

Silver, Arthur ; French canadian idea of confederation. Toronto, UTP, 2^e édition, 1997, 283 p.

Soldatos, Panayotis ; Masclet, Jean-claude (dir.) *L'Etat-Nation au tournant du siècle: les enseignements de l'expérience canadienne et européenne*. Montréal, Université de Montréal, chaire Jean Monnet, 1997, 346 p.

Taylor, Charles. *Rapprocher les solitudes*. Sainte-foy, PUL, 1992, 233 p.

Thériault, Joseph-Yvon. *L'identité à l'épreuve de la modernité. Ecrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*. Moncton, Editions de l'Acadie, 1995.

Thériault, Joseph-Yvon. *Critique de l'américanité*. Montréal, Québec-Amérique, coll. Débats, 2002, 357 p.

Todorov, Tzvetan. *L'homme dépaycé*. Paris, Seuil, 1996.

Trémaudan, Auguste-Henri (de) *Histoire de la nation métisse*. Saint-Boniface, Editions du blé, 1979, 448 p.

Trudeau, Pierre Elliott. *Le fédéralisme et la société canadienne française*. Montréal, Hurtubise HMH, 1967

Venne, Michel. *Penser la nation québécoise*. Montréal, Québec-Amérique, 2000, 368 p.

Verne, Jules, *Famille sans nom*. Montréal, Editions Stanké, 1999 [dernière édition], Collection 10/10, 402 p.

Walter, Henriette. *Honni soit qui mal y pense : l'incroyable amour entre le français et l'anglais*. Paris, Robert Laffon, 2001.

Warnier, Jean-Pierre. *La mondialisation de la culture*. Paris, La découverte, 1999, 121 p.

Wolton, Dominique. *L'autre mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, 211 p.

Mémoires de maîtrise et de Dea:

Beaudoin, Louise. *Les Relations France-Québec : deux époques, 1855-1910, 1960-1972*. Sainte-Foy, Université Laval, 1974.

Bière, Sabine. *Les Relations franco-canadiennes*. Bordeaux, Université de Bordeaux, faculté de droit, 1977, 158 p.

Décary, Jean. *Claude Morin et les Relations internationale du Québec (1963-1980)*. Montréal, UQAM, 2002, 1999 p.

Dimic, Nicolas. *Les Relations franco-canadiennes sous la présidence de Valérie Giscard d'Estaing*. Paris, Institut d'Études Politiques de Paris. 1985, 63 p.

Dufour, Vincent. *Les Relations France-Québec après de Gaulle : 1969-1990. La Politique de la France en question*. Paris, Université de Paris I. 1991, 89 p.

Elie, Jean-Louis. *Vive le Québec libre et ses répercussion sur la presse française*. I.E.P Aix-en-provence, 1974. 170 p.

Giasson, Thierry. *L'influence politique dans la construction de l'ordre du jour des médias. Le cas de la campagne référendaire québécois de 1995*. Montréal, UDM, 1997.

Guilmain, Sylvain. *Le rôle de Georges-Emile Lapalme et André Patry dans la mise en place d'une politique des relations internationales du Québec de 1960 à 1968*. Montréal, UQAM, 1999, 136 p.

Hudon, Marie-Eve. *L'Assymétrie et la gouvernance linguistique : une nouvelle façon de concevoir les droits des minorités linguistiques au Canada*. Ottawa, Université d'Ottawa, 2001.

Larose, sylvain. *La création de la délégation du Québec à Paris*. UQAM, 2000.

Leblanc, Jeffrey. *L'impact de la Révolution tranquille sur les rapports entre le Québec et les francophones minoritaires du Canada*. Ottawa, Université d'Ottawa, 2001.

Malone, Christopher. *La politique québécoise en matière de relations internationales : changement et continuité (1960-1972)*. Ottawa, Université d'Ottawa, 1974.

Néron, Caroline. *Les Relations franco-québécoises de 1970 à 1995*. Institut Catholique de Paris, 1995.

Poulin, Philippe. *Les relations France-Québec au cours du second mandat du gouvernement Lévesque 1980-1985*. Montréal, UDM, 1997, 290 p.

Serex, Stéphanie, *La dualité canadienne en politique étrangère étude de cas : la Francophonie*. UQAM, février 1998, 158 p.

Thèses de doctorat :

Bruandet, Evelyne. *Le modèle canadien à l'épreuve des années 1980*. Université de Nancy II, 1997.

Caron-Lelerc, Marie-France. *Les témoignages anciens sur le français du Canada du XVI^e au XIX^e siècle : édition critique et analyse*. Sainte-Foy, Université Laval, 1998.

Combres, Alain. *La question linguistique et les partis politiques québécois 1960-1990*. Université de Paris I, 1996, 643 p.

Cortier, Claude. *Institution de l'Alliance française et émergence de la francophonie des politiques linguistiques et éducatives de 1880 à 1914*. Université de Lyon II, 1998.

Epinette, Françoise. *L'Accession démocratique du Québec à la souveraineté nationale. Le défi du Parti Québécois*. Université de Paris I, 1996, 478 p.

François Richard, Nathalie. *La France et le Québec 1945-1967 dans les archives du ministère des affaires étrangères français*. Université de Paris VIII, 1998.

Noda, Shiro. *Les relations extérieures du Québec de 1970 à 1980 : Comparaison des gouvernements Bourassa et Lévesque*. Montréal, UDM, 1989.

Saint Robert Jastrab, Marie-Josée, (de). *La politique de la France à l'égard de la langue française 1960-1994*. Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1995.

Traisnel, Christophe. *Le nationalisme de contestation. Le rôle des mouvements nationalistes dans la politique des identités wallonne et québécoise en Belgique et au Canada*. Montréal-Paris, UDM-Université Panthéon-Assas, 2004,

Vuillardot, Maud. *Elites et opinions : la presse écrite comme un forum lors du référendum québécois de 1995*. Montréal-Montpellier, UQAM-Université Montpellier I, 2003, 370 p.

Comptes-rendus de conférences, de colloques, de communications et de rapports :

Abou, S. ; Haddad, K. *Une Francophonie différentielle*. Acte du colloque organisé par la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Saint-Joseph, Beyrouth, mai 1993, Paris, L'Harmattan, 1994.

Actes de la cinquième Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernement des pays ayant le français en partage, Grand-Baie (Maurice), 16, 17, 18 octobre 1993, Secrétariat de la Conférence 434 p.

Bélanger, Louis. *Les espaces internationaux de l'Etat québécois*. Communication présentée au colloque annuel de l'Association Canadienne de Science Politique. Ottawa, Université Carleton, 6 juin 1993.

Biennale de la Langue française. *La diversité linguistique : langue française et langues partenaires de Champlain à Senghor, synthèse des travaux de la XX^e Biennale*. La Rochelle, 2003, Paris Presses de l'Université de la Sorbonne, 2004, 64 p.

Boulet, Jac-André. *Le développement économique de Montréal et la Charte de la langue française* dans Actes du congrès "Langue et société au Québec", Québec, Editeur officiel du Québec, 1984, p. 380-383.

Centre québécois des relations internationales. *Les Sommets francophones : Nouvel instrument de relations internationales*. Québec, coll. « Choix », 1988, 232 p.

Colloque franco-québécois de septembre 1979. *Le général de Gaulle, le Québec et la francophonie*. Etudes gaulliennes, T.7, n° 27-28, septembre 1979, 233 p.

Croisat, Maurice. *Le Québec, de Gaulle et l'opinion publique française en juillet-août 1967*. Québec-France and the U.S : Two special relation-ships, New York, Center for European Studies, City University of New York, Workshop Conference, 20-21 novembre 1986, 21 p.

Gotlieb, Allan. *Les Etats-Unis et la politique étrangère du Canada*. Conférence commémorative O.D. Skelton, Toronto, 10 décembre 1991.

Morin, Jacques-Yvan. *Nécessité d'une politique extérieure pour le Québec*. Allocution devant l'Association des économistes du Québec, Montréal, 6 mai 1983.

Roy, Isabelle. *Entre la non ingérence et la non indifférence. Les relations entre la France et le Québec depuis 1976*. Rapport de recherche effectuée dans le cadre du cycle international des études de l'E.N.A, Paris, 1996, 43 p.

Sudre, Aurore. *Quelle définition et quel contenu donneriez-vous à une "citoyenneté francophone"*, [mémoire de Diplôme universitaire], Lyon, Iframond-Université Jean Mouin, 2004, 84 p.

Textes officiels et Données Statistiques :

Agence Intergouvernementale de la Francophonie. *Charte de la Francophonie*, Paris, AIF, 2000.

Assemblée Internationale des Parlementaires de Langue française. *1967-1997, 30 ans de francophonie parlementaire*. Paris, Editions de l'AIPLF, 1997.

Association internationale des Maires Francophones. *L'AIMF en action : des maires et des hommes*, Paris, Le Cherche midi éditeur, 1999.

Gouvernement du Québec. *Rapport Gendron, Livre 1: La langue de travail*, Québec, 1972, 379 p.

Gouvernement du Québec. *Rapport Gendron, Livre 2: Les droits linguistiques*, Québec, 1972, 474 p.

Gouvernement du Québec. *Rapport Gendron, Livre 3: Les droits ethniques*, Québec, 1972, 570 p.

Gouvernement du Québec, communications. *Recueil des Ententes internationales du Québec 1964-1983*. Québec, Editeur officiel, 1984.

Gouvernement, Relations internationales. *Le Québec dans le monde : le défi de l'interdépendance*. Québec, Éditeur officiel, 1984.

Gouvernement, Relations internationales. *Répertoire des intervenants internationaux du Québec*. Québec, Éditeur officiel, 1986.

Gouvernement du Québec, commerce extérieur et développement technologique. *L'Accord de libre échange entre le Canada et les Etats-Unis : Analyse dans une perspective québécoise*. Québec, Editeur officiel, 1987.

Gouvernement du Québec, Assemblée nationale. *Loi sur le ministère international*. Québec, Editeur officiel, 1988.

Gouvernement du Québec, communications. *Recueil des Ententes internationales du Québec 1984-1989*. Québec, Editeur officiel, 1990.

Gouvernement du Québec, Affaires internationales. *Le Québec et l'interdépendance : le monde pour horizon*. Québec, Éditeur officiel, 1991.

Gouvernement du Québec, Affaires internationales. *La libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique : les enjeux dans une perspective québécoise*. Québec, Éditeur officiel, 1992.

Gouvernement du Québec, Affaires internationales. *Le Québec et l'accord de libre échanges nord-américain*. Québec, Éditeur officiel, 1993.

Gouvernement du Québec, communications. *Recueil des Ententes internationales du Québec 1990-1992*. Québec, Editeur officiel, 1993.

Gouvernement du Québec, *Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada, un dialogue, une solidarité agissante*, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, 1995, 29 p.

Herbillon, Michel. *Les Langues dans l'Union élargie : pour une Europe en V.O.*, Paris, Assemblée nationale, Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, Rapport d'information, n°902, juin 2003, 144 p.

Lévesque, Michel. *René Lévesque : Textes et entrevues 1960-1987*. Sillery, Presses Universitaires du Québec, 1991.

Martin, Yves ; Turcotte, Denis. *Le Québec dans le monde, Textes et Documents*. Sainte-Foy, Association Québec dans le Monde, 1990.

OIF. *Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation*, [Colloque international organisé par l'Organisation des Etats Ibéro-américains, la Communauté des pays de langue portugaise, le Secrétariat de la coopération ibéro américaine, l'Union latine et l'Organisation internationale de la Francophonie], Paris, 20-21 mars 2001, 326 p.

Organisation internationale de la Francophonie, *Actes de la 9^e Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement des pays ayant le français en partage, 18-20 octobre 2002*, Paris, OIF, 2003, 376 p.

Sabourin, Paul, (dir.). *Langues et Union européenne, Colloque du 6 novembre 2003 à l'Assemblée nationale française en collaboration avec Cercle Richelieu-Senghor de Paris*. Bruxelles, Bruylant, 2004, 138 p.

Taintirier, Jean. *De Gaulle au Québec, le dossier des quatre journées*. Montréal, Éditions du Jour, 1967.

INDEX

A

Acadie, 60, 96, 135, 164-165, 201, 363, 393, 438, 447, 464, 501, 518, 560, 574, 578.
ACCT, 105, 202, 242, 246, 250, 252-253, 260, 283, 349, 358, 376, 378, 381, 384, 387, 389-390-404, 407-413, 425, 446-447, 470-472, 495, 511, 513, 516, 534-535, 540-543, 559, 567, 570, 572, 580, 580, 588-589,
AIJLF, 182, 185-209, 229, 249, 256, 275, 337,
AIMF 249, 258, 261, 270-278, 561, 580.
Alliance Française, 133, 137, 140-141, 191, 216, 256, 275,
Alliance Israélite Universelle, 141-148, 194, 256.
Américanité, 122, 242, 406-408, 417, 456-458, 559
Amérique française, 63, 65, 69, 75, 156, 164-165, 219, 273, 283, 292, 491, 501, 584
Archipélisation, 155, 160, 163,
Assemblée Parlementaire de la Francophonie, 124, 215, 266, 269
AUPELF [AUF], 220-268, 277, 288, 291, 337, 348, 375, 386, 393, 396, 399, 495, 513, 545, 589, 597,

B

Beaudoin Louise, 121-122, 185, 215, 249, 268, 270, 277, 342, 357, 367, 407, 418, 429, 441, 460, 463, 473, 475-484, 490, 498, 524-525, 536, 542, 548, 561, 566, 575
Béguelin, Roland, 594, 597,
Bertrand Jean-Jacques, 262, 332, 349, 350-351, 360-363, 367, 372, 374, 378-381, 385, 441, 424, 426, 468
Beyrouth, sommet de, 103, 200,
Bodson, Victor, 262,
Bouchard Lucien, 485, 513, 521, 535, 541, 572
Bourassa Henri, 74, 78-79, 153, 336,
Bourassa Robert, 360, 394, 397, 401, 410, 413-414, 425, 429, 481, 484, 489, 493-494, 499, 500, 505-507, 512, 519, 521, 524-525, 528-529, 531-532, 539, 542, 544, 546-548, 551-553, 564-565
Bourguiba, Habib, 86, 104, 106, 231, 290-291, 299, 308, 354-355, 375, 386, 404, 409, 441, 449, 521,
Boutros-Ghali Boutros, 108, 113, 123,

C

Cassin, René, 143,
Cercle Québécois 183-184, 190, 210, 220, 224, 226-227, 229, 240, 256, 282, 286, 295, 297-298, 314-317, 320, 325, 329, 333-334, 336, 341, 347, 367, 380, 383, 386, 409, 471, 524, 531, 533, 542, 552, 556, 561, 565, 571
Chaillot, sommet de, 107, 536-537, 539-540, 542-543, 549-550, 556-559,
Champoux, Roger, 186, 192, 214, 220, 227, 240
Charte de la Langue française, [Loi 101], 96, 186, 429-441, 443, 499,
Chirac Jacques, 271, 307, 420-422, 426, 443, 477, 497, 557, 565-567, 571-573, 579
Chrétien Jean, 491, 548, 555, 567, 574
Coefficient francophone, 520, 596
Confejes, 386, 400, 589
Confemen, 103, 300, 346, 353, 366, 390, 539
Cotonou, Sommet francophone de, 123, 129, 271, 554-559, 580,
CVFA, 153, 155-157, 159-162, 164-165, 169, 259, 574

D

Dakar, sommet de, 197, 265, 513, 515-516, 538, 549, 558, 594
Diori Hamani, 86, 287, 289-291, 299, 308, 359-360, 374, 377, 384-386, 388, 394-395, 404, 409, 449, 480, 521, 538
Diouf, Abdou, 486, 493, 495, 505, 530, 538, 549
Dorin Bernard, 184-185, 231, 314, 317-319, 324-326, 331, 337, 346, 349, 361, 376, 442, 452, 469, 475, 477,
Duhaime, Clément, 590,
Duplessis [Le Noblet], Maurice, 80, 169, 214, 331, 350, 385, 417
Durham, Rapport, 69

E

El Fasi, Mohammed, 226, 230, 234

F

Fabre, Hector, 229, 343
FFA, 514, 539
francité, 78, 87, 82, 114-118, 129, 137-138, 141, 148, 152, 181, 206-207, 209, 212, 223, 226, 231, 233, 248, 266, 283, 285, 290, 298, 310-311, 317, 319, 326, 328-329, 337, 348, 359, 364, 387, 405, 494, 497, 518, 545, 57
francophobie, 74,
francophonie, 82, 94, 114-115, 165, 181, 184, 201-202, 217, 226, 232, 247, 252-254, 264-265, 310, 405, 455, 494, 559

G

Gaulle, Charles de, 83, 119-120, 134, 183, 197, 229, 233-235, 250, 265, 278, 283-284, 286-287, 289-291, 297-299, 301-302, 304-306, 308-312, 314, 316-318, 320, 324-325, 330, 338, 340-342, 346, 348, 353, 366, 374, 377, 386, 402-403, 422, 444, 451, 461, 463, 466, 468, 474, 478, 531, 564, 573, 579,
Gérin-Lajoie, Paul, 229, 242, 250, 295, 300-301, 321, 325, 327-328, 344, 347-348, 367-369, 402, 460, 477, 484-485, 489, 508, 534, 361, 587
Grand'Baie, sommet de Maurice, 121, 543, 547, 550-552, 556,

H

Hanoï, Sommet de, 104, 124, 556
Hispanophonie, 88, 109, 129, 226, 255, 456, 523

J

Jaudoin-Prom, Geneviève, 207-209,
Johnson, Daniel, 301, 337, 342, 344, 347, 349, 356, 385, 402, 414-415, 546, 554, 564
Johnson, Pierre-Marc, 482

K

Kattan, Naim, 148
Kinshasa, conférence de, 234, 343-343, 352, 362, 366, 404, 460

L

Lapalme, Georges-Emile, 239, 250, 300-301, 323, 326, 331, 335, 338-342, 347, 351, 402, 477, 480, 546,
Latinité, 88, 439, 455, 478
Laurin, Camille, 95, 303, 367, 429-430, 432-433, 460, 476, 490
Léger, Jean-Marc, 101, 110, 116, 118, 152, 164, 168, 170, 174, 176, 183-186, 190, 192-193, 196-198, 201, 204-205, 207-210, 214-215, 218, 220, 222, 225-228, 232, 237-239,

243, 246-248, 250, 274-277, 305, 315, 324, 326, 333, 335-336, 340-342, 348, 360, 378, 381-386, 391-393, 395-397, 399-400, 402, 404, 426, 441, 444, 450, 453, 477-478, 480, 486, 496, 502, 524, 601

Lesage, Jean, 170, 239, 299-300, 322, 325, 337, 350, 409, 412, 414, 424, 484, 549, 553

Lévesque, René, 174, 262-263, 268, 302, 309, 340, 368, 407, 418, 435, 442, 444-446, 452-453, 466-468, 470, 472, 474, 477-478, 525, 576,

Libreville, conférence de, 103, 234, 283, 342-343, 345-349, 351-355, 360, 366-367, 374-377, 387, 392, 404, 409, 413, 484, 506, 591

Lusophonie, 88, 109, 129, 226, 255, 456, 523

M

Mission Laïque Française, 137-141, 151

Mitterrand, François, 54, 103, 105, 107, 349, 444, 452, 455, 460-462, 464-472, 474-478, 480, 486-487, 489, 495-497, 505, 509, 519, 525, 531, 538-539, 544, 550-552, 565-566

Moncton, Sommet de, 123, 558

Morin, Claude, 315, 321-322, 339, 348, 350, 381, 413, 418, 443, 448, 471, 477

Morin, Rosaire, 172-176

Mulroney, Brian, 460, 475-476, 481-482, 490-491, 493, 495, 500, 506-507, 511, 518, 531, 535, 538-539, 541, 543, 548-549, 552, 558, 561

N

Niamey I, conférence de, 373, 375-376, 378, 380-381, 385, 388, 390-391, 445

Niamey II, conférence de, 373, 380-381, 387-392, 396-397, 427, 429, 443, 445

O

O'Leary, Dostaler, 186-187, 190-193, 198, 201

OIF, 242, 265, 269-270, 531

OJC, 167, 169-171, 173-174, 176-179, 337

Ouagadougou, Sommet de, 273, 488

P

Paradipomatie, 100, 340, 410, 413, 460, 483, 489, 519, 558

Parizeau, Jacques, 307, 407, 460, 478, 548, 558, 562, 564-565, 567, 569-572

Patry, André, 118, 215, 285, 294-295, 299-300, 313-315, 321, 325, 327-328, 338-342, 347-348, 351, 354, 357, 361-362, 367-369, 402, 410, 460, 477, 484-485, 487, 489, 508, 524-525, 534, 561-562, 587

Primofrancophonie, 181, 256, 275, 278, 589

Protodiplomatie, 508, 553, 556, 558

Protofrancophonie, 78, 104, 132-133, 135, 137, 139, 141, 148, 151-154, 156, 160, 164-166, 168, 174, 177-178, 180-182, 185, 203, 221, 223, 256, 278, 408, 455, 458, 589

Q

Québec, Sommet de, 118, 497-498, 505, 507, 509, 511, 513-515, 520, 521, 524-525, 594

R

Reclus, Onésime, 73, 82-94, 110, 148, 152, 181, 198, 251, 368, 530, 554

Référendum de 1980, 164, 444, 449, 451, 471, 478, 481, 568, 571

Référendum de 1995, 164, 457, 529, 555-556, 558, 562-564, 566-567, 569, 571, 573, 579, 581

Riel, Louis, 151,

Rossillon, Philippe, 185, 231, 286, 289, 314, 317-319, 362-365, 384, 391, 393, 442

Roy, Jean-Louis, 342, 399, 521, 540

S

Séguin, Philippe, 477, 579

Senghor, Léopold, 58, 86, 92, 102-107, 109-110, 114, 116, 126, 187, 197-198, 208, 209, 231, 250, 253, 258, 260, 262, 274, 284-287, 290-295, 298, 308, 312, 322, 326, 334, 345, 355, 359, 374, 377, 379, 386, 395, 404-405, 409, 433, 437, 441, 443-444, 449, 452, 461-462, 464-465, 467, 471, 479-480, 486, 516, 538, 571

Sihanouk, Norodom Prince, 231, 250, 386, 404, 449, 504, 521, 538

SSJB, 149-151, 155, 169, 337, 402

Suisse, 88, 97, 104, 191, 193, 195, 208, 230, 246, 288, 334, 375, 407, 412, 441, 496, 532, 554, 582-583, 593-597, 599-602

T

Tétreau, Ernest, 135-137, 139, 150

Trudeau, Pierre Elliott, 157-158, 242, 277, 343, 349, 352-355, 360, 362-366, 379, 384, 386-387, 390-391, 394, 401, 413, 415, 417, 419, 432, 439, 442-445, 448, 451-452, 459-460, 466, 468, 470, 472-474, 476, 484, 517, 525, 548-549, 552, 567, 570

U

UCF, 182, 203-218, 220-221, 223, 227, 229, 231, 250, 256, 275, 337, 396, 488, 495

Union Latine, 88, 106, 523

V

Versailles, Sommet de, 105, 460, 463, 469-470, 481, 485-486, 488-489, 491-492, 494-498, 500-502, 504, 509-510, 512, 517, 525, 528, 532-533, 536, 557-558, 588, 594

Vive le Québec libre, 299, 302, 307, 309-310, 312-313, 444, 572

W

Wallonie, 96, 104-105, 277, 319, 334, 456, 471, 587, 591-592, 600